

DICTIONNAIRE
DE
LÉGISLATION USUELLE

COMPRENANT

LES ÉLÉMENTS DU DROIT CIVIL, COMMERCIAL, INDUSTRIEL, MARITIME,
CRIMINEL, ADMINISTRATIF, ETC.

PAR

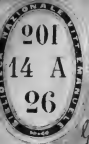
ERNEST CADET

DOCTEUR EN DROIT,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR, OFFICIER DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, ETC.

Ouvrage adopté pour l'enseignement secondaire spécial et pour les bibliothèques scolaires, couronné par la Société pour l'instruction élémentaire (médaillon d'argent, 1869) et par la Société d'encouragement au bien (médaillon d'honneur, 1870).

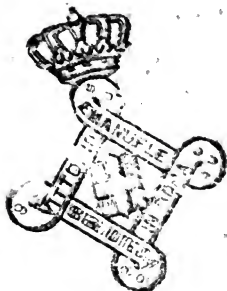


PARIS
LIBRAIRIE CLASSIQUE D'EUGÈNE BELIN
RUE DE VAUGIRARD, N° 52.



G.M.

DICTIONNAIRE
DE
LÉGISLATION USUELLE



MÊME LIBRAIRIE : Envoi franco au reçu du prix en timbres-poste.

COURS D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPÉCIAL

RÉDIGÉ CONFORMÉMENT AU PROGRAMME OFFICIEL

DICTIONNAIRE CLASSIQUE UNIVERSEL, français, historique, biographique, mythologique, géographique et étymologique; par M. Th. Bénard, officier d'académie, chef de bureau au Ministère de l'Instruction publique. NOUVELLE ÉDITION (21^e), refondue et augmentée de 5,600 mots. 1 vol. grand in-18, de 820 pages, cart. 2 fr. 60 c.

Le même, relié en percaline anglaise, avec titre doré. 3 fr.

Cours pratique et raisonné de style et de composition, rédigé conformément au programme de l'enseignement spécial; par M. Henry, professeur agrégé de l'Université. 1 vol. in-12, cart. 2 fr. 25 c.

Leçons sur l'histoire de la littérature française, depuis l'origine jusqu'à nos jours, contenant la biographie des principaux écrivains, l'analyse de leurs chefs-d'œuvre et les plus beaux passages de leurs écrits, rédigées conformément au programme officiel; par M. Sandras, inspecteur d'académie. In-12, cart. 2 fr. 50 c.

Nouveau choix de narrations françaises, précédé d'une introduction rapide résumant les règles essentielles et les qualités principales de la narration, gravées en caractères ineffaçables par Cicéron, Quintilien, Boileau, Fénelon, Buffon, Marmontel, et sanctionnées par la critique moderne, renfermant des morceaux choisis de J.-J. Rousseau, Schiller, Chateaubriand, Lamartine, Thiers, Mérimée, Alfred de Vigny, de Barrante, Michelet, D. Nisard, Amédée Thierry, O. Feuillet, de nos meilleurs novellistes, historiens, etc., suivi d'un appendice comprenant cent matières à développer, avec indication des sources; par M. E.-R. Dumas, professeur agrégé de l'Université. Seconde édition. In-12, br. 2 fr. 50 c.

Notions préliminaires de physique, contenant 220 belles figures intercalées dans le texte; à l'usage des élèves de première année de l'enseignement spécial; par M. Gripon, ancien élève de l'École normale supérieure, professeur de physique près la faculté des sciences de Rennes. Nouvelle édition. 1 vol. in-12, cart. 2 fr.

Cours élémentaire de physique, rédigé conformément au programme de deuxième année (pesanteur, chaleur, électricité, électro-chimie), contenant 263 figures intercalées dans le texte; par le même. 1 vol. in-12, cart. 3 fr.

Notions préliminaires de chimie (première année), contenant 75 figures intercalées dans le texte; par M. Beaume, professeur de physique au lycée d'Orléans. 1 vol. in-12, cart. 1 fr. 25 c.

Traité élémentaire d'arithmétique théorique et pratique (année préparatoire), contenant 1,000 exercices et problèmes résolus ou à résoudre; par M. A. Mesnard, ancien élève de l'École polytechnique, chargé des cours d'enseignement secondaire spécial au lycée de Nantes. 1 vol. in-12, cart. 1 fr. 25 c.

Traité d'arithmétique théorique et pratique (première et deuxième année), conforme au programme de l'enseignement secondaire spécial, contenant 2,500 problèmes pratiques; par le même. 1 fort vol. in-12, cart. 3 fr.

2244
DICTIONNAIRE

DE

LÉGISLATION USUELLE

COMPRENANT

LES ÉLÉMENTS DU DROIT CIVIL, COMMERCIAL, INDUSTRIEL, MARITIME,
CRIMINEL, ADMINISTRATIF, ETC.

PAR

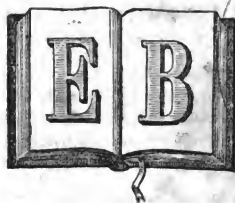
ERNEST CADET

DOCTEUR EN DROIT,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR, OFFICIER DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, ETC.

Ouvrage adopté pour l'enseignement secondaire spécial et pour les bibliothèques scolaires, couronné par la Société pour l'instruction élémentaire (médaillon d'argent, 1869) et par la Société d'encouragement au bien (médaillon d'honneur, 1870).

DEUXIÈME ÉDITION



PARIS

LIBRAIRIE CLASSIQUE D'EUGÈNE BELIN

RUE DE VAUGIRARD, N° 52.

—
1872

Tout exemplaire de cet ouvrage non revêtu de ma
griffe sera réputé contrefait.

Hug. Schlegel

PRÉFACE

DE LA PREMIÈRE ÉDITION

Depuis quelques années, surtout depuis l'organisation du nouvel enseignement appelé *secondaire spécial*, il a paru divers ouvrages de législation usuelle, dont plusieurs sont recommandables. Mais on peut regretter que les auteurs se soient généralement astreints à suivre des programmes officiels, trop développés sur certains points, muets ou incomplets sur d'autres, et qui, en tout cas, sont, comme tout programme, sujets à modifications.

Chargé du *Cours de législation usuelle* que l'Association philotechnique pour l'instruction gratuite des ouvriers a bien voulu créer, sur nos instances, en 1861, nous avons été souvent sollicité par nos auditeurs d'entreprendre la publication d'une sorte de manuel renfermant toutes les notions de droit qu'il peut être intéressant de posséder. Nous nous sommes mis à l'œuvre en cherchant à faire un livre qui fût également utile aux maîtres et aux élèves, comme à toute personne désireuse de s'initier à des connaissances que nul n'est censé ignorer.

Pour rendre les recherches plus faciles, nous avons cru devoir adopter la forme d'un Dictionnaire, en multipliant les mots de renvoi, de manière à mettre le lecteur, le moins versé en législation, à même de trouver

aisément la matière sur laquelle il a besoin de se renseigner.

Une *table méthodique* permet aux professeurs et aux élèves d'étudier successivement, dans un ordre rationnel, les matières qui font l'objet des cours de 3^e et 4^e année de l'enseignement spécial.

Il va sans dire que notre Dictionnaire est au courant des modifications apportées à la législation par les lois les plus récentes.

Nous aimons à espérer que le public fera bon accueil à cet ouvrage, fruit d'un travail de plusieurs années.

E. C.

Paris, 13 février 1869.

PRÉFACE

DE LA DEUXIÈME ÉDITION

Notre espoir n'a pas été trompé, et les nombreux témoignages d'approbation que nous avons reçus (1) nous

(1) « Votre dictionnaire vient combler une lacune sérieuse en dispensant de recourir aux ouvrages spéciaux et volumineux dont tout le monde n'est pas en état de faire utilement usage. »

M. FRÉDÉRIC PASSY.

« Quand verrons-nous les notions élémentaires de droit enseignées dans nos écoles primaires?... En attendant ce jour-là, qui sera bien forcé de venir, nous devons nous tenir heureux d'avoir des livres comme le vôtre qu'on puisse mettre à la disposition de tous dans les bibliothèques populaires. »

M. JEAN MACÉ.

décident à donner aujourd'hui une édition nouvelle et entièrement refondue de notre travail, édition d'autant plus nécessaire que, depuis 1870, la législation a été considérablement modifiée.

E. C.

Paris, 25 septembre 1872.

« Il me semble difficile, dans les proportions où vous vous êtes avec raison renfermé, de faire un travail mieux conçu et plus pratique. »

M. MARGUERIN, *directeur de l'Ecole municipale Turgot, etc.*

« C'est un excellent ouvrage, appelé à rendre de grands services aux élèves de nos écoles et aux gens du monde. »

M. MENU DE SAINT-MESMIN, *préfet général des Etudes au collège Chaptal, etc.*

« C'est une œuvre très-remarquable, dont l'utilité est de tous les instants. »

M. DE BEAUPRÉ, *docteur en droit.*

« C'est un ouvrage à consulter dans toutes les positions de la vie. »

M. WATELLE, *proviseur du lycée de Saint-Omer.*

« C'est un bien utile et excellent ouvrage, clair et fort instructif. »

M. GRÉARD, *inspecteur de l'Académie de Paris.*

« C'est un excellent et précieux ouvrage que l'on a besoin de consulter journellement et qui donne la science du droit au premier ignorant venu. »

M. CASTEL, *secrétaire de la Compagnie du chemin de fer du Nord.*

« Je viens de parcourir votre livre avec l'empressement d'un homme qui réclame depuis quinze ans que cette lacune soit comblée dans l'éducation nationale, et que l'axiome de droit « nul n'est censé ignorer la loi » devienne enfin une vérité, ainsi que le veut la justice... Vous avez rendu là un grand service. »

M. CHARLES SAUVESTRE (*de l'Opinion Nationale*).

« Ce volume a le rare mérite de convenir aux lecteurs de tout âge et de toute condition; il est trop utile et trop bien conçu pour ne pas être universellement adopté. »

M. A. GERMAIN, *doyen de la Faculté des lettres de Montpellier.*

« Je suis heureux que vous m'ayez procuré le plaisir de connaître cet ouvrage excellent, si correct, si substantiel, et si bien approprié aux besoins des cours de législation usuelle, commerciale ou industrielle. »

M. QUÉTELART, *directeur de l'Ecole commerciale.*

Etc., etc.

EXPLICATION DES SIGNES ABRÉVIATIFS.

Arg.....	Argument.
Arr.....	Arrêté.
Arr. Cons.....	Arrêt du Conseil.
Arr. consul.....	Arrêté consulaire.
Arr. min.....	Arrêté ministériel.
Art.....	Article.
Chap.....	Chapitre.
Cod. civ.....	Code civil.
Cod. com.....	Code de commerce.
Cod. for.....	Code forestier.
Cod. instr. crim.....	Code d'instruction criminelle.
Cod. just. mil.....	Code de justice militaire.
Cod. pén.....	Code pénal.
Cod. proc. civ.....	Code de procédure civile.
Déc.....	Décret.
Déclar.....	Déclaration.
Instr. min.....	Instruction ministérielle.
Ord. Pol.....	Ordonnance de Police.
Ord. Roy.....	Ordonnance Royale.
Org.....	Organique.
Règl.....	Règlement.
Sect.....	Section.
Tabl.....	Tableau.
Tit.....	Titre.
Voy.....	Voyez.

LÉGISLATION USUELLE

A

ABANDON. — Ce mot a, dans la langue du droit, plusieurs significations: le législateur s'en est différemment servi comme synonyme de *délaissement*, *renonciation*, *abdication*, *délivrance*.

1. — Les articles 216, 241 et 310 du Code de commerce portent :

Art. 216. — « Tout propriétaire de navire est civilement responsable des faits du capitaine, et tenu des engagements contractés par ce dernier, pour ce qui est relatif au navire et à l'expédition. — Il peut, dans tous les cas, s'affranchir des obligations ci-dessus par l'*abandon* du navire et du fret. (Voy. ce mot.) Toutefois, la faculté de faire abandon n'est point accordée à celui qui est en même temps capitaine et propriétaire ou co-propriétaire du navire. »

Art. 241. — « Le capitaine ne peut abandonner son navire pendant le voyage, pour quelque danger que ce soit, sans l'avis des officiers et principaux de l'équipage. »

Art. 310. — « Le chargeur ne peut abandonner pour le fret les marchandises diminuées de prix, ou détériorées par leur vice propre ou par cas fortuit. — Si toutefois des futailles contenant du vin, huile, miel et autres liquides, ont tellement coulé qu'elles soient vides ou presque vides, lesdites futailles pourront être abandonnées pour le fret. »

DICT. DE LÉG. RS.

2. — La loi du 3 frimaire an vii (23 novembre 1798), touchant la répartition, l'assiette et le recouvrement de la *contribution foncière*, après avoir déclaré, dans l'article 65, que « les terres vaines et vagues, les laudes et bruyères, et les terrains habituellement inondés ou dévastés par les eaux, seront assujettis à la contribution foncière d'après leur produit net et moyen, quelque modique qu'il soit, sans que, dans aucun cas, leur cotisation puisse être moindre d'un décime par hectare, » ajoute (art. 66) : « Les particuliers ne pourront s'affranchir de la contribution à laquelle les fouds désignés en l'article précédent devraient être soumis, qu'en renonçant à ces propriétés au profit de la Commune dans laquelle elles sont situées. La déclaration détaillée de cet *abandon* perpétuel sera faite par écrit au secrétariat de l'administration municipale, par le propriétaire, ou par un fondé de pouvoir spécial. — Les cotisations des objets ainsi abandonnés, dans les rôles faits antérieurement à l'*abandon*, resteront à la charge de l'ancien propriétaire. »

3. — Aux termes de l'art. 656 du Code civil, tout co-propriétaire d'un mur *mitoyen* peut se dispenser de contribuer aux réparations et reconstructions de ce mur, en *abandonnant* le droit de *mitoyenneté*, pourvu

que le mur mitoyen ne soutienne pas un bâtiment qui lui appartienne.

4. — L'article 699 du même Code consacre la faculté, pour le propriétaire d'un fonds assujéti à une *servitude*, de s'affranchir de tous frais occasionnés par les ouvrages nécessaires pour l'usage ou la conservation de cette servitude, en *abandonnant* le fonds au propriétaire à qui elle est due. — Voy. *SERVITUDES*, III.

5. — L'héritier qui accepte une succession sous *bénéfice d'inventaire* peut se décharger du paiement des dettes en *abandonnant* tous les biens de cette succession aux créanciers et aux légataires. (Cod. civ. art. 802.) — Voy. *SUCCESSIONS*, III.

6. — Le failli peut obtenir un concordat en *abandonnant* à ses créanciers tout ou partie de son actif. (Cod. com. art. 541.) — Voy. *FAILLITE*, VI.

7. — Tout militaire qui abandonne son poste est puni : 1^o de la peine de *mort*, si l'abandon a eu lieu en présence de l'ennemi ou de rebelles armés ; — 2^o de 2 à 5 ans d'emprisonnement, si, hors le cas prévu par le paragraphe précédent, l'abandon a eu lieu sur un territoire en état de guerre ou en état de siège ; — 3^o de 2 à 6 mois d'emprisonnement, dans tous les autres cas. — Si le coupable est chef de poste, le maximum de la peine lui est toujours appliqué. (Cod. Just. mil. p. l'armée de terre, art. 213.) — Les mêmes peines sont prononcées par le Code de Justice militaire pour l'armée de mer (art. 284) contre tout marin, tout militaire, tout individu faisant partie de l'équipage d'un bâtiment de l'Etat qui abandonne son quart ou son poste.

ABATTOIR. — (Ord. roy. 15 avril 1838 ; déc. 1^{er} août 1864.)

Etablissement communal où les bouchers et charcutiers sont tenus d'abattre et de dépouiller les bestiaux introduits vivants pour la consommation des habitants.

1. — Les abattoirs sont rangés dans la 1^{re} classe des *Etablissements dangereux et insalubres*. (Voy. ces

mots.) Leur autorisation appartient aux Préfets, depuis le décret du 1^{er} août 1864.

Cette autorisation entraîne de plein droit la suppression des *tue-ries* particulières situées dans la localité. Toutefois, les propriétaires qui élèvent des porcs pour leur consommation particulière ont la faculté de les abattre chez eux, pourvu que l'opération ait lieu dans des endroits clos et séparés de la voie publique.

2. — Les taxes d'abatage doivent être calculées de manière à ne pas dépasser les sommes nécessaires pour couvrir les frais annuels d'entretien et de gestion des abattoirs, et pour tenir compte à la Commune de l'intérêt du capital dépensé pour leur construction et de la somme affectée à l'amortissement de ce capital.

ABEILLES. — (Loi 6 oct. 1791, tit. I, sect. 3, art. 3, 5 ; loi 25 frimaire an viii (16 déc. 1799), art. 2.)

Insectes ailés dont le travail produit la cire et le miel.

1. — Les ruches à miel sont rangées dans la catégorie des biens *immeubles par destination*. (Cod. civ. art. 524.)

2. — Pour aucune raison, il n'est permis de troubler les abeilles dans leurs courses et dans leurs travaux. Même en cas de saisie légitime, une ruche ne peut être déplacée que dans les mois de décembre, janvier et février. La saisie n'est permise qu'au profit de la personne qui a fourni les abeilles ou pour l'acquittement de la créance du propriétaire envers son fermier.

3. — Le propriétaire d'un essaim a le droit de le réclamer et de s'en ressaisir, tant qu'il n'a point cessé de le suivre ; autrement l'essaim appartient au propriétaire du terrain sur lequel il s'est fixé.

4. — Le vol d'une ruche est puni d'un emprisonnement de 3 mois à un an, s'il a été commis de jour, et de 6 mois à 2 ans, s'il a eu lieu la nuit.

AB INTESTAT. — Du latin *ab intestato*, sans avoir testé. Une succes-

sion est dite *ab intestat*, lorsque c'est la loi, à défaut de testament, qui en règle la dévolution.

AB IRATO. — La traduction de ces deux mots latins est : *par un homme en colère*. — On appelle action *ab irato* celle qui a pour objet de faire annuler les libéralités que l'on prétend avoir été déterminées aveuglément par la colère ou par la haine.

La jurisprudence a décidé que, pour que l'action *ab irato* fût recevable, il ne suffisait pas qu'il y eût mauvaise humeur, aversion, haine ou colère même, mais qu'il fallait encore que ces divers sentiments eussent tellement agité et bouleversé le disposant, que sa raison en eût éprouvé une altération passagère, et que son esprit n'eût pas conservé sa liberté.

ABONNEMENT. — Convention entre l'Administration et les contribuables, par laquelle on fixe à une somme déterminée, et pour un temps limité, le montant, par évaluation, de certains droits éventuels à la charge de ces derniers. Ainsi se trouvent évitées les nombreuses formalités qu'entraînerait la perception au détail.

1. — Les *débitants de boissons* peuvent contracter des abonnements individuels, à l'année ou à l'hectolitre, avec la régie des contributions indirectes. Un abonnement *général par Commune* peut être consenti, sur la demande des Conseils municipaux, pour remplacer les droits de détail et de circulation auxquels les débitants sont assujettis dans l'intérieur, etc. — Voy. **BOISSONS**.

2. — Le montant du droit de fabrication dont les *brasseurs* sont présumés passibles, est remplacé, à Paris et dans les villes au-dessus de 30,000 âmes, par un abonnement contracté de gré à gré avec la Régie. (Loi 28 avril 1816.)

3. — Les *voitures publiques* et les *bateaux à service régulier* peuvent contracter un abonnement d'après la recette présumée de l'entreprise. (Loi 25 mars 1817.)

4. — Les *propriétaires ou exploi-*

tants de mines peuvent consentir avec l'Administration des contributions directes un abonnement annuel, pour tenir lieu de la redevance fixe et proportionnelle qu'ils doivent à l'Etat. — Voy. **MINES**.

5. — Les *Communes* peuvent, par voie d'abonnement, s'exonérer des charges pesant sur elles pour le *logement des troupes*. (Ord. roy. 5 août 1818.)

6. — Les *Conseils municipaux* ont la faculté de consentir avec la régie des contributions indirectes un abonnement pour la *perception des octrois* au profit de la Commune. — Voy. **OCTROI**, 4.

7. — Par *abonnement*, on entend encore une allocation fixe destinée à couvrir des dépenses éventuelles. Tel est l'*abonnement des Préfectures et Sous-Préfectures*, c'est-à-dire la somme allouée par le Gouvernement aux Préfets et Sous-Préfets, pour frais de bureaux et d'administration. Le chiffre en est fixé par décret, pour chaque département, sur la proposition du Ministre de l'Intérieur.

ABORDAGE. — Choc d'un vaisseau contre un autre.

1. — Si l'événement a été purement fortuit, si, par exemple, les bâtiments ont été jetés l'un contre l'autre par la violence des vents, le dommage est supporté par celui des deux navires qui l'a éprouvé, sauf le recours du propriétaire contre ses assureurs, s'il en a.

Si l'abordage a eu lieu par la faute de l'un des capitaines, le dommage est à la charge de celui qui l'a causé.

S'il y a doute sur les causes de l'abordage, le dommage est réparé à frais communs et par égale portion.

Dans ces deux dernières hypothèses, l'estimation des dommages est faite par experts. (Cod. com. art. 407.)

2. — La jurisprudence a établi diverses règles propres à guider les juges dans le doute sur les causes de l'abordage : — Ainsi, lorsque deux navires se présentent pour entrer dans un port d'un accès difficile, le plus éloigné doit attendre que le plus

proche soit entré. S'ils abordent, le dommage est imputable au dernier venu, jusqu'à preuve contraire; — dans le concours de deux navires, le plus petit doit céder le pas au plus grand, si les circonstances le permettent; — le navire qui sort du port doit faire place à celui qui y entre; — celui qui sort le second, étant plus maître de la mer que celui qui est sorti le premier, est censé avoir causé l'abordage; — le navire qui court à voiles déployées est censé avoir, par sa faute, abordé celui qui, étant à la cape ou amarré en rade, n'a pu se mettre à l'écart, quand même celui-ci aurait été averti de se déplacer, s'il en a été empêché par défaut de temps ou par crainte d'un plus grand danger; — la présomption est contre le navire qui met à la voile pendant la nuit, ou contre celui qui est laissé sans gardien; — le navire qui se place mal dans le port, ou qui ne garde pas la distance prescrite, ou qui ne s'amarré pas aux anneaux et lieux destinés à cet effet, ou qui ne place pas au-dessus de ses ancres les signes prescrits pour indiquer les endroits où elles sont mouillées, est censé en faute et tenu, par suite, du dommage.

3. — Dans la navigation des rivières, les bateaux montant doivent faire place à ceux qui descendent, sur l'avertissement que ces derniers sont tenus de leur donner de se ranger et d'aller à terre. La responsabilité des suites de l'abordage tomberait donc sur le vaisseau descendant, s'il avait négligé d'avertir l'autre, et, sur ce dernier, s'il n'avait pas tenu compte de l'avertissement.

4. — Dans tous les cas où un navire, en faisant une manœuvre requise pour le salut d'un autre, éprouve quelque dommage, sans la faute du capitaine ou de l'équipage, il doit en être indemnisé par le bâtiment dans l'intérêt duquel la manœuvre a été faite.

ABORNEMENT. — Voy. BORNAGE.

ABREUVOIR. — Endroit où l'on mène habituellement boire et même bai-

gner les chevaux et autres animaux.

1. — Les abreuvoirs existent naturellement sur les bords des fleuves, rivières, ruisseaux, lacs, étangs ou mares; ou bien ils sont construits de main d'homme et constituent alors un réservoir d'eaux, soit pluviales, soit de source.

2. — La police des abreuvoirs publics est dans les attributions de l'Autorité administrative. Celle des abreuvoirs communaux appartient à l'Autorité municipale, sous le contrôle des Préfets. Enfin, les abreuvoirs particuliers peuvent aussi être l'objet de mesures prises par les municipalités lorsque, par leur situation ou l'insalubrité des eaux, ils compromettent la sûreté ou la salubrité publique.

3. — Les règlements de police en vigueur à Paris défendent de conduire aux abreuvoirs ou ailleurs, dans la ville ou ses faubourgs, les chevaux et mulets en plus grand nombre que trois attachés en queue, compris celui du conducteur, de les confier à des enfants, domestiques ou autres, au-dessous de dix-huit ans; de les faire trotter ou courir dans les rues, à peine d'une amende de 1 à 10 fr. (Cod. pén. art. 471, n° 15, et 475, nos 3 et 4), et, en cas de récidive, d'un emprisonnement dont le maximum est 5 jours (art. 474, 478).

La prohibition de conduire plus de trois chevaux à la fois n'est pas applicable aux maîtres de poste. Une déclaration du Roi, du 28 avril 1782, les a autorisés à faire conduire à l'abreuvoir jusqu'à quatre chevaux par un seul postillon.

Il est également défendu de faire mener les chevaux à l'abreuvoir pendant la nuit, ou par des femmes dans aucun temps.

4. — Quant aux mesures de salubrité que peuvent rendre nécessaires les abreuvoirs, l'Autorité a le droit et le devoir de les prescrire. Ainsi, pour empêcher la corruption des eaux, l'Autorité municipale doit faire nettoyer soigneusement les abreuvoirs en hiver, et enlever le frai des cra-

pauds et des grenouilles qui s'y réfugient.

De même, il serait utile d'interdire, pendant un certain temps, la divagation des oies et autres volailles, si elles avaient l'habitude d'aller se baigner dans les abreuvoirs publics, et si les petites plumes ou les excréments qu'elles y laissent étaient de nature soit à corrompre les eaux, soit à nuire aux bestiaux ou chevaux qui y sont conduits.

5. — En cas de maladie contagieuse sur les bestiaux, défense est faite de conduire aux abreuvoirs publics ceux qui en sont infectés, à peine de 100 fr. d'amende. Dans ce cas, le Maire doit assigner un abreuvoir isolé aux troupeaux que l'épizootie éloigne de l'abreuvoir commun.

6. — Le droit d'abreuvoir constituant une servitude *discontinue* ne peut s'acquérir que par titre et non par prescription. — Voy. SERVITUDE, III.

ABRÉVIATIONS.—Retranchement de lettres dans un mot pour écrire plus vite ou occuper moins d'espace.

1. — Les abréviations ne sont pas seulement désagréables pour le lecteur qui les comprend parfois avec difficulté; elles offrent aussi des dangers qui ont frappé le législateur. C'est ce qui explique la défense d'écrire par abréviation dans les *actes de l'état civil* (voy. ce mot), et d'y mettre des dates en chiffres. (Cod. civ. art. 42.)

2. — La loi du 25 ventôse an xi (16 mars 1803) sur l'organisation du *notariat* interdit également (art. 13) les abréviations aux Notaires, sous peine d'une amende de 100 fr., et sans préjudice, s'il y a lieu, de dommages-intérêts.

3. — Les *Agents de change* et *Courriers* ne peuvent consigner par abréviations ou en chiffres, sur les livres qu'ils sont tenus d'avoir, les opérations de leur ministère. (Cod. com. art. 84.)

ABROGATION.—Se dit de l'abolition d'une loi, d'un décret ou d'une disposition réglementaire.

1. — Au législateur seul appartient le droit d'abroger une *loi*, puisque c'est de lui qu'elle émane; au Président de la République seul, celui d'abroger un *décret* (c'est ainsi que s'appellent ses décisions); aux diverses autorités administratives enfin, celui d'anéantir les règlements ou arrêtés pris par elles dans les limites de leur compétence.

2. — L'abrogation peut être *expresse* ou *tacite*. Elle est *expresse*, quand elle est prononcée en termes formels; *tacite*, lorsqu'une loi, un décret, un arrêté ou un règlement postérieur se trouve contenir des dispositions inconciliables avec les dispositions antérieures sur la même matière.

3. — Si l'incompatibilité n'est pas absolue, les dispositions anciennes et les nouvelles doivent être combinées ensemble et entendues l'une par l'autre. Si la contrariété n'existe que sur quelques points, ce n'est que dans ces points que les dispositions anciennes se trouvent abrogées par les plus récentes.

Nous ne croyons pas, comme divers auteurs l'ont prétendu, que l'abrogation puisse résulter de la désuétude ou d'un usage contraire. Tant qu'une disposition n'a pas été rapportée par le pouvoir dont elle est émanée, il est plus sûr et plus rationnel de dire qu'elle subsiste. C'est dans ce sens, d'ailleurs, que s'est prononcée la jurisprudence la plus générale, et le système contraire aurait pour conséquence d'amener l'anarchie dans la législation et une incertitude des plus fâcheuses.

ABSENCE — ABSENT. — (Cod. civ. art. 112-143; Cod. proc. civ. art. 859, 860.)

On entend par *absent*, dans le langage de la loi, l'individu qui a disparu sans donner de nouvelles, et dont l'existence a été déclarée incertaine par un jugement du tribunal de son domicile ou de sa dernière résidence.

Le Code civil distingue dans l'absence trois périodes :

1^o La *présomption d'absence*;

2^o La *déclaration d'absence*, qui donne lieu à l'*envoi en possession provisoire des biens de l'absent*;

3^o L'*envoi en possession définitif*.

I. PRÉSUMPTION D'ABSENCE. — Le présumé absent est celui qui a disparu du lieu de son domicile ou de sa résidence, sans qu'on ait de ses nouvelles, et dont l'absence n'est pas encore déclarée par jugement. Cette déclaration ne peut être faite que cinq ans après la disparition ou les dernières nouvelles reçues, si le présumé absent n'a point laissé de procuration, et qu'après onze ans seulement, s'il en a laissé une, quand bien même ladite procuration viendrait à cesser avant l'expiration des onze années.

Durant cette première période, s'il est nécessaire de pourvoir à l'administration de tout ou partie des biens du présumé absent, le tribunal y pourvoit, sur la demande des parties intéressées; mais il faut pour cela qu'il y ait absolue nécessité, et que le présumé absent n'ait pas laissé de procureur. La loi n'a pas voulu, dans sa sagesse, qu'on pût, sans un impérieux motif, s'immiscer dans l'administration des biens d'une personne.

Si le présumé absent est intéressé dans des inventaires, comptes, partages ou liquidations, le tribunal commet un notaire pour le représenter.

Le *Ministère public* (voy. ce mot) est spécialement chargé de veiller aux intérêts des personnes présumées absentes. Il doit être entendu sur toutes les demandes qui les concernent.

II. DÉCLARATION D'ABSENCE. ENVOI DES HÉRITIERS PRÉSUMPTIFS DE L'ABSENT EN POSSESSION PROVISOIRE DE SES BIENS. — Lorsqu'il s'est écoulé, depuis la disparition ou les dernières nouvelles, quatre ans si le présumé absent n'a pas laissé de procuration, et dix ans s'il en a laissé une, ses héritiers présomptifs peuvent s'adresser au tribunal pour que l'absence soit déclarée. Il est alors ordonné une enquête, et ce n'est qu'au bout

d'un an, s'il y a lieu, que le tribunal déclare l'absence qui a pour conséquence l'envoi des héritiers présomptifs de l'absent en possession provisoire de ses biens.

La loi exige, en prévision du retour de l'absent, que les envoyés en possession provisoire offrent certaines garanties de restitution, telles qu'une *caution*, et elle a prescrit diverses mesures conservatoires. Ainsi, il est procédé à l'inventaire des meubles et des titres de l'absent en présence du Procureur de la République ou d'un Juge de paix par lui commis, afin qu'on sache ce que les envoyés recueillent et ce qu'ils devront rendre un jour, s'il y a lieu.

Les envoyés en possession provisoire ne sont donc point propriétaires des biens qu'ils possèdent. Ils en sont simplement les gardiens, chargés de les administrer, avec l'obligation d'en rendre compte, mais sous la réserve à leur profit d'une portion plus ou moins forte, ou même de la totalité des revenus qu'ils perçoivent, suivant que l'absence est plus ou moins prolongée.

Cette portion est des $\frac{4}{10}$ lorsque l'absent reparait ou donne de ses nouvelles avant 15 ans révolus depuis sa disparition, des $\frac{9}{10}$ lorsqu'il reparait après 15 ans.

Ainsi, dans le premier cas, les envoyés ne sont tenus de restituer, outre les capitaux, que $\frac{4}{10}$ des revenus, et, dans le second, $\frac{1}{10}$ seulement.

Après 30 ans d'absence, la totalité des revenus leur appartient.

III. ENVOI EN POSSESSION DÉFINITIF. — Si l'absence a continué pendant 30 ans depuis l'envoi en possession provisoire, ou s'il s'est écoulé cent ans révolus depuis la naissance de l'absent, tous les ayants droit peuvent demander le partage des biens de l'absent et faire prononcer l'*envoi en possession définitif* par le tribunal.

Dans cette double hypothèse, en effet, la présomption de la mort de l'absent devient tellement forte que la loi n'hésite pas à fixer définitivement le sort des héritiers. L'intérêt

public exigeait, d'ailleurs, qu'on ne laissât pas plus longtemps les propriétés incertaines et hors le commerce.

Or, comme l'envoi en possession provisoire n'est prononcé au plus tôt qu'après 5 ans de non-présence sans nouvelles, ce n'est qu'après 35 ans au moins de cet état qu'il peut devenir définitif.

Quelque forte que soit devenue la présomption de la mort de l'absent, elle n'est point cependant la certitude absolue. Il fallait donc prévoir la possibilité d'un retour. C'est ce qu'a fait l'article 132 du Code civil en ordonnant que, dans ce cas, l'absent recouvrera ses biens dans l'état où ils se trouveront, et le prix de ceux qui auraient été aliénés, ou les biens provenant de l'emploi qui aurait été fait du produit de ses biens vendus.

ABSOLUTION. — Ce mot n'est pas synonyme d'*acquittement*.

1. — Un accusé est *absous*, lorsque le fait dont il est reconnu coupable ne se trouve pas défendu par la loi pénale (Cod. Instr. crim. art. 364) : ce cas se présentera rarement aujourd'hui.

2. — L'individu *absous* peut être condamné aux frais de la procédure, ce qui n'a pas lieu en cas d'*acquittement*.

3. — Ces expressions : *absolution* et *acquittement* ne s'emploient que lorsqu'il s'agit d'une accusation portée devant la Cour d'assises, c'est-à-dire en matière criminelle.

En matière correctionnelle ou de simple police, le tribunal prononce le *renvoi* du prévenu. (Cod. Instr. crim. art. 191.)

ABSTENTION DE JUGE. — (Cod. proc. civ. art. 380.)

C'est le fait spontané du juge qui, sollicité par sa conscience de demeurer étranger à un procès, s'abstient d'en connaître, après que ses motifs ont été agréés par la chambre du tribunal.

Il ne faut pas confondre l'*abstention* du juge avec sa *récusation* : celle-ci émane du plaideur qui peut exer-

cer ce droit sous certaines conditions déterminées par le Code de procédure civile (art. 378-396). — Voy. RÉCUSATION.

ABUS D'AUTORITÉ. — (Cod. pén. art. 184-191.)

Le Code pénal divise les abus d'autorité en 2 classes : *abus d'autorité contre les particuliers* et *abus d'autorité contre la chose publique*. Ils sont punis des peines ci-après :

1. **ABUS D'AUTORITÉ CONTRE LES PARTICULIERS.** — Art. 184. — « Tout fonctionnaire de l'ordre administratif ou judiciaire, tout officier de justice ou de police, tout commandant ou agent de la force publique, qui, agissant en sa dite qualité, se sera introduit dans le domicile d'un citoyen, contre le gré de celui-ci, hors les cas prévus par la loi, et sans les formalités qu'elle a prescrites, sera puni d'un emprisonnement de 6 jours à 1 an, et d'une amende de 16 fr. à 500 fr., sans préjudice de l'application du second paragraphe de l'article 114. » Ce paragraphe est ainsi conçu : « Si le fonctionnaire justifie qu'il a agi par ordre de ses supérieurs pour des objets du ressort de ceux-ci, sur lesquels il leur était dû obéissance hiérarchique, il sera exempt de la peine, laquelle sera, dans ce cas, appliquée seulement aux supérieurs qui auront donné l'ordre. »

« Tout individu qui se sera introduit à l'aide de menaces ou de violences dans le domicile d'un citoyen, sera puni d'un emprisonnement de 6 jours à 3 mois, et d'une amende de 16 fr. à 200 fr. »

Art. 185. — « Tout juge ou tribunal, tout administrateur ou autorité administrative, qui, sous quelque prétexte que ce soit, même du silence ou de l'obscurité de la loi, aura dénié de rendre la justice qu'il doit aux parties, après en avoir été requis, et qui aura persévéré dans son déni, après avertissement ou injonction de ses supérieurs, pourra être poursuivi, et sera puni d'une amende de 200 fr. au moins et de 500 fr. au plus, et de

l'interdiction des fonctions publiques depuis 5 ans jusqu'à 20. »

Art. 186. — « Lorsqu'un fonctionnaire ou un officier public, un administrateur, un agent ou un préposé du gouvernement ou de la police, un exécuter des mandats de justice ou jugements, un commandant en chef ou en sous-ordre de la force publique, aura, sans motif légitime, usé ou fait user de violences envers les personnes, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, il sera puni selon la nature et la gravité de ces violences, et en élevant la peine suivant la règle posée par l'article 198. » — Cette règle est celle-ci : « S'il s'agit d'un délit de police correctionnelle, ils (les fonctionnaires ou officiers publics) subiront toujours le maximum de la peine attachée à l'espèce de délit; — et s'il s'agit de crime, ils seront condamnés, savoir : à la réclusion, si le crime emporte contre tout autre coupable la peine du bannissement ou de la dégradation civique; aux travaux forcés à temps, si le crime emporte contre tout autre coupable la peine de la réclusion ou de la détention; — et aux travaux forcés à perpétuité lorsque le crime emportera contre tout autre coupable la peine de la déportation ou celle des travaux forcés à temps. »

Art. 187. — « Toute suppression, toute ouverture de lettres confiées à la poste, commise ou facilitée par un fonctionnaire ou un agent du Gouvernement ou de l'Administration des Postes, sera punie d'une amende de 16 fr. à 500 fr., et d'un emprisonnement de 3 mois à 5 ans. Le coupable sera, de plus, interdit de toute fonction ou emploi public pendant 5 ans au moins et 10 ans au plus. »

II. ABUS D'AUTORITÉ CONTRE LA CHOSE PUBLIQUE. — Art. 188. — « Tout fonctionnaire public, agent ou préposé du Gouvernement, de quelque état et grade qu'il soit, qui aura requis ou ordonné, fait requérir ou ordonner l'action ou l'emploi de la force publique contre la perception

d'une contribution légale, ou contre l'exécution soit d'une ordonnance ou mandat de justice, soit de tout autre ordre émané de l'autorité légitime, sera puni de la réclusion. »

Art. 189. — « Si cette réquisition ou cet ordre ont été suivis de leur effet, la peine sera le maximum de la réclusion. »

Art. 190. — « Les peines énoncées aux art. 188 et 189 ne cesseront d'être applicables aux fonctionnaires ou préposés qui auraient agi par ordre de leurs supérieurs, qu'autant que cet ordre aura été donné par ceux-ci pour des objets de leur ressort, et sur lesquels il leur était dû obéissance hiérarchique; dans ce cas, les peines portées ci-dessus ne seront appliquées qu'aux supérieurs qui, les premiers, auront donné cet ordre. »

Art. 191. — « Si, par suite desdits ordres ou réquisitions, il survient d'autres crimes punissables de peines plus fortes que celles exprimées aux articles 188 et 189, ces peines plus fortes seront appliquées aux fonctionnaires, agents ou préposés coupables d'avoir donné lesdits ordres ou fait lesdites réquisitions. »

— Aux termes de l'article 50 du Code pénal, sont punissables comme complices d'une action qualifiée crime ou délit, ceux qui, par abus d'autorité ou de pouvoir, ont provoqué à cette action ou donné des instructions pour la commettre.

ABUS DE CONFIANCE. — (Cod. pén. art. 406-409.)

L'abus de confiance, qu'il serait difficile de définir bien exactement, se manifeste sous des formes diverses, et le Code pénal qualifie ainsi quatre espèces de délits dont nous allons parler successivement :

I. ABUS DES BESOINS, DES FAIBLESSES ET DES PASSIONS D'UN MINEUR. — « Quiconque, » dit l'article 406, « aura abusé des besoins, des faiblesses ou des passions d'un mineur, pour lui faire souscrire, à son préjudice, des obligations, quittances ou décharges, pour prêt d'argent ou de choses mobilières, ou d'effets de

commerce, ou de tous autres effets obligatoires, sous quelque forme que cette négociation ait été faite ou déguisée, sera puni d'un emprisonnement de deux mois au moins, de deux ans au plus, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et des dommages-intérêts qui seront dus aux parties lésées, ni être moindre de 25 fr. »

Le coupable peut, en outre, à compter du jour où il aura subi sa peine, être interdit, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, des droits civiques, civils ou de famille mentionnés dans l'article 42 du Code pénal.

En édictant cette disposition, le législateur de 1810 a pensé que la crainte d'une peine correctionnelle retiendrait peut-être ces hommes sans pudeur qui abusent des besoins, des faiblesses ou des passions des fils de famille, et que ceux-ci dès lors ne trouveraient plus autant de facilité à se procurer « des ressources désastreuses pour leur fortune et quelquefois plus funestes encore pour leurs mœurs. »

II. ABUS DE BLANC-SEING. — On appelle *blanc-seing* une signature donnée de confiance sur un papier destiné à recevoir un écrit dont il ne contient encore aucune trace.

L'abus de blanc-seing est puni par l'article 407 ainsi conçu : « Quiconque abusant d'un blanc-seing qui lui aura été confié, aura frauduleusement écrit au-dessus une obligation ou décharge, ou tout autre acte pouvant compromettre la personne ou la fortune du signataire, sera puni des peines portées en l'article 403, » c'est-à-dire d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus, et d'une amende de 50 fr. au moins et de 3,000 fr. au plus.

Le coupable peut, en outre, être interdit, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où il aura subi sa peine, des droits mentionnés en l'article 42 du Code pénal.

Dans le cas où le blanc-seing n'aurait pas été confié à celui qui en

a abusé, il serait poursuivi comme faussaire et puni comme tel. — Voy. FAUX, IV.

III. DÉTOURNEMENT D'OBJETS CONFIÉS A TITRE DE LOUAGE, DE DÉPÔT, DE MANDAT, etc. — Cette troisième espèce d'abus de confiance fait l'objet de l'article 408 : « Quiconque aura détourné ou dissipé, au préjudice des propriétaires, possesseurs ou détenteurs, des effets, deniers, marchandises, billets, quittances, ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge, qui ne lui auraient été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage, ou pour un travail salarié ou non salarié, à la charge de les rendre ou représenter, ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé, sera puni des peines portées en l'article 406. (Voy. ci-dessus.)

« Si l'abus de confiance prévu et puni par le précédent paragraphe a été commis par un officier public ou ministériel, ou par un domestique, homme de services à gages, élève, clerc, commis, ouvrier, compagnon ou apprenti, au préjudice de son maître, la peine sera celle de la réclusion. »

IV. SOUSTRACTION DE PIÈCES PRODUITES DANS UN PROCÈS. — « Quiconque, après avoir produit, dans une contestation judiciaire, quelque titre, pièce ou mémoire, l'aura soustrait de quelque manière que ce soit, sera puni d'une amende de 25 fr. à 300 fr... » (Art. 409).

ABUS DE JOUISSANCE. — Se dit lorsqu'une personne excède les limites du droit qu'elle a de jouir d'une chose.

1. — L'abus de jouissance de la part de l'*usufruitier* peut entraîner l'extinction de l'*usufruit*. (Cod. civ. art. 618.) — Voy. USUFRUIT, 4.

2. — Il y a lieu à résiliation du bail, lorsque le *locataire* n'use point de la chose louée « en bon père de famille, » et qu'il en résulte un dommage pour le bailleur. (Cod. civ. art. 1728-1729.) — Voy. LOUAGE, sect. I, 1, § 2.

ACADÉMIE. — Division de la

France sous le rapport de l'*Instruction publique*. (Voy. ces mots.)

L'Institut de France se compose de 5 sections ou *académies*. — Voy. INSTITUT DE FRANCE.

ACCAPAREMENT-ACCAPAREUR. (Cod. pén. art. 419, 420.)

Accaparement se dit de l'achat considérable de certains objets, particulièrement de denrées, dans le but d'en élever le prix d'une manière arbitraire, en restreignant la concurrence ou en la rendant tout à fait impossible. On appelle *accapareur* l'individu qui se livre à des opérations de ce genre.

1. — L'accaparement fut déclaré crime capital par le décret du 28 juillet 1793. (Art. 1^{er}.)

Étaient coupables de ce crime ceux qui dérobaient à la circulation des marchandises ou denrées de première nécessité qu'ils avaient achetées et tenaient enfermées dans un lieu quelconque, sans les remettre en vente journellement et publiquement. (Art. 2.)

2. — Étaient également déclarés *accapareurs* ceux qui faisaient périr ou laissaient périr volontairement les denrées et marchandises de première nécessité. (Art. 3.)

L'article 4 faisait l'énumération des denrées et marchandises de première nécessité : « le pain, la viande, le vin, les grains, farines, légumes, fruits, le beurre, le vinaigre, le cidre, l'eau-de-vie, le charbon, le suif, l'huile, la soude, le savon, le sel, les viandes et poissons secs, fumés, salés ou marinés, le miel, le sucre, le chanvre, le papier, les laines ouvrées et non ouvrées, les cuirs, le fer et l'acier, le cuivre, les draps, la toile, et généralement toutes les étoffes, ainsi que les matières premières qui servent à leur fabrication, les soieries exceptées. »

3. — Tout citoyen qui dénonçait des accaparements avait le tiers du produit des marchandises et denrées confisquées. L'autre tiers était distribué aux citoyens indigents de la Com-

mune ; le dernier tiers appartenait à la République.

Celui qui dénonçait des marchandises ou denrées détruites volontairement recevait une gratification proportionnée à la gravité de la dénonciation. (Art. 12.)

4. — Le Code pénal actuel a prévu et puni les diverses manœuvres tendant à opérer la hausse ou la baisse du prix des denrées ou marchandises au-dessus ou au-dessous des prix qu'aurait déterminés la concurrence naturelle et libre du commerce ; il prononce contre les coupables un emprisonnement d'un mois au moins, d'un an au plus, et une amende de 500 fr. à 10,000 fr. Il autorise, en outre, leur mise sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus. (Art. 419.)

5. — Si ces manœuvres ont été pratiquées sur grains, grenailles, farines, substances farineuses, pain, vin, ou toute autre boisson, la peine applicable est un emprisonnement de deux mois au moins, de deux ans au plus, et une amende de 1,000 fr. à 20,000 fr. La mise en surveillance qui peut être prononcée est de cinq ans au moins et dix ans au plus. (Art. 420.)

ACCEPTION.

— de *succession*. — Voy. SUCCESSIONS, III.

— de *lettre de change*. — Voy. EFFETS DE COMMERCE, III et IV.

— de *communauté*. — Voy. CONTRAT DE MARIAGE, I, § 1.

— de *donation entre vifs*. — Voy. DONATION ENTRE VIFS, I.

— de *mandat*. — Voy. MANDAT, I.

— de *transport de créance*. — Voy. VENTE, VI.

L'acceptation, non autorisée par le chef de l'État, de *fonctions publiques conférées par un gouvernement étranger*, entraîne la perte de la qualité de Français. (Cod. civ. art. 17.)

— Voy. FRANÇAIS.

ACCEPTEUR. — C'est, dans le langage du droit commercial, la personne sur qui une lettre de change a été tirée lorsqu'à présentation elle

l'a revêtue de son acceptation. — Voy. EFFETS DE COMMERCE, III.

ACCESSION. — (Cod. civ. art. 546 577; 712.)

La propriété d'une chose, soit mobilière, soit immobilière, donne droit sur tout ce qu'elle produit, et sur ce qui s'y unit accessoirement, soit naturellement, soit artificiellement. — Ce droit s'appelle *droit d'accession*. — Voy. FRUITS, ALLUVION, ARTISAN, PLANTATIONS, CONSTRUCTIONS.

ACCIDENT (ASSURANCE EN CAS D'). — Voy. CAISSES D'ASSURANCES, etc.

ACHALANDAGE. — Synonyme de *clientèle*. — Il forme souvent la partie principale d'un fonds de commerce, plus importante que le matériel, c'est-à-dire que les ustensiles et les marchandises : aussi peut-il être vendu séparément.

L'achalandage comprend l'enseigne, le nom sous lequel la maison est connue. Celui qui l'achète a le droit de se dire seul successeur du cédant et son continuateur dans l'établissement cédé.

ACHAT. — C'est le fait de se procurer, moyennant un prix, une chose de quelqu'un qui la vend. Le mot *achat* s'emploie surtout quand il s'agit de choses mobilières ; pour les immeubles, on se sert plutôt du mot *acquisition*.

ACHAT D'EFFETS MILITAIRES. (Cod. just. mil. armée de terre, art. 244, 247; armée de mer, art. 325, 329.)

— L'achat à un militaire de ses effets d'équipement, dans des cas autres que ceux où les règlements autorisent leur mise en vente, constitue un délit prévu et puni de la manière suivante :

Cod. just. mil. armée de terre, art. 244. — « Est puni d'un an à 5 ans d'emprisonnement, tout militaire qui vend son cheval, ses effets d'armement, d'équipement ou d'habillement, des munitions ou tout autre objet à lui confié pour le service. — Est puni de la même peine, tout militaire qui sciemment achète ou recèle lesdits effets. — La peine est de six mois à un an d'emprisonnement, s'il s'agit d'effets de petit équipement. »

Art. 247. — « Tout individu qui achète, recèle ou reçoit en gage des armes, munitions, effets d'habillement, ou tout autre objet militaire, dans des cas autres que ceux où les règlements autorisent leur mise en vente, est puni par le tribunal compétent de la même peine que l'auteur du délit. »

Cod. just. mil. armée de mer, art. 325. — « Est puni d'un an à cinq ans d'emprisonnement tout marin qui vend des effets d'armement ou d'équipement, des munitions ou tout autre objet à lui confié pour le service. — Est puni de la même peine tout marin qui sciemment achète ou recèle lesdits effets. — La peine est de 6 mois à un an d'emprisonnement, s'il s'agit d'effets composant le sac du marin. »

Art. 329. — « Tout individu qui achète, recèle ou reçoit en gage des armes, munitions, effets d'équipement, effets composant le sac du marin, ou tout autre objet militaire, dans des cas autres que ceux où les règlements autorisent leur mise en vente, est puni par le tribunal compétent de la même peine que l'auteur du délit. »

ACHETEUR. — On désigne ainsi celui qui stipule d'un individu appelé *vendeur*, qu'il recevra une chose moyennant un prix convenu. Quand la chose est mobilière, on emploie particulièrement le mot *acheteur*. S'il s'agit d'une chose immobilière, on se sert de l'expression *acquéreur*. — Voy. VENTE.

ACCOMMODEMENT. — Synonyme d'accord, de transaction, ce mot s'applique au traité amiable par lequel on prévient ou on termine un procès. On dit dans ce sens : « un mauvais accommodement vaut mieux qu'un bon procès. »

Ce proverbe si excellent devrait être sans cesse présent à l'esprit des plaideurs et de ceux qui ont spécialement mission de les éclairer et de les conseiller. Il nous rappelle ces vers du judicieux Boileau :

« N'entrepris point même un juste
[procès ;
N'imité point ces fous dont la sottise a va-
[rice
Va de ses revenus engraisser la justice ;
Qui, toujours assignant, et toujours assi-
[gnés,
Souvent demeurent gueux de vingt pro-
[cès gagnés. »

Qui ne connaît aussi la charmante
fable de l'*huître* et des *plaideurs* ?

(Voy. ARBITRAGE, TRANSACTION.)

ACCUSÉ. — On donne spéciale-
ment ce nom, dans le langage juridi-
que, à l'individu qui est renvoyé,
pour un fait qualifié *crime*, devant la
Cour d'assises.

L'expression de *prévenu* sert à dési-
gner celui qui est appelé, à raison
d'un *délit*, devant le tribunal de po-
lice correctionnelle.

ACQUÉREUR. — C'est celui qui sti-
pule qu'il recevra une chose moyen-
nant un prix convenu. On désigne
ainsi particulièrement la personne
qui achète un *immeuble*.

L'expression d'*acheteur* s'emploie
de préférence quand il s'agit d'une
chose mobilière. — Voy. VENTE.

ACQUÊT. — Ce mot comprend,
dans son sens propre et étroit, tout
ce que l'on acquiert par son indus-
trie ou son économie, par opposi-
tion à ce que l'on tient de la libé-
ralité des autres ou de ses ancêtres.
Le Code civil (art. 1402-1408) se
sert indifféremment des expressions
acquêt et *conquêt* pour désigner les
immeubles acquis pendant le mariage,
qui entrent en communauté.

ACQUIESCENCEMENT. — Ce mot s'em-
ploie pour désigner l'adhésion ex-
presse ou tacite à un jugement ou à
un acte auquel on aurait pu s'opposer.

1. — La volonté de l'acquiesçant
doit être libre et spontanée, c'est-à-
dire exempte de violence, de dol et
d'erreur, mais elle peut se manifester
soit expressément, par un écrit ou
une déclaration dont il est dressé
acte, soit tacitement, par des faits,
des actes d'exécution, souvent même
par le silence de la partie, pourvu
qu'il n'y ait pas d'équivoque possible,
car il est de principe que nul n'est

présupposé avoir renoncé à son droit
ou acquiescer à un acte ou à une dé-
cision qui anéantirait ce droit.

2. — L'acquiescement impliquant
la renonciation à un droit acquis,
ceux-là seuls peuvent valablement
acquiescer qui ont la disposition de
ce droit ou qui représentent à cet ef-
fet la personne qui peut en disposer.

En conséquence, *n'ont pas capacité
par eux-mêmes pour acquiescer* : — 1° le
mineur non émancipé ; — 2° le mineur
émancipé, sans l'assistance de son
curateur ; — 3° l'interdit ; — 4° le pro-
digue, sans l'assistance de son conseil
judiciaire ; — 5° la femme mariée, sans
l'autorisation de son mari, ou de la
justice ; — 6° le failli.

*N'ont pas capacité d'acquiescer pour
autrui* : 1° le mandataire, dont les
pouvoirs déterminés dans le titre de
son mandat ne comprennent pas ex-
pressément la faculté d'acquiescer ; —
2° les avocats, agréés, avoués, huis-
siers, sans pouvoir spécial de leur
client ; — 3° le tuteur, sans l'autorisa-
tion du Conseil de famille et l'homolo-
gation du tribunal ; — 4° le curateur
à une succession vacante, sans l'au-
torisation de la justice ; — 5° les en-
voyés en possession provisoire des
biens d'un absent ; — 6° les syndics
d'une faillite ; — 7° les Communes,
sans l'autorisation de l'Administration
supérieure, qui exerce à leur égard
un droit permanent de tutelle.

3. — L'acquiescement n'est admis-
sible que dans les matières qui tou-
chent aux intérêts privés. Il ne peut
avoir lieu dans celles qui affectent
l'ordre public ou les bonnes mœurs.

4. — L'effet principal de l'acquies-
cement est de donner à la décision à
propos de laquelle il se produit,
l'*autorité de la chose* irrévocablement
jugée. Cette décision se trouve donc
désormais inattaquable par les voies
de droit ordinaires et extraordinaires :
l'*opposition*, l'*appel*, la *cassation*, la
requête civile, suivant les cas.

En matière criminelle, il n'en est
pas de même. Les délais prescrits
par la loi pour mettre à exécution
les décisions de la justice constituent
des garanties autant dans l'intérêt

général de la société et de l'ordre public que dans l'intérêt des parties. L'exécution prématurée de la sentence rendue contre lui ne saurait, en conséquence, priver un condamné du droit d'opposition ou d'appel, selon les circonstances, s'il s'apercevait plus tard et avant l'expiration du délai, que cette sentence renferme des vices ou des nullités.

ACQUIT. — C'est la quittance mise au bas d'un mémoire ou d'un effet négociable. Il doit émaner du créancier ou de son mandataire autorisé.

Depuis le 1^{er} décembre 1871, sont soumis à un *droit de timbre* de dix centimes les acquits donnés au bas des factures et mémoires et toute quittance en général s'élevant à 10 fr. et au-dessus. Ce droit peut être payé par l'apposition d'un *timbre mobile* sur lequel la personne qui donne l'acquit appose sa signature avec la date. (Loi 23 août 1871, art. 18.)

Toute *contravention* est punie d'une amende de 50 francs.

ACQUIT-A-CAUTION. — Permis délivré par l'Administration des *Douanes* (voy. ce mot) pour certaines opérations commerciales qui entraînent l'accomplissement ultérieur d'une obligation, ou le paiement d'un droit, sous peine d'encourir les condamnations prononcées par la loi. La délivrance de tout acquit-à-caution est précédée d'un engagement souscrit par le demandeur, et dont l'accomplissement est garanti par la signature d'une caution.

L'Administration des *contributions indirectes* délivre également des acquits-à-caution pour les boissons, les tabacs et les poudres.

ACQUIT DE PAYEMENT. — C'est la quittance que délivrent les agents des *Douanes*, pour constater que le capitaine a payé tous les droits auxquels sont soumis les navires et les cargaisons.

ACQUITTEMENT. — Se dit du renvoi d'une accusation portée contre un individu qui est déclaré, par le jury, non coupable. (Cod. Instr. crim. art. 358.)

1. — Il ne faut pas confondre l'*acquiescement* avec l'*absolution* : Dans le langage du droit, ces deux expressions ont une signification distincte. — Voy. **ABSOLUTION**.

2. — L'individu acquitté légalement ne peut plus être repris ni accusé à raison du même fait. Tel est le sens du brocard : *Non bis in idem*.

ACTE AUTHENTIQUE. — (Cod. civ., art. 1317-1321.) — Du grec *authentikos*, qui fait autorité. — Acte fait par un officier public (*Notaire, Maire, Greffier, Avoué, Huissier*, etc.), dans les limites de sa compétence, et avec les solennités requises. Les actes qui sont revêtus de ce caractère font foi par eux-mêmes, sans autre preuve ni vérification préalable, et on ne peut les combattre que par la voie de l'*inscription de faux* (voy. ces mots).

L'acte qui n'est point authentique par l'incompétence ou l'incapacité de l'officier public, ou par un défaut de forme, vaut comme écriture privée, s'il a été signé des parties.

ACTE COMPLÉMENTAIRE. — Acte par lequel on ajoute à un acte antérieur quelques clauses, utiles pour l'existence de la première convention, ou destinées à en assurer l'exécution.

Aux termes de l'art. 68, § 1, n° 6 de la loi du 22 frimaire an VII (12 déc. 1798), sur l'*Enregistrement* (voy. ce mot), il est simplement dû un droit fixe de 1 fr. pour les actes qui ne contiennent que l'exécution, le *complément* et la consommation d'actes antérieurs enregistrés.

ACTE CONFIRMATIF. — (Cod. civ., art. 1338-1340.)

Se dit de l'acte par lequel on ratifie, on confirme un engagement antérieur qui était dépourvu de formes essentielles à sa validité.

1. — L'acte de confirmation ou ratification d'une obligation contre laquelle la loi admet l'action en nullité ou en rescision, n'est valable que lorsqu'on y trouve la substance de cette obligation, la mention du motif de l'action en rescision, et l'intention de

réparer le vice sur lequel cette action est fondée.

2. — La confirmation emporte la renonciation aux moyens et exceptions que l'on pouvait opposer contre l'acte sujet à nullité ou rescision, sans préjudice néanmoins des droits des tiers intéressés à faire valoir les moyens de nullité qui vicient cet acte.

3. — Le donateur ne peut réparer par aucun acte confirmatif les vices d'une donation entre vifs; nulle en la forme, elle doit être refaite en la forme légale.

4. — La confirmation ou ratification, ou exécution volontaire d'une donation par les héritiers ou ayants cause du donateur, après son décès, emporte leur renonciation à opposer soit les vices de forme, soit toute autre exception.

ACTE CONSERVATOIRE. — Se dit des actes ayant pour objet de conserver un droit et d'en assurer l'exercice. Tels sont l'*inventaire*, l'*opposition*, les *scellés*, le *séquestre*, l'*inscription hypothécaire*, etc.

1. — Les actes purement conservatoires, de surveillance et d'administration provisoire ne font pas présumer l'intention d'accepter une succession, si l'on n'y a pas pris le titre ou la qualité d'héritier. (Cod. civ. art. 779.)

2. — Sous le régime de communauté, le mari, administrateur des biens personnels de sa femme, est responsable de tout déperissement desdits biens, causé par défaut d'actes conservatoires. (Cod. civ. art. 1428.)

ACTE D'ACCUSATION. — C'est l'exposé des faits imputés à l'individu traduit devant une Cour d'assises. Lecture en est donnée à haute voix par le greffier, au début de l'audience. (Cod. instr. crim. art. 313.)

ACTE D'AVOUÉ A AVOUÉ. — On appelle ainsi les actes de procédure dont la signification a lieu, durant l'instance, entre les avoués respectifs des parties, par l'intermédiaire des huissiers audienciers.

ACTE DE COMMERCE. — 1. — La loi répute *actes de commerce* : Tout achat

de denrées et marchandises pour les revendre, soit en nature, soit après les avoir travaillées et mises en œuvre, ou même pour en louer simplement l'usage; — Toute entreprise de manufactures, de commission, de transport par terre ou par eau; — Toute entreprise de fournitures, d'agences, bureaux d'affaire, établissements de ventes à l'encan, de spectacles publics; — Toute opération de change, banque et courtage; — Toutes les opérations de banques publiques; — Toutes obligations entre négociants, marchands et banquiers; — Entre toutes personnes, les lettres de change ou remises d'argent faites de place en place; — Toute entreprise de construction, et tous achats, ventes et reventes de bâtiments pour la navigation intérieure et extérieure; — Toutes expéditions maritimes; — Tout achat ou vente d'agres, appaux et avitaillements; — Tout affrètement ou nolisement, emprunt ou prêt à la grosse; — Toutes assurances et autres contrats concernant le commerce de mer; — Tous accords et conventions pour salaires et loyers d'équipage; — Tous engagements de gens de mer, pour le service de bâtiments de commerce. (Cod. com. art. 632, 633.)

2. — Sont commerçants ceux qui exercent des actes de commerce, et en font leur profession habituelle. (Cod. com. art. 1.)

3. — Les contestations relatives aux actes de commerce, entre toutes personnes, sont de la compétence des tribunaux de commerce. (Cod. com. art. 631.)

ACTE DE DÉCÈS. — Voy. ACTES DE L'ÉTAT CIVIL.

ACTE DE MARIAGE. — Voy. ACTES DE L'ÉTAT CIVIL.

ACTE DE NAISSANCE. — Voy. ACTES DE L'ÉTAT CIVIL.

ACTE DE NOTORIÉTÉ. — (Cod. civ. art. 70-72-155.)

1. — On désigne sous ce nom l'acte passé devant un officier public (*Notaire* ou *Juge de paix*), et dans lequel sont constatées les déclarations de

personnes qui attestent un fait *notoire*, dont il est impossible de produire la preuve écrite.

Ainsi, pour le mariage, celui qui ne peut pas présenter un acte de naissance, est admis à y suppléer par un acte de notoriété que lui délivre le Juge de paix du lieu de sa naissance ou de son domicile, sur l'attestation de sept personnes, de l'un ou de l'autre sexe, parentes ou non.

Jusqu'à la reconstitution des actes de l'état civil du département de la Seine détruits par le feu, la loi du 10 juillet 1871 a dérogé provisoirement aux prescriptions du Code civil. (Voy. ACTES DE L'ÉTAT CIVIL, VI, 1.)

2. — Cet acte doit être soumis à l'homologation du tribunal de première instance du lieu où se fera la célébration du mariage, sur les conclusions du Ministère public; et selon qu'il juge suffisantes ou non les déclarations des témoins et les causes qui empêchent de rapporter l'acte de naissance, le tribunal accorde ou refuse l'homologation.

3. — Mais, l'acte de notoriété, homologué, ne tient lieu d'acte de naissance que pour le mariage. Il ne pourrait servir, par exemple, à prouver la filiation ou à former la base d'une demande de droits de famille ou de succession.

4. — De même que l'acte de naissance, l'acte de décès peut être suppléé, pour le mariage seulement, par un acte de notoriété.

5. — En cas d'absence (voy. ce mot) d'un ascendant auquel aurait dû être fait un acte respectueux, s'il n'a pas encore été rendu de jugement déclarant l'absence ou ordonnant l'enquête, il peut être passé outre à la célébration du mariage sur la production d'un acte de notoriété délivré par le Juge de paix, sur la déclaration de quatre témoins appelés d'office.

6. — Pour obtenir l'envoi en possession des biens qui lui ont été légués par un testament olographe ou mystique, le légataire universel est tenu d'appuyer sa requête au Président du tribunal du lieu où la succession s'est ouverte, d'un acte de noto-

riété constatant que le défunt n'a laissé aucun héritier à réserve. Cet acte est dressé par un Notaire, sur l'attestation de deux témoins.

7. — Dans diverses autres circonstances qu'il serait superflu d'énumérer, comme, par exemple, lorsqu'il s'agit d'obtenir la rectification d'un acte de l'état civil, ou le redressement d'erreurs commises dans les nom et prénoms inscrits au grand livre de la dette publique, etc., il y a lieu de produire, à l'appui de la réclamation, un acte de notoriété, dressé devant Notaire, sur la déclaration de deux témoins.

ACTE EXÉCUTOIRE. — C'est ainsi qu'on désigne tout acte notarié, revêtu de la *formule exécutoire*, c'est-à-dire, intitulé, comme les jugements, au nom du pouvoir exécutif, et se terminant par un mandement aux officiers de justice. — Voy. FORMULE EXÉCUTOIRE.

ACTE FRUSTRATOIRE. — Se dit de tout acte inutile fait par un officier ministériel dans le but d'exploiter le client.

Les actes frustratoires, comme les actes nuls et ceux qui ont donné lieu à une condamnation d'amende, sont mis, par le Code de procédure civile, à la charge des officiers ministériels qui sont, en outre, suivant l'exigence des cas, passibles de dommages-intérêts envers le client, et peuvent même être suspendus de leurs fonctions. (Cod. proc. civ. art. 1031.)

ACTE RÉCOGNITIF. — (Cod. civ. art. 1337.)

Se dit de l'acte donné par un débiteur à son créancier, principalement pour empêcher que la prescription n'éteigne le titre primordial.

— Les actes récongnitifs ne dispensent point de la représentation du titre primordial, à moins que sa teneur n'y soit spécialement relatée. Ce qu'ils contiennent de plus que le titre primordial, ou ce qui se trouve de différent, n'a aucun effet. Néanmoins, s'il y avait plusieurs reconnaissances conformes, soutenues de la possession, c'est-à-dire ayant reçu leur exécution,

et dont l'une eût trente ans de date, le créancier pourrait être dispensé de représenter le titre primordial.

ACTE RESPECTUEUX. — (Cod. civ. art. 151-158.)

On appelle ainsi l'acte par lequel le garçon, majeur de vingt-cinq ans, la fille, majeure de vingt et un ans, et pouvant, par conséquent, se marier à leur gré, sont néanmoins obligés de demander, au préalable, conseil à leurs père et mère ou autres ascendants.

Trop souvent on entend appeler cet acte *sommation respectueuse*. Ces deux mots vont fort mal ensemble, rien n'étant moins respectueux qu'une sommation. Il faut donc dire acte : c'est, du reste, l'expression qu'emploie le Code civil (art. 151). — Voy. MARIAGE, I.

ACTES DE L'ÉTAT CIVIL. — (Cod. civ. art. 34-101.)

On appelle ainsi les procès-verbaux où se trouvent relatés les principaux événements qui marquent la vie de l'homme et sont la source de ses droits et de ses devoirs. Tels sont la naissance, le mariage, le décès.

— Le but des actes de l'état civil indique suffisamment leur importance. Quelques exemples, du reste, la feront mieux ressortir. Ainsi, 1^o l'acte de naissance sert à établir l'âge des personnes. Or, il existe dans notre droit de nombreuses prérogatives qui ne sont accordées qu'à tel ou tel âge : Les père et mère ont la faculté d'émanciper leurs enfants à 15 ans ; — jusqu'à 25 ans les garçons, jusqu'à 21 ans les filles, ont besoin, pour se marier, du consentement de leurs ascendants ; — à 21 ans on est électeur ; à 25 ans on peut être élu député ; — on n'est juré qu'à 30 ans ; — on n'est pas forcé d'accepter une tutelle à 65 ans, etc., etc., etc.

2^o L'acte de mariage atteste la célébration du mariage auquel sont attachées diverses obligations dont ce n'est pas ici le lieu de parler.

3^o L'acte de décès permet de déterminer le jour à partir duquel la personne morte a cessé d'acquiescer des

droits, par exemple une succession qui lui serait échue si elle avait encore vécu, etc.

I. HISTORIQUE. — Au moyen âge, le clergé constatait dans des registres les baptêmes, mariages et sépultures, mais ces registres n'étaient relatifs qu'à l'administration des sacrements, et n'avaient aucun rapport avec les intérêts temporels. Lorsque l'état civil d'une personne était contesté, on recourait, à défaut de preuve écrite, à la preuve testimoniale.

Par son ordonnance de Villers-Cotterets, en date du 1^{er} août 1539, François 1^{er} prescrivit aux chapitres, monastères et curés de tenir registre des sépultures des personnes tenant bénéfices, et des baptêmes de tous, avec mention du temps et de l'heure de la nativité, mais l'ordonnance ne s'occupait ni du décès des personnes non pourvues de bénéfices, ni du mariage.

Vingt ans plus tard (mai 1559), une ordonnance de Henri III, datée de Blois, combla les lacunes de l'ordonnance de Villers-Cotterets ; elle ordonna aux curés et vicaires, afin d'éviter les preuves par témoins, de tenir registre des naissances, mariages et décès de toute personne.

Le mode de constatation et de rédaction fut réglé par deux ordonnances postérieures, l'une de Louis XIV, datée d'avril 1617, l'autre de Louis XV, rendue le 9 avril 1736.

Ces ordonnances, toutefois, ne concernaient que les catholiques. L'état civil des protestants était constaté, en vertu de l'Edit de Nantes (Henri IV, avril 1598), par les Ministres de leur culte, sur des registres tenus aux consistoires ; mais ce droit leur fut enlevé par la révocation de l'Edit, au mois d'octobre 1685. A partir de cette époque, les protestants se trouvèrent dans la dure alternative, de faire, à l'aide d'un mensonge, c'est-à-dire en se présentant comme catholiques, constater par les prêtres de la religion dominante les naissances, mariages et décès qui les intéressaient, ou de se résigner à n'avoir pas d'état civil. Louis XVI fit cesser cet état de choses

par son ordonnance du 18 novembre 1787, en autorisant les protestants à faire constater leur état civil par les officiers de justice de leur domicile.

Depuis que la révolution de 1789 a proclamé le principe de la liberté des cultes et de la séparation de la loi civile d'avec la loi religieuse, c'est une Autorité purement civile qui est chargée de la constatation des naissances, mariages et décès de toute personne, sans distinction : c'est aux Maires que ce soin est confié; ils remplissent les fonctions d'*Officiers de l'état civil*.

II. TENUE DES ACTES DE L'ÉTAT CIVIL. — PUBLICITÉ. — Pour assurer la conservation d'actes aussi importants, la loi exige qu'ils soient écrits, non sur des feuilles volantes qui pourraient s'égarer, mais sur un *registre tenu double*. Ces deux registres sont déposés dans des lieux différents, afin d'éviter les chances de destruction ou de perte; l'un reste aux archives de la Commune, l'autre est envoyé, en fin d'année, au greffe du tribunal de l'arrondissement.

— Les registres de l'état civil sont *publics*, c'est-à-dire que toute personne peut s'en faire délivrer des extraits par les depositaires en acquittant les frais d'expédition et de timbre.

— Lorsque ces extraits doivent être employés hors de l'arrondissement où ils ont été délivrés, il est nécessaire de les faire *légaliser*, car la signature du Maire ou du Greffier est présumée inconnue. La légalisation est faite par le Juge de paix, moyennant un droit de 0 fr. 25 c. au profit de son Greffier.

III. RÈGLES SPÉCIALES. — 1^o Acte de naissance. — La loi a fixé pour les *déclarations* de naissance un *délai* fort court, afin que les personnes qui pourraient avoir intérêt à déguiser la vérité n'aient pas le temps de se concerter. Ce délai est de 3 jours à dater de celui de la naissance.

Toute déclaration tardive donne lieu à une amende de 16 fr. à 300 fr. et à un emprisonnement de 6 jours à 6 mois (Cod. pén. art. 346).

— C'est à la municipalité du lieu où l'enfant est né que la déclaration doit être faite : — 1^o par le père ; — 2^o à son défaut, par le médecin ou la sage-femme ; — 3^o enfin, au besoin, et à défaut des personnes ci-dessus mentionnées, par ceux qui assistaient à la naissance.

— L'acte de naissance est rédigé immédiatement après la déclaration, en présence de deux *témoins*, mâles et majeurs, parents ou non.

— L'enfant est *présenté* à l'officier de l'état civil, à moins que son déplacement n'offre trop de danger, auquel cas l'officier de l'état civil serait tenu de se transporter près de lui avec ses registres afin de rédiger l'acte.

Pour obvier aux dangers du déplacement des nouveaux-nés, et à l'exemple de ce qui se pratiquait déjà dans plusieurs villes, le Préfet de la Seine a pris, à la date du 29 décembre 1868, un arrêté dont voici les dispositions essentielles :

Art. 1^{er}. — « A partir du 1^{er} janvier 1869, les parents qui désireront faire constater à domicile la naissance d'un enfant devront en faire la demande par écrit, dans les 24 heures de la naissance, à la mairie de leur arrondissement, avec indication :

1^o Des noms, prénoms et domicile des parents ;

2^o Des jour et heure de la naissance de l'enfant ;

3^o Et du sexe de l'enfant. »

Art. 2. — « La constatation est faite à domicile, sans frais d'aucune espèce pour les parents, par un médecin de l'état civil. »

Art. 3. — « Ce bulletin de constatation, déposé à la mairie par le médecin de l'état civil, tiendra lieu de la présentation de l'enfant pour la déclaration de naissance qui devra toujours être faite dans les termes et délai des articles 55 et suivants du Code civil. »

— On ne peut donner à l'enfant d'autres *prénoms* que ceux qui sont en usage dans les différents calendriers, ou qui ont appartenu à des personnages connus de l'histoire

ancienne. (Loi 11 germinal an xi) (1^{er} avril 1803.)

— La loi a prévu le cas de la naissance d'un enfant pendant un voyage en mer. Elle a tracé des formalités spéciales dans les articles 59, 60 et 61 du Code civil.

2^o *Acte de mariage.* — Il est dressé après la célébration du mariage, en présence de 4 témoins, mâles et majeurs, parents ou non.

3^o *Acte de décès.* — A la mort d'un individu, il faut en faire la déclaration à l'officier de l'état civil du lieu où le décès est arrivé. Il n'y a pas de délai fixé; le législateur a pensé que l'officier de l'état civil serait nécessairement averti du décès, puisque aucune inhumation ne peut se faire sans une autorisation qu'il donne, sur papier libre et sans frais, après s'être assuré de la réalité du décès. Dans la pratique, du moins dans les grandes villes, le Maire confie à un médecin le soin de vérifier le décès.

Cette vérification a une double utilité: elle prévient le danger des inhumations précipitées, et permet en même temps de s'assurer si la mort n'est pas le résultat d'un crime, auquel cas la justice commence une enquête immédiatement.

Hors les cas prévus par les règlements de police, l'inhumation n'a lieu que vingt-quatre heures, au plus tôt, après le décès.

— L'acte de décès est dressé sur la déclaration de deux témoins qui doivent être autant que possible les deux plus proches parents ou voisins du mort, ou, lorsqu'un individu est décédé hors de son domicile, la personne chez laquelle il est décédé, et un parent ou autre.

— On ne mentionne pas dans l'acte les circonstances du décès; on ne dit pas, par exemple, que la personne s'est suicidée, qu'elle a péri sur l'échafaud, etc. Les rédacteurs du Code ont sagement pensé qu'il ne fallait pas perpétuer le souvenir de faits pouvant porter atteinte à l'honneur de la famille.

— Pour les décès arrivés pendant

un voyage en mer, la loi prescrit des formalités particulières qui sont tracées dans les articles 86 et 87 du Code civil.

IV. ACTES DE L'ÉTAT CIVIL DES MILITAIRES HORS DE FRANCE. — Un mode spécial de constater les mariages, naissances et décès, concernant les militaires hors du territoire de la République, a été établi: les articles 88 à 98 du même Code le font connaître.

V. ACTES DE L'ÉTAT CIVIL REÇUS A L'ÉTRANGER. — Les Français qui se trouvent à l'étranger peuvent faire constater leur état civil, suivant les formes du pays où ils sont, par les autorités locales compétentes, ou, suivant les formes françaises, par les agents diplomatiques français; mais la prudence conseille qu'à leur retour en France, ils fassent transcrire sur les registres de la municipalité du lieu de leur domicile l'acte passé à l'étranger. Ils en assureront ainsi la conservation et la publicité.

VI. INEXISTENCE OU PERTE DES REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL. MOYENS D'Y SUPPLÉER. — En principe, l'état des personnes ne se prouve ni par témoins, ni par titres privés: les naissances, mariages et décès ne s'établissent que par les actes qui en sont dressés sur les registres de l'état civil.

Par exception, lorsqu'il n'a pas existé de registre, ou s'ils sont perdus, détruits, les parties, de qui la loi ne saurait exiger l'impossible, sont admises à prouver, tant par témoins que par titres et papiers domestiques, les naissances, mariages et décès qui les intéressent.

Le cas d'inexistence de registres se présentera sans doute rarement aujourd'hui. Néanmoins, il pourrait se faire (on l'a vu, hélas! en 1870 et en 1871) que, par suite d'épidémies, de troubles politiques ou d'invasion ennemie, la tenue des registres eût été impossible dans une localité.

1. — Une loi du 12 février 1872 a prescrit la reconstitution des actes de l'Etat civil de Paris et des Com-

munes y annexées en 1859, dont les registres ont été détruits par le feu durant l'insurrection de Paris (Mai 1871).

Ce travail doit porter sur tous les actes antérieurs ou postérieurs à la loi de 1792 jusqu'en 1860, et pour la mairie du ^{xii}e arrondissement (Bercy), depuis le 1^{er} janvier 1870 jusqu'au 25 mai 1871. La surveillance et les contrôles en sont confiés à une Commission nommée par le Ministre de la justice.

Les actes seront rétablis :

1^o D'après les extraits des anciens registres délivrés conformes ;

2^o Sur les déclarations des personnes intéressées ou des tiers, et d'après les documents dressés à l'appui ;

3^o D'après les registres tenus par les ministres des différents cultes, les registres des hôpitaux et des cimetières, les tables de décès rédigées par l'Administration des domaines, et toutes les pièces qui peuvent reproduire la substance des actes authentiques.

Voici les autres dispositions essentielles de la loi du 12 février 1872 :

Art. 3. — « ... Les actes admis par la Commission seront signés par l'un de ses membres. Ceux dont l'authenticité aura été reconnue auront toute la valeur probante que leur attribue le Code civil ; les actes rétablis par la Commission feront foi jusqu'à preuve contraire. »

Art. 4. — « En cas de rejet par la Commission, soit des extraits produits, soit des demandes en rétablissement d'actes, avis en sera donné dans la huitaine au déposant ou déclarant. En cas de contestation, il sera statué par le tribunal de première instance qui pourra être saisi par les parties intéressées ou d'office par le Ministère public. »

Art. 5. — « Toute contestation sera instruite sans frais et jugée conformément aux articles 46, 99, 100 et 101 du Code civil, et 855 et suivants du Code de procédure. »

Art. 6. — « Toute personne qui détient, à quelque titre que ce soit, un extrait authentique d'un acte de naissance, de reconnaissance d'enfant na-

turel, de mariage, de divorce ou de décès, dressé dans le temps et dans les lieux ci-dessus marqués, devra, dans le délai d'un an, à partir de la promulgation de la présente loi, en effectuer la remise ou l'envoi au dépôt central établi à cet effet à Paris.

« Un récépissé sera délivré au moment de la remise. Après que la pièce aura été soumise à la Commission et au plus tard dans le délai d'un mois, ce récépissé sera échangé gratuitement contre une expédition sur papier libre, qui fera la même foi que la pièce déposée.

« Ce récépissé contiendra les indications suivantes :

1^o Le numéro de l'arrondissement, ou le nom de l'ancienne commune ou de l'ancienne paroisse ;

2^o Pour les actes de naissance, l'année et le jour de la naissance, les nom et prénoms de l'enfant, les noms et prénoms de ses père et mère légitimes ou naturels.

« Pour les actes de mariage ou de divorce, l'année et le jour du mariage ou du divorce, les noms et prénoms des époux et de leurs pères et mères.

« Pour les actes de décès, l'année et le jour de la mort, les noms et prénoms et âge du défunt ; s'il était marié, veuf ou célibataire.

« Si, à la suite de l'acte déposé, il y a une mention de reconnaissance, d'adoption, de rectification ordonnée par jugement, le récépissé contiendra l'extrait de cette mention.

« Dans les départements autres que celui de la Seine, le détenteur pourra faire la remise des extraits ci-dessus mentionnés, soit à la mairie, soit à la justice de paix, soit au greffe du tribunal civil du lieu de sa résidence, et à l'étranger aux chancelleries des Ambassades ou des Consuls. Il lui en sera donné, sur papier libre, une copie dûment certifiée qui servira de récépissé et qui sera échangée gratuitement contre l'expédition dont il est parlé au 2^o § du précédent article. »

Art. 7. — « Toute personne qui détient plusieurs extraits du même acte de l'État civil, dressé dans les

lieux et dans les périodes ci-dessus indiqués, devra, dans le délai fixé et selon le mode déterminé par l'article précédent, les remettre ou les envoyer tous au dépôt central. Un de ces extraits sera gardé, afin de servir d'original pour la confection des nouveaux registres. Les autres seront rendus aux détenteurs après avoir été marqués d'une estampille. »

Art. 8. — « Les Administrations et tous les Etablissements publics, tels que lycées, collèges, facultés, écoles spéciales qui ont dans leurs archives des extraits d'actes de l'état civil énoncés en l'article 1^{er}, devront les remettre ou les faire parvenir au dépôt central dans les formes ci-dessus indiquées. »

Art. 9. — « Tout fonctionnaire de l'ordre administratif ou judiciaire, tout officier public ou ministériel, tout greffier, tout séquestre et administrateur judiciaire auquel sera remis, pour en faire usage, un extrait, non revêtu de l'estampille, d'un des actes indiqués dans l'article 1^{er}, devra en effectuer la remise ou l'envoi, conformément à l'article 6, dans le délai de 30 jours. »

Art. 10. — « Tout Juge de paix qui, en dressant un procès-verbal de description après décès, tout Notaire ou tout syndic de faillite, qui, en procédant à la confection d'un inventaire, trouvera un extrait d'un des actes indiqués en l'article 1^{er}, sera tenu d'en effectuer la remise ou l'envoi, conformément à l'article 6, dans les 30 jours de la clôture des opérations. »

Art. 11. — « Si l'extrait d'un des actes de l'état civil indiqués dans l'article 1^{er} est trouvé dans les papiers d'une personne décédée avant ou sans qu'il y ait eu procès-verbal de description ou d'inventaire, les héritiers ou ayants cause à titre universel du défunt devront en effectuer la remise ou l'envoi, conformément à l'article 6, dans le délai de six mois à partir de l'ouverture de la succession. »

« Dans tous les cas prévus par les articles 7, 9, 10 et 11, des récépissés, ou des copies, selon les distinctions établies dans l'article 6, seront déli-

vrés au moment du dépôt et échangés, dans le délai d'un mois, contre des expéditions sur papier libre qui feront la même foi que les pièces déposées. Quant aux dépôts faits par les Administrations ou les Etablissements dont il est question dans l'article 8, il leur en sera donné récépissé; les expéditions ne seront échangées contre ces récépissés, que sur une demande spéciale. »

Art. 12. — « Les Notaires tiendront leurs minutes à la disposition des vérificateurs ou employés de l'enregistrement qui auront le droit d'y rechercher les extraits d'actes de l'état civil déposés pour minutes ou annexés à d'autres actes, antérieurement à la présente loi. Une copie certifiée des extraits signalés par ces employés, ou réclamés par la Commission, sera délivrée, sur papier libre et sans honoraires, par le Notaire, et remise au dépôt central où elle restera. »

Art. 13. — « Un recensement sera fait à Paris par les soins des Maires de chacun des vingt arrondissements, à l'effet de recueillir dans chaque famille, en ce qui la concerne, la déclaration des naissances, mariages ou décès, dont les actes ont été détruits, avec l'indication des pièces qui peuvent aider à les refaire, ou des registres, tels que ceux des paroisses, qui en ont gardé la mention. »

« A la suite de ce recensement, les chefs de famille ou toutes autres personnes pourront être appelés, et, dans ce cas, devront se rendre devant la Commission pour compléter leur déclaration et produire les pièces à l'appui. »

« Dans les départements, toute personne majeure, née ou ayant contracté mariage à Paris ou dans les Communes annexées, devra, dans le délai de trois mois, à partir de la promulgation de la présente loi, se présenter devant l'officier de l'état civil du lieu de son domicile ou de sa résidence, pour y faire une déclaration sur son état civil. »

« Les père et mère d'enfants naturels devront faire semblable déclaration. »

« La déclaration pour les mineurs, les femmes mariées et les autres incapables, sera faite par les tuteurs, maris ou représentants légaux. »

Art. 14. — « Ces déclarations contiendront les mentions essentielles aux divers actes de l'état civil qu'elles auront pour objet de reproduire. Il y sera dit si la trace peut en être retrouvée dans les registres tenus par les ministres des différents cultes. Elles seront signées, après lecture, par la personne comparante, par le délégué ou par l'officier civil; et, si le déclarant ne peut signer, mention en sera faite.

« Elles seront adressées, avec copie ou extrait des pièces qui seraient présentées à l'appui, au dépôt central dont il est parlé ci-dessus.

« Il sera donné au déclarant certificat de sa déclaration.

« Hors de France, les déclarations seront reçues aux Ambassades, Légations ou Consuls, et expédiées à Paris dans les mêmes formes. »

Art. 15. — « L'envoi des extraits et des pièces ou déclaration susmentionnés sera fait par la poste, sans frais, avec toutes les garanties assurées aux lettres chargées. »

Art. 16. — « Indépendamment des extraits produits ou des déclarations faites par les particuliers, il sera procédé à la reconstitution des actes de l'état civil au moyen des papiers publics que l'Administration possède ou des registres qu'elle se fera céder. A cet effet, les doubles des registres tenus par les ministres des différents cultes seront remis en communication au dépôt central, pendant le temps nécessaire pour en prendre copie. »

Art. 17. — « Tout extrait authentique, toute déclaration reçue, toute pièce déposée ou envoyée du dehors pour la reconstitution des actes de l'état civil, sera, à la date de l'arrivée, mentionnée sommairement sur un livre d'entrée avec un numéro d'ordre qui sera reproduit sur la pièce. »

Art. 18. — « Les extraits dont l'authenticité aura été reconnue, les déclarations admises par décision de la Commission, et les actes rétablis

d'office, seront distribués en trois grandes divisions : 1^o naissances, reconnaissances d'enfants et adoptions; 2^o mariages et divorces; 3^o décès, et rangés, selon leur date, en des portefeuilles correspondant, pour chacune de ces divisions, à chaque année ou partie d'année; en attendant que le travail soit jugé assez avancé pour qu'ils soient reliés en registres.

« Ces portefeuilles et ces registres constitueront le dépôt de l'Hôtel de Ville.

« Les doubles de ces actes, quand il en existera, ou les copies qui en seront faites, ainsi que les copies des actes rétablis de la commission formeront une seconde collection qui sera déposée au greffe du tribunal de 1^{re} instance. Après la confection des registres, les tables décennales seront rédigées d'après les fiches qui auront été dressées à mesure que les actes auront été admis. »

Art. 19. — « Toute personne qui aura sciemment retenu un extrait authentique, contrairement à l'article 6, ou qui aura négligé de remplir les prescriptions des articles 8, 9, 10 et 11 sera punie d'une amende de 16 francs à 300 francs.

« Toute personne qui n'aura pas fait les déclarations prescrites par les articles 13 et 14 pourra être punie de la même peine, sans préjudice de l'application de l'article 21 ci-après, s'il y a lieu. »

Art. 20. — « Quiconque aura caché, recélé, soustrait ou détruit un extrait d'un des actes indiqués dans l'article 1^{er}, en vue de modifier ou de supprimer l'état civil d'une personne, sera puni de la réclusion.

« Si l'acte a été caché, recélé, soustrait ou détruit, dans le dessein d'intervertir l'ordre de dévolution d'une succession ou en vue d'une combinaison frauduleuse quelconque, sans toutefois qu'il en résulte une modification ou une suppression d'état civil, la peine sera d'un an à cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de 50 francs à 3,000 francs.

« Les mêmes peines seront pro-

noncées, d'après les mêmes distinctions, contre tout individu qui, dans le dessein de modifier ou de supprimer l'état civil d'une personne, on en vue d'une autre combinaison frauduleuse, aura fait une fausse déclaration; sans préjudice de l'application des dispositions du Code pénal dans le cas où une infraction aux prescriptions de la présente loi se rattacherait à un acte qualifié crime ou délit. »

Art. 21. — « Les pères, mères ou tuteurs sont tenus de déclarer à la mairie de leurs Communes respectives la date de la naissance de leurs enfants ou pupilles soumis aux lois sur le recrutement de l'armée, et dont les actes de naissance, incendiés ou détruits, n'auraient pas été rétablis en vertu de la présente loi. »

« Cette déclaration aura lieu dans l'année qui précédera celle de l'obligation, sous les peines portées en l'article 38, titre IV, de la loi du 21 mars 1832.

Art. 22. — « L'art. 463 du Code pénal est applicable aux peines édictées par la présente loi. »

Art. 23. — « Il sera fait, par les soins des Maires des arrondissements de Paris, une copie littérale des registres de l'état civil des années 1860 à 1871 conservés dans les mairies, et dont le double a été détruit dans l'incendie du Palais de Justice.

« Chacun des actes recopiés sera signé par le Maire ou par l'un des Adjoints. La signature du Maire ou Adjoint sera précédée des mots : *« Pour copie conforme, en remplacement de la minute détruite pendant l'insurrection de 1871 : »*

« Après l'achèvement du travail, les doubles collationnés seront déposés au greffe du tribunal civil.

« Il sera également fait, par les soins des Maires des Communes des arrondissements de Saint-Denis et de Sceaux, une copie littérale des registres de l'état civil dont l'un des doubles est resté en leur possession, copie qui sera déposée au Palais de

Justice à l'effet de remplacer la copie incendiée. »

Art. 24. — « Les registres destinés à recevoir les actes transcrits ou refaits en exécution de la présente loi seront exempts du timbre. »

2. — Provisoirement, et jusqu'à la reconstitution dont il s'agit, une loi du 10 juillet 1871 a disposé que l'acte de naissance dont l'article 70 du Code civil prescrit la remise, et que les futurs époux, par suite de la destruction des registres, seraient dans l'impossibilité de produire, serait suppléé par l'attestation des père et mère, aïeuls et aïeules présents au mariage, jointe soit au bulletin délivré par les Maires au moment de la déclaration de la naissance, soit à l'extrait des registres tenus par les ministres des différents cultes, soit à toute autre pièce ou document rendant vraisemblable la date de la naissance indiquée.

En cas de décès des père et mère, aïeuls et aïeules, ou si aucun d'eux n'assiste au mariage, il peut être procédé à la célébration sur la déclaration des futurs époux quant à l'époque de leur naissance, jointe à quelque une des pièces mentionnées ci-dessus, rendant vraisemblable la date indiquée et certifiée par les témoins du mariage.

A défaut de toute pièce ou de tout document rendant vraisemblable la date de la naissance, il y est suppléé par un acte de notoriété dressé par le Juge de paix soit du domicile, soit du lieu de la naissance, sur la déclaration de quatre témoins de l'un ou l'autre sexe, parents ou non parents. Cet acte de notoriété est délivré en minute, visé pour timbre, enregistré gratis et affranchi de toute homologation.

Jusqu'à la reconstitution des registres de l'état civil du département de la Seine, il peut être suppléé à leurs extraits, quant aux actes de décès des père et mère, aïeuls et aïeules, par la déclaration des futurs époux et des quatre témoins nécessaires au mariage, faite à l'officier

public et mentionnée dans l'acte de célébration.

Provisoirement, les procédures intentées relativement aux naissances, mariages ou décès dont la preuve a été détruite sont dispensées des frais d'enregistrement et de timbre. Le ministère d'un Avoué n'est pas obligatoire. Dans le cas où le tribunal croirait devoir faire comparaître des parties intéressées, le greffier les appelle par simples lettres chargées.

3. — Une autre loi, en date du 6 janvier 1872, dispose que seront visés pour timbre et enregistrés gratis les procédures et les jugements à la requête du Ministère public, ayant pour objet soit de reconstituer des registres perdus, soit de rétablir ou de compléter des actes se rapportant

à la période écoulée du 4 septembre 1870 au jour de la promulgation de ladite loi. Les registres destinés à remplacer des registres perdus sont exemptés du timbre.

VII. RECTIFICATION DES ACTES DE L'ÉTAT CIVIL. — Toutes les fois qu'il y a lieu à rectifier un acte de l'état civil, soit parce que les noms ont été mal orthographiés, soit parce que les prénoms ont été omis ou transposés, il est nécessaire de s'adresser, par le ministère d'un Avoué, au tribunal de l'arrondissement au greffe duquel le double des registres a été déposé.

On ne saurait donc trop s'assurer, au moment où il est dressé, que l'acte est bien régulier. On s'épargne ainsi des frais et des difficultés pour l'avenir.

VIII. STATISTIQUE DE L'ÉTAT CIVIL EN FRANCE, de 1852 à 1866.

ANNÉES.	NAISSANCES.	DÉCÈS.	MORT-NÉS.	MARIAGES.
....1852....	964,959	810,737	37,414	281,460
....1853....	936,967	795,607	38,570	280,609
....1854....	923,461	992,779	39,778	370,896
....1855....	902,336	937,942	38,013	383,333
....1856....	952,116	837,082	40,786	284,401
....1857....	940,709	858,785	41,005	295,510
....1858....	969,343	874,186	43,752	307,056
....1859....	1,017,896	979,333	46,520	298,417
....1860....	956,875	781,635	44,298	288,936
....1861....	1,005,078	866,597	45,024	305,203
....1862....	995,167	812,978	44,915	303,514
....1863....	1,012,794	846,917	45,453	301,376
....1864....	1,005,880	860,330	46,641	269,579
....1865....	1,006,753	921,887	46,953	298,838
....1866....	1,006,248	884,573	47,702	303,634
TOTAL des 15 années.	...14,596,582	..13,061,368	647,724	...4,402,764

ACTE SOUS SEING PRIVÉ. — (Cod. civ. art. 1322-1332.) — Acte fait sans l'intervention d'un officier public, et sous la seule signature des parties. Il peut servir à prouver toute espèce

de contrat, à moins que la loi n'ait exigé expressément la forme authentique, comme elle l'a fait pour le *contrat de mariage* (Cod. civ. art. 1394); la *donation entre vifs* (id.

art. 931); la *constitution d'hypothèque* (id. art. 2127); le *consentement des ascendants au mariage* de leurs descendants (id. art. 73); la *reconnaissance d'un enfant naturel* (id. art. 334), etc.

1. — L'acte sous seing privé, reconnu par celui auquel on l'oppose, ou légalement tenu pour reconnu, a, entre ceux qui l'ont souscrit et entre leurs héritiers et *ayants cause* (voy. ces mots), la même foi que l'acte authentique.

Celui auquel on oppose un acte sous seing privé, est obligé d'avouer ou de désavouer formellement son écriture. Ses héritiers ou ayants cause peuvent se contenter de déclarer qu'ils ne connaissent point l'écriture ou la signature de leur auteur. Dans le cas où l'acte est *dénié* ou *méconnu*, la vérification en est ordonnée en justice. — Voy. VÉRIFICATION D'ÉCRITURE.

2. — Les actes sous seing privé qui contiennent des conventions *synallagmatiques*, c'est-à-dire obligeant réciproquement les contractants les uns envers les autres (*vente, société*, etc.) ne sont valables qu'autant qu'ils ont été faits en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct, et chaque original doit contenir la mention du nombre des originaux qui ont été faits: *Fait double, triple*, etc.

3. — Le billet ou la promesse sous seing privé par lequel une seule partie s'engage envers l'autre à lui payer une somme d'argent ou une chose appréciable (*tant de pièces de vin*, par exemple), doit être écrit en entier de la main de celui qui le souscrit; ou, du moins, il faut qu'outre sa signature, il ait écrit de sa main un *bon* ou un *approuvé*, portant en toutes lettres la somme ou la quantité de la chose, afin que toute surprise soit impossible. Cette formalité n'est pas exigée lorsque l'acte émane de *marchands, artisans, laboureurs, vignerons, gens de journée et de service*. L'exception semble assez bizarre, car ce sont précisément les personnes ci-dessus désignées qui ont le

plus besoin d'être protégées contre les surprises et l'abus des blancs-seings. Pour l'expliquer il faut se rappeler que le Code civil a été rédigé en 1803, c'est-à-dire à une époque où le nombre des individus complètement illettrés était considérable. Le législateur a sans doute pensé qu'exiger des personnes dont nous parlons, outre leur signature, déjà difficile à obtenir, un *bon* ou *approuvé pour la somme de.....*, c'eût été les placer dans la nécessité d'aller chez un Notaire pour faire dresser l'acte qu'elles auraient été incapables de faire elles-mêmes, et occasionner des lenteurs et des frais quelquefois aussi élevés que l'objet même de l'obligation.

4. — Lorsque la somme exprimée au corps de l'acte est différente de celle exprimée au *bon*, l'obligation est présumée n'être que de la somme moindre, lors même que l'acte, ainsi que le *bon*, sont écrits en entier de la main de celui qui s'est obligé, à moins qu'il ne soit prouvé de quel côté est l'erreur.

5. — Les actes sous seing privé n'ont de date contre les tiers, que du jour où ils ont été *enregistrés* (voy. ENREGISTREMENT), du jour de la mort de celui ou de l'un de ceux qui les ont souscrits (car, de ce moment, une antedate est impossible), ou enfin du jour où leur substance est constatée dans des actes publics, tels que procès-verbaux de scellé ou d'inventaire.

6. — Une loi du 28 février 1872 exige (art. 8) que les actes sous seing privé contenant *mutation de propriété de fond de commerce* ou de *clientèles* soient enregistrés dans les *trois mois* de leur date.

A défaut d'enregistrement dans ce délai, l'ancien et le nouveau possesseur sont tenus personnellement d'un *droit en sus*, qui ne peut être inférieur à 50 francs.

ACTE SYNALLAGMATIQUE. — Du grec *synallagma*, échange. — On appelle ainsi, l'acte qui constate une convention par laquelle deux ou plu-

sieurs personnes s'obligent réciproquement comme en cas de *vente*, d'*échange*, de *louage*, de *société*, etc.

Pour les formalités auxquelles les conventions synallagmatiques, constatées par acte sous seing privé, sont assujetties, Voy. ACTE SOUS SEING PRIVÉ, 2.

ACTIF. — Se dit de la totalité de l'avoir d'un individu, d'une société, d'une succession, d'une faillite, par opposition au mot *passif* qui sert à désigner l'ensemble des dettes.

ACTION. — Nul ne pouvant se faire justice à lui-même et devant la réclamer du juge compétent, l'*action* est le droit de poursuivre en jugement ce qui nous est dû ou ce qui nous appartient.

— Les actions sont dites *personnelles*, *réelles* ou *mixtes*, *mobilières* ou *immobilières*, *possessoires* ou *pétitoires*, *publiques* ou *civiles*.

ACTION CIVILE. — (Cod. instr. crim. art. 1-4; 637, 638, 640.)

C'est l'action en réparation du dommage causé par un crime, par un délit ou par une contravention. Elle appartient à tous ceux qui ont souffert de ce dommage, et peut être exercée contre le prévenu et contre ses représentants.

1. — L'action civile pour la réparation du dommage, peut être poursuivie en même temps et devant les mêmes juges que l'*action publique* pour l'application de la peine. Quand la victime ou ses héritiers se présentent dans une instance criminelle pour y demander la réparation du préjudice qui leur a été causé, on dit qu'ils se *portent partie civile*.

L'action civile peut aussi être intentée séparément: dans ce cas, l'exercice en est suspendu tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement sur l'action publique.

2. — L'action civile est sujette à *prescription*: les délais sont les mêmes qu'en ce qui concerne l'action publique. — Voy. ACTION PUBLIQUE.

ACTION IMMOBILIÈRE. — C'est celle qui a pour objet un *immeuble*.

1. — Aucun tuteur ne peut intro-

duire en justice une action relative aux droits *immobiliers* du mineur, ni acquiescer à une demande relative aux mêmes droits, sans l'autorisation du Conseil de famille. (Cod. civ. art. 464.)

— Voy. TUTELLE.

2. — Le *mineur émancipé* ne peut intenter une action *immobilière*, ni y défendre, sans l'assistance de son *curateur*. (Cod. civ. art. 482.) — Voy. ÉMANCIPATION.

3. — Sous le régime de communauté, le *mari*, administrateur des biens personnels de sa femme, ne peut, sans le concours de cette dernière, exercer les actions immobilières à elle appartenant, à l'exception toutefois des actions purement *possessoires*. (Cod. civ. art. 1428.)

ACTION MIXTE. — C'est celle qui peut être exercée contre la même personne et comme *obligée* et comme *possesseur*, parce que celui qui a droit de l'intenter réclame en même temps et l'accomplissement d'une obligation et la restitution d'une chose. Telles sont l'*action en partage d'une chose commune*; l'*action en bornage*; l'*action en restitution* (pétition) d'*hérédité*; l'*action en partage d'une succession*. Ces actions sont *mixtes*, c'est-à-dire *personnelles* et *réelles*, parce que leur but est de réclamer tout à la fois ce qui nous appartient et des prestations personnelles, telles que des fruits, des remboursements de dépenses.

En matière mixte, l'*assignation* est donnée devant le tribunal de la situation, ou devant celui du domicile du *défendeur* (voy. ce mot), au choix du demandeur. (Cod. proc. civ. art. 59.)

ACTION MOBILIÈRE. — C'est celle qui a pour objet tout bien réputé *meuble*. — Voy. BIENS, II.

1. — Le tuteur a plein pouvoir pour intenter les actions mobilières qui appartiennent au mineur, ou pour y défendre. Il en est autrement quant aux actions *immobilières*. Il ne peut les intenter ou y défendre qu'avec l'autorisation du Conseil de famille. (Cod. civ. art. 464.)

2. — Le mineur émancipé peut intenter seul toute action mobilière ou y défendre, à moins que l'action n'ait pour objet un capital en argent, car, étant incapable de disposer seul de ses capitaux, il aurait besoin de l'assistance de son curateur. (Cod. civ. art. 482.)

3. — Sous le régime de communauté, le mari, administrateur de tous les biens personnels de sa femme, peut exercer seul les actions mobilières qui appartiennent à cette dernière. (Cod. civ. art. 1428.)

ACTION PERSONNELLE. — C'est celle par laquelle nous agissons contre une personne qui est obligée de faire pour nous, ou de nous donner quelque chose. Elle diffère de l'action réelle (voy. ces mots), d'abord, parce qu'elle doit être intentée devant le tribunal du domicile du défendeur, tandis que l'action réelle est portée devant le tribunal de la situation de l'objet litigieux; ensuite, parce qu'elle ne se prescrit que par 30 ans, tandis que l'action réelle peut se prescrire par dix et vingt ans. (Cod. civ. art. 2262-2265.)

ACTION POSSESSOIRE. — (Cod. proc. civ. art. 23, 27.)

C'est l'action qui a pour but de faire maintenir ou réintégrer une personne dans sa possession, lorsqu'elle y est troublée par un tiers qui, sans établir qu'il soit réellement propriétaire, veut se mettre à sa place.

On l'appelle *possessoire*, par opposition à celle qui a pour but la propriété, et qu'on nomme *pétitoire*.

— Les actions possessoires, ne présentant ordinairement à résoudre que de simples questions de fait, qu'il est de l'intérêt des parties de voir décider promptement, ont été placées dans les attributions des *Juges de paix*. Selon les circonstances dans lesquelles elles se présentent, elles ont des noms particuliers. Il y a, en effet, trois espèces d'actions possessoires : 1^o la *complainte*; — 2^o la *réintégration*; — 3^o la *dénonciation de nouvel œuvre*.

I. COMPLAINTE. Ce mot, dont l'origine est fort ancienne, et qui ne

signifie pas autre chose que *plainte*, sert à désigner l'action par laquelle on demande à être maintenu dans la possession, au moins annale, d'un immeuble ou d'un droit réel immobilier, tel qu'une servitude, lorsqu'on y est troublé. Elle doit être exercée dans l'année du trouble.

II. RÉINTÉGRANDE. — C'est l'action qui a pour but, comme son nom l'indique, de faire réintégrer dans sa possession celui qui en a été dépouillé. Elle dérive de ce principe, sans lequel il n'y aurait pas de société, qu'on ne peut se faire justice à soi-même.

III. DÉNONCIATION DE NOUVEL ŒUVRE. — C'est une espèce de complainte intentée contre celui qui entreprend sur son fonds une nouvelle construction ou tout autre ouvrage de nature à porter préjudice au plaigant en le troublant dans sa possession. Si les travaux commencés par le voisin ne sont pas achevés, le Juge de paix peut en prescrire la suspension, jusqu'à ce que le juge du *pétitoire* ait statué sur le différend où une question de propriété est engagée. — Il pourrait prescrire la destruction des travaux faits depuis son ordre de suspendre.

Le *possessoire* et le *pétitoire* ne peuvent jamais se cumuler. Cette prohibition formelle résulte de la différence des deux actions qui se portent : la première devant la justice de paix, la seconde devant le tribunal de première instance. Le jugement sur le *possessoire* fixe, d'ailleurs, d'une manière invariable, quelle est celle des parties qui devra former sa demande au *pétitoire* : c'est celle qui aura succombé au *possessoire*.

ACTION PUBLIQUE. — (Cod. inst. crim. art. 1, 2, 4, 637, 638, 640.)

On désigne sous ce nom l'action qui appartient à la Société pour la répression des infractions à la loi, et qui est exercée en son nom par des magistrats spécialement chargés de ce soin. — Voy. **MINISTÈRE PUBLIC**.

1. — A la différence de l'action civile, pour la réparation du dommage, qui peut s'exercer contre le prévenu

et contre ses représentants, l'action publique, pour l'application de la peine, s'éteint par la mort du prévenu.

2. — L'action publique résultant d'un crime se prescrit par dix ans révolus, à compter du jour où le crime a été commis, si, dans cet intervalle, il n'a été fait aucun acte d'instruction ni de poursuite, ou à compter du dernier acte, s'il en a été fait, sans qu'un jugement ait suivi.

La durée de la prescription est réduite à trois ans révolus, à partir de la même époque et suivant les mêmes distinctions, s'il s'agit d'un délit.

L'action publique pour une contravention de police se prescrit par une année révolue, à compter du jour où elle a été commise, même lorsqu'il y a eu procès-verbal, saisie, instruction ou poursuite, si, dans cet intervalle, il n'est point intervenu de condamnation.

3. — « La renonciation à l'action civile ne peut arrêter ni suspendre l'exercice de l'action publique. » (Cod. pén. art. 4.) — De son côté, le Code civil déclare (art. 2046) que l'on peut transiger sur l'intérêt civil qui résulte d'un délit, mais que « la transaction n'empêche pas la poursuite du Ministère public. » — Voy. TRANSACTION.

ACTION RÉELLE. — C'est celle par laquelle une personne agit contre le possesseur de la chose qu'elle réclame, ou sur laquelle elle prétend avoir un droit réel, tel qu'une servitude. Par l'action réelle, on poursuit la chose plutôt que la personne : si on agit contre le possesseur, c'est parce que la chose est un objet inanimé; mais le possesseur n'est obligé et poursuivi qu'à raison de la chose, de telle sorte que, s'il vient à l'aliéner, c'est contre le nouveau détenteur que l'action sera dirigée.

En matière réelle, le tribunal compétent pour connaître de la contestation est celui de la situation de l'objet litigieux. (Cod. proc. civ. art. 59.) — Voy. ACTION PERSONNELLE.

ACTIONS-ACTIONNAIRES. — On donne le nom d'actions aux diverses

fractions d'intérêts composant le capital social d'une société anonyme, en commandite, ou à capital variable, et celui d'actionnaires aux propriétaires de ces actions. — Voy. SOCIÉTÉ, sect. II.

1. — Sont meubles par la détermination de la loi les actions ou intérêts dans les compagnies de finance, de commerce ou d'industrie. (Cod. civ. art. 529.) — Voy. BIENS.

2. — Aux termes de l'article 7 du décret du 16 janvier 1808, les actions de la banque de France peuvent être immobilisées par une déclaration de volonté du propriétaire faite dans la forme voulue pour le transfert des rentes.

Il en est de même des actions de la Compagnie des canaux d'Orléans et du Loing, d'après un décret du 16 mars 1810.

ADDITION. (CERTIFICAT D'). — Voy. CERTIFICAT D'ADDITION.

ADJOINT. — (Lois 5 mai 1855, art. 5; 14 avril 1871.)

Nom donné aux magistrats institués pour remplacer les Maires empêchés, ou les seconder dans leurs fonctions.

1. — Dans les villes de plus de 20,000 âmes, et dans les chefs-lieux de département et d'arrondissement, quelle qu'en soit la population, les Adjoints sont nommés par décret du Président de la République. Dans les autres Communes, ils sont nommés par le Conseil municipal, parmi ses membres, au scrutin secret et à la majorité absolue. — Si, après deux scrutins, aucun candidat n'a obtenu la majorité, il est procédé à un tour de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est nommé.

Les Adjoints doivent être âgés de 25 ans accomplis, et inscrits dans la Commune au rôle des quatre contributions directes. Ils sont nommés pour 5 ans.

2. — Il y a un Adjoint dans les Communes de 2,500 habitants et au-dessous; deux dans celles de 2,501

à 10,000 habitants. Dans les Communes d'une population supérieure, il peut être nommé un Adjoint *de plus* par chaque excédant de 20,000 habitants.

Il y a 3 Adjoints pour chacun des 20 arrondissements de Paris. Ils sont choisis par le Président de la République.

3. — Pour l'incompatibilité des fonctions d'Adjoint avec certaines fonctions énumérées par la loi, voy. MAIRE.

4. — Les Adjoints peuvent être suspendus par arrêté du Préfet, sauf confirmation, dans le délai de deux mois, par le Ministre de l'intérieur. Ils ne peuvent être *révoqués* que par un décret du Président de la République.

Les Adjoints destitués ne sont pas rééligibles pendant une année.

ADJUDICATION. — Vente publique. — Celui qui est déclaré acquéreur s'appelle *adjudicataire*.

1. — Ne peuvent se rendre adjudicataires, sous peine de nullité, ni par eux-mêmes, ni par personnes interposées, les *tuteurs*, des biens de ceux dont ils ont la tutelle; — les *mandataires*, des biens qu'ils sont chargés de vendre; — les *administrateurs*, de ceux des Communes ou des Etablissements publics confiés à leurs soins; — les *officiers publics*, des biens nationaux dont les ventes se font par leur ministère. (Cod. civ. art. 1596.)

2. — Les formalités pour l'adjudication, après saisie, des barques, chaloupes et autres bâtiments de mer du port de dix *tonneaux* (voy. ce mot) et au-dessous, des bacs, galiotes, bateaux et autres bâtiments de rivière, moulins et autres édifices mobiles, assis sur bateaux ou autrement, sont réglées par le Code de procédure civile. (Art. 620.)

3. — Pour l'adjudication des immeubles, après saisie, voy. Code de procédure civile, art. 695 et suivants.

4. — Les formalités à observer pour les adjudications de *glandée*, *panage* et *poisson*, dans les bois et forêts appartenant à l'Etat, font l'objet des ar-

ticles 53 à 57 du Code forestier, et 100 à 104 de l'ordonnance royale rendue le 1^{er} août 1827, pour l'exécution de ce Code.

5. — Les *marchés* de constructions et ceux de fournitures pour le compte de l'Etat ont lieu, en général, par voie d'adjudication, avec publicité et concurrence.

6. — Ceux qui, dans les adjudications de la propriété, de l'usufruit ou de la location des choses mobilières ou immobilières, d'une entreprise, d'une fourniture, d'une exploitation ou d'un service quelconque, ont entravé ou troublé la liberté des enchères ou des soumissions, par voies de fait, violences ou menaces, sont punis d'un emprisonnement de quinze jours au moins, de trois mois au plus, et d'une amende de 100 fr. au moins, et de 5,000 fr. au plus. — La même peine est applicable à ceux qui, par dons ou promesses, ont écarté les enchérisseurs.

ADMINISTRATIF. (DROIT) — Voy. DROIT ADMINISTRATIF.

ADMINISTRATION. — 1. — Le rôle de l'Administration est de garantir aux individus la jouissance de leurs droits et le libre usage des choses communes; de répartir les charges publiques qui portent sur les personnes et sur les biens; de gérer la fortune de l'Etat; de surveiller la gestion des intérêts collectifs, enfin de préparer et de faire exécuter les mesures d'utilité générale.

2. — *Agir, consulter, délibérer*, telles sont les fonctions des autorités administratives. Aussi l'Administration se distingue-t-elle en Administration *active*, Administration *consultative* et Administration *contentieuse*.

3. — L'action administrative appartient à un agent unique, à tous les degrés de la hiérarchie; mais si l'unité est indispensable à une bonne administration, il a paru utile de placer auprès des fonctionnaires chargés d'agir, des Conseils pour éclairer leur marche. Le tableau suivant fera bien saisir ce principe :

ACTION.

CONSULTATION.

Administration générale ou centrale	{ Président de la République.. Ministres }	Conseil d'État.
Administration départementale.	{ Préfet..... Sous-Préfet.. }	Conseil de Préfecture. Conseil général. Conseil d'arrondissement.
Administration communale....	Maire.....	Conseil municipal.

VOY. PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE;
— MINISTRES; — CONSEIL D'ÉTAT; —
PRÉFET; — CONSEIL DE PRÉFECTURE;
— CONSEIL GÉNÉRAL; — SOUS-PRÉFET;
— CONSEIL D'ARRONDISSEMENT; —
MAIRE; — CONSEIL MUNICIPAL.

4. — Indépendamment des fonctionnaires chargés de l'action, et des corps chargés du conseil et du contrôle, l'organisation administrative comprend des tribunaux spéciaux pour le jugement des réclamations que les particuliers croient devoir soulever contre les actes de l'Administration : c'est ce qu'on appelle le *contentieux administratif*. (Voy. ces mots.)

5. — Pour ce qui concerne l'organisation administrative proprement dite, c'est-à-dire la division de la France en départements et en arrondissements, voy. DÉPARTEMENT, 3.

ADMINISTRATION LÉGALE. — On qualifie ainsi l'administration des biens personnels de ses enfants mineurs attribuée au père, durant le mariage. Elle se transforme en *tutelle* (voy. ce mot), à la dissolution du mariage arrivée par le décès de la mère, les enfants étant encore mineurs et non émancipés. (Cod. civ. art. 389, 390.)

ADOPTION. — (Cod. civ. art. 343, 360.)

C'est le contrat qui, avec la sanction de l'autorité judiciaire, crée entre des individus des rapports de paternité et de filiation purement civils.

L'adoption a été pratiquée dès les temps les plus reculés. Elle a été admise par le Code civil aux conditions suivantes :

I. CONDITIONS. — L'adoptant doit

être âgé de plus de 50 ans, n'avoir ni enfants ni descendants légitimes, et avoir au moins 15 ans de plus que l'adopté.

Si l'adoptant est *marié*, il est nécessaire que son conjoint donne son consentement à l'adoption.

Enfin, pour empêcher que l'adoption ne soit le résultat d'un caprice ou d'une amitié trop précipitamment conçue, la loi exige que l'adoptant ait fourni à l'adopté, pendant qu'il était mineur, des secours et donné des soins non interrompus durant six ans au moins.

L'adopté doit, de son côté, être majeur, et avoir le consentement de ses père et mère, s'il n'a point accompli sa vingt-cinquième année. S'il est majeur de vingt-cinq ans, il est tenu de requérir leur conseil.

Adoption dite rémunératoire. — Les conditions exigées pour l'adoption sont moins rigoureuses lorsqu'elle a pour but de reconnaître les services rendus par une personne qui a sauvé la vie à une autre, soit dans un combat, soit en la retirant des flammes ou des flots. Dans ce cas, en effet, on est assuré des sentiments de l'adoptant, et il suffit que l'adoptant soit majeur, plus âgé que l'adopté, sans enfants ni descendants légitimes, et, s'il est marié, qu'il ait l'assentiment de son conjoint.

II. FORMES DE L'ADOPTION. — L'adoption se fait par un acte passé devant le Juge de paix du domicile de l'adoptant, et approuvé par le tribunal de première instance de l'arrondissement qui examine, en la chambre du conseil, si les conditions de la

loi sont remplies, et si l'adoptant jouit d'une bonne réputation. Son jugement est soumis à la Cour d'appel qui prononce, comme le tribunal, sans énoncer de motif : « *il y a lieu* » ou « *il n'y a pas lieu à l'adoption*. »

L'arrêt de la Cour est affiché, et, dans les trois mois, à peine de nullité, l'adoption est inscrite sur le registre de l'état civil du domicile de l'adoptant.

III. EFFETS DE L'ADOPTION. — L'adopté prend le nom de l'adoptant, qu'il ajoute au sien propre. Il reste dans sa famille naturelle et y conserve ses droits. Il acquiert sur la succession de l'adoptant tous les droits que pourrait faire valoir un enfant légitime.

Quant à la succession de l'adopté, elle est réglée d'après le droit commun, comme s'il n'y avait pas eu d'adoption, c'est-à-dire qu'elle appartient à sa famille naturelle et non à son père adoptif ou aux parents de ce dernier.

Toutefois, lorsque l'adopté meurt sans descendants légitimes, les biens qu'il a reçus de l'adoptant et qui se retrouvent en nature font retour à l'adoptant. Si celui-ci est prédécédé à la même époque, lesdits biens font retour à ses descendants, à l'exclusion de la famille de l'adopté.

ADULTÈRE. — (Cod. civ. art. 306, 308, 309, 313; Cod. pén. art. 324, 336, 339.)

Violation de la foi conjugale.

1. — L'adultère n'est poursuivi que sur la plainte de l'époux outragé. Il est une cause de *séparation de corps*. (Voy. ce mot.)

A cause des conséquences qu'il peut avoir, l'adultère de la femme est toujours punissable. Celui du mari ne l'est, que lorsqu'il y a eu entretien d'une concubine dans la maison conjugale; mais l'adultère du mari, commis dans d'autres circonstances, constitue toujours une injure grave qui autorise la femme à demander la séparation.

2. — La femme convaincue d'adultère est punie d'un emprisonnement pendant trois mois au moins et deux

ans au plus. Le complice est passible de la même peine, et, en outre, d'une amende de 100 fr. à 2,000 fr. — Quant au mari, convaincu d'entretien d'une concubine dans la maison conjugale, il est puni d'une amende de 100 fr. à 2,000 fr.

3. — Les preuves de l'adultère peuvent résulter, soit de la constatation du flagrant délit, soit de lettres écrites par l'époux coupable ou son complice.

4. — Même en cas d'adultère de la femme, le mari ne peut désavouer l'enfant, à moins que la naissance de ce dernier ne lui ait été cachée. — Voy. PATERNITÉ.

5. — Les enfants adultérins ne peuvent être reconnus, ni, à plus forte raison, *légitimés* : ils n'ont aucun droit de succession et ne peuvent réclamer que des aliments. — Voy. ENFANTS NATURELS.

6. — Le meurtre commis par l'époux sur son épouse, ainsi que sur le complice, à l'instant où il les surprend en *flagrant délit* dans la maison conjugale, est excusable. (Cod. pén. art. 324.)

AFFICHE-AFFICHEUR.—**1.**—Les affiches émanées de l'Autorité peuvent seules être imprimées sur papier blanc; toutes les autres doivent l'être sur du papier de couleur, sous peine d'une amende de simple police contre les particuliers, et d'une amende de 100 fr. contre les imprimeurs.

Les affiches qui ont rapport à des intérêts privés, et celles qui sont faites et apposées par les particuliers, sont soumises au timbre, à moins qu'elles ne soient manuscrites.

2. — Des affiches sont prescrites par la loi dans une infinité de cas, notamment pour les publications de mariage; pour les jugements de déclaration d'absence, d'interdiction ou de nomination d'un conseil judiciaire; pour les arrêts d'adoption; la vente des biens de mineurs; les ventes mobilières par autorité de justice; pour les jugements de séparation de biens, etc.; à la suite de certaines condamnations, pour tromperie sur la quan-

tité ou la qualité de la marchandise, etc., etc.

3. — Tout individu qui veut, au moyen de la peinture ou de tout autre procédé, inscrire des affiches dans un lieu public, sur les murs, sur une construction quelconque et même sur toile, est tenu de payer préalablement un droit d'affichage fixé à 50 c. pour les affiches d'un mètre carré et au-dessous, et à 1 fr. pour celles d'une dimension supérieure : il doit en même temps obtenir de l'autorité municipale, dans les départements, et à Paris du Préfet de police, l'autorisation ou permis d'afficher.

Le payement du droit se fait au bureau de l'enregistrement dans l'arrondissement duquel se trouvent les Communes où les affiches doivent être placées.

Les contraventions aux prescriptions de la loi du 8 juillet 1852 et du décret du 28 août suivant en cette matière peuvent entraîner une amende de 100 fr. à 500 fr.

4. — Sont passibles d'une amende de 11 fr. à 15 fr. inclusivement, ceux qui ont méchamment enlevé ou déchiré les affiches apposées par ordre de l'Administration. La peine d'emprisonnement pendant cinq jours est toujours applicable en cas de récidive. (Cod. pén. art. 479, n° 9; 482.)

5. — Aucun écrit, soit à la main, soit imprimé, gravé ou lithographié, contenant des nouvelles politiques ou traitant d'objets politiques, ne peut être affiché dans les rues, places ou autres lieux publics, sous peine d'une amende de 25 fr. à 500 fr., et d'un emprisonnement de six jours à un mois, cumulativement ou séparément, et sans préjudice des autres peines qui pourraient être encourues par suite des crimes et délits résultant de la nature même de l'écrit. (Loi 10 décembre 1830, art. 1 et 5.)

6. — Quiconque veut exercer, même temporairement, la profession d'afficheur sur la voie publique, est tenu d'en faire préalablement la déclaration devant l'autorité municipale, et d'indiquer son domicile. Cette

déclaration doit être renouvelée à chaque changement de domicile. — Toute infraction à ces prescriptions rend passible d'une amende de 25 fr. à 200 fr., et d'un emprisonnement de six jours à un mois, cumulativement ou séparément. (Même loi, art. 2 et 7.)

AFFIRMATION. — 1. — La femme survivante qui veut conserver la faculté de renoncer à la communauté, doit, dans les trois mois du jour du décès de son mari, faire un inventaire fidèle et exact de tous les biens de la communauté, contradictoirement avec les héritiers du mari ou eux dûment appelés. Cet inventaire doit être affirmé par elle sincère et véritable, lors de sa clôture, devant l'officier public qui l'a reçu. (Cod. civ. art. 1456.)

2. — Toutes actions relatives aux lettres de change, et à ceux des billets à ordre souscrits par des négociants, marchands ou banquiers, ou pour fait de commerce, se prescrivent par cinq ans, à compter du jour du protêt, ou de la dernière poursuite juridique, s'il n'y a eu condamnation, ou si la dette n'a été reconnue par acte séparé. Mais les prétendus débiteurs sont tenus, s'ils en sont requis, d'affirmer, sous serment, qu'ils ne sont plus redevables. (Cod. com. art. 189.)

3. — Pour ce qui concerne l'affirmation des créances produites dans une faillite, voy. FAILLITE, III.

4. — Lorsque, pour le salut du navire, le capitaine a été contraint de jeter en mer une partie de son chargement, il doit, au premier port où le bâtiment aborde, et dans les vingt-quatre heures de son arrivée, affirmer les faits contenus dans la délibération prise par les intéressés au chargement qui se trouvaient à bord, et par les principaux de l'équipage. (Cod. com. art. 413.) — Voy. JET et CONTRIBUTION.

5. — Les gardes-champêtres sont obligés d'affirmer devant le Juge de paix ou le Maire les procès-verbaux dans lesquels ils constatent les délits

et contraventions de leur compétence.

(Loi 28 septembre 1791, sect. VII, art. 6.)

AFFOUAGE. — (Cod. for. art. 103-105; loi 18 juillet 1837, art. 17.)

Ce mot, dérivé du latin *ad*, vers, *forum*, le foyer, signifie le droit accordé à chaque habitant d'une Commune, propriétaire de forêts, de prendre le bois nécessaire pour son chauffage ou les besoins de sa maison.

1. — La délivrance de l'affouage est faite par l'Administration forestière, et la répartition entre les habitants par le Conseil municipal qui fixe également la somme que les affouagers auront à payer pour subvenir au paiement des frais d'exploitation.

2. — La répartition des affouages s'opère par feux et non par têtes, à moins qu'il n'y ait titre ou usage contraire.

AFFRÉTEUR. — Celui qui prend à loyer d'une autre personne, nommée *fréteur*, tout ou partie d'un navire.

Les droits et obligations de l'affréteur et du fréteur sont déterminés dans les articles 286 à 310 du Code de commerce.

AGE. — 1. — Il a une grande influence sur l'état et la capacité des personnes. — Voy. notamment : MINORITÉ; — PUISSANCE PATERNELLE; — TUTELLE; — EMANCIPATION; — ADOPTION; — TUTELLE OFFICIEUSE; — MARIAGE, I; — COMMERÇANT, I et II; CONSEIL MUNICIPAL, I, 1; — CONSEIL GÉNÉRAL, I, 1; — MAIRE, I; DÉPUTÉ, I; — CONSEIL DE PRÉFECTURE, V; — JURY, I; — CHAMBRE DE COMMERCE, 2; — CONSEIL DE PRUD'HOMMES, I, 2; — TRIBUNAL DE COMMERCE, I, 3; — Etc.; — Voy. également : SERVICE MILITAIRE; — INSCRIPTION MARITIME.

2. — L'âge influe sur l'appréciation de la criminalité et sur la pénalité. — Voy. DISCERNEMENT; — SEXAGÉNAIRE; — SEPTUAGÉNAIRE.

3. — L'âge de la victime est quelquefois une circonstance aggravante du crime ou du délit. — Voy. ATTENTAT À LA PUDEUR; — VIOL.

4. — La preuve de l'âge des per-

sonnes résulte de leur acte de naissance. — Voy. ACTES DE L'ÉTAT CIVIL.

AGENT D'AFFAIRES. — Individu qui, sans avoir de caractère public, se charge *habituellement* de gérer les affaires d'autrui moyennant salaire. — Ce salaire doit être fixé avec discrétion; sinon la réduction pourrait en être demandée à la justice.

1. — La profession d'agent d'affaires est sans limites, et il y en a de toutes conditions; ce qui explique le peu de considération qu'à tort ou à raison on y attache généralement, et l'exclusion du barreau prononcée par l'article 24 de l'ordonnance du 20 novembre 1822 contre tous ceux qui l'ont exercée.

2. — Les agents d'affaires, étant des commerçants, sont soumis à la rigueur des lois commerciales. En cas de suspension de paiements, ils sont en état de faillite, et peuvent, suivant les circonstances, être déclarés *banqueroutiers*.

Ils sont tenus d'avoir un livre-journal comme tout commerçant, et sont soumis à la patente de quatrième classe. Cette contribution se compose d'un droit fixe, variable suivant la population de la ville où l'agent d'affaires a son domicile, et d'un droit proportionnel qui est du vingtième de son loyer.

AGENT DE CHANGE. — (Loi 28 ventôse an IX (19 mars 1801); arr. 29 germinal an IX (19 avril 1801), et 27 prairial an X (16 juin 1802); Cod. com. art. 74 et suiv.; loi 28 avril 1816, art. 90, 91.)

1. — Les *Agents de change* sont des officiers ministériels, institués par l'Autorité auprès des *Bourses de commerce*, pour se livrer, comme intermédiaires, à la négociation des effets publics ou particuliers, et pour constater authentiquement le cours des effets publics et des matières d'or et d'argent.

Dans les villes où il n'y a pas d'agents de change, toute personne peut négocier des effets particuliers. Quant aux effets publics, ils sont négociés par les *Notaires*.

2. — Les agents de change sont nommés par le Président de la République, sur la proposition du Ministre des finances, à Paris, et sur celle du Ministre du commerce, pour les départements.

3. — Sous aucun prétexte, ils ne peuvent faire des opérations de commerce ou de banque pour leur propre compte, ni exiger ou recevoir aucune somme au delà du tarif, sous peine de concussion.

En cas de faillite, ils sont punis comme banqueroutiers.

Leur cautionnement est affecté, par privilège, à toutes les créances qui naissent contre eux de faits relatifs à leurs fonctions.

4. — Les agents de change de chaque place élisent un syndic et six adjoints qui composent une *Chambre syndicale*, chargée d'exercer une police intérieure sur les membres de la Compagnie.

AGENT DE POLICE. — Tout agent de police qui, sans motif légitime, use de violences envers les personnes, dans l'exercice de ses fonctions, est punissable selon la nature et la gravité de ces violences. (Cod. pén. art. 186.)

AGENT-VOYER. — Nom donné aux fonctionnaires chargés du service des chemins vicinaux. (Voy. ces mots.)

AGGRAVANTES. (CIRCONSTANCES) — Voy. CIRCONSTANCES AGGRAVANTES.

AGIOTAGE. — **AGIOTEUR.** — (Cod. pén. art. 419-421.) *Agiotage* se dit, en mauvaise part, du trafic sur la hausse et la baisse des denrées, marchandises ou effets publics. — On appelle *agioteur* celui qui se livre à ces opérations.

— L'*agiotage*, qu'on a appelé à bon droit « la lèpre morale des sociétés modernes, » fut très-sévèrement défendu par la Convention. Les dispositions édictées dans ce but ne sont plus en vigueur aujourd'hui; mais le Code pénal actuel punit d'un emprisonnement d'un mois au moins, d'un an au plus, et d'une amende de 500 fr. à 10,000 fr., la spéculation coupable connue sous le nom d'*agiotage*, et notamment les paris faits sur la hausse et la baisse des effets publics.

Les coupables peuvent de plus être mis sous la surveillance de la haute police (voy. ces mots) pendant deux ans au moins et cinq ans au plus.

AGRÉÉ. — On appelle ainsi les personnes désignées ou *agréées* par les tribunaux de commerce pour représenter habituellement les parties devant cette juridiction.

1. — Les *Agréés* sont des mandataires de profession, sans caractère public, et dont le ministère n'est pas forcé, chaque justiciable pouvant comparaitre en personne ou se faire représenter par un fondé de pouvoir particulier.

2. — L'institution des *agréés* près les tribunaux de commerce est presque aussi ancienne que celle des tribunaux eux-mêmes. On comprend, en effet, l'utilité pour les juges consulaires d'avoir auprès d'eux, pour défendre les parties, des hommes possédant leur confiance et particulièrement versés dans la pratique des affaires commerciales.

Cette utilité n'existe pas moins pour les plaideurs à qui l'entremise de praticiens exercés permet de ne pas négliger leurs affaires ordinaires.

AGRÈS. — Terme de marine qui désigne les voiles, cordages, poulies et tout ce qui est nécessaire pour mettre un bâtiment en état de naviguer.

— Les *agrès* sont affectés à l'exécution des engagements du propriétaire du navire, et par privilège, au capital et intérêts de l'argent donné à la grosse sur le corps et quille du vaisseau. (Cod. com. art. 280 et 320.) — Voy. CONTRAT A LA GROSSE.

AGRICULTURE. — Du latin *ager*, champ, et *colere*, cultiver. — L'agriculture est libre depuis que la Révolution de 1789, en détruisant le régime féodal, a supprimé les charges abusives qui la ruinaient, et fait tomber les entraves qui en gênaient l'essor. *Liberté du sol, liberté de la culture, égalité des charges, inviolabilité privée*, tels sont les grands prin-

cipes proclamés par l'Assemblée Constituante. Une ère nouvelle commença, de ce jour, pour l'agriculture.

Aujourd'hui l'Etat n'intervient que pour protéger et encourager un art dont les progrès doivent être la première préoccupation des Economistes et des Politiques.

— Le Ministre spécialement chargé de rechercher tout ce qui peut améliorer et perfectionner l'agriculture, est le *Ministre de l'agriculture et du commerce*. Il a, pour s'éclairer, dans cette partie de son administration, un *Conseil général d'agriculture* (voy. ces mots) et un *Conseil supérieur du commerce, de l'agriculture et de l'industrie*. (Voy. ces mots.)

Au premier degré, les intérêts agricoles se trouvent représentés par les *Chambres consultatives d'agriculture*, instituées dans chaque arrondissement, et par les *Comices agricoles*. (Voy. CHAMBRES CONSULTATIVES D'AGRICULTURE ET COMICES AGRICOLES.) — Il existe ainsi un lien de communication entre les centres partiels d'exploitation, de production, d'échange, et le centre général d'activité qui constitue le Gouvernement.

2. — Les établissements destinés à répandre l'enseignement professionnel de l'agriculture ou à préparer à l'exercice des arts qui s'y rattachent, sont les *Ecoles d'agriculture*, au nombre de trois : (*Grignon*, Seine-et-Oise ; *Grand-Jouan*, Loire-Inférieure ; *La Saulsaie*, Ain), — les *Fermes-Ecoles*, au nombre de 53, et les *Ecoles vétérinaires*, au nombre de trois : (*Alfort*, *Lyon*, *Toulouse*). Une *Ecole pratique d'irrigation et de drainage* est établie au *Lézardeau* (Finistère).

3. — La loi du 28 septembre 1791 concernant les biens et usages ruraux et la police rurale, loi célèbre qu'on désigne sous le nom de *Code rural*, est incomplète : son insuffisance, depuis longtemps reconnue, a fait mettre à l'étude un projet de nouveau code rural.

Le droit rural se lie à presque toutes les parties de la législation. —

Voy. notamment CHASSE, CHEPTTEL, EAUX, ÉCHENILLAGE, ÉPIZOOTIES, DRAINAGE, GARDE-CHAMPÊTRE, GRAPILLAGE, IRRIGATIONS, MARAIS, PACAGE, SERVITUDES, MARAUDAGE, CÉRÉALES.

4. — Quiconque vole ou tente de voler dans les champs, des chevaux ou bêtes de charge, de voiture ou de monture, gros et menus bestiaux, ou des instruments d'agriculture, est passible d'un emprisonnement d'un an à cinq ans, et d'une amende de 16 fr. à 500 fr. (Cod. pén. art. 388.)

AIEUL — AIEULE. — Ascendant du second degré. — Se dit du grand-père ou de la grand-mère. — Voy. ASCENDANT.

AINÉ. — Du latin *anté*, auparavant, et *natus*, né. — Se dit du premier-né des enfants.

Sont exemptés du service militaire : l'ainé d'orphelins de père et de mère ; l'ainé des fils, ou, à défaut de fils ou de gendre, l'ainé des petits-fils d'une femme veuve, ou d'un père aveugle ou entré dans sa soixante-dixième année. (Loi 21 mars 1832, art. 13.)

AJOURNEMENT. — Assignation donnée par *huissier* pour comparaître à jour fixe devant un tribunal de première instance. — Voy. ASSIGNATION.

ALÉATOIRE. — Du latin *alea*, coup de dé). — On appelle *contrats aléatoires* les conventions réciproques dont les effets, quant aux avantages et aux pertes, soit pour toutes les parties, soit pour l'une ou plusieurs d'entre elles, dépendent d'un événement incertain. Tels sont le contrat d'*assurance*, le *prêt à grosse aventure*, le *jeu* et le *pari*, le contrat de *rente viagère*. — (Voy. ces mots.)

ALGÉRIE. — Conquise en 1830, l'Algérie est bornée à l'Est par la régence de Tunis, à l'Ouest par l'Empire du Maroc, au Nord par la Méditerranée, et au Sud par le grand désert du Sahara. Sa longueur de l'Est à l'Ouest est de 720 kilomètres ; sa largeur du Nord au Sud, de 400 kilomètres. Sa superficie totale est de 390,000 kilomètres carrés.

1. — L'Algérie se divise en trois provinces : *Alger* au centre, *Oran* à l'ouest, *Constantine* à l'est. Chaque province renferme un *territoire civil* divisé en département, arrondissements, districts ou commissariats civils et communes ; — et un *territoire militaire* formant une division militaire, des subdivisions, cercles, aghaliks, caïdats et cheikats.

2. — Le gouvernement et la haute administration sont centralisés à Alger sous l'autorité d'un *Gouverneur général civil* qui a sous ses ordres les Commandants des forces de terre et de mer, le Directeur général des affaires civiles et financières, et, en général, tous les services administratifs concernant les Européens et les indigènes. (Arr. du chef du pouvoir exécutif de la République, du 29 Mars 1871.)

— Le Gouverneur général civil est assisté d'un *Conseil consultatif* qui se réunit sous sa présidence et dont font partie le Directeur général des affaires civiles et financières, le premier Président, le Procureur général, le Commandant supérieur de la Marine, le Général commandant supérieur du génie, l'Inspecteur général des travaux civils, l'Inspecteur général des finances, le Recteur de l'Académie, l'Archevêque d'Alger.

Les attributions de ce Conseil ont été déterminées par les décrets des 10 décembre 1860, article 10, et 30 avril 1861.

— Chaque année, les Conseils généraux de l'Algérie élisent cinq délégués par département qui, réunis au Conseil consultatif à Alger, y forment un *Conseil supérieur de Gouvernement* dont les attributions sont déterminées conformément au décret du 10 décembre 1860, art. 12.

A l'ouverture de chaque session, le Conseil supérieur élit un *vice-président* pour suppléer le Gouverneur général empêché (Déc. 7 octobre 1871).

3. — La justice, l'instruction publique et les cultes sont dans les attributions des départements auxquels ils ressortissent en France ; les écoles

françaises-arabes et les écoles indigènes sont dans les attributions exclusives du Gouverneur général. — Les actes de haute administration et de gouvernement, les nominations aux emplois qui doivent émaner du Président de la République et qui ne concernent ni la justice ni la marine, ni l'instruction publique et les cultes, lui sont présentés, d'après les propositions du Gouverneur général, par le Ministre de la guerre qui les contre-signe. Le Gouverneur général civil statue sur toutes les autres affaires administratives qui n'ont pas été placées dans les attributions d'une autre autorité.

4. — Un *Préfet*, assisté d'un *Conseil de Préfecture*, est placé à la tête de chacun des trois départements d'Alger, d'Oran et de Constantine. Il y a un *Sous-Préfet* à Milianah (département d'Alger), à Mostaganem (département d'Oran), à Bône, Guelma et Philippeville (département de Constantine).

5. — Sous le rapport de la justice, l'Algérie compte une *Cour d'appel* à Alger, des *Tribunaux de première instance* à Alger et Blidah (départ. d'Alger) ; — à Oran, Mostaganem et Tlemcen (départ. d'Oran), — et à Constantine, Bône, Philippeville et Sétif (départ. de Constantine) ; — plus un certain nombre de *Justices de paix*.

Pour l'administration de la *Justice musulmane*, les trois départements de l'Algérie sont divisés en *circonscriptions* à chacune desquelles est préposé un *kadhi* (juge), assisté d'*adels* (suppléants). Les appels des jugements des kadhis sont, suivant la nature des affaires et leur importance, portés soit devant la Cour d'appel, soit devant les tribunaux de première instance du ressort.

6. — Il y a un *Tribunal de commerce* à Alger, Oran et Constantine, et une *Chambre de commerce* dans chacun de ces trois chefs-lieux qui possèdent également une *Chambre consultative d'agriculture*.

7. — L'Algérie nomme 6 *Députés* à l'Assemblée nationale, deux pour

chacun des départements d'Alger, de Constantine, et d'Oran (Déc. 1^{er} février 1871).

8. — Le nombre des membres des *Conseils généraux* de l'Algérie, nommés aujourd'hui par le suffrage universel, est fixé à 26 pour le département d'Alger, 24 pour le département de Constantine, et 22 pour le département d'Oran, indépendamment des assesseurs musulmans désignés par le Gouverneur général civil (Déc. 12 octobre 1871).

9. — L'organisation municipale de l'Algérie est réglée par le décret du 27 décembre 1866 dont voici le résumé :

Les *Maires* et les *Adjoints* sont nommés par le Président de la République dans les chefs-lieux de département et d'arrondissement. Dans les autres Communes, ils sont nommés par le Préfet au nom du Président de la République.

Ils doivent être citoyens français ou naturalisés français et âgés de 25

ans accomplis. Ils doivent, en outre, être résidents, propriétaires ou chefs d'établissement en Algérie.

Le Maire et les Adjointes peuvent être pris en dehors du Conseil municipal.

Ils sont nommés pour cinq ans, et peuvent être suspendus par arrêté du Préfet. Cet arrêté cesse d'avoir son effet s'il n'est confirmé, dans le délai de deux mois, par le Gouverneur général civil.

Ils ne peuvent être révoqués que par décret du Président de la République.

Le nombre des Adjointes de chaque Commune est déterminé par décret.

Dans les Communes où la population musulmane est assez nombreuse pour qu'il y ait lieu de prendre à son égard des mesures spéciales, cette population est administrée, sous la surveillance et l'autorité du Maire, par des Adjointes indigènes qui peuvent être pris en dehors du Conseil et de la Commune.

— Chaque Commune a un *Conseil municipal* composé de :

- | | | |
|----|---------|---|
| 9 | membres | dans les Communes de 2,000 habitants et au-dessus ; |
| 12 | — | dans celles de 2001 habitants à 10,000 ; |
| 18 | — | id. 10,001 — à 30,000 ; |
| 24 | — | au delà de 30,000 habitants. |

Dans chaque Commune :

Les citoyens français ou naturalisés,
Les indigènes musulmans,
Les indigènes israélites,
Les étrangers,

élisent, conformément aux dispositions ci-après, leurs représentants respectifs au Conseil municipal :

Sont *électeurs* :

1^o Tout citoyen français ou naturalisé français, âgé de 21 ans, domicilié depuis au moins un an dans la Commune et inscrit sur les rôles des impositions et taxes municipales ;

2^o Tout indigène âgé de 25 ans, ayant un an de domicile dans la Commune ;

3^o Tout étranger remplissant les mêmes conditions et ayant trois années de résidence en Algérie.

Les indigènes et les étrangers doi-

vent, en outre, se trouver dans une des conditions suivantes :

Etre propriétaire foncier ou fermier d'une propriété rurale ;

Exercer une profession, un commerce ou une industrie soumis à l'impôt des patentes ;

Etre employé de l'Etat, du Département ou de la Commune ;

Etre membre de la Légion d'honneur, décoré de la médaille militaire, d'une médaille d'honneur ou d'une médaille commémorative donnée ou autorisée par le Gouvernement français, ou titulaire d'une pension de retraite.

Sont *éligibles* :

1^o Tous les électeurs français ou naturalisés âgés de 25 ans ;

2^o Tous les indigènes et étrangers âgés de 25 ans et domiciliés dans la

Commune depuis 3 ans au moins.

Les indigènes musulmans, les indigènes israélites et les étrangers ont droit de représentation dans le Conseil municipal dès que la population de leur catégorie atteint le chiffre de 100 individus.

— Les Conseillers municipaux sont élus pour sept ans.

10. — Un sénatus-consulte du 14 juillet 1865 a réglé ainsi qu'il suit l'état des personnes en Algérie, et a déterminé les conditions auxquelles les étrangers y pourraient acquérir la *naturalisation* :

Art. 1^{er}. — « L'indigène musulman est français; néanmoins il continue à être régi par la loi musulmane. — Il peut être admis à servir dans les armées de terre et de mer. Il peut être appelé à des fonctions et emplois civils en Algérie. — Il peut, sur sa demande, être admis à jouir des droits de citoyen français; dans ce cas, il est régi par les lois civiles et politiques de la France. »

Art. 2. — « L'indigène Israélite est français; néanmoins il continue à être régi par son *statut personnel* (voy. ces mots). — Il peut être admis à servir dans les armées de terre et de mer. Il peut être appelé à des fonctions et emplois civils en Algérie. — Il peut, sur sa demande, être admis à jouir des droits de citoyen français; dans ce cas, il est régi par la loi française. »

Art. 3. — « L'étranger qui justifie de trois années de résidence en Al-

gérie peut être admis à jouir de tous les droits de citoyen français. »

Art. 4. — « La qualité de *citoyen français* ne peut être obtenue, conformément aux articles 1, 2 et 3 du présent sénatus-consulte, qu'à l'âge de 21 ans accomplis; elle est déferée par décret rendu en Conseil d'Etat. »

11. — Le délai des *assignations* devant les tribunaux français pour les personnes qui demeurent en Algérie est de six mois. Il en est de même pour les personnes domiciliées en France, assignées devant les tribunaux d'Algérie. (Cod. proc. civ. art. 73.)

Le délai d'appel est prolongé d'un mois. (Même Code, art. 442.)

Ceux qui sont absents du territoire de l'Algérie, pour cause de service public, ont, pour interjeter appel, un délai de huit mois outre celui de deux mois accordé par la loi, à partir de la signification du jugement. (Même Code, art. 446.)

Dans cette dernière hypothèse, le même délai est fixé pour demander, par la voie de la *requête civile* (voy. ces mots), la rétractation d'un jugement devenu définitif. (Même Code, art. 480.)

12. — Quant au délai pour le paiement ou la présentation à l'acceptation des *effets de commerce*, tirés de l'Afrique sur la France ou réciproquement, et pour les poursuites à exercer en cas de protêt, voy. EFFETS DE COMMERCE, XI.

13. — La population de l'Algérie s'est répartie de la manière suivante, d'après les trois derniers recensements :

	1856	1861	1866
Français.....	92.738	112.229	122.119.
Européens.....	66.544	80.517	95.871.
Israélites.....	21.048	28.097	33.952.
Musulmans.....	2.307.549	2.732.851	2.632.072 (1).
Autres.....	8.388	13.142	17.232.
Totaux.....	2.496.267	2.966.836	2.901.246.

ALIBI. — Mot latin qui veut dire : *gage du droit*, pour indiquer le moyen de défense invoqué par un accusé qui

aillours. — On s'en sert, dans le lan-

(1) à savoir : { Arabes des villes. 217.095.
— des tribus 2.414.977.

cherche à établir qu'un moment où a été commis le fait dont il est inculpé, il se trouvait dans un autre lieu.

ALIÉNATION. — 1. — L'aliénation des biens de l'*absent* n'est pas permise à ceux qui n'en jouissent qu'en vertu de l'*envoi provisoire*. (Cod. civ. art. 128.) — Voy. ABSENCE-ABSENT, II.

2. — La *femme mariée*, même non commune ou séparée de biens, ne peut aliéner sans le concours du mari dans l'acte, ou son consentement par écrit. (Cod. civ. art. 217.)

3. — Le *tuteur*, même le père ou la mère, ne peut aliéner les biens immeubles du mineur, sans y être autorisé par le Conseil de famille, pour cause d'une nécessité absolue, ou d'un avantage évident; la délibération du Conseil de famille doit être homologuée par le tribunal de première instance. (Cod. civ. art. 457, 460.)

4. — Pour l'aliénation des biens du mineur *émancipé* (Cod. civ. art. 484), voy. ÉMANCIPATION, II.

5. — Sans prononcer l'*interdiction* d'une personne, le tribunal a le droit d'ordonner, si les circonstances l'exigent, qu'elle ne pourra désormais aliéner sans l'assistance d'un *Conseil* qui lui est nommé par le même jugement. (Cod. civ. art. 499.)

6. — Il peut être défendu aux *prodiges* d'aliéner leurs biens sans l'assistance d'un *Conseil* désigné par le tribunal. (Cod. civ. art. 513.)

7. — Toute aliénation, celle même par vente avec faculté de rachat ou par échange, qu'a faite le *testateur* de tout ou partie de la *chose léguée* emporte la révocation du legs pour tout ce qui a été aliéné, encore que l'aliénation postérieure soit nulle, et que l'objet soit rentré dans la main du testateur. (Cod. civ. art. 1038.)

8. — Le *mari* peut aliéner les biens de la *communauté* sans le concours de sa femme, mais il a besoin du consentement de celle-ci pour l'aliénation des immeubles qu'elle possède personnellement. (Cod. civ. art. 1421, 1428.)

9. — Sous le *régime dotal*, la dot

est inaliénable. (Cod. civ. art. 1554 et suiv.) — Voy. CONTRAT DE MARIAGE, IV.

10. — Les *mineurs marchands* peuvent aliéner leurs immeubles en remplissant certaines formalités indiquées par les art. 457 et suivants du Code civil. (Cod. com. art. 6.)

11. — Les *femmes marchandes publiques* ont la capacité d'aliéner leurs immeubles, autres que ceux stipulés dotaux, pour les nécessités de leur négoce. (Cod. com. art. 7.)

12. — Les biens qui composent le *domaine public* (voy. ces mots) sont inaliénables. — Voy. AUSSI DOMAINE DE L'ÉTAT.

13. — Pour l'aliénation des *propriétés départementales*, voy. CONSEIL GÉNÉRAL, II, 1.

14. — Pour l'aliénation des *biens communaux*, voy. COMMUNE, II.

ALIÉNÉS. — (Loi 30 juin 1838.) — On appelle *aliéné* l'individu dont la raison est affaiblie ou pervertie au point que l'usage de sa liberté devient un danger incessant, soit pour la sûreté publique, soit pour sa sûreté personnelle ou sa fortune.

1. — Les dispositions du Code civil sur les aliénés présentaient une lacune qui a été comblée par la loi du 30 juin 1838. L'interdiction, seule mesure à laquelle le Code permettait de recourir, est, en effet, un moyen qui souvent répugne aux familles. Elles n'osaient l'employer, tantôt par crainte d'aggraver la position de leur parent en le faisant passer par toutes les procédures de l'interdiction, tantôt pour ne pas révéler au public l'existence de l'infirmité dont l'un des leurs était affligé. Elles préféreraient alors placer leur parent dans une maison de santé ou d'aliénés, mais elles ne pouvaient l'y conduire et surtout l'y retenir malgré lui qu'en violant le principe de la liberté individuelle, puisqu'aucune garantie n'existait contre les abus possibles. De plus, les établissements spéciaux d'aliénés étaient rares, et les malheureux atteints de cette cruelle infirmité étaient placés dans les hospi-

ces ordinaires, souvent même dans les maisons de correction!

La loi du 30 juin 1838 a remédié à cet état de choses. En voici l'analyse sommaire: Tout département est tenu d'avoir un établissement public spécialement destiné à recevoir et soigner les aliénés, ou de traiter à cet effet avec un établissement public ou privé, soit de ce département, soit d'un département voisin. La loi règle minutieusement les conditions du placement volontaire des aliénés, afin d'empêcher qu'il ne puisse être attenté, dans un esprit de haine ou de cupidité, à la liberté d'une personne qui ne serait point réellement frappée d'aliénation mentale. Lors de l'entrée d'un malade, le directeur de l'asile doit, dans les vingt-quatre heures, en informer le Préfet. Dans les trois jours de cette notification, le Préfet en donne avis, à son tour, au Procureur de la République. S'il s'agit d'un asile privé, le Préfet ordonne une contre-visite de médecins qui lui adressent un rapport sur l'état du malade. Le médecin de l'établissement doit, en outre, envoyer au Préfet, quinze jours après l'entrée du malade, un nouveau certificat destiné à rectifier ou à compléter le premier.

2. — Dans tous les asiles privés ou publics, le médecin est tenu de faire, chaque semestre, un rapport au Préfet sur l'état de chaque aliéné, état qui est constaté sur un registre, coté et paraphé par le Maire, et qui doit être produit aux agents chargés de la surveillance.

3. — La loi du 30 juin 1838 a pourvu également à l'administration de la fortune de l'aliéné, non interdit. La gestion de ses biens est provisoirement confiée à l'un des membres de la Commission administrative de l'établissement public où il est placé, ou à un mandataire spécial, désigné par le tribunal, si l'aliéné se trouve dans un asile privé.

4. — La même loi permet d'attaquer, pour cause de démence, les actes faits par l'aliéné non interdit, pendant le temps qu'il était retenu. Cette action en nullité dure dix ans qui cou-

rent, à l'égard de l'aliéné, à dater de la signification qui lui est faite de l'acte, ou de la connaissance qu'il en a eue après sa sortie définitive de la maison d'aliénés; — et, à l'égard de ses héritiers, à dater de la signification qui leur en est faite, ou de la connaissance qu'ils en ont eue, depuis la mort de leur auteur.

5. — Le *Ministère public* est entendu dans toutes les affaires qui intéressent les personnes placées dans un établissement d'aliénés, lors même qu'elles ne sont pas interdites.

ALIGNEMENT. — (Edit déc. 1607; arr. cons. 27 fév. 1765; loi 19 juillet 1791, tit. I^{er}, art. 29; loi 16 sept. 1807, art. 51-53; déc. 25 mars 1852, art. 1, tab. A, n^o 50.)

Acte par lequel l'Administration fixe la ligne séparative entre la voie publique et les propriétés qui la bordent.

1. — « L'alignement a pour objet principal de donner aux rues des villes, aux routes et chemins publics, la largeur nécessaire et la direction qui leur convient; d'obtenir une régularité de lignes comme condition de la beauté d'aspect des villes; de faire disparaître les renforcements dont la malveillance pourrait profiter, et où l'incurie pourrait accumuler des dépôts de matières capables de nuire à la propreté et à la salubrité de la cité, et enfin de prévenir les anticipations. » (Dalloz, Répertoire, voirie par terre, 1931.)

2. — L'autorité compétente pour délivrer les alignements varie suivant qu'il s'agit de *grande* ou de *petite voirie*. (Voy. *VOIRIE*.) Dans le premier cas, c'est le Préfet; dans le second, le Maire.

3. — Tout particulier qui veut construire, ou réparer un bâtiment bordant une route, doit obtenir l'alignement, sous peine d'amende, de démolition et de confiscation des matériaux.

4. — Lorsque, par suite d'un plan général arrêté, une maison se trouve sujette à *reculement*, le propriétaire ne peut désormais y faire aucun changement de nature à prolonger la durée des constructions, aucun travail con-

fortatif, et l'Administration a le droit d'exiger la démolition du bâtiment s'il vient à menacer ruine. Dans cette hypothèse, il n'est payé au propriétaire que la valeur du terrain réuni à la voie publique. Si l'Administration voulait faire immédiatement reculer le riverain, elle devrait recourir aux formalités de l'*expropriation pour cause d'utilité publique* (voy. ces mots), et payer une indemnité, non-seulement pour la valeur du terrain, mais encore pour celle de la construction.

5. — Si l'alignement, au lieu d'être en arrière de la façade de la maison, se trouve en avant, le terrain compris entre la maison et la nouvelle limite est cédé, d'après sa valeur, au propriétaire qui désire s'avancer sur la voie publique. S'il ne veut pas acquérir ce terrain, qui parfois formerait un enfoncement dangereux, l'Administration est autorisée à le déposséder de l'ensemble de sa propriété en lui en payant la valeur, telle qu'elle était avant l'exécution des travaux d'assainissement ou d'embellissement du quartier ou de la rue.

ALIMENTS. — En droit, l'expression *aliments* signifie tout ce qui est nécessaire pour les besoins de la vie, c'est-à-dire la nourriture, le logement et l'entretien.

1. — Les aliments sont dus à raison de la parenté ou de l'alliance. (Cod. civ. art. 205-211.) — Voy. MARIAGE, V.

2. — L'obligation naturelle, qui continue d'exister entre l'adopté et ses père et mère, de se fournir des aliments dans les cas déterminés par la loi, est considérée comme commune à l'adoptant et à l'adopté, l'un envers l'autre. (Cod. civ. art. 349.)

3. — Le refus d'aliments par le donataire au donateur dans le besoin constitue un fait d'ingratitude qui permet à ce dernier de demander à la justice la révocation de sa libéralité. (Cod. civ. art. 953.) — Voy. DONATION-ENTRE VIFS, II.

4. — La communauté se compose passivement : ... 5° Des aliments des époux. (Cod. civ. art. 1409.) —

Voy. CONTRAT DE MARIAGE, I, § 1.

5. — Certains objets déclarés *insaisissables* par le Code de procédure civile (art. 581, 592), peuvent être exceptionnellement saisis pour cause d'*aliments*, c'est-à-dire par les créanciers qui ont fourni des aliments au saisi. (Cod. proc. civ. art. 582, 593.) — Voy. SAISIE-EXÉCUTION.

6. — Les marchands en détail, tels que boulangers, bouchers et autres, ont un privilège sur la généralité des meubles pour les fournitures de subsistances qui ont alimenté le débiteur et sa famille pendant les six derniers mois. (Cod. civ. art. 2101, n° 5.) — Voy. PRIVILÈGES, I, § 1^{er}.

7. — L'action des hôteliers et traiteurs pour le paiement de la nourriture qu'ils ont fournie se prescrit par six mois. (Cod. civ. art. 2271.) — Voy. PRESCRIPTION, III.

ALLIANCE. — Lien civil que fait naître le mariage entre chacun des époux et les parents de l'autre. — Ainsi le mari est allié aux père, mère, frères, sœurs, oncles, tantes, consins, cousines de sa femme, et réciproquement.

Comme la parenté, l'alliance est la source de droits et d'obligations : elle crée des privilèges, en même temps qu'elle entraîne des incompatibilités et des prohibitions.

1. — Pour ce qui concerne l'obligation de se fournir des *aliments* qui pèse sur les *gendres et belles-filles* à l'égard de leurs beau-père et belle-mère, et réciproquement (Cod. civ. art. 206), voy. MARIAGE, V.

2. — Pour les *prohibitions de mariage* résultant de l'alliance (Cod. civ. art. 161-164), voy. MARIAGE, I.

3. — L'*Huissier* de la justice de paix ne peut instrumenter pour ses parents en ligne directe, ni pour ses frères, sœurs et *alliés* au même degré. (Cod. proc. civ. art. 4.) Devant le tribunal de première instance, l'*huissier* ne peut instrumenter pour ses parents et *alliés* et ceux de sa femme, en ligne directe à l'infini, ni pour ses parents et *alliés* collatéraux, jusqu'au degré de cousin issu de germain in-

clusivement, à peine de nullité. (Même Code, art. 66.)

— Les *Notaires* ne peuvent recevoir des actes dans lesquels leurs parents ou *alliés*, en ligne directe à tous les degrés, et en collatérale jusqu'au degré d'oncle ou de neveu inclusivement, seraient parties ou qui contiendraient quelque disposition en leur faveur. (Loi 23 ventôse an xi (16 mars 1803), art. 8.)

5. — Les parents et *alliés*, jusqu'au degré d'oncle et neveu inclusivement, ne peuvent être simultanément membres d'un même *Tribunal* ou d'une même *Cour*, soit comme juges, soit comme officiers du ministère public, ou même comme greffiers, sans une *dispense* du Président de la République : Il n'en est pas accordé pour les tribunaux composés de moins de huit juges. En cas d'*alliance* survenue depuis la nomination, celui qu'il a contractée ne peut continuer ses fonctions sans obtenir une *dispense*. (Loi 20 avril 1810, art. 63.)

6. — Dans les Communes de cinq cents âmes et au-dessous, les parents au degré de père, de fils, de frère, et les *alliés* au même degré, ne peuvent être en même temps membres du *Conseil municipal*. (Loi 5 mai 1855, art. 11.)

7. — En matière criminelle, les dépositions des père, mère, aïeul, aïeule, fils, petit-fils, fille, petite-fille, frère, sœur, ou *alliés*, au même degré, de l'accusé, ne sont point reçues à titre de *témoignages*, mais seulement comme renseignements, et sans prestation de serment. (Cod. Instr. crim. art. 322.)

8. — Aucun parent ou *allié* du *failli*, jusqu'au quatrième degré inclusivement, ne peut être nommé *syndic*. (Cod. com. art. 463.) — Voy. FAILLITE, II.

ALLONGE. — L'endossement des effets de commerce devant être mis sur le titre même, et ne pouvant être donné par acte séparé, lorsque le nombre des endos absorbe le papier dans son entier, on y en ajoute un autre, sous le nom d'*allonge*, pour recevoir les négociations ultérieures.

ALLUMETTES. — La nécessité de trouver des ressources pour subvenir aux charges écrasantes qui pèsent sur la France a fait songer à l'établissement de taxes nouvelles, et la loi du 4 septembre 1871 (art. 3 à 5), modifiée par celle du 22 janvier 1872 (art. 4), a établi sur les allumettes chimiques fabriquées en France ou importées, un droit fixé comme il suit :

Allumettes en bois. — Boîtes ou paquets de 100 allumettes et au-dessous, 4 centimes par boîte ou paquet.

Boîtes ou paquets renfermant plus de 100 allumettes, 4 centimes par centaine ou fraction de centaine.

Le même droit est perçu, indépendamment des taxes de douane, sur les allumettes en bois importées.

Allumettes en cire, en amadou, en papier, et tissu, et toutes autres que les allumettes en bois. — Boîtes ou paquets de 50 allumettes et au-dessous, 5 centimes par boîte ou paquet.

Boîtes ou paquets de 51 à 100 allumettes, 10 centimes par boîte ou paquet.

Boîtes ou paquets renfermant plus de 100 allumettes, 10 centimes par centaine ou fraction de centaine.

Ces droits sont perçus, indépendamment des taxes de douanes, sur les allumettes importées de l'étranger.

Sont considérées comme allumettes chimiques passibles de l'impôt tous les objets quelconques amorcés ou préparés de manière à pouvoir s'enflammer ou produire du feu, par frottement ou par tout moyen autre que le contact direct avec une matière en combustion.

Les allumettes disposées de manière à pouvoir s'enflammer ou à prendre feu plusieurs fois sont taxées proportionnellement au nombre de leurs amorces.

Les allumettes exportées sont affranchies de l'impôt.

Les allumettes chimiques fabriquées à l'intérieur ou importées ne peuvent circuler ou être mises en vente qu'en boîtes ou paquets fermés et revêtus d'une vignette timbrée constatant la perception du droit.

Dans un délai de 10 jours avant le

commencement des travaux, les fabricants d'allumettes chimiques sont tenus de faire la *déclaration* de leur industrie dans un bureau de la régie.

Toute *fabrication sans déclaration* est punie d'une *amende* de 100 francs à 1,000 francs, sans préjudice de la *confiscation* des objets saisis et du *remboursement* du droit fraudé.

Toute autre *contravention*, soit du fabricant, soit du débitant, est punie de la *même peine*.

— Un décret du 29 novembre 1871 portant règlement d'administration publique pour l'exécution des articles 3, 4, 5, 8, 9 et 10 de la loi du 4 septembre 1871, relatifs à l'impôt sur les allumettes chimiques, a été promulgué au *Journal officiel* du 1^{er} décembre 1871.

ALLUVION. — Nom donné par le Code civil aux *attérissements* et *accroissements* qui se forment successivement et imperceptiblement aux fonds riverains d'un fleuve ou d'une rivière.

1. — L'alluvion profite au propriétaire riverain, qu'il s'agisse d'un fleuve ou d'une rivière navigable, flottable ou non, à la charge, dans le premier cas, de laisser le *marcbe-pied* ou *chemin de halage* (voy. ces mots), conformément aux règlements. (Cod. civ. art. 536.)

2. — L'usufruitier jouit de l'augmentation survenue par alluvion à l'objet dont il a l'usufruit. (Cod. civ. art. 596.)

ALSACE-LORRAINE. — Sous cette rubrique, nous avons cru devoir réunir les principales dispositions prises par l'Assemblée nationale dans l'intérêt des habitants de ces deux belles provinces dont la mutilation fera saigner tout cœur français jusqu'au jour de leur retour à la patrie.

1. — Sont *électeurs* et *éligibles*, sans condition de temps de résidence dans le nouveau domicile qu'ils ont choisi en France, les citoyens français qui ont opté pour la nationalité française, à la charge de faire à la mairie de leur nouvelle résidence leur déclaration constatant leur volonté d'y fixer leur domicile et d'y

réclamer leur inscription sur les listes électorales. (Loi 19 juin 1871.)

2. — Une *concession* de 100,000 hectares des meilleures terres de l'Algérie est attribuée, à *titre gratuit*, aux habitants de l'Alsace et de la Lorraine qui, voulant conserver la nationalité française, prennent l'engagement de se rendre en Algérie pour y mettre en valeur et exploiter les terrains ainsi concédés. (Loi 21 juin 1871.)

Une loi postérieure, rendue à la date du 15 septembre 1871, a déterminé ainsi qu'il suit dans quelles proportions et de quelle manière l'Etat devra intervenir pour faciliter l'installation en Algérie des émigrants de l'Alsace et de la Lorraine.

Art. 1^{er}. — « Il est institué à Belfort et à Nancy des *Commissions* à l'effet de recevoir les demandes des habitants de l'Alsace et de la Lorraine qui, voulant conserver la nationalité française, prendraient, conformément à l'article 1^{er} de la loi du 21 juin 1871, l'engagement de se rendre en Algérie pour y cultiver et mettre en valeur les terres dont la concession leur serait faite par l'Etat à titre gratuit.

Ces Commissions seront chargées de constater la moralité des émigrants et leur aptitude à faire des colons agricoles; de s'assurer que chaque famille dispose de ressources pécuniaires s'élevant à 5,000 francs au moins; de diriger enfin sur les ports d'embarquement les familles réunissant ces diverses conditions. »

Art. 2. — « L'Etat pourvoira au transport par mer des émigrants entre les ports de France et ceux de l'Algérie les plus rapprochés des colonies à établir. »

Art. 3. — « Dans chacun des trois départements algériens, il sera instituée par les Conseils généraux des *Commissions* à l'effet de recevoir les colons à leur débarquement, de les diriger sur les lots qui leur seront affectés et de leur rendre tous les bons offices réclamés par leur situation. »

Art. 4. — « Indépendamment des lots individuels, chaque colonie de-

vra comprendre un communal, en bois, s'il y en a, et en terres de parcours, dont l'étendue sera proportionnée au chiffre de la population présumée. »

Art. 5. — « Chaque chef de famille sera mis, par les soins de l'Administration, en possession de son lot urbain et rural, avec titre et plan, aussitôt après son arrivée. Le choix des lots aura lieu par ordre d'arrivée; autant que possible, leur étendue devra être en rapport avec le nombre de membres de la famille, et l'importance des ressources pécuniaires dont elle dispose. »

Art. 6. — « Chaque centre de population sera pourvu, aux frais de l'Etat : 1° d'eaux alimentaires (fontaine ou puits, lavoir et abreuvoir); — 2° d'une mairie; — 3° d'une école; — 4° d'un édifice du culte avec ses accessoires obligés; — 5° des voies de communication nécessaires pour le relier à l'artère principale de la contrée et des centres voisins. »

Art. 7. — « Les immigrants seront employés de préférence à tous autres ouvriers aux travaux de toute nature qui sont mis à la charge de l'Etat par l'article précédent. »

Art. 8. — « Eu attendant la construction des maisons d'habitation, l'Etat pourvoira les colons des moyens de campement comme pour les troupes en campagne. »

Art. 9. « Chaque colonie sera constituée en Commune de plein exercice aussitôt l'arrivée des deux tiers des habitants qui doivent la former. »

Pour l'exécution de la loi ci-dessus un décret du 16 octobre 1871 a prescrit les mesures suivantes :

TITRE 1^{er}.

Art. 1^{er}. — « Les habitants de l'Alsace et de la Lorraine qui voudront profiter du bénéfice de la loi du 15 septembre 1871, auront à produire devant les Commissions d'émigration, instituées à l'art. 1^{er} de ladite loi, une expédition en forme de la déclaration qu'ils doivent faire auprès de l'autorité municipale du lieu de leur domicile, aux termes de

l'article 2 du traité du 10 mai 1871, pour conserver la qualité de citoyen français. Ce titre sera déposé, à l'arrivée des immigrants dans la colonie, au greffe du tribunal de première instance de la situation des biens dont la concession leur sera attribuée. »

Art. 2. — « A leur débarquement en Algérie, les immigrants alsaciens et lorrains souscriront définitivement l'engagement par eux pris, devant les Commissions sus-mentionnées, de cultiver, de mettre en valeur et d'habiter les terres dont la concession leur sera faite, à titre gratuit, par l'Etat, en même temps qu'ils justifieront qu'ils sont demeurés en possession des ressources pécuniaires exigées par l'article 1^{er} de la loi précitée. »

Le titre de concession qui leur sera délivré aux termes de l'article 5 de la même loi mentionnera cet engagement, et la déchéance pourra être prononcée contre ceux qui cesseraient de résider sur leurs terres, avant de les avoir mises en valeur dans une mesure suffisante pour prouver la loyale exécution des obligations par eux souscrites. »

Art. 3. — « L'affranchissement de la clause résolutoire impliquant, au profit des concessionnaires, propriété définitive et incommutable des immeubles dont ils auront été mis en possession, sera prononcée, à la requête des concessionnaires ou de leurs ayants cause, par arrêté du Préfet du département rendu sur l'avis de la Commission départementale. Cet arrêté sera enregistré gratis et transcrit sans autres frais que le salaire du conservateur. »

En cas de déchéance, il sera procédé conformément aux règles établies à l'article 11 du présent décret. »

Art. 4. — « Pendant trois ans le concessionnaire sera affranchi de tous impôts qui pourraient être établis sur la propriété immobilière en Algérie. »

Art. 5. — « Chaque colonie sera constituée en Commune de plein exercice, aussitôt l'arrivée des deux tiers

des habitants qui doivent la former. En conséquence, les conditions de peuplement seront réglées, pour chacune d'elles, de façon à ce que cette proportion puisse correspondre à l'existence d'un corps électoral de cent citoyens français au moins. »

TITRE II.

Art. 6. — « Le Gouverneur général est autorisé à consentir, sous promesse de propriété définitive, et aux conditions ci-après exprimées, des locations de terres domaniales d'une durée de neuf années en faveur de tous Français d'origine européenne autres que ceux désignés au titre 1^{er}. »

Art. 7. — « La location est faite à condition de résidence sur la terre louée.

Le locataire payera annuellement et d'avance à la caisse du receveur des domaines de la situation des biens, la somme de 1 franc, quelle que soit l'étendue de son lot. »

Art. 8. — « La contenance de chaque lot est proportionnée à la composition de la famille du locataire, à raison de dix hectares au plus et de trois hectares au moins par tête de résident européen (hommes, femmes, enfants ou gens à gages).

L'acte de location déterminera, pour chaque cas particulier, le nombre d'Européens à entretenir sur l'immeuble. »

Art. 9. — « A l'expiration de la neuvième année de résidence continue dans les conditions exprimées à l'article précédent, le bail est converti en titre définitif de propriété.

Cet acte de propriété, établi par le service des domaines, est enregistré gratis et transcrit sans autres frais que le salaire du conservateur, le tout à la diligence du service des domaines, et aux frais du titulaire. »

Art. 10. — « Après deux années de résidence, le locataire a la faculté de céder son droit au bail et éventuellement à la concession ultérieure des terres, à tout autre colon Européen, aux clauses et conditions convenues entre eux, sous la réserve de la notification en due forme du contrat

de substitution au receveur des domaines de la situation des biens.

Le titre définitif de propriété est délivré, en fin de bail, au dernier locataire occupant. »

Art. 11. — « Le bail est résilié de plein droit par le fait de l'inexécution des conditions de résidence imposées à l'article 8.

En cas de résiliation, l'État reprend purement et simplement possession de la terre louée.

Néanmoins, si le locataire a fait sur l'immeuble des améliorations utiles et permanentes, il sera procédé publiquement, par voie administrative, à l'adjudication du droit au bail. Cette adjudication ne pourra être prononcée qu'en faveur d'encherisseurs Européens.

Le prix de l'adjudication, déduction faite des frais, et compensation faite des dommages, s'il y a lieu, appartiendra au locataire déchu ou à ses ayants cause.

S'il ne se présente aucun adjudicataire, l'immeuble fait définitivement retour à l'État, franc et quitte de toutes charges. »

Art. 12. — « Pendant trois ans, le locataire sera affranchi de tous impôts qui pourraient être établis sur la propriété immobilière en Algérie. »

3. — Aux termes de l'article 2 du traité de paix du 10 mai 1871, les habitants des territoires cédés ont la faculté, jusqu'au 1^{er} octobre 1872, d'opter entre la nationalité française et la nationalité allemande par une déclaration à la mairie de leur domicile. Ce délai a été étendu par l'article 1^{er} de la convention additionnelle du 11 décembre 1871 jusqu'au 1^{er} octobre 1873 pour les individus originaires des territoires cédés qui résident hors d'Europe. L'option en faveur de la nationalité française résulte, pour ceux de ces individus qui résident hors d'Allemagne, d'une déclaration faite, soit aux mairies de leur domicile en France, soit devant une chancellerie diplomatique ou consulaire française.

4. — Il nous reste à faire connaître les PERTES IMPOSÉES A LA

FRANCE PAR LES TRAITÉS DU 26 FÉVRIER ET DU 10 MAI 1871, ET LA CONVENTION DU 12 OCTOBRE DE LA MÊME ANNÉE :

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE de Communes.	SUPERFICIE en hectares.	POPULATION.
BAS-RHIN..... (cédé entièrement.)	541.....	455.345..	588.970
HAUT-RHIN.....	384.....	350.287..	473.314
VOSGES.....	18.....	20.339..	21.017
MEURTHE.....	242.....	197.621..	120.174
MOSELLE.....	504.....	423.874..	393.753
TOTAL.....	1.689.....	1.447.466..	1.597.228

5. — Les portions du département du Haut-Rhin restées à la France forment une *Administration provisoire* dite de Belfort, dont le territoire comprend 106 Communes ayant une superficie de 60,826 hectares et une population de 56,971 habitants.

Le nouveau département formé provisoirement, sous la dénomination de *Meurthe-et-Moselle*, de la réunion des territoires restés à la France sur l'un et l'autre de ces départements, comprend 597 Communes avec une superficie de 524,398 hectares et une population de 366,617 habitants.

AMARRAGE. — Du bas-breton *amarr*, lier. Terme de marine. Action d'arrêter un navire dans un port au moyen de câbles. — Il est perçu un *droit d'amarrage*, lequel n'est pas considéré comme *avarie* (voy. ce mot), mais comme de simples frais à la charge du navire. (Cod. com. art. 406.)

AMÉNAGEMENT. — Ordre adopté pour la coupe des bois et forêts.

1. — Lorsqu'un usufruit comprend des bois taillis, l'usufruitier est tenu d'observer l'ordre et la quotité des coupes, conformément à l'aménagement ou à l'usage constant des propriétaires. (Cod. civ. art. 590.)

2. — Le mode d'aménagement des bois et forêts du domaine de l'Etat

varie suivant les localités, et est déterminé par décret. Aucune coupe extraordinaire n'y peut être faite sans un décret spécial inséré au *Bulletin des Lois* (voy. ces mots), à peine de nullité des ventes. (Cod. for. art. 15 et 16.) Les règles qui doivent présider à l'aménagement sont formulées dans les articles 67 à 72 de l'ordonnance rendue, le 1^{er} août 1827, pour l'exécution du Code forestier.

3. — Sont soumis au régime forestier les bois taillis ou futaies appartenant aux Communes et aux Etablissements publics, qui ont été reconnus susceptibles d'aménagement ou d'une exploitation régulière. (Cod. for. art. 90.) — Voy. FORÊTS.

AMENDE. — (Cod. instr. crim. art. 172; Cod. pén. art. 9, 11, 54, 55, 464, 466.) — Du latin *emendare*, corriger. — Peine pécuniaire infligée par suite d'un crime, d'un délit ou d'une contravention. Elle est prononcée, tantôt seule, tantôt comme accessoire à une autre peine.

1. — Les amendes pour *contravention* peuvent être infligées depuis 1 fr. jusqu'à 15 fr. inclusivement, et sont appliquées au profit de la Commune où la contravention a été commise. — Lorsque l'amende excède 5 fr., le jugement du tribunal

de simple police est susceptible d'appel. — Voy. APPEL, I, 2.

2. — La contrainte par corps est maintenue pour le paiement des amendes. (Loi 22 juillet 1867.) — Voy. CONTRAINTE PAR CORPS.

3. — En cas de concurrence de l'amende avec les restitutions et les dommages-intérêts, sur les biens insuffisants du condamné, ces dernières condamnations obtiennent la préférence.

4. — Tous les individus condamnés pour un même crime ou pour un même délit, sont tenus solidairement des amendes.

AMEUBLISSEMENT. — Convention par laquelle les futurs époux ou l'un d'eux font entrer en communauté tout ou partie de leurs immeubles présents ou futurs.

Cette clause est extensive de la communauté. — Voy. CONTRAT DE MARIAGE, I, § 2.

AMIALE-COMPOSITEUR. — Voy. ARBITRAGE-ARBITRE, 6.

AMIRAL. — De l'arabe *Emîr-al-Bahr*, commandant de la mer. — Grade le plus haut dans la Marine : Il est assimilé à celui de *Maréchal de France*. — Au-dessous de ce grade, viennent ceux de *Vice-Amiral* et de *Contre-Amiral*.

Les *Conseils de guerre* chargés de juger les Amiraux sont ainsi composés : un Amiral, président, trois Amiraux ou *Maréchaux de France* et trois *Vice-Amiraux*, juges. — (*Cod. just. mil. armée de mer*, art. 10.) — Voy. CONSEILS DE GUERRE.

AMNISTIE. — Du grec *amnestia*, sans souvenir.

On appelle ainsi l'acte du pouvoir souverain qui proclame l'oubli de certains faits, et remet ceux auxquels ils sont imputables dans la même position que si ces faits n'avaient jamais eu lieu. Sans ce rapport, l'amnistie ne doit pas être confondue avec la grâce qui laisse subsister la condamnation, et a seulement pour effet de remettre au condamné la peine prononcée contre lui.

Voici, du reste, en quels termes

saisissants M. de Peyronnet, dans un écrit intitulé : *Pensées d'un prisonnier*, a fait ressortir les différences qui existent entre l'amnistie et la grâce : « Amnistie, dit-il, c'est abolition et oubli ; grâce, ce n'est que pitié et pardon. L'amnistie ne remet point, elle efface : La grâce n'efface rien ; elle abandonne et remet. — L'amnistie retourne vers le passé, et y détruit jusqu'à la première trace du mal : La grâce ne va que dans l'avenir, et conserve dans le passé tout ce qu'il a souffert ou produit. — La grâce suppose le crime et la condamnation ; une certaine régularité dans la condamnation et une certaine justice : l'amnistie ne suppose rien, si ce n'est pourtant l'accusation. — On reçoit plus et on est moins redevable dans une amnistie : dans une grâce, on reçoit moins et on est plus redevable. — La grâce s'accorde à celui qui a été certainement coupable : l'amnistie à ceux qui ont pu l'être. »

1. — La plus récente amnistie date du 4 septembre 1870. Elle s'est appliquée à tous les individus qui avaient été condamnés pour crimes et délits politiques, et pour délits de presse depuis le 3 décembre 1852 jusqu'au 3 septembre 1870.

2. — Les amnisties ne peuvent être accordées que par une loi. (Loi du 17 juin 1871.)

3. — Les droits des tiers sont respectés par l'amnistie.

AMONT. — Du latin *ad montem*, du côté de la montagne. — Se dit de la partie supérieure d'un fleuve ou d'une rivière, par opposition à *aval* (*ad vallem*, du côté de la vallée), qui signifie la partie inférieure. — Ainsi, en suivant le cours de la Seine, Melun est à douze lieues en amont de Paris, et Sèvres à deux lieues en aval.

AMORTISSEMENT. — Mode de libération de la dette publique qui s'effectue par le rachat que fait l'Etat, à l'aide de ressources spéciales, des rentes créées par lui, et offertes sur le marché public par les détenteurs d'inscriptions. Une caisse dite d'amortissement est chargée de ce rachat.

— Voy. CAISSE D'AMORTISSEMENT.

ANALOGIE. — Rapport qui existe entre des idées ou des principes.

1. — En matière civile, le juge doit rechercher la pensée du législateur, et, par conséquent, se livrer à une interprétation extensive. Il est même obligé, sous peine de se rendre coupable de *déni de justice*, de suppléer au silence, à l'obscurité ou à l'insuffisance de la loi. (Cod. civ. art. 5.)

2. — Rien de semblable ne saurait avoir lieu en matière pénale, où tout est de rigueur, et où les lois doivent être appliquées *textuellement*. C'est là un principe sacré, de l'observation duquel dépend la sécurité des citoyens.

ANATOCISME. — Du grec *ana*, de-rechef, et *tocos*, production. — Se dit de la production d'intérêts nouveaux par un capital déjà formé d'intérêts échus et non payés.

1. — Jadis prohibé, l'anatocisme est autorisé par le Code civil (art. 1154), à la condition qu'il s'agisse d'intérêts dus au moins pour une année entière, et qu'il y ait une convention spéciale à ce sujet ou une demande judiciaire.

2. — Il est de jurisprudence que, dans le commerce, où les usages font loi, les intérêts du reliquat d'un compte peuvent être capitalisés pour produire eux-mêmes des intérêts, quoiqu'il s'agisse d'intérêts de moins d'une année.

ANCRAGE. — Droit payé par un navire pour avoir la faculté de jeter l'ancre dans un port ou une rade. Il n'est pas considéré comme *avarie* (voy. ce mot), mais comme de simples frais à la charge du navire. (Cod. com. art. 406.)

ANGARIE. — Voy. ARRÊT DE PRINCE.

ANIMAUX. — 1. — Les animaux que le propriétaire du fonds livre au fermier ou au métayer pour la culture sont censés *immeubles*, tant qu'ils demeurent attachés au fonds par l'effet de la convention. — Ceux qu'il don-

ne à cheptel (voy. ce mot) à d'autres qu'au fermier ou au métayer sont *meubles*. (Cod. civ. art. 522.) — Voy. BIENS.

2. — L'usufruitier jouit du *croît* des animaux. (Cod. civ. art. 583.)

3. — Si l'usufruit n'est établi que sur un animal qui vient à périr sans la faute de l'usufruitier, celui-ci n'est pas tenu d'en rendre un autre, ni d'en payer l'estimation. — Si le troupeau sur lequel un usufruit a été établi, périt entièrement par accident ou par maladie, et sans la faute de l'usufruitier, celui-ci n'est tenu envers le propriétaire que de lui rendre compte des cuirs ou de leur valeur. — Si le troupeau ne périt pas entièrement, l'usufruitier est tenu de remplacer, jusqu'à concurrence du croît, les têtes des animaux qui ont péri. (Cod. civ. art. 615, 616.)

4. — Le propriétaire d'un animal, on celui qui s'en sert, pendant qu'il est à son usage, est responsable du dommage que l'animal a causé, soit que l'animal fût sous sa garde, soit qu'il se fût égaré ou échappé. (Cod. civ. art. 1385.)

5. — Sont punis d'une amende de cinq francs à quinze francs et peuvent l'être d'un à cinq jours d'emprisonnement, ceux qui ont exercé *publiquement* et *abusivement* de mauvais traitements envers les animaux domestiques. — La peine de la prison est toujours appliquée en cas de récidive. (Loi 2 juillet 1850.)

6. — La loi du 20 mai 1838 a déterminé les vices *rédhibitoires* des animaux de l'espèce chevaline, bovine et ovine. Voy. VENTE, II.

7. — En cas de *saisie* d'animaux, servant à l'exploitation des terres, le Juge de paix peut, sur la demande du saisissant, le propriétaire et le saisi entendus ou appelés, établir un gérant à l'exploitation. (Cod. proc. civ. art. 594.)

8. — Quiconque a, sans nécessité, tué un animal domestique dans un lieu dont celui à qui cet animal appartient est propriétaire, locataire, colon ou fermier, est puni d'un emprisonnement de six jours au moins

et de six mois au plus. S'il y a eu violation de clôture, le maximum de la peine est prononcé. Dans tous les cas, il est prononcé une amende qui ne peut excéder le quart des restitutions et dommages-intérêts, ni être au-dessous de seize fr. (Cod. pén. art. 454, 455.)

9. — Ceux qui ont laissé divaguer des animaux malfaisants ou féroces, ceux qui ont fait ou laissé passer des animaux de trait, de charge ou de monture, sur le terrain d'autrui, ensemencé ou chargé d'une récolte, en quelque saison que ce soit, on dans un bois taillis appartenant à autrui, sont passibles d'une amende de six fr. à dix fr. inclusivement. En cas de récidive, la peine de l'emprisonnement pendant cinq jours au plus est toujours appliquée. (Cod. pén. art. 475, nos 7 et 10; 478.)

10. — Les propriétaires d'animaux trouvés de jour en délit dans les bois de dix ans et au-dessus sont condamnés à une amende de : un fr. pour un cochon ; — deux fr. pour une bête à laine ; — trois fr. pour un cheval ou autre bête de somme ; — quatre francs pour une chèvre ; — cinq francs pour un bœuf, une vache ou un veau. — L'amende est double si les bois ont moins de dix ans, sans préjudice, s'il y a lieu, des dommages-intérêts. (Cod. for. art. 199.)

11. — Pour subvenir aux frais de la statistique commerciale, un droit spécial de 10 centimes est établi par tête d'animaux vivants ou abattus, des espèces chevaline, bovine, ovine, caprine et porcine. Ce droit, indépendant de toute autre taxe, mais affranchi des 3^{es}èmes additionnels, est perçu, tant à l'entrée qu'à la sortie, quelle que soit la provenance ou la destination. (Loi 22 janvier 1872, art. 3.)

— VOY. ABATTOIR ; — ABREUVOIR ; — CHASSE ; — CHEPTEL ; — EPIZOOTIES ; — SAISIE-EXÉCUTION ; — EMPISONNEMENT ; 2 ; — SOCIÉTÉ PRODUCTRICE DES ANIMAUX.

ANONYME. (ÉCRIT) — VOY. MENACES, 1.

ANONYME. (SOCIÉTÉ) — VOY. SOCIÉTÉ, sect. II, IV.

ANTICHRÈSE - ANTICHRÉSISTE. (Cod. civ. art. 2085-2091.)

Ces deux mots sont dérivés du grec *anti*, au lieu de, et *chrésis*, jouissance.

On appelle *antichrèse* le contrat par lequel un débiteur, ou un tiers pour ce dernier, livre au créancier un immeuble avec faculté d'en percevoir les fruits, à charge de les imputer annuellement sur les intérêts et ensuite sur le capital de sa créance. — On nomme *antichrésiste* le créancier à qui cette délégation est faite. VOY. NANTISSEMENT, II.

ANTIDATE. — L'antidate des endossements d'effets de commerce est punie des peines du faux, c'est-à-dire des travaux forcés à temps. (Cod. com. art. 139.) — VOY. EFFETS DE COMMERCE, VI.

APPARAUX. — Terme de marine qui s'applique aux accessoires nécessaires d'un navire.

1. — Le navire, les agrès et *appareaux*, le fret et les marchandises chargées, sont respectivement affectés à l'exécution des conventions du *fréteur* et de l'*affréteur*. (Cod. com. art. 280.)

2. — Les appareils sont affectés par privilège au capital et intérêts de l'argent donné à la grosse sur le corps et la quille du vaisseau. (Cod. com. art. 320.) — VOY. CONTRAT A LA GROSSE.

APPEL. — (Cod. proc. civ. art. 443-473; 1010; 1023-1025; Cod. com. art. 639, 645-648; Cod. instr. crim. art. 172-178; 199-216; Lois 25 mai 1838; 3 mars 1840; 1^{er} juin 1853, art. 13 et 14; 2 mai 1855; 13 juin 1856; 3 mai 1862.)

Voie de recours devant une juridiction supérieure contre une décision rendue par un juge ou un tribunal inférieur. Pour qu'elle soit praticable, il faut que la cause donne lieu au second degré de juridiction; que le jugement rendu en premier ressort n'ait pas acquis l'autorité de la chose jugée (Voy. ces mots); qu'on n'ait pas

acquiescé à la décision (VOY. ACQUIESCEMENT); que cette décision n'ait pas été exécutée.

I. APPEL DES JUGEMENTS DES JUGES DE PAIX. — 1. — L'appel des jugements rendus en premier ressort, et au civil, par les Juges de paix, se porte devant le tribunal d'arrondissement. Il n'est recevable, ni avant les trois jours qui suivent la prononciation du jugement, à moins qu'il n'y ait lieu à l'exécution provisoire, ni après les trente jours qui suivent la signification dudit jugement, sauf une prolongation de un jour, à raison de cinq myriamètres (12 lieues 1/2), pour les personnes domiciliées hors du canton. — L'exécution provisoire des jugements des Juges de paix est ordonnée dans tous les cas où il y a titre authentique, promesse reconnue, ou condamnation précédente dont il n'y a point eu appel. Dans tous les autres cas, le jugé peut ordonner l'exécution provisoire, nonobstant appel, sans caution, lorsqu'il s'agit de pension alimentaire, ou lorsque la somme n'excède pas 300 fr., et avec caution, au-dessus de cette somme. La caution est reçue par le Juge de paix.

Pour savoir dans quels cas le Juge de paix statue, en matière civile, souverainement ou à charge d'appel, VOY. JUSTICE DE PAIX, 2.

L'appelant qui succombe est condamné à une amende de 5 fr.

2. — L'appel des jugements rendus par les Juges de paix, comme juges de simple police, se porte, dans les dix jours de la signification, devant le tribunal d'arrondissement, statuant comme tribunal correctionnel : il est suspensif. L'appel est admissible toutes les fois que le jugement prononce un emprisonnement, ou lorsque les amendes, restitutions et autres réparations civiles excèdent la somme de 5 fr., outre les dépens.

II. APPEL DES JUGEMENTS DES TRIBUNAUX D'ARRONDISSEMENT. — 1. — L'appel des jugements rendus en première instance, et au civil, par

les tribunaux d'arrondissement, se porte devant la Cour d'appel. Le délai est de deux mois qui courent, pour les jugements contradictoires, du jour de la signification à personne ou domicile, et pour les jugements par défaut, du jour où l'opposition n'est plus recevable. — VOY. OPPOSITION.

L'appel est suspensif, si le jugement ne prononce pas l'exécution provisoire, dans les cas où elle est autorisée.

Aucun appel d'un jugement non exécutoire par provision ne peut être interjeté dans la huitaine, à dater du jour du jugement.

Les délais de l'appel sont suspendus par la mort de la partie condamnée. Ils ne reprennent leur cours qu'après la signification du jugement faite, au domicile du défunt, à ses héritiers collectivement.

L'appelant qui succombe est condamné à une amende de dix fr.

2. — Les jugements rendus par les tribunaux d'arrondissement, en matière correctionnelle, peuvent être attaqués par la voie de l'appel devant la Cour d'appel.

La faculté d'appeler appartient : 1^o aux parties prévenues ou responsables ; — 2^o à la partie civile, quant à ses intérêts civils seulement ; — 3^o à l'Administration forestière, quand il s'agit de délits forestiers ; — 4^o au Procureur de la République près le tribunal d'arrondissement ; — 5^o au Procureur général près la Cour d'appel.

3. — La déclaration d'appel doit, sous peine de déchéance, être faite au greffe du tribunal qui a rendu le jugement, dix jours au plus tard après celui où il a été prononcé, et si le jugement est rendu par défaut, dix jours au plus tard après celui de la signification à la partie condamnée ou à son domicile, outre un jour par trois myriamètres.

Pendant ce délai, et pendant l'instance d'appel, il est sursis à l'exécution du jugement.

Le délai d'appel est, à l'égard du Procureur général près la Cour d'appel, de deux mois à compter du jour

de la prononciation du jugement, ou, si le jugement lui a été légalement signifié par l'une des parties, d'un mois à dater du jour de cette notification.

4. — En cas d'*acquiescement*, le prévenu est immédiatement mis en liberté, nonobstant appel.

5. — Si le jugement est réformé parce que le fait n'est réputé délit ni contravention de police par aucune loi, la Cour renvoie le prévenu, et statue, s'il y a lieu, sur les dommages-intérêts.

Si le jugement est annulé parce que le fait ne présente qu'une contravention de police, et si la partie publique et la partie civile n'ont pas demandé le renvoi, la Cour prononce la peine, et statue également, s'il y a lieu, sur les dommages-intérêts.

Si le jugement est annulé parce que le fait est de nature à mériter une peine afflictive ou infamante, la Cour décerne, s'il y a lieu, le *mandat de dépôt* ou même le *mandat d'arrêt* (voy. ces mots), et renvoie le prévenu devant le fonctionnaire public compétent, autre, toutefois, que celui qui a rendu le jugement ou fait l'instruction.

Si le jugement est annulé pour violation ou omission non réparée de formes prescrites par la loi à peine de nullité, la Cour statue sur le fond.

6. — La partie civile, le prévenu, la partie publique, les personnes civilement responsables du délit peuvent se pourvoir en *cassation* contre l'arrêt.

III. APPEL DES JUGEMENTS DES TRIBUNAUX DE COMMERCE. — Il se porte devant la Cour d'appel, et le délai est le même que pour les jugements rendus par les tribunaux d'arrondissement (voy. ci-dessus II); mais l'appel peut être interjeté le jour même du jugement, et, suivant l'exigence des cas, la Cour a la faculté d'accorder la permission de citer extraordinairement à jour et heure fixes.

1. — Les jugements des tribunaux de commerce sont, de droit, *exécutoires par provision*, nonobstant appel, à la charge de donner caution ou de

justifier de solvabilité suffisante. Le tribunal peut même dispenser de la caution, lorsqu'il y a titre non attaqué ou condamnation précédente dont il n'y a pas appel.

2. — Pour savoir dans quels cas les jugements des tribunaux de commerce sont susceptibles d'appel, voy. TRIBUNAL DE COMMERCE, II, 2.

L'appelant qui succombe est condamné à une *amende* de dix fr.

IV. APPEL DES JUGEMENTS DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES. — Voy. CONSEIL DE PRUD'HOMMES, II.

V. APPEL DES SENTENCES ARBITRALES. — Voy. ARBITRAGE-ARBITRE, 5 et 6.

APPEL A MINIMA. — Se dit de l'appel interjeté par le *Ministère public* pour *insuffisance de la peine* prononcée contre un prévenu par le tribunal correctionnel. — Voy. APPEL, II, 11.

APPEL COMME D'ABUS. — (Loi 18 germinal an x (8 avril 1802), art. org. 6-8).

On désigne ainsi le recours à la puissance temporelle contre l'abus commis par un ministre du culte dans l'exercice de ses fonctions. Les cas d'abus sont : l'usurpation ou l'excès de pouvoir, la contravention aux lois et règlements de l'État, l'infraction des règles consacrées par les canons reçus en France, l'attentat aux libertés, franchises et coutumes de l'Église gallicane, et toute entreprise ou tout procédé qui, dans l'exercice du culte, peut compromettre l'honneur des citoyens, troubler arbitrairement leur conscience, dégénérer contre eux en oppression ou en injure, ou en scandale public.

1. — Le recours est porté devant le *Conseil d'État*. S'il y a en réellement *abus*, un décret du Président de la République le déclare. Cette déclaration n'entraîne à sa suite aucune peine matérielle : elle ne constitue qu'une haute censure. Mais si à l'abus se trouvait réuni un délit ou un fait préjudiciable pour les particuliers, le Conseil d'État pourrait renvoyer devant les tribunaux compétents en autorisant la poursuite.

2. — Les ministres du culte trouvent, à leur tour, aide et protection contre les empiètements de la puissance civile, dans la faculté qu'ils ont de recourir au Conseil d'Etat s'il est porté atteinte à la liberté que les lois et règlements leur garantissent, ou à l'exercice public du culte. — Ils ne peuvent être déferés à la juridiction ordinaire, pour les faits commis dans l'exercice de leur ministère, et rentrant dans l'un des cas d'abus ci-dessus spécifiés, sans que le Conseil d'Etat, saisi de la plainte préalablement, ait autorisé la poursuite,

APPORT FRANC ET QUITTE. (CLAUDE d') — Voy. CONTRAT DE MARIAGE, I, § 2, 4.

APPRENTI. — 1. — Les maîtres, patrons et artisans sont responsables du dommage causé par leurs apprentis, pendant le temps que ceux-ci sont sous leur surveillance, à moins de prouver qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité. (Cod. civ. art. 1384.)

2. — La qualité d'apprenti est une circonstance aggravante du vol. (Cod. pén. art. 386.)

3. — Voy. CONTRAT D'APPRENTISSAGE; — CONSEIL DE PRUD'HOMMES, 5 et 6.

APPRENTISSAGE. — 1. — Les frais d'apprentissage ne doivent pas être rapportés à la succession. (Cod. civ. art. 852.) — Voy. SUCCESSION, IV.

2. — L'action des maîtres pour le prix de l'apprentissage se prescrit par un an. (Cod. civ. art. 2272.) — Voy. PRESCRIPTION, III.

3. — Voy. CONTRAT D'APPRENTISSAGE; — CONSEIL DE PRUD'HOMMES, 5 et 6.

AQUEDUC. — Canal pour conduire l'eau. La servitude d'aqueduc est une servitude dite *apparente*. — Voy. SERVITUDES, III.

ARBITRAGE-ARBITRE. — (Cod. proc. civ. art. 1003-1028.)

On appelle *arbitrage* une juridiction privée établie par les particuliers pour juger promptement et économiquement les contestations sur lesquelles

la loi ne défend pas de compromettre; l'*arbitre* est celui à qui cette mission est confiée.

1. — Lorsque des parties conviennent de soumettre leurs différends à des arbitres, elles font un *compromis*.

Le compromis diffère de la *transaction*, qui est aussi un moyen d'éviter un procès, les frais qu'il entraîne et les désagréments qui en sont la suite, en ce que, dans la transaction, ce sont les parties elles-mêmes qui sont leurs propres arbitres. — Voy. TRANSACTION.

2. — Certaines affaires ne peuvent être l'objet d'un compromis, parce qu'elles intéressent l'ordre public. L'article 1004 du Code de procédure civile en contient l'énumération.

3. — S'il n'y a qu'un arbitre, il est juge unique de la contestation. S'il y en a deux, et qu'ils ne soient pas d'accord, les parties peuvent en désigner un troisième, ou charger les deux autres de ce soin. Le troisième arbitre s'appelle, en droit, *tiers-arbitre* ou *sur-arbitre*. S'il n'a pas été nommé par les parties, ou si les deux arbitres ne peuvent pas s'entendre pour le choisir, c'est le Président du tribunal qui le désigne.

4. — Les parties peuvent fixer le *délai* dans lequel les arbitres prononceront; si elles ne l'ont pas fait, la sentence arbitrale doit être rendue dans le délai de trois mois.

5. — Les jugements arbitraux ne peuvent être exécutés qu'après avoir été revêtus de l'autorisation du Président du tribunal et en vertu de l'ordonnance qu'il rend à cet effet. — Ils sont susceptibles d'*appel*, savoir: devant le tribunal de première instance, pour les matières qui, s'il n'y eût point eu d'arbitrage, auraient été, soit en premier soit en dernier ressort, de la compétence du Juge de paix, et devant la Cour d'appel, pour les matières qui eussent été, soit en premier soit en dernier ressort, de la compétence du tribunal de première instance.

6. — Les parties peuvent convenir qu'il ne sera point appelé de la sentence arbitrale. Elles sont même censées avoir renoncé à cette faculté lors-

qu'elles ont mis dans le compromis que les arbitres pourraient juger comme *amicales compositeurs*. Les arbitres amiables compositeurs sont, en effet, autorisés à juger d'après l'équité, et sans s'astreindre, comme tout juge doit le faire, aux prescriptions de la loi.

ARBRES. — 1. — Les coupes ordinaires des bois taillis ou de futaies mises en coupes réglées, ne deviennent meubles qu'au fur et à mesure que les arbres sont abattus. (Cod. civ. art. 521.) — Voy. BIENS.

2. — L'usufruitier profite, en se conformant aux époques et à l'usage des anciens propriétaires, des parties de bois de haute futaie qui ont été mises en coupes réglées, soit que ces coupes se fassent périodiquement sur une certaine étendue de terrain, soit qu'elles se fassent d'une certaine quantité d'arbres pris indistinctement sur toute la surface du domaine. — Dans tous les autres cas, l'usufruitier ne peut toucher aux arbres de haute futaie : il peut seulement employer, pour faire les réparations dont il est tenu, les arbres arrachés ou brisés par accident ; il peut même, pour cet objet, en faire abattre s'il est nécessaire, mais à la charge d'en faire constater la nécessité avec le propriétaire. — Il peut prendre dans les bois des échalas pour les vignes ; il a aussi la faculté de prendre, sur les arbres, des produits annuels ou périodiques ; le tout suivant l'usage du pays ou la coutume des propriétaires. — Les arbres fruitiers qui meurent, ceux même qui sont arrachés ou brisés par accident, appartiennent à l'usufruitier à la charge de les remplacer par d'autres. — Les arbres qu'on peut tirer d'une pépinière sans la dégrader ne font partie de l'usufruit qu'à la condition, pour l'usufruitier, de se conformer aux usages des lieux pour le remplacement. (Cod. civ. art. 590-594.)

3. — Il n'est permis de planter des arbres de haute tige qu'à la distance prescrite par les règlements particuliers ou par les usages constants et reconnus ; et, à défaut de règlements

et usages, qu'à la distance de deux mètres de la ligne séparative des deux héritages pour les arbres à haute tige et à la distance d'un demi-mètre pour les autres arbres et haies vives. — Le voisin peut exiger que les arbres et haies plantés à une moindre distance soient arrachés. — Celui sur la propriété duquel avancent les branches des arbres du voisin, peut contraindre celui-ci à couper ces branches. Si ce sont les racines qui avancent sur son héritage, il a le droit de les y couper lui-même. — Les arbres qui se trouvent dans la haie *mitoyenne* sont mitoyens comme la haie ; et chacun des deux propriétaires a droit de requérir qu'ils soient abattus. (Cod. civ. art. 671-673.)

4. — C'est le juge de paix de la situation de l'objet litigieux qui doit connaître des contestations pour *usurpations* d'arbres commises dans l'année. (Cod. proc. civ. art. 3, n° 2.)

5. — Toute contravention de la part de l'adjudicataire aux clauses et conditions du cahier des charges relativement au *mode d'abatage* des arbres, est punie d'une amende qui ne peut être moindre de 50 fr., ni excéder 500 fr., sans préjudice des dommages-intérêts. (Cod. for. art. 37.) — La coupe ou l'enlèvement des arbres dans tous les bois et forêts en général est punie plus ou moins sévèrement, selon l'essence et la circonférence des arbres. (Cod. for. art. 192 et suiv.)

6. — Quiconque abat un ou plusieurs arbres qu'il savait appartenir à autrui, est puni d'un emprisonnement de six jours à six mois, à raison de chaque arbre, sans que la totalité puisse excéder cinq ans. — Les peines sont les mêmes à raison de chaque arbre mutilé, coupé ou écorcé de manière à le faire périr. — Le minimum de l'emprisonnement est de vingt jours, si les arbres étaient plantés sur les places, routes, chemins, rues, voies publiques ou vicinales ou de traverse. (Cod. pén. art. 445, 446, 448.)

7. — Le déplacement ou la suppression d'arbres servant de limites entre différents héritages, est puni d'un emprisonnement de un mois à

un an, et d'une amende, égale au quart des restitutions et des dommages-intérêts, sans qu'elle puisse, dans aucun cas, être au-dessous de 50 fr. (Cod. pén. art. 456.)

7. — Les propriétaires riverains des routes nationales et départementales sont tenus de planter des arbres le long de ces routes, à une distance de un mètre au moins du bord extérieur du fossé. L'essence des arbres est indiquée, suivant les localités, par arrêté du Préfet. Les arbres morts doivent être remplacés, dans les trois derniers mois de chaque année, par le planteur, sur la simple réquisition de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées. A défaut d'accomplissement de ces obligations, les plantations sont faites aux frais des propriétaires qui payent, en outre, une amende de 1 fr. par chaque arbre.

Les plantations dont il s'agit ont une double utilité : elles contribuent à l'embellissement des routes, et servent en même temps à indiquer leur direction aux voyageurs lorsque les chemins sont couverts de neige ou d'eau.

Une amende triple de la valeur de l'arbre détruit est encourue par le propriétaire qui serait reconnu avoir coupé sans autorisation ou fait périr les arbres plantés sur son terrain.

La permission de l'Administration est également nécessaire pour l'élagage des arbres. (Déc. 16 décembre 1811, tit. VIII ; loi 12 mai 1825.)

9. — Aucun arbre à haute tige ne peut être planté près d'un cours d'eau navigable ou flottable à une distance moindre de trente pieds (9 mètres 74 cent.), du côté où se tirent les bateaux et trains de bois, et de 10 pieds (3 mètres 24 cent.) de l'autre bord, « à peine de 500 livres d'amende, confiscation des arbres, et d'être, les contrevenants, contraints à réparer et remettre les chemins en état à leurs frais. » (Ord. 1669, tit. 28, art. 7.) — Toutefois l'Administration peut, si le service de la navigation ne doit pas en souffrir, restreindre la largeur des chemins de halage ou marchepied, dans l'intérêt des propriétaires riverains.

Le long des cours d'eau qui ne sont que flottables à bûches perdues, le chemin que les riverains doivent laisser libre de chaque côté, pour le passage des ouvriers, n'est que de 1 mètre 30 centim. (Arr. 13 nivôse an x (2 janvier 1797), art. 3.)

ARCHEVÊCHÉ. — Voy. CULTES, I.

ARCHITECTE. — Du grec *arché*, commandement, et *teuton*, ouvrier.

1. — L'architecte est responsable, pendant dix ans, de la perte de l'édifice construit à prix fait. (Cod. civ. art. 1792.) — Voy. LOUAGE, sect. II, III, 2.

2. — Lorsqu'un architecte s'est chargé de la construction à forfait d'un bâtiment, d'après un plan convenu avec le propriétaire, il ne peut, sous aucun prétexte, demander une augmentation de prix. (Cod. civ. art. 1793.) — Voy. LOUAGE, id., 3.

3. — Le contrat de louage d'ouvrage est dissous par la mort de l'architecte. (Cod. civ. art. 1795.) — Voy. id., 4.

4. — Les architectes sont privilégiés pour la plus-value résultant des travaux qu'ils ont fait exécuter. (Cod. civ. art. 2103, n° 4.) — Voy. PRIVILÈGE, II.

ARE. — Unité des mesures agraires, représentant 100 mètres carrés ou un carré de 10 mètres de côté. — Voy. POIDS ET MESURES.

ARGENT. — Voy. MATIÈRES D'OR ET D'ARGENT.

ARMÉE. — Voy. SERVICE MILITAIRE ; — INSCRIPTION MARITIME ; — CODE DE JUSTICE MILITAIRE ; — DIVISION MILITAIRE.

ARMES. — 1. — Le mot *meuble*, employé seul dans les dispositions de la loi ou de l'homme, sans autre addition ni désignation, ne comprend pas... les armes. (Cod. civ. art. 533.) — Voy. BIENS, III.

2. — Tout Français qui a porté les armes contre la France est puni de mort. (Cod. pén. art. 75.) — Est puni de la même peine, quiconque a pratiqué des manœuvres ou entretenu des intelligences avec les ennemis de l'Etat pour leur fournir des secours en armes. (Même Code, art. 77.)

3. — Sont passibles de la peine de mort, ceux qui ont sciemment et volontairement fourni ou procuré des armes aux bandes formées pour le pillage ou la guerre civile. (Cod. pén. art. 96.) — Le Code comprend dans le mot *armes* « toutes machines, tous instruments ou ustensiles tranchants, perçants ou contondants. » — Les « couteaux et ciseaux de poche, les cannes simples » ne sont réputés armes qu'autant qu'il en a été fait usage pour tuer, blesser ou frapper. (Même Code, art. 101.)

4. — Tout citoyen a le droit de porter, pour sa défense, des armes autres que celles prohibées (voy. ci-après, 4), à moins qu'il n'ait été privé de ce droit par une condamnation judiciaire.

5. — D'après la déclaration du 22 mars 1728, l'ordonnance de police du 21 mai 1784 et les décrets des 13 mars 1806 et 2 nivôse an xiv (23 décembre 1805), sont compris sous le nom d'*armes prohibées*, les poignards, stylets, tromblons, couteaux en forme de poignard, pistolets de poche, cannes à épée, bâtons à ferrement, fusils à vent, et généralement toutes les armes offensives dangereuses secrètes et cachées.

Tout individu reconnu coupable d'avoir fabriqué ou débité quelque espèce que ce soit d'*armes prohibées*, est puni d'un emprisonnement de six jours à six mois. Celui qui est trouvé porteur desdites armes, est puni d'une amende de 16 fr. à 200 fr. — Dans l'un et l'autre cas, les armes sont confisquées. Le tout sans préjudice de plus fortes peines, s'il y échet, en cas de complicité de crime. — Outre les peines correctionnelles ci-dessus mentionnées, les tribunaux peuvent prononcer le renvoi sous la surveillance de la haute police depuis deux ans jusqu'à dix ans. (Cod. pén. art. 314, 315.)

6. — Le fait de laisser dans les rues, chemins, places, lieux publics, ou dans les champs, des armes dont puissent abuser les voleurs et autres malfaiteurs, est puni d'une amende de un franc à cinq francs inclusivement,

et, en cas de récidive, d'un emprisonnement pendant trois jours au plus. (Cod. pén. art. 471, n° 7; 474.)

7. — Ceux qui ont occasionné quelque dommage par l'emploi ou l'usage d'armes sans précaution ou avec maladresse sont passibles d'une amende de onze francs à quinze francs inclusivement, et, selon les circonstances, d'un emprisonnement pendant cinq jours au plus. L'emprisonnement pendant cinq jours est toujours applicable en cas de récidive. (Cod. pén. art. 479, n° 3; 480, 482.)

8. — Le port d'armes apparentes ou cachées est une circonstance aggravante du vol. (Cod. pén. art. 381 et suiv.) — Voy. VOL.

9. — Les mendiants et les vagabonds sont plus sévèrement punis, lorsqu'ils sont trouvés porteurs d'armes. (Cod. pén. art. 277; 279.) — Voy. MENDICITÉ; — VAGABONDAGE.

10. — La loi distingue l'attroupeement armé de celui qui ne l'est pas. — Voy. ATTROUPEMENTS.

11. — Pour se livrer à la fabrication ou au commerce des armes de guerre, c'est-à-dire de celles qui servent ou ont servi à armer les troupes françaises ou étrangères, il faut obtenir l'autorisation du Ministre de la guerre. La demande doit être adressée au Préfet, avec les indications exigées par le décret du 6 mars 1861 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 14 juillet 1860.

Les armes ou les pièces d'armes de guerre fabriquées dans les établissements autorisés ne peuvent être destinées qu'à l'exportation, sauf le cas de commandes faites par le Ministre de la guerre pour le service de l'Etat.

Toute importation d'armes de guerre et de canons ou d'autres pièces d'armes de guerre est interdite, à moins qu'elle ne soit autorisée ou ordonnée par le Ministre de la guerre.

Quiconque, sans autorisation, se livre à la fabrication ou au commerce des armes ou des pièces d'armes de guerre, est puni d'une amende de seize francs à mille francs et d'un emprisonnement d'un mois à deux ans. Les

armes et pièces saisies sont confisquées. Les condamnés peuvent, en outre, être placés sous la surveillance de la haute police pendant un temps qui n'excède pas deux ans. En cas de récidive, ces peines peuvent être portées jusqu'au double. (Loi 14 juillet 1860, art. 12.)

12. — Sont punis de la *détention*, les individus qui, dans un mouvement *insurrectionnel*, ont porté des armes apparentes ou cachées; s'ils étaient revêtus d'un uniforme, d'un costume ou d'autres insignes civils ou militaires, ils sont passibles de la *déportation*. — S'ils ont fait usage de leurs armes, ils sont punis de mort. (Loi 24 mai 1834, art. 5.)

La peine des *travaux forcés à temps* est prononcée contre ceux qui, dans un mouvement *insurrectionnel*, se sont emparés d'armes, par violences, menaces, ou par le pillage, ou enfin par le désarmement des agents de la force publique. Chacun des coupables est, de plus, condamné à une amende de deux cents francs à cinq mille francs. (Même loi, art. 6.)

13. — La fabrication des *armes de commerce*, c'est-à-dire de celles qui sont apparentes, non prohibées, et qui n'ont pas le calibre de guerre, est libre; mais les canons doivent avoir été éprouvés et poinçonnés. Les dispositions qui règlent le mode d'épreuve des armes à feu portatives sont contenues dans le décret du 19 juin 1865.

14. — Sont punis comme *complices* d'une action qualifiée crime ou délit, ceux qui ont procuré des armes ayant servi à l'action, sachant qu'elles devaient y servir. (Cod. pén. art. 60.)

15. — Est puni de deux à cinq ans de *travaux publics*, tout militaire ou marin qui volontairement brise des armes. Si le coupable est officier, la peine est celle de la destitution ou d'un emprisonnement de deux à cinq ans. — Lorsqu'il existe des circonstances atténuantes, la peine est réduite à un emprisonnement de deux mois à cinq ans. (Cod. just. mil. armée de terre, art. 254; armée de mer, art. 344.)

16. — Voy. ACHAT D'EFFETS MILITAIRES.

17. — Voy. BROCANTEUR.

18. — Voy. CHASSE.

ARMISTICE. — Du latin *arma*, armes, et *sistere*, arrêter. — Suspension d'hostilités. Il est d'usage, parmi les nations civilisées, de ne pas recommencer la guerre avant d'avoir averti l'ennemi par ce qu'on appelle la *dénonciation de l'armistice*.

Est puni de mort, tout chef militaire qui prolonge les hostilités après avoir reçu l'avis officiel d'un armistice. (Cod. just. mil. armée de terre, art. 227.)

ARRÉRAGES. — Ce sont les produits des rentes perpétuelles ou viagères, par opposition aux intérêts, qui sont les produits des capitaux placés autrement qu'en rente.

1. — Les arrérages des rentes sont au nombre des fruits appelés *ca droit fruits civils*, et qui s'acquièrent jour par jour. (Cod. civ. art. 584.) — Voy. FRUITS, I.

2. — Les arrérages, de quelque nature qu'ils soient, échus ou perçus pendant le mariage, tombent dans la *communauté*, qui supporte par contre les arrérages des rentes passives personnelles aux deux époux. (Cod. civ. art. 1401, 1409.) — Voy. CONTRAT DE MARIAGE, I, § 1.

3. — Le propriétaire d'une *rente viagère* n'en peut demander les arrérages qu'en justifiant de son existence ou de celle de la personne sur laquelle elle a été constituée. (Cod. civ. art. 1983.) — Voy. RENTE VIAGÈRE.

4. — Les arrérages de rentes perpétuelles et viagères se prescrivent par cinq ans. (Cod. civ. art. 2277.) — Voy. PRESCRIPTION, III.

ARRESTATION. — Du latin *restis*, corde.

1. — Pour ce qui concerne l'arrestation, comme moyen de correction, des *enfants mineurs* qui donnent de graves sujets de mécontentement à leur famille (Cod. civ. art. 375-383), voy. PUISSANCE PATERNELLE, 2.

2. — Les *gardes champêtres* et les *gardes forestiers* ont le droit d'arrêter et de conduire devant le Juge de paix ou devant le Maire tout individu qu'ils

ont surpris en *flagrant délit* on qui est dénoncé par la clameur publique, lorsque ce délit emporte la peine d'emprisonnement ou une peine plus grave. (Cod. instr. crim. art. 16.)

3. — Tout dépositaire de la force publique, et même tout individu, est tenu d'arrêter le prévenu surpris en flagrant délit, ou poursuivi soit par la clameur publique, soit dans les cas assimilés au *flagrant délit* (voy. ces mots), et de le conduire devant le Procureur de la République, sans qu'il soit besoin de *mandat d'amener* (voy. ces mots), si le crime ou délit emporte peine afflictive ou infamante. (Même Code, art. 106.)

4. — Les articles 77 à 83 de la Constitution du 22 frimaire an VIII (13 décembre 1799), qui sont rappelés par l'article 615 du Code d'instruction criminelle, garantissent de la manière suivante les citoyens contre les *arrestations arbitraires* :

Art. 77. — « Pour que l'acte qui ordonne l'arrestation d'une personne puisse être exécuté, il faut : 1° Qu'il exprime formellement le motif de l'arrestation, et la loi en exécution de laquelle elle est ordonnée ; — 2° Qu'il émane d'un fonctionnaire à qui la loi ait donné formellement ce pouvoir ; — 3° Qu'il soit notifié à la personne arrêtée et qu'il lui en soit laissé copie. »

Art. 78. — « Un gardien ou geôlier ne peut recevoir ou détenir aucune personne qu'après avoir transcrit sur son registre l'acte qui ordonne l'arrestation ; cet acte doit être un mandat donné dans les formes prescrites par l'article précédent, ou une ordonnance de prise de corps, ou un décret d'accusation, ou un jugement. »

Art. 79. — « Tout gardien ou geôlier est tenu, sans qu'aucun ordre puisse l'en dispenser, de représenter la personne détenue à l'officier civil ayant la police de la maison de détention, toutes les fois qu'il en sera requis par cet officier. »

Art. 80. — « La représentation de la personne détenue ne pourra être refusée à ses parents et amis, porteurs de l'ordre de l'officier civil, lequel

sera toujours tenu de l'accorder, à moins que le gardien ou le geôlier ne représente une ordonnance du juge pour tenir la personne au secret. »

Art. 81. — « Tous ceux qui, n'ayant point reçu de la loi le pouvoir de faire arrêter, donneront, signeront, exécuteront l'arrestation d'une personne quelconque ; tous ceux qui, même dans le cas de l'arrestation autorisée par la loi, recevront ou retiendront la personne arrêtée, dans un lieu de détention non publiquement et légalement désigné comme tel, et tous les gardiens ou geôliers qui contreviendront aux dispositions des trois articles précédents, seront coupables du crime de détention arbitraire. »

Art. 82. — « Toutes rigueurs employées dans les arrestations, détentions ou exécutions, autres que celles autorisées par les lois, sont des crimes. »

5. — Sont punis des *travaux forcés à temps*, ceux qui, sans ordre des autorités constituées et hors les cas où la loi ordonne de saisir des prévenus, ont arrêté des personnes quelconques. Ceux qui ont prêté un lieu pour exécuter la détention encourent la même peine. — Si la détention a duré plus d'un mois, la peine est celle des *travaux forcés à perpétuité*. Elle est réduite à l'emprisonnement, de deux à cinq ans, si les coupables, avant toute poursuite, ont rendu la liberté à la personne arrêtée, avant le dixième jour accompli depuis celui de l'arrestation. Ils peuvent néanmoins être renvoyés sous la *surveillance de la haute police*, depuis cinq ans jusqu'à dix ans.

Dans chacun des deux cas suivants : 1° si l'arrestation a été exécutée avec le faux costume, sous un faux nom, ou sur un faux ordre de l'autorité publique ; — 2° si l'individu arrêté a été menacé de la mort, les coupables sont punis des *travaux forcés à perpétuité*. Mais la peine est celle de la mort, si les personnes arrêtées ont été soumises à des tortures corporelles. (Cod. pén. art. 341, 344.)

6. — Lorsque, d'après les débats, la déposition d'un *témoin* paraît fautive,

le Président de la Cour d'assises peut sur-le-champ mettre le témoin en état d'arrestation. (Cod. instr. crim. art. 330.)

7. — Voy. LIBERTÉ PROVISOIRE. (mise en)

ARRÊT.—Nom donné aux décisions de la Cour de cassation, des Cours d'appel et des Cours d'assises. — La Cour des comptes rend également des arrêts. Les décisions du Conseil d'Etat, en matière contentieuse, s'appellent aussi arrêts.

ARRÊT DE PRINCE. — Se dit de l'acte par lequel un Gouvernement prohibe la sortie des navires qui se trouvent dans les ports de sa domination.

1. — Il y a trois sortes d'arrêts de Prince : 1° l'arrêt de prince proprement dit : c'est l'acte par lequel un Gouvernement ami fait arrêter, pour cause de nécessité publique, et hors les cas de guerre, un ou plusieurs vaisseaux en pleine mer ou dans ses ports ; — 2° l'angarie (du grec *angaros*, signifiant courrier de corvée) : c'est l'obligation imposée par un Gouvernement aux bâtiments se trouvant dans les ports de sa domination de transporter pour lui des soldats et des munitions de guerre, au temps de quelque expédition ; — 3° l'embargo (de l'espagnol *embargar*, séquestrer), qui s'applique à tous les bâtiments, nationaux ou étrangers, et les retient dans tous les ports du souverain qui fait opérer l'arrêt.

2. — L'avarie (voy. ce mot) causée par arrêt de prince, étant une fortune de mer, est au risque des assureurs. L'arrêt se constate par la production de l'ordre qui l'a imposé, et il doit être signifié par l'assuré dans les trois jours de la réception de la nouvelle. (Cod. com. art. 369, 387, 388.) — Voy. ASSURANCES, sect. I, III.

ARRÊT. (MAISON D') — Voy. PRISONS.

ARRÊT. (SAISIE) — Voy. SAISIE-ARRÊT.

ARRÊTÉ. — On qualifie ainsi les décisions prises par les Ministres, les

Préfets, les Sous-Préfets et les Maires. Les décisions rendues, en matière contentieuse, par les Conseils de Préfecture sont également appelées arrêtés.

ARRHES. — Somme d'argent donnée à la suite d'une convention, ordinairement verbale, de vente ou de louage.

1. — Lorsqu'une promesse de vente a été faite avec des arrhes, chacun des contractants est maître de s'en départir : celui qui les a données en les perdant ; celui qui les a reçues en restituant le double. (Cod. civ. art. 1590.)

Si la promesse est exécutée, les arrhes s'imputent sur le prix.

2. — Dans le louage des domestiques, l'usage s'est introduit de remettre des arrhes à l'individu qu'on engage à son service, mais les deux parties ont vingt-quatre heures pour se dédire. — Ces arrhes, qui consistent en une somme modique, ne s'imputent pas sur le prix : ils sont considérés comme un don fait aux domestiques. C'est une sorte de *denier à Dieu* (voy. ces mots).

3. — Les arrhes sont très-usitées dans le louage de transport des personnes, et payées en à-compte sur le prix du transport, au moment où le voyageur retient sa place. L'entrepreneur de transport est lié par les arrhes qu'il a reçues : quant au voyageur, il peut se dédire en les abandonnant.

ARRONDISSEMENT. — Circonscription administrative et judiciaire.

1. — Il n'y a plus actuellement en France que 362 arrondissements. Dans chacun d'eux siègent : pour l'administration civile, un Sous-Préfet (excepté dans l'arrondissement chef-lieu), assisté d'un Conseil d'arrondissement ; pour l'administration de la justice, un Tribunal de première instance (excepté dans les arrondissements de Sceaux et de Saint-Denis) ; pour l'administration financière, un Receveur particulier des finances, des Receveurs de l'enregistrement, un Conservateur des hypothèques, un Rece-

teur ou *Entreposeur des contributions indirectes*.

2. — Le nom d'*arrondissements forestiers* est donné aux circonscriptions forestières de la France, et celui d'*arrondissements maritimes* aux préfectures maritimes.

3. — Pour la nomenclature des arrondissements et leur répartition entre les départements, voy. DÉPARTEMENT, 3.

ARTISAN. — Ouvrier travaillant à son compte sur la matière première qu'il a achetée.

1. — Si un artisan a employé une matière qui ne lui appartenait pas à former une chose d'une nouvelle espèce, soit que la matière puisse ou non reprendre sa première forme, celui qui en était le propriétaire a le droit de réclamer la chose qui en a été formée, en remboursant le prix de la main-d'œuvre. — Si cependant la main-d'œuvre était tellement importante qu'elle surpassât de beaucoup la valeur de la matière employée, l'industrie serait alors réputée la partie principale, et l'ouvrier aurait le droit de retenir la chose travaillée, en remboursant le prix de la matière au propriétaire. (Cod. civ. art. 570, 571.)

Dans cette double hypothèse, il faut supposer, bien entendu, que l'artisan était de bonne foi. Autrement, il aurait commis un vol.

2. — Les artisans sont civilement responsables du dommage causé par leurs *apprentis*, pendant qu'ils sont sous leur surveillance, à moins de prouver qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité. (Cod. civ. art. 1384.)

3. — Ne sont pas assujettis à la *patente* (voy. ce mot), les artisans travaillant sans compagnons, apprentis, enseigne ni boutique. (Loi 25 avril 1844, art. 13.)

4. — Le mineur artisan n'est point restituable contre les engagements qu'il a pris à raison de son art. (Cod. civ. art. 1308.)

5. — Les artisans sont dispensés de l'obligation du *bon ou approuvé*,

portant en toutes lettres la somme ou la quantité de la chose qu'ils s'engagent, par acte sous seing privé non écrit en entier de leur main, à payer ou à délivrer. (Cod. civ. art. 1326.) — Voy. ACTE SOUS SEING PRIVÉ.

6. — Sont *insaisissables*, si ce n'est pour certaines créances spécifiées dans l'art. 593 du Code de procédure civile, les *outils* des artisans nécessaires à leurs occupations personnelles. (Cod. proc. civ. art. 592.) — Voy. SAISIE-EXÉCUTION.

ASCENDANT. — Du latin *ascendere*, monter. — On appelle *ascendants* les parents dont on descend en ligne directe : tels sont le *père*, la *mère*, le *grand-père*, la *grand-mère*, etc.

1. — Six mois après la disparition du père, si la mère était décédée lors de cette disparition, ou si elle vient à décéder avant que l'*absence* (voy. ce mot) du père ait été déclarée, la *surveillance des enfants mineurs* est déléguée, par le Conseil de famille, aux ascendants les plus proches. (Cod. civ. art. 142.)

2. — Pour ce qui concerne le *consentement des ascendants au mariage*, voy. MARIAGE, 1, 2.

3. — Le *mariage* est *prohibé* entre tous les ascendants et descendants légitimes ou naturels, et les alliés en ligne directe. (Cod. civ. art. 161.) — Voy. MARIAGE, 1, 3.

4. — Quant au droit qui appartient aux ascendants de former *opposition au mariage* de leurs descendants, voy. MARIAGE, III.

5. — L'obligation de se fournir des *aliments*, en cas de besoin, existe entre les descendants et les ascendants, et réciproquement. (Cod. civ. art. 205 et suiv.) — Voy. MARIAGE, V.

6. — Pour savoir dans quels cas il y a lieu à la *tutelle* des ascendants, voy. TUTELLE, 1, 3.

7. — Nul, à l'exception des époux, des ascendants et descendants, n'est tenu de *conserver* la *tutelle* d'un *interdit* au delà de dix ans. (Cod. civ. art. 508.) — Voy. INTERDICTION, IV, 5.

8. — Pour connaître les cas où les ascendants sont appelés par la loi à

succéder, voy. SUCCESSIONS, II, § 2.

9. — Les ascendants ont droit à une réserve. (Cod. civ. art. 915.) — Voy. QUOTITÉ DISPONIBLE, II.

10. — Les ascendants peuvent faire eux-mêmes le partage de leurs biens entre leurs descendants. (Cod. civ. art. 1075-1080.) — Voy. PARTAGES D'ASCENDANTS.

11. — Lorsque la Communauté est poursuivie pour les dettes de l'un des époux, déclaré, par contrat, franc et quitte de toutes dettes antérieures au mariage, le conjoint a droit à une indemnité qui se prend, soit sur la part de communauté revenant à l'époux débiteur, soit sur les biens personnels dudit époux; et, en cas d'insuffisance, cette indemnité peut être poursuivie par voie de garantie contre l'ascendant qui l'a déclaré franc et quitte. (Cod. civ. art. 1513.)

12. — Les juges sont autorisés à compenser les dépens (voy. ce mot) entre ascendants et descendants. (Cod. proc. civ. art. 131.)

13. — Les Coups et blessures sont plus sévèrement punis lorsqu'ils ont été portés ou faits à un ascendant. (Cod. pén. art. 312.) — Voy. COUPS ET BLESSURES.

14. — Les soustractions commises par des descendants, au préjudice de leurs ascendants, ou réciproquement, ne donnent lieu qu'à des réparations civiles. (Cod. pén. art. 380.)

15. — Les attentats aux mœurs sont plus sévèrement punis, lorsque le coupable est un ascendant. (Cod. pén. art. 333, 334.) — Voy. ATTENTAT À LA PUDEUR; — DÉBAUCHE; — VIOL.

16. — En matière criminelle, les dépositions d'ascendants ne sont reçues que comme simples renseignements et sans prestation de serment. (Cod. instr. crim. art. 322.)

17. — Est qualifié parricide (voy. ce mot) et puni comme tel, le meurtrier de tout ascendant. (Cod. pén. art. 299.)

ASSASSINAT. — (Cod. pén. art. 296, 302.)

Crime plus grave et plus odieux que le meurtre (voy. ce mot), l'assas-

sinat est l'homicide commis avec préméditation ou guet-apens. (Voy. ces mots.)

Il est puni de mort.

ASSEMBLÉE NATIONALE. — Nom actuellement donné à l'assemblée des représentants de la Nation.

Elle en février 1871, à la suite de nos désastres, l'Assemblée nationale a eu pour première tâche de ratifier le traité de paix humiliant et onéreux imposé par la Prusse. Réunie dans ce but à Bordeaux, elle siège aujourd'hui à Versailles.

Investie de la souveraineté, elle a délégué le Pouvoir exécutif à M. Thiers, l'un de ses membres, d'abord sous la dénomination de *Chef du pouvoir exécutif* (déc. 17 février 1871), puis sous le titre de *Président de la République française* (déc. 31 août 1871). — Voy. PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE; — Voy. DÉPUTÉ.

— Dans le but de rendre impossibles à l'avenir les coups d'Etat ou les entreprises violentes contre la représentation nationale, une loi du 15 février 1872 a édicté les dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. — « Si l'Assemblée nationale ou celles qui lui succéderont viennent à être illégalement dissoutes ou empêchées de se réunir, les Conseils généraux s'assemblent immédiatement, de plein droit, et sans qu'il soit besoin de convocation spéciale, au chef-lieu de chaque département. Ils peuvent s'assembler partout ailleurs dans le département, si le lieu habituel de leurs séances ne leur paraît pas offrir de garanties suffisantes pour la liberté de leurs délibérations. Les Conseils ne sont valablement constitués que par la présence de la majorité de leurs membres. »

Art. 2. — « Jusqu'au jour où l'Assemblée, dont il sera parlé à l'article 3, aura fait connaître qu'elle est régulièrement constituée, le Conseil général pourvoira d'urgence au maintien de la tranquillité publique et de l'ordre légal. »

Art. 3. — « Une assemblée com-

posée de deux délégués élus par chaque Conseil général, en comité secret, se réunit dans le lieu où se seront rendus les membres du Gouvernement légal et les Députés qui auront pu se soustraire à la violence.

L'assemblée des délégués n'est valablement constituée qu'autant que la moitié des départements au moins s'y trouve représentée. »

Art. 4. — « Cette assemblée est chargée de prendre pour toute la France les mesures urgentes que nécessite le maintien de l'ordre et spécialement celles qui ont pour objet de rendre à l'Assemblée nationale la plénitude de son indépendance et l'exercice de ses droits. Elle pourvoit provisoirement à l'administration générale du pays. »

Art. 5. — « Elle doit se dissoudre aussitôt que l'Assemblée nationale se sera reconstituée par la réunion de la majorité de ses membres sur un point quelconque du territoire. Si cette reconstitution ne peut se réaliser dans le mois qui suit les événements, l'assemblée des délégués doit décréter un appel à la nation pour des élections générales. Ses pouvoirs cessent le jour où la nouvelle Assemblée nationale est constituée. »

Art. 6. — « Les décisions de l'assemblée des délégués doivent être exécutées, à peine de forfaiture, par tous les fonctionnaires, agents de l'autorité et commandants de la force publique. »

ASSIGNATION. — (Cod. proc. civ. art. 1-7; 59-74; 415-420; 456.)

Acte par lequel une personne en appelle une autre en justice. — Cet acte se nomme *citation*, quand il s'agit de comparaître devant la justice de paix; *ajournement*, devant un tribunal de première instance ou de commerce; *acte d'appel*, devant une Cour d'appel; *acte de pourvoi*, devant la Cour de cassation.

1. — Toute assignation est donnée par *huissier* et contient l'objet de la demande, l'exposé sommaire des moyens et les conclusions. Elle est remise au domicile de l'assigné, soit

à lui-même, soit à quelque parent ou serviteur; à leur défaut, à un voisin ou au Maire.

Lorsque le domicile et la résidence de l'assigné sont inconnus, l'exploit est affiché à la porte du tribunal où la demande est portée, et copie en est adressée au Procureur de la République.

2. — Le délai ordinaire des assignations, pour ceux qui sont domiciliés en France, est de huitaine. Dans les cas qui requièrent célérité, le Président peut permettre d'assigner à bref délai.

3. — En matière *personnelle*, l'assignation doit être donnée devant le tribunal du domicile du défendeur; — en matière *réelle*, devant le tribunal de la situation de l'objet litigieux; — en matière de *société*, devant le tribunal du lieu où cette société est établie; — en matière de *succession*, devant le tribunal de l'endroit où elle est ouverte; — En matière de *faillite*, devant le tribunal du domicile du failli.

4. — Dans l'intérêt du commerce, afin de faciliter aux négociants les moyens d'arriver promptement à l'exécution de leurs transactions, une exception a été introduite à la règle qui prescrit d'assigner le *défendeur* devant le tribunal de son domicile. L'article 420 du Code de procédure civile laisse, en effet, le choix au demandeur, en matière commerciale, d'assigner le défendeur devant le tribunal de son domicile, devant celui dans l'arrondissement duquel la promesse a été faite et la marchandise livrée, ou devant le tribunal dans l'arrondissement duquel le paiement devait être effectué.

ASSISES. — Voy. COUR D'ASSISES.

ASSISTANCE JUDICIAIRE. — (Loi 30 janvier 1851.)

La justice est *gratuite*, ce qui n'empêche pas qu'elle ne coûte fort cher. Les frais qu'elle entraîne, et dont il faut faire l'avance en grande partie, sont de trois sortes : *droits d'enregistrement*, de *timbre* et de *greffe* perçus par le Trésor public; — *honoraires* ou

émoluments des avocats, avoués, huissiers, greffiers; — enfin taxes des témoins, vacations des experts et frais de transport des personnes dont l'instruction de l'affaire exige le déplacement.

Aussi, avant la loi du 30 janvier 1851 sur l'assistance judiciaire (loi due à l'initiative du Représentant du peuple Favreau), les indigents se trouvaient dans l'impossibilité de se faire rendre justice en dépit de ce principe de l'égalité des citoyens devant la loi, inscrit en tête de toutes nos Constitutions.

I. FORMES DANS LESQUELLES L'ASSISTANCE JUDICIAIRE EST ACCORDÉE.

1. — L'admission à l'assistance judiciaire est prononcée par un bureau spécial qui est établi auprès de chaque tribunal d'arrondissement, dans chaque Cour d'appel, à la Cour de cassation et au Conseil d'Etat.

Toute personne qui réclame l'assistance judiciaire doit adresser sa demande par écrit; sur papier libre, au *Procureur de la République* près le tribunal de son domicile, et y joindre : 1° un extrait du rôle de ses contributions ou un certificat du percepteur de son domicile constatant qu'elle n'est pas imposée; — 2° une déclaration attestant qu'elle est, à raison de son indigence, dans l'impossibilité d'exercer ses droits en justice, et contenant l'énumération détaillée de ses moyens d'existence quels qu'ils soient.

Le réclamant affirme la sincérité de sa déclaration devant le Maire de la Commune de son domicile : ce magistrat lui en donne acte au bas de sa déclaration.

Il est important de remarquer que la loi du 30 janvier 1851 s'applique à l'indigence relative et non à l'indigence absolue. Ce point a été précisé lors de la discussion au Corps législatif. La question d'indigence est une question d'appréciation qui se résout en comparant les moyens pécuniaires de la personne avec les frais présumés du litige.

2. — Le bureau d'assistance, saisi de la demande par le *Procureur de la*

République, prend les informations nécessaires pour s'éclairer sur l'indigence du réclamant. Il donne avis à la partie adverse qu'elle peut se présenter devant lui, soit pour contester l'indigence, soit pour fournir des explications sur le fond de l'affaire, et, si elle comparait, il emploie ses bons offices pour opérer un arrangement amiable.

Les décisions du bureau ne sont susceptibles d'aucun recours. Toutefois, le législateur a investi le *Procureur général* du droit de déférer au bureau établi près la Cour une décision prise par un bureau établi près un tribunal inférieur. Il pourrait arriver, en effet, que, dans certains bureaux, il se manifestât des tendances contraires à l'esprit de la loi; que les demandes à fin d'assistance fussent accueillies trop facilement ou repoussées mal à propos. Il a paru juste de donner au *Procureur général* le moyen d'obtenir le redressement des erreurs commises.

3. — Celui qui a été admis à l'assistance judiciaire devant une première juridiction continue à en jouir sur l'appel interjeté contre lui ou sur le pourvoi en cassation formé contre lui. Mais si c'est lui qui émet un appel principal ou qui forme un pourvoi en cassation, il ne peut, sur cet appel ou sur ce pourvoi, jouir de l'assistance qu'autant qu'il y est admis par une décision nouvelle. Pour y parvenir, il doit adresser sa demande, appuyée des pièces justificatives ci-dessus désignées, savoir :

S'il s'agit d'un appel à porter devant la Cour d'appel, au *Procureur général* près cette Cour;

S'il s'agit d'un pourvoi en cassation, au *Procureur général* près la Cour de cassation.

II. EFFETS DE L'ASSISTANCE JUDICIAIRE. — 1. —

Sur l'envoi à qui de droit de la décision du bureau portant admission à l'assistance judiciaire, il est désigné à l'assisté, suivant les circonstances et la juridiction, un *huissier*, un *avoué* et un *avocat* chargés d'agir pour lui.

L'assisté est dispensé provisoirement du paiement des sommes dues au Trésor pour droits de timbre, d'enregistrement et de greffe, ainsi que de toute consignation d'amende.

Il est aussi dispensé provisoirement du paiement des sommes dues aux greffiers, aux officiers ministériels et aux avocats pour droits, émoluments et honoraires.

Les frais de transport des juges, des officiers ministériels et des experts, les honoraires de ces derniers, et les taxes des témoins sont avancés par le Trésor.

2. — Si l'assisté gagne son procès, l'adversaire paye tous les droits dont la dispense avait été provisoirement accordée à l'assisté. — Si, au contraire, c'est ce dernier qui perd son procès, il est seulement tenu envers le Trésor des sommes avancées pour taxes des témoins ou honoraires des experts.

III. RETRAIT DE L'ASSISTANCE JUDICIAIRE. — 1. — Le bénéfice de l'assistance judiciaire n'étant accordé qu'aux indigents, on comprend qu'il puisse être retiré : 1° s'il survient à l'assisté des ressources reconnues suffisantes; — 2° s'il a surpris la décision du bureau par une déclaration frauduleuse.

Le retrait de l'assistance judiciaire peut avoir lieu devant toutes les juridictions et en tout état de cause avant et même après le jugement, à la requête du ministère public ou de la partie adverse, ou même d'office par le bureau, mais, en tout cas, après que l'assisté a été entendu ou mis en demeure de s'expliquer.

Ce retrait rend exigibles les droits de toute nature dont l'assisté avait été dispensé.

2. — Lorsque le retrait de l'assistance a pour cause une déclaration frauduleuse de l'assisté relativement à son indigence, celui-ci peut, sur l'avis du bureau, être traduit en police correctionnelle pour y être condamné, indépendamment du paiement des droits et frais quelconques dont il avait été dispensé, à une amende égale

au montant de ces droits et frais, sans que ladite amende puisse être inférieure à cent francs, et à un emprisonnement de huit jours à six mois.

IV. ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET CORRECTIONNELLE. — 1. — Devant la Cour d'assises, il est pourvu à la défense des accusés par la nomination d'office d'un défenseur, lorsqu'ils n'en ont pas eux-mêmes choisi. (Cod. instr. crim. art. 294.)

2. — En police correctionnelle, les prévenus dont l'indigence est constatée peuvent obtenir du Président du tribunal la nomination d'un défenseur d'office, comme aussi l'assignation de témoins à décharge et toutes productions et vérifications de pièces utiles.

ASSISTANCE PUBLIQUE. — Cette expression comprend l'ensemble des services organisés pour venir en aide à l'indigence.

1. — Les principales institutions relatives à l'assistance publique sont les bureaux de bienfaisance, les hospices, les hôpitaux, les monts-de-piété, l'assistance judiciaire, etc. (Voy. ces mots.)

2. — L'assistance publique à Paris a été organisée par la loi du 10 janvier 1849 qui a centralisé le service des secours à domicile et le service des hôpitaux entre les mains d'un directeur, nommé par le Ministre de l'intérieur, sur la proposition du Préfet, et placé sous la surveillance d'un Conseil.

3. — Le nombre total des indigents inscrits dans les vingt arrondissements de Paris, en 1864, était de 121,330.

ASSOCIATION. — (Cod. pén. art. 291; loi 10 avril 1834.)

1. — Nulle association de plus de vingt personnes, dans le but de s'occuper d'objets religieux, littéraires, politiques ou autres, ne peut se former qu'avec l'autorisation du Gouvernement et sous les conditions qui lui sont imposées, quand bien même l'association serait partagée en sections se composant de moins de vingt membres, et que les réu-

nions n'auraient pas lieu tous les jours ou à des jours marqués.

2. — L'autorisation accordée est toujours révoicable.

3. — Quiconque fait partie d'une association non autorisée est puni de deux mois à un an d'emprisonnement, et de cinquante francs à mille francs d'amende. En cas de récidive, les peines peuvent être portées au double, et le condamné peut être placé sous la surveillance de la haute police pendant un temps qui n'excède pas le double du maximum de la peine. Sont considérés comme complices et punis comme tels, ceux qui ont prêté ou loué sciemment leur maison ou appartement pour une ou plusieurs réunions d'une association non autorisée.

4. — C'est au Préfet de police, à Paris et dans le département de la Seine, et au Préfet, dans les autres départements, qu'il appartient d'accorder ou de refuser l'autorisation.

5. — Voy. CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES; — CLUBS; — INTERNATIONALE; — RÉUNIONS; — SOCIÉTÉS SECRÈTES.

ASSOCIATION COMMERCIALE EN PARTICIPATION. — Voy. SOCIÉTÉS, sect. II, VII.

ASSOCIATIONS DE MALFAITEURS. — (Cod. pén. art. 265-268.) Toute association de malfaiteurs envers les personnes ou les propriétés est un crime contre la paix publique. — Ce crime existe par le seul fait d'organisation de bandes ou de correspondance entre elles et leurs chefs ou commandants, ou de conventions tendant à rendre compte ou à faire distribution ou partage du produit des méfaits.

Quand même ce crime n'aurait été accompagné ni suivi d'aucun autre, les auteurs, directeurs de l'association, et les commandants en chef ou en sous-ordre de ces bandes, sont punis des travaux forcés à temps.

Tous autres individus chargés d'un service quelconque dans ces bandes, et ceux qui ont, sciemment et volontairement, fourni aux bandes ou à

leurs divisions, des armes, munitions, instruments de crime, logement, retraite ou lieu de réunion, sont punis de la réclusion.

ASSOCIATIONS SYNDICALES. — (Loi 23 mai 1865.) — Associations formées entre propriétaires intéressés, pour l'exécution et l'entretien de certains travaux d'amélioration agricole.

1. — Leur origine est fort ancienne, car des efforts isolés sont impuissants lorsqu'il s'agit de défendre contre la mer qu les débordements des rivières, des territoires menacés d'inondation, d'améliorer, de curer et de régulariser des cours d'eau, de conquérir ou d'assainir des terrains rendus improductifs et souvent insalubres par la stagnation des eaux, de faire profiter des surfaces considérables des bienfaits de l'irrigation et du colmatage (Voy. ce mot)

De telles entreprises veulent des efforts combinés et le concours de l'esprit d'association : c'est pour leur assurer ce concours qu'une loi du 23 mai 1865 a été rendue. En voici les dispositions principales :

Peuvent être l'objet d'une association syndicale, entre propriétaires intéressés, l'exécution et l'entretien des travaux :

1° De défense contre la mer, les fleuves, les torrents et les rivières navigables ou non navigables; — 2° de curage, approfondissement, redressement et régularisation des canaux et cours d'eau non navigables ni flottables et des canaux de dessèchement et d'irrigation; — 3° de dessèchement des marais; — 4° des étiers et ouvrages nécessaires à l'exploitation des marais salants; — 5° d'assainissement des terres humides et insalubres; — 6° d'irrigation et de colmatage; — 7° de drainage; — 8° de chemins d'exploitation et de toute autre amélioration agricole ayant un caractère d'intérêt collectif.

Les associations syndicales sont libres ou autorisées. — Elles peuvent ester en justice par leurs syndics, acquérir, vendre, échanger, transiger, hypothéquer.

Les associations libres se forment sans l'intervention de l'Administration. Le consentement unanime des associés doit être constaté par écrit. L'acte d'association spécifie le but de l'entreprise, règle le mode d'administration de la société, fixe les limites du mandat confié aux administrateurs ou syndics, et détermine les voies et moyens nécessaires pour subvenir à la dépense, ainsi que le mode de recouvrement des cotisations.

Extrait de cet acte est publié, dans le mois de sa date, dans un journal d'annonces judiciaires de l'arrondissement.

Les entreprises spécifiées dans les cinq premiers numéros ci-dessus ont paru au législateur présenter un caractère particulier d'utilité publique, et il permet, en conséquence, que les associations qui les ont pour objet soient imposées par l'Administration, si elles réunissent l'adhésion de la majorité des intéressés représentant au moins les deux tiers en superficie des terrains, ou des deux tiers des intéressés représentant plus de la moitié de la superficie. L'initiative est prise, soit par le Préfet, soit par un ou plusieurs des propriétaires intéressés.

Les associations syndicales libres peuvent être converties en associations autorisées, par un arrêté préfectoral, en vertu d'une délibération prise par l'assemblée générale. Elles jouissent, dès lors, des avantages accordés à ces dernières associations. Ainsi : 1^o les rôles de répartition des taxes ou cotisations, dressés par le syndicat, sont rendus exécutoires par le Préfet, et le recouvrement en est fait comme en matière de contributions directes ; — 2^o les contestations relatives à la fixation du périmètre des terrains compris dans l'association, à la perception des taxes, à l'exécution des travaux, sont jugées par le Conseil de Préfecture, sauf recours au Conseil d'Etat ; — 3^o nul propriétaire compris dans l'association ne peut, après le délai de quatre mois à partir de la notifica-

tion du premier rôle des taxes, contester sa qualité d'associé ou la validité de l'association ; — 4^o dans le cas où l'exécution des travaux exige l'expropriation de terrains, il y est procédé par un décret déclarant l'utilité publique, d'après les règles établies pour l'expropriation en matière de chemins vicinaux ; — 5^o lorsqu'il y a lieu à l'établissement de servitudes, conformément aux lois, au profit de l'association, les contestations sont portées devant le Juge de paix, sauf appel devant le tribunal civil de l'arrondissement.

ASSURANCES. — Le mot assurance exprime le contrat par lequel un ou plusieurs individus stipulent qu'ils seront garantis contre les résultats d'un accident ou d'un sinistre déterminé, moyennant le paiement d'une somme appelée prime.

1. — Le contrat d'assurance a pris beaucoup de développement dans ces derniers temps. Indépendamment des assurances maritimes, qui remontent à une haute antiquité, et dont les opérations se sont considérablement accrues de nos jours ; indépendamment des assurances contre l'incendie qui, introduites en France au XVIII^e siècle, à l'imitation des Anglais, ont obtenu de très-grands succès, il s'en est formé pour toutes sortes de sinistres. Rien de plus multiplié aujourd'hui que les assurances sur les risques autres que les fortunes de mer : assurances contre la grêle, les épizooties, les chances du sort, les accidents de chemins de fer ; assurances sur la vie, etc.

2. — Les assurances se divisent en deux grandes catégories : 1^o les assurances maritimes, qui ont pour objet les risques attachés à la navigation ; — 2^o les assurances terrestres, qui ont pour objet les risques autres que ceux de la navigation.

SECT. I. — ASSURANCES MARITIMES. (Cod. com. art. 332-396.)

L'assurance maritime est un contrat par lequel un des contractants (assureur) se charge, moyennant une somme (prime), d'indemniser l'autre

(*assuré*) des pertes et dommages résultant d'événements accidentels ou fortuits, sur des choses exposées aux risques de la navigation. Grâce aux garanties que leur procure l'assurance, les commerçants sont puissamment sollicités à des entreprises qu'ils n'auraient pas osé tenter; ils peuvent avec sécurité déployer leur activité et leur industrie jusque par delà les mers.

I. FORME ET OBJET. — 1. — Le contrat d'assurance est rédigé par écrit. L'acte qui le constate se nomme *police*. Il doit être daté et même énoncer s'il a été signé avant ou après midi. Il exprime : le nom et le domicile de celui qui fait assurer, sa qualité de propriétaire ou de commissionnaire; — le nom et la désignation du navire; — le nom du capitaine; — le lieu où les marchandises ont été ou doivent être chargées; — le port d'où ce navire a dû ou doit partir; — les ports ou rades dans lesquels il doit charger ou décharger; — ceux dans lesquels il doit entrer; — la nature et la valeur ou l'estimation des marchandises ou objets que l'on fait assurer; — les temps auxquels les risques doivent commencer et finir; — la somme assurée; — la prime ou le coût de l'assurance; — la soumission des parties à des arbitres, en cas de contestation, si elle a été stipulée; — et généralement toutes les autres conditions dont les parties sont convenues.

Tout contrat d'assurance maritime, ainsi que toute convention postérieure contenant prolongation de l'assurance, augmentation dans la prime ou le capital assuré, désignation d'une somme en risque ou d'une prime à payer, est soumis à une *taxe obligatoire*, moyennant le paiement de laquelle la formalité de l'enregistrement est donnée gratis toutes les fois qu'elle est requise.

Cette taxe est fixée, par chaque contrat, à raison de 50 centimes par cent francs, décimes compris, du montant des primes et accessoires de la prime.

La perception suit les sommes de 20 francs en 20 francs, sans fraction, et la moindre taxe perçue pour chaque contrat est de 25 centimes, décimes compris. (Loi 23 août 1871, art. 6 à 10.)

Un règlement d'administration publique, en date du 25 novembre 1871, a déterminé le mode de perception et les époques de paiement de ladite taxe.

2. — La même police peut contenir plusieurs assurances distinctes, soit à raison des marchandises, soit à raison du taux de la prime, soit à raison de différents assureurs.

3. — L'assurance peut avoir pour objet : — le corps et quille du vaisseau, vide ou chargé, armé ou non armé, seul ou accompagné; — les agrès et apparaux; — les armements; — les victuailles; — les sommes prêtées à la grosse; — les marchandises du chargement, et toutes autres choses ou valeurs estimables à prix d'argent, sujettes aux risques de la navigation.

L'assurance peut être faite sur le tout ou sur une partie desdits objets, conjointement ou séparément; — en temps de paix ou en temps de guerre, avant ou pendant le voyage du vaisseau; — pour l'aller et le retour, ou seulement pour l'un des deux; pour le voyage entier ou pour un temps limité; — pour tous voyages et transports par mer, rivières et canaux navigables.

4. — En cas de fraude dans l'estimation des effets assurés, en cas de supposition ou de falsification, l'assureur peut faire procéder à la vérification et estimation des objets, sans préjudice de toutes autres poursuites, soit civiles, soit criminelles.

5. — Les chargements faits aux Echelles du Levant, aux côtes d'Afrique et autres parties du monde, pour l'Europe, peuvent être assurés, sur quelque navire qu'ils aient lieu, sans désignation du navire ni du capitaine, car le propriétaire des marchandises est souvent à cet égard dans une complète ignorance. C'est aux assureurs, s'ils le jugent convenable, à augmenter la prime en rai-

son de cette incertitude. Les marchandises elles-mêmes peuvent, en ce cas, être assurées sans désignation de leur nature et espèce. Mais la police doit indiquer celui à qui l'expédition est faite ou sera consignée, s'il n'y a convention contraire dans la police d'assurance.

6. — Tout effet dont le prix est stipulé dans le contrat en monnaie étrangère, est évalué au prix que la monnaie stipulée vaut en monnaie de France, suivant le cours à l'époque de la signature de la police.

7. — Si la valeur des marchandises n'est point fixée par le contrat, elle peut être justifiée par les factures ou par les livres : à défaut, l'estimation en est faite suivant le prix courant au temps et au lieu du chargement, y compris tous les droits payés et les frais faits jusqu'à bord.

8. — Si l'assurance est conclue sur le retour d'un pays où le commerce ne se fait que par troc, en l'absence d'une valeur monétaire, comme sur certaines côtes d'Afrique, et que l'estimation des marchandises ne soit pas faite par la police, elle est réglée sur le pied de la valeur de celles qui ont été données en échange, en y joignant les frais de transport.

9. — Si le contrat d'assurance ne règle point le temps des *risques*, les risques commencent et finissent dans le temps réglé pour les *contrats à la grosse*, c'est-à-dire, à l'égard du navire, des agrès, apparaux, armement et victuailles, du jour que le navire a fait voile, jusqu'au jour où il est ancré ou amarré au port ou lieu de sa destination, et, à l'égard des marchandises, du jour qu'elles ont été chargées dans le navire ou dans les gabares pour les y porter, jusqu'au jour où elles sont délivrées à terre.

10. — L'assureur peut faire *réassurer* par d'autres les effets qu'il a assurés. De son côté, l'assuré peut faire assurer le coût de l'assurance. La prime de réassurance peut être moindre ou plus forte que celle de l'assurance.

11. — L'augmentation de prime stipulée en temps de paix pour le

temps de guerre qui pourrait survenir et dont la quotité n'a pas été déterminée par les contrats d'assurance, est réglée par les tribunaux, en ayant égard aux risques, aux circonstances et aux stipulations de chaque police d'assurance.

12. — En cas de perte des marchandises assurées et chargées pour le compte du capitaine sur le vaisseau qu'il commande, le capitaine est tenu de justifier aux assureurs l'achat des marchandises et d'en fournir un *connaissance* (voy. ce mot), signé par deux des principaux de l'équipage.

13. — Afin de rendre les fraudes impossibles, la loi exige que tout homme de l'équipage et que tout passager qui apportent des pays étrangers des marchandises assurées en France, en laissent un *connaissance* dans les lieux où le chargement s'effectue, entre les mains du Consul de France, et à défaut, entre les mains d'un Français, notable négociant, ou du magistrat du lieu.

14. — Si l'assureur tombe en *faillite* lorsque le risque n'est pas encore fini, l'assuré peut demander *caution*, ou la résiliation du contrat. L'assureur a le même droit en cas de faillite de l'assuré.

15. — Le contrat d'assurance est nul, s'il a pour l'objet : le *fret des marchandises existant à bord du navire*, parce qu'il représente un profit éventuel, qui ne sera acquis au propriétaire que lorsque son navire, étant arrivé à destination, ne courra plus de dangers ; — le *profit espéré des marchandises* ; — les *loyers des gens de mer*, parce que ces loyers ne sont pour eux que des profits éventuels qui ne leur appartiennent pas encore, et aussi parce que, si le capitaine et les matelots étaient sûrs de toucher ce à quoi ils peuvent prétendre, quelque événement qu'il arrivât, ils ne seraient plus autant intéressés à la conservation du navire et des marchandises ; — les *sommes empruntées à la grosse*, l'emprunteur ne courant à leur égard aucun risque, puisque, si les marchandises

viennent à périr, il ne sera pas obligé de rendre ces sommes; — les profits maritimes des sommes prêtées à la grosse, parce que ce sont des profits espérés seulement, et non encore acquis au prêteur.

16. — Toute réticence, toute fausse déclaration de la part de l'assuré, toute différence entre le contrat d'assurance et le connaissance, qui diminueraient l'opinion du risque, ou en changeraient le sujet, annulent l'assurance. L'assurance est nulle, même dans le cas où la réticence, la fausse déclaration ou la différence, n'auraient pas influé sur le dommage ou la perte de l'objet assuré.

II. OBLIGATIONS DE L'ASSUREUR ET DE L'ASSURÉ. — 1. — Si le voyage est rompu avant le départ du vaisseau, même par le fait de l'assuré, l'assurance est annulée, mais l'assureur reçoit, à titre d'indemnité, demi pour cent de la somme assurée.

2. — Sont aux risques des assureurs, toutes pertes et dommages qui arrivent aux objets assurés, par tempête, naufrage, échouement, abordage fortuit, changements forcés de route, de voyage ou de vaisseau, par jet, feu, prise, pillage, arrêt par ordre de puissance, déclaration de guerre, représailles, et généralement par toutes les autres fortunes de mer.

Tout changement de route, de voyage ou de vaisseau, et toutes pertes et dommages provenant du fait de l'assuré, ne sont point à la charge de l'assureur; et même la prime lui est acquise, s'il a commencé à courir les risques.

Les déchets, diminutions et pertes qui arrivent par le vice propre de la chose, et les dommages causés par le fait ou par la faute des propriétaires, affréteurs ou chargeurs, ne sont point à la charge des assureurs.

Ces derniers ne sont point tenus des prévarications et fautes du capitaine et de l'équipage, connues sous le nom de *baraterie de patron*, s'il n'y a convention contraire. Ils ne sont point tenus également du pilotage, touage et lamanage, ni d'aucune es-

pèce de droits imposés sur le navire et les marchandises.

3. — Il est fait désignation, dans la police, des marchandises sujettes, par leur nature, à *détérioration* particulière, ou *diminution*, comme blés ou sels, ou marchandises susceptibles de *coulage*; sinon, les assureurs ne répondent point des dommages ou pertes qui pourraient arriver à ces mêmes denrées, à moins toutefois que l'assuré ait ignoré la nature du chargement, lors de la police.

4. — Si l'assurance a pour objet des marchandises pour l'aller et le retour, et si, le vaisseau étant parvenu à sa première destination, il ne se fait point de chargement en retour, ou si le chargement en retour n'est pas complet, l'assureur reçoit seulement les deux tiers proportionnels de la prime convenue, s'il n'y a stipulation contraire.

5. — Un contrat d'assurance ou de réassurance consenti pour une somme excédant la valeur des effets chargés, est nul à l'égard de l'assuré seulement, s'il est prouvé qu'il y a dol ou fraude de sa part.

S'il n'y a ni dol ni fraude, le contrat est valable jusqu'à concurrence de la valeur des effets chargés, d'après l'estimation qui en est faite ou convenue. En cas de pertes, les assureurs (s'il y en a plusieurs qui aient assuré dans la même police et par une assurance commune), sont tenus d'y contribuer chacun à proportion des sommes par eux assurées. Ils ne reçoivent pas la prime de cet excédant de valeur, mais comme ils ne sauraient souffrir de l'erreur de l'assuré, ils ont droit à une indemnité de demi pour cent.

6. — S'il existe plusieurs contrats d'assurance faits sans fraude sur le même chargement, et que le premier contrat assure l'entière valeur des effets chargés, il subsiste seul. Les assureurs qui ont signé les contrats subséquents sont libérés; ils ne reçoivent que demi pour cent de la somme assurée. Si l'entière valeur des effets chargés n'est pas assurée par le premier contrat, les assureurs

qui ont signé les contrats subséquents répondent de l'excédant en suivant l'ordre de la date des contrats.

S'il y a des effets chargés pour le montant des sommes assurées, en cas de perte d'une partie, elle est payée par tous les assureurs de ces effets, au marc le franc de leur intérêt. Soit un chargement de 90,000 fr. assuré par un premier assureur, pour la moitié, 45,000 fr.; — par un deuxième, pour le tiers, 30,000 fr.; — par un troisième, pour le sixième, 15,000 fr. — Si le chargement périt en entier, chaque assureur sera tenu de la somme qu'il a assurée; mais si la perte n'est que partielle, de 30,000 francs, par exemple, elle se divisera proportionnellement entre eux de la manière suivante : le premier assureur en supportera la moitié, 15,000 francs; le deuxième, le tiers, 10,000 francs; le troisième assureur, le sixième, 5,000 francs.

7. — Si l'assurance a lieu divisément pour des marchandises qui doivent être chargées sur plusieurs vaisseaux désignés, avec énonciation de la somme assurée sur chacun, et si le chargement entier est mis sur un seul vaisseau, ou sur un moindre nombre qu'il n'en est désigné dans le contrat, l'assureur n'est tenu que de la somme assurée par lui sur le vaisseau ou sur les vaisseaux qui ont reçu le chargement, nonobstant la perte de tous les vaisseaux désignés; et il reçoit néanmoins demi pour cent des sommes dont les assurances se trouvent annulées.

8. — Si le capitaine a la liberté d'entrer dans différents ports pour compléter ou échanger son chargement (cette clause se nomme *clause de faire échelle*), l'assureur ne court les risques des effets assurés que lorsqu'ils sont à bord, à moins de convention contraire.

8. — Si l'assurance est faite pour un temps limité (par exemple, pour les quarante premiers jours de navigation), l'assureur est libre après l'expiration du temps, et l'assuré peut faire assurer les nouveaux risques.

10. — L'assureur est déchargé des

risques, et la prime lui est acquise, si l'assuré envoie le vaisseau en un lieu *plus éloigné* que celui qui est désigné par le contrat, quoique sur la même route. L'assurance a son entier effet si le voyage est *raccourci*.

11. — Toute assurance faite après la perte ou l'arrivée des objets assurés est nulle, s'il y a présomption qu'avant la signature du contrat, l'assuré a pu être informé de la perte, ou l'assureur de l'arrivée des objets assurés. — La *présomption* existe si, en comptant trois quarts de myriamètre (7 kilom. 500 hectom.) par heure, sans préjudice des autres preuves, il est établi que, de l'endroit de l'arrivée ou de la perte du vaisseau ou du lieu où la première nouvelle en est parvenue, elle a pu être portée dans le lieu où le contrat d'assurance a été passé, avant la signature de ce contrat.

Si cependant l'assurance est faite sur *bonnes ou mauvaises nouvelles*, c'est-à-dire sur des nouvelles qui font présumer l'heureuse arrivée du navire, ou sa perte, et qui, par suite, diminuant ou augmentant l'opinion des risques, doivent diminuer ou augmenter la prime, la présomption ci-dessus mentionnée n'est pas admise. Le contrat n'est annulé que sur la preuve que l'assuré savait la perte, ou l'assureur l'arrivée du navire, avant la signature du contrat.

En cas de preuve contre l'assuré, l'assureur a droit à une *double prime*. Si, au contraire, la preuve est faite contre l'assureur, celui-ci est tenu de payer à l'assuré une somme double de la prime convenue. Le tribunal correctionnel, juge de la fraude, condamne le coupable, indépendamment des réparations dont il s'agit, aux peines du *vol* ou de l'*escroquerie*.

III. DÉLAISSEMENT. — 1. — Dans certains cas spécifiés par la loi, l'assuré a le droit de renoncer à la propriété de ce qui a survécu au sinistre, et d'exiger le paiement de la valeur entière de la chose assurée, comme s'il y avait eu perte totale. Cette faculté s'appelle *délaissement* : elle peut être exercée dans les circonstances sui-

vantes : 1° *Prise du navire* ; — 2° *Naufrage* ; — 3° *Echouement avec bris* ; — 4° *Innavigabilité par fortune de mer* ; — 5° *Arrêt d'une puissance étrangère ou du gouvernement*, ce que, dans la pratique, on nomme plus souvent *embargo* ; — 6° *Perte ou détérioration des effets assurés, lorsqu'elle est au moins des trois quarts*.

Tous autres dommages sont réputés *avaries*, et se règlent entre les assureurs et les assurés, suivant l'objet de l'assurance.

2. — Le délaissement ne peut être ni *partiel* ni *conditionnel*.

Il doit être fait aux assureurs dans le terme de six mois, à partir du jour de la nouvelle de la perte arrivée aux ports ou côtes d'Europe, ou sur celles d'Asie et d'Afrique, dans la Méditerranée, ou bien, en cas de prise, à partir de la réception de la nouvelle de la conduite du navire dans l'un des ports ou lieux situés aux côtes ci-dessus mentionnées ; — dans le délai d'un an après la réception de la nouvelle de la perte arrivée ou de la prise conduite en Afrique en deçà du Cap de Bonne-Espérance, ou en Amérique en deçà du Cap Horn ; — dans le délai de dix-huit mois, après la nouvelle des pertes arrivées ou des prises conduites dans toutes les autres parties du monde ; — une fois ces *délais passés*, les assurés ne sont plus recevables à faire le délaissement.

3. — Dans le cas où le délaissement est autorisé, comme dans celui de tous autres accidents aux risques des assureurs, l'assuré est tenu de signifier à ceux-ci les avis qu'il a reçus, et cette signification doit être faite dans les trois jours de la réception de l'avis.

4. — Si après six mois expirés, à compter du jour du départ du navire, ou du jour auquel se rapportent les dernières nouvelles reçues, pour les voyages ordinaires ; — après un an, pour les voyages de *long cours* (voy. ci-dessous, 6, ce qu'on entend par là), l'assuré déclare n'avoir reçu aucune nouvelle de son navire, il peut faire le délaissement à l'assureur et de-

mander le paiement de l'assurance, sans qu'il soit besoin d'attestation de perte. Après l'expiration des six mois ou de l'an, l'assuré a pour agir les délais fixés comme il a été dit plus haut (voy. 2).

5. — Dans le cas d'une assurance pour temps limité, après l'expiration des délais établis, comme ci-dessus, pour les voyages ordinaires et pour ceux de long cours, la perte du navire est présumée arrivée dans le temps de l'assurance.

6. — Sont réputés *voyages de long cours* ceux qui se font au delà des limites ci-après déterminées : au sud, le 30° degré de latitude nord ; — au nord, le 72° degré de latitude nord ; — à l'ouest, le 15° degré de longitude du méridien de Paris ; — à l'est, le 44° degré de longitude du même méridien.

7. — En faisant le délaissement, l'assuré est tenu de déclarer toutes les assurances qu'il a faites ou fait faire, pour que l'assureur soit à même d'apprécier si ces contrats rénnis excèdent la valeur de l'objet assuré, et s'il y a lieu d'appliquer la règle qui réduit ou annule, selon le cas, les assurances dont la valeur est supérieure à celle de l'objet exposé aux risques. Par la même raison, l'assuré doit également déclarer l'argent qu'il a pris à la grosse (voy. CONTRAT A LA GROSSE), soit sur le navire, soit sur les marchandises.

Faute par l'assuré de se conformer à ces prescriptions, le délai de paiement, au lieu de commencer à courir du jour du délaissement, est suspendu jusqu'au jour où il notifie ladite déclaration, sans qu'il en résulte toutefois aucune prorogation de délaissement.

En cas de *déclaration frauduleuse*, l'assuré est privé des effets de l'assurance ; c'est-à-dire qu'il ne peut plus faire le délaissement, ni exiger la somme assurée, sans être dispensé pour cela de payer la prime ; et notwithstanding la perte ou la prise du navire, il est tenu de payer les sommes par lui empruntées à la grosse.

8. — En cas de *nauffrage* ou d'é-

chouement avec bris, l'assuré doit, sans préjudice du délaissement à faire en temps et lieu, travailler au recouvrement des effets naufragés. Sur son affirmation, les frais de recouvrement lui sont alloués jusqu'à concurrence de la valeur des effets recouvrés.

9. — Si l'époque du paiement n'est point fixée par le contrat, l'assureur est tenu de payer l'assurance trois mois après la signification du délaissement.

10. — Les actes justificatifs du chargement et de la perte sont signifiés à l'assureur avant qu'il puisse être poursuivi pour le paiement des sommes assurées.

L'assureur est admis à la preuve des faits contraires à ceux qui sont consignés dans les attestations, sans qu'il puisse se dispenser du paiement provisoire de la somme assurée, si l'assuré donne une caution dont l'engagement s'éteint après quatre années révolues au cas où il n'y a pas eu de poursuite.

11. — Lorsque le délaissement a été accepté ou jugé valable, les effets assurés appartiennent à l'assureur, à partir de l'époque du délaissement. L'assureur ne peut, sous prétexte du retour du navire, se dispenser de payer la somme assurée.

Le fret des marchandises sauvées, quand même il aurait été payé d'avance, fait partie du délaissement du navire, et appartient également à l'assureur, sans préjudice, néanmoins, des droits des prêteurs à la grosse, de ceux des matelots pour leur loyer, et des frais et dépenses pendant le voyage.

12. — En cas d'arrêt de la part d'une puissance, l'assuré doit faire la signification à l'assuré dans les trois jours de la réception de la nouvelle. — Le délaissement des objets arrêtés ne peut être fait qu'après un délai de six mois à dater de la signification, si l'arrêt a eu lieu dans les mers de l'Europe, dans la Méditerranée, ou dans la Baltique, — et, après un an, si l'arrêt a eu lieu en pays plus éloigné. Lorsque les marchandises sont de nature à se gâter promptement (fruits, légumes), les délais sont réduits à un mois

et demi pour le premier cas, et à trois mois pour le second.

Pendant les délais ci-dessus fixés, les assurés sont obligés de faire toutes diligences à l'effet d'obtenir la mainlevée des effets arrêtés. De leur côté, les assureurs peuvent, ou de concert avec les assurés, ou séparément, faire des démarches dans le même but.

13. — Le délaissement à titre d'*innavigabilité* ne peut être fait, s'il est possible de relever le navire, de le réparer et de le mettre en état de continuer sa route pour le lieu de sa destination. Dans ce cas, l'assuré conserve son recours sur les assureurs, pour les frais et avaries occasionnés par l'échouement.

Si le navire a été déclaré innavigable, l'assuré sur le chargement doit en faire la notification dans le délai de trois jours à partir de la réception de la nouvelle. — Le capitaine est tenu, dans cette hypothèse, de faire toutes diligences pour se procurer un autre navire à l'effet de transporter les marchandises au lieu de leur destination. — L'assureur court les risques des marchandises ainsi chargées sur un autre bâtiment jusqu'à leur arrivée et leur déchargement. Il est tenu, en outre, des avaries, frais de déchargement, magasinage, rembarquement de l'excédant du fret, et de toutes autres dépenses faites pour sauver les marchandises, jusqu'à concurrence de la somme assurée.

Si, dans les délais ci-dessus fixés (voy. 12), le capitaine n'a pu trouver de navire pour recharger les marchandises et les conduire au lieu de leur destination, l'assuré a la faculté d'en faire le délaissement.

14. — En cas de prise, si l'assuré n'a pu en donner avis à l'assureur, il a le droit de racheter les effets sans attendre son ordre; mais il est tenu de signifier à l'assureur la composition (prix de rachat) qu'il a faite, aussitôt qu'il en a les moyens.

L'assureur a le choix de prendre la composition à son compte, ou d'y renoncer; il doit notifier son choix à l'assuré, dans les vingt-quatre heures qui suivent la signification de la

composition. S'il déclare prendre la composition à son compte, il est obligé de payer sans délai la portion du rachat qui est à la charge des objets qu'il avait assurés, et il continue à courir les risques du voyage, conformément au contrat d'assurance. S'il déclare renoncer au profit de la composition, il doit payer la somme assurée, sans pouvoir rien prétendre aux effets rachetés. Lorsque l'assureur n'a pas notifié son choix dans le délai susdit, il est censé avoir renoncé à prendre à son compte la composition.

SECT. II. — ASSURANCES TERRESTRES. — (Cod. civ. art. 1964; loi 24 juillet 1867, art. 66-67.)

1. — Par opposition aux assurances maritimes, qui ont pour objet la garantie des risques de navigation, on appelle *terrestres* les assurances dont l'objet est de garantir d'autres risques, du feu, par exemple, de la grêle, de la mortalité des bestiaux, etc., etc. Elles sont aussi nombreuses et aussi variées que les risques dont on peut avoir besoin de se préserver.

2. — En l'absence d'une loi qui réglemente les assurances terrestres, on leur applique, par analogie, les principes généraux consacrés par le Code de commerce en matière d'assurances maritimes, sauf les différences résultant de la nature des choses. Les polices et les statuts déterminent, d'ailleurs, l'étendue des obligations réciproques entre l'assureur et l'assuré.

3. — Les assurances se divisent en assurances mutuelles et en assurances à primes fixes. Les premières sont simplement des réunions de personnes qui s'associent pour se donner une garantie réciproque en cas de sinistre, et qui jouent en même temps le rôle d'assureurs et d'assurés. La cotisation dépend du nombre et de l'étendue des sinistres arrivés. Elle peut être très-faible, comme très-élevée. Dans les assurances à primes fixes, au contraire, l'assureur s'engage, à forfait, moyennant une somme annuelle et invariable, à in-

demniser intégralement l'assuré des dommages qui peuvent atteindre la chose assurée.

4. — Les obligations de l'assuré consistent : 1° lors de la formation du contrat, à faire des déclarations exactes et complètes sur les choses assurées et sur les risques. Toute omission, toute réticence, s'interprète contre lui ; — 2° pendant la durée du contrat, à payer la prime à l'époque convenue. Généralement, l'assuré paye comptant et d'avance la prime de la première année, et celle des années suivantes dans la quinzaine au plus tard qui suit l'échéance. Passé ce délai, il perdrait son droit à indemnité ; — 3° en cas de sinistre, à en informer immédiatement l'assureur.

Quant à l'assureur, son obligation consiste tout entière dans la réparation du dommage éprouvé par l'assuré.

5. — On n'assure pas seulement sa maison, son mobilier contre le feu, ses navires, ses marchandises contre les risques de mer, ses récoltes contre la grêle, ses bestiaux contre les épizooties ; l'homme peut assurer sa vie, qui est bien plus précieuse et plus exposée. Encore trop peu connues, les assurances sur la vie, fort répandues en Angleterre, ont un but essentiellement moral : leurs combinaisons sont nombreuses. Nous ne pouvons les indiquer ici, mais nous signalerons comme utile à consulter sur cet important sujet l'Etude publiée par M. Eug. Reboul, et intitulée : *Assurances sur la vie*, avec préface de M. Alfr. de Courcy.

6. — Les sociétés d'assurances sur la vie et les associations de la nature des *fontines* sont soumises à l'autorisation et à la surveillance du Gouvernement. Les autres sociétés d'assurances peuvent se former sans autorisation. Un règlement d'administration publique du 22 janvier 1868 a déterminé les conditions sous lesquelles elles peuvent se constituer.

ASSURANCES EN CAS DE DÉCÈS ET EN CAS D'ACCIDENTS. (CAISSES

D') — Voy. CAISSES D'ASSURANCES EN CAS DE DÉCÈS ET EN CAS D'ACCIDENTS.

ATELIERS. — 1. — Les conditions d'exploitation des ateliers *dangeroux, insalubres ou incommodes* sont exposées à l'article ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMDES.

2. — Pour ce qui concerne la réglementation du travail des enfants dans les ateliers, voy. TRAVAIL DES ENFANTS DANS LES MANUFACTURES.

3. — Dans le cas où l'apprenti est obligé, par suite des conventions ou conformément à l'usage, de *ranger l'atelier*, les dimanches et jours de fêtes reconnues ou légales, ce travail ne peut se prolonger au delà de dix heures du matin. (Loi 22 février 1851, art. 9.) — Voy. CONTRAT D'APPRENTISSAGE, III.

4. — Tout *délit* tendant à troubler l'ordre ou la discipline des ateliers peut être réprimé par les *Conseils de prud'hommes*. (Déc. 3 août 1810, art. 4.) — Voy. CONSEIL DE PRUD'HOMMES, II, 6.

5. — Voy. DURÉE DU TRAVAIL.

ATERMOIEMENT. — Terme ou délai de grâce accordé par des créanciers à leur débiteur qui ne peut payer à l'échéance de sa dette. Cette convention se fait, en général, pour empêcher la faillite.

ATTENTAT A LA PUDEUR. — (Cod. pén. art. 331-333.)

1. — L'attentat à la pudeur, même commis *sans violence*, est punissable toutes les fois que la victime a *moins de treize ans* accomplis, la loi présumant avec raison qu'au-dessous de cet âge l'enfant ne saurait avoir le discernement nécessaire pour donner un consentement sérieux et libre. — La peine encourue par le coupable est celle de la *réclusion*.

2. — L'attentat à la pudeur commis par tout *ascendant* sur la personne d'un mineur, même âgé de *plus de treize ans*, mais non émancipé par mariage, est puni de la même peine.

3. — Lorsqu'il y a eu *violence*, quel que soit l'âge de la personne victime de l'attentat, la peine est

celle de la *réclusion*; — si le crime a été commis sur la personne d'un enfant *au-dessous de quinze ans*, la peine est celle des *travaux forcés à temps*, comme aussi dans le cas où le coupable est l'*ascendant*, l'*instituteur* ou le *serviteur à gages* de la victime, s'il est *fonctionnaire ou ministre d'un culte*, ou si le coupable, quel qu'il soit, a été *aidé* dans son crime par *une ou plusieurs personnes*.

ATTENTATS AUX MOEURS. — (Cod. pén. art. 330-340.)

Sous cette dénomination générale, le Code pénal comprend plusieurs crimes ou délits. Ce sont : l'*outrage public à la pudeur*, l'*attentat à la pudeur* commis avec ou sans violence, le *viol*, l'*excitation à la débauche*, l'*adultère* et la *bigamie*. (Voy. ces mots.)

ATTENTATS ET COMLOTS. — (Cod. pén. art. 87-89.)

1. — L'*attentat*, dont le but est de détruire ou de *changer le Gouvernement*, est puni de la peine de la *déportation* dans une enceinte fortifiée.

L'exécution ou la tentative constituent seules l'attentat.

2. — Le *complot* ayant pour but les crimes ci-dessus mentionnés, s'il a été suivi d'un acte commis ou commencé pour en préparer l'exécution, est puni de la *déportation*. — S'il n'a été suivi d'aucun acte commis ou commencé pour en préparer l'exécution, la peine est celle de la *détention*.

Il y a *complot* dès que la résolution d'agir est concertée et arrêtée entre deux ou plusieurs personnes.

S'il y a eu proposition faite et non agréée de former le complot, celui qui a fait une telle proposition est puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans. Le coupable peut, de plus, être interdit, en tout ou en partie, des droits mentionnés en l'article 42 du Code pénal.

ATTÉNUANTES. (CIRCONSTANCES) — Voy. CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES.

ATTERRISSEMENT. — Amas de terre qui se forme successivement et imperceptiblement le long des riva-

ges. Le Code civil (art. 550) lui donne le nom d'*alluvion* (voy. ce mot).

ATTROUPEMENTS. — (Loi 7 juin 1848.)

Rassemblements tumultueux formés sur la voie publique.

1. — On distingue l'attroupement armé de celui qui ne l'est pas. L'attroupement est armé : 1^o quand plusieurs des individus qui le composent sont porteurs d'armes apparentes ou cachées ; — 2^o lorsqu'un seul de ces individus, porteur d'armes apparentes, n'est pas immédiatement expulsé de l'attroupement par ceux-là mêmes qui en font partie.

2. — Dès qu'un attroupement armé ou non armé s'est formé sur la voie publique, le Maire ou l'un de ses Adjoints, à leur défaut, le Commissaire de police ou tout autre agent ou dépositaire de la force publique ou du pouvoir exécutif, portant l'écharpe tricolore, se rend sur le lieu de l'attroupement. Un roulement de tambour annonce l'arrivée du magistrat. Si l'attroupement est armé, après deux sommations demeurées sans effet, il est dissipé par la force. Si l'attroupement est sans armes, trois sommations sont successivement faites avant de recourir à la force pour le dissiper.

3. — Si l'attroupement armé s'est dissipé après la première sommation et sans avoir fait usage de ses armes, la peine prononcée contre ceux qui en faisaient partie est d'un mois à un an d'emprisonnement. Elle est d'un an à trois ans d'emprisonnement si l'attroupement s'était formé pendant la nuit. Néanmoins, il n'est prononcé aucune peine pour fait d'attroupement contre ceux qui, en ayant fait partie, sans être personnellement armés, se sont retirés sur la première sommation de l'Autorité.

Si l'attroupement ne s'est dissipé qu'après la deuxième sommation, mais avant l'emploi de la force, et sans qu'il ait fait usage de ses armes, la peine est de un an à trois ans de prison, et de deux à cinq ans si l'attroupement s'était formé pendant la nuit.

Si l'attroupement ne s'est dissipé que devant la force ou après avoir fait usage de ses armes, la peine est de cinq à dix ans de détention pour le premier cas, et de cinq à dix ans de réclusion pour le second cas. Si l'attroupement s'était formé la nuit, la peine serait la réclusion.

4. — Les coupables condamnés à des peines correctionnelles peuvent être interdits, pendant un an au moins et cinq au plus, de tout ou partie des droits mentionnés en l'article 42 du Code pénal.

5. — En ce qui concerne l'attroupement non armé, s'il ne s'est pas dissous avant la deuxième sommation, la peine est un emprisonnement de quinze jours à six mois ; s'il n'a pu être dissipé que par la force, la peine est de six mois à deux ans de prison.

6. — Toute provocation directe à un attroupement armé ou non armé, par des discours proferés publiquement et par des écrits ou des imprimés, affichés ou distribués, est punie comme l'attroupement lui-même, selon les distinctions ci-dessus établies. Quand la provocation n'a pas été suivie d'effet, elle est punie, s'il s'agit d'une provocation à un attroupement nocturne et armé, d'un emprisonnement de six mois à un an ; s'il s'agit d'un attroupement non armé, l'emprisonnement est de un mois à trois mois.

AUBAINE. — Voy. DROIT D'AUBAINE.

AUBERGISTE. — 1. — Il est responsable, comme dépositaire des effets apportés par les voyageurs qui logent chez lui. (Cod. civ. art. 1952, 1954.) Voy. DÉPÔT, sect. I, § 2.

2. — Il a, pour le paiement de ses fournitures, un privilège sur les effets du voyageur qui ont été transportés dans son auberge. (Cod. civ. art. 2102, n^o 15.) — Voy. PRIVILÈGE, I, § 2.

3. — L'action des aubergistes à raison du logement et de la nourriture qu'ils fournissent se prescrit par six mois. (Cod. civ. art. 2271.) — Voy. PRESCRIPTION, III.

4. — Les aubergistes sont tenus d'inscrire de suite, par jour et sans aucun blanc, sur des registres cotés et paraphés par la police, les personnes logées chez eux, sous peine d'une amende de six francs à dix fr. inclusivement, et d'un emprisonnement pendant cinq jours au plus, en cas de récidive. (Cod. pén. art. 475, n° 2, et 478.)

5. — Les aubergistes convaincus d'avoir logé, plus de 24 heures, quelqu'un qui, pendant son séjour, a commis un crime ou un délit, sont civilement responsables des restitutions, des indemnités et des frais adjugés à ceux à qui ce crime ou ce délit ont causé quelque dommage, faute par eux d'avoir inscrit sur leur registre le nom, la profession et le domicile du coupable. (Cod. pén. art. 73.)

6. — Le vol commis par un aubergiste, à qui des effets ont été remis à ce titre, est puni de la réclusion. (Cod. pén. art. 386, n° 4.)

7. — Voy. **IVRESSE**.

AUDIENCE. — (Cod. proc. civ. art. 8-12; 85-92; 470; Cod. instr. crim. art. 181; 504-509; Cod. pén. art. 222 et suiv.)

Du latin *audire*, entendre, écouter. — Séance des juges dans les causes qui se plaident.

1. — Les audiences sont publiques à moins que le *huis-clos* (voy. ces mots) n'ait été ordonné en raison du scandale ou du danger des plaidoiries ou des débats.

2. — Ceux qui assistent aux audiences doivent se tenir découverts et silencieux. Le Président du tribunal a la police de l'audience : il peut ordonner toutes les mesures nécessaires pour le maintien de l'ordre, et punir sur-le-champ les délits commis en sa présence, s'ils sont de la compétence du tribunal. Sinon, il fait arrêter les délinquants pour être jugés par la juridiction compétente.

AUDITEUR A LA COUR DES COMPTES. — Voy. **COUR DES COMPTES**.

AUDITEUR AU CONSEIL D'ÉTAT. — Voy. **CONSEIL D'ÉTAT**.

AUMONIER DES DERNIÈRES

PRIÈRES. — (Déc. 21 mars 1852.) — On désigne sous ce nom les ecclésiastiques chargés spécialement à Paris de recevoir gratuitement aux cimetières les corps qui ne sont pas accompagnés par le clergé, de les conduire jusqu'à la tombe, et de réciter pour eux les prières de l'Eglise.

AVAL. — Du latin *ad vallem*, du côté de la vallée, se dit de la partie inférieure d'un fleuve ou d'une rivière, par opposition à **AMONT** (*ad montem*, du côté de la montagne), qui signifie la partie supérieure. Ainsi Sèvres est à deux lieues en aval de Paris; Melun à douze lieues en amont.

— Dans le langage du droit commercial, le mot *aval* (du latin *ad valere*, à valoir, bon pour) a une acception particulière. Il s'emploie pour désigner l'engagement pris par un tiers, comme caution, de payer une lettre de change. (Cod. com. art. 141, 142.) — Voy. **EFFETS DE COMMERCE**, VIII.

AVARIE. — (Cod. com. art. 98, 103, 397-409.)

1. — Ce mot, en général, veut dire *perte, dommage*. L'article 98 du Code de commerce l'emploie dans ce sens, en déclarant le commissionnaire de transport « garant des avaries ou pertes de marchandises et effets, s'il n'y a stipulation contraire dans la lettre de voiture, ou force majeure. » Dans le même sens, l'art. 103 déclare le voiturier « garant des avaries autres que celles qui proviennent du vice propre de la chose ou de la force majeure. » — Voy. **COMMISSION**; — **VOITURIER**.

2. — Dans une acception spéciale, l'article 397 du même Code qualifie *avaries* « toutes dépenses extraordinaires faites pour le navire et les marchandises, conjointement ou séparément, et tout dommage qui arrive au navire et aux marchandises, depuis leur chargement et départ jusqu'à leur retour et déchargement. »

3. — A défaut de conventions spéciales entre toutes les parties, les avaries sont ainsi réglées :

Les avaries sont de deux classes, avaries grosses ou communes, et avaries

ries *simples* ou *particulières*. Le Code en fait l'énumération.

Les *avaries communes* (c'est-à-dire d'une manière générale, les dommages soufferts volontairement et les dépenses faites, d'après délibérations motivées, pour le bien et salut commun du navire et des marchandises), sont supportées par les marchandises et par la moitié du navire et du fret, au marc le franc de la valeur.

Les *avaries particulières* (c'est-à-dire d'une manière générale, les dépenses faites et le dommage souffert pour le navire seul, ou pour les marchandises seules) sont supportées par le propriétaire de la chose qui a essuyé le dommage ou occasionné la dépense.

AVENANT. — On appelle ainsi l'écrit qui constate la modification ou l'annulation d'une *police d'assurance*, d'un commun accord entre l'assureur et l'assuré.

Aveu. — (Cod. civ. art. 1354-1356.) — Déclaration par laquelle une personne reconnaît la vérité des faits allégués par son adversaire.

L'aveu peut être *judiciaire* ou *extrajudiciaire*.

1. — L'*aveu judiciaire* est celui qui est fait par une partie ou par son mandataire, soit en présence du juge, spontanément, ou en réponse aux questions qui lui sont adressées, soit par un acte de procédure signifié dans le cours d'une instance.

Il fait foi contre celui de qui il émane, mais doit être accepté dans son ensemble; il ne peut être divisé contre celui qui l'a fait, ni révoqué par ce dernier, à moins qu'il n'ait été la suite d'une erreur de fait.

2. — L'*aveu extrajudiciaire* est celui qui est fait hors justice, par exemple dans une conversation ou dans une lettre missive. Lorsqu'il est verbal, il ne peut être prouvé par témoins que dans les circonstances où la preuve testimoniale serait admise. — Voy. **PREUVE TESTIMONIALE.**

AVOCAT. — (Ord. roy. 20 novembre 1822 et 27 août 1830.)

Du latin *advocatus*, appelé à. — Nom donné à celui qui fait profession

de défendre en justice les intérêts d'autrui.

1. — Les Avocats ne sont ni fonctionnaires publics, ni officiers ministériels. C'est une profession libre et indépendante que toute personne peut embrasser, à la condition de s'être fait recevoir *licencié en droit* et d'avoir prêté le serment professionnel devant une Cour d'appel.

2. — L'Avocat, dont le ministère n'est pas obligatoire, à la différence de l'Avoué qui est l'intermédiaire nécessaire entre les parties et le Tribunal ou la Cour, peut refuser les causes qui lui semblent injustes; mais lorsqu'il a été désigné d'*office* pour assister un accusé que la loi ne laisse jamais sans défense, il doit faire agréer ses motifs d'excuse.

3. — Les Avocats de chaque ressort ont un *Conseil de discipline* dont ils élisent les membres, et qui est chargé de veiller sur l'honneur et les intérêts de l'ordre. A sa tête est un *Bâtonnier*. (Voy. ce mot.)

AVOCATS AU CONSEIL D'ÉTAT ET A LA COUR DE CASSATION. — (Ord. roy. 10 sept. 1817.)

Les *Avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation* forment un Ordre à part. Ils sont au nombre de 60, et sont propriétaires de leurs charges, qui se transmettent comme celles des *officiers ministériels* (Voy. ces mots).

1. — Indépendamment des attributions exclusives qui leur ont été conférées par les lois et règlements de leur institution, pour les affaires portées soit au Conseil d'État, délibérant en séance publique ou administrative et à ses divers comités, soit à la Cour de cassation, ils ont exclusivement le droit, à défaut des parties elles-mêmes, de signer, *en matière contentieuse*, tous mémoires et réclamations adressés aux ministères et aux administrations et directions générales qui en dépendent.

2. — Pour la discipline intérieure de l'Ordre, il y a un *Conseil* composé d'un président et de neuf membres, dont deux ont la qualité de *syndics*, et un troisième celle de *secrétaire*.

trésorier. Le Président est nommé par le Garde des sceaux sur la présentation de trois candidats élus par l'assemblée générale de l'Ordre. Les 9 membres sont nommés directement par cette assemblée. Les fonctions du Président et des Membres du Conseil de discipline durent trois ans. Le tiers du Conseil est renouvelé chaque année. Aucun des membres sortants ne peut être réélu qu'après une année d'intervalle.

AVOCAT GÉNÉRAL.—Titre donné aux membres du parquet qui, à la Cour de cassation et dans chaque Cour d'appel, sont spécialement chargés de porter la parole, à l'audience, au nom du Procureur général. L'un d'eux, désigné par le Président de la République, a la qualification de *Premier Avocat Général*. — Voy. **MINISTÈRE PUBLIC**.

AVORTEMENT.—(Cod. pén. art. 317.) — Se dit d'un accouchement avant terme, et qui a été provoqué.

1.—L'avortement est un crime dont l'ordre social exige la sévère répression, et qui autrefois était puni de mort. Aujourd'hui la femme reconnue coupable est punie de la *réclusion*. Son complice est passible de la même peine.

2.—Un châtiment plus rigoureux atteint les médecins, chirurgiens, officiers de santé, sages-femmes, pharmaciens, qui auraient indiqué ou administré les breuvages ou médicaments ayant procuré l'avortement. La loi les considère, dans ce cas, comme plus coupables que la femme, car ils ont fait usage, pour détruire, d'un art qu'ils ne doivent employer qu'à conserver; et, pour ce motif, elle prononce contre eux la peine des *travaux forcés à temps*.

AVOUÉ.—(Lois 27 ventôse an VIII (18 mars 1800), art. 93, 95; 13 frimaire an IX (4 déc. 1800); 22 ventôse an XII (13 mars 1804), art. 27, 32.)

Du latin *advocatus*, appelé à. — Nom donné aux officiers ministériels spécialement chargés de représenter en justice les parties et de faire pour elles tous les actes de procédure nécessaires.

Les *Avoués* ont remplacé les anciens *Procureurs*. — Voy. **PROCUREUR**.

1.—Ils sont nommés par le Président de la République, sur la présentation des Cours ou Tribunaux près desquels ils doivent exercer.

Leur ministère est obligatoire en matière civile.

2.—Les *Avoués* ne peuvent rien réclamer au delà de ce qui leur est alloué par le tarif officiel. Les parties ont le droit de faire *taxer* les mémoires qu'elles croient exagérés, par le Président du tribunal ou par un Juge commis à cet effet.

3.—Les *Avoués* de chaque Cour et de chaque Tribunal sont soumis à la surveillance d'une *Chambre des Avoués* qu'ils élisent eux-mêmes, et qui exerce sur eux un pouvoir disciplinaire.

AYANT CAUSE.—Cette expression sert à désigner tous ceux qui tirent leur droit d'une personne dont ils tiennent la place.

1.—On distingue les ayants cause *universels* et les ayants cause *particuliers*. Les premiers sont les héritiers, les successeurs; les seconds sont les acquéreurs, les créanciers, les cessionnaires, les donataires.

2.—Tout contractant est censé avoir stipulé pour lui et ses ayants cause, à moins que le contraire ne soit exprimé ou ne résulte de la nature de la convention. (Cod. civ. art. 1122.)

B

BAC.—(Loi 6 frimaire an VII (26 novembre 1798); Cod civ. art. 531; Cod. proc. civ. art. 620.)

Grand bateau plat servant au pas-

sage d'un cours d'eau à l'aide d'un câble qui le traverse.

1.—Les bacs sont établis par l'Administration. Leur exploitation

est mise en ferme par adjudication publique.

2. — Quoique rangés dans la classe des biens meubles, les bacs, en raison de leur importance, ne peuvent être saisis qu'en observant certaines formalités particulières énumérées dans l'art. 620 du Code de procédure civile.

BAIL. — Se dit soit du contrat, par lequel une personne (*propriétaire, bailleur, locateur*) transfère à une autre (*preneur, fermier, locataire*) la jouissance d'une chose, pour un temps convenu et moyennant un certain prix, soit de l'acte qui constate les clauses et conditions de ce contrat. — Voy. LOUAGE.

— Une loi du 23 août 1871, portant établissement d'augmentations d'impôts ou créant de nouveaux impôts relatifs à l'enregistrement et au timbre, contient en ce qui concerne l'enregistrement des baux les dispositions suivantes :

Art. 11. — « Lorsqu'il n'existe pas de conventions écrites constatant une mutation de jouissance de biens immeubles, il y est suppléé par des déclarations détaillées et estimatives dans les 3 mois de l'entrée en jouissance. Si la location est faite suivant l'usage des lieux, la déclaration en contiendra la mention. Les droits d'enregistrement deviendront exigibles dans les 20 jours qui suivront l'échéance de chaque terme et la perception en sera continuée jusqu'à ce qu'il ait été déclaré que le bail a cessé ou qu'il a été résilié. — En cas de déclaration insuffisante, il sera fait application des dispositions des articles 19 et 39 de la loi du 22 frimaire an VII (*amende d'un demi-droit en sus, paiement des frais d'expertise*). La déclaration doit être faite par le preneur ou, à son défaut, par le bailleur. — Ne sont pas assujetties à la déclaration les locations verbales ne dépassant pas 3 ans et dont le prix n'excède pas 100 francs. Toutefois, si le même bailleur a consenti plusieurs locations verbales de cette catégorie, mais dont le prix accumulé excède 100 francs annuellement, il sera tenu d'en

faire la déclaration et d'acquitter personnellement et sans recours les droits d'enregistrement. — Si le prix de la location verbale est supérieur à 100 francs, sans excéder 300 francs annuellement, le bailleur sera également tenu d'en faire la déclaration et d'acquitter les droits exigibles, sauf son recours contre le preneur qui sera dispensé, dans ce cas, de la formalité de la déclaration. — Le droit sera exigible lors de l'enregistrement ou de la déclaration. Toutefois, si le bail est de plus de 3 ans, et si les parties le requièrent, le montant du droit pourra être fractionné en autant de paiements égaux qu'il y aura de périodes triennales dans la durée du bail. Le paiement des droits afférents à la première période sera seul acquitté lors de l'enregistrement ou de la déclaration, et celui des périodes subséquentes aura lieu dans le premier mois de l'année qui commencera chaque période... »

La loi du 28 février 1872 (art. 6) a mis la déclaration à la charge du bailleur, sauf son recours contre le preneur.

BAINS SUR BATEAUX. — L'article 531 du Code civil les range dans la classe des biens meubles. — (Voy. BIENS.) Cependant, à raison de leur importance, la saisie des baux sur bateaux est soumise à des formes particulières tracées dans l'article 620 du Code de procédure civile.

BALANCE. — Instrument servant à déterminer le poids des marchandises.

L'usage de balances fausses donne lieu à l'application d'une peine. — Voy. POIDS ET MESURES.

BALCON. — (Cod. civ. art. 678, 680; 1386; Cod. pén. art. 470, nos 6, 12; 474.)

Saillie avec balustrade sur la façade d'une maison.

1. — On ne peut avoir de balcons ou autres saillies semblables sur l'héritage clos ou non clos de son voisin, s'il n'y a 19 décimètres de distance entre les murs où on les pratique et le dit héritage. — Voy. SERVITUDES, II.

2. — Le propriétaire est respon-

sable des accidents qui peuvent résulter du mauvais état des balcons.

3. — Il est défendu de mettre sur des balcons ou fenêtres aucun pot, vase ou caisse de fleurs, à moins que la chute de ces objets ne soit impossible et qu'il ne puisse tomber sur les passants ni eau ni ordures.

En cas de contravention, on est passible d'une amende de 1 fr. à 5 fr. et d'un emprisonnement pendant trois jours au plus, s'il y a récidive.

BALISE. — Terme de marine. — Du bas latin *palitius*, formé de *palum*, pieu. — Marque placée aux endroits dangereux pour avertir les navigateurs.

Les droits de balises ne sont point réputés *avaries* (voy. ce mot); ils sont de simples frais à la charge du navire. (Cod. com. art. 406.)

BALIVEAU. — Terme forestier. — Du latin *palum*, pieu. — Arbre choisi et réservé dans la coupe d'un bois pour devenir de haute futaie.

Dans les bois et forêts soumis au régime forestier, il est réservé, lors de l'exploitation des taillis, cinquante baliveaux de l'âge de la coupe, par hectare. Les conditions et formes du *balivage* dans les mêmes bois et forêts, sont déterminées par l'ordonnance royale du 1^{er} août 1827, rendue pour l'exécution du Code forestier (sect. III).

BAN DE VENDANGE. — Voy. VENDANGE.

BANNISSEMENT. — (Cod. pén. art. 8, 32, 33, 48.)

Peine *infamante*, applicable aux crimes *politiques*, et qui consiste dans l'expulsion du territoire français. Sa durée est de cinq ans au moins et de dix ans au plus.

1. — Si le banni, avant l'expiration de sa peine, rentre sur le territoire de la République, il est, sur la seule preuve de son identité, condamné à la *détention* (voy. ce mot), pour un temps au moins égal à celui qui restait à courir jusqu'à l'expiration du bannissement, et quine peut excéder le double de ce temps.

2. — Les condamnés au bannisse-

ment sont, de plein droit, sous la surveillance de la haute police (voy. ces mots), pendant un temps égal à la durée de la peine qu'ils ont subie.

3. — Indépendamment du *bannissement judiciaire*, dont il vient d'être question, il en existe un autre qu'on peut appeler le *bannissement politique* et qui a été souvent infligé à certaines personnes, à la suite de nos révolutions. — Ainsi, la loi du 10 avril 1832 avait interdit à perpétuité le territoire de la France et de ses colonies à Charles X, à ses descendants et aux époux et épouses de ses descendants.

La loi du 26 mai 1848 avait interdit le même territoire à Louis-Philippe et à sa famille. — Ces deux lois ont été abrogées le 18 juin 1871.

La loi qui avait banni la famille Bonaparte, a été abrogée par le gouvernement de la République. (Déc. 11 octobre 1848.)

BANQUE DE FRANCE. — (Lois 24 germinal an XI (14 avril 1803); 22 avril 1806; 28 mai 1857; 12 août 1870; 29 décembre 1871.)

Grand établissement de crédit public qui a, jusqu'au 31 décembre 1897, le privilège exclusif d'émettre des billets payables au porteur et à vue, ayant aujourd'hui cours forcé. Ces billets sont de 5,000 fr., 1,000 fr., 500 fr., 200 fr., 100 fr., 25 fr., 20 fr., 10 fr. et 5 fr. — Le chiffre des émissions a été fixé provisoirement par la loi du 29 décembre 1871, à deux milliards huit cents millions.

1. — Les opérations principales de la Banque de France consistent : 1^o A escompter les lettres de change ou autres effets de commerce à ordre, à des échéances n'excédant pas trois mois, et souscrits par des personnes notablement solvables; — 2^o à se charger de l'encaissement des effets qui lui sont remis; — 3^o à recevoir en compte courant les sommes versées par les négociants et les établissements publics; — 4^o à faire des avances sur effets publics français, actions et obligations de chemins de fer français, obligations de la Ville de Paris et du Crédit foncier; — 5^o à tenir une caisse de dé-

pôts volontaires pour tous titres, lingots, monnaies d'or et d'argent.

Les effets de commerce ne sont admis à l'escompte que lorsqu'ils sont garantis au moins par trois signatures ou par deux signatures et un transfert d'actions de la Banque ou d'effets publics, d'actions de chemins de fer, de récépissés de marchandises dans les magasins généraux, ou d'obligations de la Ville de Paris.

Le taux de ses escomptes et l'intérêt de ses avances est variable suivant l'abondance ou la rareté du numéraire : Il peut dépasser 6 p. 100 lorsque les circonstances l'exigent. Le 12 novembre 1857, il s'est élevé jusqu'à 10 p. 100.

2. — L'administration de la Banque de France est confiée à un Gouverneur et deux Sous-Gouverneurs, nommés par le Président de la République. Ces trois fonctionnaires forment, avec quinze Régents et trois Censeurs élus par l'assemblée des actionnaires, le Conseil de la Banque.

3. — La Banque de France compte actuellement soixante et une succursales dans les villes ci-après : Agen, Amiens, Angers, Angoulême, Annecy, Annonay, Arras, Auxerre, Avignon, Bar-le-Duc, Bastia, Bayonne, Besançon, Blois, Bordeaux, Bourges, Brest, Caen, Carcassonne, Castres, Châlons-sur-Saône, Chambéry, Chartres, Châteauroux, Chaumont, Clermont-Ferrand, Dijon, Dunkerque, Evreux, Flers, Grenoble, Havre (le), Laval, Lille, Limoges, Lons-le-Saulnier, Lyon, Mans (le), Marseille, Montpellier, Nancy, Nantes, Nevers, Nice, Nîmes, Niort, Orléans, Poitiers, Reims, Rennes, Rochelle (la), Rouen, Saint-Etienne, Saint-Lô, Saint-Quentin, Sedan, Toulon, Toulouse, Tours, Troyes, Valenciennes.

Aux termes de l'article 10 de la loi du 9 juin 1857, le Gouvernement peut exiger aujourd'hui que la Banque de France établisse des succursales dans les départements où il n'en existe pas.

BANQUEROUTE. — (Cod. comm. art. 584-603; Cod. pén. art. 402, 403.)

Le mot *banqueroute* vient de deux mots italiens : *banco*, *banc*, comp-

toir, et *rotto* (du latin *ruptum*), rompu, brisé, à cause de l'usage où l'on était de briser le comptoir du commerçant qui ne remplissait pas ses engagements. Il s'emploie pour désigner l'état du failli qui s'est rendu coupable de fautes ou de vol.

La faute ou l'imprudence produisent la *banqueroute simple*; le dol, la fraude produisent la *banqueroute frauduleuse*.

La *banqueroute simple* est un *délit* puni par le tribunal correctionnel; la *banqueroute frauduleuse* est un *crime* justiciable de la Cour d'assises.

1. **BANQUEROUTE SIMPLE.** — Il est des cas où le failli doit être déclaré banqueroutier simple, et d'autres où il peut l'être. C'est selon la gravité des fautes ou négligences qu'il a commises.

1. — *Doit être déclaré banqueroutier simple* le failli qui se trouve dans l'un des cas suivants : 1° Si ses dépenses personnelles ou les dépenses de sa maison sont jugées excessives; — 2° S'il a consommé de fortes sommes, soit à des opérations de pur hasard, soit à des opérations fictives de bourse ou sur marchandises; — 3° Si, dans l'intention de retarder sa faillite, il a fait des achats pour revendre au-dessous du cours; si, dans la même intention, il s'est livré à des emprunts, circulation d'effets ou autres moyens ruineux de se procurer des fonds; — 4° Si, après cessation de ses paiements, il a payé un créancier au préjudice de la masse.

2. — *Peut être déclaré banqueroutier simple*, le failli qui se trouve dans l'un des cas suivants : 1° S'il a contracté pour le compte d'autrui, sans recevoir des valeurs en échange, des engagements jugés trop considérables eu égard à sa situation lorsqu'il les a contractés; — 2° S'il est de nouveau déclaré en faillite, sans avoir satisfait aux obligations d'un précédent concordat; — 3° Si, étant marié sous le régime dotal ou séparé de biens, il n'a pas fait publier son contrat conformément aux prescriptions des articles 69 et 70 du Code de commerce; — 4° Si, dans les trois jours de la cessa-

tion de ses paiements, il n'a pas fait la déclaration exigée par les articles 438 et 439 du même Code; — 5° Si, sans empêchement légitime, il ne s'est pas présenté en personne aux syndics dans les cas et délais fixés, ou si, après avoir obtenu un sauf-conduit, il ne s'est pas représenté à la justice; — 6° S'il n'a pas tenu de livres ou s'ils sont incomplets ou irréguliers, sans toutefois qu'il y ait fraude.

La peine de la banqueroute simple consiste dans un emprisonnement d'un mois au moins et de deux ans au plus.

II. BANQUEROUTE FRAUDULEUSE. —

1. — Est déclaré banqueroutier frauduleux le failli qui a soustrait ses livres, détourné ou dissimulé une partie de son actif, ou qui, soit dans ses écritures, soit par des actes publics ou des engagements sous seing privé, s'est frauduleusement reconnu débiteur de sommes qu'il ne devait pas.

Le banqueroutier frauduleux est puni des *travaux forcés à temps*.

2. — Sont considérés comme complices du banqueroutier frauduleux, et punis de la même peine que lui : 1° Les individus convaincus d'avoir, dans l'intérêt du failli, soustrait, recélé ou dissimulé tout ou partie de ses biens; — 2° Les individus convaincus d'avoir frauduleusement présenté et affirmé dans la faillite des créances supposées.

3. — Le failli, condamné pour banqueroute frauduleuse, ne peut obtenir un *concordat* : celui qu'il aurait obtenu avant sa condamnation est annulé de plein droit.

Il n'est jamais admis à se faire *réhabiliter*.

BANQUIER. — Individu qui fait commerce d'argent de place en place.

1. — Pendant le moyen âge, par suite de la condamnation du *prêt à intérêt*, les Juifs et les Lombards eurent seuls la permission de faire la banque. Ce privilège leur était vendu fort cher par les Rois. « Poursuivis, excommuniés par le clergé », dit M. Troplong (*Préface du Prêt*, p. 120), « banquiers des rois, oppresseurs des peuples, aussi après dans la bonne fortune que

dans la mauvaise, on ne saurait dire combien de fois les uns et les autres furent chassés, rappelés, chassés encore et dépouillés. »

Ce n'est que lorsque l'Assemblée Constituante eut déclaré, par la loi des 3-12 octobre 1789, la légitimité du prêt à intérêt, que l'industrie des banquiers fut entièrement affranchie de ses entraves. La loi des 2-17 mars 1791 vint sanctionner de nouveau cet état de choses en proclamant la liberté absolue du commerce et de l'industrie, sous la seule condition de la *patente*. (Voy. ce mot.)

2. — Le mineur banquier n'est point restituable contre les engagements qu'il a pris à raison de son commerce. (Cod. civ. art. 1308.)

3. — En cas de *séparation de biens* judiciairement prononcée, si le mari est banquier, le jugement doit, à peine de nullité, être affiché dans la salle principale du tribunal de commerce du lieu de son domicile, indépendamment de l'affiche apposée au tribunal de première instance. (Cod. civ. art. 1445.)

BARATERIE. — L'expression *baraterie de patron* sert à désigner, dans le langage du droit maritime, toute faute ou prévarication du capitaine et de l'équipage d'un navire.

L'assureur n'en est point tenu, s'il n'y a convention contraire. (Cod. com. art. 353.)

La baraterie est dite *simple* ou *civile*, lorsque les fautes qui la constituent n'ont aucun caractère de criminalité et donnent seulement lieu à une action civile en responsabilité. Mais lorsque ces fautes dégèrent en crimes, elles constituent la baraterie dite *criminelle* et motivent, indépendamment des dommages-intérêts dus aux parties lésées, l'application de peines plus ou moins sévères (*mort, travaux forcés à perpétuité ou à temps, réclusion*), suivant les cas prévus par une loi du 10 avril 1825 contre la piraterie et la barbarie. (Tit. 2, art. 11 à 15 inclus.)

La poursuite et le jugement ont lieu selon les formes et devant les tribunaux ordinaires.

BARBARIE. (ACTES DE)—L'article 303 du Code pénal est ainsi conçu : « Seront punis comme coupables d'assassinat, tous malfaiteurs, quelle que soit leur dénomination, qui, pour l'exécution de leurs crimes, emploient des tortures ou commettent des actes de barbarie. »

En 1810, époque de la promulgation du Code pénal, des bandes féroces, connues sous le nom de *chauffeurs* et de *garroteurs*, désolaient quelques parties de la France. C'est contre elles que fut édictée cette disposition conçue dans des termes très-vagues, la loi n'ayant pas défini ce qu'il faut entendre par *tortures* et *actes de barbarie*. La détermination des actes empreints de ce caractère est donc abandonnée aux lumières et à la conscience des jurés.

Il n'est pas nécessaire que les actes de barbarie, pour être punissables comme l'assassinat, aient causé la mort, ou qu'ils aient eu lieu dans le dessein de la causer : il suffit qu'ils aient été commis pour faciliter ou exécuter d'autres crimes.

BARRAGE. — Digue établie transversalement dans un cours d'eau pour le faire dériver ou pour obtenir une chute d'eau nécessaire comme force motrice.

1. — L'établissement des barrages sur les cours d'eau navigables ou flottables est soumis à l'autorisation préfectorale. Si le barrage cause quelque préjudice aux propriétés voisines, soit en les privant d'eau, soit en les exposant à des inondations, il peut être supprimé.

2. — Il est interdit de placer dans les rivières navigables ou flottables, canaux et ruisseaux, aucun barrage ayant pour objet d'empêcher entièrement le passage du poisson. (Loi 15 avril 1829, art. 24.)

BARREAU. — Se dit soit de l'Ordre entier des Avocats, soit de la profession d'avocat (*suivre le barreau, quitter le barreau*), soit de l'endroit du prétoire où se placent les Avocats et les Avoués, et où ils ont seuls le droit de se mettre.

BARRICADES. — (Loi 24 mai 1834, art. 9, 11.) — Sont passibles de la *détention*, les individus qui, dans un mouvement insurrectionnel, ont fait ou aidé à faire des *barricades* ou tous autres travaux ayant pour objet d'entraver ou d'arrêter l'exercice de la force publique. — Cette peine est prononcée sans préjudice de celles que les coupables ont pu encourir comme auteurs ou complices de tous autres crimes. — Dans le cas du concours de deux peines, la plus grave seule est appliquée.

BARRIÈRES DE DÉGEL. — (Déc. 29 août 1863.) — Ce sont des barrières placées par les soins de l'Autorité, à l'époque du dégel, sur les routes pavées ou nouvellement construites, pour restreindre la circulation des voitures. — Voy. POLICE DU ROULAGE.

BATEAUX. — 1. — Les bateaux sont considérés comme biens *meubles* (Cod. civ. art. 531) : cependant leur *saisie* est soumise à des formes particulières tracées par le Code de procédure civile (art. 620).

2. — Aux termes d'une ordonnance de police du 25 octobre 1840, les bateaux de toute espèce, employés à la navigation dans l'étendue du ressort de la Préfecture de police, doivent porter sur leur arrière une devise, ainsi que le nom et le domicile du propriétaire auquel ils appartiennent. L'inscription doit être en lettres blanches de vingt centimètres de hauteur sur trois centimètres de plein et sur un fond noir.

3. — Les chaudières placées sur les bateaux que la vapeur fait marcher ont été astreintes à des mesures de précaution spéciales, à cause de la gravité des accidents qui sont à redouter. Tel est l'objet de l'ordonnance royale du 23 mai 1843 qui est encore en vigueur.

BATELIER. — Individu dont le métier est de conduire un bateau.

1. — Sont passibles de la *réclusion*, les bateliers ou leurs préposés, qui volent tout ou partie des choses qu'on leur avait confiées à ce titre. (Cod. pén. art. 386.)

2. — Les bateliers ou les préposés qui ont *altéré* ou tenté d'*altérer* des vins ou toute autre espèce de liquides ou marchandises dont le transport leur a été confié, et qui ont commis ou tenté de commettre cette altération par le *mélange de substances malfaisantes*, sont punis d'un emprisonnement de deux à cinq ans, et d'une amende de vingt-cinq francs à cinq cents francs. — Ils peuvent, en outre, être privés des droits mentionnés en l'article 42 du Code pénal, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, et être mis sous la *surveillance de la haute police*, pendant le même nombre d'années. — S'il n'y a pas en mélange de substances malfaisantes, la peine consiste en un emprisonnement d'un mois à un an et en une amende de seize francs à cent francs. (Cod. pén. art. 387.)

BATIMENT. — Maison, édifice.

1. — Les bâtiments sont *immeubles* par leur nature. (Cod. civ. art. 518.) — Voy. BIENS.

2. — Si l'*usufruit* n'est établi que sur un bâtiment, et que ce bâtiment soit détruit par un incendie, ou autre accident, ou qu'il s'écroule de vétusté, l'*usufruitier* n'a le droit de jouir ni du sol ni des matériaux. Si l'*usufruit* était établi sur un domaine dont le bâtiment faisait partie, l'*usufruitier* jouirait du sol et des matériaux. (Cod. civ. art. 624.)

3. — Le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par suite du défaut d'entretien ou par le vice de sa construction. (Cod. civ. art. 1386.)

4. — Lorsqu'un bâtiment construit à prix fait *périt* en tout ou en partie par le vice de la construction, même par le vice du sol, les *architecte* et *entrepreneur* en sont *responsables* pendant dix ans, qui commencent à courir du jour où l'ouvrage a été vérifié. (Cod. civ. art. 1792.)

5. — Lorsqu'un architecte ou un entrepreneur s'est chargé de la *construction à forfait* d'un bâtiment, d'après un plan arrêté et convenu avec

le propriétaire du sol, il ne peut demander aucune augmentation de prix, ni sous le prétexte de l'augmentation de la main-d'œuvre ou des matériaux, ni sous celui de changements ou d'augmentations faits sur ce plan, si ces changements ou augmentations n'ont pas été autorisés par écrit, et le prix convenu avec le propriétaire. (Cod. civ. art. 1793.)

6. — Les maçons, charpentiers et autres ouvriers qui ont été employés à la construction d'un bâtiment, n'ont d'action contre le propriétaire que jusqu'à concurrence de ce dont il se trouve débiteur envers l'entrepreneur, au moment où leur action est intentée. (Cod. civ. art. 1798.)

7. — Voy. INCENDIE.

BÂTIMENTS DE MER. — Les bâtiments de mer sont *meubles*. Néanmoins ils sont affectés aux dettes du vendeur et à celles que la loi déclare privilégiées; leur saisie et leur vente sont soumises à des règles particulières. — Voy. NAVIRE.

BÂTONNIER. — On appelle ainsi le chef de l'Ordre des Avocats.

La dénomination de *Bâtonnier* vient de ce que l'avocat choisi par ses confrères comme leur doyen portait, dans les processions, le *bâton* ou bannière de Saint-Nicolas sous l'invocation duquel les Avocats avaient formé, en 1342, une confrérie qui dura jusqu'en 1782. Le titre de *Bâtonnier* s'est conservé et est en usage encore aujourd'hui.

BEAU-FILS. — BELLE-FILLE. Ces mots sont tantôt synonymes des expressions *gendre* et *bru*; tantôt ils servent à désigner celui ou celle dont on épouse le père ou la mère.

L'obligation réciproque de se fournir des *aliments*, en cas de besoin, n'existe qu'entre les *gendre* ou *bru* et leurs *beau-père* ou *belle-mère*. (Cod. civ. art. 206, 207.) — Voy. MARIAGE, I. — ALLIANCE, 3 et suiv.

BEAU-FRÈRE. — BELLE-SŒUR. On désigne ainsi celui ou celle qui a épousé notre sœur ou notre frère.

1. — Le mariage est *prohibé* entre beau-frère et belle-sœur, mais il

peut être accordée une *dispense* pour causes graves. (Cod. civ. art. 162; loi 16 avril 1832.) — Voy. MARIAGE, I.

2. — Voy. ALLIANCE, 3 et suiv.

BEAU-PÈRE. — BELLE-MÈRE. Ces mots ont une double acception : Ils signifient tantôt le *père* et la *mère*, par *alliance*, de celui ou de celle qui a épousé leur fille ou leur fils; tantôt le *second mari* de notre mère (*parâtre*), ou la *seconde femme* de notre père (*marâtre*).

L'obligation réciproque de se fournir des *aliments*, en cas de besoin, n'existe qu'entre les *beau-père* ou *belle-mère* proprement dits et leurs *gendre* ou *bru*. (Cod. civ. art. 206, 207.) — Voy. MARIAGE, I.

— Voy. aussi ALLIANCE, 3 et suiv.

BÉNÉFICE DE DISCUSSION. — Voy. CAUTIONNEMENT, II, 1.

BÉNÉFICE DE DIVISION. — Voy. CAUTIONNEMENT, II, 2.

BÉNÉFICE D'INVENTAIRE. — Privilège accordé à un héritier de n'accepter qu'avec restriction la succession qui lui est échue, lorsqu'il n'en connaît pas exactement l'actif et le passif. — Voy. SUCCESSIONS, III.

BESOIN. — 1. — Les enfants doivent des *aliments* à leurs père et mère et autres ascendants qui sont dans le *besoin*. Les gendres et belles-filles doivent également et dans les mêmes circonstances des *aliments* à leurs beau-père et belle-mère. — Ces obligations sont réciproques. (Cod. civ. art. 205-207.) — Voy. MARIAGE, V.

2. — Le refus du donataire de fournir des *aliments* au donateur qui se trouve dans le *besoin* est une cause de révocation de la libéralité. (Cod. civ. art. 955.) — Voy. DONATION ENTRE-VIFS, II.

3. — Dans le langage du droit commercial, on désigne par le mot *besoin* la mention, inscrite au bas d'un effet, de la personne qui le paiera à défaut du tiré. — Voy. EFFETS DE COMMERCE.

4. — L'*abus des besoins des mineurs* est l'une des espèces d'*abus de confiance* que prévoit et punit le Code pénal (art. 406). — Voy. ABUS DE CONFIANCE, I.

BESTIAUX. — Du latin *bestia*, bête. Ne se dit guère que des bœufs, vaches, moutons, chèvres et porcs.

1. — Les bestiaux et ustensiles servant à faire valoir les terres sont censés compris dans les donations entre-vifs ou testamentaires desdites terres. (Cod. civ. art. 1064.)

2. — Si le preneur d'un héritage rural ne le garnit pas des bestiaux nécessaires à son exploitation, le bailleur peut faire résilier le bail. (Cod. civ. art. 1766.)

3. — Le *vol* de bestiaux dans les champs est puni d'un emprisonnement de un à cinq ans, et d'une amende de seize francs à cinq cents francs. (Cod. pén. 388.)

4. — Voici quel était, d'après le recensement de 1866, l'effectif du bétail en France, pour les 89 départements :

Race bovine. 12,733,188, dont :
3,688,013 taureaux
6,694,502 bœufs,
1,968,452 vaches et
272,221 élèves.

Race ovine. 30,386,233, dont :
27,637,845 de races
communes,
2,748,388 de races
perfectionnées.

Race caprine. 1,679,938.

— porcine. 5,889,624.

5. — Voy. ANIMAUX.

BIENS. — (Cod. civ. 516-543.) — Du latin *beare*, rendre heureux. — On entend par *biens* toutes les choses qui sont susceptibles d'une propriété publique ou privée.

1. — Tous les biens sont *meubles* ou *immeubles*. Cette distinction est fort importante : les meubles tombent dans la *communauté* des époux, les immeubles n'y tombent pas (Cod. civ. art. 1401, 1404); — les immeubles seuls peuvent être *hypothéqués* (Cod. civ. art. 2118, 2119); — les formalités de la *saisie* des immeubles sont plus compliquées que celles de la *saisie* des meubles (Cod. proc. civ. art. 533 et suiv., 673 et suiv.); — la *compétence* des tribunaux est déterminée, quand il s'agit d'immeubles, par la situation de l'immeuble litigieux; en

matière mobilière, par le domicile du défendeur (Cod. proc. civ. art. 59); etc., etc.

1. DES IMMEUBLES. — 1. — Généralement, les immeubles sont les choses qui, ayant reçu de la nature ou de la main de l'homme une assiette fixe et immobile, ne peuvent pas être transportées d'un lieu dans un autre : tels sont les fonds de terre, les maisons, etc.

2. — Toutefois, il est des choses qui, bien qu'essentiellement mobiles, ont reçu de la loi même un caractère immobilier, lorsqu'elles se rattachent, par *destination*, à un immeuble dont elles sont devenues l'auxiliaire ou l'accessoire.

3. — Enfin la loi attribue la qualité d'immeubles à certaines choses qui, étant *incorporelles*, ne sont, par leur propre nature, ni meubles ni immeubles.

4. — Ainsi, il y a trois classes d'immeubles : 1^o les *immeubles par leur nature*; — 2^o les *immeubles par destination*; — 3^o les *immeubles par détermination de la loi*; ou, suivant l'expression employée par le législateur, *par l'objet auquel ils s'appliquent*.

5. — Les *immeubles par leur nature* sont : les fonds de terre; les bâtiments; les moulins à vent ou à eau fixés sur piliers ou faisant partie des bâtiments; les tuyaux servant à la conduite des eaux dans une maison ou dans un autre héritage; les récoltes pendantes par les racines et les fruits des arbres non encore recueillis; les bois taillis et les futaies.

6. — Les *immeubles par destination* sont les objets que le propriétaire d'un fonds y a placés pour le service et l'exploitation de ce fonds. Tels sont les animaux attachés à la culture, les ustensiles aratoires, les semences données aux fermiers ou colons partiaires, les pigeons des colombiers, lapins des garennes et poissons des étangs, les ruches à miel, les pressoirs, chaudières, alambics, cuves et tonnes, les ustensiles nécessaires à l'exploitation des forges, papeteries et autres usines, les pailles et engrais.

7. — Sont aussi immeubles par

destination, tous les effets mobiliers que le propriétaire a attachés au fonds à perpétuelle demeure. Sont censés attachés au fonds à perpétuelle demeure, les objets qui y sont scellés en plâtre ou à chaux ou à ciment, ou qui ne pourraient en être détachés sans fracture et détérioration. Les glaces d'un appartement sont réputées mises à perpétuelle demeure, lorsque le parquet sur lequel elles sont attachées fait corps avec la boiserie. Il en est de même des tableaux et autres ornements. Quant aux statues, elles sont immeubles lorsqu'elles sont placées dans une niche pratiquée exprès pour les recevoir, bien qu'elles puissent être enlevées sans fracture ou détérioration.

8. — Sont immeubles *par la détermination de la loi*, ou *par l'objet auquel ils s'appliquent*, les droits ou actions qui ont pour objet un immeuble. Tels sont : 1^o l'usufruit, l'usage et le droit d'habitation, établis sur un immeuble; — 2^o les servitudes ou services fonciers; — 3^o les actions qui tendent à revendiquer un immeuble.

II. DES MEUBLES. — Il y a deux classes de meubles : 1^o les *meubles par leur nature*; — 2^o les *meubles par détermination de la loi*, ou *par l'objet auquel ils s'appliquent*.

1. — Sont meubles *par leur nature*, les corps qui peuvent se transporter d'un lieu à un autre, soit qu'ils se meuvent par eux-mêmes, comme les animaux, soit qu'ils ne puissent changer de place que par l'effet d'une force étrangère, comme les choses inanimées.

2. — Sont meubles *par la détermination de la loi*, ou *par l'objet auquel ils s'appliquent* : 1^o l'usufruit des choses mobilières; — 2^o les obligations et actions qui ont pour objet des sommes exigibles ou des effets mobiliers; — 3^o les actions ou intérêts dans les compagnies de finance, de commerce ou d'industrie. (Toutefois, les rentes sur l'Etat, les actions de la Banque de France, celles des canaux d'Orléans et du Loing peuvent être immobilisées par une déclaration formelle de la per-

sonne qui les a); — 4^o les rentes perpétuelles ou viagères soit sur l'Etat, soit sur des particuliers.

III. SENS LÉGAL DES MOTS : MEUBLES, MEUBLES MEUBLANTS, BIENS-MEUBLES, MOBILIER, ETC. — 1. — Employé seul, sans autre addition ni désignation, le mot *meubles* comprend tous les meubles autres que l'argent comptant, les pierreries, les créances, les livres, les médailles, les instruments des sciences, des arts et métiers, le linge de corps, les chevaux, équipages, armes, grains, vins, foin et autres denrées, enfin ce qui fait l'objet d'un commerce.

2. — Les mots *meubles meublants* ne comprennent que les meubles destinés à l'usage et à l'ornement des appartements, comme tapisseries, lits, sièges, glaces, pendules, tables, porcelaines, et autres objets de cette nature. Les tableaux et les statues qui font partie du meuble d'un appartement y sont aussi compris, mais non les collections de tableaux qui peuvent être dans les galeries ou pièces particulières. Il en est de même des porcelaines : celles seulement qui font partie de la décoration d'un appartement sont comprises sous la dénomination de meubles meublants.

3. — L'expression *biens meubles, mobilier* ou *effets mobiliers* a un sens plus général : elle comprend tout ce qui n'est pas immeuble.

4. — La vente ou le don d'une *maison meublée* ne comprend que les meubles meublants.

5. — La vente ou le don d'une maison, avec tout ce qui s'y trouve, ne comprend pas l'argent comptant, ni les créances et autres droits dont les titres peuvent être déposés dans la maison : tous les autres effets mobiliers y sont compris.

IV. DES BIENS DANS LEUR RAPPORT AVEC CEUX QUI LES POSSÈDENT. —

1. — Sous ce rapport, les biens se divisent en deux grandes classes : la première comprend les biens qui appartiennent à des particuliers, à des personnes privées; la seconde, les biens qui appartiennent à des personnes pu-

bliques, c'est-à-dire à l'Etat, aux Départements, aux Communes, aux Etablissements publics.

Les biens qui n'appartiennent pas à des particuliers sont administrés et ne peuvent être aliénés que dans les formes et suivant les règles tracées par les lois administratives.

2. — Voy. **DOMAINE DE L'ÉTAT ; — DOMAINE PUBLIC ; — COMMUNE.**

BIENS VACANTS. — Tous les biens vacants et sans maître, et ceux des personnes qui décèdent sans héritiers, ou dont les successions sont abandonnées, appartiennent au *domaine public*. (Cod. civ. art. 539.)

BIGAMIE. — (Cod. civ. art. 147, 188, 189 ; Cod. pén. art. 340.)

Du latin *bis*, deux fois, et du grec *gaméin*, se marier. — C'est l'état de celui qui contracte un nouveau mariage avant la dissolution du premier.

1. — La *bigamie* est un crime que la loi punit des *travaux forcés à temps*.

2. — Il n'est pas nécessaire, pour l'existence du crime de bigamie, que la célébration du second mariage ait été consommée. Il suffit, suivant les principes généraux du droit criminel (Cod. pén. art. 2), qu'elle ait commencé et que l'accomplissement n'en ait été empêché que par des circonstances indépendantes de la volonté du coupable. (Voy. TENTATIVE.) L'appréciation des circonstances qui forment le commencement d'exécution est laissée à la conscience du jury.

3. — L'officier public qui, connaissant l'existence du premier mariage, aurait prêté son ministère pour la célébration du second, encourrait la même peine que le bigame lui-même. Il faut en dire autant de quiconque se serait rendu complice du crime.

4. — D'après les principes généraux (Cod. instr. crim. art. 637), s'il s'écoule dix années sans poursuites à compter du jour où le second mariage a été contracté, l'*action publique* pour l'application de la peine encourue par le bigame se trouve prescrite en sa faveur : il ne peut donc plus être condamné comme tel ; mais le Ministère public n'en a pas moins la faculté

de faire déclarer par la voie civile la nullité du second mariage.

5. — Si cette nullité est prononcée, le conjoint de *bonne foi* peut obtenir contre le bigame des dommages-intérêts et, en outre, jouir, ainsi que ses enfants, s'il en a, des avantages attachés par la loi au mariage *putatif*. (Cod. civ. art. 201, 202.) — Voy. MARIAGE, IV.

Si le conjoint du bigame n'était pas de bonne foi, non-seulement son prétendu mariage ne produirait, quant à lui, aucun effet civil, mais les enfants qui en seraient issus se trouveraient être *adultérins*. — S'ils n'avaient été conçus que depuis le décès du premier conjoint, ils seraient *naturels simples*.

6. — Dans le cas où les nouveaux époux opposeraient la nullité du premier mariage, la validité ou la nullité de ce mariage devrait être jugée préalablement. En effet, si le premier mariage est déclaré nul, le second se trouve valable, et réciproquement.

BILAN. — Du latin *bilanz*, balance. — C'est l'état qu'en cas de faillite un commerçant est tenu de déposer au greffe du tribunal de son domicile, en même temps qu'il déclare la suspension de ses paiements. — Voy. FAILLITE, I.

BILLARD. — Jeu d'adresse, inventé, dit-on, en Angleterre.

1. — La tenue d'un billard ne doit pas être considérée comme une sorte d'accessoire de la licence qui permet à un individu d'exercer la profession de cafetier ou d'aubergiste. Il faut obtenir une *autorisation* spéciale, de la Préfecture de police à Paris, et de la Municipalité partout ailleurs.

2. — Le jeu de billard a été déclaré par la jurisprudence *ne pas faire partie des jeux d'adresse*, dans le sens de l'article 1966 du Code civil, c'est-à-dire que les dettes contractées à l'occasion de ce jeu ne donnent point d'action en justice. (Arrêts, Cour de Poitiers, 4 mai 1810; Cour de Montpellier, 4 juillet 1828; Cour d'Angers, 13 août 1831.) Ces diverses décisions sont motivées sur ce que les combi-

naisons du jeu de billard, « appelées savantes par les joueurs, ne sont d'aucun fruit pour le bien public » et qu'on ne voit pas que « de l'adresse et de l'exercice d'un joueur de billard, il doive naître un soldat vigoureux ou tout autre homme utile à la société. »

3. — Depuis le 1^{er} octobre 1871, les billards publics et privés sont soumis aux taxes suivantes :

Paris.....	60 f.
Villes au-dessus de 50,000 âmes	30
Villes de 10,000 à 50,000 âmes	15
Ailleurs.....	6

Ces taxes sont reconstruites comme en matière de contributions directes. — Elles sont *doublées* pour les contribuables qui ont fait des déclarations inexactes ou qui n'ont pas fait leur déclaration avant le 31 janvier de chaque année.

Les demandes en décharge doivent, à peine de nullité, être formées avant le 31 janvier. (Lois 16 septembre 1871, art. 8 et 10; 18 décembre 1871, art. 5.)

BILLET A DOMICILE. — C'est le billet à ordre payable à un autre domicile que celui de la personne qui l'a souscrit :

Bon pour 1,000 fr.
Paris, le 8 Mars 1872.
Fin Avril prochain, je paierai à M., ou à son ordre, la somme de mille francs, valeur (en compte).
BERTRAND.
Au domicile de M. *** , rue de Rivoli, 40.

— Voy. EFFETS DE COMMERCE.

BILLET A ORDRE. — (Cod. com. art. 187, 189.)

C'est le billet payable à la personne à qui il est souscrit, ou à l'ordre de celle qui en devient cessionnaire par un endossement régulier. — Voy. EFFETS DE COMMERCE, sect. II.

BILLET AU PORTEUR. — C'est le billet payable au porteur, sans désignation aucune de la personne pour laquelle il est souscrit :

Bon pour 1,000 fr.

Paris, le 8 Mars 1872.

A présentation, je paierai au porteur du présent effet, à mon domicile ci-dessous, la somme de mille francs, valeur (en compte).

BERTRAND,
90, rue de Rivoli.

Ce billet devient une véritable monnaie circulant de main en main, sans qu'il soit nécessaire d'en constater la transmission.

BILLETTS DE BANQUE. — Voy. **BANQUE DE FRANCE.**

— Les *contrefacteurs* de billets de banque et ceux qui sciemment ont fait usage de billets contrefaits sont punis des *travaux forcés à perpétuité*. (Cod. pén. art. 139.)

BILLON. — Monnaie de cuivre.

1. — La monnaie de billon, de fabrication française, ne peut être employée dans les paiements que pour l'appoint de la pièce de cinq francs, si ce n'est de gré à gré. (Déc. 15 août 1810.)

2. — Le Code pénal (art. 133) punit très-sévèrement la contrefaçon ou l'altération des monnaies de billon. — Voy. **FAUX, I.**

BLANCS. — Espace laissé sans écriture sur un papier.

1. — Les *actes de l'état civil* doivent être inscrits sur les registres, de suite, sans aucun blanc, à peine d'une amende de cent francs au maximum. (Cod. civ. art. 42.)

2. — Les *Conservateurs des hypothèques* sont tenus de faire les inscriptions et transcriptions de suite, sans aucun blanc ni interligne, à peine d'une amende de mille francs à deux mille francs, et des dommages et intérêts des parties. (Cod. civ. art. 2203.)

3. — Les *actes des Notaires* doivent être écrits sans blanc, lacune, ni intervalle, à peine de cent francs d'amende. (Loi 25 ventôse an xi (16 mars 1803), art. 13.)

4. — Les livres sur lesquels les

Agents de change, et les *Courtiers* doivent consigner les opérations faites par leur ministère, ne peuvent contenir également ni blancs, ni interlignes, etc. (Cod. com. art. 84.)

5. — Les *livres de commerce* doivent être tenus par ordre de date, sans blancs, lacunes, ni transports en marge. (Cod. com. art. 10.)

BLANC-SEING. — Signature donnée de confiance sur un papier destiné à recevoir un écrit, dont il ne contient encore aucune trace.

L'abus de blanc-seing est l'une des espèces d'abus de confiance que prévoit le Code pénal. — Voy. **ABUS DE CONFIANCE, II.**

BLESSURES. — Voy. **COUPS ET BLESSURES.**

BLOCUS. — (Déclaration 16 avril 1856 annexée au traité de Paris; (Cod. com. art. 279.)

C'est l'investissement par l'ennemi d'un port ou d'une ville afin d'empêcher l'entrée de secours de toute nature.

1. — Pour être obligatoires, les blocus doivent être *effectifs*, c'est-à-dire maintenus par une force suffisante pour interdire réellement l'accès du littoral de l'ennemi.

2. — Dans le cas de blocus du port pour lequel le navire est destiné, le capitaine est tenu, s'il n'a des ordres contraires, de se rendre dans un des ports voisins de la même puissance où il lui est permis d'aborder.

Dans cette hypothèse, le capitaine peut exiger, à raison de la prolongation du voyage, une augmentation de *fret* (voy. ce mot).

BOBINAGE. — Voy. **TISSAGE ET BOBINAGE.**

BOIS. — 1. — Les coupes ordinaires des bois *taillis* (sujets à être coupés) ou de *futaies* (arbres qui, n'ayant pas été coupés, sont devenus anciens) mises en coupes réglées, ne deviennent *meubles* qu'au fur et à mesure que les arbres sont abattus. (Cod. civ. art. 521.)

2. — Si l'usufruit comprend des

bois taillis, l'usufruitier est tenu d'observer l'ordre et la quotité des coupes, conformément à l'aménagement ou à l'usage constant des propriétaires; sans indemnité toutefois en faveur de l'usufruitier ou de ses héritiers, pour les coupes ordinaires, qu'il n'aurait pas faites pendant sa jouissance. — L'usufruitier profite encore, toujours en se conformant aux époques, et à l'usage des anciens propriétaires, des parties de bois de haute futaie mises en coupes réglées. Il peut prendre, dans les bois, des échelas pour les vignes, et, sur les arbres, des produits annuels ou périodiques (glands, liège, ébranchage, etc.), le tout suivant l'usage du pays ou la coutume des propriétaires. (Cod. civ. art. 590-593.)

3. — Le vol de bois dans les ventes est puni d'un emprisonnement de un à cinq ans et d'une amende de seize francs à cinq cents francs. (Cod. pén. art. 388.)

4. — Voy. INCENDIE, 2 et 3; — AFFOUGE; — FORÊTS.

BOISSONS. — (Lois 28 avril 1816; 17 juillet 1819; 12 décembre 1830; 21 avril 1832; ord. roy. 21 décembre 1838; loi 24 juillet 1843; déc. 17 mars 1852; loi 1^{er} septembre 1871.)

1. — Toutes les boissons, vins, eaux-de-vie, esprits et liqueurs, bières, cidres, et généralement toutes les liqueurs fermentées, sont soumises à un impôt très-productif, qui date du moyen âge et qu'on désignait anciennement sous le nom d'aides. — Les droits auxquels elles sont assujetties sont ceux de circulation, d'entrée, de vente en détail, de consommation, de fabrication et de licence.

§ I. Droit de circulation. — 1. — Il est dû à chaque enlèvement ou déplacement des vins, cidres, poirés ou hydromels en quantité de un hectolitre et au-dessus en cercles, et de vingt-cinq bouteilles au moins en caisses ou paniers fermés et emballés suivant les usages du commerce. Les quantités inférieures sont soumises au droit de détail. — L'exemption de droit est accordée :

1^o Au propriétaire qui fait transporter sa denrée du pressoir au cellier; — 2^o au propriétaire qui fait transporter sa denrée d'un cellier à un autre, soit dans le même département, soit dans un des arrondissements limitrophes; — 3^o au marchand qui expédie les boissons d'un magasin à un autre.

2. — Le droit est perçu d'après un tarif gradué suivant les départements, de manière à frapper la denrée proportionnellement à sa valeur présumée. Dans ce but, les départements sont divisés en quatre classes et le droit est d'autant plus élevé qu'on s'éloigne davantage des pays viticoles.

3. — C'est au moment de l'enlèvement qu'en général le droit de circulation est perçu, car le liquide imposable ne peut voyager sans être accompagné d'un congé, que les receveurs des contributions indirectes délivrent moyennant l'acquittement préalable de la taxe. S'il n'y a pas lieu à la perception du droit de circulation, par exemple en cas de transport du pressoir au cellier, le propriétaire doit se munir d'un passavant délivré gratuitement par le Receveur.

§ II. Droit d'entrée. — 1. — C'est un droit local auquel sont assujetties les villes ayant une population agglomérée de quatre mille âmes et au-dessus. Ce droit frappe toutes les espèces de boissons, à l'exception de la bière : il est perçu au profit du Trésor et ne se confond pas avec le droit d'octroi perçu au profit de la Commune.

2. — Les boissons introduites dans un lieu sujet au droit d'entrée, pour le traverser seulement ou y séjourner moins de vingt-quatre heures, ne sont pas soumises à ce droit; mais le conducteur est tenu d'en consigner ou d'en faire cautionner le montant à l'entrée et de se munir d'un permis appelé *passé-debout*. La somme consignée n'est restituée ou la caution libérée qu'au départ des boissons et après justification de

leur sortie du lien. — Si le séjour est de plus de vingt-quatre heures, le conducteur doit faire une déclaration de transit.

3. — Le paiement de l'impôt retombe en définitive sur le consommateur, le marchand s'indemnisant par l'élévation du prix de la denrée; mais, comme il serait onéreux aux marchands d'être obligés d'en faire l'avance, la loi leur a donné la faculté de s'en affranchir au moyen de l'entrepôt.

4. — L'entrepôt est dit *réel* ou *factif*.

Par *entrepôt réel*, on entend le dépôt des marchandises dans un magasin public : les droits ne sont perçus qu'au fur et à mesure de l'enlèvement de ces marchandises pour servir à la consommation. Dans les villes où il n'y a pas d'établissement public, les magasins privés peuvent être *activement* considérés comme lieux d'entrepôt, à la condition d'être soumis à l'exercice, c'est-à-dire aux visites des agents de la Régie à l'effet de constater les quantités et d'exiger les taxes sur les manquants.

§ III. *Droit de détail*. — 1. — La vente en détail des vins, cidres, poirés et hydromels est frappée d'un droit de quinze pour cent par hectolitre, sauf une remise de trois pour cent pour déchet et consommation de famille.

2. — Les débiteurs sont assujettis à des règles de police et à une surveillance des employés de la Régie qui est qualifiée d'exercice. Mais ils peuvent se soustraire à l'exercice en contractant un abonnement.

3. — L'abonnement est individuel ou collectif : ce dernier peut avoir lieu par Commune ou par Corporation.

L'abonnement individuel se fait pour une somme fixe ou à raison de tant l'hectolitre. L'abonnement par Com-

mune substitue aux droits de détail et de circulation dans l'intérieur de la Commune le paiement d'une somme versée, de quinzaine en quinzaine, par la caisse municipale. L'abonnement par Corporation ne remplace que le droit de détail : lorsqu'il a été voté par les deux tiers des débiteurs, il est obligatoire pour tous ; sa durée est d'une année.

4. — Les droits de circulation, d'entrée et de détail sont remplacés par une taxe unique à l'entrée, pour la ville de Paris, et pour les villes, ayant plus de quatre mille âmes, dont les Conseils municipaux le demandent.

§ IV. *Droit de consommation*. — C'est un droit général applicable aux spiritueux, et perçu d'après le degré de l'esprit : il est de 50 pour 100.

§ V. *Droit de fabrication*. — Ce droit n'existe que pour la bière : il est de trois francs soixante centimes par hectolitre pour les bières fortes et de un franc vingt centimes pour les petites bières. — (Pour se rendre compte de la différence qui existe entre les bières fortes et les petites bières, il faut savoir que les brasseurs jettent de l'eau sur les mêmes matières à plusieurs reprises, et obtiennent ainsi des trempes, dont la force va en diminuant. Or, c'est après la troisième trempe que commence la fabrication de la petite bière.)

§ VI. *Droit de licence*. — A l'ensemble des droits sur les boissons vient se joindre un droit particulier dit de licence (du latin *licentia*, permission), exigé des personnes qui se livrent au commerce des boissons. C'est une sorte de patente spéciale, indépendante de la patente exigée de tout commerçant et payée, à ce titre, par les débiteurs eux-mêmes.

Depuis le 1^{er} octobre 1871, les droits de licence sont perçus d'après le tarif suivant :

12 fr.	dans les Communes au-dessous de	4,000 habitants;	
16	— de	4,000 à 6,000	—
20	— de	6,000 à 10,000	—
24	— de	10,000 à 15,000	—

28 fr. dans les Communes de	15,000 à 20,000 habitants.
32 — de	20,000 à 30,000 —
36 — de	30,000 à 50,000 —
40 — de	50,000 habitants et au-dessus
	(Paris excepté.)

§ VII. — La falsification des boissons est sévèrement punie. Une loi du 5 mai 1855 a rendu applicables aux boissons les dispositions de la loi du 27 mars 1851 tendant à la répression plus efficace de certaines fraudes dans la vente des marchandises.

Suivant les circonstances, la peine varie entre un emprisonnement de 3 mois à 2 ans et une amende de 50

à 500 fr. En cas de *récidive*, elle peut être élevée jusqu'au double du maximum.

Le tribunal a la faculté d'ordonner l'affiche du jugement et son insertion intégrale ou par extraits dans les journaux, aux frais du condamné.

§ VIII. — Le produit des droits sur les boissons a été évalué, dans le budget de 1867, à la somme de 225,535,000 fr. — Voy. *IVRESSE*.

§ IX. STATISTIQUE. — La production du vin en France se répartit de la manière suivante de 1854 à 1868 :

1854.....	10,824,000	hectolitres
1855.....	15,175,000	—
1856.....	21,294,000	—
1857.....	35,410,000	—
1858.....	53,919,000	—
1859.....	29,891,000	—
1860.....	39,558,000	—
1861.....	29,738,000	—
1862.....	37,110,000	—
1863.....	51,372,000	—
1864.....	50,653,000	—
1865.....	78,943,000	—
1866.....	63,838,000	—
1867.....	39,128,000	—
1868.....	52,098,000	—

Le *minimum* de la production annuelle du vin a donc été de 10,824,000 hectolitres, et le *maximum* 68,943,000 hectolitres.

Voici, depuis 1858, celle des autres boissons :

		Alcools.	Cidres et poirés.	Bières.
1858.....	hectolitres	842.591.....	3.935.722.....	6.806.672
1859.....	—	823.030.....	5.235.340.....	6.696.761
1860.....	—	851.826.....	4.643.859.....	6.575.620
1861.....	—	832.937.....	6.567.627.....	6.797.937
1862.....	—	859.600.....	5.790.551.....	6.963.014
1863.....	—	870.283.....	5.719.108.....	7.050.898
1864.....	—	873.240.....	5.798.709.....	7.212.136
1865.....	—	873.028.....	5.509.319.....	7.685.965
1866.....	—	964.232.....	4.511.075.....	8.078.470
1867.....	—	939.473.....	5.836.628.....	7.006.811
1868.....	—	971.329.....	6.599.805.....	7.327.332

BON PÈRE DE FAMILLE. — Ex- | gislateur pour désigner un type de
pression souvent employée par le lé- | sagesse et de vigilance.

1. — Le tuteur doit administrer en *bon père de famille*. (Cod. civ. art. 450.)

2. — L'usufruitier, l'usager et celui qui a un droit d'habitation doivent *jouir en bons pères de famille*. (Cod. civ. art. 601, 627.)

3. — L'obligation de veiller, jusqu'à la livraison, à la conservation de la chose qu'on s'est engagé à donner, soumet celui qui en est chargé à y apporter tous les soins d'un *bon père de famille*. (Cod. civ. art. 1137.)

4. — Celui qui gère volontairement l'affaire d'autrui est tenu d'apporter à sa gestion tous les soins d'un *bon père de famille*. (Cod. civ. art. 1374.)

5. — Le maître doit se conduire envers l'apprenti *en bon père de famille*. (Loi 22 fév. 1851, art. 8.)

BONS DU TRÉSOR. — (Loi 4 août 1824, tit. III, art. 6.)

Ce sont des bons émis par le Ministre des Finances pour le service du Trésor public; ils sont payables à échéance fixe, et portent un intérêt qui varie suivant les époques du remboursement, et aussi suivant la rareté du numéraire.

La loi annuelle du budget fixe le chiffre jusqu'à concurrence duquel le Ministre des Finances pourra émettre ces bons.

BORNAGE — BORNE. — (Cod. civ. art. 646; Cod. proc. civ. art. 3, 38; Cod. pén. art. 456; Cod. for. art. 8-14.)

Le *bornage* est une opération qui tend à prévenir les procès, et qui consiste à déterminer la ligne séparative de deux terrains contigus à l'aide de signes appelés *bornes*.

1. — Aux termes de l'article 646 du Code civil, « tout propriétaire peut obliger son voisin au bornage de leurs propriétés contiguës. » Cette opération se fait « à frais communs. »

Lorsque l'un des propriétaires ne consent pas à ce que le bornage ait lieu à l'amiable, il faut recourir à l'intervention du Juge de paix de la

situation, qui ordonne une *expertise* et statue, sauf appel devant le tribunal civil d'arrondissement.

Si la contestation ne portait pas seulement sur les limites, si elle avait pour objet la *propriété*, le tribunal seul serait compétent pour en connaître.

2. — Le *déplacement* ou la *suppression* de bornes ou d'arbres servant de limites entre différents héritages est un délit que l'article 456 du Code pénal punit d'un emprisonnement d'un mois à un an, et d'une amende égale au quart des restitutions et des dommages-intérêts, sans que cette amende puisse être inférieure à 50 fr.

3. — Des règles particulières pour le bornage des *bois et forêts* de l'Etat ont été tracées par le Code forestier. (Art. 8-14.)

BOUCHER — BOUCHERIE. — Du grec *bous*, bœuf.

1. — Le commerce de la boucherie est *libre*, sauf l'observation des mesures de police prescrites dans l'intérêt de la sûreté, de la salubrité et de la santé publiques.

Jusqu'à ces dernières années, l'exercice de la boucherie à Paris a été l'objet d'une réglementation à part, dérogeant au droit commun, afin de mieux assurer (du moins, on le croyait) l'approvisionnement de la capitale et de prévenir plus efficacement les dangers qui pouvaient menacer la sécurité publique. Mais le décret du 24 février 1858, en supprimant la limitation du nombre des bouchers, le cantonnement et les marchés obligatoires, etc., a sagement rétabli le droit commun dans une profession où le privilège et l'exception ne sauraient se justifier. Voici les principales dispositions de ce décret :

« Tout individu qui veut exercer, à Paris, la profession de boucher doit préalablement faire, à la Préfecture de police, une *déclaration* indiquant la rue ou la place et le numéro de la maison ou des maisons où la boucherie et ses dépendances seront établies. — Cette déclaration doit être ré-

nouvelle chaque fois que la boucherie change de propriétaire ou de locaux.

« La viande est inspectée à l'abattoir et à l'entrée dans Paris, sans préjudice de tous autres droits appartenant à l'Administration pour assurer la fidélité du débit et la salubrité des viandes vendues dans les étaux ou sur les marchés.

« Le colportage en quête d'acheteurs des viandes de boucherie est interdit dans Paris.

« Il sera institué, sur les marchés à bestiaux autorisés pour l'approvisionnement de Paris, des *facteurs* dont la gestion sera garantie par un cautionnement, et dont les fonctions consisteront à recevoir en consignation les animaux sur pied et à les vendre, soit à l'amiable, soit à la criée, et aux conditions indiquées par le propriétaire. — L'emploi de ces facteurs sera facultatif.

« Tout propriétaire d'animaux jouit, comme les bouchers, du droit de faire abattre son bétail dans les abattoirs généraux, d'y faire vendre à l'amiable la viande provenant de ces animaux, de la faire enlever pour l'extérieur, en franchise du droit d'octroi, ou de l'envoyer sur les marchés intérieurs de la ville affectés à la criée des viandes abattues.

« Les bouchers forains sont admis, concurremment avec les bouchers établis à Paris, à vendre ou faire vendre en détail, sur les marchés publics, en se conformant aux règlements de police... »

2. — Sont rangées au cinquième rang, parmi les créances *priviligiées* sur la généralité des meubles, les fournitures faites au débiteur et à sa famille par les bouchers, pendant les six derniers mois. (Cod. civ. art. 2101.) — Voy. PRIVILEGE, I, § 1^{er}.

3. — L'action des bouchers pour le paiement du prix de leurs fournitures se prescrit par un an. (Cod. civ. art. 2272.) — Voy. PRESCRIPTION, III, 3^o.

4. — Voy. ABATTOIR; — TROMPERIE SUR LA MARCHANDISE.

BOULANGER — BOULANGERIE.

1. — Un décret d'une haute impor-

tance, en date du 22 juin 1863; a proclamé la *liberté* absolue de la boulangerie, à partir du 1^{er} septembre de la même année. — Sont ainsi abrogées les dispositions des décrets, ordonnances ou règlements généraux ayant pour objet de limiter le nombre des boulangers, de les soumettre aux formalités des autorisations préalables pour la fondation ou la fermeture de leurs établissements, de leur imposer des réserves de farines ou de grains, des dépôts de garantie ou des cautionnements en argent, de réglementer la fabrication, le transport ou la vente du pain. — Il ne reste debout que les dispositions relatives à la *salubrité* et à la *fidélité du débit* du pain mis en vente. — Voy. TROMPERIE SUR LA MARCHANDISE.

2. — L'art. 2101 du Code civil place au cinquième rang, parmi les créances *priviligiées* sur la généralité des meubles, les fournitures faites au débiteur et à sa famille par les boulangers, pendant les six derniers mois. — Voy. PRIVILEGE, I, § 1^{er}.

3. — L'action des boulangers pour le paiement du prix de leurs fournitures se prescrit par un an. (Cod. civ. art. 2272.) — Voy. PRESCRIPTION, III, 3^o.

BOURSES DE COMMERCE. — (Loi 28 ventôse an ix (19 mars 1801); arr. 27 prairial an x (16 juin 1802); Cod. com. art. 71-73.)

Le commerce et l'industrie ont besoin de centres d'activité. Il importe aux commerçants de pouvoir se rencontrer à jour et heure fixes, et de connaître les nouvelles qui influent sur les cours. Les *Bourses de commerce* leur offrent ces avantages.

1. — C'est de Bruges, en Flandre, que nous est venue cette dénomination de *Bourse*. Au xvi^e siècle, les marchands de cette ville avaient l'habitude de se réunir dans une maison appartenant à la famille Van der Burse, sur la porte de laquelle étaient sculptées trois bourses. Ils furent naturellement amenés à désigner, par cette sorte d'enseigne, d'abord le lieu de leur réunion, puis leur assemblée

elle-même, et cette désignation fut adoptée ensuite dans toutes les villes qui, à l'exemple de Bruges, eurent des Bourses de commerce.

2. — La faculté d'établir des Bourses dans les lieux où il le juge convenable appartient au Gouvernement. Il en existe actuellement dans les 63 villes ci-après désignées :

Agde, Agen, Albi, Amiens, Angers, Angoulême, Arras, Auch, Avignon, Bayonne, Béziers, Blois, Bordeaux, Boulogne-sur-Mer, Brest, Caen, Calais, Carcassonne, Castres, Cette, Châlon-sur-Saône, Châtellerauld, Cherbourg, Clermont-Ferrand, Dieppe, Dijon, Douai, Grenoble, Havre (Le), Honfleur, Libourne, Limoges, Lorient, Lyon, Marennes, Marseille, Montauban, Montpellier, Morlaix, Nancy, Nantes, Narbonne, Nevers, Nice, Nîmes, Niort, Orléans, Paris, Pézenas, Reims, Rennes, Rochefort, Rochelle (La), Rodez, Ronen, Saint-Etienne, Saint-Malo, Saint-Omer, Toulon, Toulouse, Tours, Troyes, Valenciennes, Vannes, Versailles.

3. — Il est pourvu aux dépenses d'entretien et de réparation des Bourses à l'aide d'une contribution qui porte sur certaines classes de commerçants, et qui est proportionnée à la patente : la quotité en est fixée annuellement par un décret rendu sur la proposition des Chambres de commerce, ou des Conseils municipaux dans les lieux où il n'y a pas de Chambres de commerce.

4. — Le résultat des négociations et des transactions qui s'opèrent dans la Bourse détermine le cours du change, des marchandises, des assurances, du fret ou nolis, du prix des transport par terre ou par eau, des effets publics et autres dont le cours est susceptible d'être coté. Ces divers cours sont constatés par les *Agents de change* et *Courtiers*. (Voy. ces mots.)

5. — L'entrée de la Bourse est interdite aux commerçants faillis non réhabilités.

BRASSERIE-BRASSEUR. — (Lois 28 avril 1816, chap. 5; 1^{er} mai 1822, art. 8; 23 avril 1836; Déc. 17 mars 1852, art. 23.)

On appelle *brasserie* le lieu où se fabrique la *bière*, et *brasseur* l'individu qui se livre à cette fabrication.

L'expression *brasseur* paraît venir du mot *bras*, parce que c'est avec les bras qu'il opère son travail.

1. — L'établissement de droits sur la bière remonte à 1625. Aujourd'hui, à la différence de l'impôt sur les autres boissons qui ne les frappe qu'après leur complète fabrication et au moment de leur déplacement, de leur vente ou de leur consommation, l'impôt sur les bières est *perçu à la fabrication* : il est dû par le fabricant seul, indépendamment de toute vente ou consommation ultérieures. — Voy. *Boissons*, § V.

— Les brasseurs sont assujettis à un *droit de licence* fixé à 100 fr. dans les départements de l'Aisne, des Ardennes, de la Côte-d'Or, de Meurthe-et-Moselle, du Nord, du Pas-de-Calais, du Rhône, de la Seine, de la Seine-Inférieure, de Seine-et-Oise et de la Somme; — à 60 francs dans les autres départements. (Loi 1^{er} septembre 1871, art. 6.)

2. — Les brasseurs sont tenus de faire à la Régie la *déclaration* de leur profession et du lieu où seront situés leurs établissements. Ils sont, en outre obligés de déclarer par écrit la contenance de leurs chaudières, cuves et bacs, avant de s'en servir; ils doivent fournir l'eau et les ouvriers nécessaires pour vérifier par l'empotement de ces vaisseaux les contenances déclarées. Chaque vaisseau porte un numéro et l'indication de sa contenance en hectolitres.

3. — Il est *defendu* aux brasseurs de changer, modifier ou altérer la contenance des chaudières, cuves et bacs, ou d'en établir de nouveaux, sans en avoir fait la déclaration par écrit, vingt-quatre heures d'avance. Chaque fois qu'ils veulent mettre le feu sous leurs chaudières, ils doivent *déclarer* à la Régie, au moins quatre heures d'avance, dans les villes, et douze heures, dans les campagnes : 1^o le numéro et la contenance des chaudières qu'ils veulent employer, et l'heure de la mise du feu sous cha-

cune;—2° le nombre et la qualité des brassins qu'ils fabriqueront avec la même drèche;—3° l'heure à laquelle les trempes de chaque brassin seront données et l'heure de l'entonnement de chaque brassin;—4° le moment où l'eau sera versée sur les marcs, pour fabriquer la petite bière sans ébullition exempte du droit, et celui où elle sortira de la brasserie.

4. — Les brasseurs sont soumis aux visites et vérifications des employés de la Régie, et tenus de leur ouvrir, à toute réquisition, leurs maisons, brasseries, ateliers, magasins, caves et celliers, ainsi que de leur représenter les blères qu'ils ont en leur possession. Ces visites et vérifications peuvent avoir lieu pendant la nuit dans les brasseries et distilleries, lorsque ces établissements sont en activité.

5. — Toute contravention aux dispositions qui régissent l'industrie du brasseur est punie d'une amende de 200 fr. à 600 fr. Les bières trouvées en fraude, et les chaudières qui ne seraient pas fixées à demeure et maçonnées sont, en outre, saisies et confisquées.

6. — La Régie peut consentir, de gré à gré, avec les brasseurs de la ville de Paris et des villes au-dessus de 30,000 âmes, un abonnement général pour le montant du droit de fabrication dont ils sont présumés passibles. Cette convention n'est valable qu'après avoir reçu l'approbation du Ministre des Finances : elle est annuelle.

7. — Voy. Boissons, §§ VII et IX.

BREF. — Du latin *brevis*, court. Nom donné, à cause de leur brièveté, aux lettres adressées par le Pape, et qui n'ont point rapport aux affaires générales de l'Eglise.

1. — Aux termes de l'article 1^{er} du Concordat, aucun *bref* ne peut être publié, imprimé, ni autrement mis à exécution en France sans l'autorisation du Gouvernement. Il appartient au Conseil d'Etat d'enregistrer les brefs, après avoir examiné

s'ils ne contiennent rien de contraire à notre droit public.

2. — Voici, d'après l'Encyclopédie catholique, les principales différences qui existent entre les *bulles* (voy. ce mot) et les *brefs* : « Les premières sont toujours ouvertes quand on les donne; les secondes sont presque toujours cachetées. Les brefs ne renferment ni préface ni préambule, et, au lieu d'être signés de la main du Pape, ils ne portent que la signature d'un secrétaire désigné pour cet objet. On les écrit longtemps sur du papier ordinaire; mais de nos jours ils sont presque tous sur parchemin, et sur le côté opposé à celui dont on se sert pour les bulles. On les scelle de cire rouge, à la différence des bulles, qui portent de la cire verte, et on y applique l'anneau du pêcheur. »

BREVET. (ACTE EN) — Se dit d'un acte dont le notaire ne garde pas minute, et qu'il délivre en original.

BREVET D'INVENTION. — (Lois 5 juillet 1844, 31 mai 1856 et 23 mai 1868.)

Titre conféré par le Gouvernement à l'auteur d'une découverte ou invention industrielle, à l'effet de lui assurer, pendant un certain temps et sous certaines conditions, le droit exclusif d'exploiter à son profit ladite découverte ou invention.

I. HISTORIQUE. — La création des brevets d'invention date de 1623, et c'est l'Angleterre qui en a eu la première idée.

1. — En France, avant 1790, aucun droit particulier n'était accordé aux auteurs de découvertes industrielles. Opprimés par les Corporations qui leur disputaient le droit d'exécuter les découvertes qu'elles n'avaient point faites, entravés par les règlements qui, en prescrivant rigoureusement certains procédés de fabrication, interdisaient par cela même d'en introduire de meilleurs, les inventeurs n'avaient d'autre refuge contre les rigueurs de la législation que dans l'obtention de *privileges*. Mais le caprice présidait seul à la distribution de ces *privileges*; les conditions de leur con-

cession étaient pareillement soumises au régime du bon plaisir; leur durée même était variable et quelquefois illimitée; la déclaration du 24 décembre 1762 la réduisit à quinze années, sauf prorogation lorsqu'il y aurait lien.

2. — Dans la fameuse nuit du 4 au 5 août 1789, l'Assemblée Constituante vota l'abolition des privilèges et la suppression des Jurandes et des Maîtrises. Le 31 décembre 1790, elle décréta une loi qui assurait une juste protection aux auteurs de découvertes industrielles. Garantir à tout inventeur, pendant un temps donné, la jouissance pleine et entière de sa découverte, à la condition que cet inventeur livrera sa découverte à la Société après l'expiration de son privilège : tel est l'état de choses que cette loi substitua à un régime arbitraire. Pour remédier aux imperfections de la législation des brevets d'invention, un projet fut préparé dès 1833 : il fut converti en loi en 1844, après une étude attentive. Cette loi du 5 juillet 1844 forme actuellement le Code des inventeurs.

II. CARACTÈRES DE L'INVENTION

BREVETABLE. — 1. — Pour qu'un brevet puisse être obtenu, il faut : 1° qu'il se rapporte à une invention ou découverte; — 2° que cette invention ou découverte soit nouvelle; — 3° qu'elle ait le caractère d'invention ou découverte industrielle; — 4° qu'elle ne soit pas contraire à l'ordre ou à la sûreté publique, aux bonnes mœurs ou aux lois.

2. — Sont considérées comme inventions ou découvertes nouvelles : — l'invention de nouveaux produits industriels; — l'invention de nouveaux moyens ou l'application nouvelle de moyens connus, pour l'obtention d'un résultat ou d'un produit industriel. — L'invention peut, en effet, se manifester sous des formes diverses. Elle peut conquérir des produits nouveaux, comme, par exemple, lorsqu'elle a obtenu la soude, en brûlant du varech; — Elle peut créer seulement de nouveaux moyens pour obtenir plus aisément et à moins de frais des pro-

duits en circulation, comme lorsqu'elle a retiré la soude du sel marin à l'aide de l'acide sulfurique. — Elle peut enfin se borner à une application nouvelle de moyens déjà connus, comme lorsqu'elle a appliqué la vapeur au blanchiment des tissus de fil.

3. — *N'est pas réputée nouvelle* toute découverte, invention ou application qui, en France ou à l'étranger, et antérieurement à la date du dépôt de la demande de brevet, a reçu une publicité suffisante pour pouvoir être exécutée.

4. — *Ne sont pas susceptibles d'être brevetés* : 1° les compositions pharmaceutiques ou remèdes de toutes espèces; — 2° les plans et combinaisons de crédit ou de finances. Ces deux exceptions ont été introduites pour protéger le public contre le charlatanisme ou la mauvaise foi. En effet, bien que les brevets d'invention soient délivrés sans examen et sans garantie du Gouvernement, le vulgaire est porté à y voir une sorte de recommandation, et cette crédulité pourrait être exploitée au détriment de la santé ou de la fortune des particuliers.

III. DURÉE DES BREVETS. — La durée des brevets est de cinq, dix ou quinze années, au choix de ceux qui les demandent : elle ne peut être prolongée que par une loi, et commence au jour du dépôt de la demande à la Préfecture.

IV. TAXE. — Les brevets sont soumis à une taxe ainsi fixée : 500 fr. pour un brevet de 5 ans; 1,000 fr. pour un brevet de 10 ans; 1,500 fr. pour un brevet de 15 ans; elle est payable par annuité de 100 fr., sous peine de déchéance si le breveté ne l'a pas versée avant le commencement de chaque année du brevet. Aucun dépôt de demande n'est reçu que sur la production d'un récépissé constatant le paiement de la première annuité. Les annuités se payent à la caisse du Trésorier-Payeur général du département, et, à Paris, à la Recette centrale.

Cette taxe a été établie pour deux motifs : d'une part, pour rembourser

le fisc des dépenses que l'administration des brevets occasionne, et, d'autre part, pour empêcher une foule de rêveries et de pécunialités d'entraver le commerce et d'usurper une protection due seulement aux découvertes sérieuses et utiles.

V. FORMALITÉS POUR LA DÉLIVRANCE DES BREVETS. — 1. — Celui qui veut obtenir un brevet d'invention doit déposer au secrétariat de la Préfecture du département où il est domicilié, ou de tout autre département, en y faisant élection de domicile, un paquet cacheté contenant : 1° Une demande au Ministre de l'agriculture et du commerce, laquelle demande, limitée à un seul objet principal, mentionne la durée (5, 10 ou 15 années) que le pétitionnaire entend assigner à son brevet, et indique un titre désignant d'une manière précise l'objet de l'invention ; — 2° Une description de ladite invention, en double original. Cette description ne doit contenir ni surcharges, ni altérations, et ne peut être écrite en langue étrangère ; les mots rayés sont comptés et constatés ; les pages et les renvois paraphés ; — 3° Les dessins ou échantillons nécessaires pour l'intelligence de la description, en double original également ; — 4° Un bordereau des pièces déposées. — Toutes ces pièces (demande, description, dessins ou échantillons, bordereau) doivent être signées de celui qui demande le brevet ou de son mandataire.

Aucun dépôt n'est reçu que sur la production d'un récépissé constatant le versement d'une somme de 100 fr., à valoir sur le montant de la taxe du brevet. (Voy. ci-dessus, IV.)

2. — Le dépôt de la demande est constaté par un procès-verbal dressé au secrétariat général de la Préfecture, et énonçant le jour et même l'heure de la remise des pièces, afin d'établir la priorité au cas où plusieurs demandes de brevet pour le même objet seraient déposées le même jour.

3. — Le Préfet transmet les pièces au Ministère de l'agriculture et du commerce. A leur arrivée, elles sont

ouvertes, et, si la demande est régulière, le Ministre délivre, sous forme d'arrêté, le brevet, *sans examen préalable et sans garantie*, soit de la réalité, de la nouveauté ou du mérite de l'invention, soit de la fidélité ou de l'exactitude de la description.

4. — Si la demande est *irrégulière*, si, par exemple, elle n'est pas accompagnée d'une description ou si elle ne contient pas toutes les énonciations exigées, le brevet n'est pas délivré, et la moitié de la somme versée reste acquise au Trésor, à moins que, dans les trois mois à compter de la date de la notification du rejet de la requête, la demande ne soit renouvelée d'une manière régulière.

5. — Une expédition de l'arrêté ministériel qui constitue le brevet est délivrée sans frais au demandeur, avec le duplicata de la description et des dessins. Toute expédition ultérieure, réclamée par le breveté ou ses ayants cause, donne lieu au paiement d'une taxe de 25 fr. Les frais de dessin, s'il y a lieu, demeurent à la charge de l'impétrant.

6. — Un décret, inséré au *Bulletin des lois*, proclame, tous les trois mois, les brevets délivrés.

7. — Quiconque, dans des enseignes, annonces, prospectus, affiches, marques ou estampilles, prendrait la qualité de breveté, sans posséder un brevet, ou après l'expiration de ce brevet, ou qui, étant breveté, mentionnerait cette qualité ou son brevet sans y ajouter ces mots : *sans garantie du Gouvernement*, serait passible d'une amende de 50 fr. à 1,000 fr. En cas de récidive, l'amende pourrait être portée au double.

VI. CERTIFICATS D'ADDITION. — **BREVETS DE PERFECTIONNEMENT.** — 1. — La loi permet de breveter les changements, additions ou perfectionnements apportés à une invention précédemment brevetée, un perfectionnement, quand il ne se réduit pas à une modification insignifiante, pouvant avoir le caractère et l'importance d'une création nouvelle. Si le changement, l'addition ou le perfectionnement

ment émane de l'inventeur breveté, il a le choix ou de prendre un brevet spécial pour 5, 10 ou 15 années, ou de se faire délivrer un simple *certificat d'addition* se rattachant au brevet primitif et soumis alors à une faible taxe de 20 francs. Si c'est un tiers, il lui faut un brevet assujéti aux mêmes formalités, aux mêmes conditions et aux mêmes droits que les brevets primordiaux.

2. — Tout en accordant à d'autres qu'à l'inventeur le droit de se faire breveter pour un perfectionnement, il était juste de laisser à l'inventeur le temps de tirer de son invention toutes ses conséquences, et d'y apporter les améliorations que la pratique peut lui avoir suggérées. Aussi la loi dispose-t-elle que *nul* autre que le breveté ou ses ayants droit, ne peut, pendant une année, prendre valablement un brevet pour un *changement, perfectionnement ou addition* à l'invention qui fait l'objet du brevet primitif. Après ce délai, le breveté n'a plus de privilège.

3. — Celui qui prend un brevet pour un perfectionnement apporté à une invention brevetée au profit d'une autre personne, ne peut exploiter l'invention, objet du brevet primitif, tant que ce brevet dure, et réciproquement le titulaire du brevet primitif ne peut appliquer le perfectionnement sans le consentement du second inventeur.

VII. CESSIION DES BREVETS. — 1. — Comme toute autre propriété, les brevets d'invention sont *cessibles*, totalement ou partiellement, à titre gratuit ou à titre onéreux. La cession est *totale*, si le breveté vend tous ses droits, à un acquéreur qui se trouve ainsi complètement mis en son lieu et place; elle est *partielle*, s'il ne cède qu'une partie seulement des droits résultant du brevet, par exemple, s'il cède le droit de vendre en se réservant celui de fabriquer; s'il ne cède son brevet que pour telle commune, tel département, ou pour une limite de temps déterminé.

2. — Afin que les tiers soient à

même de connaître facilement à qui appartient le brevet, la loi exige que la cession soit faite par *acte notarié*, et qu'elle soit *enregistrée* au secrétariat de la Préfecture du département dans lequel l'acte a été passé. Elle doit, en outre, être précédée du *paiement de la totalité de la taxe* du brevet qui n'est, en général, payable que par annuités.

3. — Le cessionnaire, saisi par une cession régulière, peut, dans les limites où la cession lui a été faite, exercer tous les droits du breveté, et notamment poursuivre les contrefacteurs.

VIII. COMMUNICATION ET PUBLICATION DES DESCRIPTIONS ET DESSINS DE BREVETS. — 1. — Les descriptions, dessins, échantillons et modèles des brevets délivrés restent, jusqu'à l'expiration des brevets, déposés au Ministère de l'agriculture et du commerce, où ils sont *communiqués*, sans frais, à toute réquisition. Toute personne peut obtenir, à ses frais, copie desdites descriptions et dessins.

2. — Après le paiement de la deuxième annuité, les descriptions et dessins sont *publiés*, soit textuellement, soit par extrait. Il est, en outre, publié, au commencement de chaque année, un *catalogue* contenant les titres des brevets délivrés dans le courant de l'année précédente. Ce catalogue et le recueil des descriptions et dessins sont déposés au Ministère de l'agriculture et du commerce et au secrétariat de la Préfecture de chaque département, où ils peuvent être consultés *sans frais*.

3. — A l'expiration des brevets, les originaux des descriptions et dessins sont déposés au *Conservatoire des Arts et Métiers*.

IX. DROITS DES ÉTRANGERS. — Les étrangers peuvent obtenir en France des brevets d'invention. Mais si la découverte ou invention est déjà brevetée à l'étranger, la durée du brevet pris en France ne peut excéder celle des brevets antérieurement pris à l'étranger.

X. NULLITÉS ET DÉCHÉANCE. —

1. — Les brevets peuvent être frappés de *nullité* ou de *déchéance*. — Il y a *nullité*, lorsque le brevet, entaché d'un vice originaire, se trouve n'avoir jamais eu d'existence légale, et n'avoir, par conséquent, conféré aucun droit au breveté. Il y a *déchéance* lorsque, valable à l'origine, le brevet vient, pendant sa durée, à être vicié par certaines causes et à perdre son efficacité pour l'avenir.

2. — Les causes de *nullité* sont les suivantes : 1° si la découverte, invention ou application n'est pas nouvelle et a reçu, en France ou à l'étranger, antérieurement à la date du dépôt de la demande, une publicité suffisante pour pouvoir être connue; — 2° si elle n'est pas légalement susceptible d'être brevetée; — 3° si elle est reconnue contraire à l'ordre ou à la sûreté publique, aux bonnes mœurs ou aux lois de l'Etat; — 4° si le titre sous lequel le brevet a été demandé indique frauduleusement un objet autre que le véritable objet de l'invention; — 5° si la description jointe au brevet n'est pas suffisante pour l'exécution de l'invention, ou si elle n'indique pas, d'une manière complète et loyale, les véritables moyens de l'inventeur; — 6° si le brevet a été obtenu pour un perfectionnement apporté à une industrie déjà brevetée, pendant l'année réservée au breveté primitif pour prendre un certificat d'addition ou un brevet de perfectionnement; — 7° si les certificats d'addition qui ont été pris ne se rattachent pas au brevet principal, ou sont étrangers à l'objet de ce brevet.

3. — Les causes de *déchéance* sont au nombre de trois : 1° défaut d'acquiescement de l'annuité avant le commencement de chaque année de la durée du brevet; — 2° défaut d'exploitation de la découverte dans les deux ans de la concession du brevet, ou cessation d'exploitation pendant deux années consécutives, à moins, dans l'un et l'autre cas, de justification des causes de l'inaction; — 3° introduction en France d'objets fabriqués à l'étranger et semblables à ceux garantis

par le brevet. (Voy. toutefois ci-après XII.)

4. — L'action en nullité et l'action en *déchéance* peuvent être exercées par toute personne y ayant intérêt. Ces actions, ainsi que toutes contestations relatives à la propriété des brevets, sont portées devant les *tribunaux civils de première instance*.

XI. CONTREFAÇON. — 1. — Toute atteinte portée aux droits du breveté, soit par la fabrication de produits, soit par l'emploi de moyens faisant l'objet de son brevet, constitue le délit de *contrefaçon*, puni d'une amende de 100 fr. à 2,000 fr.

2. — Sont passibles des mêmes peines que les contrefacteurs, ceux qui sciemment ont *recélé, vendu ou exposé en vente, ou introduit* sur le territoire français un ou plusieurs objets contrefaits.

3. — Dans le cas de *récidive*, c'est-à-dire s'il a été rendu contre le prévenu une première condamnation dans les cinq années antérieures, il est prononcé, outre l'amende, un emprisonnement d'un mois à six mois.

4. — Le même emprisonnement peut aussi être prononcé, si le contrefacteur est un *ouvrier* ou un *employé* ayant travaillé dans les ateliers ou dans l'établissement du breveté, ou si le contrefacteur, s'étant associé avec un ouvrier ou un employé du breveté, a eu connaissance, par ce dernier, des procédés décrits au brevet. L'ouvrier ou l'employé peut être poursuivi comme *complice*.

5. — Les propriétaires de brevets peuvent, en vertu d'une ordonnance du Président du tribunal de première instance, faire procéder, par huissier, à la désignation et description détaillées, avec ou sans saisie, des objets argués de contrefaçon.

6. — La *confiscation* des objets reconnus contrefaits, et, le cas échéant, celle des instruments ou ustensiles destinés spécialement à leur fabrication, sont, même en cas d'acquiescement (si l'inculpé n'a pas agi sciemment), prononcées contre le contrefacteur, le recéleur, l'introducteur ou

le débitant. Les objets confisqués sont remis au propriétaire du brevet, sans préjudice de plus amples dommages-intérêts, et de l'affiche du jugement, s'il y a lieu.

7. — Si le prévenu de contrefaçon excipe de la nullité ou de la déchéance du brevet, le tribunal correctionnel statue sur cette exception.

XII. LOI DU 31 MAI 1856. — Cette loi, modificative de l'article 32 de la loi du 5 juillet 1844, a donné au Ministre de l'agriculture et du commerce le droit d'autoriser l'introduction par le breveté : 1° des modèles de machines; — 2° des objets fabriqués à l'étranger, destinés à des expositions publiques ou à des essais faits avec l'assentiment du Gouvernement, sans encourir aucune déchéance, dans l'un et l'autre cas.

XIII. DISPOSITIONS SPÉCIALES RELATIVES A LA GARANTIE DES INVENTIONS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE BREVETÉES, QUI SONT ADMISES AUX EXPOSITIONS PUBLIQUES. — 1. — Tout Français ou étranger, auteur d'une découverte ou invention susceptible d'être brevetée, ou ses ayants droit, peuvent, s'ils sont admis dans une exposition publique, autorisée par l'administration, obtenir du Préfet ou du Sous-Préfet, dans le département ou l'Arrondissement duquel cette exposition est ouverte, un *certificat descriptif* de l'objet déposé.

2. — Ce certificat assure à celui qui l'obtient les *mêmes droits* que lui conférerait un brevet d'invention, à dater du jour de l'admission jusqu'à la fin du troisième mois qui suit la clôture de l'exposition, sans préjudice du brevet que l'exposant peut prendre avant l'expiration de ce terme.

3. — La demande de ce certificat doit être faite dans le premier mois, au plus tard, de l'ouverture de l'exposition.

Elle est adressée à la Préfecture ou à la Sous-Préfecture et accompagnée d'une description exacte de l'objet à garantir, et, s'il y a lieu, d'un plan ou d'un dessin dudit objet.

Les demandes, ainsi que les déci-

sions prises par le Préfet ou le Sous-Préfet, sont inscrites sur un *registre spécial* qui est ultérieurement transmis au Ministère de l'agriculture et du commerce, et communiqué, sans frais, à toute réquisition.

La délivrance du certificat est *gratuite*.

XIV. STATISTIQUE DES BREVETS D'INVENTION ET DES CERTIFICATS D'ADDITION. — Le nombre total des brevets délivrés du 9 octobre 1844, après la loi organique du 5 juillet de la même année, jusqu'à la fin de 1868, a été de :

Brevets de 5 ans.....	672
— 10 —.....	1,442
— 15 —.....	75,630
— étrangers.....	6,039

Total des brevets..... 83,783

Certificats d'addition.... 26,422

Total général..... 110,205

BRIS. — Rupture, fracture. — Voy. CLOTURE, 4; ÉVASION; SCELLÉS, 3; ARMES, 14.

BROCANTEUR. — Individu dont la profession consiste à acheter ou échanger des objets d'occasion pour les revendre ou les échanger.

Nous reproduisons ci-après les principales dispositions d'une ordonnance du Préfet de police, en date du 15 juin 1831, où se trouvent rappelées les obligations imposées, dans l'intérêt de l'ordre public, aux personnes qui exercent ou veulent exercer l'état de brocanteur.

Art. 1^{er}. — « Personne ne peut exercer l'état de brocanteur dans la ville de Paris et dans les communes rurales du ressort de la Préfecture de police, sans s'être préalablement fait inscrire sur les registres ouverts à cet effet à ladite Préfecture. » (Déclar. 29 mars 1778, art. 1.)

Art. 2. — « L'impétrant devra être muni de sa patente ou d'une lettre portant décharge du droit de patente et d'un certificat de domicile et d'individualité. Ce certificat sera délivré par les Commissaires de police, à Paris et dans les Communes rurales

où il en existe, et par les Maires dans les autres Communes. »

Art. 3. — « Le déclarant recevra un *bulletin d'inscription* qu'il sera tenu de faire viser une fois par an (du 1^{er} avril au 30 juin), à la préfecture de police, où il justifiera de sa patente ou d'un certificat d'exemption du droit de patente. Ce visa ne donnera lieu à aucuns frais. »

Art. 5. — « Les brocanteurs porteront, d'une manière apparente, une *médaille* en cuivre qui leur sera délivrée à la Préfecture de police, et sur laquelle seront gravés leur nom, les initiales de leur prénom et le numéro de leur bulletin d'inscription. (Déclar. 29 mars 1778, art. 2.) La médaille des brocanteurs résidant hors de Paris portera de plus ces mots : *cantons ruraux*. »

Art. 6. — « Il est défendu aux brocanteurs de céder, vendre, prêter ou engager, à qui que ce soit, leurs bulletins d'inscription ou leurs médailles. (Déclar. 29 mars 1778, art. 2.) Lorsque les brocanteurs renonceront à leur état ou s'absenteront du lieu de leur résidence, ils seront tenus de déposer leurs bulletins d'inscription et médailles, savoir : ceux de Paris, à la préfecture de police; ceux des Communes rurales, entre les mains des Commissaires de police ou des Maires de leurs Communes respectives, lesquels les transmettront à la Préfecture de police. — En cas de décès, le dépôt en sera fait par leurs héritiers ou ayants cause. »

Art. 7. — « Les brocanteurs continueront d'avoir un *registre* timbré pour inscrire exactement, jour par jour, sans aucun blanc, rature, surcharge ni interligne, les hardes, linges et autres objets qu'ils achèteront, ainsi que les noms et demeures des vendeurs. — Ce registre, qui sera coté et paraphé par le Commissaire de police ou le Maire du lieu de la résidence du brocanteur, portera en tête les nom, prénoms, âge, demeure et signalement de celui-ci,

ainsi que le numéro de sa médaille. Il sera, tous les mois, examiné et visé par ces fonctionnaires, sur le vu de la patente de l'année ou du certificat d'exemption du droit de patente. » (Ord. pol., 8 nov. 1780, art. 3.)

Art. 8. — « Les brocanteurs qui changeront de demeure en feront la déclaration, non-seulement à la Préfecture de police, mais aussi aux Commissaires de police ou Maires du lieu de leur ancienne et de leur nouvelle résidence. Ces fonctionnaires leur donneront acte, sur leur livre timbré, de cette déclaration. »

Art. 9. — « Il est enjoint aux brocanteurs d'être constamment porteurs de leurs bulletins d'inscription, patente et livre timbré; ils devront les représenter, ainsi que les effets, hardes et autres objets qu'ils auront achetés ou échangés, à toute réquisition des Maires, Commissaires de police, Officiers de paix et agents de la Préfecture de police. » (Ord. pol., 8 nov. 1780, art. 4.)

Art. 10. — « Il est défendu aux brocanteurs d'acheter aux enfants des hardes, meubles, linges, livres, bijoux et autres objets quelconques, à moins d'un consentement par écrit en bonne forme de leurs pères, mères ou tuteurs. (Ord. pol. 8 nov. 1780, art. 1.) — Il leur est expressément interdit d'acheter aux soldats leurs armes et effets d'habillement et d'équipement. » (Loi 28 mars 1793 et Ord. roy. 24 juillet 1816.)

Art. 11. — « Il leur est également défendu de vendre et d'acheter des armes prohibées, telles que fusils et pistolets à vent, poignards, stylets, tromblons, couteaux en forme de poignard, baïonnettes, pistolets de poche, cannes à épées, à dard ou plombées, etc., et des armes de guerre montées ou non montées. » (Déclar. 23 mars 1728; déc. 2 nivôse an xiv (12 mars 1806), et Ord. roy. 24 juillet 1816.)

Art. 13. — « Il sera pris envers les contrevenants telles mesures ad-

ministratives qu'il appartiendra, sans préjudice des poursuites à exercer contre eux, devant les tribunaux, conformément aux lois et règlements précités, et aux dispositions du Code pénal. »

BRU. — *Belle-fille*, dans l'acception de *femme du fils*. — Voy. **BEAUFILS**, **BELLE-FILLE**.

BUDGET. — Mot anglais, venant lui-même du vieux français *bougette*, qui signifiait bourse, sac de cuir. — On appelle ainsi l'exposé annuel des recettes et des dépenses d'un pays.

1. — *Le budget de l'Etat*, préparé par les différents ministères, est voté par l'Assemblée nationale, dans le cours de la session qui précède l'année pendant laquelle se feront la dépense et la perception.

Il est voté par chapitre. Aucun *virement de crédit* ne peut avoir lieu d'un chapitre à un autre. Les *suppléments de crédit* nécessaires pour subvenir à l'insuffisance dûment justifiée des fonds affectés à un service, ne peuvent être accordés que par une loi, sauf le cas de prorogation de l'Assemblée nationale. — La même disposition est applicable aux *crédits extraordinaires*, lesquels ne peuvent être demandés que pour des services qu'il était impossible de prévoir et de régler au budget.

En cas de prorogation de l'Assemblée nationale, les crédits supplémentaires et extraordinaires ne peuvent être ouverts que par des décrets rendus en Conseil d'Etat après délibération et approbation du Conseil des ministres. Ces décrets doivent être soumis à la sanction de l'Assemblée nationale dans la première quinzaine de la plus prochaine réunion. (Loi 16 septembre 1871, art. 30 et 31.)

2. — *Le budget départemental*, préparé, dans chaque département, par le Préfet, est soumis à la délibération du Conseil général, puis arrêté par décret. — Voy. **CONSEIL GÉNÉRAL**, IV.

3. — *Le budget communal*, dressé, dans chaque Commune, par le Maire, et

voté par le Conseil municipal, est arrêté par le Préfet, lorsqu'il ne donne pas lieu à des impositions extraordinaires, sinon par décret. — Voy. **COMMUNE**, III.

4. — Les budgets des *établissements publics*, hospices, bureaux de bienfaisance, etc., sont soumis à des règlements spéciaux qu'il n'entre pas dans le cadre de cet ouvrage de faire connaître.

BULLE. — Du latin *bullare*, sceller. — Nom donné à certaines lettres pontificales, à cause du sceau (*bulle*) en plomb qui y est suspendu.

1. — Aucune *bulle* ne peut être publiée, imprimée, ni autrement mise à exécution en France sans l'autorisation du Gouvernement (art. 1^{er} du Concordat). — C'est au Conseil d'Etat qu'il appartient d'enregistrer les bulles après avoir examiné si elles ne contiennent rien de contraire à notre droit public.

2. — Les *bulles* se distinguent des *brefs*. — Voy. **BREF**.

BULLETIN DES COMMUNES. — Feuille hebdomadaire en placard rédigée par les soins et sous la surveillance du Ministre de l'intérieur, et contenant les lois, décrets et instructions du Gouvernement, reproduits textuellement ou par analyse; et, dans la mesure du possible, les travaux de l'Assemblée nationale.

Cette publication officielle est affichée dans chaque Commune, au lieu le plus apparent.

Le prix d'abonnement, fixé à 4 francs, est acquitté par les Communes et porté à leurs budgets à titre de dépense obligatoire. (Déc. 27 déc. 1871.)

BULLETIN DES LOIS. — Nom donné à la collection officielle des lois et des actes du Gouvernement.

Créé par un décret de la Convention, en date du 14 frimaire an II (4 déc. 1793), ce recueil est publié par l'imprimerie nationale.

La date placée au bas de chaque bulletin sert à supputer le délai à partir duquel les lois sont réputées promulguées et exécutoires. (Code

civ. art. 1^{er}.) — Voy. LOI, 2 et 3.

BUREAU DE BIENFAISANCE. — (Loi 7 frimaire an v (27 novembre 1796); déc. 17 juin 1852; loi 24 juillet 1867, art. 14.)

Les *Bureaux de bienfaisance* sont des établissements communaux qui ont pour objet de distribuer des secours à domicile aux familles indigentes.

1. — Les membres des bureaux de bienfaisance sont *nommés* par le Préfet. Leurs fonctions sont *gratuites*, mais sont considérées comme des services publics et comptent pour la Légion d'honneur.

2. — Les Commissions administratives peuvent s'adjoindre, en nombre illimité, des *Dames de charité* qui rendent la répartition des secours plus éclairée et plus efficace.

3. — Pour avoir droit aux secours du bureau de bienfaisance d'une Commune, il ne suffit pas d'être indigent, il faut encore avoir ce qu'on appelle le *domicile de secours* dans cette Commune. Ce domicile, jusqu'à l'âge de 21 ans, est au lieu de la naissance. Après cet âge, il s'acquiert par un séjour d'une année dans la Commune.

4. — La législation actuelle n'impose pas la charité aux Communes. Les seules dépenses qui soient obligatoires pour elles sont celles concernant les aliénés et les enfants assistés. — Elles ne sont tenues d'avoir des bureaux de bienfaisance qu'autant qu'elles allouent des subsides pour les secours à domicile, ou que des dons et legs leur sont faits à cette intention.

5. — La *création* des bureaux de bienfaisance est autorisée par les Préfets, sur l'avis des Conseils municipaux.

BUREAU DE PLACEMENT. — (Déc. 23 mars 1852.) — Etablissement servant d'intermédiaire entre les domestiques ou employés sans place et les personnes qui ont besoin de domestiques ou d'employés.

1. — Nul ne peut tenir un bureau de placement, sous quelque titre et

pour quelques professions, places ou emplois que ce soit, sans une *permission* spéciale délivrée, par le Préfet de police à Paris et dans le ressort de sa Préfecture, par le Préfet du Rhône à Lyon et dans les Communes suburbaines, par l'Autorité municipale partout ailleurs.

2. — Toute *contravention* à cette prescription ou aux règlements concernant le mode de gestion de l'établissement et le tarif des droits à percevoir est punie d'une amende de 1 fr. à 15 fr. et d'un emprisonnement de cinq jours au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement. Le maximum des deux peines est toujours appliqué au contrevenant, lorsqu'il a été prononcé contre lui, dans les douze mois précédents, une première condamnation.

3. — Ces peines sont indépendantes des restitutions et dommages-intérêts auxquels peuvent donner lieu les faits imputables au gérant.

4. — La permission peut être *retirée* en cas de condamnation pour certains faits prévus par l'article 5 du décret.

BUREAU DES LONGITUDES. — (Déc. 25 juin 1795; 30 janvier 1854; 26 mars 1862.)

Sorte d'Académie astronomique, fondée par la Convention, et réorganisée par les décrets des 30 janvier 1854 et 26 mars 1862.

Elle se *compose* de treize membres, dont trois appartenant à l'Académie des sciences, cinq astronomes, trois membres appartenant au département de la marine, un au département de la guerre, un géographe; trois artistes y sont attachés.

1. — Le *Bureau des longitudes* rédige et publie, trois ans au moins à l'avance, la *connaissance des temps*, à l'usage des astronomes et des navigateurs. Il rédige aussi et publie un *annuaire*.

2. — Il est appelé à porter et à provoquer des idées de progrès dans toutes les parties de la science astronomique et de l'art d'observer, ce qui comprend : les améliorations à intro-

duire dans la construction des instruments astronomiques et dans les méthodes d'observation soit à terre, soit à la mer; la rédaction des instruments concernant les études sur l'astronomie physique, sur les marées et sur le magnétisme terrestre; l'indication des missions extraordinaires ayant pour but d'étendre les connaissances actuelles sur la configuration ou la physique du globe; l'avancement des théories de la mécanique céleste et de

leurs applications, le perfectionnement des tables du soleil, de la lune et des planètes.

3. — Sur la demande du Gouvernement, le Bureau des longitudes donne son avis : 1° sur les questions concernant l'organisation et le service des observatoires existants, ainsi que sur la fondation de nouveaux observatoires; — 2° sur les missions scientifiques confiées aux navigateurs chargés d'expéditions lointaines.

C

CABARET. — Voy. BILLARD; — DÉBITS DE BOISSONS; — IVRESSE.

CABOTAGE. — (De l'espagnol *cabo*, cap.) — Se dit de la navigation qui se fait le long des côtes, et, en quelque sorte, de cap en cap, pour le transport des marchandises.

1. — On distingue le *petit cabotage*, qui se fait d'un port à l'autre de la France, dans la Manche, l'Océan ou la Méditerranée, du *grand cabotage*, qui se fait, dans la Manche, avec l'Angleterre, la Belgique et la Hollande; dans l'Océan, avec l'Espagne et le Portugal; dans la Méditerranée, avec l'Espagne et l'Italie.

2. — Les marins qui commandent les bâtiments servant au cabotage ont le titre de *maîtres au cabotage* : les conditions de nomination à ce titre font l'objet d'un décret du 26 janvier 1857, et varient suivant qu'il s'agit du grand ou du petit cabotage.

3. — Les navires de cabotage français sont exempts des droits de tonnage et d'expédition. (Loi 6 mai 1841.)

4. — Pour connaître les formalités imposées au commerce du cabotage, il faut se reporter à la loi du 22 août 1791, à une circulaire des douanes, du 20 octobre 1834, et à la loi du 12 juillet 1836.

5. — Sur 2,543,471 tonnes de marchandises transportées en cabotage pendant l'année 1867, le *grand cabotage* (celui qui s'effectue d'une mer dans l'autre) figure pour 41,471 ton-

nes, et le *petit cabotage* (celui qui a lieu entre les ports de la même mer) pour 2,502,000 tonnes.

CADASTRE. — Du bas latin *capitulum*. — Opération qui sert à déterminer l'étendue et la valeur des biens fonds.

Le mot *cadastre* se dit aussi du registre public qui contient cette indication. — Voy. FONCIÈRE (*Contribution*), 3.

CAFÉ. — Voy. BILLARD; — DÉBITS DE BOISSON; — IVRESSE.

CAHIER DES CHARGES. — Se dit de l'acte qui contient les conditions des ventes ou adjudications publiques, et les obligations auxquelles seront soumis les adjudicataires. Il est tenu, avant les ventes ou adjudications, à la disposition du public qui peut en prendre connaissance aux endroits désignés.

CAISSE D'AMORTISSEMENT. — (Loi 28 avril 1816, tit. 10; déc. 27 mars 1852; loi 16 septembre 1871, art. 22.)

Cette caisse, placée sous la surveillance et la garantie de l'autorité législative, a pour objet l'amortissement de la dette publique au moyen d'achats journaliers de rentes, dont les arrérages sont employés en achat de nouvelles rentes également inscrites en son nom : elle est dirigée par la même Administration que celle qui régit la Caisse des dépôts et consignations.

CAISSE DE RETRAITES POUR LA VIEILLESSE. — (Lois 18 juin 1850, 12 juin 1861; déc. 27 juillet 1861; loi 4 mai 1864.)

Etablissement, placé sous la garantie de l'Etat et géré par la Caisse des dépôts et consignations, qui a pour objet de constituer, à un âge déterminé, aux personnes ayant fait un ou plusieurs versements, une rente viagère calculée d'après le montant de ces versements.

1. — Les versements peuvent être faits au profit de toute personne âgée de plus de trois ans. Ils sont reçus, à Paris, par la Caisse des dépôts et consignations; dans les départements, par les Receveurs généraux et particuliers des Finances, et ne doivent pas être moindres de 5 fr., ni excéder 4,000 fr. pour chaque année.

2. — Le maximum de la rente viagère que la Caisse des retraites est

autorisée à faire inscrire sur la même tête est fixé à 1,500 fr.

3. — Les rentes sont *incessibles et insaisissables* jusqu'à concurrence de 360 fr. Les arrérages sont payés par trimestre. L'entrée en jouissance est fixée, au choix du déposant, à partir de chaque année d'âge accomplie de 50 à 65 ans.

4. — Les versements peuvent être faits avec *aliénation* ou avec *réserve* du capital. Dans le premier cas, la pension est nécessairement plus élevée; dans la seconde hypothèse, si le titulaire de la rente vient à décéder, avant ou après l'époque d'entrée en jouissance, le capital est remboursé sans intérêts aux ayants droit.

5. — Le tableau ci-après indique le montant des rentes viagères produites par un versement annuel de 10 francs, à différents âges, selon que le capital a été ou non aliéné.

AGE du versement.	CAPITAL ALIENÉ.			CAPITAL RÉSERVÉ.		
	50 ans.	55 ans.	60 ans.	50 ans.	55 ans.	60 ans.
	f. c.	f. c.	f. c.	f. c.	f. c.	f. c.
3 ans....	189. 35	295. 37	482. 57	143. 20	222. 15	361. 19
10 ans....	123. 82	195. 05	320. 83	91. 84	143. 52	234. 43
20 ans....	65. 35	105. 55	176. 55	46. 14	73. 57	121. 65
30 ans....	31. 05	53. 04	91. 89	20. 07	34. 58	58. 80
40 ans....	11. 31	22. 83	43. 18	6. 96	13. 59	24. 96
50 ans....	1. 86	5. 51	15. 25	1. 01	2. 93	7. 76
55 ans....		2. 09	6. 37		1. 03	3. 05
60 ans....			2. 44			1. 05

Ainsi un versement annuel de 10 francs (*capital aliéné*), depuis l'âge de 3 ans, donnerait droit, à 50 ans, à 189 fr. 35 c. de rente viagère; à 123 fr. 82 c., si le versement a été fait depuis l'âge de 10 ans; à 11 fr. 31 c. seulement, s'il n'a commencé qu'à l'âge de 40 ans. Au cas de *réserve du capital* pour les héritiers, la rente viagère serait, en distinguant les mêmes époques de versement, de 143 fr. 20 c., 91 fr. 84 c. ou 6 fr. 96 c.

Si enfin, au lieu de jouir de la rente

à 50 ans, le déposant avait préféré n'en jouir qu'à 60 ans, les chiffres seraient, d'après les distinctions ci-dessus, 482 fr. 58 c., 320 fr. 83 c., ou 43 fr. 18 c., en cas d'*aliénation du capital*, et 361 fr. 19 c., 234 fr. 43 c., ou 24 fr. 96 c., en cas de *réserve du capital*.

6. — Sont *remboursées sans intérêts* les sommes qui, lors de la liquidation définitive, seraient insuffisantes pour produire une rente viagère de 5 fr., ou qui dépasseraient le capital

nécessaire pour constituer le chiffre maximum de 1,500 fr. de rente.

7. — Le versement opéré *antérieurement* au mariage reste *propre* à celui qui l'a fait. Celui qui est effectué, pendant le mariage, par l'un des deux conjoints, profite *séparément* à chacun d'eux par moitié.

En cas de *séparation de corps* ou de biens, le versement postérieur profite *exclusivement* à l'époux qui l'a opéré.

8. — STATISTIQUE. — Voici le résumé des opérations effectuées par la Caisse de retraites pour la vieillesse, du 11 mai 1851 au 31 décembre 1868.

VERSEMENTS.

2,689,966 dont 1,948,824 à *capital aliéné*, et 741,142 à *capital réservé*. — Les sommes versées s'élèvent à 122,295,206 francs 23 centimes, dont 76,313,722 fr. 65 c. à *capital aliéné*, et 45,981,483 fr. 58 c. à *capital réservé*.

REMBOURSEMENTS.

9,866, dont 6,390 de *capitaux réservés*, remboursés après décès, et 3,476 de *versements irréguliers*. — Les sommes remboursées s'élèvent à 12,623,903 francs 67 centimes, dont 12,173,988 fr. 55 c., remboursés après décès, et 449,915 fr. 12 c. comme *versements irréguliers*.

RENTES VIAGÈRES INSCRITES.

Elles s'élèvent à 6,749,253 f., représentant un capital de 65,448,118 fr. 31 c. Le nombre des parties est de 38,481, et la moyenne, par inscriptions de rentes, de 175 fr.

CAISSE D'ÉPARGNE. — (Loi 5 juin 1835, art. 1, 7, 8-12; loi 31 mars 1837, art. 1; loi 22 juin 1845, art. 1, 5; loi 30 juin 1851; loi 7 mai 1853.)

On donne ce nom à des établissements d'utilité publique destinés à recevoir en dépôts les petites économies et à les rembourser, à la demande des déposants, en tenant compte des intérêts cumulés.

1. — L'institution des Caisses d'épargne est toute moderne. L'idée en est née simultanément en Allemagne, en Suisse et en Angleterre. Elles y

fonctionnaient avec succès depuis plusieurs années, quand la généreuse initiative de quelques hommes de bien, à la tête desquels il faut placer M. Benjamin Delessert, essaya d'en fonder une en France. Cette création se fit sous la forme d'une société anonyme qui fut autorisée par ordonnance royale du 29 juillet 1818. L'exemple de Paris ne tarda pas à être suivi par différentes villes de province, mais ce n'est qu'en 1835 que l'institution fut réellement organisée. Les bases en ont été successivement modifiées en 1837, 1845, 1851 et 1853.

2. — Les Caisses d'épargne sont instituées par décrets rendus dans la forme des règlements d'administration publique. L'initiative de leur création appartient exclusivement aux Conseils municipaux : on en compte aujourd'hui plus de 500.

3. — Chaque déposant reçoit un livret correspondant au compte qui lui est ouvert. Nul ne peut avoir plus d'un livret dans la même caisse ou dans des caisses différentes, sous peine de perdre l'intérêt de la totalité des intérêts des sommes déposées.

4. — L'intérêt servi par la Caisse d'épargne est de quatre pour cent l'an. Il commence à courir huit jours après le dépôt et cesse huit jours avant celui fixé pour le retrait.

5. — Le minimum des versements est de 1 fr.; le maximum, par semaine, est de 300 fr. Les dépôts ne peuvent dépasser 1,000 fr., capital et intérêts compris. Lorsque, dans le délai de trois mois, le déposant n'a pas réduit son crédit au-dessous de cette somme, l'Administration de la Caisse achète pour son compte une rente de dix francs sur l'Etat.

Cette règle souffre cependant trois exceptions : 1° les remplaçants dans les armées de terre et de mer sont admis à déposer le prix intégral de leur remplacement, à quelque somme qu'il s'élève; — 2° les marins portés sur le contrôle de l'inscription maritime sont également admis à déposer, à quelque somme qu'il s'élève, le montant de leur solde, décomptes et sa-

lares, au moment soit de leur embarquement, soit de leur débarquement; — 3^o le compte des *Sociétés de secours mutuels* peut s'élever à 8,000 fr., capital et intérêts compris. Lorsque ce chiffre est dépassé, l'Administration de la Caisse achète en leur nom jusqu'à concurrence de cent francs de rente.

6. — Les déposants ont le droit d'obtenir le *transfert* de leur crédit d'une caisse à une autre désignée par eux; mais le transfert n'est possible que pour la totalité du crédit.

7. — Les *remboursements* sont, au gré des déposants, de la totalité de leur avoir, y compris les intérêts acquis, ou de telle quantité qui leur convient.

8. — Au 31 décembre 1868, il existait dans les 503 Caisses d'épargne 1,971,523 livrets, et le solde dû aux déposants s'élevait à plus de 685 millions au 31 octobre 1869.

CAISSE DES CHEMINS VICINAUX.

— Voy. CHEMINS VICINAUX, 14.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS. — (Loi 28 avril 1816, art. 110.)

C'est un établissement dont le siège est à Paris, et qui est chargé de recevoir, sous la garantie de l'Etat, les consignations et dépôts obligatoires ou volontaires qui lui sont présentés, et d'administrer en même temps les fonds appartenant à divers services publics. Les Receveurs généraux et particuliers des finances sont ses *préposés* dans les départements.

1. — La Caisse paye l'*intérêt* de toute somme consignée, à raison de trois pour cent, à compter du soixante-et-unième jour du dépôt, jusques et non compris celui du remboursement. La remise des sommes consignées est faite dans le lieu du dépôt, à ceux qui justifient de leurs droits, dix jours après la réquisition du paiement au préposé de la Caisse.

Elle bonifie l'intérêt à trois pour cent sur les sommes déposées volontairement par les établissements publics, pourvu qu'elles soient restées trente jours à la Caisse; si elles sont retirées avant ce temps, il n'est pas dû

d'intérêt. A l'égard des dépôts volontaires effectués par les particuliers, à Paris, l'intérêt et les conditions de ces dépôts sont fixés par des arrêtés du Directeur général de la Caisse, pris sur l'avis de la Commission de surveillance et revêtus de l'approbation du Ministre des finances.

2. — Les fonds provenant des *Caisses d'épargne et de prévoyance*, ainsi que ceux de la *Caisse des retraites pour la vieillesse*, sont administrés par la *Caisse des dépôts et consignations*.

CAISSE DES ÉCOLES. — (Loi 10 avril 1867, art. 15.)

Institution excellente, due à l'initiative individuelle, qui a pour but d'élever le niveau de l'instruction primaire en favorisant le développement. *Assistance, Emulation*, telle est sa devise.

La dernière loi sur l'instruction primaire s'est proposé d'aider à la généralisation d'une œuvre dont l'expérience a prouvé, notamment à Paris, tout le bien qu'elle peut produire.

Aux termes de l'article 15 de cette loi, «une délibération du Conseil municipal approuvée par le Préfet peut créer, dans toute Commune, une *Caisse des écoles* destinée à encourager et à faciliter la fréquentation de l'école par des récompenses aux élèves assidus et par des secours aux élèves indigents. — Le revenu de la Caisse se compose de cotisations volontaires et de subventions de la Commune, du département et de l'Etat. Elle peut recevoir, avec l'autorisation des Préfets, des dons et des legs. — Plusieurs Communes peuvent être autorisées à se réunir pour la formation et l'entretien de cette Caisse. — Le service de la Caisse des Ecoles est fait *gratuitement* par le Percepteur.»

CAISSES D'ASSURANCES EN CAS DE DÉCÈS ET D'ACCIDENTS. — (Loi 11 juillet 1863; Déc. 10 août 1868.)

Créées sous la garantie de l'Etat, et gérées par la Caisse des dépôts et consignations, elles ont pour *objet*, la première, de payer, au décès de chaque assuré, à ses héritiers ou ayants droit une somme déterminée suivant

les bases fixées ci-après ; — la deuxième, de servir des pensions viagères aux personnes assurées qui, dans l'exécution de travaux agricoles ou industriels, sont atteintes de blessures entraînant une incapacité permanente de travail, et de donner des secours aux veuves et aux enfants mineurs des personnes assurées qui ont péri par suite d'accidents survenus dans l'exécution desdits travaux.

I. CAISSE D'ASSURANCE EN CAS DE DÉCÈS. — La participation à l'assurance est acquise par le versement de primes *uniques* ou de primes *annuelles*.

La somme à payer au décès de l'assuré est fixée conformément à des *tarifs* tenant compte :

1° De l'intérêt composé à 4 p. 100 par an des versements effectués ; — 2° Des chances de mortalité, à raison de l'âge des déposants, calculées d'après la table dite de Deparcieux.

Les primes établies d'après les tarifs sus-énoncés sont augmentées de 6 p. 100.

— Toute assurance faite moins de deux ans avant le décès de l'assuré demeure sans effet. Dans ce cas, les versements effectués sont restitués aux ayants droit, avec les intérêts simples à 4 p. 100.

Il en est de même lorsque le décès de l'assuré, quelle qu'en soit l'époque, résulte de causes exceptionnelles définies dans les polices d'assurances (*suicide, duel ou condamnation judiciaire*).

— Les sommes assurées sur une tête ne peuvent excéder 3,000 fr. Elles sont insaisissables et incessibles jusqu'à concurrence de la moitié, sans toutefois que la partie incessible ou insaisissable puisse descendre au-dessous de 600 francs.

— Nul ne peut s'assurer s'il n'est âgé de seize ans au moins et de soixante ans au plus.

— A défaut de paiement de la prime annuelle dans l'année qui suit l'échéance, le contrat est résolu de plein droit. Dans ce cas, les versements effectués, déduction faite de la

part afférente aux risques courus, sont ramenés à un versement unique, donnant lieu, au profit de l'assuré, à la liquidation d'un capital au décès. La déduction est calculée d'après les bases du tarif.

— Les Sociétés de secours mutuels approuvées sont admises à contracter des assurances collectives sur une liste indiquant le nom et l'âge de tous les membres qui les composent, pour assurer au décès de chacun d'eux une somme fixe qui, dans aucun cas, ne peut excéder 1,000 francs. — Ces assurances sont faites pour une année seulement et d'après des tarifs spéciaux. Elles peuvent se cumuler avec les assurances individuelles.

— L'extrait ci-dessous du décret du 10 août 1868, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 11 juillet, contient la marche à suivre pour contracter l'assurance en cas de décès, et indique les *formalités* à remplir par les contractants :

Art. 1^{er}. — « Toute personne qui veut contracter une assurance fait une proposition à l'Administration de la Caisse des dépôts et consignations. — Cette proposition contient les nom et prénoms de l'assuré ; son domicile ; le lieu et la date de sa naissance, la somme qu'il veut assurer, ainsi que les conditions spéciales de son assurance. Elle est signée par l'assuré ou par son mandataire spécial. Cette signature est légalisée par le Maire de la résidence du signataire. »

Art. 2. — « Les propositions d'assurance sont reçues, à Paris, à la Caisse des dépôts et consignations, et, dans les départements, par les Trésoriers Payeurs généraux et par les Receveurs particuliers des finances. — Elles sont également reçues par les Percepteurs des contributions directes et les Receveurs des postes. — Elles sont toujours accompagnées d'un versement qui comprend la prime entière, si l'assurance a lieu par prime unique, et la première annuité, si elle a lieu par primes annuelles. »

Art. 5. — « Les primes annuelles, autres que la première, peuvent être versées par toute personne munie du livret, dans toute localité, entre les mains des comptables indiqués à l'article 2. »

Art. 6. — « Chaque versement est constaté sur le livret-police par un enregistrement signé du comptable entre les mains duquel il a été opéré. — Cet enregistrement ne fait titre envers l'Etat qu'à la charge par l'assuré de le faire viser dans les vingt-quatre heures, à Paris, pour les versements faits à la Caisse des dépôts et consignations, par le Contrôleur près de cette caisse, et, dans les départements, pour les versements faits chez les Trésoriers Payeurs généraux ou chez les Receveurs particuliers des finances, par le Préfet ou le Sous-Préfet. — Quant aux versements faits à Paris ou dans les départements, entre les mains des Percepteurs et des Receveurs des postes, leur enregistrement sur le livret-police est visé, dans le même délai que ci-dessus, par le Maire du lieu où il a été opéré. »

Art. 11. — « Les primes annuelles sont acquittées chaque année à l'échéance indiquée par la date du premier versement. — A défaut de paiement dans les 30 jours, il est dû des intérêts de 4 p. 100, à partir de l'échéance jusqu'à l'expiration du délai d'un an, » (après lequel le contrat se trouve résolu de plein droit.)

Art. 12. — « A toute époque l'assuré peut anticiper la libération de sa police. — Sa proposition à cet effet est remise à l'un des comptables désignés dans l'article 2. »

Art. 13. — « Dans l'application des tarifs, la prime est fixée d'après l'âge de l'assuré, au prochain anniversaire de sa naissance. »

Art. 14. — « Les sommes dues par la Caisse des assurances au décès de l'assuré sont payables aux héritiers ou ayants droit, à Paris, à la Caisse générale, et, dans les départements, à la caisse de ses préposés. Le paye-

ment a lieu sur une autorisation donnée par le Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, auquel les demandes doivent être adressées, soit directement, soit par l'intermédiaire des préposés ou agents désignés à l'article 2. — Ces demandes doivent être accompagnées du livret-police et de l'acte de décès de l'assuré, ainsi que d'un certificat de propriété... constatant les droits des réclamants. »

Art. 15. — « Les oppositions au paiement de sommes assurées, ou les cessions desdites sommes (dans les limites déterminées ci-dessus) doivent être signifiées au Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Art. 17. — « Les propositions d'assurances collectives pour une année, au profit de Sociétés de secours mutuels approuvées, sont faites par les Présidents de ces Sociétés et déposées avec les versements correspondants chez les comptables désignés à l'article 2. — Ces propositions sont accompagnées de listes nominatives, comprenant les personnes assurées et indiquant la date de la naissance de chacune d'elles. Les assurances collectives ont leur effet à partir du 1^{er} janvier qui suit l'envoi des listes et le paiement des primes. »

Art. 18. — « Le paiement des sommes dues aux Sociétés de secours mutuels, après décès d'un de leurs membres, se fait entre les mains du trésorier desdites Sociétés, dûment autorisé. — Ce paiement a lieu sur une autorisation donnée par le Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, auquel la demande doit être adressée avec l'acte de décès du sociétaire. »

Art. 19. — « En cas de perte du livret-police, il est pourvu à son remplacement dans les formes prescrites pour les titres de rentes sur l'Etat, sur la production d'une déclaration faite devant le Maire de la Commune où l'assuré a sa résidence. »

II. CAISSE D'ASSURANCE EN CAS D'AC-

CIDENTS. — Les assurances en cas d'accidents ont lieu par année. L'assuré verse, à son choix et pour chaque année, huit francs, cinq francs ou trois francs.

— Les ressources de la Caisse en cas d'accidents se composent : 1° du montant des cotisations versées par les assurés; — 2° d'une subvention annuelle de l'Etat; — 3° des dons et legs faits à la Caisse.

— Pour le règlement des pensions viagères à concéder, les accidents sont distingués en deux classes :

1° accidents ayant occasionné une incapacité absolue de travail;

2° accidents ayant entraîné une incapacité permanente du travail de la profession.

La pension accordée pour les accidents de la seconde classe n'est que de la moitié de la pension afférente aux accidents de la première.

— La pension viagère due aux assurés est servie par la Caisse des retraites, moyennant la remise qui lui est faite, par la Caisse des assurances en cas d'accidents, du capital nécessaire à la constitution de ladite pension d'après les tarifs de la Caisse des retraites.

Ce capital se compose, pour la pension en cas d'accidents de la 1^{re} classe, d'une somme égale à 320 fois le montant de la cotisation versée par l'assuré, laquelle somme est ensuite doublée.

Le montant de la pension correspondant aux cotisations de cinq francs et de trois francs ne peut être inférieur à 200 francs pour la première et à 150 francs pour la seconde.

Le secours à allouer, en cas de mort par suite d'accident, à la veuve de l'assuré, et, s'il est célibataire ou veuf sans enfants, à son père ou à sa mère sexagénaire, est égal à deux années de la pension à laquelle il aurait eu droit.

L'enfant ou les enfants mineurs reçoivent un secours égal à celui qui est attribué à la veuve.

Les secours se payent en deux annuités. Les rentes viagères sont incessibles et insaisissables.

Nul ne peut s'assurer s'il n'est âgé de douze ans au moins.

Les Administrations publiques, les Etablissements industriels, les Compagnies de chemins de fer, les Sociétés de secours mutuels autorisées peuvent assurer collectivement leurs ouvriers ou leurs membres par listes nominatives. — Les Administrations municipales peuvent assurer de la même manière les compagnies ou subdivisions de sapeurs-pompiers contre les risques inhérents soit à leur service spécial, soit aux professions individuelles des ouvriers qui les composent. Chaque assuré ne peut obtenir qu'une seule pension viagère.

— L'extrait ci-dessous du décret du 10 août 1868, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 11 juillet, contient la marche à suivre pour contracter l'assurance en cas d'accidents, et indique les formalités à remplir par les contractants :

Art. 21. — « La proposition d'assurance en cas d'accidents contient le nom et prénoms de l'assuré; sa profession, son domicile; le lieu et la date de sa naissance, et le taux de la cotisation qu'il choisit. »

Art. 22. — « Les propositions d'assurances collectives par les Administrations publiques, les Etablissements industriels, les Compagnies de chemins de fer, les Sociétés de secours mutuels autorisées, sont faites par les Chefs, Directeurs ou Présidents desdites Administrations, Etablissements, Compagnies ou Sociétés, et déposées chez les comptables désignés à l'article 2. — Ces propositions sont accompagnées des listes nominatives comprenant les personnes assurées et indiquant la date de naissance de chacune d'elles. — Les assurances collectives en cas d'accidents ont leur effet à partir du jour où elles sont contractées. »

Art. 23. — « Un Comité institué au chef-lieu de chaque arrondissement donne son avis sur les demandes de pensions viagères ou de secours présentées par les assurés do-

miciliés dans l'arrondissement ou par leurs ayants droit. »

Art. 24. — « Ce Comité est composé, sous la présidence du Préfet ou Sous-Préfet ou de leur délégué, de quatre membres désignés par le Préfet, savoir : un Ingénieur des ponts et chaussées ou des mines en résidence dans l'arrondissement, un médecin et deux membres de Sociétés de secours mutuels, s'il en existe. — A défaut de Sociétés de secours mutuels, le Préfet nomme deux membres pris parmi les chefs d'industrie, les contre-maitres ou les ouvriers des professions les plus répandues dans l'arrondissement. — A Paris et à Lyon, il est institué un Comité par arrondissement municipal. Le Maire en est président; les autres membres sont désignés par le Préfet, qui, à défaut d'Ingénieurs, choisit parmi les Architectes-voyers. »

Art. 25. — « Lorsqu'un assuré est atteint par un accident grave, le Maire, sur l'avis qui lui en est donné, constate les circonstances, les causes et la nature de cet accident. — Il consigne sur son procès-verbal les déclarations des personnes présentes et ses observations personnelles. »

Art. 26. — « Le Maire charge un médecin de constater l'état du blessé, d'indiquer les suites probables de l'accident, et, s'il y a lieu, l'époque à laquelle il sera possible d'en déterminer le résultat définitif. »

Art. 27. — « Le certificat dressé par le médecin est remis au Maire, qui, après l'avoir dûment légalisé, le transmet au Préfet ou au Sous-Préfet avec son procès-verbal. »

Art. 28. — « Les pièces ci-dessus sont transmises, dans le plus bref délai, avec la demande de la partie intéressée, au Comité institué par l'article 23 ci-dessus. »

Art. 29. — « Ce Comité donne son avis, dans les huit jours, sur les affaires susceptibles de recevoir une solution définitive. — Pour les autres, le Comité sursoit jusqu'à production d'un nouveau certificat médical. — Ce certificat est dressé

après serment prêté devant le Juge de paix, soit par le médecin membre du Comité, soit par tout autre médecin désigné par le Sous-Préfet, sur la demande du Comité. — Avis de la visite du médecin est donné, huit jours à l'avance, au Maire de la Commune, qui lui-même en avertit le blessé. Celui-ci peut demander l'ajournement de la visite. »

Art. 30. — « Les avis du Comité sont adressés sans délai au Préfet du département. — Le Préfet les transmet, avec les pièces à l'appui, au Directeur général de la Caisse, qui statue. »

CANAUX. — On entend par canal un cours d'eau fait de la main des hommes, et destiné soit à la navigation, soit à l'irrigation des terres arides, soit au roulement des usines, soit enfin au dessèchement des marais.

1. — Les canaux destinés à la navigation font partie de la grande voirie, et sont assimilés aux grandes routes pour ce qui concerne leur établissement, leur entretien et leur police.

2. — Les canaux d'irrigation appartiennent à l'Etat ou aux particuliers, selon que l'Etat ou les particuliers en ont fait la dépense. Dans le premier cas, les frais d'entretien sont supportés par les propriétaires dans l'intérêt desquels ces canaux ont été construits : la répartition en est faite par le Préfet, sans recours au Conseil de Préfecture. Tous les canaux d'irrigation sont soumis à la haute police de l'Administration, qui prescrit les mesures nécessaires à leur conservation, notamment celles relatives au curage. (Loi 14 floréal an xi (4 mai 1803).)

3. — Les canaux de dérivation établis pour le service des usines appartiennent, en général, aux propriétaires du sol dans lequel ils sont creusés, mais ils sont assujettis à la police de l'Administration.

4. — Les canaux de dessèchement, qui servent à faire écouler les eaux des prairies ou des marais, sont également soumis à la police administrative, alors même qu'ils sont la propriété des particuliers.

CANON. (DROIT) — Voy. DROIT CANON.

CANTON. — (Loi 22 déc. 1789, art. 3.)

Circonscription territoriale comprise dans la circonscription plus étendue de l'arrondissement, et dont le caractère principal est de former le ressort de l'autorité judiciaire du degré inférieur, la *justice de paix*.

1. — Il y avait, en France, avant le démembrement de l'Alsace et de la Lorraine, 2,941 cantons.

2. — Bien que le canton ne soit plus une circonscription administrative, il a continué d'avoir une importance spéciale dans certaines matières administratives. C'est ainsi : 1° que le nombre de membres des Conseils généraux et d'arrondissement est déterminé par celui des cantons (Lois 22 juin 1833 et 10 août 1871); — 2° que c'est sur la circonscription cantonale que se répartit le contingent annuel pour le recrutement militaire, et que c'est au chef-lieu de canton qu'a lieu le tirage au sort des jeunes soldats et que s'assemble le Conseil de révision (Loi 21 mars 1832, art. 5 et suiv.); — 3° que c'est au chef-lieu de canton qu'a lieu la perception des contributions directes; — 4° que le canton est le siège et détermine la juridiction des Commissaires de police; — 5° que c'est au chef-lieu de canton que sont situés les bureaux d'enregistrement, etc.

CANTONNEMENT. — (Cod. for. art. 63-65; loi 15 avril 1829, art. 10, 11; déc. 12 avril 1854.)

Terme de droit qui a une double acception : 1° Il signifie la portion de propriété abandonnée à un usager, pour remplacer son droit d'usage sur le reste. Cette cession ne peut être provoquée que par le propriétaire, par l'Etat, les Communes et les Etablissements publics. — Le cantonnement a lieu à l'*amiable*, ou est réglé, en cas de contestation, par les tribunaux après estimation d'*experts*. Il ne peut être demandé que pour le droit de pâturage et de vaine pâture. Quant aux droits de glandée et de panage,

on n'est admis à s'en affranchir qu'à prix d'argent; — 2° On nomme *cantonnements de pêche ou de chasse* les parties de rivières ou de forêts dans lesquelles l'Etat a concédé, par adjudication, le droit de pêcher ou de chasser.

CAPITAINE DE NAVIRE. — (Cod. com. art. 221 et suiv.) — Les obligations des capitaines de navires marchands sont tracées avec détails par le Code de commerce. En voici le résumé :

1. — Tout capitaine, maître ou patron, chargé de la conduite d'un navire ou autre bâtiment, est garant de ses fautes, même légères, dans l'exercice de ses fonctions. Il est responsable des marchandises dont il se charge, et en fournit une reconnaissance appelée *connaissance*. (Voy. ce mot.)

2. — Il appartient au capitaine de former l'*équipage* du vaisseau, de choisir et de louer les matelots et autres gens de l'équipage : il doit néanmoins se concerter avec les propriétaires du bâtiment s'il est dans le lieu de leur demeure.

3. — Le capitaine tient un registre coté et paraphé par l'un des juges du tribunal de commerce, ou par le Maire ou son Adjoint, dans les localités où il n'y a pas de tribunal de commerce. Ce registre, appelé *livre* ou *journal de bord*, contient : les résolutions prises pendant le voyage; — la recette et la dépense concernant le navire, et généralement tout ce qui concerne le fait de sa charge, et tout ce qui peut donner lieu à un compte à rendre, à une demande à former.

4. — Avant de prendre charge, le capitaine, afin de s'assurer que le navire est en état de prendre la mer, doit le faire *visiter* dans les formes prescrites par les règlements. Le procès-verbal de visite, dont il lui est remis extrait, est déposé au greffe du tribunal de commerce.

5. — Le capitaine est tenu d'être *en personne* dans son navire, à l'entrée et à la sortie des ports, havres

ou rivières, parce que ce sont ordinairement les passages les plus dangereux.

6. — En cas de *contravention* aux obligations ci-dessus relatées, il est responsable de tous les événements envers les intéressés au navire et au chargement. — Il répond également de tout le dommage qui peut arriver aux marchandises qu'il aurait chargées sur le tillac ou pont du vaisseau sans le consentement par écrit du chargeur. Cette disposition, toutefois, n'est point applicable au *petit cabotage*. — Voy. CABOTAGE.

Sa responsabilité ne cesse que par la preuve d'obstacles de force majeure.

7. — Le capitaine, dans le lieu de la demeure des propriétaires ou de leurs fondés de pouvoirs, ne peut, sans leur autorisation spéciale, faire travailler au radoub du bâtiment, acheter des voiles, cordages, etc., prendre à cet effet de l'argent sur le corps du navire, ni fréter le navire.

8. — Si, pendant le cours du voyage, il y a *nécessité* de radoub, ou d'achat de victuailles, le capitaine, après l'avoir constaté par un procès-verbal signé des principaux de l'équipage, peut, en se faisant *autoriser* : — en France, par le tribunal de commerce, ou, à défaut, par le Juge de paix; — à l'étranger, par le Consul français, ou, à défaut, par le magistrat du lieu, — emprunter sur le corps et quille du vaisseau, mettre en gage ou vendre des marchandises jusqu'à concurrence de la somme que les besoins constatés exigent. Il est tenu compte des marchandises vendues, d'après le cours des marchandises de même nature et qualité, dans le lien de la décharge du navire, à l'époque de son arrivée.

9. — Avant son départ d'un port étranger ou des colonies françaises pour revenir en France, le capitaine doit envoyer à ses propriétaires ou à leurs fondés de pouvoir un compte, signé de lui, contenant l'état de son chargement, le prix des marchandises de sa cargaison, les sommes par lui empruntées, les noms et de-

meures des prêteurs. Cette formalité est doublement utile : d'une part, en cas de perte du bâtiment pendant la traversée, on saura de quoi se composait le chargement, et d'autre part, il devient impossible, dans la route, de frauder les propriétaires en substituant des marchandises à celles primitivement chargées.

10. — Le capitaine qui, *sans nécessité*, prendrait de l'argent sur le corps du navire, engagerait ou vendrait des marchandises ou des victuailles ou qui supposerait des dépenses ou des avaries, serait tenu du remboursement de l'argent ou du paiement des objets, sans préjudice des poursuites criminelles aux cas de vol, faux, etc.

11. — Hors le cas d'*innavigabilité* constaté légalement (c'est-à-dire dans un procès-verbal dressé par des experts qui sont nommés, en France, par le tribunal de commerce ou le Juge de paix; à l'étranger, par le Consul français, et, à défaut, par les magistrats du lieu), le capitaine ne peut, à peine de nullité de la vente, vendre le navire sans un pouvoir spécial des propriétaires.

12. — Tout capitaine de navire, engagé pour un voyage, est tenu de l'achever, sous peine de tous dépens, dommages-intérêts envers les propriétaires et les affrêteurs.

13. — Le capitaine qui navigue à profit commun sur le chargement ne peut faire aucun trafic ni commerce pour son compte particulier, s'il n'y a convention contraire. En cas de *contravention* à cette disposition, les marchandises qu'il aurait embarquées pour son compte particulier seraient confisquées au profit des autres intéressés.

14. — Le capitaine ne peut *abandonner* son navire pendant le voyage, pour quelque danger que ce soit, sans l'avis des officiers et principaux de l'équipage; et, en ce cas, il est tenu de sauver avec lui l'argent et ce qu'il peut des marchandises les plus précieuses de son chargement, sous peine d'en répondre en son propre nom. Si les objets, ainsi tirés du

navire, sont perdus par quelque cas fortuit, il en demeure déchargé.

15. — Une fois arrivé au port de destination, et dans les vingt-quatre heures, le capitaine doit soumettre son livre de bord au visa du Président du tribunal de commerce, et, à défaut, au visa du Juge de paix; il doit, de plus, faire au même magistrat son rapport, énonçant : le lieu et le temps du départ; — la route suivie; — les hasards courus; — les désordres arrivés dans le navire, et toutes les circonstances remarquables du voyage.

16. — Si le capitaine aborde dans un port étranger, il est tenu de se présenter au Consul de France, de lui faire son rapport, et de prendre un certificat constatant l'époque de son arrivée et de son départ, l'état et la nature de son chargement.

17. — Si, pendant le cours du voyage, le capitaine est obligé de relâcher dans un port français, il est tenu de déclarer au Président du tribunal de commerce du lieu les causes de sa relâche. Dans les localités où il n'y a pas de tribunal de commerce, la déclaration est faite au Juge de paix du canton. Si la relâche forcée s'opère dans un port étranger, la déclaration est faite au Consul de France, ou, à son défaut, au magistrat du lieu.

18. — Le capitaine qui a fait naufrage et qui s'est sauvé seul ou avec partie de l'équipage est tenu de se présenter devant le juge du lieu, ou, à défaut de juge, devant toute autre autorité civile, d'y faire son rapport, de le faire vérifier par ceux de l'équipage qui se sont sauvés et se trouvent avec lui, et d'en lever expédition.

Pour vérifier le rapport du capitaine, le juge reçoit l'interrogatoire des gens de l'équipage, et, s'il est possible, des passagers, sans préjudice des autres preuves. — Les rapports non vérifiés ne sont point admis à la décharge du capitaine, et ne font point foi en justice, excepté dans le cas où le capitaine naufragé s'est sauvé seul dans le lieu

où il a fait son rapport. — La preuve des faits contraires est réservée aux parties.

19. — Hors les cas de péril imminent, le capitaine ne peut décharger aucune marchandise avant d'avoir fait son rapport, à peine de poursuites extraordinaires contre lui.

20. — Si les victuailles du bâtiment manquent pendant le voyage, le capitaine, en prenant l'avis des principaux de l'équipage, peut contraindre ceux qui ont des vivres en particulier de les mettre en commun, à la charge de leur en payer la valeur.

CAPITAL VARIABLE. (SOCIÉTÉ A)

— Voy. SOCIÉTÉ, sect. II, V.

CARDINAL. — Du latin *cardo*, gond, ce sur quoi roule une chose. On donne ce nom aux soixante-dix prélats de l'Eglise romaine qui composent le Conseil du Pape. A la mort du Souverain-Pontife, ce sont les Cardinaux réunis en conclave qui désignent un des leurs pour le remplacer.

CARENCE. — Du latin *carere*, manquer. — C'est l'état d'un individu qui ne possède rien.

— Dans le cas où il y aurait lieu à apposition des scellés, lors du décès d'une personne, s'il ne se trouve aucun effet mobilier, le Juge de paix dresse un procès-verbal de *carence*. (Cod. proc. civ. art. 924.)

CARRIÈRES. — (Loi 21 avril 1810, art. 1, 4, 81, 82; arr. cons. 5 avril 1771.)

1. — Sont considérées comme carrières les excavations qui renferment « les ardoises, les grès, pierres à bâtir et autres, les marbres, granits, pierres à chaux, pierres à plâtre, les pozzolanes, le trass, les basaltes, les laves, les marnes, craies, sables, pierres à fusil, argiles, kaolin, terres à foulon, terres à poterie, les substances terreuses et les cailloux de toute nature, les terres pyriteuses regardées comme engrais. »

2. — L'exploitation des carrières à ciel ouvert a lieu sans permission, sous la simple surveillance de la police, et avec l'observation des lois ou règle-

ments généraux ou locaux. Quand elle se fait par *galeries souterraines*, elle est assujettie à la surveillance de la haute Administration.

3. — L'*usufruitier* jouit, de la même manière que le propriétaire, des carrières qui sont en exploitation à l'ouverture de l'*usufruit*. Il n'a aucun droit aux carrières non encore ouvertes à cette époque. (Cod. civ. art. 598.)

4. — Il est *défendu* d'ouvrir des carrières de pierres, de moellons, de faire des fouilles ou de pousser des galeries souterraines à moins de cinquante-huit mètres quarante-sept centimètres du pied des arbres plantés le long des routes, ou du bord même de la route.

5. — Est puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 16 fr. à 500 fr. le *vol* ou la tentative de vol de pierres dans les carrières. (Cod. pén. art. 388.)

CARTES A JOUER. — (Loi 28 avril 1816, tit. 3; loi 1^{er} septembre 1871, art. 5.)

1. — Il est perçu, au profit du Trésor, un droit de cinquante centimes par jeu de cartes.

2. — Les fabricants et débitants de cartes doivent être *commissionnés* par l'Administration des contributions indirectes. — Le papier servant à la fabrication des cartes est fourni par l'Etat, ainsi que les moules.

3. — Les *contraventions* aux lois sur les cartes à jouer sont punies de la confiscation des objets de fraude, d'une amende de 1,000 fr. à 3,000 fr. et d'un emprisonnement de un mois; en cas de récidive, l'amende est toujours de 3,000 fr.

4. — Ceux qui ont *contrefait* ou *imité* les moules, timbres et marques employés par la Régie pour distinguer les cartes légalement fabriquées et ceux qui se serviraient des véritables moules, timbres ou marques, en les employant d'une manière nuisible aux intérêts de l'Etat, sont punis, indépendamment de l'amende ci-dessus fixée, d'un emprisonnement qui varie, dans le premier cas, entre deux ans et cinq ans, et dans le second cas, entre six mois et trois ans. — Les coupables

peuvent, en outre, être interdits des droits mentionnés en l'article 42 du Code pénal pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine, et être mis sous la surveillance de la haute police pendant le même nombre d'années.

CASSATION. — Annulation d'un jugement ou d'un arrêt rendu en dernier ressort, lorsque la loi a été violée ou faussement appliquée.

1. — En matière civile, il y a lieu à pourvoi en cassation, pour violation de la loi ou des formes prescrites à peine de nullité; lorsque la décision a été rendue par un tribunal incompétent ou contient un excès de pouvoir; enfin, lorsqu'il y a contradiction entre deux jugements rendus entre les mêmes parties, sur les mêmes faits, par deux tribunaux différents. On ne peut néanmoins se pourvoir en cassation contre les jugements, en dernier ressort, des Juges de paix, que pour excès de pouvoir.

— Le délai du pourvoi est de deux mois à compter du jour de la signification de la décision qui en fait l'objet, si elle a été rendue contradictoirement, ou à compter du jour où l'opposition n'est plus recevable, s'il s'agit de jugement ou d'arrêt par défaut. (Loi 2 juin 1862, art. 1^{er}.) — Le délai est augmenté, à raison des distances, lorsque le demandeur est domicilié hors de France. (Même loi, art. 5.)

— En cas de *rejet* du pourvoi, le demandeur est condamné à 300 fr. d'amende envers l'Etat, et à 150 fr. de *dommages-intérêts* envers la partie, s'il s'agit d'un arrêt ou d'un jugement contradictoire; — à la moitié seulement de ces deux sommes, si la décision attaquée avait été rendue par défaut. (Règl. 28 juin 1838, 1^{re} partie, tit. IV, art. 5 et 35.) Cette disposition a été édictée dans le but de mettre un frein à la témérité des plaideurs. — La moitié de l'amende encourue au cas de rejet, c'est-à-dire 150 fr. ou 75 fr., d'après la distinction ci-dessus, doit être *consignée* pour que la requête en cassation soit reçue au greffe. —

Restitution en est ordonnée, si le pourvoi est accueilli.

2. — En matière criminelle, le recours en cassation pour excès de pouvoir, incompétence, violation des formes ou fausse application de la loi, doit être exercé dans les trois jours.

3. — Voy. COUR DE CASSATION; — AVOCATS AU CONSEIL D'ÉTAT ET A LA COUR DE CASSATION.

CAUTION — CAUTIONNEMENT. (Cod. civ. art. 2011-2043.)

D'un usage très-fréquent et très-utile dans la société, le cautionnement est un contrat par lequel on s'engage à exécuter une obligation que d'autres ont souscrite, si les personnes obligées ne l'exécutent pas elles-mêmes. La garantie qu'il procure facilite puissamment les transactions civiles et commerciales.

On sait, du reste, les périls qui environnent le rôle de caution. « *Qui répond, paye,* » dit un proverbe, dont l'expérience démontre chaque jour l'exacte vérité.

I. NATURE ET ÉTENDUE DU CAUTIONNEMENT. — 1. — Le premier principe posé par la loi en cette matière, c'est qu'on ne peut cautionner qu'une obligation valable.

2. — Le cautionnement, n'étant qu'un accessoire de l'obligation principale, ne peut être ni plus étendu ni plus onéreux que cette obligation. Il peut, au contraire, être moins étendu et moins onéreux; en d'autres termes, la caution a la faculté de ne s'engager que pour une partie de la dette, ou à des conditions plus favorables que celles auxquelles est soumis le principal obligé. Tout dépend de la convention.

3. — On peut cautionner une personne sans son ordre, même à son insu. On peut aussi se rendre caution, non-seulement du débiteur principal, mais encore de celui qui l'a cautionné.

4. — Le cautionnement ne se présume pas. A cause des conséquences si graves qu'il entraîne, la loi exige qu'il soit clairement exprimé, et elle recommande de ne pas l'étendre au delà des limites dans lesquelles l'engagement a été contracté; ainsi la cau-

tion donnée pour le principal seulement ne doit pas être étendue aux intérêts ni aux frais.

5. — Comme les autres contrats, le cautionnement oblige les héritiers de celui qui l'a souscrit, mais chaque héritier n'en est tenu que pour sa part et portion.

6. — Il y a trois espèces de cautions : celles que la loi oblige à donner, par exemple, pour la jouissance d'un usufruit; celles qu'un jugement condamne à fournir; celles enfin qu'on donne volontairement.

La loi n'avait pas besoin de veiller aux qualités que doit avoir la caution conventionnelle. C'est au créancier à pourvoir à sa sûreté ainsi qu'il lui plaît. Au contraire, à l'égard des cautions légales ou judiciaires, trois conditions sont exigées : capacité de contracter, solvabilité, facilité pour les poursuites.

Les mineurs, les interdits, les femmes mariées non autorisées par leurs maris ou par la justice, ne peuvent donc pas être reçus cautions légales ou judiciaires, parce qu'ils n'ont pas la capacité de contracter.

La solvabilité de la caution ne doit pas être fugitive et incertaine : elle doit porter sur des propriétés foncières d'une valeur suffisante pour répondre de l'objet de l'obligation principale. Mais, en matière de commerce, ou lorsque la dette est modique, le cautionnement en immeubles n'est point exigé, si le crédit, la réputation et la solvabilité notoires de la caution présentée donnent une garantie suffisante.

Pour la facilité des poursuites, la loi veut que la caution ait son domicile dans le ressort de la Cour d'appel où la garantie doit être donnée, et que ses immeubles ne soient pas litigieux ou d'une discussion trop difficile par suite de leur éloignement.

7. — Le débiteur qui, obligé par la loi, ou condamné par jugement, à fournir une caution, ne peut en trouver une remplissant les qualités requises, est admis à donner en nantissement un gage suffisant

8. — Lorsque la caution reçue par le créancier, volontairement ou en justice, est devenue ensuite *insolvable*, il doit en être donné une autre. Cette règle reçoit exception dans le cas seulement où c'est le créancier lui-même qui avait indiqué et nominativement exigé la caution, devenue insolvable. Il était juste de le rendre responsable de son choix.

II. EFFETS DU CAUTIONNEMENT. —

1. — La caution, ne devant payer qu'à défaut du débiteur principal, a le droit, lorsqu'elle est poursuivie, de requérir que le débiteur soit préalablement *discuté* dans ses biens par le créancier. C'est ce qu'on appelle le *bénéfice de discussion*. Mais il a paru nécessaire de restreindre ce droit dans de justes limites, afin de ne pas rendre illusoire le cautionnement. Ainsi, le créancier n'est tenu de discuter le débiteur principal que lorsque la caution le requiert expressément, et sur les premières poursuites exercées contre elle. En outre, la loi exige que la discussion réclamée soit de nature à s'effectuer promptement et facilement, qu'elle n'expose pas le créancier à des retards considérables ou à des contestations pénibles, et qu'enfin ce dernier ne soit pas forcé d'en avancer les frais. Elle exige, en conséquence, que la caution n'indique, ni des biens situés hors du ressort de la Cour d'appel où le paiement doit être fait, ni des biens litigieux.

Mais, lorsque la caution a fait les indications prescrites, et qu'elle a remis les fonds nécessaires, si le créancier néglige la discussion, il est seul responsable de l'insolvabilité du débiteur survenue depuis, à défaut de poursuites.

Le bénéfice de discussion n'est pas accordé aux cautions *légales* et *judiciaires*, qui doivent présenter la plus forte comme la plus sûre des responsabilités, soit à cause de la nature de la dette cautionnée, soit en raison du respect dû aux jugements

dont l'exécution ne doit être ni retardée ni gênée.

2. — Les cautions *conventionnelles* jouissent d'une autre faveur. Lorsque plusieurs personnes ont cautionné le même débiteur pour la même dette, bien qu'elles soient réellement obligées chacune à toute la dette, elles peuvent exiger que le créancier *divise* son action et la réduise contre chacune d'elles à sa part et portion seulement : c'est ce qu'on appelle le *bénéfice de division*, bénéfice auquel le créancier peut, d'ailleurs, dans l'acte de cautionnement, faire renoncer la caution, comme à celui de *discussion*.

3. — La caution qui a payé à son *recours* contre le débiteur principal ; elle est subrogée entièrement aux droits du créancier.

Mais ce recours lui est refusé lorsqu'elle a bénévolement payé sans être poursuivie et sans avoir averti le débiteur principal ; car celui-ci pouvait avoir des exceptions à opposer, des compensations à faire valoir, en un mot des moyens quelconques de faire déclarer la dette éteinte, et il lui a été impossible de les proposer, si la caution lui a laissé ignorer les poursuites.

4. — Lorsqu'il y a plusieurs débiteurs principaux *solidaires* d'une même dette, la caution qui les a tous cautionnés a contre chacun d'eux un recours pour la répétition du total de ce qu'elle a payé. Il était juste qu'ayant acquitté ce que chacun des débiteurs s'était solidairement engagé à payer, la caution eût le droit de choisir celui contre lequel elle vent diriger sa demande.

5. — Même *avant d'avoir payé*, la caution peut agir contre le débiteur pour être indemnisée : 1^o si elle est poursuivie en justice pour le paiement, parce qu'elle ne s'est pas obligée à payer pour lui ni à supporter des frais ; — 2^o si le débiteur est en faillite ou se trouve dans l'état de ruine qu'en terme de droit on appelle *déconfiture*, parce qu'alors la dette est devenue exigible ; — 3^o si le débiteur s'est obligé de rapporter dans

un certain temps la décharge du cautionnement, lorsque ce temps est expiré, parce que c'est une condition de l'engagement contracté par la caution et que cette condition doit être exécutée; — 4^o si la dette est devenue exigible par l'échéance du terme, quoique le créancier n'exerce pas encore de poursuites, parce que la caution a intérêt de prévenir ces poursuites, et que le débiteur peut devenir insolvable; — 5^o après dix années, lorsque l'obligation principale n'a pas un terme fixe d'échéance, parce qu'il ne faut pas que la caution reste indéfiniment engagée. Néanmoins, si l'obligation était de nature à ne pouvoir être éteinte avant un temps déterminé, la caution ne pourrait, avant l'expiration de ce temps, quelque long qu'il fût, demander sa décharge, parce qu'elle a connu ou dû connaître la nature et la durée de l'engagement qu'elle garantissait. Ainsi la personne qui se serait rendue caution d'un tuteur ne pourrait lui demander décharge tant que la tutelle dure.

6. — Lorsque plusieurs personnes ont cautionné un même débiteur pour une même dette, celle d'entre elles qui a payé a recours contre les autres cautions, chacune pour sa part et portion, pourvu toutefois qu'elle n'ait payé que dans l'un des cinq cas ci-dessus exprimés, c'est-à-dire étant contrainte de le faire.

III. EXTINCTION DU CAUTIONNEMENT.

1. — Le Code déclare que l'obligation résultant du cautionnement s'éteint par les mêmes causes que toute autre obligation. (Voy. OBLIGATIONS, III.) — Comment la caution pourrait-elle continuer à être engagée, alors qu'il n'y a plus d'obligation qui puisse être l'objet du cautionnement ?

2. — La caution peut opposer au créancier toutes les exceptions qui appartiennent au débiteur principal, et qui sont inhérentes à la dette, comme celles qui résulteraient de l'erreur, du dol et de la violence, etc. : quant aux exceptions purement per-

sonnelles au débiteur, comme celles résultant de l'incapacité de ce dernier (*minorité, défaut d'autorisation de la femme mariée, etc.*), la caution n'est pas admise à les faire valoir.

3. — Quand le créancier s'est mis hors d'état de faire à la caution subrogation de ces droits, hypothèques et privilèges, la caution se trouve déchargée, parce qu'elle n'a plus un recours aussi assuré contre le débiteur.

Elle est encore déchargée par l'acceptation que le créancier fait d'un immeuble ou d'un effet quelconque en paiement de la dette. Peu importe que ce dernier vienne plus tard à être évincé, car la caution n'avait garanti que la première.

CÉDULE. — Du latin *sheda*, billet, note. — Ordonnance du Juge de paix qui autorise une citation ou en abrège les délais, ou qui prescrit une enquête. (Cod. proc. civ. art. 6, 29; Cod. instr. crim. art. 146.) — Voy. CITATION, 2.

CENTIARE. — Mesure *agraire*, représentant le centième de l'are, ou un mètre carré. — Voy. POIDS ET MESURES.

CENTIGRAMME. — Centième du gramme. — Voy. POIDS ET MESURES.

CENTIME. — Centième du franc.

CENTIMÈTRE. — Centième du mètre. — Voy. POIDS ET MESURES.

CENTIMES ADDITIONNELS. — On appelle ainsi des *impositions supplémentaires* destinées à couvrir des dépenses temporaires ou variables d'une année à une autre. Les centimes additionnels sont ajoutés aux contributions ordinaires, votés et perçus de la même manière.

1. — Indépendamment des *centimes additionnels généraux*, votés par l'Assemblée nationale, chaque année, pour couvrir les frais de perception et les non-valeurs, il y a des *centimes additionnels départementaux*, votés par les Conseils généraux, et se subdivisant en *centimes facultatifs*; *centimes extraordinaires* et *centimes spéciaux*, et des *centimes additionnels communaux*, votés par les Conseils municipaux.

2. — Les *patentes* ont spécialement leurs centimes additionnels, destinés aux dépenses des Chambres et des Bourses de commerce.

CÉRÉALES. — Ce mot, dérivé de *Cérès*, déesse de l'agriculture, s'applique aux produits alimentaires provenant de l'industrie agricole. — Il comprend : le *blé*, le *seigle*, l'*orge*, le *maïs*, l'*avoine*, le *sarrasin* ou *blé noir*, et quelques autres végétaux de moindre importance.

1. — Le commerce des céréales a longtemps été *réglementé* en France, au grand détriment des producteurs et des consommateurs. Il n'est libre que depuis 1861.

Mieux éclairé sur les vrais principes de l'économie politique, le Gou-

vernement a compris que les dispositions restrictives, par lesquelles le législateur s'était flatté de favoriser l'agriculture et d'assurer l'approvisionnement des marchés, produisaient des résultats tout à fait opposés, et il a eu la sagesse de supprimer l'*échelle mobile*. (Voy. ces mots.)

2. — Le Code pénal (art. 420) prévoit et punit les *manœuvres* tendant à opérer la *hausse* ou la *baisse* des céréales au-dessus ou au-dessous des prix qu'aurait déterminés la concurrence naturelle et libre du commerce. — Voy. ACCAPAREMENT — ACCAPAREUR, 4 et 5.

3. — Voy. TROMPERIE SUR LA MARCHANDISE.

4. — STATISTIQUE.

I. — CULTURE, PRODUCTION ET PRIX MOYENS DU FROMENT EN FRANCE, DE 1854 A 1868.

ANNÉES.	ENSEMENCEMENT.	RÉCOLTES.	PRODUIT par hectare.	PRIX MOYEN de l'hectolitre.
	hectares.	hectolitres.	hectolitres.	fr. c.
1854..	6.408.238..	97.114.271..	15. 17..	29. 09
1855..	6.419.330..	72.936.726..	11. 36..	29. 37
1856..	6.468.236..	85.308.953..	13. 19..	30. 22
1857..	6.593.530..	110.426.462..	16. 75..	23. 83
1858..	6.639.688..	109.989.747..	16. 56..	16. 44
1859..	6.709.278..	87.545.960..	13. 05..	16. 69
1860..	6.711.298..	101.573.625..	15. 13..	20. 41
1861..	6.754.227..	75.116.287..	11. 20..	24. 25
1862..	6.881.613..	99.292.224..	14. 43..	23. 24
1863..	6.918.768..	116.791.794..	16. 88..	19. 78
1864..	6.889.073..	111.274.018..	16. 15..	17. 58
1865..	6.904.892..	95.571.609..	13. 85..	16. 41
1866..	6.915.565..	85.131.455..	12. 33..	19. 61
1867..	6.960.425..	83.005.739..	11. 92..	26. 18
1868..	7.062.241..	116.783.000..	16. 53..	26. 65

II. — RÉCOLTE DES CÉRÉALES EN FRANCE, DE 1859 A 1868.

ANNÉES.	FROMENT.	MÉTIL.	SEIGLE.	ORGE.	AVOINE.	MAÏS.	SARRASIN.	LÉGUMES SECS.
Quantités produites en hectolitres.								
1859 (86 départ.)...	87.545.969	7.880.753	25.488.150	16.772.468	64.477.552	9.687.415	10.760.736	3.696.297
1860....(id.).....	101.573.625	8.646.642	27.191.237	19.739.823	72.095.152	10.258.731	10.298.721	4.000.164
1861 (89 départ.)...	75.416.287	6.791.282	24.009.113	20.096.529	70.301.208	9.162.789	10.149.107	3.801.621
1862....(id.).....	99.292.224	9.694.131	26.877.269	21.975.879	82.848.269	9.379.187	11.821.989	4.437.781
1863....(id.).....	116.781.794	10.040.227	29.554.776	21.509.590	76.478.361	10.064.278	9.265.733	4.183.774
1864....(id.).....	111.274.018	9.497.698	28.436.283	22.555.854	79.589.551	7.760.684	8.838.221	4.081.342
1865....(id.).....	95.571.609	8.526.044	25.878.514	20.435.412	69.493.112	9.787.022	12.658.003	4.293.082
1866....(id.).....	85.131.455	8.044.230	24.374.093	17.986.208	66.906.756	10.358.551	13.092.324	4.987.132
1867....(id.).....	83.005.739	7.212.108	21.945.594	18.178.932	50.560.703	10.599.574	12.430.789	4.106.486
1868....(id.).....	116.783.000	9.593.917	28.924.418	19.972.690	72.845.965	10.961.589	11.288.555	4.597.778

CERTIFICAT D'ADDITION. (Loi 5 juillet 1844, art. 16-19.)

Certificat délivré pour l'addition faite à une invention ou découverte déjà brevetée. — Voy. BREVET D'INVENTION, VI.

CERTIFICAT DE VIE. — Pièce constatant l'existence d'une personne. Pour recevoir les arrérages d'une *rente viagère* ou d'une *pension*, il faut justifier de son existence par la production d'un *certificat de vie*. Ce sont les notaires qui délivrent ces certificats.

CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION. — (Cod. instr. crim. art. 217-330.)

Section de la *Cour d'appel* spécialement chargée d'apprécier toutes les poursuites intentées, dans l'étendue du ressort, à l'occasion de faits réputés crimes. — Voy. COUR D'APPEL, 4.

CHAMBRE DU CONSEIL. — Salle dans laquelle les juges se retirent pour délibérer et pour rédiger les arrêts ou jugements qui doivent ensuite être prononcés à l'audience publique.

C'est dans la *chambre du conseil* que le mari, qui refuse à sa femme l'autorisation de poursuivre ses droits en justice, est cité pour faire connaître ses motifs. C'est là aussi que s'opère la tentative de réconciliation entre époux en cas de demande de séparation de corps; — qu'il est procédé à l'interrogatoire de la personne dont l'interdiction est réclamée; etc.

CHAMBRES CONSULTATIVES D'AGRICULTURE. — (Déc. 25 mars 1852.)

1. — Il y a, dans chaque arrondissement, une *Chambre consultative d'agriculture*, composée d'autant de membres qu'il y a de cantons dans l'arrondissement, sans que le nombre de ces membres puisse être inférieur à 6.

Le Préfet désigne, dans chaque canton, pour faire partie de la *Chambre*, un agriculteur notable ayant son domicile ou des propriétés dans le canton.

Les membres de la *Chambre d'agriculture* sont nommés pour 3 ans. Ils sont toujours rééligibles.

Le Préfet, au chef-lieu, et les Sous-Préfets, dans les arrondissements, *président* la *Chambre*. Un vice-président, élu à la majorité des voix des membres présents, supplée le Préfet ou le Sous-Préfet, en cas d'absence ou d'empêchement. Le Préfet ou le Sous-Préfet nomme le *secrétaire*.

2. — Un arrêté du Préfet fixe, chaque année, l'époque de la session ordinaire des *Chambres d'agriculture* de son département. Il en détermine la durée, et arrête le programme des travaux. Des sessions extraordinaires peuvent avoir lieu sur sa convocation.

3. — Les *Chambres consultatives d'agriculture* présentent au Gouvernement leurs vues sur les questions qui intéressent l'agriculture. Leur avis peut être demandé sur les changements à opérer dans la législation, en ce qui touche les intérêts agricoles, et notamment en ce qui concerne les contributions indirectes, les douanes, les octrois, la police et l'emploi des eaux. Elles peuvent aussi être consultées sur l'établissement des foires et marchés, sur la destination à donner aux subventions de l'Etat et du département, enfin sur l'établissement des écoles régionales et des fermes-écoles. Elles sont chargées de la statistique agricole de l'arrondissement, et correspondent directement avec les Préfets et les Sous-Préfets, et, par l'intermédiaire des Préfets, avec le Ministre de l'agriculture et du commerce.

4. — Les *Chambres consultatives d'agriculture* sont reconnues comme *établissements d'utilité publique* : elles peuvent, en cette qualité, acquérir, recevoir, posséder et aliéner, après y avoir été dûment autorisées. Leur budget, visé par le Préfet, est présenté au Conseil général : il fait partie des dépenses départementales ordinaires.

CHAMBRES CONSULTATIVES DES ARTS ET MANUFACTURES. — (Loi 22 germinal an xi) (12 avril 1803); arr. 10 thermidor an xi) 29 juillet 1803); ordonn. roy. 16 juin 1832; arr. 19 juin 1848, art. 7, 10; déc.

30 août 1852; 24 octobre 1863).

Assemblées de manufacturiers, fabricants ou directeurs de fabriques, établies dans les grands centres industriels pour faire connaître au Gouvernement les vœux et les besoins de l'industrie manufacturière. — Il en existe actuellement dans les 82 villes ci-après désignées :

Agen, Aiz, Alençon, Ambert, Angoulême, Armentières, Aubusson, Avesnes, Bayeux, Beauvais, Bédarieux, Bolbec, Bourgoïn, Brignoles, Cambrai, Chalabre, Châlons-sur-Marne, Charleville, Châteauroux, Cholet, Clermont-de-l'Hérault, Condé-sur-Noireau, Draguignan, Evreux, Falaise, Ferté-Macé (La), Flers, Foix, Ganges, Issoudun, Joinville, Laigle, Limoux, Lisieux, Lodève, Louviers, Mayenne, Mazamet, Mende, Millau, Montauban, Montbéliard, Montereau, Montluçon, Morez, Moulins, Nevers, Niort, Oloron, Orange, Pau, Poitiers, Pont-Audemer, Privas, Puy (Le), Quintin, Remiremont, Rethel, Rive-de-Gier, Rocroy, Rodéz, Saint-Affrique, Saint-Chamond, Saint-Claude, Saint-Dié, Saint-Geniès, Saint-Hippolyte du Gard, Saint-Maixent, Saint-Pierre-lès-Calais, Saint-Pons, Saurur, Sens, Sommières, Tinchebray, Tourcoing, Valence, Vigan (Le), Vimoutiers, Vire, Voiron, Yvetot.

1. — Le décret d'institution de chaque Chambre détermine sa circonscription, qui comprend, soit l'arrondissement, soit un ou plusieurs cantons, soit seulement la ville où elle siège.

2. — Le nombre des membres est de douze : ils sont élus par les industriels et commerçants de la circonscription, portés sur la liste des notables. — Voy. NOTABLES COMMERCANTS.

3. — Les conditions d'éligibilité sont les mêmes que pour les Chambres de commerce. (Voy. ces mots.)

4. — Les fonctions des membres des Chambres consultatives des arts et manufactures durent six années; le renouvellement a lieu par tiers tous les deux ans. Pour les deux premiers renouvellements partiels qui suivent une élection générale, l'ordre de la sortie est réglé par le sort.

Les vacances accidentelles sont remplies à la plus prochaine élection, mais seulement pour le temps qui reste à courir sur l'exercice du membre remplacé.

Les membres sortants sont rééligibles.

5. — Les Chambres consultatives nomment leur président : sa voix est prépondérante, en cas de partage.

6. — Le Préfet ou le Sous-Préfet, dans le lieu de sa résidence, le Maire, dans les autres villes, est membre né et président d'honneur de la Chambre : il préside effectivement les séances où il assiste en personne.

CHAMBRES DE COMMERCE. — (Déc. 3 sept. 1851 et 30 août 1852.)

1. — On donne ce nom à des assemblées de négociants ou d'anciens négociants dont la mission est d'éclairer le Gouvernement sur toutes les questions qui intéressent le commerce et l'industrie.

Les Chambres de commerce sont instituées par décret dans les villes où le Gouvernement reconnaît l'opportunité d'en établir. Il en existe actuellement dans les 78 villes ci-après désignées :

Abbeville, Albi, Amiens, Angers, Annonay, Arras, Aubenas, Avignon, Bar-le-Duc, Bastia, Bayonne, Beaune, Besançon, Bordeaux, Boulogne-sur-Mer, Brest, Caen, Calais, Carcassonne, Castres, Cette, Châlon-sur-Saône, Chambéry, Cherbourg, Clermont-Ferrand, Dieppe, Dijon, Douai, Dunkerque, Elbeuf, Epinal, Fécamp, Fougères, Granville, Gray, Grenoble, Havre (Le), Honfleur, Laval, Lille, Limoges, Lorient, Lyon, Mâcon, Mans (Le), Marseille, Montpellier, Mortuix, Nancy, Nantes, Narbonne, Nice, Nîmes, Orléans, Paris, Reims, Rennes, Rochefort, Rochelle (La), Roanne, Rouen, Roubaix, Saint-Brieuc, Saint-Dizier, Saint-Etienne, Saint-Malo, Saint-Omer, Saint-Quentin, Sedan, Tarare, Thiers, Toulon, Toulouse, Tours, Troyes, Valenciennes, Versailles, Vienne.

2. — Sont éligibles : 1° tout commerçant ayant au moins 30 ans et exerçant le commerce ou une indus-

trie manufacturière depuis cinq ans au moins ; — 2° les anciens négociants ou manufacturiers domiciliés dans la circonscription de la Chambre, pourvu qu'ils aient au moins 30 ans d'âge : toutefois les éligibles de cette seconde catégorie ne peuvent excéder le tiers du nombre des membres de la Chambre.

Sont *electeurs* les notables commerçants appelés à élire les membres des tribunaux de commerce. — Voy. NOTABLES COMMERCANTS.

3. — Les fonctions des membres des Chambres de commerce durent six ans : leur renouvellement a lieu par tiers tous les deux ans.

4. — Les Chambres de commerce sont des établissements d'utilité publique.

Dans les cérémonies, elles prennent rang immédiatement après les tribunaux de commerce.

CHANGE-CHANGEUR. — 1. — On désigne sous le nom de *change* le négoce des effets payables d'un lieu sur un autre, dont s'occupent spécialement les banquiers. Le *change* se dit aussi de la permutation de monnaies nationales ou étrangères pour d'autres monnaies : c'est ce qui constitue la profession de *changeur*.

2. — Toute opération de change est réputée acte de commerce. (Cod. com. art. 632.) — Il en résulte que les changeurs sont des commerçants. Ils sont tenus d'inscrire leurs recettes et le nom des propriétaires des espèces changées ou vendues. (Déc. 19 mai 1791.)

CHANGEMENT DE NOMS. — (Lois 6 fructidor an II (23 août 1794); 11 germinal an XI (1^{er} avril 1803); déc. 8 janvier 1859.)

1. — Les noms et prénoms servant à établir l'identité des personnes, à assurer les droits de famille et de succession, nul ne peut, à moins d'une autorisation expresse par décret en Conseil d'Etat, porter d'autres nom et prénoms que ceux mentionnés dans son acte de naissance.

2. — Les demandes en changement ou addition de noms doivent être

adressées au Ministre de la justice. Lorsque la demande est accueillie, le décret est inséré au *Bulletin des lois*, et il ne peut recevoir son exécution qu'après une année éconlée à compter du jour de l'insertion. Pendant ladite année, toute personne intéressée est admise à former opposition au décret, qui est rapporté, s'il y a lieu.

3. — Est passible d'une amende de 500 fr. à 10,000 fr. quiconque, sans droit et en vue de s'attribuer une distinction honorifique, a publiquement changé, altéré ou modifié le nom que lui assignent les actes de l'état civil. (Loi 28 mai 1858.)

CHANTAGE. — (Loi 13 mai 1863.) Genre d'extorsion opérée à l'aide d'une contrainte morale. — « Le hasard, » a dit M. de Belleyne, dans son rapport au Corps législatif sur le projet de loi portant modification de plusieurs dispositions du Code pénal (session de 1863), « l'occasion, une confiance imprudente nous initient quelquefois à des secrets qui intéressent le repos des citoyens, l'honneur des familles, la paix du foyer domestique, et dont la révélation peut amener une poursuite criminelle, ou occasionner un scandale; il se rencontre des hommes assez vils pour profiter de la connaissance qu'ils ont de ces secrets et pour menacer de les dénoncer ou de les répandre, si on ne consent pas à acheter leur silence. D'autres, plus éhontés, ne savent rien qui puisse compromettre la personne qu'ils ont choisie pour victime; mais, par des combinaisons astucieuses, ils l'entraînent dans une situation suspecte et difficile à expliquer, ils font naître des circonstances d'où puisse résulter le soupçon d'une action honteuse, et menaçant d'exploiter les simples apparences, ils arrachent à la faiblesse et à la peur la rançon d'une calomnie dont ils promettent de s'abstenir. C'est ce qu'on nomme vulgairement le *chantage*. »

La loi du 13 mai 1863 a sagement voulu réprimer un abus aussi révoltant. Elle en a fait un délit spécial prévu et puni de la manière suivante

par une disposition insérée dans l'article 400 du Code pénal : « Quiconque, à l'aide de la menace, écrite ou verbale, de révélations ou d'imputations diffamatoires, aura extorqué ou tenté d'extorquer, soit la remise de fonds ou valeurs, soit la signature ou remise des écrits énumérés ci-dessus (*écrit, acte, titre, pièce quelconque contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge*), sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 50 fr. à 3,000 fr. »

CHAPERON. — Sorte de toit placé au haut d'un mur. Lorsqu'il n'existe que d'un seul côté de ce mur, il y a présomption de *non-mitoyenneté*. — (Cod. civ. art. 654.)

CHARIVARI. — (Cod. pén. art. 479, n° 8; 480, 482.)

Bruit confus fait avec toutes sortes d'instruments à la porte de quelqu'un dans un but injurieux.

1. — Sont passibles d'une amende de 11 fr. à 15 fr. inclusivement, les auteurs ou complices de bruits ou tapages injurieux ou nocturnes, troublant la tranquillité des habitants.

Selon les circonstances, ils peuvent être condamnés à l'emprisonnement pendant cinq jours au plus.

2. — En cas de récidive, la peine de l'emprisonnement pendant cinq jours est toujours applicable.

CHARTES. (ÉCOLES DES) — Voy. ÉCOLE DES CHARTES.

CHARTE-PARTIE. — (Cod. com. art. 273-280.)

Convention par laquelle un individu, appelé *fréteur*, loue à un autre nommé *affréteur*, un navire en tout ou en partie, moyennant un prix désigné sous le nom de *fret*, sur l'Océan, et de *nolis*, sur la Méditerranée.

Elle doit être rédigée par écrit.

La dénomination de *charte-partie* vient du latin *charta-partita*, parce qu'autrefois le contrat était écrit sur un parchemin qu'on partageait ensuite entre les contractants.

Le navire, les agrès et les apparaux, le fret et les marchandises chargées sont respectivement affectés

à l'exécution des conventions des parties.

CHASSE. — (Loi 3 mai 1844; Ord. roy. 5 mai 1845, 20 juin 1845; déc. 13 avril 1861, art. 6.)

1. — Le droit de chasse n'est plus aujourd'hui un privilège; il appartient à toute personne sur sa propriété, ou sur le terrain d'autrui, avec le consentement du propriétaire ou de ses ayants droit. Toutefois, l'exercice de ce droit a été réglementé dans l'intérêt de la conservation du gibier, dans celui de l'agriculture et aussi dans l'intérêt de la sécurité publique.

Ainsi, nul ne peut chasser si la chasse n'est pas ouverte, et sans avoir un *permis de chasse*.

2. — Dans chaque département, le Préfet détermine, par un arrêté publié au moins dix jours à l'avance, l'époque de l'ouverture et de la clôture de la chasse, époque nécessairement variable d'un lieu à l'autre, suivant les climats et les cultures.

3. — Les *permis de chasse*, valables pour un an, sont délivrés par les Sous-Préfets, sur l'avis des Maires, à qui la demande doit être adressée. Leur délivrance donne lieu à la perception d'un droit de 40 fr., dont 30 fr. au profit de l'Etat et 10 fr. au profit de la Commune dont le Maire a donné l'avis ci-dessus énoncé. (Loi 23 août 1871, art. 2, 33.)

4. — Le *permis de chasse* peut être refusé : 1° à tout individu majeur qui n'est point personnellement inscrit, ou dont le père ou la mère n'est point inscrit au rôle des contributions; — 2° à tout individu qui, par une condamnation judiciaire, a été privé de l'un ou de plusieurs des droits énumérés dans l'art. 42 du Code pénal; — 3° à tout condamné à un emprisonnement de plus de six mois pour rébellion ou violence envers les agents de l'autorité publique; — 4° à tout condamné pour délit d'association illicite, de fabrication, débit, distribution de poudre, armes ou autres munitions de guerre; de menaces écrites ou de menaces ver-

bales avec ordre ou sous condition; d'entraves à la circulation des grains; de dévastations d'arbres ou de récoltes sur pied, de plants venus naturellement ou faits de main d'homme; — 5° à ceux qui ont été condamnés pour vagabondage, mendicité, vol, escroquerie ou abus de confiance.

La faculté de refuser le permis de chasse aux condamnés dont il est question dans les §§ 3, 4 et 5, cesse cinq ans après l'expiration de la peine.

5. — Le permis de chasse doit être refusé: 1° aux mineurs de moins de 16 ans accomplis; — 2° aux mineurs de 16 à 21 ans, à moins que le permis ne soit demandé pour eux par leur père, mère, tuteur ou curateur, porté au rôle des contributions; — 3° aux interdits; — 4° aux gardes champêtres ou forestiers des Communes et établissements publics, ainsi qu'aux gardes forestiers de l'Etat et aux gardes-pêche; — 5° à ceux qui, par suite de condamnations, sont privés du droit de port d'armes; — 6° à ceux qui n'ont pas exécuté les condamnations prononcées contre eux pour délit de chasse; — 7° à tout condamné placé sous la surveillance de la haute police.

6. — Dans le temps où la chasse est ouverte, le permis donne, à celui qui l'a obtenu, le droit de chasser de jour, à tir et à courre, sur ses propres terres, et sur les terres d'autrui avec le consentement de celui à qui le droit de chasse appartient. Tous autres moyens de chasse, à l'exception des furets et des bourses destinés à prendre le lapin, sont formellement prohibés.

7. — Sur l'avis des Conseils généraux, les Préfets prennent des arrêtés pour déterminer: 1° l'époque de la chasse des oiseaux de passage, autres que la caille, et les modes et procédés de cette chasse; — 2° le temps pendant lequel il est permis de chasser le gibier d'eau, dans les marais, sur les étangs, fleuves ou rivières; — 3° les espèces d'animaux malfaisants ou nuisibles que le propriétaire, possesseur ou fermier,

peut en tout temps détruire sur ses terres, et les conditions de l'exercice de ce droit, sans préjudice du droit appartenant au propriétaire ou au fermier de repousser ou de détruire, même avec des armes à feu, les bêtes fauves qui portent dommage à ses propriétés.

Ils peuvent prendre également des arrêtés: 1° pour prévenir la destruction des oiseaux; — 2° pour autoriser l'emploi des chiens lévriers dans le but de détruire les animaux malfaisants ou nuisibles; — 3° pour interdire la chasse pendant les temps de neige.

8. — En tout temps et sans avoir besoin de permis, le propriétaire ou possesseur peut chasser ou faire chasser dans ses possessions *attendant à une habitation et entourées d'une clôture continue* faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins. Cette faculté exceptionnelle a été introduite par l'impossibilité de constater les contraventions au sein de propriétés closes sans violer le domicile.

9. — PEINES. — *Sont passibles d'une amende de seize à cent francs*: 1° ceux qui ont chassé sans permis; — 2° ceux qui ont chassé sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire. L'amende peut être portée au double si le délit a été commis sur des terres non dépouillées de leurs fruits, ou sur un terrain entouré d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins, mais non attendant à une habitation; — 3° ceux qui ont contrevenu aux arrêtés des préfets concernant les oiseaux de passage, le gibier d'eau, la chasse en temps de neige, l'emploi des chiens lévriers, ou aux arrêtés concernant la destruction des oiseaux et celle des animaux nuisibles ou malfaisants; — 4° ceux qui ont pris ou détruit, sur le terrain d'autrui, des œufs ou couvées de faisans, de perdrix ou de cailles; — 5° les fermiers de la chasse, soit dans les bois soumis au régime forestier, soit sur les propriétés dont la chasse est louée au

profit des Communes ou Etablissements publics, qui ont contrevenu aux clauses et conditions de leurs cahiers de charges relatives à la chasse.

— *Sont passibles d'une amende de cinquante à deux cents francs, et peuvent, en outre, être punis d'un emprisonnement de six jours à deux mois :* 1° ceux qui ont chassé en temps prohibé; — 2° ceux qui ont chassé pendant la nuit, ou à l'aide d'engins et instruments prohibés; — 3° ceux qui sont détenteurs ou qui sont trouvés munis ou porteurs, hors de leur domicile, de filets, engins ou autres instruments de chasse prohibés; — 4° ceux qui, en temps où la chasse est prohibée, ont mis en vente, vendu, acheté, transporté ou colporté du gibier; — 5° ceux qui ont employé des drogues ou appâts de nature à enivrer le gibier ou à le détruire.

— *Sont passibles d'une amende de cinquante à trois cents francs, et peuvent, en outre, être punis d'un emprisonnement de six jours à trois mois :* ceux qui ont chassé sur le terrain d'autrui sans son consentement, si ce terrain est attenant à une maison habitée ou servant à l'habitation, et s'il est entouré d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins. Si le délit a été commis pendant la nuit, les délinquants sont punis d'une amende de 100 fr. à 1,000 fr., et peuvent l'être d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, sans préjudice, s'il y a lieu dans l'un et l'autre cas, de plus fortes peines prononcées par le Code pénal.

— Les peines ci-dessus déterminées peuvent être portées au double en cas de récidive, c'est-à-dire si, dans les douze mois qui ont précédé l'infraction, le délinquant a été condamné pour fait de chasse.

10. — Tout jugement de condamnation prononce la confiscation des filets, engins et autres instruments de chasse, ainsi que la destruction des instruments de chasse prohibés. Il prononce également la confiscation des armes, excepté dans le cas où le

délit a été commis par un individu muni d'un permis de chasse, dans le temps où la chasse est autorisée.

En cas de conviction de plusieurs délits, la peine la plus forte est seule prononcée.

Les délinquants peuvent être privés par les tribunaux dudroit d'obtenir un permis de chasse pendant un temps qui ne peut excéder cinq ans.

11. — Le montant des amendes est attribué aux Communes, déduction faite des gratifications accordées aux gardes et gendarmes.

12. — Ceux qui ont commis conjointement des délits de chasse sont condamnés solidairement aux amendes, dommages-intérêts et frais.

13. — Le père, la mère, le tuteur, les maîtres et commettants sont civilement responsables des délits de chasse commis par leurs enfants mineurs non mariés, pupilles demeurant avec eux, domestiques ou préposés, sauf tout recours de droit.

14. — Toute action relative aux délits de chasse se prescrit par le laps de trois mois, à compter du jour du délit.

15. — Voy. LOUVETERIE.

16. — Voy. FAUX, V, où il est question des peines applicables à ceux qui fabriqueraient de faux permis de chasse, ou falsifieraient des permis originairement véritables, etc.

CHAUDIÈRES A VAPEUR. — Voy. MACHINES ET CHAUDIÈRES A VAPEUR.

CHAUSSÉES. (PONTS ET) — Voy. PONTS ET CHAUSSÉES.

CHEMINÉES. — 1. — « Tout copropriétaire peut faire bâtir contre un mur mitoyen, et y faire placer des poutres ou solives dans toute l'épaisseur du mur, à 54 millimètres (2 pouces) près, sans préjudice du droit qu'a le voisin de faire réduire à l'ébauchoir la poutre jusqu'à la moitié du mur, dans le cas où il voudrait lui-même asseoir des poutres dans le même lieu, ou y adosser une cheminée. » (Cod. civ. art. 657.)

2. — Celui qui veut construire une cheminée près d'un mur mitoyen ou non, est obligé de laisser la distance

prescrite par les règlements et usages particuliers, ou de faire les ouvrages prescrits par les mêmes règlements et usages, pour éviter de nuire au voisin. (Cod. civ. art. 674.)

3. — Les réparations à faire aux *dtres, contre-cœurs, chambrantes et tablettes* des cheminées sont à la charge du locataire. (Cod. civ. art. 1754.)

— Voy. LOUAGE, sect. I, II, § 1^{er}.

4. — L'incendie des propriétés mobilières ou immobilières d'autrui causé par la vétusté ou le défaut soit de réparation, soit de nettoyage des cheminées, est puni d'une amende de 50 fr. au moins et de 500 fr. au plus. (Cod. pén. art. 458.)

5. — Sont passibles d'une amende depuis un franc jusqu'à 5 fr. inclusivement, et d'un emprisonnement pendant trois jours au plus, en cas de récidive, ceux qui négligent d'entretenir, réparer ou nettoyer les fours, cheminées ou usines où l'on fait usage du feu. (Cod. pén. art. 471, n° 1; 474.)

CHEMINS DE FER. — (Loi 15 juillet 1845; Ord. roy. 15 novembre 1846; déc. 27 mars 1852; 26 juillet 1852; lois 10 juin 1853, 14 juillet 1855; déc. 17 juin 1854; 22 février 1855; loi 12 juillet 1865.)

1. — Merveilleuse invention, dont les résultats sont incalculables, les chemins de fer ont opéré une véritable révolution dans le commerce, l'industrie et les relations internationales. Ils sont un puissant instrument de civilisation et de progrès. Sous l'impulsion donnée à tous les travaux publics par le Gouvernement impérial, les lignes de chemins de fer, longtemps à l'état de projet, ont été exécutées, et bientôt, sous ce rapport, la France ne le cédera à aucun autre pays.

A la suite du traité de paix du 18 mai 1871, 843 kilomètres ont été retranchés des lignes de la Compagnie de l'Est, ce qui a réduit la longueur du réseau français à 23,389 kilomètres.

2. — Nul chemin de fer ne peut être établi qu'en vertu d'un traité passé avec le Gouvernement. Les concessions sont données de gré à gré

ou accordées par voie d'adjudication. Dans ce dernier cas, pour être admis à concourir à l'adjudication, il faut avoir été préalablement agréé par le Ministre des travaux publics.

Le temps de la concession est plus ou moins long. Après ce délai, le chemin doit faire retour à l'Etat, qui, suivant les circonstances, aura à opter entre l'exploitation directe ou une nouvelle concession moyennant redevance.

3. — La loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer est divisée en trois titres : le premier est relatif à la construction des chemins de fer et à l'établissement des servitudes que leur conservation exige ; — le deuxième, à la répression des contraventions commises aux règlements de la voirie par les concessionnaires ou fermiers ; — le troisième, à la répression des crimes et délits qui peuvent compromettre la sûreté de la circulation sur les chemins de fer.

Voici les principales dispositions de cette loi, pour l'exécution de laquelle est intervenue une ordonnance royale, en date du 15 novembre 1846 :

Sont applicables aux propriétés riveraines des chemins de fer les servitudes imposées par les lois et règlements sur la grande voirie, et qui concernent : — l'alignement, — l'écoulement des eaux, — l'occupation temporaire des terrains en cas de réparation, — la distance à observer pour les plantations, et l'élagage des arbres plantés, — le mode d'exploitation des mines, minières, tourbières, carrières et sablières, dans la zone déterminée à cet effet. — Sont également applicables à la confection et à l'entretien des chemins de fer, les lois et règlements sur l'extraction des matériaux nécessaires aux travaux publics.

Tout chemin de fer doit être clos des deux côtés et sur toute l'étendue de la voie. Partout où les chemins croisent de niveau les routes de terre, des barrières doivent être établies et tenues fermées, conformément aux règlements.

Aucune construction, autre qu'un

mur de clôture, ne peut être établie dans une distance de deux mètres d'un chemin de fer. Cette distance se mesure soit de l'arête supérieure du déblai, soit de l'arête inférieure du talus du remblai, soit du bord extérieur des fossés du chemin, et, à défaut d'une ligne tracée, à un mètre cinquante centimètres à partir des rails extérieurs de la voie de fer. — Les constructions existantes lors de l'établissement d'un chemin de fer peuvent être entretenues dans l'état où elles se trouvent à cette époque.

Dans les localités où le chemin de fer se trouve en remblai de plus de trois mètres au-dessus du terrain naturel, il est interdit aux riverains de pratiquer, sans autorisation préalable, des excavations dans une zone de largeur égale à la hauteur verticale du remblai, mesurée à partir du pied du talus. — Cette autorisation ne peut être accordée sans que les concessionnaires ou fermiers de l'exploitation du chemin de fer aient été entendus ou dûment appelés.

Il est défendu d'établir, à une distance de moins de 20 mètres d'un chemin de fer desservi par des machines à feu, des couvertures en chaume, des meules de paille, de foin, et aucun autre dépôt de matières inflammables. — Cette prohibition ne s'étend pas aux dépôts de récoltes faits seulement pour le temps de la moisson.

Dans une distance de moins de 5 mètres d'un chemin de fer, aucun dépôt de pierres ou objets non inflammables ne peut être établi sans l'autorisation préalable du Préfet. Cette autorisation est toujours révocable.

L'autorisation n'est pas nécessaire : 1° pour former, dans les localités où le chemin de fer est en remblai, des dépôts de matières non inflammables, dont la hauteur n'excède pas celle du remblai du chemin ; — 2° pour former des dépôts temporaires d'engrais et autres objets nécessaires à la culture des terres.

Lorsque la sûreté publique, la conservation du chemin et la dispo-

sition des lieux le permettent, les distances ci-dessus déterminées peuvent être diminuées en vertu de décrets rendus après enquêtes.

Si la sûreté publique, ou la conservation du chemin de fer l'exige, l'Administration a la faculté de faire supprimer, moyennant une juste indemnité, les constructions, plantations, excavations, couvertures en chaumes, amas de matériaux combustibles ou autres, existant dans les zones ci-dessus spécifiées, lors de l'établissement du chemin.

4. — Les contraventions aux dispositions que nous venons de faire connaître sont constatées, poursuivies et réprimées comme en matière de grande voirie. — Elles sont punies d'une amende de 16 fr. à 300 fr., sans préjudice, s'il y a lieu, des peines portées au Code pénal. Les contrevenants sont, en outre, condamnés à supprimer, dans le délai déterminé par le Conseil de Préfecture, les excavations, couvertures, meules ou dépôts faits contrairement aux prescriptions légales. — A défaut par eux de satisfaire à cette condamnation dans le délai fixé, la suppression a lieu d'office, et le montant de la dépense est recouvré contre eux par voie de contrainte, comme en matière de contributions publiques.

5. — Quiconque a volontairement détruit ou dérangé la voie de fer, placé sur la voie un objet faisant obstacle à la circulation, ou employé tout autre moyen pour entraver la marche des convois ou les faire sortir des rails, est puni de la réclusion. — S'il y a eu homicide ou blessures, le coupable est, dans le premier cas, puni de mort, et dans le second, des travaux forcés à temps.

Si le crime ci-dessus prévu a été commis en réunion séditieuse, avec rébellion ou pillage, il est imputable aux chefs, auteurs, instigateurs et provocateurs de ces réunions, qui sont punis comme coupables du crime et condamnés aux mêmes peines que ceux qui l'ont personnellement commis, lors même que la réunion séditieuse n'aurait pas eu pour but direct

et principal la destruction de la voie de fer. — Toutefois, dans cette dernière hypothèse, lorsque la peine de mort est applicable aux auteurs du crime, elle est remplacée, à l'égard des chefs, auteurs, instigateurs et provocateurs de ces réunions, par la peine des travaux forcés à perpétuité.

6. — Quiconque a menacé, par écrit anonyme ou signé, de commettre un des crimes prévus ci-dessus, est puni d'un emprisonnement de 3 à 5 ans, dans le cas où la menace a été faite avec ordre de déposer une somme d'argent dans un lieu indiqué, ou de remplir toute autre condition. — Si la menace n'a été accompagnée d'aucun ordre ou condition, la peine consiste en un emprisonnement de 3 mois à 2 ans et en une amende de 100 fr. à 500 fr. — Si la menace avec ordre ou condition a été verbale, le coupable est passible d'un emprisonnement de 15 jours à six mois, et d'une amende de 25 fr. à 300 fr. — Dans tous les cas, la mise sous la surveillance de la haute police peut être prononcée pour 2 ans au moins et 5 ans au plus.

7. — Ceux qui, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des lois ou règlements, ont involontairement causé sur un chemin de fer, ou dans les gares ou stations, un accident ayant occasionné des blessures, sont punis de 8 jours à 6 mois d'emprisonnement, et d'une amende de 50 fr. à 1,000 fr. — Si l'accident a causé la mort d'une ou plusieurs personnes, l'emprisonnement est de 6 mois à 5 ans, et l'amende de 300 fr. à 3,000 fr.

8. — Est passible d'un emprisonnement de 6 mois à 2 ans tout mécanicien ou conducteur garde-frein qui abandonne son poste pendant la marche du convoi.

9. — Toute contravention aux règlements d'administration publique sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer, et aux arrêtés pris par les Préfets, sous l'approbation du Ministre des travaux

publics, pour l'exécution desdits règlements, est punie d'une amende de 16 fr. à 3,000 fr. — En cas de récidive, l'amende est portée au double, et le tribunal peut, selon les circonstances, prononcer, en outre, un emprisonnement de trois jours à un mois.

10. — Les concessionnaires ou fermiers d'un chemin de fer sont responsables, soit envers l'Etat, soit envers les particuliers, du dommage causé par les administrateurs, directeurs ou employés à un titre quelconque au service de l'exploitation du chemin. — L'Etat serait soumis à la même responsabilité envers les particuliers, si l'exploitation se faisait à ses frais et pour son compte.

11. — Les crimes, délits ou contraventions sont constatés concurremment par les officiers de police judiciaire, les ingénieurs des ponts et chaussées et des mines, les conducteurs, gardes-mines, agents de surveillance et gardes nommés ou agréés par l'Administration et dûment assermentés. — Les procès-verbaux des délits et contraventions font foi jusqu'à preuve contraire. — Au moyen du serment prêté devant le tribunal de première instance de leur domicile, les agents de surveillance de l'Administration et des concessionnaires ou fermiers peuvent verbaliser sur toute la ligne du chemin de fer auquel ils sont attachés.

Les procès-verbaux dressés par des agents de surveillance et gardes assermentés doivent être affirmés, dans les trois jours, à peine de nullité, devant le Juge de paix ou le Maire, soit du lieu du délit ou de la contravention, soit de la résidence de l'agent.

12. — Toute attaque, toute résistance avec violence et voies de fait envers les agents des chemins de fer dans l'exercice de leurs fonctions, est punie des peines appliquées à la rébellion, suivant les distinctions faites par le Code pénal. — Voy. RÉBELLION.

13. — En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits, la peine la plus forte est seule prononcée.

Les peines encourues pour des faits postérieurs à la poursuite peuvent être cumulées, sans préjudice des peines de la récidive.

14. — L'Etat perçoit, à titre d'impôt, le dixième du prix total des places des voyageurs sur les chemins de fer, et du prix du transport des marchandises et objets de toute nature par la grande vitesse.

Une taxe additionnelle de 10 p. 100 a été établie par la loi du 16 septembre 1871 (art. 12), à partir du 15 octobre 1871.

15. — Il a paru nécessaire de déterminer par une loi spéciale les règles à suivre pour l'établissement des chemins de fer dits d'intérêt local, c'est-à-dire des lignes secondaires qui doivent desservir des relations locales et rattacher aux grandes voies les divers centres de populations qui en sont éloignés. Tel a été l'objet d'une loi en date du 12 juillet 1865. Voici l'exposé sommaire de cette loi : Le Conseil général arrête, après instruction préalable par le Préfet, la direction des chemins, le mode et les conditions de leur construction, ainsi que les traités et les dispositions nécessaires pour en assurer l'exploitation. L'utilité publique est ensuite déclarée et l'exécution autorisée par décret délibéré en Conseil d'Etat, sur le rapport des Ministres de l'intérieur et des travaux publics.

Une partie des ressources que les Départements et les Communes ont la faculté de créer pour les chemins vicinaux, aux termes de la loi du 21 mai 1836, peuvent être affectées à la dépense des chemins de fer d'intérêt local.

Ces chemins sont soumis aux prescriptions de la loi du 21 juillet 1845 sur la police des chemins de fer. En conséquence, ils font partie de la grande voirie, et toutes les prescriptions édictées par cette loi dans l'intérêt de la conservation des ouvrages et de la sécurité publique leur sont applicables. — Toutefois, par une dérogation introduite dans un but d'économie, le Préfet peut dispenser de poser des clôtures sur tout ou partie de la ligne et d'établir des barrières

au croisement des chemins peu fréquentés.

Des subventions peuvent être accordées par le Gouvernement, sur les fonds de l'Etat, pour l'exécution des chemins de fer d'intérêt local.

16. — La loi du 12 juillet 1865 a déjà reçu d'utiles applications. A la fin de 1868, la longueur totale des chemins concédés était de 1,005 kilomètres, et le montant des subventions allouées par l'Etat, de 22,170,034 francs. Le mouvement imprimé prendra de nouveaux développements au fur et à mesure de l'exécution des grandes lignes de chemins de fer, ou même des lignes secondaires, auxquelles tendront à se rattacher successivement tous les centres de population non desservis par les artères principales du réseau de la République.

CHEMINS DE HALAGE. — (Ord. 1669, tit. XXVIII, art. 7; arr. 13 nivôse an v (3 mars 1797); déc. 22 janv. 1808; Cod. civ. art. 556, 650.) — On appelle ainsi le chemin que les propriétaires riverains des cours d'eau navigables ou flottables doivent laisser d'un côté, pour le passage des hommes ou des animaux employés au tirage, halage, des bateaux et trains de bois.

1. — Ce chemin doit avoir 24 pieds (7 m. 79 c.) au moins de largeur, et il ne peut être planté d'arbres ni tenu de clôtures ou de haies plus près de 30 pieds (9 m. 74 c.) du côté où les bateaux se tirent. L'Administration, toutefois, à la faculté de restreindre la largeur des chemins de halage, lorsque le service n'en souffrira point.

2. — Il n'est dû d'indemnité aux riverains que pour les cours d'eau qui n'étaient point navigables lors de la publication du décret du 22 janvier 1808.

3. — Le chemin de halage étant une servitude établie pour le tirage des bateaux, on ne peut s'en servir que dans ce but.

4. — Voy. MARCHÉ-PIED.

CHEMINS RURAUX. — Sont compris sous cette dénomination les chemins appartenant aux Communes,

et servant à l'usage des habitants de la localité, mais n'ayant pas, toutefois, assez d'importance pour être classés dans la catégorie des chemins vicinaux. — Voy. CHEMINS VICINAUX.

CHEMINS VICINAUX. — (Lois 28 juillet 1824; 21 mai 1836; instr. min. 25 juin 1856; loi 11 juillet 1868.)

Nom donné aux chemins qui établissent entre les Communes des communications nécessaires, et dont l'entretien est obligatoire pour elles.

I. — Ils se divisent en trois classes : 1° chemins vicinaux de grande communication; — 2° chemins vicinaux d'intérêt commun; — 3° chemins vicinaux ordinaires.

1° Les chemins vicinaux de grande communication sont ceux qui traversent plusieurs Communes ou même plusieurs cantons, et qui se relient aux voies de communication des départements voisins. L'intérêt qu'ils présentent étant à la fois départemental et communal, c'est au Conseil général qu'il appartient d'en opérer le classement, sur la proposition du Préfet, d'en déterminer la direction et de désigner les Communes qui doivent contribuer aux dépenses qu'ils occasionnent. Ces chemins peuvent recevoir une subvention du département. Ils sont placés sous l'autorité immédiate du Préfet, pour ce qui concerne l'exécution des travaux et la police.

2° Les chemins vicinaux d'intérêt commun sont ceux qui intéressent un groupe de Communes. Ils sont classés par arrêté du Préfet après avis des Conseils municipaux. L'arrêté fixe en même temps la direction du chemin, la largeur à lui donner et la contribution de chaque Commune dans les frais de construction et d'entretien. La police de ces chemins est confiée aux Maires.

3° Les chemins vicinaux ordinaires sont ceux qui mènent d'une Commune à une autre, et qui sont construits et entretenus par les Communes sur le territoire desquelles ils passent. Ils sont placés sous l'autorité immédiate

des Maires en ce qui concerne l'exécution des travaux et la police.

2. — Lorsque les dépenses de chemins vicinaux excèdent les ressources ordinaires de la Commune, il y est pourvu soit à l'aide de centimes additionnels aux contributions directes, dont le maximum est fixé à cinq, soit au moyen de prestations en nature, dont le maximum est de trois journées de travail. Le Conseil municipal peut voter l'une ou l'autre de ces ressources, ou toutes les deux concurremment.

3. — Tout habitant, chef de famille ou d'établissement, à titre de propriétaire, de régisseur, de fermier ou de colon partiaire, porté au rôle des contributions directes, peut être appelé à fournir, chaque année, une prestation de trois jours : 1° pour sa personne et pour chaque individu mâle, valide, âgé de 18 ans au moins et de 60 ans au plus, membre ou serviteur de la famille, et résidant dans la Commune; — 2° pour chacune des charrettes ou voitures attelées, et, en outre, pour chacune des bêtes de somme, de trait, de selle, au service de la famille ou de l'établissement dans la Commune.

La prestation est appréciée en argent, conformément à la valeur attribuée annuellement pour la Commune à chaque espèce de journée par le Conseil général, sur les propositions des Conseils d'arrondissement. — La prestation peut être acquittée en nature ou en argent, au gré du contribuable. Toutes les fois que celui-ci n'a pas opté dans les délais prescrits, la prestation est de droit exigible en argent.

La prestation non rachetée en argent peut être convertie en tâches, d'après les bases et évaluations de travaux préalablement fixées par le Conseil municipal.

4. — Si le Conseil municipal, mis en demeure, n'a pas voté, dans la session désignée à cet effet, les prestations et centimes nécessaires, ou s'il n'en a pas fait emploi dans les délais prescrits, le Préfet peut, d'office, soit imposer la Commune dans

les limites du maximum, soit faire exécuter les travaux.

5. — Quand il y a lien à ouverture ou redressement d'un chemin vicinal, il suffit d'un arrêté du Préfet pour constater l'utilité publique. Le jury spécial chargé de régler les indemnités n'est composé que de quatre jurés. Le magistrat, ou le juge de paix désigné pour présider et diriger le jury, a voix délibérative en cas de partage. Il reçoit les acquiescements des parties; son procès-verbal emporte translation définitive de propriété. Mais les indemnités réglées par le jury doivent être acquittées entre les mains des ayants droit, *préalablement* à la prise de possession.

6. — Alors même qu'il n'y a pas lien à expropriation pour travaux d'ouverture ou de redressement des chemins vicinaux, ces travaux, ou même ceux d'entretien, peuvent exiger qu'il soit fait usage des propriétés privées. C'est pour ce cas que la loi du 21 mai 1836 (art. 17, 18) prescrit les dispositions suivantes :

Les extractions de matériaux, les dépôts ou enlèvements de terre, les occupations temporaires de terrains, sont autorisés par arrêté du Préfet, lequel désigne les lieux. Cet arrêté est notifié aux parties intéressées, au moins dix jours avant qu'il puisse être mis à exécution. — Si l'indemnité n'est point fixée à l'amiable, elle est réglée par le Conseil de Préfecture, sur le rapport d'experts nommés, l'un par le Sous-Préfet, et l'autre par le propriétaire. En cas de désaccord, un tiers-expert est désigné par le Conseil de Préfecture.

7. — L'action en indemnité des propriétaires pour les terrains qui ont servi à la confection des chemins vicinaux, et pour extraction de matériaux, se prescrit par le laps de deux ans.

8. — En cas de changement de direction ou d'abandon d'un chemin vicinal, en tout ou partie, les propriétaires riverains de la partie de ce chemin qui cesse de servir de voie de communication peuvent faire leur soumission de s'en rendre acquéreurs,

et d'en payer la valeur, fixée par experts.

9. — Toutes les fois qu'un chemin vicinal, entretenu à l'état de viabilité par une Commune, est habituellement ou temporairement dégradé par des exploitations de mines, de carrières, de forêts ou de toute entreprise industrielle appartenant à des particuliers, à des établissements publics ou à l'Etat, il peut y avoir lieu à imposer aux entrepreneurs ou propriétaires, suivant que l'exploitation ou les transports ont eu lieu pour les uns ou les autres, des *subventions spéciales*, dont la quotité est proportionnée à la dégradation extraordinaire qui doit être attribuée aux exploitations. — Ces subventions peuvent, au choix de ceux qui ont à les fournir, être acquittées en argent ou en prestations en nature, et sont exclusivement affectées à ceux des chemins qui y ont donné lieu. Elles sont réglées annuellement, sur la demande des Communes, par les Conseils de Préfecture, après des expertises contradictoires, et recouvrées comme en matière de contributions directes. — Ces subventions peuvent aussi être déterminées par abonnement : elles sont réglées, dans ce cas, par le Préfet, en Conseil de Préfecture.

10. — Tous les chemins vicinaux classés dans la grande, dans la moyenne ou dans la petite vicinalité, appartiennent aux Communes et sont *imprescriptibles*.

11. — Un *règlement*, approuvé par le Ministre de l'Intérieur, fixe, pour chaque département, le maximum de la largeur des chemins vicinaux, les époques auxquelles les prestations en nature doivent être faites, le mode de leur emploi ou de leur conversion en tâches, et statue en même temps sur tout ce qui est relatif aux alignements, aux autorisations de construire le long des chemins, à l'écoulement des eaux, aux plantations, à l'élagage, aux fossés, à leur curage, et à tous autres détails de surveillance et de conservation.

12. — Des agents spéciaux, nommés *agents-voyers*, sont chargés de

fontes les opérations relatives aux chemins vicinaux. Leur nombre et la circonscription dans laquelle ils exercent leurs fonctions, sont réglés par le Préfet; leur traitement par le Conseil général. Ils prêtent serment, et ont le droit de constater les contraventions et délits.

13. — Toutes les contraventions, autres que les usurpations du sol, qui sont de la compétence des Conseils de Préfecture, sont réprimées par les tribunaux ordinaires.

14. — A la date du 11 juillet 1868, est intervenue une loi importante relative à l'achèvement des chemins vicinaux et à la création d'une caisse spéciale pour leur exécution. En voici la teneur :

Art. 1^{er}. — « Une subvention de 100 millions, payable en dix annuités à partir de 1869, est accordée aux Communes pour faciliter l'achèvement des chemins vicinaux dont la longueur kilométrique aura été approuvée, pour chaque département, par un arrêté du Ministre de l'intérieur, avant la répartition de la première annuité. »

Art. 2. — « Chaque annuité sera répartie entre les départements par un décret délibéré en Conseil d'Etat, en ayant égard aux besoins, aux ressources et aux sacrifices des Communes et des Départements. — Un dixième pourra être réservé pour être appliqué directement, après avis de la section de l'Intérieur du Conseil d'Etat, aux besoins imprévus et exceptionnels dans les départements dont le centime est d'un produit inférieur à 20,000 fr. — Dans chaque département, la subvention de l'Etat et celle du Département seront réparties entre les Communes par le Conseil général, sur la proposition du Préfet et suivant les bases indiquées par le paragraphe 1^{er} du présent article. »

Art. 3. — « Dans les Communes dont les charges extraordinaires excèdent dix centimes, les Conseils municipaux peuvent substituer une journée de prestations aux trois centimes extraordinaires autorisés par l'article 3 de la loi du 24 juillet 1867. »

Art. 4. — « Une nouvelle subvention

de 15 millions est affectée, en dix ans à partir de 1869, à l'achèvement des chemins vicinaux actuellement désignés comme chemins d'intérêt commun. Chaque annuité sera répartie entre les Départements et les Communes, conformément aux paragraphes 1 et 3 de l'article 2 de la présente loi. »

Art. 5. — « Dans les Départements dont le centime est d'un produit inférieur à 20,000 francs, le Conseil général pourra appliquer aux chemins vicinaux de grande communication la moitié des subventions accordées en vertu du paragraphe 1^{er} de l'article 2 et de l'article 4 de la présente loi; la délibération qu'il aura prise à cet effet ne sera exécutoire qu'après avoir été approuvée par décret. »

Art. 6. — « Il est créé, sous la garantie de l'Etat, une Caisse des chemins vicinaux chargée de faire, pendant dix ans, aux Communes dûment autorisées à emprunter, les avances nécessaires pour l'achèvement des chemins vicinaux, soit ordinaires, soit de grande communication ou d'intérêt commun; ces avances ne pourront dépasser la somme de 200 millions. Ladite Caisse est gérée par l'administration de la Caisse des dépôts et consignations. »

Art. 7. — « La Caisse des chemins vicinaux pourvoira à ces avances au moyen de la partie disponible des fonds déposés par les Communes et Etablissements publics au Trésor et à la Caisse des dépôts et consignations. — En cas de besoin, elle pourra être autorisée par un décret à créer et à émettre des titres négociables portant intérêt, amortissables en trente années, dans la forme et aux conditions qui auront été approuvées par le Ministre des Finances. »

Art. 8. — « Les Communes seront libérées de ces avances par le paiement de trente annuités de 4 p. 100 des sommes empruntées. — Il sera tenu compte à la Caisse, par le Trésor, tant de la dépense complémentaire d'amortissement que des divers frais de gestion de la Caisse. »

Art. 15. — Une instruction générale sur le service des chemins vicinaux a été publiée au Bulletin officiel du Ministère de l'Intérieur de 1871, n° 6.

CHENILLES. — Voy. ÉCHENILLAGE.

CHEPTEL. — (Cod. civ., art. 1800-1831.) — Prononcez *chetel*, — de *chatel*, vieux mot celtique ou bas-breton, qui signifie un troupeau de bêtes. — On désigne ainsi le contrat par lequel un individu, à qui appartient un troupeau de vaches, de chèvres, de brebis, et généralement de bestiaux susceptibles de croître ou de profit, le confie à un autre pour le garder, le nourrir et le soigner, sous les conditions convenues entre eux. — Voy. LOUAGE, sect. III.

CHÈQUES. — (Loi 14 juin 1865.) De l'anglais *check*, bon, mandat. — C'est un bon tiré par une personne sur le banquier dépositaire de ses fonds.

1. — L'usage des chèques est tellement répandu en Angleterre que le numéraire n'entre que pour une quantité extrêmement faible dans les transactions. Tout particulier, négociant ou non négociant, a un banquier chez lequel il dépose les valeurs de toute nature qu'il reçoit dans la journée : espèces, bank-notes, traites ou effets arrivés à échéance, ne gardant dans sa caisse ou dans sa poche que les petites sommes nécessaires à ses besoins journaliers. Un autre usage, non moins répandu, consiste à prendre domicile chez les banquiers pour les billets de commerce que l'on souscrit. De cette façon, le banquier se charge de payer tous les effets échus, sans qu'on ait à se préoccuper d'autre chose que de tenir son compte courant à un chiffre suffisant pour satisfaire à tous les besoins.

« Ces deux usages, dont l'un est la conséquence naturelle de l'autre, offrent des avantages qu'il est presque superflu de faire ressortir. En se dispensant de garder sur soi ce que l'on possède en numéraire ou en billets de banque, on se débarrasse des dangers de vol, d'incendie, de perte dans le transport ou d'erreurs dans les comp-

tes, et, de plus, des ennuis de compter sans cesse, d'attendre le paiement, de passer des écritures, de surveiller des commis et des garçons de caisse. En chargeant un banquier d'opérer les recouvrements ou d'effectuer le paiement des traites échues, on s'épargne des frais de caisse et de caissiers, et on est dispensé de tenir une comptabilité plus ou moins compliquée. En outre, toutes les sommes déposées chez le banquier ou inscrites au compte d'un particulier n'ont pas besoin d'être constamment disponibles. Une portion est ordinairement confiée au banquier, qu'il engage dans des opérations prudentes et à court terme, et qui paye alors un intérêt plus ou moins élevé. Plus les dépôts sont abondants, plus sont considérables les sommes qu'on peut ainsi tirer de leur disponibilité et consacrer à vivifier le commerce et l'industrie. Un capital énorme est de cette façon arraché à l'inaction, et, en même temps qu'il produit un intérêt au déposant, il contribue à accroître la richesse générale. » (Rapport de M. Darimon au Corps législatif.)

L'usage des chèques tend à se développer en France, et pour aider à son extension, la loi du 14 juin 1865 les avait exemptés de tout droit de timbre pendant dix ans à partir de sa promulgation, mais, depuis le 1^{er} décembre 1871, la nécessité de se procurer des ressources les a fait soumettre à un droit de timbre de dix centimes. (Loi 23 août 1871, art. 18.)

2. — D'après les termes de la loi de 1865, le chèque « est l'écrit qui, sous la forme d'un mandat de paiement, sert au tireur à effectuer le retrait, à son profit ou au profit d'un tiers, de tout ou partie de fonds portés au crédit de son compte chez le tiré, et disponibles. » — On voit, par cette définition, que le caractère essentiel du chèque est d'être un mode de paiement : il suppose l'existence d'une somme disponible entre les mains du tiré, qui devra remettre cette somme au porteur régulier du chèque. La provision, c'est-à-dire la somme suffisante pour acquitter le chèque, et due par le tiré au

tireur, doit exister au jour même de l'émission du chèque, sous peine d'une amende de 6. p. 100 du montant du chèque émis sans provision préalable, et sans préjudice de peines correctionnelles, si le fait a eu lieu de mauvaise foi.

Le chèque est daté et signé par le

tireur; il est payable à vue, et peut être souscrit soit au porteur, soit au profit d'une personne dénommée, soit à ordre : dans ce dernier cas, il est transmissible par voie d'endossement en blanc, c'est-à-dire par la simple signature du porteur mise au dos du titre.

Voici un modèle de chèque :

TALON restant entre les mains du tireur pour servir de références. On y inscrit à cet effet toutes les in- dications utiles.	Paris, le 5 juin 1872. B. P. F. 1,000.
	A présentation, veuillez payer à M. DUBOIS (ou à l'ordre de M. Dubois ou au porteur), la somme de mille francs dont vous débiterez mon compte.
	GUÉRIN, rue , n° .
	A M. Michel, banquier à Paris, rue , n° .

3. — Le chèque peut être tiré d'un lieu sur un autre ou sur la même place. Même dans le premier cas, il ne constitue pas, par sa nature, un acte de commerce, ce qui le différencie de la lettre de change qui est essentiellement un acte de commerce. Le chèque doit donc être considéré comme un acte de commerce, ou comme un acte civil, suivant la qualité des parties et les causes à raison desquelles il a été souscrit. Toutefois, les dispositions du code de commerce relatives à la garantie solidaire du tireur et des endosseurs, au protêt et à l'action en garantie, en matière de lettres de change, sont applicables aux chèques. — Voy. EFFETS DE COMMERCE.

4. — Le porteur d'un chèque doit en réclamer le paiement dans le délai de cinq jours, y compris le jour de la date si le chèque est tiré de la place sur laquelle il est payable, et dans le délai de huit jours, y compris également le jour de la date, s'il est tiré d'un autre lieu. Faute d'en réclamer le paiement dans les délais ci-dessus, le porteur du chèque perd son recours contre les endosseurs; il le perd

même contre le tireur, si la provision a péri par le fait du tiré, après lesdits délais; il ne conserve de droit par conséquent que contre le tiré.

CHEVAL-VAPEUR. — Terme de mécanique qui signifie la force nécessaire pour élever un poids de soixante-quinze kilogrammes à un mètre par seconde. Un cheval-vapeur équivaut à la force de trois chevaux de trait et à celle de vingt et un hommes de peine.

CHEVAUX. — 1. — « Le mot *meuble*, employé seul dans les dispositions de la loi ou de l'homme, sans autre addition ni désignation, ne comprend pas... les *chevaux*. » (Cod. civ., art. 533.) — Voy. BIENS, III.

2. — Voy. ABREUVOIR; — AGRICULTURE, 4; — ANIMAUX; — ÉPIZOOTIES; VENTE, II, § 2, 3.

3. — On comptait en France, en 1866, 3,313,232 chevaux.

4. — La loi du 16 septembre 1871 (art. 7) a remis en vigueur, à dater du 1^{er} janvier 1872, celle du 2 juillet 1862 qui avait établi un impôt sur les chevaux et les voitures attelées, af-

fectés au service personnel du propriétaire ou de sa famille.

Cette contribution est établie d'après le *tarif* suivant :

VILLES, COMMUNES ou localités dans lesquelles le tarif est applicable.	SOMMES A PAYER, non compris le fonds de non- valeur, par chaque :		
	Voiture		Cheval de selle ou d'attelage.
	à 4 roues.	à 2 roues.	
	fr.	fr.	fr.
Paris.....	... 60...	... 40...	... 25...
Les Communes autres que Paris ayant plus de 40,000 âmes de population.	... 50...	... 25...	... 20...
Les Communes de 20,001 âmes à 40,000 âmes.....	... 40...	... 20...	... 15...
Les Communes de 3,001 âmes à 20,000 âmes.....	... 25...	... 10...	... 10...
Les Communes de 3,000 âmes et au- dessous.....	... 10...	... 5...	... 5...

Les voitures et les chevaux qui sont employés *en partie* pour le service du propriétaire ou de sa famille, et *en partie* pour le service de l'agriculture ou d'une profession quelconque donnant lieu à l'imposition d'une patente, ne sont *point* passibles de la taxe.

Ne donnent pas lieu au paiement de la taxe :

1° Les chevaux et voitures possédés en conformité des règlements du service militaire ou administratif, et par les ministres des différents cultes; — 2° les juments et étalons exclusivement consacrés à la reproduction; — 3° les chevaux et voitures exclusivement employés aux travaux de l'agriculture ou d'une profession quelconque, donnant lieu à l'application de la patente.

— Il est attribué aux Communes un dixième du produit de l'impôt, déduction faite des cotes ou portions de cotes dont le dégrèvement a été accordé.

— La contribution est due pour

l'année entière, en ce qui concerne les faits existants au 1^{er} janvier.

— Dans le cas où, à raison d'une *résidence nouvelle*, le contribuable devient passible d'une taxe supérieure à celle à laquelle il a été assujéti au 1^{er} janvier, il ne doit qu'un *droit complémentaire* égal au montant de la différence.

— Si le contribuable a *plusieurs résidences*, il est, pour les chevaux et les voitures qui le suivent habituellement, imposé dans la Commune où il est soumis à la contribution personnelle, mais la contribution est établie suivant la taxe de la Commune dont la population est la plus élevée. Pour les chevaux et les voitures qui restent habituellement attachés à l'une de ces résidences, le contribuable est imposé dans la Commune de cette résidence et suivant la taxe afférente à la population de cette Commune.

— Les contribuables sont tenus de faire la *déclaration* des voitures et des chevaux à raison desquels ils sont imposables, et d'indiquer les diffé-

rentes Communes où ils ont des habitations, en désignant celles où ils ont des éléments de cotisation en permanence.

— Les déclarations sont *valables* pour toute la durée des faits qui y ont donné lieu; elles doivent être *modifiées* dans le cas de changement de résidence hors de la Commune ou du ressort de la perception, et dans le cas de modifications survenues dans les bases de cotisation. — Les déclarations sont faites ou modifiées, s'il y a lieu, le 15 janvier, au plus tard, de chaque année, à la mairie de l'une des Communes où les contribuables ont leur résidence. — Si les déclarations ne sont *pas faites* dans le délai ci-dessus, ou si elles sont *inexactes* ou *incomplètes*, il y est suppléé d'office par le contrôleur des contributions directes, qui est chargé de diriger, de concert avec le Maire et les répartiteurs, l'état matrice destiné à servir de base à la confection du rôle.

— En cas de *contestation* entre le contrôleur et le Maire et les répartiteurs, il est, sur le rapport du directeur des contributions directes, statué par le Préfet, sauf référé au Ministre des Finances, si la décision est contraire à la proposition du directeur, et, dans tous les cas, sans préjudice pour le contribuable du droit de réclamer après la mise en recouvrement du rôle.

Les taxes sont *doublées* pour les chevaux et les voitures qui n'ont pas été déclarés ou qui ont été déclarés d'une manière inexacte.

— Il est *ajouté* à l'impôt 5 centimes par franc pour couvrir les charges, réductions, remises ou modérations, ainsi que les frais de l'assiette de l'impôt et ceux de la confection des rôles, qui sont établis, arrêtés, publiés et recouvrés comme en matière de contributions directes.

CHÈVRES.—Voy. AGRICULTURE, 4; — ANIMAUX; — ÉPIZOOTIES; — LOUAGE, sect. III; — SAISIE-EXÉCUTION, 2; — VENTE, II, § 2. 2. — On comptait, en France, en 1866, 1,679,938 chèvres.

CHIENS. — 1. — Ils sont soumis à une *taxe* perçue au profit de la Commune. (Loi 2 mai 1855.) — Voy. TAXE DES CHIENS.

2. — Ceux qui ont excité ou n'ont pas retenu leurs chiens, lorsqu'ils attaquent ou poursuivent les passants, quand même il n'en serait résulté aucun mal ni dommage, sont passibles d'une amende de 6 fr. à 10 fr. inclusivement. La peine de l'emprisonnement pendant cinq jours au plus est toujours prononcée en cas de récidive. (Cod. pén. art. 475, n° 7; 478.)

3. — Le propriétaire d'un chien, ou celui qui s'en sert pendant qu'il est à son usage, est *responsable* du dommage que l'animal a causé. (Cod. civ. art. 1385.)

4. — Voy. CHASSE; — LOUVETERIE; — ANIMAUX, 5, 8.

CHIROGRAPHAIRE.—Voy. CRÉANCIER.

CHIRURGIEN. — Du grec *cheir*, main, *ergon*, ouvrage.

1. — Nul ne peut exercer cette profession s'il n'a été examiné et reçu dans les formes déterminées par les lois et règlements. (Loi 19 ventôse an xi (10 mars 1803), art. 1, 35, 36.)

2. — Les *honoraires* des chirurgiens sont mis au troisième rang des *créances privilégiées* sur la généralité des *meubles*. (Cod. civ. art. 2101.)—Voy. PRIVILÈGES, I, § 1.

3. — L'*action* des chirurgiens pour le paiement de leurs opérations se *prescrit* par un an. (Cod. civ. art. 2272.)—Voy. PRESCRIPTION, III, 3.

4. — Voy. AVORTEMENT; — FAUX, V; — RÉVÉLATION DE SECRETS.

CHOSE JUGÉE. — (Cod. civ. art. 1350, 1351; Cod. instr. crim. art. 360.)

C'est ce qui a été décidé par un jugement rendu en dernier ressort ou devenu inattaquable par l'expiration des délais pendant lesquels un recours était possible.

Le repos des familles et le maintien de l'ordre public exigeaient impérieusement que ce qui a été définitivement jugé eût entre les parties l'autorité d'une vérité légale irréfra-

gable; autrement les procès n'auraient plus eu de terme.

La chose jugée définitivement est donc présumée être la vérité, sans qu'on soit admis à prouver le contraire. On peut dire de ce principe, comme de la prescription, que c'est un abri tutélaire offert par la loi aux citoyens contre les prétentions qui viendraient incessamment troubler leur sécurité et remettre en question leur fortune.

CHOSE TROUVÉE.—Ceserait une erreur de croire qu'un objet perdu appartient à celui qui le trouve. La loi, d'accord avec la morale, assimile au voleur celui qui, trouvant une chose perdue, garde le silence et met ainsi le propriétaire dans l'impossibilité de rentrer en sa possession.

A Paris, les objets trouvés se déposent à la Préfecture de police; — dans les départements, à la Mairie ou entre les mains du Commissaire de police.

L'usage s'est introduit de remettre les objets non réclamés au bout d'un an à la personne qui les a trouvés; mais elle n'en devient pas encore propriétaire, car, aux termes de l'article 2279 du Code civil, « celui qui a perdu ou auquel il a été volé une chose peut la revendiquer pendant trois ans, à compter du jour de la perte ou du vol.... » — Voy. PRESCRIPTION, IV.

CIMETIÈRE. — (Déc. 23 prairial an XII (12 juin 1804); déc. 7 mars 1808; ord. roy. 6 décembre 1843; déc. 13 avril 1861, art. 6, nos 9, 17; Cod. pén. art. 360.)

Du grec *koïmao*, dormir, *koïmété-rión*, dortoir. — Lieu consacré à la sépulture des morts.

1. — Les Cimetières doivent être établis à la distance de trente-cinq mètres au moins de l'enceinte des villes et bourgs. Des concessions de terrains peuvent être faites aux personnes qui désirent y posséder une place distincte. Les tarifs sont réglés par le Conseil municipal.

Dans les Communes où plusieurs cultes sont pratiqués, un lieu d'inhumation particulier est réservé pour chacun d'eux, ou, quand le cimetière

est unique, il est partagé par des murs, haies ou fossés, en autant de parties qu'il y a de cultes dans la Commune.

2. — Lorsqu'un cimetière vient à être fermé, il reste dans l'état où il se trouve, sans qu'on puisse en faire usage pendant cinq ans. Après ce temps, il peut être vendu, échangé ou affermé, sous la condition qu'il n'y sera fait jusqu'à nouvel ordre aucune fouille ou fondation. Il ne peut être qu'ensemencé ou planté.

3. — Est puni d'un emprisonnement de trois mois à un an, et de 16 fr. à 200 fr. d'amende, quiconque s'est rendu coupable de violation de tombeaux ou de sépultures; sans préjudice des peines contre les crimes ou délits qui se seraient joints à celui-ci.

4. — Voy. INHUMATION; — AUMÔNIERS DES DERNIÈRES PRIÈRES.

CIRCONSTANCES AGGRAVANTES. — Ce sont les faits qui, ajoutant à la gravité d'un crime ou d'un délit, entraînent une pénalité plus forte.

Ainsi, le meurtre devient assassinat lorsqu'il y a eu préméditation ou guet-apens; le vol qui, par lui-même, est un simple délit, puni d'une peine correctionnelle, devient un crime, s'il a été commis à l'aide d'escalade, d'effraction, de fausses clés, la nuit, dans une maison habitée, par deux ou plusieurs personnes, par un domestique, etc.

CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES. — (Cod. pén. art. 463.) — On désigne ainsi les faits qui sont de nature à atténuer la faute d'un accusé ou d'un prévenu, et à lui mériter quelque indulgence.

1. — A la différence des excuses qui sont des faits déterminés par la loi, les circonstances atténuantes sont laissées à l'appréciation du jury en matière criminelle, et à celle des juges en matière correctionnelle.

2. — L'effet de l'admission des circonstances atténuantes sur l'application de la peine est réglé par l'article 463 du Code pénal, que nous reproduisons ci-après, tel qu'il a été modifié par la loi du 13 mai 1863 :

« Les peines prononcées par la loi

contre celui ou ceux des accusés reconnus coupables, en faveur de qui le jury aura déclaré les circonstances atténuantes, seront modifiées ainsi qu'il suit :

« Si la peine prononcée par la loi est la *mort*, la Cour appliquera la peine des *travaux forcés à perpétuité* ou celle des *travaux forcés à temps*.

« Si la peine est celle des *travaux forcés à perpétuité*, la Cour appliquera la peine des *travaux forcés à temps* ou celle de la *réclusion*.

« Si la peine est celle de la *déportation dans une enceinte fortifiée*, la Cour appliquera celle de la *déportation simple*, ou celle de la *détention*; mais dans les cas prévus par les articles 96 et 97 (crimes tendant à troubler l'Etat par la guerre civile, etc.), la peine de la *déportation simple* sera seule appliquée.

« Si la peine est celle de la *déportation*, la Cour appliquera la peine de la *détention* ou celle du *bannissement*.

« Si la peine est celle des *travaux forcés à temps*, la Cour appliquera la peine de la *réclusion* ou les dispositions de l'article 401 (*emprisonnement* de un à cinq ans, *amende* de 16 fr. au moins et de 500 fr. au plus), sans toutefois pouvoir réduire la durée de l'*emprisonnement* au-dessous de deux ans.

« Si la peine est celle de la *réclusion*, de la *détention*, du *bannissement* ou de la *dégradation civique*, la Cour appliquera les dispositions de l'article 401, sans toutefois pouvoir réduire la durée de l'*emprisonnement* au-dessous d'un an.

« Dans le cas où le Code prononce le *maximum* d'une peine afflictive, s'il existe des circonstances atténuantes, la Cour appliquera le *minimum* de la peine ou même la *peine inférieure*.

« Dans tous les cas où la peine de l'*emprisonnement* et celle de l'*amende* sont prononcées par le Code pénal, si les circonstances paraissent atténuantes, les tribunaux correctionnels sont autorisés, même en cas de récidive, à réduire ces peines comme suit :

« Si la peine prononcée par la loi,

soit à raison de la nature du délit, soit à raison de l'état de récidive du prévenu, est un *emprisonnement* dont le *minimum* ne soit pas inférieur à un an ou une *amende* dont le *minimum* ne soit pas inférieur à *cinq cents francs*, les tribunaux pourront réduire l'*emprisonnement* jusqu'à *six jours* et l'*amende* jusqu'à *seize francs*.

« Dans tous les autres cas, ils pourront réduire l'*emprisonnement* même au-dessous de six jours et l'*amende* même au-dessous de 16 fr. Ils pourront aussi prononcer *séparément* l'une ou l'autre des ces peines et même *substituer* l'*amende* à l'*emprisonnement*, sans qu'en aucun cas elle puisse être au-dessous des peines de *simple police*. »

CIRCULATION. (DROIT DE) — Voy. BOISSONS, § 1^{er}.

CITATION. — (Cod. proc. civ. art. 1-6; Cod. instr. crim. art. 145-147, 182-184.)

Acte, signifié par huissier, qui somme une personne de comparaître devant la justice de paix, le tribunal correctionnel ou le tribunal de simple police.

1. — En matière *personnelle*, la citation doit être donnée devant le Juge de paix du domicile du défendeur; en matière *réelle*, devant celui de la situation de l'objet litigieux.

2. — En matière *civile*, il y a un jour au moins entre celui de la citation et le jour indiqué pour la comparution, si la partie citée est domiciliée dans la distance de 3 myriamètres (7 lieues 1/2). Si elle est domiciliée au delà de cette distance, il doit être ajouté un jour par 3 myriamètres. — En cas d'urgence, le juge peut abréger les délais, en donnant une *cédule*.

3. — En matière de *simple police*, le délai pour comparaître est au moins de 24 heures, plus un jour par 3 myriamètres.

4. — En matière *correctionnelle* le délai est de trois jours, plus un jour par myriamètre.

CITOYEN. — (Cod. civ. art. 7.)

A la différence des *droits civils* qui appartiennent à tout Français, les

droits politiques ne sont l'apanage que des *citoyens*. — Voy. DROITS CIVILS; — DROITS POLITIQUES.

1. — En principe, *sont citoyens*, et, par conséquent, aptes aux fonctions politiques, tous les Français mâles et majeurs de 21 ans. Cependant l'exercice de certains droits politiques est subordonné, par des lois spéciales, à des conditions particulières. Ainsi on n'est éligible qu'à 25 ans, on ne peut être juré qu'à 30 ans, etc.

2. — Par exception, *ne sont pas citoyens* : les interdits, les femmes, les mineurs de 21 ans, ceux qui, par suite d'une condamnation, ont été privés de tous leurs droits politiques.

3. — Voy. DÉGRADATION-CIVIQUE.

CIVIL. (DROIT) — Voy. DROIT CIVIL.

CIVILS. (DROITS) — Voy. DROITS CIVILS.

CIVIQUES. (DROITS) — Voy. DROITS CIVIQUES.

CLOTURES. — 1. — « Tout propriétaire peut clore son héritage. » (Cod. civ. art. 647.) La faculté de se clore étant une conséquence du droit de propriété, il peut paraître singulier que le législateur ait cru devoir la consacrer par une disposition formelle. Mais il faut savoir qu'avant la révolution le droit de clôture était entravé par le droit de chasse attribué aux seigneurs sur les fonds rotnriers, et par les droits de parcours ou de vaine pâture. Le droit de chasse sur les terres d'autrui n'existe plus. Quant aux droits de parcours ou de vaine pâture, bien qu'ils aient été conservés, lorsqu'ils sont fondés sur un titre ou un usage local immémorial, ils n'empêchent point aujourd'hui les propriétaires de se clore, mais « le propriétaire qui veut se clore perd son droit au parcours et vaine pâture, en proportion du terrain qu'il y soustrait. » (Cod. civ. art. 648.)

2. — Si étendu qu'il soit, le droit de se clore a ses limites, comme le droit de propriété d'où il dérive. Ainsi il n'est point permis de clore les héritages sur lesquels il existe une servitude de passage, fondée soit sur un titre, soit sur la faculté accordée

par l'article 682 du Code civil au propriétaire d'un fonds enclavé et sans issue sur la voie publique. — Voy. ENCLAVE.

3. — Dans les villes et faubourgs, chacun peut contraindre son voisin à contribuer aux constructions et réparations de la clôture faisant séparation de leurs maisons, cours et jardins. La hauteur de cette clôture est fixée suivant les règlements particuliers ou les usages constants et reconnus; et, à défaut d'usages et de règlements, tout mur de séparation entre voisins doit avoir au moins trente-deux décimètres (dix pieds) de hauteur, compris le chapeau, dans les villes de 50.000 âmes et au-dessus, et vingt-six décimètres (huit pieds) dans les autres. (Cod. civ. art. 663.)

4. — La destruction de clôtures, de quelques matériaux qu'elles soient faites, est punie d'un emprisonnement de un mois à un an, et d'une amende égale au quart des restitutions et des dommages-intérêts, sans pouvoir, dans aucun cas, être au-dessous de 50 fr. (Cod. pén. art. 456.)

5. — Le *forcement*, la *dégradation*, l'*escalade* de toute espèce de clôtures sont des *circonstances aggravantes* du vol. (Cod. pén. art. 381, 384, 389, et suiv.) — Voy. VOL.

CLUBS. — Voy. RÉUNIONS PUBLIQUES.

COALITIONS. — (Loi 25 mai 1864.)

On entend spécialement par *coalition* l'accord conclu soit entre patrons, soit entre ouvriers, pour faire baisser ou hausser le prix du travail.

1. — Une loi du 25 mai 1864, qui a été à la fois un acte de justice et de sage politique, a abrogé les articles 414, 415 et 416 du Code pénal aux termes desquels la coalition était punissable, alors même qu'elle n'était accompagnée d'aucunes violences, ou menaces, et elle les a remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 414. — « Sera puni d'un emprisonnement de 6 jours à 3 ans et d'une amende de 16 fr. à 3.000 fr. ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque, à l'aide de *violences*, *voies*

de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses, aura amené ou maintenu, tenté d'amener ou de maintenir une cessation concertée de travail dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires, on de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail.»

Art. 415. — « Lorsque des faits punis par l'article précédent auront été commis par suite d'un plan concerté, les coupables pourront être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police pendant 2 ans au moins et 5 ans au plus. »

Art. 416. — « Seront punis d'un emprisonnement de 6 jours à 3 mois et d'une amende de 16 fr. à 300 fr. ou de l'une de ces deux peines seulement, tous ouvriers, patrons et entrepreneurs d'ouvrages qui, à l'aide d'amendes, défenses, proscriptions, interdictions prononcées par suite d'un plan concerté, auront porté atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail. »

2. — Ces dispositions sont applicables aux propriétaires et fermiers ainsi qu'aux moissonneurs, domestiques et ouvriers de la campagne.

3. — En résumé, il n'y a plus désormais de délit, en matière de coalition, que quand il y a violences, voies de fait, menaces et manœuvres frauduleuses. La loi ne punit plus le concert, soit entre patrons, soit entre ouvriers, qui s'entendent librement, volontairement, sans emploi ni de la violence, ni d'aucun moyen d'intimidation, pour fixer les conditions auxquelles ils veulent faire travailler ou travailler, et qui sanctionnent leurs prétentions, parla fermeture ou l'abandon simultané des ateliers.

COAUTEUR. — Se dit de celui qui a coopéré avec d'autres à un crime, à un délit ou à une contravention. — Voy. COMPLICE — COMPLIÉ.

CODÉBITEUR. — Celui qui doit avec d'autres. — Voy. SOLIDARITÉ, II.

CODE CIVIL. — Il peut être défini le Code de la famille et de la propriété, car il traite spécialement des personnes, des rapports de famille, des

biens, des différentes modifications de la propriété, et des diverses manières dont elle s'acquiert et se transmet.

I. HISTORIQUE. — Dans les temps qui ont précédé la Révolution de 1789, la France était moins une nation qu'un assemblage de nations diverses, successivement réunies ou conquises, distinctes par le sol, par le climat, par les coutumes, par les institutions civiles et politiques. Le Prince gouvernait ces différentes nations sous les titres différents de Roi, de Duc, de Comte; il avait promis de maintenir chaque pays dans ses coutumes et dans ses franchises. On comptait soixante coutumes régissant chacune une province entière, et plus de trois cents qui n'étaient observées que dans une seule ville, un bourg ou un village. Aussi Voltaire a-t-il pu dire que, lorsqu'un homme voyage en France, il change de lois presque autant qu'il change de chevaux.

Dans les provinces du Midi, où les institutions féodales firent le moins de progrès, le droit romain était observé et y tenait lieu de loi. Dans le Nord et le Centre, on suivait les coutumes.

La Guienne, la Gascogne, le Roussillon, le comté de Foix, le Languedoc, le Quercy, la Provence, le Dauphiné, le Lyonnais, le Forez, le Beaujolais, la Franche-Comté, et une partie de l'Auvergne, étaient régis par le droit romain et appelés pays de droit écrit; les autres provinces formaient les pays de droit coutumier.

On appelait coutumes des usages juridiques qui (à une époque où presque personne ne savait lire, et où les provinces, concentrées dans leurs relations par le régime féodal, communiquaient à peine entre elles) s'étaient établis par le consentement tacite du peuple. Dans l'enfance des sociétés, il y a peu de lois formulées; on suit l'usage, la manière d'agir des anciens: peu à peu on sent le besoin de règles plus précises, et les lois écrites apparaissent.

C'est ce qui arriva en France. La diversité que présentaient les coutu-

mes devint fort embarrassante lorsque les provinces furent réunies sous l'obéissance du Roi. Il était impossible que les juges d'appel connussent toutes les coutumes particulières qui n'étaient point écrites en forme authentique : les parties devaient donc convenir de la coutume, ou, en cas de dissentiment, en faire la preuve par témoins. Il y avait là de grandes difficultés et la source d'inconvénients de plus d'une sorte. Sous Louis IX (saint Louis), Philippe IV, Jean le Bon, on essaya de remédier à ces dangers en consignant par écrit les coutumes. Charles VII, en 1453, prescrivit cette rédaction, mais un travail aussi vaste ne devait être achevé que plus de cent ans après la mort du monarque qui l'avait ordonné.

— A côté du droit romain et des coutumes venaient se placer les *ordonnances royales* qui, pour être exécutoires, devaient être *enregistrées* par les *Parlements*, cours souveraines et permanentes, composées d'ecclésiastiques et de laïcs, dont la mission était de rendre la justice en dernier ressort au nom du Roi. Il y en avait treize dans le royaume : *Paris, Toulouse, Grenoble, Bordeaux, Dijon, Rouen, Aix, Rennes, Pau, Metz, Besançon, Douai et Nancy.*

Les Parlements refusaient-ils unanimement l'enregistrement d'une ordonnance, la volonté du Roi n'avait pas force de loi ; l'enregistraient-ils unanimement, elle était obligatoire dans toute la monarchie ; si quelques-uns seulement l'enregistraient, elle était exécutoire dans le ressort de ces Parlements, mais non avenue partout ailleurs.

La Royauté fut loin d'accepter ce pouvoir des Parlements, et l'on sait combien il en résulta de difficultés. Le récit des luttes entre l'autorité royale et les Parlements constitue une grande partie de l'histoire intérieure de la monarchie. Lorsque le Roi refusait de se rendre aux remontrances qui lui étaient faites, il envoyait des *lettres de jussion*, c'est-à-dire portant ordre d'enregistrer. En cas de résistance, il allait lui-même

au Parlement, et y tenait un lit de justice. C'est ainsi qu'on désignait la séance solennelle qu'il présidait. Comme il était accompagné de la force armée, le Parlement cédait presque toujours. Quelquefois cependant le Parlement persistait dans son refus d'enregistrer l'ordonnance. On l'exilait alors et il finissait par se soumettre. — La suppression des Parlements fut prononcée, le 24 mars 1790, par l'Assemblée Constituante.

— La diversité qui régnait dans la législation accablait, on peut le dire, la raison humaine. Ce qui était permis dans une partie de la France était réprouvé dans une autre. Les règles sur les personnes et sur la propriété ne se ressemblaient pas dans deux provinces limitrophes ; bien plus, elles différaient souvent dans la même province, dans le même canton ! Une telle diversité de lois formait un obstacle insurmontable à ce qui fait la force et la grandeur d'une nation ; l'unité de l'Etat.

— A différentes époques, les hommes les plus éminents dans la science du droit, Dumoulin, Lamoignon, d'Aguesseau, concurent le projet de refondre toutes les coutumes et ordonnances en un seul corps de lois qui eût été uniformément applicable à toute la France ; mais le génie de ces grands jurisconsultes avait devancé leur siècle.

Louis XI aussi avait entrepris de réaliser cette idée féconde. Il rêvait pour son royaume un seul poids, une seule mesure, une seule législation. La mort le surprit au milieu de ses efforts.

Il était réservé à la Révolution française de donner satisfaction au vœu de tant de siècles et de briser toute entrave en abolissant la féodalité et en proclamant, avec l'unité de l'Etat, l'égalité de tous devant la loi.

Cette réforme de notre législation parut si essentielle à la Constituante qu'elle en fit l'objet d'un article de la Constitution de 1791. « Il sera fait, y est-il dit, un Code de lois civiles communes à tout le Royaume. »

Les graves événements qui agité-

rent l'Assemblée législative ne lui permirent pas de s'occuper de cette importante question.

La Convention décréta, à son tour, qu'il serait fait un Code de lois civiles et criminelles uniforme pour toute la France. Peu de temps après, il lui fut présenté un projet qu'elle rejeta comme étant trop compliqué et pas assez en harmonie avec les idées philosophiques de l'époque.

C'est au Consulat que revient l'honneur d'avoir doté notre pays d'un Code civil. A peine investi du pouvoir consulaire, Bonaparte songea à reprendre l'œuvre que ses devanciers n'avaient pu mener à bonne fin. Il chargea une Commission spéciale, composée de Tronchet, Bigot-Préaménen, Portalis et Malleville, d'étudier les essais antérieurs et de préparer un nouveau projet. La Commission se mit laborieusement à l'œuvre : en moins de quatre mois elle avait achevé sa tâche.

Le premier Consul, voulant s'entourer des lumières du pays, soumit le travail de la Commission à l'appréciation du tribunal de cassation et de tous les tribunaux d'appel, qui adressèrent leurs observations. Puis le Conseil d'Etat, le Tribunal et le Corps législatif concoururent à l'édification de ce grand monument national.

Trente-six lois furent successivement décrétées et promulguées : le 30 ventôse an xii (21 mars 1804), elles furent réunies en un seul corps sous le titre de : *Code civil des Français*, avec une même série d'articles au nombre de 2,281.

II. DIVISION DU CODE CIVIL. — Ce Code se compose d'un titre préliminaire sur la publication, les effets et l'application des lois en général, et de trois livres, subdivisés en titres, chapitres et sections, qui traitent : *Des personnes* ; — *des biens, et des différentes modifications de la propriété* ; — *des différentes manières dont on acquiert la propriété*.

Le premier livre a pour objet : la jouissance et la privation des droits civils ; — les actes de l'état civil ; —

le domicile ; — l'absence ; — le mariage ; — le divorce ; — la paternité et la filiation ; — l'adoption et la tutelle officieuse ; — la puissance paternelle ; — la minorité, la tutelle et l'émancipation ; — la majorité, l'interdiction et le conseil judiciaire.

Le deuxième livre s'occupe : de la distinction des biens ; — de la propriété ; — de l'usufruit, de l'usage et de l'habitation ; — des servitudes.

Le troisième livre comprend : les successions ; — les donations entre-vifs et testaments ; — les contrats ou obligations en général ; — les engagements sans convention ; — le contrat de mariage et les droits respectifs des époux ; — la vente ; — l'échange ; — le louage ; — le contrat de société ; — le prêt ; — le dépôt et le séquestre ; — les contrats aléatoires ; — le mandat ; — le cautionnement ; — les transactions ; — la contrainte par corps en matière civile ; — le nantissement ; — les privilèges et hypothèques ; — l'expropriation forcée et les ordres entre créanciers ; — la prescription.

— A proprement parler, un Code ne se fait pas ; c'est l'œuvre du temps. Le Code civil a été le produit du droit romain, des anciennes coutumes, des ordonnances royales et des lois de la Révolution.

III. MODIFICATIONS APPORTÉES AU CODE CIVIL. — Il est de la nature de toute législation d'être variable et de se modifier avec l'esprit de chaque époque. Depuis 1804, date de sa promulgation, de nombreux changements ont été apportés au Code civil ; plusieurs de ses dispositions ont été abrogées ; d'autres ont reçu d'utiles compléments. — C'est ainsi que la loi du 8 mai 1816 a aboli le divorce que le Code autorisait sous certaines conditions ; — la loi du 7 avril 1832 a permis le mariage entre beau-frère et belle-sœur, moyennant une dispense du chef du Gouvernement ; — la loi du 30 juin 1838, comblant une lacune du Code de 1804, a réglé la condition des personnes qui, sans être interdites, sont placées dans une maison d'aliénés ; — la loi du 31 mai 1854 a aboli

la mort civile; — la loi du 22 juillet 1867 a supprimé la *contrainte par corps*, dont les rigueurs avaient été adoucies en 1832 et en 1848; — etc.

CODE DE COMMERCE. — Son objet est de régler les droits et obligations des commerçants, et les effets des actes et contrats commerciaux.

Promulgué, le 15 septembre 1807, pour être mis à exécution à partir du 1^{er} janvier 1808, le Code de commerce comprend 648 articles et est divisé en 4 livres consacrés : le 1^{er} au *Commerce en général*, le 2^e au *Commerce maritime*, le 3^e aux *Faillites et Banqueroutes*, le 4^e à la *Juridiction commerciale*. Parmi les modifications que les progrès du Commerce et l'expérience ont fait apporter à ce Code depuis 1808, nous signalerons la loi du 28 mai 1838 qui a remanié entièrement les dispositions concernant les *faillites et banqueroutes*; — la loi du 3 mars 1840 relative à l'organisation des *tribunaux de commerce*; — celles du 22 juillet 1867 portant abolition de la *contrainte par corps*, et du 24 du même mois sur les *Sociétés*, etc.

CODE DE JUSTICE MILITAIRE POUR L'ARMÉE DE TERRE. — Ce Code, promulgué en 1857, est divisé en 4 livres, qui se subdivisent en titres et chapitres. Voici l'indication des livres et titres :

LIVRE 1^{er}.

De l'organisation des tribunaux militaires.

TIT. I. Des *Conseils de guerre* et des *Conseils de révision permanents* dans les divisions territoriales; — **TIT. II.** Des *Conseils de guerre* et des *Conseils de révision aux armées*, dans les départements et dans les places de guerre en état de siège. — **TIT. III.** Des *Prévôtés*.

LIVRE II.

De la compétence des tribunaux militaires.

TIT. I. Compétence des *Conseils de guerre*; — **TIT. II.** Compétence des *Conseils de révision*; — **TIT. III.** Compétence des *Prévôtés*; — **TIT. IV.**

Compétence en cas de complicité; — **TIT. V.** Des *pourvois* devant la *Cour de cassation*.

LIVRE III.

De la procédure devant les tribunaux militaires.

TIT. I. Procédure devant les *Conseils de guerre*; — **TIT. II.** Procédure devant les *Conseils de révision*; — **TIT. III.** Procédure devant les *Prévôtés*; — **TIT. IV.** Des *Peines* et de leurs effets; — **TIT. V.** Dispositions générales.

LIVRE IV.

Des crimes, des délits et des peines.

TIT. I. De la *contumace* et des *jugements par défaut*; — **TIT. II.** Des *crimes, des délits* et de leur *punition*; — **TIT. III.** Dispositions générales.

Le Code de justice militaire pour l'armée de terre comprend 277 articles.

CODE DE JUSTICE MILITAIRE POUR L'ARMÉE DE MER. — Promulgué en 1858, ce Code est fait sur le même plan que celui publié, l'année précédente, pour l'armée de terre. Il se divise en livres, titres, chapitres, et se compose de 376 articles.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE. — Il renferme principalement les règles sur la compétence des tribunaux et sur les formes à suivre pour l'instruction et le jugement des procès en matière civile.

Promulgué en 1806, et rendu exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1807, le Code de procédure civile ne contient pas moins de 1,042 articles : il est ainsi divisé : 1^{re} partie : **PROCÉDURE DEVANT LES TRIBUNAUX.** Livre 1^{er} : de la justice de paix; — Livre 2^e : des tribunaux inférieurs; — Livre 3^e : des Cours d'appel; — Livre 4^e : des voies extraordinaires pour attaquer les jugements; — Livre 5^e : de l'exécution des jugements; — 2^e partie : **PROCÉDURES DIVERSES :** Livre 1^{er} : *saisies, séparation de corps et de biens, interdiction, etc.*; — Livre 2^e : *procédures relatives à l'ouverture d'une succession*;

— Livre 3^e : des arbitrages ; dispositions générales.

La nécessité de simplifier des procédures compliquées et souvent abusives a déjà donné lieu à des modifications importantes du Code de 1806, notamment en ce qui touche la vente de biens immeubles appartenant à des mineurs, les partages et licitations (loi 2 juin 1841), la saisie immobilière, l'ordre, etc. (loi 21 mai 1858), etc.

L'opinion publique proteste contre la complication et les lenteurs de certaines procédures civiles : elle demande à bon droit une réforme qui les simplifierait et surtout les rendrait moins coûteuses.

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.—Promulgué en 1808, le Code d'instruction criminelle renferme les règles touchant la manière de constater, poursuivre et juger les crimes, délits et contraventions. Il se compose de 643 articles et est ainsi divisé : Dispositions préliminaires ;—Livre 1^{er} : de la police judiciaire, et des officiers qui l'exercent ;—Livre 2^e : de la justice.

Revisé en 1832, le Code d'instruction criminelle a été modifié par diverses lois postérieures à cette époque, et dont quelques-unes sont toutes récentes. Parmi ces lois, nous citerons celle du 3 juillet 1852 sur la réhabilitation des condamnés ;—celle du 4 juin 1853 sur la composition du jury ;—celle du 13 juin 1856 sur les appels des jugements des tribunaux correctionnels ;—celle du 20 mai 1863 sur l'instruction des flagrants délits devant les tribunaux correctionnels ;—celle du 14 juillet 1865 sur la mise en liberté provisoire ;—celle du 29 juin 1867 sur la révision des procès criminels et correctionnels.

CODE FORESTIER.—On a donné ce nom à la loi du 21 mai 1827, à cause de son objet et de son importance. Le Code forestier a été suivi d'une ordonnance royale rendue, le 1^{er} août de la même année, pour en assurer l'exécution et en régler les détails. Depuis cette époque, la législation forestière a été modifiée ou complé-

tée par diverses dispositions. Nous citerons, parmi les plus importantes, la loi du 18 juin 1839, qui est principalement relative au défrichement des bois des particuliers, la loi du 28 juillet 1860 sur le reboisement et celle du 8 juin 1864 sur le gazonnement des montagnes.

CODE PÉNAL.—Il détermine les fautes punissables et les peines auxquelles ils donnent lieu.

Promulgué en 1810, le Code pénal a été plusieurs fois déjà révisé ou modifié, en 1832 notamment, en 1848, en 1854 et en 1863.

Il comprend 484 articles et est ainsi divisé : Dispositions préliminaires ;—Livre I^{er}. Des peines en matière criminelle et correctionnelle, et de leurs effets ;—Livre II. Des personnes punissables, excusables ou responsables, pour crimes ou pour délits ;—Livre III. Des crimes, des délits et de leur punition ;—Livre IV. Contraventions de police et peines.—Voy. PEINES.

CODE RURAL.—Nom donné au décret de l'Assemblée Constituante, du 28 septembre 1791, concernant les biens et usages ruraux et la police rurale.

Cette loi célèbre qui consacrait de grands principes : liberté du sol, liberté de culture, égalité des charges, inviolabilité privée, qui abolissait le droit de parcours et de vaine pâture si préjudiciable à l'agriculture, etc., cette loi est devenue insuffisante par suite des progrès accomplis depuis le commencement du siècle, et des changements survenus dans l'état des campagnes. Aussi la publication d'un nouveau code rural est-elle vivement réclamée.

CODEX.—Recueil officiel des formules pour la préparation des médicaments.

Ce formulaire est le code imposé aux Médecins et aux Pharmaciens.

En garantissant la santé publique contre les dangers de l'empirisme et les séductions trompeuses du charlatanisme, il est à la fois, pour les praticiens, un guide certain, et pour

l'Administration, un moyen assuré d'ordre et de surveillance.

Revisé en 1837, le *Codex* ou *Pharmacopée française* n'était plus en harmonie avec l'état de la science. Une nouvelle édition en a été donnée en 1866 : elle est obligatoire depuis le 1^{er} janvier 1867. (Déc. 5 décembre 1866.)

CONÉRTIER. — Celui qui hérite avec d'autres. — Voy. **INDIVISION**; — **SUCCESSIONS**, IV; — **PRIVILÈGE**, II.

COLLATÉRAUX. — Du latin *cum*, avec, et *latus*, côté. — On appelle *collatéraux* les parents qui ne descendent pas les uns des autres, mais d'une souche commune. Tels sont les frères et sœurs, les cousins et cousines entre eux, les oncles et tantes à l'égard de leurs neveux et nièces, et ces derniers à l'égard de leurs oncles et tantes.

1. — Au delà du douzième degré, les collatéraux ne succèdent pas. (Cod. civ. art. 755.) — Voy. **SUCCESSIONS**, II.

2. — Pour savoir comment se comptent les degrés dans la ligne collatérale, voy. **PARENTÉ**, 7.

COLLÈGE DE FRANCE. — Etablissement destiné à donner une haute impulsion à la science. — Fondé, en 1530, par François 1^{er}, il ne compta d'abord que trois chaires de langues (*grec, hébreu, latin*), d'où le nom de *Collège des trois langues*, qu'il changea, sous Louis XIII, pour celui de *Collège royal*. L'enseignement fut successivement complété par la création de diverses chaires, et aujourd'hui les cours, au nombre de 31, comprennent : la *mécanique céleste*, les *mathématiques*, la *physique générale et mathématique*, la *physique générale et expérimentale*, la *chimie*, la *chimie organique*, la *médecine*, l'*histoire naturelle des corps inorganiques*, l'*histoire naturelle des corps organisés*, l'*embryogénie comparée*, le *droit de la nature et des gens*, l'*histoire des législations comparées*, l'*économie politique*, l'*histoire et la morale*, l'*épigraphie et les antiquités romaines*, la *philologie et l'archéologie égyptiennes*, les *langues hébraïque, chaldaïque et syriaque*, la

langue arabe, la *langue et la littérature persane*, la *langue turque*, la *langue et la littérature chinoise et tartare-mandchou*, la *langue et la littérature sanskrite*, la *langue et la littérature grecque*, l'*éloquence latine*, la *poésie latine*, la *philosophie grecque et latine*, la *langue et la littérature française du moyen âge*, la *langue et la littérature française moderne*, les *langues et littératures étrangères de l'Europe moderne*, la *langue et la littérature slave*, la *grammaire comparée*.

Tous ces cours sont gratuits.

Les professeurs sont nommés par décret, sur la double présentation de l'Institut et de l'assemblée des professeurs du Collège. (Déc. 9 mars 1852, art. 1 et 2.)

COLLOCATION. — Détermination de l'ordre dans lequel seront payés les créanciers d'un débiteur.

COLMATAGE. — De l'italien *colmare*, combler. — Opération agricole, très-pratiquée, surtout en Toscane, qui consiste à exhausser un bas-fond habituellement immergé, au moyen de terres enlevées à des lieux plus élevés, que l'on fait charrier et déposer par les eaux elles-mêmes. On obtient ainsi le nivellement, l'assainissement et la fertilisation du terrain.

L'exécution et l'entretien des travaux de *colmatage* peuvent être l'objet d'une association syndicale entre les propriétaires intéressés. — Voy. **ASSOCIATIONS SYNDICALES**.

COLON PARTIAIRE. — Nom donné aux fermiers qui cultivent un fonds sous la condition de payer le propriétaire au moyen d'une partie des fruits, souvent la moitié (*meta*); d'où l'expression de *métayer* qui leur est aussi appliquée.

1. — La loi déclare immeubles par destination les animaux que le propriétaire livre au colon partiaire, ainsi que les semences qu'il lui donne pour la culture et l'exploitation du fonds. (Cod. civ. art. 522, 524.) — Voy. **BIENS**, I.

2. — Pour ce qui concerne les droits et obligations du colon partiaire (Cod.

civ. art. 1763 et suiv.), voy. LOUAGE, sect. I, II, § 2.

COLPORTAGE. — Loi 27 juillet 1849, art. 6.) — De *col* et *porter*, parce que les *colporteurs* ont l'habitude de porter leurs marchandises sur des crochets ou dans des balles suspendus à leur cou.

1. — Tous colporteurs ou distributeurs de livres, écrits, brochures, et lithographies doivent être pourvus d'une *autorisation* délivrée, pour le département de la Seine, par le Préfet de police, et, pour les autres départements, par les Préfets. — Les contrevenants sont passibles d'un emprisonnement de 1 à 6 mois, et d'une amende de 25 fr. à 300 fr.

2. — De nouvelles mesures ont été prises, en 1862, pour prévenir les inconvénients du colportage : la plus efficace est celle de l'*estampille* de l'autorité préfectorale. — Une *Commission* établie auprès du Ministère de l'Intérieur examine les livres et gravures destinés au colportage.

3. — La *surveillance* du colportage est spécialement confiée à la gendarmerie. (Déc. 1^{er} mars 1854, art. 302.)

COMICES AGRICOLES. — (Loi 20 mars 1851.) — Associations de cultivateurs et de propriétaires dans le but de discuter en commun les meilleurs procédés de culture et d'en encourager l'application par des primes et récompenses. L'établissement des Comices agricoles est libre, sous la seule condition de l'*approbation* des statuts par le Préfet. — Le nombre de chaque comice est illimité.

COMMAND. (DÉCLARATION DE) — Voy. DÉCLARATION DE COMMAND.

COMMANDEMENT. — Injonction de payer.

1. — Toute poursuite en *expropriation d'immeuble* doit être précédée d'un commandement de payer, fait à la diligence du créancier par un huissier. (Cod. civ. art. 2217.) — Les formes du commandement sont réglées par le Code de procédure civile (art. 673). — Voy. SAISIE IMMOBILIÈRE.

2. — La *saisie-brandon* doit également être précédée d'un comman-

dement. (Cod. proc. civ. art. 626.) — Voy. SAISIE-BRANDON.

3. — Il en est de même de la *saisie-exécution*. (Cod. proc. civ. art. 583.) — Voy. SAISIE-EXÉCUTION.

COMMANDITE PAR ACTIONS. (SOCIÉTÉ EN) — V. SOCIÉTÉ, sect. II, III.

COMMANDITE SIMPLE. (SOCIÉTÉ EN) — V. SOCIÉTÉ, sect. II, II.

COMMERÇANT. — (Cod. com. art. 1-7.) — Celui qui fait *habituellement* des actes de commerce. — L'expression générale de *commerçant* s'applique aux négociants, marchands, fabricants, banquiers, armateurs, courtiers, commissionnaires, à tous ceux enfin qui font de l'exercice des *actes de commerce* leur profession habituelle. — Voy. ACTE DE COMMERCE.

I. INCAPACITÉS DE FAIRE LE COMMERCE. — En principe, toute personne, capable de contracter, qu'elle soit française ou étrangère, peut se livrer au commerce; mais des motifs de convenances ou d'ordre public l'ont fait interdire aux ecclésiastiques, aux magistrats, avocats, notaires, avoués, agents de change, huissiers, consuls, à ceux qui remplissent de hautes fonctions administratives.

Les mineurs et les femmes mariées ne peuvent l'exercer que sous les conditions ci-après :

§ 1^{er}. — **MINEUR COMMERÇANT.** — Quatre conditions sont exigées du mineur, de l'un ou de l'autre sexe : il faut qu'il soit *agé de 18 ans, émancipé, autorisé expressément* par son père, ou par sa mère, en cas de décès, interdiction ou absence de son père, ou, à défaut du père et de la mère, par une délibération du Conseil de famille, homologuée par le tribunal civil, et que cette *autorisation* ait été *enregistrée et affichée au tribunal de commerce* du lieu où le mineur veut établir son domicile. — Le mineur régulièrement autorisé à faire le commerce est réputé majeur pour les faits qui s'y rattachent.

§ 2. — **FEMME MARIÉE COMMERÇANTE.** — La femme mariée ne peut être marchande publique sans le consentement de son mari, sous quelque régime matrimonial que les époux se

soient placés. — Le consentement du mari n'a pas besoin, du reste, d'être exprès. Il s'induit toutes les fois que la femme fait un commerce public au su de son mari et sans réclamation de la part de ce dernier.

Ce n'est que lorsque la femme est majeure que le simple consentement du mari suffit pour l'autoriser à faire le commerce. Si elle est mineure, il faut qu'elle ait, en outre, obtenu préalablement l'autorisation de ses père et mère, ou, à défaut de père et de mère, celle du Conseil de famille dûment homologuée, conformément à l'article 2 du Code de commerce qui exige cette condition de *« tout mineur émancipé de l'un et de l'autre sexe. »*

Le mari peut révoquer le consentement qu'il a donné, car il est le chef de la famille, et sa volonté doit être respectée.

II. OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES COMMERÇANTS. — Trois obligations principales pèsent sur tout commerçant. Elles se réfèrent :

1^o À l'impôt de la *patente*, au moyen duquel l'industrie, comme source de revenus, supporte sa part des charges de l'Etat (voy. *PATENTE*);

2^o Aux *livres* que les commerçants sont obligés de tenir pour constater leurs opérations (voy. *LIVRES DE COMMERCE*);

3^o À la *publicité* à donner au régime stipulé dans leur *contrat de mariage* et aux *jugements de séparation de corps* et de biens les concernant. — Cette publicité importe à la sécurité des tiers comme au crédit des époux. Le mode en est réglé par les articles 67 à 70 du Code de commerce. — Voy. **NOTABLES COMMERÇANTS.**

COMMERCE. — Le commerce est l'âme de l'agriculture et de l'industrie. Intermédiaire entre la spéculation qui crée et le besoin qui consume, il rapproche les peuples et exerce une influence marquée sur leur bon accord. En échangeant mutuellement les produits de leur territoire, les nations apprennent à se connaître et à s'apprécier.

1. — La *liberté du commerce* est une

conséquence de la liberté du travail proclamée en 1791 par l'Assemblée Constituante; elle en est le complément logique. Aussi l'Empereur avait-il été très-heureusement inspiré en engageant résolument la France dans cette voie féconde de la liberté commerciale ouverte, en 1860, par le traité conclu avec l'Angleterre.

Comme l'a dit en termes excellents M. H. Baudrillart, dans ses *Éléments d'économie rurale, industrielle, commerciale*, p. 418, « Rien n'est plus conforme que la liberté commerciale à l'esprit de nos lois et aux tendances générales de notre temps. L'esprit de nos lois, c'est que chacun soit rendu responsable de ses œuvres, agisse à ses risques et périls. Pourquoi donc des privilèges sous forme de tarifs? Pourquoi la masse des citoyens payerait-elle un véritable impôt à un certain nombre d'industries? Pourquoi des établissements qui n'ont pas en eux-mêmes les conditions de vitalité nécessaires vivraient-ils à l'aide de droits qui retombent sur le public? L'esprit de nos lois, c'est que l'acheteur, qu'il soit producteur ou consommateur, puisse se procurer ce dont il a besoin aux conditions les meilleures possible. La liberté de l'achat et de la vente fait partie de la liberté du travail et aussi du droit qu'a tout homme de ne pas voir diminuer ses moyens d'existence par des mesures factices et exclusivement profitables à un petit nombre. Enfin, rien n'est plus conforme à l'esprit de notre temps que de mettre les peuples en communication fraternelle par l'échange de leur excédant. La prospérité de l'un importe à la prospérité des autres, et *vice versa*. C'est le résultat de l'échange des produits contre les produits. »

Les *résultats* de la politique commerciale inaugurée en 1860 ont été des plus satisfaisants, quoi qu'en disent les adversaires intéressés du *libre-échange*. On peut en juger par cet *aperçu comparatif du commerce extérieur de la France* en 1859 et en 1868.

Le commerce général de la France,

pour 1868, représente une valeur totale de 7 milliards 979 millions de fr., dont 4 milliards 258 millions à l'importation et 3 milliards 721 millions à l'exportation. C'est un accroissement de 2,567 millions sur 1859, année antérieure à la réforme commerciale.

Le commerce *spécial*, représentation exacte des échanges directs, s'élève à 6 milliards 94 millions de fr., dont 3 milliards 304 millions à l'importation, et 2 milliards 790 millions à l'exportation. — L'augmentation s'élève, comparativement à 1859, à 2 milliards 187 millions, sur lesquels il revient 1 milliard 663 millions à l'importation, et 524 millions à l'exportation.

2. — Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce n'est pas le seul qui donne ses soins aux choses qui intéressent le commerce; ses collègues des Finances, de la Marine et des Colonies, et des Affaires étrangères ont également à s'en occuper, ce dernier surtout. Il prépare les conventions commerciales entre la France et les autres puissances, et protège les commerçants français établis à l'étranger. C'est à lui principalement qu'il appartient de surveiller la loyale et complète exécution des traités conclus, d'éclairer nos négociants sur la situation des marchés étrangers, sur les débouchés nouveaux offerts à leur activité, de rendre enfin aussi fécondes que possible les relations que la diplomatie a réussi à leur créer.

3. — *Intermédiaires de commerce.* — Voy. AGENT DE CHANGE; — COMMISSIONNAIRE; — COURTIER; — VOITURIER.

4. — *Institutions destinées à faciliter les opérations du commerce.* — Voy. BANQUE DE FRANCE; — BOURSES DE COMMERCE; — FOIRES, HALLES ET MARCHÉS; — MAGASINS GÉNÉRAUX; — MONNAIE; — POIDS ET MESURES.

4. — *Conseils institués dans l'intérêt du commerce.* — Voy. CHAMBRES DE COMMERCE; — CONSEIL SUPÉRIEUR DU COMMERCE, DE L'AGRICULTURE ET DE L'INDUSTRIE.

COMMERCIAL. (DROIT) — Voy. DROIT COMMERCIAL.

COMMISSAIRE DE POLICE. — (Loi 28 pluviôse an VIII (17 fév. 1800); déc. 28 mars 1852, 17 janvier 1853; inst. minist. 21 juillet 1858; Cod. inst. crim. art. 10-15.)

On donne ce nom à des fonctionnaires spécialement chargés de veiller à la tranquillité publique, et qui sont à la fois magistrats de l'ordre administratif et de l'ordre judiciaire. A ce titre, ils sont sous la dépendance du Préfet, du Sous-Préfet, du Maire et du Procureur de la République.

1. — D'après la loi du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), il y a un Commissaire de police dans toutes les villes de 5,000 à 10,000 habitants : dans celles qui ont une population supérieure, il faut ajouter un Commissaire de police par chaque excédant de 10,000 habitants. Le décret du 28 mars 1852 a donné à l'Administration la faculté d'en établir, dans chaque chef-lieu de canton, si elle le juge utile : la compétence de ce Commissaire s'étend sur toutes les Communes du canton.

2. — Dans les localités où le service de la police exige le concours simultané de plusieurs Commissaires, l'un de ces agents est institué pour centraliser le service. Le Commissaire central est chef responsable vis-à-vis l'Autorité; les autres Commissaires de la ville sont placés sous ses ordres.

3. — Comme fonctionnaires de l'ordre administratif, les Commissaires de police ont la surveillance particulière des hôtels, auberges, garnis, cafés et cabarets, des individus mal famés ou dont les moyens d'existence sont suspects, des vagabonds, des mendiants, etc.; ils vérifient, dans l'intérêt de la santé publique, la qualité des substances alimentaires; ils veillent à l'exécution des règlements de police municipale, de voirie, etc.

4. — Comme fonctionnaires de l'ordre judiciaire, ils sont chargés de recevoir les dénonciations et plaintes de tous crimes et délits, et, en cas de flagrant délit, de dresser les procès-verbaux, de recevoir les déclarations des témoins et de faire tous les actes qui tendent à constater le fait

et à en rechercher les auteurs. — Ils remplissent aussi auprès des tribunaux de simple police l'office du Ministère public (voy. ces mots). Ils reçoivent les plaintes ou dénonciations, recherchent les contraventions et les poursuivent, soit sur une plainte, soit d'office.

COMMISSAIRE-PRISEUR. — (Loi 27 ventôse an ix (18 mars 1801); loi 28 avril 1816, art. 89; ord. roy. 26 juin 1816; loi 18 juin 1843.)

Officier public chargé de faire la prise ou estimation des meubles et effets mobiliers, et d'en opérer la vente aux enchères publiques.

Dans les localités peu importantes où il n'y a pas de Commissaire-priseur, ce soin est confié aux Notaires, Greffiers et Huissiers.

— Les Commissaires-priseurs sont nommés par le Président de la République, sur la proposition du Ministre de la justice. Comme tous les officiers ministériels, ils sont admis à vendre leurs charges et à présenter leurs successeurs.

Leurs honoraires ont été réglés par une loi du 18 juin 1843.

COMMISSARIAT DE LA MARINE. (Déc. 14 mai 1853.)

Ce corps est pour l'armée navale ce qu'est l'Intendance pour l'armée de terre. Il est chargé des approvisionnements, du paiement des soldes et de tous les détails de la comptabilité.

Les Commissaires de marine se divisent en Commissaires Généraux, Commissaires, Commissaires-Adjoints, Sous-Commissaires et Aides-Commissaires.

COMMISSION-COMMISSIONNAIRE. (Cod. com. art. 94-102; loi 23 mai 1863.) — Du latin *committere*, charger, confier. — Commission est le nom sous lequel le mandat est principalement connu dans le commerce, et on appelle Commissionnaire celui qui, sous son propre nom, ou sous un nom social, agit pour le compte d'un tiers qu'on nomme commettant.

1. — Le commissionnaire diffère du mandataire ordinaire en ce que celui-ci agit gratuitement, et au nom de

son mandant qui seul est obligé à l'égard des tiers, tandis que le commissionnaire a droit à un salaire et s'oblige personnellement envers ceux avec qui il traite. — Les avantages que le commerce retire de ce mode d'opérer se comprennent aisément : celui qui traite avec le commissionnaire, sachant qu'il l'a pour obligé, n'a pas à se préoccuper de la solvabilité du commettant; c'est au commissionnaire seul à s'en enquérir, puisque c'est sur lui que retomberait la perte en cas d'insolvabilité du commettant. Ce dernier trouve, dans l'intervention du commissionnaire, le moyen de ne pas se faire connaître et d'assurer ainsi le secret de l'opération, ce qui peut être utile dans certains cas.

2. — La profession de commissionnaire est libre; elle peut être exercée par un individu ou par une société, et embrasser toute espèce d'opérations commerciales, notamment les ventes, les achats et les transports de marchandises.

Les commissionnaires pour les ventes rendent aux fabricants de signalés services en s'occupant du placement de leurs produits, et en leur faisant des avances à l'aide desquelles la fabrication peut continuer.

Les commissionnaires pour les achats ne rendent pas moins de services aux commerçants en les dispensant d'envoyer sur toutes les places de nombreux commis pour faire leurs approvisionnements. Moyennant un droit de commission, ils se chargent de ces achats. C'est une notable économie pour le commerce.

La facilité et le bon marché des transports exercent une grande influence sur les opérations commerciales. De là l'utilité d'intermédiaires entretenant, avec des expéditeurs d'un côté, et des voituriers de l'autre, des relations habituelles, de telle sorte qu'un commerçant puisse toujours, sans beaucoup de frais, faire arriver ses marchandises sur un marché avantageux, et que le voiturier soit assuré d'avoir un chargement complet. C'est surtout lorsqu'il s'agit de grandes distances à franchir, que l'utilité des

commissionnaires de transport se révèle. Comme il est nécessaire, dans ce cas, de recourir à de nombreux agents, il serait bien difficile, souvent même impossible, au commerçant de se mettre directement en rapport avec chacun d'eux. Ces difficultés disparaissent grâce aux commissionnaires. Leurs relations avec des sous-commissionnaires, qui sont pour eux ce qu'eux-mêmes sont pour les expéditeurs, permettent de transporter facilement, et à peu de frais, les objets qu'on leur confie.

I. DES COMMISSIONNAIRES EN GÉNÉRAL. FORME ET EFFETS DU CONTRAT DE COMMISSION. — 1. — Le contrat de commission *se forme* par le seul consentement des parties. La commission peut être donnée *verbalement*, ou par écrit, ou même *tacitement*, si sachant qu'une opération se fait pour mon compte, et pouvant l'empêcher, je ne m'y oppose pas. Elle peut être acceptée de la même manière, et le plus souvent le commissionnaire ne manifeste son acceptation que par l'exécution même de l'ordre qu'il a reçu.

2. — Le contrat *se dissout* par la volonté du commettant, et par la renonciation de bonne foi et non à contre-temps du commissionnaire. Il prend fin aussi par la mort, la faillite ou la déconfiture de l'une des parties.

3. — Le commettant *doit* rembourser au commissionnaire le montant de ses avances, intérêts et frais, et lui payer le *droit de commission* (tant pour cent), suivant la convention ou l'usage de la place. Le droit de commission est *double* lorsque le commissionnaire, remplissant en quelque sorte le rôle d'assureur, a garanti à l'égard du commettant la solvabilité de ceux avec qui il traite. Cette convention particulière est désignée sous le nom assez bizarre de *du croire* (de l'italien *del credere*, avec confiance).

4. — Le commissionnaire, étant salarié, *répond* de la faute même légère. — A l'égard des tiers, il est obligé, comme si l'opération lui était personnelle.

5. — Tout commissionnaire a pri-

vilège sur la valeur des marchandises à lui expédiées, déposées ou consignées, par le fait seul de l'expédition, du dépôt ou de la consignation, pour tous les prêts, avances ou paiements faits par lui, soit avant la réception des marchandises, soit pendant le temps qu'elles sont en sa possession. Le commissionnaire est réputé avoir les marchandises en sa possession, lorsqu'elles sont à sa disposition dans ses magasins ou navires, à la douane ou dans un dépôt public, ou si, avant qu'elles soient arrivées, il en est saisi par un *connaissance* ou par une *lettre de voiture*. — Si les marchandises ont été vendues et livrées pour le compte du commettant, le commissionnaire se rembourse, sur le produit de la vente, du montant de sa créance, par préférence aux créanciers du commettant.

II. RÈGLES SPÉCIALES AUX COMMISSIONNAIRES DE TRANSPORT. — 1. — Le contrat de commission de transport *se prouve* soit par acte authentique ou sous seing privé, soit par la correspondance ou les livres des parties, soit par témoins, mais le plus fréquemment par la *lettre de voiture*, ainsi nommée parce que c'est un acte en forme de lettre, adressée par le commissionnaire ou l'expéditeur au destinataire. — Voy. LETTRE DE VOITURE.

2. — Le commissionnaire de transport est *responsable* du retard qu'éprouve l'arrivée des marchandises, à moins qu'il ne prouve que ce retard provient de force majeure.

La *perte* ou les *avaries* des marchandises sont également à sa charge, à moins qu'il ne prouve qu'elles proviennent d'une force majeure, du vice propre de la chose ou du fait de l'expéditeur.

3. — Le commissionnaire de transport étant responsable des marchandises jusqu'à leur arrivée, est *garant* des faits des commissionnaires *intermédiaires* qu'il emploie ; mais il peut stipuler qu'il ne répondra que de ses propres faits.

4. — Voy. VOITURIER.

COMMISSION DÉPARTEMENTALE. — Voy. CONSEIL GÉNÉRAL, V.

COMMISSION MUNICIPALE. — Voy. CONSEIL MUNICIPAL, 14.

COMMISSION ROGATOIRE. — Du latin *rogare*, prier. — Mission donnée par un tribunal à un juge d'un autre siège pour procéder à quelque acte, par exemple recevoir une *déposition de témoins*, *interroger sur faits et articles*, faire une *vérification de livres*, une *perquisition à domicile*, etc., etc.

Les commissions rogatoires sont tout à la fois un moyen d'éviter le déplacement des témoins ou des parties qui se trouvent dans l'impossibilité de comparaitre, et de diminuer les frais de procès.

COMMODAT. — Du latin *commodum*, avantage. — Dénomination donnée par l'article 1875 du Code civil au *prêt à usage*. — Voy. PRÊT, sect. I.

COMMODO ET INCOMMODO. (ENQUÊTE DE) — Voy. ENQUÊTE DE COMMODO ET INCOMMODO.

COMMUNAUTÉ ENTRE ÉPOUX. — Voy. CONTRAT DE MARIAGE, I.

COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES. — Voy. CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES.

COMMUNE. — (Loi 28 pluviôse an VIII (17 février 1800); déc. 10 vendémiaire an IV (2 octobre 1795); loi 18 juillet 1837; déc. 25 mars 1832; lois 5 mai 1855, 27 juillet 1867.)

Circonscription territoriale dont les intérêts sont administrés par un *Conseil municipal*.

1. — La *Commune* est la plus petite des circonscriptions administratives. On en comptait, en 1870, 37,548, ainsi réparties d'après le chiffre de population :

533	ayant moins de 100 habitants.	
2,953	— de 100 hab. à 2,000	
4,542	— de 201 —	300
4,677	— de 301 —	400
3,969	— de 401 —	500
11,525	— de 501 —	1,000
4,451	— de 1,001 —	1,500
2,101	— de 1,501 —	2,000
1,477	— de 2,001 —	3,000
581	— de 3,001 —	4,000
249	— de 4,001 —	5,000

309	— de 5,001 —	10,000
108	— de 10,001 —	20,000
73	— de 20,001 et au-dessus.	

La guerre, si follement engagée avec la Prusse, nous a coûté 1,689 Communes. Voy. ALSACE-LORRAINE, 4.

2. — A la tête de chaque Commune, se trouve placé un *Maire*, dont les fonctions consistent à représenter la communauté dans tous les actes qui la concernent, à gérer ses biens, et à pourvoir à la police locale. Ce magistrat a, pour le seconder, un ou plusieurs *Adjoints*, selon le nombre des administrés. — Voy. CONSEIL MUNICIPAL; — MAIRE; — ADJOINT.

3. — Les *changements* dans la circonscription territoriale des Communes faisant partie du même canton sont définitivement approuvés par les Préfets, en cas de consentement des Conseils municipaux, et sur avis conforme du Conseil général.

Si le Conseil général est favorable à la mesure malgré l'opposition des Conseils municipaux intéressés, il est statué par un *décret* rendu dans la forme des règlements d'administration publique, c'est-à-dire le Conseil d'Etat entendu.

Si l'avis du Conseil général est contraire, ou si les changements proposés dans les circonscriptions communales modifient la composition d'un département, d'un arrondissement ou d'un canton, il est statué par une *loi*.

I. BIENS COMMUNAUX. — Ils se divisent en trois classes: *biens publics communaux*; — *biens et revenus patrimoniaux*; — *biens communaux proprement dits*.

Les *biens publics communaux* sont ceux affectés à l'usage de tous ou à un service public communal (*rues, places, chemins, églises, hôtel de ville*, etc.). Ils sont *hors du commerce* et par conséquent *imprescriptibles*.

Les *biens patrimoniaux* sont ceux qui se louent, s'afferment ou s'exploitent régulièrement au profit de la Commune (*bois, moulins, métairies, rentes sur l'Etat*, etc.).

Les *biens communaux proprement*

dits sont ceux dont la jouissance en nature est laissée aux habitants (*pâturages, bois, etc.*).

Les biens *patrimoniaux* et *communaux* proprement dits sont régis par le droit commun : ils sont *dans le commerce, aliénables et prescriptibles*.

La *répartition* des fruits des biens communaux est faite par le Conseil municipal. Les *réclamations* qui soulèvent des questions d'état, de domicile et de propriété sont jugées par les tribunaux ordinaires; celles qui ne portent que sur une fausse application des règles du partage sont de la compétence du Conseil de préfecture.

II. ACQUISITIONS. — ALIÉNATIONS. — DONS ET LEGS. — EMPRUNTS. — PROCÈS. — TRANSACTIONS.

1. — Acquisitions. — Elles sont subordonnées à la seule décision du Conseil municipal, lorsque la dépense, totalisée avec celle des autres acquisitions déjà votées dans le même exercice, ne dépasse pas le dixième des revenus ordinaires de la Commune, calculés sur la moyenne des recettes des trois dernières années. S'il y a excédant, l'autorisation préfectorale est nécessaire.

2. — Aliénations. — Elles doivent être autorisées par le Préfet, quelle que soit la nature des biens, ou leur valeur.

3. — Dons et legs. — L'acceptation ou le refus des dons et legs faits à la Commune sans charges, conditions, ni affectation immobilière, dépend absolument du Conseil municipal, lorsque ces dons et legs ne donnent lieu à aucune réclamation de la part des familles. Sinon, l'intervention de l'Administration supérieure est nécessaire.

4. — Emprunts. — Voy. CONSEIL MUNICIPAL, II, 5-7.

5. — Procès. — Pour intenter ou soutenir un procès, la Commune doit avoir l'autorisation du Conseil de Préfecture. En cas de *refus*, elle peut se pourvoir devant le Conseil d'Etat.

6. — Transactions. — Depuis le

décret du 25 mars 1852 sur la décentralisation administrative, les transactions des Communes, sur toutes sortes de biens, quelle qu'en soit la valeur, sont autorisées par le Préfet. La délibération du Conseil municipal doit être précédée d'une consultation de trois jurisconsultes désignés par le Préfet, et suivie de l'avis du Conseil de Préfecture, lorsque les procès que la transaction projetée a pour but de prévenir ou d'éteindre sont relatifs à des droits de propriété.

III. — BUDGET COMMUNAL. — 1. — Les dépenses des Communes sont obligatoires ou facultatives.

Sont *obligatoires* les dépenses qui intéressent essentiellement la Commune, et que l'Administration supérieure a le droit d'établir ou d'augmenter, d'*office*, sur le budget, si la Commune n'y pourvoit pas ou n'y pourvoit que d'une manière insuffisante. Ce sont :

1° L'entretien, s'il y a lieu, de l'hôtel de ville ou du local affecté à la mairie; — 2° Les frais de bureau et d'impression pour le service de la Commune; — 3° L'abonnement au *Bulletin des lois*; — 4° Les frais de recensement de la population; — 5° Les frais des registres de l'état civil, et la portion des tables décennales à la charge des Communes; — 6° Le traitement du receveur municipal, du préposé en chef de l'octroi, et les frais de perception; — 7° Le traitement des gardes des bois de la Commune et des gardes champêtres; — 8° Le traitement et les frais de bureau des Commissaires de police, tels qu'ils sont déterminés par les lois; — 9° Les pensions des employés municipaux et des Commissaires de police, régulièrement liquidées et approuvées; — 10° Les frais de loyer et de réparation du local de la justice de paix, ainsi que ceux d'achat et d'entretien de son mobilier, dans les Communes chefs-lieux de canton; — 11° Les dépenses relatives à l'instruction publique, conformément aux lois; — 12° L'indemnité du loge-

ment, aux curés et desservants, et autres ministres des cultes salariés par l'Etat, lorsqu'il n'existe pas de bâtiment affecté à leur logement; — 13° Les secours aux fabriques des églises et autres administrations proposées aux cultes dont les ministres sont salariés par l'Etat, en cas d'insuffisance de leurs revenus, justifiée par leurs comptes et budgets; — 14° Le contingent assigné à la Commune, conformément aux lois, dans la dépense des enfants trouvés et abandonnés; — 15° Les grosses réparations aux édifices communaux, sauf l'exécution des lois spéciales concernant les bâtiments militaires et les édifices consacrés au culte; — 16° La clôture des cimetières, leur entretien et leur translation dans les cas déterminés par les lois et règlements d'administration publique; — 17° Les frais des plans d'alignement; — 18° Les frais et dépenses des *Conseils de prud'hommes*, pour les Communes où ils siègent; les menus frais des *Chambres consultatives des arts et manufactures*, pour les Communes où elles existent; — 19° Les contributions et prélèvements établis par les lois sur les biens et revenus communaux; — 20° L'acquittement des dettes exigibles; — Et généralement toutes les autres dépenses mises à la charge des Communes par une disposition des lois. — Toutes dépenses autres que les précédentes sont *facultatives*.

2. — Les *recettes* des Communes sont *ordinaires* ou *extraordinaires*.

Les *recettes ordinaires* se composent :

1° Des revenus de tous les biens dont les habitants n'ont pas la jouissance en nature; — 2° Des cotisations imposées annuellement sur les ayants droit aux fruits qui se perçoivent en nature; — 3° Du produit des centimes ordinaires affectés aux Communes par les lois de finances; — 4° Du produit de la portion accordée aux Communes dans l'impôt des patentes; — 5° Du produit des octrois municipaux; — 6° Du produit des droits de place perçus dans les halles, foires,

marchés, abattoirs, d'après les tarifs dûment autorisés; — 7° Du produit des permis de stationnement et des locations sur la voie publique, sur les ports et rivières et autres lieux publics; — 8° Du produit des péages communaux; des droits de pesage, mesurage et jaugeage, des droits de voirie et autres droits légalement établis; — 9° Du prix des concessions dans les cimetières; — 10° Du produit des concessions d'eau, de l'enlèvement des boues et immondices de la voie publique, et autres concessions autorisées pour les services communaux; — 11° Du produit des expéditions des actes administratifs, et des actes de l'état civil; — 12° De la portion que les lois accordent aux Communes dans le produit des amendes prononcées par les tribunaux de simple police et de police correctionnelle; — Et généralement du produit de toutes les taxes de ville et de police dont la perception est autorisée par la loi.

Les *recettes extraordinaires* se composent :

1° Des contributions extraordinaires dûment autorisées; — 2° Du prix des biens aliénés; — 3° Des dons et legs; — 4° Du remboursement des capitaux exigibles et des rentes rachetées; — 5° Du produit des coupes extraordinaires de bois; — 6° Du produit des emprunts; — Et de toutes autres recettes accidentelles.

3. — Pour ce qui concerne le vote et le règlement du budget des Communes, voy. *CONSEIL MUNICIPAL*, II, 3.

4. — Les recettes et les dépenses communales sont faites par le *Receveur municipal*. Ce comptable est tenu de faire, sous sa responsabilité personnelle, toutes les diligences nécessaires pour la perception des revenus, legs et donations, et autres ressources affectées au service des Communes; de faire faire contre les débiteurs en retard de payer, et à la requête des Maires, les exploits, significations, poursuites et commandements nécessaires; d'avertir les administrateurs de l'expiration des baux; d'empêcher les prescrip-

tions; de veiller à la conservation des domaines, droits, privilèges et hypothèques; de requérir, à cet effet, l'inscription au bureau des hypothèques de tous les titres qui en sont susceptibles; enfin, de tenir registre de ces inscriptions et autres poursuites et diligences. — Voy. RECEVEUR MUNICIPAL.

IV. RESPONSABILITÉ. — 1. — Toute Commune répond, sur ses biens, des faits nuisibles imputables à ses agents, et commis par eux dans l'exercice de leurs fonctions. Plusieurs lois spéciales nous fournissent des exemples de l'application de ce principe de l'article 1384 du Code civil.

Ainsi l'article 72 du Code forestier, après avoir dit que le troupeau de chaque Commune ou section de Commune devra être conduit par un ou plusieurs pâtres communs choisis par l'autorité municipale, ajoute que les Communes ou les sections de Communes seront responsables des condamnations pécuniaires qui pourront être prononcées contre lesdits pâtres ou gardiens, tant pour les délits et contraventions relatifs au droit d'usage et de pâturage, que pour tous autres délits forestiers commis par eux pendant le temps de leur service et dans les limites du parcours.

L'article 82 du même Code dispose que les Communes usagères des bois de l'Etat sont solidairement responsables des condamnations prononcées contre les entrepreneurs de l'exploitation des coupes de bois.

Mais ce n'est pas de cette responsabilité de droit commun qu'il sera question ici : nous voulons parler de celle qui résulte du décret du 10 vendémiaire an iv (2 octobre 1795).

2. — Les troubles et les excès qui se produisirent en 1789 et se continuèrent pendant le règne orageux de la Convention avaient déterminé le pouvoir législatif à édicter contre les Communes diverses dispositions ayant pour but de les contraindre à réprimer les désordres et à en assurer la réparation.

Ces mesures partielles faisaient dé-

sirer une loi générale qui posât d'une manière plus précise les règles de la responsabilité communale. Il fut pourvu à ce besoin par le décret du 10 vendémiaire an iv (2 octobre 1795) sur la police intérieure des Communes.

La pensée fondamentale du décret se trouve exprimée dans l'article 1^{er} ainsi conçu : « Tous citoyens habitant la même Commune sont garants civilement des attentats commis sur le territoire de la Commune, soit envers les personnes, soit contre les propriétés. »

Cette disposition, toutefois, est trop générale, et il faut la rapprocher de l'article 1^{er} du titre IV, qui limite la responsabilité aux délits « commis à force ouverte ou par violence, par des attroupements ou rassemblements armés ou non armés. »

Assurément, si l'on n'envisageait le décret du 10 vendémiaire an iv qu'au point de vue des principes ordinaires de l'imputabilité des fautes, on aurait de la peine à le justifier, car de son application il résulte souvent que des individus innocents sont tenus de réparer le dommage causé par d'autres qui leur sont complètement étrangers, dommage qu'ils n'ont peut-être ni connu ni pu empêcher.

Mais c'est au point de vue des intérêts généraux et de l'ordre public qu'il faut se placer. Commandé par les circonstances au milieu desquelles il a été rendu, le décret de l'an iv n'est peut-être pas, malheureusement, encore inutile de nos jours. Il est bon, en effet, d'intéresser tous les habitants d'un même territoire au maintien de l'ordre et à la répression des excès qui s'y commettent, en leur faisant supporter en commun les conséquences de ces excès.

3. — Pour que la responsabilité cesse, il faut que les rassemblements aient été formés d'individus étrangers à la Commune sur le territoire de laquelle les délits ont été commis, et que la Commune ait pris toutes les mesures qui étaient en son pouvoir à l'effet de les prévenir et d'en faire connaître les auteurs.

4. — Le décret de l'an IV n'est plus applicable lorsque la guerre civile est organisée, que de véritables armées se trouvent en présence. En employant le mot *attroupement* et celui de *rassemblement*, le décret indique lui-même qu'il ne s'occupe pas des dégâts causés par une armée.

De même, on ne saurait rendre la Commune responsable des désordres commis par l'ennemi. Le pillage, suite de l'invasion étrangère, est un malheur pour ceux qui en ont été victimes. Sans doute, en bonne politique, l'Etat doit venir à leur secours; mais ils n'ont pas d'action contre les Communes pour se faire indemniser; ils n'en ont même pas contre l'Etat.

5. — Les articles 7 et 8 du décret de vendémiaire an IV (tit. IV) prévoient des cas spéciaux de responsabilité communale. En voici la teneur :

Art. 7. — « Lorsque des ponts auront été rompus, des routes coupées ou interceptées par des abatis d'arbres ou autrement, dans une Commune, la Municipalité ou l'Administration municipale du canton les fera réparer sans délai, aux frais de la Commune, sauf son recours contre les auteurs du délit. »

Art. 8. — « Cette responsabilité de la Commune n'aura pas lieu dans les cas où elle justifierait avoir résisté à la destruction des ponts et des routes, ou bien avoir pris toutes les mesures qui étaient en son pouvoir pour prévenir l'événement, et encore dans le cas où elle désignerait les auteurs, provocateurs et complices du délit, tous étrangers à la Commune. »

6. — L'étendue de la responsabilité et la nature de la réparation sont déterminées dans les articles 2 et 6 du titre IV, 1, 3, 6 et 12 du titre V du décret.

Il résulte de ces différents articles que la Commune peut être condamnée : 1^o à la restitution en nature des objets enlevés, quand elle est possible, sinon au payement du double de leur valeur au cours du jour du pillage (art. 1^{er}, titre V); — 2^o à des dommages-intérêts qui ne peuvent être inférieurs à la va-

leur des objets pillés et enlevés (art. 6, même titre); — 3^o enfin à une amende égale au montant de la réparation principale, lorsque les délits ont été commis sur le territoire de la Commune par ses propres habitants (art. 2, titre IV).

7. — L'action en responsabilité dérivant du décret du 10 vendémiaire an IV appartient à tous ceux qui ont souffert un dommage, soit dans leur personne, soit dans leur propriété, par suite d'un attroupement ou rassemblement armé ou non armé.

L'article 6 du titre IV est, en effet, ainsi conçu :

« Lorsque, par suite de rassemblements ou attroupements, un individu domicilié ou non sur une Commune y aura été pillé, maltraité ou homicidé, tous les habitants seront tenus de lui payer, ou, en cas de mort, à sa veuve et enfants, des dommages-intérêts. »

8. — L'action doit être dirigée contre la Commune sur le territoire de laquelle les délits ont été commis, et si les attroupements ou rassemblements ont été formés d'habitants de plusieurs Communes, toutes sont responsables et tenues des réparations et dommages.

Dans ce dernier cas, la partie lésée peut agir *simultanément* contre les diverses Communes dont les habitants ont pris part aux délits, car elle a contre chacune d'elles une action directe; mais elle a la faculté de s'adresser uniquement à la Commune sur le territoire de laquelle les désordres ont eu lieu, sauf à cette dernière à appeler les autres en garantie. On comprend très-bien qu'il en soit ainsi; car, si le demandeur était obligé de diviser son action entre les Communes responsables et de poursuivre chacune d'elles pour sa part et portion seulement, il se trouverait placé dans une position plus défavorable par cela seul qu'un plus grand nombre d'individus auraient pris part aux désordres dont il a été victime. Or, la raison repousse une pareille conséquence. Aussi a-t-il été décidé plusieurs fois que la Commune sur le territoire de laquelle ont eu lieu les rassemblements et les

actes de pillage doit être condamnée pour le tout, sauf à exercer son recours contre les autres Communes responsables, mais sans que la partie lésée soit tenue d'appeler ces dernières en cause.

9. — En déclarant les Communes responsables, les tribunaux fixent ordinairement les bases de la répartition à faire entre elles. En l'absence de décision sur ce point, la contribution aurait lieu par égales parts ou pourrait être l'objet d'une instance particulière.

10. — Le décret du 10 vendémiaire an iv ne s'est pas borné à poser le principe et les conditions de la responsabilité des Communes; il a aussi déterminé la procédure à suivre pour la constatation des dégâts et l'obtention des réparations.

Le titre V du décret établit à cet égard des formes toutes particulières tracées dans les articles 2, 3, 4 et 5 ainsi conçus :

Art. 2. — « Lorsqu'un délit de la nature de ceux exprimés aux articles précédents aura été commis sur une Commune, les Officiers municipaux ou l'Administration municipale seront tenus de le faire constater sommairement dans les vingt-quatre heures, et d'en adresser procès-verbal, sous trois jours au plus tard, au Commissaire du pouvoir exécutif près le tribunal civil du département (aujourd'hui le Procureur de la République). — Les officiers de police de sûreté n'en seront pas moins tenus de remplir à cet égard les obligations que la loi leur prescrit. »

Art. 3. — « Le Commissaire du pouvoir exécutif près l'Administration de département (aujourd'hui le Préfet), dans le territoire duquel il aurait été commis des délits à force ouverte et par violence, sur des propriétés nationales, en poursuivra la réparation et les dommages-intérêts devant le tribunal du département. »

Art. 4. — « Les dommages-intérêts dont les Communes sont tenues, aux termes des articles précédents, seront fixés par le tribunal civil du département, sur le vu des procès-verbaux

et autres pièces constatant les voies de fait, excès et délits. »

Art. 5. — « Le tribunal civil du département réglera le montant de la réparation et des dommages-intérêts, dans la décade, au plus tard, qui suivra l'envoi des procès-verbaux. »

11. — Il est évident que la partie lésée peut, si elle le juge convenable, poursuivre directement les coupables au lieu d'agir contre la Commune en masse, car ils répondent nécessairement de leurs faits individuels d'après le droit commun.

12. — Conformément au principe consacré par l'article 2 du Code d'instruction criminelle, l'action en responsabilité contre la Commune, dérivant du décret du 10 vendémiaire an iv, se prescrit par 10 ou 3 ans, suivant la nature du fait qui lui donne ouverture. — Voy. ACTION PUBLIQUE, 2.

13. — Le législateur a voulu que le paiement fût rapide comme la condamnation elle-même. Voici ce qu'il a décidé :

Tit. V, art. 7. — « Le jugement du tribunal civil, portant fixation des dommages-intérêts, sera renvoyé, dans les vingt-quatre heures, par le Commissaire du pouvoir exécutif (aujourd'hui le Procureur de la République), à l'Administration départementale (aujourd'hui le Préfet), qui sera tenue de l'envoyer, sous trois jours, à la Municipalité. »

Art. 8. — « La Municipalité.... sera tenue de verser le montant des dommages-intérêts à la caisse du département, dans le délai d'une décade; à cet effet, elle fera contribuer les vingt plus forts contribuables résidant dans la Commune. »

La répartition et la perception pour les sommes avancées sont faites ensuite sur tous les habitants de la Commune, par la Municipalité, d'après le tableau des *domiciliés* (habitants portés au rôle de la contribution personnelle au moment du délit), et à raison des facultés de chacun. — En cas de réclamation de la part d'un contribuable, c'est le Conseil de Préfec-

ture qui statue, sauf recours au Conseil d'Etat.

Art. 11. — « A défaut de paiement dans la décade, l'Administration départementale requerra une force suffisante et l'établira dans les Communes contribuable avec un Commissaire pour opérer le versement de la contribution. »

Art. 12. — « Les frais du Commissaire de département et de séjour de la force armée seront ajoutés au montant des condamnations prononcées et supportés par les Communes contribuable. »

Art. 13. — « Dans la décade du versement fait dans la caisse du département, l'Administration fera remettre aux parties intéressées le montant du jugement, portant fixation des dommages-intérêts. »

14. — Les mesures rigoureuses prescrites par les articles ci-dessus rapportés du décret du 10 vendémiaire an iv, telles que le paiement dans les dix jours par les vingt plus forts contribuables, sous peine de voir la Commune occupée par la force armée, ne sont plus en harmonie avec nos mœurs et les formes actuelles du recouvrement des impôts. C'est pourquoi, dans la pratique, on n'y a plus recours; le recouvrement se fait suivant le mode et par les voies de contrainte que les lois de finances en vigueur autorisent.

Ainsi, par décret du 5 janvier 1852, il a été établi d'office, sur la Commune de Romilly-sur-Seine (Aube), une imposition extraordinaire de quarante centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, pendant sept années consécutives, pour le produit en être affecté au paiement des condamnations prononcées contre cette Commune, en vertu du décret du 10 vendémiaire an iv, par le tribunal de Nogent-sur-Seine. (Jugement du 25 août 1849.)

Toutefois, le décret de l'an iv n'étant point abrogé, l'Administration pourrait, sans encourir le reproche d'illégalité, user des moyens sévères qui se trouvent encore aujourd'hui à sa disposition.

COMMUNE RENOMMÉE. — « A défaut d'inventaire, et dans tous les cas où ce défaut préjudicie à la femme, elle ou ses héritiers peuvent, lors de la dissolution de la communauté, poursuivre les récompenses de droit, et même faire preuve, tant par titres et papiers domestiques que par témoins, et, au besoin, par la *commune renommée*, de la consistance et valeur du mobilier non inventorié. — Le mari n'est jamais recevable à faire cette preuve. » (Code civ. art. 1415.)

COMMUNICATION AU MINISTÈRE PUBLIC. — (Cod. proc. civ. art. 83, 84.) — L'intervention du *Ministère public* (voy. ces mots) est exigée dans certaines causes déterminées par la loi. Il doit prendre la parole et donner ses conclusions, à peine de nullité du jugement.

Les causes pour lesquelles la communication au Ministère public est prescrite sont les suivantes : 1° celles qui intéressent l'ordre public, l'Etat, le domaine, les communes, les établissements publics, les dons et legs au profit des pauvres; — 2° celles qui concernent l'état des personnes et les tutelles; — 3° les déclinatoires sur incompétence; — 4° les règlements de juges, les récusations et renvois pour parenté et alliance; — 5° les prises à partie; — 6° les causes des femmes non autorisées par leurs maris, ou même autorisées, lorsqu'il s'agit de leur dot et qu'elles sont mariées sous le régime dotal; les causes des mineurs, et généralement toutes celles où l'une des parties est défendue par un curateur; — 7° les causes concernant ou intéressant les personnes *présumentes absentes*.

Le Procureur de la République peut prendre communication de toutes les autres causes dans lesquelles il croit son ministère nécessaire; le tribunal peut même l'ordonner d'office.

COMPENSATION. — (Cod. civ. art. 1289-1299.) — Paiement réciproque et fictif qui s'opère entre deux personnes créancières et débitrices l'une de l'autre.

1. — La compensation s'opère de

plein droit par la seule force de la loi, même à l'insu des débiteurs; les deux dettes s'éteignent réciproquement, à l'instant où elles se trouvent exister à la fois, jusqu'à concurrence de leurs quotités respectives. L'utilité de la compensation est évidente, car elle évite les poursuites que les parties pourraient diriger mutuellement l'une contre l'autre.

2. — La compensation *n'a lieu* qu'entre deux dettes ayant également pour objet soit une somme d'argent, soit des choses de même espèce, telles que du vin, du blé, etc., et toutes deux exigibles.

3. — Lorsque les deux dettes ne sont pas payables au même lieu, on n'en peut opposer la compensation qu'en faisant raison des frais de transport.

4. — La compensation s'opère, quelles que soient les causes de l'une ou l'autre des dettes, excepté dans le cas : 1° de la demande en restitution d'une chose dont le propriétaire a été injustement dépouillé : on ne pourrait ainsi se dispenser de rendre une somme enlevée, par le motif que celui qui la réclame en doit une pareille; — 2° de la demande en restitution d'un dépôt ou d'un prêt à usage : le dépositaire serait non recevable à vouloir profiter d'un service d'amitié qu'il a rendu, pour se faire payer une créance; l'emprunteur ne pourrait d'ailleurs garder la chose qui lui a été prêtée pour s'en servir et la restituer ensuite; — 3° d'une dette qui a pour cause des aliments déclarés insaisissables. Ainsi celui qui doit une pension alimentaire ne pourrait la retenir en alléguant que celui à qui il la doit est son débiteur.

5. — La compensation ne saurait avoir lieu non plus au préjudice des droits acquis à un tiers. Celui, par exemple, qui, étant débiteur, ne serait devenu créancier que depuis une saisie-arrêt (voy. ces mots) faite par un tiers entre ses mains, ne pourrait, au préjudice du saisissant, opposer la compensation.

5. — L'article 131 du Code de procédure civile autorise la compensa-

tion, en tout ou en partie, des *frais* et *dépens* du procès, entre certains parents et alliés, et entre parties qui ont succombé respectivement sur quelques chefs de leurs prétentions. — Voy. DÉPENS.

COMPÉTENCE. — La loi du 24 août 1790, en divisant les pouvoirs dont l'action collective constitue le Gouvernement, a attribué à chacun d'eux une compétence déterminée, dans le cercle de laquelle il doit se mouvoir et agir librement. Tout empiètement d'un pouvoir sur l'autre est un obstacle à la marche régulière de l'action gouvernementale. La *compétence* n'est donc autre chose que la mesure du pouvoir départi par la loi à chaque fonctionnaire de quelque ordre qu'il soit, législatif, exécutif, administratif ou judiciaire. — Voy. SÉPARATION DES POUVOIRS; — CONFLIT; — EMPIÈTEMENT DES AUTORITÉS ADMINISTRATIVES ET JUDICIAIRES.

COMPLAINTÉ. — Action par laquelle une personne troublée dans la possession d'un immeuble demande à la justice de l'y maintenir. — Voy. ACTION POSSESSOIRE, I.

COMPLICE - COMPLICITÉ. — On appelle *complice* toute personne qui participe, en connaissance de cause, soit directement, soit indirectement, à une action coupable. — Aux termes du Code pénal (art. 59 et 60), on doit considérer comme participant à une action coupable et comme tombant, à ce titre, sous l'application de la loi :

1° ceux qui, par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables, provoquent à une action qualifiée crime ou délit, ou donnent des instructions pour la commettre; — 2° ceux qui procurent des armes, des instruments ou tout autre moyen pour servir à l'action, sachant qu'ils doivent y servir; — 3° ceux qui, avec connaissance, aident ou assistent l'auteur ou les auteurs de l'action dans les faits qui la préparent ou la facilitent, ou dans ceux qui la consomment. — Il faut ajouter à cette énumération deux classes particulières

res de complices d'un caractère tout spécial. Ce sont : 1° ceux qui, connaissant la conduite criminelle des malfaiteurs exerçant des brigandages ou des violences contre la sûreté de l'Etat, la paix publique, les personnes ou les propriétés, leur fournissent habituellement logement, lien de retraite ou de réunion; — 2° ceux qui sciemment recèlent en tout ou en partie des choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit. Ces derniers sont habituellement désignés sous le nom de *complices par recel*.

On appelle *complicité* l'état légal constitué par les faits sus-énoncés dans lequel se trouvent les complices d'un crime ou d'un délit.

Sauf les cas où la loi en a disposé autrement, les complices d'un crime ou d'un délit sont punis de la même peine que les auteurs mêmes de ce crime ou de ce délit.

COMLOTS.—Voy. ATTENTATS ET COMLOTS.

COMPROMIS. — (Cod. proc. civ. art. 1003-1028.) — Convention par laquelle les parties dérogent à l'ordre des juridictions pour soumettre leur contestation à des arbitres. — Voy. ARBITRAGE.

COMPTABILITÉ PUBLIQUE. — (Déc. 31 mai 1862.)

C'est l'ensemble des mesures par lesquelles sont constatées les recettes et les dépenses publiques : elles font aujourd'hui l'objet du décret du 31 mai 1862, qu'on peut appeler le *Code de la comptabilité publique*. Un règlement spécial à chaque ministère a été établi pour en assurer l'exécution par les différents services soumis à l'application des règles qu'il prescrit.

COMPTOIRS D'ESCOMPTE. — Créés lors de la crise qui suivit la révolution de 1848, et fondés avec le concours des particuliers, des Communes et de l'Etat, les *Comptoirs d'escompte* semblaient devoir être transitoires comme les circonstances qui en avaient inspiré l'idée; mais les services que rendirent ces établissements engagèrent le Gouvernement à

leur donner une place définitive parmi les institutions financières, en leur retirant, toutefois, le concours et la garantie de l'Etat et des Communes.

Les Comptoirs d'escompte ne sont donc plus aujourd'hui que des sociétés anonymes soumises aux règles ordinaires en matière de société. Ils ont généralement pour objet d'escompter des effets de commerce revêtus de deux signatures au moins, à échéance de cent cinq jours au maximum, de faire des avances sur rentes françaises, actions ou obligations de sociétés anonymes, de recevoir des fonds en compte courant, de se charger de paiements et recouvrements, etc.

Ils sont autorisés, par une dérogation au droit commun, à faire vendre publiquement, huit jours après une simple mise en demeure, les valeurs qui leur ont été données en nantissement.

Ils peuvent avoir pour auxiliaires des sous-comptoirs organisés, soit par localité, soit par groupes d'industries.

COMPULSOIRE. — (Cod. proc. civ. art. 846-852.)

Celui qui, n'ayant pas été partie dans un acte, aurait intérêt à en prendre communication, parce que cette pièce peut conduire à la décision d'un procès engagé, est autorisé à recourir à la voie du *compulsoire*, à l'effet de se faire délivrer expédition ou extrait dudit acte par le notaire ou autre dépositaire public qui l'a reçu.

1. — *Procédure.* — La demande à fin de *compulsoire* est formée par requête d'avoué à avoué, et portée à l'audience du tribunal qui statue sommairement, sans aucune procédure. La décision du tribunal est exécutoire nonobstant appel ou opposition.

Si le *compulsoire* est ordonné, signification du jugement qui l'autorise est faite par celui qui l'a obtenu, tant au dépositaire qu'aux autres parties de l'instance, avec sommation de se trouver à jour et heure indiqués chez le dépositaire. Quelquefois, le tribunal commet un de ses membres pour faire le *compulsoire*. Dans ce cas, le depo-

sitaire de l'acte est tenu d'en faire le rapport au juge.

2. — *Procès-verbal* est dressé du compulsoire. Les parties ont le droit d'y faire insérer telles observations qu'elles jugent convenables.

3. — Si les frais et déboursés de minute de l'acte sont encore dus au dépositaire, il a le droit de s'opposer au compulsoire et de refuser expédition, tant qu'il n'est pas payé desdits frais, outre ceux d'expédition.

4. — Les *frais* du procès-verbal de compulsoire et ceux de transport par le dépositaire, dans le cas où c'est le juge qui compulse, sont avancés par le requérant.

CONCIERGE. — Du latin *conservare*, garder. — Nom donné autrefois aux *gardiens des maisons royales* et aujourd'hui synonyme de *portier*. — Voy. PORTIER.

CONCILIATION. — (Cod. proc. civ. art. 48-58; loi 2 mai 1835, art. 2.)

1. — En instituant les *Juges de paix*, le législateur de 1790 leur a donné, comme la plus belle de leurs prérogatives, la mission d'entendre et de concilier les parties. Ne permettre l'accès des tribunaux qu'après avoir épuisé tous les moyens de pacification, telle était sa volonté formelle. Aussi exigea-t-il impérieusement qu'en toute matière, avant toute citation, quelles que fussent la nature de la cause et la qualité des plaideurs, ils comparussent au bureau de conciliation : cette formalité devait être renouvelée en cas d'appel.

Lors de la rédaction du Code de procédure civile, le préliminaire de conciliation fut combattu comme une *vaine formalité*, et son principe mis en question. Après de vives discussions, on le conserva, mais en le restreignant aux affaires qui excèdent la compétence des Juges de paix. Voici ce que le Code de procédure décide à cet égard :

En principe, aucune demande entre parties capables de transiger et sur des objets susceptibles de transaction n'est recevable devant les tribunaux de première instance avant que

le défendeur (voy. ce mot) n'ait été préalablement appelé en conciliation devant le Juge de paix, ou que les parties n'y aient volontairement comparu.

Par exception à cette règle, sont dispensées du préliminaire de conciliation : 1° les demandes qui intéressent l'État et le Domaine, les Communes, les établissements publics, les mineurs, les interdits, les curateurs aux successions vacantes ; — 2° les demandes qui requièrent célérité ; — 3° les demandes en intervention ou en garantie ; — 4° les demandes en matière de commerce ; — 5° les demandes en main-levée de saisie ou opposition, en paiement de loyers, fermages ou arrérages de rentes ou pensions ; celles des avoués en paiement de frais ; — 6° les demandes formées contre plus de deux parties, encore qu'elles aient le même intérêt ; — 7° les demandes en vérification d'écritures, en désaveu, en règlement de juges, en renvoi, en prise à partie ; — les demandes contre un tiers saisi, et en général sur les offres réelles, sur la remise des titres, sur leur communication, sur les séparations de biens, sur les tutelles et curatelles ; — et enfin sur toutes les causes exceptées par les lois.

2. — Le défendeur est cité en conciliation : 1° en matière *personnelle et réelle*, devant le Juge de paix de son domicile ; s'il y a deux défendeurs, devant le Juge de l'un d'eux, au choix du demandeur ; — 2° en matière de *société* autre que celle de commerce, tant qu'elle existe, devant le Juge du lieu où elle est établie ; — 3° en matière de *succession*, sur les demandes entre héritiers, jusqu'au partage inclusivement ; sur les demandes intentées par les créanciers du défunt avant le partage ; sur les demandes relatives à l'exécution des dispositions à cause de mort, jusqu'au jugement définitif, devant le Juge de paix du lieu où la succession est ouverte.

3. — Le *délai* de la citation est de trois jours au moins.

4. — La citation est donnée par un

huissier de la Justice de paix du défendeur ; elle énonce sommairement l'objet de la conciliation.

5. — Les parties doivent comparaître en personne ; en cas d'empêchement, par un fondé de pouvoir.

Lors de la comparution, le demandeur peut expliquer, même augmenter sa demande, et le défendeur former celles qu'il juge convenables : le procès-verbal qui en est dressé contient les conditions de l'arrangement, s'il y en a ; dans le cas contraire, il mentionne que les parties n'ont pu s'accorder.

Si l'une des parties défère le serment à l'autre, le Juge de paix le reçoit, ou fait mention du refus de le prêter.

6. — Celle des parties qui ne comparait pas est condamnée à une amende de dix francs ; et toute audience lui est refusée jusqu'à ce qu'elle ait justifié de la quittance.

7. — La citation en conciliation *interrompt la prescription, et fait courir les intérêts*, pourvu que la demande soit formée dans le mois à dater du jour de la non-comparution ou de la non-conciliation.

8. — Jusqu'à la loi du 2 mai 1855, on pouvait, sans tentative préalable de conciliation, plaider devant la justice de paix. Cette loi a décidé que, dans toutes les causes, excepté celles qui requièrent célérité, et celles dans lesquelles le défendeur serait domicilié hors du canton ou des cantons de la même ville, aucune citation ne peut être donnée sans que le Juge de paix n'ait appelé les parties devant lui, au moyen d'un *avertissement* rédigé par le greffier.

Les avertissements sont rédigés aujourd'hui sur *papier timbré*. (Loi 23 août 1871, art. 21.) Leur coût, droit de timbre et affranchissement compris, est de 85 centimes.

S'il y a conciliation, le Juge de paix, sur la demande de l'une des parties, peut dresser procès-verbal des conditions de l'arrangement : ce procès-verbal a force d'obligation privée.

9. — Dans les cas qui requièrent célérité, il n'est remis de citation non

précédée d'avertissement qu'en vertu d'une permission donnée, sans frais, par le Juge de paix, sur l'original de l'exploit.

CONCORDAT. — (Cod. com. art. 507-526.)

Traité par lequel un commerçant failli est remis à la tête de ses affaires moyennant le paiement d'un dividende, c'est-à-dire de tant pour cent, à ses créanciers. — Voy. FAILLITE, VI.

— Dans une autre acception, on entend par *concordat* la convention passée, le 26 messidor an ix (15 juillet 1801), entre le Pape Pie VII et le premier Consul pour la réorganisation du culte en France, convention qui fut publiée comme loi de l'Etat, le 18 germinal an x (8 avril 1802). — Voy. CULTES.

CONCUSSION-CONCUSSIONNAIRE. (Cod. pén. art. 174.)

On appelle *concuSSION* la perception illégale par un fonctionnaire de droits ou taxes qui ne sont pas dus, et *concuSSIONNAIRE* celui qui s'en rend coupable.

— L'article 174 du Code pénal est ainsi conçu : « Tous fonctionnaires, tous officiers publics, leurs commis ou préposés, tous percepteurs des droits, taxes, contributions, deniers, revenus publics ou communaux, et leurs commis ou préposés, qui se seront rendus coupables du crime de concussion, en ordonnant de percevoir ou en exigeant ou en recevant ce qu'ils savaient n'être pas dû ou excéder ce qui était dû pour droits, taxes, contributions, deniers ou revenus, ou pour salaires ou traitements, seront punis, savoir : les fonctionnaires ou officiers publics, de la peine de la *réclusion*, et leurs commis ou préposés, d'un *emprisonnement* de deux ans au moins et de cinq ans au plus, lorsque la totalité des sommes indûment exigées ou recues, ou dont la perception a été ordonnée, a été supérieure à 300 fr.

« Toutes les fois que la totalité de ces sommes n'excédera pas 300 fr., les fonctionnaires ou les officiers publics ci-dessus désignés seront punis

d'un *emprisonnement* de deux à cinq ans, et leurs commis ou préposés d'un *emprisonnement* d'une année au moins et de quatre ans au plus.

« La tentative de ce délit sera punie comme le délit lui-même.

« Dans tous les cas où la peine d'emprisonnement sera prononcée, les coupables pourront, en outre, être privés des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code pendant cinq ans au moins et dix au plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine; ils pourront aussi être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police pendant le même nombre d'années.

« Dans tous les cas prévus par le présent article, les coupables seront condamnés à une amende dont le maximum sera le quart des restitutions et des dommages-intérêts, et le minimum le douzième.

« Les dispositions du présent article sont applicables aux *Greffiers* et *Officiers ministériels*, lorsque le fait a été commis à l'occasion des recettes dont ils sont chargés par la loi. »

CONDUCTEUR DES PONTS ET CHAUSSÉES. — (Loi 30 novembre 1830; Déc. 13 octobre 1851, tit. IV; 7 mars 1868.) — Agent placé sous la direction des Ingénieurs et au-dessus des Piqueurs des ponts et chaussées, pour la surveillance des travaux des routes, ponts, canaux, etc. Il est chargé aussi de constater les contraventions en matière de grande voirie et de police du roulage.

1. — Les Conducteurs des ponts et chaussées sont nommés par le Ministre des travaux publics: ils se divisent en Conducteurs principaux, Conducteurs de 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e classe, et Conducteurs auxiliaires.

2. — Le titre de *Sous-Ingénieur* peut être conféré par arrêté du Ministre, sur la proposition de l'Inspecteur général de la division, aux Conducteurs principaux remplissant, depuis cinq ans au moins, les fonctions d'Ingénieur.

3. — Les Conducteurs des ponts et chaussées ayant dix ans de services

effectifs sont admis à concourir pour le *grade d'Ingénieur*. Tout ce qui concerne les conditions à remplir, le programme du concours, le classement des candidats est réglé par un décret en date du 7 mars 1868.

CONFISCATION. — Admise dans notre ancien droit criminel, la confiscation générale des biens a été abolie par la Charte de 1814 (art. 66). — Il n'existe plus aujourd'hui que la confiscation spéciale d'objets particuliers, qui est prononcée, à titre de peine, dans plusieurs articles du Code pénal et par diverses lois.

CONFLIT. — Contestation élevée entre plusieurs Autorités qui se prétendent chacune compétente ou incompétente pour la même affaire.

1. — On l'appelle *conflict de juridictions*, quand il s'élève entre les Cours et les Tribunaux, et il est alors porté devant la Cour de cassation. (Cod. proc. civ. art. 363-367.) — Voy. **RÈGLEMENT DE Juges**; — *conflits d'attributions*, quand le différend sur la compétence s'élève entre l'Autorité judiciaire et l'Autorité administrative.

2. — Il y a deux sortes de conflits d'attributions: le *conflict positif* et le *conflict négatif*. Le premier existe, lorsque l'Autorité administrative revendique le jugement d'une contestation portée devant les Tribunaux judiciaires; le conflit est dit négatif, lorsqu'il y a refus réciproque des Tribunaux administratifs et judiciaires de connaître d'un litige.

3. — Les conflits d'attributions entre l'Autorité administrative et l'Autorité judiciaire sont réglés aujourd'hui par un tribunal spécial dit *Tribunal des conflits*. (Loi 24 mai 1872, tit. IV.) — Voy. **TRIBUNAL DES CONFLITS**.

C'est au Préfet qu'appartient le droit d'élever le *conflict positif*. Dès qu'une affaire attribuée par la loi à l'Autorité administrative a été portée devant un Tribunal de première instance, il propose un *déclinatoire* sur lequel le Tribunal rend un jugement, et, si le déclinatoire est rejeté, le Pré-

fet peut, dans la quinzaine, élever le conflit.

4. En cas de conflit négatif, ce sont les parties intéressées qui exercent directement le recours pour faire régler la compétence.

5. — La déclaration d'incompétence peut émaner de deux Conseils de Préfecture, ou d'un Préfet et d'un Conseil de Préfecture. Il n'y a pas, à proprement parler, dans cette hypothèse, *conflit négatif*, mais il y a lieu à *règlement de juges administratifs*, et c'est le Conseil d'Etat, délibérant au contentieux, qui déclare quel est le juge administratif compétent.

CONFUSION. — (Cod. civ. art. 1300, 1301.) — Réunion sur la même tête de deux qualités incompatibles comme celles de créancier et de débiteur de la même obligation, ce qui peut arriver, par exemple, si le débiteur devient héritier de son créancier, ou réciproquement.

La confusion éteint tous les droits dont l'exécution est devenue impossible, mais elle n'éteint que ceux-là. Or, trois hypothèses sont à examiner : 1° *Le débiteur a succédé à son créancier ou le créancier à son débiteur.* — La dette est complètement éteinte, et les cautions, s'il y en a, sont libérées. — 2° *La caution a succédé au créancier ou le créancier à la caution.* — Le cautionnement seul est éteint; l'obligation n'a pas cessé de peser sur le débiteur principal. — 3° *L'un des débiteurs solidaires a succédé au créancier, ou le créancier à l'un des débiteurs.* — La dette subsiste à l'égard des autres débiteurs, déduction faite, toutefois, de la part de leur codébiteur devenu le créancier, auquel le créancier a succédé.

CONGÉ. — Ce mot a des acceptions différentes; en matière de *contributions indirectes*, il signifie l'acte délivré, après l'acquiescement du droit, pour la circulation des boissons. — Voy. *BOISSONS*, § 1^{er}, 3.

En matière de *louage*, il sert à désigner l'avertissement par lequel l'une ou l'autre des parties fait connaître

son intention de mettre fin au bail. — Voy. *LOUAGE*, sect. I, 1, § 3.

CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES. (Loi 13 février 1790; déc. 3 messidor an XII (22 juin 1804); ord. roy. 29 février 1816, art. 36; loi 24 mai 1825; déc. 31 janvier 1852.)

Association de personnes de l'un ou de l'autre sexe qui s'engagent par des vœux religieux à vivre en commun sous les mêmes règles.

Les dispositions de notre droit public varient suivant qu'il s'agit de congrégations de femmes ou de congrégations d'hommes.

1. — En ce qui concerne les *congrégations de femmes*, une loi du 24 mai 1825 dispose qu'elles ne peuvent être créées qu'avec le consentement du pouvoir législatif, après que leurs statuts, approuvés par l'Evêque diocésain, auront été vérifiés et enregistrés en Conseil d'Etat. Mais le décret-loi du 31 janvier 1852 a rendu leur autorisation plus facile en décidant qu'elles pourraient être autorisées *par décret*, lorsqu'elles déclareraient adopter des statuts déjà vérifiés, enregistrés et approuvés pour d'autres communautés religieuses.

2. — Quant aux *congrégations d'hommes*, la loi du 13 février 1790, qui supprima les ordres monastiques, est toujours regardée, avec le décret du 3 messidor an XII, comme pouvant leur être appliquée. Leur prohibition est donc maintenue implicitement; mais, dès 1808, une exception avait été faite, dans l'intérêt de l'enseignement populaire, en faveur des *Frères des écoles chrétiennes*. Depuis, diverses associations ont été régulièrement autorisées dans le même but d'instruction populaire, en vertu de l'ordonnance royale du 29 février 1816, portant, article 36 : « Toute association religieuse ou charitable, telle que celle des Ecoles chrétiennes, pourra être admise à fournir, à des conditions convenues, des maîtres aux Communes qui en demanderont, pourvu que l'association soit autorisée par Nous, et que ses règlements et les méthodes qu'elle emploie aient été approuvés

par notre Commission de l'Instruction publique. »

3. — Des congrégations religieuses d'un autre ordre, et n'ayant pas pour but l'instruction primaire, se sont établies en France, mais leur condition est précaire, car elles n'existent que par la tolérance de l'Etat, qui est armé vis-à-vis d'elles de lois non abrogées.

CONJOINT. — Synonyme d'époux.

1. — Pour ce qui concerne les *droits et devoirs respectifs des conjoints* (Cod. civ. art. 212-226), voy. **MARIAGE**, VI.

2. — Pour ce qui regarde les *droits de succession du conjoint survivant* (Cod. civ. art. 767-773), voy. **SUCCESSIONS**, II, § 4, 2.

3. — Par exception au principe que les frais du procès sont à la charge du plaideur qui le perd, les *dépens* peuvent être *compensés*, en tout ou en partie, entre conjoints. (Cod. proc. civ. art. 131.)

4. — Les conjoints ne peuvent être *témoins* pour ou contre. (Cod. proc. civ. art. 268, 283; Cod. instr. crim. art. 156, 322.) — Voy. **TÉMOIN**.

5. — Les *soustractions* commises par des maris au préjudice de leurs femmes, ou réciproquement, ne donnent lieu qu'à des *réparations civiles*. (Cod. pén. art. 380.) — Voy. **VOL**.

6. — Voy. **QUOTITÉ DISPONIBLE**, III.

CONNAISSEMENT. — (Cod. com. art. 281-285.)

Reconnaissance que le fréteur d'un navire est tenu de remettre à l'affrètement, des marchandises dont il se charge pour le compte de ce dernier. Cet acte se nomme aussi, dans les ports de la Méditerranée, *police de chargement*.

1. — Le *connaissance* diffère de la *charte-partie* ou *police d'affrètement*, en ce que la charte-partie sert à fixer les conditions du louage du navire, tandis que le *connaissance* sert à constater que les marchandises ont été réellement chargées à bord.

2. — Le *connaissance*, dont les formes sont réglées par le Code de commerce (art. 281-282), peut être

à ordre ou au porteur, ou à personne *dénommée*. Il doit être fait en autant d'originaux qu'il y a de parties intéressées. Or il y en a au moins quatre : le chargeur, le destinataire, le capitaine et l'armateur.

3. — Le *connaissance*, rédigé dans la forme légale, fait foi entre toutes les parties intéressées au chargement, et entre elles et les assureurs. En cas de *diversité* entre les *connaissances* d'un même chargement, celui qui est entre les mains du capitaine fait foi s'il est rempli de la main du chargeur, ou de celle de son commissionnaire; et celui qui est présenté par le chargeur ou le consignataire est suivi, s'il est rempli de la main du capitaine.

4. — Les *connaissances* ne peuvent être rédigés que sur du papier frappé d'un *timbre noir* et d'un *timbre sec*, à peine d'une amende de 30 fr. payable solidairement par le chargeur et le capitaine. (Loi 11 juin 1843. art. 7.) Le droit d'enregistrement est de 3 fr. (Loi 28 avril 1816, art. 44.)

CONNIVENCE. — Du latin *cum*, avec, et *nivere*, cligner les yeux. — Complicité par tolérance et dissimulation d'un fait qu'on devrait empêcher.

La *connivence* à l'évasion de détenus est punie plus ou moins sévèrement, selon la nature du délit dont ils étaient inculpés, ou pour lequel ils étaient condamnés. — Voy. **ÉVASION**.

CONQUÊT. — Expression employée par le Code civil (art. 1408) pour désigner les immeubles acquis pendant le mariage, et qui entrent en communauté. Le mot *acquêt* est usité dans le même sens. (Art. 1402.)

CONSANGUIN. — Du latin *cum*, avec, et *sanguis*, sang. — Se dit des frères et des sœurs qui ont le même père et une mère différente, par opposition aux *utérins*, qui sont de la même mère mais d'un père différent, et aux *germains*, qui ont le même père et la même mère. — Voy. **SUCCESSION**, II, § 3.

CONSEIL ACADÉMIQUE. — Voy. **INSTRUCTION PUBLIQUE**, 2.

CONSEIL D'ARRONDISSEMENT. (Lois 22 juin 1833; 20 mai 1838; 7 juillet 1832; 10 novembre 1862.)

Assemblée élective, composée d'autant de membres qu'il y a de cantons dans l'arrondissement, sans que le nombre des Conseillers puisse être au-dessous de 9. Si le nombre des cantons était inférieur à ce chiffre, un décret répartirait entre les cantons les plus peuplés le nombre des Conseillers à élire pour complément.

1. — Les attributions des Conseils d'arrondissement sont peu nombreuses : leur session se divise en deux parties. Dans la première, qui précède celle du Conseil général, ils délibèrent sur les réclamations auxquelles a donné lieu la fixation du contingent de l'arrondissement dans les contributions directes et sur les demandes en réduction de contributions formées par les Communes; — ils donnent leur avis sur les modifications proposées à la circonscription du territoire de l'arrondissement, du canton et des communes, et à la désignation de leurs chefs-lieux; — sur le classement et la direction des chemins vicinaux de grande communication, sur l'établissement, la suppression ou le changement des foires et marchés, et généralement sur tous les objets sur lesquels le Conseil général est appelé à délibérer, en tant qu'ils intéressent l'arrondissement. — Dans la seconde partie de leur session, ils répartissent entre les Communes les contributions directes, en se conformant aux décisions rendues par le Conseil général sur les réclamations des Communes.

2. — Les membres des Conseils d'arrondissement sont nommés par les électeurs inscrits sur les listes dressées pour les élections municipales. Ils sont élus pour six ans, et renouvelés par moitié tous les trois ans.

3. — Ne sont pas éligibles : les fonctionnaires de l'ordre administratif, les agents financiers, les ingénieurs des ponts et chaussées et les architectes du département, les agents forestiers, et les employés des Préfectures et Sous-Préfectures.

4. — Nul ne peut être membre de

plusieurs Conseils d'arrondissement à la fois, ni d'un Conseil d'arrondissement et d'un Conseil général.

CONSEIL DE DISCIPLINE. — Voy. AVOCAT, 3; — AVOCATS AU CONSEIL D'ÉTAT ET A LA COUR DE CASSATION, 2.

CONSEIL DE FAMILLE. — (Cod. civ. art. 405-416.) — Réunion de parents sous la présidence du Juge de paix. — Voy. TUTELLE, 1, 4^o.

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. — Voy. INSTRUCTION PUBLIQUE, 3.

CONSEIL DE PRÉFECTURE. — (Loi 28 pluviôse an VIII (17 février 1800); déc. 28 mars 1852 et 30 déc. 1862; loi 21 juin 1865; déc. 12 juillet 1865.)

Corps institué dans chaque département pour remplir les fonctions de Tribunal administratif de premier degré, et pour éclairer le Préfet de ses avis. Les membres qui le composent ont le titre de *Conseiller*.

Les Conseils de Préfecture ont été créés par la loi du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), la même que celle qui a institué les *Conseils généraux* et les *Préfectures* en remplacement des *Directoires des départements*. Les règles qui les régissent ont été fixées par la loi précitée et par les décrets du 28 mars 1852 et du 30 déc. 1862.

I. **COMPÉTENCE ET ATTRIBUTIONS CONTENTIEUSES.** — La loi du 28 pluviôse an VIII, en créant les Conseils de Préfecture, a déterminé leur compétence et leurs attributions. On peut ranger ces attributions en 5 grandes classes :

1^o **Les Contributions directes.** — Le Conseil de Préfecture statue sur les réclamations formées par les particuliers dans le but d'obtenir la *décharge* ou la *réduction* de leur cote de contributions directes. Sa compétence ne s'étend pas aux réclamations formées en matière de contributions indirectes. La raison en est simple : Le contingent de chacun dans les contributions directes étant déterminé par une série d'opérations confiées aux agents de l'Administration, il aurait été impos-

sible de soumettre aux Tribunaux civils les réclamations des contribuables, sans les appeler à contrôler des actes administratifs, contrairement au principe de la *séparation des pouvoirs*. Or, il n'y avait pas le même motif pour enlever aux tribunaux ordinaires la connaissance des difficultés que peut faire naître la perception des contributions indirectes, puisque la quotité de ces contributions est déterminée par la loi elle-même et non par des opérations administratives.

2° Travaux publics. — On comprend sous cette désignation tous les travaux de l'Etat et des Départements, ceux des Communes et des Etablissements publics, qui ont un caractère d'utilité générale. La compétence des Conseils de Préfecture, en cette matière, comprend les difficultés qui peuvent s'élever entre les entrepreneurs de Travaux publics et l'Administration relativement à l'interprétation ou à l'exécution des clauses de leurs marchés; — les réclamations des particuliers qui se plaignent de torts et dommages procédant du fait personnel des entrepreneurs; — les demandes et contestations concernant les indemnités dues aux particuliers à raison des terrains pris et occupés temporairement, soit pour fouilles, soit pour l'exécution de travaux publics, ainsi que celles relatives aux dommages résultant de l'exécution de ces mêmes travaux.

3° Contentieux en matière de grande voirie. — La compétence des Conseils de Préfecture en matière de grande voirie est à la fois contentieuse et répressive.

Au contentieux, ils jugent les difficultés provenant de l'empiétement des terrains voisins sur les routes, et les contestations qui peuvent s'élever entre les propriétaires riverains et l'Administration, au sujet de certains frais mis à leur charge.

Leur compétence répressive s'étend aux contraventions qui affectent l'état matériel de la voie publique ou bien y empêchent la circulation.

4° Domaines nationaux. — On appelle domaines nationaux tous les

biens appartenant à l'Etat à un titre quelconque, et faisant partie du domaine de la nation. — En cette matière, les Conseils de Préfecture sont compétents pour statuer sur les contestations qui s'élèvent entre l'Etat et les acquéreurs de biens nationaux au sujet du sens et de l'exécution des actes de vente. Il convient de remarquer que cette compétence pour connaître des difficultés relatives aux actes de vente dans lesquels l'Etat joue le rôle de vendeur disparaît quand l'Etat remplit celui d'acheteur. Les Tribunaux civils sont seuls compétents dans cette dernière hypothèse.

5° Ateliers insalubres, servitudes militaires, élections, comptabilité, biens communaux, mines, etc. — Les Conseils de Préfecture prononcent comme juges : sur les oppositions aux arrêtés autorisant l'établissement d'ateliers insalubres; — sur les contraventions commises dans le rayon des places de guerre, et sur les difficultés que présentent les limites légales des servitudes militaires; — sur la régularité des listes électorales, sur la validité des élections municipales et départementales; — sur le règlement des comptes des receveurs municipaux, des receveurs des hospices et bureaux de bienfaisance, quand ces comptes ne dépassent pas 30,000 fr.; — sur les difficultés qui peuvent s'élever entre les copartageants, détenteurs ou occupants des biens communaux ou sur l'usurpation desdits biens.

6° Les Conseils de Préfecture statuent sur les indemnités à payer par les propriétaires de mines, et sur leurs réclamations contre les redevances exigées d'eux.

II. JURIDICTION ET PROCÉDURE. — La juridiction des Conseils de Préfecture s'étend sur tout le département auprès duquel ils sont établis. Leur compétence respective n'est pas, comme pour les tribunaux civils, déterminée par le caractère de l'action ou le domicile des parties : elle l'est par la situation des lieux, c'est-à-dire

que le Conseil de Préfecture compétent est, en règle générale, celui du département où se sont passés les actes qui font l'objet du procès.

— Avant le décret du 30 décembre 1862, les justiciables ne pouvaient exposer leurs moyens de défense que par écrit; les séances n'étaient point publiques. Aujourd'hui elles le sont, et les parties sont admises à présenter leurs observations de vive voix, soit elles-mêmes, soit par l'intermédiaire d'avocats ou de tout autre mandataire.

Le décret du 30 décembre 1862 a introduit une autre amélioration en chargeant l'un des membres du Conseil de Préfecture de remplir les fonctions du *Ministère public*. A cet effet, le Secrétaire général de la Préfecture doit, comme Commissaire du Gouvernement, prendre des conclusions dans toute affaire contentieuse administrative, et veiller à l'observation rigoureuse de la loi et de la jurisprudence.

— Voici comment procèdent les Conseils de Préfecture : Lorsque l'affaire est en état d'être jugée, un Conseiller, désigné par le Préfet, fait son rapport à l'audience; les parties présentent ensuite leurs observations, soit elles-mêmes, soit par des mandataires; le Commissaire du Gouvernement donne ses conclusions, et le Conseil, après en avoir délibéré, rend sa décision immédiatement ou à une séance ultérieure.

Si le Conseil reconnaît la nécessité de recourir à une expertise, il fixe aux parties le délai dans lequel chacune devra faire choix d'un expert. Ce délai expiré, sans que les parties aient choisi des experts, il les désigne lui-même. En cas de désaccord de ces derniers, il a recours à une tierce expertise.

— Les jugements des Conseils de Préfecture sont formulés en *arrêtés*. Ils doivent être *motivés* sur chaque chef, à peine de nullité.

III. VOIES DE RECOURS CONTRE LES DÉCISIONS DES CONSEILS DE PRÉFECTURE. — Les arrêtés pris par les

Conseils de Préfecture peuvent être *contradictoires*, par défaut, *préparatoires* ou *interlocutoires*.

Les arrêtés *contradictoires* sont ceux qui prend le Conseil à la suite de débats dans lesquels les parties ont fait valoir chacune leurs moyens de défense, soit par écrit, soit de vive voix. — Les parties peuvent se pourvoir en cassation contre ces arrêtés devant le Conseil d'Etat : elles ont à cet effet un délai de 3 mois à partir de la signification régulière desdits arrêtés.

Les arrêtés *par défaut* sont ceux qui ont été rendus contre des parties n'ayant point fourni de moyens de défense. Comme ils sont susceptibles d'opposition tant qu'ils ne sont pas exécutés, le recours au Conseil d'Etat n'est possible que lorsque l'opposition n'est plus recevable.

Les arrêtés *préparatoires* sont des arrêtés pris par le Conseil de Préfecture dans le but de faciliter la solution du fond de la question soumise à son examen. Ces arrêtés peuvent être réformés par le Conseil de Préfecture lui-même : ils ne sont donc pas attaquables devant le Conseil d'Etat.

Les arrêtés *interlocutoires* ne peuvent, pour la même raison, être déférés au Conseil d'Etat. On désigne sous ce nom les arrêtés rendus sur des questions préliminaires qu'il est nécessaire de résoudre avant de statuer sur le fond même de la difficulté; telle est, par exemple, la question de *compétence*.

Lorsque les parties consentent volontairement à exécuter les arrêtés rendus en matière contentieuse par les Conseils de Préfecture, ces arrêtés deviennent désormais inattaquables; mais l'exécution d'une seule disposition n'ôte pas le droit de se pourvoir contre les autres.

— Le *tiers*, qui se trouve lésé dans ses droits par un arrêté du Conseil de Préfecture, pouvant l'attaquer par voie de *tierce-opposition*, n'est point recevable à recourir au Conseil d'Etat. Mais la tierce-opposition n'est plus admissible quand l'arrêté du

Conseil de Préfecture a été confirmé par le Conseil d'Etat.

— Les arrêtés des Conseils de Préfecture sont *exécutaires par provision*, malgré le pourvoi au Conseil d'Etat qui peut cependant, mais lui seul, accorder un sursis.

Lorsque le Conseil d'Etat annule un arrêté rendu par un Conseil de Préfecture, il renvoie quelquefois l'affaire devant le même Conseil, mais souvent il statue lui-même sur le fond de la question.

En aucun cas, les arrêtés des Conseils de Préfecture ne peuvent être réformés par les Préfets ou par les Ministres.

IV. ATTRIBUTIONS CONSULTATIVES.

— En matières non contentieuses, il est toujours loisible au Préfet de prendre, avant d'agir, l'avis du Conseil de Préfecture; mais c'est un devoir pour lui de consulter ce corps toutes les fois qu'aux termes des lois et règlements, ses arrêtés doivent être rendus *en Conseil de Préfecture*. Du reste, alors même qu'il est astreint à consulter le Conseil de Préfecture, le Préfet n'est pas tenu de suivre l'avis qui lui est donné.

V. ORGANISATION DES CONSEILS DE PRÉFECTURE. — D'après la loi du 21 juin 1865, les Conseils de Préfecture se composent de huit membres, y compris le président, dans le département de la Seine; de quatre membres dans trente et un départements, et de trois membres dans les autres.

— Lorsque le Préfet assiste au Conseil, il le *préside*, et, en cas de partage, il a voix *prépondérante*.

— Pour être Conseiller de Préfecture, il faut avoir vingt-cinq ans au moins, et être, en outre, licencié en droit, ou avoir rempli, pendant dix ans au moins, des fonctions rétribuées dans l'ordre administratif ou judiciaire, ou bien avoir été, pendant le même espace de temps, membre d'un Conseil général ou Maire.

Les fonctions de Conseiller de Préfecture sont *incompatibles* avec un autre emploi public et avec l'exercice d'une profession.

CONSEIL DE PRUD'HOMMES. — (Loi 18 mars 1806; déc. 11 juin 1809; loi 1^{er} juin 1853; loi 4 juin 1864.)

— Du latin *prudens homo*, homme prudent, ayant l'expérience des affaires. — Juridiction spéciale, analogue à celle des Juges de paix, instituée dans les principales villes manufacturières de France, pour concilier et pour juger, à défaut de conciliation, les différends et les contestations entre fabricants et ouvriers.

I. — ORGANISATION. — Les Conseils de prud'hommes sont *établis*, après avis des *Conseils municipaux* et des *Chambres de commerce* ou des *Chambres consultatives des arts et manufactures*, par décrets rendus dans la forme des règlements d'administration publique.

Cette utile institution date de 1806. Elle fut d'abord spéciale à la ville de Lyon. Aujourd'hui (1872), les 85 villes ci-après désignées en sont dotées, savoir : Abbeville, Alais, Alençon, Amiens, Amplepuis, Anduze, Angers, Angoulême, Annonay, Armentières, Aubusson, Avignon, Bapaume, Bar-le-Duc, Bédarieux, Bernay, Besançon, Bolbec, Bordeaux, Boulogne-sur-Mer, Brienne, Caen, Calais, Cambrai, Carcassonne, Castres, Cateau (Le), Certe, Châlons-sur-Marne, Chambéry, Chartieu, Châtelleraut, Cholet, Clermont-de-l'Hérault, Condé-sur-Noireau, Douai, Elbeuf, Epinal, Evreux, Ferté-Macé (La), Flers, Grenoble, Havre (Le), Laigle, Laval, Lille, Limoges, Lisieux, Lodève, Louviers, Lunéville, Lyon, Mamers, Marseille, Mayenne, Mazamet, Millau, Nancy, Nantes, Nîmes, Orléans, Paris (4), Péronne, Puy (Le), Reims, Romorantin, Roubaix, Rouen, Saint-Chamond, Saint-Etienne, Saint-Quentin, Saint-Tropez, Sedan, Tarare, Thiers, Toulouse, Tourcoing, Tours, Troyes, Valenciennes, Vienne, Villefranche, Vimoutiers, Viré, Yvetot.

1. — Le nombre des membres de chaque Conseil est fixé par le décret qui l'institue, sans que ce nombre puisse être inférieur à six, non compris le président et le vice-président.

Ils sont composés, en nombre égal, d'ouvriers et de patrons désignés, les uns et les autres, par voie d'élection.

Les ouvriers réunis en assemblée particulière, sous la présidence du Juge de paix, nomment les prud'hommes ouvriers. Font partie de cette assemblée les contre-maitres et les chefs d'atelier, c'est-à-dire les ouvriers qui façonnent, à leur propre domicile, soit seuls, soit avec l'aide de quelques compagnons, des matières confiées par un fabricant.

Les patrons réunis, de leur côté, en assemblée particulière, sous la présidence du suppléant du Juge de paix, nomment les prud'hommes patrons.

2. — Sont électeurs : 1° les patrons âgés de vingt-cinq ans accomplis, patentés depuis cinq ans au moins, et domiciliés depuis trois ans dans la circonscription du Conseil; — 2° les chefs d'atelier, contre-maitres et ouvriers âgés de vingt-cinq ans accomplis, exerçant leur industrie depuis cinq ans au moins, et domiciliés depuis trois ans dans la circonscription du Conseil. — La liste électorale est arrêtée par le Préfet. Les réclamations auxquelles elle peut donner lieu doivent être produites dans le délai de dix jours.

Sont éligibles, les électeurs âgés de trente ans accomplis et sachant lire et écrire.

3. — Au premier tour de scrutin, la majorité absolue des suffrages est nécessaire pour qu'il y ait élection; la majorité relative suffit au second tour; s'il y a partage des voix entre deux candidats, le plus âgé est préféré.

Les réclamations sont jugées par le Conseil de Préfecture, ou, lorsqu'il s'agit d'une question d'Etat, par le Tribunal civil.

4. — Les Conseils de prud'hommes sont renouvelés par moitié tous les trois ans; les membres sortants sont rééligibles. Le Président et le Vice-Président, nommés pour trois ans par le Chef du pouvoir exécutif, et toujours rééligibles, peuvent être choisis en dehors du corps électoral. Ils doivent

être considérés comme n'appartenant ni à la représentation des patrons, ni à celle des ouvriers, leur rôle étant de maintenir l'équilibre entre des intérêts divers. Le Secrétaire du Conseil est nommé et révoqué par le Préfet sur la proposition du Président.

II. ATTRIBUTIONS. — Chaque Conseil de prud'hommes se divise en deux bureaux : 1° le bureau particulier ou de conciliation; — 2° le bureau général ou de jugement.

Le bureau de conciliation, composé de deux membres, l'un patron, l'autre ouvrier, et présidé par le président ou le vice-président du Conseil, ou, en leur absence, par le prud'homme patron, se réunit au moins une fois chaque semaine pour concilier, s'il se peut, les parties. S'il n'y réussit point, il les renvoie devant le bureau de jugement qui se réunit au moins deux fois par mois, et qui se compose, en outre du président ou du vice-président, d'un nombre égal de prud'hommes patrons et de prud'hommes ouvriers, sans qu'il puisse y en avoir moins de deux de chaque qualité.

1. — Les jugements des Conseils de prud'hommes sont définitifs et en dernier ressort quand le chiffre de la demande n'excède pas 200 fr.; au-dessus de 200 fr., ils sont sujets à l'appel devant le Tribunal de commerce, s'il en existe un dans la circonscription du Conseil, sinon devant le Tribunal civil de première instance qui en tient lieu.

2. — L'appel doit être formé dans les trois mois de la signification du jugement.

3. — Lorsque le chiffre de la demande est supérieur à 200 fr., le jugement de condamnation peut ordonner, jusqu'à concurrence de cette somme, l'exécution immédiate et provisoire, nonobstant appel, sans qu'il soit besoin de fournir caution. Pour le surplus, l'exécution provisoire n'est ordonnée que sous caution.

4. — L'accès de la justice des prud'hommes a été facilité par une loi du 7 août 1850 portant que, dans

les contestations entre patrons et ouvriers, les actes de procédure, ainsi que les jugements et les actes nécessaires pour en assurer l'exécution, seront rédigés sur papier visé pour timbre, et que l'enregistrement aura lieu en débet, c'est-à-dire à crédit jusqu'après la décision.

5. — Les Conseils de prud'hommes sont chargés de statuer sur les demandes relatives à l'exécution ou à la résolution des *contrats d'apprentissage*, et sur les réclamations dirigées contre des tiers en cas de détournement d'apprentis.

6. — En matière de *simple police*, ils sont investis du droit de punir d'un emprisonnement de trois jours au plus, lorsqu'ils sont saisis de l'affaire par la partie plaignante, tout délit tendant à troubler l'ordre ou la discipline des ateliers, tout manquement grave des apprentis envers les patrons.

7. — Toutes les causes de la compétence des Conseils de prud'hommes sont portées devant les *Juges de paix* dans les lieux où ces Conseils ne sont pas établis.

CONSEIL D'ÉTAT. — (Loi 24 mai 1872; déc. 22 juillet 1806, 2 novembre 1864.)

C'est un corps composé d'hommes éminents par la position, l'intelligence et le savoir, qui est placé près du siège du Gouvernement, et dont les attributions ont varié suivant les circonstances politiques. Une loi du 24 mai 1872 a réglé ainsi qu'il suit l'organisation du Conseil d'Etat.

I. COMPOSITION DU CONSEIL D'ÉTAT.

— 1. — Le Conseil d'Etat se compose de 22 Conseillers d'Etat en *service ordinaire* et de 15 Conseillers d'Etat en *service extraordinaire*.

Il y a en outre du Conseil d'Etat, 24 *Maitres des Requêtes* et 30 *Auditeurs*.

Un *Secrétaire général* est placé à la tête des bureaux du Conseil, avec titre et rang de *Maitre des Requêtes*.

Un *Secrétaire spécial* est attaché au contentieux.

2. — Les Ministres ont rang et

séance à l'assemblée générale du Conseil d'Etat. Chacun d'eux a voix délibérative, en matière non contentieuse, pour les affaires qui dépendent de son ministère. Le Garde des Sceaux a voix délibérative toutes les fois qu'il préside, soit l'assemblée générale, soit les sections.

3. — Les Conseillers d'Etat en service ordinaire sont élus par l'Assemblée nationale, en séance publique, au scrutin de liste et à la majorité absolue. Après deux épreuves, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus de suffrages en nombre double de ceux qui restent à élire.

Les membres du Conseil d'Etat ne peuvent être choisis parmi les membres de l'Assemblée nationale. Les Députés démissionnaires ne peuvent être élus que six mois après leur démission.

4. — Les Conseillers d'Etat en service ordinaire peuvent être *suspendus* pour deux mois au maximum, par décret du Président de la République. A l'expiration du délai de suspension, l'Assemblée nationale saisie, de plein droit, de l'affaire, maintient ou révoque le Conseiller d'Etat.

5. — Les Conseillers d'Etat sont *renouvelés* par tiers tous les trois ans: les membres sortants sont désignés par le sort et indéfiniment *rééligibles*.

6. — Le Conseil d'Etat est *présidé* par le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et, en son absence, par un Vice-Président, choisi par le Président de la République parmi les Conseillers en service ordinaire. En l'absence du Garde des Sceaux et du Vice-Président, le Conseil d'Etat est présidé par le plus ancien des Présidents de section, en suivant l'ordre du tableau.

7. — Les Conseillers d'Etat en service *extraordinaire* sont nommés par le Président de la République; ils perdent leur titre de Conseiller d'Etat, de plein droit, dès qu'ils cessent d'appartenir à l'Administration active.

8. — Les *Maitres des Requêtes*, le

Secrétaire général et le Secrétaire spécial du contentieux sont nommés par le Président de la République; ils ne peuvent être révoqués que par un décret individuel, sur l'avis des Présidents de section.

9. — Les Auditeurs sont divisés en deux classes, dont la première se compose de 10 et la deuxième de 20. Les Auditeurs de 1^{re} classe sont nommés au concours dans les formes déterminées par le règlement du 9 mai 1849. Ne sont admis à concourir que les Auditeurs de 2^e classe.

Les Auditeurs de 1^{re} classe reçoivent un traitement égal à la moitié de celui des Maîtres des Requêtes; la durée de leurs fonctions n'est pas limitée. Le tiers au moins des places de Maîtres des Requêtes leur est réservé.

Les Auditeurs de 2^e classe sont nommés au concours dans les formes et aux conditions à déterminer dans un règlement que le Conseil d'Etat est chargé de faire. Ils ne restent en fonctions que pendant quatre ans et ne reçoivent aucune indemnité.

Les Auditeurs tant de seconde que de première classe ne peuvent être révoqués que par des décrets individuels et sur l'avis du Vice-Président du Conseil d'Etat et des Présidents de section.

10. — Nul ne peut être nommé Conseiller d'Etat, s'il n'est âgé de 30 ans accomplis; — Maître des Requêtes, s'il n'est âgé de 27 ans; — Auditeur de 2^e classe, s'il a moins de 21 ans et plus de 25; — Auditeur de 1^{re} classe, s'il a moins de 25 ans et plus de 30.

11. — Les fonctions de Conseiller en service ordinaire et de Maître des Requêtes sont incompatibles avec toute fonction publique salariée.

Il y a également incompatibilité des fonctions de Conseiller ou de Maître des Requêtes avec celles d'Administrateur de toute compagnie privilégiée ou subventionnée. — Néanmoins, les Officiers généraux ou supérieurs de l'armée de terre et de mer, les Inspecteurs et Ingénieurs des ponts et chaussées, des mines et

de la marine, les Professeurs de l'enseignement supérieur, peuvent être détachés au Conseil d'Etat. Ils conservent, pendant la durée de leurs fonctions, les droits attachés à leurs positions sans pouvoir toutefois cumuler leur traitement avec celui de Conseiller d'Etat.

12. — Les Conseillers d'Etat et les Maîtres des Requêtes, lorsqu'ils quittent leurs fonctions, peuvent être nommés Conseillers ou Maîtres des Requêtes honoraires.

II. FONCTIONS DU CONSEIL D'ETAT.

— 1. — Le Conseil d'Etat donne son avis : 1^o sur les projets d'initiative parlementaire que l'Assemblée nationale juge à propos de lui renvoyer; — 2^o sur les projets de lois préparés par le Gouvernement, et qu'un décret spécial ordonne de soumettre au Conseil d'Etat; — 3^o sur les projets de décret et, en général, sur toutes les questions qui lui sont soumises par le Président de la République ou par les Ministres. Il est appelé nécessairement à donner son avis sur les règlements d'administration publique et sur les décrets en forme de règlements d'administration publique. — Il exerce, en outre, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, toutes les attributions qui étaient conférées à l'ancien Conseil d'Etat par les lois ou règlements qui n'ont pas été abrogés.

2. — Des Conseillers d'Etat peuvent être chargés par le Gouvernement de soutenir devant l'Assemblée les projets de lois qui ont été renvoyés à l'examen du Conseil.

3. — Le Conseil d'Etat statue souverainement sur les recours en matière contentieuse administrative, et sur les demandes d'annulation pour excès de pouvoirs formés contre les actes des diverses Autorités administratives.

III. FORMES DE PROCÉDER. — 1. — Le Conseil d'Etat est divisé en quatre sections, dont trois chargées d'examiner les affaires d'administration pure, et une de juger les recours contentieux.

La *section du contentieux* est composée de six Conseillers d'Etat, et du Vice-Président du Conseil d'Etat; les autres sections se composent de quatre Conseillers et d'un Président.

Les *Présidents de section* sont nommés par décrets du Président de la République et choisis parmi les Conseillers en service ordinaire. — Le Ministre de la justice a le droit de présider les sections, hormis la section du contentieux. — Les Conseillers en service ordinaire sont répartis entre les sections par décrets du Président de la République. Les Conseillers en service extraordinaire, les Maîtres des Requêtes et les Auditeurs sont distribués entre les sections par arrêtés du Ministre de la justice, suivant les besoins du service.

Les Conseillers en service extraordinaire ne peuvent pas être attachés à la section du contentieux.

2. — Les Conseillers en service extraordinaire ont voix *délibérative* soit à l'assemblée générale, soit à la section, dans les affaires qui dépendent du département ministériel auquel ils appartiennent. Ils n'ont que voix *consultative* dans les autres affaires.

Les *Maîtres des Requêtes* ont voix *délibérative*, soit à l'assemblée générale, soit à la section, dans les affaires dont le rapport leur a été confié, et voix *consultative* dans les autres.

Les *Auditeurs* ont voix *délibérative* à leur section, et voix *consultative* à l'assemblée générale, seulement dans les affaires dont ils sont les rapporteurs.

3. — Le Conseil d'Etat, en *assemblée générale*, ne peut délibérer si treize au moins de ses membres, ayant voix *délibérative*, ne sont présents.

En cas de *partage*, la voix du Président est *prépondérante*. Les sections administratives ne peuvent délibérer valablement que si *trois* Conseillers en service ordinaire sont présents. En cas de *partage*, la voix du Président est *prépondérante*.

4. — Les décrets rendus après délibération de l'assemblée générale

mentionnent que le Conseil d'Etat a été entendu.

Les décrets rendus après délibération d'une ou plusieurs sections, mentionnent que ces sections ont été entendues.

— Le Gouvernement peut appeler à prendre part aux séances de l'assemblée ou des sections, avec voix consultative, les personnes que leurs connaissances spéciales mettraient en mesure d'éclairer la discussion.

5. — La section du contentieux est chargée de diriger l'instruction écrite et de préparer le rapport des affaires contentieuses qui doivent être jugées par le Conseil d'Etat.

Elle ne peut délibérer que si *trois* au moins de ses membres, ayant voix *délibérative*, sont présents. En cas de *partage*, on appelle le plus ancien des Maîtres des Requêtes présents à la séance.

Tous les *rapports* au contentieux sont faits *par écrit*.

6. — *Trois Maîtres des Requêtes* sont désignés par le Président de la République pour remplir au contentieux les fonctions de *Commissaire du Gouvernement*.

7. — Le rapport est fait, au nom de la section du contentieux, à l'*assemblée publique* du Conseil d'Etat statuant au contentieux.

Cet assemblée se compose :

1° Des membres de la section ; — 2° de six Conseillers en service ordinaire pris dans les autres sections et désignés par le Vice-Président du Conseil délibérant avec les Présidents de sections.

Après le rapport, les *avocats* des parties présentent leurs *observations* orales.

Les questions posées par les rapports sont communiquées, sans déplacement, aux *avocats* quatre jours au moins avant la séance.

Le *Commissaire du Gouvernement* donne ses *conclusions* dans chaque affaire.

8. — Les affaires pour lesquelles il n'y a pas de *constitution d'avocat* ne sont portées à l'audience publique que si ce renvoi a été demandé par l'un

des Conseillers d'Etat de la section ou par le Commissaire du Gouvernement à qui elles sont préalablement communiquées. Si le renvoi n'a pas été demandé, ces affaires sont jugées par la section du contentieux, sur le rapport de celui de ses membres que le Président en a chargé, et après les conclusions du Commissaire du Gouvernement.

9. — Les membres du Conseil d'Etat ne peuvent participer au jugement des recours dirigés contre les décisions qui ont été préparées par les sections auxquelles ils appartiennent, s'ils ont pris part à la délibération.

10. — L'assemblée du Conseil d'Etat statuant au contentieux ne peut délibérer qu'en nombre impair; elle ne décide valablement que si neuf membres au moins ayant voix délibérative sont présents.

11. — Toutes décisions prises par l'assemblée du Conseil d'Etat délibérant au contentieux et par la section du contentieux sont lues en séance publique, transcrites sur le procès-verbal des délibérations et signées par le Vice-Président, le Rapporteur et le Secrétaire du contentieux. Il y est fait mention des membres ayant délibéré. Les expéditions qui sont délivrées par le Secrétaire portent la formule exécutoire.

12. — Aux termes du décret du 2 novembre 1864, sont jugés sans autres frais que les droits de timbre et d'enregistrement, les recours portés devant le Conseil d'Etat contre les actes des Autorités administratives, pour incompétence ou excès de pouvoir; — les recours contre les décisions portant refus de liquidation ou contre les liquidations de pension. — Le pourvoi peut être formé sans l'intervention d'un Avocat au Conseil.

13. — Lorsque les Ministres statuent sur des recours contre les décisions d'Autorités qui leur sont subordonnées, leur décision doit intervenir dans le délai de quatre mois, à dater de la réception de la réclamation au ministère. Si des pièces sont produites

ultérieurement par le réclamant, le délai ne court qu'à dater de la réception de ces pièces. — Après l'expiration de ce délai, s'il n'est intervenu aucune décision, les parties peuvent considérer leur réclamation comme rejetée et se pourvoir devant le Conseil d'Etat.

Lorsque les Ministres sont appelés à produire des défenses ou à présenter des observations sur des pourvois introduits devant le Conseil d'Etat, la section du contentieux fixe, eu égard aux circonstances de l'affaire, les délais dans lesquels les réponses et observations doivent être produites.

IV. — VOY. CONFLIT; — TRIBUNAL DES CONFLITS.

CONSEIL GÉNÉRAL. — (Lois 28 pluviôse an VIII (17 février 1800); 10 août 1871.) — Corps électif placé auprès du Préfet pour éclairer et surtout contrôler ses actes.

La loi du 10 août 1871 sur les Conseils généraux a considérablement accru l'importance de ces Assemblées.

1. ORGANISATION. — 1. — Chaque canton du département élit un membre du Conseil général.

L'élection se fait au *suffrage universel*, dans chaque Commune, sur les listes dressées pour les élections municipales.

2. — Sont *éligibles* tous les citoyens inscrits sur une liste d'électeurs ou justifiant qu'ils devaient y être inscrits avant le jour de l'élection, âgés de 25 ans accomplis, qui sont domiciliés dans le département, et ceux qui, sans y être domiciliés, y sont inscrits au rôle d'une des contributions directes au 1^{er} janvier de l'année dans laquelle se fait l'élection, ou justifiant qu'ils devaient y être inscrits à ce jour, ou ont hérité depuis la même époque d'une propriété foncière dans le département. Toutefois, le nombre des Conseillers généraux *non domiciliés* ne peut dépasser le quart du nombre total dont le Conseil doit être composé.

3. — *Ne peuvent être élus* au Conseil général les citoyens qui sont

• pourvus d'un conseil judiciaire (voy. ce mot).

Ne peuvent être élus membres du Conseil général :

1° Les Préfets, Sous-Préfets, Secrétaires généraux et Conseillers de Préfecture, dans le département où ils exercent leurs fonctions; — 2° Les Procureurs généraux, Avocats généraux et Substituts du Procureur général près des Cours d'appel, dans l'étendue du ressort de la Cour; — 3° Les Président, Vice-Président, Juges titulaires, Juges d'instruction et Membres du parquet des Tribunaux de première instance, dans l'arrondissement du Tribunal; — 4° Les Juges de paix, dans leurs cantons; — 5° Les Généraux commandant les divisions ou les subdivisions territoriales, dans l'étendue de leurs commandements; — 6° Les Préfets maritimes, Majors-Généraux de la marine et Commissaires de l'inscription maritime, dans les départements où ils résident; — 7° Les Commissaires et Agents de police, dans les cantons de leur ressort; — 8° Les Ingénieurs en chef de département et les Ingénieurs ordinaires d'arrondissement, dans le département où ils exercent leurs fonctions; — 9° Les Ingénieurs du service ordinaire des mines, dans les cantons de leur ressort; — 10° Les Recteurs d'Académie, dans le ressort de l'Académie; — 11° Les Inspecteurs d'Académie et les Inspecteurs des écoles primaires, dans le département où ils exercent leurs fonctions; — 12° Les Ministres des différents cultes, dans les cantons de leur ressort; — 13° Les Agents et Comptables de tout ordre, employés à l'assiette, à la perception et au recouvrement des contributions directes ou indirectes, et au paiement des dépenses publiques de toute nature, dans le département où ils exercent leurs fonctions; — 14° Les Directeurs et Inspecteurs des postes, des télégraphes et des manufactures de tabac, dans le département où ils exercent leurs fonctions; — 15° Les Conservateurs, Inspecteurs et autres Agents des eaux et forêts, dans les

cantons de leur ressort; — 16° Les Vérificateurs des poids et mesures, dans les cantons de leur ressort.

4. — Il y a incompatibilité du mandat de Conseiller général, dans toute la France, avec les fonctions énumérées ci-dessus sous les nos 1 et 7.

Le mandat de Conseiller général est incompatible, dans le département, avec les fonctions d'architecte départemental, d'agent-voyer, d'employé des bureaux de la Préfecture ou d'une Sous-Préfecture, et généralement de tous les Agents salariés ou subventionnés sur les fonds départementaux. La même incompatibilité existe à l'égard des entrepreneurs des services départementaux.

Nul ne peut être membre de plusieurs Conseils généraux.

5. — Il doit y avoir un intervalle de 15 jours francs, au moins, entre la date du décret de convocation des électeurs et le jour de l'élection qui est toujours un dimanche. Le scrutin est ouvert à 7 heures du matin et clos le même jour, à 6 heures. Le dépouillement a lieu immédiatement.

Lorsqu'un second tour de scrutin est nécessaire, il y est procédé le dimanche suivant.

Immédiatement après le dépouillement du scrutin, les *procès-verbaux* de chaque Commune, arrêtés et signés, sont portés au chef-lieu du canton par deux membres du bureau. Le recensement général des votes est fait par le bureau du chef-lieu, et le résultat est proclamé par son président, qui adresse tous les *procès-verbaux* et les pièces au Préfet.

6. — Nul n'est élu membre du Conseil général au premier tour de scrutin, s'il n'a réuni :

1° La majorité absolue des suffrages exprimés; — 2° Un nombre de suffrages égal au quart de celui des électeurs inscrits.

Au second tour de scrutin, l'élection a lieu à la majorité relative, quel que soit le nombre des votants. Si plusieurs candidats obtiennent le même nombre de suffrages, l'élection est acquise au plus âgé.

Les élections peuvent être arguées

de nullité par tout électeur du canton. — Si la réclamation n'a pas été consignée au procès-verbal, elle doit être déposée au secrétariat général de la Préfecture. Il en est donné récépissé.

Le Conseil général vérifie les pouvoirs de ses membres. Il n'y a pas de recours contre ses décisions.

7. — Le Conseiller général élu dans plusieurs cantons est tenu de déclarer son *option* au Président du Conseil général dans les trois jours qui suivront la vérification de ses pouvoirs. A défaut d'option dans ce délai, le Conseil général détermine, en séance publique et par la voie du sort, à quel canton le Conseiller appartiendra.

Lorsque le nombre des Conseillers non domiciliés dans le département dépasse le quart du Conseil, le Conseil général procède de la même façon pour désigner celui ou ceux dont l'élection doit être annulée.

8. — Tout Conseiller général qui, par une cause survenue postérieurement à son élection, se trouve dans un des cas d'incompatibilité prévus par la loi, ou se trouve frappé de l'une des incapacités qui font perdre la qualité d'électeur, est déclaré *démissionnaire* par le Conseil général, soit d'office, soit sur la réclamation de tout électeur.

Lorsqu'un Conseiller général a manqué à une session ordinaire sans excuse légitime admise par le Conseil, il est déclaré *démissionnaire* par le Conseil général, dans la dernière séance de la session.

Lorsqu'un Conseiller général donne sa *démission*, il l'adresse au Président du Conseil général ou au Président de la Commission départementale, qui en donne immédiatement avis au Préfet.

9. — Les Conseillers généraux sont nommés pour six ans; ils sont renouvelés par moitié tous les trois ans, et indéfiniment rééligibles. En cas de renouvellement intégral, à la session qui suit ce renouvellement, le Conseil général divise les cantons du département en deux séries, en répar-

tissant, autant que possible dans une proportion égale, les cantons de chaque arrondissement dans chacune des séries, et il procède ensuite à un tirage au sort pour régler l'ordre du renouvellement des séries.

10. — En cas de vacance par décès, option, démission, ou par toute autre cause, les électeurs doivent être réunis dans le délai de trois mois.

Toutefois, si le renouvellement légal de la série à laquelle appartient le siège vacant doit avoir lieu avant la prochaine session ordinaire du Conseil général, l'élection partielle se fait à la même époque.

II. SESSIONS. — 1. — Les Conseils généraux ont, chaque année, deux sessions ordinaires.

La session dans laquelle sont délibérés le budget et les comptes commence de plein droit le premier lundi qui suit le 15 août et ne peut être retardée que par une loi.

L'ouverture de l'autre session a lieu au jour fixé par le Conseil général dans la session du mois d'août précédent. Dans le cas où le Conseil général se serait séparé sans avoir pris aucune décision à cet égard, le jour serait fixé et la convocation serait faite par la Commission départementale qui en donnerait avis au Préfet.

La durée de la session d'août ne peut excéder un mois; celle de l'autre session ordinaire ne peut excéder quinze jours.

2. — Les Conseils généraux peuvent être réunis *extraordinairement* :

1° Par décret du Chef du pouvoir exécutif; — 2° Si les deux tiers des membres en adressent la demande écrite au Président.

Dans ce cas, le Président est tenu d'en donner avis immédiatement au Préfet, qui doit convoquer d'urgence.

La durée des sessions extraordinaires ne peut excéder huit jours.

3. — A l'ouverture de la session d'août, le Conseil général, réuni sous la présidence du *doyen d'âge*, le plus jeune membre faisant fonctions de secrétaire, nomme au scrutin secret et à la majorité absolue son Président,

un ou plusieurs Vice-Présidents et ses Secrétaires. Leurs fonctions durent jusqu'à la session d'août de l'année suivante.

Le Conseil général fait son règlement intérieur.

Le Préfet a entrée au Conseil général; il est entendu quand il le demande, et assiste aux délibérations, excepté lorsqu'il s'agit de l'apurement de ses comptes.

4. — Les séances des Conseils généraux sont publiques. Néanmoins, sur la demande de cinq membres, du Président ou du Préfet, le Conseil général, par assis et levé, sans débats, décide s'il se formera en comité secret.

Le Président a seul la police de l'assemblée. Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre. En cas de crime ou de délit, il en dresse procès-verbal, et le Procureur de la République en est immédiatement saisi.

5. — Le Conseil général ne peut délibérer si la moitié plus un des membres dont il doit être composé n'est présente.

Les votes sont recueillis au scrutin public, toutes les fois que le sixième des membres présents le demande. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Néanmoins, les votes sur les nominations et sur les validations d'élections contestées ont toujours lieu au scrutin secret.

Le résultat des scrutins publics, énonçant les noms des votants, est reproduit au procès-verbal.

6. — Les Conseils généraux doivent établir jour par jour un compte rendu sommaire et officiel de leurs séances, qui est tenu à la disposition de tous les journaux du département, dans les quarante-huit heures qui suivent la séance.

Les journaux ne peuvent apprécier une discussion du Conseil général sans reproduire en même temps la portion du compte rendu afférente à cette discussion.

Toute contravention à cette dispo-

sition est punie d'une amende de 50 à 500 fr.

Les procès-verbaux des séances, rédigés par un des secrétaires, sont arrêtés au commencement de chaque séance, et signés par le Président et le Secrétaire.

Ils contiennent les rapports, les noms des membres qui ont pris part à la discussion et l'analyse de leurs opinions.

Tout électeur ou contribuable du département a le droit de demander la communication sans déplacement et de prendre copie de toutes les délibérations du Conseil général, ainsi que des procès-verbaux des séances publiques, et de les reproduire par la voie de la presse.

7. — Tout acte et toute délibération d'un Conseil général relatif à des objets qui ne sont pas légalement compris dans ses attributions sont nuls et de nul effet.

La nullité est prononcée par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique.

Toute délibération prise hors des réunions du Conseil, prévues ou autorisées par la loi, est nulle et de nul effet.

Le Préfet, par un arrêté motivé, déclare la réunion illégale, prononce la nullité des actes, prend toutes les mesures nécessaires pour que l'assemblée se sépare immédiatement et transmet son arrêté au Procureur général du ressort pour l'exécution des lois et l'application, s'il y a lieu, des peines déterminées par l'article 258 du Code pénal. (Emprisonnement de 2 à 5 ans.) En cas de condamnation, les membres condamnés sont déclarés par le jugement exclus du Conseil et inéligibles pendant les trois années qui suivront la condamnation.

8. — Pendant les sessions de l'Assemblée nationale, la dissolution d'un Conseil général ne peut être prononcée par le Chef du pouvoir exécutif, que sous l'obligation expresse d'en rendre compte à l'Assemblée dans le plus bref délai possible. En ce cas, une loi fixe la date de la nouvelle élection, et décide si la Commis-

sion départementale doit conserver son mandat jusqu'à la réunion du nouveau Conseil général, ou autorise le Pouvoir exécutif à en nommer provisoirement une autre.

Dans l'intervalle des sessions de l'Assemblée nationale, le Chef du pouvoir exécutif peut prononcer la dissolution d'un Conseil général pour des causes spéciales à ce Conseil.

Le décret de dissolution doit être motivé.

Il ne peut jamais être rendu par voie de mesure générale. Il convoque en même temps les électeurs du département pour le *quatrième dimanche* qui suivra sa date. Le nouveau Conseil général se réunit de plein droit le deuxième lundi après l'élection et nomme sa Commission départementale.

9. — *Organisation spéciale du Conseil général de la Seine.* — La loi du 16 septembre 1871 a décidé que provisoirement, et, au plus tard, jusqu'au 31 décembre 1872, le Conseil général de la Seine serait composé des 80 membres du Conseil municipal de Paris, et, en outre, de 8 membres élus dans les arrondissements de Sceaux et de Saint-Denis, à raison d'un membre par canton, et que les attributions de ce Conseil seraient régies par les dispositions des lois des 10 mai 1838 et 18 juillet 1866.

III. ATTRIBUTIONS. — 1. — Le Conseil général répartit chaque année, à sa session d'août, les contributions directes, conformément aux règles établies par les lois.

Avant d'effectuer cette répartition, il statue sur les demandes délibérées par les Conseils compétents en réduction du contingent. Il prononce définitivement sur les demandes en réduction de contingent formées par les Communes, et préalablement soumises au Conseil compétent.

Si le Conseil général ne se réunissait pas, ou s'il se séparait sans avoir arrêté la répartition des contributions directes, les mandements des contingents seraient délivrés par le Préfet, d'après les bases de la répartition pré-

cédente, sauf les modifications à porter dans le contingent en exécution des lois.

2. — Le Conseil général vote les centimes additionnels dont la perception est autorisée par les lois. Il peut voter des centimes extraordinaires dans la limite du maximum fixé annuellement par la loi de finances. Il peut voter également les emprunts départementaux remboursables dans un délai qui ne peut excéder quinze années, sur les ressources ordinaires et extraordinaires.

Dans le cas où le Conseil général voterait une contribution extraordinaire ou un emprunt au delà des limites déterminées ci-dessus, cette contribution ou cet emprunt ne pourrait être autorisé que par une loi.

3. — Le Conseil général arrête, chaque année, à sa session d'août, dans les limites fixées annuellement par la loi de finances, le maximum du nombre des centimes extraordinaires que les Conseils municipaux sont autorisés à voter, pour en affecter le produit à des dépenses extraordinaires d'utilité communale.

Si le Conseil général se sépare sans l'avoir arrêté, le maximum fixé pour l'année est maintenu jusqu'à la session d'août de l'année suivante.

4. — Chaque année, dans sa session d'août, le Conseil général, par un travail d'ensemble, comprenant toutes les Communes du département, procède à la révision des sections électorales et en dresse le tableau.

Le Conseil général opère la reconnaissance, détermine la largeur et prescrit l'ouverture et le redressement des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun.

Le Conseil général, sur l'avis motivé du Directeur et de la Commission de surveillance, pour les écoles normales, du Proviseur ou du Principal et du bureau d'administration, pour les lycées ou collèges, du chef d'institution, pour les institutions d'enseignement libre, nomme et révoque les titulaires des bourses entretenues sur les fonds départementaux.

L'Autorité universitaire, ou le chef

d'institution libre, peut prononcer la révocation dans les cas d'urgence; ils en donnent avis immédiatement au Président de la Commission départementale et en font connaître les motifs.

Le Conseil général détermine les conditions auxquelles seront tenus de satisfaire les candidats aux *fonctions rétribuées* exclusivement sur les *fonds départementaux* et les règles des concours d'après lesquels les nominations devront être faites. Néanmoins, sont maintenus les droits des *Archivistes paléographes*, tels qu'ils sont réglés par l'ordonnance de 1833.

5. — Le Conseil général *statue définitivement* sur les objets ci-après désignés, savoir :

1° Acquisition, aliénation et échange des propriétés départementales, mobilières ou immobilières, quand ces propriétés ne sont pas affectées à l'un des services énumérés au numéro 4; — 2° Mode de gestion des propriétés départementales; — 3° Baux de biens donnés ou pris à ferme ou à loyer, quelle qu'en soit la durée; — 4° Changement de destination des propriétés et des édifices départementaux autres que les hôtels de Préfecture et de Sous-Préfecture, et des locaux affectés aux Cours d'assises, aux tribunaux, aux écoles normales, au casernement de la gendarmerie et aux prisons; — 5° Acceptation ou refus de dons et legs faits au département, quand ils ne donnent pas lieu à réclamation; — 6° Classement et direction des routes départementales; — Projets, plans et devis des travaux à exécuter pour la construction, la rectification ou l'entretien desdites routes; — Désignation des services qui seront chargés de leur construction et de leur entretien; — 7° Classement et direction des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun; désignation des Communes qui doivent concourir à la construction et à l'entretien desdits chemins, et fixation du contingent annuel de chaque Commune; le tout sur l'avis des Conseils compétents; — Répartition des subventions accordées, sur les fonds de

l'Etat ou du département, aux chemins vicinaux de toute catégorie; — Désignation des services auxquels sera confiée l'exécution des travaux sur les chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun, et mode d'exécution des travaux à la charge du département; — Taux de la conversion en argent des journées de prestation; — 8° Déclassement des routes départementales, des chemins vicinaux de grande communication, et d'intérêt commun; — 9° Projets, plans et devis de tous autres travaux à exécuter sur les fonds départementaux et désignation des services auxquels ces travaux seront confiés; — 10° Offres faites par les Communes, les associations ou les particuliers pour concourir à des dépenses quelconques d'intérêt départemental; — 11° Concession à des associations, à des compagnies ou à des particuliers de travaux d'intérêt départemental; — 12° Direction des chemins de fer d'intérêt local, mode et conditions de leur construction, traités et dispositions nécessaires pour en assurer l'exploitation; — 13° Etablissement et entretien des bacs et passages d'eau sur les routes et chemins à la charge du département; fixation des tarifs de péage; — 14° Assurances des bâtiments départementaux; — 15° Actions à intenter ou à soutenir au nom du département, sauf les cas d'urgence, dans lesquels la Commission départementale pourra statuer; — 16° Transactions concernant les droits des départements; — 17° Recettes de toute nature et dépenses des établissements d'aliénés appartenant au département; approbation des traités passés avec des établissements privés ou publics pour le traitement des aliénés du département; — 18° Service des enfants assistés; — 19° Part de la dépense des aliénés et des enfants assistés, qui sera mise à la charge des Communes, et bases de la répartition à faire entre elles; — 20° Créations d'institutions départementales d'assistance publique et service de l'assistance publique dans les établissements départementaux; —

21° Etablissement et organisation des caisses de retraites ou de tout autre mode de rémunération en faveur des employés des Préfectures et des Sous-Préfectures et des agents salariés sur les fonds départementaux; — 22° Part contributive du département aux dépenses des travaux qui intéressent à la fois le département et les Communes; — 23° Difficultés élevées relativement à la répartition de la dépense des travaux qui intéressent plusieurs Communes du département; — 24° Délibérations des Conseils municipaux ayant pour but l'établissement, la suppression ou les changements de foires et marchés; — 25° Délibérations des Conseils municipaux ayant pour but la prorogation des taxes additionnelles d'octroi actuellement existantes, ou l'augmentation des taxes principales au delà d'un décime, le tout dans les limites du maximum des droits et de la nomenclature des objets fixés par le tarif général établi conformément à la loi du 24 juillet 1867; — 26° Changements à la circonscription des Communes d'un même canton et à la désignation de leurs chefs-lieux, lorsqu'il y a accord entre les Conseils municipaux.

— Les délibérations par lesquelles les Conseils généraux statuent définitivement sont exécutoires si, dans le délai de *vingt jours*, à partir de la clôture de la session, le Préfet n'en a pas demandé l'annulation pour excès de pouvoir ou pour violation d'une disposition de la loi ou d'un règlement d'administration publique.

Le recours formé par le Préfet doit être notifié au Président du Conseil général et au Président de la Commission départementale. Si dans le délai de deux mois, à partir de la notification, l'annulation n'a pas été prononcée, la délibération est exécutoire.

Cette annulation ne peut être prononcée que par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique.

6. — Le Conseil général délibère :

1° Sur l'acquisition, l'aliénation et

l'échange des propriétés départementales affectées aux hôtels de Préfecture et de Sous-Préfectures, aux écoles normales, aux Cours d'assises et Tribunaux, au casernement de la gendarmerie et aux prisons; — 2° Sur le changement de destination des propriétés départementales affectées à l'un des services ci-dessus énumérés; — 3° Sur la part contributive à imposer au département dans les travaux exécutés par l'Etat qui intéressent le département; — 4° Sur les demandes des Conseils municipaux : — 1° Pour l'établissement ou le renouvellement d'une taxe d'octroi sur des matières non comprises dans le tarif général indiqué à l'article 46; — 2° Pour l'établissement ou le renouvellement d'une taxe excédant le maximum fixé par ledit tarif; — 3° Pour l'assujettissement à la taxe d'objets non encore imposés dans le tarif local; — 4° Pour les modifications aux règlements ou aux périmètres existants; — 5° Sur tous les autres objets sur lesquels il est appelé à délibérer par les lois et règlements, et généralement sur tous les objets d'intérêt départemental dont il est saisi, soit par une proposition du Préfet, soit sur l'initiative d'un de ses membres.

— Les délibérations prises sur ces matières par le Conseil général sont exécutoires si, dans le délai de *trois mois*, à partir de la clôture de la session, un décret motivé n'en a pas suspendu l'exécution.

7. — Le Conseil général donne son avis :

1° Sur les changements proposés à la circonscription du territoire du département, des arrondissements, des cantons et des Communes, et la désignation des chefs-lieux (il statue définitivement sur les changements à la circonscription des Communes d'un même canton et à la désignation de leurs chefs-lieux, lorsqu'il y a accord entre les Conseils municipaux); — 2° Sur l'application des dispositions de l'article 90 du Code forestier, relatives à la soumission au régime forestier des bois, taillis ou futaies

appartenant aux Communes, et à la conversion en bois de terrains en pâturages; — 3° Sur les délibérations des Conseils municipaux, relatives à l'aménagement, au mode d'exploitation, à l'aliénation et au défrichement des bois communaux; — Et généralement sur tous les objets sur lesquels il est appelé à donner son avis en vertu des lois et règlements, ou sur lesquels il est consulté par les Ministres.

8. — Le Conseil général peut adresser directement au Ministre compétent, par l'intermédiaire de son Président, les réclamations qu'il aurait à présenter dans l'intérêt spécial du département, ainsi que son opinion sur l'état et les besoins des différents services publics, en ce qui touche le département.

Il peut charger un ou plusieurs de ses membres de recueillir sur les lieux les renseignements qui lui sont nécessaires pour statuer sur les affaires qui sont placées dans ses attributions.

Tous vœux politiques lui sont interdits. Néanmoins, il peut émettre des vœux sur toutes les questions économiques et d'administration générale.

Les chefs de service des Administrations publiques dans le département sont tenus de fournir verbalement ou par écrit tous les renseignements qui leur seraient réclamés par le Conseil général, sur les questions qui intéressent le département.

9. — Le Préfet accepte ou refuse les dons et legs faits au département, en vertu, soit de la décision du Conseil général, quand il n'y a pas de réclamations des familles, soit de la décision du Gouvernement, quand il y a réclamation.

Le Préfet peut toujours, à titre conservatoire, accepter les dons et legs. La décision du Conseil général ou du Gouvernement, qui intervient ensuite, a effet du jour de cette acceptation.

Le Préfet intente les actions en vertu de la décision du Conseil général, et il peut, sur l'avis conforme de

la Commission départementale, défendre à toute action intentée contre le département. — Il fait tous actes conservatoires et interruptifs de déchéance.

En cas de litige entre l'Etat et le département, l'action est intentée ou soutenue, au nom du département, par un membre de la Commission départementale, désigné par elle.

Le Préfet, sur l'avis conforme de la Commission départementale, passe les contrats au nom du département.

Aucune action judiciaire, autre que les actions possessoires, ne peut, à peine de nullité, être intentée contre un département, qu'autant que le demandeur a préalablement adressé au Préfet un *mémoire* exposant l'objet et les motifs de sa réclamation.

Il lui en est donné récépissé.

L'action ne peut être portée devant les tribunaux que deux mois après la date du récépissé, sans préjudice des actes conservatoires.

La remise du mémoire interrompt la prescription, si elle est suivie d'une demande en justice dans le délai de trois mois.

— A la session d'août, le Préfet rend compte au Conseil général, par un rapport spécial et détaillé, de la situation du département et de l'état des différents services publics.

A l'autre session ordinaire, il présente au Conseil général un rapport sur les affaires qui doivent lui être soumises pendant cette session.

Ces rapports sont imprimés et distribués à tous les membres du Conseil général huit jours au moins avant l'ouverture de la session.

IV. BUDGET ET COMPTES DU DÉPARTEMENT. — 1. — Le projet de budget du département est préparé et présenté par le Préfet, qui est tenu de le communiquer à la Commission départementale, avec les pièces à l'appui, dix jours au moins avant l'ouverture de la session d'août.

Le budget, délibéré par le Conseil général, est définitivement réglé par décret.

Il se divise en budget ordinaire et budget extraordinaire.

Les recettes du budget ordinaire se composent :

1° Du produit des centimes ordinaires additionnels, dont le nombre est fixé annuellement par la loi de finances; — 2° Du produit des centimes autorisés pour les dépenses des chemins vicinaux par la loi du 21 mai 1836 et pour celles de l'instruction primaire par les lois des 15 mars 1850 et 10 avril 1867; — 3° Du produit des centimes spéciaux affectés à la confection du cadastre par la loi du 2 août 1829; — 4° Du revenu et du produit des propriétés départementales; — 5° Du produit des expéditions d'anciennes pièces ou d'actes de la Préfecture déposés aux archives; — 6° Du produit des droits de péage des bacs et passages d'eau sur les routes et chemins à la charge du département, des autres droits de péage et de tous autres droits concédés au département par les lois; — 7° De la part allouée au département sur les fonds inscrits annuellement au budget du Ministère de l'intérieur et réparti, conformément à un tableau annexé à la loi de finances, entre les départements qui, en raison de leur situation financière, doivent recevoir une allocation sur les fonds généraux du budget; — 8° Des contingents de l'Etat et des Communes pour le service des aliénés et des enfants assistés, et de toute autre subvention applicable au budget ordinaire; — 9° Du contingent des Communes et autres ressources éventuelles pour le service vicinal et pour les chemins de fer d'intérêt local.

Les recettes du budget extraordinaire se composent :

1° Du produit des centimes extraordinaires votés annuellement par le Conseil général, dans les limites déterminées par la loi de finances, ou autorisés par des lois spéciales; — 2° Du produit des emprunts; — 3° Des dons et legs; — 4° Du produit des biens aliénés; — 5° Du remboursement des capitaux exigibles et des

rentes rachetées; — 6° De toutes autres recettes accidentelles.

Sont comprises définitivement parmi les propriétés départementales les anciennes routes impériales de troisième classe, dont l'entretien a été mis à la charge des départements par le décret du 16 décembre 1811 ou postérieurement.

Le budget ordinaire comprend les dépenses suivantes :

1° Loyer, mobilier et entretien des hôtels de Préfecture et de Sous-Préfecture, du local nécessaire à la réunion du Conseil départemental d'instruction publique et du bureau de l'Inspecteur d'académie; — 2° Casernement ordinaire des brigades de gendarmerie; — 3° Loyer, entretien, mobilier et menues dépenses des Cours d'assises, Tribunaux civils et Tribunaux de commerce, et menues dépenses des Justices de paix; — 4° Frais d'impression et de publication des listes pour les élections consulaires, frais d'impression des cadres pour la formation des listes électorales et des listes du jury; — 5° Dépenses ordinaires d'utilité départementale; — 6° Dépenses imputées sur les centimes spéciaux établis en vertu des lois des 2 août 1829 (cadastre), 21 mai 1836 (chemins vicinaux), 15 mars 1850 et 10 avril 1867 (instruction primaire).

2. — Le Conseil général entend et débat les *comptes d'administration* qui lui sont présentés par le Préfet, concernant les recettes et les dépenses du budget départemental.

Les comptes doivent être communiqués à la Commission départementale, avec les pièces à l'appui, dix jours au moins avant l'ouverture de la session d'août.

Les observations du Conseil général sur les comptes présentés à son examen sont adressées directement par son Président au Ministre de l'intérieur.

Ces comptes, provisoirement arrêtés par le Conseil général, sont définitivement réglés par décret.

A la session d'août, le Préfet soumet au Conseil général le compte

annuel de l'emploi des ressources municipales affectées aux chemins de grande communication et d'intérêt commun.

— Les budgets et les comptes du département définitivement réglés sont rendus publics par la voie de l'impression.

— Les secours pour travaux concernant les églises et presbytères; — Les secours généraux à des établissements et institutions de bienfaisance; — Les subventions aux Communes pour acquisition, construction et réparation de maisons d'école et de salles d'asile; — Les subventions aux comices et associations agricoles, ne peuvent être alloués par le Ministre compétent que sur la proposition du Conseil général du département. — A cet effet, le Conseil général dresse un tableau collectif des propositions en les classant par ordre d'urgence.

V. COMMISSION DÉPARTEMENTALE.

— 1. — Le Conseil général élit dans son sein une *Commission départementale*. Cette Commission, élue chaque année, à la fin de la session d'août, se compose de quatre membres au moins et de sept au plus, et elle comprend un membre choisi, autant que possible, parmi les Conseillers élus ou domiciliés dans chaque arrondissement.

Les membres de la Commission sont indéfiniment rééligibles.

2. — Les fonctions de membre de la Commission départementale sont incompatibles avec celles de Maire du chef-lieu du département et avec le mandat de Député.

3. — La Commission départementale est présidée par le plus âgé de ses membres. Elle élit elle-même son Secrétaire. Elle siège à la Préfecture, et prend, sous l'approbation du Conseil général et avec le concours du Préfet, toutes les mesures nécessaires pour assurer son service.

4. — La Commission départementale ne peut délibérer si la majorité de ses membres n'est présente.

Les décisions sont prises à la ma-

jorité absolue des voix. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Il est tenu procès-verbal des délibérations. Les procès-verbaux font mention du nom des membres présents.

La Commission départementale se réunit au moins une fois par mois, aux époques et pour le nombre de jours qu'elle détermine elle-même, sans préjudice du droit qui appartient à son Président et au Préfet de la convoquer extraordinairement.

Tout membre de la Commission départementale qui s'absente des séances pendant deux mois consécutifs, sans excuse légitime admise par la Commission, est réputé *démissionnaire*. Il est pourvu à son remplacement à la plus prochaine session du Conseil général.

5. — Les membres de la Commission départementale ne reçoivent pas de traitement.

6. — Le Préfet ou son représentant assiste aux séances de la Commission; ils sont entendus quand ils le demandent.

7. — La Commission départementale règle les affaires qui lui sont renvoyées par le Conseil général, dans les limites de la délégation qui lui est faite.

Elle délibère sur toutes les questions qui lui sont déférées par la loi, et elle donne son avis au Préfet sur toutes les questions qu'il lui soumet ou sur lesquelles elle croit devoir appeler son attention dans l'intérêt du département.

— Le Préfet est tenu d'adresser à la Commission départementale, au commencement de chaque mois, l'état détaillé des ordonnances de délégation qu'il a reçues et des mandats de paiement qu'il a délivrés pendant le mois précédent, concernant le budget départemental.

La même obligation existe pour les Ingénieurs en chef, sous-ordonnateurs délégués.

— A l'ouverture de chaque session ordinaire du Conseil général, la Commission départementale lui fait un

rapport sur l'ensemble de ses travaux et lui soumet toutes les propositions qu'elle croit utiles.

A l'ouverture de la session d'août, elle lui présente dans un rapport sommaire ses observations sur le budget proposé par le Préfet.

Ces rapports sont imprimés et distribués, à moins que la Commission n'en décide autrement.

— Chaque année, à la session d'août, la Commission départementale présente au Conseil général le relevé de tous les emprunts communaux et de toutes les contributions extraordinaires communales qui ont été votées depuis la précédente session d'août, avec indication du chiffre total des centimes extraordinaires et des dettes dont chaque Commune est grevée.

8. — La Commission départementale, après avoir entendu l'avis ou les propositions du Préfet :

1^o Répartit les subventions diverses, portées au budget départemental, et dont le Conseil général ne s'est pas réservé la distribution, les fonds provenant des amendes de police correctionnelle, et les fonds provenant du rachat des prestations en nature sur les lignes que ces prestations concernent; — 2^o Détermine l'ordre de priorité des travaux à la charge du département, lorsque cet ordre n'a pas été fixé par le Conseil général; — 3^o Fixe l'époque et le mode d'adjudication ou de réalisation des emprunts départementaux, lorsqu'ils n'ont pas été fixés par le Conseil général; — 4^o Fixe l'époque de l'adjudication des travaux d'utilité départementale.

9. — La Commission départementale assigne à chaque membre du Conseil général et aux membres des autres Conseils électifs le canton pour lequel ils devront siéger dans le Conseil de révision.

Elle vérifie l'état des archives et celui du mobilier appartenant au département.

10. — En cas de *désaccord* entre la Commission départementale et le Préfet, l'affaire peut être renvoyée à la plus prochaine session du Conseil général, qui statue définitivement.

En cas de *conflit* entre la Commission départementale et le Préfet, comme aussi dans le cas où la Commission aurait outrepassé ses attributions, le Conseil général est immédiatement convoqué pour statuer sur les faits qui lui seront soumis. Le Conseil général peut, s'il le juge convenable, procéder dès lors à la nomination d'une nouvelle Commission départementale.

11. — La Commission départementale prononce, sur l'avis des Conseils municipaux, la déclaration de vicinalité, le classement, l'ouverture et le redressement des chemins vicinaux ordinaires, la fixation de la largeur et de la limite desdits chemins. Elle exerce à cet égard les pouvoirs conférés au Préfet par les articles 15 et 16 de la loi du 21 mai 1836. — Elle approuve les abonnements relatifs aux subventions spéciales pour la dégradation des chemins vicinaux, conformément au dernier paragraphe de l'article 14 de la même loi.

La Commission départementale approuve le tarif des évaluations cadastrales, et elle exerce à cet égard les pouvoirs attribués au Préfet en Conseil de Préfecture par la loi du 15 septembre 1807 et le règlement du 15 mars 1827.

Elle nomme les membres des Commissions syndicales, dans le cas où il s'agit d'entreprises subventionnées par le département, conformément à l'article 23 de la loi du 21 juin 1865.

12. — Les décisions prises par la Commission départementale sur les matières ci-dessus énumérées peuvent être frappées d'*appel* devant le Conseil général, pour cause d'inopportunité ou de fausse appréciation des faits soit par le Préfet, soit par les Conseils municipaux ou par toute autre partie intéressée. L'appel doit être notifié au Président de la Commission, dans le délai d'un mois, à partir de la communication de la décision. Le Conseil général statue définitivement à sa plus prochaine session.

Elles peuvent aussi être déferées au Conseil d'Etat, statuant au contentieux, pour cause d'excès de pouvoir

ou de violation de la loi ou d'un règlement d'administration publique.

Le recours au Conseil d'Etat doit avoir lieu dans le délai de deux mois, à partir de la communication de la décision attaquée. Il peut être formé sans frais, et il est *suspensif* dans tous les cas.

VI. CONFÉRENCES INTERDÉPARTEMENTALES. — 1. — Deux ou plusieurs Conseils généraux peuvent provoquer entre eux, par l'entremise de leurs Présidents, et après en avoir averti les Préfets, une entente sur les objets d'utilité départementale compris dans leurs attributions et qui intéressent à la fois leurs départements respectifs. Ils peuvent faire des conventions à l'effet d'entreprendre ou de conserver à frais communs des ouvrages ou des institutions d'utilité commune.

Les questions d'intérêt commun sont débattues dans des conférences où chaque Conseil général est représenté, soit par sa Commission départementale, soit par une Commission spéciale nommée à cet effet. Les Préfets des départements intéressés peuvent toujours assister à ces conférences. Les décisions qui y sont prises ne sont exécutoires qu'après avoir été ratifiées par tous les Conseils généraux intéressés, et sous les réserves ci-dessus énoncées (*annulation pour excès de pouvoirs ou pour violation d'une disposition de la loi ou d'un règlement d'administration publique; suspension de l'exécution par un décret motivé.*) — Voy. plus haut, V, 12.

2. — Si des questions autres que celles que la loi a prévues étaient mises en discussion, le Préfet du département où la conférence a lieu déclarerait la réunion dissoute. Toute délibération prise après cette déclaration donnerait lieu à l'application des dispositions et pénalités énoncées plus haut. (Voy. II, 7.)

CONSEIL GÉNÉRAL D'AGRICULTURE. — (Déc. 25 mars 1852.) — Composé de membres choisis dans les Chambres consultatives d'agriculture de chaque département, et de quel-

ques membres pris en dehors, ce Conseil est placé sous la présidence du Ministre de l'agriculture et du Commerce. Ses sessions sont annuelles et ne peuvent durer plus d'un mois.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. — Voy. INSTRUCTION PUBLIQUE, 5.

CONSEIL JUDICIAIRE. — (Cod. civ. art. 499-513.)

Nom donné au curateur désigné par la Justice pour assister une personne qu'elle a déclarée incapable de faire seule certains actes importants de la vie civile.

1. — La nomination d'un Conseil judiciaire équivaut à une *demi-interdiction*. Elle a lieu dans l'intérêt des prodigues et des individus faibles d'esprit, qui ne sont pas toutefois assez privés de raison pour être interdits.

Les prodigues sont ceux qui dissipent follement leur patrimoine ou le compromettent par des dépenses excessives. La prodigalité ne peut pas se définir rigoureusement : c'est une question de fait laissée à l'appréciation des juges.

2. — Les individus pourvus d'un Conseil judiciaire ne peuvent, sans l'assistance de ce dernier : — 1° Plaider; — 2° Transiger; — 3° Emprunter; — 4° Recevoir un capital mobilier et en donner décharge; — 5° Aliéner; — 6° Grever leurs biens immeubles d'hypothèques.

Ils ne peuvent être élus au Conseil général. (Loi 10 août 1871, art. 7.)

3. — Les personnes qui ont qualité pour provoquer la nomination d'un Conseil judiciaire sont les mêmes que celles qui pourraient demander l'interdiction. Les formalités à suivre sont également les mêmes. — Voy. INTERDICTION, sect. I, II et III.

CONSEIL MUNICIPAL. — (Lois 18 juillet 1837, 5 mai 1855, 24 juillet 1867, 14 avril 1871.)

Corps électif placé, dans chaque Commune, auprès du Maire, pour aider, éclairer et contrôler son administration.

I. ORGANISATION. — Le Conseil mu-

municipal est composé, y compris le Maire et les Adjoints, de :

10 membres dans les Communes de 500 habitants et au-dessous;	
12...id... dans celles de.....501...id... à 1,500;	
16...id.....id.....1,501 habitants à 2,500;	
21...id.....id.....2,501...id... à 3,500;	
23...id.....id.....3,501...id... à 10,000;	
27...id.....id.....10,001...id... à 30,000;	
30...id.....id.....30,001...id... à 40,000;	
32...id.....id.....40,001...id... à 50,000;	
34...id.....id.....50,001...id... à 60,000;	
36...id.....id.....60,001...id... et au-dessus.	

Les 20 arrondissements de Paris nomment chacun 4 membres du Conseil municipal. Ces 4 membres sont élus par scrutin individuel à la majorité absolue, à raison d'un membre par quartier.

1. — Sont électeurs tous les citoyens français âgés de 21 ans accomplis, jouissant de leurs droits civils et politiques, n'étant dans aucun des cas d'incapacité prévus par la loi, et de plus ayant, depuis une année au moins, leur domicile réel dans la Commune.

— Sont éligibles tous les électeurs âgés de 25 ans, réunissant les conditions ci-dessus énoncées, sauf les cas d'incapacité et d'incompatibilité dont il sera parlé ci-après. (Voy. n° 3.)

Toutefois, il peut être nommé au Conseil municipal d'une Commune, sans la condition de domicile, un quart des membres qui le composeront, à la condition, par les élus non domiciliés, de payer dans ladite Commune une des quatre contributions directes.

— Les Conseils municipaux actuels doivent rester en fonctions jusqu'à la promulgation d'une nouvelle loi organique sur les municipalités, sans que la durée de ces fonctions puisse excéder trois ans.

2. — Ne peuvent être Conseillers municipaux : les comptables des deniers communaux et les agents salariés de la Commune, les entrepreneurs des services communaux, les domestiques attachés à la personne, les individus dispensés de subvenir aux charges communales ou secourus par le bureau de bienfaisance.

Les fonctions de Conseiller municipal sont incompatibles avec celles de Préfet, Sous-Préfet, Conseiller de Préfecture, Commissaire de police, Ministre du culte.

Ne peuvent être élus membres des Conseils municipaux : 1° Les Juges de paix titulaires, dans les cantons où ils exercent leurs fonctions; — 2° Les membres amovibles des tribunaux de première instance, dans les Communes de leur arrondissement.

3. — Nul ne peut être membre de plusieurs Conseils municipaux, ni Maire ou Adjoint dans une Commune et Conseiller municipal dans une autre Commune.

4. — Dans les Communes de cinq cents âmes et au-dessus, les parents au degré de père, fils, frère, et les alliés au même degré, ne peuvent être en même temps membres du Conseil municipal.

5. — Les Conseils municipaux ont, par an, quatre sessions ordinaires, qui sont fixées au commencement de février, mai, août et novembre. Chacune d'elles dure dix jours, et le Conseil peut l'employer à l'examen de toutes les affaires qui rentrent dans ses attributions. Des sessions extraordinaires peuvent être autorisées ou prescrites par le Préfet ou le Sous-Préfet pour l'examen d'affaires spéciales et déterminées.

6. — Le Conseil municipal ne peut délibérer que lorsque la majorité des membres en exercice assiste à la séance. Si, après deux convocations successives, à huit jours d'intervalle, les membres du Conseil ne se sont pas réunis en nombre suffisant, la délibé-

ration prise après la troisième convocation est valable, *quel que soit le nombre des membres présents.*

7. — Il est voté au *scrutin secret* toutes les fois que trois des membres présents le réclament.

8. — Le Maire *préside* le Conseil municipal et a voix prépondérante en cas de partage. Les mêmes droits appartiennent à l'Adjoint qui le remplace.

9. — Les fonctions de *secrétaire* sont remplies par un des membres du Conseil, nommé au scrutin secret et à la majorité des membres présents. Le secrétaire est nommé pour chaque session.

10. — Tout membre du Conseil municipal qui, sans motifs légitimes, a manqué à trois convocations consécutives, peut être déclaré *démissionnaire* par le Préfet, sauf recours, dans les dix jours de la notification, devant le Conseil de Préfecture.

11. — Les membres du Conseil municipal ne peuvent prendre part aux délibérations concernant les affaires dans lesquelles ils ont un intérêt, soit en leur nom personnel, soit comme mandataires.

12. — Les séances des Conseils municipaux ne sont pas publiques. Les délibérations sont inscrites, par ordre de date, sur un registre coté et paraphé par le Sous-Préfet. Elles sont signées par tous les membres présents à la séance, ou mention est faite de la cause qui les a empêchés de signer. Copie en est adressée au Préfet ou au Sous-Préfet, dans la huitaine.

Tout habitant ou contribuable de la Commune a droit de demander communication, sans déplacement, et de prendre copie des délibérations du Conseil municipal de sa Commune.

13. — Toute délibération d'un Conseil municipal portant sur un objet étranger à ses attributions est nulle de plein droit. Il en est de même des délibérations prises par un Conseil hors de sa réunion légale.

14. — Les Conseils municipaux peuvent être *suspendus* par le Préfet : la dissolution ne peut être prononcée

que par le Président de la République.

La suspension prononcée par le Préfet est de deux mois, et peut être prolongée par le Ministre de l'intérieur jusqu'à une année; à l'expiration de ce délai, si la dissolution n'a pas été prononcée par un décret, le Conseil municipal reprend ses fonctions.

En cas de suspension, le Préfet nomme immédiatement une Commission pour remplir les fonctions de Conseil municipal. En cas de dissolution, la Commission est nommée par le Président de la République, dans les chefs-lieux de département, d'arrondissement et de canton, et dans les Communes de trois mille habitants et au-dessus; par le Préfet, dans les autres Communes. Le nombre des membres de cette Commission ne peut être inférieur à la moitié de celui des Conseillers municipaux.

La Commission nommée en cas de dissolution peut être maintenue en fonctions pendant trois ans.

II. ATTRIBUTIONS. — Les attributions des Conseils municipaux ont été récemment augmentées. Une loi du 24 juillet 1867 confère, en effet, dans des cas nombreux, aux représentants des Communes, une autorité propre. Elle a réservé seulement à l'Administration supérieure l'approbation des mesures qui, par leur importance exceptionnelle, peuvent atteindre les intérêts généraux du pays, ou sont de nature à engager gravement l'avenir des Communes et à compromettre leur situation financière.

1. — L'action des Conseils municipaux s'exerce sous trois formes différentes :

1° Ils *régissent* certaines affaires définitivement, et leur délibération est exécutoire si, dans les trente jours qui suivent l'envoi de l'expédition au Sous-Préfet par le Maire, le Préfet n'a pas annulé la délibération, soit d'office pour violation d'une disposition de la loi ou d'un règlement d'administration publique, soit sur la réclamation de toute partie intéressée.

le Préfet peut encore suspendre l'exécution pendant un nouveau délai de trente jours;

2° Ils *délibèrent* sur d'autres objets, mais leurs délibérations ne sont exécutoires qu'après approbation du Préfet;

3° Enfin, sur d'autres objets, ils ne sont appelés qu'à *donner un simple avis*, qui n'est qu'un élément d'appréciation pour l'Autorité chargée de statuer.

2. — Les Conseils municipaux *réglement*, par leurs délibérations, les affaires ci-après désignées : 1° Acquisitions d'immeubles, lorsque la dépense, totalisée avec celle des autres acquisitions déjà votées dans le même exercice, ne dépasse pas le dixième des revenus ordinaires de la Commune; — 2° Conditions des baux à loyer des maisons et bâtiments appartenant à la Commune, pourvu que la durée du bail ne dépasse pas dix-huit ans; — 3° Projets, plans et devis de grosses réparations et d'entretien, lorsque la dépense totale afférente à ces projets et autres projets de même nature, adoptés dans le même exercice, ne dépasse pas le cinquième des revenus ordinaires de la Commune, ni, en aucun cas, une somme de 50,000 fr.; — 4° Tarif des droits de place à percevoir dans les halles, foires et marchés; — 5° Droits à percevoir pour permis de stationnement et de location sur les rues, places et autres lieux dépendant du domaine public communal; — 6° Tarif des concessions dans les cimetières; — 7° Assurance des bâtiments communaux; — 8° Affectation d'une propriété communale à un service communal, lorsque cette propriété n'est encore affectée à aucun service public, sauf les règles prescrites par des lois particulières; — 9° Acceptation ou refus de dons ou legs faits à la Commune sans charges, conditions ni affectation immobilière, lorsque ces dons et legs ne donnent lieu à aucune réclamation.

En cas de *désaccord* entre le Maire et le Conseil municipal, la délibéra-

tion n'est exécutoire qu'après approbation du Préfet.

3. — Le *budget* des Communes, présenté par le Maire et voté par le Conseil municipal, est définitivement réglé par décret, sur la proposition du Ministre de l'intérieur, pour les villes ayant un revenu de trois millions au moins. Celui des villes dont le revenu est inférieur à ce taux est réglé par arrêté du Préfet, lorsqu'il n'y a pas de contributions extraordinaires dépassant le maximum de centimes fixé par le Conseil général.

Si le budget communal pourvoit à toutes les dépenses obligatoires, et s'il n'applique aucune recette extraordinaire aux dépenses soit obligatoires soit facultatives, les allocations votées par le Conseil municipal, pour des dépenses facultatives, ne peuvent être ni changées ni modifiées par l'arrêté du Préfet ou par le décret qui, selon les cas, règle le budget.

4. — Les Conseils municipaux peuvent voter, dans la limite du maximum fixé, chaque année, par le Conseil général, des contributions *extraordinaires* n'excédant pas cinq centimes pendant cinq années, pour en affecter le produit à des dépenses extraordinaires d'utilité communale.

Ils peuvent aussi voter trois centimes extraordinaires, exclusivement affectés aux chemins vicinaux ordinaires.

5. — Ils votent et *réglement*, par leurs délibérations, les emprunts communaux remboursables sur les centimes extraordinaires votés comme il a été dit ci-dessus, ou sur les ressources ordinaires quand l'amortissement, en ce dernier cas, ne dépasse pas douze années.

En cas de *désaccord* entre le Maire et le Conseil municipal, la délibération n'est exécutoire qu'après approbation du Préfet.

6. — Sont *subordonnés à l'approbation préfectorale* les votes des Conseils municipaux relatifs : 1° aux contributions extraordinaires dépassant cinq centimes sans excéder le maximum fixé par le Conseil général, et dont la durée n'est pas supérieure

à douze années; — 2° aux emprunts remboursables sur ces mêmes contributions extraordinaires, ou sur les revenus ordinaires, dans un délai excédant douze années.

7. — Toute contribution extraordinaire dépassant le maximum fixé par le Conseil général, et tout emprunt remboursable sur ressources extraordinaires, dans un délai excédant douze années, doivent être *autorisés par décret*.

8. — Pour ce qui concerne les taxes d'octroi, voy. OCTROI.

9. — Les Conseils municipaux *délibèrent* sur l'établissement des marchés d'approvisionnement dans leur Commune.

CONSEILS DE GUERRE. — (Cod. just. mil. armée de terre et de mer, liv. I, II, III.)

Tribunaux permanents institués dans chaque *division militaire* et dans chaque *arrondissement maritime* pour juger les crimes et délits commis par les militaires et marins, pendant qu'ils sont sous les drapeaux ou à bord des bâtiments de l'Etat.

1. — Les Conseils de guerre sont *formés* d'un Président et de six juges; leur *composition* varie suivant le grade de l'accusé.

2. — Il y a auprès de chaque Conseil un *Commissaire du Gouvernement*, remplissant les fonctions du Ministère public, et un *Rapporteur*, chargé de l'instruction.

3. — Les jugements rendus par les Conseils de guerre peuvent être attaqués par recours devant les *Conseils de révision*. (Voy. ces mots.)

CONSEILS DE RÉVISION. — (Cod. just. mil. armée de terre et de mer, liv. I, II, III; loi 21 mars 1832, art. 15 et suiv.; déc. 11 janvier 1852, art. 10.)

1. — On donne ce nom aux tribunaux permanents institués dans chaque *division militaire* et dans chaque *arrondissement maritime* pour prononcer sur les recours formés contre les jugements des *Conseils de guerre*.

— Les *Conseils de révision* ne connaissent pas du fond des affaires. Ils ne peuvent annuler les jugements qui

leur sont soumis que dans les cas suivants : 1° lorsque le Conseil de guerre n'a pas été régulièrement composé; — 2° lorsque les règles de la compétence ont été violées; — 3° lorsque la peine prononcée par la loi n'a pas été appliquée aux faits déclarés constants par le Conseil de guerre, ou lorsqu'une peine a été prononcée en dehors des cas prévus par la loi; — 4° lorsqu'il y a eu violation ou omission des formes prescrites à peine de nullité; — 5° lorsque le Conseil de guerre a omis de statuer sur une demande de l'accusé ou une réquisition du Commissaire du Gouvernement tendant à user d'une faculté ou d'un droit accordé par la loi.

Si le jugement est annulé, l'affaire est renvoyée devant un autre Conseil de guerre de la division ou de l'arrondissement, ou, à défaut d'un second Conseil de guerre, devant celui des divisions voisines.

2. — On appelle aussi *Conseil de révision* le Conseil qui, dans chaque département, est chargé de revoir les opérations du *recrutement de l'armée*, d'entendre les réclamations auxquelles ces opérations peuvent donner lieu, et de juger les causes d'exemption et de déduction du contingent. — Voy. SERVICE MILITAIRE.

CONSEIL PRESBYTÉRAL. — Conseil d'une paroisse *protestante*, chargé de maintenir l'ordre et la discipline, de veiller à l'entretien des édifices religieux, d'administrer les biens de l'église et les deniers provenant des aumônes, etc. — Voy. CULTES, II.

CONSEIL SUPÉRIEUR DU COMMERCE, DE L'AGRICULTURE ET DE L'INDUSTRIE. — (Déc. 2 février 1853; 13 Mars 1872.)

Placé sous la présidence du Ministre de l'agriculture et du commerce, il est appelé à *donner son avis* sur toutes les questions que le Gouvernement juge à propos de lui renvoyer, notamment sur les projets de lois et décrets concernant le tarif des douanes; — sur les projets de traités de commerce et de navigation; — sur la

législation commerciale des colonies et de l'Algérie; — sur le système des encouragements pour les grandes pêches maritimes; — sur les questions de colonisation et d'émigration.

CONSEILLER - MAÎTRE. — Voy. COUR DES COMPTES, 3.

CONSEILLER RÉFÉRENDAIRE. — Voy. COUR DES COMPTES, 3.

CONSERVATEUR DES HYPOTHÈQUES. — Fonctionnaire placé dans chaque arrondissement pour inscrire sur un registre public les privilèges et hypothèques, transcrire les actes translatifs de propriété, etc. — Voy. HYPOTHÈQUES, IV; — TRANSCRIPTION.

Les Conservateurs des hypothèques sont tenus de délivrer à tous ceux qui le requièrent copie des actes transcrits sur leurs registres et des inscriptions substantielles, ou certificat qu'il n'en existe aucune.

Ils sont responsables du préjudice résultant : 1° de l'omission, sur leurs registres, des transcriptions d'actes de mutation, et des inscriptions requises en leurs bureaux; — 2° du défaut de mention dans leurs certificats, d'une ou de plusieurs des inscriptions existantes, à moins, dans ce dernier cas, que l'erreur ne provienne de désignations insuffisantes qui ne puissent leur être imputées. (Cod. civ. art. 2196-2203.)

CONSERVATOIRE DES ARTS ET MÉTIERS. — Etablissement créé à Paris, en 1794, et destiné à recevoir les modèles, plans et dessins des machines, appareils, instruments et outils employés dans l'agriculture et dans les arts industriels, afin d'y servir à l'enseignement et aux progrès des sciences.

Treize cours publics et gratuits sont attachés au Conservatoire. En voici l'objet : *Géométrie appliquée aux arts*; — *Géométrie descriptive*; — *Mécanique appliquée aux arts*; — *Constructions civiles*; — *Physique appliquée aux arts*; — *Chimie appliquée aux arts*; — *Chimie appliquée à l'industrie*; — *Chimie agricole*; — *Agriculture*; — *Travaux agricoles et génie rural*; — *Filature et tissage*; — *Teinture, impression*

et apprêt des tissus; — *Economie politique et législation industrielle*; — *Economie industrielle et statistique*.

Une Ecole gratuite de dessin et de géométrie descriptive est annexée au Conservatoire.

CONSIGNATION. — (Cod. civ. art. 1257-1264; Cod. proc. art. 812-818.)

— C'est le dépôt entre les mains d'un tiers, déterminé par la loi ou par la justice, des objets qu'un créancier refuse de recevoir. Le débiteur se trouve libéré, et la chose consignée demeure aux risques du créancier.

1. — Lorsqu'il s'agit de sommes d'argent, le dépôt se fait à la Caisse des dépôts et consignations (voy. ces mots) qui en sert les intérêts à 3 p. 100, à compter du soixante et unième jour de la consignation.

Si l'objet de la dette, que le créancier refuse de recevoir, n'est pas une somme d'argent, mais un corps certain (un cheval, etc.), le lien de la consignation est fixé par la Justice.

2. — Il n'est pas nécessaire, pour la validité de la consignation des sommes d'argent, qu'elle ait été autorisée par le juge; il suffit : 1° qu'elle ait été précédée d'une sommation signifiée au créancier, et contenant l'indication du jour, de l'heure et du lieu où la chose offerte sera déposée; — 2° que le débiteur se soit dessaisi de la chose offerte, en la remettant dans le dépôt indiqué par la loi (c'est-à-dire la Caisse des dépôts et consignations), avec les intérêts jusqu'au jour du dépôt; — 3° qu'il y ait eu procès-verbal, dressé par huissier, de la nature des espèces offertes, du refus qu'a fait le créancier de les recevoir, ou de sa non-comparution, et enfin du dépôt; — 4° qu'en cas de non-comparution de la part du créancier, le procès-verbal du dépôt lui ait été signifié avec sommation de retirer la chose déposée.

3. — Les frais des offres réelles et de la consignation sont à la charge du créancier, si elles sont valables.

4. — Tant que la consignation n'a point été acceptée par le créancier, le débiteur peut la retirer, et, s'il la re-

tire, ses codébiteurs ou ses cautions ne sont point libérés.

5. — Lorsque le débiteur a lui-même obtenu un jugement passé en force de *chose jugée* (voy. CHOSE JUGÉE), qui a déclaré ses offres et sa consignation bonnes et valables, il ne peut plus, même du consentement du créancier, retirer sa consignation, au préjudice de ses codébiteurs ou de ses cautions.

6. — Le créancier qui a consenti que le débiteur retirât sa consignation après qu'elle a été déclarée valable par un jugement ayant acquis force de chose jugée, ne peut plus, pour le paiement de sa créance, exercer les *privilèges* ou *hypothèques* qui y étaient attachés; il n'a plus d'hypothèque que du jour où l'acte par lequel il a consenti au retrait de la consignation a été revêtu des formes requises pour emporter hypothèque.

7. — Voy. OFFRES RÉELLES.

CONSIGNATIONS. (CAISSE DES DÉPÔTS ET) — Voy. CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS.

CONSISTOIRES. — Voy. CULTES, II.

CONSOLIDÉE. (DETTE) — Voy. DETTE PUBLIQUE.

CONSUMMATION. (DROIT DE) — Voy. BOISSONS, § IV.

CONSUMMATION. (PRÊT DE) — Voy. PRÊT, sect. II.

CONSUMMATION. (SOCIÉTÉ DE) — Voy. SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES.

CONSORTS. — C'est ainsi qu'il est d'usage de désigner, par abréviation, les individus qui, ayant soutenu la même cause dans un procès, ont dû nécessairement partager le même sort. — On se borne à citer le nom de l'un d'eux en ajoutant : *et consorts*.

CONSTITUTION. — Loi fondamentale déterminant la forme du Gouvernement et réglant les droits des citoyens.

La France n'a pas actuellement de Constitution. Il doit être statué plus tard sur les institutions définitives du pays. (Résolution de l'Assemblée nationale, du 17 février 1871; Loi du 31 août 1871.

Nous nous bornerons donc à présenter ici le résumé de nos diverses Constitutions en rappelant les circonstances au milieu desquelles elles ont paru et disparu :

1. — CONSTITUTION DE 1791 (3 septembre). — Elle était précédée d'une *déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, celle adoptée par l'Assemblée nationale, le 22 août 1789. (Voy. PRINCIPES DE 1789.) — M. G. Ducoudray en a très-bien précisé le caractère dans son *Histoire contemporaine*, 3^e édit. p. 49 : « Une Assemblée unique et permanente, véritablement souveraine, un Monarque investi du pouvoir exécutif, mais n'ayant à l'égard des actes de l'Assemblée qu'un *veto* suspensif de quatre ans; un système électoral à deux degrés (*Assemblées primaires* nommant les électeurs, *Assemblées électORALES* nommant les Députés, les Juges et les Administrateurs), tel était le Gouvernement établi par la Constitution de 91 : ce Gouvernement, mal équilibré, ne dura point; mais ce qui fait l'honneur de cette Constitution, ce sont les principes sur lesquels elle s'appuyait. Elle avait une préface belle malgré son emphase : la déclaration des droits de l'homme; elle proclamait un nouveau dogme politique : la souveraineté nationale; elle instituait le gouvernement représentatif. Elle mettait l'égalité dans la Société, l'équité dans la distribution de la justice, l'ordre dans les finances. De trois nations elle en formait une seule; de trente-six provinces différentes de coutumes et de législation, elle faisait un seul pays; régi par la même administration et par la même jurisprudence. A l'arbitraire elle substituait la loi; à la faveur, l'élection, qu'elle eut tort seulement de mettre partout; libres dans leur commerce, dans leurs professions, dans leur conscience, les citoyens jouissaient de leurs droits les plus sacrés. S'ils violaient les lois protectrices de la Société, on ne voyait en eux des coupables qu'après la déclaration d'autres citoyens siégeant en jury; s'ils méritaient de hautes récompenses, une humble naissance ne leur en dé-

fendait plus l'espoir. Tous les privilèges étaient anéantis, toutes les entraves brisées, grand pas vers la fin de toutes les misères. Imparfaite comme toute œuvre humaine, l'œuvre de l'Assemblée nationale n'en reposait pas moins sur des principes qui seront la pierre angulaire de toutes nos Constitutions. Les Gouvernements restreindront ou étendront plus ou moins la liberté, mais ils maintiendront toujours la précieuse conquête de 1789 : l'égalité. »

— Le 14 septembre 1791, Louis XVI prêta serment à la Constitution, et, le 30 du même mois, l'Assemblée qui l'avait votée se sépara pour faire place à l'Assemblée législative, dont il avait été décidé qu'aucun membre de la première législature ne ferait partie. De graves événements s'accomplirent pendant sa durée. A la suite de l'insurrection du 10 août 1792, l'Assemblée législative suspendit provisoirement le Roi de ses fonctions et résigna son mandat. Le peuple français fut invité à former une Convention nationale. Installée le 20 septembre, la Convention décréta, le lendemain 21, à l'unanimité, l'abolition de la Royauté et proclama la République. Louis XVI fut mis en accusation ; une faible majorité décida de son sort, et, le 21 janvier 1793, la tête de l'infortuné Monarque tomba sur l'échafaud.

II. — CONSTITUTION DE 1793 (24 juin). — (Œuvre de la Convention nationale, cette Constitution, qui, du reste, ne fut jamais exécutée, était impraticable. Elle portait jusqu'à ses dernières conséquences le principe de la Souveraineté populaire.

Le pouvoir législatif appartenait à un corps unique, nommé, pour un an, par les Assemblées primaires de canton. Pouvaient être élus et étaient électeurs tous les citoyens âgés de 21 ans. L'Assemblée législative ne faisait que proposer la loi ; c'était le peuple qui la votait.

Le pouvoir exécutif était confié à un Conseil de vingt-quatre membres choisis par le Corps législatif sur une liste générale de candidats présentés par

les Assemblées électORALES de chaque département. Le Conseil devait être renouvelé tous les ans par moitié.

Toutes les fonctions judiciaires et administratives étaient conférées par l'élection populaire.

Cette Constitution, dont Condorcet était le principal auteur, ne fut jamais mise en action. Un décret du 10 octobre 1793 déclara que le Gouvernement provisoire de la France serait révolutionnaire jusqu'à la paix ; tous les droits allaient être suspendus, le régime de la terreur commençait.

III. — CONSTITUTION DU 5 FRUCTIDOR AN III (22 août 1795). — (Œuvre de la Convention, comme la précédente, et née de la réaction de cette Assemblée contre elle-même après le 9 thermidor (27 juillet 1794), c'est-à-dire après la chute du Gouvernement révolutionnaire en la personne de Robespierre, Couthon, Saint-Just, qui furent à leur tour envoyés à l'échafaud, elle modifiait profondément le système gouvernemental. Le peuple n'exerçait plus le pouvoir législatif que par représentants ; encore ne les élisait-il pas directement. L'élection à deux degrés, abolie par la Constitution de 1793, était rétablie.

Le pouvoir législatif résidait dans deux Assemblées : le Conseil des Cinq-Cents et le Conseil des Anciens, renouvelés l'un et l'autre, tous les ans, par tiers. Le pouvoir exécutif était délégué à un Directoire.

Le Conseil des Cinq-Cents était composé, comme son nom l'indique, de cinq cents membres, âgés de 30 ans au moins, domiciliés depuis dix ans dans le territoire de la République. Il avait la proposition des lois qui étaient soumises à trois lectures et discussions, sauf le cas d'urgence.

Le Conseil des Anciens était composé de deux cent cinquante membres, âgés de 40 ans au moins. La sanction des lois lui appartenait ; lui seul avait le droit d'approuver ou de rejeter les résolutions du Conseil des Cinq-Cents. Mais il devait les rejeter intégralement ou les approuver dans leur entier sans pouvoir les amender.

Le *Directoire* était composé de cinq membres, âgés de 40 ans au moins, et nommés par les deux Conseils. Il avait le *pouvoir exécutif*; c'est lui qui était chargé de publier, promulguer et faire exécuter les lois. Les *Directeurs*, dont un était remplacé chaque année, avaient tour à tour pendant trois mois la présidence et la signature. Le membre sortant ne pouvait être réélu qu'après un intervalle de cinq ans.

— Le *Directoire*, qui eut besoin pour vivre de recourir aux coups d'Etat, tomba lui-même devant le coup d'Etat dirigé par le général Bonaparte, le 18 brumaire an VIII (10 novembre 1799).

Dans cette fameuse journée, la Constitution de l'an III fut abolie et le *Directoire* dissous. La République devint consulaire, ou, pour mieux dire, elle n'exista plus que de nom. Au lieu de cinq magistrats sans autorité, elle va avoir un maître absolu qui bientôt même lui ôtera ce vain titre de république au nom duquel tant de sang avait été versé.

IV. — CONSTITUTION DU 22 FRIMAIRE AN VIII (13 décembre 1799). — Voici les bases fondamentales de cette Constitution qui, soumise à l'acceptation populaire, réunit 3,011,007 suffrages sur 3,012,569 votants :

Le *pouvoir exécutif* appartenait à trois *Consuls* nommés pour dix ans et rééligibles.

Sur l'initiative et sous la direction du Gouvernement, un *Conseil d'Etat* était chargé d'élaborer les projets de lois; un *Tribunat*, composé de cent tribuns, âgés de 25 ans au moins, renouvelés par cinquième tous les ans, et indéfiniment rééligibles, discutait ces projets et émettait un vœu pour ou contre, sans avoir le droit d'amendement; un *Corps législatif*, composé de trois cents membres, âgés de 30 ans au moins, également renouvelés par cinquième tous les ans et rééligibles, admettait ou rejetait sans discussion et sans amendement les projets, après avoir écouté les orateurs du Conseil d'Etat et du *Tribunat*. Enfin un *Sénat conservateur*, composé de

quatre-vingts membres inamovibles et à vie, âgés de 40 ans au moins, était investi du droit d'annuler les lois qui seraient contraires à la Constitution, et de nommer les *Consuls*, les membres du *Tribunat*, du *Corps législatif* et du *Tribunal de Cassation*.

La majorité des membres du *Sénat* était nommée, lors de sa création, par une Commission de quatre membres, dont le deuxième et le troisième *Consul* faisaient partie. Il se complétait lui-même sur la présentation de candidats faite par le *Corps législatif*, le *Tribunat* et le Premier *Consul*.

Les nominations faites par le *Sénat* devaient l'être sur des listes formées par l'élection.

L'élection était à plusieurs degrés : tout Français âgé de 21 ans concourait à la formation d'une liste communale de citoyens, parmi lesquels le Premier *Consul* choisissait les fonctionnaires de l'arrondissement; il désignait aussi un électeur sur dix pour dresser une liste départementale, sur laquelle étaient choisis les fonctionnaires du département; enfin les élus de la liste départementale désignaient un dixième d'entre eux pour figurer sur la liste nationale, où le *Sénat* prenait les *Tribuns* et les membres du *Corps législatif*.

La justice était organisée de la manière suivante : les Juges des tribunaux de première instance, et les Commissaires du Gouvernement établis près ces tribunaux étaient pris dans la liste communale ou la liste départementale; ceux des Tribunaux d'appel, dans la liste départementale; ceux du *Tribunal de Cassation*, dans la liste nationale; ceux de la Haute-Cour étaient choisis par le *Tribunal de Cassation* et dans son sein, avec un jury tiré de la liste nationale; les Juges de paix étaient élus par les citoyens pour trois ans.

— Trois *Consuls* furent immédiatement désignés dans l'ordre suivant : Bonaparte, Cambacérès et Lebrun; le *Sénat* devait, à l'avenir, les choisir dans son sein.

Le Premier *Consul* nommait les Ministres, les membres du Conseil

d'Etat, les Ambassadeurs, les fonctionnaires civils, excepté les Juges de paix et les membres du Tribunal de Cassation; il promulguait les lois. Les deux autres, à peu près annihilés, n'avaient guère que voix consultative.

— « Il serait assez difficile, » dit M. Dalloz (*Répertoire de jurisprudence*, art. Droit constitutionnel, 54), « d'imaginer une Constitution plus bizarre et plus compliquée dans ses combinaisons que la Constitution du 22 frimaire; nous pourrions ajouter plus savaute. Le but que s'est proposé son auteur, génie fécond en combinaisons constitutionnelles, y est parfaitement caché sous le mécanisme gouvernemental, mais s'y découvre avec un peu d'attention: annihiler le pouvoir du peuple, tout en ayant l'air de le maintenir, voilà le but. Comme par le passé, le peuple est appelé à voter dans les Assemblées primaires et à élire, mais ses choix sont passés au crible de tant d'élections, pour être soumis en définitive à un pouvoir qu'il ne nomme pas, que l'on peut dire qu'il n'en reste rien. Quelle est d'ailleurs l'autorité des législateurs nommés par le Sénat, après une triple élection? Les uns discutent sans voter, les autres votent sans discuter; aucun d'eux ne propose. ... Cette division de la discussion et du vote était l'anéantissement du régime représentatif; aucun des partisans de ce régime ne s'y est trompé. « Jusqu'à nos jours, dit à ce sujet Benjamin Constant, chez toutes les nations où il y avait des formes représentatives, quelque imparfaites que fussent ces formes, la discussion était inséparable de la proposition et de l'adoption des lois. La Constitution de l'an viii parut, et le peuple de Constantinople ne fut plus le seul peuple représenté par des muets. » (*Cours de politique constitutionnelle*, tom. I, p. 87.) Le nom de muets est resté au Corps législatif. Singuliers représentants d'un peuple souverain! Il est vrai que la Constitution de l'an viii ne rappelle pas, comme ses devancières, le principe de la son-

veraineté du peuple; elle ne contient pas non plus de déclaration de droits. »

— Oligarchique depuis la Constitution de l'an viii, le Gouvernement marchait à grands pas vers la monarchie et même au delà.

Réélu par anticipation, le 18 floréal an x (8 mai 1802), proclamé Consul à vie, la même année (2 août), par 3,568,885 suffrages sur 3,577,259 votants, Bonaparte, entre les mains duquel tous les pouvoirs tendent chaque jour à se concentrer davantage, n'a plus qu'un titre à obtenir. Le sénatus-consulte du 28 floréal an xii (18 mai 1804) le lui donna. La nomination du Premier Consul de la République comme Empereur des Français, et l'hérédité de la dignité impériale, soumises à l'acceptation du peuple, furent consacrées par 3,521,675 suffrages sur 3,554,254 votants.

— Ebloui par des succès qui, durant dix ans, ne se démentirent pas, la France semble presque avoir oublié la liberté; le puissant génie qu'elle s'était donné pour maître s'occupait de tout et suffisait à tout. Mais l'heure des revers vint à sonner. « Napoléon, contrarié au milieu de ses entreprises par des récriminations qu'il ne comprenait pas, détruisait les libertés publiques, déjà diminuées lors de son élévation à l'Empire. La liberté politique n'existait plus: le Sénat ne trouvait que des paroles louangeuses pour le dominateur de l'Europe; le Tribunat, où était demeuré un reste d'opposition, avait été supprimé; le Corps législatif votait sans murmurer toutes les levées d'hommes, toutes les anticipations sur la conscription, tous les retours sur les classes précédentes. La liberté individuelle n'avait plus de garanties: Napoléon exilait arbitrairement. La liberté de la presse subsistait encore moins, car la police surveillait seule la presse périodique et fut décrétée la censure préalable de tous les manuscrits. La liberté religieuse souffrait elle-même des querelles de l'Empereur et du Pape. Enfin, la liberté commerciale, complètement détruite à l'extérieur, ne tarda pas à être res-

treinte à l'intérieur. En 1811, une récolte de grains insuffisante fit monter le prix du pain. Napoléon voulut approvisionner lui-même Paris. Il en vint jusqu'à fixer, à l'instar de la Convention, un *marimum* pour le prix des grains. » (G. Dncoudray, *Histoire contemporaine*, 3^e édit. p. 98.)

— Tel était l'état constitutif de la France quand l'épuisement du pays et la trahison amenèrent l'Europe coalisée sous les murs de Paris. Le Sénat, qui s'était renfermé jusqu'alors dans une obéissance servile, se tourna aussitôt contre le maître que la fortune abandonnait, et, le 3 avril 1814, il proclama la déchéance de l'Empereur en la motivant par ce long acte d'accusation :

« *Le Sénat conservateur*; — Considérant que, dans une monarchie constitutionnelle, le monarque n'existe qu'en vertu de la Constitution ou du pacte social; — que Napoléon Bonaparte, pendant quelque temps d'un gouvernement ferme et prudent, avait donné à la nation des sujets de compter pour l'avenir sur des actes de sagesse et de justice; mais qu'ensuite il a déchiré le pacte qui l'unissait au peuple français, notamment en levant des impôts, en établissant des taxes autrement qu'en vertu de la loi, contre la teneur expresse du serment qu'il avait prêté à son avènement au trône, conformément à l'article 53 de l'acte des Constitutions du 28 floréal an xi; — qu'il a commis cet attentat aux droits du peuple, lors même qu'il venait d'ajourner sans nécessité le Corps législatif, et de faire supprimer comme criminel un rapport de ce corps, auquel il contestait son titre et sa part à la représentation nationale; — qu'il a entrepris une suite de guerres en violation de l'article 50 de l'acte des Constitutions du 22 frimaire an viii, qui veut que la déclaration de guerre soit proposée, discutée, décrétée et promulguée comme des lois; — qu'il a inconstitutionnellement rendu plusieurs décrets portant peine de mort, notamment les deux décrets du 5 mars dernier, tendant à faire consi-

dérer comme nationale une guerre qui n'avait lieu que dans l'intérêt de son ambition démesurée; — qu'il a violé les lois constitutionnelles par ses décrets sur les prisons d'Etat; — qu'il a anéanti la responsabilité des Ministres, confondu tous les pouvoirs, et détruit l'indépendance des corps judiciaires;

« Considérant que la liberté de la presse, établie et consacrée comme l'un des droits de la nation, a été constamment soumise à la censure arbitraire de sa police, et qu'en même temps il s'est toujours servi de la presse pour remplir la France et l'Europe de faits controvés, de maximes fausses, de doctrines favorables au despotisme, et d'outrages contre les Gouvernements étrangers; — que des actes et rapports entendus par le Sénat ont subi des altérations dans la publication qui en a été faite;

« Considérant qu'au lieu de régner dans la seule vue de l'intérêt, du bonheur et de la gloire du peuple français, aux termes de son serment, Napoléon a mis le comble aux malheurs de la patrie par son refus de traiter à des conditions que l'intérêt national obligeait d'accepter, et qui ne compromettaient pas l'honneur français; — par l'abus qu'il a fait de tous les moyens qu'on lui a confiés en hommes et en argent; — par l'abandon des blessés sans pansement, sans secours, sans subsistances; — par différentes mesures dont les suites étaient la ruine des villes, la dépopulation des campagnes, la famine et les maladies contagieuses;

« Considérant que, par toutes ces causes, le Gouvernement impérial, établi par le sénatus-consulte du 28 floréal an xii, a cessé d'exister, et que le vœu manifeste de tous les Français appelle un ordre de choses dont le premier résultat soit le rétablissement de la paix générale, et qui soit aussi l'époque d'une réconciliation solennelle entre tous les Etats de la grande famille européenne;

« Le Sénat déclare et décrète ce qui suit :

« Art. 1^{er}. — Napoléon Bonaparte est déchu du trône, et le droit d'hérédité, établi dans sa famille, est aboli. »

« Art. 2. — Le Peuple Français et l'Armée sont déliés du serment de fidélité envers Napoléon Bonaparte. »

Le 4 avril, le Corps législatif adhéra à l'acte du Sénat. Le 11 du même mois, Napoléon, à Fontainebleau, abdiqua en ces termes :

« Les Puissances alliées ayant proclamé que l'Empereur Napoléon était le seul obstacle au rétablissement de la paix en Europe, l'Empereur Napoléon, fidèle à son serment, déclare qu'il renonce, pour lui et ses héritiers, aux trônes de France et d'Italie, et qu'il n'est aucun sacrifice personnel, même celui de la vie, qu'il ne soit prêt à faire à l'intérêt de la France. »

Le 3 mai, Louis XVIII entra à Paris.

V. — CHARTE CONSTITUTIONNELLE DE 1814 (4 juin). — Le préambule niait le principe de la souveraineté nationale pour y substituer l'ancienne souveraineté des Rois de France. On y lisait, en effet, ceci : « Nous avons considéré que, bien que l'autorité résidât en France dans la personne du Roi, nos prédécesseurs n'avaient point hésité à en modifier l'exercice suivant la différence des temps; nous avons dû, à l'exemple des Rois nos prédécesseurs, apprécier les effets des progrès toujours croissants des lumières... A ces causes, nous avons volontairement, et par le libre exercice de notre autorité royale, accordé et accordons, fait concession et octroi à nos sujets, etc. »

Au Roi seul, dont la personne était déclarée inviolable et sacrée, appartenait la puissance exécutive. Chef suprême de l'Etat, il commandait les forces de terre et de mer, déclarait la guerre, faisait les traités de paix, d'alliance et de commerce, nommait à toutes les fonctions; lui seul avait l'initiative des lois.

Le pouvoir législatif était attribué tout à la fois au Roi pour la proposition et la sanction, à deux Chambres (la Chambre des Pairs et la Chambre des Députés) pour la discussion et le vote.

La Chambre des Pairs était composée des Pairs nommés par le Roi, en nombre illimité, héréditaires ou à vie à son choix. La Chambre des Députés était formée des Députés élus par les Collèges électoraux, pour cinq ans, avec renouvellement tous les ans par cinquième. Nul ne pouvait être élu député, s'il n'était âgé de 40 ans et ne payait une contribution directe de 1,000 fr. S'il n'y avait pas cinquante éligibles remplissant cette dernière condition dans le département, les plus imposés au-dessous de 1,000 fr. complétaient ce nombre. Pour être électeur, il fallait avoir 30 ans et payer une contribution directe de 300 fr.

Le Roi avait le droit de faire des nobles à volonté, mais sans aucune exemption des charges et des devoirs de la société. La liberté des Cultes était proclamée, mais en même temps la religion catholique était déclarée Religion de l'Etat.

— Le retour des Bourbons avait été bien accueilli. Un mot heureux du comte d'Artois, qui devint plus tard Charles X : « Il n'y a rien de changé en France, il n'y a qu'un Français de plus, » avait fait fortune. On espérait que vingt ans de malheurs avaient éclairé les princes de l'antique maison royale; qu'ils avaient beaucoup oublié et beaucoup appris. Mais cet espoir fut bientôt déçu. Les Ministres du Roi, les courtisans revenus de l'exil, les émigrés, plus exigeants et plus fiers que jamais, changèrent les dispositions en éveillant les inquiétudes.

— Relégué à l'île d'Elbe, Napoléon songea à tirer parti du mécontentement général. Le 1^{er} mars, il débarqua à Cannes, et, le 20, il rentrait aux Tuileries.

VI. — ACTE ADDITIONNEL AUX CONSTITUTIONS DE L'EMPIRE (22 avril 1815). — Instruit par le malheur,

Napoléon voulut satisfaire les désirs de liberté qu'il avait trop méconnus. Tel fut l'objet de l'acte additionnel aux Constitutions de l'Empire qu'il promulgua solennellement, son but, disait-il, n'étant plus « désormais que d'accroître la prospérité de la France par l'affermissement de la liberté publique. »

Cet acte donnait au pays de véritables garanties constitutionnelles. Il supprimait la Censure, en reconnaissant à tout citoyen le droit d'imprimer et de publier ses pensées, sauf à en répondre devant un jury, même pour les simples délits. Il annonçait la modification par une loi de ce fameux article 75 de la Constitution de l'an VIII, abrogé seulement en 1870, aux termes duquel les agents du Gouvernement ne pouvaient être poursuivis qu'en vertu d'une décision du Conseil d'Etat. La liberté individuelle était sérieusement protégée. — Par un décret du 13 mars 1815, daté de Lyon, Napoléon avait aboli la noblesse et remis en vigueur les lois de l'Assemblée Constituante à ce sujet. Le 30 avril, il rendait aux Communes le droit d'élection de leurs Maires et Adjoints, conformément au décret de l'Assemblée Constituante, du 14 décembre 1789.

— Cependant Napoléon était demeuré un sujet d'effroi pour l'Europe; malgré ses déclarations pacifiques, la coalition se reforma. Il courut aux frontières, battit les Prussiens à Fleurus et à Ligny, mais le désastre de Waterloo (18 juin) livra de nouveau la France à l'invasion étrangère. Napoléon dut abdiquer encore une fois; les alliés ramenèrent Louis XVIII. Cette seconde restauration ne dura que quinze ans.

— « Appelée à réconcilier le présent avec le passé, la dynastie des Bourbons ne sembla régner que par la grâce de l'étranger; avec elle étaient revenus les hommes de l'ancien régime, ne rapportant de l'exil que des ressentiments et des préjugés. On les vit, pendant quinze ans, essayer de relever des ruines et de rendre à la vie ce qui n'était plus : mais, pendant qu'ils se livraient à cette œuvre de

réaction, les idées révolutionnaires faisaient explosion sur tous les points de l'Europe, et la Sainte-Alliance s'efforçait en vain de les étouffer. Cependant la France avait supporté tous ses malheurs avec une constance héroïque : elle avait fidèlement payé la rançon qui lui avait été imposée. Heureuse de quelques jours de paix après tant d'orages, elle se reposait sur la foi des serments, quand tout à coup la royauté, jetant le masque, osa déchirer le pacte qui la liait à la nation. Alors, comme en 1789, le peuple se leva et renversa en trois jours (27, 28, 29 juillet 1830) une dynastie parjure, pour placer sur le trône une famille qui avait fait alliance avec la Révolution, et pris une part glorieuse à ses premières luttes. » (Ferrand et de Lamarque, *Histoire de la Révolution française*, etc., etc., t. V, p. 553, 554.)

Le 9 août 1830, le duc d'Orléans était proclamé Roi des Français, sous le titre de Louis-Philippe I^{er}.

VII. — CHARTE DE 1830 (9 août). — Ce ne fut point une Constitution nouvelle à proprement parler, mais une modification de la Charte de 1814. Le préambule fut supprimé comme blessant la dignité nationale, en paraissant octroyer aux Français des droits qui leur appartiennent essentiellement.

L'article 6, qui proclamait « religion de l'Etat » la religion catholique, fut remplacé par une disposition où elle était désignée comme étant « professée par la majorité des Français. » On déclara que la censure ne pourrait jamais être rétablie. Un jury était établi pour le jugement des délits politiques. L'hérédité de la Pairie était mise en question : elle fut abolie l'année suivante.

L'initiative des lois appartenait à la fois au Roi et aux deux Chambres. L'âge pour être député était abaissé à 30 ans, et le cens de 1,000 fr. à 500 fr. de contribution directe; l'âge des électeurs était abaissé à 25 ans, et leur cens à 200 fr. Quelques capacités (membres et correspondants de l'Ins-

titut), et les officiers en retraite pensionnés de 1,200 fr. étaient électeurs. Les *Présidents des Collèges électoraux*, jadis nommés par le Roi, l'étaient par les électeurs. De même, le *Président de la Chambre des Députés* était élu par elle, à l'ouverture de chaque session.

— Portée au pouvoir par une Révolution, la Royauté de 1830 disparut, dix-huit ans après, par une Révolution.

« Le Gouvernement de juillet n'avait pu rallier la noblesse et le clergé, dévoués à la Restauration : il se défiait des classes populaires et ne s'appuyait que sur la bourgeoisie, trop faible pour le soutenir. Il persistait à laisser à l'opposition des griefs considérables. En n'appelant à nommer les députés que les électeurs inscrits aux rôles des contributions directes jusqu'à la somme de 200 francs, il violait un principe important : l'égalité. C'était à ce système que s'attaquaient les cris de *réforme électorale*. La composition de la Chambre des Députés, remplie en grande partie de fonctionnaires, rendait plus trompeuse encore cette partielle représentation du pays. La *réforme parlementaire*, toutefois, passionnait moins le public que la *réforme électorale*.

« La question de la réforme parlementaire et de la réforme électorale se posa avec éclat dans l'année 1847. A chaque session depuis 1840, l'opposition l'avait mise en avant ; mais, lasse de voir ses propositions rejetées, elle chercha un appui dans l'agitation...

« Le mauvais état des finances, les crises monétaires inquiétaient le commerce. Les crises alimentaires, la famine de 1846 rendaient les impôts plus onéreux. Trois écrivains, en glorifiant la Révolution française à des points de vue divers, ravivaient les traditions républicaines. Les manifestations réformistes commencèrent, le 10 juillet 1847, par le banquet du Château-Rouge. Le banquet de Mâcon emprunta un intérêt dramatique à la foule qui s'y pressait, à un orage qui le troubla et à un discours de M. de Lamar-

tine qui, au milieu de la tempête, caractérisa la révolution imminente par un mot cruel : révolution du mépris. » (G. Ducoudray, *Histoire contemporaine*, 3^e édit., p. 352 et suiv.)

— Le 24 février 1848, à la suite d'une lutte qui ensanglantait les rues de Paris, mais que Louis-Philippe ne voulut point prolonger, ce monarque abdiqua ; la France, non sans quelque surprise, vit proclamer la République.

Le 2 mars, le Gouvernement provisoire fit appel au suffrage universel pour la nomination d'une *Assemblée Constituante* qui ouvrit ses séances, le 4 mai, et s'occupa de rédiger une Constitution.

VIII. — CONSTITUTION DE 1848 (4 novembre). — Elle conférait le *pouvoir législatif*, le droit de déclarer la guerre et de ratifier les traités, à une *Assemblée unique*, permanente, élue par tous les Français âgés de 21 ans et jouissant de leurs droits civils et politiques ; — le *pouvoir exécutif* à un *Président* nommé pour quatre ans par les mêmes électeurs, rééligible seulement après un intervalle de quatre années, responsable, partageant l'initiative des projets de lois avec l'Assemblée, assurant l'exécution des lois après les avoir promulguées, et disposant de la force armée sans pouvoir jamais la commander en personne.

Un *Conseil d'Etat*, choisi par l'Assemblée, élaborait les lois ; il était présidé de droit par un Vice-Président de la République également nommé par l'Assemblée sur une liste de trois candidats dressée par le chef du pouvoir exécutif.

Une *Haute-Cour de justice* était instituée pour juger les crimes contre la sûreté de l'Etat.

— La Constitution, qui se composait de 146 articles, était précédée d'un *préambule* ainsi conçu :

« En présence de Dieu, et au nom du Peuple français, l'Assemblée nationale proclame :

« 1. — La France s'est constituée en République. En adoptant cette forme définitive de Gouvernement,

elles s'est proposé pourbut de marcher plus librement dans la voie du progrès et de la civilisation, d'assurer une répartition de plus en plus équitable des charges et des avantages de la société, d'augmenter l'aisance de chacun par la réduction graduée des dépenses publiques et des impôts, et de faire parvenir tous les citoyens, sans nouvelle commotion, par l'action successive et constante des institutions et des lois, à un degré toujours plus élevé de moralité, de lumière et de bien-être.

« 2. — La République française est démocratique, une et indivisible.

« 3. — Elle reconnaît des droits et des devoirs antérieurs et supérieurs aux lois positives.

« 4. — Elle a pour principe la Liberté, l'Égalité et la Fraternité. — Elle a pour base la famille, le travail, la propriété, l'ordre public.

« 5. — Elle respecte les nationalités étrangères, comme elle entend faire respecter la sienne; n'entreprend aucune guerre dans des vues de conquête, et n'emploie jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple.

« 6. — Des devoirs réciproques obligent les citoyens envers la République, et la République envers les citoyens.

« 7. — Les citoyens doivent aimer la Patrie, servir la République, la défendre même au prix de leur vie, participer aux charges de l'État en raison de leur fortune; ils doivent s'assurer, par le travail, des moyens d'existence, et, par la prévoyance, des ressources pour l'avenir; ils doivent concourir au bien-être commun en s'entraidant fraternellement les uns les autres, et à l'ordre général en observant les lois morales et les lois écrites qui régissent la société, la famille et l'individu.

« 8. — La République doit protéger le citoyen dans sa personne, sa famille, sa religion, sa propriété, son travail, et mettre à la portée de chacun l'instruction indispensable à tous les hommes; elle doit, par une assistance fraternelle, assurer l'existence des citoyens nécessiteux, soit en leur procurant du travail dans les limites

de ses ressources, soit en donnant, à défaut de la famille, les moyens d'exister à ceux qui sont hors d'état de travailler.

« En vue de l'accomplissement de tous ces devoirs et pour la garantie de tous ces droits, l'Assemblée Nationale, fidèle aux traditions des grandes Assemblées qui ont inauguré la Révolution Française, décrète, ainsi qu'il suit, la Constitution de la République : ... »

— Le 10 décembre 1848, eut lieu l'élection du Président. 5,562,834 suffrages donnèrent ce titre au Prince Louis - Napoléon Bonaparte. Le général Cavaignac obtint 1,469,166 voix; Ledru-Rollin 370,119; Raspail 36,226; M. de Lamartine n'en réunit pas 20,000. En conséquence, le Prince Louis - Napoléon Bonaparte, après avoir prêté serment à la Constitution, fut proclamé Président de la République Française : ses pouvoirs devaient expirer le deuxième dimanche du mois de mai 1852.

— L'Assemblée Constituante se retira, le 27 mai 1849, pour faire place à l'Assemblée législative. — Nous n'avons point à retracer ici les divers incidents de la lutte qui s'engagea entre le Pouvoir exécutif et le Pouvoir parlementaire. Les différents partis s'agitaient; le Président prit les devants et, le 2 décembre 1851, au matin, on lisait sur les murs de la capitale la proclamation suivante :

« Français ! la situation actuelle ne peut durer plus longtemps. Chaque jour qui s'écoule aggrave les dangers du pays. L'Assemblée, qui devait être le plus ferme appui de l'ordre, est devenue un foyer de complots. Le patriotisme de trois cents de ses membres n'a pu arrêter ses fatales tendances. Au lieu de faire des lois dans l'intérêt général, elle forge des armes pour la guerre civile; elle attente au pouvoir que je tiens directement du peuple; elle encourage toutes les mauvaises passions; elle compromet le repos de la France; je l'ai dissoute, et je rends le peuple entier juge entre elle et moi.

« La Constitution, vous le savez,

avait été faite dans le but d'affaiblir d'avance le pouvoir que vous alliez me confier. Six millions de suffrages furent une éclatante protestation contre elle, et cependant je l'ai fidèlement observée. Les provocations, les calomnies, les outrages m'ont trouvé impassible. Mais aujourd'hui que le pacte fondamental n'est plus respecté de ceux-là même qui l'invoquent sans cesse, et que les hommes qui ont déjà perdu deux monarchies veulent m'en lier les mains, afin de renverser la République, mon devoir est de déjouer leurs perfides projets, de maintenir la République et de sauver le pays en invoquant le jugement solennel du seul souverain que je reconnaisse en France, le Peuple.

« Je fais donc un appel loyal à la nation tout entière, et je vous dis : Si vous voulez continuer cet état de malaise qui nous dégrade et compromet notre avenir, choisissez un autre à ma place, car je ne veux plus d'un pouvoir qui est impuissant à faire le bien, me rend responsable d'actes que je ne puis empêcher, et m'enchaîne au gouvernail quand je vois le vaisseau courir vers l'abîme.

« Si, au contraire, vous avez encore confiance en moi, donnez-moi les moyens d'accomplir la grande mission que je tiens de vous.

« Cette mission consiste à fermer l'ère des révolutions en satisfaisant les besoins légitimes du peuple et en le protégeant contre les passions subversives. Elle consiste surtout à créer des institutions qui survivent aux hommes et qui soient enfin des fondations sur lesquelles on puisse asseoir quelque chose de durable.

« Persuadé que l'instabilité du pouvoir, que la prépondérance d'une seule Assemblée sont des causes permanentes de trouble et de discorde, je sou mets à vos suffrages les bases fondamentales suivantes d'une Constitution que les Assemblées développeront plus tard :

« 1^o Un Chef responsable nommé pour dix ans;

« 2^o Des Ministres dépendants du Pouvoir exécutif seul;

« 3^o Un Conseil d'État formé des hommes les plus distingués, préparant les lois et en soutenant la discussion devant le Corps législatif;

« 4^o Un Corps législatif discutant et votant les lois, nommé par le suffrage universel, sans scrutin de liste qui fausse l'élection;

« 5^o Une seconde Assemblée, formée de toutes les illustrations du pays, pouvoir pondérateur, gardien du pacte fondamental et des libertés publiques.

« Ce système, créé par le Premier Consul au commencement du siècle, a déjà donné à la France le repos et la prospérité; il les lui garantirait encore... »

— Tous les Français âgés de 21 ans, jouissant de leurs droits civils et politiques, furent appelés, les 20 et 21 décembre, à se prononcer sur l'adoption ou le rejet du plébiscite suivant : *« Le Peuple français veut le maintien de l'autorité de Louis-Napoléon Bonaparte, et lui délègue les pouvoirs nécessaires pour établir une Constitution sur les bases proposées dans sa proclamation du 2 décembre 1851. »*

Sur 8,116,773 bulletins, 7,439,216 portèrent le mot oui; 640,737 le mot non; 36,820 furent annulés comme irréguliers.

IX. — CONSTITUTION DE 1852 (14 janvier). — Faite en vertu des pouvoirs que la nation venait de donner au Prince Président, elle reproduit les parties essentielles de la Constitution de l'an VIII, et déclare, dans son article 1^{er}, reconnaître, confirmer et garantir « les grands principes proclamés en 1789, et qui sont la base du droit public des Français. »

Le Gouvernement de la République est confié pour dix ans au Prince Louis-Napoléon Bonaparte. Responsable devant le Peuple français auquel il a toujours le droit de faire appel, il commande les forces de terre et de mer, déclare la guerre, fait les traités de paix, d'alliance et de commerce, nomme à tous les emplois; lui seul a l'initiative des lois; il fait les règlements et décrets nécessaires pour

leur exécution. Les Ministres ne dépendent que du Chef de l'Etat.

La *puissance législative* s'exerce collectivement par le Président de la République, le Sénat et le Corps législatif.

Un *Conseil d'Etat*, dont les membres sont nommés par le Président et révocables par lui, rédige les projets de lois et en soutient la discussion devant les deux Assemblées. Il élabore les règlements d'administration publique, et résout les difficultés qui s'élèvent en matière d'administration.

Le *Corps législatif* discute et vote les projets de lois et d'impôts. Les Députés sont élus par le suffrage universel, pour *six ans*. Ils ne reçoivent *aucun traitement*. Il y a un Député à raison de 30,000 électeurs.

Le Président et les Vice-Présidents du Corps législatif sont nommés par le Président de la République pour un an : ils sont choisis parmi les Députés.

Le Président de la République *convoque, ajourne, proroge et dissout* le Corps législatif. En cas de dissolution, une nouvelle Assemblée doit être convoquée dans un délai de six mois.

Gardienn du pacte fondamental, le Sénat s'oppose à la promulgation : 1° des lois qui seraient contraires ou qui porteraient atteinte à la Constitution, à la religion, à la morale, à la liberté des Cultes, à la liberté individuelle, à l'égalité des citoyens devant la loi, à l'inviolabilité de la propriété et au principe de l'inamovibilité de la magistrature ; — 2° de celles qui pourraient compromettre la défense du territoire. — Il règle, par un sénatus-consulte, tout ce qui n'a pas été prévu par la Constitution et qui est nécessaire à sa marche, ainsi que le sens des articles de la Constitution qui donnent lieu à différentes interprétations. Ces sénatus-consultes sont soumis à la sanction du Président et promulgués par lui.

Le Sénat maintient ou annule tous les actes qui lui sont déférés comme inconstitutionnels par le Gouvernement ou dénoncés pour la même cause par les pétitions des citoyens. Il peut

proposer des modifications à la Constitution. Si la proposition est adoptée par le Pouvoir exécutif, il y est statué par un Sénatus-Consulte. Néanmoins, doit être soumise au suffrage universel toute modification aux bases fondamentales de la Constitution, telles qu'elles ont été posées dans la proclamation du 2 décembre et adoptées par le Peuple.

Le nombre des Sénateurs est fixé au maximum à cent cinquante. Le Sénat se compose : 1° des Cardinaux, des Maréchaux, des Amiraux ; — 2° des citoyens que le Président de la République juge convenable d'y faire entrer.

Les Sénateurs sont *inamovibles et à vie*. Leurs fonctions sont *gratuites* ; mais le Président de la République a la faculté d'accorder à des Sénateurs, en raison de leurs services et de leur position de fortune, une dotation personnelle qui ne peut excéder 30,000 francs par an.

Le Président et les Vice-Présidents du Sénat sont nommés, pour un an, par le Président de la République et choisis parmi les Sénateurs.

Les séances du Sénat ne sont *pas publiques*. Cette Assemblée est *convoquée et prorogée* par le Président de la République, qui fixe la durée des sessions.

Une *Haute-Cour de justice* juge, sans appel ni recours en cassation, toutes personnes renvoyées devant elle comme prévenues de crimes, attentats ou complots contre le Président de la République et contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat.

Le pouvoir exécutif nomme les Maires avec la faculté de les prendre hors du *Conseil municipal*.

— Plusieurs *Sénatus-consultes* vinrent modifier la Constitution du 14 janvier 1852. Le plus important fut celui du 7 novembre de la même année, rétablissant la *dignité impériale*.

Proposé à l'acceptation du peuple, il fut ratifié, les 21 et 22 novembre, par 7,824,189 suffrages. 253,145 bulletins seulement portèrent le mot

non ; 63,326 furent annulés. En conséquence, à la date du 2 décembre 1852, le sénatus-consulte du 7 novembre, ratifié par le plébiscite des 21 et 22 du même mois, fut promulgué comme loi de l'Etat. Louis-Napoléon Bonaparte fut proclamé Empereur des Français sous le nom de Napoléon III.

Un autre sénatus-consulte, à la date du 25 décembre 1852, donna à l'Empereur le droit d'ordonner ou d'autoriser tous les travaux d'utilité publique, toutes les entreprises d'intérêt général. Une dotation annuelle et viagère de 30,000 fr. fut affectée à la dignité de Sénateur. Une indemnité, fixée à raison de 2,500 fr. par mois, pendant la durée de chaque session, fut allouée aux Députés.

— Pour ne pas trop prolonger cet article, nous nous bornerons à ajouter que, le 8 mai 1870, les électeurs furent appelés à voter sur l'acceptation ou le rejet du projet de plébiscite dont la teneur suit : « *Le Peuple approuve les réformes libérales opérées dans la Constitution depuis 1860, par l'Empereur, avec le concours des grands Corps de l'Etat, et ratifie le sénatus-consulte du 20 avril 1870,* » fixant la Constitution de l'Empire.

Le recensement général des suffrages donna les résultats suivants : 7,350,142 bulletins portant le mot oui ; 1,538,825 bulletins portant le mot non ; 112,975 bulletins nuls.

— Trois mois ne s'étaient pas écoulés que l'Empire s'effondrait. Le 4 septembre, à la nouvelle du désastre de Sedan, la foule se précipita vers le Corps législatif, qui fut envahi, et, le soir même, un nouveau Gouvernement, s'intitulant : *Gouvernement de la Défense nationale*, siégeait à l'Hôtel-de-Ville.

Le 1^{er} mars 1871, l'Assemblée nationale, réunie à Bordeaux, votait, à la presque unanimité, un ordre du jour ainsi conçu : « *Dans les circonstances douloureuses que traverse la Patrie, en face de protestations et de réserves inattendues, l'Assemblée nationale confirme la déchéance de Na-*

poléon III, déjà prononcée par le suffrage universel, et le rend responsable de la ruine, de l'invasion et du démembrement de la France. »

— VOY. ASSEMBLÉE NATIONALE ; — RÉPUBLIQUE.

CONSTITUTION D'AVOUÉ. — Désignation de l'avoué qui doit occuper pour une partie. La forme et les délais en sont déterminés par le Code de procédure civile. (Art. 75-82.)

CONSTITUTION DE RENTE. — (Cod. civ. art. 1909-1914.)

On appelle ainsi le contrat par lequel une des parties prête à l'autre un capital qu'elle s'interdit d'exiger, à la charge par l'emprunteur de payer un intérêt annuel qu'on nomme *rente*. — VOY. RENTE PERPÉTUELLE.

CONSTITUTIONNEL. (DROIT) — VOY. DROIT CONSTITUTIONNEL.

CONSTRUCTIONS. — 1. — « Les matériaux provenant de la démolition d'un édifice, ceux assemblés pour en construire un nouveau, sont meubles jusqu'à ce qu'ils soient employés par l'ouvrier dans une construction. » (Cod. civ. art. 532.) — VOY. BIENS.

2. — Toutes constructions sur un terrain sont *présumées faites par le propriétaire*, à ses frais, et lui appartenir, sauf la preuve contraire, et sans préjudice de la propriété qu'un tiers pourrait avoir acquise par prescription. (Cod. civ. art. 553.)

3. — Le propriétaire du sol qui a fait des constructions avec des matériaux qui ne lui appartenaient pas doit en payer la valeur ; il peut aussi être condamné à des dommages-intérêts, s'il y a lieu ; mais le propriétaire des matériaux n'a pas le droit de les enlever. (Cod. civ. art. 554.)

4. — Lorsque les constructions ont été faites par un tiers et avec ses matériaux, le propriétaire du fonds a droit ou de les retenir, ou d'obliger ce tiers à les enlever. — S'il demande la suppression des constructions, elle est aux frais de celui qui les a faites, sans aucune indemnité pour lui ; il peut même être condamné à des dommages-intérêts, s'il y a lieu, pour le préjudice éprouvé par le propriétaire

du fonds. — Si ce dernier préfère conserver les constructions, il doit rembourser la valeur des matériaux et le prix de la main-d'œuvre, sans égard à la plus ou moins grande augmentation de valeur que le fonds a pu recevoir. Néanmoins, si les constructions ont été faites par un tiers évincé, qui était de *bonne foi*, le propriétaire n'en peut demander la suppression : il a seulement le choix, ou de rembourser la valeur des matériaux et le prix de la main-d'œuvre, ou de payer une somme égale à celle dont le fonds a augmenté de valeur. (Cod. civ. art. 553.)

5. — Le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par suite du défaut d'entretien ou par le vice de sa construction. (Cod. civ. art. 1386.)

6. — Pour ce qui concerne la responsabilité de l'architecte et de l'entrepreneur (Cod. civ. art. 1792, 1793), voy. LOUAGE, sect. II, III, 2 et 3.

7. — Voy. ALIGNEMENT.

8. — Aucune construction de maison ou ferme ne peut être effectuée, sans l'autorisation du Gouvernement, à la distance de cinq cents mètres des bois et forêts soumis au régime forestier, sous peine de démolition. Les demandes d'autorisation doivent être remises à l'agent forestier supérieur de l'arrondissement, en double minute, dont l'une, revêtue du visa de cet agent, est rendue au déclarant. Il est statué dans les six mois : passé ce délai, la construction peut être effectuée.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux bois et forêts appartenant aux Communes, et qui sont d'une contenance au-dessous de 250 hectares. (Cod. for. art. 153 ; ord. roy. 1^{er} août 1827, art. 178.)

CONSUL. — On donne ce nom aux agents que les Gouvernements entretiennent en pays étranger, et principalement dans les ports ou places de commerce, pour y protéger le commerce et la navigation de leurs nation-

naux, et pour remplir à l'égard de ces derniers certaines fonctions administratives ou judiciaires.

1. — Originaire de l'Italie, l'institution des Consuls est bien plus ancienne en France que celle des Ambassades : elle a été régularisée et étendue par Colbert. Son organisation actuelle résulte surtout des Ordonnances royales des 25, 29 octobre, 7 et 8 novembre 1833, et des lois du 28 mars 1836 et du 8 juillet 1852.

Le Corps des Consuls se compose de Consuls généraux, de Consuls de 1^{re} et de 2^e classe et d'Elèves-Consuls. Aucun de ces fonctionnaires ne peut, sous peine de révocation, faire le commerce directement ou indirectement.

2. — Un Consul ne peut exercer les pouvoirs qu'il a reçus de son Gouvernement sans que l'Etat, sur le territoire duquel il est accrédité, lui ait accordé l'Erequatour, mot latin dont la traduction est : *que cela soit exécuté*.

CONTENTIEUX ADMINISTRATIF.

— « Le contentieux administratif se compose de toutes les réclamations fondées sur la violation des obligations imposées à l'Administration par les lois et règlements qui la régissent ou par les contrats qu'elle souscrit : ainsi toute loi qui établit une compétence, qui trace une forme d'instruction ou qui pose une règle de décision, peut donner ouverture à un débat de contentieux, s'il est allégué que la compétence soit intervertie, la forme inobservée ou la règle enfreinte. Tout contrat passé par l'Administration a le même effet, si le sens ou l'exécution en sont contestés. L'ensemble de ces débats, considérés en masse, constitue le contentieux de l'Administration ; il se compose donc d'une nature de contestations, bien distinctes, comme on le voit, du contentieux judiciaire et de l'administration pure. » (Vivien, *Etudes administratives*, 2^e édit. t. I, p. 125.)

— Pour ce qui concerne la juri-

diction administrative, voy. principalement CONSEIL DE PRÉFECTURE ; — PRÉFET ; — MINISTRES ; — CONSEIL D'ÉTAT.

CONTINUE. (SERVITUDE) — Voy. SERVITUDES, III.

CONTRADICTOIRE. (JUGEMENT) — Voy. JUGEMENT.

CONTRAINTÉ PAR CORPS. — (Lois 22 juillet 1867, 9 décembre 1871.)

Mode d'exécution forcée accordé au créancier, dans certains cas, sur la personne de son débiteur pour le contraindre à remplir ses engagements.

1. — Abolie par la Convention, le 9 mars 1793, rétablie par la loi du 24 ventôse an V (14 mars 1797), maintenue par le Code civil et le Code de commerce, modifiée et adoucie en 1832 et en 1848, la contrainte par corps est aujourd'hui supprimée en matière commerciale, civile et contre les étrangers. Elle est maintenue seulement, en matière criminelle, correctionnelle et de simple police, pour le recouvrement des frais dus à l'Etat, pour le payement des amendes, dommages-intérêts et pour les restitutions.

2. — Lorsque la contrainte a lieu à la requête et dans l'intérêt des particuliers, ils sont obligés de pourvoir aux aliments des détenus ; *faute de provision*, le condamné est mis en liberté. La consignation doit être effectuée d'avance pour trente jours au moins ; elle ne vaut que pour des périodes entières de trente jours. Elle est, pour chaque période, de 45 fr. à Paris, de 40 fr. dans les villes de 100,000 âmes, et de 35 fr. dans les autres villes.

Lorsqu'il y a lieu à élargissement *faute de consignation d'aliments*, il suffit que la requête présentée au tribunal civil soit signée par le débiteur détenu et par le gardien de la maison d'arrêt pour dettes, ou même certifiée véritable par le gardien, si le détenu ne sait signer.

Le débiteur élargi *faute de consi-*

gnation d'aliments ne peut plus être incarcéré pour la même dette.

3. — La durée de la contrainte par corps est réglée ainsi qu'il suit :

De deux jours à vingt jours, lorsque l'amende et les autres condamnations n'excèdent pas 50 fr. ;

De vingt à quarante jours, lorsqu'elles sont supérieures à 50 fr. et qu'elles n'excèdent pas 100 fr. ;

De quarante à soixante jours, lorsqu'elles sont supérieures à 100 fr. et qu'elles n'excèdent pas 200 fr. ;

De deux mois à quatre mois, lorsqu'elles sont supérieures à 200 fr. et qu'elles n'excèdent pas 500 fr. ;

De quatre mois à huit mois, lorsqu'elles sont supérieures à 500 fr. et qu'elles n'excèdent pas 2,000 fr. ;

De un an à deux ans, lorsqu'elles s'élèvent à plus de 2,000 fr.

En matière de *simple police*, la durée de la contrainte par corps ne peut excéder cinq jours.

4. — Sont mis en liberté, après avoir subi la contrainte pendant la moitié de la durée fixée par le jugement, les condamnés qui justifient de leur *insolvabilité* par la production : 1° d'un extrait du rôle des contributions constatant qu'ils payent moins de 6 fr., ou d'un certificat du Percepteur de leur Commune portant qu'ils ne sont point imposés ; — 2° d'un certificat d'indigence délivré par le Maire de la Commune de leur domicile, ou par son Adjoint, visé par le Sous-Préfet.

5. — Les individus contre lesquels la contrainte a été prononcée peuvent en prévenir ou en faire cesser l'effet en fournissant une *caution* reconnue bonne et valable.

La caution est admise, pour l'Etat, par le Receveur des domaines ; pour les particuliers, par la partie intéressée : en cas de contestation elle est déclarée, s'il y a lieu, bonne et valable, par le tribunal civil de l'arrondissement. — La caution doit s'exécuter dans le mois, à peine de poursuites.

6. — Les tribunaux ne peuvent prononcer la contrainte par corps contre les individus âgés de moins de 16 ans

accomplis à l'époque des faits qui ont motivé la poursuite.

Si le débiteur a commencé sa soixantième année, la contrainte est réduite à la moitié de la durée fixée par le jugement, sans préjudice de la réduction qui peut résulter de la justification d'insolvabilité, comme il a été dit ci-dessus.

7. — La contrainte ne peut être prononcée ou exercée contre le débiteur au profit : 1° de son conjoint ; — 2° de ses ascendants, descendants, frères ou sœurs ; — 3° de son oncle ou de sa tante, de son grand-oncle ou de sa grand'tante, de son neveu ou de sa nièce, ni de ses alliés au même degré. — Elle ne peut être exercée simultanément contre le mari et la femme, même pour des dettes différentes.

8. — Dans l'intérêt des enfants mineurs du débiteur, les tribunaux ont la faculté de surseoir, pendant une année au plus, à l'exécution de la contrainte par corps.

9. — En matière forestière et de pêche fluviale, lorsque le débiteur ne fait pas les justifications d'insolvabilité ci-dessus énoncées, la durée de la contrainte est fixée par le jugement dans les limites de huit jours à six mois.

CONTRARIÉTÉ DE JUGEMENTS.

— 1. — La contrariété de jugements en dernier ressort, entre les mêmes parties et sur les mêmes moyens, dans les mêmes Cours ou Tribunaux, donne ouverture à la requête civile. (Cod. proc. civ. art. 480.) — Voy. REQUÊTE CIVILE.

2. — La contrariété de jugements en dernier ressort, entre les mêmes parties et sur les mêmes moyens en différents tribunaux, donne ouverture à cassation. (Cod. proc. civ. art. 504.)

— Voy. CASSATION.

3. — Voy. RÉVISION DES PROCÈS CRIMINELS.

CONTRAT. — Convention par laquelle une ou plusieurs personnes s'obligent envers une ou plusieurs autres à donner, à faire ou à ne pas faire quelque chose. — Voy. OBLIGATIONS.

CONTRAT A LA GROSSE. — (Cod. com. art. 311-331.)

Contrat par lequel une personne (emprunteur ou preneur) reçoit d'une autre (prêteur ou donneur) une somme d'argent pour être employée à une expédition maritime, sous la condition : 1° que si les objets affectés arrivent à bon port, l'emprunteur remboursera le capital, plus une somme convenue, à titre de profit maritime ; — 2° que si, au contraire, les objets exposés périssent par fortune de mer, le prêteur ne pourra rien réclamer au delà de ce qui restera desdits objets.

Cet emprunt est appelé *contrat à la grosse aventure*, ou, par abréviation, à la grosse, parce que le prêteur expose son argent aux aventures de mer, et qu'il contribue aux *avaries grosses*. — Voy. AVARIE.

1. — Le contrat à la grosse a beaucoup de ressemblance avec le *contrat d'assurance*, car le prêteur prend à sa charge les risques de la chose affectée au prêt, comme l'assureur ceux de la chose assurée, et le prêt ne peut jamais être pour l'emprunteur un moyen de gain, pas plus que l'assurance n'en doit être un pour l'assuré. Mais il diffère du contrat d'assurance en ce que le prêteur à la grosse, non-seulement ne reçoit rien au moment du contrat, mais encore débourse la somme qui en fait l'objet, et n'a droit de la réclamer avec le profit maritime qu'autant que la chose affectée au prêt arrive à bon port, tandis que l'assureur ne débourse rien au moment du contrat, et reçoit, au contraire, une prime qui lui est acquise, dès qu'il a commencé à courir les risques, peu importe que la chose assurée vienne à périr.

2. — Le contrat à la grosse ne peut pas être prouvé par témoins ; il doit être constaté par écrit, et s'il n'est pas sous seing privé, il faut qu'il soit dressé par un notaire.

3. — L'acte doit énoncer : le capital prêté et la somme convenue pour le profit maritime ; — les objets sur lesquels le prêt est affecté ; — les

noms du navire et du capitaine; — ceux du prêteur et de l'emprunteur; — si le prêt est pour un voyage; — pour quel voyage et pour quel temps; — l'époque du remboursement.

En voici, du reste, la formule :

Entre les soussignés, Pierre D..., propriétaire, demeurant à..., d'une part;

Et Charles M..., armateur du navire la *Minerve*, en chargement à Marseille, capitaine B..., demeurant à Marseille, d'autre part;

Il a été convenu ce qui suit :

Art. 1^{er}. — Le sieur D... prête, par ces présentes, à titre de prêt à la grosse, au sieur M..., ce acceptant, la somme de soixante mille francs, aujourd'hui payée comptant audit sieur M..., qui le reconnaît et en donne quittance.

Art. 2. — Le sieur M... s'engage à rembourser ladite somme au sieur D... (ou à son ordre), le quarantième jour après le retour de la *Minerve* au port de Marseille, ou dans tout autre port de France.

Art. 3. — Le sieur D... aura pour profit maritime le quart en sus de la somme prêtée, quelle que soit la durée du voyage que le navire va faire à la Martinique, lieu de sa destination; lequel profit le sieur M... s'oblige à payer au sieur D..., acceptant, sous les mêmes privilèges et garanties que la somme prêtée, le soixantième jour après le déchargement du navire, lors de son retour dudit voyage.

Art. 4. — Le prêteur ne contribuera pas aux avaries simples, et ne sera tenu des risques que dans les lieux et aux époques fixés par la loi.

Art. 5. — Le sieur D... déclare qu'il prête ladite somme de soixante mille francs avec affectation sur le corps et quille dudit navire, ses agrès et apparaux, et sur les portions de chargement appartenant audit sieur M..., tant d'aller que de retour.

Art. 6. — Le sieur M... accepte cette condition : en conséquence, il

déclare affecter spécialement à la sûreté, tant du prêt que du profit convenu, le navire entier, ses agrès et apparaux, et la portion de marchandises à lui appartenant dans les chargements d'aller et de retour.

Art. 7. — Pour l'exécution du présent contrat, les parties se soumettent respectivement à toutes les dispositions des lois maritimes et du Code de commerce en matière de contrats à la grosse.

Art. 8. — Le présent contrat, qui sera enregistré au greffe du Tribunal de commerce de Marseille, a été fait double entre nous, avec élection de domicile en nos demeures sus-indiquées.

A Marseille, le 187.
(Signatures.)

4. — L'acte, écrit sur papier timbré, doit, dans les dix jours de sa date, être porté par le prêteur au greffe du Tribunal de commerce, pour y être enregistré.

5. — Le capitaine peut emprunter à la grosse, soit avant le départ du navire, soit pendant le voyage. Mais lorsque l'emprunt est contracté dans le lieu de la demeure des armateurs, c'est-à-dire avant le départ et non en cours de voyage, le Code de commerce (art. 321) exige l'autorisation des armateurs en forme authentique ou leur intervention dans l'acte.

A défaut de cette autorisation ou de cette intervention, le prêteur n'aurait action ou privilège que sur la portion qui pourrait appartenir au capitaine dans le navire et le fret. — Toutefois, même dans le lieu de la demeure des propriétaires, le capitaine pourrait, avec l'autorisation du juge, emprunter sur la part de ceux qui, vingt-quatre heures après sommation à eux faite, n'auraient pas fourni leur contingent dans les sommes nécessaires pour mettre le navire en état.

6. — L'emprunt peut porter sur le navire et sur le chargement, conjointement ou séparément, ou sur une partie déterminée de chacun d'eux.

En tout cas, il ne saurait excéder la valeur des objets qui y sont affectés. S'il a été fait pour une somme supérieure à la valeur de ces objets, il faut distinguer si l'emprunteur était ou non de mauvaise foi. Dans la première hypothèse, le prêt est nul, mais seulement à l'égard de l'emprunteur; c'est-à-dire que le prêteur, pouvant seul se prévaloir de la nullité, a le droit, en cas d'heureuse arrivée, de réclamer le capital et le profit maritime, et, en cas de sinistre, de se faire rembourser le capital. — Si l'emprunteur était de bonne foi, le contrat doit être simplement réduit à la valeur réelle des objets, et l'excédant de la somme prêtée restitué avec l'intérêt ordinaire.

7. — Le profit maritime n'est point, comme l'intérêt, restreint au taux déterminé par la loi; les parties le fixent à leur gré, et il n'est jamais réductible pour cause d'excès, parce qu'il représente des risques dont l'appréciation est nécessairement arbitraire. Il peut consister en une somme convenue ou être réglé à raison de tant par mois. Il est permis de stipuler qu'il sera augmenté en cas de survenance de guerre, et diminué en cas de cessation des hostilités.

8. — Si les effets sur lesquels le prêt à la grosse a eu lieu sont *entièrement perdus*, et que la perte soit arrivée *par cas fortuit, dans le temps et dans le lieu des risques*, la somme prêtée ne peut être réclamée. — Quant aux déchets, diminutions et pertes qui arrivent par le vice propre de la chose, et aux dommages causés par le fait de l'emprunteur, ils ne sont point à la charge du prêteur.

En cas de *nauffrage*, le paiement des sommes empruntées à la grosse est réduit à la valeur des effets sauvés et affectés au contrat, déduction faite des frais de sauvetage.

Enfin, en cas d'heureuse arrivée, le prêteur a droit au remboursement de son capital et au profit maritime.

CONTRAT D'APPRENTISSAGE. — (Loi 22 février 1851.)

Contrat par lequel un fabricant, un

chef d'atelier ou un ouvrier s'oblige à enseigner la pratique de sa profession à une autre personne qui s'oblige, en retour, à travailler pour lui, le tout à des conditions et pendant un temps convenus.

I. FORMES DU CONTRAT. — Il peut se faire par acte public ou sous seing privé, même verbalement; mais, dans ce dernier cas, la preuve n'en est pas reçue par témoins au delà de 150 fr., suivant la règle tracée par l'article 1341 du Code civil.

Les notaires, les secrétaires des Conseils de prud'hommes et les greffiers de Justice de paix peuvent recevoir les actes d'apprentissage, moyennant 2 francs d'honoraires; le droit d'enregistrement est fixé à 1 fr. seulement.

II. CONDITIONS GÉNÉRALES. — Nul ne peut recevoir des apprentis mineurs, s'il n'est âgé de 21 ans au moins, c'est-à-dire s'il n'est lui-même hors de tutelle.

Aucun maître, s'il est célibataire ou en état de veuvage, ne peut loger comme apprenties des jeunes filles mineures.

Sont *incapables* de recevoir des apprentis : Les individus qui ont subi une condamnation pour crime; — ceux qui ont été condamnés pour attentat aux mœurs; — ceux qui ont été condamnés à plus de trois mois d'emprisonnement pour certains délits tels que ceux de vol, filouterie, escroquerie, abus de confiance, tromperie sur la qualité et la nature de la marchandise vendue.

Cette incapacité peut être levée par le Préfet, sur l'avis du Maire, quand le condamné, après l'expiration de sa peine, a résidé trois ans dans la même Commune. A Paris, les incapacités sont levées par le Préfet de police.

III. DEVOIRS DES MAÎTRES ET DES APPRENTIS. — Le maître doit se conduire envers l'apprenti *« en bon père de famille »* expression qui, à elle seule, contient l'esprit de toute la loi. Le maître a, en effet, un dépôt précieux sous sa garde : l'innocence d'un

enfant, sa santé, sa force, ses croyances, sa moralité. Il doit surveiller sa conduite et ses mœurs, soit dans la maison, soit au dehors (son propre intérêt, d'ailleurs, l'exige; car, aux termes de l'article 1384 du Code civil, les maîtres et artisans sont responsables du dommage causé par leurs préposés et apprentis); il doit avertir ses parents ou leurs représentants des fautes graves que l'enfant pourrait commettre ou des penchants vicieux qu'il manifesterait et les prévenir sans retard en cas de maladie, d'absence, ou de tout fait de nature à motiver leur intervention.

Il ne peut employer l'apprenti, sauf conventions contraires, qu'aux travaux et services qui se rattachent à l'exercice de sa profession. Il ne doit l'employer jamais à ceux qui seraient insalubres ou au-dessus de ses forces.

— La *durée du travail* effectif des apprentis âgés de moins de 14 ans ne peut dépasser 10 heures par jour.

Pour les apprentis âgés de 14 à 16 ans, elle ne doit pas dépasser 12 heures.

Aucun *travail de nuit* ne peut être imposé aux apprentis âgés de moins de 16 ans. Est considéré comme travail de nuit tout travail fait entre 9 heures du soir et 5 heures du matin.

Les *dimanches et jours de fêtes* reconnues ou légales, les apprentis, dans aucun cas, ne peuvent être tenus, vis-à-vis de leur maître, à aucun travail de leur profession.

Dans le cas où l'apprenti serait obligé, par suite de conventions, ou conformément à l'usage, de ranger l'atelier aux jours ci-dessus marqués, ce travail ne peut se prolonger au delà de 10 heures du matin.

Il ne peut être dérogé aux prescriptions de la loi relatives à la durée du travail ou en ce qui concerne le travail de nuit, que par un arrêté du Préfet rendu sur l'avis du Maire.

Si l'apprenti âgé de moins de 16 ans ne sait pas lire, écrire et compter, ou s'il n'a pas encore terminé sa première éducation religieuse, le maître est tenu de lui laisser prendre, sur la

journée de travail, le temps et la liberté nécessaires pour son instruction. — Néanmoins ce temps ne peut excéder 2 heures par jour.

Le maître doit enseigner à l'apprenti, *progressivement et complètement*, l'art, le métier ou la profession spéciale qui fait l'objet du contrat. Il lui délivre, à la fin de l'apprentissage, un congé d'acquit, ou certificat constatant l'exécution du contrat.

L'apprenti doit à son maître *fidélité, obéissance et respect*. Il doit l'aider par son travail dans la mesure de son aptitude et de ses forces, et est tenu de remplacer, à la fin de l'apprentissage, le temps qu'il n'a pu employer par suite de maladie ou d'absence ayant duré plus de 15 jours.

— Tout fabricant, chef d'atelier ou ouvrier convaincu d'avoir détourné un apprenti de chez son maître pour l'employer en qualité d'apprenti ou d'ouvrier, peut être tenu de tout ou partie de l'indemnité à prononcer au profit du maître abandonné. Cette disposition est très-sage, car un abus fréquent, dans les grandes villes surtout, consiste à enlever à un concurrent, par l'appât d'un salaire immédiat, un apprenti intelligent, déjà façonné et en état d'être utile à son maître.

IV. *RÉSOLUTION DU CONTRAT*. — Les deux premiers mois de l'apprentissage sont considérés comme un *temps d'essai* pendant lequel le contrat peut être annulé par la seule volonté de l'une des parties, sans indemnité, à moins de conventions expresses.

Le contrat d'apprentissage est *résolu de plein droit* : 1° Par la mort du maître ou de l'apprenti; — 2° Si l'apprenti ou le maître est appelé au service militaire; — 3° Si le maître ou l'apprenti vient à être frappé de l'une des condamnations énumérées plus haut (voy. II); — 4° Pour les filles mineures, dans le cas de décès de l'épouse du maître, ou de toute autre femme de la famille qui dirigeait la maison à l'époque du contrat.

Le contrat peut être résolu, sur la demande des parties ou de l'une d'elles : 1° Dans le cas où l'une des parties manquerait aux stipulations du contrat; — 2° Pour cause d'infraction grave ou habituelle aux prescriptions de la loi sur la matière; — 3° Dans le cas d'incouduite habituelle de la part de l'apprenti; — 4° Si le maître transporte sa résidence dans une autre Commune que celle qu'il habitait lors de la convention, pourvu toutefois que la demande en résolution soit formée dans les trois mois à compter du jour du changement de résidence; — 5° Si le maître ou l'apprenti encourait une condamnation emportant un emprisonnement de plus d'un mois; — 6° Dans le cas où l'apprenti viendrait à se marier.

Si le temps convenu pour la durée de l'apprentissage dépasse le maximum de durée consacré par les usages locaux, ce temps peut être réduit on le contrat résolu.

V. COMPÉTENCE. — PÉNALITÉS. — Toute demande à fin d'exécution ou de résolution du contrat est jugée par le *Conseil des prud'hommes* dont le maître est justiciable, et, à défaut, par le Juge de paix du canton.

Les réclamations qui peuvent être dirigées contre des tiers pour détournement d'apprentis afin de les employer chez eux sont portées devant le *Conseil des prud'hommes* ou devant le Juge de paix du lieu de leur domicile.

Dans les divers cas de résolution prévus par la loi et mentionnés ci-dessus, les indemnités ou les restitutions qui peuvent être dues à l'une ou l'autre des parties sont, à défaut de stipulations expresses, réglées par le *Conseil des prud'hommes*, ou par le Juge de paix dans les cantons qui ne ressortissent point à la juridiction d'un Conseil de prud'hommes.

— Les contraventions aux dispositions de la loi du 22 février 1851 sont poursuivies devant le Tribunal de simple police et punies d'une amende de 5 à 15 fr.; l'emprisonnement de

1 à 5 jours peut être infligé, outre l'amende, en cas de récidive.

CONTRAT DE MARIAGE. — (Cod. civ. art. 1387-1581.)

C'est l'ensemble des conventions faites par des futurs époux en vue de leur mariage. L'acte qui les contient est toujours passé devant Notaire, et il ne peut y être apporté aucun changement après la célébration du mariage. A défaut de contrat, les époux sont placés sous le régime de la communauté, tel que le Code civil l'a réglé.

— La loi distingue quatre régimes principaux sous lesquels les époux peuvent se placer : 1° Le régime de la communauté; — 2° Le régime sans communauté; — 3° Le régime de séparation de biens; — 4° Le régime dotal. Nous allons les examiner successivement.

I. RÉGIME DE LA COMMUNAUTÉ. — La communauté est légale ou conventionnelle, selon que ses effets sont déterminés par la loi, ou que les parties, dans leur contrat de mariage, l'ont modifiée par des clauses restrictives ou extensives.

§ 1. COMMUNAUTÉ LÉGALE. — Elle est le régime des époux qui se marient sans contrat, ou qui déclarent, dans leur contrat, l'accepter sans modifications. — Sous ce régime, on distingue trois espèces de biens : 1° Les biens propres de la femme; — 2° Les biens propres du mari; — 3° Les biens qui appartiennent en commun aux deux époux. Cette dernière espèce de biens n'existe pas dans les autres régimes où l'on ne trouve que les biens de la femme et ceux du mari.

1. — Les biens qui tombent en communauté, sont : 1° Tous les meubles (c'est-à-dire tout ce que la loi ne déclare pas immeuble (Voy. BIENS), sans distinction entre ceux que les époux possédaient avant le mariage, et ceux qui leur sont advenus depuis par donation, succession, etc.; — 2° Les revenus des biens de toute espèce, même de ceux qui restent propres à l'un des époux; — 3° Les im-

meubles acquis pendant le mariage, c'est-à-dire les immeubles autres que ceux que les époux possédaient antérieurement au mariage, ou qui leur sont advenus depuis par *donation*, *succession*, etc. — Tous autres biens restent propres à celui des époux auquel ils appartiennent. Tel est l'*actif* de la communauté. — Son *passif* se compose : 1° De toutes les *dettes mobilières* (qu'il est juste que la communauté supporte, puisqu'elle profite de tout l'*actif* mobilier); — 2° Des *arrérages ou intérêts seulement des rentes ou dettes personnelles* à chacun des deux époux. (Les revenus des biens propres tombant dans la communauté, il était équitable de faire payer par la communauté les arrérages ou intérêts des rentes ou dettes personnelles aux conjoints); — 3° Des *réparations usufructuaires des immeubles qui n'entrent point en communauté*. (Le motif est le même: l'*actif* et le *passif* sont corrélatifs); — 4° Des *charges du mariage* (aliments des époux, éducation, entretien des enfants).

2. — Le mari *administre* seul les biens de la communauté; il peut les vendre, les louer, les hypothéquer, sans le concours de sa femme. Il administre également les biens personnels de sa femme, mais ne peut les vendre ni les hypothéquer sans son consentement.

3. — La communauté se dissout par la mort de l'un des époux, par la *séparation de corps* et par la *séparation de biens*. (Voy. ces mots.)

Comme la femme est demeurée étrangère à la gestion de la communauté, la loi lui permet d'y renoncer pour se soustraire aux conséquences de cette gestion. Elle se soustrait ainsi au paiement des dettes, mais elle perd tout droit sur les objets qui étaient tombés de son chef dans la communauté : elle peut retirer seulement les linges et hardes à son usage. Pour pouvoir renoncer, il faut que la femme fasse dresser, dans le délai de trois mois, un inventaire fidèle et exact, et qu'elle déclare, dans un nouveau délai de 40 jours, son intention de renoncer, au Greffe du tribunal de

première instance de l'arrondissement où son mari était domicilié.

Pendant ces délais, la veuve a droit de prendre sa nourriture et celle de ses domestiques sur les provisions existantes, et même sur la masse commune, et elle ne doit aucun loyer pendant le même temps.

Les héritiers de la femme prédécédée ont, comme elle, la faculté de renoncer, sous les mêmes conditions.

4. — Si la femme ou ses héritiers, selon les circonstances, acceptent la communauté, la *liquidation* se fait de la manière suivante : chaque époux ou ses héritiers *rapportent* à la masse ce qu'ils peuvent devoir à la communauté, soit à titre d'emprunt, soit à titre de récompense ou d'indemnité.

Sur cette masse, chaque époux ou ses héritiers *prélèvent* les biens personnels qui n'étaient point entrés en communauté, s'ils existent en nature, ou ceux qui ont été acquis en remploi; le prix des immeubles propres aliénés pendant la communauté, et dont il n'a pas été fait remploi; enfin les indemnités qui peuvent être dues respectivement pour récompense.

Les *prélèvements de la femme ou de ses héritiers* se font avant ceux du mari. Ils s'exercent d'abord sur l'argent comptant et le mobilier, subsidiairement sur les immeubles de la communauté, enfin, en cas d'insuffisance des biens de la communauté, sur les biens personnels du mari. Ce dernier, au contraire, ne peut jamais exercer ses reprises et prélèvements que sur les biens de la communauté.

Après que tous les prélèvements des deux époux ont été effectués sur la masse, le surplus se partage *par moitié* entre les époux ou ceux qui les représentent.

5. — Le *deuil* de la femme est aux frais des héritiers du mari prédécédé. La valeur de ce deuil est réglée selon la fortune du mari. Il est dû même à la femme qui renonce à la communauté.

6. — Les *dettes* de la communauté sont pour moitié à la charge de chacun des époux ou de leurs héritiers. La femme n'est tenue au paiement des dettes que jusqu'à concurrence de

son émoulement dans la communauté, à moins qu'elle ne soit obligée *solidairement*. (Voy. SOLIDARITÉ.) Le mari, au contraire, est tenu pour le tout, sauf son recours pour moitié contre sa femme ou ses héritiers.

§ 2. COMMUNAUTÉ CONVENTIONNELLE. — Elle n'est qu'une modification de la communauté légale, telle que l'intérêt ou la volonté des époux peut le conseiller ou l'exiger. Il peut donc y avoir autant de communautés conventionnelles qu'il est possible d'imaginer de conventions différentes dans le système de la communauté, soit pour l'*étendre*, soit pour la *restreindre*.

Voici les principales modifications qui ont lieu à cet effet :

1° Communauté réduite aux acquêts. — Cette stipulation ne fait entrer en communauté que les revenus des biens des époux, les acquisitions faites pendant le mariage, et les économies provenant de leur travail. Les époux conservent donc en propre leur mobilier présent et futur comme leurs immeubles, et ils payent séparément toutes leurs dettes. Tout objet est *réputé acquêt*, s'il n'est pas prouvé que l'un des époux en avait la propriété au moment du mariage, ou qu'il lui est échu depuis.

2° Exclusion de tout ou partie des meubles. — La clause qui exclut de la communauté tout ou partie des meubles s'appelle clause de *réalisation*. Le mobilier exclu reste donc propre à l'époux auquel il appartient. Cette clause est particulièrement usitée lorsque l'un des futurs ne possède que des meubles qui tomberaient en communauté, tandis que l'autre n'a que des immeubles qu'il conserverait en propre, ou possède plus d'immeubles que de meubles. La clause de réalisation totale ou partielle a pour effet de maintenir l'égalité entre époux sous le rapport financier.

3° Ameublement de tout ou partie des immeubles. — Cette clause est *extensive* de la communauté, puisqu'elle tend à y faire tomber des immeubles qui seraient restés propres à

celui des époux à qui ils appartiennent. Comme la précédente, elle a pour effet de maintenir l'égalité entre conjoints possédant l'un des meubles, l'autre des immeubles. La chose ameublie est à la disposition du mari, maître de la communauté, comme toute autre chose mobilière. L'immeuble ameubli en *totalité* peut être vendu; celui qui ne l'est qu'en *partie* peut être hypothéqué jusqu'à concurrence de l'ameublement.

4° Séparation des dettes. — Les futurs peuvent stipuler que la communauté ne sera pas chargée des dettes que chacun d'eux a contractées avant le mariage, et qu'ils payeront séparément leurs dettes personnelles. Pour que cette clause soit opposable aux créanciers et réduise ainsi leur action aux biens personnels de l'époux débiteur, il faut que le mobilier propre à chacun ait été inventorié.

5° Reprise de l'apport de la femme, franc et quitte de toutes dettes, en cas de renonciation à la communauté. — Il est permis à la future de stipuler, dans le contrat de mariage, qu'elle reprendra son apport, franc et quitte de toutes dettes, en renonçant à la communauté. De cette manière, la femme, tout en conservant le droit de prendre part aux bénéfices de la communauté, ne court pas la chance de contribuer au payement des dettes. Une semblable stipulation, exorbitante du droit commun et contraire aux principes des sociétés ordinaires, ne s'étend pas au delà des choses formellement exprimées dans le contrat, ni au profit de personnes autres que celles désignées. Ainsi la faculté de reprendre le mobilier que la femme a apporté lors du mariage ne s'étend point à celui qui serait échu pendant le mariage. Ainsi encore, la faculté accordée à la femme ne s'étend point aux enfants; celle accordée à la femme et aux enfants ne s'étend point aux héritiers ascendants ou collatéraux. Dans tous les cas, les apports ne peuvent être repris que déduction faite des dettes personnelles à la fem-

me acquittées par la communauté.

6° *Préciput*. — Les futurs peuvent convenir que l'époux survivant prélèvera, avant tout partage, une certaine somme ou certaine quantité d'effets mobiliers en nature sur la communauté. Ce droit ne s'exerçant que sur la masse partageable, la femme survivante ne peut en user si elle renonce à la Communauté, à moins que le contrat de mariage ne lui ait réservé cette faculté, même au cas de renonciation.

7° *Parts inégales dans la communauté*. — Il est permis de convenir que l'un des conjoints aura une part supérieure à la moitié, ou même la totalité de la communauté. Mais la contribution au paiement des dettes est nécessairement proportionnelle.

8° *Communauté universelle*. — La communauté, telle que la loi l'a réglée, ne comprend pas tous les biens. — Rien n'empêche que les futurs ne stipulent une communauté universelle, soit de tous leurs biens meubles et immeubles, présents et à venir, soit de leurs biens présents seulement, soit de leurs biens à venir seulement.

— La Communauté conventionnelle est assujettie aux principes de la communauté légale pour tous les cas auxquels il n'y a pas été dérogé par le contrat.

II. RÉGIME SANS COMMUNAUTÉ. — Sous ce régime, la femme conserve la propriété de tous ses biens meubles et immeubles : le mari les administre et en touche les revenus en compensation de toutes les charges que, seul, il doit supporter.

III. RÉGIME DE SÉPARATION DE BIENS. — Il laisse à la femme le droit d'administration de tous ses biens et la jouissance des revenus ; il ne l'oblige qu'à verser entre les mains du mari la part nécessaire aux charges du ménage, part que la loi fixe au tiers des revenus, à défaut de convention sur ce point. Le pouvoir d'administration qui appartient à la femme, dans ce régime, ne lui

donne que le droit de toucher et employer ses revenus sans l'autorisation du mari : si elle veut vendre ses biens ou les donner, elle a besoin d'y être autorisée par son mari ou, en cas de refus de ce dernier, par la justice.

IV. RÉGIME DOTAL. — Ce qui caractérise ce régime, c'est l'*inaliénabilité* de la dot qui ne peut être donnée ou vendue, même du consentement du mari et de la femme. Le régime dotal étant un régime exceptionnel, les époux n'y sont soumis que par une déclaration expresse dans leur contrat.

1. — La constitution de dot peut frapper *tous les biens présents et à venir* de la femme, ou *tous ses biens présents seulement*, ou *une partie de ses biens présents et à venir*, ou même un *objet individuel*. Les biens qui ne font pas partie de la dot sont appelés *paraphernaux* (de deux mots grecs *para*, *pherné*, qui signifient *en dehors de la dot*) : La femme en conserve la jouissance et la propriété, mais elle ne peut les aliéner sans l'autorisation de son mari, ou, à son refus, sans la permission de la Justice.

Quant aux biens dotaux, ils sont administrés par le mari seul, qui en perçoit les revenus comme compensation des charges du ménage auxquelles il doit subvenir.

2. — Quoique la dot, en principe, soit inaliénable, il y a cependant des cas où elle peut être aliénée. Ces cas sont prévus par la loi. Ainsi la dot peut être aliénée pour l'établissement des enfants par mariage ou autrement, ou bien lorsque le contrat de mariage le permet. Elle peut encore être aliénée, avec permission de Justice et aux enchères, pour fournir des aliments à la famille et dans les différentes hypothèses prévues par l'article 1558 du Code civil.

3. — L'immeuble dotal peut être *échangé*, mais avec le consentement de la femme, contre un autre immeuble de même valeur, pour les quatre cinquièmes au moins, en justifiant de l'utilité de l'échange, en obtenant l'autorisation de la Justice, et d'après

une estimation par experts que le tribunal nomme d'office. Dans ce cas, l'immeuble reçu en échange est dotal; l'excédant du prix, s'il y en a, l'est aussi, et il doit en être fait emploi comme tel au profit de la femme.

4. — Si, hors les cas d'exception déterminés, les biens dotaux ont été aliénés, la femme ou ses héritiers peuvent faire révoquer l'aliénation après la dissolution du mariage, sans qu'on puisse leur opposer aucune prescription pendant sa durée. Le mari lui-même peut faire révoquer l'aliénation pendant le mariage, mais en demeurant sujet aux dommages-intérêts de l'acheteur, s'il n'a pas déclaré dans le contrat que le bien vendu était dotal.

5. — Il est permis aux époux qui déclarent se soumettre au régime dotal, de stipuler une *société d'acquêts* qui ne comprendra que les biens acquis à titre onéreux depuis le mariage.

6. — Voy. DOT.

CONTRAT. (QUASI) — Voy. QUASI-CONTRAT.

CONTRAVENTION. — (Cod. pén. art. 1^{er}.) — Infraction aux lois ou règlements punie d'une peine de simple police, c'est-à-dire de 1 fr. à 15 fr. d'amende et de un jour à cinq jours de prison. — Voy. TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE; — APPEL, I, 2; — ACTION CIVILE; — ACTION PUBLIQUE; — AMENDE; — RÉCIDIVE; — PEINES, IV.

CONTRE-ENQUÊTE. — (Cod. proc. civ. art. 256.) — Enquête opposée à celle de la partie adverse. Elle est toujours autorisée.

CONTREFAÇON. — Voy. BREVETS D'INVENTION, XI; — DESSINS DE FABRIQUE, 3 et 4; — MARQUES DE FABRIQUE, 3; — PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE, 3; — FAUX.

CONTRE-LETTRE. — (Cod. civ. art. 1321.)

Ecrit destiné à rester secret entre les parties, et qui a pour but de modifier ou d'annuler un acte ostensible.

Les contre-lettres ne peuvent avoir leur effet qu'entre les parties contractantes; elles ne sont point opposables

aux tiers. Souvent les parties relatent, dans leurs actes ostensibles, un prix inférieur au prix réel (sauf à rétablir la vérité par une contre-lettre), afin de frauder le fisc. Le législateur a cherché à prévenir cette fraude en prononçant une *amende triple* de la somme qui aurait été due au Trésor pour droit d'enregistrement. (Loi 23 frimaire an VII (12 décembre 1798), art. 40.)

CONTRIBUTIONS. — On appelle *contributions* ou *impôts* les charges qui pèsent sur les citoyens pour subvenir aux dépenses de la vie commune ou sociale.

1. — Il est juste, il est nécessaire que tous ceux qui profitent de la protection que l'Etat leur assure supportent leur part des dépenses faites dans l'intérêt de tous. L'impôt, comme l'a dit Mirabeau, n'est qu'une *avance pour obtenir la protection de l'ordre social, une condition imposée à chacun par tous*, ou, suivant une ingénieuse définition de M. Emile de Girardin, « une prime d'assurance payée par tous les membres d'une société appelée nation, à l'effet de s'assurer la pleine jouissance de leurs droits, l'efficace protection de leurs intérêts, et le libre exercice de leurs facultés. »

2. — Avant 1789, les impôts, généralement désignés sous les noms de *taille* et de *dîme*, ne pesaient pas sur tous les habitants.

Un des premiers actes de l'Assemblée Constituante fut de détruire cette inégalité choquante et de proclamer qu'à l'avenir tous les citoyens, sans exception, seraient soumis à l'impôt de la même manière et dans la même forme.

Elle proclama en même temps cet autre principe qui fait désormais partie de notre droit public, à savoir qu'*aucun impôt ne peut être établi que par une loi*.

3. — Les contributions publiques se divisent en deux grandes classes : les contributions *directes* et les contributions *indirectes*.

Les *contributions directes* sont celles qui se perçoivent directement, d'après

un rôle nominatif, sur les personnes qui en sont passibles. — Les *contributions indirectes* sont celles qui ne portent sur personne nominativement, mais qui atteignent tout le monde, car elles frappent certaines denrées servant à la consommation.

SECT. I. — CONTRIBUTIONS DIRECTES. — I. DIVERSES ESPÈCES DE CONTRIBUTIONS DIRECTES. — 1. — Les principales contributions directes sont : 1^o la contribution *foncière*; — 2^o la contribution *personnelle et mobilière*; — 3^o la contribution des *portes et fenêtres*; — 4^o la contribution des *patentes*. — **Voy. FONCIÈRE (CONTRIBUTION); — PERSONNELLE ET MOBILIÈRE (CONTRIBUTION); — PORTES ET FENÊTRES; — PATENTES.**

2. — Sont assimilés aux contributions directes : la *taxe des biens de mainmorte*; la *taxe sur les chiens*; l'*impôt sur les chevaux et voitures*; les *prestations pour chemins vicinaux*; les *redevances sur les mines*; les *taxes pour le curage des rivières non navigables*, le *pavage des rues*, l'*entretien des Bourses et Chambres de commerce*, etc. — **Voy. TAXE DES BIENS DE MAINMORTE; — TAXE DES CHIENS; — CHEVAUX ET VOITURES; — CHEMINS VICINAUX, 2 et 3; — MINES; — CURAGE; — PAVAGE; — BOURSES DE COMMERCE, 3; — CHAMBRES DE COMMERCE.**

3. — Les contributions *directes*, à l'exception de celle des *Patentes*, sont des impôts dits de *répartition*, c'est-à-dire que le produit qu'elles doivent donner est fixé d'avance, et que les cotes individuelles sont déterminées au moyen de répartitions successives entre les départements, les arrondissements, les communes et les contribuables. — Voici comment il est procédé à cet égard : le *Corps législatif* fixe la somme de l'impôt exigible pour toute la France et la répartit entre tous les départements, d'après la valeur présumée du produit net du sol dans chacun d'eux; — le *Conseil général* de chaque département répartit la somme d'impôt direct due par le département entre chacun des arrondissements; — le *Conseil d'arrondisse-*

ment, à son tour, répartit le contingent dévolu à l'arrondissement entre toutes les communes qui le composent; — enfin, dans chaque Commune, une commission, dite des *répartiteurs*, distribue l'impôt de la Commune entre chaque propriétaire ou habitant.

La contribution des *patentes* et les contributions *indirectes* sont des impôts dits de *quotité*, c'est-à-dire que le contingent total n'est pas fixé à l'avance, et que les produits qu'elles donnent, perçus en vertu de tarifs, varient suivant l'étendue de la consommation dans l'année.

II. RECouvreMENT. — 1. — Le recouvrement des contributions directes est confié à des *Percepteurs*, nommés par le Ministre des Finances, et rétribués au moyen de primes proportionnelles à la quantité de fonds qu'ils perçoivent. Tous les dix jours, les *Percepteurs* versent à la caisse du Receveur particulier de l'arrondissement, et celui-ci, à son tour, verse chez le Trésorier-Payeur général du département.

2. — Les contributions directes sont payables par *douzièmes*. Le contribuable en retard reçoit d'abord une sommation gratuite. Si, dans les huit jours, il n'a pas payé, les poursuites commencent.

3. — Les droits du Trésor sont garantis par un *privilege* spécial qui porte, savoir : 1^o Pour la contribution foncière de l'année échue et de l'année courante, sur les récoltes, fruits, loyers et revenus des biens immeubles sujets à la contribution; — 2^o Pour l'année échue et l'année courante des autres contributions directes, sur tous les meubles et autres effets mobiliers appartenant au redevable, en quelque lieu qu'ils se trouvent.

III. PRESCRIPTION. — Les actions en réclamation des contributions directes *se prescrivent* par trois années sans poursuites, à partir du jour où le rôle a été remis au *Percepteur*, ou à dater des dernières poursuites, quand il en a été fait.

IV. RÉCLAMATIONS. — 1. — Il y a lieu de distinguer les demandes en *décharge* ou en *réduction*, des demandes en *remise* ou en *modération*. Les premières sont fondées sur la violation d'un droit; les secondes tendent seulement à l'obtention d'une faveur ou d'un secours. Ainsi, une personne prétend avoir été indûment imposée, soit parce qu'elle n'est pas propriétaire du fonds sur lequel le droit est établi, soit parce qu'on lui a attribué par erreur une profession qu'elle n'exerce pas; elle doit agir par voie de demande en *décharge*. Elle se borne à soutenir que la valeur locative de son logement a été exagérée par rapport aux locations voisines; c'est un cas de demande en *réduction*. Enfin, lorsque le contribuable, à la suite d'un sinistre qui lui a fait perdre sa récolte, par exemple, sollicite le dégrèvement *total* ou *partiel* de l'impôt, il fait appel à la bienveillance, non à la justice de l'Administration: c'est là le cas d'une demande en *remise* ou *modération*.

2. — Les réclamations tendant à obtenir *décharge* ou *réduction* sont portées devant le Conseil de Préfecture et, en appel, devant le Conseil d'Etat: elles doivent être formées dans le *délai de trois mois* à partir de la publication des rôles. En matière de patentes, si la demande en *décharge* est motivée sur la fermeture des magasins pour cause de faillite ou de décès, le délai ne court que du jour de l'événement qui donne lieu à la libération des douzièmes à échoir.

A moins qu'elle n'aient pour objet une cote inférieure à 30 francs, les demandes en *décharge* ou *réduction* doivent être présentées sur *papier timbré*. Dans tous les cas, il est nécessaire qu'elles soient accompagnées de la *quittance des termes échus*.

3. — Les demandes en *remise* ou *modération* sont appréciées par le Préfet lui-même, qui statue en fin d'année, et fait, entre les contribuables dont les réclamations ont paru fondées, la répartition d'une somme qualifiée de *fonds de non-valeur*,

mise annuellement à sa disposition pour cet objet.

SECT. II. — CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — I. — DIVERSES ESPÈCES DE CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — Les contributions indirectes comprennent les droits sur les *allumettes*, les *boissons*, les *sels*, les *sucres*, les *cartes à jouer*, les *voitures publiques*, la *navigation*, le produit du *monopole du tabac*, de la *poudre à feu*, des *postes*, les *douanes*, les droits de *garantie des matières d'or et d'argent*, l'*enregistrement*, le *timbre*, etc. — VOY. ALLUMETTES; — BOISSONS; — SEL; — SUCRE; — CARTES A JOUER; — VOITURES PUBLIQUES; — NAVIGATION; — TABAC; — POUDRE A FEU; — POSTES; — DOUANES; — MATIÈRES D'OR ET D'ARGENT; — ENREGISTREMENT; — TIMBRE.

II. RECouvreMENT. — CONTENTIEUX. — POURSUITES. — 1. — Le recouvrement de ces différents droits est confié à diverses Administrations dépendant du Ministère des Finances: 1° A celle dite des *Contributions indirectes*, qui perçoit les droits sur les *boissons*, *tabacs*, etc.; — 2° A celle des *Douanes*, qui perçoit les droits sur les marchandises faisant l'objet du commerce extérieur; — 3° A celle de l'*Enregistrement* et des *Domaines*, pour l'*enregistrement*, le *timbre*, etc.

Afin d'assurer ce recouvrement, un *privilège* est accordé à la Régie sur les meubles et effets mobiliers des comptables et des redevables, lequel privilège n'est primé que par celui des frais de justice, et celui du propriétaire pour six mois de loyer. (Déc. 1^{er} germinal an VIII (22 mars 1805), art. 47.)

2. — Le *contentieux* relatif aux contributions indirectes est du ressort de l'*Autorité judiciaire*. Il en est différemment pour les contributions directes: nous en donnons le motif au mot CONSEIL DE PRÉFECTURE, I, 1°.

3. — L'instruction des affaires portées devant le *Tribunal civil d'arrondissement* se fait par simple mé-

moire respectivement signifié, sans ministère d'avoué et sans plaidoirie. Le jugement est rendu sur le rapport d'un juge fait en audience publique, et sur les conclusions du Procureur de la République. Il est prononcé dans la *Chambre du conseil*, et n'est pas susceptible d'appel. On ne peut l'attaquer que par la voie de la requête civile ou de la cassation.

4. — Les contraventions et fraudes sont poursuivies devant le *Tribunal de police correctionnelle*, et jugées par lui, sauf l'appel. (Loi 5 ventôse an vii (25 février 1804), art. 90.)

Elles sont prouvées par des procès-verbaux qui font foi jusqu'à inscription de faux, quand ils sont signés par deux employés de la Régie et affirmés, dans les trois jours, devant le Juge de paix. (Déc. 1^{er} germinal an viii (22 mars 1805), art. 25.)

La poursuite doit être intentée, à peine de *déchéance*, dans les trois mois de la date du procès-verbal, et, s'il y a arrestation du prévenu, dans le mois à partir de cette arrestation. (Loi 15 juin 1835.)

5. — L'Administration a le droit de transiger avec les prévenus. (Arr. 5 germinal an vii (26 mars 1804), article 23.) La transaction éteint même les poursuites du Ministère public. Si les condamnations qui pouvaient être prononcées ne dépassent pas 500 fr., l'approbation du Directeur du département suffit; de 500 fr. à 3,000 francs, il faut celle du Directeur général; au-dessus de 3,000 fr., la sanction du Ministre des Finances est indispensable.

III. PRESCRIPTION. — La prescription est acquise à la Régie contre les demandes en restitution des droits perçus au delà du tarif, par six mois. Elle est acquise au redevable contre la Régie, pour les droits non réclamés, par un an, à compter du jour où ils étaient exigibles. (Déc. 1^{er} germinal an viii, art. 50; loi 28 avril 1816, art. 247.)

CONTUMACE - CONTUMAX. — (Cod. instr. crim. art. 244; 465-478; 641.)

Du latin *contumacia*, rébellion, désobéissance. — En matière criminelle, on appelle *contumace* l'état de l'accusé qui se dérobe à la justice : l'individu qui est en cet état est dit *contumax*.

1. — Le Code d'instruction criminelle, après avoir indiqué la série de publications et notifications à faire pour mettre l'accusé légalement en demeure de comparaitre, ordonne de procéder dans les dix jours au jugement du contumax. Aucun avocat ne peut se présenter en son nom. Ses parents ou ses amis seuls peuvent soumettre à la Cour d'assises son excuse.

Si la Cour trouve l'excuse légitime, elle ordonne qu'il sera sursis au jugement de l'accusé et au séquestre de ses biens, pendant un temps déterminé.

Hors ce cas, la Cour prononce sur l'accusation, sans l'assistance de jurés.

2. — S'il y a condamnation, les biens du contumax sont mis sous le séquestre et régis comme biens d'absent.

Si l'accusé se constitue prisonnier ou est arrêté avant que la peine prononcée contre lui soit éteinte par la prescription, le jugement et la procédure antérieure sont anéantis, et il est procédé contre lui dans la forme ordinaire.

En cas d'acquiescement, il est condamné aux frais occasionnés par sa contumace.

3. — Lorsque la peine est prescrite, le condamné ne peut plus se présenter pour purger sa contumace.

CONVERSION DES RENTES. — Voy. DETTE PUBLIQUE, 2.

COOPÉRATIVE. (SOCIÉTÉ) — Voy. SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES.

COPROPRIÉTAIRE. — Celui qui a la propriété d'une chose avec un ou plusieurs autres individus. — Voy. INDIVISION.

CORPORATIONS. — Voy. LIBERTÉ DU TRAVAIL ET DE L'INDUSTRIE.

CORRECTION. (DROIT DE) — Voy. PUISSANCE PATERNELLE, 2.

CORRECTION. (MAISON DE) — Voy. PRISONS.

CORRUPTION DE FONCTIONNAIRES. — (Cod. pén. art. 177-183.)

Elle est ainsi punie par le Code pénal : Art. 177. — « Tout fonctionnaire public de l'ordre administratif ou judiciaire, tout agent ou préposé d'une Administration publique, qui aura agréé des offres ou promesses, ou reçu des dons ou présents, pour faire un acte de sa fonction ou de son emploi, même juste, mais non sujet à salaire, sera puni de la *dégradation civique*, et condamné à une amende double de la valeur des promesses agréées ou des choses reçues, sans que ladite amende puisse être inférieure à 200 fr. »

« La présente disposition est applicable à tout fonctionnaire, agent ou préposé de la qualité ci-dessus exprimée, qui, par offres ou promesses agréées, dons ou présents reçus, se sera abstenu de faire un acte qui entrerait dans l'ordre de ses devoirs. »

« Sera puni de la même peine tout *arbitre ou expert*, nommé par le tribunal ou par les parties, qui aura agréé des offres ou promesses, ou reçu des dons ou présents, pour rendre une décision ou donner une opinion favorable à l'une des parties. »

Art. 178. — « Dans le cas où la corruption aurait pour objet un fait criminel emportant une peine plus forte que celle de la *dégradation civique*, cette peine plus forte sera appliquée aux coupables. »

Art. 179. — « Quiconque aura contraint ou tenté de contraindre par voie de fait ou menaces, corrompu ou tenté de corrompre par promesses, offres, dons ou présents, l'une des personnes de la qualité exprimée en l'article 177, pour obtenir soit une opinion favorable, soit des procès-verbaux, états, certificats ou estimations contraires à la vérité, soit des places, emplois, adjudications, entreprises ou autres bénéfices quelconques, soit tout autre acte du ministère du fonctionnaire, agent ou pré-

posé, soit enfin l'abstention d'un acte qui rentrerait dans l'exercice de ses devoirs, sera puni des mêmes peines que la personne corrompue. »

« Toutefois, si les tentatives de contrainte ou corruption n'ont en aucun effet, les auteurs de ces tentatives seront simplement punis d'un emprisonnement de trois mois au moins et de six mois au plus, et d'une amende de 100 fr. à 300 fr. »

Art. 180. — « Il ne sera jamais fait au corrupteur restitution des choses par lui livrées, ni de leur valeur; elles seront confisquées au profit des hospices des lieux où la corruption aura été commise. »

Art. 181. — « Si c'est un juge prononçant en matière criminelle, ou un juré, qui s'est laissé corrompre, soit en faveur, soit au préjudice de l'accusé, il sera puni de la *réclusion*, outre l'amende ordonnée par l'article 177. »

Art. 182. — « Si, par l'effet de la corruption, il y a eu condamnation à une peine supérieure à celle de la *réclusion*, cette peine, quelle qu'elle soit, sera appliquée au juge ou juré coupable de corruption. »

Art. 183. — « Tout juge ou administrateur qui se sera décidé par faveur pour une partie ou par inimitié contre elle, sera coupable de *forfaiture*, et puni de la *dégradation civique*. »

COSTUME. — 1. — Toute personne qui a porté publiquement un costume qui ne lui appartient pas est punie d'un emprisonnement de six mois à deux ans. (Cod. pén. article 259.)

2. — Les arrestations illégales et les vols sont punis plus sévèrement, lorsqu'ils ont été commis sous un faux costume. (Cod. pén. art. 344, 381, 384.) — Voy. ARRESTATION, 5; — VOL, 1.

COTUTEUR. — (Cod. civ. art. 396.) — Celui qui est chargé d'une tutelle avec une autre personne. — Voy. TUTELLE, I.

COUPS ET BLESSURES. — (Cod.

pén. art. 309-313; 315, 320, 321, 322, 326, 327-329.)

1. — Ils sont plus ou moins sévèrement punis selon qu'ils ont été *volontaires* ou *involontaires*, avec ou sans *préméditation*, selon qu'il y a eu ou non *provocation*, et aussi suivant le mal qui en est résulté.

Les dispositions du Code pénal à cet égard sont ainsi conçues :

Art. 309. — « Tout individu qui, *volontairement*, aura fait des blessures ou porté des coups, ou commis toute autre violence ou voie de fait, s'il est résulté de ces sortes de violences une *maladie* ou *incapacité de travail personnel pendant plus de vingt jours*, sera puni d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans, et d'une amende de 16 à 2,000 fr. — Il pourra, en outre, être privé des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où il aura subi sa peine. — Quand les violences ci-dessus exprimées auront été suivies de *mutilation, amputation ou privation de l'usage d'un membre, cécité, perte d'un œil, ou autres infirmités permanentes*, le coupable sera puni de la *réclusion*. — Si les coups portés ou les blessures faites *volontairement*, mais sans intention de donner la mort, l'ont pourtant occasionnée, le coupable sera puni des *travaux forcés à temps*. »

Art. 310. — « Lorsqu'il y aura eu *préméditation* ou *guet-apens*, la peine sera, si la mort s'en est suivie, celle des *travaux forcés à perpétuité*; — si les violences ont été suivies de mutilation, amputation ou privation de l'usage d'un membre, cécité, perte d'un œil, ou autres infirmités permanentes, la peine sera celle des *travaux forcés à temps*; — dans le cas prévu par le premier paragraphe de l'article 309, la peine sera celle de la *réclusion*. »

Art. 311. — « Lorsque les blessures ou les coups, ou autres violences ou voies de fait, n'auront occasionné aucune maladie ou incapacité de travail personnel de l'espèce men-

tionnée en l'article 309, le coupable sera puni d'un emprisonnement de six jours à deux ans et d'une amende de 16 fr. à 200 fr., ou de l'une de ces deux peines seulement. — S'il y a eu *préméditation* ou *guet-apens*, l'emprisonnement sera de deux ans à cinq ans, et l'amende de 50 à 500 fr. »

Art. 312. — « L'individu qui aura volontairement fait des blessures ou porté des coups à ses père ou mère légitimes, naturels ou adoptifs, ou autres *ascendants* légitimes, sera puni ainsi qu'il suit : de la *réclusion*, si les blessures ou les coups n'ont occasionné aucune maladie ou incapacité de travail personnel de l'espèce mentionnée en l'article 309; — du *maximum de la réclusion*, s'il y a eu incapacité de travail pendant plus de vingt jours, ou *préméditation*, ou *guet-apens*; — des *travaux forcés à temps*, lorsque l'article auquel le cas se référera prononcera la peine de la *réclusion*; — des *travaux forcés à perpétuité*, si l'article prononce la peine des *travaux forcés à temps*. »

Art. 313. — « Les crimes et les délits prévus dans la présente section..., s'ils ont été commis en réunion séditieuse, avec rébellion ou pillage, sont imputables aux chefs, auteurs, instigateurs et provocateurs de ces réunions, rébellions ou pillages, qui seront punis comme coupables de ces crimes ou de ces délits, et condamnés aux mêmes peines que ceux qui les auront personnellement commis. »

— Indépendamment des peines ci-dessus mentionnées, les tribunaux peuvent prononcer le renvoi sous la *surveillance de la haute police* depuis deux ans jusqu'à dix ans.

— Lorsque des blessures ou des coups *involontaires* résultent d'un *défaut d'adresse* ou de *précaution*, le coupable est passible de six jours à deux mois d'emprisonnement et d'une amende de 16 fr. à 100 fr. ou de l'une de ces deux peines seulement.

2. — Les coups et les blessures sont *excusables*, s'ils ont été *provoqués* par

des coups ou violences envers les personnes, ou s'ils ont été commis en repoussant pendant le jour l'escalade ou l'effraction des clôtures, murs ou entrée d'une maison ou d'un appartement habité ou de leurs dépendances. — Dans le cas d'excuse prouvée, s'il s'agit d'un crime emportant la peine de mort, ou celle des travaux forcés à perpétuité, ou celle de la déportation, la peine est réduite à un emprisonnement d'un an à cinq ans; s'il s'agit de tout autre crime, elle est réduite à un emprisonnement de six mois à deux ans. — Les coupables peuvent, de plus, dans l'une et l'autre hypothèse, être mis par l'arrêt ou le jugement sous la surveillance de la haute police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus. — S'il s'agit d'un délit, la peine est réduite à un emprisonnement de six jours à six mois.

3. — Il n'y a ni crime ni délit lorsque les blessures et les coups étaient commandés par la nécessité actuelle de la légitime défense de soi-même ou d'autrui. — Voy. LÉGITIME DÉFENSE.

4. — Les coups portés ou les blessures faites à l'un des époux par son conjoint sont une cause de séparation de corps. — (Cod. civ. art. 306.) — Voy. SÉPARATION DE CORPS, II.

5. — Est indigne de succéder, celui qui aurait été condamné pour avoir donné ou tenté de donner la mort au défunt. (Cod. civ. art. 727.) — Voy. SUCCESSIONS, I.

6. — Le donataire qui se serait rendu coupable de coups et blessures envers le donateur pourrait être privé, pour cause d'ingratitude, de la libéralité qui lui a été faite. (Cod. civ. art. 955.) — Voy. DONATION ENTRE-VIFS, II.

7. — Voy. VIOLENCES ENVERS LES DÉPOSITAIRES DE L'AUTORITÉ OU DE LA FORCE PUBLIQUE.

COUR D'ASSISES. — (Cod. Instr. crim. art. 251 et suiv.)

Juridiction chargée de juger définitivement et sans appel les infractions à la loi punies de peines afflic-

tives et infamantes, depuis la réclusion jusqu'à la peine de mort, et connues sous la dénomination générale de crimes.

1. — La Cour d'assises ne siège que temporairement, excepté à Paris. D'ordinaire, elle se tient au chef-lieu de chaque département. Par exception, elle se tient, dans les Ardennes, à Charleville; dans la Marne, à Reims; dans la Meuse, à Saint-Mihiel.

2. — Elle se compose de trois magistrats qui sont : dans les villes où se trouve une Cour d'appel, trois Conseillers de cette Cour, l'un comme Président, les deux autres comme Assesseurs, et, dans les autres chefs-lieux de département, un membre de la Cour délégué comme président, et deux juges du tribunal faisant l'office d'assesseurs.

3. — La Cour d'assises est assistée de jurés, au nombre de douze pour chaque affaire. Les jurés seuls prononcent sur le fait, c'est-à-dire statuent sur la culpabilité ou la non-culpabilité de l'accusé : à la Cour est réservée l'application de la loi eu égard aux déclarations du jury. — Voy. JURY.

4. — Lorsque le jury, écartant les circonstances aggravantes et déclarant l'accusé coupable, fait dégénérer le crime en simple délit, la Cour d'assises n'en est pas moins compétente pour appliquer la peine correctionnelle.

5. — Même en cas d'acquiescement de l'accusé, la Cour d'assises est compétente pour statuer sur la question des dommages-intérêts, s'il y a une partie civile en cause. La Cour alors statue sans assistance de jurés.

COUR DE CASSATION. — (Loi 1^{er} déc. 1790 ; Ord. roy. 15 janv. 1826 ; loi du 1^{er} avril 1837.)

1. — La Cour de cassation, dont le siège est à Paris, est une magistrature suprême, placée au sommet de la hiérarchie judiciaire, dans le but de maintenir une saine et uniforme application des lois. C'est à elle que sont dénoncées toutes les décisions

judiciaires qui ne sont plus attaques par la voie de l'appel, et qui auraient violé la loi ou en auraient fait une fausse application.

2. — La Cour de cassation ne forme pas un troisième degré de juridiction : sans entrer dans l'examen du fond de la décision qui lui est soumise par le pourvoi en cassation, elle examine seulement si cette décision est ou non conforme à la loi. Dans ce dernier cas, elle casse la décision, qui est considérée comme non avenue, et l'affaire est renvoyée devant des juges de même degré que ceux dont la sentence se trouve annulée.

3. — La Cour de cassation se divise en trois Chambres, dont deux sont spécialement consacrées aux affaires civiles. La Chambre des requêtes examine les requêtes qui lui sont présentées afin d'obtenir la cassation d'une décision judiciaire en matière civile : si la demande lui paraît fondée, elle admet la requête qui est alors soumise à la Chambre civile. Les affaires criminelles sont portées directement devant la Chambre criminelle.

4. — Lorsqu'une décision, soit civile, soit criminelle, a été cassée, et que, sur le renvoi qui lui en est fait, le second Tribunal ou la seconde Cour juge de la même manière, la Cour de cassation, saisie d'un nouveau pourvoi, tient une audience solennelle, c'est-à-dire que les trois Chambres se réunissent et l'arrêt qui intervient est obligatoire, quant à l'application de la loi, pour le troisième Tribunal, ou la troisième Cour, qui sera saisi de la question.

5. — VOY. CASSATION; — AVOCATS AU CONSEIL D'ÉTAT ET A LA COUR DE CASSATION.

COUR DES COMPTES. — (Loi 16 sept. 1807; déc. 15 janv. 1852.)

1. — La Cour des comptes est une magistrature inamovible, gardienne de la fortune publique, qui prend rang immédiatement après la Cour de cassation. Elle a pour mission de juger la gestion de tous les compta-

bles de deniers publics. Elle vérifie si les comptes généraux présentés par les Ministres concordent avec les comptes individuels des comptables sur lesquels elle a prononcé. La décision qu'elle rend à ce sujet, chaque année, s'appelle arrêt de conformité.

2. — Dans un rapport annuel présenté au Chef du pouvoir exécutif, la Cour exprime ses vues de réforme et d'amélioration dans les différentes branches de la comptabilité publique.

3. — Créée et organisée par la loi du 16 septembre 1807, la Cour des comptes est divisée en trois Chambres, et se compose d'un Premier Président, de trois Présidents, de dix-huit Conseillers-Maitres des comptes, de quatre-vingt-quatre Conseillers Référendaires, et de vingt Auditeurs.

Un Procureur général, amovible comme tous les magistrats du Ministère public, est attaché à la Cour.

Le Premier Président préside les Chambres assemblées, et chaque Chambre lorsqu'il le juge convenable. Il a la surveillance générale de la Cour.

Les Présidents ont la direction du travail de la Chambre à la tête de laquelle ils sont placés.

Les Conseillers Maitres vérifient le travail des Référendaires et expriment leur opinion sur les propositions faites dans les rapports.

Les Conseillers Référendaires sont chargés de la vérification des comptes et en font rapport aux Chambres. Ils donnent leur avis, mais n'ont pas voix délibérative.

Les Auditeurs sont adjoints aux Conseillers Référendaires pour concourir, sous leur direction, aux travaux de vérification et d'instruction.

Le Procureur général veille à ce que les comptables présentent leurs comptes dans les délais fixés par la loi. Il s'assure du service des Chambres et des Référendaires. Il est appelé à donner ses conclusions toutes les fois qu'un Référendaire élève contre un comptable une prévention de faux ou de concussion.

COUR D'APPEL. — (Loi 27 ventôse an VIII (18 mars 1800), tit. III; loi 20 avril 1810, chap. 1^{er}; Cod. proc. civ. art. 443-473; Cod. instr. crim. art. 199-250.) — Jurisdiction du second degré instituée pour rendre la justice d'une manière souveraine et en dernier ressort.

1. — Les Cours d'appel, qui ~~so~~ sont appelées, suivant les temps, *Cours royales* ou *Cours impériales*, sont réduites aujourd'hui au nombre de 26. En voici le tableau, avec l'indication de l'étendue de leur circonscription :

CHEF-LIEU.	CIRCONSCRIPTION.	CHEF-LIEU.	CIRCONSCRIPTION.
Agen.....	Gers, Lot, Lot-et-Garonne.	Nancy.....	Ardennes, Meurthe-et-Moselle, Vosges, Meuse.
Aix.....	Bouches-du-Rhône, Var, Basses-Alpes, Alpes-Maritimes.	Nîmes.....	Lozère, Gard, Ardèche, Vaucluse.
Amiens....	Aisne, Somme, Oise.	Orléans....	Loir-et-Cher, Loiret, Indre-et-Loire.
Angers....	Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe.	Paris.....	Yonne, Seine-et-Oise, Seine, Seine-et-Marne, Eure-et-Loir, Marne, Aube.
Bastia.....	Corse.	Pau.....	Landes, Basses-Pyrénées.
Besançon...	Jura, Doubs, Haute-Saône.	Poitiers...	Charente - Inférieure, Vendée, Deux-Sèvres, Vienne.
Bordeaux..	Charente, Dordogne, Gironde.	Rennes....	Loire-Inférieure, Finistère, Côtes-du-Nord, Morbihan, Ille-et-Vilaine.
Bourges...	Nièvre, Cher, Indre.	Riom.....	Allier, Cantal, Puy-de-Dôme, Haute-Loire.
Caen.....	Orne, Manche, Calvados.	Rouen.....	Eure, Seine-Inférieure.
Chambéry..	Savoie, Haute-Savoie.	Toulouse...	Ariège, Haute-Garonne, Tarn, Tarn-et-Garonne.
Dijon.....	Côte-d'Or, Saône-et-Loire, Haute-Marne.		
Douai.....	Pas-de-Calais, Nord.		
Grenoble...	Hautes-Alpes, Drôme, Isère.		
Limoges...	Creuse, Corrèze, Haute-Vienne.		
Lyon.....	Ain, Loire, Rhône.		
Montpellier.	Pyrénées-Orientales, Aude, Aveyron, Hérault.		

2. — Les Cours d'appel statuent en dernier ressort :

1^o Sur les appels des jugements rendus par les Tribunaux de première instance, tant en matière civile qu'en matière correctionnelle, et sur ceux des Tribunaux de commerce situés dans toute l'étendue de leur ressort. — Elles statuent également sur les appels des décisions des juges civils

et de commerce d'un autre ressort, lorsqu'il y a renvoi de la Cour de cassation; — 2^o Sur les sentences rendues par les arbitres volontaires lorsque la contestation était de nature à être soumise aux Tribunaux civils; — 3^o Sur les ordonnances de référé.

3. — Il y a certaines affaires qui, sans avoir subi l'épreuve d'un pre-

mier degré de juridiction, rentrent dans la compétence des Cours d'appel et doivent être portées devant cette juridiction supérieure. Ce sont : 1^o Les actions qui découlent de l'exécution des jugements, dont les tribunaux ne connaissent pas; — 2^o Les demandes en paiement de frais faits par les officiers ministériels qui exercent près d'elles; — 3^o Les demandes en réhabilitation de faillis; — 4^o Les demandes en règlement de juges; — 5^o Les prises à partie; — 6^o Certaines fautes contre la discipline.

4. — Les Cours d'appel se divisent en plusieurs *Chambres*, selon les besoins du service. — Chacune d'elles a ses attributions spéciales. La *Chambre civile* connaît de toutes les affaires ordinaires en matière civile; la *Chambre correctionnelle* statue sur les appels des jugements rendus par les Tribunaux de police correctionnelle dans toute l'étendue du ressort. Une troisième *Chambre*, connue sous le nom de *Chambre des mises en accusation*, est spécialement chargée d'apprécier toutes les poursuites intentées, dans l'étendue du ressort, à l'occasion de faits réputés crimes aux yeux de la loi. Sur le rapport qui lui est présenté par l'un des membres du parquet de la Cour, cette *Chambre* examine si le fait qui a donné lieu aux poursuites constitue le crime déterminé par la loi pénale, et s'il y a charges suffisantes contre celui qui est prévenu d'en être l'auteur, auquel cas elle renvoie l'inculpé devant la Cour d'assises pour y être jugé conformément à la loi.

Si le fait, quoique constituant un crime, n'est pas suffisamment établi à la charge du prévenu, la *Chambre* ordonne, s'il y a lieu, un supplément d'instruction ou plus ample informé, ou déclare qu'il n'y a lieu à suivre quant à ce moment, sauf à reprendre ultérieurement les poursuites s'il surgit des charges nouvelles. Un arrêt de non-lieu pur et simple équivaut à un acquittement, et le prévenu ne peut plus être poursuivi pour le même fait.

Si le fait qui a motivé la poursuite est dépouillé des circonstances aggravantes qui le constituent crime, et ne présente plus à la charge du prévenu qu'un simple délit ou seulement même qu'une contravention, la *Chambre* renvoie le prévenu devant le juge compétent pour en connaître.

COURS D'EAU. — Voy. EAUX.

COURTIER. — (Cod. com. art. 74-90; loi 18 juillet 1866.)

On appelle ainsi des agents servant d'intermédiaires pour la négociation des opérations commerciales. A la différence des *Commissionnaires* qui agissent en leur nom pour le commettant, et figurent personnellement dans les marchés qu'ils concluent, les *Courtiers* se bornent à mettre les parties en rapport et à constater leurs conventions, sans jamais s'engager personnellement : ils perçoivent pour leurs soins un salaire désigné sous le nom de *courtage*.

Les *Courtiers* s'appelaient autrefois *couratiers*, mot dont la racine est *courir*, parce que les *Courtiers* courent sans cesse chez les vendeurs et les acheteurs pour opérer leurs négociations.

— Il y a plusieurs classes de *Courtiers* : les *Courtiers de marchandises* ou de commerce; les *Courtiers d'assurances*; les *Courtiers interprètes et conducteurs de navire*; les *Courtiers de transports par terre et par eau*; les *Courtiers gourmets piqueurs de vin*.

Jusqu'au 1^{er} janvier 1867, tous les *Courtiers* avaient, comme les *Agents de change*, le caractère d'officiers publics; leur nombre était, par conséquent, limité, et leurs attributions privilégiées. Ce caractère subsiste encore pour les *Courtiers* autres que ceux de marchandises ou de commerce : il a disparu pour cette dernière classe, et aujourd'hui, en vertu de la loi du 18 juillet 1866, la profession de *Courtier de marchandises* est libre. Quant aux *Courtiers* qui ont conservé le caractère d'officiers publics, ils sont nommés par décret, sauf toutefois les *Courtiers gourmets piqueurs de vin*, dont la nomination est laissée au Mi-

nistre du commerce. Ils sont obligés de fournir un cautionnement; leurs charges sont transmissibles.

I. COURTIER DE MARCHANDISES OU DE COMMERCE. — Leur attribution essentielle consiste à servir d'intermédiaires pour l'achat et la vente des marchandises, et, depuis le 1^{er} janvier 1867, il est loisible à toute personne de remplir cet office. Mais les Courtiers de marchandises n'ayant plus le caractère d'officiers publics, la loi du 18 juillet 1866 a déterminé les conditions auxquelles les Courtiers pourraient user du droit, que tous avaient, sous le régime du privilège, de procéder aux ventes publiques de marchandises aux enchères et en gros, ainsi que de constater le cours des marchandises. Il faut qu'ils soient inscrits sur une liste dressée par le Tribunal de commerce. Pour obtenir cette inscription, les Courtiers doivent justifier d'une certaine aptitude, prêter serment devant le Tribunal et payer au Trésor un droit qui varie de 1,000 fr. à 3,000 fr., selon l'importance de la place.

Les ventes publiques de marchandises aux enchères et en gros ne peuvent être faites que par les Courtiers inscrits : ceux-ci ont également le droit exclusif de procéder, à défaut d'expert choisi par les parties, à l'estimation des marchandises déposées dans les *magasins généraux* (voy. ces mots). Lorsque, dans une ville, il n'y a pas de Courtiers inscrits, le Président du Tribunal de commerce désigne, sur la demande des parties, un Courtier pour procéder à ces opérations.

— Les droits dus aux Courtiers pour les ventes publiques et les estimations sont fixés par le Ministre du commerce, pour chaque localité.

— *Défense* est faite aux Courtiers inscrits, chargés de procéder à une vente publique ou à une estimation, de se rendre personnellement acquéreurs. Le contrevenant serait rayé de la liste et ne pourrait plus y être inscrit.

Tout Courtier, inscrit ou non, qui

se chargerait d'une opération à laquelle il serait intéressé, sans en prévenir les parties, serait passible d'une amende de 500 fr. à 3,000 fr.

— Lorsque les Courtiers inscrits ne sont pas en nombre suffisant, la Chambre de commerce peut leur adjoindre d'autres Courtiers ou des négociants de la place pour la constatation du cours des marchandises. Sont chargés de ce soin, dans les villes où il n'y a pas de Courtiers inscrits, les Courtiers et négociants désignés, chaque année, par la Chambre de commerce.

II. COURTIER D'ASSURANCES. — Ils rédigent, concurremment avec les Notaires, les contrats d'assurance maritime; attestent, par leur signature, la vérité de ceux que les parties rédigent elles-mêmes, et ont seuls qualité pour certifier le taux des primes d'assurances pour tous les voyages de mer ou de rivière.

III. COURTIER INTERPRÈTES ET CONDUCTEURS DE NAVIRES. — Ces Courtiers sont aussi désignés sous le nom de *Courtiers maritimes*. Ils ont des attributions assez nombreuses.

Ainsi, ils servent d'intermédiaires pour les locations de navires, quand les parties ne traitent pas directement; ils constatent seuls le prix de ces locations; ils ont le droit exclusif de traduire, en cas de contestations devant les tribunaux, les actes en langue étrangère relatifs au commerce maritime et produits en justice; ils servent d'interprètes à tous les étrangers, marchands ou personnes de mer, dans les affaires contentieuses de commerce et pour le service des douanes.

— Le décret qui nomme le Courtier détermine les langues pour lesquelles il servira d'interprète.

— La même personne peut être autorisée à cumuler les fonctions d'Agent de change, de Courtier de marchandises ou assurances, et de Courtier interprète, conducteur de navire.

— L'expression *conducteur*, qui vient du latin *conductor*, celui qui

prend à loyer, a été donnée par extension aux Courtiers, parce qu'ils s'entremettent pour la location des navires.

IV. COURTIERES DE TRANSPORT PAR TERRE ET PAR EAU. — Ils négocient, dans les lieux où ils sont établis, les conventions relatives aux transports, et ont le droit exclusif d'en constater le cours. Leurs fonctions ne peuvent se cumuler avec celles des autres Courtiers.

V. COURTIERES GOURMETS PIQUEURS DE VINS. — Institués pour Paris seulement par le décret du 15 décembre 1813, et nommés par le Ministre de l'agriculture et du commerce, sur la présentation du Préfet de police, les *Courtiers gourmets piqueurs de vins* servent d'intermédiaires, à l'entrepôt, entre les vendeurs et les acheteurs; ils dégustent les boissons pour en indiquer le cru et la qualité; ils font l'office d'experts, exclusivement à tous autres, en cas de contestation sur la qualité des vins, ou lorsque le destinataire prétend qu'ils ont été altérés par le voiturier ou le batelier.

COUTUMES. — Voy. CODE CIVIL.

COUTUMIER. (DROIT). — Voy. DROIT COUTUMIER.

CRÉANCES SUR L'ÉTAT. — (Loi 9 janvier 1831, art. 9, 10.)

Les créances sur l'Etat sont soumises à des *déchéances* spéciales. Le législateur a voulu, pour l'ordre et la sécurité des finances publiques, que l'Etat fût libéré irrévocablement dans des délais déterminés, plus courts que ceux de la prescription ordinaire, et qu'un exercice ne pût indéfiniment léguer des charges aux exercices suivants. En conséquence, il a déclaré *prescrites et éteintes* au profit de l'Etat toutes créances qui, n'ayant pas été acquittées avant la clôture des crédits de l'exercice auquel elles appartiennent, n'auraient pas, à défaut de justifications suffisantes, été *liquidées, ordonnancées et payées* dans un délai de cinq années, à partir de l'ouverture de l'exercice, pour les créanciers domiciliés en

Europe, et de six années pour les créanciers résidant hors du territoire européen.

Ces dispositions cessent d'être applicables au cas où c'est par le fait de l'Administration, ou par suite de pourvoi devant le Conseil d'Etat, que l'ordonnance et le paiement n'ont pas été opérés dans les délais déterminés.

Le retard dans la libération du Trésor est imputable à l'Administration toutes les fois que la partie a produit ses titres et demandé dans les délais la liquidation de sa créance, a mis, en un mot, l'Administration en demeure.

— C'est au Ministre compétent seul qu'il appartient de prononcer la *déchéance*, sauf recours au Conseil d'Etat.

CRÉANCIER. — Du latin *credere*, prêter, confier. C'est celui à qui il est dû quelque chose.

1. — On distingue trois sortes de créanciers : les créanciers *chirographaires*, les créanciers *hypothécaires* et les créanciers *privilegiés*.

1^o Les *créanciers chirographaires* (du grec *cheir*, main, et *graphô*, j'écris) sont ceux qui ont un titre, sous seing privé ou notarié, auquel la loi n'a attaché aucune faveur, et qui n'est garanti par aucun droit réel sur les immeubles du débiteur. Ils peuvent bien, en vertu de leur titre, poursuivre leur débiteur, et faire vendre ses biens, tant qu'ils sont dans ses mains; mais s'il en a disposé, ils n'ont aucun recours contre l'acquéreur : de plus, si le prix de vente des biens de leur débiteur ne suffit pas pour les désintéresser tous, ils le partagent, proportionnellement à la valeur de leur créance, et cette répartition se fait sans égard à la date de leurs titres.

2. Les *créanciers hypothécaires* (du grec *upotékê*, gage) sont ceux qui ont sur les immeubles de leur débiteur un droit réel qui leur permet de les suivre en quelques mains qu'ils passent, et d'être payés sur le prix en provenant, de préférence aux créan-

ciers chirographaires. — Voy. HYPOTHÈQUE.

3^e Les créanciers privilégiés sont ceux dont la créance a paru tellement favorable que le législateur y a attaché le *privilege d'être payée*, sur les biens du débiteur, de préférence aux créanciers même hypothécaires. — Voy. PRIVILÈGE.

2. — Le Code civil (art. 1166 et 1167) accorde aux créanciers la double faculté d'exercer les droits et actions de leur débiteur, du chef et au nom de ce dernier, et de demander la révocation des actes qu'il a faits en fraude de leurs droits. Cette faculté est la conséquence du principe que quiconque s'oblige est réputé affecter à l'acquittement de son obligation tous ses biens présents et à venir. Or, tout bien qui entre dans le patrimoine du débiteur se trouve entrer dans le gage des créanciers; tout bien dont il cesse d'être propriétaire échappe à leur gage; tout droit qui s'éteint pour lui s'éteint également pour eux. Il était donc juste de donner aux créanciers le moyen de conserver ou de retrouver leur gage.

CRÈCHES. — (Déc. 26 février 1862; arr. min. 30 juin 1862.)

L'institution des *crèches* a pour but de garder et de soigner, pendant le jour, les petits enfants dont les mères sont occupées aux travaux des champs, des ateliers ou des manufactures.

C'est à M. F. Marbeau, dont le nom vénéré est synonyme de dévouement, que l'on doit une œuvre qui vient si heureusement combler la lacune existant entre la *Société de charité maternelle* et les *Salles d'asile*. — La première crèche fut ouverte à Paris en 1844.

— Les crèches sont *libres* ou *approuvées*.

L'établissement des crèches libres n'est soumis à aucune formalité en dehors des conditions d'hygiène et de salubrité prescrites par un arrêté du Ministre de l'intérieur en date du 30 juin 1862. Les crèches dont l'organisation est approuvée partici-

pent seules aux encouragements de l'Etat.

CRÉDIT AGRICOLE. — (Loi 28 juillet 1860; déc. 16 février 1861, 22 avril 1865.)

Le Crédit agricole a pour objet de procurer des capitaux ou des crédits à l'agriculture et aux industries qui s'y rattachent, en faisant on en facilitant par sa garantie l'escompte ou la négociation d'effets exigibles au plus tard à quatre-vingt-dix jours; d'ouvrir des crédits ou prêter à plus longue échéance, mais sans dépasser trois années, sur nantissement ou autre garantie spéciale; de recevoir des dépôts avec ou sans intérêts, sans pouvoir excéder deux fois le capital réalisé ou représenté par des titres déposés dans les caisses de la société; d'ouvrir des comptes courants; d'opérer des recouvrements; et de faire, avec l'autorisation du Gouvernement, toutes autres opérations ayant pour but de favoriser le défrichement ou l'amélioration du sol, l'accroissement et la conservation de ses produits et le développement de l'industrie agricole. — La société peut, pour les besoins de ses opérations, créer et négocier des titres dont l'époque d'exigibilité ne doit pas dépasser cinq ans. — La direction, l'administration et la surveillance des affaires de la Société sont confiées à un Gouverneur et deux Sous-Gouverneurs, à un Conseil d'administration et à un Comité de censure.

Les fonctions de Gouverneur et de Sous-Gouverneurs sont exercées par le Gouverneur et les Sous-Gouverneurs du *Crédit foncier de France*.

CRÉDIT FONCIER. — (Déc. 28 février, 28 mars, 30 juillet, 10 décembre 1852; 22 mars 1853; loi 10 juin 1853; déc. 26 juin, 6 juillet 1854; 28 juin 1856; loi 19 juin 1857; déc. 16 août 1859, 11 janvier 1860; lois 6 juillet 1860, 28 février 1862.)

1. — Originaire d'Allemagne, l'institution du *Crédit foncier* n'a été introduite en France que par le décret du 28 février 1852. Son but est

de venir en aide à la propriété foncière, en permettant aux propriétaires de se procurer de l'argent à des conditions qui ne soient pas ruineuses, et en leur donnant la facilité de se libérer au moyen du paiement d'annuités à long terme.

2. — La grande Société du *Crédit foncier de France* a son siège à Paris, rue Neuve-des-Capucines, 17 et 19. Elle est administrée par un Gouverneur et deux Sous-Gouverneurs, nommés tous trois par le Chef du pouvoir exécutif, et par vingt Administrateurs et trois Censeurs élus par

l'Assemblée générale des actionnaires.

Les Administrateurs se renouvellent par cinquième chaque année : ils peuvent toujours être réélus. Les fonctions des Censeurs durent trois ans ; ils se renouvellent par tiers et sont rééligibles.

L'Assemblée générale, composée des 200 plus forts actionnaires, se réunit une fois par an.

3. — *Condition des prêts.* — Les prêts sont faits pour une durée de 10 à 50 ans. — Le tableau ci-après fait connaître le *chiffre de l'annuité* pour chaque durée :

DURÉE du PRÊT.		ANNUITÉS à payer POUR 100 FRANCS.		DURÉE du PRÊT.		ANNUITÉS à payer POUR 100 FRANCS.	
ANNÉES.		fr.	c.	ANNÉES.		fr.	c.
50.....		6.	06....	41.....		6.	36
49.....		6.	08....	40.....		6.	40
48.....		6.	11....	35.....		6.	67
47.....		6.	14....	30.....		7.	07
46.....		6.	17....	25.....		7.	65
45.....		6.	20....	20.....		8.	56
44.....		6.	24....	15.....		10.	15
43.....		6.	27....	10.....		13.	42
42.....		6.	31....				

Les prêts sont réalisés en obligations foncières de 500 francs rapportant 5 p. 0/0 d'intérêt. L'emprunteur reçoit au pair ces titres, qui ne sont pas actuellement cotés à la Bourse, mais qu'il peut négocier soit lui-même, soit par l'entremise de l'Administration, moyennant un escompte variable.

— Les demandes de prêts doivent être conformes aux modèles imprimés fournis par l'Administration, et être signées par l'emprunteur ou par un mandataire.

A l'appui de sa demande l'emprunteur doit produire :

1° L'établissement de propriété, sur

papier libre, en sa personne et en celle de ses auteurs, des biens offerts en garantie. Cet établissement de propriété doit être rédigé par le notaire de l'emprunteur. On doit y joindre les contrats d'acquisition, les quittances des prix de vente, les pièces constatant l'accomplissement des formalités de transcription et de purge des hypothèques légales, et, si la propriété a été transmise par succession, les pièces établissant les qualités d'héritiers, les actes de partage, les déclarations de succession ; enfin une désignation sommaire, article par article, des biens offerts en garantie ; l'indication, par chaque nature d'immeubles, de

leur situation et de leur contenance avec les numéros du cadastre des différents articles compris dans cette désignation;

2° La copie certifiée de la *matrice cadastrale* et du *plan cadastral*;

3° Les *baux* ou l'état des *locations*, s'il en existe, avec indication des *fermages* et *loyers* payés d'avance;

4° La *déclaration* détaillée des *revenus* et des *charges*, conforme aux *modèles* fournis par l'Administration, selon qu'il s'agit d'une propriété *urbaine* ou d'une propriété *rurale*;

5° La *cote* des *contributions* de l'année *courante*, ou, à son défaut, celle de la dernière année;

6° La *police d'assurance* contre l'incendie, s'il en existe;

7° Un état d'inscriptions, ou, à défaut de cet état, une simple *déclaration* constatant la *situation hypothécaire*.

L'emprunteur doit avoir capacité suffisante pour contracter et pour conférer hypothèque; il doit indiquer le régime sous lequel il est marié.

La production du *contrat de mariage* est nécessaire. — S'il n'a pas été fait de contrat, et si le mariage est postérieur au 1^{er} janvier 1851, il faut représenter l'*acte de célébration*. Depuis 1851, en effet, tout acte de célébration contient la date du contrat de mariage, ainsi que les nom et résidence du notaire qui l'a reçu, ou la mention que les époux se sont mariés sans contrat. (Loi 11 juillet 1850.)

— La Société n'accepte pour gage que les propriétés d'un revenu durable et certain.

Ne sont point admis au bénéfice des prêts faits par la Société : 1° les *théâtres*; — 2° les *mines* et *carrières*; — 3° les *immeubles indivis*, si l'hypothèque n'est établie sur la totalité de ces immeubles du consentement de tous les copropriétaires; — 4° ceux dont l'*usufruit* et la *nue propriété* ne sont pas réunis, à moins du consentement de tous les ayants droit à l'établissement de l'hypothèque.

L'estimation des biens offerts en garantie a lieu d'après les titres, baux

et autres renseignements fournis par le propriétaire emprunteur. — La Société se réserve, en cas de nécessité, de faire procéder à une estimation par expert, après s'en être entendue avec la personne qui a formé la demande d'emprunt.

— Le montant du prêt ne peut dépasser la moitié de la valeur de l'immeuble hypothéqué, ou même le tiers s'il s'agit de vignes ou de bois. Les bâtiments des usines et fabriques ne sont estimés qu'en raison de leur valeur indépendante de leur affectation industrielle.

Dans aucun cas, l'annuité au service de laquelle l'emprunteur s'engage ne peut être supérieure au revenu total de la propriété.

— La Société ne prête que sur première hypothèque. Mais sont considérés comme faits sur première hypothèque les prêts au moyen desquels doivent être remboursées les créances déjà inscrites, lorsque, par l'effet de ce remboursement ou de la subrogation opérée au profit de la Société, son hypothèque vient en première ligne et sans concurrence. Dans ce cas, la Société conserve entre ses mains valeur suffisante pour opérer ce remboursement.

Si l'immeuble est grevé d'inscriptions pour hypothèques consenties à raison de garantie d'éviction ou de rentes viagères, le prêt peut avoir lieu, pourvu que le montant de ce prêt, réuni aux capitaux inscrits, n'excède pas la moitié ou le tiers, selon le cas, de la valeur de cet immeuble.

Les moyens d'assurer à l'hypothèque du Crédit foncier le premier rang, sans concurrence, à l'égard des créanciers qui auraient un privilège ou une hypothèque antérieure, sont, indépendamment de la subrogation : 1° le consentement d'antériorité ou la cession du rang hypothécaire conférés par le créancier dont le privilège ou l'hypothèque primerait le crédit foncier; — 2° la purge des hypothèques légales, non inscrites; — 3° si les hypothèques légales sont inscrites, la mainlevée donnée, soit par la

femme non mariée sous le régime dotal, soit par le subrogé-tuteur du mineur ou de l'interdit, en vertu d'une délibération du Conseil de famille.

— Lorsque la propriété est reconvenue régulière et la garantie suffisante, le Conseil d'administration détermine le montant du prêt à faire, et il est procédé à la signature du *contrat conditionnel*. Ce contrat, rédigé par le Notaire de l'emprunteur, conformément aux formules remises par l'Administration, indique le montant du prêt, la quotité et la nature des obligations qui seront remises au moment où sera passé l'acte définitif. Il contient la désignation des biens hypothéqués et l'établissement de propriété. Il indique la durée du prêt, le montant de l'annuité, les époques de paiement des deux semestres entre lesquels elle se partage (31 janvier et 31 juillet), les conditions relatives aux remboursements anticipés, à l'assurance contre l'incendie, et au transport de l'indemnité en cas de sinistre; enfin les conditions générales des prêts du Crédit foncier.

Le contrat conditionnel fixe l'époque de la réalisation du prêt; le délai, sauf les exceptions spécialement autorisées en certains cas, est de deux mois au plus.

Après la signature du contrat conditionnel, il est pris immédiatement inscription au profit du Crédit foncier de France, au bureau du Conservateur des hypothèques de la situation des biens. Enfin, après la levée de l'état contenant l'inscription prise au profit du Crédit foncier, si la purge des hypothèques légales n'a pas été nécessaire, ou, après les délais de cette purge, si elle a été jugée indispensable, il est procédé à l'acte définitif.

Cet acte, qui constate la réalisation du prêt, énonce sommairement l'accomplissement des formalités de purge et des autres formalités hypothécaires établissant qu'il n'est survenu aucune inscription primant celle du Crédit foncier, à l'exception de celles prises en garantie de créances qui doivent être remboursées avec le

montant du prêt, ou de celles prises en garantie d'éviction ou de rente viagère.

Si, parmi ces créances, quelques-unes ne peuvent être remboursées immédiatement, cette circonstance n'empêche pas la réalisation du prêt. L'acte définitif en fait mention, et les valeurs restent en dépôt dans la caisse du Crédit foncier, pour le compte de l'emprunteur, jusqu'au moment où les créances inscrites peuvent être remboursées.

— L'annuité est payable en espèces. Elle comprend : 1° l'intérêt; — 2° l'amortissement déterminé par le taux de l'intérêt et la durée du prêt; — 3° une allocation annuelle pour droits de commission et frais d'administration, à raison de 60 c. pour 100 fr.

L'époque du paiement des annuités est fixée au 31 janvier et au 31 juillet de chaque année.

An moment du prêt, la Société retient, sur le capital, l'intérêt et l'allocation applicables au temps à courir jusqu'à la première échéance semestrielle.

Tout semestre non payé à l'échéance porte intérêt de plein droit et sans mise en demeure, au profit de la Société, sur le pied de 5 p. 100 par an. Il en est de même des frais de poursuite faits par la Société pour arriver au recouvrement de ses créances, et ce, à partir du jour où ils ont été avancés. En outre, le défaut de paiement d'un semestre rend exigible la totalité de la dette un mois après la mise en demeure.

— Les débiteurs ont le droit de se libérer par anticipation, en tout ou en partie. Les remboursements anticipés sont effectués, au choix des débiteurs, soit en numéraire, soit en obligations foncières ou lettres de gage appartenant à l'émission indiquée par le contrat de prêt. Ces obligations ou lettres de gage sont reçues au pair, quel que soit leur cours.

Les remboursements anticipés donnent lieu, au profit de la Société, à une indemnité de 50 c. p. 100 fr. (1/2 p. 0/0) du capital remboursé par anticipation.

— L'emprunteur est tenu de dénoncer à la Société, dans le délai d'un mois, les aliénations totales ou partielles qu'il peut avoir faites.

A défaut de dénonciation de ces faits dans le délai prescrit, la Société peut exiger de lui son remboursement intégral. Elle a droit, en outre, à l'indemnité de 1/2 p. 100 ci-dessus déterminée.

L'emprunteur doit également, à charge de supporter la même indemnité en cas d'exigibilité, dénoncer dans le même délai les détériorations que l'immeuble hypothéqué peut avoir subies, et tous les faits de nature, soit à en diminuer la valeur, soit à troubler sa possession, soit à porter atteinte à son droit de propriété.

A défaut de dénonciation, ou, dans tous les cas, si les faits ci-dessus compromettent les intérêts de la Société, elle peut exiger son remboursement.

La dette devient également exigible, et l'indemnité dont il a déjà été question est acquise à la Société, en cas de dissimulation par l'emprunteur des causes d'hypothèque légale, de résolution ou de rescision, qui peuvent grever de son chef les biens hypothéqués à la Société.

4. — *Obligations foncières ou lettres de gage.* — Elles sont nominatives ou au porteur, et ne peuvent dépasser le montant des engagements des emprunteurs. Elles rapportent un intérêt de 3, 4 ou 5 p. 0/0.

Les obligations 3 et 4 p. 0/0 sont négociées à la Bourse, et participent à des tirages trimestriels de lots dont le montant, par année, est de huit cent mille francs. Dans ces tirages, les titres de 1,000 fr. ont droit à l'intégralité du lot échu à leur numéro; les titres de 500 fr., à la moitié; les titres de 100 fr., au dixième. — Elles sont remboursables, par voie de tirage au sort, en cinquante ans, à partir du 1^{er} mai 1854, savoir : les titres 4 p. 0/0 au pair; les titres 3 p. 0/0 avec une prime de 20 0/0 : soit ceux de 1,000 fr. à 1,200 fr.; ceux de 500 fr. à 600 fr.; ceux de 100 fr. à 120 fr. — Les tirages ont lieu les

22 mars, 22 juin, 22 septembre et 22 décembre.

Les obligations 5 p. 0/0, non négociables actuellement à la Bourse, sont divisées en coupures de 500 fr. Elles doivent être remboursées au pair, dans le délai de cinquante ans à partir de leur émission, également par voie de tirage au sort. Elles sont livrées directement par le Crédit foncier, au prix de 500 fr.

— Aucune opposition n'est reçue contre le paiement des arrérages ou du capital des obligations foncières, si ce n'est de la part du propriétaire, en cas de perte de ses titres.

Elles sont désignées pour servir, comme les rentes sur l'Etat, à l'emploi des fonds appartenant aux incapables, aux communes, aux établissements publics ou d'utilité publique.

Elles sont exemptes de l'impôt sur les valeurs mobilières établi par la loi du 23 juin 1857. — Elles sont admises au bénéfice des avances sur dépôt consenties par la Banque de France, à Paris et dans ses succursales. — Les intérêts en sont payés dans toutes les Recettes générales et particulières des finances.

5. — Le Crédit foncier a été chargé de réaliser les prêts autorisés par la loi du 17 juillet 1856 pour travaux de drainage, dans les conditions déterminées par cette loi et par celle du 28 mai 1858. — Voy. DRAINAGE.

6. — Une loi du 6 juillet 1860 a autorisé le Crédit foncier de France à prêter aux départements, aux communes et aux associations syndicales les sommes qu'ils auraient obtenu la faculté d'emprunter.

Les prêts consentis avec ou sans affectation hypothécaire, et remboursables, soit à long terme, par annuités, soit à court terme, avec ou sans amortissement, sont réalisables en numéraire. La commission allouée au Crédit foncier, pour frais d'administration, ne peut excéder 45 c. pour 100 fr. par an.

En représentation de ces prêts et jusqu'à concurrence de leur montant, le Crédit foncier a la faculté de créer et de négocier des obligations jouis-

sant de tous les droits et privilèges attachés aux obligations foncières ou lettres de gage par les lois et décrets concernant cet établissement.

7. — Une loi du 26 février 1862 a déclaré les dispositions de la loi du 6 juillet 1860 précitée applicables aux prêts à faire aux hospices et aux établissements publics.

CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL. (SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE) — (Déc. 7 mai 1859, 12 janvier 1861.)

— Cette Société a son siège à Paris, rue de la Cbaussée-d'Antin, 66, et ses bureaux rue de la Victoire, 72.

Ses opérations consistent :

1^o A escompter les effets de commerce payables à Paris, dans les départements et à l'étranger, les warrants ou bulletins de gage délivrés en conformité de la loi du 28 mai 1858, concernant les marchandises déposées dans les magasins généraux agréés par l'Etat, et, en général, toutes sortes d'engagements à échéance fixe résultant de transactions commerciales ou industrielles; à négocier et à réescompter les valeurs ci-dessus désignées, après les avoir revêtues de son endossement;

2^o A faire des avances sur rentes françaises, actions ou obligations d'entreprises industrielles ou de crédit, constituées en sociétés anonymes françaises, mais seulement jusqu'à concurrence des deux tiers de la valeur au cours de ces rentes, actions ou obligations, et à la condition que ces avances ne seront faites que pour quatre-vingt-dix jours au plus, et n'excéderont jamais dans leur ensemble le cinquième du capital réalisé et la moitié de la réserve;

3^o A faire des avances aux Sociétés françaises de commerce, anonymes, en commandite ou en nom collectif, ou à tous commerçants, moyennant des sûretés données soit par voie de transports en garantie, dépôt en nantissement de valeurs mobilières ou connaissements, soit par voie de privilège ou d'hypothèque sur des valeurs immobilières, à la condition que ces avances ne seront faites que pour

six mois au plus et n'excéderont jamais dans leur ensemble le cinquième du capital réalisé et la moitié de la réserve;

4^o A se charger de tous paiements et recouvrements à Paris, dans les départements et à l'étranger, et à ouvrir à cet effet des comptes-courants, sans pouvoir jamais faire aucun paiement à découvert; à fournir et accepter tous mandats, traites, lettres de change dont la converture aurait été préalablement faite soit en marchandises déposées dans les magasins généraux, soit en espèces, soit en valeurs agréées par le Conseil d'administration; à se charger du recouvrement de tous arrérages de rentes ou intérêts et dividendes d'actions, de l'achat ou de la vente pour le compte de tiers, et moyennant commission convenue, de toute espèce de fonds publics et valeurs industrielles;

5^o A ouvrir toutes souscriptions à des emprunts publics ou autres, et pour la réalisation de toutes sociétés anonymes ou en commandite par actions, mais toujours pour le compte de tiers et moyennant commission convenue, sans cette réserve qu'aucune souscription pour des emprunts sur fonds étrangers ou pour la réalisation de sociétés étrangères ne pourra avoir lieu sans l'autorisation du Ministre des finances;

6^o A recevoir en compte-courant et jusqu'à concurrence d'une fois et demie le capital nominal et la réserve, les fonds qui lui seront versés, à un taux d'intérêt déterminé par le Conseil d'administration;

7^o Enfin, à recevoir en dépôt, moyennant un droit de garde, toute espèce de titres et valeurs.

Toutes autres opérations sont interdites.

CRÉDIT MOBILIER. — (Déc. 18 nov. 1852.)

La Société créée sous ce titre a son siège à Paris, place Vendôme, 15.

Ses opérations principales consistent : 1^o A souscrire ou acquérir des effets publics, des actions, des obligations de toutes sociétés anonymes,

soit industrielles, soit de crédit; — 2° A émettre, pour une somme égale à celle employée à ces souscriptions et acquisitions, ses propres obligations; — 3° A souscrire des emprunts et à les réaliser; — 4° A faire des entreprises de travaux publics; — 5° A prêter sur dépôt de titres, actions, obligations et effets publics; — 6° A payer des coupons d'intérêts, des dividendes de diverses compagnies, etc.

CRÉDIT MUTUEL. (SOCIÉTÉ DE) —
Voy. SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES.

CRIEURS PUBLICS. — (Loi 16 février 1834.)

Nul ne peut exercer, même temporairement, la profession de crieur, de vendeur ou de distributeur, sur la voie publique, d'écrits, dessins, ou emblèmes imprimés, lithographiés, autographiés, moulés, gravés, on à la main, sans autorisation préalable de l'autorité municipale. Cette autorisation peut toujours être retirée.

Les contraventions sont punies d'un emprisonnement de six jours à deux mois pour la première fois, et de deux mois à un an en cas de récidive, sauf l'admission, s'il y a lieu, de circonstances atténuantes par le Tribunal correctionnel.

CRIME. — (Cod. pén. art. 1^{er}.) —
 Infraction à la loi pénale, punie d'une peine afflictive et infamante, ou seulement infamante, et jugée par la Cour d'assises. — **Voy. COUR D'ASSISES; — ACTION CIVILE; — ACTION PUBLIQUE; — LÉGITIME DÉFENSE; — PEINES; — TENTATIVE; — COMPLICE — COMPLI-
 CITÉ.**

CRIS SÉDITIEUX. — (Loi 25 mars 1822, art. 8.) — Tous cris séditieux publiquement proférés sont punis d'un emprisonnement de six jours à deux ans, et d'une amende de 16 fr. à 4,000 fr., sauf l'admission, s'il y a lieu, de circonstances atténuantes.

CROIT. — Augmentation du bétail par la naissance des petits.

1. — Le produit (laine, lait), et le

croit des animaux sont réputés fruits naturels; l'usufruitier en a conséquemment la jouissance. (Cod. civ. art. 582, 583.)

2. — Dans le bail à cheptel simple, le preneur profite de la moitié du croit, comme il supporte aussi la moitié de la perte du bétail qu'il s'engage à garder, nourrir et soigner. (Cod. civ. art. 1804, 1811.) Il ne peut disposer d'aucune bête du troupeau, soit du fonds, soit du croit, sans le consentement du bailleur, qui, lui-même, ne peut en disposer sans l'assentiment du preneur. (Cod. civ. art. 1812.)

Dans le cheptel à moitié, on ne peut convenir que le bailleur aura droit à plus de la moitié du croit, à moins qu'il ne soit propriétaire de la métairie dont le preneur est fermier ou colon partiaire. (Cod. civ. art. 1819.) — **Voy. LOUAGE, sect. III.**

CULTES. — (Loi 18 germinal an x (8 avril 1802); ord. roy. 25 mai 1844; déc. 26 mars 1852; Cod. pén. art. 199-208; 260-264.)

Du latin *colere*, adorer, révéler. — Le culte est l'hommage que l'on rend à Dieu par des actes de religion.

En France, chacun professe sa religion avec une égale liberté. Les ministres du culte catholique, ceux des autres cultes chrétiens et du culte israélite reçoivent un traitement de l'Etat.

I. CULTE CATHOLIQUE. — En ce qui concerne le culte catholique, le territoire français est divisé en diocèses dont l'administration spirituelle est confiée à des Archevêques et à des Evêques qui sont nommés par le Président de la République, et qui reçoivent du Pape l'institution canonique.

Voici le tableau des 84 diocèses actuels; les Archevêchés, au nombre de 17, sont indiqués en lettres capitales; les Evêchés, au nombre de 69, en lettres italiques :

DIOCÈSES.	DÉPARTEMENTS.
Agen.....	Lot-et-Garonne.
Aire.....	Landes.
AIX.....	Bouches-du-Rhône, moins l'arrondissement de Marseille.
Ajaccio.....	Corse.
ALBI.....	Tarn.
Amiens.....	Somme.
Angers.....	Maine-et-Loire.
Angoulême.....	Charente.
Annecy.....	Haute-Savoie.
Arras.....	Pas-de-Calais.
AUCH.....	Gers.
Autun.....	Saône-et-Loire.
AVIGNON.....	Vaucluse.
Bayeux.....	Calvados.
Bayonne.....	Basses-Pyrénées.
Beauvais.....	Oise.
Belley.....	Ain.
BESANÇON.....	Doubs, Haute-Saône.
Blois.....	Loir-et-Cher.
BORDEAUX.....	Gironde.
BOURGES.....	Cher, Indre.
Cahors.....	Lot.
CAMBRAI.....	Nord.
Carcassonne.....	Aude.
Châlons.....	Marne, moins l'arrondissement de Reims.
CHAMBERY.....	Savoie.
Chartres.....	Eure-et-Loir.
Clermont.....	Puy-de-Dôme.
Coutances.....	Manche.
Digne.....	Basses-Alpes.
Dijon.....	Côte-d'Or.
Evreux.....	Eure.
Fréjus.....	Var, plus l'arrondissement de Grasse (Alpes- Maritimes).
Gap.....	Hautes-Alpes.
Grenoble.....	Isère.
Langres.....	Haute-Marne.
Laval.....	Mayenne.
Limoges.....	Creuse, Haute-Vienne.
Luçon.....	Vendée.
LYON.....	Loire, Rhône.
Le Mans.....	Sarthe.
Marseille.....	Bouches-du-Rhône (l'arrondissement de Mar- seille seul).
Meaux.....	Seine-et-Marne.
Mende.....	Lozère.
Montauban.....	Tarn-et-Garonne.
Montpellier.....	Hérault.

DIOCÈSES.	DÉPARTEMENTS.
Moulins	Allier.
Nancy	Meurthe-et-Moselle.
Nantes	Loire-Inférieure.
Nevers	Nièvre.
Nice	Alpes-Maritimes, moins l'arrond. de Grasse.
Nîmes	Gard.
Orléans	Loiret.
Pamiers	Ariège.
PARIS	Seine.
Périgueux	Dordogne.
Perpignan	Pyrénées-Orientales.
Poitiers	Deux-Sèvres, Vienne.
Puy (Le)	Haute-Loire.
Quimper	Finistère.
REIMS	Ardenne, Marne (arrondiss. de Reims seul).
RENNES	Ille-et-Vilaine.
Rochelle (La)	Charente-Inférieure.
Rodez	Aveyron.
ROUEN	Seine-Inférieure.
Saint-Brieuc	Côtes-du-Nord.
Saint-Claude	Jura.
Saint-Dié	Vosges.
Saint-Flour	Cantal.
Saint-Jean-de-Maurienne	Savoie (arrondissement de Saint-Jean-de-Maurienne, partie des arrondissements d'Albertville et de Chambéry).
Séez	Orne.
SENS	Yonne.
Soissons	Aisne.
Tarbes	Hautes-Pyrénées.
Tarentaise	Savoie (arrondissement de Moutiers, partie de l'arrondissement d'Albertville).
TOULOUSE	Haute-Garonne.
TOURS	Indre-et-Loire.
Troyes	Aube.
Tulle	Corrèze.
Valence	Drôme.
Vannes	Morbihan.
Verdun	Meuse.
Versailles	Seine-et-Oise.
Viviers	Ardèche.

— Il y a une Paroisse au moins par canton et autant de Succursales que le besoin l'exige. Les Curés, placés à la tête des paroisses, et les Desservants chargés du service des succursales sont nommés par les Evêques :

les premiers doivent être agréés par le Gouvernement et sont inamovibles; les desservants peuvent être révoqués par l'Evêque de qui ils tiennent leur nomination.

— Les Archevêques connaissent

des réclamations et des plaintes portées contre la conduite et les décisions de leurs *suffragants*, c'est-à-dire des Evêques de leur circonscription archiépiscopale.

Voici le tableau des 17 circonscriptions archiépiscopales actuelles de la France :

ARCHEVÊCHÉS.	EVÊCHÉS SUFFRAGANTS.
Aix.....	Digne, Gap, Nice, Marseille, Fréjus, Ajaccio.
Albi.....	Rodez, Cahors, Mende, Perpignan.
Auch.....	Aire, Bayonne, Tarbes.
Avignon.....	Viviers, Valence, Nîmes, Montpellier.
Besançon.....	Belley, Verdun, Nancy, Saint-Dié.
Bordeaux.....	Angoulême, La Rochelle, Périgueux, Agen, Luçon, Poitiers.
Bourges.....	Saint-Flour, Tulle, Le Puy, Clermont, Limoges.
Cambrai.....	Arras.
Chambéry.....	St-Jean-de-Maurienne, Annecy, Tarentaise.
Lyon.....	Dijon, Saint-Claude, Grenoble, Langres, Autun.
Paris.....	Chartres, Blois, Orléans, Meaux, Versailles.
Reims.....	Soissons, Châlons, Beauvais, Amiens.
Rennes.....	Saint-Brieuc, Quimper, Vannes.
Rouen.....	Bayeux, Evreux, Coutances, Séez.
Sens.....	Moulins, Troyes, Nevers.
Toulouse.....	Pamiers, Carcassonne, Montauban.
Tours.....	Nantes, Angers, Laval, Le Mans.

— Comme personne morale, toute paroisse a des biens, des revenus qui sont administrés par un *Conseil de fabrique*. — Voy. FABRIQUE D'ÉGLISE.

II. CULTES NON CATHOLIQUES. — Les cultes non catholiques, reconnus et rétribués par l'Etat, sont au nombre de trois : 1° L'Eglise réformée ou calviniste; — 2° L'Eglise de la confession d'Augsbourg ou Luthérienne; — 3° Le culte Israélite.

§ 1. — EGLISE RÉFORMÉE, OU CALVINISTE. — Elle a des Pasteurs et des Conseils presbytéraux, des Consistoires locaux, des Synodes et un Conseil central.

Les Pasteurs sont préposés à l'administration du culte dans chaque paroisse ou section de Consistoire.

Il n'y a entre eux aucune hiérarchie, aucune distinction d'ordre. Outre le Pasteur, chaque paroisse a un *Conseil presbytéral* composé de quatre membres laïques au moins, de sept au plus, et présidé par le Pasteur ou l'un des Pasteurs. Ce Conseil administre la paroisse sous l'autorité du Consistoire: les membres qui le composent sont élus par tous les membres de l'Eglise portés sur le registre paroissial; ils sont renouvelés par moitié tous les trois ans.

— Il y a un *Consistoire* ou une *église consistoriale* par 6,000 âmes de la même communion; ce titre est donné au Conseil presbytéral du chef-lieu de la circonscription territoriale dont le nombre des membres est alors doublé et se compose, en outre, de

tous les Pasteurs du ressort consistorial et d'un délégué laïque de chaque Conseil presbytéral.

Les Consistoires sont chargés de veiller au maintien de la discipline, à l'administration des biens de l'Eglise et à celle des deniers provenant des aumônes. Ce sont eux qui nomment les Pasteurs, sur une liste de trois candidats présentés par le Conseil presbytéral.

Le Président de chaque Consistoire est élu par les membres qui le composent, parmi les Pasteurs en faisant partie; l'élection est soumise à l'agrément du Gouvernement.

— Les Synodes sont des assemblées formées du Pasteur ou d'un des Pasteurs, et d'un ancien ou notable de chaque église consistoriale. Cinq églises consistoriales forment l'arrondissement d'un Synode.

Ces assemblées ne peuvent se tenir qu'avec l'autorisation du Gouvernement, et le Ministre des Cultes doit être informé, au préalable, des matières qui y seront traitées : leurs décisions sont soumises à l'approbation du chef de l'Etat. — Les Synodes veillent sur tout ce qui concerne la célébration du culte, l'enseignement de la doctrine et la conduite des affaires ecclésiastiques.

— Le Conseil central, établi à Paris, représente auprès du Gouvernement les Eglises réformées de France; il s'occupe des questions d'intérêt général dont il est chargé par l'Administration ou par les Eglises. En cas de vacance d'une chaire de professeur dans les Facultés de théologie protestante, il recueille les votes des Consistoires, et les transmet, avec son avis, au Ministre. — Il est composé des deux plus anciens Pasteurs de Paris et de Notables protestants nommés par le Gouvernement.

§ 2. — EGLISE DE LA CONFESSION D'AUGSBOURG, OU LUTHÉRIENNE. — Elle a des Pasteurs, des Conseils presbytéraux et des Consistoires locaux, des Inspections, un Consistoire supérieur ou général et un Directoire.

Pour ce qui concerne les Pasteurs, les Conseils presbytéraux et les Consis-

toires locaux ou Eglises consistoriales, il y a assimilation entre les deux cultes protestants. Mais ce qui distingue l'organisation des Eglises de la Confession d'Augsbourg de celle des Eglises réformées, ce sont les Inspections, le Consistoire supérieur ou général, et le Directoire.

Cinq Eglises consistoriales forment l'arrondissement d'une Inspection, qui se compose du Ministre et d'un ancien ou notable de chaque Eglise. L'Inspection choisit dans son sein deux laïques et un Ecclésiastique, qui prend le titre d'Inspecteur. Ce choix doit être confirmé par le chef de l'Etat.

L'Inspection a pour mission de veiller sur tout ce qui concerne le culte extérieur. Elle ne peut s'assembler qu'avec l'autorisation du Gouvernement et en présence du Préfet ou du Sous-Préfet. Il doit, en outre, être donné connaissance au Ministre des Cultes des matières qui y seront traitées, et les décisions sont soumises à l'approbation du Gouvernement.

L'Inspecteur est chargé de veiller sur les Ministres et sur le maintien du bon ordre dans les Eglises particulières. Il peut visiter les églises de son arrondissement et s'adjoindre, lorsque les circonstances l'exigent, les deux laïques nommés avec lui. Il convoque l'assemblée générale de l'Inspection, et ordonne les Pasteurs de son arrondissement.

— Le Consistoire supérieur ou général est composé de tous les Inspecteurs ecclésiastiques, de deux députés laïques par inspection, d'un professeur du Séminaire délégué par ce corps, du président du Directoire, qui préside, de droit, le Consistoire, et d'un membre laïque du Directoire nommé par le Gouvernement.

Il se réunit au moins une fois par an. Ses fonctions sont de veiller au maintien de la constitution et de la discipline de l'Eglise, de faire ou approuver les règlements concernant le régime intérieur, et de juger en dernier ressort les difficultés auxquelles leur application peut donner

lien ; d'approuver les livres et formulaires liturgiques qui doivent servir au culte et à l'enseignement religieux.

— Le *Directoire* est chargé du *pouvoir administratif*. C'est lui qui nomme les Pasteurs et propose aux fonctions d'aumônier pour les établissements civils qui en sont pourvus. Il autorise ou ordonne, avec l'agrément du Gouvernement, le passage d'un Pasteur d'une cure à une autre ; il nomme les professeurs du collège protestant dit *gymnase*, sous l'approbation du Gouvernement, et ceux du Séminaire, sur la proposition de ce dernier corps ; il donne son avis motivé sur les candidats aux chaires de la Faculté de Théologie.

Le *Directoire* se compose du Président, d'un membre laïque et d'un inspecteur ecclésiastique, nommés par le Gouvernement ; de deux députés désignés par le Consistoire supérieur.

— Un décret du 10 novembre 1852 a fixé la circonscription des Eglises consistoriales des Cultes réformés et de la Confession d'Augsbourg, et la répartition entre elles des paroisses.

§ 3. — CULTE ISRAËLITE. — Toutes les *synagogues* sont aujourd'hui réparties dans les circonscriptions de cinq Consistoires dits *départementaux* établis à Nancy, Bordeaux, Marseille, Bayonne et Lyon, qui relèvent d'un *Consistoire central* siégeant à Paris.

Chaque *Consistoire départemental* a l'administration et la police des temples de sa circonscription. Il se compose de quatre membres laïques et d'un *grand Rabbín*, élus par les électeurs du ressort du Consistoire ; il délivre les diplômes de rabbins de premier degré et nomme les assemblées qui élisent les *Rabbins communaux*, chargés de la prédication, de l'enseignement religieux et de la bénédiction des mariages dans chaque synagogue, et les *ministres officiants*, ou simples chantres, chargés de la célébration des offices.

— Le *Consistoire central* se compose

d'un *grand Rabbín* et de huit membres laïques élus par les assemblées d'électeurs de la circonscription du Consistoire départemental qu'ils représentent. Il choisit son président et nomme aussi son *grand Rabbín*, avec l'adjonction de deux délégués de chaque circonscription départementale.

Le Consistoire central est l'intermédiaire entre le Ministre des Cultes et les Consistoires départementaux. Il est chargé de la haute surveillance des intérêts du culte et de la police ecclésiastique générale ; il délivre les diplômes de Rabbín de second degré et donne son avis dans la plupart des affaires traitées par les Consistoires départementaux.

Le *grand Rabbín du Consistoire central* a droit de surveillance et d'admonition à l'égard de tous les Ministres du Culte israélite, et aucune délibération ne peut être prise par le Consistoire central, en ce qui touche les objets religieux, sans son approbation. Les *grands Rabbins des Consistoires départementaux* ont droit de surveillance sur les Rabbins et Ministres officiant dans leur ressort.

— Toutes les élections faites par les Consistoires et les assemblées électorales sont soumises à la confirmation du Gouvernement.

— Les *traitements* des Ministres du culte israélite ont été mis à la charge du Trésor public par une loi du 3 mai 1841 : jusqu'à cette époque, il y était pourvu au moyen de contributions que les Consistoires étaient autorisés à répartir entre les fidèles.

L'Etat entretient une *école rabbinique* ou Séminaire du culte israélite.

III. DISPOSITIONS PÉNALES. — La loi a établi des peines, soit contre les personnes qui troubleraient l'exercice des Cultes, ou adresseraient des outrages à leurs Ministres (Cod. pén. art. 260-264), soit contre ces Ministres eux-mêmes, s'ils venaient à troubler l'ordre public dans l'exercice de leur ministère (même Code,

art. 199-208). — Voy. APPEL COMME D'ABUS; — CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES.

CURAGE. — 1. — Le curage des canaux et des rivières navigables et flottables est à la charge de l'Etat; celui des autres cours d'eau à la charge des riverains. Les rôles de répartition des sommes nécessaires pour cette opération sont dressés sous la surveillance du Préfet, rendus exécutoires par lui, et le recouvrement s'en opère de la même manière que celui des contributions publiques.

Toutes les contestations relatives au recouvrement de ces rôles sont jugées par le Conseil de Préfecture, sauf recours au Conseil d'Etat. (Loi 14 floréal an XI (4 mai 1803).)

2. — Le curage des puits et celui des fosses d'aisances sont à la charge du bailleur, s'il n'y a clause contraire. (Cod. civ. art. 1756.) — Voy. LOUAGE, sect. I, II, § 1.

CURATEUR. — Du latin *curare*, prendre soin.

1. — La nomination d'un curateur est prescrite par la loi dans diverses circonstances, notamment en cas d'émancipation d'un mineur, de vacance de succession, de révision d'un procès criminel. — Voy. ÉMANCIPATION; — SUCCESSIONS, V; — RÉVISION DES PROCÈS CRIMINELS.

2. — Lorsqu'au décès du mari, sa femme est enceinte, l'article 393 du Code civil dispose qu'il sera nommé un curateur au ventre par le Conseil de famille. (Cette expression assez bizarre vient du droit romain.) — A la naissance de l'enfant, la mère en devient tutrice, et le curateur en devient subrogé-tuteur.

CURÉ. — Du latin *curare*, prendre soin. — Nom donné au Ministre de l'Eglise catholique titulaire d'une paroisse. — Voy. CULTES, I.

D

DAME DE CHARITÉ. — (Ord. roy. 31 oct. 1821, art. 4.)

L'Administration des Hospices et Bureaux de bienfaisance est autorisée à nommer, dans les divers quartiers de la ville, pour les soins qu'elle juge utile de leur confier, des Dames de charité.

DATES. — 1. — Elles sont prescrites pour les actes de l'Etat civil, et ne peuvent être mises en chiffres. (Cod. civ. art. 34, 42, 57.)

2. — Les actes sous seing privé n'ont de date certaine à l'égard des tiers, que du jour où ils ont été enregistrés, du jour de la mort de celui ou de l'un de ceux qui les ont souscrits, ou du jour où leur substance est constatée dans des actes dressés par des officiers publics, tels que procès-verbaux de scellé ou inventaire. (Cod. civ. art. 1328.)

3. — Les livres des commerçants

doivent être tenus par ordre de dates. (Cod. com. art. 10.) — Il en est de même des livres des Agents de change et des Courtiers. (Cod. com. art. 84.)

4. — Les actes des Notaires doivent énoncer les dates en toutes lettres, à peine de 20 fr. d'amende par contravention. (Lois 25 ventôse an XI (16 mars 1803), art. 13; 16 juin 1824, art. 10.)

5. — Voy. ANTIDATE.

DÉBAUCHE. — Voy. EXCITATION A LA DÉBAUCHE.

DÉBET. (ENREGISTREMENT EN) — Voy. ENREGISTREMENT, 3.

DÉBITEUR. — Celui qui doit une somme ou une chose quelconque. Ce mot est corrélatif de créancier. — Voy. OBLIGATIONS; — SOLIDARITÉ; — CAUTION; — CONTRAINTE PAR CORPS; — DEMEURE (mise en); — PRESCRIPTION; — SAISIE-ARRÊT; — SAISIE-

BRANDON; — SAISIE DES RENTES CONSTITUÉES SUR PARTICULIERS; — SAISIE-EXÉCUTION; — SAISIE-GAGERIE; — SAISIE IMMOBILIÈRE; — TERME.

DÉBITS DE BOISSONS. — (Déc. 29 déc. 1851.) — 1. — La multiplicité toujours croissante des débits de boissons, cafés et cabarets a excité l'attention du Gouvernement, et, à la date du 29 décembre 1851, un décret a été rendu qui soumet l'ouverture de ces sortes d'établissements à la permission préalable de l'Autorité administrative. — La fermeture peut en être ordonnée, par arrêté du Préfet, soit après une condamnation pour contravention aux lois et règlements qui concernent ces professions, soit par mesure de sûreté publique.

2. — Tout individu qui ouvre un débit de boissons sans autorisation, ou qui continue à en tenir un contrairement à un arrêté de fermeture, est poursuivi devant les tribunaux correctionnels et punit d'une amende de 25 francs à 500 francs, et d'un emprisonnement de 6 jours à 6 mois. Son établissement peut être fermé.

3. — Voy. BILLARD, 1; — BOISSONS, § VII; — IVRESSE.

DÉBITS DE TABAC. — Ils sont concédés par le Gouvernement, qui n'en dispose généralement qu'à titre de rémunération de services rendus au pays, et particulièrement en faveur des veuves de militaires ou de fonctionnaires restées sans ressources.

Ce sont les *Préfets* qui nomment directement les titulaires des débits de tabac simple dont le produit ne dépasse pas 1,000 fr. (Déc. 25 mars 1852, art. 5, n° 15.) Au-dessus de ce chiffre, la nomination est réservée au Chef du pouvoir exécutif, sur la proposition du Ministre des Finances.

DÉBOUTER. — Du vieux mot *bouter*, mettre. — Signifie mettre hors, et s'emploie, en style de palais, pour indiquer qu'un plaideur est déchu de la demande qu'il avait formée en justice.

DÉCAGRAMME. — Poids équiva-

lant à 10 grammes. — Voy. POIDS ET MESURES.

DÉCALITRE. — Mesure de capacité pour les liquides et les matières sèches. Le décalitre équivaut à 10 litres. La loi a autorisé l'emploi du demi-décalitre ou du double-décalitre. — Voy. POIDS ET MESURES.

DÉCAMÈTRE. — Mesure de longueur équivalant à 10 mètres. — Voy. POIDS ET MESURES.

DÉCASTÈRE. — Mesure de solidité, employée particulièrement pour le bois de chauffage. Le décastère équivaut à 10 stères ou mètres cubes. — Voy. POIDS ET MESURES.

DÉCÈS. — Voy. ACTES DE L'ÉTAT CIVIL, lil, 3°.

DÉCENTRALISATION ADMINISTRATIVE. — (Déc. 25 mars 1852 et 13 avril 1861.)

Frappé des abus d'une centralisation excessive, le Gouvernement avait cherché à y remédier en remettant aux *Préfets* et, dans quelques cas, aux *Sous-Préfets* la décision d'un grand nombre d'affaires qui antérieurement exigeaient l'examen et l'autorisation des Ministres ou du chef de l'Etat, d'où résultaient des retards très-préjudiciables pour les intérêts locaux.

Tel fut le but des décrets des 25 mars 1852 et 13 avril 1861, qui avaient réservé, toutefois, le droit de contrôle à l'Administration centrale, et lui avaient en même temps maintenu la décision des affaires départementales et communales qui affectent directement l'intérêt général de l'Etat.

Les lois du 18 juillet 1866 et du 24 juillet 1867 avaient déjà élargi les attributions des Conseils généraux et des Conseils municipaux, opérant ainsi une décentralisation dans le vrai sens du mot, et par un système très-différent de celui des décrets des 25 mars 1852 et 13 avril 1861. La loi du 10 août 1871 sur les Conseils généraux a été bien plus loin, et en restreignant d'une manière sensible les pouvoirs de l'au-

torité préfectorale, elle a voulu donner aux membres de ces Conseils l'expérience féconde des affaires et les initier aux devoirs ainsi qu'à la pratique des fonctions publiques. — Voy. CONSEIL GÉNÉRAL.

DÉCHARGE. — Synonyme de *quit-tance*, *libération*.

1. — Le mineur émancipé ne peut recevoir un capital mobilier et en donner décharge sans l'assistance de son Curateur. (Cod. civ. art. 482.) — Voy. ÉMANCIPATION, II.

2. — Les individus pourvus d'un Conseil judiciaire ne peuvent recevoir un capital mobilier et en donner décharge, sans l'assistance de leur Conseil. (Cod. civ. art. 499, 513.) — Voy. CONSEIL JUDICIAIRE.

3. — Pour ce qui concerne la décharge des cautions (Cod. civ. art. 2037-2039), voy. CAUTION-CAUTIONNEMENT, III.

4. — Les Juges et Avoués sont déchargés des pièces cinq ans après le jugement des procès. Les Huis-siers, après deux ans, depuis l'exécution de la commission, ou la signification des actes, en sont pareillement déchargés. (Cod. civ. art. 2276.) — Voy. PRESCRIPTION, III.

5. — On appelle *témoins à décharge* ceux que l'accusé ou le prévenu font assigner pour venir déposer en leur faveur.

6. — Depuis le 1^{er} décembre 1871, sont soumis à un droit de timbre de 10 centimes tous les titres, de quelque nature qu'ils soient, signés ou non signés, qui emportent décharge. (Loi 23 août 1871, art. 18.)

7. — Pour ce qui concerne les demandes en décharge de contributions, voy. CONTRIBUTIONS, sect. I, IV.

DÉCHÉANCE. — Perte d'un droit pour n'avoir point rempli une condition imposée par la loi, ou pour avoir laissé passer le délai qu'elle avait fixé. — Les causes de déchéance sont trop nombreuses pour qu'il soit possible de les énumérer ici. — Voy. surtout APPEL; — BREVET D'INVENTION, X; — CASSATION; — CRÉANCES SUR

L'ÉTAT; — EFFETS DE COMMERCE, XI, XIV; — HYPOTHÈQUE, IV; — MARIAGE, IV; — PATERNITÉ ET FILIATION; — PRESCRIPTION; — VENTE, II, §§ 1 et 2.

DÉCIGRAMME. — Poids représentant le 10^e du gramme. — Voy. POIDS ET MESURES.

DÉCILITRE. — Dixième du litre. — Voy. POIDS ET MESURES.

DÉCIME. — Monnaie française de cuivre, représentant le 10^e du franc, ou 10 centimes.

DÉCIME DE GUERRE. — Imposition extraordinaire d'un décime par franc en sus des droits d'enregistrement, de timbre, d'hypothèque, de greffe, de voitures publiques, de garantie sur les matières d'or et d'argent, etc. Cette imposition, que la loi du 6 prairial an VII (25 mai 1799) avait établie pour un an seulement à titre de subvention de guerre, s'est maintenue d'année en année jusqu'à nos jours; la perception temporaire d'un second décime a même été autorisée à diverses reprises, notamment par la loi du 14 juillet 1855, à l'occasion de la guerre de Crimée. La loi du 23 août 1871 a ajouté deux décimes au principal des droits de timbre.

DÉCIMÈTRE. — Mesure de longueur représentant le 10^e du mètre. — Voy. POIDS ET MESURES.

DÉCISTÈRE. — Mesure de solidité, représentant le dixième du stère. — Voy. POIDS ET MESURES.

DÉCLARATION A L'OCTROI. — Voy. OCTROI, 6.

DÉCLARATION D'ABSENCE. — Voy. ABSENCE, II.

DÉCLARATION D'ACCEPTATION DE SUCCESSION SOUS BÉNÉFICE D'INVENTAIRE. — Voy. SUCCESSIONS, III.

DÉCLARATION DE COMMAND. — Terme de droit par lequel on désigne la faculté, réservée à l'acquéreur, de nommer ultérieurement une tierce personne, actuellement inconnue du vendeur, qui prendra le marché pour

elle. Cette tierce personne s'appelle *command*, parce que c'est elle qui a donné le *commandement* d'acheter.

M. Dalloz (*Répertoire de jurisprudence*, article *vente*, 214) explique ainsi l'origine de la déclaration de *command* : « Il parait, » dit-il, « que d'abord elle ne s'appliqua qu'aux ventes judiciaires. Les personnes de distinction ne voulant pas y intervenir, de peur d'être accusées soit de cupidité, soit de malveillance pour ceux dont les biens étaient vendus sur saisie, faisaient acheter par un tiers, qui déclarait acquérir pour lui ou pour son *command*, et qui ensuite les subrogeait en son lieu et placé. » Une fois adopté pour les ventes publiques, cet usage fut bientôt étendu aux ventes volontaires.

— Les déclarations de *command* sont soumises à certaines conditions restrictives. Ainsi, il faut que la faculté d'élire *command* ait été réservée dans le contrat, et que la déclaration soit faite dans le délai convenu. (Entre parties, ce délai peut varier; mais à l'égard du fisc, il n'est que de vingt-quatre heures.)

DÉCLARATION DE DÉCÈS. — Voy. ACTES DE L'ÉTAT CIVIL, III, 3°.

DÉCLARATION DE FAILLITE. — Voy. FAILLITE, I.

DÉCLARATION DE NAISSANCE. — Voy. ACTES DE L'ÉTAT CIVIL, III, 3°.

DÉCLARATION DE RENONCIATION A COMMUNAUTÉ. — Voy. CONTRAT DE MARIAGE, I, § 1, 3.

DÉCLARATION DE RENONCIATION A SUCCESSION. — Voy. SUCCESSIONS, III.

DÉCLARATION DE SUCCESSION. — (Lois 22 frimaire an VII (12 décembre 1798), art. 24, 25; 15 mai 1850, art. 7, 10, 11.)

1. — A l'ouverture d'une succession, ceux qui sont appelés à la recueillir, soit par une disposition de dernière volonté, soit dans l'ordre établi par la loi, sont tenus d'en faire la déclaration à la régie de l'enregistrement, et d'acquitter les droits de

mutation d'après la valeur des biens dont elle se compose.

2. — Les *délais* pour les déclarations à faire par les héritiers, légataires ou donataires ont été gradués en raison de la distance et de la manière suivante :

1° FRANCE. — Six mois, à compter du jour du décès, lorsque celui dont on recueille la succession est décédé en France;

2° EUROPE. — Huit mois, s'il est décédé dans toute partie de l'Europe autre que la France;

3° AMÉRIQUE. — Une année, s'il est mort en Amérique;

4° AFRIQUE OU ASIE. — Deux années, s'il est décédé en Afrique ou en Asie.

Faute de déclaration dans les délais ci-dessus prescrits, les héritiers, légataires ou donataires sont passibles, à titre d'amende, d'un *demi-droit* en sus du droit qui était dû.

3. — Les droits de mutation par décès sont ainsi fixés, sans distinction de biens meubles et immeubles :

En ligne directe : 1 p. 100;

Entre époux : 3 p. 100;

Entre frères et sœurs, oncles et tantes, neveux et nièces : 6 fr. 50 p. 100.

Entre grands-oncles et grand'tantes, petits-neveux et petites-nièces, cousins germains : 7 p. 100;

Entre parents au delà du quatrième degré : 8 p. 100;

Entre personnes non parentes : 9 p. 100.

— La perception des droits suit les sommes et valeurs de 20 fr. en 20 fr. inclusivement et sans fractions; c'est-à-dire qu'il est autant perçu sur 20 fr. 05 c. que sur 40 fr., sur 41 fr. que sur 60 fr., etc.

4. — Les déclarations de succession doivent être faites, pour les immeubles, au bureau d'enregistrement de la situation des biens; — pour les biens meubles, au bureau dans l'arrondissement duquel ils se trouvaient au moment du décès; — pour les rentes et autres biens meubles sans assiette déterminée (actions, obliga-

tions, intérêts, fermages, etc.), au bureau du domicile du défunt.

Dans le cas où les biens sont situés dans plusieurs arrondissements, il doit être passé à chaque bureau une déclaration particulière à raison des biens compris dans son ressort.

5. — La valeur de la propriété et de l'usufruit des biens, pour la perception des droits de mutation par décès, est déterminée, savoir : 1^o Celle des biens meubles, par la déclaration estimative des parties, sans distraction des charges, c'est-à-dire des dettes ou impôts qui grèvent les biens. L'usufruit s'évalue à la moitié de la valeur entière de l'objet ; — 2^o Celle des immeubles, par l'évaluation portée à 20 fois le produit des biens ou le prix des baux courants, s'il s'agit de la propriété, et à dix fois seulement s'il s'agit d'un usufruit, sans distraction des charges, dans l'une et l'autre hypothèse.

— Les créances doivent être déclarées pour leur capital nominal. Si elles sont irrécouvrables ou douteuses, les héritiers peuvent se dispenser du paiement du droit de mutation en affirmant, dans leur déclaration, qu'ils y renoncent.

6. — Sont assujettis aux droits de mutation par décès les fonds publics, actions, obligations, parts d'intérêts, créances et généralement toutes les valeurs mobilières étrangères, de quelque nature qu'elles soient, dépendant de la succession d'un étranger domicilié en France avec ou sans autorisation. (Loi 23 août 1871, article 4.)

7. — La peine pour les omissions qui seraient reconnues avoir été faites dans les déclarations, est d'un droit en sus de celui qui se trouvait dû pour les objets omis. Il en est de même pour les insuffisances constatées dans les estimations des biens déclarés. Si l'insuffisance est établie par un rapport d'experts, les contrevenants payent, en outre, les frais de l'expertise. — Les Tuteurs et Curateurs supportent personnellement la peine dont il s'agit, lorsqu'ils ont

fait des omissions ou des estimations insuffisantes.

DÉCLARATION DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN. — Voy. CONSTITUTION, I.

DÉCLINATOIRE. — Se dit des moyens allégués par une partie pour contester la compétence du tribunal saisi d'une affaire. Ils doivent être proposés préalablement à toutes autres exceptions et défenses. Cependant, si le tribunal était incompétent à raison de la matière, le renvoi pourrait être demandé en tout état de cause, et devrait même être prononcé d'office par les juges.

1. — Les déclinatoires sur incompétence doivent être communiqués au Ministère public. — Voy. COMMUNICATION AU MINISTÈRE PUBLIC.

2. — Les tribunaux de commerce, seuls, en rejetant le déclinatoire, peuvent statuer sur le fond, mais par deux dispositions distinctes, l'une sur la compétence, l'autre sur le fond : les dispositions sur la compétence sont toujours attaquables par la voie de l'appel. (Cod. proc. civ. art. 83, n^o 3 ; 168-172 ; 425-425.)

3. — Voy. CONFLIT, 3.

DÉCONFITURE. — De l'italien *sconfitta*, défaite, dérouté. — Etat d'un individu non commerçant qui se trouve dans l'impossibilité de payer ses dettes.

1. — Le débiteur qui tombe en déconfiture perd le bénéfice du terme, et sa dette devient immédiatement exigible. (Cod. civ. art. 1188.)

2. — Les créanciers personnels d'une femme mariée, qui ne peuvent, sans son consentement, demander la séparation de biens, ont, en cas de déconfiture du mari, la faculté d'exercer les droits de leur débitrice jusqu'à concurrence de leurs créances. (Cod. civ. art. 2003.)

3. — Le vendeur n'est pas tenu à la délivrance de la chose si l'acheteur, qui n'a point encore payé le prix, est, depuis la vente, tombé en déconfiture. (Cod. civ. art. 1613.)

4. — La société prend fin par la déconfiture de l'un des associés. (Cod. civ. art. 1865.)

5. — Le *mandat* finit par la déconfiture soit du mandant, soit du mandataire. (Cod. civ. art. 2003.)

6. — Le *capital* d'une rente constituée en perpétuel est *exigible* en cas de déconfiture du débiteur, parce que le créancier n'a plus de sûreté pour le paiement de la rente. (Cod. civ. art. 1913.)

7. — En cas de déconfiture du débiteur pour lequel elle s'est engagée, la *caution* peut, même avant d'avoir pavé, agir contre le débiteur pour être indemnisée par lui. (Cod. civ. art. 2032.)

DÉCORATIONS. — Voy. ORDRE DE LA LÉGION D'HONNEUR; — ORDRES ÉTRANGERS.

Toute personne qui porte publiquement une décoration qui ne lui appartient pas est passible d'un emprisonnement de 6 mois à 2 ans. Le tribunal peut ordonner l'insertion intégrale ou par extraits du jugement, aux frais du condamné. (Cod. pén. art. 259.)

DÉCRET. — L'emploi de ce mot a varié suivant les temps. Aujourd'hui il n'y a plus que les décisions du Président de la République qui soient ainsi appelées.

DÉFAUT. (JUGEMENT PAR) — Voy. JUGEMENT; — OPPOSITION A JUGEMENT.

DÉFENDEUR. — (Cod. proc. civ. art. 1, 2, 48, 49, 50, 59.)

On appelle ainsi la partie contre laquelle une action est intentée en justice. Celui qui intente cette action se nomme *demandeur*.

En *appel*, le défendeur prend le nom d'*intimé*.

Généralement le défendeur doit être assigné devant le tribunal du lieu de son domicile. — Voy. ASSIGNATION, 3, 4.

Lorsqu'il y a plusieurs *défendeurs*, la demande est *dispensée* du préliminaire de conciliation. — Voy. CONCILIATION.

DÉFENSABLE. — Terme forestier. Se dit d'un bois qui est d'âge à résister aux bestiaux, et est déclaré en état de souffrir l'exercice du droit de pâture.

DÉFENSE. (LÉGITIME) — Voy. LÉGITIME DÉFENSE.

DÉFRICHEMENT. — Opération par laquelle on convertit un terrain inculte ou boisé en terres labourables, en pâturages, en vignes, etc.

Le défrichement des *terres incultes* est encouragé par des exemptions d'impôts. (Voy. DUNES.) — Celui des *bois et forêts* est assujéti à certaines conditions indiquées à l'article *FORÊTS*.

DÉGRADATION CIVIQUE. — (Cod. pén. art. 8, 28, 34-36.)

Peine infamante, *perpétuelle*, tantôt dérivant de la condamnation à une autre peine infamante, tantôt prononcée comme peine principale.

1. — Elle *consiste*: 1° dans la destitution et l'exclusion de toutes fonctions, emplois ou offices publics; — 2° dans la privation du droit de vote, d'élection et d'éligibilité, et, en général, de tous les droits civiques et politiques, et du droit de porter aucune décoration; — 3° dans l'incapacité d'être juré expert, d'être employé comme témoin dans les actes, et de déposer en justice autrement que pour y donner de simples renseignements; — 4° dans l'incapacité de faire partie d'aucun Conseil de famille, et d'être tuteur, curateur, subrogé-tuteur ou conseil judiciaire, si ce n'est de ses propres enfants, et sur l'avis conforme de la famille; — 5° dans la privation du droit de port d'armes, du droit de servir dans les armées françaises, de tenir école, ou d'enseigner et d'être employé dans aucun établissement d'instruction, à titre de professeur, maître ou surveillant.

— 2. — Toutes les fois que la dégradation civique est prononcée comme *peine principale*, elle *peut être accompagnée d'un emprisonnement* dont la durée, fixée par l'arrêt de condamnation, n'excède pas cinq ans. — Si le coupable est un étranger ou un Français ayant perdu la qualité de citoyen, la peine de l'emprisonnement est toujours prononcée.

3. — La condamnation à la peine des travaux forcés à temps, de la détention, de la réclusion ou du bannissement emporte la dégradation civique.

DÉGRADATION DE MONUMENTS.

— Sous cette rubrique, l'article 257 du Code pénal dispose : « Quiconque aura détruit, abattu, mutilé ou dégradé des monuments, statues et autres objets destinés à l'utilité ou à la décoration publique, et élevés par l'Autorité publique ou avec son autorisation, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, et d'une amende de 100 fr. à 500 fr. »

DÉGRADATION MILITAIRE. — (Cod. just. mil. p. l'armée de terre, art. 185, 189, 190, 191 ; Cod. just. mil. p. l'armée de mer, art. 237, 241, 242, 243.)

Peine appliquée, en matière de crime, par les Conseils de guerre.

1. — Les peines des travaux forcés, de la déportation, de la détention, de la réclusion et du bannissement emportent la dégradation militaire.

2. — Tout militaire, tout marin qui doit subir la dégradation militaire, soit comme peine principale, soit comme accessoire d'une peine autre que la mort, est conduit devant l'équipage assemblé ou la troupe sous les armes. Après la lecture du jugement, le Commandant prononce ces mots à haute voix : « N^{ous}, vous êtes indigne de porter les armes ; de par le Président de la République, nous vous dégradons. » — Aussitôt après, tous les insignes militaires et les décorations dont le condamné est revêtu sont enlevés, et s'il est officier, son épée est brisée et jetée à terre devant lui.

3. — La dégradation militaire entraîne : 1^o la privation du grade et du droit d'en porter les insignes et l'uniforme ; — 2^o l'incapacité absolue de servir dans les armées de terre et de mer, à quelque titre que ce soit, et les autres incapacités prononcées par les articles, 28 et 34 du Code pénal ordinaire ; — 3^o la privation du droit de porter aucune décoration, et la déchéance

de tout droit à pension et à récompense pour les services antérieurs.

4. — La dégradation militaire, prononcée comme peine principale, est toujours accompagnée d'un emprisonnement dont la durée n'excède pas cinq années.

DEGRÉS DE PARENTÉ. — Voy. PARENTÉ.

DÉLAISSEMENT. — Faculté accordée par la loi, dans certains cas déterminés, d'abandonner à l'assureur la propriété des objets assurés et de réclamer la somme convenue pour indemnité. — Voy. ASSURANCES, sect. I, III.

DÉLIBÉRÉ. — (Cod. proc. civ. art. 93, 94.) — Mode d'instruction de certaines affaires civiles.

Au lieu de prononcer de suite le jugement, le tribunal peut ordonner que les pièces lui soient remises pour en être délibéré au rapport d'un de ses membres.

Si l'une des parties ne remet point ses pièces, la cause est jugée sur les pièces de l'autre.

DÉLIT. — (Cod. pén. art. 1.) — Dans son sens le plus large, le mot *délit* s'applique à toute espèce d'infraction à la loi. Dans un sens restreint, il sert à qualifier les infractions simplement punies d'une peine correctionnelle. — Voy. ACTION CIVILE ; — ACTION PUBLIQUE ; — APPEL, II, 2, et suiv. ; — FLAGRANT DÉLIT ; — TENTATIVE.

DÉLIT. (QUASI). — Voy. QUASI-DÉLIT.

DÉLIVRANCE. — Synonyme de livraison.

1. — « La délivrance est le transport de la chose vendue en la puissance et possession de l'acheteur. » (Cod. civ. art. 1604.) — Où, comment, et aux frais de qui s'opère-t-elle ? Ces questions sont examinées à l'article VENTE, II, § 1^{er}.

2. — Pour ce qui regarde la délivrance des brevets d'invention, voy. BREVET D'INVENTION, V.

3. — Pour la délivrance des legs, voy. TESTAMENT, II.

4. — Aucun droit d'usage ne peut être exercé dans les bois et forêts sans *délivrance* préalable du propriétaire. (Cod. for. art. 67, 79, 120.) Le mot *délivrance* est ici synonyme de : *autorisation*.

DEMANDEUR. — On appelle ainsi la partie qui intente une action en justice, et *défendeur* celui contre qui elle est intentée. — Voy. ASSIGNATION, 3, 4; — CONCILIATION.

DÉMENCE. — Dérèglement d'idées qui ôte l'usage de la raison.

L'individu qui est dans un état *habituel* de démence doit être *interdit*, même lorsque cet état présente des intervalles lucides. (Cod. civ. art. 489.)

— Voy. INTERDICTION, sect. I, 1.

— Il n'y a *ni crime ni délit*, lorsque le prévenu était en démence au temps de l'action. (Cod. pén. art. 64.)

DEMEURE. (MISE EN). — *Demeure*, du latin *mora*, signifie *retard*.

Les *risques d'une chose* sont à la charge du débiteur, lorsqu'il est en demeure de la livrer. (Cod. civ. art. 1138.)

Le débiteur est *constitué en demeure*, soit par une sommation, soit par une citation en justice, soit par l'effet de la convention, lorsqu'elle porte que, sans qu'il soit besoin d'acte et par la seule échéance du terme, le débiteur sera en demeure. (Cod. civ. art. 1139.)

DÉNI DE JUSTICE. — On appelle ainsi le refus ou la négligence de juger de la part des magistrats que la loi a investis de cette mission.

1. — Aux termes des articles 4 du Code civil et 506 du Code de procédure civile, il y a *déni de justice* :

1^o Lorsque le Juge refuse de statuer, sous prétexte du silence, de l'obscurité ou de l'insuffisance de la loi; — 2^o lorsqu'il refuse de répondre les requêtes qui lui sont présentées; — 3^o lorsqu'il néglige de juger les affaires en état et en tour d'être jugées.

2. — Le déni de justice se constate par deux réquisitions faites aux Juges en la personne des greffiers, et signifiées de trois en trois jours au moins pour les Juges de paix et de commerce, et de huitaine en huitaine au

moins pour les autres Juges. Tout huissier est tenu de faire ces réquisitions, à peine d'interdiction. (Cod. proc. civ. art. 507.)

Après deux réquisitions, le Juge peut être *pris à partie* (même Code, art. 508). — Voy. PRISE A PARTIE.

3. — Si, malgré l'injonction qu'il aurait reçue de ses supérieurs, le Juge *persévérerait dans son refus*, il serait passible d'une amende de 200 fr. au minimum, de 500 fr. au maximum, et de l'interdiction des fonctions publiques depuis cinq ans jusqu'à vingt. (Cod. pén. art. 185.)

DENIER A DIEU. — L'usage s'est introduit, à Paris notamment, de remettre au portier, au moment d'une location verbale, une somme d'argent qui varie suivant l'importance de la location. Cela s'appelle le *denier à Dieu*, parce que, dans l'origine, la somme remise consistait en un denier, et qu'elle devait, au cas où elle ne serait pas retirée, être convertie en un usage pieux, comme une aumône. Le portier garde aujourd'hui le *denier à Dieu* comme une espèce de gratification pour la peine qu'il a prise en montrant l'appartement. — On considère à Paris le *denier à Dieu* comme le signe de l'engagement; mais les parties peuvent se *dédire jusqu'au lendemain*, le bailleur en le renvoyant, et le locataire en le reprenant. Passé le lendemain, l'engagement devient définitif.

DÉNOMBREMENT. — Voy. RECENSEMENT.

DÉNONCIATION. — Se dit de la déclaration d'un crime faite aux magistrats par une personne qui en a connaissance, mais qui n'en a point souffert. Elle se distingue sous ce rapport de la *plainte*, qui émane de la victime elle-même.

1. — Le Code pénal (art. 373) punit d'un emprisonnement d'un mois à un an, et d'une amende de 100 fr. à 3,000 fr. quiconque a fait par écrit une *dénonciation calomnieuse* aux officiers de justice ou de police administrative ou judiciaire.

2. — Sont *indignes de succéder* : 1^o celui qui a porté contre le défunt

une plainte ou une dénonciation capitale (c'est-à-dire qui tendait à faire condamner à la peine de mort), jugée calomnieuse;—2^o l'héritier majeur qui, instruit du meurtre du défunt, ne l'a pas dénoncé à la justice. — Toutefois le défaut de dénonciation n'est pas opposable aux ascendants et descendants du meurtrier, ni à ses alliés au même degré, ni à son époux ou à son épouse, ni à ses frères et sœurs, oncles, tantes, neveux et nièces. (Cod. civ. art. 727, 728.)

3. — L'accusé acquitté peut obtenir des dommages-intérêts contre ses dénonciateurs, pour faits de calomnie. Le Procureur général est tenu de les lui nommer, s'il le requiert.

Si l'accusé n'a connu son dénonciateur que depuis le jugement, mais avant la fin de la session, il est tenu, sous peine de déchéance, de porter sa demande à la Cour d'assises; s'il ne l'a connu qu'après la clôture de la session, sa demande est formée devant le tribunal civil. (Cod. instr. crim. art. 358, 359.)

DÉNONCIATION DE NOUVEL OEUVRE. — Espèce de plainte intentée contre celui qui fait un nouvel ouvrage sur son fonds, contrairement à l'ancienne disposition des lieux, ouvrage d'où résulte un préjudice pour

le plaignant en le troublant dans sa propriété. — Voy. ACTION POSSESSOIRE.

DENRÉES. — Voy. ACCAPAREMENT — ACCAPAREUR; — TROMPERIE SUR LA MARCHANDISE.

DÉPARTEMENT. — (Loi 28 pluviôse an VIII (17 février 1800).)

Le département est la grande unité locale sous le rapport politique et administratif.

1. — Chaque département est administré par un Préfet, assisté d'un Conseil de préfecture et d'un Conseil général. — Voy. PRÉFET; — CONSEIL DE PRÉFECTURE; — CONSEIL GÉNÉRAL. Il envoie un nombre de Députés proportionné au nombre de ses habitants. — Voy. DÉPUTÉ.

2. — Le département est aussi l'unité judiciaire pour la juridiction criminelle des Cours d'assises. — Voy. COUR D'ASSISES.

3. — Il nous a paru utile de donner ici la nomenclature des 89 départements dont se composait la France, en 1870, avec l'indication de la superficie et de la population de chacun, et sa division en arrondissements. Nous avons fait connaître, à l'article ALSACE-LORRAINE (page 45), les pertes territoriales que notre pays a dû subir.

DÉPARTEMENTS.	SUPERFICIE.	POPULATION.	ARRONDISSEMENTS.
	hect.	hab.	
Ain.....	574.822	369.767	Bourg*. Belley. Gex. Nantua. Trévoux.
Aisne.....	735.774	564.597	Laon. Château-Thierry. Saint-Quentin. Soissons. Vervins.

* Les chefs-lieux de Préfecture sont en lettres italiques.

DÉPARTEMENTS.	SUPERFICIE.	POPULATION.	ARRONDISSEMENTS.
	hect.	hab.	
Allier	742.772	356.432	Moulins. Gannat. Montluçon. La Palisse.
Alpes (Basses)...	690.919	146.368	Digne. Barcelonnette. Castellane. Forcalquier. Sisteron.
Alpes (Hautes)...	558.961	125.100	Gap. Briançon. Embrun.
Alpes-Maritimes...	383.900	194.578	Nice. Grasse. Puget-Théniers.
Ardèche	550.004	388.529	Privas. Largentière. Tournon.
Ardennes	523.242	329.111	Mézières. Rethel. Rocroy. Sedan. Vouziers.
Ariège	478.401	251.850	Foix. Pamiers. Saint-Girons.
Aube.....	610.608	262.785	Troyes. Arcis-sur-Aube... Bar-sur-Aube. Bar-sur-Seine. Nogent-sur-Seine.
Aude.....	631.667	283.606	Carcassonne. Castelnaudary. Limoux. Narbonne.
Aveyron.....	882.171	596.025	Rodez. Espalion. Millau. Saint-Affrique. Villefranche.
Bouches-du-Rhône.	601.960	507.112	Marseille. Aix. Arles.

DÉPARTEMENTS.	SUPERFICIE.	POPULATION.	ARRONDISSEMENTS.
	hect.	hab.	
Calvados.....	558.993	480.992	Caen. Bayeux. Falaise. Lisieux. Pont-l'Évêque. Vire.
Cantal.....	574.081	240.523	Aurillac. Mauriac. Murat. Saint-Flour.
Charente	588.803	379.081	Angoulême. Cognac. Confolens. Ruffec.
Charente-Inférieure	716.814	479.529	La Rochelle. Jonzac. Marennes. Rochefort. Saintes. Saint-Jean-d'Angély.
Cher.....	719.934	323.393	Bourges. Saint-Amand. Sancerre.
Corrèze	594.717	310.118	Tulle. Brive. Ussel.
Corse	874.741	252.889	Ajaccio. Bastia. Calvi. Corte. Sartène.
Côte-d'Or.....	876.956	384.140	Dijon. Beaune. Châtillon-sur-Seine. Semur.
Côtes-du-Nord....	688.332	628.676	Saint-Brieuc. Dinan. Guingamp. Loudéac.
Creuse	599.455	270.055	Guéret. Aubusson. Bourgageuf. Boussac.

DÉPARTEMENTS.	SUPERFICIE.	POPULATION.	ARRONDISSEMENTS.
	hect.	hab.	
Dordogne.....	898.274	501.687	Périgueux. Bergerac. Nontron. Riberac. Sarlat.
Doubs.....	600.000	296.280	Besançon. Baume-les-Dames. Montbéliard. Pontarlier.
Drôme.....	653.957	326.684	Valence. Die. Montélimart. Nyons.
Eure.....	596.638	398.661	Evreux. Les Andelys. Bernay. Louviers. Pont-Audemer.
Eure-et-Loir.....	692.252	290.455	Chartres. Châteaudun. Dreux. Nogent-le-Rotrou.
Finistère.....	693.384	627.304	Quimper. Brest. Chateaulin. Morlaix. Quimperlé.
Gard.....	582.867	423.107	Nîmes. Alais. Uzès. Le Vigan.
Garonne (Haute-)..	629.601	484.081	Toulouse. Muret. Saint-Gaudens. Villefranche.
Gers.....	625.868	298.931	Auch. Condom. Lectoure. Lombez. Mirande.
Gironde.....	1.082.552	667.193	Bordeaux. Bazas. Blaye. Lesparre. Libourne. La Réole.

DÉPARTEMENTS.	SUPERFICIE.	POPULATION.	ARRONDISSEMENTS.
	hect.	hab.	
Hérault.....	630.935	409.391	Montpellier. Béziers. Lodève. Saint-Pons.
Ille-et-Vilaine	672.249	584.930	Rennes. Fougères. Montfort. Redon. Saint-Malo. Vitré.
Indre	652.162	270.054	Châteauroux. Le Blanc. La Châtre. Issoudun.
Indre-et-Loire....	610.697	323.572	Tours. Chinon. Loches.
Isère.....	841.230	577.748	Grenoble. Saint-Marcellin. La Tour-du-Pin. Vienne.
Jura	503.364	298.053	Lons-le-Saulnier. Dôle. Poligny. Saint-Claude.
Landes.....	905.057	300.839	Mont-de-Marsan. Dax. Saint-Sever.
Loir-et-Cher.....	635.092	269.029	Blois. Romorantin. Vendôme.
Loire	464.405	517.603	Saint-Etienne. Montbrison. Roanne.
Loire (Haute-)....	495.784	305.521	Le Puy. Brioude. Issingaux.
Loire-Inférieure ..	706.285	580.207	Nantes. Ancenis. Châteaubriant. Paimbœuf. Saint-Nazaire.
Loiret.....	675.191	352.757	Orléans. Gien. Montargis. Pithiviers.

DÉPARTEMENTS.	SUPERFICIE.	POPULATION.	ARRONDISSEMENTS.
	hect.	hab.	
Lot	398.406	295.542	Cahors. Figeac. Gourdon.
Lot-et-Garonne...	534.628	332.065	Agen. Marmande. Nérac. Villeneuve-sur-Lot.
Lozère	514.795	137.367	Mende. Florac. Marvejols.
Maine-et-Loire....	718.807	526.012	Angers. Baugé. Cholet. Saumur. Segré.
Manche.....	577.382	591.421	Saint-Lô. Avranches. Cherbourg. Coutances. Mortain. Valognes.
Marne.....	820.273	385.498	Châlons. Epernay. Reims. Sainte-Menehould. Vitry-le-Français.
Marne (Haute-) ...	625.403	254.413	Chaumont. Langres. Vassy.
Mayenne.....	513.841	375.163	Laval. Château-Gontier. Mayenne.
Meurthe.....	643.500	428.643	Nancy. Château-Salins. Lunéville. Sarrebouurg.
Meuse.....	620.555	305.540	Bar-le-Duc. Commercy. Montmédy. Verdun.
Morbihan	695.761	486.504	Vannes. Lorient. Pontivy. Ploërmel.

DÉPARTEMENTS.	SUPERFICIE.	POPULATION.	ARRONDISSEMENTS.
	hect.	hab.	
Moselle.....	640.000	446.457	Metz. Briey. Sarreguemines. Thionville.
Nièvre	686.619	332.814	Nevers. Château-Chinon. Clamecy. Cosne.
Nord.....	567.863	1.303.380	Lille. Avesnes. Cambrai. Douai. Dunkerque. Hazeubrouck. Valenciennes.
Oise	581.424	401.417	Beauvais. Clermont. Compiègne. Senlis.
Orne.....	989.206	423.350	Alençon. Argentan. Domfront. Mortagne.
Pas-de-Calais.....	660.000	724.338	Arras. Béthune. Boulogne. Montreuil. Saint-Omer. Saint-Pol.
Puy-de-Dôme	800.679	576.409	Clermont-Ferrand. Ambert. Issoire. Riom. Thiers.
Pyrénées (Basses-).	457.832	436.628	Pau. Bayonne. Mauléon. Oloron. Orthez.
Pyrénées (Hautes-).	464.531	240.179	Tarbes. Argelès. Bagnères.
Pyrénées-Orientales	411.376	181.763	Perpignan. Céret. Prades.

DÉPARTEMENTS.	SUPERFICIE.	POPULATION.	ARRONDISSEMENTS.
	hect.	hab.	
Rhin (Bas-)	464.780	577.574	Strasbourg. Saverne. Schlestadt. Wissembourg.
Rhin (Haut-).....	383.257	451.580	Colmar. Belfort. Mulhouse.
Rhône	270.424	676.493	Lyon. Villefranche. Vesoul.
Saône (Haute-) ...	515.000	517.183	Gray. Lure. Mâcon.
Saône-et-Loire ...	856.410	582.137	Autun. Châlon-sur-Saône. Charolles. Louhans.
Sarthe	620.592	466.155	Le Mans. La Flèche. Mamers.
Savoie	638.042	275.039	Saint-Calais. Chambéry. Albertville.
Savoie (Haute-)...	638.439	267.496	Moutiers. Saint-Jean-de-Maurienne. Annecy.
Seine	47.453	2.150.916	Bonneville. Saint-Julien. Thonon.
Seine-et-Marne...	595.980	352.312	Paris. Saint-Denis. Sceaux.
Seine-et-Oise.....	560.382	513.073	Melun. Coulommiers. Fontainebleau.
Seine-Inférieure ..	603.463	789.988	Meaux. Provins. Versailles.
			Mantes. Pontoise. Corbeil.
			Etampes. Rambouillet.
			Rouen. Dieppe.
			Le Havre. Neufchâtel.
			Yvetot.

DÉPARTEMENTS.	SUPERFICIE.	POPULATION.	ARRONDISSEMENTS.
	hect.	hab.	
Sèvres (Deux-) ...	607.350	320.819	Niort. Bressuire. Melle. Parthenay.
Somme.....	604.436	572.646	Amiens. Abbeville. Doullens. Montdidier. Péronne.
Tarn.....	571.821	353.633	Albi. Castres. Gaillac. Lavaur.
Tarn-et-Garonne..	367.697	232.551	Montauban. Castel-Sarrazin. Moissac.
Var.....	730.000	315.526	Draguignan. Brignolles. Toulon.
Vaucluse	355.429	268.255	Avignon. Apt. Carpentras. Orange.
Vendée.....	680.775	395.695	La Roche-sur-Yon. Fontenay. Les Sables d'Olonne.
Vienne	697.301	322.028	Poitiers. Châtellerault. Civray. Loudun. Montmorillon.
Vienne (Haute-)...	551.733	319.595	Limoges. Bellac. Rochechouart. Saint-Yrieix.
Vosges.	587.955	415.485	Epinal. Mirecourt. Neufchâteau. Remiremont. Saint-Dié.
Yonne	738.906	370.305	Auxerre. Avallon. Joigny. Sens. Tonnerre.

DÉPENS. — (Cod. proc. civ. art. 130, 131.)

Frais auxquels a donné lieu un procès. La partie qui succombe y est condamnée. Néanmoins, les juges sont autorisés à compenser, en tout ou en partie, les dépens entre conjoints, ascendants, descendants, frères et sœurs ou alliés au même degré, et entre les parties qui succombent respectivement sur quelques chefs. — Voy. DISTRACTION DE DÉPENS.

DÉPORTATION. — (Cod. pén. art. 7, 17; lois 8 juin 1850; 23 mars 1872.)

Peine perpétuelle prononcée en matière politique, et qui consiste à être transporté au delà des mers.

— Aux termes d'une loi du 23 mars 1872, « l'île des Pins et, en cas d'insuffisance, l'île Maré, dépendances de la Nouvelle-Calédonie, sont déclarées lieux de déportation simple pour l'exécution de l'article 17 du Code pénal.

« Les condamnés à la déportation dans une enceinte fortifiée jouiront dans la presqu'île Ducos de toute la liberté compatible avec la nécessité d'assurer la garde de leur personne et le maintien de l'ordre. — Ils seront soumis à un régime de police et de surveillance déterminé par un règlement d'administration publique. Ce règlement fixera les conditions sous lesquelles les déportés seront autorisés à circuler dans tout ou partie de la presqu'île, suivant leur nombre; à s'y occuper de travaux de culture ou d'industrie, et à y former des établissements provisoires par groupe ou par famille.

« Les condamnés à la déportation simple jouiront, dans l'île des Pins et dans l'île Maré, d'une liberté qui n'aura pour limite que les précautions indispensables pour empêcher les évasions et assurer la sécurité et le bon ordre. »

Un projet de loi réglant le régime des condamnés, la compétence disciplinaire à laquelle ils seront soumis, les mesures destinées à prévenir le désordre et les évasions, les concessions de terre soit dans les îles, soit dans la grande terre, les conditions auxquelles elles pourront être faites

et révoquées, enfin le droit pour les familles des déportés de se rendre dans les lieux de déportation et les conditions auxquelles elles pourront obtenir leur transport aux frais de l'Etat, doit être très-incessamment présenté par le Gouvernement.

DÉPOSITIONS. — Voy. TÉMOINS; — FAUX TÉMOIGNAGE.

DÉPOT. — Le dépôt, en général, est l'acte par lequel on reçoit la chose d'autrui, à la charge de la garder et de la restituer en nature.

Il se divise en dépôt proprement dit, et en séquestre.

SECT. I. — DU DÉPOT PROPREMENT DIT. — (Cod. civ. art. 1915-1954.) — Le dépôt proprement dit ne peut avoir pour objet que des choses mobilières : c'est un contrat essentiellement gratuit; la stipulation d'un salaire en ferait un louage d'industrie. Il est volontaire ou nécessaire.

§ 1. DÉPOT VOLONTAIRE. — Le dépôt volontaire est celui qui se forme en vertu d'un contrat librement et spontanément conclu, à la différence du dépôt nécessaire, qui est déterminé par des circonstances impérieuses, telles qu'un incendie, un naufrage, etc., circonstances qui obligent le déposant à faire le dépôt, sans lui permettre de choisir le dépositaire. Le dépôt volontaire doit être prouvé par écrit. La preuve par témoins ne serait pas admissible si la valeur de l'objet dépassait 150 fr.

Celui qui est attaqué comme dépositaire d'une chose d'une valeur supérieure à 150 fr., alors qu'il n'y a aucune preuve écrite du dépôt, est cru sur sa déclaration, soit pour le fait du dépôt, soit pour la chose qui en aurait été l'objet, soit pour la restitution:

— Le dépositaire est tenu : 1° De donner à la garde de la chose déposée les mêmes soins qu'il apporte dans la garde des choses qui lui appartiennent. Sa responsabilité à cet égard est appréciée avec plus de rigueur, s'il s'est offert lui-même pour recevoir le dépôt; — s'il reçoit un salaire, car le contrat est plutôt alors un louage

d'industrie consenti dans l'intérêt de chacune des parties, qu'un dépôt fait exclusivement dans l'intérêt du déposant; — s'il a été expressément convenu que le dépositaire répondrait de toute espèce de faute;

2° De ne pas se servir de la chose déposée sans la permission expresse ou présumée du déposant;

3° De ne pas chercher à connaître quelles choses lui ont été confiées, si elles lui ont été remises dans un coffre fermé ou sous enveloppe cachetée;

4° De rendre identiquement la chose même qu'il a reçue, dans l'état où elle se trouve au moment de la restitution. Les détériorations qui ne sont pas survenues par son fait sont à la charge du déposant.

De son côté, le déposant doit rembourser au dépositaire les dépenses qu'il a faites pour la conservation de la chose, et l'indemniser de toutes les pertes que le dépôt peut lui avoir occasionnées. Ces deux obligations sont garanties par le droit accordé au dépositaire de retenir la chose déposée jusqu'à l'entier paiement de ce qui lui est dû à raison du dépôt.

§ 2. DÉPÔT NÉCESSAIRE. — Le dépôt nécessaire est celui qui a été forcé par quelque accident, tel qu'un incendie, une ruine, un pillage, un naufrage ou autre événement imprévu. La preuve par témoins en est toujours reçue, quelle que soit la valeur de la chose déposée, car le plus souvent il serait impossible d'avoir une autre preuve.

La loi regarde comme un dépôt nécessaire celui des effets apportés par les voyageurs qui logent dans les hôtels ou auberges. Les hôteliers ou aubergistes en répondent, ainsi que des vols commis dans leur maison, à moins qu'ils ne soient faits à main armée, ou par force majeure.

SECT. II. — DU SÉQUESTRE. — (Cod. civ. art. 1955-1963.) — Le séquestre est le dépôt d'une chose contestée. Il est conventionnel ou judiciaire.

§ 1. SÉQUESTRE CONVENTIONNEL.

— Le séquestre conventionnel est la remise faite par deux ou plusieurs personnes d'une chose litigieuse entre les mains d'un tiers qui se charge de la rendre, après la contestation terminée, à celle des parties qui sera jugée devoir l'obtenir.

Il s'applique aux immeubles comme aux meubles, et peut n'être pas gratuit.

§ 2. SÉQUESTRE JUDICIAIRE.

— C'est le dépôt ordonné par Justice, soit des meubles saisis sur un débiteur, soit d'un immeuble ou d'un meuble dont la propriété ou la possession est litigieuse, soit enfin de choses, autres qu'une somme d'argent, qu'un débiteur voulant se libérer offre à son créancier qui les refuse. Si la chose offerte était une somme d'argent, le dépôt en serait fait à la Caisse des dépôts et consignations.

Le séquestre judiciaire est donné à la personne dont les parties conviennent, et, à défaut, à celle désignée par la Justice.

DÉPÔTS DE MENDICITÉ. — (Déc. 5 juillet 1808.)

Asiles destinés à recevoir les pauvres infirmes, et à subvenir à leurs besoins, mais en les astreignant à un certain travail.

Dans le but d'extirper la mendicité, Napoléon avait ordonné l'établissement, dans chaque département, d'un dépôt où tout mendiant arrêté serait conduit pour y être nourri et assujéti au travail conformément au règlement de la maison. Mais 37 dépôts seulement furent ouverts, et la Restauration ne se montra pas favorable à cette institution. Il n'en existe que quatre aujourd'hui : à Villers-Cotterets, pour la Seine; Montreuil, pour l'Aisne; Saint-Lizier, pour l'Ariège, et Bellevaux, pour le Doubs. — Voy. MENDICITÉ.

DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS. (CAISSE DES) — Voy. CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS.

DÉPUTÉ. — Nom donné aux membres de la représentation nationale.

1. — Sont éligibles, aux termes

de la loi du 15 mars 1849, remise partiellement en vigueur, en attendant la présentation d'une nouvelle loi électorale, tous les électeurs âgés de 25 ans.

Ne peuvent être élus : 1° Les individus privés de leurs droits civils et politiques par suite de condamnation, soit à des peines afflictives et infamantes, soit à des peines infamantes seulement; — 2° Ceux auxquels les tribunaux correctionnels ont interdit le droit de vote, d'élection ou d'éligibilité; — 3° Les condamnés pour crime à l'emprisonnement par application de l'article 463 du Code pénal (*circonstances atténuantes*); — 4° Les condamnés pour vol, escroquerie, abus de confiance, soustraction commise par les dépositaires de deniers publics, ou attentat aux mœurs prévu par l'article 334 du Code pénal; — 5° Ceux qui ont été condamnés par application de l'article 423 du Code pénal (*tromperie sur la qualité de la chose vendue*); — 6° Ceux qui ont été condamnés pour délit d'usure; — 7° Ceux qui ont été condamnés pour adultère; — 8° Les accusés contumaces; — 9° Les interdits et les citoyens pourvus d'un conseil judiciaire; — 10° Les faillis non réhabilités.

Les Préfets et Sous-Préfets ne peuvent être Députés dans les départements qu'ils administrent. Cette prohibition continue de subsister pendant les six mois qui suivent la cessation de leurs fonctions.

2. — Les Députés jouissent de certaines *prérogatives*. Ainsi ils ne peuvent être recherchés, accusés ni jugés en aucun temps pour les opinions qu'ils ont émises dans le sein de l'Assemblée. Ils ne peuvent, pendant la durée de la législature, être poursuivis ni arrêtés en matière criminelle, sauf le cas de flagrant délit, qu'après que l'Assemblée a autorisé la poursuite.

Ils reçoivent une indemnité annuelle de 9,000 francs.

— Lorsque le chiffre de l'indemnité est supérieur à celui du traitement dont jouissait le fonctionnaire élu Dé-

puté, ce traitement est ordonné en totalité au profit du Trésor pendant la durée du mandat législatif. — Si le chiffre du traitement est supérieur à celui de l'indemnité, le fonctionnaire député ne touche, pendant la même période, que la portion de son traitement net excédant ladite indemnité. (Loi 16 février 1872.)

3. — Le 25 avril 1872, l'Assemblée nationale a voté la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. — « Aucun membre de l'Assemblée nationale ne pourra, pendant la durée de son mandat, être nommé à des fonctions publiques salariées, ni, s'il est déjà fonctionnaire, obtenir de l'avancement. — En cas de démission donnée par un membre de l'Assemblée, ces interdictions continueront d'être appliquées au membre démissionnaire pendant les six mois qui suivront sa démission ou jusqu'à la dissolution de l'Assemblée, si cette dissolution a lieu avant l'expiration dudit délai de six mois.

Art. 2. — « Sont exceptées des dispositions de l'article précédent :

« 1° Les fonctions données au concours ou à l'élection; — 2° Les fonctions de Ministre, de Sous-Secrétaire d'Etat, d'Ambassadeur, de Ministre plénipotentiaire, de Préfet de la Seine. »

Art. 3. — « Les membres de l'Assemblée nationale pourront être chargés par le Gouvernement de missions extraordinaires et temporaires, à l'intérieur et à l'étranger. »

Art. 4. — « Les Officiers de tout grade et de toutes armes, élus Représentants, seront considérés comme étant en mission hors cadres pendant la durée de leur mandat. »

Art. 5. — « Les Députés ne peuvent être nommés ou promus dans l'Ordre de la Légion d'honneur, excepté pour fait de guerre. »

4. — Le tableau suivant fait connaître la composition de l'Assemblée nationale actuelle :

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE DE DÉPUTÉS	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE DE DÉPUTÉS
Ain.....	7	Maine-et-Loire.....	11
Aisne.....	11	Manche.....	11
Allier.....	7	Marne.....	8
Alpes (Basses-).....	2	Marne (Haute-).....	5
Alpes (Hautes-).....	3	Mayenne.....	7
Alpes-Maritimes.....	4	Meurthe.....	8
Ardèche.....	8	Mense.....	6
Ardenne.....	6	Morbihan.....	10
Ariège.....	5	Moselle.....	9
Aube.....	5	Nièvre.....	7
Aude.....	6	Nord.....	28
Aveyron.....	8	Oise.....	8
Bouches-du-Rhône.....	11	Orne.....	8
Calvados.....	9	Pas-de-Calais.....	15
Cantal.....	5	Puy-de-Dôme.....	11
Charente.....	7	Pyrénées (Basses-).....	9
Charente-Inférieure.....	10	Pyrénées (Hautes-).....	5
Cher.....	7	Pyrénées-Orientales.....	4
Corrèze.....	6	Rhin (Bas-).....	12
Corse.....	5	Rhin (Haut-).....	11
Côte-d'Or.....	8	Rhône.....	13
Côtes-du-Nord.....	13	Saône (Haute-).....	6
Creuse.....	5	Saône-et-Loire.....	12
Dordogne.....	10	Sarthe.....	9
Doubs.....	6	Savoie.....	5
Drôme.....	6	Savoie (Haute-).....	5
Eure.....	8	Seine.....	43
Eure-et-Loir.....	6	Seine-Inférieure.....	16
Finistère.....	13	Seine-et-Marne.....	7
Gard.....	9	Seine-et-Oise.....	11
Garonne (Haute-).....	10	Sèvres (Deux-).....	7
Gers.....	6	Somme.....	11
Gironde.....	14	Tarn.....	7
Hérault.....	8	Tarn-et-Garonne.....	4
Ille-et-Vilaine.....	12	Var.....	6
Indre.....	5	Vaucluse.....	5
Indre-et-Loire.....	6	Vendée.....	8
Isère.....	12	Vienne.....	6
Jura.....	6	Vienne (Haute-).....	7
Landes.....	6	Vosges.....	8
Loir-et-Cher.....	5	Yonne.....	7
Loire.....	11		
Loire (Haute-).....	6		
Loire-Inférieure.....	12		
Loiret.....	7		
Lot.....	6		
Lot-et-Garonne.....	6		
Lozère.....	3		
		Total.....	753

ALGÉRIE et COLONIES	NOMBRE DE DÉPUTÉS	COLONIES.	NOMBRE DE DÉPUTÉS
Alger	2	Sénégal	1
Constantine	2	Réunion	2
Oran	2	Inde française	1
Martinique	2		
Guadeloupe	2		
Guyane	1	Total général	768

DERNIER RESSORT. — Un jugement est dit en *dernier ressort* quand il ne peut être attaqué devant une juridiction supérieure.

DÉSAVEU. — (Cod. proc. civ., art. 49, n° 7; 352-362.)

Se dit de l'action intentée contre un officier ministériel par une partie qui prétend, soit qu'il n'a pas été chargé d'occuper pour elle, soit qu'il a excédé les bornes de son mandat.

1. — Les demandes en désaveu doivent être communiquées au *Ministère public*. — Voy. COMMUNICATION AU MINISTÈRE PUBLIC.

2. — Elles sont portées au tribunal devant lequel la procédure désavouée a été instruite, ou au tribunal du défendeur si le désaveu concerne un acte sur lequel il n'y a point d'instance.

3. — Si le désaveu est déclaré valable, le jugement, ou les dispositions du jugement relatives aux chefs qui ont donné lieu au désaveu, demeurent annulés et comme non avvenus : le désavoué est condamné, envers le demandeur et les autres parties, en tous dommages-intérêts, même puni d'interdiction, ou poursuivi extraordinairement, suivant la gravité du cas et la nature des circonstances.

Si le désaveu est rejeté, le demandeur peut être condamné, envers le désavoué et les autres parties, en tels dommages et réparations qu'il appartient.

4. — Lorsque le désaveu est formé à l'occasion d'un jugement qui a ac-

quis force de chose jugée, il n'est plus recevable après la huitaine, à dater du jour où le jugement est réputé exécuté, c'est-à-dire si les meubles saisis ont été vendus, si la saisie d'un ou de plusieurs de ses immeubles lui a été notifiée, si les frais ont été payés, etc.

DÉSAVEU DE PATERNITÉ. — Voy. PATERNITÉ ET FILIATION.

DESCENDANT. — Du latin *descendere*, descendre. — On appelle *descendants* les personnes qui sont issues l'une de l'autre : le *fil*, le *petit-fils*, etc., sont descendants du père, de l'aïeul, etc.

1. — Le mariage est prohibé entre tous les descendants et ascendants légitimes ou naturels, et les alliés en ligne directe. (Cod. civ. art. 161.) — Voy. MARIAGE, I, 3.

2. — L'obligation de se fournir des aliments, en cas de besoin, existe entre les descendants et les ascendants, et réciproquement. (Cod. civ. art. 205 et suiv.) — Voy. MARIAGE, V.

3. — Nul, à l'exception des descendants, des ascendants et des époux, n'est tenu de conserver la tutelle d'un interdit au delà de dix ans (Cod. civ. art. 508). — Voy. INTERDICTION, IV, 5.

4. — Pour connaître le cas où les descendants sont appelés par la loi à succéder, voy. SUCCESSIONS, II, § 1.

5. — Les descendants ont droit à une réserve. (Cod. civ. art. 913 et suiv.) — Voy. QUOTITÉ DISPONIBLE, I.

6. — Les juges sont autorisés à

compenser les *dépens* (voy. ce mot) entre descendants et ascendants. (Cod. proc. civ. art. 131.)

7. — Les *soustractions* commises par des descendants au préjudice de leurs ascendants, ou réciproquement, ne donnent lieu qu'à des *réparations civiles*. (Cod. pén. art. 380.)

8. — Les *coups et blessures* sont plus sévèrement punis lorsqu'ils ont été portés ou faits par un descendant. (Cod. pén. art. 312.) — Voy. COUPS ET BLESSURES.

9. — Les *attentats aux mœurs* sont plus sévèrement punis lorsque la victime est un descendant. (Cod. pén. art. 333, 334.) — Voy. ATTENTAT A LA PUDEUR; — EXCITATION A LA DÉBAUCHE; — VIOL.

10. — En matière criminelle, les *dépôts* de descendants ne sont reçues que comme simples renseignements et sans prestation de serment. (Cod. instr. crim. art. 322.)

11. — Les ascendants sont autorisés à faire eux-mêmes le *partage de leurs biens* entre leurs descendants. (Cod. civ. art. 1075-1080.) — Voy. PARTAGES D'ASCENDANTS.

DESCENTE SUR LES LIEUX. — (Cod. proc. civ. art. 41-44; 295-301.) — Le tribunal peut ordonner, dans le cas où il le croit nécessaire, ou s'il en est requis par l'une ou l'autre des parties, que l'un des juges se transportera sur les lieux qui font l'objet de la contestation, afin de les examiner et d'en dresser procès-verbal.

Les *frais de transport* sont avancés par le requérant et par lui consignés au greffe.

DÉSHÉRENCE. — Une succession est dite en *deshérence*, lorsqu'il est constaté qu'il n'existe aucun héritier. Elle est alors dévolue à l'Etat. (Cod. civ. art. 723, 768-770.) — Voy. SUCCESSIONS, V.

DÉSISTEMENT. — (Cod. proc. civ. art. 402, 403; Cod. instr. crim. art. 4, 67.)

Renonciation à une demande, à une plainte.

1. — En matière civile, le désiste-

ment peut être fait et accepté par de simples actes signés des parties ou de leurs mandataires, et signifiés d'avoué à avoué. La loi a voulu simplifier les formalités qui ont pour objet de mettre un terme aux procès.

Lorsqu'il a été accepté, le désistement emporte de plein droit consentement que les choses soient remises de part et d'autre au même état qu'elles étaient avant la demande. Il emporte également soumission, par la partie qui s'est désistée, de payer les frais.

2. — En matière criminelle, le désistement du plaignant ne peut arrêter ni suspendre l'exercice de l'action publique, si ce n'est au cas de poursuite pour diffamation ou pour adultère. — Il n'est plus valable après le jugement.

DESSÈCHEMENT. — Action de retirer l'eau des terres qui sont à l'état de *marais*, et par suite improductives, afin de les mettre en culture ou de leur donner une valeur. — Voy. MARAIS.

DESSERVANT. — Nom donné au prêtre catholique chargé de la direction spirituelle d'une *succursale*. — Voy. CULTES, I.

DESSINS DE FABRIQUE. — (Loi 18 mars 1806, art. 14-19; Ord. roy. 27 août 1825; loi 23 mai 1868.)

On désigne ainsi les dessins appliqués à toutes sortes d'étoffes, à toutes matières, au moyen du tissage ou de l'impression, ou par tout autre procédé industriel.

Ils peuvent être pour le fabricant l'objet d'une propriété exclusive, à condition qu'ils constituent une invention ou un perfectionnement, et que cette invention ou ce perfectionnement n'aient pas été appliqués en pays étranger, car, par le fait seul de cette application, ils seraient tombés dans le domaine public.

1. — Tout fabricant qui veut s'assurer le droit de revendiquer devant le tribunal de commerce la propriété d'un dessin de son invention est tenu d'en *déposer*, aux archives du Conseil de prud'hommes, un échantillon plié

sous enveloppe, revêtu de ses cachet et signature. A défaut de Conseil des prud'hommes, ce dépôt doit se faire au greffe du tribunal de commerce ou du tribunal civil, lorsque celui-ci remplit en même temps les fonctions de tribunal de commerce.

2. — En déposant son échantillon, le fabricant *déclare* s'il entend se réserver la propriété exclusive pendant 1, 3 ou 5 années, ou à perpétuité. Il est tenu note de cette déclaration. — Les *frais de dépôt*, réglés par le Conseil des prud'hommes, sont fixés en égard à la durée du temps pendant lequel le fabricant veut se réserver la propriété exclusive de son dessin. Ils ne peuvent excéder 1 fr. par chacune des années, et sont de 10 fr. pour la propriété perpétuelle.

Lorsque le dépôt a lieu au greffe du tribunal de commerce ou du tribunal civil, il n'est perçu que le droit du greffier pour la délivrance du certificat de dépôt, de sorte que les frais se trouvent être les mêmes, soit que le fabricant se réserve la propriété perpétuelle, soit qu'il se réserve seulement la propriété pour 1, 3 ou 5 années.

Il convient de remarquer que si, *en droit*, le fabricant peut se réserver la propriété perpétuelle de son dessin, *en fait*, il ne la conservera souvent que quelques années, les dessins étant des articles de fantaisie dont la durée se trouve nécessairement limitée par la mode sans cesse changeante.

3. — Le fabricant qui, ayant rempli les conditions ci-dessus, veut demander réparation du dommage que lui cause une *contrefaçon* de son dessin, peut suivre deux voies, la voie civile ou la voie criminelle; — la voie civile, c'est-à-dire intenter une action en dommages-intérêts devant le tribunal de commerce ou le tribunal civil qui en tient lieu; — la voie criminelle, c'est-à-dire porter plainte contre le contrefacteur qui est passible des peines édictées par l'article 427 du Code pénal (amende de 100 à 2,000 fr.), sans

préjudice des dommages-intérêts à prononcer en même temps par le tribunal correctionnel.

4. — La contrefaçon ne résulte pas seulement d'une copie exacte et servile : une simple imitation peut la constituer si, malgré de légères différences dans la disposition ou dans les nuances, cette imitation produit le même effet que la contrefaçon. S'il en était autrement, l'impunité serait trop facilement acquise au contrefacteur.

5. — *Dispositions spéciales relatives à la garantie des dessins de fabrique admis aux expositions.* — 1. — Tout Français ou étranger, auteur d'un dessin de fabrique qui devrait être déposé conformément à la loi du 18 mars 1806, ou ses ayants droit, peuvent, s'ils sont admis dans une exposition publique, autorisée par l'Administration, obtenir du Préfet ou du Sous-Préfet, dans le département ou l'arrondissement duquel cette exposition est ouverte, un *certificat descriptif* de l'objet exposé.

2. — Ce certificat assure à celui qui l'obtient les *mêmes droits* que lui conférerait un dépôt légal du dessin, à dater du jour de l'admission jusqu'à la fin du troisième mois qui suit la clôture de l'exposition, sans préjudice du dépôt que l'exposant peut opérer avant l'expiration de ce terme.

3. — La *demande* de ce certificat doit être faite dans le premier mois, *au plus tard*, de l'ouverture de l'Exposition.

Elle est *adressée* à la Préfecture ou à la Sous-Préfecture et *accompagnée* d'une description exacte de l'objet à garantir, et, s'il y a lieu, d'un plan ou d'un dessin dudit objet.

Les demandes ainsi que les décisions prises par le Préfet ou par le Sous-Préfet sont inscrites sur un *registre spécial*, qui est ultérieurement transmis au Ministère de l'Agriculture et du Commerce, et *communiqué*, sans frais, à toute réquisition.

La délivrance du certificat est *gratuite*.

DESTRUCTION. — 1. — Lors-

qn'un *usufruit* n'est établi que sur un bâtiment qui vient à être détruit par incendie ou autre accident, l'*usufruitier* n'a le droit de jouir ni du sol ni des matériaux. Si l'*usufruit* était établi sur un domaine dont le bâtiment faisait partie, l'*usufruitier* jouirait du sol et des matériaux. (Cod. civ. art. 624.)

2. — Le Code d'instruction criminelle a prévu l'hypothèse de la destruction des *pièces* ou du *jugement* d'une affaire, et il contient sur la manière de procéder, en pareille occurrence, les dispositions suivantes :

Art. 521. — « Lorsque, par l'effet d'un incendie, d'une inondation ou de toute autre cause extraordinaire, des minutes d'arrêts rendus en matière criminelle ou correctionnelle et non encore exécutés, ou des procédures encore indécises auront été détruites, enlevées, ou se trouveront égarées, et qu'il n'aura pas été possible de les rétablir, il sera procédé ainsi qu'il suit :

Art. 522. — « S'il existe une expédition ou copie authentique de l'arrêt, elle sera considérée comme minute, et, en conséquence, remise dans le dépôt destiné à la conservation des arrêts. — A cet effet, tout officier public ou tout individu dépositaire d'une expédition ou d'une copie authentique de l'arrêt est tenu, sous peine d'y être contraint par corps, de la remettre au greffe de la Cour qui l'a rendu, sur l'ordre qui en sera donné par le Président de cette Cour. — Cet ordre lui servira de décharge envers ceux qui auront intérêt à la pièce. — Le dépositaire de l'expédition ou copie authentique de la minute détruite, enlevée ou égarée, aura la liberté, en la remettant dans le dépôt public, de s'en faire délivrer une expédition sans frais. »

Art. 523. — « Lorsqu'il n'existera plus, en matière criminelle, d'expédition ni de copie authentique de l'arrêt, si la déclaration du jury existe encore en minute ou en copie authentique, on procédera d'après cette

déclaration à un nouveau jugement. »

Art. 524. — « Lorsque la déclaration du jury ne pourra plus être représentée, ou lorsque l'affaire aura été jugée sans jurés, et qu'il n'en existera aucun acte par écrit, l'instruction sera recommencée, à partir du point où les pièces se trouveront à manquer tant en minute qu'en expédition ou copie authentique. »

3. — Pour ce qui concerne les moyens de prouver l'état civil des personnes, en cas de destruction des registres, voy. ACTES DE L'ÉTAT CIVIL, VI.

4. — Quiconque a volontairement détruit, par quelque moyen que ce soit, en tout ou en partie, des édifices, des ponts, digues ou chaussées, ou autres constructions qu'il savait appartenir à autrui, est puni de la réclusion et d'une amende qui ne peut excéder le quart des restitutions et indemnités, ni être au-dessous de 100 francs. — S'il y a eu homicide ou blessures, le coupable est, dans le premier cas, puni de mort, et, dans le second, puni des travaux forcés à temps. (Cod. pén. art. 437.)

5. — La destruction, d'une manière quelconque, de registres, minutes ou actes originaux de l'Autorité publique, de titres, billets, lettres de change, effets de commerce ou de banque, est punie de la réclusion, s'il s'agit d'actes de l'Autorité publique ou d'effets de commerce ou de banque, et s'il s'agit de toute autre pièce, d'un emprisonnement de 2 à 5 ans, et d'une amende de 100 à 300 fr. (Cod. pén. art. 439.)

6. — Voy. CLÔTURE, 4 ; — ARMES, 14 ; — SCELLÉS, 3.

DÉTAIL. (DROIT DE) — Voy. BOISSONS, § III.

DÉTENTION. — (Cod. pén. art. 7, 20, 28, 31.)

Peine afflictive et infamante spécialement applicable aux crimes politiques, qui consiste à être enfermé dans une forteresse située sur le territoire continental de la République, pendant 5 ans au moins et 20

ans au plus. Elle emporte la *dégradation civique*. (Voy. ces mots.)

Les condamnés à la détention sont de plus, pendant la durée de leur peine, en état d'*interdiction légale*. — Voy. INTERDICTION, sect. II.

DÉTENTION. (MAISON DE) — Voy. PRISONS.

DÉTENTION PRÉVENTIVE. — Voy. LIBERTÉ PROVISOIRE. (Mise en)

DÉTENU. (JEUNES) — Voy. JEUNES DÉTENU.

DÉTÉRIORATION. — 1. — Lorsqu'un *usufruit* comprend des choses qui, sans se consommer de suite, se détériorent peu à peu par l'usage, comme du linge, des meubles meublants, l'*usufruitier* a le droit de s'en servir pour l'usage auquel elles sont destinées, et n'est obligé de les rendre, à la fin de l'*usufruit*, que dans l'état où elles se trouvent, non détériorées, par son dol ou par sa faute. (Cod. civ. art. 589.)

2. — Le *donataire* doit tenir compte des détériorations qui ont diminué, par son fait ou par sa faute et négligence, la valeur de l'immeuble qu'il est obligé de rapporter à la succession (Cod. pén. art. 863). — Voy. SUCCESSIONS, IV.

3. — Lorsqu'une obligation a été contractée sous une condition suspensive, si, lors de l'événement de la condition, la chose qui faisait l'objet du contrat, s'est détériorée sans la faute du débiteur, le créancier a le choix ou de résoudre la convention, ou d'exiger la chose dans l'état où elle se trouve, sans diminution du prix. — Si la détérioration avait eu lieu par la faute du débiteur, le créancier aurait le droit ou de résoudre le contrat, ou d'exiger la chose dans l'état où elle se trouve, avec des dommages-intérêts. (Cod. civ. art. 1182.)

4. — Le mari est responsable de toutes détériorations survenues par sa négligence aux biens dotaux. (Cod. civ. art. 1562.)

5. — Il doit être fait désignation, dans les polices d'*assurances mariti-*

mes, des marchandises sujettes, par leur nature, à détérioration particulière ou diminution, comme blés ou sels, ou marchandises susceptibles de coulage; sinon les assureurs ne répondent point des dommages ou pertes qui pourraient arriver à ces mêmes denrées, à moins toutefois que l'assuré ait ignoré la nature du chargement lors de la signature de la police.

Le *délaissement* des objets assurés peut être fait en cas de détérioration des effets, si elle va au moins à trois quarts. (Cod. com. art. 355, 369.) — Voy. ASSURANCES, sect. I, III.

6. — Voy. DÉGRADATION DE MONUMENTS.

DÉTOURNEMENT DE MINEURS. — Voy. ENLÈVEMENT DE MINEURS.

DETTE CONSOLIDÉE. — Voy. DETTE PUBLIQUE, 2.

DETTE FLOTTANTE. — Voy. DETTE PUBLIQUE, 1.

DETTE PUBLIQUE. — C'est la dette de l'Etat. Elle se distingue en dette *flottante* et dette *consolidée*.

1. — La *dette flottante* se compose des sommes que l'Etat est obligé d'emprunter à quelques mois d'échéance, pour subvenir aux différents services publics, en attendant la rentrée des contributions. Les fonds de cette dette proviennent notamment des *dépôts faits aux Caisses d'épargne* et des *bons du Trésor*, c'est-à-dire des titres donnés aux prêteurs qui versent de l'argent au Trésor sous la double condition du paiement de l'intérêt au taux du jour de leur versement, et du remboursement à l'échéance. Les *cautionnements* des *officiers ministériels* et des *comptables* font également partie de la dette flottante; mais comme les agents qui cessent leurs fonctions sont remplacés par des successeurs soumis à la même obligation, les remboursements ne constituent, à vrai dire, que des changements de créanciers.

Au 1^{er} mai 1868, la dette flottante s'élevait à 1,600,380,000 fr., dont 920,566,800 fr. portant intérêt.

2. — La *dette consolidée* comprend

les rentes provenant des *emprunts successifs* qui ont été autorisés par des lois pour subvenir aux besoins extraordinaires ou pour couvrir les déficits des budgets antérieurs. Cette dette est dite *consolidée*, parce que son fonds est permanent et d'une durée indéfinie, l'Etat ne s'étant engagé qu'à payer la rente annuelle des capitaux empruntés et n'étant pas lié pour leur restitution à une époque déterminée. Mais si le capital des rentes n'est pas exigible contre lui, l'Etat peut user du droit qui appartient à tout débiteur de rembourser son créancier, et cette libération s'opère de deux manières, soit par l'*amortissement* ou extinction de la dette, soit par le *remboursement* ou *conversion* de la rente.

L'*amortissement* consiste dans le rachat graduel des titres de rentes offerts à la Bourse. Une caisse dite d'*amortissement* est chargée de cette opération. Ses ressources se composent d'une dotation annuelle spéciale fixée par la loi de finances, et des arrérages des rentes rachetées pour le compte de l'Etat. — Voy. CAISSE D'AMORTISSEMENT.

La *conversion des rentes* consiste à mettre les rentiers en demeure d'accepter le remboursement au pair, c'est-à-dire au prix nominal porté sur leurs titres, ou de subir une réduction dans le taux de l'intérêt. Ainsi, en 1852, l'Etat a converti en 4 1/2 pour 100 la rente 5 pour 100. — En 1862, le 4 1/2 pour cent et une autre rente de 4 pour 100 ont été, en grande partie, convertis en 3 pour 100.

DETTES. (SÉPARATION DES). — Voy. CONTRAT DE MARIAGE, I, § 2, 4°.

DEUIL. — Du latin *dolere*, souffrir, avoir du chagrin. Se dit des habits de convention portés en signe de douleur pour la mort d'un parent.

1. — « Le deuil de la femme est aux frais des héritiers du mari prédécédé. — La valeur de ce deuil est réglée selon la fortune du mari. Il est dû même à la femme qui renonce à la communauté. » (Cod. civ. art. 1481.)

Sous le régime dotal, lorsque le ma-

riage vient à se dissoudre par la mort du mari, « la femme a le droit d'exiger les intérêts de sa dot pendant l'an de deuil, ou de se faire fournir des aliments pendant ledit temps aux dépens de la succession de son mari ; mais, dans les deux cas, l'habitation durant cette année, et les habits de deuil doivent lui être fournis sur la succession, et sans imputation sur les intérêts à elle dus. » (Cod. civ. art. 1570.)

2. — Les *frais funéraires* sont mis au deuxième rang des créances privilégiées sur la généralité des meubles. (Cod. civ. art. 2101.) — Voy. PRIVILÈGE, I, § 1^{er}.

DEVIN. — (Cod. pén. art. 479, n° 7; 481, 482.)

Tout individu faisant métier de *deviner* est passible d'une amende de 11 francs à 15 fr. inclusivement. — Sont, de plus, confisqués les instruments, ustensiles et costumes servant ou destinés à l'exercice de ce métier.

En cas de récidive, l'emprisonnement pendant cinq jours au plus est toujours prononcé.

DEVIS ET MARCHÉS. — (Cod. civ. art. 1779, 1787-1799.)

On nomme *devis* un aperçu par écrit des ouvrages à faire, avec indication du prix des matériaux et de la main-d'œuvre ; — *marché*, l'acte qui renferme les conditions auxquelles se soumettent réciproquement l'entrepreneur qui s'engage à exécuter un ouvrage, et celui pour lequel il le fait. — Voy. LOUAGE, sect. II, III.

DIFFAMATION. — (Loi 17 mai 1819, chap. V; loi 25 mars 1827, art. 5.)

Toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé, est une *diffamation*.

La vérité du fait publié ne détruit pas le délit, car le diffamateur n'est pas admis à en faire la preuve.

1. — La loi a prévu différentes sortes de diffamations et elle les atteint d'une *pénalité différente*. La diffamation envers les Cours, Tribunaux,

Corps constitués, Autorités ou Administrations publiques, est punie de quinze jours à deux ans d'emprisonnement et d'une amende de 150 fr. à 5,000 fr.; — envers les **Ambassadeurs** ou **Agents diplomatiques** accrédités en France, ou envers les **dépositaires** ou **agents de la force publique** pour des faits relatifs à leurs fonctions, de huit jours à dix-huit mois de prison et d'une amende de 50 fr. à 3,000 fr., ou de l'une de ces deux peines seulement, selon les circonstances; — envers les **particuliers**, d'un emprisonnement de cinq jours à un an, et d'une amende de 25 fr. à 2,000 fr., ou de l'une de ces deux peines seulement, selon les circonstances.

2. — Les **différents moyens** à l'aide desquels la diffamation peut être commise sont énumérés dans l'article 1^{er} de la loi du 17 mai 1819 qui indique les « discours, cris ou menaces proférés dans des lieux ou réunions publics; les écrits imprimés, dessins, gravures, peintures ou emblèmes vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics; les placards ou affiches exposés aux regards du public. »

3. — Il n'y a lieu à poursuite que sur la **plainte** de la personne qui se croit diffamée.

DIMANCHES. — Voy. FÊTES.

DIOCÈSE. — Du grec *diokésis*, administration, juridiction. Se dit de la circonscription des paroisses placées sous l'autorité d'un même Evêque. — Voy. CULTES, I.

DISCERNEMENT. — (Cod. instr. crim. art. 340; Cod. pén. art. 76-69.) Faculté de distinguer le bien du mal.

1. — La loi présume qu'à **seize ans** toute personne a le discernement de la valeur morale de ses actes. — Audessous de cet âge, elle veut que les tribunaux examinent, à peine de nullité de leurs décisions, si le prévenu ou l'accusé a agi **avec** ou **sans discernement**.

S'il est reconnu avoir agi **sans discernement**, il doit être acquitté; mais, selon les circonstances, il est

remis à ses parents ou conduit dans une maison de correction pour y être élevé et détenu pendant tel nombre d'années que l'arrêt ou le jugement détermine, et qui, toutefois, ne peut excéder l'époque où il aura accompli sa vingtième année.

S'il est reconnu avoir agi **avec discernement**, il est punissable; mais la pénalité est modifiée de la manière suivante en raison de la jeunesse du coupable: — S'il a encouru la peine de **mort**, des **travaux forcés à perpétuité**, de la **déportation**, il est condamné à un emprisonnement dans une maison de correction pendant un temps variable entre dix et vingt ans. — S'il a encouru la peine des **travaux forcés à temps**, de la **détention** ou de la **réclusion**, il est condamné à être renfermé dans une maison de correction pour un temps égal au tiers au moins et à la moitié au plus de celui pour lequel il aurait pu être condamné à l'une de ces peines. — Dans tous les cas, il peut être mis sous la **surveillance de la haute police** pendant cinq ans au moins et dix ans au plus. — S'il a encouru la peine de la **dégradation civique** ou du **bannissement**, il est condamné à être enfermé dans une maison de correction, de un à cinq ans.

Si le fait ne constitue qu'un **simple délit**, la peine ne peut s'élever au-dessus de la moitié de celle à laquelle il aurait été condamné s'il avait eu seize ans.

2. — C'est à l'époque où le fait coupable a été commis, et non à celle du jugement, qu'il faut se placer pour savoir si le prévenu ou l'accusé a seize ans, et, s'il y a lieu, par conséquent, de résoudre la question de **discernement**.

3. — En 1866, sur 3,361 mineurs de seize ans considérés comme ayant agi sans discernement, 1,238 ont été remis à leurs parents; 2,123 envoyés dans une maison d'éducation correctionnelle.

DISCIPLINE. — Voy. AGENT DE CHANGE, 4; — AVOCAT, 3; — AVO-

CATS AU CONSEIL D'ÉTAT ET A LA COUR DE CASSATION, 2; — AVOUÉ, 3; — HUISSIER, 5; — NOTAIRE, 3.

DISCONTINUE. (SERVITUDE) — Voy. SERVITUDES, II.

DISPENSES POUR MARIAGE. — Voy. MARIAGE, I.

DISPOSITIF. — (Cod. proc. civ. art. 141; Cod. instr. crim. art. 195.)

C'est la partie de la sentence du juge qui fait connaître la mesure prescrite ou la condamnation prononcée.

Tout jugement se compose de deux parties principales : 1^o les motifs ou considérants, c'est-à-dire les raisons qui ont déterminé le juge; — 2^o le dispositif, c'est-à-dire la décision elle-même.

DISTRACTION DE DÉPENS. — Terme de procédure. — L'avoué de la partie qui a obtenu gain de cause peut demander, à son profit, la distraction des dépens auxquels l'adversaire a été condamné, en affirmant, lors de la prononciation du jugement, qu'il a fait la plus grande partie des avances. (Cod. proc. civ. art. 133.)

DIVISION MILITAIRE. — Circonscription territoriale, commandée par un Général de division, et comprenant plusieurs Subdivisions administrées chacune par un Général de brigade.

Voici le tableau des vingt-deux Divisions militaires qui existaient avant la perte de l'Alsace-Lorraine :

DIVISION.	DÉPARTEMENTS.	DIVISION.	DÉPARTEMENTS.
1 ^{re} à Paris	Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Oise, Aube, Yonne, Loiret, Eure-et-Loir.	9 ^{re} à Marseille..	Bouches-du-Rhône, Var, Basses-Alpes, Vaucluse, Alpes-Maritimes
2 ^{re} à Rouen....	Seine-Inférieure, Eure, Calvados, Orne.	10 ^{re} à Montpellier.	Hérault, Aveyron, Lozère, Gard.
3 ^{re} à Lille.....	Nord, Pas-de-Calais, Somme.	11 ^{re} à Perpignan.	Pyrénées-Orientales, Ariège, Ande.
4 ^{re} à Châlons...	Marne, Aisne, Ardennes.	12 ^{re} à Toulouse..	Haute-Garonne, Tarn-et-Garonne, Lot, Tarn.
5 ^{re} à Metz.....	Moselle, Meuse, Meurthe, Vosges.	13 ^{re} à Bayonne ..	Basses-Pyrénées, Landes, Gers, Hautes-Pyrénées.
6 ^{re} à Strasbourg	Bas-Rhin, Haut-Rhin.	14 ^{re} à Bordeaux..	Gironde, Charente-Inférieure, Charente, Dordogne, Lot-et-Garonne.
7 ^{re} à Besançon..	Doubs, Jura, Côte-d'Or, Haute-Marne, Haute-Saône.	15 ^{re} à Nantes....	Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, Vendée, Deux-Sèvres.
8 ^{re} à Lyon	Rhône, Loire, Saône-et-Loire, Ain, Drôme, Ardèche.		

DIVISION.	DÉPARTEMENTS.	DIVISION.	DÉPARTEMENTS.
16 ^e à Rennes ...	Ille - et - Vilaine , Morbihan, Finis- tère, Côtes-du- Nord, Manche, Mayenne.	20 ^e à Clermont..	Puy - de - Dôme , Haute - Loire , Cantal.
17 ^e à Bastia....	Corse.	21 ^e à Limoges...	Haute-Vienne, Cor- rèze, Creuse.
18 ^e à Tours	Indre - et - Loire , Sartre, Loir-et- Cher, Vienne.	22 ^e à Grenoble..	Isère, Hautes-Al- pes, Savoie , Haute-Savoie.
19 ^e à Bourges...	Cher, Nièvre, Al- lier, Indre.		
Pour l'Algérie, on compte trois divisions militaires qui comprennent les subdivisions suivantes :			
Alger	Alger, Dellys, Au- male, Médéah, Milianah, Or- léansville.	Oran.....	Oran, Mostaganem, Sidi-Bel-Abbès, Mascara, Tlem- cen.
Constantine..... Constantine, Bône, Batna, Sétif.			

DIVORCE. — (Loi du 8 mai 1816.)

Dissolution du mariage prononcée par la Justice sur la demande des époux, on de l'un d'eux contre l'autre.

Le divorce, que le Code civil permettait, à de certaines conditions, a été aboli par la loi du 8 mai 1816. La *séparation de corps*, qui ne fait que relâcher les liens du mariage, sans les briser, est encore aujourd'hui le seul remède offert aux époux dont l'existence commune est devenue intolérable. — Voy. **SÉPARATION DE CORPS**.

— Des tentatives ont été faites, à plusieurs reprises, pour rétablir le divorce : elles ont échoué, et nous croyons qu'il faut s'en féliciter, car l'intérêt social nous paraît exiger impérieusement l'indissolubilité du lien conjugal.

On a protesté contre la suppression du divorce au nom de la liberté de conscience. L'objection serait

fondée si la question du divorce était une question purement religieuse ; mais elle est avant tout une question d'ordre public, et la légitimité de la solution se trouve dans l'intérêt social que les lois doivent sauvegarder. « Si les mariages se font mal, dirons-nous avec M. Jules Simon (*La Liberté*, tom. I, pag. 358), le remède n'est pas de rendre le mariage éphémère... Corrigez le mariage dans sa source, ne l'affaiblissez pas dans son essence. »

Le mariage n'est point un contrat ordinaire ; en le résiliant, les deux parties ne pourraient se remettre dans l'état où elles étaient avant de le former. L'homme en sortirait peut-être avec toute son autorité ; la femme n'en sortirait jamais avec toute sa dignité. De tout ce qu'elle y aurait apporté, jeunesse, beauté, considération, fortune, elle ne pourrait, en cas de rupture, reprendre que son argent. La perpétuité dans

le mariage paraît donc être le vœu même de la nature. C'est parce que le mariage n'est pas un lien temporaire et que les deux époux se donnent indissolublement l'un à l'autre, qu'il se distingue du concubinage et qu'il s'élève à la hauteur d'une sainte et publique institution.

La séparation de corps sans dissolution du lien peut devenir un malheur nécessaire, mais elle remédie à tous les désordres de la désunion des cœurs, et la raison s'en contente. Les choix seront plus prudents lorsque les suites en seront plus sérieuses. La séparation laisse, d'ailleurs, aux caractères aigris le temps de s'adoucir et ménage l'espoir et la facilité d'un rapprochement.

Le divorce serait, comme l'a très-bien dit M. Troplong (*Mémoire sur l'esprit démocratique dans le Code civil*), « plutôt une concession faite aux classes élevées et perverties par les abus du bien-être qu'aux populations laborieuses, qui n'ont pas le temps de connaître les raffinements de l'ennui et qui se renferment dans la vie de famille. »

DOCK. — Mot anglais signifiant *réceptacle*, et qui sert à désigner les *magasins généraux* où l'on entrepose les marchandises. — Voy. MAGASINS GÉNÉRAUX.

DOL. — (Cod. civ. art. 1109, 1116, 1117, 1304.) — Du latin *dolus*, fraude. — Se dit de toute manœuvre employée pour tromper quelqu'un.

1. — Le *dol* est une cause de nullité de la convention, lorsque les manœuvres pratiquées par l'une des parties sont telles, qu'il est évident que, sans ces manœuvres, l'autre partie n'aurait pas contracté. Il ne se *présume pas*, et doit être prouvé. Cependant la loi le *présomme* quelquefois; par exemple, elle frappe de nullité toutes les dispositions à titre gratuit faites par un commerçant dans les 10 jours qui ont précédé sa faillite. (Cod. com. art. 446.) — Voy. FAILLITE, II.

2. — La convention contractée par suite de *dol* n'est point nulle de

plein droit. Elle donne seulement lieu à une *action en nullité* ou en rescision, qui dure 10 ans à dater du jour où le *dol* a été découvert.

DOMAINE DE L'ÉTAT. — (Loi 23 novembre 1790, art. 1, 3, 5; Cod. art. 2227.)

C'est l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers qui appartiennent à l'Etat, et dont il jouit comme le ferait un propriétaire ordinaire.

Le domaine de l'Etat est considérable; sa gestion est confiée à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, dépendant du Ministère des Finances.

1. — A la différence des biens composant le *Domaine public*, qui, en raison de leur destination, sont placés hors du commerce, et sont, par conséquent, inaliénables et imprescriptibles, les biens faisant partie du domaine de l'Etat ne sont pas exclus du commerce, et comme ceux des particuliers, ils sont *aliénables et prescriptibles*.

2. — L'*aliénation* des biens domaniaux a lieu, soit par vente ou adjudication, soit par concession, soit enfin par voie d'échange, et, dans ces deux derniers cas, en vertu d'une loi.

3. — C'est au Préfet, dans chaque département, qu'il appartient d'intenter et de soutenir les *actions domaniales*. (Cod. proc. civ. art. 69, § 1^{er}.)

4. — Aux termes de l'article 15, titre III, de la loi des 28 octobre, 5 novembre 1790, nul ne peut intenter une action contre l'Etat sans avoir préalablement remis au Préfet du département un *mémoire* contenant l'exposé de la réclamation. — Cette disposition a pour but de prévenir les procès ou de les concilier, s'il est possible; les Communes doivent s'y conformer aussi bien que les particuliers.

Le *mémoire* doit être rédigé sur papier timbré.

Dans le *délai d'un mois* à partir de la communication du *mémoire*, le Préfet doit prendre une décision

après avoir demandé l'avis du Directeur des Domaines. Passé ce délai, la partie peut se pourvoir devant les tribunaux.

DOMAINE PUBLIC. — (Cod. civ. art. 538-541.)

Le *Domaine public*, qu'il ne faut pas confondre avec le *Domaine de l'Etat*, embrasse les biens qui, étant destinés à un usage public, se trouvent placés hors du commerce, et, par conséquent, sont *inaliénables* et *imprescriptibles*. Tels sont les chemins, routes et rues à la charge de l'Etat, les fleuves et rivières navigables et flottables, les rivages, les ports, les havres, les rades, les forteresses, places de guerre, etc.

1. — En raison de leur destination particulière, les biens dont se compose le *Domaine public* sont spécialement confiés, quant à la *surveillance* et à l'*administration*, aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Travaux publics, chacun en ce qui le concerne.

2. — Les dépendances du *Domaine public* ne conservent leur caractère d'*inaliénabilité* et d'*imprescriptibilité* que tant que dure leur affectation à l'usage ou à la jouissance de tous. Lorsque le Gouvernement fait cesser cette affectation, les biens dont il s'agit passent dans le *Domaine de l'Etat* et deviennent *aliénables* et *prescriptibles* selon le droit commun.

— Voy. **DOMAINE DE L'ÉTAT**.

DOMESTIQUE. — Du latin *domus*, maison. — Se dit de l'individu qui est, moyennant salaire, attaché au service d'une personne et loge chez elle : tels sont les valets de chambre, cuisiniers, cochers, portiers, etc.

— Autrefois le mot *domestique* n'avait rien d'humiliant. On donnait ce titre à des officiers et à des personnes de distinction attachés à la maison du roi. Mais les simples particuliers ne tardèrent pas, pour se donner du relief, à appeler les gens à leur service leurs *domestiques*, et depuis longtemps ce mot a perdu toute acception relevée.

« La domesticité est, dans les Etats

libres, ce qui rappelle le plus l'esclavage. Elle correspond à un besoin que la servitude est chargée de satisfaire chez les peuples où l'esclavage est établi. Elle est le degré inférieur de la société ; car, de toutes les conditions, c'est celle qui suppose le moins d'indépendance et d'industrie. Vivant dans la famille, elle n'en fait pas partie ; elle est plutôt établie pour elle que dans elle, comme dit Montesquieu, et il est rare qu'elle cherche à se relever de son infériorité par le dévouement, l'affection, qui rehaussent les services les plus humbles. » (Troplong, *Commentaire du Louage*, 334.)

1. — Les majeurs qui servent habituellement chez autrui ont le même *domicile* que la personne qu'ils servent, lorsqu'ils demeurent avec elle dans la même maison. (Cod. civ. art. 109.) — Voy. **DOMICILE**.

2. — Les *maîtres* sont responsables du dommage causé par leurs domestiques dans les fonctions auxquelles ils les ont employés. (Cod. civ. art. 1384.) — Voy. **RESPONSABILITÉ**.

3. — Un domestique ne peut engager ses services qu'à *temps*. (Cod. civ. art. 1780.) — Voy. **LOUAGE**, sect. II, 1.

4. — Les salaires des domestiques pour l'année échue, et ce qui leur est dû sur l'année courante, figurent au quatrième rang des créances *privilegiées* sur la généralité des meubles. (Cod. civ. art. 2101.) — Voy. **PRIVILEGE**, I, § 1^{er}.

5. — L'action des domestiques qui se louent à l'année, pour le paiement de leur salaire, se *prescrit* par un an. (Cod. civ. art. 2272.) — Voy. **PRESCRIPTION**, III, 3^o.

6. — Le *legs* fait à un domestique n'est pas censé lui être fait en compensation de ses gages. (Cod. civ. art. 1023.)

7. — Peuvent être *reprochés* les serviteurs et domestiques appelés comme *témoins* dans une enquête. (Cod. proc. civ. art. 283.)

8. — Les domestiques des époux ne sont pas reprochables en cette qualité, dans une instance en *sépara-*

tion de corps. Mais le tribunal doit avoir tel égard que de raison à leurs témoignages. (Arg. de l'art. 251 du Cod. civ.)

9. — Avant la déposition des témoins, en matière criminelle, le Président doit leur demander s'ils ne sont pas attachés au service de l'accusé, ou si celui-ci ne l'est pas au leur. (Cod. Instr. crim. art. 317.)

10. — Les deux témoins dont l'huissier doit être assisté dans une saisie-exécution (voy. ces mots) ne peuvent être ni ses domestiques, ni ceux des parties. (Cod. proc. civ. art. 585.)

11. — Les domestiques attachés à la personne ne peuvent être *Conseillers municipaux*. (Loi 5 mai 1855, art. 9, n° 3.)

12. — Les domestiques et serviteurs à gages ne peuvent être jurés. (Cod. instr. crim. art. 383.)

13. — Le voleur est puni de la réclusion, s'il est un domestique, même lorsqu'il a commis le vol envers des personnes qu'il ne servait pas, mais qui se trouvaient, soit dans la maison de son maître, soit dans celle où il l'accompagnait. (Cod. pén. art. 386.)

14. — La qualité de domestique est une circonstance aggravante : — de l'attentat aux mœurs (Cod. pén. art. 333); — de l'abus de confiance (Cod. pén. art. 408).

15. — Voy. ARRÊTÉS 2.

DOMICILE. — (Cod. civ. art. 102-111.) — Du latin *domus*, maison, et *colere*, habiter. — C'est, en droit, le lieu où une personne a établi le siège de ses affaires, le centre de ses intérêts.

1. — *Domicile* et *résidence* n'ont pas, dans le langage juridique, la même signification :

Le domicile est indépendant de l'habitation; il ne s'acquiert point et ne se perd point nécessairement avec elle; la *résidence*, au contraire, est un simple fait; on réside là où on est et tant qu'on y est. Aussi chaque individu ne peut-il avoir qu'un domicile, quoiqu'il puisse avoir plusieurs résidences.

2. — Il est important de connaître

le domicile d'une personne. C'est, en effet, à son domicile que chacun doit recevoir toutes les citations qui sont à lui faire; — en matière personnelle, c'est-à-dire lorsqu'il s'agit d'une obligation dont l'une des parties demande l'exécution, tandis que l'autre en nie l'existence, l'affaire doit être portée devant le tribunal du domicile du défendeur; — c'est au domicile du défunt que s'ouvre sa succession, et, jusqu'au partage, c'est le tribunal de ce domicile qui est compétent pour connaître des contestations qui peuvent surgir; — c'est dans la Commune où tout individu est domicilié, qu'il doit tirer au sort; — c'est là que son mariage doit être publié; — c'est au domicile du mineur que doit être convoqué le Conseil de famille appelé à nommer un tuteur ou à prendre part aux opérations de la tutelle, etc., etc.

3. — Le majeur a son domicile dans le lieu où il réside habituellement, où il paye la contribution personnelle.

L'enfant a son domicile chez ses père et mère.

Le mineur qui est en tutelle a son domicile chez son tuteur.

Le mineur émancipé a son domicile chez son curateur.

La femme mariée a son domicile chez son mari.

L'interdit a son domicile chez son tuteur.

Les majeurs qui servent ou travaillent habituellement chez autrui, c'est-à-dire les domestiques et les ouvriers, ont le même domicile que la personne qu'ils servent ou chez laquelle ils travaillent, lorsqu'ils demeurent avec elle dans la même maison.

Le fonctionnaire public qui remplit des fonctions à vie a son domicile au lieu où il exerce ses fonctions.

4. — Le changement de domicile résulte d'une habitation réelle dans un autre lieu avec l'intention d'y fixer son principal établissement. La preuve de cette intention se manifeste par les circonstances, à défaut d'une déclaration expresse à la municipalité du lieu que l'on quitte et à celle du lieu où l'on s'établit.

5. — Indépendamment du domicile *réel*, dont nous venons de parler, on peut avoir, pour certaines affaires déterminées, un domicile spécial ou d'*élection*. Ainsi, Pierre, qui a son domicile à Paris, prête 20,000 fr. à Paul, qui est domicilié à Nancy : pour éviter des lenteurs, des déplacements, dans le cas où il serait obligé de recourir à la Justice, il peut exiger que Paul élise domicile à Paris chez telle ou telle personne ; c'est là, et non à Nancy, que ce dernier sera assigné, s'il y a lieu. Il est donc permis d'avoir autant de domiciles *élus* qu'on a d'affaires différentes, tandis qu'on ne peut avoir qu'un domicile *réel*.

6. — Le domicile, *quant au mariage*, est régi par une règle particulière. — Il s'établit par *six mois* d'habitation continue dans la même Commune. (Cod. civ. art. 74.)

7. — Pour avoir droit aux secours d'un bureau de bienfaisance, il ne suffit pas d'être indigent ; il faut encore avoir ce qu'on appelle le *domicile de secours*. — Voy. BUREAU DE BIENFAISANCE, 3.

8. — Le domicile de tout citoyen est *inviolable*. Les officiers de police ne peuvent y pénétrer que porteurs d'un ordre régulier de Justice, ou dans les cas formellement prévus par la loi, comme le flagrant délit, la réquisition du propriétaire, etc.

La violation du domicile est un délit puni par l'art. 184 du Code pénal. — Voy. ABUS D'AUTORITÉ, 1.

DOMMAGES. — 1. — Chacun est responsable, non-seulement des dommages qu'il a causés par son propre fait, mais encore de ceux qui proviennent des personnes sur lesquelles il a autorité, ou des choses placées sous sa garde. (Cod. civ. art. 1382-1386.) — Voy. RESPONSABILITÉ.

2. — Les actions pour dommages *aux champs, fruits et récoltes* doivent être portées devant le *Juge de paix de la situation* de l'objet litigieux. (Cod. proc. civ. art. 3, 1^o.)

3. — Pour ce qui concerne la détermination des dommages *aux risques des assureurs*, dans le cas d'assu-

rance maritime, voy. ASSURANCES, sect. I, II, 2.

4. — Voy. AVARIE.

DOMMAGES-INTÉRÊTS. — (Cod. civ. art. 1142-1655.)

Indemnité pour le préjudice causé à quelqu'un, soit par suite d'un fait nuisible, soit par l'inexécution d'une obligation. — Elle comprend à la fois et la *perte éprouvée* et la *privation de gain*.

1. — Toute obligation de *faire* ou de *ne pas faire* se résout en dommages-intérêts, en cas d'inexécution de la part du débiteur. Il est cependant des circonstances dans lesquelles le créancier peut exiger l'exécution effective de l'obligation. Ainsi, que le débiteur se refuse de démolir un mur qu'il s'était engagé à abattre, rien ne s'oppose à ce que le créancier se fasse autoriser par la Justice à faire, aux frais du débiteur, démolir ce mur par un tiers. De même, supposons qu'il s'agisse d'un mur que le débiteur aurait promis de ne point bâtir, et qu'il a néanmoins bâti, la Justice pourra autoriser le créancier à faire, avec le secours des agents de l'Autorité publique, rétablir les choses dans leur premier état. Ce n'est que lorsque le fait promis ne peut être utilement exécuté que par le débiteur lui-même, qui s'y refuse, qu'il reste au créancier la seule ressource des dommages-intérêts.

2. — Les dommages-intérêts ne peuvent être demandés qu'après que le débiteur a été *mis en demeure* de faire ce qu'il avait promis de *faire* ; mais quand l'obligation est de *ne pas faire*, le débiteur qui y contrevient doit les dommages-intérêts par le seul fait de la contravention.

3. — Le débiteur est passible de dommages-intérêts, soit à raison de l'*inexécution* de l'obligation, soit à raison du *retard* dans l'exécution, toutes les fois qu'il ne justifie pas que cette inexécution ou ce retard proviennent d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée, c'est-à-dire d'un cas fortuit ou de force majeure,

par exemple, d'une inondation, d'une guerre, etc.

4. — Lorsque la convention porte que celui qui manquera de l'exécuter payera une certaine somme à titre de dommages-intérêts, il ne peut être alloué à l'autre partie une somme plus forte ni moindre.

5. — Dans les obligations qui se bornent au paiement d'une certaine somme, les dommages-intérêts résultant du retard dans l'exécution ne consistent que dans la condamnation aux intérêts fixés par la loi : ils sont dus sans que le créancier soit tenu de justifier d'aucune perte, mais seulement à partir du jour de la demande, excepté dans les cas où la loi les fait courir de plein droit. Ces cas sont prévus notamment par les art. 474, 856, 1440, 1570, 1652, 1846, 1996, 2001, 2028 du Code civil.

DONATION ENTRE VIFS. — (Cod. civ. art. 894 et suiv.)

Contrat par lequel une personne (le donateur) se dépouille actuellement et irrévocablement d'une chose en faveur d'une autre personne (le donataire) qui l'accepte.

1. FORMES. — La validité des donations entre vifs est subordonnée à l'accomplissement de formalités que la loi a prescrites pour empêcher les dons inconsidérés, ou légèrement consentis, ou arrachés dans des moments de faiblesse. Ainsi l'offre et l'acceptation doivent être constatées, à peine de nullité, par acte dressé devant Notaire. Le législateur a pensé que la nécessité de se présenter devant un officier public appellerait l'attention du donateur sur l'importance de l'acte qu'il va faire, en même temps qu'elle intimiderait ceux qui veulent exploiter ses faiblesses ou ses passions.

Il n'y a que les dons manuels, c'est-à-dire les libéralités de la main à la main, qui, par la force des choses, sont dispensés des formalités prescrites pour la validité des donations entre vifs.

Les donations d'immeubles doivent être transcrites au bureau des hypo-

thèques de l'arrondissement où ils sont situés, afin que tous ceux qui peuvent avoir des droits à faire valoir sur les immeubles donnés soient avertis. — Les donations d'effets mobiliers ne sont valables qu'autant qu'elles sont accompagnées d'un état estimatif destiné à faire connaître l'importance de la libéralité.

II. EXCEPTIONS A LA RÈGLE DE L'IRRÉVOCABILITÉ DES DONATIONS ENTRE VIFS. — La loi déclare les donations révocables dans trois cas : 1° Si les conditions sous lesquelles elles ont été faites ne sont pas exécutées; — 2° En cas d'ingratitude du donataire. L'ingratitude ne peut résulter que d'un attentat à la vie du donateur, de mauvais traitements ou injures graves, ou enfin de refus d'aliments au donateur dans le besoin. La demande de révocation pour cause d'ingratitude doit être formée dans l'année du délit, ou de la connaissance de ce délit; — 3° En cas de survenance d'enfant au donateur qui n'avait aucun enfant vivant au moment de la donation. La loi suppose que la libéralité n'aurait point été faite si le donateur avait eu un enfant ou s'il avait supposé qu'il en aurait un jour, et les biens donnés retournent, de plein droit, au donateur, libres de toutes charges imposées dans l'intervalle. La mort de l'enfant survenu ne ferait pas revivre les donations révoquées : le donateur, s'il voulait donner les mêmes biens à la même personne, devrait faire un nouvel acte dans les formes prescrites. — Voy. QUOTITÉ DISPONIBLE.

DON MANUEL. — On appelle ainsi les libéralités qui se font de la main à la main, et qui ont pour objet des choses mobilières. Elles sont dispensées des formes solennelles auxquelles sont assujetties les donations entre vifs. — Voy. DONATION ENTRE VIFS, I.

DONNEUR D'AVAIL. — Voy. EFFETS DE COMMERCE, sect. I, VIII.

DOT. — Se dit des biens que la femme apporte à son mari pour subvenir aux charges du ménage.

1. — L'histoire nous apprend que, chez les peuples peu avancés en civilisation, on ne connaît point la dot : loin de faire aucun apport, la femme est achetée par le mari. La dot n'apparaît que dans un état de société plus policé, et suppose l'émancipation relative de la femme, dont la dignité personnelle est jugée incompatible avec un achat. Cependant, il y eut des législateurs, des philosophes, en Grèce notamment, qui crurent devoir proscrire systématiquement la dot, comme tendant à corrompre le mariage. Selon la prohibait à Athènes; Lycurgue la défendait à Sparte; ce que Platon approuve en ces termes : « Les femmes, dit-il, seront moins insolentes et les maris moins esclaves et moins rampants devant elles. »

Plus tard enfin, l'histoire nous montre la femme ne se dotant pas seulement elle-même, mais entrant encore en communauté avec le mari, devenant son associée et partageant, par égale portion, les bénéfices de cette association.

2. — La dot est *facultative* pour les pères et mères. (Cod. civ. article 204.) Avant la Révolution, dans les pays de *droit écrit*, c'est-à-dire régis par le droit romain, les filles pouvaient judiciairement contraindre leur père de les doter, selon sa fortune. Dans les pays de *droit coutumier*, au contraire, on suivait la maxime : *ne dote qui ne veut*, maxime consacrée par notre droit actuel.

3. — Sous le *régime de communauté*, le père et la mère qui ont doté *conjointement* leur enfant commun, sans exprimer la portion pour laquelle ils entendaient y contribuer, sont censés avoir doté *chacun pour moitié*, soit que la dot ait été fournie ou promise en effets de la communauté, soit qu'elle l'ait été en biens personnels à l'un des deux époux. — Au second cas, l'époux dont l'immeuble ou l'effet personnel a été constitué en dot, a, sur les biens de l'autre, une action en indemnité pour la moitié de ladite dot, eu égard à la valeur de

l'effet donné, au temps de la donation.

La dot constituée *par le mari seul*, à l'enfant commun, en effets de la communauté, est à la charge de la communauté; et, dans le cas où, lors de la dissolution du mariage, la communauté est acceptée par la femme, celle-ci doit supporter la moitié de la dot, à moins que le mari n'ait déclaré expressément qu'il s'en chargeait pour le tout, ou pour une portion plus forte que la moitié.

La garantie de la dot est due par toute personne qui l'a constituée, et ses intérêts courent du jour du mariage, encore qu'il y ait terme pour le paiement, s'il n'y a stipulation contraire. (Cod. civ. art. 1438-1440.)

4. — Si les père et mère, mariés sous le *régime dotal*, constituent *conjointement* une dot, sans distinguer la part de chacun, elle est censée constituée par portions égales. — Si la dot est constituée par le *père seul* pour droits paternels et maternels, la mère, quoique présente au contrat, n'est point engagée, et la dot demeure en entier à la charge du père.

Si le survivant des père ou mère constitue une dot pour biens *paternels et maternels*, sans spécifier les portions, la dot se prend d'abord sur les droits du futur époux dans les biens du conjoint prédécédé, et le surplus sur les biens du constituant.

Quoique la fille dotée par ses père et mère ait des biens à elle propres dont ils jouissent, la dot est prise sur les biens des constituants, s'il n'y a stipulation contraire.

Ceux qui constituent une dot sont tenus à la *garantie* des objets constitués. — Les *intérêts* de la dot courent, de plein droit, du jour du mariage, contre ceux qui l'ont promise, encore qu'il y ait terme pour le paiement, s'il n'y a stipulation contraire.

5. — Lorsqu'il est question du *mariage de l'enfant d'un interdit*, la dot et les conventions matrimoniales sont réglées par un avis du Conseil de famille, homologué par le Tribunal, sur les conclusions du Procureur de la

République. (Cod. civ. art. 511.)

6. — Ce qui caractérise le régime *dotal*, c'est l'*inaliénabilité* de la dot. — (Voy. CONTRAT DE MARIAGE, IV.) Sans ce régime, la *restitution* de la dot par le mari ou ses héritiers, lors de la dissolution du mariage, est soumise aux dispositions suivantes :

Si la dot consiste en *immeubles*, ou en *meubles non estimés* par le contrat de mariage, ou bien mis à prix, avec déclaration que l'estimation n'en ôte pas la propriété à la femme, le mari ou ses héritiers peuvent être contraints de la restituer sans délai, parce que ces biens doivent se trouver en la possession du mari qui n'avait pas la faculté d'en disposer.

Si la dot consiste en une somme d'argent ou en *meubles mis à prix* par le contrat, sans déclaration que l'estimation n'en rend pas le mari propriétaire, la restitution n'est exigible qu'un an après la dissolution du mariage. Ce délai a paru nécessaire pour retirer les fonds peut-être placés, ou pour s'en procurer d'autres.

Lorsque les meubles dont la propriété reste à la femme ont *dépéri par l'usage* et sans la faute du mari, ce dernier n'est tenu de rendre que les meubles qui restent, et dans l'état où ils se trouvent. — Et néanmoins la femme peut, dans tous les cas, retirer les linges et hardes à son usage actuel, sauf à précompter leur valeur, si ces linges et hardes ont été primitivement constitués avec estimation et appartiennent ainsi au mari, puisque l'estimation vaut vente.

Toutes les fois que la dot comprend des obligations ou constitutions de rente qui ont péri ou souffert des retranchements non imputables à la négligence du mari, il n'en est point tenu, et il est quitte en restituant les contrats.

Si un usufruit a été constitué en dot, le mari ou ses héritiers ne sont obligés, à la dissolution du mariage, que de restituer le droit d'usufruit, et non les fruits échus durant le mariage.

Quand le mariage a duré dix ans depuis l'échéance des termes pris

pour le paiement de la dot, la femme ou ses héritiers peuvent la réclamer contre le mari, après la dissolution du mariage, sans être tenus de prouver qu'il l'a reçue, à moins que le mari ne justifie de diligences inutilement par lui faites pour s'en procurer le paiement.

Si le mariage est dissous par la mort de la femme, l'intérêt et les fruits de la dot à restituer courent de plein droit au profit de ses héritiers depuis le jour de la dissolution. — Si c'est par la mort du mari, la femme a le choix d'exiger les intérêts de sa dot pendant l'an du deuil, ou de se faire fournir des aliments pendant ledit temps aux dépens de la succession : dans les deux cas, l'habitation durant cette année, et les habits de deuil, doivent lui être fournis sur la succession, et sans imputation sur les intérêts à elle dus.

A la dissolution du mariage, les fruits des immeubles dotaux se partagent entre le mari et la femme ou leurs héritiers, à proportion du temps qu'il a duré, pendant la dernière année. — L'année commence à partir du jour où le mariage a été célébré.

La femme et ses héritiers n'ont point de privilège pour la répétition de la dot sur les créanciers antérieurs à elle en hypothèque.

Si le mari était déjà insolvable, et n'avait ni art, ni profession lorsque le père a constitué une dot à sa fille, celle-ci n'est tenue de rapporter à la succession du père quel'action qu'elle a contre la succession de son mari, pour s'en faire rembourser. — Mais si le mari n'est devenu insolvable que depuis le mariage, ou s'il avait un métier ou une profession qui lui tenait lieu de bien, la perte de la dot tombe uniquement sur la femme. (Cod. civ. art. 1564-1573.)

DOUANES. — (Déc. 28 jnill. 1791. 4 floréal an iv (23 avril 1796); lois 17 décembre 1814, 28 avril 1816, 27 février 1832, 2 juillet 1836; déc. 27 décembre 1851.)

Droits établis sur les marchandises et sur certaines denrées, à l'entrée

ou à la sortie du territoire. — Le mot *Douane* sert aussi à indiquer l'Administration chargée de percevoir ces taxes. Il paraît venir de l'italien *dogana*, dénomination sous laquelle on désignait, au moyen âge, un droit prélevé au profit du Doge de Venise sur toutes les marchandises qui étaient importées dans cette ville, ou qui en étaient exportées sur les vaisseaux de la République.

1. — Les douanes peuvent être considérées sous un double aspect : comme impôt ou moyen de revenu pour l'Etat, et comme instrument de protection pour l'industrie nationale. En tant que moyen de revenu pour l'Etat, les douanes remontent, sous des noms divers, à l'antiquité la plus reculée : les Grecs et les Romains avaient des lignes de douanes pour subvenir au Trésor public. Comme instrument de protection, leur origine est moderne. Ce n'est guère qu'à partir de l'administration de Colbert qu'elles ont pris le caractère de *droits protecteurs*, caractère que les principes de liberté commerciale consacrés par les récents traités de commerce tendent aujourd'hui à faire disparaître.

2. — L'Administration des douanes, réunie à celle des contributions indirectes, est dirigée, sous l'autorité du Ministre des Finances, par un Directeur général, assisté de 4 Administrateurs, qui forment avec lui le Conseil d'administration. Les côtes et les frontières sont partagées en 26 directions, dont 16 directions mixtes des douanes et des contributions indirectes, et 10 directions spéciales des douanes. Voici où se trouve le siège des unes et des autres :

Directions mixtes des douanes et des contributions indirectes. — Dunkerque, Lille, Valenciennes, Charleville, Besançon, Bourg, Lyon, Toulon, Bayonne, Vannes, Brest, Saint-Brieuc, Saint-Lô, Caen, Rouen, le Havre.

Directions spéciales des douanes. — Chambéry, Nice, Marseille, Montpellier, Toulouse, Bordeaux, la Rochelle, Nantes, Boulogne-sur-Mer, Bastia.

Chaque Directeur a sous ses ordres des Inspecteurs, des Sous-Inspecteurs, des Commis de direction, des Receveurs généraux et particuliers, des Contrôleurs, des Vérificateurs, et des employés chargés du service actif, embrigadés militairement.

3. — La surveillance de la douane s'exerce dans la portion du territoire nommée *rayon frontière*, qui est déterminée par une ligne parallèle à la frontière. — Le *rayon de terre* comprend 2 myriamètres ou 2 myriamètres et demi à partir de la limite du territoire. Dans ce rayon, aucune usine ou grande fabrique ne peut être établie sans l'autorisation du Gouvernement : le but de cette défense est d'empêcher que des établissements considérables ne deviennent des entrepôts frauduleux de marchandises prohibées, d'où elles pourraient facilement se répandre dans l'intérieur du territoire. — Aucune marchandise ne peut être transportée d'un lieu à un autre sans un acte d'expédition de la douane, appelé *passavant*, sous peine d'être saisie et confisquée.

Le *rayon de mer* comprend une distance de 2 myriamètres au delà des côtes. Cet espace est parcouru par les chaloupes de la douane : les agents ont le droit de monter à bord et d'exiger des capitaines de navires la production de leurs manifestes.

4. — Les droits de douanes sont perçus, soit sur les marchandises entrant en France, ou à l'importation, soit sur les marchandises sortant de France, ou à l'exportation. Ils sont calculés de différentes manières, tantôt *ad valorem*, c'est-à-dire sur la valeur des marchandises, tantôt eu égard à leurs poids, mesure et nombre. Dans ce dernier cas, les droits sont dits *spécifiques*. — Lorsque le droit se paye sur la valeur, si les agents soupçonnent que la déclaration est frauduleuse, ils peuvent retenir la marchandise au prix indiqué : cette faculté accordée à la Régie est connue sous le nom de *droit de préemption*. — Les animaux suppor-

tent un droit par tête, suivant l'espèce à laquelle ils appartiennent, quels que soient leur poids et leur prix. — Enfin certaines denrées sont soumises à une taxe insignifiante qui n'a le caractère ni d'impôt ni de protection, mais qui a seulement pour but de constater la quantité des importations et des exportations.

5. — Le paiement des droits de douanes est garanti par un *privilege* sur les meubles et les effets mobiliers des redevables, semblable à celui des contributions indirectes. Il se poursuit au moyen d'une *contrainte* délivrée par le Receveur, visée par le Juge de paix, et exécutoire nonobstant l'opposition qui est portée, en premier ressort, devant le Juge de paix, et, en appel, devant le tribunal civil d'arrondissement.

6. — Les *contestations* relatives à l'espèce, à la qualité ou à la provenance des marchandises sont déferées à des *Commissaires experts* siégeant à Paris auprès du Ministère de l'agriculture et du commerce. Leurs décisions ne sont susceptibles d'aucun recours.

7. — Dans l'intérêt du développement du commerce national, le Gouvernement accorde parfois à certains produits une *prime d'exportation*, à titre d'encouragement. — Une prime particulière, appelée *drawback*, consiste dans la restitution, à l'exportation, des droits que les matières premières avaient payés lors de leur importation.

8. — En matière de douanes, comme pour les contributions indirectes, le législateur a établi la faculté d'*entrepôt* et de *transit*.

Les *entrepôts*, qui, selon l'expression de Colbert, sont pour le commerce un *terrain neutre*, sont *réels* ou *factifs*. L'*entrepôt réel* est celui qui a lieu dans les magasins publics administrés par la douane ; l'*entrepôt fictif*, qui ne peut durer plus d'une année, est celui qui a lieu au domicile des simples particuliers, sous la surveillance de la douane, et

moyennant une soumission cautionnée de payer les droits.

Le *transit* (du latin *trans ire*, aller au delà) est la faculté de transporter les marchandises de l'étranger à l'étranger en traversant le territoire français sans acquitter les droits de douanes. Pour user de cette faculté il faut faire à la douane une déclaration détaillée, se munir d'un acquit-à-caution, prendre l'obligation de faire sortir les marchandises dans un délai déterminé et justifier de leur sortie. Les marchandises sont vérifiées à l'entrée et soumises au *plombage*. On désigne ainsi l'application de sceaux de plomb destinés à empêcher l'ouverture des enveloppes des marchandises dont l'identité est de cette façon garantie. Il est procédé à une nouvelle vérification, lors de la sortie des marchandises, pour s'assurer qu'elles sont bien celles qui ont été admises au transit, et qu'aucune quantité n'en a été détournée, vendue ou consommée en France.

9. — Les *fraudes* en matière de douanes sont sévèrement réprimées. Les règles posées par le législateur s'écartent complètement des principes du droit pénal ordinaire, et on distingue trois sortes de fraudes ou contraventions : 1° la *contravention simple*, justiciable de la *justice de paix* jugeant *civilement*. Tout fait puni seulement d'une amende, quel qu'en soit le chiffre, constitue une contravention proprement dite ; — 2° la contravention constituant un *délit de contrebande*, justiciable du *tribunal correctionnel*. Est réputé délit tout fait puni de la peine d'emprisonnement ; — 3° enfin la contravention qui devient *crime*, par les circonstances qui l'accompagnent (rébellion à main armée, blessures aux agents de l'Administration), et qui, à ce titre, est justiciable de la *Cour d'assises*. — Indépendamment des peines de l'*amende* et de l'*emprisonnement* qui peuvent être prononcées, les marchandises introduites en fraude sont confisquées, et vendues au profit du Trésor, ainsi que

les voitures ou autres moyens ayant servi au transport. De plus, les négociants ou commissionnaires, reconnus coupables, peuvent être privés de la faculté d'entrepôt et de transit.

10. — Les *contraventions* sont constatées par les préposés des douanes, qui peuvent faire des visites domiciliaires, mais de jour seulement, et avec l'assistance d'un Commissaire de police ou d'un Officier municipal.

11. — L'Administration a la faculté de *transiger*, soit avant, soit après la condamnation. Les transactions sont définitives par l'approbation du Directeur général, quand la condamnation encourue n'excède pas 3,000 francs. Au dessus de ce chiffre, l'approbation du Ministre des Finances est nécessaire.

12. — La *prescription* est acquise soit en faveur de l'Administration, soit contre elle, par le délai d'un an écoulé sans réclamation ou sans poursuite.

13. — Un savant économiste, M. Joseph Garnier, a parfaitement résumé en quelques lignes les résultats des combinaisons et des procédés de la douane : « Les *prohibitions*, » dit-il (*Eléments de finance et de statistique*, p. 419, 420), « conduisent à des manœuvres barbares. Elles engendrent la fraude et la violation de la loi, la délation, la saisie et le meurtre, au sujet d'un simple fait d'échange très-naturel et très-innocent par lui-même. — Les *droits élevés* sont prohibitifs et produisent les mêmes résultats. Il est rare que les *drawbacks* soient bien calculés et qu'ils ne deviennent l'objet d'une fraude et d'une perte pour le Trésor public. — Les *primes* sont des sacrifices en pure perte, auxquels Adam Smith adresse ce dilemme, applicable d'ailleurs à tout le système de la protection : « S'il y a quelque bénéfice à tirer d'une industrie, elle n'a pas besoin d'encouragement ; s'il n'y a point de bénéfice à en retirer, elle ne mérite pas d'être encouragée. » — (Liv. IV, ch. II.) — « Les *entrepôts* ont eu d'nu-

tiles effets, puisqu'ils ont pour but de suspendre l'action des entraves qui gênent le commerce et l'industrie... »

Par suite du progrès des vrais principes de l'économie politique, le système douanier des peuples est appelé à subir une importante réforme dont le but immédiat sera de ramener la douane à ses fonctions purement fiscales et de lui ôter tout caractère de protection. Il faut s'en féliciter, et se réjouir de la tendance non équivoque des Gouvernements à sortir du système d'isolement qui fut si longtemps la base de leur politique commerciale. Les vœux des consommateurs, le besoin d'une paix durable garantie par la solidarité des intérêts économiques triompheront, dans l'esprit des hommes d'État, des réclamations, des menaces même des producteurs indigènes. Quelles que soient leurs différences de race, de langue, de culte, les peuples ne sont, en effet, que les membres d'une seule et même famille, de la grande famille humaine, et le moyen le plus sûr de satisfaire aux obligations que fait naître cette étroite parenté, c'est avant tout de laisser circuler librement les produits du travail. Quand les barrières s'ouvrent devant les hommes, elles ne peuvent demeurer fermées aux produits. Les chemins de fer auront été, sous ce rapport, les agents les plus efficaces de la révolution économique qui a déjà commencé à s'opérer.

— Le produit des droits généraux de douane était évalué, au budget de 1869, pour la somme de 70,480,000 francs.

DRAINAGE. — (Lois 10 juin 1854, 17 juillet 1856, 28 mai 1858; déc. 23 septembre 1858.)

Mot anglais qui signifie *écoulement*, *assèchement*, et qu'on emploie, dans un sens plus restreint, pour désigner l'opération qui consiste à placer dans un champ des séries régulières de tuyaux (*drains*) qui enlèvent l'humidité par le sous-sol.

1. — Dans le but de favoriser l'as-

séchement au moyen du drainage, une loi du 10 juin 1854 accorde au propriétaire qui veut assainir son fonds par ce procédé le droit, moyennant une juste et préalable indemnité, de conduire à travers un fonds voisin, et de proche en proche jusqu'à la rencontre d'un cours d'eau ou d'une autre voie d'écoulement naturelle ou artificielle, les eaux provenant du drainage.

La loi du 10 juin 1854 a ainsi créé une nouvelle espèce de *servitude*, dont sont *exceptés* seulement les maisons, cours, jardins, parcs et enclos attenants aux habitations.

2. — Les propriétaires des fonds voisins ou traversés ont la faculté de se servir des travaux faits en vertu des dispositions de la loi précitée, pour l'écoulement des eaux de leurs propres fonds. Dans ce cas, ils ont à supporter : 1° une part proportionnelle dans les frais des travaux dont ils profitent ; — 2° les dépenses résultant des modifications que l'exercice de cette faculté peut rendre nécessaires, — et 3°, pour l'avenir, une part contributive dans l'entretien des travaux devenus communs.

3. — Mais les efforts isolés des propriétaires risquent d'être impuissants, et souvent il ne peut être procédé au drainage dans de bonnes conditions de succès que par des travaux d'ensemble ; aussi la loi autorise-t-elle les Préfets à constituer en *syndicats*, sur leur demande, les associations de propriétaires désireux de procéder en commun à ces opérations sur une certaine étendue de territoire. Les travaux que veulent exécuter les associations syndicales, les communes ou les départements pour faciliter le drainage ou tout autre mode d'assèchement, peuvent être déclarés d'utilité publique par décret rendu en Conseil d'Etat. Le règlement des indemnités dues pour expropriation a lieu conformément aux dispositions des §§ 2 et suivants de l'article 16 de la loi du 21 mai 1836, relatives aux expropriations nécessitées par les travaux d'ouverture et de redressement des

chemins vicinaux. — Voy. *CHEMINS VICINAUX*, 5.

4. — Les *contestations* auxquelles peuvent donner lieu l'établissement et l'exercice de la servitude créée par la loi du 10 juin 1854, la fixation du parcours des eaux, l'exécution des travaux de drainage ou d'assèchement, les indemnités et les frais d'entretien, sont portées en premier ressort devant le Juge de paix du canton, qui, en prononçant, doit concilier les intérêts de l'opération avec le respect dû à la propriété. — S'il y a lieu à expertise, il peut n'être nommé qu'un expert.

5. — La *destruction* totale ou partielle des conduits d'eau ou fossés évacuateurs est *punie* d'un emprisonnement qui ne peut être au-dessous d'un mois ni excéder une année, et d'une amende égale au quart des restitutions et des dommages-intérêts, sans qu'elle puisse être au-dessous de 50 fr.

Tout *obstacle* apporté *volontairement* au libre écoulement des eaux est *puni* d'une amende qui ne peut excéder le quart des restitutions et des dommages-intérêts, ni être au-dessous de 50 fr. — S'il est résulté du fait quelques dégradations, la peine est, outre l'amende, un emprisonnement de six jours à un mois.

6. — Pour aider au développement des opérations de drainage, le Ministre des travaux publics a, par une circulaire du 16 août 1854, autorisé les Ingénieurs du service hydraulique, les Conducteurs et autres agents placés sous leurs ordres, à *prêter gratuitement* leur concours aux particuliers et aux associations qui voudraient appliquer la loi du 10 juin 1854. Ces fonctionnaires reçoivent, sur les fonds du trésor, les mêmes indemnités que pour les travaux au compte de l'Etat.

7. — Le Gouvernement a fait plus encore. Une loi du 17 juillet 1856 a affecté 100,000,000 fr. à des *prêts* destinés à faciliter les opérations de drainage. C'est le *Crédit foncier de France* qui est chargé de faire ces prêts, aux termes de la loi du 28 mai 1858. — Ils sont remboursables en

25 ans, par annuités comprenant l'amortissement du capital et l'intérêt calculé à 4 p. 100. — L'emprunteur a toujours le droit de se libérer par anticipation, soit en totalité, soit en partie. — Le recouvrement des annuités a lieu de la même manière que celui des contributions directes.

Il est accordé au Crédit foncier, pour le recouvrement de l'annuité échue et de l'annuité courante, sur les récoltes ou revenus des terrains drainés, un *privilege* qui prend rang immédiatement après celui des contributions publiques. Néanmoins les sommes dues pour les semences ou pour les frais de la récolte de l'année sont payées sur le prix de la récolte avant la créance du Crédit foncier.

Le Crédit foncier a également, pour le recouvrement de ses prêts, un *privilege* qui prend rang avant tout autre sur les terrains drainés.

Indépendamment de ce *privilege*, le Crédit foncier peut exiger que l'emprunteur lui confère une *hypothèque*, s'il reconnaît la nécessité de ce supplément de garantie.

8. — Un décret du 23 septembre 1858, portant règlement d'administration publique pour l'exécution des lois des 17 juillet 1856 et 28 mai 1858, détermine de la manière suivante les *conditions* et les *formes des prêts* :

La demande doit être adressée au Ministre des travaux publics, et énoncer : 1^o la somme à emprunter, et, s'il y a lieu, celle pour laquelle le demandeur entend concourir à la dépense ; — 2^o les noms et prénoms des fermiers ou colons partiaires. — Il y est joint un extrait de la matrice et du plan cadastral, avec indication de la situation et de l'étendue des terrains à drainer.

La demande, avec les pièces à l'appui, est soumise à une Commission formée près du Ministère des travaux publics, sous le titre de *Commission supérieure du drainage*, et dont les membres sont nommés par le Ministre.

Après délibération de la Commission, la demande est renvoyée, s'il y a lieu, à l'Ingénieur chargé du ser-

vice hydraulique dans le département de la situation des biens.

Dans la quinzaine qui suit l'envoi, l'Ingénieur visite les terrains à drainer, procède aux opérations et vérifications nécessaires pour apprécier l'utilité de l'entreprise projetée, et donne son avis sur l'admissibilité de la demande de prêt. — Son rapport est adressé au Préfet, qui le transmet, dans les dix jours, avec ses propositions, au Ministre des travaux publics.

Le Ministre adresse, s'il y a lieu, les pièces à la Société du Crédit foncier de France, afin qu'elle vérifie les titres de propriété et la situation hypothécaire du demandeur. Si la société juge que les garanties offertes sont suffisantes, le Ministre statue, après avis de la Commission supérieure. — L'arrêté du Ministre qui autorise le prêt en détermine les conditions générales, et notamment les délais dans lesquels les travaux devront être commencés et achevés.

Si la demande est formée par un *syndicat*, elle doit contenir, outre les indications ci-dessus mentionnées, la délibération des intéressés qui donne au syndicat pouvoir de contracter un emprunt soumis aux dispositions des lois des 17 juillet 1856 et 28 mai 1858.

— Les fonds prêtés ne peuvent servir qu'aux travaux du drainage : le Crédit foncier s'assure qu'ils reçoivent leur destination. — Les travaux sont exécutés par l'entrepreneur, sous la surveillance de l'Administration.

Le montant du prêt est remis à l'emprunteur par *acomptes successifs*, aux époques fixées et proportionnellement au degré d'avancement des travaux constaté par l'Ingénieur chargé de la surveillance, de manière que le solde n'est versé qu'après leur exécution complète.

L'Ingénieur refuse le certificat nécessaire à l'emprunteur pour toucher tout ou partie du prêt, si les travaux sont mal exécutés. — En cas de réclamation contre le refus de l'Ingénieur, il est statué par le Préfet, qui

suspend provisoirement, s'il y a lieu, le paiement des termes de l'emprunt.

— Si les travaux sont interrompus sans que l'emprunteur ait remboursé, le Préfet peut autoriser la Société du Crédit foncier à faire exécuter, en son lieu et place, les travaux nécessaires pour rendre productive la dépense déjà faite, jusqu'à concurrence des sommes à verser pour compléter le prêt. Le tout sans préjudice des actions à intenter par la Société du Crédit foncier devant les Tribunaux civils, à raison de l'inexécution du contrat.

L'entretien des travaux de drainage reste soumis au contrôle du Crédit foncier, jusqu'à l'entière libération de l'emprunteur.

Le département des travaux publics supporte les frais de l'instruction administrative des demandes de prêts et de surveillance des travaux. Sont seuls à la charge de l'emprunteur les frais d'expertise, ceux de l'acte de prêt, de l'inscription du privilège et de l'hypothèque supplémentaire, dans le cas où elle a été requise, enfin le coût des mainlevées et des quittances. — Le montant en est recouvré par le Crédit foncier dans le cas où il en aurait fait l'avance.

9. — *L'Exposé de la situation de l'Empire* (1868) constatait que les populations agricoles s'étaient jusqu'alors montrées peu disposées à recourir au crédit de l'Etat, qui leur offre cependant l'avantage de recevoir des fonds à 4 p. 0/0 amortissables en 25 ans, moyennant une prime de 2.41 p. 0/0. C'est ainsi qu'après plus de dix ans, les prêts ne s'étaient élevés qu'à 1,111,790 fr., répartis entre 75 emprunteurs.

DRAWBACK. — Mot d'origine anglaise qui sert à désigner la restitution des droits de douane perçus à l'entrée en France sur les matières premières venant de l'étranger, lorsqu'on exporte certains produits nationaux fabriqués avec ces matières. — Voy. DOUANES, 7.

DROGMAN. — Du turc *Tordjiman*, interprète. — Nom donné aux inter-

prètes attachés officiellement aux Légations et aux Consulats en Orient et sur la côte de Barbarie.

DROIT. — Du latin *dirigere*, conduire, diriger.

Le droit est l'ensemble des règles qui, au point de vue du juste et de l'injuste, régissent les rapports des hommes.

1. — Envisagé quant à son origine, le droit se divise en *droit naturel* et *droit positif*, en *droit écrit* et *droit coutumier*. — Considéré quant à son objet, il se distingue en *droit civil* et *droit des gens*, en *droit public* et *droit privé*. — Voy. DROIT NATUREL; — DROIT POSITIF; — DROIT ÉCRIT; — DROIT COUTUMIER; — DROIT CIVIL; — DROIT DES GENS; — DROIT PUBLIC; — DROIT PRIVÉ.

2. — Le Droit français, historiquement parlant, se divise en *droit ancien*, *droit intermédiaire* et *droit nouveau*.

Le *droit ancien* comprend tous les actes législatifs, ordonnances, coutumes et arrêts de règlement depuis le commencement de la monarchie jusqu'au 17 juin 1789, jour où les États généraux convoqués par Louis XVI s'érigèrent en Assemblée nationale.

Le *droit intermédiaire* se compose de toutes les lois rendues depuis le 17 juin 1789 jusqu'au 31 mars 1804, jour de la promulgation du Code civil.

Le *droit nouveau* comprend les différents Codes promulgués sous le Consulat et l'Empire, ainsi que toutes les lois postérieures.

3. — Dans un sens plus restreint, le mot *droit* sert à indiquer les facultés ou prérogatives que la loi consacre : tels sont le droit de disposer de ses biens, de se marier, de succéder, etc. — Quelquefois, il est synonyme d'impôts : *droits de timbre*, *d'enregistrement*, *de mutation*, *de chancellerie*, etc.

DROIT ADMINISTRATIF. — C'est l'ensemble des règles qui concernent la gestion des intérêts communs en déterminant les droits respectifs et les obligations mutuelles de l'Admi-

nistration et des administrés. — Il forme une branche du *Droit public*.

Le droit administratif n'est pas codifié. Il est éparé dans une multitude de lois, ordonnances royales, décrets, règlements d'administration publique, etc.

DROIT AU TRAVAIL. — Dange-reuse utopie qui avait essayé de se faire jour dans la Constitution républicaine de 1848, mais dont le bon sens de l'Assemblée nationale sut faire justice. — Elle a été solidement réfutée en ces termes par M. Francis Wey : « ... En reconnaissant la légitimité de ce droit, l'Etat contracterait le devoir d'assigner de l'ouvrage à tout le monde, et, en cas de férioration forcée, de faire vivre des deniers publics ceux qu'il ne pourrait employer ni placer.

« Sans parler de l'inconvénient d'assimiler l'Etat à un bureau de placement, ce qui ne serait qu'un demimal, s'il pouvait être mis en situation de desservir sa clientèle, observons qu'une pareille organisation suppose le Gouvernement muni d'un trésor inépuisable. Les impôts seraient donc réglés de manière à le lui fournir, et les riches seraient les pourvoyeurs des rentiers du travail. Dans l'état actuel des fortunes en France, cette ressource suffirait peut-être pendant quelques mois : il y a très-peu de riches dans notre pays, mais on affirme, sans hésiter, qu'après un court essai de ce régime, il n'y en aurait plus.

« Examinons quelles seraient les conséquences du droit au travail pour le travailleur, pour l'ouvrier surtout, en faveur de qui l'on a prétendu réaliser cette théorie.

« Le droit au travail, c'est-à-dire au salaire, étant reconnu, le premier soin de l'Administration est d'évaluer les besoins matériels de chaque industrie, et de répartir à chacune le nombre d'ouvriers qu'elle est susceptible d'utiliser, en reportant le surplus sur les exploitations moins abondamment défrayées.

« Si la consommation générale

n'exige que 10,000 forgerons, par exemple, et qu'il y en ait 15,000 sur le territoire ; si, d'autre part, il y a moyen d'augmenter le personnel des mineurs, des terrassiers, des balayeurs ou des maçons, on répartira l'excédant des forgerons dans ces professions diverses.

« Cet ordre une fois établi, l'Etat maintiendra l'équilibre et veillera à proportionner le chiffre de chaque catégorie d'ouvriers, aux besoins de chaque industrie, déterminés par la consommation.

« Cette nécessité conduit inévitablement à limiter l'admission aux apprentissages, et à rétablir, par rapport à toutes les conditions, et même à celles des manœuvres, quelque chose d'analogue aux maîtrises. — Vous prétendez à être mécanicien, mais les cadres sont pleins ; on a besoin de six cents goudats : mon ami, vous serez goudat.

« Ainsi, tous les genres de métiers deviendront des emplois à la discrétion du Gouvernement chargé de faire vivre chacun.

« On conçoit qu'il n'en peut être différemment, sans quoi les conditions du travail seraient trop faciles à éluider ; car en choisissant de préférence une profession agréable et surchargée d'hommes, l'ouvrier se placerait aisément dans la condition de ne rien faire ; oisiveté sans inconvénient pour lui, puisqu'il n'en recevrait pas moins un salaire...

« Mais comment, par quels moyens obtenir le travail et réussir à utiliser le monde ? Placé dans l'alternative de la ruine de la Société ou de la réalisation générale et absolue du travail, obligé de pourvoir à l'existence de ceux qui ne gagnent pas leur vie, l'Etat doit être forcément investi d'un pouvoir proportionné au devoir immense qui lui est imposé.

« L'ouvrier est désintéressé de toute émulation, dégagé de toute responsabilité personnelle. Comme le cheval, il n'a plus qu'une destinée matérielle et passive ; il pait sa patrie et va où on l'attelle.

« De toute évidence, l'Etat, cocher

de la machine humaine, doit être armé d'un très-long fouet.

« Du moment que le travail est un droit absolu imposé à la Société, le travail constitue de la part de l'individu un devoir également absolu, et auquel la Société est engagée à le contraindre. Un droit compense l'autre, et l'étendue d'un droit correspond toujours à un devoir d'un poids égal.

« Si l'Etat est assujéti à assurer l'existence des travailleurs inoccupés, et rendu solidaire de leur désœuvrement, comme il est responsable du fonds social, il sera muni d'un pouvoir sans bornes pour obliger chacun au devoir du travail.

« Dès lors il est l'arbitre du sort de tout citoyen ; il règle les vocations, il répartit suivant les nécessités éventuelles l'obéissante armée des travailleurs, et, partout où il assigne à l'ouvrier une besogne quelconque, l'ouvrier doit l'aller chercher, et marcher comme un soldat... Car ce serait bien mal entendre le droit au travail, que de le rendre obligatoire pour l'Etat, et de laisser le devoir qu'il impose aux citoyens, dans une condition facultative. Les garanties sont forcément mutuelles. Dès que le travail est un devoir public, l'oisiveté, la paresse, la négligence même deviennent plus que des délits, des crimes contre la Société. Le Gouvernement ne saurait être investi de la mission de faire travailler tout le monde, à la charge pour lui de nourrir les oisifs, sans être armé d'une pénalité terrible contre quiconque se refuse à travailler. La paresse sera donc punie comme un attentat contre la Société et assimilée au vol...

« ... La proclamation du droit au travail arriverait à assimiler l'Etat à un manufacturier investi d'une autorité despotique sur les ouvriers de son usine. Ce serait la confiscation de la liberté individuelle.

« En présence des frais nécessités par l'admission du droit au travail, l'Etat se verrait réduit à absorber la propriété par l'aggravation de l'impôt. L'un des chefs du communisme l'en-

tendait à merveille, qui disait naïvement : *« Accordez-moi le droit au travail, je vous abandonne la propriété. »*

« Or, la propriété, c'est le stimulant du travail ; c'est le principe et la garantie de la liberté.

« La question du droit au travail se réduit à cette combinaison : anéantir la liberté avec la propriété représentée par 10 millions de citoyens qui en font vivre 20 millions, pour alimenter, pendant quelques jours, 2 millions d'ouvriers sans ouvrage.

« Car, ne l'oubliez pas, le droit au travail n'est, en réalité, que le droit au salaire.

« Observez en outre, qu'en saine équité, ce droit au salaire ne saurait constituer un privilège d'exception au profit des seuls ouvriers qui travaillent de leurs mains. Tout ce qui vit de son industrie, de son talent, et n'est ni fonctionnaire, ni propriétaire, serait appelé à revendiquer le bénéfice du droit au travail. Il faudrait établir des ateliers de crimes pour les avocats sans causes, des fournitures de malades au profit des médecins sans clientèle, et allouer des éditeurs aux écrivains sans débouchés.

« A moins que... l'Etat ne fût constitué l'arbitre absolu du genre de travail assigné à chacun ; alors il ferait peut-être l'écrivain paveur, l'avocat maçon, le médecin fossoyeur. Les artistes équarriraient les arbres au lieu de les peindre, et les sculpteurs auraient le droit d'être tailleurs de pierres...

« ... Le droit au travail est la plus monstrueuse, la plus inapplicable des combinaisons. Il conduit à l'anéantissement de la propriété, à la ruine de la liberté, à l'indolence et à l'abrutissement, par la suppression du charme attaché au travail volontaire, par l'abolition de l'émulation, cette active et salutaire concurrence du cœur.

« En réduisant la destinée humaine à une question de pâture, en remplaçant le sentiment de la dignité personnelle par l'esclavage, cette organisation inepte consacre le matérialisme le plus sauvage ; elle fait

descendre l'humanité à la condition des bêtes de somme. Plus d'hierarchie sous un tel régime, plus de travail intellectuel, plus de ces carrières au moyen desquelles on s'élève à la gloire par le sacrifice ou par l'étude, excitée par l'appât d'une juste rémunération. L'égalité des salaires et leur progressive réduction est la conséquence forcée du droit au travail, profondément illusoire, parce qu'il contraind l'Etat à des devoirs qu'il n'aurait pas la faculté d'accomplir.

« Dès lors apparaît la guerre la plus antisociale, la guerre des loups qui se disputent une proie, et dont la faim n'est pas assouvie quand ils s'en sont arrachés les lambeaux. La proie, ce serait le crédit d'abord; le crédit, force résultante de la fortune publique; puis la propriété, autre grand ressort indispensable au mouvement du mécanisme social.

« En énumérant les effets du droit au travail, qui sont l'esclavage, l'abolition de la propriété, la dispersion de la famille, le monopole industriel et manufacturier de l'Etat, la destruction des carrières libérales, le nivellement des salaires et le règne exclusif des intérêts les plus matériels, on s'aperçoit, non que le droit au travail participe du communisme, mais qu'il en est le dernier mot.

« N'est-il pas déplorable que de semblables folies aient été jugées dignes de la discussion, et que l'ambition des uns, que la mauvaise foi des autres, et la légèreté de plusieurs, aient réussi à envelopper d'un certain prestige des utopies si creuses et d'une culpabilité si manifeste !... » (*Dictionnaire démocratique*, p. 466 et suiv.).

DROIT CANON. — Le mot *canon* vient du grec *kanôn*, qui signifie règle, ordre, et on appelle *droit canon* ou *droit canonique* la collection des lois de l'Eglise, c'est-à-dire des décisions des Conciles, nommées *canons*, et des ordonnances des Papes, appelées *décrétales*.

— Dans son intéressante *Introduc-*

tion générale à l'étude du Droit, M. Eschbach explique très-bien comment le droit canonique était arrivé à prendre, avant 1789, un immense développement :

« Le clergé, » dit-il (p. 210 et suiv.), « dispensateur des sacrements, présidait à la naissance, au mariage et au décès. Sous prétexte de connexité, il aborda la connaissance de toutes les questions judiciaires qui avaient trait à ces trois grandes phases de l'état civil des individus (filiation légitime, légitimation, conventions matrimoniales, nullité de mariage, adultère, testaments, etc.), de même qu'il intervint comme juge de toutes les causes où la conscience paraissait plus ou moins directement intéressée (contrats, serment, etc.). L'Eglise attira presque tous les procès à la barre de ses tribunaux. Les plaideurs, du reste, étaient loin d'en murmurer, car ils trouvaient dans les Officialités, de l'impartialité, de la science et une procédure régulière, tandis que les justices seigneuriales n'étaient peuplées que de chevaliers ès-lois ignorants et corrompus. Qu'on ajoute à cela que le clergé devint propriétaire de domaines très-considérables sur lesquels la justice territoriale était un droit pour lui, et l'on comprendra facilement... comment et pourquoi l'Eglise intervint pour juger les procès de la vie civile. Une fois juge, elle devint nécessairement législatrice, car il lui fallut non-seulement établir les règles de sa discipline intérieure, mais encore poser les lois d'après lesquelles justice serait rendue dans tous ses tribunaux qui, sous différents noms, couvraient les pays chrétiens d'un réseau judiciaire. — Le Droit canonique n'est autre chose que l'ensemble de ces lois faites et appliquées par l'Eglise. »

— Depuis la Révolution de 1789, notre Droit civil est devenu indépendant des croyances religieuses, et la France a complètement rompu avec le Droit canon.

DROIT CIVIL. — C'est, historique-
76.

ment et scientifiquement parlant, le droit propre à chaque peuple : il se distingue, à ce point de vue, du *Droit des gens*. Mais, dans la pratique, le *Droit civil* est souvent synonyme de *Droit privé*, et, sous ce rapport, on l'oppose au *Droit public*. Quelquefois encore on le prend par opposition au *Droit commercial* ou au *Droit criminel*.

DROIT COMMERCIAL. — C'est l'ensemble des règles particulières au commerce. Il comprend à la fois les règles formulées dans des textes écrits et les coutumes introduites par la pratique journalière. Les opérations multipliées au moyen desquelles le commerce s'exerce présentent, en effet, des détails si divers et si variables qu'il eût été impossible de tout prévoir dans la loi. Les Tribunaux de commerce ont donc la faculté de baser leurs jugements sur les usages, qui souvent, en l'absence d'une disposition légale, peuvent servir de guide pour apprécier la nature et l'étendue des engagements auxquels les parties ont entendu se soumettre.

DROIT CONSTITUTIONNEL. — C'est celui qui a pour objet la garantie des droits individuels et l'organisation des pouvoirs publics. — Il s'appelle aussi *Droit politique*, et forme une branche du *DROIT PUBLIC*. — Voy. CONSTITUTION.

DROIT COUTUMIER. — Nom donné au droit qui consistait dans l'observation des *coutumes*. — Avant la Révolution, une partie de la France était régie par le droit coutumier; l'autre par le *droit romain* ou *droit écrit*. — Voy. CODE CIVIL, I.

DROIT CRIMINEL. — C'est l'ensemble des lois dont l'objet est de réprimer par des peines les infractions aux règlements édictés en vue du maintien de l'ordre social et de la tranquillité publique. Il s'appelle aussi, pour ce motif, *Droit pénal*, et forme une branche du *Droit public*.

DROIT D'AUBAINE. — C'était anciennement le droit par lequel un Etat s'appropriait la succession des

étrangers décédés sur son territoire. — On n'est pas d'accord sur l'étymologie du mot *aubain*, d'où a été tirée l'expression *aubaine*, *droit d'aubaine*. Suivant les uns, le mot *aubain* serait une contraction des mots latins *alibi natus*, né ailleurs. Suivant les autres, le nom d'*aubains* aurait été donné par l'usage à tous les étrangers, par extension du titre d'*Albani*, qui était le nom particulier des Ecossais, peuple qui a toujours eu l'humeur essentiellement voyageuse.

1. — L'Assemblée nationale prononça l'abolition du droit d'aubaine par un décret du 6 août 1790 ainsi motivé : « Considérant que le droit d'aubaine est contraire aux principes de fraternité qui doivent lier tous les hommes, quels que soient leur pays et leur gouvernement; que ce droit, établi dans les temps barbares, doit être pros crit chez un peuple qui a fondé sa Constitution sur les droits de l'homme et du citoyen; et que la France libre doit ouvrir son sein à tous les peuples de la terre, en les invitant à jouir, sous un gouvernement libre, des droits sacrés et inaltérables de l'humanité... »

2. — Sans rétablir le droit d'aubaine, les rédacteurs du Code civil n'autorisèrent les étrangers à recueillir et à transmettre les biens situés en France qu'autant que les traités faits entre la France et les nations auxquelles ils appartenaient reconnaissent aux Français le même droit (art. 726). — Mais la loi du 14 juillet 1819, dans le but d'attirer le numéraire en France, rendit aux étrangers la faculté de succéder, de disposer et de transmettre en faveur de toute personne. Seulement, pour sauvegarder l'intérêt des nationaux, elle déclara (art. 2), que le Français en concours avec un étranger aurait le droit de prendre, avant tout partage, sur les biens situés en France, une portion égale à celle que la loi étrangère lui refuserait sur les biens laissés par le défunt en pays étranger.

DROIT DE GRACE. — Voy. GRACE.

DROIT DE PÉTITION. — Voy. PÉTITION.

DROIT DE PRÉEMPTION. — Voy. EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE, IV, 2; — DOUANES, 4.

DROIT DE RÉTENTION. — Voy. RÉTENTION.

DROIT DES GENS. — Du latin *jus gentium*, droit des nations. — C'est celui qui a pour objet de régler les rapports des nations entre elles. Il est fondé sur les usages et principalement sur les traités publics. « Il faut bien convenir, » dit l'auteur de l'article *Droit des gens*, dans le *Dictionnaire des Lettres, Beaux-Arts, Sciences morales*, etc., de MM. Bachelet et Dezobry, « que le premier Droit entre les nations a été celui du plus fort, et que, même dans les temps modernes, on n'en a souvent pas connu d'autre. » On connaît l'axiome de M. de Bismarck : « *La force prime le droit.* »

— Le Droit des gens s'appelle aussi *Droit international*.

DROIT DES PAUVRES. — Impôt établi, au profit de l'hôpital général, en 1699, sur les recettes des théâtres. Il ne fut pas aboli sous la Révolution, mais la perception s'en fit irrégulièrement. La loi du 7 frimaire an V (27 novembre 1796) le rétablit pour six mois, au profit des hospices et des bureaux de bienfaisance, sur les revenus des spectacles, concerts, bals publics, feux d'artifice, courses, etc.; il fut alors du dixième en sus du prix des billets. Puis la loi du 8 thermidor an V (26 juillet 1797) le fixa au quart de la recette brute pour tous les établissements autres que les théâtres; mais les cafés-concerts parviennent à éluder cette obligation, grâce à leur mode spécial d'exploitation qui refuse à l'assistance publique une base pour ses calculs. Le droit des pauvres, renouveau par des lois successives, fut définitivement consacré par le décret du 9 décembre 1809, et, depuis 1817, il a toujours été inscrit au budget de l'Etat par des lois de fi-

nance; le décret du 6 janvier 1864 l'a maintenu expressément.

DROIT ÉCRIT. — On appelait ainsi le *droit romain*, parce qu'à l'origine il était la seule loi écrite qui existât, et on désignait comme *pays de droit écrit* ceux où le droit romain avait force de loi, par opposition aux *pays de droit coutumier* qui étaient régis par des *coutumes*. — Voy. CODE CIVIL, I.

DROIT INTERNATIONAL. — Il a pour objet de régler les rapports des nations entre elles. On l'appelle aussi *Droit des gens*. (Voy. ces mots.)

DROIT MARITIME. — Se dit de l'ensemble des lois, règlements et usages relatifs à la navigation, au commerce sur mer et aux relations des puissances maritimes. Il fait partie du *Droit international* ou *des gens* lorsqu'il a pour objet les rapports maritimes entre deux ou plusieurs nations; il rentre dans le *droit commercial* quand il s'occupe du commerce maritime et statue sur l'intérêt des particuliers.

DROIT NATUREL. — Certains principes d'équité sont gravés dans la conscience humaine; ils sont de tous les temps et de tous les lieux : *Honorer ses père et mère, — nourrir et élever ses enfants, — ne faire tort à personne, — rendre à chacun ce qui lui appartient*, etc., ce sont là des préceptes immuables, universellement admis, et révélés par la seule raison. Leur ensemble constitue ce que l'on est convenu d'appeler le *Droit naturel*, par opposition aux règles que les pouvoirs sociaux établissent chez chaque peuple, règles qui varient suivant les temps et les lieux, comme les Sociétés elles-mêmes, et forment ce qu'on appelle le *Droit positif*. (Voy. ces mots.)

DROIT PÉNAL. — Voy. DROIT CRIMINEL.

DROIT POSITIF. — C'est le droit que les hommes ont établi : il se rapproche plus ou moins du *Droit naturel* (voy. ces mots), suivant qu'il est le fruit d'une civilisation plus ou

moins avancée, et se divise en trois branches principales qui, elles-mêmes, se subdivisent en divers rameaux. Ainsi l'ensemble des règles juridiques dont l'objet est de déterminer les droits et les devoirs des particuliers entre eux, forme cette branche de Droit que, pour ce motif, on appelle *Droit privé*. Les règles qui s'appliquent aux droits et devoirs de l'Etat envers ses membres composent le *Droit public*. Enfin, celles qui doivent présider aux rapports de l'Etat avec les autres nations constituent le *Droit des gens* ou *Droit international*. — Voy. DROIT PRIVÉ; — DROIT PUBLIC; — DROIT DES GENS.

— Le Droit positif devant être la consécration et le développement du Droit naturel, on est frappé de voir aussi peu de fixité dans l'œuvre des législateurs; on a peine à comprendre que le juste devienne l'injuste, et réciproquement, suivant les temps et les lieux; que de vieilles lois, abandonnées, méprisées, soient remises en honneur; que des lois, estimées la veille, soient flétries le lendemain.

« En présence de ces variations législatives, l'esprit hésite, un moment incertain. La vérité, se dit-il, est une, invariable, éternelle : les lois positives ne sont donc pas l'expression de la vérité, puisqu'elles sont si changeantes et si souvent contradictoires ! Sont-elles donc l'œuvre du hasard, et le droit n'a-t-il jamais régné sur la terre !

« Cette conclusion serait bien affligeante si elle était vraie; mais il faut la rejeter sans hésiter. La mobilité des lois n'a rien qui doive nous surprendre ou nous affliger, car elle a sa raison d'être, et sa raison légitime. Si, dès l'origine, l'intelligence humaine avait pu atteindre la perfection dont elle est susceptible, les lois eussent été parfaites dès le principe; elles seraient alors restées perpétuellement les mêmes. Mais l'homme n'a pas la perfection réalisée en lui de toute éternité : Dieu ne l'a fait que *perfectible* ! Ce n'est que successivement, par degrés et après de

bien longues recherches, que, s'élevant vers la vérité, il perçoit la notion du juste. De là, la mobilité des lois : ses idées sur la justice changent et se développent à mesure que ses idées générales sur sa nature et son but social se rectifient et s'élargissent.

« Le droit qu'il établit s'élève donc progressivement, c'est-à-dire proportionnellement aux connaissances qu'il acquiert; les transformations de la législation ne sont que l'image des transformations qu'il subit lui-même. Et de même que chaque transformation marque un progrès dans son intelligence, chaque loi nouvelle qu'il consacre marque une amélioration. Ainsi, à l'époque barbare où il était permis de massacrer impitoyablement les prisonniers de guerre, la loi qui créa l'esclavage pour les sauver de la mort réalisa un progrès véritable. Plus tard elle fut elle-même jugée inhumaine et odieuse. Le servage, transformation adoucie de la servitude, disparut à son tour pour faire place au principe de l'égalité civile.

« La science du juste est comme une alluvion qui se forme insensiblement, jour par jour, grain par grain. Il ne faut donc voir dans la mobilité de nos lois que la série des degrés que l'esprit humain a dû successivement gravir pour s'élever dans la science du juste, jusqu'au point qu'il occupe aujourd'hui. » (Mourlon, *Répétitions écrites sur le Code civil*, t. 1er, p. 5.)

DROIT PRIVÉ. — C'est le droit qui a pour objet les intérêts des particuliers, à la différence du *Droit public*, qui règle l'organisation de l'Etat et les rapports des gouvernés et des gouvernants.

DROIT PUBLIC. — C'est le droit qui règle l'organisation de l'Etat et les rapports des gouvernés et gouvernants, à la différence du *Droit privé*, qui a pour objet les intérêts des particuliers.

Il prend le nom de *Droit constitutionnel*, *Droit administratif* ou *Droit criminel*, selon qu'il a pour but la

constitution de l'Etat, son administration ou sa conservation. — Voy. DROIT CONSTITUTIONNEL; — DROIT ADMINISTRATIF; — DROIT CRIMINEL.

DROIT RURAL. — Se dit de l'ensemble des principes et des usages consacrés par la loi ou par le temps, et qui servent à déterminer les droits et devoirs des propriétaires ruraux. — Voy. CODE RURAL.

DROITS CIVILS. — Ce sont les facultés que les personnes sont appelées à exercer dans leurs rapports privés avec les autres personnes; tels sont, par exemple, le droit de propriété, de puissance paternelle, le droit d'acheter et de vendre, celui d'acquérir ou de transmettre par succession.

1. — A la différence des *droits politiques* (voy. ces mots), dont la jouissance est attachée à la qualité de *citoyen*, les *droits civils* appartiennent à tout Français, qu'il soit majeur ou mineur, du sexe masculin ou du sexe féminin, interdit ou non. Toutefois, il ne faut pas confondre la jouissance avec l'exercice d'un droit: les mineurs, les interdits, les femmes mariées sont bien saisis des droits et actions qui leur appartiennent, mais c'est leur tuteur ou leur mari qui les exerce en leur nom.

2. — La privation des *droits civils* peut résulter, soit de la perte de la qualité de Français (voy. FRANÇAIS), soit de condamnations judiciaires. Ainsi tout condamné à une peine afflictive perpétuelle (*travaux forcés à perpétuité, déportation*) perd la faculté de disposer de ses biens, en tout ou en partie, par donation entre vifs ou par testament, et de recevoir à ce titre, si ce n'est pour cause d'aliments. Le Gouvernement peut cependant relever le condamné de tout ou partie de ces incapacités, et lui accorder l'exercice, dans le lieu de sa peine, des *droits civils*, ou de quelques-uns de ces droits, dont il a été privé par son état d'interdiction légale. (Loi 31 mai 1854.) — Tout condamné aux *travaux forcés à temps*, à la détention, à la réclusion ou au ban-

nissement, est frappé de *dégradation civique*, ce qui lui fait perdre, indépendamment de ses droits de citoyen, certains droits de famille. (Cod. pén. art. 28, 34.) — Voy. DÉGRADATION CIVIQUE. — Enfin, dans certains cas, les *Tribunaux correctionnels* sont autorisés à prononcer l'interdiction, en tout ou en partie, de l'exercice des *droits civils*. (Cod. pén. art. 42, 43.)

3. — Voy. ÉTRANGER.

DROITS CIVIQUES. — Prérogatives attachées à la qualité de *citoyen*: on les appelle aussi *droits politiques*. — Voy. DROITS POLITIQUES.

DROITS DE FAMILLE. — Ils se rapportent à la puissance paternelle, à l'autorité maritale, au droit de faire partie d'un Conseil de famille, d'être tuteur, subrogé-tuteur, curateur, etc.

1. — La *dégradation civique* entraîne la privation de certains droits de famille. — Voy. DÉGRADATION CIVIQUE.

2. — Les *tribunaux correctionnels* sont autorisés quelquefois à prononcer l'interdiction du droit d'être tuteur, subrogé-tuteur, si ce n'est de ses enfants et sur l'avis seulement de la famille. (Cod. pén. art. 42, 43.)

DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN. — Ils ont été formulés par l'Assemblée nationale dans un acte qui sert de préambule à la Constitution du 3 septembre 1791. — Voy. CONSTITUTION, I; — PRINCIPES DE 1789.

DROITS DE MUTATION. — On désigne ainsi (du latin *mutare*, changer) les droits que l'Etat perçoit toutes les fois qu'il y a mutation entre-vifs de propriété immobilière, ou transmission à titre successif ou testamentaire de propriété mobilière ou immobilière.

Nous donnons le tarif des droits de mutation par décès à l'article DÉCLARATION DE SUCCESSION, 3.

DROITS DE SUCCESSION. — Voy. DÉCLARATION DE SUCCESSION, 3.

DROITS PERSONNELS. — Ce sont ceux que l'on a contre quelqu'un pour l'obliger à faire ou à donner

quelque chose. Les actions, par lesquelles on exerce ces droits s'appellent *actions personnelles*, par opposition aux *actions réelles*. Cette distinction est importante. — Voy. ACTION PERSONNELLE.

DROITS POLITIQUES. — Ce sont ceux qui sont attachés à la qualité de *citoyen français*, et qui permettent de participer à l'exercice de la puissance publique ; tels sont les droits d'élection et d'éligibilité, le droit d'être juré, de servir de témoin dans les actes notariés, d'être appelé à toutes fonctions publiques, civiles et militaires. — Voy. CITOYEN.

2. — La *dégradation civique* entraîne la privation de tous les droits politiques. — Voy. DÉGRADATION CIVIQUE.

2. — Dans certains cas spécifiés, les tribunaux correctionnels peuvent prononcer l'*interdiction* du droit de vote et d'élection, d'éligibilité, d'être juré ou d'exercer une fonction publique. (Cod. pén. art. 42, 43.)

DROITS RÉELS. — Ce sont ceux qu'une personne a contre le possesseur de la chose qu'elle réclame, ou sur laquelle elle prétend avoir un droit, tel qu'une servitude, etc. — Les actions par lesquelles on exerce ces droits s'appellent *actions réelles*, par opposition aux *actions personnelles*. Cette distinction n'est pas seulement théorique. Elle offre un intérêt pratique. — Voy. ACTION RÉELLE.

DROITS RÉUNIS. — Dénomination donnée, sous le Consulat et l'Empire, à certaines contributions indirectes qui formaient une régie spéciale, et comprenaient les taxes sur les boissons, les tabacs, les cartes, les voitures, etc. Le gouvernement de la Restauration, sachant que ces droits étaient odieux au peuple, avait promis, en 1814, de les supprimer ; le nom de *droits réunis* fut aboli, mais la chose subsista sous celui de *contributions indirectes*.

DU CROIRE. — On appelle ainsi, dans le langage du droit commercial, la convention par laquelle un com-

missionnaire s'oblige à répondre de la solvabilité des tiers avec lesquels il traitera pour le compte du commettant, et même à payer à ce dernier, dans un délai déterminé, le prix de la chose vendue. — Dans ce cas, le commissionnaire a droit à une commission double.

L'expression assez bizarre de *du croire* est la traduction mot à mot en français de *del credere*, accorder confiance, nom sous lequel les Italiens désignent la convention dont il s'agit. — Voyez COMMISSION-COMMISSIONNAIRE, I.

DUEL. — (Cod. pén. art. 295 ; 304 ; 309-311 ; 463.)

Du latin *duellum*, fait de *duo*, deux.

Combat entre deux personnes pour une querelle particulière. — « C'est un acte que condamnent également la religion et la philosophie : le duel, en effet, a le double caractère du suicide et de l'homicide ; il viole l'obligation imposée à tout homme de conserver sa propre existence et de respecter celle d'autrui. D'un autre côté, il attente à une loi fondamentale des sociétés humaines, qui est de ne pas être juge dans sa propre cause, de ne pas se faire justice à soi-même, mais de s'en remettre au pouvoir social, seul investi du droit de punir. Non-seulement le duel est une infraction aux lois de la morale individuelle et de la morale sociale, mais il est injuste, en ce qu'il ne présente pas de degrés dans le châtiment, la plus légère offense, comme la plus cruelle injure, pouvant être punie de mort. Il n'est pas une mesure véritablement réparatrice ; car il fait dépendre des hasards d'un combat le bon droit et l'honneur, il expose l'offensé aux mêmes chances et souvent à de plus grandes que le provocateur, et il implique gratuitement que le courage physique peut réparer un tort moral. » (Bachelet et Dezobry, *Dictionnaire des Lettres, Beaux-Arts, et des Sciences morales et politiques*, art. DUEL.)

1. — Le Code pénal garde le si-

lonce sur le duel, mais la jurisprudence a décidé, depuis 1837, que les dispositions de ce Code qui punissent l'homicide et les blessures étaient applicables aux suites du duel.

En conséquence, quiconque, dans un duel, a blessé son adversaire, est passible de la réclusion, des travaux forcés à temps ou à perpétuité, selon la gravité des cas. S'il n'est résulté des blessures ni maladie ni incapacité de travail, le coupable n'encourt qu'un emprisonnement de 6 jours à 2 ans et une amende de 16 fr. à 200 fr., ou l'une de ces peines seulement. — S'il y a eu mort, la peine encourue est celle des travaux forcés à perpétuité. — Dans toute hypothèse, la déclaration de circonstances atténuantes est admise, et elle a pour effet de diminuer la pénalité. — Voy. CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES.

2. — Les témoins du duel sont poursuivis comme complices.

DUNES. — (Déc. 14 déc. 1810; loi 18 juin 1859; déc. 29 avril 1862.)

Du celtique *dun* qui signifie hauteur, colline. — On appelle ainsi les collines sablonneuses qui s'élèvent le long des bords de la mer. Le moyen le plus efficace de les fixer est d'en arrêter la marche envahissante et d'y faire des plantations.

Ces plantations sont assujetties à des règlements spéciaux.

1. — Quand les dunes appartiennent à des Communes ou à des particuliers qui refusent de planter d'après le plan qui leur est indiqué, l'Administration a le droit de faire planter à leurs frais et de conserver la jouissance des dunes jusqu'à ce qu'elle ait recouvré ses avances.

2. — Il est défendu de faire aucune coupe des plantes conservatrices des dunes sans l'autorisation du Ministre des Finances, qui a aujourd'hui dans ses attributions les travaux de fixation, d'entretien, de conservation et d'exploitation des dunes sur le littoral maritime.

3. — L'Administration peut s'opposer au défrichement des bois dont

la conservation serait reconnue nécessaire à la protection des dunes contre les érosions de la mer et l'envahissement des sables. — Voy. FORÊTS.

4. — La loi du 18 juin 1859 a exempté de tout impôt pendant 30 ans les semis ou plantations de bois sur les dunes.

DURÉE DU TRAVAIL. — (Loi 9 septembre 1848; déc. 17 mai 1851.)

1. — La liberté des conditions du travail est un élément si considérable de la prospérité industrielle, que la loi ne doit intervenir que dans la mesure la plus restreinte. Elle risque de les troubler en cherchant à les modifier. Telle avait été la portée du décret du 2 mars 1848 par lequel le Gouvernement provisoire réduisit brusquement à dix heures la journée de travail à Paris, et à onze heures celle du travail en province.

Des réclamations ne tardèrent pas à se produire, et l'abrogation pure et simple du décret du 2 mars 1848 fut demandée. Le Gouvernement, par l'organe du Ministre de l'intérieur, déclara ne vouloir admettre ni le décret du 2 mars dans son texte absolu, ni la proposition d'abrogation dans sa formule également absolue. « Toutes choses en ce monde », a dit à ce propos M. Senard (séance du 8 septembre 1848, « sont assujetties à la loi d'action et de réaction. On avait, au mois de mars, dépassé la limite; on se jette, aujourd'hui, dans l'excès contraire. En regard des décrets qui interdisaient à peine d'amende et de prison toute convention en dehors des termes qu'ils avaient fixés, on vient aujourd'hui vous proposer une abrogation pure et simple, et on vous demande, au nom de la liberté des contrats, de rétablir la faculté absolue pour le patron et pour l'ouvrier de régler comme ils l'entendraient la journée du travail. Des raisons très sérieuses viennent d'être déduites en faveur de cette théorie par l'honorable auteur de la proposition, M. Wolowski, raisons prises dans la constitution intérieure de l'industrie et dans la né-

cessité de soutenir la concurrence à l'extérieur. Mais..., au-dessus de toutes ces raisons dictées par les intérêts industriels, soit du dedans, soit du dehors, il y a une raison plus puissante et qui doit les dominer toutes : l'intérêt de l'humanité. Ne nous laissons pas abuser en cette matière par les mots de liberté du contrat. Sommes-nous bien sûrs qu'il intervienne un contrat libre entre l'homme qui offre le travail à des conditions qu'il détermine et celui qui, s'il ne se soumet pas à ces conditions, ne voit devant lui, pour lui et pour sa famille, que l'impossibilité de vivre, que le manque du nécessaire ? Nous devons tous réfléchir, en cette grave matière, que, s'il y a un péril réel à intervenir avec des règles absolues, que s'il y a un péril réel à apporter l'amende et la prison comme la sanction d'une certaine nature de conventions que le législateur imposerait sans rien examiner des circonstances au milieu desquelles elles peuvent se former, il y aurait au péril non moindre, un péril beaucoup trop grand peut-être, à laisser la durée du travail de chaque jour à la discrétion de conditions, libres en apparence, mais qui..., se forment trop souvent sous l'empire d'une nécessité fatale qui pèse sur un des contractants. C'est là... qu'à côté du respect pour les conventions industrielles, les Gouvernements doivent placer le respect pour les droits de l'humanité. N'intervenons pas dans le contrat pour en dicter les conditions commerciales, mais veillons à ce qu'il ne se fasse jamais qu'avec des conditions humaines... »

Ces considérations ont prévalu, et, à la date du 9 septembre 1848, l'Assemblée nationale décréta que la journée de l'ouvrier dans les manufactures et usines ne pourrait excéder douze heures de travail effectif, tout en laissant au Gouvernement la faculté de déterminer, par des règlements d'administration publique, les exceptions qu'il serait nécessaire d'apporter à cette disposition générale, à raison de la nature des industries ou des causes de force majeure.

2. — En exécution de la loi du 9 septembre 1848, est intervenu, le 17 mai 1851, un décret exceptant les travaux industriels ci-après désignés, de la limitation de durée fixée par ladite loi :

Travail des ouvriers employés à la conduite des fourneaux, étuves, sécheries ou chaudières à débouillir, lessiver ou aviver ; — travail des chauffeurs attachés au service des machines à vapeur, des ouvriers employés à allumer les feux avant l'ouverture des ateliers, des gardiens de nuit ; — travaux de décatissage ; — fabrication et dessiccation de la colle forte ; — chauffage dans les fabriques de savon ; — mouture des grains ; — imprimeries typographiques et imprimeries lithographiques ; — fonte, affinage, étamage, galvanisation de métaux ; — fabrication de projectiles de guerre.

— Sont également exceptés de la limite fixée par la loi du 9 septembre 1848 : 1° le nettoyage des machines à la fin de la journée ; — 2° les travaux que rendent immédiatement nécessaires un accident arrivé à un moteur, à une chaudière, à l'outillage ou au bâtiment même d'une usine, ou tout autre cas de force majeure.

— La durée du travail effectif peut être prolongée au delà de la limite légale :

1° D'une heure à la fin de la journée de travail pour le lavage et l'étendage des étoffes dans les teintureries, blanchisseries et dans les fabriques d'indiennes ;

2° De deux heures dans les fabriques et raffineries de sucre, et dans les fabriques de produits chimiques ;

3° De deux heures, pendant cent vingt jours ouvrables par année, au choix des chefs d'établissement, dans les usines de teinturerie, d'imprimerie sur étoffes, d'apprêt d'étoffes et de pressage. — Le chef d'usine ou de manufacture doit faire savoir préalablement au Préfet, par l'intermédiaire du Maire, qui donne récépissé de la déclaration, les jours pendant lesquels il se propose de donner au travail une durée exceptionnelle.

3. — Tout chef de manufacture ou

usine qui contrevient aux dispositions de la loi du 9 septembre 1848 et du décret du 17 mai 1831, est passible d'une amende de 5 fr. à 100 fr. — Les contraventions donnent lieu à autant d'amendes qu'il y a eu d'ouvriers indûment employés, sans que ces amen-

des réunies puissent s'élever au-dessus de 1,000 fr.

4. — Pour ce qui concerne la durée du travail des *apprentis* et des *enfants employés dans les manufactures*, voy. *CONTRAT D'APPRENTISSAGE*, III; — *TRAVAIL DES ENFANTS DANS LES MANUFACTURES*.

E

EAUX. — L'eau est une chose de première nécessité pour l'homme, au point de vue de l'alimentation comme de l'hygiène; c'est aussi un moyen de transport, un puissant moteur industriel; elle procure la fertilité aux campagnes, sert de réservoir aux poissons, etc. — Le législateur a dû régler la manière d'en jouir sous ces différents rapports, afin d'empêcher qu'une ressource commune ne soit dilapidée par l'égoïsme, et pour rendre sans danger l'usage d'une chose utile à tout le monde.

— Les eaux se divisent en *eaux courantes* et *non courantes*.

Sect. I. — EAUX COURANTES. — On distingue les cours d'eau *naturels* et les cours d'eau *artificiels*.

§ 1^{er}. *Cours d'eau naturels.* — 1. — **SOURCES.** — Celni qui a une source dans son fonds peut en user comme il lui plait, sauf le droit que le propriétaire du fonds inférieur aurait acquis par titre ou prescription, sauf aussi le cas où cette source fournirait aux habitants d'une Commune, d'un village ou d'un hameau, l'eau qui leur est nécessaire. (Cod. civ. art. 641-643.)

— L'exploitation des sources d'eau *salée* et des sources d'eau *minérale* est assujettie à des règles particulières. — Voy. *SAL*, 5; — *EAUX MINÉRALES*.

II. — RUISSEAUX. — Ils sont la propriété des riverains. Leur peu d'importance les rendant impropres à rendre des services publics, on les considère comme l'accessoire du fonds sur lequel ils coulent. — La distinc-

tion entre les ruisseaux et les rivières est une question de fait de la compétence de l'Administration.

III. — RIVIÈRES. — Elles se divisent en rivières *navigables* et *flottables*, et rivières qui ne sont ni *navigables* ni *flottables*. Les premières sont rangées par l'art. 538 du Code civil parmi les dépendances du *domaine public*. (Voy. ces mots.)

On entend par rivières *navigables* celles qui portent des bateaux dans une partie assez considérable de leur cours pour faire l'office de chemins. La navigabilité est déclarée par l'Autorité administrative.

Les rivières sont *flottables* lorsqu'elles peuvent transporter des radeaux et trains de bois. Les cours d'eau qui sont seulement capables de charrier des bûches isolées, et qu'on appelle, pour cette raison, *flottables à bûches perdues*, sont considérés comme rivières non navigables ni flottables.

1. — Les rivières navigables font partie de la *grande voirie*; la police *réglementaire* appartient à l'Autorité administrative, et la police *répressive* aux Conseils de préfecture. — Aucune *prise d'eau*, aucune *construction*, aucuns *travaux* ne peuvent être faits dans le courant ou sur les rives sans une *autorisation* de l'Administration.

— Les riverains sont soumis à la *servitude* dite de *halage*. — Voy. *CHEMINS DE HALAGE*.

— Les *dépenses d'entretien* des rivières navigables ou flottables avec trains sont à la charge de l'Etat; ce-

pendant, si les travaux servent à la fois à la navigation et au roulement d'une usine, les *propriétaires* peuvent être forcés d'y *contribuer* en raison de leur intérêt. (Loi 16 sept. 1807, art. 33, 34.)

— Voy. PÊCHE; — USINES.

2. — Quant aux rivières qui ne sont ni *navigables* ni *flottables*, elles n'appartiennent ni à l'Etat ni aux particuliers : elles sont au nombre des choses qui, n'étant la propriété de personne, sont seulement soumises à des mesures de police qui en règlent l'usage.

Les *droits des riverains* sont ainsi déterminés par le Code civil :

Art. 644. — « Celui dont la propriété borde une eau courante autre que celle qui est déclarée dépendance du domaine public par l'article 538, au titre de la distinction des biens, peut s'en servir à son passage pour l'irrigation de ses propriétés. — Celui dont cette eau traverse l'héritage peut même en user dans l'intervalle qu'elle y parcourt, mais à la charge de la rendre, à la sortie de ses fonds, à son cours ordinaire. »

Art. 645. — « S'il s'élève une contestation entre les propriétaires auxquels ces eaux peuvent être utiles, les Tribunaux, en prononçant, doivent concilier l'intérêt de l'agriculture avec le respect dû à la propriété ; et, dans tous les cas, les règlements particuliers et locaux sur le cours et l'usage des eaux doivent être observés. »

— La police, le curage et l'amélioration des cours d'eau non navigables ni flottables sont dans les attributions du *Ministre des travaux publics*.

Les riverains doivent faire et entretenir à frais communs les ouvrages jugés nécessaires par l'Administration pour empêcher le débordement, le changement de cours ou la perte des eaux. — La dépense est répartie entre les différents propriétaires, eu égard à l'intérêt de chacun d'eux, au moyen de rôles dressés sous la surveillance des Préfets et recouvrés comme en matière de contributions

publiques. — Les réclamations contre la répartition sont jugées par le Conseil de préfecture.

— La police répressive appartient aux Tribunaux ordinaires.

— Voy. PÊCHE; — USINES.

§ 2. — Cours d'eau artificiels. — Voy. CANAUX.

Sect. II. — EAUX NON COURANTES.

— Il y a lieu de distinguer la mer, les lacs, les étangs, les marais.

I. — MER. — Elle est la propriété de toutes les nations ; les parties qui pénètrent dans les terres et y forment des havres, des ports, etc., appartiennent aux peuples dans le territoire desquels elles se trouvent. Il en est de même de la portion qui baigne les côtes jusqu'à la plus grande portée du canon.

Le rayon maritime dans lequel les navires sont soumis à la législation des douanes et de la police sanitaire est fixé à quatre lieues en mer. (Loi 4 germinal an II (24 mars 1794), tit. 2, art. 3.)

Les rivages, lais et relais de la mer, c'est-à-dire les terrains qu'elle couvre dans la plus haute marée, et ceux qu'elle abandonne successivement en se retirant des côtes, font partie du domaine public. (Cod. civ. art. 538.) — Voy. VARECH.

II. — LACS. — Ce sont des réservoirs naturels alimentés par des sources, des cours d'eau, ou par l'eau provenant de la pluie et de la fonte des neiges.

Les grands lacs servant à la navigation font partie du domaine public et sont soumis aux règles de police relatives aux cours d'eau navigables.

— Voy. Sect. I, III.

III. — ETANGS. — Ce sont des réservoirs formés soit avec les eaux de la pluie, soit avec des cours d'eau naturels au moyen d'une chaussée.

L'Administration a le droit de déterminer la hauteur de cette chaussée afin de prévenir les inondations : elle peut aussi prescrire le dessèchement des étangs, s'il est prouvé qu'ils occasionnent, par leurs émanations, des

maladies épidémiques, ou qu'ils sont sujets à inonder les propriétés inférieures. (Lois 6 oct. 1791, tit. 2, art. 15; 11 sept. 1792.)

1. — *L'alluvion* (voy. ce mot) n'a pas lieu à l'égard des étangs dont le propriétaire conserve toujours le terrain que l'eau couvre quand elle est à la hauteur de la décharge de l'étang, encore que le volume de l'eau vienne à diminuer. — Réciproquement, le propriétaire de l'étang n'acquiert aucun droit sur les terres riveraines que son eau vient à couvrir dans des crues extraordinaires. (Cod. civ. art. 558.)

2. — *Sont passibles d'une amende* qui ne peut excéder le quart des restitutions et des dommages-intérêts, ni être au-dessous de 50 fr., les propriétaires ou fermiers, ou toute personne jouissant d'étangs, qui, par l'élévation du déversoir de leurs eaux au-dessus de la hauteur déterminée par l'Autorité compétente, ont inondé les chemins ou les propriétés d'autrui. — *S'il est résulté du fait quelques dégradations*, la peine est, outre l'amende, un emprisonnement de six jours à un mois. (Cod. pén. art. 457.)

3. — *Les poissons des étangs sont immeubles par destination.* (Cod. civ. art. 524.) — Voy. BIENS.

4. — *L'empoisonnement des poissons dans les étangs est puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans, et d'une amende de 16 fr. à 300 fr.* Les coupables peuvent, en outre, être mis sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus. (Cod. pén. article 452.)

IV. — *MARAIS.* — Voy. ce mot.

— Voy. BAC; — DRAINAGE; — IRRIGATION; — NAVIGATION; — SERVITUDES, I.

EAUX MÉNAGÈRES. — Ce sont les eaux qui ont été employées dans l'économie domestique.

L'article 640 du Code civil, aux termes duquel les fonds inférieurs sont assujettis à recevoir les eaux qui découlent naturellement des fonds plus élevés, et sans que la main de

l'homme y ait contribué, est inapplicable aux eaux ménagères. *En aucun cas*, les fonds inférieurs ne sont tenus de les recevoir, car elles n'y coulent toujours que par le fait de l'homme.

EAUX MINÉRALES. — (Loi 14 juill. 1856; déc. 8 sept. 1856; déc. 28 janv. 1860.)

1. — Les eaux minérales ont toujours été considérées comme une ressource précieuse pour la santé publique. Il importe d'en assurer la conservation et le bon aménagement. Toutefois, pour ne pas apporter, sans de graves motifs, des restrictions au droit de propriété, le législateur n'a créé des mesures de protection spéciale qu'au profit des sources d'eaux minérales dont l'utilité publique est constatée, après enquête, par un décret délibéré en Conseil d'Etat.

2. — Lorsqu'une source a été déclarée d'utilité publique, il peut lui être assigné un périmètre dans le rayon duquel aucun sondage, aucun travail souterrain ne doit être pratiqué sans autorisation préalable. A l'égard des fouilles, tranchées, pour extraction de matériaux ou pour un autre objet, le décret qui fixe le périmètre de protection peut exceptionnellement imposer aux propriétaires l'obligation de faire, au moins un mois à l'avance, une déclaration au Préfet. Ce magistrat, sur la demande des intéressés, peut interdire les travaux si leur résultat constaté est d'altérer ou de diminuer la source. L'arrêté qu'il prend à cet effet est exécutoire par provision, sauf recours au Conseil de Préfecture et ensuite au Conseil d'Etat.

3. — A l'intérieur du périmètre de protection, le propriétaire d'une source déclarée d'intérêt public a le droit de faire, dans le terrain d'autrui, à l'exception des maisons d'habitation et des cours attenantes, tous les travaux de captage et d'aménagement nécessaires pour la conservation, la conduite et la distribution de cette source, lorsque ces travaux ont été autorisés par un arrêté du Ministre des travaux publics.

4. — Les *dommages* dus par suite de suspension, interdiction ou destruction de travaux, ou à raison de travaux exécutés, dans les divers cas ci-dessus spécifiés, sont à la charge du propriétaire de la source. L'indemnité est réglée à l'amiable ou par les Tribunaux.

5. — Lorsque l'occupation d'un terrain compris dans le périmètre prive le propriétaire de la jouissance du revenu au delà du temps d'une année, ou lorsque, après les travaux, le terrain n'est plus propre à l'usage auquel il était employé, le propriétaire de ce terrain peut exiger du propriétaire de la source l'acquisition du terrain occupé ou dénature.

6. — Si une source d'eau minérale, déclarée d'intérêt public, est exploitée d'une manière qui en compromette la conservation, ou si l'exploitation ne satisfait pas aux besoins de la santé publique, un décret, délibéré en Conseil d'Etat, peut autoriser l'expropriation de la source et de ses dépendances nécessaires à l'exploitation.

7. — L'exécution, *sans autorisation*, ou *sans déclaration préalable*, dans le périmètre de protection, de l'un des travaux mentionnés plus haut, la reprise des travaux interdits ou suspendus administrativement, est punie d'une *amende* de 50 fr. à 500 fr.

8. — Les *infractions* aux règlements d'administration publique faits pour l'exécution de la loi sont punies d'une *amende* de 16 fr. à 100 fr.

9. — L'*inspection médicale* et la *surveillance* des sources et des établissements d'eaux minérales naturelles ont été organisées par un décret en date du 28 janv. 1860.

10. — Ce sont les Préfets aujourd'hui qui statuent sur les autorisations de *fabriques d'eaux minérales artificielles*, et sur les autorisations de *dépôt d'eaux minérales naturelles ou artificielles*. (Déc. 13 avril 1861, art. 2.)

ÉCHANGE. — (Cod. civ. art. 1702-1707.)

Contrat par lequel les parties se donnent respectivement une chose pour une autre.

1. — L'échange est sans contredit *le plus ancien des contrats*, car il n'y eut pas, dans les premiers âges du monde, d'autre moyen de se procurer les choses dont on avait besoin. Ce n'est que plus tard qu'on inventa la monnaie comme signe représentatif de la valeur de tout ce qui peut être dans le commerce, et telle est l'origine de la vente, qui n'est en réalité qu'un échange perfectionné.

2. — L'échange ayant la plus grande affinité avec la vente, le Code déclare que les mêmes règles sont applicables à ces deux contrats. Il y a, toutefois, entre eux cette différence essentielle, que la *rescision pour cause de lésion* n'a pas lieu dans le contrat d'échange. Dans la vente d'immeubles, au contraire, la lésion des 7/12 éprouvée par le vendeur permet à ce dernier de demander l'annulation du marché (art. 1694). La loi vient à son secours parce qu'elle suppose qu'en vendant un immeuble à vil prix, il y a été contraint par un état de détresse dont l'acheteur a abusé.

Si l'acheteur n'est pas recevable à se plaindre d'avoir acheté trop cher, c'est qu'il n'y a jamais nécessité urgente d'avoir un immeuble. La même considération explique pourquoi la lésion n'est pas une cause de rescision de l'échange. Dans l'échange, d'ailleurs, chacun des contractants se trouve être à la fois vendeur et acheteur, et c'est ce qui explique aussi pourquoi les frais et loyaux coûts du contrat sont, à moins de stipulations contraires, supportés en commun, tandis que, dans la vente, ils sont à la charge de l'acheteur.

3. — L'échange joue un rôle important dans le *régime dotal*. Il offre, sous certaines conditions, un moyen de tirer le fonds inaliénable de la femme de cet état de séquestration qui paralyse d'une manière si fâcheuse le mouvement de la propriété. (Cod. civ. art. 1559.) — Voy. CONTRAT DE MARIAGE, IV, 3.

ÉCHANGE. (LIBRE). — Voy. LIBRE-ÉCHANGE.

ÉCHÉANCE. — Voy. EFFETS DE COMMERCE, sect. I, v.

ÉCHELLE MOBILE. — Combinaison artificielle de tarifs, empruntée à l'Angleterre, établie en France par les lois de 1819 et 1821 pour maintenir les blés à un prix élevé dans l'intérêt de la grande propriété territoriale. Quand les grains tombaient au-dessous d'un certain prix, on élevait les tarifs pour repousser les blés étrangers, et on permettait, au contraire, l'exportation. Quand les prix s'élevaient trop, on abaissait les tarifs pour laisser entrer les blés étrangers, et on défendait l'exportation. L'expérience et la théorie ont condamné la prétendue sagesse de ces règlements : ils n'ont jamais pu, en dehors de la loi naturelle de l'offre et de la demande, maintenir le prix des grains à ce qu'on appelait le prix rémunérateur; ils désorganisaient le commerce des céréales par le changement incessant des tarifs, et tendaient à produire soit l'avilissement, soit l'extrême cherté et la disette. Enfin, n'eussent-ils aucun inconvénient, ils feraient par un mécanisme compliqué (division de départements en plusieurs zones, tarifs inégaux et variables, intervention incessante de l'Autorité pour permettre ou défendre l'importation et l'exportation), ce que font très-simplement les intérêts individuels laissés à eux-mêmes.

— L'*Echelle mobile* a été abolie, en Angleterre, en 1846, et, en France, en 1861.

ÉCHELLE. (TOUR D'). — Voy. TOUR D'ÉCHELLE.

ÉCHENILLAGE. — (Loi 26 ventôse an iv (16 mars 1796); Cod. pén. art. 471, § 8; 474.) — Action de détruire les chenilles ou leurs nids dans l'intérêt des récoltes et des fruits. — La *contravention* à l'obligation d'écheniller les arbres aux époques fixées par l'Autorité locale est punie d'une amende de 1 fr. à 5 fr. inclusivement. En cas de *récidive*, l'emprisonnement,

pendant trois jours au plus, est toujours prononcé.

ÉCHOUEMENT. — Choc d'un navire contre un banc de sable, un récif ou un bas-fond. On distingue l'*échouement avec bris*, de l'*échouement simple*, qui n'empêche pas de continuer le voyage. Le premier seul donne ouverture à l'action en *délaissement*; le second est simplement réputé *avarie*. (Cod. com. art. 369, 371.) — Voy. ASSURANCES, sect. I, III.

ÉCLAIRAGE. — 1. — Sont punis d'une amende depuis un franc jusqu'à cinq francs inclusivement, et, en cas de *récidive*, d'un emprisonnement pendant trois jours au plus, les anbergistes et autres qui, obligés à l'éclairage, l'ont négligé. (Cod. pén. art. 471, n° 3; 474.)

2. — Aucune voiture marchant isolément ou en tête d'un convoi ne peut circuler pendant la nuit sans être pourvue d'un *fallot* ou d'une lanterne allumée. Cette disposition peut être appliquée aux voitures d'agriculture par des arrêtés des Préfets ou des Maires. (Déc. 10 août 1852, art. 15.)

— Pendant la nuit, les voitures publiques doivent être éclairées par une lanterne à réflecteur placée à droite et à l'avant de la voiture. (Même décret, art. 28.)

3. — Les contraventions sont punies d'une amende de 6 à 10 fr. et d'un emprisonnement de un à trois jours. En cas de *récidive*, l'amende peut être portée à 15 fr., et l'emprisonnement à cinq jours.

ÉCOBUAGE. — Opération qui consiste à brûler des broussailles et mauvaises herbes sur un terrain pour l'en débarrasser et en tirer quelque produit.

— Le mot *écobuage* vient de ce qu'on emploie pour enlever la couche superficielle du terrain une pioche recourbée désignée sous le nom d'*écobue*.

— Les *écobuages* de terrains situés à moins de deux cents mètres des bois soumis au régime forestier doivent être autorisés par le Préfet, sous les conditions déterminées par

l'Administration forestière. (Arr. Min. Finances, 14 juillet 1841.)

ÉCOLE CENTRALE D'ARCHITECTURE. — Cette école, de fondation récente, est située à Paris, rue d'Enfer, 59; elle est destinée à former des Architectes.

1. Les études durent trois ans et comprennent les cours suivants: *Dessin*; — *Stéréotomie* (science de la coupe des solides, du grec *stereos*, solide, et *temno*, je coupe); — *Physique générale*; — *Chimie générale*; — *Stabilité des constructions*; — *Géologie*; — *Hygiène*; — *Histoire naturelle*; — *Histoire des civilisations*; — *Perspective et ombres*; — *Physique appliquée aux constructions*; — *Chimie appliquée aux constructions*; — *Machinerie des constructions*; — *Théorie de l'architecture*; — *Histoire comparée de l'architecture*; — *Construction*; — *Comptabilité des constructions*; — *Législation appliquée aux constructions*; — *Economie politique*.

2. — Le régime de l'école est l'externat. Le prix de l'enseignement est de 850 fr. par an. Des bourses sont données au concours.

3. — Nul n'est admis à l'école qu'à la suite d'épreuves indiquées sur un programme.

4. — A la fin de la troisième année d'études, les élèves qui en sont jugés capables prennent part à un concours général pour l'obtention d'un diplôme spécial.

ÉCOLE DES JEUNES DE LANGUES. — Voy. JEUNES DE LANGUES.

ÉCOLE DES MAÎTRES-OUVRIERS MINEURS D'ALAIS. — Créée en 1843, cette école est située à Alais (Gard), et ressortit au Ministère des travaux publics. Elle a pour but de former des contre-maitres qui possèdent à la fois assez de pratique pour surveiller et guider le travail des ouvriers, assez de théorie pour bien comprendre et exécuter les ordres d'un chef d'exploitation.

1. — Le régime de l'école est l'internat. Les cours durent deux ans. Ils comprennent les *Mathématiques élémentaires*, le *Dessin linéaire*, le

Dessin des machines, l'*Arpentage*, des notions de *Physique*, *Chimie*, *Minéralogie*, *Géologie* et *Exploitation des mines*. — Les leçons sont entremêlées d'*exercices pratiques* consistant en levés de plans de mines, en travaux de forge, de charpenterie et de charbonnage appropriés à l'exploitation des mines.

2. — Pour être admis à l'école, les candidats doivent: 1° être âgés de plus de seize ans; — 2° justifier par un livret qu'ils ont déjà travaillé dans les mines pendant une année au moins; — 3° produire un certificat de bonne vie et mœurs; — 4° subir un examen qui porte sur la lecture, l'écriture, la grammaire, les quatre premières règles de l'arithmétique et le système légal des poids et mesures. — L'admission est prononcée par le Préfet du Gard.

3. — Le prix de la pension est fixé à 360 fr. par an; mais ce sont, en général, l'Etat, les Départements ou les Compagnies houillères qui se chargent de cette dépense. — Les bourses ou fractions de bourses instituées par l'Etat sont accordées de préférence aux mineurs ou fils de mineurs.

4. — Des brevets de maîtres-mineurs sont délivrés aux élèves de deuxième année qui en sont jugés dignes.

ÉCOLE DES MINEURS DE SAINT-ÉTIENNE. — Fondée en 1816, à Saint-Etienne (Loire), cette école est destinée à former des directeurs d'exploitations de mines et d'usines métallurgiques, ainsi que des gardes-mines. Elle ressortit au Ministère des travaux publics.

1. — Le régime de l'école est l'externat. L'instruction est gratuite. Les cours durent deux ans et comprennent les connaissances suivantes: *Minéralogie*; — *Géologie*; — *Préparation mécanique et Machines*; — *Exploitation et Construction*; — *Chimie*; — *Métallurgie*; — *Arithmétique*; — *Comptabilité*; — *Géométrie*; — *Levé de plans et Dessin*.

2. — Les candidats doivent être

âgés de 16 à 25 ans, sauf les militaires et les marins, libérés du service, qui peuvent se présenter jusqu'à 28 ans, et subir un examen d'après le programme approuvé par le Ministre.

3. — A la fin du cours d'études, les élèves qui se sont distingués obtiennent des brevets de capacité de différents degrés.

ÉCOLE FRANÇAISE D'ATHÈNES.

— Etablie à Athènes (Grèce), par ordonnance royale du 11 septembre 1846, cette école, qui ressortit au Ministère de l'instruction publique, a pour but de donner aux jeunes professeurs le moyen de se perfectionner dans l'étude de la langue, de l'histoire et des antiquités grecques. Elle se compose de trois sections : une section des lettres ; une section des sciences ; une section des beaux-arts.

1. — Les membres de l'école française d'Athènes sont nommés par le Ministre, après un examen spécial, qui porte sur la langue grecque ancienne et la langue latine, sur les éléments de la paléographie et de l'archéologie, sur la géographie et l'histoire de la Grèce et de l'Italie anciennes.

2. — Les membres de l'école y passent deux années ; ils peuvent y rester une troisième année par décision du Ministre. Pendant la durée de leur séjour, ils jouissent d'un traitement spécial.

Il n'y a de concours pour l'admission à cette école qu'au fur et à mesure des vacances.

3. — Peuvent être admis à faire partie de la section des lettres : 1° après un examen spécial, les professeurs et agrégés des classes supérieures âgés de moins de trente ans ; — 2° avec dispense d'examen, les professeurs et agrégés pourvus du diplôme de docteur ès lettres, et les agrégés reçus les premiers au concours d'agrégation des classes supérieures des lettres ou d'histoire.

Sont appelés à faire partie de la

section des sciences, les agrégés des sciences physiques naturelles âgés de moins de trente ans.

La section des beaux-arts est composée d'élèves pensionnaires de l'Académie de France à Rome.

ÉCOLE CENTRALE DES ARTS

ET MANUFACTURES. — Fondée en 1829, et devenue établissement de l'Etat en 1857, cette école, située à Paris, rue des Coutures-Saint-Gervais, 1, relève du Ministre de l'agriculture et du commerce. Elle est spécialement destinée à former des Ingénieurs pour toutes les branches de l'industrie et pour les travaux et services publics dont la direction n'appartient pas nécessairement aux Ingénieurs de l'Etat.

1. — La durée des études est de trois ans. Le régime de l'Ecole est l'externat. On n'y est admis que par voie de concours, et à l'âge de 17 ans révolus. — Le prix de l'enseignement est de 800 fr. par an.

Un certain nombre d'élèves sont entretenus aux frais de l'Etat ou de leur département. Les candidats qui désirent prendre part aux encouragements de l'Etat doivent en faire la déclaration par écrit, avant le 15 juillet, à la Préfecture de leur département ; cette déclaration est accompagnée d'une demande motivée adressée au Ministre de l'agriculture et du commerce.

2. — L'enseignement comprend les cours suivants : Mécanique ; — Mécanique industrielle ; — Constructions civiles ; — Travaux publics ; — Constructions de Machines ; — Exploitation des mines ; — Chimie industrielle ; — Chimie analytique ; — Machines à vapeur ; — Chemins de fer ; — Teinture et Céramique ; — Législation industrielle ; — Métallurgie ; — Physique industrielle ; — Constructions navales ; — Résistance des matériaux ; — Analyse et mécanique générale ; — Géométrie descriptive ; — Chimie générale ; — Physique générale ; — Minéralogie et Géologie ; — Hygiène et Histoire naturelle appliquées à l'industrie ; — Eléments or-

ganiques des machines;—Cinématique (science du mouvement en général, du grec *kinéma*, mouvement).

3. — A la fin de la troisième année d'études, des diplômes d'ingénieur des arts et manufactures sont donnés aux élèves qui ont satisfait à toutes les épreuves d'un concours.

ÉCOLE D'APPLICATION D'ÉTAT-MAJOR. — Etablie par ordonnance royale du 6 mai 1818, cette école est destinée à former des élèves pour le service de l'état-major. Elle est située à Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain, 138.

1. — Les élèves sont choisis parmi ceux de l'Ecole spéciale militaire et de l'Ecole polytechnique susceptibles d'obtenir le brevet de sous-lieutenant, ainsi que parmi les sous-lieutenants de l'armée. Ils ne sont admis que par voie de concours.

2. — L'enseignement de l'école comprend les cours suivants : Administration militaire; — Topographie; — Géographie et Statistique; — Arts et Histoire militaire; — Fortifications; — Artillerie; — Géométrie appliquée; — Equitation; — Escrime; — Dessin; — Langues étrangères.

3. — La durée des études est de deux ans. Après ce temps, les élèves qui ont satisfait aux examens sont appelés, dans l'ordre de leur numéro de sortie, à remplir les emplois de lieutenants vacants dans le corps d'état-major, et sont détachés, pendant un temps déterminé, dans les régiments d'infanterie et de cavalerie de l'armée.

ÉCOLE D'APPLICATION DE L'ARTILLERIE ET DU GÉNIE. — Créée par arrêté du 12 vendémiaire an xi (4 octobre 1802), et réorganisée par décret du 24 juin 1834, cette école est destinée à former des officiers pour le service des corps de l'artillerie et du génie. Elle est installée à Fontainebleau depuis l'annexion de Metz à l'Allemagne.

1. — Les élèves sont pris parmi ceux de l'Ecole polytechnique, reconnus admissibles dans les services publics, d'après un examen qui déter-

mine l'arme à laquelle ils seront appelés. Ils reçoivent, lors de leur admission, le brevet de sous-lieutenant élève.

2. La durée des études est de deux ans ou trois ans au plus. L'enseignement est ainsi réparti : Topographie; — Constructions; — Mécanique; — Artillerie; — Fortifications permanentes; — Art militaire et Géodésie; — Sciences appliquées; — Dessin; — Langue allemande; — Equitation.

3. — Les élèves qui ont satisfait aux examens de sortie sont classés définitivement, suivant leur ordre de mérite, dans leur arme respective. Ils sont alors placés dans les corps de l'artillerie et du génie, pour occuper les emplois de lieutenant, réservés aux élèves par la loi du 14 avril 1832.

4. — En conséquence du temps consacré par les élèves à leur instruction, il est reconnu à chacun d'eux quatre années d'études préliminaires, antérieurement à l'époque de leur admission à l'école d'application. (Loi 11 avril 1831, art. 5.) — Ces quatre années leur sont comptées comme service effectif, dans la liquidation de leur pension de retraite et pour l'admission dans l'Ordre de la Légion d'honneur.

ÉCOLE DE CAVALERIE, A SAUMUR (Maine-et-Loire). — Cette école, placée dans les attributions du Ministre de la guerre, a pour but de former des instructeurs destinés à reporter dans les corps de troupes à cheval un mode d'enseignement uniforme en ce qui concerne les principes d'équitation et les autres connaissances qui se rattachent à l'arme de la cavalerie. Les cours sont d'une année.

— Sont admissibles à l'Ecole de cavalerie : 1° Les lieutenants de cavalerie, d'artillerie et des équipages militaires, désignés pour recevoir cette destination à l'époque des inspections générales, et qui comptent au moins deux années de grade. Ils prennent, pendant leur séjour à l'école, la denomination de lieutenant-

instructeur ; — 2° Un sous-lieutenant par régiment de cavalerie sorti de l'école spéciale militaire, depuis au moins deux années, et les sous-lieutenants des corps, ayant au moins un an de grade, auxquels les Inspecteurs généraux croient indispensable de faire suivre les cours de l'Ecole de cavalerie. Ils forment, avec les Officiers venus de l'infanterie par permutation, une division de *Sous-Lieutenants d'instruction* ; — 3° Les aides-vétérinaires nouvellement promus, et qui ont satisfait aux examens ; ils forment une division dite d'*Aides Vétérinaires stagiaires* ; — 4° Un sous-officier par deux régiments de cavalerie, d'artillerie et du train des équipages militaires ; ils composent la division de *Sous-Officiers élèves instructeurs* ; — 5° Un brigadier par régiment de cavalerie et du corps du train des équipages militaires. Ils forment la division des *Brigadiers élèves instructeurs* ; — 6° Les jeunes gens de la classe civile admis à contracter, après examen à Saumur, un engagement volontaire ; ils forment une division dite de *Cavaliers élèves* ; — 7° Enfin, comme *Elèves maréchaux-ferrants*, les militaires tirés des corps de troupes à cheval ou les jeunes gens compris dans les contingents annuels et ayant exercé la maréchalerie. Cette division se recrute aussi par des engagements volontaires.

— Une *École de dressage* et un *atelier d'arçonnerie* sont annexés à l'Ecole.

ÉCOLE DES CHARTES. — (Ord. roy. 31 décembre 1846 ; déc. 4 février 1850, 14 février 1851.) — Etablie à Paris, au palais des *Archives nationales*, cette école a été fondée, en 1821, dans le but de former des *Archivistes Paléographes* (du grec *palaios*, ancien, et *graphè*, écriture), pour les fonctions d'archiviste et de bibliothécaire. — Elle est placée dans les attributions du Ministre de l'instruction publique.

1. — Le régime de l'école est l'*externat* ; les cours durent trois ans.

L'enseignement comprend les cours suivants : *Lecture et déchiffrement des manuscrits et des chartes, usage des sceaux, valeur des monnaies et des mesures* ; — *Philologie du moyen âge, formation de la langue nationale* ; — *Etudes d'archéologie, histoire de l'industrie, caractères et authenticité des monuments écrits* ; — *Classement des archives et des bibliothèques publiques* ; — *Eléments du droit civil, canonique et féodal*.

Les cours sont publics et gratuits.

2. — Pour obtenir le titre d'*élève de l'école*, il faut être bachelier ès lettres, et âgé de moins de 24 ans, s'inscrire au secrétariat de l'école, avant la rentrée des cours, et être présenté au choix du Ministre par le Conseil de l'école.

— Les élèves sont gratuits ou boursiers. Les bourses, au nombre de huit, sont annuelles et consistent dans un traitement de 600 fr. chacune. A la fin de chaque année d'études, les huit bourses sont mises au concours, savoir : deux bourses pour les élèves du premier cours, trois pour ceux du deuxième, et trois pour ceux du troisième.

3. — Chaque année, le Conseil de perfectionnement de l'école procède à des examens auxquels doivent prendre part tous les élèves sous peine de perdre leur titre. Ceux qui ne se sont pas présentés, ou qui n'ont pas été déclarés capables de passer aux études de l'année suivante, ne peuvent plus suivre les cours qu'à titre d'auditeurs libres.

4. — Au diplôme d'*archiviste paléographe* est attaché, pendant trois ans, un traitement fixe de 600 fr. pour six anciens élèves de l'école : il se perd par le refus d'acceptation des emplois institués pour les archivistes paléographes. — Ce diplôme donne droit aux fonctions d'archivistes des départements, de commis aux archives de l'Etat, d'employés dans les bibliothèques publiques, d'auxiliaires pour les travaux de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, de répétiteurs et professeurs de l'école des Chartes.

ÉCOLE SPÉCIALE DES BEAUX-ARTS. — Cette école, *située* à Paris, rue Bonaparte, 14, a pour *objet* l'enseignement de la peinture, de la sculpture, de l'architecture, de la gravure en taille-douce et de la gravure en médailles et pierres fines. Elle a été substituée aux corps enseignants de l'Académie de peinture et de sculpture, établie en 1648, et de celle d'architecture, fondée en 1671. Son administration est dans les attributions du Ministre de l'Instruction publique.

1. — Le régime de l'école est l'*externat*. L'enseignement est *gratuit*, et comprend, indépendamment des cours spéciaux de peinture, sculpture, architecture et gravure, les cours généraux ci-après : Anatomie; — Mathématiques; — Histoire et Archéologie; — Perspective; — Géométrie descriptive; — Physique, Chimie, Géologie; — Esthétique, Histoire de l'art; — Administration et Comptabilité.

2. — Les jeunes gens qui désirent, soit suivre les cours qui y sont professés, soit faire partie d'un des ateliers de l'école, doivent préalablement se faire inscrire au secrétariat, justifier de leur qualité de Français, et être *agés* de quinze à vingt-cinq ans. Les étrangers peuvent, avec l'autorisation du Ministre, être admis à suivre les cours.

Ceux qui veulent travailler dans un atelier désignent, en se faisant inscrire, le professeur sous la direction duquel ils désirent être placés. Si toutes les places de l'atelier choisi par eux sont remplies, et s'ils persistent à vouloir y entrer, ils sont inscrits comme aspirants. Leur choix une fois fait, ils doivent se faire *agréer* par le professeur, à titre d'élèves ou aspirants.

Les professeurs chargés de la direction des ateliers déterminent eux-mêmes les *épreuves* que doivent subir les jeunes gens pour y être admis; ils sont seuls juges de ces épreuves.

3. — Chaque année, les élèves que les concours ont signalés comme les plus distingués concourent pour des *grands prix*. Les lauréats sont en-

voyés, aux frais de l'Etat, deux ans à Rome et deux *ad libitum*. Ils sont, de plus, *exempts* du service militaire.

4. — Il existe à Lyon et à Dijon une *Ecole des Beaux-Arts*.

ÉCOLE DES LANGUES ORIENTALES VIVANTES. — Créée par décret du 13 germinal an iii (2 avril 1795), et réorganisée par décret du 8 novembre 1869, cette école a pour *but* de servir aux relations politiques et commerciales. — On y est admis sans condition, et elle n'ouvre aucune carrière déterminée.

— Les cours se font dans une salle dépendant du Collège de France, et sont au nombre de neuf, savoir : Arabe vulgaire; — Persan; — Turc; Arménien; — Grec moderne; — Hindoustani; — Chinois vulgaire; — Malais et Javanais; — Japonais; — Annamite.

ÉCOLE DES MINES. — Créée en 1778, progressivement développée par la loi du 30 vendémiaire an iv (22 octobre 1795), et par l'ordonnance royale du 5 décembre 1816, cette école, qui est située à Paris, boulevard Saint-Michel, 60 et 62, a pour *but* : 1° De former des Ingénieurs destinés au recrutement du Corps des Mines; — 2° De répandre dans le public la connaissance des sciences et des arts relatifs à l'industrie minérale, et, en particulier, de former des praticiens propres à diriger des entreprises privées d'exploitation de mines et d'usines minéralurgiques; — 3° De réunir et de classer tous les matériaux nécessaires pour compléter la statistique minéralogique des départements de la France et des colonies françaises; — 4° De conserver un musée et une bibliothèque consacrés spécialement à l'industrie minérale, et de tenir les collections au niveau des progrès de l'industrie des mines et usines et des sciences qui s'y rapportent; — 5° Enfin d'exécuter, soit pour les Administrations publiques, soit pour les particuliers, les essais et analyses qui peuvent aider au progrès de l'industrie minérale.

1. — L'Ecole reçoit trois catégories d'élèves : 1° Les *Elèves-Ingénieurs*, destinés au recrutement du Corps des mines, pris parmi les élèves de l'Ecole Polytechnique; — 2° Les *Elèves externes* admis par voie de concours, et qui, après avoir justifié, à leur sortie, de connaissances suffisantes, sont déclarés aptes à diriger des exploitations de mines et d'usines minéralurgiques, et reçoivent à cet effet un brevet qui leur confère le titre d'*élève breveté*; — 3° Enfin, des *Elèves étrangers* admis, sur la demande des Ambassadeurs ou Chargés d'affaires, par décisions spéciales du Ministre.

2. — Le cours des études est de trois ans, et comprend les matières suivantes : *Minéralogie*; — *Géologie*; — *Exploitation des Mines et Machines*; — *Docimasia* (art d'essayer en petit les mines, pour savoir les métaux qu'elles contiennent, du grec *dokimasia*, épreuve); — *Métallurgie*; — *Chemins de fer et Constructions industrielles*; — *Législation des mines*; — *Agriculture, Drainage, Irrigations*; — *Paléontologie* (histoire descriptive des êtres qui ont jadis peuplé la terre, du grec *palaïos*, ancien, *ôn*, être, et *logos*, description); — *Levé de plans*; — *Dessin*.

3. — Toute personne qui désire faire exécuter l'*essai d'une substance minérale* est admise à en faire le dépôt au secrétariat de l'Ecole : l'inscription de la demande du déposant mentionne la localité d'où provient la substance à essayer. Il est aussitôt procédé à ceux de ces essais qui peuvent aider au progrès de l'industrie minérale.

4. — *Tous les services de l'Ecole, enseignement, musée, bibliothèque et bureau d'essais, sont gratuits.*

ÉCOLE DES PONTS ET CHAUSSEES. — Créée en 1747, et réorganisée plusieurs fois depuis cette époque, en dernier lieu, par le décret du 13 octobre 1851, cette école, qui est située à Paris, rue des Saints-Pères, 28, a pour but spécial de former les *Ingénieurs nécessaires au recrute-*

ment du Corps des ponts et chaussées.

1. — *Sont admis exclusivement en qualité d'Elèves-Ingénieurs*, les jeunes gens choisis, chaque année, parmi les élèves de l'Ecole Polytechnique ayant terminé leur cours d'études et ayant satisfait aux conditions imposées par les règlements.

Sont admis, en outre, à participer aux travaux intérieurs de l'école, des élèves externes, français ou étrangers. — Les conditions d'admission ont été réglées par un arrêté ministériel en date du 18 février 1852.

2. — Le cours d'études est de trois ans : il comprend les matières ci-après : *Routes*; — *Ponts*; — *Chemins de fer*; — *Navigation*; — *Travaux maritimes*; — *Architecture appliquée*; — *Mécanique appliquée*; — *Minéralogie et Géologie*; — *Machines à vapeur et locomotives*; — *Hydraulique agricole*; — *Chimie appliquée*; — *Economie politique*; — *Droit administratif*; — *Travaux graphiques*; — *Dessin*; — *Langue allemande*; — *Langue anglaise*.

3. — Un *laboratoire*, destiné aux essais et analyses des matières employées dans les constructions, des terres, des eaux, des engrais, est organisé à l'école depuis 1851. — Les personnes qui désirent faire exécuter des essais et analyses des substances ci-dessus désignées peuvent adresser (*franco*) leurs échantillons, avec la suscription *laboratoire*, au Directeur de l'école : ces essais et analyses sont gratuits.

ÉCOLE FORESTIÈRE. — Fondée, en 1824, à Nancy (Meurthe), cette école, qui dépend du Ministère des finances, a pour but de former les jeunes gens qui se destinent aux différents services de l'Administration des forêts.

1. — Le régime de l'école est l'*internat*. Les études durent deux ans, et comprennent les matières suivantes : *Histoire naturelle*; — *Economie forestière*; — *Législation et Jurisprudence*; — *Dessin et Constructions fo-*

restières; — *Mathématiques appliquées*.

2. — Les élèves sont reçus par voie de concours : ils doivent prouver qu'ils possèdent un revenu annuel de 1,500 fr. au moins, ou produire un acte par lequel leurs parents s'engagent à leur fournir une pension de pareille somme pendant leur séjour à l'école, et une pension de 600 fr., depuis leur sortie de l'établissement jusqu'à ce qu'ils soient employés comme gardes-généraux en activité.

— Quatre bourses ont été instituées en faveur de fils d'agents et de préposés forestiers.

3. — Les élèves qui ont satisfait aux examens de sortie ont rang de *Garde Général* des forêts, avec droit aux emplois vacants dans ce grade. Ils jouissent provisoirement du traitement de garde général adjoint, et sont employés dans l'Administration.

ÉCOLE NAVALE. — Etablie sur le vaisseau le *Borda*, en rade de Brest, cette école a pour but de former les jeunes gens qui se destinent au corps des Officiers de la marine de l'Etat.

— L'école, dont le régime est l'*internat*, se recrute par voie de concours. La durée des études est de deux ans, à l'expiration desquels les élèves qui ont satisfait aux examens sont nommés *Aspirants de marine* de deuxième classe.

ÉCOLE POLYTECHNIQUE. — Fondée par la Convention, le 7 vendémiaire an III (28 septembre 1794), sous le nom d'*Ecole centrale des travaux publics*, elle changea cette dénomination, le 1^{er} septembre 1795, contre celle d'*Ecole polytechnique*. Elle a aujourd'hui son siège rue Descartes, près le Panthéon, et ressortit au Ministère de la guerre.

1. — L'admission à cette école a lieu, chaque année, à la suite de concours publics. — Les candidats doivent être Français ou naturalisés, avoir 16 ans au moins et 20 ans au plus, justifier du diplôme de bachelier es sciences ou es lettres. Les militaires sont admis exceptionnellement à concourir jusqu'à 25 ans,

lorsqu'ils ont passé deux ans sous les drapeaux; mais ils ne peuvent être placés que dans les services militaires.

2. — L'école est soumise à l'*internat* et au régime militaire. Le prix de pension est de 1,000 fr. par an, en sus du trousseau. Des bourses et demi-bourses, des trousseaux et demi-trousseaux sont accordés par le Ministre de la guerre, sur la présentation des Conseils d'instruction et d'administration de l'école.

3. — Les élèves sont exempts du service militaire, en s'engageant à passer, soit dans l'école, soit dans les services publics, un temps égal à celui fixé par la loi pour le service militaire.

4. — La durée des cours est de deux ans. — L'enseignement comprend les matières ci-après : *Analyse*; — *Géométrie descriptive*; — *Physique*; — *Chimie*; — *Architecture*; — *Géodésie* (science pratique de la mesure des terrains, du grec *géo*, terre, et *daiô*, je divise); — *Littérature française*; — *Langue allemande*; — *Fortifications et Art militaire*; — *Mécanique et Machines*; — *Histoire*; — *Travaux graphiques*; — *Dessin des machines*; — *Dessin de la figure*.

5. — Les élèves qui ont satisfait aux examens de sortie et dont l'aptitude physique aux services publics a été constatée, ont le droit de choisir, suivant le rang de mérite qu'ils occupent sur la liste générale de classement, dressée par le jury, et jusqu'à concurrence du nombre d'emplois disponibles, le service public où ils désirent entrer, parmi ceux qui s'alimentent à l'école, savoir : l'*artillerie* de terre et de mer, le *génie militaire* et le *génie maritime*, la *marine de l'Etat* et le *Corps des Ingénieurs hydrographes*, les *ponts et chaussées* et les *mines*, le *Corps d'état-major*, les *poudres et salpêtres*, l'*Administration des télégraphes* et celle des *tabacs*.

ÉCOLE SPÉCIALE MILITAIRE DE SAINT-CYR (Seine-et-Oise). — Elle est destinée à former des Officiers

pour l'infanterie, la cavalerie, le Corps d'état-major, l'infanterie de marine. — Son installation dans les bâtiments où M^{me} de Maintenon avait fondé une maison d'éducation pour deux cent cinquante jeunes filles de noblesse pauvre, remonte à 1803.

1. — L'école se recrute par des concours annuels auxquels peuvent prendre part les candidats, français ou naturalisés, âgés de 17 à 20 ans, pourvus du diplôme de bachelier ès sciences. — Les militaires, comptant deux ans de présence effective sous les drapeaux, sont admis à concourir jusqu'à vingt-cinq ans.

2. — Le régime de l'école est l'internat. Le prix de pension est de 1,500 francs, en sus du trousseau. Des bourses et demi-bourses, des trousseaux et demi-trousseaux sont accordés par le Ministre de la guerre, sur la présentation des Conseils d'instruction et d'administration de l'école.

3. — La durée du cours d'études est de deux ans. L'enseignement comprend, indépendamment des manœuvres et des exercices pratiques, les matières ci-après : *Artillerie*; — *Topographie et Mathématiques*; — *Histoire et Administration militaires*; — *Fortifications*; — *Littérature militaire*; — *Histoire et Géographie*; — *Géométrie descriptive*; — *Physique et Chimie*; — *Dessin*; — *Langue allemande*; — *Langue anglaise*.

4. — Les élèves qui désirent servir dans l'arme de la cavalerie doivent le faire connaître au moment de leur admission à l'Ecole; ils suivent, à titre d'essai, des cours d'équitation qui font juger de leur aptitude à servir dans cette arme. La liste des élèves destinés à la cavalerie est formée par suite de cet essai; ils sont nommés *Sous-Lieutenants* dans les régiments de cavalerie, s'ils satisfont aux examens de sortie.

Les autres élèves qui ont également satisfait aux examens de sortie ont le droit de choisir, suivant le rang de mérite obtenu dans le classement de sortie, et jusqu'à concurrence du nombre d'emplois disponibles, dans l'infanterie de terre et l'infanterie de ma-

rine, celle de ces armes dans laquelle ils désirent servir. Les élèves qui en ont fait la demande concourent dans l'ordre successif des numéros de mérite, avec les *Sous-Lieutenants* de l'armée, pour l'admission à l'Ecole d'application du Corps d'Etat-Major.

ÉCOLE NORMALE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPÉCIAL.

— Cette école, qui est établie à Cluny (Saône-et-Loire) dans les bâtiments de l'ancienne et célèbre abbaye de ce nom, est destinée à former des maîtres pour l'enseignement organisé par la loi du 21 juin 1865 sous la dénomination d'enseignement secondaire spécial.

1. — Il est pourvu au recrutement de l'école au moyen de bourses fondées par l'Etat, les Départements, les Communes ou les particuliers. L'établissement reçoit, en outre, des élèves payants, moyennant un prix de pension déterminé par le Ministre de l'instruction publique.

2. — Pour être admis, il faut : 1^o avoir au moins 18 ans et au plus 25 ans, au 1^{er} octobre de l'année courante; — 2^o justifier, soit du brevet complet de capacité de l'enseignement primaire ou du diplôme d'études de l'enseignement secondaire spécial, soit d'un certificat d'admissibilité à l'école centrale des arts et manufactures, soit du diplôme de bachelier ès lettres ou ès sciences; — 3^o avoir subi avec succès les épreuves d'un concours ou d'un examen sur tout ou partie des matières facultatives de l'enseignement primaire.

3. — Le Cours d'études est de deux ans, au bout desquels les élèves doivent subir les épreuves du brevet de capacité. Il peut être accordé une troisième année aux élèves qui se préparent à l'agrégation de l'enseignement secondaire spécial.

L'enseignement comprend les matières suivantes : *Mathématiques*; — *Mécanique*; — *Cosmographie*; — *Physique*; — *Chimie*; — *Histoire naturelle*; — *Morale*; — *Législation usuelle*; — *Economie rurale et industrielle*; — *Histoire et Géographie*; — *Grammaire*; —

Littérature française; — Langues vivantes (allemand et anglais); — Pédagogie; — Hygiène; — Comptabilité; — Dessin d'imitation; — Dessin linéaire et Travaux graphiques; — Musique; — Gymnastique.

4. — Les élèves prennent l'engagement de se vouer pendant dix ans à l'enseignement public, et sont, à ce titre, dispensés du service militaire.

ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE.

— Etablissement destiné à former les professeurs de l'enseignement secondaire. Il est situé à Paris, rue d'Ulm, n° 45.

1. — Créée en 1808, supprimée en 1822, rétablie le 6 août 1830, l'école se recrute par le concours. Les candidats doivent être Français ou admis à jouir des droits civils, avoir 18 ans au moins et 24 ans au plus, prendre l'engagement de se vouer pendant dix ans à l'instruction publique, et être admis par le Ministre à se présenter au concours.

2. — Le régime de l'école est l'internat. L'instruction et l'entretien sont gratuits; le trousseau seul est à la charge des familles.

3. — Le cours des études est de trois années, et embrasse les matières suivantes :

Lettres: — Langue et littérature latines; — Langue et littérature grecques; — Langue et littérature françaises; — Histoire ancienne, du moyen âge et moderne; — Géographie; — Philosophie; — Grammaire.

Sciences: — Calcul différentiel et intégral; — Chimie; — Physique; — Minéralogie; — Botanique; — Géologie; — Zoologie; — Mécanique et Astronomie; — Mathématiques; — Langue allemande; — Langue anglaise; — Dessin; — Travaux graphiques.

4. — A l'expiration du cours triennal d'études, les élèves sont chargés de cours dans les lycées. — Ceux qui se sont le plus distingués peuvent être autorisés à faire, à l'école, dans une division supérieure, une quatrième et une cinquième année, pour se préparer à l'épreuve du doctorat ès lettres ou ès sciences.

ÉCOLE SUPÉRIEURE DU COMMERCE. — Etablissement libre fondé à Paris, vers 1820, pour préparer des jeunes gens à la carrière commerciale, et situé rue Saint-Pierre-Popincourt. — Il est placé sous le patronage du Ministre de l'agriculture et du commerce.

1. — Les élèves doivent être âgés de plus de quinze ans. Le régime de l'école est l'internat. Les cours durent trois ans. Le prix de pension est de 1,600 fr. par année.

2. — L'école est partagée en trois divisions ou comptoirs, correspondant aux trois années d'études. — L'enseignement comprend le Français, l'Anglais, l'Allemand, l'Espagnol et l'Italien, l'Écriture, l'Arithmétique théorique et pratique, la Comptabilité, la Correspondance commerciale, la Géographie, l'Histoire, l'Algèbre, la Géométrie, le Dessin linéaire appliqué aux machines et aux grands appareils de l'industrie, la Physique, la Mécanique élémentaire, la Chimie industrielle, la Technologie, l'étude des Matières premières du commerce et de l'industrie, l'Histoire du commerce, la Géographie commerciale, l'Economie industrielle, le Droit commercial, le Droit maritime, la Législation industrielle.

3. — Les élèves de la troisième division qui ont satisfait aux examens de sortie reçoivent un diplôme de capacité, signé par le Ministre de l'agriculture et du commerce, Président du Conseil de perfectionnement de l'école.

ÉCOLES D'HYDROGRAPHIE. — Ces écoles (ainsi appelées du grec *udór*, eau, *graphó*, je décris) ressortissent au Ministère de la marine et des colonies. Leur but est de donner aux marins les connaissances scientifiques nécessaires pour l'obtention des brevets de capitaine au long cours et de maître au cabotage.

1. — Il existe une école d'hydrographie dans les villes ci-après : Bordeaux, Marseille, Saint-Malo, le Havre, Brest, Rouen, Rochefort, Cherbourg, Nantes, Bastia, Blaye, Dunkerque, Toulon, Saint-Valéry-sur-Somme, Nar-

bonne, Morlaix, Caen, Boulogne-sur-Mer, Paimpol, Saint-Brieuc, Lorient, Saint-Nazaire, Dieppe, le Croisic, Granville, Agde, Nice, Vannes, les Sables d'Olonne, Douarnenez, la Rochelle, Honfleur, Bayonne, Saint-Tropez, Fécamp, Arles, Antibes, Martigues.

2. — Le régime des écoles d'hydrographie est l'externat. L'enseignement est gratuit. La durée des cours est d'une année.

3. — Pour être admis dans ces écoles, il faut être âgé de 13 ans au moins, savoir lire, écrire, compter, et être porté sur le registre de l'inscription maritime.

ÉCOLES D'AGRICULTURE. — Elles sont au nombre de trois, savoir : Grignon (Seine-et-Oise); — Grand-Jouan (Loire-Inférieure); — la Saulsaie (Ain).

1. — L'enseignement comprend les matières suivantes : Chimie, Physique, Météorologie et Géologie appliquées; — Génie rural; — Agriculture; — Zootechnie ou Économie du bétail et Zoologie; — Sylviculture et Botanique; — Économie et Législation rurales. — La durée du cours d'études est de trois ans.

2. — Le régime des écoles est l'internat. Pour être admis, il faut, avec l'autorisation du Ministre de l'agriculture et du commerce, subir un examen ou produire le diplôme de bachelier ès sciences.

3. — Le prix de la pension est de 750 fr. par an. Un certain nombre de bourses ou demi-bourses sont distribuées à la suite d'un concours entre les élèves.

4. — A la fin des trois années d'études, les élèves reconnus capables reçoivent un brevet de capacité.

ÉCOLES D'ARTS ET MÉTIERS. — Ces écoles, placées sous l'autorité du Ministre de l'agriculture et du commerce, sont destinées à former, pour les industries correspondant à l'emploi du fer et du bois, des chefs d'atelier et des ouvriers exercés dans la pratique éclairée des arts spécialement utiles à ces industries.

1. — Elles sont au nombre de trois

et situées à Aix, Angers et Châlons-sur-Marne; chacune d'elles reçoit, au maximum, trois cents élèves, internes, nommés par le Ministre. Le prix de pension est de 600 fr. par an. L'Etat y entretient un certain nombre de bourses et demi-bourses.

2. — Il existe à Cluses (Haute-Savoie) une école spéciale d'horlogerie.

ÉCOLES DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE MILITAIRES. — Il en existait deux, l'une préparatoire, à Strasbourg; l'autre d'application, à Paris: toutes deux destinées à assurer le recrutement du service de santé de l'armée, et ressortissant au Ministère de la guerre.

Le service de l'ancienne école préparatoire de Strasbourg est provisoirement suspendu et remplacé par des concours publics.

L'Ecole d'application de médecine et de pharmacie militaires, située à l'hôpital du Val-de-Grâce, à Paris, a pour but d'initier les élèves du service de santé militaire à l'exercice spécial de l'art dans l'armée, de compléter leur instruction pratique et de leur faire connaître les règlements qui régissent l'armée dans ses rapports avec le service de santé.

1. — Le régime de l'école est l'externat.

L'enseignement comprend les cours suivants : Clinique médicale; — Opérations et Appareils; — Anatomie des régions; — Hygiène et Médecine légale; — Epidémie des armées; — Clinique chirurgicale; — Toxicologie et Chimie appliquée à l'hygiène.

2. — Après une année passée à l'école, les médecins et pharmaciens stagiaires qui ont satisfait aux examens de sortie reçoivent, les premiers, le brevet du grade de médecin aide-major de deuxième classe, les seconds, le brevet du grade de pharmacien aide-major de deuxième classe.

ÉCOLES DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE NAVALES. — Elles sont au nombre de trois, établies à Brest, Rochefort, et Toulon, auprès des hôpitaux de la marine, afin de faciliter la préparation des candidats

au concours d'admission dans le service de santé.

1. — L'enseignement de ces écoles est *permanent et gratuit*. Des bibliothèques, des jardins botaniques, des amphithéâtres d'anatomie, sont à la disposition des élèves.

2. — Les places vacantes dans chaque école sont données annuellement au concours. Pour y prendre part, il faut être Français, avoir au moins 18 ans révolus et au plus 23 ans, produire les diplômes de bachelier ès lettres et de bachelier ès sciences restreint, enfin être exempt de toute infirmité susceptible de rendre impropre au service de la mer.

ÉCOLES VÉTÉRINAIRES. — Ces établissements, destinés à former des vétérinaires, sont au nombre de trois, et situés à Alfort près Paris, à Lyon et à Toulouse.

1. — Les candidats, âgés de 17 à 25 ans, doivent être autorisés par le Ministre de l'agriculture et du commerce à se présenter devant un jury d'examen à l'effet de justifier qu'ils réunissent les conditions requises, qui sont : de savoir forger en deux chaudes un fer de cheval ou de bœuf, et de faire preuve de connaissances sur la langue française, l'arithmétique, la géométrie et la géographie.

2. — Le *prix de pension* est de 400 fr. par an; mais le Gouvernement fait les frais de 240 *demi-bourses*, dont deux, par département, à la nomination du Ministre de l'agriculture et du commerce, sur la présentation du Préfet, et soixante-huit à la nomination directe du Ministre. — Pour qu'un élève obtienne un de ces dégrèvements, il faut qu'il ait étudié pendant six mois au moins comme élève payant pension, et qu'il se soit fait remarquer par sa conduite et son travail. L'élève titulaire d'une demi-bourse peut en obtenir une seconde, mais toujours après six nouveaux mois d'études et comme récompense de sa conduite et de ses succès.

— Quarante élèves militaires sont entretenus à l'école d'Alfort par le Ministère de la guerre pour le ser-

vice des corps de troupes à cheval.

3. — Le cours d'études est de quatre ans, et comprend les matières suivantes : Zootechnie; — Pathologie générale et chirurgicale; — Physique; — Chimie; — Anatomie; — Physiologie; — Botanique; — Zoologie; — Hygiène; — Police sanitaire; — Jurisprudence.

A l'expiration des quatre années, les élèves qui sont reconnus capables reçoivent un diplôme de vétérinaire.

ÉCOLES NORMALES PRIMAIRES. — Etablissements destinés à former des instituteurs et des institutrices pour l'enseignement primaire.

1. — **ÉCOLES NORMALES D'INSTITUTEURS.** — Pour être admis comme élève-maitre, il faut être âgé de 16 ans au moins et de 20 ans au plus, prendre l'engagement de servir, pendant dix ans au moins, dans l'instruction primaire publique, et subir avec succès les épreuves réglementaires.

1. — Le régime de ces écoles est l'internat. Le cours des études est de trois ans. Des bourses sont accordées par l'Etat et les départements.

2. — Les élèves-maitres sont mis en état d'obtenir le brevet de capacité pour l'instruction primaire, qui leur donne droit aux places d'instituteurs disponibles.

3. — Les écoles normales primaires de garçons, au nombre de soixante-dix-huit, sont établies dans les villes ci-après : Aix, Ajaccio, Albertville, Alby, Alençon, Alger, Amiens, Angers, Auch, Aurillac, Auxerre, Avignon, Barcelonnette, Besançon, Blois, Bourg, Bourges, Caen, Carcassonne, Châlons-sur-Marne, Charleville, Chartres, Châteauroux, Chaumont, Clermont-Ferrand, Commercay, Courbevoie (instituteurs protestants), Dax, Dijon, Douai, Draguignan, Evreux, Foix, Gap, la Grande-Sauve, Grenoble, Guéret, Lagord, Laon, Laval, Lescar, Loches, Lons-le-Saunier, Mâcon, Mans (Le), Melun, Mende, Mens (instituteurs protestants), Mirecourt, Montauban, Montbrison, Montpellier, Moulins, Nancy, Nice, Nîmes, Orléans, Paris, Parthenay, Périgueux, Perpignan, Poitiers, Privas, Puy (Le), Rennes, Roche-

sur-Yon (La), Rodez, Bouen, Saint-Lô, Tarbes, Toulouse, Troyes, Tulle, Valence, Varzy, Versailles, Vesoul, Villefranche-sur-Saône,

II. — ÉCOLES NORMALES D'INSTITUTRICES. — Pour être admise comme élève-maitresse, il faut avoir 17 ans accomplis et subir un examen.

1. — Le régime de ces écoles est l'internat. Le cours des études est de deux et trois années. — Des bourses sont accordées par l'Etat, les départements et les villes.

2. — Les élèves-maitresses sont mises en état d'obtenir le brevet de capacité pour l'instruction primaire, qui leur donne droit aux places disponibles d'institutrices.

3. — Les écoles normales primaires de filles, au nombre de dix seulement, sont établies dans les villes ci-après : Aix, Ajaccio, Argentan, Besançon, Lons-le-Saunier, Lyon, Mende, Mézières, Orléans, Rumilly.

4. — On compte, en outre, cinquante cours normaux d'institutrices, institués dans les villes suivantes : Reims, Beauvais, Juilly, Boissy-Saint-Léger (institutrices protestantes), Digne, Draguignan, Bordeaux, Terrasson, Mont-de-Marsan, Pau, Blon, Lisieux, Avranches, Coutances, Mans (Le), Clermont-Ferrand, Moulins, Guéret, Troyes, Chaumont, Nevers, Auxerre, Douai, Laon, Dohem, Saint-Egrève, Gap, Valence (deux cours, l'un pour les institutrices catholiques, l'autre pour les institutrices protestantes), Lyon, Bourg, Mâcon, Carcassonne, Nîmes (institutrices protestantes), Perpignan, Nancy, Épinal, Angoulême, Château-d'Oléron, Saint-Maure, Roche-sur-Yon (La), Fougères, Lannion, Campbon, Angers, Laval, Rodez, Bagnère-de-Bigorres, Alby, Montauban.

ÉCOLES PRÉPARATOIRES DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE. — Etablissements dans lesquels les étudiants peuvent commencer leurs études de médecine et de pharmacie.

1. — L'enseignement comprend les cours suivants : Anatomie et Physiologie ; — Clinique interne ; — Clinique externe ; — Pathologie interne ; —

Pathologie externe ; — Accouchements, Maladies des femmes et des enfants ; — Chimie et Pharmacie ; — Histoire naturelle et Matière médicale.

2. — On compte vingt et une écoles préparatoires de médecine et de pharmacie, établies dans les villes ci-après : Alger, Amiens, Angers, Arras, Besançon, Bordeaux, Caen, Clermont, Dijon, Grenoble, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Nantes, Poitiers, Reims, Rennes, Rouen, Toulouse, Tours.

3. — Les écoles préparatoires ne font d'examen que pour les certificats d'officier de santé, les diplômes de pharmacien de deuxième classe, d'herboriste de deuxième classe et de sage-femme de deuxième classe.

4. — Les douze premières inscriptions d'études dans une Faculté de médecine peuvent être compensées par quatorze inscriptions prises dans une école préparatoire.

Une seule année d'études dans une école supérieure de pharmacie est exigée des aspirants au titre de pharmacien de première classe qui ont pris dix inscriptions aux cours d'une école préparatoire. Quant aux aspirants au titre de pharmacien de deuxième classe, six inscriptions dans une école préparatoire équivalent à une année d'études dans une école supérieure.

ÉCOLES SUPÉRIEURES DE PHARMACIE. — Elles sont au nombre de trois, établies à Paris, Montpellier et Nancy.

1. — L'enseignement comprend la Physique appliquée à la Pharmacie, la Chimie, l'Histoire naturelle des médicaments, la Botanique, la Toxicologie (science des poisons, du grec *toxicon*, poison, logos, description), la Pharmacie.

2. — Les conditions d'admission à ces écoles varient selon que les étudiants aspirent au diplôme de pharmacien de première classe ou à celui de pharmacien de deuxième classe. — Les aspirants au diplôme de première classe doivent être bacheliers ès sciences ; les aspirants au diplôme

de deuxième classe ont à justifier d'un certificat d'examen de grammaire, et doivent avoir 17 ans révolus.

3. — C'est devant les écoles supérieures de pharmacie qu'ont lieu les examens d'herboriste de première classe.

4. — Voy. ÉCOLES PRÉPARATOIRES DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE.

ÉCONOMIE POLITIQUE. — Une des branches de la science sociale, dont le domaine propre est l'étude des intérêts matériels de la société. — Elle fait partie des sciences morales, parce qu'elle éclaire toutes les questions d'intérêts à la lumière des principes de justice, de liberté, de responsabilité et de sociabilité.

Étant posé ce principe : *donner satisfaction à nos besoins avec la moindre somme possible de travail*, elle détermine scientifiquement les conditions générales de sa réalisation, à savoir : la division du travail, le capital, l'instruction et la moralité, la liberté du travail, l'association, la liberté de l'échange, la rémunération, la sécurité.

1. — Née avec Boisguilbert (mort en 1714), Vauban (1633-1707), Quesnay (1694-1774), Turgot (1727-1781), elle s'est véritablement constituée avec Adam Smith (1723-1790) et Jean-Baptiste Say (1767-1832). Un de ses plus charmants vulgarisateurs a été, parmi nous, Frédéric Bastiat (1801-1850). En Angleterre, Miss Martineau a rendu des services signalés par ses Contes sur l'économie politique.

2. — Les progrès de cette science, trop longtemps méconnue ou dédaignée, sont de la plus haute importance pour la civilisation générale : elle proclame l'harmonie des intérêts aussi bien entre les peuples qu'entre les individus et les classes sociales, et demande, en conséquence, qu'on abolisse toutes les entraves artificielles imaginées par de prétendus sages pour gêner cette liberté naturelle de travailler et d'échanger qui est la cause la plus efficace et la plus

sérieuse garantie du bien-être et de la paix entre les hommes.

ÉCRIT ANONYME. — Voy. MENACES, 1.

ÉCRIT. (DROIT) — Voy. DROIT ÉCRIT.

EFFET RÉTROACTIF. — « La loi ne dispose que pour l'avenir ; elle n'a point d'effet rétroactif. »

Ce principe tutélaire, inscrit dans le Code civil (art. 2), se retrouve dans l'article 4 du Code pénal ainsi conçu : « Nulle contravention, nul délit, nul crime ne peuvent être punis de peines qui n'étaient pas prononcées par la loi avant qu'ils fussent commis. »

EFFETS DE COMMERCE. — (Cod. com. art. 110-189 ; lois 5 juin 1850, 11 juin 1859 ; déc. 18 janvier 1860 ; lois 23 août 1871 ; 28 février 1872.)

C'est ainsi que l'on désigne les divers actes usités dans le commerce pour faciliter le mouvement du numéraire dont ils font l'office en quelque sorte : les plus importants comme les plus usuels sont la *lettre de change* et le *billet à ordre*.

— Sect. I. LETTRE DE CHANGE.

— I. NATURE ET FORME. — 1. — Le commerce est redevable à la lettre de change de la plus grande partie de ses progrès. Avant son invention, les frais et les risques du transport des monnaies imposaient de grandes entraves aux transactions à l'intérieur et les rendaient presque impraticables à l'étranger. Grâce à la lettre de change, ces entraves ont disparu, les capitaux mobiliers ont été affranchis, une somme immense de crédit a été créée, et le commerce n'a plus connu d'autres limites que celles du monde.

— On n'est pas d'accord sur l'origine de la lettre de change. D'après la version la plus vraisemblable, ce furent les Juifs qui, chassés de France pour la seconde fois, en 1180, sous Philippe Auguste, et retirés en Lombardie, auraient eu l'idée première de cette création. Ils se seraient servis de voyageurs et de pèlerins étrangers venant en France en

leur remettant des lettres en style concis pour toucher l'argent qu'ils avaient confié à leurs amis au moment de leur sortie de France. Ils auraient ensuite initié à cette industrie les négociants d'Amsterdam, place centrale du commerce, d'où elle se serait répandue dans toute l'Europe.

2. — La lettre de change peut être définie un acte par lequel une personne s'oblige à faire payer à une autre personne, ou à celle qui exercera ses droits, dans un lieu déterminé, une somme dont elle a reçu la valeur.

En voici un modèle :

B. P. F. 1.000.

Paris, le 24 juin 1871.

Au 13 septembre prochain, il vous plaira payer à M. Isnard, négociant à Toulouse, ou à son ordre, la somme de mille francs, valeur reçue comptant (ou, suivant le cas), valeur reçue en compte, on, en marchandises.

VINCENT,
Rue de Rivoli, 90.

A M. Dronet, négociant, à Bordeaux, rue... n°...

3. — La lettre de change, on le voit, suppose essentiellement trois personnes au moins : le tireur ou souscripteur (Vincent), le tiré (Dronet), et le preneur ou bénéficiaire (Isnard); mais il peut y en avoir un plus grand nombre : un tiers est quelquefois désigné pour payer dans le cas où le tiré ne le ferait pas : on l'appelle *recommandataire* ou *besoin*; — la lettre est souvent payable en un domicile autre que celui du tiré; la personne chez laquelle le paiement doit s'effectuer se nomme *domiciliaire*; — l'engagement d'un des signataires de la lettre est d'autres fois

cautionné par un tiers désigné sous le nom de *donneur d'aval*; — le preneur n'opère pas ordinairement lui-même le recouvrement de la traite; il la transmet par voie d'endossement et devient *endosseur*; — lorsque le tiré accepte la lettre, il devient *accepteur*; — un tiers peut accepter, à défaut du tiré, ou payer pour lui : ce tiers est dit, selon le cas, *accepteur* ou *payeur par intervention*.

4. — Les effets de commerce doivent être sur papier timbré. Le droit est proportionnel à la somme portée au titre, et fixé ainsi qu'il suit par la loi du 23 août 1871 :

10 centimes	pour les effets de 100 fr. et au-dessous;
20.....	id. au-dessus de 100 fr. à....200 fr.;
30.....	id.....id.....200 fr. à....300 fr.;
40.....	id.....id.....300 fr. à....400 fr.;
50.....	id.....id.....400 fr. à....500 fr.;
1 franc.....	id.....id.....500 fr. à....1.000 fr.;
2 francs.....	id.....id.....1.000 fr. à....2.000 fr.;
3 francs.....	id.....id.....2.000 fr. à....3.000 fr.;
4 francs.....	id.....id.....3.000 fr. à....4.000 fr.;

et ainsi de suite, en suivant la même progression et sans fraction.

— Une amende de 6 p. 100 du montant du titre non timbré est prononcée contre le tireur, le preneur, le tiré, s'il a accepté, et toute personne s'é-

tant chargée de la négociation de l'effet. S'il y a eu seulement emploi d'un timbre insuffisant, l'amende ne porte que sur la somme pour laquelle

le droit de timbre n'a pas été acquitté. — De plus, le porteur d'un effet non timbré est déchu de tout recours contre les divers endosseurs, et la clause *retour sans frais*, dont il sera question un peu plus loin (voy. 6), est frappée de nullité.

— Celui qui reçoit du souscripteur un effet non timbré peut, dans les quinze jours de sa date, et avant toute négociation, le faire timbrer, moyennant un droit de quinze centimes par 100 francs, qui s'ajoute au montant de l'effet, et est remboursé par le débiteur.

Les effets de commerce venant de l'étranger et payables en France doivent, avant d'être négociés ou payés, acquitter le même droit de timbre que s'ils avaient été créés en France. Ce droit peut être acquitté par l'apposition de *timbres mobiles*, vendus par l'Administration et analogues à ceux qui servent pour l'affranchissement des lettres. Le timbre mobile se colle sur l'effet, et la personne qui l'appose l'annule de suite, en y inscrivant la *date de l'apposition* et sa *signature*. Pour les effets dépassant 20,000 fr., il n'existe pas de timbres mobiles : on doit les présenter au bureau du receveur pour la perception du droit.

5. — La lettre de change est soumise à un droit d'enregistrement de cinquante centimes par 100 francs. Toutefois l'enregistrement n'est nécessaire qu'au cas de poursuites judiciaires en vue d'arriver au paiement. Dans cette hypothèse, la lettre de change doit être enregistrée avec le protêt.

6. — La lettre de change contient souvent une clause fort utile à y insérer; c'est la clause : *retour sans frais*. Elle a pour but d'éviter les frais élevés qui résulteraient, au cas de non-paiement à l'échéance, de la nécessité de faire dresser un acte de protêt et d'exercer à bref délai des poursuites judiciaires. Grâce à cette clause, le porteur peut se dispenser de remplir ces formalités dispendieuses, sans encourir de déchéance.

7. — Pour la facilité de la négocia-

tion de la lettre de change, on peut obvier à sa perte, on peut la tirer en *plusieurs exemplaires*, sur chacun desquels on mentionne s'il est premier, deuxième, troisième, etc., afin de constater qu'il ne s'agit pas de lettres de change distinctes, mais d'un titre unique tiré à plusieurs exemplaires. On dit, par exemple, si la lettre est tirée à un seul exemplaire : *Payez par cette seule de change*; — s'il y a plusieurs exemplaires : *Payez par cette première (par cette seconde, etc.) de change*.

II. PROVISION. — On appelle *provision* la valeur destinée au paiement de la lettre de change. Le tireur s'étant obligé à faire payer la lettre de change par le tiré, c'est à lui de fournir au tiré une somme suffisante pour le paiement de la lettre. — « Il y a provision, » dit l'art. 116 du Code de commerce, « si, à l'échéance de la lettre de change, celui sur qui elle est fournie est redevable au tireur, ou à celui pour compte de qui elle est tirée, d'une somme au moins égale au montant de la lettre de change. » — La provision peut consister en argent, en marchandises, en valeurs quelconques, on compenser des dettes du tiré envers le tireur.

L'acceptation suppose la provision.

III. ACCEPTATION. — C'est l'engagement de payer la lettre de change, pris par le tiré, qui devient alors, à l'égard du porteur, débiteur direct de la lettre; le tireur et les endosseurs ne sont plus que les garants du paiement. Le porteur peut toujours requérir l'acceptation; il y est tenu lorsque la lettre est payable à un certain délai de vue.

1. — Le tiré a vingt-quatre heures, à partir de la présentation ou de la remise du titre, pour *accepter* ou *refuser*. A l'expiration de ce délai, il doit rendre le titre, accepté ou non, sous peine de dommages-intérêts.

2. — Le *refus d'acceptation* est constaté par une protestation ou acte appelé : *protêt faute d'acceptation*,

dont la forme et les effets sont indiqués ci-après. (Voy. XII.)

3. — L'acceptation s'exprime par le mot : *accepté*, ou tout autre impliquant de la part du tiré l'engagement de payer; elle est signée. La date n'est nécessaire qu'autant que la lettre est payable à un certain délai de vue. — Dans le cas où la lettre de change serait payable à un domicile autre que celui du tiré, mention en est faite en ces termes : *Accepté, payable au domicile de M... à...*

L'acceptation ne peut être conditionnelle, mais elle peut être partielle, si le tiré n'a entre les mains qu'une provision insuffisante. L'acceptation partielle s'exprime ainsi : *accepté pour la somme de...* — Dans cette hypothèse, le porteur doit, pour le surplus, faire faire un *protêt faute d'acceptation*.

IV. ACCEPTATION PAR INTERVENTION. — Lorsqu'une lettre de change a été protestée faute d'acceptation, un tiers peut intervenir et prendre l'engagement de payer, pour éviter des poursuites contre tel ou tel garant. L'intervention est mentionnée dans l'acte de protêt et signée par l'intervenant, qui doit la notifier sans délai à celui pour lequel elle a eu lieu. — Le porteur n'en conserve pas moins le droit d'exercer son recours contre le tireur et les endosseurs, comme s'il y avait eu refus d'acceptation, s'il n'a pas foi en la solvabilité de l'intervenant.

V. ÉCHÉANCE. — 1. — Une lettre de change peut être tirée à vue; — à un ou plusieurs jours de vue; — à un ou plusieurs mois de vue; — à une ou plusieurs usances de vue; — à un ou plusieurs jours de date; — à un ou plusieurs mois de date; — à une ou plusieurs usances de date; — à jour fixe ou à jour déterminé; — en foire.

La lettre de change à vue est payable à sa présentation.

L'échéance d'une lettre de change à un ou plusieurs jours de vue, à un ou plusieurs mois de vue, à une ou plusieurs usances de vue, est fixée par

la date de l'acceptation, ou par celle du protêt faute d'acceptation.

L'usage est de trente jours, qui courent du lendemain de la date de la lettre de change.

Les mois sont tels qu'ils sont fixés par le calendrier grégorien.

Une lettre de change payable en foire est échue la veille du jour fixé pour la clôture de la foire, ou le jour de la foire, si elle ne dure qu'un jour.

2. — Si l'échéance est à un jour férié légal (voy. JOURS FÉRIÉS), la lettre de change est payable la veille.

3. — Aucun délai ne peut être accordé pour le paiement, par la Justice, à la différence de ce qui a lieu en matière civile. (Cod. civ. art. 1244.) — L'intérêt du commerce exige, en effet, que les obligations soient exécutées avec la plus parfaite exactitude.

VI. — ENDOSSEMENT. — La simple déclaration faite au dos d'une lettre de change, et nommée pour cela *endossement*, suffit pour transférer à un tiers la propriété de la lettre.

1. — L'endossement doit être daté, exprimer la valeur fournie, et énoncer le nom de celui à l'ordre de qui il est passé. Voici en quels termes il se donne :

« Payez à l'ordre de M. Mercier, valeur reçue en espèces, ou en marchandises, ou en compte » (selon les circonstances).

« Paris, le 14 juin 1872.

» ISNARD,
» Rue Jacob, 9. »

2. — L'endossement qui n'est pas conforme aux dispositions ci-dessus ne constitue qu'une simple *procurat*ion : il ne transfère pas la propriété de la lettre de change.

3. — Il est défendu d'antidater les endossements, sous peine d'être poursuivis comme faussaire, et d'être passible, par conséquent, des *travaux forcés à temps*. Cette prescription sévère a pour but de prévenir la fraude que pourrait commettre un

commerçant failli en reportant à une époque antérieure à sa faillite la date d'un endossement, au préjudice des droits dont la masse de ses créanciers est investie sur une provision qui se trouve entre les mains du tiré.

VII. — SOLIDARITÉ. — Tous ceux qui ont signé, accepté, endossé ou cautionné une lettre de change sont tenus à la *garantie solidaire* envers le porteur, qui a une action contre chacun d'eux et peut les poursuivre, soit collectivement, soit individuellement.

Cette solidarité prononcée par la loi était le meilleur moyen de faciliter l'exécution du contrat de change et d'augmenter le crédit des effets de circulation. Aussi ne doit-on pas s'étonner de la faveur avec laquelle tous les peuples commerçants ont accueilli la lettre de change. C'est grâce à son ingénieux mécanisme qu'elle a pu devenir un des agents les plus actifs des transactions.

VIII. — AVAL. — On désigne ainsi (du latin *ad valere*, à valoir, bon pour) l'engagement pris par un tiers, comme caution, de payer une lettre de change. Il n'est assujéti à aucune formalité particulière, et peut être donné soit sur la lettre de change, soit par acte séparé, sous seing privé ou notarié. Quand il est donné sur la lettre de change, il s'exprime par ces mots : *Bon pour aval*, suivis de la signature.

Quelle que soit la forme de son engagement, le donneur d'aval est soumis aux conséquences ordinaires de la lettre de change : la *solidarité*, la *compétence des tribunaux de commerce*. Des conventions particulières pourraient cependant modifier les effets de l'aval. Le donneur d'aval, par exemple, serait affranchi de la solidarité, s'il l'avait expressément stipulé.

IX. — PAYEMENT. — 1. — La lettre doit être payée dans la *monnaie* qu'elle indique, même si c'est une monnaie étrangère ; la convention des parties à cet égard doit recevoir son exécution.

Le paiement se fait en *espèces d'or ou d'argent ayant cours*. Le porteur ne peut se refuser à recevoir des *billets de banque* depuis que la loi du 12 août 1870 leur a donné *cours forcé*. — La *monnaie de billon* ne peut servir que comme appoint de la pièce de 5 fr., c'est-à-dire jusqu'à concurrence de 4 fr. 95 c.

2. — D'après un usage consacré par le décret du 1^{er} juillet 1809, le débiteur est tenu, dans les paiements de 500 fr. et au-dessus, qui se font en pièces d'argent, de fournir le *sac* et la *ficelle*, en retenant dix centimes par sac. Cette retenue s'appelle *passé de sacs*. — Les sacs doivent contenir au moins 1,000 fr. chacun.

3. — A défaut de présentation de la lettre au paiement dans les trois jours de l'échéance, le débiteur est autorisé à en déposer le montant à la Caisse des Dépôts et Consignations, à Paris, et, dans les départements, à la Caisse des Trésoriers Payeurs généraux ou des Receveurs particuliers des finances. Il lui est délivré un *récépissé* qu'il remettra au porteur s'il se présente plus tard.

4. — Aucune opposition ne peut être faite au paiement de la lettre de change, si ce n'est en cas de *faillite du porteur* ou de *perte de l'effet*.

5. — Celui qui paye une lettre de change avant son échéance est responsable de la validité du paiement. S'il survenait entre ses mains une opposition, il serait forcé de payer deux fois.

6. — Le porteur ne peut être contraint de recevoir le paiement avant l'échéance, ni de recevoir un *paiement partiel*. S'il consent à recevoir un *à-compte*, il conserve ses droits contre le tireur et les endosseurs en faisant protester la lettre *pour le surplus*.

7. — La lettre de change doit être payée sur la *présentation du titre* ; mais il peut se faire qu'elle ait été tirée à plusieurs exemplaires. Dans cette hypothèse, et si aucun des exemplaires n'est revêtu de l'acceptation du tiré, le paiement fait sur

une seconde, troisième, etc., est valable, pourvu qu'on y inscrive que ce paiement annule l'effet des autres. — Si l'un des exemplaires est revêtu de l'acceptation du tiré, et que celui-ci paye sur un autre exemplaire, il n'est pas libéré envers le tiers porteur de l'exemplaire accepté.

8. — Il peut arriver que la lettre de change s'égaré ou se perde. Trois situations différentes sont à considérer : 1^o *La lettre de change a été tirée à plusieurs exemplaires dont aucun ne porte l'acceptation du tiré.* — Le porteur qui a perdu le premier exemplaire peut poursuivre le paiement sur un second, troisième, etc., sans autorisation de la Justice et sans aucune justification. — 2^o *La lettre a été tirée à plusieurs exemplaires, et celui qui porte l'acceptation est perdu.* — Le propriétaire ne peut exiger le paiement sur un second, troisième, etc., qu'en vertu d'une ordonnance du Président du tribunal de commerce et moyennant caution. — 3^o *La lettre n'a été tirée qu'à un seul exemplaire qui est perdu, ou bien encore à plusieurs exemplaires dont aucun ne se retrouve.* — Le propriétaire de la lettre a le choix ou de réclamer un nouveau titre en s'adressant à son cédant immédiat et en remontant d'endosseur en endosseur jusqu'au tireur, ou d'obtenir une ordonnance du Président du tribunal de commerce en justifiant par ses livres qu'il était régulièrement saisi de la lettre de change, et en donnant caution.

9. — Il peut arriver aussi que la lettre de change soit *fausse* ou *falsifiée*. Si la lettre est fausse (ayant été tirée par un tireur imaginaire, ou sous un nom supposé), le tiré qui l'a acceptée est tenu de la payer au tiers porteur de bonne foi. C'était à lui, avant d'accepter, de s'assurer de la sincérité de la signature du tireur. Comme moyen de garantie contre les faussaires, l'usage s'est introduit de donner avis au tiré de l'émission de la lettre. A moins donc que la lettre ne contienne formelle-

ment la clause *sans autre avis*, le tiré agira prudemment en n'acceptant pas avant d'avoir reçu du tireur un avis séparé.

— Si la lettre a été *falsifiée*, le tiré n'est jamais tenu que de la somme portée sur l'effet lors de son acceptation.

X. — **PAYEMENT PAR INTERVENTION.** — 1. — Lorsque le tiré a refusé de payer la lettre de change, et que son refus a été constaté par un protêt, toute personne peut, quoiqu'elle ne soit nullement tenue de le faire, intervenir et payer pour le compte de l'un des obligés; c'est ce qu'on appelle *payement par intervention*.

Pour encourager les paiements par intervention, le Code de commerce (article 159) subroge le tiers intervenant dans les droits du porteur, à la condition de remplir les mêmes formalités que celles dont ce dernier serait tenu. (Voy. ci-après, XI.)

2. — L'intervention et le paiement se constatent dans l'acte du protêt ou à la suite de cet acte.

3. — Si plusieurs personnes se présentaient pour acquitter une lettre de change par intervention, la préférence devrait être donnée à celle qui opérera le plus de libérations. Ainsi, celui qui, offrant de payer pour le tireur, libérerait tous les endosseurs, serait préféré à celui qui offrirait de payer pour l'un des endosseurs. Ainsi encore, celui qui offrirait de payer pour le premier endosseur, serait préféré à celui qui offrirait de payer pour un endosseur subséquent. — Dans tous les cas, il est nécessaire qu'un acte de protêt ait été dressé préalablement; sans cette formalité de rigueur, l'intervenant serait censé avoir payé comme simple mandataire du tiré ou de l'accepteur, et il ne serait pas subrogé aux droits du porteur.

XI. — **DROITS ET DEVOIRS DU PORTEUR.** — 1. — Le porteur d'une lettre de change tirée du continent et des îles de l'Europe ou de l'Algérie, et

payable dans les possessions européennes de la France ou de l'Algérie, soit à vue, soit à un ou plusieurs jours, mois ou usances de vue, doit en exiger le paiement ou l'acceptation dans les trois mois de sa date, sous peine de perdre son recours sur les endosseurs et même sur le tireur, si celui-ci a fait provision.

Le délai est de quatre mois pour les lettres de change tirées des Etats du littoral de la Méditerranée et du littoral de la mer Noire sur les possessions européennes de la France, et réciproquement du continent et des îles de l'Europe sur les établissements français de la Méditerranée et de la mer Noire.

Le délai est de six mois pour les lettres de change tirées des Etats d'Afrique en deçà du cap de Bonne-Espérance; et des Etats d'Amérique en deçà du cap Horn, sur les possessions européennes de la France, et réciproquement, du continent et des îles de l'Europe sur les possessions françaises ou établissements français dans les Etats d'Afrique en deçà du cap de Bonne-Espérance, et dans les Etats d'Amérique en deçà du cap Horn.

Le délai est d'un an pour les lettres de change tirées de toute autre partie du monde sur les possessions européennes de la France, et réciproquement, du continent et des îles de l'Europe sur les possessions françaises et les établissements français dans toute autre partie du monde.

La même échéance a lieu contre le porteur d'une lettre de change à vue, à un ou plusieurs jours, mois ou usances de vue, tirée de la France, des possessions ou établissements français et payable dans les pays étrangers, qui n'en exigerait pas le paiement ou l'acceptation dans les délais ci-dessus prescrits pour chacune des distances respectives. Lesdits délais sont doublés en temps de guerre maritime pour les pays d'outre-mer.

Les dispositions dont il vient d'être parlé ne font pas obstacle à ce que des stipulations contraires interviennent entre le preneur, le tireur et même les endosseurs.

2. — Le porteur doit exiger le paiement le jour de l'échéance, et, en cas de refus, le faire constater, le lendemain, par un acte nommé *protêt faute de paiement*. — Si ce jour est un jour férié légal, le protêt est fait le jour suivant.

3. — Le porteur n'est dispensé du protêt faute de paiement ni par le protêt faute d'acceptation, ni par la mort ou faillite de celui sur qui la lettre était tirée. Dans le cas de faillite de l'accepteur avant l'échéance, il peut faire protester et exercer son recours, le débiteur ne pouvant plus réclamer le bénéfice du terme s'il tombe en faillite.

4. — Le porteur d'une lettre de change protestée faute de paiement peut exercer son action en garantie, ou individuellement contre le tireur et chacun des endosseurs, ou collectivement contre les endosseurs et le tireur. — La même faculté existe pour chacun des endosseurs, à l'égard du tireur et des endosseurs qui le précèdent.

Si le porteur exerce le recours individuellement contre son cédant, il doit lui faire notifier le protêt, et, à défaut de remboursement, le faire citer en jugement dans les quinze jours qui suivent la date du protêt, si celui-ci réside dans la distance de cinq myriamètres. Ce délai, à l'égard du cédant domicilié à plus de cinq myriamètres de l'endroit où la lettre de change était payable, est augmenté d'un jour par deux myriamètres et demi excédant les cinq myriamètres.

5. — Les lettres de change tirées de France et payables hors du territoire continental de la France en Europe étant protestées, les tireurs et endosseurs résidant en France doivent être poursuivis dans les délais ci-après : D'un mois pour celles qui étaient payables en Corse, en Algérie, dans les îles Britanniques, en Italie, dans le royaume des Pays-Bas et dans les Etats ou confédérations limitrophes de la France;

De deux mois pour celles qui étaient payables dans les autres Etats, soit de l'Europe, soit du littoral de la Méditerranée et de celui de la mer Noire;

De *cinq mois* pour celles qui étaient payables hors d'Europe en deçà des détroits de Malacca et de la Sonde, et en deçà du cap Horn;

De *huit mois* pour celles qui étaient payables au delà des détroits de Malacca et de la Sonde, et au delà du cap Horn. — Ces délais doivent être observés dans les mêmes proportions pour le recours à exercer contre les tireurs et endosseurs résidant dans les possessions françaises hors de la France continentale. — Ils sont *doublés* pour les pays d'outre-mer, en cas de guerre maritime.

6. — Si le porteur exerce son recours collectivement contre les endosseurs et le tireur, il jouit à l'égard de chacun d'eux du délai ci-dessus déterminé. — Chacun des endosseurs a le droit d'exercer le même recours, ou individuellement, ou collectivement, dans le même délai. A leur égard, le délai court du lendemain de la citation en justice.

7. — *Après l'expiration des délais* ci-dessus, pour la présentation de la lettre de change à vue, ou à un ou plusieurs jours ou mois, ou usances de vue, — pour le protêt faute de paiement, — pour l'exercice de l'action en garantie, — le porteur est *déchu* de tous droits contre les endosseurs.

Les endosseurs sont également déchus de toute action en garantie contre leurs cédants, après les mêmes délais, chacun en ce qui le concerne.

La *même déchéance* a lieu contre le porteur et les endosseurs à l'égard du tireur lui-même, si ce dernier justifie qu'il y avait provision à l'échéance de la lettre de change. Le porteur, en ce cas, ne conserve d'action que contre celui sur qui la lettre était tirée.

8. — Les effets de la déchéance viennent à cesser en faveur du porteur, si le tireur ou l'un des endosseurs, après l'expiration des délais fixés pour le protêt, la notification du protêt, ou la citation en justice, ont reçu par compte, compensation ou autrement, les fonds destinés au paiement de la lettre de change, parce qu'ils n'éprouvent plus aucun

préjudice de la négligence du porteur.

9. — Le porteur d'une lettre de change protestée faute de paiement peut, indépendamment des formalités prescrites pour l'exercice de son action en garantie, obtenir du tribunal l'autorisation de faire *saisir conservatoirement* les effets mobiliers des tireurs, accepteurs et endosseurs.

XII. — PROTÈTS. — 1. — Les protêts faute d'acceptation ou de paiement sont *faits* par un notaire ou par un huissier. (Déc. 23 mars 1848, art. 2.)

2. — Le protêt doit être fait : au domicile de celui sur qui la lettre de change était payable, ou à son dernier domicile connu ; — au domicile des personnes indiquées dans la lettre pour la payer au besoin ; — au domicile du tiers qui a accepté par intervention ; — le tout par un seul et même acte. En cas de fausse indication de domicile, le protêt est précédé d'un acte de perquisition. c'est-à-dire d'un procès-verbal dans lequel l'officier ministériel chargé d'instrumenter déclare que toutes les informations prises par lui n'ont pu lui faire découvrir la personne.

3. — L'acte de protêt *contient* : — la transcription littérale de la lettre de change, de l'acceptation, des endossements et des recommandations qui y sont indiquées : — la sommation de payer le montant de la lettre de change. — Il *énonce* : — la présence ou l'absence de celui qui doit payer ; — les motifs du refus de payer, et l'impuissance ou le refus de signer.

4. — *Nul acte*, de la part du porteur, ne peut suppléer le protêt, excepté le cas de perte de la lettre de change, où il est dressé un acte particulier dit *acte de protestation*.

5. — Les notaires et les huissiers sont tenus, à peine de destitution, dépens, dommages-intérêts envers les parties, de laisser copie exacte des protêts, et de les inscrire en entier, jour par jour et par ordre de dates, sur un registre spécial, coté et paraphé.

XIII. — RECHANGE. — Le porteur qui a fait protester un effet pour défaut de paiement peut, pour se rembourser, tirer, à son tour, une nouvelle lettre de change sur le tireur ou l'un des endosseurs de la lettre protestée. C'est ce qu'on appelle *faire retraite*. Le porteur a ainsi le moyen d'éviter les lenteurs des poursuites judiciaires, et de se procurer immédiatement de l'argent en négociant la retraite. La nouvelle lettre de change, on retraite, comprend le capital de la lettre de change protestée, les intérêts de cette somme à compter du jour du protêt, les frais de protêt et autres accessoires, enfin le *rechange*, c'est-à-dire le prix payé pour la négociation de la retraite. Elle doit être accompagnée de la lettre protestée, du protêt et d'un *compte de retour*, ou bordereau détaillant les sommes dont se compose le montant de la retraite. Le rechange est certifié par un agent de change, et dans les lieux où il n'existe pas d'agent de change, par deux commerçants.

La retraite peut être faite soit par le porteur sur le tireur ou l'un des endosseurs, soit par l'endosseur qui a payé la lettre de change protestée,

sur le tireur ou un endosseur antérieur.

XIV. — PRESCRIPTION. — Toutes actions relatives aux lettres de change se prescrivent par *cinq ans*, à compter du jour du protêt, ou de la dernière poursuite juridique, s'il n'y a eu condamnation, ou si la dette n'a été reconnue par acte séparé.

Néanmoins les prétendus débiteurs sont tenus, s'ils en sont requis, d'affirmer, sous *serment*, qu'ils ne sont plus redevables; et leurs veuves, héritiers ou ayants cause, qu'ils estiment de bonne foi qu'il n'est rien dû.

— En admettant pour les effets de commerce une prescription plus courte que la prescription ordinaire, le législateur a considéré que les paiements doivent se faire, entre commerçants, avec plus d'exactitude et de rapidité, et que la multiplicité des affaires nécessite des règlements de comptes à de courts intervalles.

— **Sect. II. — BILLET A ORDRE.** — C'est le billet payable à la personne à qui il est souscrit, ou à l'ordre de celle qui en devient cessionnaire par un endossement régulier.

En voici la formule :

Paris, le 20 février 1872.

Bon pour 1,000 fr.

Au 15 avril prochain, je payerai à M. Masson, rue Vivienne, 33, ou à son ordre, la somme de mille francs, valeur reçue (en espèces, ou en marchandises, ou en compte).

FONTAINE,
60, rue du Bac.

— Toutes les dispositions relatives aux lettres de change, et concernant l'échéance, l'endossement, la solidarité, l'aval, le paiement, le paiement par intervention, le protêt, les droits et devoirs du porteur, le rechange ou les intérêts, la prescription, sont applicables aux billets à ordre.

EFFRACTION. — Circonstance aggravante du vol, et entraînant la

peine des travaux forcés à temps.

1. — Est qualifié *effraction*, tout forcement, rupture, dégradation, démolition, enlèvement de murs, toits, planchers, portes, fenêtres, serrures, cadenas ou autres ustensiles ou instruments servant à fermer ou empêcher le passage, et de toute espèce de clôture, quelle qu'elle soit.

2. — Les effractions sont *extérieures* ou *intérieures*.

Les *effractions extérieures* sont celles à l'aide desquelles on peut s'introduire dans les maisons, cours, basses-cours, enclos ou dépendances, ou dans les appartements ou logements particuliers.

Les *effractions intérieures* sont celles qui, après l'introduction dans les lieux ci-dessus désignés, sont faites aux portes ou clôtures du dedans, ainsi qu'aux armoires ou autres meubles fermés.

Est compris dans la classe des effractions *intérieures*, le simple enlèvement des caisses, boîtes, ballots sous toile et corde, et autres meubles fermés, qui contiennent des effets quelconques, bien que l'effraction n'ait pas été faite sur le lien. (Cod. pén. art. 384, 393-396.)

ÉGLISE DE LA CONFESSION D'AUGSBOURG. — Voy. CULTES, II, § 2.

ÉGLISE. (FABRIQUE D') — Voy. FABRIQUE D'ÉGLISE.

ÉGLISE RÉFORMÉE. — Voy. CULTES, II, § 1^{er}.

ÉLECTEUR. — D'après les dispositions légales actuellement en vigueur, et en attendant la présentation d'une nouvelle loi électorale, est *électeur* tout citoyen âgé de 21 ans et résidant dans la Commune depuis 6 mois.

Sont *exclus*, par application de l'article 3 de la loi du 12 mars 1849 : 1^o Les individus privés de leurs droits civils et politiques par suite de condamnation, soit à des peines afflictives et infamantes, soit à des peines infamantes seulement ; — 2^o Ceux auxquels les tribunaux correctionnels ont interdit le droit de vote et d'élection par application des lois qui autorisent cette interdiction ; — 3^o Les condamnés pour crime à l'emprisonnement, par application de l'article 463 du Code pénal (*circonstances atténuantes*) ; — 4^o Les condamnés à trois mois de prison au moins, pour vol, escroquerie, abus de confiance, soustrac-

tion commise par des dépositaires de deniers publics, ou attentat aux mœurs prévu par l'article 334 du Code pénal ; — 5^o Ceux qui ont été condamnés à trois mois de prison, par application des articles 318 et 423 du Code pénal (*vente ou débit de boissons falsifiées contenant des mixtures nuisibles à la santé*) ; — *tromperie sur la qualité ou la quantité des marchandises* ; — 6^o Ceux qui ont été condamnés pour délit d'usure ; — 7^o Les interdits ; — 8^o Les faillis qui, n'ayant point obtenu de concordat, ou n'ayant point été déclarés excusables, conformément à l'article 538 du Code de commerce, n'ont pas d'ailleurs été réhabilités.

ÉLECTION DE DOMICILE. — Voy. DOMICILE, 5.

ÉLECTIONS. — Du latin *eligere*, choisir. — L'élection est le choix fait par des citoyens, légalement réunis, d'une personne qui reçoit mission de les représenter. Le Corps législatif, les Conseils généraux, les Conseils d'arrondissement et les Conseils municipaux se recrutent par l'élection. — Voy. CONSEIL D'ARRONDISSEMENT, 2 et 3 ; — CONSEIL GÉNÉRAL, I ; — CONSEIL MUNICIPAL, I ; — DÉPUTÉ, 1 et 2.

I. — LISTES ÉLECTORALES. — RÉCLAMATIONS. — Les listes électorales sont l'objet d'une révision annuelle. Lors de cette révision, et dans les délais prescrits, tout citoyen omis sur la liste peut présenter sa réclamation à la Mairie. Tout électeur inscrit sur l'une des listes de la circonscription électorale a la faculté de demander la radiation d'un individu indûment inscrit ou l'inscription d'un individu omis. — Le même droit appartient aux Préfets et aux Sous-Préfets.

Il est ouvert, dans chaque Mairie, un registre sur lequel les réclamations sont inscrites par ordre de date. Le Maire doit donner récépissé de chaque réclamation.

L'électeur dont l'inscription a été contestée en est averti, sans frais, par le Maire, pour qu'il puisse présenter ses observations.

— Les réclamations sont jugées par

une Commission composée, à Paris, du Maire et de deux Adjoint; partout ailleurs, du Maire et de deux membres du Conseil municipal désignés par le Conseil. — *Notification* de la décision est faite, dans les trois jours, aux parties intéressées, qui peuvent interjeter appel dans les trois jours de cette notification.

L'appel est porté devant le *Juge de paix du canton* : il est formé par simple déclaration au greffe. Le Juge de paix statue dans les dix jours, sans frais ni forme de procédure, et sur simple avertissement donné trois jours à l'avance à toutes les parties intéressées. — Toutefois, si la demande portée devant lui implique la solution préjudicielle d'une question d'état, il renvoie préalablement les parties à se pourvoir devant les juges compétents, et fixe un bref délai dans lequel la partie qui a élevé la question préjudicielle devra justifier de ses diligences.

— La décision du Juge de paix est en dernier ressort, mais elle peut être déferée à la *Cour de cassation*. Le pourvoi n'est recevable que s'il est formé dans les dix jours de la notification de la décision. Il n'est pas suspensif. Il se forme par simple requête, dénoncée aux défendeurs dans les dix jours qui suivent; il est dispensé de l'intermédiaire d'un Avocat à la Cour, et jugé d'urgence, sans frais ni consignation d'amende. — Les pièces et mémoires fournis par les parties sont transmis, sans frais, par le greffier de la Cour de cassation.

— Tous les actes judiciaires sont, en matière électorale, dispensés du timbre et enregistrés gratis. — Les extraits des actes de naissance nécessaires pour établir l'âge des électeurs sont délivrés gratuitement sur papier libre, à tout réclamant.

L'élection est faite sur la liste revisée pendant toute l'année qui suit la clôture de la liste.

II. — DISPOSITIONS PÉNALES. — Elles font l'objet du Titre IV du décret organique du 2 février 1852 que

nous pouvons nous borner à reproduire :

Article 31. — « Toute personne qui se sera fait inscrire sur la liste électorale sous de faux noms ou de fausses qualités, ou aura, en se faisant inscrire, dissimulé une incapacité prévue par la loi, ou aura réclamé et obtenu une inscription sur deux ou plusieurs listes, sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 100 fr. à 1,000 fr. »

Art. 32. — « Celui qui, déchu du droit de voter, soit par suite d'une condamnation judiciaire, soit par suite d'une faillite non suivie de réhabilitation, aura voté, soit en vertu d'une inscription sur les listes antérieures à sa déchéance, soit en vertu d'une inscription postérieure, mais opérée sans sa participation, sera puni d'un emprisonnement de 15 jours à 3 mois et d'une amende de 20 à 500 fr. »

Art. 33. — « Quiconque aura voté dans une assemblée électorale, soit en vertu d'une inscription obtenue dans les deux premiers cas prévus par l'article 31, soit en prenant faussement les noms et qualités d'un électeur inscrit, sera puni d'un emprisonnement de 6 mois à 2 ans, et d'une amende de 200 à 2,000 fr. »

Art. 34. — « Sera puni de la même peine tout citoyen qui aura profité d'une inscription multiple pour voter plus d'une fois. »

Art. 35. — « Quiconque étant chargé, dans un scrutin, de recevoir, compter ou dépouiller les bulletins contenant les suffrages des citoyens, aura soustrait, ajouté ou altéré des bulletins, ou lu un nom autre que celui inscrit, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans, et d'une amende de 500 fr. à 5,000 fr. »

Art. 36. — « La même peine sera appliquée à tout individu qui, chargé par un électeur d'écrire son suffrage, aura inscrit sur le bulletin un nom autre que celui qui lui était désigné. »

Art. 37. — « L'entrée dans l'assemblée électorale avec des armes apparentes est interdite. En cas d'infrac-

tion, le contrevenant sera passible d'une amende de 16 à 100 fr. — La peine sera d'un emprisonnement de 15 jours à 3 mois et d'une amende de 50 fr. à 300 fr. si les *armes* étaient *cachées*. »

Art. 38. — « Quiconque aura donné, promis ou reçu des deniers, effets ou valeurs quelconques, sous la condition soit de donner ou de procurer un suffrage, soit de s'abstenir de voter, sera puni d'un emprisonnement de 3 mois à 2 ans et d'une amende de 500 fr. à 5,000 fr. — Seront punis des mêmes peines, ceux qui, sous les mêmes conditions, auront fait ou accepté l'offre ou la promesse d'emplois publics ou privés. — Si le coupable est fonctionnaire public, la peine sera double. »

Art. 39. — « Ceux qui, soit par voies de fait, violences ou menaces contre un électeur, soit en lui faisant craindre de perdre son emploi ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille ou sa fortune, l'auront déterminé à s'abstenir de voter, ou auront influencé un vote, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 100 fr. à 1,000 francs. — La peine sera du double si le coupable est fonctionnaire public. »

Art. 40. — « Ceux qui, à l'aide de fausses nouvelles, bruits calomnieux ou autres manœuvres frauduleuses, auront surpris ou détourné des suffrages, déterminé un ou plusieurs électeurs à s'abstenir de voter, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 100 fr. à 2,000 fr. »

Art. 41. — « Lorsque, par attroupements, clameurs ou démonstrations menaçantes, on aura troublé les opérations d'un collège électoral, porté atteinte à l'exercice du droit électoral ou à la liberté du vote, les coupables seront punis d'un emprisonnement de 3 mois à 2 ans, et d'une amende de 100 fr. à 2,000 fr. »

Art. 42. — « Toute irruption dans un collège électoral consommée ou tentée avec violence, en vue d'empêcher un choix, sera punie d'un em-

prisonnement d'un an à cinq ans, et d'une amende de 1,000 fr. à 5,000 francs. »

Art. 43. — « Siles coupables étaient porteurs d'armes, ou si le scrutin a été violé, la peine sera la réclusion. »

Art. 44. — « Elle sera des travaux forcés à temps si le crime a été commis par suite d'un plan concerté pour être exécuté soit dans toute la République, soit dans un ou plusieurs départements, soit dans un ou plusieurs arrondissements. »

Art. 45. — Les membres d'un collège électoral qui, pendant la réunion, se seront rendus coupables d'outrages ou de violences, soit envers le bureau, soit envers l'un de ses membres, ou qui, par voies de fait ou menaces, auront retardé ou empêché les opérations électorales, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an, et d'une amende de 100 fr. à 2,000 fr. — Si le scrutin a été violé, l'emprisonnement sera d'un an à cinq ans, et l'amende de 1,000 fr. à 5,000 fr. »

Art. 46. — « L'enlèvement de l'urne contenant les suffrages émis et non encore dépouillés sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans, et d'une amende de 1,000 fr. à 5,000 fr. — Si cet enlèvement a été effectué en réunion ou avec violence, la peine sera la réclusion. »

Art. 47. — « La violation du scrutin, faite soit par les membres du bureau, soit par les agents de l'Autorité préposés à la garde des bulletins non encore dépouillés, sera punie de la réclusion. »

Art. 48. — « Les crimes prévus par la présente loi seront jugés par la Cour d'assises, et les délits par les tribunaux correctionnels; l'article 463 du Code pénal (circonstances atténuantes) pourra être appliqué. »

Art. 49. — « En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits prévus par la présente loi et commis antérieurement au premier acte de poursuite, la peine la plus forte sera seule appliquée. »

Art. 50. — « L'action publique et l'action civile seront prescrites après trois mois, à partir du jour de la proclamation du résultat de l'élection. »

ÉMANCIPATION. — (Cod. civ. art. 476-487.)

Du latin *e*, de; *mancipium*, sujétion. — C'est l'acte par lequel un mineur, qui est sous la puissance paternelle ou sous l'autorité d'un tuteur, en est affranchi.

I. — FORMES ET CONDITIONS. — L'émancipation peut être tacite ou expresse.

Elle est tacite, quand elle s'opère de plein droit, sans formalités, par le seul fait du mariage du mineur; — expresse, lorsqu'elle a lieu par la volonté du père, ou, à défaut de ce dernier, décédé, interdit ou absent, par la volonté de la mère, ou enfin, à défaut de père et de mère, par délibération du Conseil de famille.

— L'émancipation expresse se fait par une déclaration devant le Juge de paix qui la constate dans un procès-verbal.

Lorsqu'elle émane du père ou de la mère, elle est permise à 15 ans révolus; elle ne peut avoir lieu qu'à 18 ans révolus, si elle émane du Conseil de famille. — Cette différence d'âge établie par la loi entre l'émancipation faite par le père ou la mère et celle faite par le Conseil de famille s'explique aisément: le mineur émancipé par son père, ou, à défaut du père, par sa mère, trouve en lui ou en elle un conseil dévoué, tandis que le mineur devenu orphelin est entièrement livré à lui-même. De plus, le législateur a considéré que le tuteur, pour se décharger de la tutelle, pourrait parfois supposer à son pupille une capacité précoce et amener le Conseil de famille à prendre une mesure funeste pour l'enfant. Ces craintes ne sauraient exister à l'égard des père et mère: leur affection est un sûr garant de la gravité des motifs qui peuvent les porter à émanciper leurs enfants.

II. — EFFETS DE L'ÉMANCIPATION. — L'émancipation ne confère au mi-

neur qu'une *demi-capacité*. Pour ce qui regarde sa personne, il est libre de se choisir un domicile, il peut prendre un état, faire en un mot tout ce qui lui convient, sauf en ce qui concerne l'état de commerçant, pour lequel des conditions spéciales seraient exigées de lui. — Voy. **COMMERÇANT**, I, § 1^{er}.

Mais quant à ses biens, il a seulement le droit de les administrer et de toucher ses revenus; il peut passer des baux dont la durée n'excède point 9 années, et faire, en général, tous les actes qui ne sont que de pure administration. Pour les actes plus importants, il a besoin de l'assistance d'un Curateur qui lui est nommé par le Conseil de famille. Ainsi, cette assistance lui est nécessaire pour faire des baux d'une durée dépassant 9 années, pour donner décharge d'un capital mobilier, pour introduire une action en partage, accepter une donation.

Le mineur doit, indépendamment de l'assistance de son Curateur, obtenir l'autorisation du Conseil de famille et l'homologation du tribunal, lorsqu'il s'agit d'emprunt, d'aliénation d'immeubles, d'hypothèques, de transaction, d'acceptation ou de répudiation d'une succession.

III. — RÉVOCATION DE L'ÉMANCIPATION. — L'émancipation est révoquée en cas d'inconduite ou de mauvaise gestion du mineur, et le retrait s'opère en suivant les mêmes formes que celles qui avaient été employées pour la lui conférer.

Dès le jour où il est privé du bénéfice de l'émancipation, le mineur rentre sous la puissance paternelle ou en tutelle, selon les cas, et il y reste jusqu'à sa majorité accomplie. Le législateur n'a pas voulu qu'on pût recommencer une expérience qui a si mal réussi.

EMBARGO. — De l'espagnol *embargar*, séquestrer. — Défense de laisser sortir d'un port les vaisseaux qui s'y trouvent.

Toutes pertes et dommages qui en résultent pour les objets assurés

sont aux risques des assureurs. (Cod. com. art. 350.) — Voy. ARRÊT DE PRINCE.

EMBAUCHAGE — EMBAUCHEUR.

— Le mot *embauchage* a plusieurs acceptions, mais il se prend ordinairement en mauvaise part, et pour désigner le fait de provoquer, soit des militaires à passer à l'ennemi ou aux rebelles armés, soit des ouvriers à passer à l'étranger dans le but de nuire à l'industrie française.

1. — Les lois militaires punissent l'*embaucheur* de la peine de mort. — Voy. Cod. just. mil. (armée de terre), art. 208; (armée de mer), art. 256, 266.

2. — L'article 417 du Code pénal porte : « Quiconque, dans la vue de nuire à l'industrie française, aura fait passer en pays étranger, des directeurs, commis ou des ouvriers d'un établissement, sera puni d'un emprisonnement de 6 mois à 2 ans, et d'une amende de 50 fr. à 300 fr. »

3. — Dans une autre acception, qui n'est guère usitée, du reste, qu'entre ouvriers et patrons, le mot *embauchage* s'applique au fait d'engager des ouvriers pour l'exécution de certains travaux, ce qui évidemment n'a rien d'illicite.

ÉMENDER. — Cette expression, synonyme de *corriger, réformer*, est employée par les magistrats devant qui une cause a été portée en appel, lorsqu'ils modifient sur quelques points la décision des premiers juges.

EMPÊCHEMENT DE MARIAGE. — Voy. MARIAGE, I.

EMPIÈTEMENT DES AUTORITÉS ADMINISTRATIVES ET JUDICIAIRES. — (Cod. pén. art. 127-131.)

La *séparation des pouvoirs* (Voy. ces mots) est un principe fondamental de notre droit public. Le législateur ne s'est pas contenté de tracer les limites dans lesquelles chaque pouvoir doit se renfermer; il a édicté des peines contre les Autorités qui, dépassant ces limites, *empièteraient* les unes sur les autres. Tel

est l'objet des articles 127 à 131 du Code pénal ainsi conçus :

Art. 127. — « Seront coupables de *forfaiture*, et punis de la *dégradation civique* : 1^o les Juges, les Procureurs généraux ou de la République, ou leurs Substitués; les Officiers de police, qui se seront immiscés dans l'exercice du pouvoir législatif, soit par des règlements contenant des dispositions législatives, soit en arrêtant ou en suspendant l'exécution d'une ou de plusieurs lois, soit en délibérant sur le point de savoir si les lois seront publiées ou exécutées; — 2^o les Juges, les Procureurs généraux ou de la République, ou leurs Substitués, les Officiers de police judiciaire, qui auraient excédé leur pouvoir, en s'immiscant dans les matières attribuées aux Autorités administratives, soit en faisant des règlements sur ces matières, soit en défendant d'exécuter les ordres émanés de l'Administration, ou qui, ayant permis et ordonné de citer des Administrateurs pour raison de l'exercice de leurs fonctions, auraient persisté dans l'exécution de leurs jugements ou ordonnances, notwithstanding l'annulation qui en aurait été prononcée ou le conflit qui leur aurait été notifié. »

Art. 128. — « Les Juges qui, sur la revendication formellement faite par l'Autorité administrative d'une affaire portée devant eux, auront néanmoins procédé au jugement avant la décision de l'Autorité supérieure, seront punis chacun d'une amende de 16 fr. au moins et de 150 fr. au plus. — Les Officiers du ministère public qui auront fait des réquisitions ou donné des conclusions pour ledit jugement, seront punis de la même peine. »

Art. 129. — « La peine sera d'une amende de 100 fr. au moins et de 500 fr. au plus contre chacun des juges qui, après une réclamation légale des parties intéressées ou de l'Autorité administrative, auront, sans autorisation du Gouvernement, rendu des ordonnances ou

décerné des mandats contre ses agents ou préposés prévenus de crimes ou délits commis dans l'exercice de leurs fonctions. — La même peine sera appliquée aux Officiers du ministère public ou de police qui auront requis lesdites ordonnances ou mandats. »

Art. 130. — « Les Préfets, Sous-Préfets, Maires et autres Administrateurs, qui se seront immiscés dans l'exercice du pouvoir législatif, comme il est dit au n° 1^{er} de l'article 127, ou qui se seront ingérés de prendre des arrêtés généraux tendant à intimider des ordres ou des défenses quelconques à des Cours ou Tribunaux, seront punis de la *dégradation civique*. »

Art. 131. — « Lorsque ces Administrateurs entreprendront sur les fonctions judiciaires en s'ingérant de connaître de droits et intérêts privés du ressort des tribunaux, et qu'après la réclamation des parties ou de l'une d'elles, ils auront néanmoins décidé l'affaire avant que l'Autorité supérieure ait prononcé, ils seront punis d'une *amende* de 16 fr. au moins et de 150 fr. au plus. »

EMPOISONNEMENT. — (Cod. pén. art. 301, 302, 452.)

1. — Est qualifié d'*empoisonnement* tout attentat à la vie d'une personne, par l'effet de substances qui peuvent donner la mort plus ou moins promptement, de quelque manière que ces substances aient été employées ou administrées, et quelles qu'en aient été les suites.

L'*empoisonnement*, le plus lâche de tous les crimes, est un véritable *assassinat* (voy. ce mot), car il suppose nécessairement la préméditation. Aussi le Code pénal lui applique-t-il également la *peine de mort*.

2. — Quiconque empoisonne des *chevaux* ou autres *bêtes de voiture*, de *monture* ou de *charge*, des *bestiaux* à cornes, des *moutons*, *chèvres* ou *porcs*, ou des *poissons* dans des étangs, viviers ou réservoirs, est passible d'un *emprisonnement* de 1 an à

5 ans, et d'une *amende* de 16 fr. à 300 fr. Il peut, en outre, être mis sous la *surveillance de la haute police* pendant 2 ans au moins et 5 ans au plus.

EMPRISONNEMENT. — Peine infligée pour les *contraventions* et pour les *délits*.

1. — En matière de *simple police*, l'*emprisonnement* varie entre un et cinq jours; — en matière *correctionnelle*, il est de six jours au moins, et de cinq ans au plus, sauf le cas de *récidive*. (Cod. pén. art. 9, 40, 41, 464, 465.)

2. — L'*emprisonnement* diffère de la *détention* et de la *réclusion*, quant au caractère et à la durée de la peine, et quant au mode d'exécution. — Voy. **DÉTENTION**; — **RÉCLUSION**.

3. — Voy. **PRISONS**; — **CONTRAINTE PAR CORPS**; — **PUISSANCE PATERNELLE**, 2.

ENCHÈRE. — (Cod. proc. civ. art. 705 et suiv.; Cod. pén. art. 412; Cod. for. art. 22.)

Offre supérieure, soit à la mise à prix, soit au prix offert par quelqu'un, pour une chose qui se vend ou se loue publiquement au plus offrant.

1. — Les ventes aux enchères ou à l'encan sont *judiciaires*, c'est-à-dire ordonnées par Justice dans l'intérêt des créanciers, ou *volontaires*, c'est-à-dire faites au nom de particuliers qui ont recours à ce moyen pour vendre leurs effets ou marchandises. Dans le premier cas, quand il s'agit d'immeubles, les enchères se font par le ministère d'Avoués. On allume successivement des bougies préparées de manière que chacune dure environ une minute, et les offres deviennent définitives après l'extinction de trois bougies sans nouvelles enchères.

Toute vente aux enchères se fait à la criée par l'intermédiaire d'un officier public (*Notaire, Commissaire-priseur, Greffier, Huissier*).

2. — Le Code pénal (art. 412) punit d'un *emprisonnement* de 15 jours à 3 mois et d'une *amende* de 100 fr. à 5,000 fr. ceux qui, par voies de fait, violences, menaces, dons ou promes-

ses, entravent la liberté des enchères. La même peine est applicable à toute association secrète ou manœuvre entre les marchands de bois ou autres, tendant à nuire aux enchères, à les troubler ou à obtenir les bois à plus bas prix. (Cod. for. art. 22.)

3. — Voy. FOLLE-ENCHÈRE et SURENCHÈRE.

4. — Dans les adjudications administratives, on fait une sorte d'enchère au rabais.

ENCLAVE. — (Cod. civ. art. 682-685.)

Etat d'un fonds qui est entouré de tous côtés par des terrains appartenant à autrui, et qui se trouve ainsi n'avoir pas d'issue.

Le propriétaire de ce fonds a la faculté de réclamer, moyennant indemnité, un passage sur l'héritage du voisin.

1. — Le passage doit, en principe, être pris du côté où le trajet est le plus court pour arriver sur la voie publique. Néanmoins, la loi veut qu'il soit fixé dans l'endroit le moins dommageable pour celui sur le fonds duquel il est accordé.

2. — L'action en indemnité se prescrit par 30 ans, et, alors même qu'elle n'est plus recevable, le passage doit être continué.

ENDOSSEMENT — ENDOSSEUR. — (Cod. com. art. 136 et suiv.)

Les effets de commerce, qui sont une espèce de monnaie, peuvent être cédés indéfiniment par une simple déclaration écrite au dos du titre : c'est ce qu'on appelle *endossement*. L'endosseur est celui qui transmet par ce moyen un effet de commerce à un tiers. — Voy. EFFETS DE COMMERCE, sect. I, VI; — ALLONGE.

ENFANT. — 1. — La loi reconnaît trois espèces de filiations : 1° la filiation légitime, qui se divise en filiation légitime proprement dite et filiation légitimée;

2° La filiation naturelle, qui se divise en filiation naturelle simple, *adultérine* et *incestueuse*;

3° La filiation adoptive.

— Il y a donc, en réalité, six classes d'enfants :

1° Les enfants *légitimes*, c'est-à-dire les enfants conçus ou nés pendant le mariage de leurs père et mère;

2° Les enfants *légitimés*, c'est-à-dire les enfants qui, simples enfants naturels au moment de leur conception, sont devenus légitimes ultérieurement par le mariage de leurs père et mère;

3° Les enfants *naturels simples*, c'est-à-dire les enfants issus de deux personnes qui n'étaient pas mariées, mais entre lesquelles n'existait aucun lien de parenté ou d'alliance susceptible de faire obstacle à leur mariage;

4° Les enfants naturels *adultérins*, c'est-à-dire les enfants issus de deux personnes qui n'auraient pu se marier ensemble, parce que l'une d'elles ou toutes les deux étaient déjà engagées dans les liens d'un précédent mariage;

5° Les enfants naturels *incestueux*, c'est-à-dire les enfants dont les père et mère étaient unis par un lien de parenté ou d'alliance, susceptible de faire obstacle à leur mariage;

6° Les enfants *adoptifs*.

2. — Les enfants *naturels simples* peuvent être reconnus et même *légitimés*; ils succèdent, dans une certaine mesure, à leurs père et mère. Les enfants *adultérins* ou *incestueux*, au contraire, ne peuvent être ni reconnus, ni légitimés; ils ne sont point héritiers et ne peuvent jamais prétendre qu'à des *aliments*. — Voy. RECONNAISSANCE; — LÉGITIMATION; — SUCCESSIONS, II, § 4.

3. — Pour éviter des répétitions, nous renvoyons le lecteur aux différents mots où il est traité de la situation légale de l'enfant, notamment aux mots: ADOPTION; — CONTRAT D'APPRENTISSAGE; — DESCENDANT; — DISCERNEMENT; — ÉMANCIPATION; — JEUNES DÉTENUS; — MARIAGE; — MINORITÉ; — PATERNITÉ ET FILIATION; — PUISSANCE PATERNELLE; — QUOTITÉ DISPONIBLE; — SUCCESSIONS; — TUTELLE.

4. — Le Code pénal a prévu et puni de la manière suivante les divers

crimes ou délits tendant à empêcher ou détruire la preuve de l'état civil d'un enfant, ou à compromettre son existence :

Art. 345. — « Les coupables d'enlèvement, de recel ou de suppression d'un enfant, de substitution d'un enfant à un autre, ou de supposition d'un enfant à une femme qui ne sera pas accouchée, seront punis de la réclusion. — S'il n'est pas établi que l'enfant ait vécu, la peine sera d'un mois à cinq ans d'emprisonnement. — S'il est établi que l'enfant n'a pas vécu, la peine sera de six jours à deux mois d'emprisonnement. — Seront punis de la réclusion ceux qui, étant chargés d'un enfant, ne le représenteront point aux personnes qui ont droit de le réclamer. »

Art. 346. — « Toute personne qui, ayant assisté à un accouchement, n'aura pas fait la déclaration à elle prescrite par l'article 56 du Code civil, et dans les délais fixés par l'article 55 du même Code, sera punie d'un emprisonnement de 6 jours à 6 mois, et d'une amende de 16 fr. à 300 fr. »

Art. 347. — « Toute personne qui, ayant trouvé un enfant nouveau-né ne l'aura pas remis à l'officier de l'état civil, ainsi qu'il est prescrit par l'article 58 du Code civil, sera punie des peines portées au précédent article. — La présente disposition n'est point applicable à celui qui aurait consenti à se charger de l'enfant, et qui aurait fait sa déclaration à cet égard devant la municipalité du lieu où l'enfant a été trouvé. »

Art. 348. — « Ceux qui auront porté à un hospice un enfant au-dessous de l'âge de 7 ans accomplis, qui leur aurait été confié afin qu'ils en prissent soin ou pour toute autre cause, seront punis d'un emprisonnement de 6 semaines à 6 mois, et d'une amende de 16 fr. à 50 fr. — Toutefois aucune peine ne sera prononcée, s'ils n'étaient pas tenus ou ne s'étaient pas obligés de pourvoir gratuitement à la nourriture et à l'entretien de l'enfant, et si personne n'y avait pourvu. »

Art. 349. — « Ceux qui auront exposé et délaissé en un lieu solitaire un enfant au-dessous de l'âge de 7 ans accomplis, ceux qui auront donné l'ordre de l'exposer ainsi, si cet ordre a été exécuté, seront, pour ce seul fait, condamnés à un emprisonnement de 6 mois à 2 ans, et à une amende de 16 fr. à 200 fr. »

Art. 350. — « La peine portée au précédent article sera de 2 ans à 5 ans, et l'amende de 50 fr. à 400 fr., contre les tuteurs ou tutrices, instituteurs ou institutrices de l'enfant exposé et délaissé par eux ou par leur ordre. »

Art. 351. — « Si, par suite de l'exposition et du délaissement prévus par les articles 349 et 350, l'enfant est demeuré mutilé ou estropié, l'action sera considérée comme blessures volontaires à lui faites par la personne qui l'a exposé et délaissé; et si la mort s'en est suivie, l'action sera considérée comme meurtre : au premier cas, les coupables subiront la peine applicable aux blessures volontaires; et, au second cas, celle du meurtre. »

Art. 352. — « Ceux qui auront exposé et délaissé en un lieu non solitaire un enfant au-dessous de l'âge de 7 ans accomplis seront punis d'un emprisonnement de 3 mois à 1 an, et d'une amende de 16 fr. à 100 fr. »

Art. 353. — « Le délit prévu par le précédent article sera puni d'un emprisonnement de 6 mois à 2 ans, et d'une amende de 25 fr. à 200 fr., s'il a été commis par les tuteurs ou tutrices, instituteurs ou institutrices de l'enfant. »

ENFANTS (TRAVAIL DES) DANS LES MANUFACTURES. — Voy. TRAVAIL DES ENFANTS DANS LES MANUFACTURES.

ENFANTS TROUVÉS. — 1. — Toute personne qui trouve un enfant nouveau-né est tenue de le remettre à l'Officier de l'état civil, ainsi que les vêtements et autres effets trouvés avec l'enfant, et de déclarer toutes les circonstances du temps et du lieu où il a été trouvé. — Il en est dressé

un *procès-verbal* détaillé, qui énonce, en outre, l'âge apparent de l'enfant, son sexe, les noms qui lui sont donnés, l'autorité civile à laquelle il est remis. Ce *procès-verbal* est *inscrit sur les registres*. (Cod. civ., art. 58.)

L'obligation ci-dessus a pour sanction un *emprisonnement* de 6 jours à 6 mois et une *amende* de 16 fr. à 300 fr. (Cod. pén. art. 347.)

2. — Les enfants trouvés recueillis dans les hospices sont sous la *tutelle des Commissions administratives* de ces établissements, et y demeurent jusqu'à leur majorité ou leur émancipation par mariage ou autrement.

ENGAGEMENT VOLONTAIRE. — Acte par lequel un individu prend volontairement du service dans l'armée. — Voy. SERVICE MILITAIRE, IV.

ENGRAIS. — Matière servant à féconder les terres.

1. — Les engrais placés dans un fonds par le propriétaire, pour l'exploitation de son domaine, sont *immeubles par destination*. (Cod. civ. art. 524.) — Voy. BIENS.

2. — Le fermier sortant doit laisser les engrais de l'année, s'il les a reçus lors de son entrée en jouissance; et quand même il ne les aurait pas reçus, le propriétaire peut les retenir en en payant le prix suivant l'estimation. (Cod. civ. art. 1778.)

3. — Les dépôts de matières provenant de la vidange des latrines ou des animaux, et destinés à servir d'engrais, sont rangés dans la première classe des *Etablissements insalubres* et doivent être autorisés.

4. — L'enlèvement non autorisé des engrais existant sur le sol des forêts (*feuilles mortes, fumiers des bestiaux conduits au pâturage, etc.*) est puni d'amendes ainsi fixées: par charretée ou tombereau, de 10 fr. à 30 fr. pour chaque bête attelée; — par chaque charge de bête de somme, de 5 fr. à 15 fr.; — par chaque charge d'homme, de 2 fr. à 6 fr. (Cod. for. art. 144.)

5. — Une loi du 27 juillet 1867, destinée à réprimer les *fraudes dans la vente des engrais*, punit d'un em-

prisonnement de 3 mois à un an et d'une amende de 50 fr. à 2,000 fr. :

1° Ceux qui, en vendant ou mettant en vente des engrais ou amendements, auraient *trompé* ou *tenté de tromper* l'acheteur, soit sur leur *nature*, leur *composition* ou le *dosage* des éléments qu'ils contiennent, soit sur leur *provenance*, soit en les désignant sous un nom qui, d'après l'usage, est donné à d'autres substances fertilisantes; — 2° ceux qui, sans avoir prévenu l'acheteur, auraient *vendu* ou *tenté de vendre* des engrais ou amendements qu'ils savaient être *falsifiés, altérés* ou *avariés*; — le tout, sans préjudice de l'application de l'article 1^{er} § 3 de la loi du 27 mars 1851, en cas de *tromperie* sur la quantité de la marchandise. — Voy. TROMPERIE SUR LA MARCHANDISE.

— La peine peut être portée au *double du maximum*, s'il y a *récidive* commise dans les 5 ans qui ont suivi la condamnation.

— Les tribunaux ont la faculté d'ordonner que les *jugements* soient *publiés et affichés*, par extraits ou intégralement, aux frais des condamnés.

ENLÈVEMENT DE MINEURS. — Crime prévu et puni par les articles ci-après du Code pénal :

Art. 354. — « Quiconque aura, par *fraude* ou *violence*, enlevé ou fait enlever des mineurs, ou les aura entraînés, détournés ou déplacés, ou les aura fait entraîner, détourner ou déplacer des lieux où ils étaient mis par ceux à l'autorité ou à la direction desquels ils étaient soumis ou confiés, subira la peine de la *réclusion*. »

Art. 355. — « Si la personne ainsi enlevée ou détournée est une *fillette* au-dessous de 16 ans accomplis, la peine sera celle des *travaux forcés à temps*. »

Art. 356. — « Quand la fille au-dessous de 16 ans aurait *consenti* à son enlèvement ou suivi *volontairement* le ravisseur, si celui-ci était *majeur* de 21 ans ou au-dessus, il sera condamné aux *travaux forcés à temps*. »

— Le législateur suppose que le consentement a été surpris à l'inexpérience de la jeune fille. — « Si le ravisseur n'avait pas encore 21 ans, il sera puni d'un emprisonnement de 2 à 5 ans. »

Art. 357. — « Dans le cas où le ravisseur aurait épousé la fille qu'il a enlevée, il ne pourra être poursuivi que sur la plainte des personnes qui, d'après le Code civil, ont le droit de demander la nullité du mariage, ni condamné qu'après que la nullité du mariage aura été prononcée. » — La loi ne devait plus, en effet, se montrer sévère du moment que la personne enlevée et sa famille gardent le silence.

ENQUÊTE. — Du latin *inquirere*, s'informer. — Voie d'instruction d'une affaire à l'aide de témoignages : en *matière criminelle*, elle prend le nom d'*information*.

1. — Les enquêtes en *matière civile* ont été réglées avec soin par le Code de procédure : les articles 34 à 40 s'occupent des enquêtes en *justice de paix*; les articles 242 à 294 sont consacrés aux enquêtes en *matière ordinaire*; les articles 407 à 413 contiennent quelques dispositions relatives aux enquêtes en *matière sommaire*; enfin l'article 432 a pour objet les enquêtes devant les *tribunaux de commerce*.

2. — Les enquêtes doivent toujours être ordonnées par un jugement, soit d'office, soit sur la demande des parties. Le jugement qui prescrit une enquête contient la désignation précise des *faits à prouver* et la nomination d'un Juge-Commissaire devant qui elle se fera.

3. — Toutes les fois qu'une partie a été autorisée à faire entendre des témoins sur certains faits, l'autre partie est, de droit, admise à faire la *preuve contraire*. C'est ce qu'on appelle la *contre-enquête*.

4. — Il n'y a jamais lieu à enquête que dans les affaires où la loi admet la preuve par témoins. — Voy. PREUVE TESTIMONIALE.

5. — Voy. TÉMOIN.

ENQUÊTE DE COMMODO ET INCOMMODO. — Enquête administrative ayant pour objet de constater, d'après l'opinion publique, les avantages ou les inconvénients d'un projet. — Elle est confiée à un fonctionnaire délégué par le Préfet ou le Sous-Préfet, et doit être annoncée 8 jours d'avance.

ENREGISTREMENT. — (Lois 23 frimaire an VII (12 décembre 1798); 28 avril 1816, 16 juin 1824, 21 avril 1832, 20 février 1849, 15 mai 1850, 7 août 1850, 22 juin 1854, 5 mai 1855; déc. 29 septembre 1855; lois 6 juin 1857, 23 juin 1857, 11 juin 1859, 28 juin 1861, 23 août 1871, 26 février 1872.)

1. — Le droit d'enregistrement est un impôt perçu au profit du Trésor public sur les mutations de propriété et sur les actes, à raison de l'enregistrement qui se fait des uns et des autres, et dont l'objet est d'assurer leur existence en constatant leur date.

— La loi du 22 frimaire an VII (12 décembre 1798), qui a abrogé toutes les dispositions antérieures, régit encore aujourd'hui la matière, malgré quelques modifications qu'elle a reçues depuis, quant aux tarifs.

Dans l'économie de cette loi, la formalité de l'enregistrement a deux objets bien marqués : un service public dans l'intérêt des contractants, des tiers, de la Société en général; une constitution d'impôt dans l'intérêt de l'Etat.

A ce dernier point de vue, on comprend que, parmi les stipulations auxquelles donnent lieu les transactions civiles ou commerciales, un très-petit nombre doit échapper à la loi fiscale. Il n'y a, en effet, d'exception que pour les actes de la catégorie de ceux formellement exemptés par la loi du 22 frimaire an VII (tit. XI).

2. — Les droits d'enregistrement sont fixes ou proportionnels, suivant la nature des actes ou mutations qui y sont assujettis.

Le droit fixe s'applique aux actes soit civils, soit judiciaires, ou extraju-

judiciaires, qui ne contiennent ni obligation, ni libération, ni condamnation, ni collocation ou liquidation de sommes et valeurs, ni transmission de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles ou immeubles. Il y a deux catégories de droits fixes, la première portant sur les actes *dénommés* dans la loi, la seconde sur les actes *innommés*. Les premiers seulement sont soumis à une classification dans laquelle le droit fixe varie suivant l'importance des actes. Quant aux actes *innommés*, c'est-à-dire non prévus par la loi fiscale, ils sont invariablement soumis au droit fixe de 1 franc.

Par leur nature même, les *droits proportionnels* sont bien plus importants que les droits fixes. Ils ne sont pas seulement, comme ces derniers, le salaire de la formalité; ils sont de plus une contribution assise sur les valeurs : c'est cette contribution qui, à vrai dire, constitue l'impôt de l'enregistrement.

— De même que les droits fixes, les droits proportionnels varient suivant la diversité des actes ou des mutations auxquels ils s'appliquent. Mais ils se distinguent profondément des droits fixes, en ce que, tandis que ceux-ci demeurent invariables, quelle que soit la valeur de l'objet imposé, eux, au contraire, varient et s'élèvent en raison de cette valeur, car ils sont établis dans la proportion d'une somme quelconque à 100 fr., de telle façon que le contribuable doit payer autant de fois cette somme que l'objet imposé vaut de fois 100 francs. C'est en ce sens que le droit est proportionnel.

Ce droit est établi pour les *obligations, libérations, condamnations, collocations ou liquidations de sommes et valeurs, et pour toute transmission de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles ou immeubles, soit entre-vifs, soit par décès.*

— La perception du droit proportionnel suit les sommes et valeurs de 20 fr. en 20 fr., inclusivement, et sans fraction. Il ne peut être perçu moins de 25 centimes pour l'enregis-

trement des actes et mutations dont les sommes et valeurs ne produiraient pas 25 centimes de droit proportionnel.

3. — *Délais pour l'enregistrement des actes et déclarations.* — Dans la rigueur des principes, le droit à percevoir sur les actes et mutations est acquis au Trésor à l'instant même où il est ouvert : le contribuable est aussitôt débiteur, mais la loi, dans l'intérêt calculé des parties et du fisc, a permis que cette obligation fût différée dans son exécution : elle a accordé des *délais* pour soumettre les actes à la formalité ou pour faire les déclarations. Ces délais, qui sont déterminés par les articles 20 et suivants de la loi du 22 frimaire an vii, varient suivant la nature des actes et la qualité des officiers publics de qui ces actes émanent.

L'article 20, ayant pour objet l'enregistrement des actes publics, fixe 4 délais différents, qui varient de 4 à 20 jours, savoir :

4 jours, pour les actes des *Huissiers* et autres ayant pouvoir de faire des exploits et procès-verbaux (c'est-à-dire *Commissaires-priseurs, Commissaires de police, Prud'hommes, Gardes forestiers, Piqueurs des ponts-et-chaussées*, etc.);

10 jours, pour les actes des *Notaires résidant dans la Commune* où le bureau d'enregistrement est établi;

15 jours, pour ceux des *Notaires* qui n'y résident pas;

20 jours, pour les actes judiciaires soumis à l'enregistrement sur les minutes* et pour ceux dont il ne reste pas de minute au greffe, ou qui se délivrent en brevet; — pour les actes des Administrations centrales et municipales assujettis à la formalité de l'enregistrement. (On range dans cette catégorie tous les actes administratifs qui ne sont pas exempts de l'enregistrement, soit qu'ils doivent être enregistrés en *débet*, soit qu'ils doivent supporter le droit en recevant la formalité). L'exemption du droit désignée sous le nom d'enregistrement en *débet* est toute provisoire; elle consiste en un simple

sursis : c'est ce qu'exprime l'article 70, § 1, de la loi du 22 frimaire an vi qui, après avoir donné la nomenclature des actes à enregistrer en débet, ajoute : « Il y aura lieu de suivre la rentrée des droits d'enregistrement de ces actes, procès-verbaux et jugements, contre les parties condamnées, d'après les extraits des jugements qui seront fournis aux préposés de la régie par les greffiers. »

— Les testaments déposés chez les Notaires ou par eux reçus doivent être enregistrés dans les 3 mois du décès des testateurs, à la diligence des héritiers, donataires, légataires ou exécuteurs testamentaires.

— Relativement aux actes sous seing privé, la loi de frimaire distingue (art. 22) entre ceux qui sont translatifs d'immeubles en propriété ou en jouissance, et ceux qui ont un tout autre objet. Les actes de la première catégorie (dans laquelle rentrent les baux à ferme ou à loyer, sous-baux, cessions et subrogations de baux, et les engagements, aussi sous signature privée, de biens de même nature), doivent être enregistrés dans les 3 mois de leur date, sous peine du double droit.

— Il n'y a point de délai de rigueur pour l'enregistrement de tous autres actes que ceux mentionnés dans l'article 22 de la loi de frimaire; mais il n'en peut être fait usage, soit par acte public, soit en justice, soit devant toute autre Autorité constituée, qu'ils n'aient été préalablement enregistrés.

4. — L'Administration de l'Enregistrement, à la tête de laquelle est placé un Directeur, dépend du ministère des Finances. Il y a dans chaque arrondissement, et dans les cantons importants, un Receveur chargé de l'enregistrement et des recouvrements.

5. — Le produit des droits d'enregistrement est évalué, au budget de 1872, à la somme de 409,399,000 fr.

ENSEIGNE. — Désignation matérielle et extérieure d'un établissement commercial ou industriel au moyen

d'une inscription, d'un tableau ou d'un signe quelconque.

1. — Tout commerçant ou industriel peut désigner son établissement par telle enseigne, c'est-à-dire par tel signe extérieur qu'il lui plaît de choisir, pourvu que cette enseigne n'appartienne pas déjà à d'autres dans la même localité. L'enseigne qui sert ainsi à distinguer une maison constitue une véritable propriété que le droit commun protège contre les usurpateurs.

2. — L'enseigne forme l'accessoire du fonds de commerce et est transmise avec lui. Celui qui vendrait un fonds, sans restriction, ne pourrait, par conséquent, s'il venait à ouvrir un établissement semblable, prendre la même enseigne, ou une enseigne analogue et capable de causer méprise.

3. — Il peut y avoir usurpation d'enseigne lorsque, malgré sa dissimilitude, la nouvelle enseigne est formulée de manière à établir une confusion entre les deux maisons rivales. C'est ainsi qu'il a été jugé que l'enseigne Aux Pauvres Diables constituée de la part d'un commerçant une usurpation de la propriété de l'enseigne Au Pauvre Diable adoptée par un autre commerçant, nonobstant la différence grammaticale introduite dans l'intitulé de la première.

Il a été pareillement décidé qu'il y a usurpation de l'enseigne Au Rocher de Cancale dans celle Au Rocher du Cantal, prise par un restaurateur demeurant dans le voisinage de la première maison.

ENSEIGNEMENT. — Voy. INSTRUCTION PUBLIQUE.

ENTÉRINEMENT. — Du latin *barbare integrare*, dérivé de *integer*, entier, *Entériner* signifie rendre entier, donner à quelque chose son entier effet.

— On appelle *entérinement* une sorte d'enregistrement, faite par les Cours d'appel, des lettres de grâce ou de commutation de peine accordées à un condamné. L'entérinement se fait en audience solennelle, en présence du gracié, qui se tient debout, entre la force armée, mais libre et sans fers.

— Le mot *entérinement* se trouve employé par le Code de procédure civile, comme synonyme d'*admission*, dans l'art. 501, et comme synonyme d'*homologation*, d'*approbation*, dans les art. 971 et 987.

Art. 501. — « ... Lorsque la *requête civile* (voy. ces mots) aura été *entérinée* pour raison de contrariété de jugements, le jugement qui *entérinera* la requête civile ordonnera que le premier jugement sera exécuté selon sa forme et teneur. »

Art. 971. — « ... Les rapports d'experts (en matière de partage de succession) présenteront sommairement les bases de l'estimation, sans entrer dans le détail descriptif des biens à partager ou à liciter. — Le poursuivant demandera l'*entérinement* du rapport par un simple acte de conclusion d'avoué à avoué. »

Art. 987. — « S'il y a lieu de vendre des immeubles dépendant de la succession, l'héritier bénéficiaire présentera au Président du Tribunal de première instance du lieu de l'ouverture de la succession une requête dans laquelle ces immeubles seront désignés sommairement.

« Cette requête sera communiquée au Ministère public : sur ses conclusions et le rapport du juge nommé à cet effet, il sera rendu jugement qui autorisera la vente et fixera la mise à prix, ou qui ordonnera préalablement que les immeubles seront vus et estimés par un expert nommé d'office. — Dans ce dernier cas, le rapport de l'expert sera *entériné* sur requête par le tribunal... »

ENTRÉE. (DROIT D') — Voy. BOISSONS, § II.

ENTREPOT. — Lien public ou particulier où les commerçants ont la faculté de déposer des marchandises pour les réexporter en franchise ou pour s'acquitter les droits auxquels elles sont assujetties qu'au moment de leur mise en consommation en France. — Voy. BOISSONS, § 2, 3 et 4; — DOUANES, 8.

ENTREPRENEUR. — Se dit de

l'individu qui se charge de faire quelque bâtiment ou quelque espèce d'ouvrage que ce soit.

1. — L'entrepreneur est responsable, pendant 10 ans, de la perte de l'édifice construit à prix fait. (Cod. civ. art. 1792.) — Voy. LOUAGE, sect. II, III, 2.

2. — Lorsqu'un entrepreneur s'est chargé de la construction à forfait d'un bâtiment, d'après un plan convenu avec le propriétaire, il ne peut, sous aucun prétexte, demander une augmentation de prix. (Cod. civ. art. 1793.) — Voy. LOUAGE, id., 3.

3. — Le contrat de louage d'ouvrage est dissous par la mort de l'entrepreneur. (Cod. civ. art. 1795.) — Voy. LOUAGE, id., 4.

4. — Les entrepreneurs sont privilégiés pour la plus-value résultant des travaux qu'ils ont faits. (Cod. civ. art. 2103, n° 4.) — Voy. PRIVILÈGE, II.

ENVOI EN POSSESSION. — Autorisation en vertu de laquelle les héritiers présomptifs d'un individu déclaré absent, ou les successeurs irréguliers (*enfants naturels, conjoint survivant, Etat*) sont mis en possession des biens qui leur sont dévolus.

— Pour ce qui concerne l'envoi en possession des biens d'un absent (Cod. civ. art. 120 et suiv.), voy. ABSENCE-ABSENT, II et III.

— Pour ce qui regarde l'envoi en possession des successeurs irréguliers (Cod. civ. art. 724), voy. SUCCESSIONS, II, § 4.

ÉPARGNE. (CAISSE D') — Voy. CAISSE D'ÉPARGNE.

ÉPIZOOTIES. — (Ord. roy. 27 janv. 1815; Cod. pén. art. 459, 460, 461; loi 30 juin 1866.)

Du grec, *épi*, sur; *zoon*, animal. — On appelle *épizootie*, une maladie contagieuse qui attaque les animaux. — Les épizooties sont pour les animaux ce que les épidémies sont pour les hommes.

1. — Tout propriétaire ou détenteur de bêtes à cornes, qui a une ou plusieurs bêtes malades ou suspectes, est obligé, sous peine de 500 francs

d'ameude, d'en avertir immédiatement le Maire de la Commune qui les fait visiter par un expert.

Les bêtes malades doivent être tenues dans des lieux renfermés, et défense est faite de les conduire dans les pâturages ni aux abreuvoirs communs, sous peine de 100 francs d'ameude.

2. — Lorsqu'une épizootie éclate, le Maire fait marquer toutes les bêtes à cornes de sa Commune avec un fer chaud représentant la lettre M. Il est interdit de vendre ou d'acheter des bêtes ainsi marquées, sous peine d'une amende de 500 francs; celles qui seraient rencontrées sur les chemins, dans les foires, sur les marchés, sont abattues en présence du Juge de paix.

Dès que l'épizootie a cessé, les animaux reçoivent une contre-marque, afin qu'ils puissent aller et être vendus partout.

3. — Les bêtes mortes de contagion doivent être *enfouies*, à cent mètres de toute habitation et à une profondeur de un mètre soixante-cinq centimètres. Défense est faite de les jeter dans les bois, dans les rivières, ou de les enterrer dans les étables, cours et jardins, à peine de 300 francs d'ameude et de tous dommages-intérêts.

4. — Indépendamment de ces dispositions applicables en temps d'épizootie, le Code pénal en renferme d'autres applicables en temps ordinaire : Tout détenteur ou gardien d'animaux ou de bestiaux soupçonnés d'être infectés de maladie contagieuse, qui n'a pas averti sur-le-champ le Maire de la Commune où ils se trouvent, et qui, même avant que le Maire ait répondu à l'avertissement, ne les a pas tenus renfermés, est puni d'un emprisonnement de 6 jours à 2 mois, et d'une amende de 16 fr. à 200 fr. — Sont passibles d'une amende de 100 fr. à 500 fr., et d'un emprisonnement de 2 mois à 6 mois, ceux qui, au mépris des défenses de l'Administration, ont laissé leurs animaux ou bestiaux infectés communiquer avec d'autres.

Si de cette communication il est résulté une contagion parmi les autres animaux, ceux qui ont contrevenu aux défenses de l'Autorité administrative sont punis d'un emprisonnement de 2 ans à 5 ans, et d'une amende de 100 fr. à 1,000 fr., sans préjudice de l'exécution des lois et règlements relatifs aux maladies épizootiques, et de l'application des peines qui y sont portées.

5. — Une loi du 30 juin 1866 a fixé les indemnités allouées pour tous les animaux dont l'Autorité publique ordonne l'abattage, par suite du typhus contagieux des bêtes à cornes, aux trois quarts de la valeur de ces animaux.

ÉPOUX. — Voy. CONJOINT.

ÉQUIPEMENT. — 1. — Les frais ordinaires d'équipement ne doivent pas être rapportés à la masse de la succession par l'héritier en faveur duquel ils ont été faits. (Cod. civ. art. 852.) — Voy. SUCCESSIONS, IV.

2. — Les équipements des militaires sont insaisissables (Cod. proc. civ. art. 592), si ce n'est pour les créances énumérées dans l'art. 593 du même Code. — Voy. SAISIE-EXÉCUTION.

3. — Voy. ACHAT D'EFFETS MILITAIRES.

ERREUR. — 1. — L'erreur sur la personne rend le mariage annulable. (Cod. civ. art. 180, 181.) — Voy. MARIAGE, IV.

2. — L'erreur n'est une cause de nullité de la convention, que lorsqu'elle tombe sur la substance même de la chose qui en est l'objet, si, par exemple, croyant acheter une montre d'or, on m'en vend une en cuivre doré.

Elle n'est point une cause de nullité lorsqu'elle ne tombe que sur la personne avec laquelle on a intention de contracter, à moins que la considération de cette personne ne soit la cause principale de la convention. Si, par exemple, croyant m'adresser à un grand artiste, j'ai commandé un tableau à un peintre médiocre portant le même nom, l'erreur dans la

quelle je suis tombé vicie le contrat; je ne serai pas forcé de payer les 30,000 fr. que j'avais promis pour le tableau; mais, comme je suis en faute pour n'avoir pas pris des renseignements suffisants, je devrai payer, à dire d'experts, le tableau fait par le peintre auquel je l'ai commandé.

3. — La convention contractée par erreur n'est point nulle de plein droit : elle donne seulement lieu à une action en nullité ou en rescision, qui dure dix ans à partir du jour où l'erreur a été découverte. (Cod. civ. art. 1109, 1110, 1117, 1304.)

ESCALADE. — Du latin *scala*, échelle.

Circonstance aggravante du vol, et qui entraîne la peine des travaux forcés à temps.

— Est qualifiée *escalade*, toute entrée dans les maisons, bâtiments, cours, basses-cours, édifices quelconques, jardins, parcs et enclos, exécutée par-dessus les murs, portes, toiture ou toute autre clôture. — L'entrée par une ouverture souterraine, autre que celle qui a été établie pour servir d'entrée, est une circonstance de même gravité que l'escalade. (Cod. pén. art. 384, 397.)

ESCOMPTE. — Opération qui consiste à fournir comptant le montant d'une créance à terme, moyennant la retenue d'une somme proportionnée aux délais à courir. Cette retenue est ce qu'on appelle *escompte*.

ESCOMPTE. (COMPTOIRS D') — Voy. COMPTOIRS D'ESCOMPTE.

ESCROQUERIE. — (Cod. pén. art. 405.) — De l'italien *scroccare*, obtenir quelques profits pour rien.

Délit dont les différentes formes et la peine sont ainsi déterminées par l'article 405 du Code pénal : « Quiconque, soit en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique, se sera

fait remettre ou délivrer, ou aura tenté de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharges, et aura, par un de ces moyens, escroqué ou tenté d'escroquer la totalité ou partie de la fortune d'autrui, sera puni d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus, et d'une amende de 50 fr. au moins et de 5,000 francs au plus. Le coupable pourra être, en outre, à compter du jour où il aura subi sa peine, *interdit*, pendant 5 ans au moins et 10 ans au plus, des droits mentionnés en l'article 42 du Code pénal, le tout sauf les peines plus graves, s'il y a un crime de faux. »

ESPION. — Individu qui fait métier d'*épier*, d'observer, pour en faire rapport. — L'espionnage a toujours été considéré avec un juste mépris.

— « Est considéré comme *espion*, et puni de mort, avec *dégradation militaire* : — 1° Tout militaire qui s'introduit dans une place de guerre, dans un poste ou établissement militaire, dans les travaux, camps, bivouacs ou cantonnements d'une armée, pour s'y procurer des documents ou renseignements dans l'intérêt de l'ennemi; — 2° Tout militaire qui procure à l'ennemi des documents ou renseignements susceptibles de nuire aux opérations de l'armée ou de compromettre la sûreté des places, postes ou autres établissements militaires; — 3° Tout militaire qui, sciemment, recèle ou fait receler les espions ou les ennemis envoyés à la découverte. » (Cod. just. mil. *Armée de terre*, art. 206.)

— Le Code de justice militaire pour l'*armée de mer* contient sur l'espionnage les dispositions suivantes :

Art. 264. — « Est considéré comme *espion* et puni de mort : 1° Tout individu au service de la marine qui procure à l'ennemi des documents ou renseignements susceptibles de nuire aux opérations maritimes ou de compromettre la sûreté des bâtiments de guerre ou de commerce, des arse-

naux et établissements de la marine; — 2° Tout individu au service de la marine qui, sciemment, recèle ou fait receler les espions ou les ennemis envoyés à la découverte; — 3° Tout individu qui s'introduit sur les bâtiments de guerre ou de convoi, dans un arsenal ou un établissement de la marine pour s'y procurer des documents ou renseignements dans l'intérêt de l'ennemi; — 4° Tout ennemi qui s'introduit déguisé, soit sur un des bâtiments ou dans un des lieux désignés au présent article, soit au milieu d'un convoi ou de plusieurs bâtiments armés ou désarmés. »

Art. 266. — « Si le coupable est marin ou militaire, la peine de mort est accompagnée de la *dégradation militaire*. »

ESSARTEMENT. — (Ord. roy. 1669, tit. 28.)

Les bois traversés par les grandes routes sont soumis à une servitude dite d'*essartement*. Afin que le chemin soit libre et sûr, les bois doivent être essartés et coupés sur 20 mètres de largeur de chaque côté de la route.

Lorsque l'essartement a été prescrit, le propriétaire qui doit l'exécuter a droit à une *indemnité* fixée, après expertise, par le Conseil de Préfecture sauf recours au Conseil d'Etat. Mais il n'y a lieu à indemnité que dans le cas où les terrains essartés seraient impropres à une culture plus productive que celle des bois, et l'indemnité ne peut dès lors être que la représentation de la différence entre le revenu des bois et celui des nouveaux produits des terrains essartés.

ESTAMPILLE. — Voy. COLPORTAGE, 2.

ESTER EN JUGEMENT. — Du latin *stare*, être debout. — Vieux terme de droit qui signifie *comparaître en justice*, soit comme demandeur, soit comme défendeur.

1. — La femme ne peut ester en jugement sans l'*autorisation de son mari*, quand même elle serait marchande publique, ou non commune, ou séparée de biens. — Si le mari refuse, l'autorisation peut être donnée

par la Justice, comme dans l'hypothèse où le mari est *interdit* ou *absent*. (Cod. civ. art. 215, 218, 222.)

2. — Les mineurs non émancipés ne peuvent ester en jugement sans l'assistance de leur Curateur. (Cod. civ. art. 482.)

3. — Les individus pourvus d'un Conseil judiciaire ont besoin, pour plaider, d'être assistés de leur Conseil. (Cod. civ. art. 513.)

ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMUNES. — (Déc. 13 octobre 1810 et 25 mars 1852, art. 2, tableau B, n° 8; déc. 31 décembre 1866; 31 janvier 1872.)

Certains établissements industriels pouvant nuire soit à la santé publique, soit à la sécurité du voisinage, on a dû soumettre leur création et leur exploitation à des restrictions et à des mesures de précaution qui varient selon le degré de leurs inconvénients. Il n'y avait pas autrefois de règlement général à cet égard, et, jusqu'en 1810, le contrôle ne s'exerçait que par les Autorités locales.

1. — Le décret du 15 octobre 1810 a divisé en trois classes les établissements réputés *dangereux, insalubres ou incommodes*, et les a soumis à une *autorisation préalable*.

La première classe comprend les établissements qui doivent être éloignés des habitations particulières, à raison de l'odeur qu'ils répandent, ou des accidents auxquels ils peuvent donner lieu.

La deuxième classe comprend les manufactures et ateliers, dont l'éloignement des habitations n'est pas rigoureusement nécessaire, mais qui néanmoins ne doivent être autorisés qu'à la condition de ne causer au voisinage ni incommodité, ni préjudice.

La troisième classe comprend les établissements qui peuvent, sans inconvénients, rester auprès des habitations, mais doivent rester soumis à la surveillance de la police.

2. — Les établissements de première classe sont autorisés par les Préfets dans les départements, et par

le Préfet de police dans le département de la Seine.

La demande est adressée au Préfet, affichée pendant un mois dans toutes les Communes, à 5 kilomètres de rayon, et soumises à une enquête de *commodo et incommodo*, à laquelle il est procédé par le Maire de la Commune où l'établissement doit être formé. S'il y a des oppositions, elles sont jugées en premier ressort par le Conseil de Préfecture, sauf recours au Conseil d'Etat.

L'autorisation peut être accordée ou refusée par le Préfet. Dans le premier cas, ceux qui ont à se plaindre de l'autorisation accordée peuvent former opposition devant le Conseil de Préfecture, qui statue sauf recours au Conseil d'Etat. Dans le deuxième cas, c'est-à-dire quand l'autorisation a été refusée, le demandeur peut se pourvoir au Conseil d'Etat contre l'arrêté de refus.

3. — Les établissements de deuxième classe sont également autorisés par les Préfets. La demande est adressée au Sous-Préfet et soumise à une enquête de *commodo et incommodo*. Les voies de recours sont les mêmes que pour les établissements de première classe.

3. — Les ateliers de troisième classe n'ont besoin que de l'autorisation des Sous-Préfets, — à Paris, du Préfet de police.

Toutes réclamations, soit de la part du demandeur en cas de refus, soit de la part des opposants en cas d'autorisation, sont portées devant le Conseil de Préfecture, sauf recours au Conseil d'Etat.

4. — Une règle commune aux trois classes d'ateliers est que la translation de l'atelier d'un lieu dans un autre, ou bien l'interruption de six mois dans les travaux, enlève également le bénéfice de l'autorisation.

Le fabricant est tenu de se conformer aux conditions qui lui ont été imposées, si non l'autorisation pourrait lui être retirée par le Préfet, sauf recours au Ministre et au Conseil d'Etat.

L'autorisation une fois accordée ne

peut être arbitrairement retirée, mais elle ne fait point obstacle au droit de police qui appartient à l'Administration dans l'intérêt public, et en vertu duquel elle aurait la faculté de supprimer les établissements de première classe. Cette suppression ne pourrait être prononcée que par un décret rendu en Conseil d'Etat, après avoir entendu la police locale, sur l'avis du Préfet, et le manufacturier ou fabricant entendu.

5. — La répartition des différents établissements dans chacune des trois classes n'est pas définitive, et le Gouvernement la modifie de temps à autre. On conçoit, en effet, que telle industrie dangereuse qui avait été primitivement rangée dans la première catégorie puisse plus tard redescendre dans la seconde ou la troisième, par suite de la création ou du perfectionnement d'un procédé de fabrication.

Comme des établissements nouveaux, non encore classés, peuvent être plus ou moins dangereux, les Préfets ont le droit d'en empêcher temporairement la formation, ou d'autoriser provisoirement, en suivant les formalités prescrites par la loi, ceux qui ne sont pas assez dangereux pour être rangés ultérieurement dans la première catégorie.

6. — L'autorisation administrative est toujours accordée sous la réserve des droits des tiers, à raison du préjudice qu'ils peuvent éprouver. La question de savoir s'il y a lieu à des dommages-intérêts est une question de fait à résoudre d'après les circonstances. En règle générale, une indemnité est due toutes les fois que le dommage souffert par le propriétaire voisin dépasse les limites de ce qu'imposent les relations de bon voisinage. Toute action à cet effet est portée devant le tribunal civil.

7. — La division en trois classes des établissements réputés dangereux, insalubres ou incommodes, a fait l'objet d'un décret du 31 décembre 1866 auquel est annexé un tableau par ordre alphabétique. Une nomenclature supplémentaire a été

publiée à la date du 31 janvier 1872.

ÉTANGS. — Voy. EAUX, sect. II, III.

ÉTAT. — Ce mot est synonyme de *Nation*; il sert aussi à désigner le *Gouvernement*, c'est-à-dire l'ensemble des pouvoirs et des droits d'une société d'hommes, d'un peuple.

1. — La mission principale de l'Etat consiste à garantir aux membres de la Société le libre et paisible développement de leurs facultés individuelles dans les limites déterminées par les lois générales. En France, malheureusement, au lieu de se borner à demander à l'Etat la sécurité, toute la sécurité possible, et pour ainsi dire rien que la sécurité, on est toujours porté à attendre tout de l'Etat, à tout lui demander. Les excès de la centralisation et les envahissements de la bureaucratie ont, comme le dit très-justement M. Le Play, dans son beau livre : *la Réforme sociale en France*, « perverti les esprits en les habituant à croire que l'Etat a qualité pour se charger de toutes les fonctions qui, chez les peuples libres et prospères, appartiennent exclusivement aux individus et aux familles. » — On ne saurait trop réagir contre ces déplorables tendances qui nous conduiraient au socialisme.

J.-B. Say s'élevait avec raison contre la fausseté de toutes ces images qui assimilent le chef de l'Etat au chef de la famille, et qui comparent les peuples à des troupeaux dont les Rois sont les pasteurs. « ... Dans la vie sociale, » disait-il, le 2 décembre 1820, à l'ouverture de son cours d'économie industrielle au Conservatoire des Arts et Métiers, « par la nature même des choses, l'impulsion ne réside point dans le Gouvernement (il serait injuste de la lui demander), mais dans la Nation. Ce sont les hommes dont elle se compose qui sont chargés de se tirer d'affaire. C'est là qu'est la pensée, c'est là qu'est l'action qui fait subsister la Société. C'est un emblème trompeur que celui qui représente l'Etat comme

une famille dont le chef de l'Administration est le père. Ces deux choses sont entièrement différentes. Dans la famille, c'est du père que viennent tous les moyens de subsistance; c'est dans sa tête que germent toutes les pensées utiles; c'est lui qui procure les capitaux nécessaires pour entreprendre l'ouvrage; c'est lui qui travaille et dirige le travail de ses enfants; c'est lui qui pourvoit à leur éducation et à leur établissement.

« Dans l'Etat, c'est tout le contraire : les conceptions qui procurent l'entretien du corps social, les capitaux, l'exécution des entreprises, se trouvent chez les gouvernés. C'est là que l'on étudie les lois de la nature, bases de tous les travaux humains, que l'on pratique les arts qui nous font vivre et d'où naissent les revenus de tous les membres de l'Etat, depuis les plus humbles jusqu'aux plus éminents. La nature a créé la supériorité du père sur les enfants. C'est elle qui a voulu qu'il fût, dans leur enfance, le plus fort, ensuite le plus expérimenté. Loin de là, dans la société civile, non-seulement la force morale, mais la force physique est du côté de ceux qu'on a nommés, non sans quelque niaiserie, des enfants; car plusieurs millions d'hommes, endurcis à la fatigue, sont plus forts que quelques centaines seulement qui les gouvernent.

« Ce n'est pas un tableau plus fidèle que celui qui représente les citoyens comme des brebis, et ceux d'entre eux qui sont chargés de veiller sur les intérêts communs, comme des Pasteurs. Un tel langage n'est propre qu'à rabaisser la dignité de l'homme à l'importance des brebis. Ces bergeries politiques ne conviennent plus à un siècle parvenu à sa maturité. »

— De nos jours, de nombreux publicistes ont aussi élevé la voix contre les dangers de cette absorption de l'individu par l'Etat. L'un d'eux, M. Charles Dollfus, dans un vigoureux écrit intitulé : *Liberté et Centralisation*, s'exprime ainsi (page 64) :

« On a, chez nous, confondu sans cesse l'Etat avec la Société. L'Etat

n'est chargé ni de représenter, ni de diriger le mouvement social; mais seulement de contenir ce mouvement dans les bornes de la justice. L'Etat est la sentinelle, non le chef de la Société. Il a mission de veiller à ce que l'ordre, c'est-à-dire la liberté, ne souffre point d'atteinte. A cet effet, on l'a armé d'une force publique et judiciaire capable de garantir les droits individuels contre toute infraction qui viendrait du dehors ou du dedans. L'armée et les tribunaux, ces deux bras du Pouvoir, n'ont qu'un même objet : maintenir l'ordre au profit de la liberté. Ils doivent restituer en sécurité à la liberté individuelle ce qu'elle leur a payé de sa substance sous la forme de l'impôt.»

2. — Considéré comme *personne morale*, l'Etat a des biens. — Voy. DOMAINE DE L'ÉTAT.

3. — Voy. CRÉANCES SUR L'ÉTAT.

4. — A défaut d'héritiers légitimes, d'enfants naturels et de conjoint, les *successions* sont dévolues à l'Etat. (Cod. civ. art. 768.) — Voy. SUCCESSIONS, II, § 4.

ÉTAT CIVIL. — (Cod. civ. art. 34-101; Cod. pén. 345-347.)

C'est la situation légale des individus dans la Société. Les principaux événements qui constituent l'état civil d'une personne, la naissance, le mariage, le décès, etc., sont constatés dans des procès-verbaux ou écrits qu'on nomme *actes de l'Etat civil*. — Voy. ACTES DE L'ÉTAT CIVIL.

Le Code pénal (art. 345-346) prévoit et punit les divers crimes ou délits tendant à empêcher ou à détruire la preuve de l'état civil d'un enfant. — Voy. ENFANT, 4.

ÉTAT. (CONSEIL D') — Voy. CONSEIL D'ÉTAT.

ÉTAT DE LIEUX. — Description par écrit des parties dont se compose la distribution intérieure d'une maison ou d'un appartement, et de l'état actuel, au moment du bail, des portes, fenêtres, armoires, et autres accessoires.

Lorsqu'il a été fait un état des lieux entre le bailleur et le preneur, celui-

ci doit rendre la chose telle qu'il l'a reçue, suivant cet état, excepté ce qui a péri ou a été dégradé par vétusté ou force majeure. — S'il n'a pas été fait d'état des lieux, le preneur est présumé les avoir reçus en bon état de réparations locatives, et doit les rendre tels, sauf la preuve contraire. (Cod. civ. art. 1730, 1731.)

ÉTAT DE SIÈGE. — (Loi 9 août 1849.)

C'est une mesure de sûreté publique qui a pour effet de suspendre momentanément l'empire des lois ordinaires et de remettre tout pouvoir à l'Autorité militaire.

1. — Le droit de déclarer l'état de siège dans un ou plusieurs départements appartient aujourd'hui à l'Assemblée nationale.

2. — Les conséquences de l'état de siège sont les suivantes : les tribunaux militaires peuvent être saisis de la connaissance des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat, contre la Constitution, l'ordre et la paix publique, quelle que soit la qualité des coupables. L'Autorité militaire a le droit : 1° de faire des perquisitions, de jour et de nuit, dans le domicile des citoyens; — 2° d'éloigner les repris de justice et les individus qui n'ont pas leur domicile dans les lieux soumis à l'état de siège; — 3° d'ordonner la remise des armes et munitions, et de procéder à leur recherche et à leur enlèvement; — 4° d'interdire les publications et les réunions qu'elle juge de nature à exciter ou à entretenir le désordre.

ÉTAT-MAJOR. (ÉCOLE D'APPLICATION D') — Voy. ÉCOLE D'APPLICATION D'ÉTAT-MAJOR.

ÉTRANGER. — (Cod. civ. art. 11-16; loi 3 décembre 1849; déc. 30 janvier 1852; loi 23 mai 1867.)

1. — L'étranger n'a, en France, ni la jouissance des droits politiques, ni celle des droits civiques, ce qui l'empêche, par conséquent, d'être électeur ou éligible, et l'exclut de toutes fonctions publiques. — Il n'en est pas de même des droits civils, et, sous ce rapport, il faut distin-

guer si l'étranger a été ou non autorisé par le Gouvernement à établir son domicile en France. S'il a obtenu cette autorisation, il jouit de tous les droits civils, comme un Français, tant qu'il continue à résider en France. — S'il n'a pas été autorisé à fixer son domicile en France, il jouit des droits civils autres que ceux qui lui sont expressément refusés par la loi; ainsi il peut être propriétaire d'immeubles, acquérir ou transmettre par donation ou testament; il peut se marier en France, être tuteur, etc.; mais voici en quoi sa situation diffère de celle du Français: s'il veut introduire une action en justice contre un Français, il doit fournir une caution dite *judicatum solvi*, garantissant le paiement des frais du procès et de tous dommages-intérêts, pour le cas où sa demande serait rejetée et causerait un préjudice à son adversaire; — il peut être traduit devant la justice française même pour une obligation contractée à l'étranger: c'est là une dérogation au principe que le défendeur doit être assigné devant le tribunal de son domicile; — il ne peut servir de témoin dans un acte public.

2. — L'étranger est soumis aux lois de police et de sûreté, car elles sont applicables à tous ceux qui habitent le territoire français; mais son état et sa capacité sont régis par la loi du pays auquel il appartient. — Voy. STATUT PERSONNEL.

3. — L'autorisation accordée à l'étranger d'établir son domicile en France peut être révoquée. L'Administration a même le droit, dans un intérêt de police et d'ordre public, d'expulser l'étranger quand bon lui semble. Si l'étranger expulsé rentre en France sans la permission du Gouvernement, il est passible d'un emprisonnement d'un mois à six mois, et, à l'expiration de sa peine, il est reconduit à la frontière.

4. — L'étranger peut devenir Français par la naturalisation. — Voy. NATURALISATION.

5. — L'étrangère qui épouse un

Français suit la condition de son mari.

ÉVASION. — (Cod. pén. art. 237-248; loi 30 mai 1854, art. 7.)

C'est le fait d'un détenu qui s'échappe des mains des agents de la force publique ou du lieu où il était légalement enfermé.

1. — Le désir de la liberté est si naturel à l'homme que la loi ne frappe d'aucune peine celui qui, trouvant ouverte la porte de sa prison, en franchit le seuil. *Le délit ne commence à son égard que lorsqu'il a employé des moyens criminels, tels que le bris de prison ou la violence.* — Quant à ceux qui étaient préposés à sa garde, il en est différemment, et la simple évasion du détenu constitue ses gardiens en délit. Ils sont plus ou moins gravement punis suivant qu'il y a en de leur part connivence ou seulement négligence. La gravité de la peine est aussi mesurée d'après celle du crime ou du délit pour lequel la détention avait eu lieu. Il est certain, en effet, que l'évasion d'un individu enferme pour une simple rixe ne répand point dans la société le même degré d'alarme que l'évasion d'un assassin.

2. — La loi punit également ceux qui donnent asile aux criminels et leur procurent ainsi le moyen d'échapper aux recherches de la Justice, ou, s'ils ont été condamnés, de se soustraire à leur châtiment. Elle fait, toutefois, une exception en faveur des proches parents dont l'affection naturelle est, à ses yeux, une cause d'excuse.

3. — Après ce résumé de la matière, nous nous bornerons à reproduire les dispositions du Code pénal qui s'y rattachent :

Art. 237. — « Toutes les fois qu'une évasion de détenus aura lieu, les huissiers, les commandants en chef ou en sous-ordre, soit de la gendarmerie, soit de la force armée, servant d'escorte ou garnissant les postes, les concierges, gardiens, geôliers, et tous autres préposés à la conduite, au transport ou à la garde,

des prévenus, seront punis ainsi qu'il suit : »

Art. 238. — « Si l'évadé était prévenu de délits de police ou de crimes simplement infamants, ou condamné pour l'un de ces crimes, s'il était prisonnier de guerre, les préposés à sa garde ou conduite seront punis, en cas de négligence, d'un emprisonnement de 6 jours à 2 mois, et, en cas de connivence, d'un emprisonnement de 6 mois à 2 ans. Ceux qui, n'étant pas chargés de la conduite ou de la garde du détenu, auront procuré ou facilité son évasion, seront punis de 6 jours à 3 mois d'emprisonnement. »

Art. 239. — « Si les détenus évadés, ou l'un d'eux, étaient prévenus ou accusés d'un crime de nature à entraîner une peine afflictive à temps, ou condamnés pour l'un de ces crimes, la peine sera, contre les préposés à la garde ou conduite, en cas de négligence, un emprisonnement de 2 mois à 6 mois; en cas de connivence, la réclusion. — Les individus non chargés de la garde des détenus, qui auront procuré ou facilité l'évasion, seront punis d'un emprisonnement de 3 mois à 2 ans. »

Art. 240. — « Si les évadés, ou l'un d'eux, sont prévenus ou accusés de crimes de nature à entraîner la peine de mort ou des peines perpétuelles, ou s'ils sont condamnés à l'une de ces peines, leurs conducteurs ou gardiens seront punis d'un an à 2 ans d'emprisonnement en cas de négligence, et des travaux forcés à temps, en cas de connivence. — Les individus non chargés de la conduite ou de la garde, qui auront facilité ou procuré l'évasion, seront punis d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus. »

Art. 241. — « Si l'évasion a eu lieu ou a été tentée avec violence, ou bris de prison, les peines contre ceux qui l'auront favorisée en fournissant des instruments propres à l'opérer, seront : si le détenu qui s'est évadé se trouve dans le cas prévu par l'article 238, 3 mois à 2

ans d'emprisonnement; — au cas de l'article 239, 1 an à 4 ans d'emprisonnement, — et au cas de l'article 240, 2 ans à 5 ans de la même peine, et une amende de 50 fr. à 2,000 fr. — Dans ce dernier cas, les coupables pourront, en outre, être privés des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code pendant 5 ans au moins et 10 ans au plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine. »

Art. 242. — « Dans tous les cas ci-dessus, lorsque les tiers qui auront procuré ou facilité l'évasion y seront parvenus en corrompant les gardiens ou geôliers, ou de connivence avec eux, ils seront punis des mêmes peines que lesdits gardiens et geôliers. »

Art. 243. — « Si l'évasion avec bris ou violence a été favorisée par transmission d'armes, les gardiens et conducteurs qui y auront participé seront punis des travaux forcés à perpétuité; les autres personnes, des travaux forcés à temps. »

Art. 244. — « Tous ceux qui auront connivé à l'évasion d'un détenu seront solidairement condamnés, à titre de dommages-intérêts, à tout ce que la partie civile du détenu aurait eu droit d'obtenir contre lui. »

Art. 245. — « A l'égard des détenus qui se seront évadés, ou qui auront tenté de s'évader par bris de prison ou par violence, ils seront, pour ce seul fait, punis de six mois à un an d'emprisonnement, et subiront cette peine immédiatement après l'expiration de celle qu'ils auront encourue pour le crime ou délit à raison duquel ils étaient détenus, ou immédiatement après l'arrêt ou le jugement qui les aura acquittés ou renvoyés absous dudit crime ou délit, le tout sans préjudice de plus fortes peines qu'ils auraient pu encourir pour d'autres crimes qu'ils auraient commis dans leurs violences. »

Art. 246. — « Quiconque sera condamné, pour avoir favorisé une évasion ou des tentatives d'évasion,

à un emprisonnement de plus de 6 mois, pourra, en outre, être mis sous la *surveillance spéciale de la haute police* pour un intervalle de 5 à 10 ans.»

Art. 247. — « Les peines d'emprisonnement ci-dessus établies contre les conducteurs ou les gardiens, en cas de négligence seulement, cesseront lorsque les évadés seront repris ou représentés, pourvu que ce soit dans les 4 mois de l'évasion, et qu'ils ne soient pas arrêtés pour d'autres crimes ou délits commis postérieurement. »

Art. 248. — « Ceux qui auront recélé ou fait receler des personnes qu'ils savaient avoir commis des crimes emportant peine afflictive, seront punis de 3 mois d'emprisonnement au moins et de 2 ans au plus. — Sont exceptés de la présente disposition les ascendants ou descendants, époux ou épouse, frères ou sœurs des criminels recelés, ou leurs alliés au même degré. »

4. — L'article 7 de la loi du 30 mai 1854 sur l'exécution de la peine des travaux forcés porte : « Tout condamné à temps, qui, à dater de son embarquement, se sera rendu coupable d'évasion, sera puni de 2 ans à 5 ans de travaux forcés. Cette peine ne se confondra pas avec celle antérieurement prononcée. — La peine pour les condamnés à perpétuité sera l'application à la double chaîne pendant 2 ans au moins et 5 ans au plus. »

ÉVÊCHÉ. — Voy. CULTES, I.

ÉVICTION. — Dépossession d'un immeuble ordonnée par la Justice au profit du véritable propriétaire.

1. — Le vendeur est de droit obligé à garantir l'acquéreur de toute éviction. (Cod. civ. art. 1625-1640.) — Voy. VENTE, II, § 2.

2. — Les cohéritiers sont respectivement garants, les uns envers les autres, des évictions qui procèdent d'une cause antérieure au partage. (Cod. civ. art. 884, 885.) — Voy. SUCCESSIONS, IV.

ÉVOCATION. — Action d'ôter à un juge ou à un tribunal la connaissance d'une affaire qui devait leur être sou-

mise, d'après les règles ordinaires, pour en saisir un autre juge ou un autre tribunal. Elle appartient à la Cour de cassation, qui peut l'exercer pour cause de *sûreté publique* ou de *suspicion légitime*. (Cod. instr. crim. art. 541 et suiv.)

EXCEPTION. — Moyen préjudiciel invoqué par une partie devant la Justice pour faire écarter la demande ou en ajourner l'examen.

— Les exceptions se distinguent en *déclinatoires*, *dilatoires* et *péremptoires*.

Les exceptions *déclinatoires* ont pour but de décliner la juridiction du tribunal saisi de l'affaire et d'en demander le renvoi à d'autres juges; — les exceptions *dilatoires* tendent seulement à faire différer le jugement de l'instance; — les exceptions *péremptoires* ont pour objet de faire écarter définitivement la demande, sans qu'elle soit jugée : elles se tirent soit de la nullité des actes de procédure, soit d'une prescription acquise, etc. — Le titre IX du Code de procédure civile (art. 166-192) est consacré à cette matière.

EXCITATION A LA DÉBAUCHE. — Délit prévu et puni par les articles 334 et 335 du Code pénal, ainsi conçus :

Art. 333. — « Quiconque aura attenté aux mœurs, en excitant, favorisant ou facilitant *habituellement* la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un ou de l'autre sexe au-dessous de l'âge de 21 ans, sera puni d'un emprisonnement de 6 mois à 2 ans, et d'une amende de 50 fr. à 500 francs. — Si la prostitution ou la corruption a été excitée, favorisée ou facilitée par leurs pères, mères, tuteurs ou autres personnes chargées de leur surveillance, la peine sera de 2 ans à 5 ans d'emprisonnement, et de 300 fr. à 1,000 fr. d'amende. »

Art. 335. — « Les coupables du délit mentionné au précédent article seront interdits de toute tutelle et curatelle, et de toute participation aux Conseils de famille; savoir : les individus auxquels s'applique le premier

paragraphe de cet article, pendant 2 ans au moins et 5 ans au plus, et ceux dont il est parlé au second paragraphe, pendant 10 ans au moins et 20 ans au plus. — Si le délit a été commis par le père ou la mère, le coupable sera de plus privé des droits et avantages à lui accordés sur la personne et les biens de l'enfant par le Code civil, livre 1^{er}, titre IX, de la Puissance paternelle. — Dans tous les cas, les coupables pourront de plus être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police, en observant, pour la durée de la surveillance, ce qui vient d'être établi pour la durée de l'interdiction mentionnée au présent article.»

EXCITATION A LA HAINE ET AU MÉPRIS DU GOUVERNEMENT. — Délit prévu et puni par l'article 4 du décret du 11 août 1848 ainsi conçu : « Quiconque, par l'un des moyens énoncés en l'article 1^{er} de la loi du 17 mai 1819, » (*discours, cris ou menaces proférés dans des lieux ou réunions publics, écrits, imprimés, dessins, gravures, peintures ou emblèmes vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics, placards et affiches exposés aux regards du public*), « aura excité à la haine ou au mépris du gouvernement de la République, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à 4 ans, et d'une amende de 150 fr. à 5,000 francs. — La présente disposition ne peut porter atteinte au droit de discussion et de censure du Pouvoir exécutif et des Ministres. »

EXCITATION AU MÉPRIS OU A LA HAINE DES CITOYENS LES UNS CONTRE LES AUTRES. — Délit puni d'un emprisonnement de 15 jours à 2 ans, et d'une amende de 100 francs à 4,000 francs. (Déc. 11 août 1848, art. 7.)

EXCLUSION. — 1. — L'exclusion de la tutelle est prononcée contre : 1^o Les gens d'une conduite notoire ; — 2^o Ceux dont la gestion atteste l'incapacité ou l'infidélité. (Cod. civ. art. 444.) — Voy. TUTELLE — TUTEUR, IV.)

2. — L'exclusion de la communauté peut être stipulée par les futurs époux. (Cod. civ. art. 1529 et suiv.) — CONTRAT DE MARIAGE, II.

3. — Tout en admettant la communauté, les époux peuvent en exclure tout ou partie de leur mobilier présent et futur. (Cod. civ. art. 1500 et suiv.) — Voy. CONTRAT DE MARIAGE, I, § 2, 2^o.

4. — L'exclusion des fonctions ou emplois publics est l'un des effets de la dégradation civique. (Cod. pén. art. 34.) — Voy. DÉGRADATION CIVIQUE.

EXCUSE. — Ce mot a plusieurs acceptions : dans le langage du droit pénal, il signifie : 1^o atténuation de la criminalité d'un fait. — Le Code pénal a déterminé, dans les articles 321 à 326, les crimes et délits excusables, et les cas où ils ne peuvent être excusés.

La provocation, le flagrant délit d'adultère excusent le meurtre ou les blessures. Il en est de même s'il s'agissait de repousser, pendant le jour, l'escalade ou l'effraction des clôtures, murs ou entrée d'une maison, d'un appartement, ou de ses dépendances.

Le parricide n'est jamais excusable.

— Lorsque le fait d'excuse est prouvé, — s'il s'agit d'un crime emportant la peine de mort, ou celle des travaux forcés à perpétuité, ou celle de la déportation, la peine est réduite à un emprisonnement d'un an à cinq ans ; — s'il s'agit de tout autre crime, elle est réduite à un emprisonnement de six mois à deux ans ; — Dans l'une et l'autre hypothèse, les coupables peuvent, de plus, être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus. — S'il s'agit d'un délit, la peine est réduite à un emprisonnement de six jours à six mois.

2^o — Excuse se dit aussi des motifs d'une absence ou d'un refus d'accepter une mission. — Voy. dans ce sens JURY-JURÉ ; — TÉMOIN ; — TUTELLE-TUTEUR, I, 4.

EXÉCUTEUR TESTAMENTAIRE. — (Cod. civ. art. 1025-1034.) — Nom

donné à la personne qu'un testateur a chargée d'exécuter ses dernières volontés ou de veiller à leur exécution. — Voy. TESTAMENT, III.

EXÉCUTIF. (POUVOIR) — Voy. POUVOIR EXÉCUTIF.

EXÉCUTION. (SAISIE) — Voy. SAISIE-EXÉCUTION.

EXÉCUTOIRE. (FORMULE) — Voy. FORMULE EXÉCUTOIRE.

EXEQUATUR. — Mot latin dont la traduction est : *que cela soit exécuté*. — Il s'emploie pour désigner :

1° L'ordonnance qui rend exécutoire une sentence d'arbitre;

2° L'acte qui confère à un Consul étranger le droit d'exercer ses fonctions en France;

3° La formule par laquelle un butrinal français rend exécutoire en France un jugement étranger.

EXERCICE. — Ce mot a une double acception : — 1° Il signifie la visite que les agents des contributions indirectes font chez les *marchands et débiteurs de boissons*, pour assurer la perception de l'impôt; (voy. BOISSONS, § III, 2.) — 2° En termes de finances, il sert à désigner la période pendant laquelle un *budget* peut être exécuté. Pour le paiement des dépenses de l'Etat, l'exercice est clos le 31 août de la seconde année, c'est-à-dire que l'exercice 1868, par exemple, a été clos le 31 août 1869.

EXPERT - EXPERTISE. — (Cod. proc. civ. art. 302-323.)

Du latin *expertus*, éprouvé, habile. — On désigne sous le nom d'*expert* la personne qu'un tribunal ou les parties nomment pour prononcer sur des faits qui exigent des connaissances spéciales, et pour donner son avis dans un rapport. L'opération des experts s'appelle *expertise*.

1. — Lorsque l'expertise est ordonnée par la Justice, les formes en sont réglées par le Code de procédure civile. (Art. 302-323.)

Elle ne peut se faire que par trois experts, à moins que les parties ne consentent qu'il soit procédé par un seul.

2. — Les experts prêtent serment de remplir fidèlement leur mandat. En rédigeant leur rapport, ils ne doivent former qu'un *seul avis*, à la pluralité des voix. Néanmoins, en cas d'avis différents, ils indiquent les motifs des divers avis, sans faire connaître ceux qui les ont émis.

Si les juges ne trouvent point dans le rapport les éclaircissements suffisants, ils ont la faculté d'ordonner une *nouvelle expertise*.

3. — L'avis des experts étant demandé pour éclairer les juges, ceux-ci ne sont point astreints à le suivre, si leur conviction s'y oppose.

EXPLOIT. — Du latin *explicitum*, expliqué. — On désigne ainsi les actes propres au ministère des *Huissiers*. Suivant leur objet, ils se distinguent en *assignation*, *citation*, *ajournement* ou *commandement*, *sommation*, *signification*. Les règles communes à tous les exploits sont tracées dans les articles 61 à 68 du Code de procédure civile.

Lorsqu'un exploit vient à être déclaré nul par le fait de l'*huissier*, cet officier supporte les frais dudit exploit et de la procédure annulée, sans préjudice des dommages-intérêts, s'il y a lieu.

EXPOSITION PUBLIQUE. — Cette peine, prononcée par l'article 22 du Code pénal contre tout individu condamné aux *travaux forcés* ou à la *réclusion*, consistait à demeurer exposé pendant une heure aux regards du peuple sur la place publique, avec un écriteau portant en gros caractères les noms, professions, domicile du condamné, sa peine et la cause de sa condamnation. Les mineurs de 18 ans et les septuagénaires n'y étaient cependant pas soumis.

La peine de l'exposition publique a été abolie par décret du Gouvernement provisoire, en date du 12 avril 1848, ainsi motivé : « Considérant que la peine de l'exposition publique dégrade la dignité humaine, flétrit à jamais le condamné, et lui ôte, par le sentiment de son infamie, la possibilité de la réhabilitation; »

« Considérant que cette peine est empreinte d'une odieuse inégalité, en ce qu'elle touche à peine le criminel endurci, tandis qu'elle frappe d'une atteinte irréparable le condamné repentant ;

« Considérant enfin que le spectacle des expositions publiques éteint le sentiment de la pitié et familiarise avec la vue du crime... »

EXPROPRIATION FORCÉE. — (Cod. civ. art. 2204-2217 ; Cod. proc. civ. art. 673 et suiv.)

C'est la vente des immeubles d'un débiteur faite par autorité de Justice, sur la poursuite des créanciers.

Elle ne peut avoir lieu qu'en vertu d'un titre authentique et exécutoire. Les formes en sont réglées par le Code de procédure civile (art. 673 et suiv.). — Voy. SAISIE IMMOBILIÈRE.

Si le débiteur justifie, par baux authentiques, que le revenu net et libre de ses immeubles pendant une année suffit pour le paiement de la dette en capital, intérêts et frais, et s'il en offre la délégation au créancier, la poursuite peut être suspendue par les juges, sauf à être reprise s'il survient quelque opposition ou obstacle au paiement.

EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE. — (Loi 3 mai 1841.)

On désigne ainsi le droit attribué à la Société d'enlever à un particulier sa propriété, moyennant une juste et préalable indemnité, lorsque l'intérêt public exige ce sacrifice.

La législation en cette matière met en présence deux grands principes fondamentaux du droit social : le respect de la propriété, la prédominance de l'intérêt général sur les intérêts privés.

La loi actuellement en vigueur est celle du 3 mai 1841 : *Déclaration d'utilité publique, fixation de l'indemnité, garanties données aux créanciers et aux tiers intéressés, tels sont les points importants qu'elle règle.*

I. — DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE. — FORMES DE L'EXPROPRIATION. — 1. — L'expropriation pour cause

d'utilité publique s'opère par autorité de Justice, mais elle ne peut être prononcée que dans les formes légales qui consistent : 1^o dans la loi ou le décret autorisant l'exécution des travaux en vue desquels l'expropriation est requise ; — 2^o dans l'acte du Préfet qui désigne les localités ou territoires sur lesquels les travaux doivent avoir lieu, lorsque cette désignation ne résulte pas du décret ou de la loi ; — 3^o dans l'arrêté ultérieur par lequel le Préfet détermine les propriétés particulières auxquelles l'expropriation est applicable. Cette application ne peut être faite à aucune propriété particulière qu'après que les parties intéressées ont été mises en état d'y fournir leurs contre-dits.

A cet effet, l'Administration fait lever un *plan parcellaire* des propriétés dont la cession lui paraît nécessaire, avec le nom de chaque propriétaire, et ce plan reste *déposé* pendant huit jours à la mairie de la Commune de la situation des biens, afin que chacun puisse en prendre connaissance. Ce délai de huitaine ne court que du jour où l'avertissement de prendre communication est donné collectivement aux parties intéressées, à son de trompe ou de caisse dans la Commune, et affiché tant à la principale porte de l'église qu'à celle de la mairie. Insertion en est également faite dans l'un des journaux publiés dans l'arrondissement, ou s'il n'en existe aucun, dans l'un des journaux du département. S'il survient des réclamations verbales, le Maire en dresse procès-verbal et y annexe celles qui sont dressées par écrit. Les réclamations et déclarations recueillies verbalement doivent être signées par les parties.

A l'expiration du délai de huitaine, une Commission formée de 4 membres du Conseil général ou du Conseil d'arrondissement, désignés par le Préfet, du Maire de la Commune où les propriétés sont situées, et de l'un des Ingénieurs chargés de l'exécution des travaux, se réunit au chef-lieu de la Sous-Préfecture, sous la

présidence du Sous-Préfet. Pendant huit jours, la Commission reçoit les observations des propriétaires; elle les appelle toutes les fois qu'elle le juge convenable, et donne son avis. Ses opérations doivent être terminées dans le délai de dix jours, après quoi le Sous-Préfet adresse immédiatement au Préfet le procès-verbal.

Si la Commission propose quelque *changement au tracé* indiqué par les Ingénieurs, le Sous-Préfet doit faire donner immédiatement avis aux intéressés des changements proposés, à son de caisse ou de trompe, par affiches et insertion dans un journal. Pendant huitaine à dater de cet avertissement, le procès-verbal reste déposé, ainsi que les pièces, à la Sous-Préfecture; les parties intéressées ont la faculté d'en prendre communication, sans déplacement et sans frais, et de fournir leurs observations écrites. Dans les trois jours suivants, le Sous-Préfet transmet toutes les pièces à la Préfecture.

Sur le vu du procès-verbal et des documents y annexés, le Préfet détermine, par un arrêté motivé, les propriétés qui doivent être cédées, et indique l'époque à laquelle il sera nécessaire d'en prendre possession. Toutefois, dans le cas où il résulterait de l'avis de la Commission qu'il y a lieu de modifier le tracé des travaux ordonnés, le Préfet doit surseoir jusqu'à ce que l'Autorité supérieure ait statué.

2. — Dans les trois jours de la transmission qui lui en est faite par le Préfet, le Procureur de la République, dans le ressort duquel les biens à exproprier sont situés, requiert du Tribunal le prononcé de l'expropriation pour cause d'utilité publique des terrains ou bâtiments indiqués dans l'arrêté préfectoral; et un juge est commis pour remplir les fonctions de magistrat directeur du jury chargé de fixer les indemnités.

Si les propriétaires à exproprier consentent à la cession, sans être d'accord sur le prix, il n'est pas besoin de rendre un jugement d'expropriation, et le Tribunal donne acte de

leur consentement en désignant le magistrat directeur du jury devant qui la question de l'indemnité sera débattue.

3. — Le jugement qui prononce l'expropriation est publié, affiché et inséré dans un journal du lieu ou du département, et signifié aux parties intéressées. Cette notification a lieu au domicile qu'elles ont élu dans l'arrondissement de la situation des biens, et à défaut de cette élection de domicile, la notification est faite en double copie au Maire et au fermier, locataire, gardien ou régisseur de la propriété.

4. — Le jugement d'expropriation ne peut être *attaqué* que par le recours en cassation et seulement pour *excès de pouvoir, incompétence ou vices de forme*. Le pourvoi doit avoir lieu au plus tard dans les *trois jours* à dater de la signification, par déclaration au greffe du Tribunal.

Une fois l'utilité publique déclarée et l'expropriation prononcée, on s'occupe de la fixation de l'indemnité.

II. — FIXATION DE L'INDEMNITÉ.

— 1. — L'Administration notifie aux propriétaires les sommes qu'elle offre pour les indemniser. Dans la quinzaine qui suit cette notification, les propriétaires ou autres intéressés sont tenus de déclarer leur acceptation, ou, au cas de refus, d'indiquer le montant de leurs prétentions, et alors l'Administration les cite devant un jury, pour procéder au règlement des indemnités.

Ce jury spécial est composé de 12 membres choisis par la Cour d'appel siégeant dans le département, ou, à défaut, par le Tribunal du chef-lieu judiciaire, sur une liste de 36 personnes au moins et 72 au plus dressée annuellement, pour chaque arrondissement, par le Conseil général. A Lyon, la liste des jurés contient 200 noms; à Paris, 600. Les intéressés ne peuvent faire partie du jury.

Le magistrat directeur du jury est assisté du greffier du Tribunal, qui appelle les causes successivement et tient procès-verbal des opérations.

La discussion est publique; plans, titres de propriété, etc., tout est mis sous les yeux des jurés, qui ont la faculté d'entendre les personnes capables de les éclairer.

2. — L'indemnité allouée par le jury ne peut être en aucun cas inférieure aux offres de l'Administration, ni supérieure à la demande de la partie intéressée. Si elle ne dépasse pas l'offre de l'Administration, les personnes qui l'ont refusée sont condamnées aux dépens; si elle est égale à la demande des parties, c'est l'Administration qui les supporte; enfin si l'indemnité est à la fois supérieure à l'offre de l'Administration et inférieure à la prétention des intéressés, les dépens sont compensés dans la proportion des offres et de la demande avec la décision du jury. Il convient de remarquer que tout propriétaire qui néglige de déclarer s'il accepte ou refuse les offres de l'Administration est condamné aux dépens, quelle que soit l'estimation ultérieure du jury.

La décision du jury est rendue exécutoire par le magistrat directeur qui envoie l'Administration en possession.

3. — Si des biens de mineurs, d'interdits, d'absents ou d'autres incapables sont compris dans les propriétés à exproprier, leurs représentants peuvent, avec l'autorisation du Tribunal donnée en Chambre du Conseil (c'est-à-dire non en audience publique et ordinaire), sur simple requête, et le Ministère public entendu, consentir amiablement à l'aliénation desdits biens, sauf au Tribunal à ordonner les mesures de conservation et de remploi qu'il juge nécessaires. Ces dispositions sont applicables aux immeubles dotaux, et ce n'est qu'à défaut de conventions amiables qu'un jugement d'expropriation est rendu.

III. — DROITS DES CRÉANCIERS ET AUTRES TIERS INTÉRESSÉS. — 1. — Le jugement qui prononce l'expropriation est transcrit au bureau des hypothèques de l'arrondissement de la situation des biens, immédiatement

après sa signification aux parties intéressées. Dans la quinzaine de la transcription, les privilèges et les hypothèques (conventionnelles, judiciaires ou légales) doivent être inscrits; sinon l'immeuble exproprié en est affranchi, sans préjudice du droit des femmes, mineurs ou interdits, sur le montant de l'indemnité tant qu'elle n'a pas été payée ou que l'ordre n'a pas été réglé définitivement entre les créanciers.

Les créanciers inscrits n'ont jamais le droit de surenchérir, mais ils peuvent exiger, même dans le cas d'aliénation amiable, que l'indemnité soit fixée par le jury.

Quant aux fermiers, locataires, usufructiers, usagers des biens expropriés, et à ceux qui peuvent réclamer des servitudes résultant des titres mêmes du propriétaire ou d'autres actes dans lesquels il serait intervenu, la partie expropriée est tenue de les appeler, et de les faire connaître à l'Administration dans la huitaine de la signification qui lui est faite du jugement d'expropriation, sinon elle reste seule chargée des indemnités qu'ils peuvent réclamer. Les autres intéressés sont mis en demeure de faire valoir leurs droits par l'affiche et la publication indiquant le dépôt à la Mairie du plan des propriétés expropriées; ils sont tenus de se faire connaître à l'Administration dans le même délai de huitaine, à défaut de quoi ils sont déchus de tout droit à l'indemnité.

Si l'Administration conteste au détenteur le droit à l'indemnité, le jury l'estime néanmoins, et le montant en est déposé à la Caisse des dépôts et consignations pour être remis à qui de droit.

2. — S'il n'y a ni créanciers, ni tiers opposants, les indemnités réglées par le jury sont acquittées entre les mains des ayants droit préalablement à la prise de possession. Si, au contraire, il survient des inscriptions, il n'est pas fait d'offres réelles par l'Administration, mais l'indemnité est consignée pour être ultérieurement distribuée selon les règles du droit

commun. Enfin, si l'Administration ne poursuit pas la fixation de l'indemnité dans les six mois du jugement d'expropriation, les parties peuvent la requérir; et si l'indemnité n'est ni acquittée ni consignée dans les six mois de la décision du jury, les intérêts courent de plein droit à l'expiration de ce délai.

IV. — DISPOSITIONS SPÉCIALES OU EXCEPTIONNELLES. — 1. — Les bâtiments dont il est nécessaire d'acquérir une portion pour cause d'utilité publique doivent être achetés en entier, si les propriétaires le requièrent par une déclaration formelle adressée au magistrat directeur du jury, dans la quinzaine de la notification qui leur est faite des offres de l'Administration. Il en est de même de toute parcelle de terrain qui, par suite du nivellement, se trouve réduite au quart de la contenance totale, si toutefois le propriétaire ne possède aucun terrain immédiatement contigu et si la parcelle ainsi réduite est inférieure à 10 ares.

2. — Si les terrains acquis pour des travaux d'utilité publique ne reçoivent pas cette destination, les anciens propriétaires ou leurs ayants droit peuvent en demander la remise. Cette faculté est désignée sous le nom de droit de *préemption* (du latin *præ*, avant, *emptio*, achat).

En cas de rétrocession, le prix est fixé à l'amiable, sinon par le jury, sans qu'il puisse excéder la somme moyennant laquelle les terrains ont été acquis. La rétrocession n'est pas

admise pour les terrains dont les propriétaires avaient requis l'expropriation totale parce que l'expropriation partielle leur avait paru plus onéreuse.

3. — Dans certains cas d'urgence, l'Administration peut entrer en possession des terrains expropriés avant le règlement et le paiement de l'indemnité, mais à la charge pourtant de consigner une somme représentant provisoirement cette indemnité. L'exercice de ce droit est subordonné aux conditions suivantes : il faut qu'il y ait urgence, déclarée par un décret, et qu'il s'agisse de terrains non bâtis.

EXTORSION. — C'est le fait d'obtenir par force la signature ou la remise d'un écrit, d'un acte, d'un titre, d'une pièce quelconque contenant obligation, disposition ou décharge. Il constitue un crime puni par l'article 400 du Code pénal de la peine des travaux forcés à temps. — Voy. aussi CHANTAGE.

EXTRADITION. — Du latin *extra*, hors, et *tradere*, livrer. — C'est la remise faite au Gouvernement, qui le réclame, d'un individu accusé d'un crime et réfugié à l'étranger.

La Société entière est intéressée à la répression de tous les crimes. L'extradition répond donc à un commun besoin de justice; aussi tous les Etats civilisés ont-ils conclu des conventions spéciales et réciproques d'extradition dans certains cas déterminés.

F

FABRICATION. (DROIT DE) — Voy. BOISSONS, § V.

FABRIQUE D'ÉGLISE. — (Loi 18 germinal an x (8 avril 1802), art. 76; déc. 30 décembre 1809.)

On désigne ainsi le corps des administrateurs chargés de veiller à l'entretien et à la conservation des temples, d'administrer les biens,

rentes et perceptions autorisées, et généralement tous les fonds qui sont affectés à l'exercice du culte, enfin d'assurer cet exercice et le maintien de sa dignité, soit en réglant les dépenses qui y sont nécessaires, soit en avisant aux moyens d'y pourvoir.

1. — Suivant l'importance des paroisses, la Fabrique est composée de

9 membres dans celles qui ont 5,000 habitants, et de 5 dans toutes les autres, indépendamment du Maire et du Curé ou Desservant qui sont membres de droit. Pour la première organisation, l'Evêque nomme 5 ou 3 membres, et le Préfet 4 ou 2; une fois composé, le Conseil de Fabrique se renouvelle par élection, d'après un ordre que le sort détermine. Le renouvellement a lieu au bout de 3 ans : à la première période triennale, 5 ou 3 membres sortent, et les 4 ou 2 qui restent nomment aux places vacantes; à la période suivante, le renouvellement porte sur ceux qui étaient restés, et ainsi de suite. Les membres sortants sont rééligibles.

Le Conseil nomme au scrutin son président et son secrétaire, qui sont soumis annuellement à réélection, le premier dimanche d'avril.

2. — Les sessions du Conseil de Fabrique sont ordinaires et extraordinaires. Les premières, au nombre de 4, doivent être tenues les premiers dimanches de janvier, avril, juillet et octobre, et on peut y traiter toutes les affaires qui intéressent la Fabrique. Les secondes ne peuvent avoir pour objet que des affaires déterminées, et ne se tiennent qu'avec l'autorisation de l'Evêque ou du Préfet, en cas d'urgence.

3. — Le Conseil désigne 3 de ses membres qui, réunis au Curé ou Desservant, membre de droit, forment le Bureau des Marguilliers, sorte de pouvoir exécutif de la Fabrique. C'est ce bureau qui prépare le budget, fait les propositions sur lesquelles le Conseil de Fabrique doit délibérer, s'occupe des fournitures nécessaires au culte.

Le bureau des Marguilliers élit un président, un secrétaire et un trésorier. C'est ce dernier qui représente en justice la Fabrique, qui est chargé de faire rentrer tous les biens lui appartenant, et qui accepte pour elle les dons et legs autorisés par décret.

FABRIQUE. (DESSINS DE) — Voy. DESSINS DE FABRIQUE.

FABRIQUE. (MARQUES DE) — Voy.

MARQUES DE FABRIQUE ET DE COMMERCE.

FABRIQUE. (SECRETS DE) — Voy. SECRETS DE FABRIQUE.

FACULTÉS. — On désigne sous ce nom les établissements d'enseignement supérieur auprès desquels s'obtiennent, après examens, dans les divers ordres de sciences, les grades de bachelier, licencié et docteur.

— Il existe actuellement en France :

6 Facultés de THÉOLOGIE, dont 5 catholiques : Paris, Aix, Bordeaux, Lyon, Rouen, et 1 Protestante à Montauban;

11 Facultés de DROIT : Paris, Aix, Bordeaux, Caen, Dijon, Douai, Grenoble, Nancy, Poitiers, Rennes, Toulouse;

3 Facultés de MÉDECINE : Paris, Montpellier, Nancy;

15 Facultés des SCIENCES : Paris, Besançon, Bordeaux, Caen, Clermont, Dijon, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Poitiers, Rennes, Toulouse;

17 Facultés des LETTRES : Paris, Aix, Besançon, Bordeaux, Caen, Clermont, Dijon, Douai, Grenoble, Lyon, Montpellier, Nancy, Poitiers, Rennes, Toulouse.

FAILLITE. — (Cod. com. art. 437 et suiv.; loi 17 juillet 1856.) — De faillir, manquer.

La faillite est l'état d'un commerçant qui a cessé ses paiements.

L'exactitude la plus parfaite est nécessaire dans l'accomplissement des engagements commerciaux; un mécompte rejaillit au loin et peut devenir un désastre public. Aussi l'Autorité intervient-elle dans les faillites.

La faillite et la banqueroute ont une même origine, mais la loi a attaché à ces deux expressions un sens différent que, par ignorance ou par malignité, l'on confond trop souvent. Légalement parlant, la faillite n'est qu'un malheur; la banqueroute est un délit, et parfois même un crime.

1. — **DÉCLARATION DE LA FAILLITE.**

— 1. — Dans les trois jours de la cessation de ses paiements, tout commerçant doit en faire la déclaration

au greffe du tribunal de commerce de son domicile, ou, s'il n'y a pas de tribunal de commerce, au greffe du tribunal de première instance qui en tient lieu. Cette déclaration est accompagnée du dépôt du *bilan* du failli, c'est-à-dire d'un état certifié

véritable, daté et signé par lui, qui contient l'énumération de son actif et de son passif, le tableau de ses profits et pertes, ainsi que celui de ses dépenses.

Voici un modèle de bilan :

BILAN du sieur A... (nom, profession, domicile).

ACTIF.

Argent en caisse.....		280 fr.
Effets en portefeuille.....	{ Bons..... 1.700 } Douteux 350 }	1.050
Débiteurs par compte.....	{ Bons..... 2.300 } Douteux 960 }	3.260
Fonds de commerce et marchandises évalués approximativement.....		5.000
Meubles meublants. Objets à mon usage.....		1.000
Vaisselle d'argent.....		600
Actions industrielles.....		1.800
Immeuble. — Une maison située à..... évaluée.....		12.000
		25.990 fr.

PASSIF.

Créanciers privilégiés.....	Contributions.....	350 fr.
Créanciers hypothécaires.....	{ Au sieur B...., par acte du..... } A ma femme, pour sa dot.	8.000 20.000
Créanciers par billets à payer.	{ Au sieur C....., pour billet au 15 avril..... } Au sieur D....., pour billet au 1 ^{er} mai.....	2.700 4.600
Créanciers pour compte.....	{ Au sieur E... 1.025 } Au sieur H... 650 } Au sieur L... 2.160 } Au sieur M... 540 } Au sieur P... 3.000 }	7.375
		43.025 fr.

RÉSUMÉ.

Le <i>Passif</i> est de	43.025 fr.
L' <i>Actif</i> est de	25.990
	Déficit : 17.035 fr.

NOTE JUSTIFICATIVE DES OPÉRATIONS DU SIEUR A....

Perdu dans la faillite du sieur X.....	6.000 fr.
<i>(Indication des pertes qu'il a pu éprouver.)</i>	
Payé pour intérêts de ma dette hypothécaire au sieur B...	600
	6.600 fr.

Dépenses de maison :

Année 1868.....	3.000	} 15.000 fr.
..... 1869.....	3.000	
..... 1870.....	3.000	
..... 1871.....	3.000	
..... 1872.....	3.000	

Dépenses et pertes.....	21.600 fr.
A déduire les bénéfices de mon commerce pendant les cinq années ci-dessus.....	4.565
	Reste : 17.035 fr.

RÉCAPITULATION.

Actif réel.....	25.990	} 43.025 fr.
Dépenses et pertes, déduction faite des bénéfices.	17.035	
	Passif.....	43.025 fr.

Certifié véritable par moi soussigné,

A....., le..... 187 .

(Signature du failli.)

2. — L'obligation de déclarer, dans les trois jours, la cessation de ses paiements, et de déposer son bilan est imposée au failli à peine d'être poursuivi comme *banqueroutier simple* et puni comme tel.

3. — Le jugement qui déclare la faillite est rendu, soit sur la déclaration que le commerçant a faite au greffe, soit sur la demande d'un ou de plusieurs des créanciers, soit d'office sur la seule notoriété.

4. — La faillite d'un commerçant peut être déclarée *après sa mort*, lorsqu'il est décédé en état de cessation de paiement, mais elle doit l'être *dans l'année* qui suit le décès.

5. — Le tribunal détermine, par le jugement déclaratif de la faillite, ou par un jugement postérieur, l'époque

à laquelle a eu lieu la cessation des paiements; sinon elle est réputée avoir eu lieu à partir du jugement déclaratif, ou au plus tard le jour de la mort, dans le cas de faillite après décès. La fixation de l'époque à laquelle remonte la faillite est, en effet, très-importante, comme on le verra bientôt, au point de vue de la validité de certains actes faits par le commerçant.

II. — EFFETS DE LA DÉCLARATION DE FAILLITE. — 1. — La déclaration de faillite a pour effets : 1° de *dessaisir immédiatement le failli* de l'administration de tous ses biens, même de ceux qui peuvent lui échoir, tant qu'il est en état de faillite. Cette administration passe aux mains d'un ou de plusieurs agents désignés par le

tribunal pour représenter, sous le nom de *syndics provisoires*, les intérêts des créanciers et ceux du failli. C'est contre les syndics désormais que doit être dirigée toute action, toute réclamation des créanciers du failli; c'est également par les syndics que doit être désormais intentée toute action, toute réclamation du failli; — 2° de rendre exigibles les dettes du failli non encore échues; — 3° d'arrêter, à l'égard de la masse des créanciers, le cours des intérêts de toute créance non garantie par un nantissement, un privilège ou une hypothèque.

2. — Le législateur a voulu empêcher que le failli, ou celui qui va le devenir, pût faire des libéralités au préjudice de ses créanciers, ou avantager les uns au détriment des autres. En conséquence, il a déclaré nuls, à l'égard de la masse des créanciers, lorsqu'ils ont été faits par le débiteur depuis la cessation de ses paiements, ou dans les dix jours qui l'ont précédée, tous actes translatifs de propriété à titre gratuit; — tous paiements en espèces ou autrement pour dettes non échues, et tous paiements de dettes échues, autrement qu'en espèces ou effets de commerce; — tous nantissements ou hypothèques, pour dettes antérieurement contractées; — annulables, tous autres paiements ou actes à titre onéreux faits ou consentis depuis la cessation de paiements, s'il est démontré que les tiers qui ont traité avec le failli avaient connaissance du mauvais état de ses affaires. En un mot, ce que le législateur a voulu, c'est qu'à partir du moment où les créanciers non privilégiés ne peuvent plus être tous intégralement payés, l'égalité de droits la plus complète existât entre eux.

III. — OPÉRATIONS DE LA FAILLITE.

— 1. — Par le jugement qui déclare la faillite, le tribunal de commerce désigne l'un de ses membres pour remplir les fonctions de *juge-commissaire*, c'est-à-dire pour surveiller les opérations de la faillite, et faire

rapport au tribunal de toutes les contestations qui pourraient surgir et qui seraient de sa compétence. Il nomme en même temps un ou plusieurs *syndics provisoires*, chargés d'administrer les biens de la faillite, dans le triple intérêt des créanciers, des tiers et du failli. Dans le délai de quinzaine, les créanciers sont appelés à ratifier la nomination des syndics désignés provisoirement, ou à proposer au tribunal de nouveaux syndics. Aucun parent ou allié du failli, jusqu'au quatrième degré inclusivement, ne peut être nommé syndic.

2. — Les principales fonctions des syndics consistent : 1° à dresser un inventaire des biens du failli; — 2° à vendre, après autorisation du juge-commissaire, les objets sujets à déperissement ou à dépréciation immédiate, ou dispendieux à conserver; — 3° à continuer l'exploitation du fonds de commerce, si l'autorisation en est donnée par le juge-commissaire; — 4° à faire le recouvrement des créances et de toutes les valeurs devenues exigibles; — 5° à faire tous les actes conservatoires reconnus utiles, et à soutenir en justice tous les procès qui intéressent la faillite; — 6° à faire rentrer à la masse tout ce qui aurait été payé mal à propos ou dans le but de favoriser un créancier, et à attaquer toutes les conventions qui auraient le caractère d'un détournement au préjudice de la masse.

3. — S'il s'élève des réclamations contre les opérations des syndics, ces réclamations doivent être adressées d'abord au juge-commissaire, qui est tenu de statuer dans les trois jours, sauf recours devant le tribunal.

4. — La vérification des créances est l'une des plus importantes opérations de la faillite. Elle a pour objet de contrôler les prétentions de tous ceux qui se présentent comme créanciers. A partir du jugement déclaratif de la faillite, tout créancier peut remettre au greffe ses titres, avec un bordereau indiquant les som-

mes qu'il réclame. Ceux qui ne l'ont pas fait, à l'époque du maintien ou du remplacement des syndics, sont avertis par des insertions dans les journaux et par lettres du greffier, qu'ils doivent se présenter en personne ou par fondés de pouvoirs, dans le délai de 20 jours, sauf augmentation à raison des distances, ainsi qu'il est réglé par l'article 492 du Code de commerce, afin de déposer leurs titres avec un bordereau indicatif de ce qui leur est dû. La vérification commence dans les trois jours de l'expiration des délais, et se continue sans interruption, aux lieux, jour et heure indiqués par le juge-commissaire. Les créances des syndics sont vérifiées par ce magistrat; les autres le sont contradictoirement entre le créancier ou son fondé de pouvoirs et les syndics, en présence du juge-commissaire, qui en dresse procès-verbal. Tout créancier vérifié ou porté au bilan peut assister à la vérification et la contredire. Le même droit appartient au failli. Si la créance est admise, les syndics signent sur chacun des titres la déclaration suivante : *Admis au passif de la faillite de..... pour la somme de....., le.....*

Le juge-commissaire vise la déclaration, et le créancier, dans la huitaine, est tenu d'affirmer entre les mains de ce magistrat que la créance est sincère et véritable.

— Si la créance est contestée, le tribunal de commerce décide, selon les circonstances, s'il sera sursis ou passé outre à la convocation de l'assemblée appelée à délibérer sur la formation d'un concordat. (Voy. ci-après, VI.) Dans le cas où il est passé outre, le tribunal peut décider par provision que le créancier contesté sera admis dans les délibérations pour une somme que le même jugement détermine.

— Le créancier dont l'hypothèque ou le privilège seulement est contesté, est admis comme créancier ordinaire.

5. — A défaut de comparution et d'affirmation dans les délais, les dé-

faillants connus ou inconnus ne sont pas compris dans les répartitions à faire. Toutefois, la voie de l'opposition leur est ouverte jusqu'à la distribution des deniers inclusivement. S'ils se font ultérieurement reconnaître créanciers, ils ne peuvent rien réclamer sur les répartitions ordonnées par le juge-commissaire; mais ils ont le droit de prélever sur l'actif non encore réparti les dividendes afférents à leurs créances dans les premières répartitions.

IV. — CLÔTURE DES OPÉRATIONS DE LA FAILLITE POUR CAUSE D'INSUFFISANCE DE L'ACTIF. — 1. — Lorsque, à quelque époque que ce soit, avant l'homologation du concordat ou la formation de l'union, le cours des opérations de la faillite se trouve arrêté par l'insuffisance de l'actif, le tribunal peut en prononcer la clôture, sur la demande des syndics ou des créanciers, même d'office.

2. — La clôture des opérations laisse le failli dans les liens de la faillite; elle aggrave même sa position en autorisant contre lui les poursuites individuelles de ses créanciers pour tout ce qui leur est dû, sans le relever de l'incapacité que l'état de failli fait peser sur lui.

Aussi, pour adoucir la rigueur de cette disposition, l'article 527 du Code de commerce ajoute que l'exécution du jugement prononçant la clôture des opérations sera suspendue pendant un mois à partir de sa date. C'est un répit accordé au failli pour lui donner le temps d'aviser.

Dans la même pensée, l'article 528 confère au failli ou à tout autre intéressé la faculté de faire rapporter le jugement en justifiant qu'il existe des fonds pour faire face aux frais des opérations de la faillite, ou en consignait entre les mains des syndics une somme suffisante pour y pourvoir.

V. — DIFFÉRENTES ESPÈCES DE CRÉANCIERS. — LEURS DROITS EN CAS DE FAILLITE. — 1. — Aux termes des articles 2092 et 2093 du Code civil, tous les biens du débiteur

sont le gage commun de ses créanciers; mais les droits de ceux-ci sont fort différents selon que les créanciers sont *chirographaires*, *hypothécaires* ou *priviliés* (pour la définition de ces mots, voy. *CRÉANCIER*), ou selon qu'ils sont nantis d'un gage ou porteurs d'engagements solidaires.

2. — Les créanciers *hypothécaires* ou *priviliés* sont hors de la faillite pour tous les droits que leurs hypothèques ou leurs privilèges peuvent garantir; ils entrent dans la faillite pour les créances ou portions de créances que leurs hypothèques ou privilèges ont été impuissants à sauvegarder.

3. — Les créanciers valablement nantis de gages ne sont inscrits dans la masse de la faillite que pour mémoire, puisque la loi leur donne le droit de se faire payer sur la chose qui en est l'objet par privilège et préférence aux autres créanciers. Si les syndics trouvent qu'il est de l'intérêt de la masse de retirer le gage, ils peuvent le faire, avec l'autorisation du juge-commissaire, en remboursant la dette. Dans le cas où le gage n'est pas retiré par les syndics, s'il est vendu par le créancier moyennant un prix qui excède la créance, le surplus est recouvré par les syndics; si le prix est moindre que la créance, le créancier nantissant vient à contribution pour le surplus, dans la masse, comme créancier ordinaire.

4. — Les créanciers porteurs d'engagements souscrits, endossés ou garantis solidairement par le failli et d'autres coobligés qui sont également en faillite, participent aux distributions dans toutes les masses, et y figurent pour la valeur nominale de leurs titres jusqu'à parfait paiement.

VI. — CONCORDAT. — 1. — A l'expiration des délais fixés pour la vérification et l'affirmation des créances, une nouvelle rénnion des créanciers a lieu à l'effet de délibérer sur le concordat. On désigne ainsi le

traité par lequel, remplaçant leur débiteur à la tête de ses affaires, les créanciers lui accordent des délais pour se libérer, ou le plus souvent lui font remise d'une partie de sa dette pour assurer le paiement du surplus.

Tous les créanciers dont les créances ont été vérifiées et affirmées peuvent prendre part à la délibération, sauf les créanciers privilégiés, hypothécaires ou nantis d'un gage, parce qu'étant assurés de l'acquittement de leurs créances sur les immeubles et sur les gages qui y sont affectés, ils seraient plus portés à s'entendre avec le débiteur, et à consentir des remises considérables, au préjudice des créanciers chirographaires. S'ils prenaient part au vote du concordat, ils seraient réputés avoir renoncé à leur privilège, hypothèque ou gage.

2. — Pour la formation du concordat, le consentement de tous les créanciers n'est pas exigé : il suffit que les propositions du failli soient accueillies par la majorité, c'est-à-dire par la moitié plus un, si elle représente, en outre, les trois quarts du montant des créances vérifiées et affirmées.

Lorsque le concordat est consenti seulement par la majorité en nombre, ou par la majorité des trois quarts en somme, la délibération est remise à huitaine pour tout délai. Si, à cette nouvelle séance, la double majorité exigée n'est pas réunie, le concordat est définitivement rejeté.

Le concordat voté par les créanciers ne devient définitif qu'après avoir été homologué par le tribunal de commerce. Il doit y avoir un délai de huit jours au moins entre le vote du concordat et l'homologation, afin que les intéressés aient le temps d'y former opposition, s'il y a lieu.

Le jugement qui refuse l'homologation, ou celui qui l'accorde malgré l'opposition d'un ou de plusieurs créanciers, sont susceptibles d'appel par le failli ou par les créanciers opposants. L'appel se porte devant la Cour d'appel et doit être interjeté

dans la quinzaine de la signification du jugement.

3. — Une fois homologué, le concordat devient *obligatoire* pour tous les créanciers, même pour ceux qui ne l'ont pas voté et qui n'ont pas pris part aux opérations de la faillite. Les syndics cessent leurs fonctions et rendent, en présence du juge-commissaire, leur compte au failli. Ce dernier se trouve remis à la tête de ses affaires, et recouvre l'administration de ses biens. Il n'est tenu de payer que le dividende promis, et les créanciers ne peuvent le poursuivre pour le surplus; mais, s'il veut obtenir sa réhabilitation, le failli est obligé de payer intégralement ses dettes, en capital, intérêts et frais. (Voy. ci-après, X.)

4. — Le concordat peut être annulé lorsque, postérieurement à l'homologation, on découvre que le failli a, par des manœuvres frauduleuses, dissimulé une partie de son actif ou exagéré son passif, ou bien encore s'il intervient contre le failli une condamnation pour banqueroute frauduleuse. Il peut être résolu en cas d'inexécution des engagements pris par le failli. Dans l'une ou l'autre de ces hypothèses, les opérations de la faillite recommencent, un juge-commissaire et des syndics sont nommés, on suit la procédure indiquée dans les articles 522 à 524 du Code de commerce. — Les actes faits par le failli depuis l'homologation jusqu'à l'annulation ou la résolution du concordat sont maintenus, à moins qu'ils n'aient été faits de mauvaise foi et dans l'intention de nuire aux créanciers. Dans la nouvelle faillite, le sort des créanciers antérieurs au concordat annulé ou résolu est ainsi réglé : s'ils n'ont rien touché du dividende qui leur avait été promis, ils figurent pour l'intégralité de leurs créances; — s'ils ont reçu une partie de ce dividende, ils ne figurent dans la masse que pour la portion de leur créance primitive correspondant à la fraction du dividende promis qu'ils n'ont pas touché. Exemple : Pierre était créancier de 500 fr. et le divi-

dende qu'il devait recevoir était de 50 p. 100. S'il n'a rien touché, Pierre sera compris dans la nouvelle faillite pour 500 fr.; — s'il a touché 125 fr., il figurera seulement pour 250 fr. et non pour 375 fr., parce que les 125 fr. qu'il a reçus ont soldé sa créance jusqu'à concurrence de la moitié.

5. — *Concordat par abandon d'actif.* — Le concordat ainsi qualifié s'explique par son nom même. Pour prix de sa libération, le failli abandonne à ses créanciers tout ou partie de son actif, afin qu'ils en poursuivent, par des mandataires de leur choix, la réalisation et la répartition, comme s'ils étaient en état d'union. (Voy. ci-après VII.)

Le concordat par abandon d'actif, organisé par la loi du 17 juillet 1856, se forme, comme les concordats ordinaires, à la majorité des créanciers en nombre représentant les trois quarts en sommes; il est annulable pour les mêmes causes, et doit être aussi homologué par le tribunal. Il en diffère uniquement en ce que le concordat ordinaire laisse le failli libre d'exécuter lui-même les engagements pris envers ses créanciers, tandis que, dans le concordat par abandon, ce sont les créanciers qui poursuivent eux-mêmes la liquidation de l'actif que leur a abandonné le failli, à forfait, en guise de dividende. C'est, on le voit, un état mixte qui procure à la fois au failli les avantages du concordat ordinaire et aux créanciers les garanties du contrat d'union.

VII. — UNION DES CRÉANCIERS. —

1. — La faillite ne pouvant se terminer que par le concordat ou l'union, dès que le concordat n'est pas possible pour une cause ou pour une autre, les créanciers sont forcés en état d'union. L'union est pour le failli la solution la plus fâcheuse, car elle aboutit à son expropriation complète, elle consomme sa ruine. Le seul but à poursuivre désormais, c'est de liquider la faillite, de convertir les meubles et les immeubles du failli

en argent à l'effet de payer les créanciers. Toutefois, ces derniers peuvent autoriser les syndics à continuer l'exploitation de l'actif pendant un temps plus ou moins long. La délibération qui autorise cette exploitation ne peut être prise qu'à la majorité des trois quarts des créanciers en nombre et en sommes. Elle est susceptible d'opposition de la part du failli et des créanciers dissidents. Le jugement qui intervient est en premier ressort seulement; il peut être frappé d'appel, dans la quinzaine de sa signification, par les parties en cause.

2. — Si l'exploitation par les syndics produit des bénéfices, ces bénéfices sont répartis entre tous les créanciers au prorata de leurs créances. Tous ont des droits égaux à la répartition, même ceux qui avaient formé opposition à la délibération et qui en ont été déboutés par la Justice. L'excédant, s'il y en a, après le remboursement de toutes les créances en capital, intérêts et frais, appartient au failli.

VIII. — RESTRICTIONS AUX DROITS DE LA FEMME DU FAILLI. — 1. — La loi restreint notablement les droits de la femme du failli dans la crainte qu'elle puisse s'approprier indirectement les deniers des créanciers ou les biens qui leur servent de gage. Ainsi, la femme n'est admise à reprendre les immeubles qu'elle a apportés lors du mariage, ou ceux qu'elle a recueillis depuis par donation ou succession, qu'en justifiant de son droit sur ces immeubles. Elle ne peut également reprendre les immeubles achetés en son nom, pendant le mariage, qu'en prouvant qu'elle les a acquis avec ses propres deniers. Sinon, la *présomption légale* est que lesdits biens appartiennent à son mari, qu'ils ont été payés de ses deniers, et que, par conséquent, ils doivent être réunis à l'actif de la faillite. Quant aux effets mobiliers que la femme s'est constitués par contrat de mariage, ou qui lui sont advenus par donation ou succession, et qui ne

sont point entrés en communauté, elle ne les reprend qu'autant que l'identité en est constatée par un inventaire ou autre acte authentique. — Si la femme a payé des dettes pour son mari, elle n'a de recours à exercer contre la faillite qu'autant qu'elle prouve que ses *deniers personnels* ont servi à les payer.

2. — Une autre précaution rigoureuse prise par la loi consiste à *restreindre* les effets de l'*hypothèque légale* des femmes de faillis. En général, la femme a hypothèque sur tous les immeubles de son mari pour la garantie de ses droits. (Voy. *HYPOTHÈQUES*, II et III.) En cas de faillite du mari, toutes les fois que ce dernier était commerçant à l'époque du mariage, ou quand, n'ayant pas alors de profession déterminée, il l'est devenu dans l'année, l'hypothèque légale de la femme *ne porte* que sur les immeubles dont le mari était propriétaire lors de la célébration du mariage, ou qui lui sont advenus depuis par donation ou succession; elle ne s'étend pas à ceux qui ont été achetés pendant le mariage. En outre, *cette hypothèque n'est maintenue* que ; 1° Pour les deniers et effets mobiliers apportés en dot par la femme, ou à elle échus, depuis le mariage, par donation ou succession, si le paiement des deniers ou la délivrance des effets sont justifiés par acte ayant date certaine; — 2° Pour le remploi des biens de la femme aliénés pendant le mariage; — 3° Pour l'indemnité des dettes contractées par la femme avec son mari. — Enfin, dans la même hypothèse, c'est-à-dire si le mari était déjà commerçant lors du mariage, ou s'il l'est devenu dans l'année, la femme se trouve privée de tous les avantages que lui assurait le contrat de mariage. Par cette disposition, la loi a voulu déjouer des combinaisons coupables au moyen desquelles deux époux, en se mariant, auraient pu à l'avance préparer la ruine de leurs créanciers.

IX. — REVENDICATION. — 1. — On entend par *revendication* la réclama-

tion d'une chose dont on est propriétaire et qui se trouve être entre les mains d'un tiers. Trois sortes de revendication sont admises en matière de faillite : 1^o Celle des *effets de commerce*, billets à ordre ou lettres de change, qui se trouvent encore dans le portefeuille du failli, si la remise lui en avait été faite uniquement pour en opérer le recouvrement, ou pour servir à un paiement déterminé; — 2^o Celle des *marchandises consignées à titre de dépôt ou pour être vendues pour le compte du propriétaire*, aussi longtemps qu'elles existent en nature, en tout ou en partie. Si les marchandises ont été vendues, mais que le prix en soit encore dû, ce prix ne tombe pas dans la masse de la faillite, et le propriétaire des marchandises y a seul droit, à l'exclusion des autres créanciers du failli; — 3^o La revendication des *marchandises vendues au failli, mais non payées*, à la double condition que les marchandises ne soient entrées ni dans les magasins de l'acheteur failli, ni dans ceux du commissionnaire chargé de les vendre pour le compte du failli, et qu'avant leur arrivée elles n'aient pas été vendues à un tiers de bonne foi. Le vendeur a également, et à plus forte raison, le droit de retenir et de conserver les marchandises qu'il aurait vendues, mais non encore expédiées.

Dans les deux cas dont il s'agit, les syndics de la faillite peuvent, avec l'autorisation du juge-commissaire, exiger la livraison des marchandises en payant au vendeur le prix convenu entre ce dernier et le failli.

2. — Les demandes en revendication sont admises par les syndics, avec l'approbation du juge-commissaire; s'il y a contestation, le Tribunal de commerce prononce.

X. — RÉHABILITATION DU FAILLI.

— 1. — L'état de faillite entraîne certaines incapacités, en même temps qu'il porte atteinte à la renommée et à l'honneur du failli. Ce dernier, par exemple, est privé de l'exercice des droits politiques; il ne peut être

membre d'un Tribunal de commerce, agent de change ou courtier; l'entrée de la Bourse lui est interdite; il n'est pas admis à l'escompte de la Banque de France, etc. La loi permet au failli d'obtenir sa réhabilitation, s'il justifie qu'il a intégralement acquitté en principal, intérêts et frais, toutes les sommes par lui dues, même celles dont le concordat lui avait fait remise. Il faut, en un mot, que ses créanciers aient été remplacés exactement dans le même état où ils se trouveraient si la faillite n'avait pas eu lieu.

2. — La demande en réhabilitation doit être adressée, sous forme de requête signée par un avoué, à la Cour d'appel dans le ressort de laquelle le failli est domicilié. A l'appui sont jointes les quittances et autres pièces justificatives. Le Procureur général près cette Cour, sur la communication qui lui est faite de la requête, en adresse des expéditions au Procureur de la République et au Président du Tribunal de commerce du domicile du demandeur, et, si celui-ci a changé de domicile depuis la faillite, au Procureur de la République et au Président du Tribunal de commerce de l'arrondissement où elle a eu lieu, en les chargeant de recueillir tous les renseignements qu'ils pourront se procurer sur la vérité des faits exposés. A cet effet, copie de la requête est affichée pendant 2 mois, tant dans les salles d'audience de chaque Tribunal qu'à la Bourse et à la Mairie, et extrait en est inséré dans les papiers publics.

Durant ce délai, tout créancier qui n'a pas été payé intégralement en principal, intérêts et frais, et toute autre partie intéressée, peut former opposition à la réhabilitation par une déclaration, appuyée de pièces justificatives, faite au greffe, soit du Tribunal de commerce, soit du Tribunal de première instance où la demande du failli a été affichée.

3. — Si la Cour d'appel estime qu'il y a lieu de prononcer la réhabilitation, elle le fait par un arrêt motivé, lu en audience publique, et

dont expédition est adressée aux tribunaux auxquels la demande avait été communiquée. Ces tribunaux en font faire la lecture publique et la transcription sur leurs registres.

Si la demande en réhabilitation est *rejetée* par la Cour, elle ne peut être reproduite qu'après une année d'intervalle.

4. — Le failli peut être réhabilité même après sa mort.

5. — Certains faillis sont déclarés indignes d'obtenir le bénéfice de la réhabilitation. Ce sont : les *banqueroutiers frauduleux*, les individus condamnés pour *vol*, *escroquerie* ou *abus de confiance*, les *stellionataires* (voy. ce mot), les *tuteurs*, *administrateurs* ou autres *comptables*, qui n'ont pas rendu et soldé leurs comptes.

Quant au *banqueroutier simple*, il peut être admis à la réhabilitation après avoir subi la peine à laquelle il a été condamné. Il ne le serait pas si, s'étant soustrait à la Justice, il n'avait reparu qu'après avoir prescrit sa peine. — Voy. BANQUEROUTE.

FAMILLE. (DROITS DE) — Voy. DROITS DE FAMILLE.

FAUX. — (Cod. pén. art. 132-164.)

Il y a différentes espèces de faux, selon les objets sur lesquels il s'exerce. Nous allons successivement les examiner, d'après les distinctions du Code pénal.

I. — FAUSSE MONNAIE. — Sont punis des *travaux forcés à perpétuité*, ceux qui contrefont ou altèrent les monnaies d'or ou d'argent ayant cours légal en France, ou qui participent à l'émission desdites monnaies contrefaites ou altérées, ou à leur introduction sur le territoire français.

Sont punis des *travaux forcés à temps*, ceux qui se livrent aux mêmes contrefaçons, altérations, etc., pour les monnaies de *billon* ou de *cuivre*.

Sont passibles également des *travaux forcés à temps*, ceux qui ont, en France, contrefait ou altéré des monnaies étrangères, ou participé à l'émission ou introduction en France de

monnaies étrangères contrefaites ou altérées.

Un *emprisonnement de 6 mois à 3 ans* est prononcé contre ceux qui auraient *coloré* les monnaies ayant cours légal en France ou les monnaies étrangères, dans le but de tromper sur la nature du métal, ou qui les auraient émises ou introduites sur le territoire français. Sont passibles de la même peine ceux qui auraient participé à l'émission ou à l'introduction de monnaies ainsi colorées.

La participation dont il s'agit ne s'applique point à ceux qui, ayant reçu pour bonnes des pièces de monnaie contrefaites, altérées ou colorées, les ont remises en circulation. Toutefois, celui qui aurait fait usage desdites pièces, après en avoir vérifié les vices, est passible d'une *amende triple au moins, sextuple au plus*, de la somme représentée par les pièces rendues à la circulation, sans que cette amende puisse, en aucun cas, être inférieure à 16 fr.

— La loi prononce l'*exemption* de toutes peines à l'égard de ceux qui, ayant participé à la contrefaçon ou à l'altération de monnaies ayant cours légal en France, ou à l'émission ou introduction de monnaies contrefaites ou altérées, auraient, avant la consommation de ces crimes et avant les poursuites, averti l'Autorité et révélé les auteurs, ou qui, même après les poursuites commencées, auraient procuré l'arrestation des autres coupables. — Néanmoins, ils pourraient être mis, pour la vie ou à temps, sous la *surveillance spéciale de la haute police*.

II. — CONTREFAÇON DES Sceaux DE L'ÉTAT, DES BILLETS DE BANQUE, DES EFFETS PUBLICS, DES POINÇONS, TIMBRES ET MARQUES. — (Cod. pén. art. 139.) « Ceux qui auront contrefait le sceau de l'Etat, ou fait usage du sceau contrefait; ceux qui auront contrefait ou falsifié, soit des effets émis par le Trésor public avec son timbre, soit des billets de banques autorisées par la loi, ou qui auront fait usage de ces effets et billets contrefaits ou falsifiés, ou qui les auront introduits

dans l'enceinte du territoire français; — seront punis des *travaux forcés à perpétuité*. »

Art. 140. — « Ceux qui auront contrefait ou falsifié, soit un ou plusieurs timbres nationaux, soit les marteaux de l'Etat servant aux marques forestières, soit le poinçon ou les poinçons servant à marquer les matières d'or ou d'argent, ou qui auront fait usage des papiers, effets, timbres, marteaux ou poinçons falsifiés ou contrefaits, seront punis des *travaux forcés à temps*, dont le *maximum* sera toujours appliqué dans ces cas. »

Art. 141. — « Sera puni de la *réclusion*, quiconque s'étant indûment procuré les vrais timbres, marteaux ou poinçons ayant l'une des destinations exprimées en l'article 140, en aura fait une application ou usage préjudiciable aux droits ou intérêts de l'Etat. »

Art. 142. — « Ceux qui auront contrefait les marques destinées à être apposées, au nom du Gouvernement, sur les diverses espèces de denrées ou marchandises, ou qui auront fait usage de ces fausses marques; ceux qui auront contrefait le sceau, timbre ou marque d'une Autorité quelconque, ou qui auront fait usage des sceaux, timbres ou marques contrefaits; ceux qui auront contrefait les timbres-poste ou fait usage sciemment de timbres-poste contrefaits, seront punis d'un *emprisonnement de 2 ans au moins et de 5 ans au plus*. — Les coupables pourront, en outre, être *privés des droits* mentionnés en l'art. 42 du présent Code pendant 5 ans au moins et 10 ans au plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine. — Ils pourront aussi être mis par l'arrêt ou le jugement sous la *surveillance de la haute police* pendant le même nombre d'années. — Les dispositions qui précèdent seront applicables aux tentatives de ces mêmes délits. »

Art. 143. — « Quiconque, s'étant indûment procuré les vrais sceaux, timbres ou marques ayant l'une des

destinations exprimées en l'art. 142, en aura fait ou tenté de faire une application ou un usage préjudiciable aux droits ou intérêts de l'Etat, ou d'une Autorité quelconque, sera puni d'un *emprisonnement de 6 mois à 3 ans*. — Les coupables pourront, en outre, être *privés des droits* mentionnés en l'art. 42 du présent Code, pendant 5 ans au moins et 10 ans au plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine. — Ils pourront aussi être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la *surveillance de la haute police* pendant le même nombre d'années. »

Art. 144. — « Les dispositions de l'art. 138 sont applicables aux crimes mentionnés dans l'art. 139. »

III. — FAUX EN ÉCRITURES PUBLIQUES OU AUTHENTIQUES, ET DE COMMERCE OU DE BANQUE. — (Cod. pén. art. 145.) — « Tout fonctionnaire ou officier public qui, dans l'exercice de ses fonctions, aura commis un faux, soit par fausses signatures, soit par altération des actes, écritures ou signatures, soit par supposition de personnes, soit par des écritures faites ou intercalées sur des registres ou d'autres actes publics, depuis leur confection ou clôture, sera puni des *travaux forcés à perpétuité*. »

Art. 146. — « Sera aussi puni des *travaux forcés à perpétuité*, tout fonctionnaire ou officier public qui, en rédigeant des actes de son ministère, en aura frauduleusement dénaturé la substance ou les circonstances, soit en écrivant des conventions autres que celles qui auraient été tracées ou dictées par les parties, soit en constatant comme vrais des faits faux, ou comme avoués des faits qui ne l'étaient pas. »

Art. 147. — « Seront punies des *travaux forcés à temps*, toutes autres personnes qui auront commis un faux en écriture authentique et publique, ou en écriture de commerce ou de banque, soit par contrefaçon ou altération d'écritures ou de signatures, soit par fabrication de conventions, dispositions, obligations ou déchar-

ges, ou par leur insertion après coup dans ces actes, soit par addition ou altération de clauses, de déclarations ou de faits que ces actes avaient pour objet de recevoir et de constater. »

Art. 148. — « Dans tous les cas exprimés au présent paragraphe, celui qui aura fait usage des actes faux sera puni des travaux forcés à temps. »

Art. 149. — « Sont exceptés des dispositions ci-dessus, les faux commis dans les passe-ports, feuilles de route et permis de chasse, sur lesquels il sera particulièrement statué ci-après. »

IV. — FAUX EN ÉCRITURE PRIVÉE.

— Art. 150. — « Tout individu qui aura, de l'une des manières exprimées en l'article 147, commis un faux en écriture privée, sera puni de la réclusion. »

Art. 151. — « Sera puni de la même peine celui qui aura fait usage de la pièce fausée. »

Art. 152. — « Sont exceptés des dispositions ci-dessus, les faux certificats de l'espèce dont il sera ci-après parlé. »

V. — FAUX COMMIS DANS LES PASSE-PORTS, PERMIS DE CHASSE, FEUILLES DE ROUTE ET CERTIFICATS. — Ils sont prévus et punis de la manière suivante par le Code pénal :

Art. 153. — « Quiconque fabriquera un faux passe-port ou un faux-permis de chasse, ou falsifiera un passe-port ou un permis de chasse originairement véritable, ou fera usage d'un passe-port ou d'un permis de chasse fabriqué ou falsifié, sera puni d'un emprisonnement de 6 mois au moins et de 3 ans au plus. »

Art. 154. — « Quiconque prendra, dans un passe-port ou dans un permis de chasse, un nom supposé, ou aura concouru comme témoin à faire délivrer le passe-port sous le nom supposé, sera puni d'un emprisonnement de 3 mois à 1 an. La même peine sera applicable à tout individu qui aura fait usage d'un passe-port ou

d'un permis de chasse délivré sous un autre nom que le sien. — Les logeurs et anbergistes qui, sciemment, inscriront sur leurs registres, sous des noms faux ou supposés, les personnes logées chez eux, ou qui, de connivence avec elles, auront omis de les inscrire, seront punis d'un emprisonnement de 6 jours au moins et de 3 mois au plus. »

Art. 155. — « Les officiers publics qui délivreront ou feront délivrer un passe-port à une personne qu'ils ne connaîtront pas personnellement, sans avoir fait attester ses noms et qualités par deux citoyens à eux connus, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à 6 mois. — Si l'officier public, instruit de la supposition du nom, a néanmoins délivré ou fait délivrer le passe-port sous le nom supposé, il sera puni d'un emprisonnement d'une année au moins et de 4 ans au plus. — Le coupable pourra, en outre, être privé des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code pendant 5 ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où il aura subi sa peine. »

Art. 156. — « Quiconque fabriquera une fausse feuille de route, ou falsifiera une feuille de route originairement véritable, ou fera usage d'une feuille de route fabriquée ou falsifiée, sera puni, savoir : d'un emprisonnement de 6 mois au moins et de 3 ans au plus, si la fausse feuille de route n'a en pour objet que de tromper la surveillance de l'autorité publique ; — d'un emprisonnement d'une année au moins et de 4 ans au plus, si le Trésor public a payé au porteur de la fausse feuille des frais de route qui ne lui étaient pas dus ou qui excédaient ceux auxquels il pouvait avoir droit, le tout néanmoins au-dessous de 100 fr. ; — et d'un emprisonnement de 2 ans au moins et de 5 ans au plus, si les sommes indûment perçues par le porteur de la feuille s'élèvent à 100 fr. et au delà. »

« Dans ces deux derniers cas, les coupables pourront, en outre, être privés des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code pendant 5 ans

au moins et 10 ans au plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine. — Ils pourront aussi être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police pendant le même nombre d'années. »

Art. 157. — « Les peines portées en l'article précédent seront appliquées, selon les distinctions qui y sont établies, à toute personne qui se sera fait délivrer par l'officier public une feuille de route sous un nom supposé ou qui aura fait usage d'une feuille de route délivrée sous un autre nom que le sien. »

Art. 158. — « Si l'officier public était instruit de la supposition de nom lorsqu'il a délivré la feuille de route, il sera puni, savoir : — dans le 1^{er} cas posé par l'article 156, d'un emprisonnement d'une année au moins et de 4 ans au plus ; — dans le 2^e cas du même article, d'un emprisonnement de 2 ans au moins et de 5 ans au plus ; — dans le 3^e cas, de la réclusion. »

« Dans les 2 premiers cas, il pourra, en outre, être privé des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code pendant 5 ans au moins et 10 ans au plus, à compter du jour où il aura subi sa peine. »

Art. 159. — « Toute personne qui, pour se rédimier elle-même ou affranchir une autre d'un service public quelconque, fabriquera, sous le nom d'un médecin, chirurgien ou autre officier de santé, un certificat de maladie ou d'infirmité, sera punie d'un emprisonnement d'une année au moins et de 3 ans au plus. »

Art. 160. — « Tout médecin, chirurgien ou autre officier de santé qui, pour favoriser quelqu'un, certifiera faussement des maladies ou infirmités propres à dispenser d'un service public, sera puni d'un emprisonnement d'une année au moins et de 3 ans au plus. — S'il y a été mû par dons ou promesses, la peine de l'emprisonnement sera d'une année au moins et de 4 ans au plus. — Dans les deux cas, le coupable pourra, en outre, être privé des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code, pendant

5 ans au moins et 10 ans au plus, à compter du jour où il aura subi sa peine. — Dans le deuxième cas, les corrupteurs seront punis des mêmes peines que le médecin, chirurgien ou officier de santé qui aura délivré le faux certificat. »

Art. 161. — « Quiconque fabriquera, sous le nom d'un fonctionnaire ou officier public, un certificat de bonne conduite, indigence ou autres circonstances propres à appeler la bienveillance du Gouvernement ou des particuliers sur la personne y désignée, et à lui procurer places, crédit ou secours, sera puni d'un emprisonnement de 6 mois à 2 ans. — La même peine sera appliquée : 1^o à celui qui falsifiera un certificat de cette espèce, originairement véritable, pour l'approprier à une personne autre que celle à laquelle il a été primitivement délivré ; — 2^o à tout individu qui se sera servi du certificat ainsi fabriqué ou falsifié. »

« Si ce certificat est fabriqué ou le nom d'un simple particulier, la fabrication et l'usage seront punis de 15 jours à six mois d'emprisonnement. »

Art. 162. — « Les faux certificats de toute autre nature, et d'où il pourrait résulter, soit lésion envers des tiers, soit préjudice envers le Trésor, seront punis, selon qu'il y aura lieu, d'après les dispositions des §§ 3 et 4 de la présente section. » (Voy. III et IV.)

VI. — DISPOSITIONS COMMUNES. — (Cod. pén. art. 163.) — « L'application des peines portées contre ceux qui ont fait usage de monnaies, billets, sceaux, timbres, marteaux, poinçons, marques et écrits faux, contrefaits, fabriqués ou falsifiés, cessera toutes les fois que le faux n'aura pas été connu de la personne qui aura fait usage de la chose fautive. »

Art. 164. — « Il sera prononcé contre les coupables une amende dont le minimum sera de 100 fr., et le maximum de 3,000 fr.; l'amende pourra cependant être portée jusqu'au quart du bénéfice illégitime, que le faux

aura procuré ou était destiné à procurer aux auteurs du crime ou du délit, à leurs complices ou à ceux qui ont fait usage de la pièce fausse.»

FAUX SERMENT. — (Cod. pén. art. 366.)

Celui à qui le serment a été déféré ou référé en matière civile, et qui a fait un faux serment, est puni d'un emprisonnement d'une année au moins et de 5 ans au plus, et d'une amende de 100 fr. à 3,000 fr.

Il peut, en outre, être privé des droits mentionnés en l'article 42 du Code pénal, pendant 5 ans au moins et 10 ans au plus à compter de l'expiration de sa peine, et être placé sous la surveillance de la haute police pendant le même nombre d'années.

FAUX TÉMOIGNAGE. — (Cod. pén. art. 361-364.)

Le Code pénal contient les dispositions suivantes touchant le faux témoignage :

Art. 361. — « Quiconque sera coupable de faux témoignage, en matière criminelle, soit contre l'accusé, soit en sa faveur, sera puni de la réclusion. Si néanmoins l'accusé a été condamné à une peine plus forte que celle de la réclusion, le faux témoin qui a déposé contre lui subira la même peine. »

Art. 362. — « Quiconque sera coupable de faux témoignage, en matière correctionnelle, soit contre le prévenu, soit en sa faveur, sera puni d'un emprisonnement de 2 ans au moins et de 5 ans au plus et d'une amende de 50 fr. à 2,000 fr. — Si néanmoins le prévenu a été condamné à plus de 5 années d'emprisonnement, le faux témoin qui a déposé contre lui subira la même peine.

« Quiconque sera coupable de faux témoignage, en matière de police, soit contre le prévenu, soit en sa faveur, sera puni d'un emprisonnement d'un an au moins et de 3 ans au plus, et d'une amende de 16 fr. à 500 fr.

« Dans ces deux cas, les coupables pourront, en outre, être privés des

droits mentionnés en l'article 42 du présent Code, pendant cinq ans au moins et 10 ans au plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine, et être placés sous la surveillance de la haute police pendant le même nombre d'années. »

Art. 363. — « Le coupable de faux témoignage, en matière civile, sera puni d'un emprisonnement de 2 à 5 ans, et d'une amende de 50 fr. à 2,000 fr. Il pourra l'être aussi des peines accessoires mentionnées en l'article précédent. »

Art. 364. — « Le faux témoin, en matière criminelle, qui aura reçu de l'argent, une récompense quelconque ou des promesses, sera puni des travaux forcés à temps, sans préjudice de l'application du deuxième paragraphe de l'article 361.

« Le faux témoin, en matière correctionnelle ou civile, qui aura reçu de l'argent, une récompense quelconque ou des promesses, sera puni de la réclusion.

« Le faux témoin, en matière de police, qui aura reçu de l'argent, une récompense quelconque ou des promesses, sera puni d'un emprisonnement de 2 à 5 ans, et d'une amende de 50 fr. à 2,000 fr. Il pourra l'être aussi des peines accessoires mentionnées en l'article 362. — Dans tous les cas, ce que le faux témoin aura reçu sera confisqué. »

FEMME. — Ce mot, en droit, comprend toutes les personnes du sexe féminin, qu'elles soient mariées ou filles. La condition légale de la femme diffère en plusieurs points de celle de l'homme.

1. — Les droits politiques sont refusés à la femme.

2. — La femme ne peut servir de témoin dans les actes de l'état civil (Cod. civ. art. 37), ni dans les actes notariés (loi 25 ventôse an xi (16 mars 1803), art. 9).

3. — La femme étrangère qui épouse un Français suit la condition de son mari. — La femme française qui épouse un étranger cesse d'être

Française. (Cod. civ. art. 12, 19.) — Voy. FRANÇAIS.

4. — La femme peut se marier à 15 ans ; — à 21 ans, elle n'est plus assujettie à obtenir le consentement, soit de ses père et mère, ou du survivant d'eux, soit des ascendants ou du Conseil de famille ; — à 25 ans, elle n'est tenue qu'à un seul acte respectueux. En anticipant, pour les individus du sexe féminin, l'époque du mariage, le législateur a suivi les tendances de la nature, et considéré que, le développement intellectuel et physique étant plus hâtif chez les filles que chez les garçons, le retard du mariage était plus préjudiciable aux premières. (Cod. civ. art. 144, 148, 152.) — Voy. MARIAGE, I.

5. — La femme mariée n'a pas d'autre domicile que celui de son mari. (Cod. civ. art. 108.) — Voy. DOMICILE.

6. — La femme ne peut être marchande publique, sans le consentement de son mari. (Cod. com. art. 4-7.) — Voy. COMMERÇANT, I, § 2.

7. — La femme ne peut ester en jugement sans l'autorisation de son mari ou de la Justice. (Cod. civ. art. 215, 218.) — Voy. MARIAGE, VI.

8. — La femme ne peut contracter un nouveau mariage qu'après dix mois révolus depuis la dissolution du mariage précédent. — (Cod. civ. art. 228.) — Voy. MARIAGE, VIII.

9. — La belle-mère qui convole en secondes noces perd son droit aux aliments qu'elle aurait pu exiger, en cas de besoin, de son gendre ou de sa belle-fille. (Cod. civ. art. 306.) — Voy. MARIAGE, V.

10. — La mère perd, en cas de second mariage, l'usufruit que la loi accorde aux père et mère sur les biens personnels de leurs enfants jusqu'à l'âge de 18 ans, ou jusqu'à leur émancipation. (Cod. civ. art. 286.) — Voy. PUISSANCE PATERNELLE.

11. — Ne peuvent être tutrices ni membres des Conseils de famille, les femmes autres que la mère et les ascendantes. (Cod. civ. art. 442.) — Voy. TUTELLE-TUTEUR.

12. — La mère survivante, tutrice, qui veut se remarier, doit faire convoquer le Conseil de famille pour décider s'il y a lieu de la maintenir en tutelle, d'après les garanties de fortune, d'honorabilité, d'aptitude et de moralité que présente le futur beau-père du mineur. (Cod. civ. art. 395, 396.) — Voy. TUTELLE-TUTEUR.

13. — Doivent être communiquées au Ministère public les causes des femmes non autorisées par leurs maris, ou même autorisées, lorsqu'il s'agit de leur dot, et qu'elles sont mariées sous le régime dotal. (Cod. proc. civ. art. 83, n° 6.) — Voy. COMMUNICATION AU MINISTÈRE PUBLIC.

14. — La loi accorde aux femmes mariées une hypothèque sur les biens de leur mari. (Cod. civ. art. 2121.) — Voy. HYPOTHÈQUE.

15. — Les droits des femmes sont restreints en cas de faillite de leur mari. (Cod. com. art. 557-564.) — Voy. FAILLITE, VIII.

16. — Si une femme condamnée à mort se déclare, et s'il est vérifié qu'elle est enceinte, elle ne subit sa peine qu'après sa délivrance. (Cod. pén. art. 27.)

17. — Voy. ADULTÈRE ; — AVORTEMENT ; — CONJOINT ; — CONTRAT DE MARIAGE ; — DOT ; — INFANTICIDE ; — MATERNITÉ ; — QUOTITÉ DISPONIBLE, III ; — SÉPARATION DE CORPS ; — SÉPARATION DE BIENS.

FÉRIÉS. (JOURS) — Voy. JOURS FÉRIÉS.

FERME. (BAIL A) — On désigne ainsi le louage des héritages ruraux. — Voy. LOUAGE, sect. I, i et ii, § 2.

FERMIER. — Individu qui exploite à son profit un fonds ne lui appartenant pas, à la charge de payer au propriétaire certaines sommes d'argent.

1. — Les droits et obligations du fermier sont expliqués à l'article LOUAGE, sect. I, i et ii, § 2.

2. — Sont immeubles par destination les animaux que le propriétaire du fonds livre au fermier pour la

culture, tant qu'ils demeurent attachés au fonds par l'effet de la convention. — Il en est de même des semences données au fermier. (Cod. civ. art. 522, 524.) — Voy. BIENS.

3. — Le fermier ne peut jamais prescrire, par quelque laps de temps que ce soit, la chose du propriétaire. (Cod. civ. art. 2236.) — Voy. PRESCRIPTION, I.

4. — C'est le juge de paix de la situation de l'objet litigieux qui est compétent pour connaître des indemnités prétendues par le fermier pour non-jouissance, lorsque le droit n'est pas contesté, et des dégradations alléguées par le propriétaire. (Cod. proc. civ. art. 3, n° 4.)

FÊTES. — Les fêtes légales sont les Dimanches et les Fêtes religieuses conservées par les articles organiques de la convention du 26 messidor an ix (15 juillet 1801), titre III, savoir : l'Ascension, l'Assomption, la Toussaint et Noël. — D'après un avis du Conseil d'Etat, du 13 mars 1810, il faut y joindre le premier janvier.

1. — Les juges de paix peuvent juger tous les jours, même ceux de dimanches et fêtes, le matin et l'après-midi. (Cod. proc. civ. art. 8.)

2. — Aucun exploit n'est donné un jour de fête légale, si ce n'est en vertu de permission du Président du tribunal. (Cod. proc. civ. art. 63.)

3. — En cas d'urgence, le Président du tribunal, ou celui qui le représente, peut permettre d'assigner en référé, même les jours de fêtes. (Cod. proc. civ. art. 808.)

4. — La saisie-revendication peut être autorisée, même les jours de fête légale. (Cod. proc. civ. art. 828.) — Voy. SAISIE-RENDICATION.

5. — Lorsqu'un effet de commerce a pour échéance un jour de fête, il est payable la veille. (Cod. com. art. 134.) — Voy. EFFETS DE COMMERCE, sect. I, v.

6. — Aucune condamnation ne peut être exécutée les jours de fêtes nationales ou religieuses, ni les dimanches. (Cod. pén. art. 25.)

7. — Une loi du 18 novembre 1814,

qui n'a pas été formellement abrogée, et qui, par conséquent, doit être considérée comme étant toujours en vigueur, mais dont l'exécution forcée serait peu conciliable avec le principe de la liberté de conscience, contient sur la célébration des fêtes et dimanches les dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. — « Les travaux ordinaires seront interrompus les dimanches et jours de fêtes reconnues par la loi de l'Etat. »

Art. 2. — « En conséquence, il est défendu lesdits jours : 1^o Aux marchands, d'étaler et de vendre, les ais et volets des boutiques ouverts ; — 2^o Aux colporteurs et étalagistes, de colporter et d'exposer en vente leurs marchandises dans les rues et places publiques ; — 3^o Aux artisans et ouvriers, de travailler extérieurement et d'ouvrir leurs ateliers ; — 4^o Aux charretiers et voituriers employés à des services locaux, de faire des chargements dans les lieux publics de leur domicile. »

Art. 3. — « Dans les villes dont la population est au-dessous de cinq mille âmes, ainsi que dans les bourgs et villages, il est défendu aux cabaretiers, marchands de vin, débitants de boissons, traiteurs, limonadiers, maîtres de paume et de billard, de tenir leurs maisons ouvertes et d'y donner à boire et à jouer lesdits jours, pendant le temps de l'office. »

Art. 4. — « Les contraventions aux dispositions ci-dessus seront constatées par procès-verbaux des Maires et Adjoint ou des Commissaires de police. »

Art. 5. — « Elles seront jugées par les Tribunaux de police simple, et punies d'une amende qui, pour la première fois, ne pourra excéder 5 fr. »

Art. 6. — « En cas de récidive, les contrevenants pourront être condamnés au maximum des peines de police : (15 fr. d'amende, 5 jours de prison). »

Art. 7. — « Les défenses précédentes ne sont pas applicables : 1^o Aux

marchands de comestibles de toute nature, sauf cependant l'exécution de l'art. 3; — 2° A tout ce qui tient au service de santé; — 3° Aux postes, messageries et voitures publiques; — 4° Aux voituriers de commerce par terre et par eau, et aux voyageurs; — 5° Aux usines dont le service ne pourrait être interrompu sans dommage; — 6° Aux ventes usitées dans les foires et fêtes dites patronales, et au débit des menues marchandises dans les Communes rurales, hors le temps du service divin; — 7° Aux chargements des navires marchands et autres bâtiments du commerce maritime. »

Art. 8. — « Sont également *exceptés* des défenses ci-dessus, les menuisiers et les ouvriers employés : 1° A la moisson et autres récoltes; — 2° Aux travaux urgents de l'agriculture; — 3° Aux constructions et réparations motivées par un péril imminent, à la charge, dans ces deux derniers cas, d'en demander la permission à l'Autorité municipale. »

Art. 9. — « L'Autorité administrative pourra étendre les exceptions ci-dessus aux usages locaux... »

FILIATION. — Relation existant entre deux personnes dont l'une est née de l'autre. — Voy. ENFANT; — DESCENDANT.

FILOUTERIE. — (Cod. pén. art. 401.) — Vol exécuté avec ruse.

1. — Les filouteries sont punies d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus, et peuvent l'être d'une amende de 16 fr. à 500 francs.

Les coupables peuvent, en outre, être interdits des droits mentionnés en l'article 42 du Code pénal, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où ils ont subi leur peine, et être mis sous la surveillance de la haute police pendant le même nombre d'années.

2. — La tentative de filouterie est punie comme le délit lui-même.

FILS-FILLE. — Voy. DESCENDANT; — ENFANT.

FLAGRANT DÉLIT. — (Cod. instr. crim. art. 41; loi 20 mai 1863.)

C'est le délit ou le crime qui se commet actuellement ou qui vient de se commettre. Il y a aussi *flagrant délit* quand un homme est poursuivi par la clameur publique, ou que, dans un temps voisin du délit, il est trouvé saisi d'effets, armes, instruments ou papiers, faisant présumer qu'il est auteur ou complice.

1. — Inspirée par le louable désir de supprimer la détention préventive, ou tout au moins d'en réduire le plus possible la durée, dans les cas où une instruction orale doit suffire, une loi du 20 mai 1863 a réglé le mode d'instruction des *flagrants délits* devant les tribunaux correctionnels. — Aux termes de cette loi, tout inculpé arrêté en état de flagrant délit pour un fait puni de peines correctionnelles est immédiatement conduit devant le Procureur de la République qui l'interroge, et, s'il y a lieu, le traduit sur-le-champ à l'audience du Tribunal. S'il n'y a point d'audience, l'inculpé est cité pour l'audience du lendemain. Le Tribunal est, au besoin, spécialement convoqué.

2. — Les témoins peuvent être *verbalement* requis par tout officier de police judiciaire ou agent de la force publique. Ils sont tenus de comparaître sous les peines portées contre les témoins défaillants.

3. — Si l'inculpé le demande, le Tribunal lui accorde un *délai* de trois jours au moins pour sa défense.

4. — En cas d'acquiescement, il est immédiatement, et nonobstant appel, mis en liberté.

FLOTTANTE. (DETTE) — Voy. DETTE PUBLIQUE, I.

FOIRES, HALLES ET MARCHÉS. — On nomme *Foire* une réunion de marchands et d'acheteurs, où l'on vend toute sorte de marchandises, et qui se tient dans des lieux et à des époques fixes; — *Marché* une réunion moins nombreuse et plus fréquente qui a surtout pour objet l'approvisionnement des villes en denrées

alimentaires; — *Halle* un emplacement couvert spécialement affecté à la vente des mêmes denrées.

• Une ville qui n'a qu'une ou deux foires par an peut avoir un ou plusieurs marchés par semaine.

1. — De nos jours, par suite de la liberté du commerce et de la propagation universelle de toutes les branches d'industrie, les foires n'ont plus l'importance qu'elles avaient à une époque où les communications étaient difficiles et où chaque pays avait sa spécialité de produits industriels. Il en est cependant encore aujourd'hui qui jouissent d'une grande réputation, notamment celle de Beaucaire, dans le Gard.

L'abolition de la féodalité a eu pour conséquence la suppression des droits perçus par les Seigneurs dans les foires, halles et marchés, à raison de l'apport et du dépôt des denrées et marchandises, et à raison du monopole qu'ils s'étaient attribué du pesage et du mesurage de ces denrées et marchandises. On se ferait difficilement une idée de la multitude de perceptions seigneuriales que supportait le commerce des denrées nécessaires à l'existence du peuple.

Le *prix des places* dans les foires, halles et marchés est perçu maintenant *au profit des Communes*. Le tarif est fixé par le Conseil municipal.

2. — Aux termes de l'art. 46, § 24, de la loi du 10 août 1871 sur les Conseils généraux, ces Assemblées statuent définitivement sur les délibérations des Conseils municipaux ayant pour but l'établissement, la suppression et les changements de foires et marchés.

Les simples marchés d'approvisionnement local peuvent être établis dans une Commune sur la seule délibération de son Conseil municipal, sans qu'il soit nécessaire de consulter le Conseil d'arrondissement et le Conseil général. (Loi 24 juillet 1867.)

3. — Toutes les fois qu'une Commune demande l'établissement, la suppression ou le changement d'une foire ou d'un marché, le Préfet provoque

une délibération des Conseils municipaux de toutes les Communes que cette question intéresse. On considère comme intéressées non-seulement toutes les Communes du canton, mais encore toutes celles qui sont situées hors de ses limites et dans un rayon de 2 myriamètres (5 lieues) environ du lieu d'où la demande émane. Le Conseil d'arrondissement est appelé à donner son avis.

4. — La *police* des foires, halles et marchés appartient au Maire, qui a le droit de prescrire toutes les mesures qu'il juge nécessaires au point de vue de la sécurité et de la salubrité. A Paris, c'est le Préfet de police qui est chargé de ce soin.

5. — Il existe, dans les halles et marchés d'approvisionnement de Paris, des *Facteurs*, commissionnés par la Préfecture de police, qui, moyennant un droit fixe, sont chargés de vendre pour les marchands forains, et sont vis-à-vis de ces derniers responsables du prix de vente. Leur ministère est purement *facultatif*.

Le commerce trouve de grands avantages dans cette institution. L'entremise des facteurs permet, en effet, aux vendeurs qui souvent ne connaissent pas les acheteurs et leur solvabilité, de vendre leurs marchandises promptement et avec sécurité.

FOL APPEL. — Se dit, dans le langage de la procédure, d'un appel dénué de moyens légitimes. Pour punir le plaideur de sa témérité, la loi le condamne à une amende appelée, pour cette raison, *amende de fol appel*. Elle est de cinq francs, s'il s'agit du jugement d'un juge de paix, et de dix francs en cas d'appel d'un jugement de Tribunal de première instance ou de commerce. (Cod. proc. civ. art. 471.)

FOLIE. — Voy. ALIÉNÉS; — DÉMENCE.

FOLLE ENCHÈRE. — (Cod. proc. civ. art. 733 et suiv.)

Lorsque l'adjudicataire d'un immeuble vendu aux enchères publiques ne peut satisfaire aux conditions de l'adjudication, on dit qu'il a *enchéri*

follement; il est alors procédé à une nouvelle vente, dite *sur folle enchère*.

Le *fol enchérisseur* doit la différence entre son prix et celui de la nouvelle vente, s'il est inférieur; il n'a aucun droit au surplus, s'il y en a.

FONCIER. (CRÉDIT) — Voy. CRÉDIT FONCIER.

FONCIÈRE. (CONTRIBUTION) — (Loi 3 frimaire an vii (23 novembre 1798.))

1. — La contribution *foncière* est celle qui se perçoit sur les propriétés immobilières bâties ou non bâties, proportionnellement et à raison de leur *revenu net imposable*, c'est-à-dire de ce qui reste sur le produit de la propriété, déduction faite des frais de production et d'entretien.

2. — La loi a admis certaines *exemptions*, les unes *permanentes*, telles que celles relatives aux biens de l'Etat, des Départements ou des Communes affectés à un service public, les autres *temporaires*, pour favoriser l'agriculture ou l'industrie du bâtiment. Ainsi les semis et plantations sur le sommet et le penchant des montagnes et sur les dunes sont exempts de tout impôt pendant vingt ans (Cod. for. art. 223); — la cotisation des terres vaines et vagues qui sont mises en culture ne peut être augmentée qu'un certain nombre d'années après le défrichement (Loi 3 frim. an vii, art. 112, 113, 114, 115, 116); — la cotisation des marais dont on opère le dessèchement ne peut être augmentée pendant les vingt-cinq premières années qui suivent le dessèchement (même loi, art. 111); — les constructions ne donnent lieu à une augmentation de l'impôt foncier que la troisième année après leur achèvement (même loi, art. 88).

3. — Pour arriver à une juste répartition de la contribution foncière, on a recours à une longue et minutieuse opération, appelée *cadastre*. Elle consiste à lever les plans de chaque parcelle de terre: ce soin est confié à des géomètres; puis on répartit les fonds en différentes classes, d'après leur revenu net. On n'admet pas plus de cinq classes pour chaque

nature de propriété. Cette répartition se fait par le Conseil municipal, qui s'adjoint, en nombre égal à celui de ses membres, les plus forts imposés de la Commune, choisis de manière que toutes les natures de propriétés se trouvent représentées. Il ne reste plus alors qu'à procéder à la répartition individuelle, à l'aide des éléments fournis par les deux premières opérations. Ce travail, purement administratif, est fait par le Directeur des contributions directes, et soumis à l'approbation du Préfet, qui, après avoir pris l'avis du Conseil de Préfecture, statue sur les *réclamations* et fixe définitivement le revenu imposable.

4. — Le produit de la contribution foncière était évalué, pour 1869, à 172,000,000 fr.

FONCTIONNAIRE PUBLIC. — Se dit, en général, de toute personne qui exerce une fonction publique, c'est-à-dire qui concourt d'une manière quelconque, et dans une sphère plus ou moins élevée, à la gestion de la chose publique.

1. — Un décret du 5 septembre 1870 a aboli le serment politique que les fonctionnaires publics de l'ordre civil, administratif, militaire et judiciaire étaient tenus de prêter avant d'entrer en fonctions, aux termes de l'article 14 de la Constitution du 14 janvier 1852.

2. — Un décret du 19 septembre 1870 a abrogé l'article 75 de la Constitution du 22 frimaire an viii (13 décembre 1799), qui était demeuré en vigueur, malgré les vives et nombreuses attaques dont il avait été l'objet, et aux termes duquel aucun agent du Gouvernement ne pouvait être poursuivi pour des faits relatifs à ses fonctions qu'en vertu d'une décision du Conseil d'Etat. — Il n'est pas inutile de rappeler que l'*acte additionnel aux Constitutions de l'Empire*, du 22 avril 1815, contenait la promesse de la modification, par une loi, de cet art. 75. L'opinion de Napoléon I^{er} à cet égard est des plus précieuses.

3. — Le citoyen appelé à une fonction publique *temporaire* ou *révocable* conserve le *domicile* qu'il avait auparavant, s'il n'a pas manifesté d'intention contraire. — L'acceptation de fonctions conférées à vie emporte translation immédiate du domicile du fonctionnaire dans le lieu où il doit exercer ses fonctions. (Cod. civ. art. 106, 107.) — Voy. DOMICILE.

4. — Sont dispensés de la tutelle tous citoyens exerçant une fonction publique dans un département autre que celui où la tutelle s'établit. (Cod. civ. art. 427.) — Voy. TUTELLE, III.

5. — Les *créances* résultant d'*abus* et *prévarications* commis par les fonctionnaires publics, dans l'exercice de leurs fonctions, sont *privilegiées* sur les fonds de leur cautionnement et sur les intérêts qui en peuvent être dus. (Cod. civ. art. 2102, n° 7.) — Voy. PRIVILÈGE.

6. — Tout fonctionnaire public qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquiert la connaissance d'un crime ou d'un délit, est tenu d'en donner avis sur-le-champ au Procureur de la République près le tribunal dans le ressort duquel ce crime ou ce délit a été commis, ou dans lequel le prévenu peut être trouvé, et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs. (Cod. instr. crim. art. 29.)

7. — La *dégradation civique* emporte la destitution et l'exclusion de toutes fonctions publiques. (Cod. pén. art. 34.) — Voy. DÉGRADATION CIVIQUE.

8. — Les tribunaux jugeant correctionnellement peuvent, dans certains cas, prononcer l'*interdiction* des fonctions publiques. (Cod. pén. art. 42, 43.)

9. — Voy. ABUS D'AUTORITÉ; — CONCUSSION; — CORRUPTION DE FONCTIONNAIRES; — ENPIÈTLEMENT DES AUTORITÉS ADMINISTRATIVES ET JUDICIAIRES; — DIFFAMATION; — FORFAITURE; — OUTRAGES ENVERS LES DÉPOSITAIRES DE L'AUTORITÉ ET DE LA FORCE PUBLIQUE; — USURPATION DE TITRES

OU FONCTIONS; — VIOLENCES ENVERS LES DÉPOSITAIRES DE L'AUTORITÉ ET DE LA FORCE PUBLIQUE.

FORCE. (MAISON DE) — Voy. PRISONS.

FORCE MAJEURE. — Se dit de tout événement imprévu qu'il était impossible d'empêcher.

1. — Il n'y a lien à aucuns *dommages-intérêts* lorsque, par suite d'une force majeure, le débiteur n'a pu donner ou faire ce à quoi il était obligé, ou a fait ce qui lui était interdit. (Cod. civ. art. 1148.)

2. — Le locataire n'est pas responsable des pertes ou dégradations arrivées par force majeure. (Cod. civ. art. 1730.)

3. — Le *dépositaire* n'est point tenu des accidents de force majeure, à moins qu'il n'ait été mis en demeure de restituer la chose déposée. (Cod. civ. art. 1929.)

4. — Les *aubergistes* ou *hôteliers* ne sont pas responsables des vols faits avec force armée ou autre force majeure. (Cod. civ. art. 1934.)

5. — Il n'y a ni crime ni délit lorsque le prévenu a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister. (Cod. pén. art. 64.)

6. — Sont exceptés de la limite fixée par la loi du 9 septembre 1848, pour la durée du travail dans les manufactures, les travaux que rend immédiatement nécessaires un cas de force majeure. (Déc. 17 mai 1871.) — Voy. DURÉE DU TRAVAIL.

7. — Voy. FORTUNE DE MER.

FORCÉS. (TRAVAUX) — Voy. TRAVAUX FORCÉS.

FORCLUSION. — Du latin *foras*, dehors, et *claudere*, fermer. — Exclusion d'un droit faute de l'avoir exercé en temps utile. — Voy. DÉCHÉANCE.

FORESTIER. (CODE) — Voy. CODE FORESTIER.

FORESTIER. (GARDE) — Voy. GARDE FORESTIER.

FORÊTS. — (Loi 21 mai 1827; ord. roy. 1^{er} août 1827; loi 18 juin 1859; Déc. 22 novembre et 21 décembre 1859.)

Dans le langage de la loi, le mot *forêt* s'entend de toute espèce de bois : son étymologie est *foresta*, qui, dans la basse latinité, désignait le lieu où séjournent les bêtes fauves, *ubi fera stat*.

— De tout temps, on a senti l'importance et la nécessité des forêts. « Tous les arts de la société, tous les besoins de la vie en réclament la conservation, parce qu'ils en exigent l'usage : chauffage pendant les temps rigoureux ; cuisson des aliments en toute saison ; construction et réparation des habitations ; confection des ustensiles aratoires, des meubles de ménage et des vases propres à contenir les liquides ; échafauds pour la vigne ; tuteurs des jeunes arbres : c'est avec les dépouilles des forêts qu'on pourvoit à tous ces besoins. Lorsqu'enfin l'homme osa concevoir la pensée de confier sa vie à l'inconstance des flots, il trouva dans les bois le moyen de marcher à la conquête d'un élément nouveau sur lequel il règne aujourd'hui en souverain. » (Dalloz, *Répertoire de législation*, etc., art. Forêts, 4.)

1. — Les bois et forêts se divisent en deux classes : la première comprend ceux qui sont soumis au régime forestier, c'est-à-dire aux règles tracées par les différentes lois qui composent la législation forestière ; ce sont les bois de l'Etat, des Départements, des Communes et des Etablissements publics ; la seconde comprend les bois auxquels ce régime n'est pas applicable : ce sont les propriétés privées, qui, néanmoins, se trouvent assujetties à certaines restrictions ou servitudes, notamment en ce qui concerne le *défrichement*.

2. — Aucun particulier ne peut user du droit d'arracher ou défricher ses bois qu'après en avoir fait la *déclaration* à la Sous-Préfecture, au moins 4 mois d'avance, durant lesquels l'Administration peut faire signifier au propriétaire son *opposition* au défrichement. Si, dans les 6 mois qui suivent cette signification, le Ministre des Finances n'a pas rendu et

fait connaître sa décision au propriétaire des bois, le défrichement peut être effectué.

L'opposition au défrichement ne peut être formée que pour les bois dont la conservation est reconnue nécessaire : 1° au maintien des terres sur les montagnes ou sur les pentes ; — 2° à la défense du sol contre les érosions et les envahissements des fleuves, rivières ou torrents ; — 3° à l'existence des sources et cours d'eau ; — 4° à la protection des dunes et des côtes contre les érosions de la mer et l'envahissement des sables ; — 5° à la défense du territoire dans la partie de la zone frontière déterminée par un décret du 22 novembre 1859 ; — 6° à la salubrité publique.

— En cas de *contravention* à l'obligation d'une déclaration préalable au défrichement, le propriétaire est condamné à une *amende*, calculée à raison de 500 francs au moins et de 1,500 fr. au plus, par hectare de bois défriché. Il doit, en outre, s'il en est ainsi ordonné par le Ministre des Finances, rétablir les lieux défrichés, en nature de bois, dans un délai qui ne peut excéder 3 années.

Faite par le propriétaire d'effectuer la plantation ou le semis dans le délai prescrit par la décision ministérielle, il est pourvu à ses frais par l'Administration forestière, sur l'autorisation préalable du Préfet, qui arrête le mémoire des travaux faits et le rend exécutoire contre le propriétaire.

— Les actions ayant pour objet des défrichements commis en *contravention* aux dispositions de la loi se prescrivent par 2 ans à dater de l'époque où le défrichement a été consommé.

3. — L'Administration des Forêts forme une *direction générale* dépendant du Ministre des Finances.

— Le territoire français est divisé en *Conservations* ou *Arrondissements forestiers*, qui comprennent chacun un certain nombre de départements.

4. — Il existe à Nancy une *Ecole forestière* destinée à former des sujets pour les emplois d'agent forestier. — Voy. ÉCOLE FORESTIÈRE.

FORFAITURE. — (Cod. pén. art. 166, 169.) — Tont *crime* commis par un fonctionnaire public dans l'exercice de ses fonctions est une *forfaiture*.

Toute forfaiture pour laquelle la loi ne prononce pas de peines plus graves, est punie de la *dégradation civique*. — Voy. **DÉGRADATION CIVIQUE**.

FORMULE EXÉCUTOIRE. — On appelle ainsi l'intitulé au nom du Souverain et le mandement aux Officiers de justice, en vertu desquels un acte peut être mis à exécution.

— Cette formule a nécessairement varié suivant les changements politiques qui se sont opérés en France depuis 1790 jusqu'en 1870. Elle a été intitulée tantôt au nom du Roi ou de l'Empereur, tantôt au nom du Peuple; elle l'est aujourd'hui au nom du Peuple, de la manière suivante :

« RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

« AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS »

Suit la copie de l'arrêt, du jugement, du mandat de justice ou de l'acte notarié, qui se termine ainsi :

« En conséquence, le Président de la République française mande et ordonne à tous huissiers sur ce requis de mettre ledit arrêt (ou ledit jugement, etc.) à exécution, aux Procureurs généraux et aux Procureurs de la République près les tribunaux de première instance d'y tenir la main, à tous Commandants et Officiers de la force publique de prêter main-forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

« En foi de quoi le présent arrêt (ou jugement, etc.) a été signé par... » (Dec. 2 septembre 1871.)

FORTUNE DE MER. — On comprend sous la dénomination générale de *fortune de mer* tous les événements de force majeure qui, pendant le voyage, peuvent arriver à un navire ou à sa cargaison.

Ils sont à la charge des assureurs. (Cod. com. art. 330.)

FOSSE D'AISANCES. — Réservoir destiné à recevoir les matières fécales. — Le mode de construction est déterminé par des règlements spé-

ciaux dans l'intérêt de l'hygiène publique : à défaut de règlements, on suit les usages locaux.

1. — Celui qui fait creuser une fosse d'aisances près d'un mur mitoyen ou non est obligé à laisser la distance prescrite par les règlements et usages particuliers, ou à faire les ouvrages imposés par les mêmes règlements et usages pour éviter de nuire au voisin. (Cod. civ. art. 674.)

2. — Le curément des fosses d'aisances est à la charge du bailleur, s'il n'y a clause contraire. (Cod. civ. art. 1756.)

FOSSÉ. — 1. — Les fossés des places de guerre et des forteresses font partie du domaine public. (Cod. civ. art. 540.)

2. — Tous fossés entre deux héritages sont présumés mitoyens, s'il n'y a titre ou marque du contraire.

Il y a marque de non-mitoyenneté, lorsque la levée ou le rejet de la terre se trouve d'un côté seulement du fossé. — Le fossé est censé appartenir exclusivement à celui du côté duquel le rejet se trouve.

— Le fossé mitoyen doit être entretenu à frais communs. (Cod. civ. art. 666-669.)

3. — C'est le juge de paix de la situation qui est compétent pour connaître des usurpations de fossés commises dans l'année. (Cod. proc. civ. art. 3, n° 2.)

4. — Le fait de combler, en tout ou en partie, des fossés est puni d'un emprisonnement d'un mois à un an, et d'une amende égale au quart des restitutions et des dommages-intérêts, sans qu'elle puisse être au-dessous de 50 fr. (Cod. pén. art. 456.)

FRAI. — Il est permis à toute personne de pêcher à la ligne flottante tenue à la main, dans les fleuves, rivières et canaux navigables, excepté en temps de *frai*, c'est-à-dire à l'époque de la reproduction du poisson. (Loi 15 avril 1829, art. 5, § 3.) — Voy. **PÊCHE**.

FRAIS. — Voy. **DÉPENS**.

FRAIS DE JUSTICE. — On entend par *frais de justice* les frais faits pour

constater, conserver les biens d'un débiteur, les transformer en argent et en distribuer le prix à ses créanciers : tels sont les frais d'apposition et de levée de scellés, d'inventaire, de saisie, de gardien, d'affiches, d'insertions dans les journaux, d'enregistrement, de vente, etc. — Ils sont mis au premier rang des créances privilégiées, parce qu'ils sont faits dans l'intérêt commun des créanciers. (Cod. civ. art. 2101, 2105.) — Voy. PRIVILÈGE.

FRAIS FUNÉRAIRES. — Ce sont les dépenses faites pour la sépulture d'une personne.

Ils sont mis par le Code civil (art. 2101, 2105) au rang des créances privilégiées et viennent après les frais de justice. — Voy. PRIVILÈGE.

FRANC. — Unité principale pour les prix ou valeurs. — Le franc est une pièce d'argent pesant 5 grammes. — Voy. POIDS ET MESURES.

FRANÇAIS. — (Cod. civ. art. 7-21 ; lois 22 mars, 3 décembre 1849, 7 février 1851, 29 juin 1867.)

I. — ACQUISITION DE LA QUALITÉ DE FRANÇAIS. — On naît Français ou on le devient.

§ 1^{er}. — **NAISSENT FRANÇAIS :**
1° Tout enfant, né d'un père français, en France ou à l'étranger ; — 2° Les enfants nés en France de parents restés inconnus ; — 3° L'enfant né en France d'un étranger qui lui-même y est né, sauf le droit pour cet enfant de réclamer, dans l'année de sa majorité, telle qu'elle est réglée par la loi française, la qualité d'étranger, au moyen d'une déclaration faite, soit devant l'Autorité municipale du lieu de sa résidence, soit devant les agents diplomatiques ou consulaires accrédités en France par le Gouvernement étranger.

§ 2. — **ON DEVIENT FRANÇAIS** de trois manières différentes : 1° par le bienfait de la loi ; — 2° par la naturalisation ; — 3° par l'annexion de son pays au territoire de la France.

1. — **Devient Français par le bienfait de la loi**, c'est-à-dire en vertu d'une disposition législative qui constitue un droit :

1° *L'enfant né en France de parents étrangers* qui n'y étaient pas nés eux-mêmes, pourvu que, dans l'année qui suit sa majorité, il déclare à la municipalité du lieu de sa résidence qu'il a l'intention de fixer son domicile en France, et qu'il l'y fixe réellement dans l'année qui suit cette soumission.

— Aux termes d'une loi du 22 mars 1849, l'individu né en France d'un étranger peut, à tout âge, réclamer la qualité de Français, s'il sert ou a servi dans les armées françaises, ou s'il a satisfait à la loi de recrutement, sans exciper de son extranéité.

— Une autre loi, à la date du 7 février 1851, a étendu aux enfants nés, à l'étranger, de parents qui depuis ont été naturalisés, la faculté de devenir Français, en remplissant les formalités exigées pour l'enfant né, en France, d'un étranger.

2° *L'enfant né à l'étranger, d'un père ayant perdu la qualité de Français.* — Il n'a qu'à remplir, à n'importe quelle époque, les formalités ci-dessus exigées pour l'étranger né en France.

3° *La femme étrangère qui épouse un Français.* — Aucune condition, aucune formalité n'est prescrite.

2. — **Devient Français par la naturalisation**, c'est-à-dire en vertu d'une décision du Gouvernement, l'étranger qui remplit les conditions voulues et qui est jugé digne de cette faveur. — Voy. NATURALISATION.

3. — **Devient Français par l'annexion** de son pays à la France l'étranger qui habite un territoire incorporé.

II. — PERTE DE LA QUALITÉ DE FRANÇAIS. — La qualité de Français se perd : 1° par la naturalisation acquise en pays étranger ; — 2° par l'acceptation, non autorisée, de fonctions publiques à l'étranger ; — 3° par tout établissement fait en pays étranger sans esprit de retour : les établissements de commerce ne sont jamais considérés comme ayant été faits sans esprit de retour ; — 4° en prenant du service militaire chez l'étranger, ou en s'affi-

liant avec une corporation militaire étrangère, sans autorisation du Gouvernement; — 5° par le mariage d'une femme française avec un étranger; — 6° par l'annexion d'une portion de territoire français à un pays étranger.

III. — RECOUVREMENT DE LA QUALITÉ DE FRANÇAIS. — 1. — Le Français qui a perdu sa qualité de Français peut la recouvrer en rentrant en France avec l'autorisation du Gouvernement, et en déclarant qu'il veut s'y fixer et qu'il renonce à toute distinction contraire à la loi française. La loi s'est montrée plus sévère pour le Français qui a perdu sa nationalité en prenant du service militaire à l'étranger : elle exige qu'il obtienne du Chef de l'Etat la permission de rentrer en France et qu'il remplisse les conditions imposées à l'étranger pour devenir Français. Toutefois, un décret du 26 août 1811 accorde au Chef de l'Etat la faculté de restituer au Français sa qualité par de simples lettres de relief, sans condition de stage.

2. — Quant à la femme qui a perdu la qualité de Française par son mariage avec un étranger, elle la recouvre immédiatement et de plein droit si, au moment de la dissolution de son mariage, elle réside en France. Si, à cette époque, elle résidait à l'étranger, elle ne peut recouvrer la qualité de Française qu'à la condition de rentrer en France avec autorisation du Gouvernement, et de déclarer qu'elle veut s'y fixer.

IV. — DROITS ATTACHÉS A LA QUALITÉ DE FRANÇAIS. — VOY. DROITS CIVILS; — DROITS POLITIQUES.

FRÈRE. — Du latin *frater*. — Les frères sont parents au deuxième degré. — Ils se distinguent en *germains*, *consanguins* ou *utérins*. — Les *germains* sont ceux qui sont nés de même père et de même mère; — les *consanguins*, ceux qui ont seulement le même père; — les *utérins*, ceux qui sont de la même mère, mais d'un père différent.

1. — Les frères germains du mineur font de droit partie du Conseil de fa-

mille, quel que soit leur nombre. (Cod. civ. art. 408.) — VOY. TUTELLE, I, 4°.

2. — Les frères et sœurs sont appelés par la loi à succéder, à défaut de descendants. Ils excluent tous autres collatéraux et même les ascendants autres que les père et mère, avec lesquels ils concourent. — La succession dévolue aux frères et sœurs ou descendants d'eux se partage par tête, s'ils sont tous germains ou tous consanguins, ou tous utérins, c'est-à-dire s'ils sont tous nés du même mariage. Dans le cas contraire, la succession se divise en deux parts : l'une est attribuée à la ligne paternelle, l'autre à la ligne maternelle. Les frères germains prennent part dans les deux lignes; les consanguins, dans la ligne paternelle seulement; les utérins, dans la ligne maternelle seulement. (Cod. civ. art. 748-753.) — VOY. SUCCESSIONS, II, § 3.

3. — La représentation est admise en faveur des enfants et descendants de frères ou sœurs du défunt. (Cod. civ. art. 742.) — VOY. REPRÉSENTATION.

4. — Le mariage est prohibé entre le frère et la sœur légitimes ou naturels et les alliés au même degré. Néanmoins, il est loisible au Gouvernement de permettre, pour causes graves, le mariage entre beaux-frères et belles-sœurs. (Cod. civ. art. 162, 164.) — VOY. MARIAGE, I.

5. — En matière criminelle, les dépositions des frères ou sœurs de l'accusé ne sont point reçues à titre de témoignages, mais seulement comme renseignements et sans prestation de serment. (Cod. instr. crim. art. 322.)

6. — Dans les Communes de cinq cents âmes et au-dessous, les parents et les alliés au degré de frère ne peuvent être en même temps membres du Conseil municipal. (Loi 5 mai 1855, art. 11.)

7. — Aucun parent ou allié du failli, jusqu'au quatrième degré inclusivement, ne peut être nommé syndic. (Cod. com. art. 463.) — VOY. FAILLITE, II.

8. — Les parents ou alliés, jusqu'au degré d'oncle ou de neveu in-

clusivement, ne peuvent être simultanément membres d'un même Tribunal ou d'une même Cour, soit comme officiers du Ministère public, ou même comme greffiers, sans une dispense du Président de la République : il n'en est pas accordé pour les tribunaux composés de moins de huit juges. En cas d'alliance survenue depuis la nomination, celui qui l'a contractée ne peut continuer ses fonctions sans obtenir une dispense. (Loi 20 avril 1810, art. 63.)

9. — Les notaires ne peuvent recevoir des actes dans lesquels leurs parents ou alliés, en ligne directe à tous les degrés, et en ligne collatérale jusqu'au degré d'oncle ou de neveu inclusivement, seraient parties, ou qui contiendraient quelque disposition en leur faveur. (Loi 25 ventôse an xi (16 mars 1803), art. 8.)

10. — L'huissier de la justice de paix ne peut instrumenter pour ses frères, sœurs, et alliés au même degré (Cod. proc. civ. art. 4.) — Devant le tribunal de première instance l'huissier ne peut instrumenter pour ses parents et alliés collatéraux jusqu'au degré de consin issu de germain inclusivement, à peine de nullité. (Même code, art. 66.)

FRET. — Du latin *fretum*, mer. — On appelle *Fret*, sur l'Océan, et *Nolis*, sur la Méditerranée, le prix du loyer d'un navire ou autre bâtiment de mer.

Il est réglé par les conventions des parties, et est constaté par la charte-partie ou par le *connaissance*. (Cod. com. art. 280 et suiv.)

FRÉTEUR. — On appelle ainsi ce-

lui qui loue à une autre personne nommée *affrèteur* tout ou partie d'un navire.

Les *droits* et *obligations* du frèteur et de l'affrèteur sont déterminés dans les articles 286 à 310 du Code de commerce.

FRUITS. — (Cod. civ. art. 582-586.)

Dans le langage du droit, on appelle *fruits* les produits ou revenus d'une propriété quelconque.

1. — On distingue trois sortes de fruits : les fruits *naturels*, les fruits *industriels* et les fruits *civils*.

Les fruits *naturels* sont ceux qui sont le produit spontané de la terre ; on comprend aussi dans cette classe le produit et le croît des animaux.

Les fruits *industriels* sont ceux qui s'obtiennent par la culture, comme le blé, le vin, etc.

Les fruits *civils* sont ceux qui consistent en loyers de maisons, fermages, intérêts de sommes exigibles, arrérages de rentes, etc.

2. — Les fruits *naturels* et *industriels* sont *immeubles* tant qu'ils sont attachés au fonds, et *meubles* dès qu'ils en sont détachés. Ils s'acquièrent par la perception.

Les fruits *civils* s'acquièrent jour par jour.

FUMIER. — Les articles 1811, 1819 et 1824 du Code civil déterminent à qui appartient le fumier dans les baux à *cheptel*. — Voy. LOUAGE, sect. III.

FUREUR. — Se dit de la démence portée à l'excès. — Lorsqu'elle est *habituelle*, elle est une cause d'*interdiction*. (Cod. civ. art. 489 et suiv.) Voy. INTERDICTION, sect. I.

G

GAGE-GAGISTE. — (Cod. civ. art. 2073-2084.)

Le *gage* est le contrat par lequel un débiteur, ou un tiers pour ce dernier, remet en dépôt au créancier un objet mobilier pour sûreté de sa créance. Le créancier à qui cette remise est faite s'appelle *gagiste*. — Voy. NANTISSEMENT, I.

GAGERIE. (SAISIE) — Voy. SAISIE-GAGERIE.

GALÈRES - GALÉRIENS. — Jusqu'en 1748, la marine se servit de bâtiments longs et étroits, allant à la rame et à la voile appelés *galères*. On y employait comme rameurs des criminels ; de là le nom de *galériens* qu'ils portaient, et celui de *galères*

pour désigner la peine à laquelle ils étaient condamnés.

Lors de la suppression des bâtiments à rames, les galériens furent occupés aux travaux des ports et des arsenaux. Le Code pénal de 1810 a substitué à la peine des galères celle des *travaux forcés*. — Voy. TRAVAUX FORCÉS.

GARANTIE DES MATIÈRES D'OR ET D'ARGENT. — Voy. MATIÈRES D'OR ET D'ARGENT.

GARANTIE DU VENDEUR. — Voy. VENTE, II, § 2.

GARDE CHAMPÊTRE. — (Loi 28 septembre 1791, sect. VIII.)

Agent établi dans chaque Commune pour veiller au respect des propriétés et à la conservation des récoltes.

1. — Les gardes champêtres sont nommés par les Préfets sur la présentation des Maires. (Déc. 25 mars 1852, art. 25, n° 21.)

2. — Ils doivent *affirmer* devant le Juge de paix ou le Maire, c'est-à-dire déclarer sincères et véritables, les procès-verbaux dans lesquels ils constatent les délits et contraventions de leur compétence.

3. — Comme agents communaux, ils sont placés sous la *surveillance* des Maires, des Sous-Préfets et des Préfets. En qualité d'officiers de police judiciaire, ils sont soumis à la surveillance des Procureurs de la République.

4. — Tout particulier a le droit d'avoir un garde champêtre pour veiller à la conservation de ses propriétés. Ce garde doit être agréé par le Sous-Prefet.

Plusieurs particuliers peuvent se réunir pour avoir le même garde champêtre.

5. — Voy. POLICE JUDICIAIRE.

GARDE DES SCEAUX. — Ce titre est donné au *Ministre de la justice* comme étant spécialement chargé de conserver le sceau de l'Etat et de l'apposer sur les lois, traités, lettres patentes et autres actes de chancellerie.

GARDE FORESTIER. — Agent

préposé à la garde des bois et forêts.

— Les *devoirs* et les *attributions* des gardes forestiers ont été résumés dans une instruction de l'Administration des forêts, portant la date du 20 septembre 1839, et dont nous reproduisons les dispositions principales :

1. — Les gardes forestiers sont Officiers de *police judiciaire*. (Cod. instr. crim. art. 9, 16.) — Voy. POLICE JUDICIAIRE.

2. — Ils ne peuvent être *poursuivis* en Justice, pour des faits relatifs à leurs fonctions, qu'avec l'*autorisation* de l'Administration. (Ord. roy. 1^{er} août 1827, art. 39.)

3. — Indépendamment de la surveillance qu'ils exercent spécialement sur les bois qui leur sont confiés, ils ont le droit de rechercher et constater sur le territoire de l'arrondissement communal pour lequel ils sont assermentés les délits et contraventions qui portent atteinte aux propriétés soumises au régime forestier. — Les *procès-verbaux* des gardes font foi en justice jusqu'à inscription de faux, mais seulement lorsque le délit ou la contravention n'entraîne pas une condamnation de plus de 100 fr., tant pour amende que pour dommages-intérêts. (Cod. for. art. 176, 177.)

4. — Nul n'est admis à exercer un emploi de garde forestier s'il est âgé de moins de vingt-cinq ans ou de plus de trente-cinq, et s'il ne sait lire et écrire. (Ord. roy. 5 novembre 1832, art. 1^{er}.) — L'emploi de garde forestier est incompatible avec toute autre fonction administrative. (Cod. for. art. 4.) — Les parents ou alliés d'un garde ne peuvent être *facteurs* des coupes de son triage.

5. — Il est *interdit* aux gardes de faire le commerce de bois directement ou indirectement; de prendre aucune part aux adjudications de coupes, chablis, glandées et menus marchés quelconques; de *tenir auberge* ou de vendre des boissons en détail; de rien recevoir des adjudicataires ou de toutes autres personnes pour objet relatif à leurs fonctions; de *disposer* d'aucun produit du sol forestier.

6. — Les gardes ont pour chefs

immédiats les *Brigadiers*, et, à défaut de brigadiers, les *Gardes généraux*. Ils leur doivent obéissance et soumission pour tous les objets du service. Ils ne peuvent quitter leur poste sans la permission du Conservateur.

7. — Les gardes veillent de jour et de nuit à la conservation des forêts qui leur sont confiées. — Ils sont responsables des délits, dégâts, abus et abrutissements qu'ils n'ont point constatés et reconnus, et passibles, dans ce cas, des amendes et indemnités encourues par les délinquants.

8. — Les procès-verbaux doivent être affirmés au plus tard le lendemain de leur clôture, par-devant le Juge de paix du canton ou l'un de ses suppléants, ou par-devant le Maire ou l'Adjoint, soit de la Commune de la résidence du garde, soit de celle où le délit a été commis ou constaté. — Toutefois, si, par suite d'un empêchement quelconque, le procès-verbal est seulement signé par le garde, mais non écrit en entier de sa main, l'officier public qui en reçoit l'affirmation doit lui en donner préalablement lecture, et faire ensuite mention de cette formalité; le tout sous peine de nullité du procès-verbal. (Cod. for. art. 165.) — Tout renvoi, rature ou surcharge doit être approuvé et paraphé par le rédacteur du procès-verbal, par l'officier public qui a reçu l'affirmation et par le receveur de l'enregistrement. — Les procès-verbaux doivent, sous peine de nullité, être enregistrés dans les quatre jours qui suivent celui de l'affirmation. (Cod. for. art. 170.)

9. — Les gardes sont autorisés à saisir les bestiaux trouvés en délit, et les instruments, voitures et attelages des délinquants, et à les mettre en séquestre. Ils suivent les objets enlevés par les délinquants jusque dans les lieux où ils ont été transportés, et les mettent également en séquestre. — Les gardes ne peuvent s'introduire dans les maisons, bâtiments, cours et enclos, si ce n'est en présence soit du Juge de paix ou de son suppléant, soit du Maire du lieu ou de son Adjoint, soit du Commissaire

de police. (Cod. for. art. 161.) — Cette assistance n'est pas nécessaire: 1° pour les loges et autres établissements qui ne forment pas un domicile ou des ateliers permanents, dont la loi garantit l'inviolabilité; — 2° pour les usines, hangars et autres établissements autorisés en vertu des articles 151, 152, 154 et 155 du Code forestier (*fours à chaux ou à plâtre, briqueteries, tuileries, ateliers à façonner le bois, chantiers, scieries, etc.*). Toutes perquisitions peuvent y être faites, pourvu que les gardes se présentent au nombre de deux au moins, ou que le garde soit accompagné de deux témoins domiciliés dans la Commune.

10. — Les gardes forestiers constatent les délits de chasse et les contraventions aux lois sur le port d'armes. Mais ils n'ont ce pouvoir que pour les bois soumis au régime forestier dans l'arrondissement duquel ils sont assermentés. Ils constatent également les délits de pêche sur les rivières navigables et flottables, et même sur les cours d'eau appartenant aux particuliers. (Loi 15 avril 1829, art. 36.) — Ils ont le droit de requérir directement la force publique, pour la répression des délits et contraventions en matière forestière, ainsi que pour la recherche et la saisie des bois coupés en délit, vendus ou achetés en fraude. (Cod. for. art. 164.) — Ils arrêtent et conduisent devant le Juge de paix ou devant le Maire tout inconnu qu'ils ont surpris en flagrant délit. (Cod. for. art. 163; Cod. instr. crim. art. 16.)

11. — Les gardes forestiers portent leur surveillance au dehors des forêts, dans un rayon de cinq cents mètres à deux kilomètres, afin d'assurer l'exécution des articles 151 à 155 du Code forestier, relatifs aux constructions de fours à chaux ou à plâtre, briqueteries, tuileries, maisons sur perches, loges, baraques ou hangars, maisons ou fermes, usines à scier le bois, etc.

12. — Ils doivent leur concours : à la gendarmerie, pour la recherche des crimes et délits, et pour l'arrestation

des prévenus; — aux préposés des douanes, pour la saisie des objets dont l'importation est défendue, et pour l'arrestation des contrebandiers. — Ils constatent les plantations frauduleuses de *tabac* faites dans les forêts.

13. — Les gardes forestiers n'entrent en exercice qu'après avoir prêté *serment* et fait enregistrer leur commission au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement. — Dans leurs tournées, ils doivent être munis de la *plaque* qu'ils portent ostensiblement.

14. — Après *vingt-cinq ans de services* rétribués par l'Etat, les gardes forestiers ont droit à une *retraite*.

GARDE-MINES. — Agent auxiliaire des Ingénieurs des Mines pour la surveillance et la police des exploitations, les levées et les copies de plans.

— Les gardes-mines sont *nommés*, après examen, par le Ministre des travaux publics. Ils doivent être *âgés* de 21 ans au moins et de 30 ans au plus, sauf les anciens militaires qui sont admissibles jusqu'à 35 ans.

GARDE-PÊCHE. — Agent spécialement chargé de veiller à l'exécution des lois et règlements concernant la pêche fluviale.

1. — Les gardes-pêche appartiennent à l'Administration forestière; ils doivent être *âgés* de 25 ans accomplis, et n'entrent en fonctions qu'après avoir prêté *serment* devant le Tribunal de première instance de leur résidence.

2. — Ils recherchent et constatent par procès-verbaux les délits dans l'arrondissement du Tribunal près duquel ils sont assermentés. Ils sont autorisés à *saisir* les filets et autres instruments de pêche prohibés, ainsi que le poisson pêché en délit. — Sous aucun prétexte, ils ne peuvent *s'introduire dans les maisons* et enclos y attenants pour la recherche des filets prohibés.

3. — Les *procès-verbaux* revêtus de toutes les formalités prescrites par la loi, et signés de *deux gardes-pêche*, font preuve, jusqu'à inscription de

faux, des faits matériels relatifs aux délits qu'ils constatent, quelles que soient les condamnations auxquelles ces délits peuvent donner lieu. S'ils ne sont dressés et signés que par un *seul garde-pêche*, ils ne font preuve suffisante jusqu'à inscription de faux que lorsque le délit n'entraîne pas une condamnation de plus de 50 fr.; tant pour amende que pour dommages-intérêts.

4. — Les gardes-pêche peuvent être déclarés *responsables* des délits commis dans leurs cantonnements, et passibles des amendes et indemnités encourues par les délinquants, lorsqu'ils n'ont pas dûment constaté les délits.

GARDE-VENTE. — Agent que tout adjudicataire de bois et forêts est tenu d'avoir, aux termes de l'art. 31 du Code forestier. Il doit être *agréé* par l'agent forestier local, et *assermenté* devant le Juge de Paix.

Cet agent constate les délits commis tant dans la vente qu'à l'ouïe de la *cognée*, c'est-à-dire dans l'espace de 250 mètres, à partir des limites de la coupe. Ses procès-verbaux sont soumis aux mêmes formalités que ceux des gardes forestiers, et font foi jusqu'à preuve contraire. — Il inscrit jour par jour, sur un registre timbré, coté et parafé par les Sous-Inspecteurs de l'Administration forestière, les bois débités, le nom des acheteurs et leur demeure. Il veille à ce que les ouvriers exploitants se soumettent aux prescriptions des lois et règlements en matière forestière.

GAZONNEMENT DES MONTAGNES. — (Loi 8 juin 1864; déc. 10 novembre 1864.)

1. — A la date du 8 juin 1864, une loi est venue compléter, en ce qui concerne le gazonnement, la loi du 28 juillet 1860 sur le reboisement des montagnes. — Voy. **REBOISEMENT DES MONTAGNES**.

Le déboisement n'est pas, en effet, la seule cause de la formation des torrents, et par suite le reboisement des montagnes n'est pas le seul remède auquel il faille recourir pour

arrêter le mal : il n'est d'absolue nécessité que pour des terrains profondément attaqués ou impropres au gazonnement. Dans la plupart des cas, on peut sans inconvénient, souvent même avec avantage, y substituer le gazonnement, moins coûteux, facile à faire, aussi efficace pour la consolidation du sol, et qui, s'il lui est inférieur au point de vue de l'aménagement des eaux, présente, d'un autre côté, l'avantage de pouvoir être étendu à des superficies beaucoup plus considérables, avec la même somme donnée de ressources.

Partant de cette idée, la loi du 8 juin 1864 a autorisé l'Administration à substituer le gazonnement au reboisement, toutes les fois que l'intérêt général le permettrait et que l'intérêt des populations pourrait le demander.

2. — Des *subventions* peuvent être accordées pour les travaux de gazonnement sur le sommet ou la pente des montagnes.

— Dans le cas de nécessité absolue et constatée de consolidation du sol par des travaux de gazonnement, si le propriétaire refuse de les exécuter, il peut être *exproprié* pour cause d'utilité publique. Du reste, le propriétaire exproprié a le droit d'obtenir sa réintégration dans sa propriété après le gazonnement, à la charge de restituer l'indemnité d'expropriation et le prix des travaux en principal et intérêts. Il peut s'exonérer du remboursement du prix des travaux en abandonnant le quart de sa propriété.

3. — Pour l'exécution combinée des deux lois des 28 juillet 1860 et 8 juin 1864 sur le reboisement et le gazonnement des montagnes, est intervenu, le 10 novembre 1864, un règlement d'administration publique, très-détaillé.

GENDARMERIE. — (Déc. 1^{er} mars 1854.)

Force instituée pour veiller à la sûreté publique, et pour assurer le maintien de l'ordre et l'exécution des lois. Elle est particulièrement desti-

née à la sûreté des campagnes et des voies de communication.

1. — En raison de la nature mixte de son service, la gendarmerie se trouve placée dans les attributions des Ministres de la Guerre, de l'Intérieur et de la Justice.

2. — Les Officiers de gendarmerie de tout grade sont *Officiers de police judiciaire*. Ils sont considérés comme auxiliaires du Procureur de la République dans l'arrondissement où ils exercent habituellement leurs fonctions.

Ils n'ont pas qualité pour recevoir les plaintes relatives aux simples contraventions, et doivent renvoyer les plaignants devant le Commissaire de police, ou, à défaut, devant le Maire ou l'Adjoint, qui sont les officiers de police chargés de recevoir les plaintes de cette nature.

Lorsque les infractions sont punissables de peines correctionnelles, afflictives ou infamantes, ils peuvent recevoir les plaintes qui leur sont faites pour les transmettre sans délai au Procureur de la République. Leur compétence ne s'étend pas au delà : ils ne peuvent faire aucune instruction préliminaire que dans le cas de *flagrant délit* (voy. ces mots), ou lorsque, s'agissant d'un crime ou d'un délit, même non flagrant, commis dans l'intérieur d'une maison, le chef de cette maison les requiert de le constater.

3. — La maison de chaque citoyen est un asile où la gendarmerie ne peut pénétrer sans se rendre coupable d'abus de pouvoir, *sauf les 2 cas* ci-après déterminés :

1^o Pendant le jour, elle peut y entrer pour un motif formellement exprimé par une loi, ou en vertu d'un mandat spécial de perquisition décerné par l'autorité compétente ;

2^o Pendant la nuit, elle peut y pénétrer dans les cas d'incendie, d'inondation, ou de réclamation venant de l'intérieur de la maison.

— En ce qui touche la *police rurale*, les fonctions des gendarmes sont les mêmes que celles des gardes cham-

pêtres : leurs procès-verbaux font foi jusqu'à preuve contraire.

4. — Ils sont chargés, en outre, de constater les infractions aux lois sur le *colportage*, les *douanes* et les *contributions indirectes*, la *poste aux lettres*, la *police du roulage*, la *chasse*, la *pêche fluviale*, et les contraventions de grande et de petite voirie.

5. — La *gendarmerie départementale* se compose de *Légions* formées, chacune, de plusieurs Compagnies.

GENDRE. — Mari de la fille d'une personne. — Voy. **BEAU-FILS**; — **BELLE-FILLE.**

GENS. (DROIT DES) — Voy. **DROIT DES GENS.**

GERMAIN. — Du latin *germanus*, dérivé de *germen*, souche. — Se dit des frères et sœurs nés du même père et de la même mère, par opposition aux *consanguins* et aux *utérins*. — Voy. **FRÈRE.**

— Les enfants de deux frères ou de deux sœurs s'appellent *cousins germains*; ceux qui naissent de deux cousins germains sont dits *cousins issus de germains*.

GESTION D'AFFAIRES. — (Cod. civ. art. 1372-1375.)

C'est le fait volontaire d'une personne qui, sans avoir reçu mandat à cet effet, agit, stipule ou promet pour un tiers.

1. — La loi s'est montrée plus rigoureuse à l'égard du gérant d'affaires qu'à l'égard du mandataire, afin que le premier venu ne s'immisce pas légèrement dans les affaires d'une personne absente.

Ainsi, le mandataire qui a fait ce qu'on lui a mandé de faire a droit au remboursement de ses dépenses, alors même qu'elles n'ont procuré aucun profit au mandant. (Cod. civ. art. 1999.) Le gérant d'affaires, au contraire, n'a droit qu'au remboursement des dépenses qui ont été *utilement* faites. — Tandis que le mandataire, en cas de mort du mandant, n'est tenu de continuer l'affaire qu'autant qu'il y a péril en la demeure (Cod. civ. art. 1991), le gérant d'affaires doit, dans la même hypothèse, continuer l'affaire

dont il s'est volontairement chargé, jusqu'à ce que les héritiers puissent en prendre la direction.

Les circonstances qui ont conduit le gérant à se charger de l'affaire sont prises en considération par les juges pour la fixation des *dommages-intérêts* auxquels peut donner lieu sa faute ou sa négligence. Il est évident qu'on doit être plus indulgent si l'amitié seule et le péril qu'il y aurait eu dans le retard ont porté le gérant à entreprendre l'affaire.

2. — Celui dont l'affaire a été utilement gérée est soumis à toutes les obligations qui résulteraient d'un contrat de mandat.

GOEMON. — Voy. **VARECH.**

GOUVERNEMENT. — Du latin *gubernare*, conduire un vaisseau. — C'est l'Autorité chargée, dans l'intérêt de tous, de veiller à l'exécution des lois et de faire respecter le droit, la justice, la liberté; en d'autres termes, d'assurer à chacun la *sécurité*: sécurité contre les invasions de l'étranger, sécurité contre les ennemis du dedans. Telle est la mission essentielle du Gouvernement ou de l'Etat, qui, suivant une heureuse expression de Rossi, n'est, pour ainsi dire, que le *Conseil d'administration de la Société*.

— On connaît cette spirituelle boutade d'un humoriste anglais : « En France, quand il pleut trop longtemps, on s'en prend au Gouvernement; lorsqu'il a été trop longtemps sans pleuvoir, on s'en prend encore au Gouvernement. » Jamais peuple ne fut à la fois plus ingouvernable et plus avide d'être gouverné que le peuple français; il attend sa direction de l'Etat; il est prêt à tout lui demander, et c'est ainsi que, la paresse et la routine aidant, l'Etat est sorti des limites de ses attributions légitimes. Cette absorption de l'individu par l'Etat présente les plus sérieux inconvénients.

« Lorsque le Gouvernement intervient dans ce qui peut être laissé à l'initiative de l'individu, il empiète sur la *responsabilité* des citoyens; il

dénie à ceux-ci la capacité de juger eux-mêmes de l'étendue et de la nature de leurs besoins, en leur ôtant le choix des moyens de les satisfaire, et il prend sur lui une responsabilité correspondante à toute la somme de libertés individuelles qu'il anéantit; cette responsabilité, devenue énorme pour tous les Gouvernements interventionnistes, est aujourd'hui une des causes principales de leur instabilité et des fréquentes révolutions qu'ils subissent. Il en résulte aussi que ces Gouvernements, pour se prémunir contre ces dangers, s'entourent d'appareils et de mesures de sûreté, les uns très-coûteux, les autres très-oppressifs, pour les nations ainsi gouvernées. » (Bachelet et Dezobry, *Dictionnaire des Lettres, Beaux-Arts et des Sciences morales et politiques, art. GOUVERNEMENT.*)

— « Le départ entre les fonctions rationnelles de l'Autorité et les fonctions qu'elle s'attribue d'une manière anormale est une question de politique, mais de politique éclairée par l'analyse économique. Au fur et à mesure que les notions d'économie politique pénétreront plus avant dans la couche des intelligences, cette détermination se fera d'une manière de plus en plus précise; Peuples et Gouvernements abandonneront tous les jours davantage les errements réglementaires, interventionnistes et communistes, pour limiter l'Autorité publique — dans la fonction qui est son essence même, dans la production de la sécurité intérieure et extérieure, premier besoin des Sociétés, — dans le maintien de la justice et de l'égalité devant la loi, et dans la garantie de la propriété et de la liberté individuelle de Religion, de Pensée, de Travail, de Commerce, d'Association, etc. »

Tels sont les principes que proclame l'Economie politique. « Ils sont combattus naturellement par les écoles socialistes qui veulent absorber toutes les activités dans l'action gouvernementale, transformer toutes les industries en fonctions publiques, et supprimer l'action individuelle et

la liberté. Ils sont encore actuellement combattus par les théoriciens de la centralisation, de la bureaucratie, ou du despotisme, qui veulent tout régler, tout administrer, tout décider, tout faire sans contrôle. » (Garnier, *Eléments de Finances*, etc., p. 11 et 12.)

— L'illustre auteur de la *Démocratie en Amérique*, M. de Tocqueville, a admirablement caractérisé d'un seul mot la centralisation administrative: « Elle excelle à empêcher, non à faire. » Les peuples qui s'y soumettent ont « de la tranquillité sans bonheur, de la stabilité sans force, de l'ordre matériel sans moralité publique. » (Tom. 1^{er}, p. 131.) C'est qu'en effet la machine la plus ingénieuse ne peut remplacer les forces de l'organisme vivant qu'elle simule; il y a dans l'activité spontanée un fonds inépuisable de progrès, et c'est bien moins la concentration des pouvoirs que la virilité des particuliers et l'énergie des caractères qui font les grandes nations. — VOY. ADMINISTRATION; — CONSTITUTION; — ETAT; — SÉPARATION DES POUVOIRS.

GRACE. — Remise faite à un condamné de la peine prononcée contre lui par la Justice.

Elle diffère de l'amnistie en ce qu'elle a seulement pour objet de remettre ou de modérer la peine, tandis que l'effet de l'amnistie est de couvrir du voile de l'oubli les faits auxquels elle s'applique. — VOY. AMNISTIE.

1. — Le pouvoir de faire grâce a été délégué par l'Assemblée nationale au Président de la République.

Toutefois la grâce ne pourrait être accordée que par une loi aux Ministres et autres fonctionnaires ou dignitaires dont la mise en accusation aurait été ordonnée par l'Assemblée. (Loi 17 juin 1871.)

La même loi a décidé que la grâce ne serait accordée aux personnes condamnées pour infractions qualifiées crimes par la loi, à raison des faits se rattachant à la dernière insurrec-

tion à Paris et dans les départements depuis le 15 mars 1871, que s'il y avait accord entre le Président de la République et l'Assemblée nationale, représentée par une Commission de 15 membres. En cas de dissentiment, la condamnation doit être exécutée.

2. — Des grâces collectives sont accordées, à certaines époques, aux condamnés que leur repentir et leur bonne conduite rend dignes de quelque indulgence.

A toute époque, un recours en grâce peut être individuellement adressé au Président de la République, qui statue sur la proposition du Ministre de la Justice, et après avis du Procureur général de la Cour dans le ressort de laquelle la condamnation a été prononcée. Mais il est de règle que, pour obtenir sa grâce ou une commutation de peine, le condamné doit avoir subi la moitié de celle qu'il a encourue.

GRAMME. — Unité de pesanté, représentant le poids d'un centimètre cube d'eau distillée. — Voy. POIDS ET MESURES.

— Le prix du transport des lettres, paquets, etc., par la poste, varie suivant le nombre des grammes. — Voy. POSTES.

GRAPILLAGE. — (Loi 28 septembre 1791, art. 21; Cod. pén. art. 471, § 10; 473, 474.)

Enlèvement des grappes de raisins laissées par les vendangeurs. — Il est interdit dans tout enclos rural.

1. — Sont passibles d'une amende de 1 fr. à 5 fr. inclusivement ceux qui, sans autre circonstance, ont grapillé dans les vignes non encore entièrement dépouillées et vidées de leurs récoltes, ou avant le moment du lever ou après celui du coucher du soleil.

2. — La peine de l'emprisonnement pendant trois jours au plus peut, en outre, être prononcée selon les circonstances. Elle est toujours applicable en cas de récidive.

GREFFIER. — Du grec *graphus*, écrivain. — Officier public institué près des Cours et des Tribunaux pour

écrire les arrêts ou jugements, en garder minute et en délivrer expédition.

Les greffiers sont nommés par le Président de la République, sur la proposition du Ministre de la Justice. Leur charge est vénale. — Voy. OFFICIER MINISTÉRIEL.

Dans les localités où il n'y a pas de Commissaire-priseur, les greffiers de justice de paix peuvent procéder aux ventes publiques de meubles.

GRÈVE. — Suspension de travail par suite de coalition. (Voy. ce mot.) C'est en plein air, sur les quais, aux environs de l'hôtel de ville et dans le quartier que l'on nomme la Grève, qu'à Paris les ouvriers en bâtiment ont l'habitude de se réunir pour se renseigner mutuellement sur les travaux en cours d'exécution et se faire embaucher par les entrepreneurs. De là probablement viennent les expressions : être en grève, tenir grève, etc., les ouvriers se trouvant plus nombreux lorsque les travaux sont interrompus.

— Les coalitions ne constituant plus aujourd'hui un délit que lorsqu'elles sont accompagnées de violences, de voies de fait, de menaces, de manœuvres frauduleuses, les ouvriers qui se mettent en grève sont à l'abri de toute poursuite; mais, avant de recourir à ce moyen extrême, ils doivent sérieusement réfléchir. Les grèves leur coûtent toujours cher, et c'est sur eux que retombent le plus cruellement les frais de la guerre. — A cette occasion, nous empruntons au remarquable rapport de M. Emile Ollivier quelques renseignements pleins d'intérêt sur les célèbres grèves dont l'Angleterre a été témoin, à Preston en 1853, et à Colne en 1860. Il est impossible de lire ces détails sans une vive émotion, comme aussi de ne pas applaudir aux réflexions élevées dont l'éloquent Député les fait suivre :

« Les ouvriers de Preston se coalisèrent afin d'obtenir dans toutes les manufactures une augmentation de 10 p. 100; trente-deux patrons, quoique trouvant les prétentions des ou-

vriers excessives y accédèrent; quatre seulement résistèrent. Pour les vaincre, les ouvriers eurent recours à des moyens de pression tels que les manufacturiers qui avaient cédé comprirent que la cause de leurs quatre confrères devenait la leur : ils retirèrent leurs concessions et, opposant à la coalition partielle des ouvriers une coalition générale, ils fermèrent leurs ateliers; 25,000 individus se trouvèrent sans travail. De ce jour commença entre les patrons et les ouvriers une lutte qui dura six mois. L'Angleterre entière y prit part; les ouvriers de toutes les villes vinrent en aide aux ouvriers, les manufacturiers de tous les districts secoururent les industriels. De part et d'autre on fit des efforts gigantesques. Les ouvriers surtout furent prodigieux d'activité et de résignation. Guidés par un chef intelligent, Georges Cowel, un des plus parfaits orateurs populaires qu'il y ait eu, ils employèrent toutes les ressources des luttes légales, les *meetings* succédaient aux *meetings*; des délégués ardents circulaient dans le pays entier : on les voyait partout, dans les voitures publiques, à la porte des ateliers ou des boutiques, dans les foires, dans les réunions, la main tendue, les récits enflammés à la bouche. Sur les murs des villes, les affiches les plus émouvantes arrêtaient les indifférents. « Un mois s'est écoulé, » disait l'une d'elles, « depuis que 30,000 ouvriers sont sans ouvrage et réduits à vivre de la charité publique. Depuis ce temps, les pleurs versés par la veuve aux pieds de l'opresseur ont été recueillis dans le vase de la justice de Dieu. Les cris de l'orphelin affamé sont montés aussi haut que ceux des Juifs esclaves en Egypte. Pour ces veuves, pour ces orphelins nous implorons votre pitié. » La poésie venait en aide à l'éloquence, et les larmes coulaient de tous les yeux lorsqu'on chantait la complainte de la mère qui a perdu sa fille : « Venez et consolez-moi dans ma douleur. Je reste à gémir seule sur cette terre. Mon enfant chérie m'est ravie, et je dois maintenant pleurer à jamais. Elle était pour

moi tout ce que je pouvais souhaiter. Si elle m'avait été conservée, j'aurais été contente. Mais, hélas ! elle est morte martyre de la cause du dix pour cent. » — Tout fut inutile. Quand ils travaillaient, les ouvriers touchaient par semaine 12,000 à 13,000 livres sterling ; les cotisations, les quêtes, les secours extérieurs ne dépassèrent jamais 4,000 livres par semaine. Les épargnes s'épuisèrent; il fallut vendre les vêtements, les meubles; la faim arriva avec son hideux cortège. Alors commença le découragement, la défiance; les chefs furent d'abord moins obéis, puis ce fut contre eux et non contre les patrons que la poésie populaire dirigea ses traits : « Cowel n'a pas la pensée de reprendre jamais son travail soit avec le fuseau ou la navette, soit avec la pioche ou la bêche. Il appartient aujourd'hui à une bande d'hommes qui savent bien que la meilleure besogne est celle de l'orateur. Cowel a une langue dangcreuse, il nous a dit que nous aurions de plus beaux salaires; mais Cowel nous a longtemps trompés, car cette lutte sans espérance ne finit pas, nous mourons de faim; mais qu'importe à nos délégués ? Réunis autour d'une table bien garnie, chaque jour il devient plus gras et nous devenons plus maigres. » — Enfin un jour parut sur les murs de la ville une affiche, signée par les directeurs de la coalition, qui disait : « Nous engageons les ouvriers à reprendre leur travail jusqu'à une occasion plus opportune. » Seulement les patrons avaient perdu approximativement 165,000 livres sterling. (4,125,000 fr.), et les ouvriers certainement 250,000 liv. (6,250,000 fr.). Et quelques jours après, on lisait les lignes suivantes dans un journal de Preston : « Les résultats de la terrible catastrophe que nous venons de traverser dépassent les plus sinistres prévisions. Nos rues sont encombrées de malheureux qui demandent vainement du travail; leur place est prise par des ouvriers étrangers, ou de nouvelles machines suppléent au défaut de bras. D'ici à longtemps, ils sont

condamnés à rester sans occupation. Des milliers de familles ont enduré les plus sévères privations; elles ont contracté des dettes qu'une génération ne parviendra pas à éteindre, et quelque déplorable que soit l'état présent de notre ville, nous sommes convaincus que nous n'en sommes pas aux dernières conséquences de ce mouvement insensé. »

— « La grève de Colne a eu lieu en 1860. Les exigences des ouvriers étaient : une élévation de salaire, l'établissement d'un tarif uniforme sans aucun allègement en raison de l'excédant de dépense imposée à certains patrons par les désavantages de la localité ou du matériel employé, enfin le droit reconnu aux officiers de l'union ouvrière d'intervenir dans les débats entre maîtres et ouvriers. Les maîtres refusèrent. Le 7 juin, 4,000 métiers furent arrêtés et 1,500 ouvriers se trouvèrent sans travail. La lutte dura pendant cinquante semaines! après quoi les ouvriers vaincus durent se soumettre et subir, à la suite des misères de tous genres, les conditions qu'au début ils avaient rejetées avec mépris. Les pertes que cette grève leur avait occasionnées étaient telles, qu'en supposant l'augmentation de salaire obtenue, ce n'est qu'au bout de vingt-huit ans qu'ils eussent retrouvé la position dont ils jouissaient avant la grève.

— « Osons le dire, la certitude des rudes épreuves réservées à ceux qui entrèrent dans des grèves est un des motifs principaux en faveur de la liberté des coalitions. L'idéal serait de permettre celles qui ne sont justes, d'interdire celles qui ne le sont pas. Malheureusement, il n'existe aucun moyen de distinguer les unes des autres; il faut les permettre toutes ou les défendre toutes. Les défendre toutes est contraire aux principes; les permettre toutes serait contraire à la prudence, si la Société restait sans garantie. La garantie, nous la plaçons dans le mal que se feront à eux-mêmes les imprudents qui abuseront du droit de se coaliser. Loin d'être insuffisante, la peine sera sou-

vent plus sévère qu'il ne serait désirable. Ceux qui appellent la liberté, comme ceux qui la repoussent, oublient trop que les pouvoirs qu'elle confère sont au prix de la plus sérieuse responsabilité. L'esclave devient serf, puis homme libre; il se réjouit, et il a raison, car l'homme qui n'est pas libre, ainsi que l'a dit Homère, a perdu la moitié de son âme : mais si la vie est désormais plus haute, combien aussi n'est-elle pas plus difficile ! Personne ne le contraint plus, mais personne non plus n'a le devoir légal de l'assister; il est seul, exposé aux incertitudes du travail, sans refuge, s'il n'a été prévoyant, contre les chômages, les maladies, la vieillesse. La responsabilité a crû en raison de la liberté. De même, cette loi promulguée, les ouvriers pourront organiser des grèves sans crainte d'être poursuivis. Ils auront ainsi un pouvoir nouveau, et dans leur existence de travailleur, avec plus de liberté, il y aura, sinon plus de bien-être matériel, du moins plus de dignité. Cependant, qu'ils hésitent longtemps avant de se servir du droit qu'on leur donne. Qu'ils n'y aient recours qu'à la dernière extrémité, en désespoir de cause, quand toute chance d'arrangement sera définitivement évanouie ! Tous ceux qui leur sont dévoués du cœur et non des lèvres les en supplieront : qu'ils ne se précipitent pas en aveugles dans les coalitions, qu'ils ne se confient pas trop aux promesses de la grève. Des dangers les menacent désormais dont ils ne connaissaient pas la gravité. En même temps que leur liberté s'est accrue, se sont accrues aussi les occasions de faillir. Et toute faute, qu'ils y pensent bien, retombera en malheurs, en larmes sur eux, beaucoup plus que sur les patrons qui peuvent attendre, beaucoup plus que sur la Société qui sait se défendre !

« La grève, c'est la guerre avec ses nécessités, avec son caractère destructeur, ses duretés, ses violences, ses emportements, ses colères, avec son accompagnement obligé de deuils, de dévastations. Comme à la guerre, dans

les grèves, les innocents sont atteints pour les coupables; les femmes, les enfants, les vieillards supportent les maux qu'ils n'ont point causés. De la grève comme de la guerre il sort quelquefois du bien, mais un bien mêlé d'amertume, qui laisse après lui les longs ressentiments, dont on ose à peine se réjouir; mais un bien tellement semblable au mal, que l'historien a peine à l'en distinguer et que le philosophe n'y parvient pas. Seulement, de même que la guerre ne sera vaincue qu'à force de civilisation et de lumière, la grève aussi ne sera vaincue qu'à force de liberté et d'instruction. L'expérience du passé le prouve, la défendre c'est en allumer le désir, la permettre ce sera en inspirer la terreur. Avec le temps la liberté des coalitions tuera la grève. Quand les ouvriers auront touché de leurs propres mains les limites infranchissables de la volonté humaine; quand ils se seront exercés au maniement des faits, à la connaissance des lois économiques; quand ils auront plusieurs fois encouru pour leurs entreprises injustes les censures de l'opinion publique, toujours disposée à les soutenir tant qu'ils sont désarmés; quand, de leur côté, les patrons avertis des épreuves auxquelles ils sont exposés auront redoublé de bienveillance et de sagesse, les grèves deviendront plus rares, et d'un antagonisme passager naîtra, sinon l'accord sans nuages, du moins l'habitude des discussions loyales et conciliantes. En Angleterre, la liberté des coalitions a conduit au fameux *meeting* de Bolton, dans lequel les ouvriers eux-mêmes ont fortement déduit les raisons pour lesquelles la grève était mauvaise. Si l'on était resté sous l'empire de la loi prohibitive, aurait-on jamais entendu un ouvrier tenir à ses camarades des discours tels que ceux de MM. John Brewer et Samuel Hill: «Quant à la condition de l'ouvrier, il reste encore beaucoup à faire pour l'élever à son niveau naturel; mais l'ouvrier en a les moyens dans ses propres mains, et s'il néglige de les employer, il n'en doit accuser que

lui-même. De tous les maux qui affligent les classes laborieuses, l'ignorance est décidément le plus grand. L'ignorance les expose à être trompées et ne leur permet pas de se former une opinion exacte sur les choses qui intéressent le plus leur bien-être. (*Applaudissements.*) Ce n'est point des manufacturiers que dépend le taux des salaires. Dans les époques de dépression, *les maîtres ne sont pour ainsi dire que le fouet dont s'arme la nécessité, et qu'ils le veulent ou non, il faut qu'ils frappent.* Le principe régulateur est le rapport de l'offre avec la demande, et les maîtres n'ont pas ce pouvoir. — *Quant aux coalitions et aux grèves, il faut bien se garder de les encourager; elles ne produisent que du mal.* Supposez 500 fileurs, promenant leur oisiveté dans les rues; ils ne seront pas les seuls à souffrir, eux et leurs familles; car ils mettront dans la même position 5,000 ouvriers de la manufacture, qui n'avaient rien à démêler avec cette querelle, et la communauté industrielle tout entière s'en ressentira plus ou moins. *Evitons donc les coalitions à l'avenir.*»

GROSSE. — Terme de notariat. — C'est la copie d'un acte authentique, revêtue de la forme exécutoire. Elle est appelée *grosse*, parce qu'ordinairement elle est d'une écriture large et grosse.

GROSSE AVENTURE. — Voy. CONTRAT A LA GROSSE.

GUERRE. — Le droit de la déclarer, que la Constitution du 14 janvier 1852 (art. 6) avait conféré à l'Empereur, appartient aujourd'hui à l'Assemblée nationale.

Plus que jamais nous tenons à reproduire les considérations philosophiques et économiques que nous avions cru devoir placer, dans notre 1^{re} édition, sur la guerre: Quel que soit le point de vue auquel on se place comme chrétien, comme philosophe, comme économiste, comme moraliste, il est impossible de ne pas se prononcer contre la guerre, qui cependant a, de nos jours encore, ses apo-

logistes. Sans doute, lorsqu'il s'agit de défendre ou de recouvrer l'indépendance de son pays, la guerre est noble et sacrée; « mais ces généreux enthousiasmes de la guerre sainte, de la guerre inévitable, on les étend malheureusement trop souvent à la guerre en général et aux exploits de la guerre. Ce n'est plus seulement la lutte pour la liberté, c'est la lutte quelle qu'elle soit : ce n'est plus seulement la guerre de la légitime défense, c'est la guerre agressive, la guerre d'expansion, la guerre de conquête, *la guerre pour la guerre*, qu'on entoure de cette admiration sonore que nous connaissons tous; car tous, plus ou moins, nous en avons été bercés. » (Frédéric Passy, *Conférence sur la guerre et sur la paix*, 21 mai 1867.)

Or, quand on songe à ce que coûte la guerre et à ce qu'elle rapporte, à ce qu'elle coûte de toutes façons : en argent, en hommes, en dignité, en liberté, en bien-être, on la maudit de toute l'énergie de son âme, et on se prend d'une passion d'autant plus vive pour la paix. Comme le disait, aux applaudissements de tous ses collègues, un honorable magistrat, M. Renouard, président de la société des Economistes, « *la guerre gaspille le passé, ruine le présent, grève et retarde l'avenir.* » Ce sont là des crimes qui, aux yeux de tout esprit sensé, ne se pardonnent pas.

GUERRE. (CONSEILS DE) — Voy. CONSEILS DE GUERRE.

GUET-APENS. — (Cod. pén. art. 296, 298, 302, 310, 312.)

Il consiste à attendre plus ou moins de temps, dans un ou divers lieux, un individu, soit pour lui donner la mort, soit pour exercer sur lui des actes de violence.

— Le guet-apens est une *circonstance aggravante du meurtre et des coups et blessures*.

GUILLOTINE. — Machine servant à trancher la tête des condamnés à mort.

En 1789, un membre de l'Assemblée Constituante, le docteur Guillotin, proposa de substituer aux supplices usités la décapitation comme procurant une mort plus prompte et moins cruelle, et il indiqua une machine connue depuis longtemps à l'étranger. Le secrétaire de l'Académie de chirurgie, Antoine Louis, et un mécanicien, nommé Schmidt, perfectionnèrent cette machine à laquelle des plaisants donnèrent le nom de *guillotine*, qui lui est resté.

Il en fut fait usage pour la première fois, le 25 avril 1792. — Guillotin ne tarda pas à maudire une invention qu'il n'avait signalée que par amour de l'humanité. — Né à Saintes, en 1738, il est mort en 1814.

H

HABITATION. — (Cod. civ. art. 625-635.)

1. — C'est le droit de demeurer pendant sa vie, ou pendant le temps déterminé par le titre constitutif, dans la maison d'autrui.

Ce droit se restreint à ce qui est nécessaire pour l'habitation de celui à qui il est concédé et de sa famille.

Il ne peut être *ni cédé, ni loué*.

2. — La veuve, soit qu'elle accepte

la communauté, soit qu'elle y renonce, ne doit *aucun loyer* à raison de l'habitation qu'elle a pu faire, pendant les 3 mois et 40 jours qui lui sont accordés pour faire inventaire et délibérer, dans une maison dépendant de la communauté ou appartenant aux héritiers du mari; et si la maison qu'habitaient les époux à l'époque de la dissolution de la communauté était tenue par eux à titre de loyer, la femme ne contribue point,

pendant les mêmes délais, au paiement dudit loyer, lequel est pris sur la masse commune. (Cod. civ. art. 1465.)

3. — La femme mariée sous le régime dotal, qui devient veuve, a droit, pendant une année, à l'habitation, aux dépens de la succession de son mari. (Cod. civ. art. 1570.) — Il est difficile d'expliquer pourquoi la femme commune est moins bien traitée à cet égard que la femme mariée sous le régime dotal.

HAIE. — Clôture naturelle ou artificielle des jardins, des champs, des vignes, etc.

1. — Toute haie qui sépare des héritages est réputée *mitoyenne*, à moins qu'il n'y ait qu'un seul des héritages en état de clôture, ou s'il n'y a titre ou possession suffisante au contraire. (Cod. civ. art. 670.)

2. — Les haies vives ne peuvent être plantées à une distance moindre d'un demi-mètre de la ligne séparative des deux héritages. — Le voisin a le droit d'exiger que les haies plantées à une moindre distance soient arrachées. (Cod. civ. art. 671, 672.)

3. — Les arbres qui se trouvent dans la haie *mitoyenne* sont mitoyens comme la haie; et chacun des deux propriétaires a droit de requérir qu'ils soient abattus. (Cod. civ. art. 673.)

4. — C'est le *Juge de Paix* de la situation qui est compétent pour connaître des usurpations de haies. (Cod. proc. civ. art. 3, n° 2.)

5. — Quelconque coupe ou arrache en tout ou en partie des haies vives ou sèches est passible d'un emprisonnement d'un mois à un an, et d'une amende égale au quart des restitutions et des dommages-intérêts, sans qu'elle puisse être inférieure à 50 fr. (Cod. pén. art. 456.)

HALAGE. — Voy. CHEMINS DE HALAGE.

HALLS. — Emplacements couverts affectés, dans les villes, à la vente des denrées alimentaires. — Voy. FOIRES, HALLES ET MARCHÉS.

HAUTE POLICE. — Voy. SURVEILLANCE DE LA HAUTE POLICE.

HECTARE. — Mesure agraire de superficie, représentant 100 ares ou 10,000 mètres carrés. — Voy. POIDS ET MESURES.

HECTOGRAMME. — Poids d'un décilitre d'eau pure à son maximum de densité. Il représente 100 grammes ou 10 décigrammes. — Voy. POIDS ET MESURES.

HECTOLITRE. — Mesure de capacité pour les liquides et les matières sèches, équivalant à 100 litres ou à 10 décalitres. — Voy. POIDS ET MESURES.

HECTOMÈTRE. — Mesure de longueur, équivalant à 100 mètres ou à 10 décamètres. — Voy. POIDS ET MESURES.

HERBORISTE. — Individu dont la profession est de vendre toutes sortes d'herbes pour les boissons médicinales.

1. — Nul ne peut exercer cette profession sans avoir obtenu un diplôme. Les femmes sont admises à se faire recevoir herboristes.

2. — Il existe deux diplômes d'herboriste : celui de *première classe* valable dans toute la France; celui de *deuxième classe*, valable seulement dans le département pour lequel le candidat a été reçu.

— L'examen pour le diplôme d'herboriste de *première classe* n'est subi que devant les *Ecoles supérieures de Pharmacie*. (Voy. ÉCOLES SUPÉRIEURES DE PHARMACIE.) — Aucune condition d'âge et d'études n'est exigée pour l'admission à cet examen qui porte sur la connaissance des plantes inédictinales, les précautions nécessaires pour leur récolte, leur dessiccation et leur préparation. — Les droits à acquitter sont de 100 fr. à Paris, et de 80 fr. dans les départements.

— L'examen pour le diplôme d'herboriste de *deuxième classe* peut être subi devant l'Ecole supérieure de Pharmacie ou devant l'Ecole préparatoire de Médecine ou de Pharmacie dans la circonscription de laquelle le

candidat se propose d'exercer. (Voy. ÉCOLES PRÉPARATOIRES DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE.) — Aucune condition d'âge et d'études n'est exigée pour l'admission à cet examen, qui porte sur la connaissance des plantes médicinales, les précautions nécessaires pour leur récolte, leur dessiccation et leur préparation. — Les droits à acquitter sont de 100 fr. à Paris, et de 80 fr. dans les départements.

HÉRITIÈRE. — Celui qui représente une personne défunte, qui succède à ses droits et à ses obligations.

1. — Les héritiers sont *légitimes* ou *testamentaires*, selon qu'ils sont appelés à la succession par la loi, à défaut de testament, ou par la volonté du défunt. — Les *héritiers légitimes*, ou appelés par la loi, se distinguent, à leur tour, en *héritiers légitimes proprement dits* et *héritiers irréguliers*. Les héritiers légitimes proprement dits sont ceux qui étaient unis au défunt par un lien de parenté légitime; les héritiers irréguliers sont ceux qui étaient unis par un lien de parenté naturelle avec le défunt, ou qui n'étaient liés avec lui par aucun lien de parenté: tels sont les *parents naturels*, le *conjoint survivant*, et l'*Etat*. — Ils sont désignés par le Code civil sous le nom de *successeurs aux biens*. Selon la loi, les héritiers *légitimes* ont seuls la qualification d'*héritiers*, et, lorsqu'ils sont appelés par un testament, ils prennent la dénomination de *légataires*. — Voy. SAISINE; — SUCCESSIONS; — TESTAMENT.

HÉRITIER. — Vieux mot français qui veut dire *succession*, *héritage*.

HOMICIDE. — (Cod. pén. art. 295-304; art. 319, 321-324; 326-329.) D'latin *homo*, homme, *cædere*, abattre, tuer.

1. — L'homicide commis avec *préméditation* ou *guet-apens* est qualifié *assassinat*; il est qualifié *meurtre* lorsqu'il résulte de coups donnés *volontairement*, mais sans *préméditation*. — Voy. ASSASSINAT; — MEURTRE.

2. — L'homicide n'est pas punissable en cas de *légitime défense* (voy. ces mots).

Il est *excusable* s'il a eu lieu à la suite d'une provocation par des coups ou violences graves, et la peine est réduite à un emprisonnement de 1 an à 5 ans.

3. — L'homicide causé par *maladresse*, *imprudence*, *négligence* ou *inobservation des règlements*, est puni d'un emprisonnement de 3 mois à 2 ans, et d'une amende de 50 fr. à 600 fr.

HOMOLOGATION. — Du grec *homologein*, approuver, consentir. — Signifie *confirmation* par *autorité de Justice*.

1. — Doivent être homologuées les délibérations du Conseil de famille relatives: — aux emprunts, aliénations, hypothèques, transactions, à contracter, faire, constituer ou consentir pour le mineur (Cod. civ. art. 457, 458, 467); — à l'exclusion ou à la destitution du tuteur, si ce dernier n'y adhère pas. (Cod. civ. art. 447, 448.) — Voy. TUTELLE, III.

Les formes de l'homologation des avis des Conseils de famille sont réglées par le Code de procédure civile (art. 885 et suiv.).

2. — L'acte de *notoriété* qui, dans le cas prévu par l'article 70 du Code civil, peut remplacer l'acte de naissance en vue du futur mariage, doit être présenté à l'homologation du tribunal de l'arrondissement où le mariage sera célébré. (Cod. civ. art. 27.) — Voy. ACTE DE NOTORIÉTÉ.

3. — Le *concordat* accordé au failli par ses créanciers doit être homologué par le tribunal de commerce (Cod. com. art. 513 et suiv.). — Voy. FAILLITE, VI.

HOSPICES — HOPITAUX. — Du latin *hospitium*, *hospitalitas*, secours, hospitalité. — On désigne ainsi les divers établissements de bienfaisance publique dans lesquels sont reçus, pour y être traités ou entretenus, les malades indigents, les vieillards, les infirmes incurables, les orphelins, etc. Mais on appelle plus particulièrement *hôpitaux* les établissements consacrés au soin des malades indigents, et *hospices* ceux qui reçoivent et entretiennent les vieillards invalides et indi-

gents, les orphelins pauvres, les enfants trouvés, les aliénés.

1. — L'administration des hospices et hôpitaux est confiée, dans les départements, à des *Commissions composées de 5 membres, nommés par le Préfet, et du Maire de la Commune. La présidence appartient au Maire; il a voix prépondérante en cas de partage. En cas d'absence du Maire, la présidence appartient au plus âgé des membres présents, et, à défaut d'ancienneté, au plus âgé.*

Les fonctions des Commissions administratives sont *gratuites*.

Chaque année, les Commissions administratives se *renouvellent* par cinquième. Les membres sortants sont *rééligibles*.

— Les Commissions administratives peuvent être *dissoutes* par le Ministre de l'intérieur, sur la proposition ou l'avis du Préfet. Les membres de ces Commissions peuvent être individuellement *révoqués* dans la même forme.

— Le nombre des membres des Commissions administratives peut, en raison de l'importance des établissements ou de circonstances locales, être porté à plus de 5, par des *décrets spéciaux* rendus sur l'avis du Conseil d'Etat. (Déc. 23 mars 1852.)

2. — La Commission administrative *régle* par ses délibérations les objets suivants :

Le mode d'administration des biens et revenus des établissements hospitaliers;

Les conditions des baux et fermes de ces biens, lorsque leur durée n'excède pas 18 ans pour les biens ruraux et 9 pour les autres;

Le mode et les conditions des marchés pour fournitures et entretien dont la durée n'excède pas une année; les travaux de toute nature dont la dépense ne dépasse pas 3,000 fr.

Toute délibération sur l'un de ces objets est exécutoire, si, 30 jours après la notification officielle, le Préfet ne l'a pas annulée, soit d'office pour violation de la loi ou d'un règlement d'administration publique, soit sur la réclamation de toute partie intéressée.

La Commission arrête également, mais avec l'approbation du Préfet, les règlements du service tant intérieur qu'extérieur et de santé, et les contrats à passer pour le service avec les congrégations hospitalières.

— Elle *délibère* sur les objets suivants :

Les budgets, comptes, et, en général, toutes les recettes et dépenses des établissements hospitaliers;

Les acquisitions, échanges, aliénation des propriétés de ces établissements, leur affectation au service, et, en général, tout ce qui intéresse leur conservation et leur amélioration;

Les projets de travaux pour constructions, grosses réparations et démolitions dont la valeur excède 3,000 francs;

Les conditions ou cahiers des charges des adjudications de travaux et marchés pour fournitures ou entretien dont la durée excède une année;

Les actions judiciaires et transactions;

Les placements de fonds et emprunts;

Les acceptations de dons et legs.

Ces diverses délibérations sont soumises à l'avis du Conseil municipal, qui doit être conforme quand il s'agit de l'aliénation des biens immeubles formant la dotation des hospices et hôpitaux.

3. — A Paris, le service des hôpitaux et hospices civils est confié à une Administration appelée *Administration générale de l'Assistance publique*, et placée sous l'autorité du Préfet de la Seine et du Ministre de l'intérieur. — Cette administration a un *Directeur* responsable, et un *Conseil de surveillance* composé ainsi qu'il suit : le Préfet de la Seine, président; — 2 Membres du Conseil municipal; — 2 Maires ou Adjoints; — 2 Administrateurs des Comités d'assistance des arrondissements municipaux; — 1 Conseiller d'Etat ou 1 Maître des Requêtes au Conseil d'Etat; — 1 Membre de la Cour de Cassation; 1 médecin des hôpitaux et hospices en exercice; — 1 Chirurgien des

hôpitaux et hospices en exercice ; — 1 Professeur de la Faculté de Médecine ; — 1 Membre de la Chambre de commerce ; — 1 Membre d'un des Conseils des Prud'hommes ; — 5 Membres pris en dehors des catégories indiquées ci-dessus.

Nommés par le Président de la République sur la proposition du Ministre de l'Intérieur, les Membres du Conseil, à l'exception des deux Préfets, sont renouvelés par tiers tous les ans. Les sortants sont rééligibles.

— Le Conseil est présidé par le Préfet de la Seine, et, à son défaut, par un Vice-Président choisi par le Conseil dans son sein et élu tous les ans. — En cas de partage, la voix du Président est prépondérante. (Loi 10 janvier 1849 ; arr. 24 avril 1849.)

4. — Lorsqu'un individu privé de ressources tombe malade dans une Commune, aucune condition de domicile ne peut être exigée pour son admission dans l'hôpital de cette Commune.

Quant à l'admission des indigents dans les hospices, elle est subordonnée à certaines conditions d'âge et de domicile déterminées par un règlement particulier à chaque établissement.

— Les malades et incurables indigents des Communes privées d'établissements hospitaliers peuvent être admis aux hospices et hôpitaux du département désignés par le Conseil général, sur la proposition du Préfet, suivant un prix de journée fixé par ce fonctionnaire, d'accord avec la Commission des hospices et hôpitaux. Les Communes qui veulent profiter du bénéfice de cette disposition supportent la dépense nécessaire pour le traitement de leurs malades et incurables. Toutefois, le département, dans les cas et proportions déterminés par le Conseil général, peut venir en aide aux Communes dont les ressources sont insuffisantes. — Lorsque les revenus d'un hospice ou d'un hôpital le permettent, les Commissions administratives sont autorisées à admettre dans les lits vacants les malades ou incurables des Communes

sans exiger le prix de journée dont il a été question ci-dessus.

L'administration des hospices à la faculté d'exercer son recours, s'il y a lieu, contre les membres de la famille du malade, du vieillard ou de l'incurable, qui, aux termes des articles 203 et 206 du Code civil, sont tenus de la dette alimentaire. — Voy. MARIAGE, V. — (Loi 7 août 1851.)

5. — En cas de décès dans les hôpitaux, les directeurs sont tenus d'en donner avis, dans les vingt-quatre heures, à l'Officier de l'état civil, qui s'y transporte pour s'assurer du décès, et en dresse acte sur les déclarations qui lui sont faites, et sur les renseignements qu'il prend. Il est tenu, en outre, dans lesdits hôpitaux, des registres destinés à inscrire ces déclarations et ces renseignements. — L'Officier de l'état civil envoie l'acte de décès à celui du dernier domicile de la personne décédée qui l'inscrit sur les registres. (Cod. civ. art. 80.)

6. — Les effets mobiliers apportés par les malades décédés dans les hospices, et qui y ont été traités gratuitement, appartiennent auxdits hospices, à l'exclusion des héritiers, et du domaine en cas de déshérence. Si, au contraire, le traitement et l'entretien des individus décédés dans les hospices a été acquitté de quelque manière que ce soit, leurs héritiers ou légataires peuvent exercer leurs droits sur tous les effets apportés par ces individus dans lesdits hospices, et, à défaut d'héritiers, les mêmes effets appartiennent aux hospices, à l'exclusion du domaine. (Avis Cons. d'Etat, 3 novembre 1809.)

7. — Les hôpitaux militaires n'ont pas, comme les hospices civils, le caractère d'établissements publics ; ils n'ont ni propriétés, ni personnalité légale. En conséquence, la succession des militaires morts à l'hôpital est soumise au droit commun. L'Etat reprend seulement ce qui lui appartient, en objets d'habillement, d'armement, de grand et de petit équipement. (Règl. 20 décembre 1824.)

8. — Les dispositions entre-vifs ou

par testament, au profit des hospices, n'ont leur effet qu'autant qu'elles sont autorisées par décret. (Cod. civ. art. 910.)

9. — Sont punies comme réunion de rebelles, celles qui ont été formées avec ou sans armes par les individus admis dans les hospices. (Cod. pén. art. 219, 2^e.) — Voy. RÉBELLION.

10. — Voy. DROIT DES PAUVRES.

HOTELIER. — Individu tenant une maison où on loge et on mange pour de l'argent.

— Les droits et les devoirs des hôteliers sont les mêmes que ceux des aubergistes. — Voy. AUBERGISTE.

HUIS-CLOS. — Signifie portes fermées. — Lorsque les débats d'une affaire sont de nature à offrir quelques dangers pour les mœurs ou l'ordre public, les tribunaux peuvent, par exception, ordonner qu'ils auront lieu à huis-clos.

HUISSIER. — (Déc. 14 juin 1813.) — Ce mot, dérivé du vieux terme huis, porte, désigne particulièrement aujourd'hui les officiers ministériels chargés des significations judiciaires ou extrajudiciaires, de l'exécution forcée des actes publics et du service intérieur des tribunaux.

1. — Les Huissiers sont nommés par le Président de la République, sur la présentation du Ministre de la Justice. Leurs attributions sont limitées au territoire de l'arrondissement.

2. — Ils sont responsables des conséquences que peuvent avoir les nullités résultant d'une erreur grave de leur part.

3. — Leurs émoluments sont fixés par un tarif qu'il leur est interdit de dépasser.

4. — Dans les villes où il n'y a pas de Commissaires-priseurs, ils ont le droit de procéder aux ventes publiques de meubles, comme les notaires et les greffiers.

5. — Il y a, au chef-lieu judiciaire de chaque arrondissement, une Chambre de discipline dont la mission consiste à veiller au maintien de l'ordre

et à l'exécution des lois et règlements qui régissent la profession.

HYDROGRAPHIE. — (ÉCOLES D') — Voy. ÉCOLES D'HYDROGRAPHIE.

HYDROMEL. — Du grec udor, eau, et meli, miel. — Boisson faite avec de l'eau et du miel fermentés au soleil.

— Elle est soumise aux droits perçus sur les boissons. — Voy. BOISSONS.

HYPOTHÈQUE. — (Cod. civ. art. 2114 et suiv.)

Du grec upotékè, gage. — Droit en vertu duquel un créancier peut se faire payer sur le prix des biens immeubles affectés à la sûreté de sa créance, par préférence aux créanciers qui n'ont pas stipulé la même garantie, ou qui ne se sont fait inscrire que postérieurement.

« C'est l'hypothèque qui conserve aux familles le précieux patrimoine des épouses, qui protège la fortune de ceux à qui leur âge ou leur capacité morale ne permet pas de surveiller leurs intérêts, qui soutient ou relève le crédit du particulier, qui favorise le placement des capitaux étrangers au commerce, qui porte le numéraire au secours de l'agriculture et des spéculations civiles, et qui enfin, comme un puissant levier, donne le mouvement aux plus importantes transactions, par cela même qu'elle les environne des plus solides garanties. » (M. Troplong, préface du commentaire des privilèges et hypothèques.)

I. NATURE ET EFFETS DE L'HYPOTHÈQUE. — 1. — L'hypothèque comprend deux droits : 1^o Un droit de préférence, c'est-à-dire que le créancier hypothécaire est payé, sur le prix de l'immeuble, avant les autres créanciers ; — 2^o Un droit de suite, c'est-à-dire que les acquéreurs, même de bonne foi, sont forcés d'abandonner l'immeuble ou d'en subir l'expropriation, s'ils n'aiment mieux payer le montant intégral de la dette.

L'hypothèque est, en outre, indivisible, c'est-à-dire que l'immeuble en totalité, ou tous les immeubles hypothéqués sont affectés au paiement de la dette entière et de cha-

cune des fractions de la dette, et que chaque portion des biens hypothéqués est affectée au paiement de la dette entière et de chacune de ses parties.

2. — Sont seuls susceptibles d'hypothèque : 1° Les biens immobiliers qui sont dans le commerce et leurs accessoires répétés immeubles, par exemple, les animaux attachés à la culture, les ustensiles aratoires, etc.; — 2° L'usufruit des biens immobiliers; — 3° Les mines exploitées en vertu d'une concession du Gouvernement, car elles constituent une propriété immobilière, distincte de celle de la surface, et susceptible, comme elle, d'être grevée d'hypothèque; — 4° Les actions de la Banque de France, immobilisées; — 5° Les actions de la Compagnie des canaux d'Orléans et du Loing, immobilisées.

II. DIVERSES SORTES D'HYPOTHÈQUES. — Il y a trois sortes d'hypothèques : l'hypothèque légale, l'hypothèque judiciaire et l'hypothèque conventionnelle.

1. — *Hypothèques légales.* — Les hypothèques légales sont celles qui résultent, sans aucune stipulation ni condamnation judiciaire, de la loi elle-même.

Les droits et créances auxquels l'hypothèque légale est attribuée, sont : ceux des femmes mariées, sur les biens de leur mari; — ceux des mineurs et interdits, sur les biens de leur tuteur; — ceux de l'Etat, des Communes et des Etablissements publics, sur les biens des Receveurs et Administrateurs comptables; — ceux des légataires, sur les biens de la succession; — ceux des créanciers privilégiés qui n'ont pas fait inscrire leur privilège dans le délai fixé par la loi, et dont le privilège dégénère en simple hypothèque. (Voy. PRIVILEGE.)

2. — *Hypothèques judiciaires.* — Ce sont celles qui résultent des jugements ou des actes judiciaires : elles ont pour but d'en assurer l'exécution.

Les sentences rendues par des ar-

bitres n'emportent hypothèque qu'après avoir reçu force exécutoire par une ordonnance du Président du tribunal.

L'hypothèque ne peut pareillement résulter des jugements rendus à l'étranger qu'autant qu'ils ont été déclarés exécutoires par un tribunal français.

3. — *Hypothèques conventionnelles.* — Ce sont celles qui sont consenties dans la forme légale, c'est-à-dire devant Notaire, par des personnes capables d'aliéner les immeubles qu'elles y soumettent.

A la différence des hypothèques légales ou judiciaires qui sont générales, c'est-à-dire qui frappent les biens présents et à venir du débiteur, les hypothèques conventionnelles sont spéciales et ne peuvent frapper que les biens présents, un à un et nominativement, avec l'indication du montant de la créance pour laquelle chacun d'eux est hypothéqué. La spécialité favorise ainsi le crédit des débiteurs et, par suite, le crédit public.

III. DU RANG DES HYPOTHÈQUES ENTRE ELLES. — 1. — Entre les créanciers, l'hypothèque, soit légale, soit judiciaire, soit conventionnelle, n'a de rang que du jour de l'inscription prise par le créancier sur les registres du Conservateur des hypothèques dans l'arrondissement duquel sont situés les biens soumis à l'hypothèque. (Il y a un bureau de conservation des hypothèques dans chaque arrondissement.)

C'est l'inscription qui donne la vie à l'hypothèque : sans elle les tiers ne pourraient connaître les charges qui pèsent sur les biens des personnes avec lesquelles ils veulent traiter.

2. — Une exception, toutefois, à cette règle a été admise, et l'hypothèque existe, indépendamment de toute inscription : 1° Au profit des mineurs et interdits, sur les immeubles appartenant à leur tuteur, à raison de sa gestion, du jour de l'acceptation de la tutelle; — 2° Au

profit des femmes, pour raison de leur dot et conventions matrimoniales, sur les immeubles de leur mari, et à compter du jour du mariage.

Cette faveur a été accordée aux mineurs, aux interdits et aux femmes mariées, parce qu'étant, les uns sous la dépendance de leurs tuteurs, les autres sous celle de leur mari, il a pu leur être impossible de prendre inscription; mais il n'y a que ces deux sortes d'hypothèques légales qui soient dispensées de l'inscription (voy. toutefois TRANSCRIPTION, 5); celles des Communes, des Etablissements publics, de l'Etat, sur les biens des receveurs et administrateurs comptables, n'en sont point affranchies, non plus que celles des légataires sur les immeubles de la succession ou des créanciers privilégiés devenus simples créanciers hypothécaires pour n'avoir pas rempli les conditions d'où dépendait la conservation de leur privilège. — Voy. PRIVILÈGE.

3. — En résumé, après les hypothèques du mineur, de l'interdit et de la femme mariée, les autres hypothèques se rangent d'après la date de leur inscription. Tous les créanciers inscrits le même jour exercent en concurrence une hypothèque de la même date, sans distinction entre l'inscription du matin et celle du soir, quand même cette différence serait marquée par le Conservateur.

IV. MODE D'INSCRIPTION DES HYPOTHÈQUES. — RENOUELEMENT.

1. — Toute hypothèque judiciaire ou conventionnelle doit être inscrite au bureau de conservation des hypothèques de l'arrondissement dans lequel se trouvent les biens qui y sont soumis.

Pour opérer l'inscription, le créancier représente au Conservateur, soit par lui-même, soit par un tiers, son titre de créance ou une expédition authentique. Il y joint deux bordereaux écrits sur papier timbré, dont l'un peut être porté sur l'expédition du titre, et qui contiennent toutes les indications nécessaires pour faire

connaître exactement le créancier, le débiteur, le titre, le montant de la créance, les biens hypothéqués, etc. L'art. 2148 du Code civil énumère les formalités prescrites en pareil cas.

Après avoir fait mention sur les registres du contenu aux bordereaux, le Conservateur remet au créancier son titre et l'un des bordereaux, au bas duquel il certifie avoir fait l'inscription.

2. — L'inscription prise ne conserve que le *capital*, deux années d'intérêts et l'année courante. Le législateur n'a pas voulu que l'agglomération des intérêts dus à un premier créancier, qui a négligé d'en exiger le paiement, privât de sa créance le créancier postérieur.

3. — Les inscriptions doivent être renouvelées tous les dix ans, à compter du jour de leur date; sinon elles cessent de produire effet. Sans ce renouvellement, il eût été impossible au Conservateur de se retrouver dans la multitude de registres qu'il lui aurait fallu garder. Si donc un créancier ne renouvelle son inscription qu'après l'expiration du délai de dix ans, son hypothèque n'a plus rang que du jour du renouvellement, et il est primé par les nouveaux créanciers qui, dans l'intervalle, ont pu prendre inscription.

4. — Les frais des inscriptions sont à la charge du débiteur, s'il n'y a stipulation contraire; l'avance en est faite par l'inscrivint.

5. — Les registres des Conservateurs des hypothèques sont publics. Toute personne peut obtenir copie des actes qui y sont transcrits et des inscriptions qu'ils contiennent, ou un certificat constatant qu'il n'en existe aucune. Les Conservateurs sont responsables des erreurs qu'ils ont pu commettre.

V. RADIATION ET RÉDUCTION DES INSCRIPTIONS. — 1. — Les inscriptions sont rayées du consentement des parties intéressées, ou en vertu d'un jugement si la mainlevée en est refusée à tort.

La radiation non consentie est demandée au tribunal dans le ressort duquel l'inscription a été faite, à moins que cette inscription n'ait eu lieu pour sûreté d'une condamnation éventuelle ou indéterminée, sur l'exécution ou liquidation de laquelle le débiteur et le créancier prétendu soient en instance auprès d'un autre tribunal : ce serait à ce dernier tribunal qu'il appartiendrait de statuer.

La radiation doit être ordonnée par la Justice, lorsque l'inscription a été faite sans être fondée ni sur la loi, ni sur un titre, ou lorsqu'elle l'a été en vertu d'un titre irrégulier, éteint ou soldé.

2. — Il y a lieu à *réduction*, toutes les fois que les inscriptions ont été prises pour une somme trop considérable, ou sur plus d'immeubles qu'il n'est nécessaire à la sûreté des créances. L'excès, dans cette double hypothèse, est arbitré par les juges d'après les règles tracées par le Code civil (art. 2161-2165).

VI. EXTINCTION DES HYPOTHÈQUES. — 1. — Les hypothèques s'éteignent : 1° Avec les créances qu'elles garantissaient, et dont elles n'étaient que l'accessoire; — 2° Par la renonciation du créancier; — 3° Par l'accomplissement des formalités et conditions prescrites aux tiers détenteurs pour purger les biens par eux acquis. (Il en sera question ci-après); — 4° Par la *prescription*, qui est un moyen de se libérer d'une action quelconque.

2. — *Purge*. — Il y a deux sortes de *purges* : celle des *hypothèques inscrites* et celle des *hypothèques légales non inscrites*.

La *purge des hypothèques inscrites* consiste dans la faculté pour le tiers acquéreur d'affranchir son immeuble des hypothèques dont il est grevé, en offrant aux créanciers d'acquitter sur-le-champ, jusqu'à concurrence du prix qu'il doit, les dettes hypothécaires, sans distinction entre celles qui sont exigibles et celles qui ne le sont point. Les créanciers hypothécaires, à qui cette offre est faite, ont

le droit de faire une *surenchère* sur le prix de l'immeuble vendu; si ce prix leur paraît inférieur à la valeur de l'immeuble; mais il faut que la *surenchère* soit du *dixième* du prix et qu'elle soit faite dans le délai de *quarante jours* à partir de la notification de l'acquéreur.

A défaut par les créanciers d'avoir requis la mise aux enchères dans le délai prescrit, la valeur de l'immeuble demeure définitivement fixée au prix stipulé dans le contrat, et le nouveau propriétaire est libéré de toute hypothèque en payant ledit prix aux créanciers inscrits.

En cas de revente aux enchères, si c'est l'acquéreur qui se rend adjudicataire, il a un recours contre son vendeur pour le remboursement de ce qui excède le prix stipulé, et pour l'intérêt de cet excédant, à compter du jour de chaque paiement. Si, au contraire, l'acquéreur se trouve dépossédé, l'adjudicataire est tenu de lui restituer les frais et loyaux coûts du contrat, ceux de la transcription sur les registres du Conservateur des hypothèques, ceux de notification, et ceux qu'il a faits pour parvenir à la revente.

3. — La *purge des hypothèques légales non inscrites* s'accomplit de la manière suivante : l'acquéreur dépose au greffe du tribunal civil de l'arrondissement dans lequel les biens sont situés une copie de son contrat de vente, et le greffier lui délivre un certificat du dépôt; il notifie ce certificat tant au subrogé-tuteur des mineurs ou interdits, qui peuvent être sous la tutelle du vendeur, qu'à la femme de ce dernier et au Procureur de la République près le tribunal de l'arrondissement, avec sommation de prendre, dans les *deux mois*, inscription sur l'immeuble aliéné. Si, à l'expiration de ce délai, il n'est pas survenu d'inscription, le Conservateur le constate par un certificat, et l'acquéreur peut se libérer de son prix; l'immeuble vendu passe entre ses mains sans aucune charge, à raison des dot, reprises et conventions matrimoniales de la femme du

vendeur, ou de la gestion de ce dernier comme tuteur, sauf le recours, s'il y a lieu, de la femme, des mineurs ou interdits, contre leur mari ou tuteur. Si, au contraire, inscription a été prise, dans le délai voulu, l'acquéreur ne peut effectuer aucun paiement au préjudice des femmes,

mineurs ou interdits, dont la loi fait remonter l'hypothèque, soit à l'époque de la célébration du mariage du vendeur, soit à celle de son entrée en gestion comme tuteur.

— Voy. CONSERVATEUR DES HYPOTHÈQUES; — TRANSCRIPTION.

I

ILE. — Espace de terre entouré d'eau de tous côtés.

— Le Code civil règle ainsi qu'il suit le *droit de propriété* sur les îles et îlots qui viennent à se former dans les fleuves et dans les rivières, qu'elles soient ou non navigables ou flottables :

Art. 560. — « Les îles, îlots, atterrissements qui se forment dans le lit des fleuves ou des rivières navigables ou flottables, appartiennent à l'Etat, s'il n'y a titre ou prescription contraire. »

Art. 561. — « Les îles et atterrissements qui se forment dans les rivières non navigables et non flottables appartiennent aux propriétaires riverains du côté où l'île s'est formée : si l'île n'est pas formée d'un seul côté, elle appartient aux propriétaires riverains des deux côtés, à partir de la ligne qu'on suppose tracée au milieu de la rivière. »

Art. 562. — « Si une rivière ou un fleuve, en se formant un bras nouveau, coupe et embrasse le champ d'un propriétaire riverain, et en fait une île, ce propriétaire conserve la propriété de son champ, encore que l'île se soit formée dans un fleuve ou dans une rivière navigable ou flottable. »

IMBÉCILLITÉ. — Faiblesse d'esprit qui ne permet pas de concevoir les idées les plus ordinaires.

Lorsqu'elle est *habituelle*, l'imbécillité est une cause d'*interdiction*. (Cod. civ. art. 489.) — Voy. INTERDICTION.

IMMEUBLE. — Du latin *immobilis*,

qui ne peut se mouvoir. — Se dit des biens qui ont une assiette fixe et ne sont pas susceptibles de déplacement. — Voy. BIENS.

IMMIXTION. — C'est le fait de se mêler d'une affaire.

1. — L'immixtion de l'héritier dans la succession qui lui est échue équivaut à une *acceptation*, et lui enlève la faculté de renoncer ou d'accepter sous bénéfice d'inventaire. (Cod. civ. art. 778, 800.)

2. — « La femme qui s'est immiscée dans les biens de la communauté ne peut y renoncer. — Les actes purement administratifs ou conservatoires n'emportent point immixtion. » (Cod. civ. art. 1454.)

3. — L'immixtion de l'associé *commanditaire* dans les affaires de la Société le rend responsable, solidairement avec les associés en nom collectif, de toutes les dettes et engagements de la Société. (Cod. com. art. 27, 28.)

4. — L'immixtion dans les *fonctions publiques*, civiles ou militaires, rend passible d'un *emprisonnement* de 2 à 5 ans, sans préjudice de la peine de faux, si l'acte porte le caractère de ce crime. (Cod. pén. art. 258.)

5. — L'immixtion dans les fonctions d'*agent de change* donne lieu à une *amende* du douzième au moins et du sixième au plus du cautionnement de ces officiers ministériels. (Arr. 27 prairial an x (16 juin 1802), art. 4.)

6. — Voy. EMPÎÈTEMENT DES AUTORITÉS ADMINISTRATIVES ET JUDICIAIRES.

IMMONDICES. — Ordures.

1. — Sont passibles d'une *amende*

de 1 franc à 5 francs inclusivement, ceux qui imprudemment ont jeté des immondices sur quelque personne. (Cod. pén. art. 471, § 12.) — En cas de récidive, la peine d'emprisonnement, pendant 3 jours au plus, est toujours applicable (art. 447).

2. — Sont passibles d'une amende de 6 francs à 10 francs inclusivement, ceux qui volontairement ont jeté des immondices sur quelqu'un, ou ceux qui en ont jeté contre les maisons, édifices et clôtures d'autrui, ou dans les jardins et enclos. En outre de l'amende, ils peuvent, suivant les circonstances, être condamnés à un emprisonnement pendant 3 jours au plus (art. 475, § 8; art. 476). — La peine de l'emprisonnement pendant 5 jours au plus est toujours prononcée en cas de récidive (art. 478).

IMPENSE. — C'est le nom que donne le Code civil aux dépenses faites pour la conservation, l'amélioration ou l'embellissement d'un immeuble. Elles sont réputées, suivant l'un ou l'autre de ces trois cas, nécessaires, utiles ou voluptuaires.

1. — Quand il y a lien au rapport d'un immeuble à la masse d'une succession, il doit être tenu compte à l'héritier soumis au rapport des impenses qui ont amélioré la chose ou l'ont conservée. Pour ce qui est des impenses voluptuaires ou de pur agrément, il ne lui en est dû aucun compte. (Cod. civ. art. 861, 862.) — Voy. SUCCESSIONS, IV.

2. — Le vendeur est tenu de rembourser, ou de faire rembourser, à l'acquéreur, par celui qui l'évince, toutes les réparations et améliorations utiles qu'il a faites au fonds. (Cod. civ. art. 1634.)

Si le vendeur avait vendu de mauvaise foi le fonds d'autrui, il serait obligé de rembourser à l'acquéreur toutes les dépenses, même voluptuaires, faites par ce dernier sur le fonds. (Cod. civ. art. 1635.)

3. — Les détériorations qui procèdent du fait ou de la négligence du tiers détenteur d'un immeuble, au préjudice des créanciers hypothécaires ou

privilegiés, donnent lieu contre lui à une action en indemnité; mais il ne peut répéter ses impenses et améliorations que jusqu'à concurrence de la plus-value résultant de l'amélioration. (Cod. civ. art. 2175.)

IMPOTS. — Voy. CONTRIBUTIONS.

IMPRESCRIPTIBILITÉ. — Qualité d'une chose non sujette à prescription.

— Sont imprescriptibles les biens que la loi a placés hors du commerce et qui, par conséquent, ne peuvent appartenir à des particuliers, savoir :

1° Les biens faisant partie du domaine public, c'est-à-dire destinés à l'usage commun des citoyens. (Voy. DOMAINE PUBLIC); — 2° Les biens des Départements et des Communes, lorsqu'ils sont affectés à un usage public : tels sont les routes départementales, les chemins vicinaux, les églises, les hospices, les cimetières, les hôtels de ville, les prisons, les places et promenades.

IMPRIMERIE. — (Déc. 5 février 1810, 11 février 1811; loi 21 octobre 1814; ord. roy. 8 octobre 1817; déc. 22 mars 1852; loi 11 mai 1868; déc. 3 septembre 1870; lois 13 avril et 6 juillet 1871.)

Du latin *in*, sur, et *primere*, presser. — Merveilleux moyen de communication entre les hommes, dont la création, qui date de 1450, est due, à divers degrés, à Coster, Guttenberg, Fust et Schæffer, l'imprimerie a exercé l'action la plus décisive sur les progrès de la civilisation.

1. — Depuis l'origine de l'imprimerie, les différents Pouvoirs qui se sont succédés en France se sont préoccupés, à des points de vue divers, des moyens de prévenir ou de réprimer ce qu'ils regardaient comme les abus d'un aussi puissant instrument de publicité. Nous empruntons à M. Dalloz quelques détails pleins d'intérêt sur ce point :

« Un des caractères du régime féodal, qui vit naître l'imprimerie, fut l'esprit de corporation. Les différentes branches d'industrie qui se rattachent à la presse, imprimeurs, libraires,

fondeurs, etc., prirent donc cette forme d'organisation; mais leur corporation ne resta pas indépendante; elle fut réunie à l'Université: la presse se trouva placée sous la domination absolue de l'autorité religieuse. Tous les ouvrages qui devaient être imprimés étaient assujettis à l'autorisation préalable de l'Université: ce corps, entièrement composé d'ecclésiastiques, approuvait, tolérait ou proscrivait les écrits sans autre règle que l'intérêt de ses doctrines.—La crainte des supplices arrêtaient ceux qui auraient tenté de se soustraire à cette censure; l'Edit de Henri II contre les imprimeurs, confirmé par la Déclaration de 1553, prononce la *peine de mort* contre tout imprimeur, libraire ou particulier qui imprimera, vendra ou distribuera un ouvrage quelconque sans en avoir obtenu l'autorisation formelle. C'est en vertu de cet Edit qu'on fit pendre à Paris des marchands de Genève qui avaient apporté des livres de prières à l'usage des Calvinistes. Les Parlements, dont l'indépendance mérita souvent la reconnaissance des peuples, ne se montraient pas seulement les exécuteurs zélés des plus cruelles dispositions contre la libre communication de la pensée, mais, au moyen des arrêts de règlements, ils lui imposaient encore de nouvelles entraves. Ils avaient renouvelé la coutume de quelques Empereurs romains, en ordonnant que les livres condamnés seraient brûlés publiquement par la main du bourreau. Cet usage ridicule se maintint jusqu'à la Révolution. Sous le règne de François I^{er}, le Parlement de Paris déclara que la Faculté de théologie de l'Université avait le droit de juger les livres nouveaux. En vertu de cet arrêt, la Faculté de théologie, en 1714, publia le catalogue des livres qu'elle avait prohibés, et dont les auteurs, distributeurs, même les simples possesseurs, devaient être poursuivis extraordinairement. Si l'on ajoute à ces rigueurs les interdictions de la Sorbonne, arbitre suprême des matières religieuses, et les censures des autres Facultés de

théologie, on n'aura encore qu'une idée incomplète de la contrainte à laquelle étaient soumises les productions de la presse.

« Sous ce régime inquisitorial, le Chancelier l'Hospital conçut le généreux projet de l'affranchir. Les querelles religieuses qui étaient alors dans toute leur animation paralysèrent ses efforts; mais l'Ordonnance de Moulins de 1566, rendue sur son rapport, diminua l'influence de l'autorité ecclésiastique sur le nouvel instrument de civilisation, en attribuant au Roi la délivrance des lettres de privilège pour l'impression des ouvrages; la même ordonnance supprima la peine de mort. Cet adoucissement dans la législation était un triomphe obtenu par l'humanité sur la superstition, et faisait espérer des améliorations plus grandes. Mais il ne fut pas de longue durée: en 1626, le Cardinal de Richelieu, irrité de quelques écrits contre son administration, porta un Edit où la peine de mort fut rétablie textuellement pour les ouvrages contre la religion et les affaires de l'Etat; quant aux autres ouvrages, l'Ordonnance de 1629 chargea le Chancelier et le Garde des sceaux de les faire examiner avant d'accorder le privilège. La peine de mort subsista jusqu'en 1728, où une Ordonnance réduisit à la marque, au carcan et aux galères les peines infligées aux imprimeurs et distributeurs d'ouvrages jugés criminels...

« ...Une Déclaration de 1767 punissait d'une forte amende les propriétaires des maisons où se trouveraient cachées des imprimeries, même à leur insu: la même Déclaration, contenant les désignations les plus vagues des crimes et délits de la presse, leur appliqua de nouveau les peines les plus sévères. Mais on fut généralement révolté, sans être intimidé, de dispositions qui plaçaient arbitrairement la vie des citoyens sous l'autorité illimitée des juges. Un homme qui savait être libre au milieu des fers, et indépendant au milieu des Cours, M. de Malesherbes, s'opposa de tout son pouvoir à ces dispositions

tyranniques. — Ce fut alors qu'il publia ses mémoires sur la librairie, où les principes de la liberté de la presse se trouvent développés avec tant de force et de sagesse.

« Cependant cette contrainte si oppressive n'avait pas pu arrêter l'élan de la pensée; de courageux citoyens avaient bravé ou éludé les châtements pour annoncer au monde des vérités utiles : des lois sans mesure étaient violées sans scrupule. Il s'établit une contrebande littéraire ouverte et impunie, au moyen de laquelle les ouvrages défendus, sortis en manuscrit, reparaissent en France après avoir passé deux fois la frontière. Montesquieu fut obligé de faire imprimer l'*Esprit des Lois* à Genève; les ouvrages les plus remarquables de Voltaire et de Rousseau ont été publiés à Londres, à Genève ou à Amsterdam. Bientôt il ne fut plus possible d'arrêter le torrent qui brisait ses digues et pénétrait toutes les parties du Royaume; la dure prohibition si longtemps imposée à la liberté d'écrire ne se soutenait plus qu'à peine : le Gouvernement songea alors à user d'une tolérance qui était devenue indispensable; les parlements seuls tinrent rigueur. Un arrêt du Parlement de Paris, de 1775, ordonne la lacération de l'ouvrage intitulé : *Philosophie de la nature*, et décrète l'auteur d'information comme coupable du crime de lèse-majesté divine et humaine; s'il eût été saisi, on l'aurait sans doute brûlé pour lui prouver que sa doctrine était erronée. Un autre arrêt de 1781 décrète également l'abbé Raynal pour crime d'impiété, à l'occasion de son *Histoire des Indes*. Mais les arrêts des Cours souveraines n'inspiraient point d'effroi, par la facilité que l'on avait de se soustraire à leur rigueur. Telle fut la situation des choses jusqu'à la Révolution.

— « La déclaration des droits de l'homme votée par l'Assemblée Constituante proclama le droit de chaque citoyen de publier et faire imprimer ses opinions. Toutes les lois prohibitives de la liberté de la presse furent ainsi anéanties; les professions d'im-

primeurs et de libraires, soumises depuis plusieurs siècles à un régime exceptionnel, rentrèrent dans le droit commun. Le décret du 17 mars 1791 dispose qu'il sera libre, à toute personne de faire tel négoce ou d'exercer telle profession qu'elle trouvera bon; plus tard, les corporations d'imprimeurs et de libraires furent formellement abolies. La Constitution du 3 septembre 1791 porte, en outre : « La liberté est accordée à tout homme de parler, d'écrire, d'imprimer et de publier ses pensées, sans que les écrits puissent être soumis à aucune censure ni inspection préalable. » Dans les premiers transports que dut faire naître cette liberté absolue d'imprimer et d'écrire, la presse devint un instrument terrible. Le peuple, mécontent du passé, impatient de l'avenir, prenait une part active aux affaires publiques : chaque club avait ses orateurs et ses écrivains; des écrits effrénés appelaient ouvertement les citoyens à la révolte. — Les zélés forcenés de la liberté ont été les mêmes dans tous les temps. Ils ne comprennent pas que leurs excès doivent avoir pour résultat inévitable de forger à la Nation de nouvelles chaînes, et qu'ils donnent pour auxiliaires au pouvoir absolu les hommes modérés de tous les partis qui espèrent y trouver un refuge contre leurs écarts et leurs violences. » (*Répertoire de jurisprudence*, art. *Presse*, 8 et suiv.)

2. — Le décret du 5 février 1810 et la loi du 21 octobre 1814 ont constitué un régime particulier auquel est encore actuellement soumis l'exercice de la profession d'imprimeur.

Nul ne peut être imprimeur sans avoir obtenu un brevet du Ministre de l'Intérieur.

Le nombre des imprimeurs est limité. Il est de quatre-vingts pour Paris; dans les départements, il est déterminé par des arrêtés ministériels.

Pour être imprimeur, il faut donc acquérir le brevet d'un titulaire en exercice, comme on achète un office ministériel, et justifier, en outre, « de sa capacité, de sa moralité et de son attachement à la Patrie et à son Sou-

verain. » (Déc. 5 février 1810, art. 7.)

Le brevet une fois délivré doit être enregistré au tribunal civil du lieu de la résidence de l'impétrant qui y prête serment « de ne rien imprimer de contraire aux devoirs envers le Souverain et à l'intérêt de l'Etat. » (Même déc. art. 9.)

3. — Le retrait du brevet d'imprimeur peut être prononcé à la suite d'une condamnation encourue pour *contravention aux lois et aux règlements*. D'après la jurisprudence du Conseil d'Etat, il n'est pas nécessaire que cette contravention soit relative aux règlements concernant l'exercice de la profession. C'est là un droit exorbitant dont, il est vrai, le Gouvernement a rarement usé, mais on doit déplorer qu'il soit ainsi armé d'un pouvoir discrétionnaire, et que, pour la moindre faute, s'il le veut, il puisse priver arbitrairement un citoyen de sa profession et souvent de toute sa fortune.

4. — Les imprimeries clandestines sont détruites, et les possesseurs ou dépositaires punis d'une amende de 10,000 fr. et d'un emprisonnement de six mois. — Est réputée clandestine toute imprimerie pour laquelle il n'a pas été obtenu de permission.

5. — Les imprimeurs lithographes ont été assimilés aux autres imprimeurs, pour le brevet et le serment, par une Ordonnance royale du 8 octobre 1817. — Il en est de même, depuis 1852, pour les imprimeurs en *taille-douce*. (Déc. 22 mars 1852, art. 1^{er}.)

6. — La limitation du nombre des imprimeurs constitue une grave atteinte au principe de la liberté du travail : elle n'est, d'ailleurs, nullement justifiée par les nécessités de l'ordre public. Nous admettons sans doute que le Gouvernement puisse exercer une certaine surveillance sur la profession d'imprimeur, afin de maintenir l'ordre qu'il a pour mission d'assurer ; mais il n'est pas indispensable pour cela de limiter le nombre des individus qui, remplissant les conditions de police exigées, voudraient fonder des établissements nouveaux.

Ce monopole artificiel actuellement accordé aux imprimeurs est, de plus, très-préjudiciable aux consommateurs, la liberté de la production devant avoir pour conséquence naturelle une diminution dans le prix des produits.

« Et non-seulement l'on méconnaît ainsi les principes les plus incontestables et les plus féconds de l'économie politique, mais encore on viole la justice, en privant inutilement les ouvriers du droit de devenir à leur tour patrons. Car au moment où tel compositeur habile voudrait, à l'aide de quelques épargnes, monter une petite imprimerie, qui peut-être deviendrait un grand établissement, vous l'en empêchez parce qu'il n'a pas les capitaux nécessaires à l'achat d'un brevet ou qu'il n'y a, à ce moment, aucun brevet à céder. C'est là une violation gratuite du droit sacré que toutes les lois devraient respecter : celui de vivre en travaillant, et en développant ses facultés selon les règles de la justice. » (M. Jules Liégeois. *Des rapports de l'Economie politique avec le droit politique et administratif*.)

7. — Lors de la discussion de la dernière loi sur la Presse (session de 1868), la question de la suppression du brevet d'imprimeur a donné lieu à une vive discussion, mais la solution, qui, du reste, ne saurait être douteuse, a été ajournée, et, en attendant, les gérants de journaux sont autorisés à établir une imprimerie exclusivement destinée à l'impression du journal. (Loi 11 mai 1868, art. 14.)

8. — Nul imprimeur ne peut imprimer un écrit avant d'avoir déclaré qu'il se propose de l'imprimer, ni le mettre en vente ou le publier, de quelque manière que ce soit, avant d'avoir déposé deux exemplaires, au Ministère de l'Intérieur, à Paris, et à la Préfecture, dans les départements.

9. — Il y a lien à saisie et séquestre d'un ouvrage : 1^o Si l'imprimeur ne représente pas les récépissés de la déclaration et du dépôt dont il vient d'être parlé ; —

2° Si chaque exemplaire ne porte pas le vrai nom et la vraie demeure de l'imprimeur; — 3° Si l'ouvrage est déposé aux tribunaux pour son contenu.

10. — Le défaut de déclaration avant l'impression, et le défaut de dépôt avant la publication sont punis chacun d'une amende de 1,000 fr. pour la première fois, et de 2,000 fr. pour la seconde.

Le défaut d'indication, de la part de l'imprimeur, de son nom et de sa demeure, est puni d'une amende de 3,000 fr. — L'indication d'un faux nom et d'une fausse demeure entraîne une amende de 6,000 fr. et un emprisonnement de six jours à six mois.

11. — Les imprimeurs d'écrits dont les auteurs sont poursuivis, sont considérés comme complices, par application de l'article 60 du Code pénal, s'il est reconnu qu'ils ont agi sciemment.

12. — Nul ne peut, pour des impressions privées, être possesseur ou faire usage de presses de petite dimension, de quelque nature qu'elles soient, sans l'autorisation préalable du Ministre de l'Intérieur, à Paris, et des Préfets, dans les départements. — Cette autorisation peut toujours être révoquée, s'il y a lieu.

Les contrevenants sont passibles d'une amende de 10,000 fr. et d'un emprisonnement de six mois.

13. — Les fondeurs de caractères, les clicheurs ou stéréotypeurs, les fabricants de presses de tous genres, les marchands d'ustensiles d'imprimerie sont tenus d'avoir un livre coté et parafé par le Maire, sur lequel sont inscrites, par ordre de dates, les ventes par eux effectuées, avec les noms, qualités et domiciles des acquéreurs. Au fur et à mesure de chaque livraison, ils ont à transmettre, sous forme de déclaration, au Ministère de l'Intérieur, à Paris, et à la Préfecture dans les départements, copie de l'inscription faite au registre. — Chaque infraction à l'une de ces dispositions est punie d'une amende de 50 à 200 fr.

14. VOY. LIBRAIRIE; — PRESSE.

IMPRUDENCE. — 1. — Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non-seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence. (Cod. civ. art. 1383.) — Voy. RESPONSABILITÉ.

2. — Quiconque, par imprudence, a commis involontairement un homicide, ou en a volontairement été la cause, est puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et d'une amende de 50 fr. à 600 fr. — S'il n'est résulté de l'imprudence que des blessures ou coups, l'emprisonnement est de six jours à deux mois, et l'amende de 16 fr. à 100 fr. (Cod. pén. art. 319, 320.)

3. — Voy. IMMONDICES, 1; — INCENDIE, 4.

IMPUTATION DE PAYEMENT. — (Cod. civ. art. 1253-1256.) — Lorsqu'un débiteur est tenu de plusieurs dettes de même nature envers le même créancier, et que le paiement qu'il fait est inférieur au montant de ce qu'il doit, il importe de connaître quelle dette sera acquittée. L'indication de la dette qui a fait l'objet du paiement s'appelle imputation.

1. — Le débiteur de plusieurs dettes a le droit de déclarer, lorsqu'il paye, quelle dette il entend acquitter. Mais si la dette porte intérêt ou produit des arrérages, le débiteur ne peut, sans le consentement du créancier, imputer le paiement qu'il fait sur le capital par préférence aux arrérages ou intérêts : le paiement fait sur le capital et intérêts, sans être intégral, s'impute d'abord sur les intérêts.

2. — Quand le débiteur de diverses dettes a accepté une quittance par laquelle le créancier a imputé ce qu'il a reçu sur l'une de ces dettes spécialement, il ne peut plus demander l'imputation sur une dette différente, à moins qu'il n'y ait eu dol ou surprise de la part du créancier.

3. — Si la quittance ne contient aucune imputation, la loi décide que le paiement doit être imputé sur la

dette que le débiteur avait la *plus d'intérêt* d'acquitter entre celles qui étaient échues (par exemple, sur la dette garantie par une *hypothèque* plutôt que sur une dette *chirographaire*), sinon sur la dette échue, quoique moins onéreuse que celles qui ne sont point échues. Si les dettes sont de même nature, l'imputation se fait sur la *plus ancienne* : toutes choses égales, elle se fait *proportionnellement*.

4. — L'article 1848 du Code civil contient la disposition suivante relative à un cas spécial d'imputation :

« Lorsque l'un des associés est, pour son compte particulier, créancier d'une somme exigible envers une personne qui se trouve aussi devoir à la société une somme également exigible, l'imputation de ce qu'il reçoit de ce débiteur doit se faire sur la créance de la société et sur la sienne, dans la proportion des deux créances, encore qu'il eût, par sa quittance, dirigé l'imputation intégrale sur sa créance particulière ; mais s'il a exprimé dans sa quittance que l'imputation serait faite en entier sur la créance de la société, cette stipulation sera exécutée. »

INALIÉNABILITÉ. — Etat d'une chose qui ne peut être aliénée.

1. — Les biens qui composent le *domaine public* sont inaliénables. — Voy. *DOMAINE PUBLIC*.

2. — Sous le *régime dotal*, les biens que la femme s'est constitués en dot sont frappés d'inaliénabilité. — Voy. *CONTRAT DE MARIAGE*, IV.

3. — La *liberté* est d'un tel prix que le législateur ne permet pas de prendre des engagements qui ressembleraient à une aliénation. « On ne peut, » dit l'article 1780 du Code civil, « engager ses services qu'à temps, ou pour une entreprise déterminée. »

INAMOVIBILITÉ. — Caractère de certaines fonctions dont les titulaires ne peuvent être dépossédés, si ce n'est pour *forfaiture* ou à raison d'une *limite d'âge* fixée par la loi.

1. — Sont *inamovibles* : les mem-

bres de la *Cour de cassation*, de la *Cour des comptes*, des *Cours d'appel*, et des *Tribunaux de première instance*, à l'exception des magistrats du *Ministère public*. — Voy. *MINISTÈRE PUBLIC*.

2. — L'*inamovibilité* est une garantie d'indépendance. Celle des juges, concédée par un Edit de Louis XI, en date du 21 octobre 1467, fut abolie par la Constitution de 1791 et rétablie par la Constitution de l'an VIII ; détruite un instant en 1848, elle fut consacrée à nouveau, la même année, par l'article 87 de la Constitution républicaine.

INCENDIE. — (Cod. pén. art. 434, 436, 458, 475, n° 12.)

1. — L'incendie commis avec l'intention de nuire est l'un des crimes les plus atroces, car il attaque à la fois la fortune et la vie des citoyens ; ses effets, le plus souvent, ne se bornent pas à ceux que poursuit une odieuse vengeance, et d'attentat privé qu'il était, il peut devenir une calamité publique. Aussi est-il puni de peines sévères.

2. — La peine de mort est applicable en cas d'incendie de lieux d'habitation, ou toutes les fois que le crime a causé la mort d'une ou plusieurs personnes.

Celui qui met le feu à des lieux non habités, ou à des forêts, bois taillis, récoltes sur pied ne lui appartenant pas, est passible des *travaux forcés à perpétuité*.

S'il s'agit de bois ou récoltes abattus, ne lui appartenant pas, l'incendiaire est puni des *travaux forcés à temps*.

3. — Celui qui, en mettant le feu à l'un des objets ci-dessus énumérés, mais à lui-même appartenant, a causé volontairement un préjudice quelconque à autrui, est puni de la *réclusion*.

4. — Lorsque l'incendie de la propriété d'autrui a été causé par *négligence* ou par *imprudence*, celui qui l'a occasionné est passible d'une *amende* de 50 fr. au moins et de 500 fr. au plus, sans préjudice de tous les *dommages-intérêts*.

5. — La menace d'incendier une habitation ou toute autre propriété entraîne la peine des *travaux forcés à temps* lorsqu'elle est faite par écrit, avec ordre de déposer une somme d'argent dans un lieu indiqué, ou de remplir toute autre condition.

Si cette menace écrite n'a été accompagnée d'aucun ordre ou condition, la peine consiste dans un *emprisonnement* de deux ans au moins et de cinq ans au plus, et dans une *amende* de 100 fr. à 600 fr.

Si la menace faite avec ordre ou condition a été *verbale*, le coupable est puni d'un *emprisonnement* de six mois à deux ans, et d'une *amende* de 25 fr. à 300 fr.

6. — Tout individu *requis de prêter secours* en cas d'incendie, est passible, s'il refuse, d'une *amende* de 6 fr. à 10 fr.

7. — La loi du 24 août 1790 a confié à l'Autorité municipale le soin de prévenir et de faire éteindre les incendies. Elle lui permet, pour circonscrire un foyer d'incendie, d'ordonner la *démolition*, jugée indispensable, des édifices voisins, sauf *indemnité* par la Commune ou par toutes autres personnes responsables.

8. — Pour ce qui concerne la responsabilité des *locataires* en cas d'incendie (Cod. civ. art. 1733, 1734), voy. LOUAGE, sect. I, § 2.

INCESSIBLE. — Se dit de ce qui ne peut être cédé par une personne à une autre.

1. — Les droits d'*usage* et d'*habitation* sont personnels et incessibles. (Cod. civ. art. 631, 634.) — Voy. USAGE; — HABITATION.

2. — Les *pensions* de l'Etat sont incessibles. (Lois 11 avril 1831, art. 28; 18 avril 1831, art. 30; 9 juin 1853, art. 26.) — Voy. PENSIONS.

INCESTE. — Du latin *in*, négatif; *castus*, chaste. — Se dit de l'union illicite de parents ou alliés entre lesquels le mariage était prohibé. (Cod. civ. art. 161-163.) — Voy. MARIAGE.

1. — Le Code pénal actuel ne

s'occupe pas de l'inceste : autrefois il était puni de mort.

2. — Les *enfants incestueux* ne peuvent être ni *reconnus* ni *légitimés* : ils n'ont aucun droit de *succession*; la loi leur accorde seulement des *aliments*. (Cod. civ. art. 331, 335, 762.)

INCOMPATIBILITÉ. — Se dit de l'impossibilité légale d'exercer en même temps certaines fonctions. — Voy. notamment CONSEIL D'ARRONDISSEMENT, 3, 4; — CONSEIL DE PRÉFECTURE, V; — CONSEIL GÉNÉRAL, 2, 3; — CONSEIL MUNICIPAL, 2; — DÉPUTÉ, 4; — GARDE FORESTIER, 4; — JURY.

INCOMPÉTENCE. — Se dit lorsqu'un juge ou un tribunal n'a pas le pouvoir de statuer sur la contestation qui lui est soumise.

1. — Il y a deux sortes d'incompétence, l'incompétence dite *matérielle* et l'incompétence dite *personnelle*. — L'*incompétence matérielle*, ou à raison de la matière, existe lorsque le tribunal saisi de la contestation n'est pas institué pour en connaître; par exemple, lorsqu'une affaire civile est soumise à un tribunal de commerce. Cette incompétence est absolue; elle peut, par conséquent, être opposée par le défendeur en tout état de cause, même en appel, et le tribunal doit même, d'office, renvoyer l'affaire devant qui de droit.

— Il y a *incompétence personnelle*, ou à raison de la personne, lorsque le défendeur est cité devant un autre Tribunal que celui qui doit connaître de la cause. Ainsi, un Tribunal de première instance est bien compétent pour juger toutes les affaires civiles; mais si l'affaire est *personnelle*, elle doit être portée devant le Tribunal du domicile du défendeur; — si elle est *réelle*, elle doit être portée devant le Tribunal du lieu où l'objet litigieux est situé; — si elle est *mixte*, devant le Tribunal du domicile du défendeur, ou de la situation de l'objet litigieux. (Voy. ACTION PERSONNELLE; — ACTION RÉELLE; — ACTION MIXTE.) — Si donc, dans

l'une de ces trois hypothèses, le défendeur est cité devant un Tribunal autre que celui indiqué par la loi, il peut demander son renvoi devant les juges compétents, mais cette exception, étant uniquement dans son intérêt, doit être proposée avant toutes autres défenses. (Cod. proc. civ. art. 168-170.)

2. — Voy. CONFLIT.

INDIGENTS. — 1. — Voy. ASSISTANCE PUBLIQUE.

2. — Une loi du 10 décembre 1850, due à l'initiative du Représentant du Peuple Bouhier de l'Ecluse, et ayant pour objet de faciliter le mariage des indigents, la légitimation de leurs enfants naturels et le retrait de ces enfants déposés dans les hospices, contient les dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. — « Les pièces nécessaires au mariage des indigents, à la légitimation de leurs enfants naturels et au retrait de ces enfants déposés dans les hospices, seront réclamées et réunies par les soins de l'officier de l'état civil de la Commune dans laquelle les parties auront déclaré vouloir se marier. — Les expéditions de ces pièces pourront, sur la demande du Maire, être réclamées et transmises par les Procureurs de la République. »

Art. 2. — « Les Procureurs de la République pourront, dans les mêmes cas, agir d'office et procéder à tous actes d'instruction préalables à la célébration du mariage. »

Art. 3. — « Tous jugements de rectification ou d'inscription des actes de l'état civil, toutes homologations d'actes de notoriété, et généralement tous actes judiciaires ou procédures nécessaires au mariage des indigents, seront poursuivis et exécutés d'office par le Ministère public. »

Art. 4. — « Les extraits des registres de l'état civil, les actes de notoriété, de consentement, de publications; les délibérations des Conseils de famille, les certificats de libération du service militaire, les dispenses pour cause de parenté, d'al-

liance ou d'âge, les actes de reconnaissance des enfants naturels, les actes de procédure, les jugements et arrêts dont la production sera nécessaire dans les cas prévus par l'article 1^{er}, seront visés pour timbre et enregistrés gratis, lorsqu'il y aura lieu à enregistrement. Il ne sera perçu aucun droit de greffe, ni aucun droit de sceau au profit du Trésor sur les minutes et originaux, ainsi que sur les copies ou expéditions qui en seraient passibles. — L'obligation du visa pour timbre n'est pas applicable aux publications civiles, ni au certificat constatant la célébration civile du mariage. »

Art. 5. — « La taxe des expéditions des actes de l'état civil requises pour le mariage des indigents est réduite, quels que soient les détenteurs de ces pièces, à 30 centimes lorsqu'il n'y aura pas lieu à légalisation, à 50 centimes lorsque cette dernière formalité devra être accomplie. — Le droit de recherche alloué aux greffiers par l'article 14 de la loi du 21 ventôse an VII, les droits de légalisation perçus au Ministère des Affaires étrangères ou dans les Chancelleries de France à l'Etranger, sont supprimés en ce qui concerne l'application de la présente loi. »

Art. 6. — « Seront admises au bénéfice de la loi les personnes qui justifieront d'un certificat d'indigence, à elles délivré par le Commissaire de police ou par les Maires dans les Communes où il n'existe pas de Commissaire de police, sur le vu d'un extrait du rôle des contributions constatant que les parties intéressées payent moins de 10 fr., ou d'un certificat du Percepteur de leur Commune, portant qu'elles ne sont pas imposées. — Le certificat d'indigence sera visé et approuvé par le Juge de paix du canton. Il sera fait mention, dans le visa, de l'extrait des rôles ou du certificat négatif du Percepteur. »

Art. 7. — « Les actes, extraits, copies ou expéditions ainsi délivrés, mentionneront expressément qu'ils seront destinés à servir à la célébration

d'un mariage entre indigents, à la légitimation ou au retrait de leurs enfants naturels déposés dans les hospices. — Ils ne pourront servir à autres fins sous peine de 25 francs d'amende, outre le paiement des droits, contre ceux qui en auront fait usage, ou qui les auront indûment délivrés ou reçus. — Le recouvrement des droits et des amendes de contravention sera poursuivi par voie de contrainte, comme en matière d'enregistrement. »

Art. 8. — « La présente loi est applicable au mariage entre Français et Étrangers. — Elle sera exécutoire aux Colonies... »

INDIVISION. — C'est l'état de biens qui appartiennent en commun à plusieurs personnes.

— Comme l'indivision est une source de contestations, la loi déclare que nul n'est tenu d'y demeurer, et que le partage peut toujours être provoqué nonobstant prohibitions et conventions contraires. On peut cependant convenir qu'il n'aura pas lieu avant un certain délai, cinq ans au plus : cette convention est renouvelable. (Cod. civ. art. 815.)

INDUSTRIE. — Dans le langage ordinaire, le mot *industrie* signifie le travail de l'atelier, par opposition à l'*agriculture* et au *commerce*; mais il a aussi une acception plus large, et se dit de l'activité humaine déployée d'une manière générale pour vaincre la matière et l'approprier aux besoins de tous.

« Par l'*industrie*, mot aujourd'hui devenu populaire et qui réveille de si grandes idées, l'homme arrive à changer la face de la terre et à la refaire, pour ainsi dire, à l'image de sa pensée. Il multiplie par la culture et l'éducation les espèces utiles, et réduit le nombre et la fécondité des espèces nuisibles. Il dompte, il apprivoise les animaux les plus sauvages en apparence, et sait les convertir en instruments qui lui prêtent leur force, ou en des moyens de subsistance qui lui donnent une nourriture succulente et variée. Il remonte

les fleuves à l'aide de la rame, ou bien il dirige dans la voile et fait concourir à son but le vent devenu auxiliaire au lieu d'ennemi. Point de matière qu'il n'utilise, point de force qu'il n'emploie à ses desseins. On l'a vu, dans le cours des âges, marcher de découverte en découverte, de conquête en conquête, tirer des usages imprévus de la vapeur, de l'électricité, du magnétisme, de tous les agents mystérieux qui semblaient lui offrir le moins de prise, et le moins appelés à ces emplois de l'industrie qui ont pour but la création d'utilité. L'industrie qui s'avance appuyée sur la science et sur l'expérience des siècles, comme sur le génie des inventeurs, est donc, il faut le répéter, une des grandeurs de l'homme auquel elle soumet le monde. Impuissant sans elle et puissant par elle seule, il aurait tort d'en rougir, comme le lui conseillent, assez inutilement d'ailleurs, quelques esprits superficiels, trop prompts à parler avec dédain de cette industrie si féconde en services de tout genre. Sans doute, les lettres et les arts ont en propre une grandeur que rien ne peut leur ravir. Leur mérite est d'élever la nature humaine dans les plus hautes régions de la pensée, et de charmer notre existence par des émotions qu'il leur appartient seuls de donner. Mais l'industrie est le pain quotidien de l'humanité. Sans elle, que deviennent d'ailleurs et les arts, et les lettres, et la civilisation elle-même? » (M. H. Baudrillart, *Éléments d'économie rurale, industrielle, commerciale*, p. 3, 4.)

1. — La Révolution a émancipé l'industrie en supprimant les *Corporations*, les *Maitrisés*, les *Jurandes*, et en proclamant le droit, pour toute personne, de faire tel négoce ou d'exercer telle profession, art ou métier qu'elle trouverait bon, sous la seule condition de se pourvoir d'une *patente* et de se conformer aux règlements de police. Mais, quoique la liberté du travail et de l'industrie soit le principe général, il y a encore un assez grand nombre de restric-

tions à ce principe. — Voy. LIBERTÉ DU TRAVAIL ET DE L'INDUSTRIE. — Parmi ces restrictions, un grand nombre, qui ne sont nullement justifiées, ne peuvent manquer de disparaître dans un prochain avenir. Le Gouvernement impérial (il faut le reconnaître) avait mis hardiment la main aux réformes économiques.

« Aujourd'hui, nos grandes exploitations sont gênées par une foule de réglemens restrictifs, » disait l'Empereur dans une lettre à son Ministre d'Etat, au commencement de 1860. « Effectivement, » ajoutait, à son tour, le Président du Corps législatif, M. de Morny (séance du 2 mars 1860), « l'esprit de nos codes, de tous nos réglemens, s'est principalement proposé pour but de prévenir les abus, et, à force de poursuivre l'abus, il est arrivé à gêner l'usage. C'est là la réforme la plus importante à obtenir. Il n'y a de vraie prospérité qu'avec une entière liberté civile, et si notre pays n'a jamais su se servir avec modération de la liberté politique, c'est qu'il n'avait pas commencé par jouir des bienfaits de la première. »

2. — *Conseils institués dans l'intérêt de l'industrie.* — Voy. CHAMBRES DE COMMERCE; — CHAMBRES CONSULTATIVES DES ARTS ET MANUFACTURES; — CONSEIL SUPÉRIEUR DU COMMERCE, DE L'AGRICULTURE ET DE L'INDUSTRIE.

3. — *Institutions auxiliaires de l'industrie.* — Voy. CONSERVATOIRE DES ARTS ET MÉTIERS; — ÉCOLES D'ARTS ET MÉTIERS; — FOIRES; — MAGASINS GÉNÉRAUX.

4. — La législation de l'industrie n'est pas codifiée; elle se trouve éparse dans une multitude de lois et réglemens. — Voy. notamment : BREVET D'INVENTION; — COALITIONS; — CONSEIL DE PRUD'HOMMES; — DESSENS DE FABRIQUE; — DOUANES; — EMBALLAGE; — ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMODES; — GRÈVE; — LIVRETS D'OUVRIERS; — LOUAGE, sect. II; — MACHINES ET CHAUDIÈRES A VAPEUR; — MARQUES DE FABRIQUE ET DE

COMMERCE; — MINES; — SECRETS DE FABRIQUE; — TRAVAIL DES ENFANTS DANS LES MANUFACTURES.

INFAMANTE. (PEINE) — Voy. PEINES.

INFANTICIDE. — Du latin *infans*, enfant, et *cædere*, tuer. — C'est ainsi que le Code pénal qualifie le meurtre d'un enfant nouveau-né. — Il est puni de mort. (Art. 300, 302.)

INFIRMER. — Expression synonyme de *réformer*, *anéantir*, dont se servent les magistrats devant qui une cause est portée en appel, lorsque leur décision se trouve tout à fait contraire à celle des premiers juges.

INFIRMITÉS. — 1. — Tout individu atteint d'une infirmité grave et dûment justifiée est dispensé de la tutelle. — Il peut même s'en faire décharger si cette infirmité est survenue depuis sa nomination. (Cod. civ. art. 434.) — Voy. TUTELLE, III.

2. — Toute personne qui, pour se rédimier elle-même ou affranchir une autre d'un service public quelconque, a fabriqué, sous le nom d'un médecin, chirurgien ou autre officier de santé, un certificat de maladie ou d'infirmité, est punie d'un emprisonnement d'une année au moins et de trois ans au plus. (Cod. pén. art. 159.)

— Tout médecin, chirurgien ou autre officier de santé qui, pour favoriser quelqu'un, a certifié faussement des maladies ou infirmités propres à dispenser d'un service public, est passible d'un emprisonnement d'une année au moins et de trois ans au plus. — S'il y a été mû par dons ou promesses, la peine de l'emprisonnement est d'une année au moins et de quatre ans au plus. — Dans les deux cas, le coupable peut, en outre, être privé des droits mentionnés en l'article 42 du Code pénal, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où il a subi sa peine. — Dans le deuxième cas, les corrupteurs sont punis des mêmes peines que le médecin, chirurgien ou

officier de santé qui a délivré le faux certificat. (Cod. pén. art. 160.)

3. — Les *mendiants*, qui *feignent* des *plaies* ou des *infirmités*, sont passibles d'un *emprisonnement* de six mois à deux ans. (Cod. pén. art. 276.)

4. — Sont *exemptés* du service *militaire*, — ceux que leurs *infirmités* rendent *impropres* à ce service; — celui dont un frère a été réformé ou admis à la retraite pour *infirmités contractées* dans les armées de terre ou de mer. — Voy. SERVICE MILITAIRE.

INFORMATION. — Nom particulier donné aux *enquêtes* en *matière criminelle*.

INFRACTION. — Manquement à la loi. — Le Code pénal (art. 1) distingue trois sortes d'infractions : les *contraventions*, les *délits* et les *crimes*. — Voy. CONTRAVENTION; — CRIME; — DÉLIT.

INGRATITUDE. — Elle est une cause de *révocation* des *donations entre-vifs* ou *testamentaires*. — La loi, afin de prévenir des abus, a pris soin de déterminer les faits constitutifs d'ingratitude. (Cod. civ. art. 953, 955-959, 1046.) — Voy. DONATION ENTRE-VIFS, II; — TESTAMENT, IV, 3.

INHUMATION. — (Cod. civ. art. 77, 81; Cod. pén. art. 358; Déc. 23 prairial an XII (12 juin 1804). — Du latin *in*, dans, et *humus*, terre.

1. — Aucune inhumation ne peut être faite sans une *autorisation* de l'Officier de l'état civil qui doit s'assurer du décès, et que 24 heures après la mort, à moins de cas prévus par les règlements de police. — Voy. ACTES DE L'ÉTAT CIVIL, III, 3°.

L'*infraction* à cette disposition est punie de 6 jours à 2 mois de prison et d'une *amende* de 16 fr. à 50 fr.

2. — En règle générale, aucune inhumation ne peut plus avoir lieu dans les *églises*, *temples*, *hôpitaux*, ni dans l'enceinte des *villes* et *bourgs*, si ce n'est dans des cas exceptionnels et avec l'*autorisation* de l'Administration.

3. — Toute personne peut être en-

terrée sur sa propriété, pourvu qu'elle soit hors des *villes* et des *bourgs*, et à la distance de 35 mètres au moins.

4. — Voy. CIMETIÈRE

INJURES. — (Loi 17 mai 1819, chap. V; Cod. pén. art. 471, n° 11, 474.)

Du latin *in*, contre, et *jus*, le droit. — Toute expression outrageante, terme de mépris ou invective, qui ne renferme l'imputation d'aucun fait est une *injure*.

1. — L'injure publique est plus ou moins sévèrement punie selon qu'elle s'adresse à un fonctionnaire, à un agent diplomatique étranger accrédité en France, ou à un simple particulier. Dans les deux premiers cas, elle est punie d'un emprisonnement de 5 jours à 1 an, et d'une amende de 25 fr. à 2,000 fr., ou de l'une de ces deux peines seulement, suivant les circonstances. L'injure contre les particuliers est punie d'une amende de 16 fr. à 500 fr.

2. — L'injure qui ne renferme l'imputation d'aucun vice déterminé, ou qui n'est pas publique, donne seulement lieu à une amende de 1 fr. à 5 fr. inclusivement, et, en cas de récidive, à un emprisonnement pendant 3 jours au plus.

3. — Les injures ne sont poursuivies que sur la *plainte* de la partie qui se croit *injurée*.

INJURES GRAVES. — 1. — Elles sont une cause de *séparation de corps*. (Cod. civ. art. 231, 306.) — Voy. SÉPARATION DE CORPS.

2. — Elles sont rangées au nombre des faits d'*ingratitude* qui autorisent la *révocation* des *libéralités entre-vifs*. (Cod. civ. art. 955.) — Voy. DONATION ENTRE-VIFS, II.

3. — Par *injures graves*, la loi entend toute *action*, toute *parole* ou tout *écrit* outrageants, portant atteinte à l'honneur de la personne. L'appréciation de la gravité est laissée aux juges qui tiennent compte des circonstances, de la qualité des parties en cause, etc.

INNAVIGABILITÉ. — Etat d'un navire tellement endommagé qu'il

n'est plus possible, même à l'aide de réparations, de le faire naviguer.

1. — *Hors le cas d'innavigabilité* légalement constatée, le capitaine ne peut, à peine de nullité de la vente, vendre le navire sans un pouvoir spécial des propriétaires. (Cod. com. art. 237.) — Voy. CAPITAINE DE NAVIRE, 11.

2. — Le *délaissement* des objets assurés peut être fait en cas d'innavigabilité par fortune de mer, lorsqu'il est impossible de relever le navire, de le réparer et de le mettre en état de continuer sa route. (Cod. com. art. 369, 389 et suiv.) — Voy. ASSURANCES, sect. I, III.

INSAISSISSABLE. — Ce qui ne peut être saisi par les créanciers. — Voy. SAISIE-ARRÊT; — SAISIE-EXÉCUTION.

INSCRIPTION DE FAUX. — C'est l'acte par lequel on soutient en Justice qu'une pièce est fausse ou falsifiée. La *procédure* à suivre en pareille occurrence est réglée par le Code de procédure civile (art. 214-251). — Le demandeur en faux qui *succombe* est condamné à une *amende* de 300 fr. au minimum et à tels *dommages-intérêts* qu'il appartient.

INSCRIPTION DE RENTE. — Voy. RENTES SUR L'ÉTAT.

INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE. — Voy. HYPOTHÈQUE, III et suiv.

INSCRIPTION MARITIME. — (Loi 3 brumaire an IV (25 oct. 1795); déc. 28 janv. 1857.)

C'est le mode de recrutement de l'*armée de mer*. Il a pour but de mettre à la disposition du Ministre de la marine, depuis 18 ans jusqu'à 50 ans, tous les individus qui se livrent à la navigation ou à la pêche maritimes.

1. — A l'âge de 50 ans, le marin cesse de droit de faire partie de l'inscription maritime. Avant cet âge, il ne peut obtenir sa radiation des contrôles qu'en renonçant à sa profession.

2. — L'inscrit maritime est à la disposition du Gouvernement; il peut être appelé à servir sur les bâtiments de l'Etat, à son tour de rôle, toutes

les fois qu'il y a nécessité. En temps de *paix*, le service est généralement de 3 ans; les marins ne sont requis qu'une fois et jusqu'à l'âge de 40 ans seulement. En temps de *guerre*, la levée se fait dans l'ordre suivant : 1° Les célibataires; — 2° Les veufs sans enfants; — 3° Les hommes mariés sans enfants; — 4° Les pères de famille.

3. — Tout inscrit maritime non levé est libre de se livrer à l'exercice de sa profession en France, sur les navires du commerce français, mais il doit faire connaître au Commissaire de l'inscription maritime de sa circonscription tous ses mouvements, dont il est fait mention sur le matricule. Il lui est *interdit* de passer à l'étranger et de s'engager sur un navire étranger.

4. — Les charges imposées aux marins dans l'intérêt de la défense du pays sont compensées par certains avantages. Ainsi, ils sont exemptés de tous services publics autres que ceux résultant de l'inscription; en cas de blessures reçues au service, ils ont droit à des pensions de retraite; leurs veuves et leurs enfants sont secourus par l'Etat; après un certain temps de navigation, ils ont droit à une retraite appelée *demi-solde*, etc.

INSOLVABILITÉ. — Du latin *in*, négatif, et *solvere*, payer. — Etat d'un individu qui ne peut payer ses dettes.

Le Code civil a réglé de la manière suivante les effets de l'insolvabilité dans différentes hypothèses :

1. — En cas d'insolvabilité d'un des *cohéritiers* ou successeurs à titre universel, sa part dans la *dette hypothécaire* est répartie sur tous les autres, au marc le franc. (Cod. civ. art. 876.)

2. — La garantie de la solvabilité du *débiteur d'une rente* échue en partage à l'un des cohéritiers ne peut être exercée que dans les 5 ans qui suivent le partage. Il n'y a pas lieu à garantie à raison de l'insolvabilité du débiteur, quand elle n'est survenue

que depuis le partage consommé. (Cod. civ. art. 886.)

3. — Lorsque l'un des *codébiteurs solidaires* se trouve insolvable, la perte qu'occasionne son insolvabilité se répartit par contribution entre tous les autres codébiteurs solvables et celui qui a payé le créancier. (Cod. civ. art. 1214.) — Dans le cas où le créancier a renoncé à l'action solidaire envers l'un des débiteurs, si l'un ou plusieurs des autres codébiteurs deviennent insolubles, la portion des insolubles est contributivement répartie entre tous les débiteurs, même entre ceux précédemment déchargés de la solidarité par le créancier. (Cod. civ. art. 1215.)

4. — Si le mari était déjà insolvable lorsque le père a constitué une dot à sa fille, celle-ci n'est tenue de rapporter à la succession du père que l'action qu'elle a contre celle de son mari, pour s'en faire rembourser. Si, au contraire, le mari n'est devenu insolvable que depuis le mariage, la perte de la dot tombe uniquement sur la femme. (Cod. civ. art. 1573.)

5. — Lorsqu'un des associés a reçu sa part entière de la créance commune, et que le débiteur est depuis devenu insolvable, cet associé est tenu de rapporter à la masse commune ce qu'il a reçu, encore qu'il eût spécialement donné quittance pour sa part. (Cod. civ. art. 1849.)

6. — Pour ce qui concerne l'insolvabilité des *cautions* (Cod. civ. art. 2020, 2026, 2027), voy. CAUTION — CAUTIONNEMENT.

7. — Voy. CONTRAINTÉ PAR CORPS; — DÉCONFITURE; — FAILLITE.

INSOUSSION. — Délit militaire prévu et puni de la manière suivante par l'art. 230 du Code de justice militaire pour l'armée de terre :

« Est considéré comme *insoumis*, et puni d'un emprisonnement de 6 jours à un an, tout jeune soldat appelé par la loi, tout engagé volontaire ou tout remplaçant qui, hors les cas de force majeure, n'est pas rendu à sa destination dans le mois qui suit

le jour fixé par son ordre de ronte. — En temps de guerre, la peine est d'un mois à deux ans d'emprisonnement. »

INSTANCE. — Du latin *stare in judicio*, être en jugement. — C'est l'action portée devant un tribunal. — On nomme *demande introductive d'instance* celle qui saisit le juge (Cod. proc. civ. art. 48). Elle peut être déclarée *périmée* si le demandeur laisse s'écouler 3 ans sans faire aucun acte de procédure. — Voy. PÉREMPTION D'INSTANCE.

— Le mot *instance* sert aussi à désigner la juridiction. Être en *première instance*, c'est plaider devant un tribunal du premier degré.

INSTITUT DE FRANCE. — Corps institué par l'art. 298 de la Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795) pour remplacer les anciennes Académies supprimées en 1793, et « perfectionner les sciences et les arts par des recherches non interrompues, par la publication des découvertes, par la correspondance avec les Sociétés savantes et étrangères... »

1. — Il se compose actuellement de 5 Académies qui prennent rang selon l'ordre de leur fondation, et sont dénommées ainsi qu'il suit, savoir : l'Académie Française, l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, l'Académie des Sciences, l'Académie des Beaux-Arts et l'Académie des Sciences morales et politiques.

1^{re} L'Académie FRANÇAISE, composée de 40 membres, est particulièrement chargée de la publication du Dictionnaire historique de la langue française. Elle se réunit tous les jeudis, de 3 h. à 5 h.

2^o L'Académie des INSCRIPTIONS ET BELLES-LETTRES est composée de 40 membres, de 10 Académiciens libres, de 8 Associés étrangers, et de 50 Correspondants, dont 30 étrangers et 20 nationaux.

Les langues savantes, les antiquités et les monuments, l'histoire, et toutes les sciences morales et politiques dans leur rapport avec l'histoire, sont l'objet de ses recherches et de ses

travaux; elle s'attache particulièrement à enrichir la littérature française des ouvrages grecs, latins et orientaux qui n'ont pas encore été traduits.

Elle se réunit tous les *vendredis*, de 3 h. à 5 h. : ses séances sont *publiques*.

3° L'Académie des SCIENCES est divisée en 11 sections qui sont composées chacune de 6 membres et désignées ainsi qu'il suit :

SCIENCES MATHÉMATIQUES. — *Géométrie*; — *Mécanique*; — *Astronomie*; — *Géographie et Navigation*; — *Physique générale*.

SCIENCES PHYSIQUES. — *Chimie*; — *Minéralogie*; — *Botanique*; — *Economie rurale*; — *Anatomie et Zoologie*; — *Médecine et Chirurgie*.

Chaque section a le nombre de *Correspondants* suivant :

Géométrie, 6; — *Mécanique*, 6; — *Astronomie*, 16; — *Géographie et Navigation*, 8; — *Physique générale*, 9; — *Chimie*, 9; — *Minéralogie*, 8; — *Botanique*, 10; — *Economie rurale*, 10; — *Anatomie et Zoologie*, 10; — *Médecine et Chirurgie*, 8.

L'Académie se réunit tous les *lundis*, de 3 à 5 h. : ses séances sont *publiques*.

4° L'Académie des BEAUX-ARTS est divisée en 5 sections, qui sont ainsi désignées et composées : 1° *Peinture*, 14 membres; — 2° *Sculpture*, 8; — 3° *Architecture*, 8; — 4° *Gravure*, 4; — 5° *Composition musicale*, 6.

Elle compte, en outre, 10 *Académiciens libres*; — 10 *Associés étrangers*, et 40 *Correspondants*, tant nationaux qu'étrangers, répartis de la manière suivante entre les 5 sections, savoir : *Peinture*, 14; — *Sculpture*, 8; — *Architecture*, 8; — *Gravure*, 4; — *Composition musicale*, 6; — 10 *Correspondants libres*.

5° Supprimée en 1803, rétablie en 1832, l'Académie des SCIENCES MORALES ET POLITIQUES est divisée en 5 sections ainsi dénommées : 1° *Philosophie*; — 2° *Morale*; — 3° *Législation, Droit public et Jurisprudence*;

— 4° *Economie politique et Finances, Statistique*; — 5° *Histoire générale et philosophique*.

Chaque section se compose de 8 membres.

L'Académie compte, en outre, 6 *Académiciens libres*, 6 *Associés étrangers*, et de 30 à 40 *Correspondants*.

2. — Les nominations aux places vacantes sont faites par chacune des Académies où ces places viennent à vaquer; les élections sont confirmées par le Chef du Gouvernement.

3. — Tous les ans, chaque Académie tient une séance publique solennelle pour la proclamation des prix décernés à la suite de concours, et, le 25 octobre, les cinq Académies tiennent une séance publique commune.

4. — Sont dispensés du service militaire les jeunes gens qui ont remporté les grands prix de l'Institut. — Voy. SERVICE MILITAIRE.

INSTITUTEUR. — C'est, dans la plus large acception de ce mot, tout individu qui se livre à l'enseignement ou tient une maison d'éducation.

1. — Les instituteurs sont responsables du dommage causé par leurs élèves, pendant le temps que ceux-ci sont placés sous leur surveillance. (Cod. civ. art. 1384.) — Voy. RESPONSABILITÉ.

2. — L'action des Instituteurs, pour le payement des leçons qu'ils donnent au mois, se prescrit par 6 mois. Celle des Maîtres de pension, pour le prix de la pension de leurs élèves, se prescrit par un an. (Cod. civ. art. 2271, 2273.) — Voy. PRESCRIPTION, III.

3. — La qualité d'Instituteur est une circonstance aggravante du viol et de l'attentat à la pudeur (Cod. pén. art. 333); — de l'excitation à la débauche (Cod. pén. art. 334); — de l'exposition ou du délaissement d'un enfant en un lieu solitaire (Cod. pén. art. 350, 353). — Voy. VIOL; — ATTENTAT A LA PUDEUR; — EXCITATION A LA DÉBAUCHE; — ENFANT, 4.

4. — Quant aux conditions exigées

pour la profession d'instituteur *public* ou *libre*, voy. INSTRUCTION PUBLIQUE, 14 et suiv.

INSTITUTION CANONIQUE. — Tout ecclésiastique nommé *Evêque* par le Gouvernement doit obtenir l'institution du Pape avant d'entrer en fonctions. (Loi 18 germinal an x (8 avril 1802), art. 18.)

— Ce sont les Evêques qui nomment et instituent les *Curés*; mais l'institution canonique ne leur est donnée qu'après que leur nomination a été agréée par le Chef de l'Etat. (Même loi, art. 19.)

INSTITUTION CONTRACTUELLE. — (Cod. civ. art. 1082.) — On désigne sous ce nom la disposition par laquelle une personne fait don à des futurs époux, dans leur contrat de mariage, de tout ou partie des biens qu'elle laissera au jour de son décès.

INSTRUCTION CRIMINELLE. (CODE D') — Voy. CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

INSTRUCTION. (JUGE D') — Voy. JUGE D'INSTRUCTION.

INSTRUCTION PAR ÉCRIT. — Dans les affaires compliquées de détails et qui ne sont pas susceptibles d'être jugées sur plaidoirie ou délibéré, le tribunal peut ordonner une *instruction par écrit* pour en être fait rapport par l'un de ses membres.

Les *formes* de l'instruction par écrit sont tracées dans les articles 95 et suivants du Code de procédure civile.

INSTRUCTION PUBLIQUE. — (Loi 15 mars 1850; déc. 9 mars 1852; lois 14 juin 1854, 21 juin 1865 et 10 avril 1867.)

1. — Sous le rapport de l'Instruction publique, la France est *divisée* aujourd'hui en 17 Académies, y compris l'Algérie.

— En voici le tableau avec l'indication de l'étendue de leur circonscription :

CHEF-LIEU.	CIRCONSCRIPTION.
Aix.....	Basses-Alpes, Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Corse (<i>un vice-recteur réside à Ajaccio</i>), Var, Vaucluse.
Alger.....	l'Algérie.
Besançon.....	Doubs, Jura, Haute-Saône.
Bordeaux.....	Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne, Basses-Pyrénées.
Caen.....	Calvados, Eure, Manche, Orne, Sarthe, Seine-Inférieure.
Chambéry.....	Savoie, Haute-Savoie.
Clermont.....	Allier, Cantal, Corrèze, Creuse, Haute-Loire, Puy-de-Dôme.
Dijon.....	Aube, Côte-d'Or, Haute-Marne, Nièvre, Yonne.
Douai.....	Aisne, Ardennes, Nord, Pas-de-Calais, Somme.
Grenoble.....	Hautes-Alpes, Ardèche, Drôme, Isère.

CHEF-LIEU.	CIRCONSCRIPTION.
<i>Lyon</i>	Ain, Rhône, Loire, Saône-et-Loire.
<i>Montpellier</i>	Aude, Gard, Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales.
<i>Nancy</i>	Meuse, Meurthe-et-Moselle, Vosges.
<i>Paris</i>	Cher, Eure-et-Loir, Loir-et-Cher, Loiret, Marne, Oise, Seine, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise.
<i>Poitiers</i>	Charente, Charente-Inférieure, Indre, Indre-et-Loire, Deux-Sèvres, Vendée, Vienne, Haute-Vienne.
<i>Rennes</i>	Côtes-du-Nord, Finistère, Ille-et-Vilaine, Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, Mayenne, Morbihan.
<i>Toulouse</i>	Ariège, Aveyron, Gers, Haute-Garonne, Lot, Hautes-Pyrénées, Tarn, Tarn-et-Garonne.

2. — Chaque Académie est administrée par un *Recteur*, assisté d'autant d'*Inspecteurs d'Académie* qu'il y a de départements dans la circonscription, et d'un *Conseil académique* qui a pour attributions de veiller au maintien des méthodes d'enseignement prescrites dans les écoles publiques d'instruction primaire, secondaire ou supérieure du ressort, et de donner son avis sur les questions d'administration, de finances ou de discipline qui intéressent les collèges communaux, les lycées et les établissements d'enseignement supérieur.

La composition du Conseil académique est actuellement réglée de la manière suivante : le Recteur, président ; — les Inspecteurs d'Académie du ressort ; — les Doyens des Facultés ; — 7 Membres choisis, tous les trois ans, par le Ministre de l'Instruction publique (1. parmi les Archevêques ou Evêques de la circonscription ; 2. parmi les membres du clergé catholique ou parmi les ministres des cultes non catholiques reconnus ; 2. dans la magistrature ; 2. parmi les fonctionnaires publics ou autres personnes notables du ressort).

3. — An chef-lieu de chaque département, il y a un *Conseil départemental de l'Instruction publique*.

Ce Conseil est nécessairement consulté sur les règlements relatifs aux écoles primaires publiques et au régime intérieur des écoles normales. Il fixe le taux de la rétribution scolaire, sur l'avis des Conseils municipaux et des Délégués cantonaux. Il détermine les cas où les Communes peuvent, à raison des circonstances et provisoirement, établir ou conserver des écoles primaires dans lesquelles seront admis des enfants de l'un et l'autre sexe, ou des enfants appartenant aux différents cultes reconnus.

Il a un second ordre d'attributions non moins importantes : il connaît des affaires disciplinaires et contentieuses qui intéressent les établissements particuliers d'instruction publique de tous les degrés. Ainsi, il prononce sur les difficultés relatives à l'ouverture des écoles libres, à l'exercice du droit d'enseigner. En cas de poursuites dirigées contre des maîtres particuliers, il est saisi de la plainte et il applique la peine définie par la loi. Ses jugements ne

peuvent être réformés que par le Conseil supérieur de l'Instruction publique.

4. — La loi du 14 juin 1854 a remis aux *Préfets* les attributions déléguées aux Recteurs par la loi du 15 mars 1850, pour ce qui concerne l'Instruction primaire.

Le rôle de l'*Inspecteur d'Académie* attaché à chaque département est d'instruire, sous l'autorité du *Préfet*, les affaires relatives à l'enseignement primaire, et de diriger, sous l'autorité du Recteur, l'administration des lycées et collèges, et la surveillance de l'enseignement secondaire libre.

5. — Près du Ministre de l'Instruction publique se trouve le *Conseil supérieur de l'Instruction publique*.

La composition et les attributions de ce Conseil doivent être fixées incessamment par une loi.

6. — C'est au Président de la République qu'appartient, sur la proposition du Ministre, la nomination et la révocation des *Inspecteurs généraux*, des Recteurs, des Professeurs de Facultés, du Collège de France, du *Muséum d'Histoire naturelle*, de l'*École des langues orientales vivantes*, des Membres du Bureau des Longitudes et des Observatoires de Paris et de Marseille, des Administrateurs et Conservateurs des Bibliothèques publiques.

Par délégation du Président de la République, le Ministre nomme et révoque les Professeurs de l'*École des Chartes*, les *Inspecteurs d'Académie*, les Membres des *Conseils Académiques*, les fonctionnaires et professeurs des Ecoles préparatoires de médecine et de pharmacie; les professeurs et fonctionnaires de l'*Enseignement secondaire public*, les Directeurs et Professeurs des *Ecoles normales primaires*, les *Inspecteurs primaires*, les employés des *Bibliothèques publiques*.

7. — La loi reconnaît deux espèces d'Ecoles primaires ou secondaires : 1^o les *Ecoles publiques* (fondées ou entretenues par les Communes, les

Départements ou l'Etat); — 2^o les *Ecoles libres* (fondées et entretenues par des particuliers ou des Associations).

8. — L'inspection des établissements d'Instruction publique ou libre s'exerce :

1^o Par des *Inspecteurs généraux*, au nombre de 20, savoir : 8 pour l'Enseignement supérieur (3 Lettres, 3 Sciences, 1 Droit, 1 Médecine); — 8 pour l'Enseignement secondaire (4 Lettres, 4 Sciences); — 4 pour l'Enseignement primaire;

2^o Par les Recteurs et les *Inspecteurs d'Académie*;

3^o Par les *Inspecteurs de l'Enseignement primaire* (1 par arrondissement);

4^o Par les *Délégués cantonaux*, le Maire et le Curé, le Pasteur ou le délégué du Consistoire Israélite, en ce qui concerne l'enseignement primaire.

Les Ministres des différents cultes n'inspectent que les écoles spéciales à leur culte, ou les écoles mixtes pour leurs coreligionnaires seulement.

— Les *Délégués cantonaux* sont nommés, pour 3 ans, par le Conseil départemental. Ils sont rééligibles et révocables. Chaque Délégué correspond, tant avec le Conseil départemental, auquel il doit adresser ses rapports, qu'avec les Autorités locales, pour tout ce qui regarde l'état et les besoins de l'enseignement primaire dans sa circonscription. — Il peut, lorsqu'il n'est pas membre du Conseil départemental, assister à ses séances avec voix consultative pour les affaires intéressant les écoles de sa circonscription.

Les Délégués se réunissent au moins une fois tous les trois mois au chef-lieu de canton, sous la présidence de celui d'entre eux qu'ils désignent, pour convenir des avis à transmettre au Conseil départemental.

— A Paris, les Délégués nommés pour chaque arrondissement, par le Conseil départemental, se réunissent au moins une fois tous les mois, avec le Maire, un Adjoint, le Juge de Paix,

un Curé de l'arrondissement et un Ecclésiastique, ces deux derniers désignés par l'Archevêque, pour s'entendre au sujet de la surveillance locale et pour convenir des avis à transmettre au Conseil départemental. Les Ministres des cultes non catholiques reconnus, s'il y a dans l'arrondissement des écoles suivies par des enfants appartenant à ces cultes, assistent à ces réunions avec voix délibérative.

La réunion est *présidée* par le Maire.

— Les *Autorités locales* préposées à la surveillance et à la direction morale de l'enseignement primaire sont, pour chaque école, le *Maire*, le *Curé*, le *Pasteur* ou le *Délégué* du culte israélite, et dans les Communes de deux mille âmes et au-dessus, un ou plusieurs habitants de la Commune *délégués* par le Conseil départemental.

— Les Ministres des différents cultes sont spécialement chargés de surveiller l'enseignement religieux de l'école.

L'entrée de l'école leur est toujours ouverte.

— Dans les Communes où il existe des écoles mixtes, un Ministre de chaque culte a toujours l'entrée de l'école pour veiller à l'éducation religieuse des enfants de son culte.

Lorsqu'il y a pour chaque culte des écoles séparées, les enfants d'un culte ne doivent être admis dans l'école d'un autre culte que sur la volonté formellement exprimée par les parents.

— L'inspection des établissements *libres* qui ne tiennent pas lieu d'écoles publiques, ou qui ne reçoivent aucune subvention de la Commune, du département ou de l'Etat, porte seulement sur la *moralité*, l'*hygiène* et la *salubrité*. Elle ne peut avoir pour objet l'enseignement qu'afin de vérifier s'il n'est pas contraire à la morale, à la constitution et aux lois.

Tout chef d'établissement libre qui *refuserait* de se soumettre à la surveillance de l'Etat telle qu'elle est ci-dessus prescrite, serait traduit de-

vant le tribunal correctionnel, et condamné à une *amende* de 100 fr. à 1,000 fr. En cas de *récidive*, l'amende serait de 500 fr. à 3,000 fr., et, si le refus avait donné lieu à deux *condamnations* dans l'année, la *fermeture* de l'établissement pourrait être ordonnée par le jugement prononçant la seconde condamnation.

9. — L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE comprend : l'*instruction morale et religieuse*; — la *lecture*; — l'*écriture*; — les *éléments de la langue française*; — le *calcul* et le *système légal des poids et mesures*; — les *éléments de l'histoire* et de la *géographie de la France*.

Il peut comprendre, en outre, des notions des *Sciences physiques* et de l'*histoire naturelle*, applicables aux usages de la vie; — des instructions élémentaires sur l'*agriculture*, l'*industrie* et l'*hygiène*; — l'*arpentage*, le *nivellement*, le *dessin linéaire*, le *dessin d'ornement*, le *dessin d'imitation*; — les *langues vivantes étrangères*; — la *tenue des livres*; — des *éléments de géométrie*; — le *chant*; — la *gymnastique*.

— L'enseignement primaire est donné *gratuitement* à tous les enfants dont les familles sont hors d'état de le payer.

10. — Toute Commune doit entretenir une ou plusieurs écoles primaires. Le Conseil départemental peut autoriser une Commune à se réunir à une ou plusieurs Communes voisines pour l'entretien d'une école. Il peut également dispenser une Commune d'entretenir une école publique, à condition qu'elle pourvoira à l'enseignement primaire gratuit, dans une école libre, de tous les enfants dont les familles sont hors d'état d'y subvenir. — Cette dispense peut toujours être retirée.

11. — Toute Commune de 500 habitants et au-dessus est tenue d'avoir au moins une *école publique de filles*, si elle n'en est pas dispensée par le Conseil départemental.

— Dans toute école mixte tenue par un instituteur, une femme nommée par le Préfet, sur la proposition du

Maire, est chargée de diriger les *travaux à l'aiguille* des filles.

12. — *Aucune école primaire, publique ou libre, ne peut, sans l'autorisation du Conseil départemental, recevoir d'enfants des deux sexes, s'il existe dans la Commune une école publique ou libre de filles. Toute convention donne lieu à une amende de 50 fr. à 500 fr. et à la fermeture de l'école. En cas de récidive, le délinquant est passible d'un emprisonnement de 6 jours à un mois, et d'une amende de 100 fr. à 1,000 fr.*

Lorsqu'il existe dans la Commune une *salle d'asile* publique ou libre, aucune école primaire, publique ou libre, ne peut, sans l'autorisation du Conseil départemental, recevoir des enfants au-dessous de 6 ans.

13. — *Tout département est tenu de pourvoir au recrutement des Instituteurs communaux, en entretenant des élèves-maitres, soit dans les établissements d'instruction primaire désignés par le Conseil départemental, soit dans l'Ecole normale établie à cet effet par le département. — Voy. ÉCOLES NORMALES PRIMAIRES.*

14. — *Tout Français, âgé de vingt et un ans accomplis, peut exercer dans toute la France la profession d'instituteur primaire, public ou libre, s'il est muni d'un brevet de capacité.*

Le brevet de capacité peut être suppléé par un *certificat de stage* que le Conseil départemental est autorisé à délivrer aux personnes qui justifient avoir enseigné pendant 3 ans au moins les matières obligatoires de l'enseignement primaire; — par le *diplôme de bachelier*; — par un *certificat d'admission* aux Ecoles spéciales de l'Etat (*Ecole normale supérieure, Ecole Polytechnique, Ecole militaire de Saint-Yr, Ecole forestière, Ecole navale, Ecole des Mineurs de Saint-Etienne et d'Alais, Ecole des Chartes*); — ou par le titre de *Ministre*, non interdit ni révoqué, de l'un des cultes reconnus par l'Etat.

15. — *Il est interdit aux Instituteurs communaux d'exercer aucune fonction administrative sans l'autori-*

sation du Conseil départemental. — Toute profession commerciale ou industrielle leur est absolument interdite.

16. — *Le Préfet peut, suivant les cas, réprimander, suspendre, avec ou sans privation totale ou partielle de traitement, pour un temps qui n'exécède pas 6 mois, ou révoquer l'instituteur communal.*

L'instituteur révoqué est incapable d'exercer la profession d'instituteur; soit public, soit libre, dans la même Commune.

Le Conseil départemental peut, après l'avoir entendu ou dûment appelé, frapper l'instituteur communal d'une *interdiction absolue*, sauf appel devant le Conseil supérieur dans le délai de 10 jours à partir de la notification de la décision. — L'appel n'est pas suspensif.

En cas d'urgence, le Maire a la faculté de suspendre provisoirement l'instituteur communal, à charge de rendre compte, dans les deux jours, au Préfet.

17. — *Tout instituteur qui veut ouvrir un externat primaire libre doit préalablement déclarer son intention au Maire de la Commune où il désire s'établir, lui désigner le local et lui donner l'indication des lieux où il a résidé et des professions qu'il a exercées pendant les dix années précédentes. Cette déclaration, écrite sur papier timbré, doit être accompagnée de l'acte de naissance du postulant, de son brevet de capacité ou d'un titre équivalent. Deux copies légalisées de cette déclaration sont remises par le postulant au Sous-Préfet et au Procureur de la République, qui en délivrent récépissé; une troisième copie est envoyée au Préfet avec les récépissés du sous-Préfet et du Procureur de la République. — Cette déclaration demeure affichée, par les soins du Maire, à la porte de la Mairie pendant un mois. S'il n'est pas formé d'opposition par l'Administration, l'école peut être ouverte à l'expiration du mois.*

— Le Préfet, soit d'office, soit sur la plainte du Procureur de la République ou du Sous-Préfet, peut former

opposition à l'ouverture de l'Ecole, dans l'intérêt des *mœurs publiques*, durant le mois qui suit la déclaration à lui faite. — Cette opposition est jugée à bref délai et contradictoirement par le Conseil départemental, sauf appel devant le Conseil supérieur, dans les 10 jours de la notification de la décision.

18. — Pour tenir un *pensionnat primaire*, il faut, indépendamment des conditions ci-dessus, être âgé de *vingt-cinq ans*, avoir au moins *cinq ans d'exercice* comme instituteur ou maître dans un pensionnat primaire, et *déclarer* par écrit son intention au Maire de la Commune. Cette déclaration doit être accompagnée de l'acte de naissance du postulant, de son acte de mariage, s'il est marié, de son certificat de stage, du plan du local, du programme de l'enseignement, du nombre des pensionnaires qu'il peut recevoir et de la liste de ses maîtres et surveillants. Copie de cette déclaration est adressée par le postulant au Sous-Préfet, au Procureur de la République et au Préfet. L'ouverture du pensionnat peut avoir lieu au bout d'un mois s'il n'a pas été formé d'opposition par l'Administration.

— Sont incapables de tenir une école libre ou publique, ou d'y être employés, les individus qui ont subi une condamnation pour crime ou pour un délit contraire à la *probité* ou aux *mœurs*; les individus privés par jugement de tout ou partie des *droits* mentionnés en l'article 42 du Code pénal et ceux qui ont été interdits des *fonctions d'instituteur*.

19. — Toute institutrice qui veut ouvrir un *externat* ou une maison d'éducation du premier ordre doit préalablement déclarer son intention au Maire de la Commune où elle désire s'établir, lui désigner le *local* et lui donner l'indication des lieux où elle a résidé et des *professions* qu'elle a exercées, pendant les *dix années* précédentes. Cette déclaration, écrite sur papier timbré, doit être accompagnée de l'acte de naissance de la postulante et de son brevet de capacité, ou de la lettre d'obédience, ou d'un certificat

de stage. Deux copies légalisées de cette déclaration sont remises par la postulante au Sous-Préfet et au Procureur de la République, qui en délivrent récépissé; une troisième copie est envoyée au Préfet avec les récépissés du Sous-préfet et du Procureur de la République. Cette déclaration reste *affichée*, par les soins du Maire, à la porte de la Mairie pendant un mois. S'il n'est pas formé d'opposition par l'Administration, l'Ecole peut être ouverte à l'expiration d'un mois.

20. — Pour joindre un *pensionnat* à une maison d'éducation du premier ordre et être maîtresse de pension, il faut, indépendamment des conditions ci-dessus, être âgée de *vingt-cinq ans*, avoir au moins *cinq années d'exercice* comme institutrice ou maîtresse dans un pensionnat, et déclarer par écrit son intention au Maire de la Commune, en y joignant son certificat de stage, le plan du local et le programme de l'enseignement. Copie de cette déclaration est adressée par le postulant au Sous-Préfet, au Procureur de la République et au Préfet. S'il n'a pas été formé d'opposition, l'ouverture du pensionnat peut avoir lieu au bout d'un mois.

— Les cas d'*incapacité* dont peuvent être atteints les candidats au titre d'instituteur sont également applicables aux directrices de maisons d'éducation.

21. — Quiconque a ouvert ou dirigé un établissement d'instruction primaire en *contravention* aux prescriptions de la loi, est poursuivi devant le tribunal correctionnel du lieu du délit, et condamné à une *amende* de 50 fr. à 500 fr. — L'établissement est *fermé*. — En cas de *récidive*, le délinquant est condamné à un *emprisonnement* de 6 jours à 1 mois et à une *amende* de 100 fr. à 1,000 fr.

La même peine de 6 jours à 1 mois de prison et de 100 fr. à 1,000 fr. d'amende est prononcée contre celui qui, dans le cas d'opposition formée à l'ouverture de son école, l'a néanmoins ouverte avant qu'il ait été statué sur cette opposition, ou bien au mépris de la décision du Conseil dé-

partemental qui a accueilli l'opposition.

— Ne sont pas considérées comme tenant école les personnes qui, dans un but purement charitable, et sans exercer la profession d'instituteur, enseignent à lire et à écrire aux enfants, avec l'autorisation du Délégué cantonal. — Néanmoins cette autorisation peut être retirée par le Conseil départemental.

22. — Tout instituteur libre peut, sur la plainte du Préfet ou du Procureur de la République, être traduit, pour cause de faute grave dans l'exercice de ses fonctions, d'inconduite ou d'immoralité, devant le Conseil départemental, et être censuré, suspendu pour six mois au plus, ou interdit de l'exercice de sa profession dans la Commune où il exerce. — Le Conseil départemental peut même le frapper d'une interdiction absolue, sauf appel devant le Conseil supérieur dans les dix jours de la notification de la décision. L'appel n'est pas suspensif.

23. — Les établissements publics d'INSTRUCTION SECONDAIRE sont les Lycées et les Collèges communaux.

Les Lycées sont fondés et entretenus par l'Etat, avec le concours des départements et des villes. On en compte actuellement 80, établis à : Paris (5), Agen, Alby, Alençon, Alger, Amiens, Angers, Angoulême, Auch, Avignon, Bar-le-Duc, Bastia, Besançon, Bordeaux, Bourg, Bourges, Brest, Caen, Cahors, Carcassonne, Chambéry, Châteauroux, Chaumont, Clermont-Ferrand, Coutances, Dijon, Douai, Evreux, Grenoble, le Havre, Laval, Lille, Limoges, Lons-le-Saunier, Lorient, Lyon, Mâcon, le Mans, Marseille, Montauban, Mont-de-Marsan, Montpellier, Moulins, Nancy, Nantes, Nevers, Nice, Nîmes, Niort, Orléans, Pau, Périgueux, Poitiers, Pontivy, le Puy, Reims, Rennes, la Roche-sur-Yon, Saint-Etienne, Saint-Omer, Saint-Quentin, Sens, Tarbes, Toulon, Toulouse, Tournon, Tours, Troyes, Vanves, la Rochelle, Rodez, Rouen, Saint-Brieuc, Vendôme, Versailles, Vesoul.

Les Collèges communaux sont fondés et entretenus par les Communes.

L'Etat peut les subventionner. On en compte actuellement 242 établis à : Paris (Rollin), Abbeville, Agde, Aix, Ajaccio, Alais, Ambert, Annecy, Antibes, Apt, Arbois, Argentan, Arles, Armentières, Arnay-le-Duc, Arras, Aubusson, Auray, Aurillac, Autun, Auxerre, Auxonne, Avallon, Avesnes, Avranches, Bagnols, Bailleul, Bar-sur-Aube, Barcelonnette, Baume, Bayeux, Beaufort, Beaune, Beauvais, Bédarieux, Belfort, Bergerac, Bernay, Béthune, Béziers, Blaye, Blois, Bône, Bonneville, Boulogne-sur-Mer, Bourgoin, Briançon, Brives, Bruyères, Calvi, Cambrai, Carpentras, Cassel, Castelnaudary, Castel-Sarrazin, Castres, le Câteau, Certe, Châlons-sur-Marne, Chalon-sur-Saône, Charleville, Charolles, Chartres, Châteaudun, Châteaude-Thierry, Châtellerauld, Châtillon-sur-Seine, la Châtre, Cherbourg, Chiron, Cholet, Civray, Clamecy, Clermont-l'Hérault, Clermont (Oise), Cluny, Cognac, Commercy, Compiègne, Condé-sur-Escaut, Condom, Confolens, Constantine, Corte, Cosne-sur-Loire, Courdemanche, Cusset, Dieppe, Digne, Dinan, Dol, Dôle, Domfront, Draguignan, Dunkerque, Embrun, Epernay, Epinal, Ernée, Estaires, Etain, Etampes, Eu, Evron, Eymoutiers, Falaise, Figeac, Foix, Fontenay-le-Comte, Fougères, Gaillac, Gap, Grasse, Gray, Guéret, Hazeubrouck, Honfleur, Issoire, Issoudun, Joigny, Josselin, Lamballe, Landerneau, Langres, Lannion, Laon, Lectoure, Lesneven, Libourne, Lisieux, Lodève, Loudun, Louhans, Luçon, Lunel, Lunéville, Lure, Luxeuil, Magnac-Laval, Manosque, Marmande, Marvéjols, Maubeuge, Mauriac, Meaux, Melle, Melun, Mende, Menton, Mézin, Milhau, Mirecourt, Moissac, Montargis, Montbéliard, Montélimar, Montluçon, Morlaix, Mortain, Nantua, Neufchâteau, Nogent-le-Rotrou, Oran, Orange, Paimbœuf, Pamiers, Parthenay, Péronne, Perpignan, Pertuis, Pézénas, Philippeville, Poligny, Pont-à-Mousson, Pontarlier, Pontoise, Provins, le Quesnoy, Quimper, Remiremont, la Réole, Revel, Roanne, Rochefort, la Rochefoucauld, Romans, Romorantin, Sablé, Saint-Amand-les-Eaux,

Saint - Amand - Montrond , Saint-Amour , Saint-Claude , Saint-Dié , Saint-Flour , Saint-Gaudens , Saint-Gérons , Saint-Hilaire-du-Harcouet , Saint-Junien , Saint-Marcellin , Saint-Mihiel , Saint-Pot-de-Léon , Saint-Servan , Saint-Sever , Saint-Yrieix , Sainte-Menehould , Saintes , Salins , Sancerre , Sarlat , Saulieu , Saumur , Sedan , Séz , Semur , Seyne , Sézanne , Sisteron , Soissons , Tarascon , Thiers , Tonnerre , Toul , Tourcoing , Tournus , Treignac , Tulle , Uzès , Valence , Valenciennes , Vannes , Vassy , Verdun , Verneuil , Vic-de-Bigorre , Vienne , le Vigan , Villefranche-de-Rouergue , Villeneuve-sur-Lot , Vire , Vitry-le-Français .

24. — Une loi du 21 juin 1865 a institué, à côté de l'enseignement secondaire classique, un enseignement dont la nécessité se faisait depuis longtemps sentir. Cet enseignement, appelé *secondaire spécial*, comprend : l'instruction morale et religieuse ; — la langue et la littérature françaises ; — l'histoire et la géographie ; — les mathématiques appliquées ; — la physique, la mécanique, la chimie, l'histoire naturelle et leurs applications à l'agriculture et à l'industrie ; — le dessin linéaire, la comptabilité et la tenue des livres.

Il peut comprendre, en outre, une ou plusieurs langues vivantes étrangères ; — des notions usuelles de législation, d'économie industrielle et rurale, et d'hygiène ; — le dessin d'ornement et le dessin d'imitation ; — la musique vocale et la gymnastique. — VOY. ÉCOLE NORMALE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPÉCIAL.

25. — Tout Français âgé de vingt-cinq ans au moins qui veut ouvrir un établissement libre d'instruction secondaire, doit être muni d'un *diplôme de bachelier*, ou d'un *brevet spécial de capacité*, et avoir fait un *stage* d'au moins cinq ans, comme professeur ou surveillant, dans un établissement d'instruction publique ou libre.

Les *certificats de stage* sont délivrés par le Conseil départemental, sur l'attestation des chefs d'établissements où le stage a été accompli.

Toute *attestation fausse* rend passible des peines portées en l'art. 160 du Code pénal. (VOY. FAUX, V. p. 330.)

Le Ministre, sur la proposition des Conseils départementaux et l'avis conforme du Conseil supérieur, peut accorder des *dispenses de stage*.

— Avant de pouvoir ouvrir son établissement, le postulant qui remplit, d'ailleurs, les conditions ci-dessus, doit, au préalable, *déclarer* son intention à l'Inspecteur d'Académie en résidence dans le département où il se propose de s'établir, et *déposer* entre les mains de ce fonctionnaire les *pièces suivantes* : 1° Son acte de naissance ; — 2° Le certificat de stage dont il a été parlé plus haut ; — 3° Son diplôme de bachelier ou le brevet spécial de capacité pour l'instruction secondaire ; — 4° Le plan du local ; — 5° L'indication de l'objet de l'enseignement.

Un mois après la remise de ces pièces, s'il n'est pas intervenu d'opposition de la part de l'Administration, l'établissement peut être immédiatement ouvert.

Durant ce délai, l'Inspecteur d'Académie, le Préfet et le Procureur de la République peuvent se pourvoir devant le Conseil départemental et s'opposer à l'ouverture de l'établissement, dans l'intérêt des mœurs publiques ou de la santé des élèves. — En cas d'opposition, le Conseil départemental prononce, la partie entendue ou dûment appelée, sauf appel devant le Conseil supérieur.

26. — Quiconque, sans avoir satisfait aux conditions exigées, a ouvert un établissement d'instruction secondaire, est poursuivi devant le Tribunal correctionnel du lieu du délit, et condamné à une amende de 100 fr. à 1,000 francs. — L'établissement est fermé.

En cas de *récidive*, ou si l'établissement a été ouvert avant qu'il ait été statué sur l'opposition, ou contrairement à la décision du Conseil départemental qui l'aurait accueillie, le délinquant est condamné à un emprisonnement de 15 jours à 1 mois

et à une amende de 1,000 francs à 3,000 fr.

— Les Ministres des différents cultes reconnus peuvent donner l'instruction secondaire à quatre jeunes gens au plus, destinés aux écoles ecclésiastiques, sans être soumis aux prescriptions ci-dessus, à la condition d'en faire la déclaration à l'Inspecteur d'Académie.

27. — En cas de désordre grave dans le régime intérieur d'un établissement libre d'instruction secondaire, le chef de cet établissement peut être appelé devant le Conseil départemental, et soumis à la réprimande avec ou sans publicité. — La réprimande ne donne lieu à aucun recours.

Tout chef d'établissement libre d'instruction secondaire, toute personne attachée à l'enseignement ou à la surveillance d'une maison d'éducation, peut, sur la plainte du Ministre public ou de l'Inspecteur d'Académie, être traduit, pour cause d'immoralité ou d'immoralité, devant le Conseil départemental, et être interdit de sa profession, à temps ou à toujours, sans préjudice des peines encourues pour crimes ou délits prévus par le Code pénal.

Appel de la décision peut toujours avoir lieu, dans les 15 jours de la notification, devant le Conseil supérieur. L'appel n'est pas suspensif.

28. — L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR se donne exclusivement dans des établissements publics appelés Facultés. — Voy. FACULTÉS.

29. — Sont dispensés du service militaire ceux qui, étant membres de l'instruction publique, ont contracté, avant l'époque déterminée pour le tirage au sort, l'engagement de se vouer pendant 10 ans à la carrière de l'enseignement public, et remplissent en effet cet engagement. — Voy. SERVICE MILITAIRE.

30. — Voy. CAISSE DES ÉCOLES; — ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE; — LETTRE D'OBÉDIENCE; — SALLE D'ASILE.

INSUFFISANCE D'ACTIF. (CLÔTURE POUR) — Voy. FAILLITE, IV.

INTENDANCE MILITAIRE. — (Ord. roy. 29 juillet 1817, 10 juin 1835; déc. 12 juin 1856; déc. 29 nov. 1870; arr. 19 juin 1871.) — Corps chargé de l'administration de l'armée. — C'est lui qui assure aux troupes en campagne la solde et les vivres, l'habillement et le campement, le service médical, etc.

L'Intendance militaire se compose de 8 Intendants généraux inspecteurs; — 30 Intendants militaires; — 150 Sous-Intendants militaires, dont 60 de 1^{re} classe, et 90 de 2^e classe; — 90 Adjointes à l'Intendance militaire, dont 60 de 1^{re} classe, et 30 de 2^e classe.

INTENTION. — 1. — « On doit, dans les conventions, rechercher quelle a été la commune intention des parties contractantes, plutôt que de s'arrêter au sens littéral des termes. » (Cod. civ. art. 1156.)

2. — L'intention est un élément constitutif de la criminalité. Sans la conscience du mal et la volonté de le commettre, il ne saurait y avoir culpabilité. — Lorsqu'un acte illicite, qui a causé à autrui un dommage, a été commis sans intention de nuire, il ne donne lieu qu'à une responsabilité civile. — Voy. QUASI-DÉLIT.

INTERDICTION — INTERDIT. — L'interdiction, en général, est l'état d'une personne qui, en raison de l'incapacité où elle est de se conduire elle-même, est placée sous l'autorité d'un tuteur chargé d'en prendre soin et de la représenter dans les actes de la vie civile. — On appelle interdit l'individu qui se trouve dans cette situation.

— On distingue deux sortes d'interdiction : l'interdiction judiciaire et l'interdiction légale. La première est une mesure protectrice prise dans l'intérêt de ceux qui, étant privés de raison, ne sauraient sans de graves inconvénients être abandonnés à eux-mêmes; la seconde est une mesure de précaution prise à l'encontre de ceux qui ont été condamnés à une peine afflictive et infamante, et à qui il convient d'ôter les moyens propres

à faciliter leur évasion ou leur contumace.

SECT. I. — INTERDICTION JUDICIAIRE. — (Cod. civ. art. 489-512; Cod. proc. civ. art. 890-897.)

I. CAUSES D'INTERDICTION. — 1. — Elles sont au nombre de trois : l'imbécillité, la démence, la fureur.

Par *imbécillité* on entend cette faiblesse d'esprit qui permet à peine de concevoir les idées les plus communes. — La *démence* résulte, non pas de la faiblesse d'esprit, mais du dérèglement des idées. — La *fureur* est l'exaltation de la démence portant à des actes dangereux.

2. — Il faut que l'imbécillité, la démence ou la fureur soient l'état habituel de la personne qu'on veut faire interdire, peu importe, d'ailleurs, qu'elle ait des intervalles lucides.

3. — Les mineurs peuvent être interdits aussi bien que les majeurs. Ce serait une erreur de croire que cette mesure est inutile à leur égard puisqu'ils sont déjà en tutelle. L'incapacité résultant de l'interdiction est, en effet, beaucoup plus absolue que celle attachée à l'état de minorité. Tandis que le mineur peut, sous certaines conditions, contracter mariage ou disposer de ses biens en partie, l'interdit n'a le droit ni de se marier ni de disposer de sa fortune.

II. PERSONNES QUI PEUVENT OU DOIVENT PROVOQUER L'INTERDICTION.

— La loi distingue le cas de l'imbécillité ou de la démence et celui de la fureur. Lorsque la sûreté publique n'est pas compromise, si la famille garde le silence, personne n'a droit de se plaindre. En d'autres termes, l'interdiction pour cause d'imbécillité ou de démence ne peut être provoquée que par un parent ou par l'un des époux à l'égard de l'autre. Il n'y a qu'un cas d'exception : c'est celui d'une personne frappée d'imbécillité ou de démence, qui n'aurait ni époux, ni épouse, ni parents connus : alors le Procureur de la République peut agir, si l'intérêt du malade l'exige. Mais, au cas de fureur, lorsque la

sûreté publique est menacée, le Procureur de la République doit provoquer l'interdiction de l'être dangereux, quand même la famille de ce dernier ne l'aurait pas demandée. L'intérêt général doit ici prévaloir sur les égards et les ménagements particuliers.

III. PROCÉDURE. — C'est devant le Tribunal de première instance du domicile de la personne dont l'interdiction est sollicitée que la demande doit être portée. Elle est introduite par une *requête* au Président du tribunal, dans laquelle sont exposés les faits; on y joint les pièces à l'appui et l'indication des témoins à entendre.

1. — Le Conseil de famille est consulté, et, pour que son avis soit plus impartial, on écarte du Conseil les parents qui ont provoqué l'interdiction : s'étant rendus parties, ils ne sauraient se constituer juges. Cependant l'époux ou l'épouse, et les enfants de la personne dont l'interdiction est demandée, sont admis au Conseil, parce qu'ils sont plus en état que qui que ce soit de donner sur le malade les éclaircissements nécessaires; mais ils n'ont pas voix délibérative.

2. — Après avoir reçu l'avis du Conseil de famille, le Tribunal procède à l'interrogatoire du défendeur en interdiction. (C'est ainsi que désormais nous appellerons, avec le Code, la personne dont l'interdiction est provoquée.) Cet interrogatoire a pour but de mettre les juges à même d'étudier les gestes, l'attitude du défendeur, de se rendre compte de son exacte situation. L'interrogatoire a lieu, non pas en séance publique, mais en la *Chambre du Conseil*, afin de ne pas affecter trop vivement un individu déjà suffisamment alarmé de se voir soumis à cette pénible épreuve. Si celui qu'il s'agit d'interdire est hors d'état de se transporter au Tribunal, le soin de l'interroger est confié à l'un des juges qui y procède en présence du Procureur de la République.

3. — Comme la demande en interdiction peut, par les formes qu'elle exige, par les actes qu'elle nécessite, entraîner des délais qui deviendraient préjudiciables aux intérêts du défendeur, le Tribunal est autorisé à lui désigner, s'il y a lieu, un *Administrateur provisoire*.

4. — Si la procédure doit être secrète, il importe, au contraire, que le jugement soit public : c'est ce que décide le Code (art. 498).

5. — Tout en rejetant la demande en interdiction, le Tribunal a la faculté, si les circonstances lui paraissent l'exiger, d'ordonner que le défendeur ne pourra désormais plaider, transiger, emprunter, recevoir un capital mobilier et en donner décharge, aliéner ou hypothéquer ses immeubles, sans l'assistance d'un *Conseil* qui lui est nommé par le même jugement.

6. — Le jugement, quel qu'il soit, du Tribunal de première instance est susceptible d'*appel*. La Cour d'appel est investie du pouvoir de répéter l'épreuve de l'interrogatoire du défendeur, si elle le juge utile.

7. — Tout jugement ou arrêt portant interdiction ou nomination d'un *Conseil judiciaire* doit être *affiché* dans la salle d'audience et dans les études des Notaires de l'arrondissement. Cette précaution est ordonnée dans l'intérêt des tiers.

IV. EFFETS DE L'INTERDICTION. —

1. — S'il n'y a pas d'appel du jugement d'interdiction rendu en première instance, ou si ce jugement est confirmé sur l'appel, il est pourvu à la nomination d'un tuteur et d'un subrogé-tuteur à l'interdit par le Conseil de famille, selon les règles exposées à l'article *tutelle*.

2. — La tutelle des interdits est toujours *dative*, c'est-à-dire déléguée par le Conseil de famille. Il n'y a d'exception à cette règle qu'en faveur du *mari*, qui est, de *droit*, tuteur de sa femme interdite.

3. — Aux termes de l'art. 510 du Code civil, « les revenus d'un interdit doivent être essentiellement em-

ployés à adoucir son sort et à accélérer sa guérison, » disposition fort rationnelle qui trace au tuteur saligne de conduite. Il importe bien moins d'accroître, par l'économie dans les dépenses, la fortune de l'interdit, que de chercher à le soulager et à le guérir, s'il est possible. C'est là une des différences principales qui existent entre la tutelle des interdits et celle des mineurs.

4. — La loi déclare *nuls*, de droit, tous actes passés par l'interdit *postérieurement* à son interdiction. Quant aux actes *antérieurs*, ils sont *annulables*, si la cause de l'interdiction existait notoirement à l'époque où ils ont été faits.

5. — Le tuteur d'un interdit, s'il était contraint de porter sa charge tant que durera l'interdiction, se trouverait dans une condition pire que le tuteur d'un mineur. En effet, la tutelle des mineurs a pour terme fixe leur majorité, tandis que celle des interdits n'en a d'autre que la durée incertaine de leur état ou de leur vie. Aussi le Code a-t-il posé en principe qu'*après 10 ans* de gestion, le tuteur d'un interdit serait *remplacé* s'il demandait à l'être, à moins toutefois que la tutelle fût exercée par un *mari*, par une *épouse*, par un *ascendant* ou par un *descendant*. Dans ces diverses hypothèses, l'obligation qui pèse sur le tuteur de protéger l'être infortuné qui le touche d'aussi près vient de la nature : la loi ne devait point lui permettre de s'y soustraire.

V. CESSATION DE L'INTERDICTION. — L'interdiction doit cesser avec la cause qui l'a motivée. Mais, par respect pour le jugement qui l'a prononcée, et surtout dans l'intérêt de la sûreté publique, il faut qu'il intervienne un jugement de mainlevée, et que les mêmes formalités qui ont précédé la première décision garantissent encore la sagesse du second arrêt de la Justice. Des témoins sont donc entendus, le Conseil de famille est appelé à donner son avis, l'interdit enfin est interrogé par les juges.

SECT. II. — INTERDICTION LÉGALE. (Cod. pén. art. 29-31; loi 31 mai 1854.)

1. — Certaines peines ont, pour conséquence l'interdiction légale de celui qui en est frappé : « Quiconque, » dit l'article 29 du Code pénal, « aura été condamné à la peine des travaux forcés à temps, de la détention ou de la réclusion, sera, de plus, pendant la durée de sa peine, en état d'interdiction légale; il lui sera nommé un tuteur et un subrogé-tuteur pour gérer et administrer ses biens, dans les formes prescrites pour les nominations des tuteurs et subrogés-tuteurs aux interdits. »

La loi du 31 mai 1854 qui a aboli la mort civile (voy. ces mots) attachée autrefois aux peines afflictives perpétuelles (*travaux forcés à perpétuité, déportation*), l'a remplacée par la *dégradation civique* et l'*interdiction légale*. Il en résulte que l'interdiction légale est aujourd'hui *perpétuelle* si elle s'applique à un condamné aux travaux forcés à perpétuité ou à la déportation, à moins qu'il ne vienne à être gracié, ou que sa peine soit commuée; — *temporaire*, si elle s'applique à un condamné aux travaux forcés à temps, à la détention ou à la réclusion.

2. — Le condamné à une peine afflictive *perpétuelle* ne peut disposer de ses biens, en tout ou en partie, soit par donation entre-vifs, soit par testament, ni recevoir à ce titre, si ce n'est pour cause d'aliments. — Tout testament par lui fait antérieurement à sa condamnation contradictoire, devenue définitive, est nul. — Cette disposition n'est applicable au condamné par *contumace* que cinq ans après l'exécution par effigie.

Le Gouvernement peut relever le condamné à une peine afflictive perpétuelle de tout ou partie des incapacités dont il s'agit, et lui accorder l'exercice, dans le lieu de l'exécution de la peine, des droits civils ou de quelques-uns de ces droits qui lui ont été enlevés par son état d'interdiction légale.

3. — Lorsque le condamné à une peine afflictive *temporaire* a subi sa

peine, les biens qu'il avait lui sont remis, et le tuteur lui rend compte de son administration.

INTERDICTION DES DROITS CIVIQUES, CIVILS ET DE FAMILLE. — (Cod. pén. art. 42, 43.) — Peine correctionnelle que, dans certains cas, les tribunaux peuvent prononcer accessoirement à une autre peine.

1. — Elle diffère de la *dégradation civique* (voy. ces mots), en ce qu'elle n'est jamais une peine *principale*, qu'elle n'a point le caractère de peine *infamante*, qu'elle entraîne un *moins grand nombre d'incapacités*, que ces incapacités peuvent n'être pas *cumulativement prononcées par le juge*, et qu'enfin elle est *temporaire*.

2. — L'article 42 du Code pénal est ainsi conçu : « Les tribunaux jugeant correctionnellement pourront, dans certains cas, interdire, en tout ou en partie, l'exercice des droits civils, civils et de famille suivants : 1° de vote et d'élection; — 2° d'éligibilité; — 3° d'être appelé ou nommé aux fonctions de juré ou autres fonctions publiques, ou aux emplois de l'Administration, ou d'exercer ces fonctions ou emplois; — 4° du port d'armes; — 5° de vote et de suffrage dans les *délibérations de famille*; — 6° d'être tuteur, curateur, si ce n'est de ses enfants, et sur l'avis seulement de la famille; — 7° d'être expert ou employé comme témoin dans les actes; — 8° de témoignage en justice, autrement que pour y faire de simples déclarations. »

3. — L'interdiction dont il s'agit ne peut être prononcée que lorsqu'elle est autorisée ou ordonnée par une disposition particulière de la loi. Elle est tantôt *facultative*, tantôt *obligatoire* pour les tribunaux.

INTÉRÊT. — Produit d'un capital placé autrement qu'en rente.

1. — Les intérêts sont au nombre des fruits civils. (Cod. civ. art. 584.) — Voy. FRUITS. — Ils se prescrivent par cinq ans. (Cod. civ. art. 2277.)

2. — Les intérêts se distinguent, suivant les circonstances qui leur donnent naissance, en :

- 1° Intérêts dus de plein droit;
- 2° Intérêts conventionnels;
- 3° Intérêts judiciaires ou moratoires;
- 4° Intérêts d'intérêts.

I. INTÉRÊTS DUS DE PLEIN DROIT. —

1. — Le Conseil de famille détermine la somme à laquelle commence, pour le tuteur, l'obligation d'employer l'excédant des revenus sur la dépense; cet emploi doit être fait dans le délai de six mois, passé lequel le tuteur doit les intérêts à défaut d'emploi. — Si le tuteur n'a pas fait déterminer par le Conseil de famille la somme à laquelle commencera l'emploi, il doit, après le délai de six mois, les intérêts de toute somme non employée, quelque modique qu'elle soit. (Cod. civ. art. 455, 456.)

2. — La somme à laquelle s'élève le reliquat dû par le tuteur porte intérêt sans demande, à compter de la clôture du compte. Les intérêts de ce qui est dû au tuteur par le mineur ne courent, au contraire, que du jour de la sommation de payer qui suit la clôture du compte. (Cod. civ. art. 474.)

3. — Les intérêts de la dot courent du jour du mariage, encore qu'il y ait terme pour le paiement, s'il n'y a stipulation contraire. (Cod. civ. art. 1440.)

4. — La demande d'intérêts formée contre l'un des débiteurs solidaires fait courir les intérêts à l'égard de tous. (Cod. civ. art. 1267.)

5. — Les fruits et les intérêts des choses sujettes à rapport ne sont dus qu'à compter du jour de l'ouverture de la succession. (Cod. civ. art. 856.)

6. — Les intérêts ou fruits de la chose léguée courent au profit du légataire dès le jour du décès. (Cod. civ. art. 1015.)

7. — Les emplois et récompenses dues par la communauté aux époux, et les récompenses et indemnités par eux dues à la communauté, emportent les intérêts de plein droit, du jour de la dissolution de la Communauté. (Cod. civ. art. 1473.)

8. — L'acheteur doit l'intérêt du

prix de la vente jusqu'au paiement du capital, dans les trois cas suivants: s'il a été ainsi convenu lors de la vente; — si la chose vendue et livrée produit des fruits ou autres revenus; — si l'acheteur a été sommé de payer. Dans ce dernier cas, l'intérêt ne court que depuis la sommation. (Cod. civ. art. 1652.)

9. — Le mandataire doit l'intérêt des sommes qu'il a employées à son usage, à dater de cet emploi. (Cod. civ. art. 1996.)

10. — L'intérêt des avances faites par le mandataire lui est dû par le mandant, à dater du jour des avances constatées. (Cod. civ. art. 2101.)

11. — La caution qui a payé pour le débiteur a recours contre lui tant pour le principal que pour les intérêts. (Cod. civ. art. 2028.)

12. — Lorsque le mariage se dissout par la mort de la femme, l'intérêt et les fruits de la dot à restituer courent de plein droit au profit de ses héritiers depuis le jour de la dissolution. — Si c'est par la mort du mari, la femme a le choix d'exiger les intérêts de sa dot pendant l'au du deuil, ou de se faire fournir des aliments pendant ledit temps aux dépens de la succession du mari. (Cod. civ. art. 1570.)

II. INTÉRÊTS CONVENTIONNELS. —

Ce sont ceux qui résultent d'une stipulation. — Voy. PRÊT, sect. III.

III. INTÉRÊTS JUDICIAIRES OU MORATOIRES. —

A la différence des intérêts qui courent de plein droit en vertu d'une disposition de la loi, ou de ceux qui résultent d'une stipulation, les intérêts judiciaires ou moratoires ne s'obtiennent que par une demande judiciaire formée contre le débiteur par son créancier, ou par une mise en demeure. De là le mot moratoires (du latin *mora*, retard).

1. — Le dépositaire ne doit aucun intérêt de l'argent déposé, si ce n'est du jour où il a été mis en demeure de faire la restitution. (Cod. civ. art. 1936.)

2. — Le mandataire ne doit l'intérêt des sommes dont il est reliqua-

taire qu'à compter du jour de sa mise en demeure. (Cod. civ. art. 1996.)

3. — La citation en conciliation fait courir les intérêts, pourvu que la demande soit formée dans le mois, à dater du jour de la non-comparution ou de la non-conciliation. (Cod. proc. civ. art. 57.)

4. — L'intérêt du principal de la lettre de change protestée faute de paiement est dû à compter du jour du protêt. (Cod. com. art. 184.)

5. — L'intérêt des frais de protêt, rechange et autres frais légitimes, n'est dû qu'à compter du jour de la demande en justice. (Cod. com. art. 185.)

IV. INTÉRÊTS D'INTÉRÊTS. — Voy. ANATOCISME.

— Voy. IMPUTATION DE PAYEMENT.

INTÉRÊT DE LA LOI. — Les décisions des Cours d'appel et des Tribunaux, qui contiennent une violation ou une fausse application de la loi ne sont pas toujours déferées à la Cour de Cassation par les parties intéressées. De là l'institution du *pourvoi dans l'intérêt de la loi*. Ce recours est exercé exclusivement par le Procureur général près la Cour de Cassation, dans le seul intérêt de la conservation des principes, et sans que les parties puissent s'en prévaloir ni en souffrir en aucune manière. (Loi 27 novembre 1790, art. 25; Cod. instr. crim. art. 442.)

INTÉRÊT. (PRÊT A) — Voy. PRÊT, sect. III.

INTÉRÊTS. (DOMMAGES-) — Voy. DOMMAGES-INTÉRÊTS.

INTERLIGNE. — Espace blanc laissé entre deux lignes.

Il est prudent de ne rien ajouter dans les interlignes d'un acte ou, quand on ne peut pas faire autrement, d'avoir soin d'approuver l'écriture ainsi intercalée.

1. — Les Agents de change et Courtiers sont tenus de consigner sans interlignes leurs opérations journalières. (Cod. com. art. 84.)

2. — La loi du 25 ventôse an XI sur le notariat déclare nuls, dans les actes notariés, les mots interlignes.

3. — Le Code d'instruction criminelle (art. 78) proscriit également les interlignes dans les informations.

INTERLOCUTOIRE. — Terme de procédure. — Se dit d'un jugement qui, avant de statuer sur le fond, ordonne qu'au préalable il sera produit une pièce, fait une vérification, une preuve, ou tout autre acte reconnu nécessaire pour l'instruction de la cause.

L'appel d'un jugement interlocutoire peut être interjeté avant le jugement définitif. Il est *suspensif* si le jugement ne prononce pas l'exécution provisoire dans les cas où elle est autorisée. (Cod. proc. civ. art. 451, 457.)

INTERNATIONAL. (DROIT) — Voy. DROIT INTERNATIONAL.

INTERNATIONALE. — Association dont la marche ascendante et le but justifient les inquiétudes qui se sont élevées autour d'elle et les mesures récemment prises pour en arrêter le dangereux développement.

« L'Association internationale des travailleurs a depuis longtemps dépassé le but originellement poursuivi par elle. En s'éloignant de la discussion économique, elle a fatalement glissé sur la pente de la révolution. Elle avait entrepris une lutte contre le capital et avait eu l'ambition de transformer le régime de l'industrie. Son agression aujourd'hui porte plus haut et plus loin : c'est à la Société tout entière qu'elle s'attaque et elle se donne d'avance la mission, après l'avoir bouleversée, de l'organiser et de la refaire. » (Rapport de M. Sacleux à l'Assemblée nationale, 5 février 1872.)

La loi du 14 mars 1872, dans le but de préserver et de défendre ce que cette redoutable association s'est promis d'abattre, a édicté les dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. — « Toute association internationale qui, sous quelque dénomination que ce soit, et notamment sous celle d'Association internationale des travailleurs, aura pour but de provoquer à la suspension du

travail, à l'abolition du droit de propriété, de la famille, de la patrie, de la religion ou du libre exercice des cultes, constituera, par le seul fait de son existence et de ses ramifications sur le territoire français, un attentat contre la paix publique. »

Art. 2. — « Tout Français qui, après la promulgation de la présente loi, s'affiliera ou fera acte d'affilié à l'Association internationale des travailleurs ou à toute autre association professant les mêmes doctrines et ayant le même but, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de cinquante à mille francs. Il pourra, en outre, être privé de tous ses droits civiques, civils et de famille énumérés en l'article 42 du Code pénal, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus. »

« L'étranger qui s'affiliera en France ou fera acte d'affilié sera puni des peines édictées par la présente loi. »

Art. 3. — « La peine de l'emprisonnement pourra être élevée à cinq ans, et celle de l'amende à deux mille francs, à l'égard de tous ceux, Français ou étrangers, qui auront accepté une fonction dans une de ces associations, ou qui auront sciemment concouru à son développement, soit en recevant ou en provoquant à son profit des souscriptions, soit en lui procurant des adhésions collectives ou individuelles, soit enfin en propageant ses doctrines, ses statuts ou ses circulaires. — Ils pourront, en outre, être renvoyés par les tribunaux correctionnels, à partir de l'expiration de la peine, sous la surveillance de la haute police, pour cinq ans au moins et dix ans au plus. »

« Tout Français auquel aura été fait application du paragraphe précédent restera, pendant le même temps, soumis aux mesures de police applicables aux étrangers, conformément aux art. 7 et 8 de la loi du 3 décembre 1849. »

Art. 4. — « Seront punis d'un an à six mois de prison et d'une amende de cinquante à cinq cents francs, ceux qui auront prêté ou loué sciemment un local pour une ou plusieurs

réunions d'une partie ou section quelconque des associations susmentionnées, le tout sans préjudice des peines plus graves applicables, en conformité du Code pénal, aux crimes et délits de toute nature dont auront pu se rendre coupables, soit comme auteurs principaux, soit comme complices, les prévenus dont il est fait mention dans la présente loi. »

Art. 5. — « L'art. 463 du Code pénal (*circonstances atténuantes*) pourra être appliqué, quant aux peines de la prison et de l'amende prononcées par les articles qui précèdent. »

Art. 6. — « Les dispositions du Code pénal et celles des lois antérieures auxquelles il n'a pas été dérogé par la présente loi continueront de recevoir leur exécution. »

Art. 7. — « La présente loi sera publiée et affichée dans toutes les Communes. »

INTERPOSITION DE PERSONNES.

— Elle a lieu lorsqu'une personne prête son nom à une autre pour lui faciliter des avantages que cette dernière ne pourrait obtenir directement.

Toute disposition au profit d'un incapable est nulle, si elle est reconnue avoir été faite sous le nom de personnes interposées. — L'interposition de personnes est quelquefois *présumée* par la loi. Ainsi, sont réputées personnes interposées les *père et mère*, les *enfants et descendants*, et l'*époux* de la personne incapable. (Cod. civ. art. 911.)

INTERPRÉTATION. — Explication de ce qui est obscur ou ambigu. — Le Code civil (art. 1156-1164) contient quelques règles sur l'interprétation des conventions. — Voy. OBLIGATIONS.

INTERPRÈTE. — Individu qui traduit dans une langue ce qui est dit dans une autre.

— Lorsque l'accusé, les témoins, ou l'un d'eux, ne parlent pas la même langue ou le même idiome, le Président de la Cour d'assises doit nommer

d'office, à peine de nullité, un interprète âgé de vingt et un ans au moins, et lui faire prêter serment de traduire fidèlement les discours à transmettre entre ceux qui parlent des langages différents. L'accusé et le Procureur général ont la faculté de récuser l'interprète, en motivant leur récusation. La Cour prononce. — L'interprète ne peut, à peine de nullité, même du consentement de l'accusé et du Procureur général, être pris parmi les témoins, les juges et les jurés.

— Si l'accusé est sourd-muet et ne sait pas écrire, le Président nomme d'office pour son interprète la personne qui a le plus d'habitude de converser avec lui. — Il en est de même à l'égard du témoin sourd-muet. (Cod. instr. crim. art. 332, 333.)

INTERROGATOIRE SUR FAITS ET ARTICLES. — Mode d'instruction qui, dans toute matière et en tout état de cause, peut être autorisé par le tribunal, et dont les formes sont déterminées par le Code de procédure civile. (Art. 324-336.)

L'interrogatoire se fait de vive voix par le juge à ce commis. La partie ne peut lire aucun projet de réponse par écrit, ni se faire assister de Conseil. Celle qui a requis l'interrogatoire n'est pas présente.

En cas de non comparution sans motif légitime, ou de refus de répondre après avoir comparu, les faits peuvent être tenus pour avérés.

INTERRUPTION DE PRESCRIPTION. — Voy. PRESCRIPTION, I.

INTERVENTION. — C'est, dans le langage de la procédure, l'action par laquelle un tiers se présente dans une instance civile pendante entre d'autres, afin d'y défendre ses droits ou ceux d'une des parties.

1. — L'intervention se forme par requête contenant les moyens et conclusions. Elle ne peut retarder le jugement de la cause principale, si elle est en état.

En appel, aucune intervention n'est reçue, si ce n'est de la part de ceux

qui auraient droit de former tierce opposition. (Cod. proc. civ. art. 339-341; 466.)

2. — Les demandes en intervention ou en garantie sont dispensées du préliminaire de conciliation. (Même code, art. 49, n° 3.)

INTERVENTION. (ACCEPTATION PAR) — Voy. EFFETS DE COMMERCE, sect. I, IV.

INTERVENTION. (PAYEMENT PAR) — Voy. EFFETS DE COMMERCE, sect. I, X.

INTESTAT. (AD) — Voy. AB INTESTAT.

INTIMATION-INTIMÉ. — L'intimation est l'acte par lequel une partie appelante ajourne devant les juges du degré supérieur son adversaire qui a gagné en première instance, et qui prend alors le nom d'intimé.

INVENTAIRE. — Du latin *invenire*, trouver. — Etat énumératif, descriptif et estimatif des biens d'une personne ou d'une société. — Ce sont les Notaires qui ont spécialement qualité pour dresser inventaire.

1. — La loi exige un inventaire dans un grand nombre de cas, notamment des envoyés en possession provisoire des biens d'un absent (Cod. civ. art. 126); — du tuteur, lors de son entrée en fonctions (Cod. civ. art. 451); — de l'usufruitier, avant son entrée en jouissance (Cod. civ. art. 600); — de celui qui a un droit d'usage ou d'habitation (Cod. civ. art. 626); — de l'héritier qui veut accepter une succession sous bénéfice d'inventaire (Cod. civ. art. 794); — du curateur à une succession vacante (Cod. civ. art. 813); — des exécuteurs testamentaires, lorsqu'il y a des héritiers mineurs, interdits ou absents (Cod. civ. art. 1031); — de la femme survivante qui veut conserver la faculté de renoncer à la communauté (Cod. civ. art. 1456); — etc.

— « Lorsque la succession échue à l'un des époux est en partie mobilière et en partie immobilière, les dettes dont elle est grevée ne sont à la charge de la communauté que jus-

qu'à concurrence de la portion contributive du mobilier dans les dettes, eu égard à la valeur de ce mobilier comparée à celle des immeubles. Cette portion contributive se règle d'après l'inventaire auquel le mari doit faire procéder, soit de son chef, si la succession le concerne personnellement, soit comme dirigeant et autorisant les actions de sa femme, s'il s'agit d'une succession à elle échue. — A défaut d'inventaire, et dans tous les cas où ce défaut préjudicie à la femme, elle ou ses héritiers peuvent, lors de la dissolution de la communauté, poursuivre les récompenses de droit, et même faire preuve, tant par titres et papiers domestiques que par témoins, et au besoin par la commune renommée, de la consistance et valeur du mobilier non inventorié. — Le mari n'est jamais recevable à faire cette preuve. » (Cod. civ. art. 1414, 1415.)

2. — Les règles à suivre pour les inventaires après décès sont tracées par le Code de procédure civile. (Art. 928-944.)

INVENTAIRE. (BÉNÉFICE D') — Voy. SUCCESSIONS, III.

INVENTAIRES. (LIVRE D') — Voy. LIVRES DE COMMERCE.

INVENTION. (BREVET D') — Voy. BREVET D'INVENTION.

IRRIGATION. — (Lois 29 avril 1845 et 11 juillet 1847.)

Arrosemment des terres à l'aide de rigoles ou autres moyens artificiels.

— Dans le but d'encourager et de faciliter les irrigations dont l'agriculture tire un si grand profit, deux lois, en date des 29 avril 1845 et 11 juillet 1847, sont venues compléter les dispositions du Code civil sur les eaux, en créant deux nouvelles servitudes, dites servitudes d'aqueduc et d'appui.

1. — La loi du 29 avril 1845 a donné au propriétaire qui veut se servir, pour l'irrigation de son héritage, des eaux naturelles ou artificielles dont il a le droit de disposer, la faculté d'obtenir le passage de ces eaux sur les fonds intermédiaires, à

la charge d'une juste et préalable indemnité. — Sont toutefois exceptés de cette servitude, les maisons, cours, jardins, parcs et enclos appartenant aux habitations.

Les propriétaires des fonds inférieurs doivent recevoir les eaux qui s'écoulent des terrains ainsi arrosés, sauf l'indemnité qui peut leur être due. — Sont également exceptés de cette servitude, les maisons, cours, jardins, parcs et enclos appartenant aux habitations.

— La même faculté de passage sur les fonds intermédiaires peut être accordée au propriétaire d'un terrain submergé en tout ou en partie, à l'effet de procurer aux eaux nuisibles leur écoulement.

— Les contestations auxquelles donnent lieu l'établissement de la servitude, la fixation du parcours de la conduite d'eau, de ses dimensions et de sa forme, et les indemnités dues soit au propriétaire du fonds traversé, soit à celui du fonds qui reçoit l'écoulement des eaux, sont portées devant les tribunaux qui, en prononçant, doivent concilier l'intérêt de l'opération avec le respect dû à la propriété. — Il est procédé comme en matière sommaire (voy. MATIÈRES SOMMAIRES), et, s'il y a lieu à expertise, il peut n'être nommé qu'un seul expert.

2. — La loi du 11 juillet 1847, complément de la précédente, permet au propriétaire riverain d'un seul côté d'appuyer sur la propriété du riverain opposé les ouvrages d'art nécessaires à sa prise d'eau, à la charge d'une juste et préalable indemnité. — Sont exceptés de cette servitude, les bâtiments, cours et jardins appartenant aux habitations.

Le riverain sur le fonds duquel l'appui est réclamé peut toujours demander l'usage commun du barrage, en contribuant pour moitié aux frais d'établissement et d'entretien; aucune indemnité n'est respectivement due dans ce cas, et celle qui aurait été payée doit être rendue. Lorsque cet usage commun n'est réclamé qu'après le commencement ou la confection

des travaux, celui qui le demande doit supporter seul l'excédant de dépense auquel donnent lieu les changements à faire au barrage pour le rendre propre à l'irrigation des deux rives.

Les contestations qui peuvent s'élever sont portées devant les tribunaux. Il y est procédé comme en matière sommaire, et, s'il y a lieu à expertise, le tribunal peut ne nommer qu'un seul expert.

ISRAËLITE. (CULTE) — Voy. CULTES, II, § 3.

IVRESSE. — Notre législation pénale ne contient aucune mesure répressive contre l'ivresse. Plusieurs Députés ont proposé de combler ce qu'ils regardaient comme une lacune, et l'Assemblée nationale a adopté en deuxième lecture la loi que nous reproduisons ci-après, bien qu'elle ne soit pas définitive au moment où nous écrivons ces lignes (août 1872):

Art. 1^{er}. — « Seront punis d'une amende de 1 à 5 francs inclusivement ceux qui seront trouvés en état d'ivresse manifeste dans les rues, chemins, places, cafés, cabarets ou autres lieux publics.

« Les articles 474 (emprisonnement pendant 3 jours au plus en cas de récidive) et 483 (il y a récidive lorsqu'il a été rendu contre le contrevenant, dans les 12 mois précédents, un jugement, pour le même fait, par le même tribunal) du Code pénal seront applicables aux contraventions indiquées au paragraphe précédent. »

Art. 2. — « Seront punis d'un emprisonnement de 6 jours à 1 mois, et d'une amende de 16 francs à 300 francs ceux qui, ayant, depuis moins de trois ans, subi deux condamnations en vertu de l'article précédent, seront trouvés en état d'ivresse manifeste dans les rues, chemins, places, cafés, cabarets ou autres lieux publics.

« Quiconque, ayant été condamné en police correctionnelle pour ivresse depuis moins de deux ans, se sera de nouveau rendu coupable du même délit, sera condamné au maximum

des peines indiquées au paragraphe précédent, lesquelles pourront être élevées jusqu'au double. »

Art. 3. — « Toute personne qui aura été condamnée deux fois en police correctionnelle pour délit d'ivresse manifeste, conformément à l'article précédent, sera déclarée par le second jugement incapable d'exercer les droits suivants :

1^o De vote et d'élection;

2^o D'éligibilité;

3^o D'être appelée ou nommée aux fonctions de juré ou autres fonctions publiques, ou aux emplois de l'Administration, ou d'exercer ces fonctions ou emplois;

4^o De port d'armes, pendant deux ans à partir du jour où la condamnation sera devenue irrévocable. »

Art. 4. — « Seront punis d'une amende de 1 à 5 francs inclusivement les cafetiers, cabaretiers et autres débitants qui auront donné à boire à des gens manifestement ivres, ou qui les auront reçus dans leurs établissements, ou qui auront servi des liqueurs alcooliques à des mineurs âgés de moins de seize ans accomplis.

« Toutefois, dans le cas où le débitant sera prévenu d'avoir servi des liqueurs alcooliques à un mineur âgé de moins de 16 ans accomplis, il pourra prouver qu'il a été induit en erreur sur l'âge du mineur; s'il fait cette preuve, aucune peine ne lui sera applicable de ce chef. — Les articles 474 et 483 du Code pénal seront applicables aux contraventions indiquées aux paragraphes précédents.

Art. 5. — « Seront punis d'un emprisonnement de 6 jours à 1 mois et d'une amende de 16 fr. à 300 francs les cafetiers, cabaretiers et autres débitants qui, dans les 12 mois qui auront suivi la deuxième condamnation prononcée en vertu de l'article précédent, auront commis un des faits prévus audit article.

« Quiconque, ayant été condamné en police correctionnelle pour l'un ou l'autre des mêmes faits, depuis moins d'un an, se rendra de nouveau coupable de l'un ou de l'autre de ces faits,

sera condamné au maximum des peines indiquées au paragraphe précédent, lesquelles pourront être portées jusqu'au double.»

Art. 6. — « Toute personne qui aura subi deux condamnations en police correctionnelle pour l'un ou l'autre des délits prévus en l'article précédent, pourra être déclarée par le second jugement incapable d'exercer tout ou partie des droits indiqués en l'article 3. — Dans le même cas, le tribunal pourra ordonner la fermeture de l'établissement pour un temps qui ne saurait excéder un mois, sous les peines portées par l'article 3 du décret du 29 décembre 1851. — Il pourra aussi, sous les mêmes peines, interdire seulement au débitant la faculté de livrer des boissons à consommer sur place. »

Art. 7. — « Sera puni d'un emprisonnement de 6 jours à 1 mois et d'une amende de 16 fr. à 300 fr. quiconque aura fait boire jusqu'à l'ivresse un mineur âgé de moins de 16 ans accomplis. — Sera puni des peines portées aux articles 5 et 6 tout cafetier, cabaretier, et autre débitant de boissons qui, ayant subi une condamnation en vertu du paragraphe précédent, se sera de nouveau rendu coupable, soit du même fait, soit de l'un ou de l'autre des faits prévus en l'article 4, § 1^{er}, dans le délai indiqué en l'article 5, § 2. »

Art. 8. — « Le tribunal correctionnel, dans les cas prévus par la présente loi, pourra ordonner que son jugement soit affiché à tel nombre d'exemplaires, et en tels lieux qu'il indiquera. »

Art. 9. — « L'article 463 du Code pénal (*circonstances atténuantes*) est applicable aux peines d'emprisonne-

ment et d'amende portées par la présente loi.

« L'article 59 du même Code (*complicité*) ne sera pas applicable aux délits prévus par la présente loi. »

Art. 10. — « Les procès-verbaux constatant les infractions prévues dans les articles précédents seront transmis au Procureur de la République dans les 3 jours au plus tard, y compris celui où aura été reconnu le fait sur lequel ils sont dressés. »

Art. 11. — « Toute personne trouvée en état d'ivresse manifeste dans les rues, chemins, places, cafés, cabarets ou autres lieux publics pourra être, par mesure de police, conduite à ses frais, par les agents de l'Autorité, au poste le plus prochain, pour y être retenue jusqu'à ce qu'elle ait recouvré la raison. »

Art. 12. — « Le texte de la présente loi sera affiché à la porte de toutes les maisons et dans la salle principale de tous cabarets, cafés et autres débits de boissons. Un exemplaire en sera adressé, à cet effet, à tous les Maires et à tous les cafetiers et autres débitants de boissons. — Toute personne qui aura détruit ou lacéré le texte affiché sera condamnée à une amende de 1 fr. à 5 fr. et aux frais du rétablissement de l'affiche. — Sera puni de même tout cabaretier, cafetier ou débitant chez lequel ledit texte ne se trouvera pas affiché. »

Art. 13. — « Les gardes-champêtres sont chargés de rechercher, concurremment avec les autres officiers de police judiciaire, chacun sur le territoire pour lequel il est assermenté, les infractions à la présente loi. Ils dresseront des procès-verbaux pour constater ces infractions. »

J

JAUGEAGE. — Opération par laquelle se constate la capacité ou le tonnage d'un navire. Elle est confiée à des préposés publics, dans les ports.

JET ET CONTRIBUTION. — (Cod. com. art. 410-429.) — Le *jet* est l'action de jeter à la mer tout ou partie du chargement d'un navire pour l'alléger et le sauver. La *contribution* est

la répartition au marc le franc entre tous les intéressés de la somme à payer pour les pertes ou sacrifices constituant des *avaries communes*.

1. — Pour que le jeu donne lieu à indemnité, il faut qu'il ait été fait dans les cas prévus par la loi et en vertu d'une délibération motivée.

L'art. 411 du Code de commerce fixe l'ordre du jet des objets. Ce sont les moins nécessaires, les plus pesants et de moindre prix, puis les marchandises du premier pont, au choix du capitaine et sur l'avis des principaux de l'équipage.

2. — Tous ceux qui ont profité de l'avarie commune devant indemniser celui qui l'a soufferte dans l'intérêt commun, la contribution est due :

1° Par le navire et le fret ;

2° Par les effets sauvés au moyen du jet ;

3° Par les objets jetés ; — dans la proportion et de la manière indiquées par le Code de commerce.

JEU. — (Cod. civ. art. 1964-1967.)

Le jeu est un contrat *aléatoire* (du latin *alea*, coup de dé), par lequel deux ou plusieurs personnes s'engagent à donner à celle d'entre elles qui gagnera, une somme convenue on un objet déterminé.

1. — La loi fait une distinction importante entre les jeux qui tiennent à l'adresse et à l'exercice du corps, et ceux qui sont de hasard. Elle n'accorde action en justice que pour les dettes contractées dans des jeux de la première espèce.

Parmi les jeux *privilegiés*, le Code cite les *courses à pied on à cheval*, les *courses de chariot*, le *jeu de paume*. On y peut joindre la *natation*, les *combats de rameurs*, le *tir au pistolet*.

Le Législateur a pensé qu'il pouvait, en pareil cas, autoriser les joueurs à intéresser leur jeu dans un but d'émulation. Néanmoins il a donné aux Tribunaux la faculté de rejeter la demande toutes les fois que le *prix stipulé* leur paraîtrait *excessif*.

Quant aux jeux qui ne sont pas propres à exercer au fait des armes,

ou qui ne tiennent pas à l'adresse et à l'exercice du corps, la loi, sans les prohiber, ne les reconnaît pas en Justice. Tels sont les jeux de *hasard*, les jeux de *cartes*, le jeu de *billard*, les jeux de *quilles*, etc.

2. — Bien que le Code n'accorde aucune action en Justice pour une dette de jeu on pour le paiement d'un pari, si ce n'est dans les cas ci-dessus désignés, il déclare que le perdant, s'il s'exécute de lui-même, ne saurait être admis à répéter ce qu'il a volontairement payé, à moins qu'il n'y ait eu, de la part du gagnant, *dol*, *supercherie* ou *escroquerie*.

JEUNES DE LANGUES. — On désigne sous le nom d'*Ecole des jeunes de Langues* une institution établie par le Ministre des Affaires étrangères pour l'enseignement des Langues orientales aux jeunes gens qui se destinent à la carrière du Consulat. C'est parmi eux que sont choisis les *dragmans*. (Voy. *DROGMAN*.) — L'Ecole des Jeunes de Langues est annexée au lycée Descartes, à Paris.

JEUNES DÉTENUS. — (Loi 5 août 1850.) — La situation des mineurs envoyés en correction par application des articles 66 et 67 du Code pénal était digne de la sollicitude du législateur. On a senti, d'abord, la nécessité de les isoler des prisonniers adultes dans la société desquels ils ne pouvaient que se corrompre, et la charité privée a trouvé, plus tard, dans la fondation de colonies agricoles, le moyen efficace de rendre à la vie honnête et laborieuse des enfants que l'oisiveté et une mauvaise éducation de famille avaient placés sur une pente funeste. Les résultats obtenus ont été si remarquables que la loi du 5 août 1850, relative à l'éducation et au patronage des jeunes détenus, donnant la préférence aux établissements particuliers, n'a attribué qu'en seconde ligne à l'Etat le soin d'établir des colonies pénitentiaires de jeunes détenus.

Cette loi contient les dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. — « Les mineurs des deux

sexes détenus à raison de crimes, délits, contraventions aux lois fiscales, ou par voie de correction paternelle, reçoivent, soit pendant leur détention préventive, soit pendant leur séjour dans les établissements pénitentiaires, une éducation morale, religieuse et professionnelle. »

Art. 2. — « Dans les maisons d'arrêt et de justice, un quartier distinct est affecté aux jeunes détenus de toute catégorie. »

Art. 3. — « Les jeunes détenus acquittés en vertu de l'article 66 du Code pénal, comme ayant agi sans discernement, mais non remis à leurs parents, sont conduits dans une colonie pénitentiaire; ils y sont élevés en commun, sous une discipline sévère, et appliqués aux travaux de l'agriculture, ainsi qu'aux principales industries qui s'y rattachent. Il est pourvu à leur instruction élémentaire. »

Art. 4. — « Les colonies pénitentiaires reçoivent également les jeunes détenus condamnés à un emprisonnement de plus de 6 mois et qui n'excède pas 2 ans. — Pendant les 3 premiers mois, ces jeunes détenus sont renfermés dans un quartier distinct, et appliqués à des travaux sédentaires. A l'expiration de ce terme, le Directeur peut, en raison de leur bonne conduite, les admettre aux travaux agricoles de la colonie. »

Art. 5. — « Les colonies pénitentiaires sont des établissements publics ou privés. — Les établissements publics sont ceux fondés par l'Etat, et dont il institue les directeurs. — Les établissements privés sont ceux fondés et dirigés par des particuliers, avec l'autorisation de l'Etat. » — On compte seulement 6 établissements publics, dont 4 pour les garçons, 2 pour les filles, et 53 établissements privés, dont 29 pour les garçons, 24 pour les filles.

... Art. 7. — « Toute colonie pénitentiaire privée est régie par un directeur responsable, agréé par le Gouvernement, et investi de l'autorité des directeurs des maisons de correction. »

Art. 8. — « Il est établi auprès de toute colonie pénitentiaire un Conseil de surveillance qui se compose : d'un délégué du Préfet; d'un ecclésiastique désigné par l'Evêque du diocèse; de 2 délégués du Conseil général; d'un membre du tribunal civil de l'arrondissement élu par ses collègues. »

Art. 9. — « Les jeunes détenus des colonies pénitentiaires peuvent obtenir, à titre d'épreuve, et sous des conditions déterminées par un règlement d'administration publique, d'être placés provisoirement hors de la colonie. »

Art. 10. — « Il est établi, soit en France, soit en Algérie, une ou plusieurs colonies correctionnelles où sont conduits et élevés : 1° Les jeunes détenus condamnés à un emprisonnement de plus de 2 années; — 2° Les jeunes détenus des colonies pénitentiaires qui auront été déclarés insubordonnés. Cette déclaration est rendue, sur la proposition du directeur, par le Conseil de surveillance. Elle est soumise à l'approbation du Ministre de l'Intérieur. »

Art. 11. — « Les jeunes détenus des colonies correctionnelles sont, pendant les 6 premiers mois, soumis à l'emprisonnement et appliqués à des travaux sédentaires. A l'expiration de ce terme, le directeur peut, en raison de leur bonne conduite, les admettre aux travaux agricoles de la colonie. »

... Art. 15. — « Les règles tracées par la présente loi pour la création, le régime et la surveillance des colonies pénitentiaires s'appliquent aux maisons pénitentiaires destinées à recevoir les jeunes filles détenues, sauf les modifications suivantes : »

Art. 16. — « Les maisons pénitentiaires reçoivent : 1° Les mineures détenues par voie de correction paternelle; — 2° Les jeunes filles de moins de 16 ans condamnées à l'emprisonnement pour une durée quelconque; — 3° Les jeunes filles acquittées comme ayant agi sans discernement, et non remises à leurs parents. »

Art. 17. — « Les jeunes filles détenues dans les maisons pénitentiaires sont élevées sous une discipline sévère et appliquées aux travaux qui conviennent à leur sexe. »

Art. 18. — « Le Conseil de surveillance des maisons pénitentiaires se compose : d'un ecclésiastique désigné par l'Evêque du diocèse ; — de 4 Dames déléguées par le Préfet du département. L'inspection, faite au nom du Ministre de l'Intérieur, sera exercée par une Dame inspectrice. »

Art. 19. — « Les jeunes détenus désignés aux articles 3, 4, 10 et 16, §§ 2 et 3, sont, à l'époque de leur libération, placés sous le patronage de l'Assistance publique pendant 3 années au moins... »

JOUISSANCE. (ABUS DE) — Voy. ABUS DE JOUISSANCE.

JOUISSANCE LÉGALE. — Se dit du droit de jouir des biens personnels de leurs enfants mineurs accordé par la loi aux père et mère. (Cod. civ. art. 384-387.) — Voy. PUISSANCE PATERNELLE, 3.

JOUR. — Ouverture pratiquée dans un bâtiment.

1. — Il n'est pas permis de pratiquer des jours dans un mur mitoyen, même à verre dormant, sans le consentement du voisin.

2. — Le propriétaire d'un mur non mitoyen, joignant immédiatement l'héritage d'autrui, peut pratiquer dans ce mur des jours ou fenêtres à fer maille et verre dormant. — Ces fenêtres doivent être garnies d'un treillis de fer dont les mailles ont un décimètre (environ 3 pouces 8 lignes) d'ouverture au plus, et d'un châssis à verre dormant.

Ces fenêtres ou jours ne peuvent être établis qu'à 26 décimètres (8 pieds) au-dessus du plancher ou du sol de la chambre qu'on veut éclairer si c'est à rez-de-chaussée, et à 19 décimètres (6 pieds) au-dessus du plancher pour les étages supérieurs.

3. — Il convient de remarquer que le voisin a la faculté, s'il le veut, de construire un mur de manière à obs-

truer les jours donuant ainsi sur son héritage.

JOURS DE PLANCHE. — On appelle jours de planche ou staries le délai dans lequel l'affrèteur est tenu d'amener au quai les marchandises que le capitaine doit charger dans le navire, et le délai dans lequel le chargeur doit recevoir du capitaine les mêmes marchandises après l'arrivée du bâtiment.

L'usage est d'accorder 15 jours de planche pour la charge et autant pour la décharge, quand il s'agit d'un voyage de long cours ou au grand cabotage, et 3 jours seulement, quand il s'agit d'un voyage au petit cabotage. Les jours employés en sus des jours de planche ou staries fixés par la convention ou l'usage s'appellent sur-staries ou surestaries : ils sont dus au capitaine.

JOURS FÉRIÉS. — Du latin *feria*, fête. — Ce sont les jours consacrés à la célébration des fêtes reconnues par la loi. — Voy. FÊTES.

JOURNAL. — (Déc. 17 fév. 1832; loi 11 mai 1868; déc. 5 sept. 1870; loi 6 juillet 1871.)

Publication périodique, ordinairement quotidienne, mais pouvant être hebdomadaire, mensuelle, etc.

1. — Tout Français, majeur et jouissant de ses droits civils et politiques, peut, sans autorisation préalable, publier un journal ou écrit périodique paraissant soit régulièrement et à jour fixe, soit par livraisons et irrégulièrement.

2. — Aucun journal ou écrit périodique ne peut être publié s'il n'a été fait, à Paris à la Préfecture de police, et dans les départements à la Préfecture, quinze jours au moins avant la publication, une déclaration contenant :

1° Le titre du journal ou écrit périodique et les époques auxquelles il doit paraître ; — 2° Le nom, la demeure et les droits des propriétaires autres que les commanditaires ; — 3° Le nom et la demeure du gérant ; — 4° L'indication de l'imprimerie où il doit être imprimé.

Toute mutation dans les conditions ci-dessus énumérées est déclarée dans les quinze jours qui la suivent.

— Toute *contravention* à ces dispositions est punie des peines portées dans l'article 5 du décret du 17 février 1852 : (amende de 100 fr. à 2,000 fr. pour chaque numéro ou livraison publié en contravention, et *emprisonnement* d'un mois à deux ans; cessation du journal ou de l'écrit périodique).

3. — Les propriétaires de tout journal politique et de journaux ou écrits périodiques non politiques paraissant plus d'une fois par semaine sont tenus de verser au Trésor un *cautionnement* en numéraire, dont l'intérêt leur est payé à raison de 3 p. 100 par an.

Sont seules *exceptées* les feuilles quotidiennes ou périodiques ayant pour unique objet la publication des avis, annonces, affiches judiciaires, arrivages maritimes, mercuriales et prix courants, les cours de la bourse et des halles et marchés.

Le cautionnement est de :

24,000 francs dans le département de la Seine, si le journal ou écrit périodique paraît *plus de trois fois par semaine*, soit à jours fixes, soit par livraisons irrégulières en une ou plusieurs éditions; et de 18,000 fr. seulement si la publication n'a lieu que *trois fois par semaine au plus*.

Dans tous les autres départements, le cautionnement est de 12,000 francs pour les écrits paraissant *plus de trois fois par semaine*, si la publication a lieu dans une ville de 50,000 âmes et au-dessus, et de 6,000 francs si elle a lieu dans toute autre ville. — Il est de moitié seulement des sommes ci-dessus fixées pour les journaux ou écrits périodiques paraissant *trois fois par semaine* ou à des intervalles *plus éloignés*.

La publication est censée faite au lieu où siège l'administration ou la rédaction du journal ou écrit périodique, quel que soit le lieu de l'impression.

— Le cautionnement est affecté par privilège au paiement des frais,

dommages-intérêts et amendes auxquels les propriétaires, gérants ou auteurs des articles incriminés peuvent être condamnés.

— Tout journal ou écrit périodique ayant encouru, dans la personne de son gérant ou dans celle de l'auteur d'un article incriminé, une condamnation à l'amende et à des réparations civiles affectant son cautionnement, est tenu de satisfaire à ces condamnations dans un délai de quinzaine à partir du jour où elles sont devenues définitives, ou de cesser sa publication, qu'il ne peut reprendre qu'après avoir justifié de la complète libération de son cautionnement.

— Toute *infraction* aux dispositions ci-dessus relatives au cautionnement est punie d'une amende de 100 francs à 2,000 francs et d'un emprisonnement de 6 jours à 6 mois. Celui qui a publié le journal ou écrit périodique et l'imprimeur sont solidairement responsables des amendes. L'article 463 du Code pénal (*circonstances atténuantes*) est applicable dans tous les cas.

4. — Au moment de la publication de chaque feuille ou livraison du journal ou écrit périodique, il doit être remis à la *Préfecture* pour les chefs-lieux de département, à la *Sous-Préfecture* pour ceux d'arrondissement, et pour les autres villes à la *Mairie*, 2 exemplaires signés du gérant responsable.

Pareil dépôt doit être fait au *parquet* du Procureur de la République, dans les villes où il n'y a pas de Tribunal de première instance.

5. — Les gérants de journaux sont autorisés à établir une *imprimerie exclusivement* destinée à l'impression du journal.

— Voy. IMPRIMERIE; — PRESSE.

JOURNAL. (LIVRE) — Voy. LIVRES DE COMMERCE.

JUDICATUM SOLVI. — Signifie en latin : *payer le jugé*. — On appelle ainsi la caution qu'en toutes matières, autres que celles de commerce, l'étranger demandeur est tenu de four-

nir lorsque le défendeur le requiert. Par ce moyen, si l'étranger venait à disparaître après avoir perdu sa cause, le Français pourrait se faire rembourser par la caution les frais qu'il a été forcé de faire et qui sont à la charge de la partie qui succombe.

1. — Le jugement qui ordonne la caution fixe la somme jusqu'à concurrence de laquelle elle sera fournie : le demandeur qui consigne cette somme ou qui justifie que ses immeubles, situés en France, sont suffisants pour en répondre, est dispensé de la fournir.

2. — L'étranger qui a été admis à établir son domicile en France est dispensé de la caution *judicatum solvi*. (Cod. civ. art. 16; Cod. proc. civ. art. 166, 167.)

JUDICIAIRE. (CONSEIL) — Voy. CONSEIL JUDICIAIRE.

JUDICIAIRE. (POUVOIR) — Voy. POUVOIR JUDICIAIRE.

JUGE. — Dans sa plus large acception, le mot *juge* s'applique à tout magistrat préposé par l'Autorité publique pour rendre la justice aux particuliers. Dans un sens restreint, il sert à désigner les membres des *Tribunaux de première instance* ou de *commerce* par opposition aux membres des Cours d'appel ou de la Cour de cassation qui ont le nom de *Conseillers*. — Voy. ALLIANCE, 5; — DÉNI DE JUSTICE; — EMPÎÈTEMENT DES AUTORITÉS ADMINISTRATIVES ET JUDICIAIRES; — PRISE A PARTIE; — TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE.

JUGE-COMMISSAIRE. — Se dit du Juge commis par un Tribunal pour surveiller les opérations : d'un *partage de succession*, dans les cas où la loi exige qu'il soit fait en Justice (Cod. civ. art. 823; Cod. proc. civ. art. 960); — d'une *faillite* (Cod. com. art. 451-454); — d'une *vérification d'écritures* (Cod. proc. civ. art. 196); — d'une *enquête* (Cod. proc. civ. art. 255); — d'un *ordre* et d'une *distribution* entre créanciers des deniers saisis ou du prix de vente des immeubles du débiteur (Cod. civ. art.

2218; Cod. proc. civ. art. 656-672; 749-779).

JUGE DE PAIX. — Voy. JUSTICE DE PAIX.

JUGE D'INSTRUCTION. — (Cod. instr. crim. chap. VI-IX; lois 17 juillet 1856, 14 juillet 1865.) — On donne ce nom au magistrat qui, dans chaque Tribunal d'arrondissement, est spécialement chargé d'instruire ou d'informer relativement aux crimes et aux délits commis dans l'étendue du ressort du tribunal.

1. — Le Juge d'instruction fait citer devant lui les personnes indiquées par la dénonciation, par la plainte, par le Procureur de la République, ou autrement, comme ayant connaissance, soit du crime ou du délit, soit de ses circonstances. Il se transporte, s'il y a lieu, au domicile de l'inculpé, pour y faire perquisition, procède à son interrogatoire, etc. — Les ordres ou *mandats* qu'il délivre diffèrent de nom et d'effets, selon les circonstances et la gravité de l'inculpation. — Voy. MANDAT DE COMPARUTION; — MANDAT D'AMENER; — MANDAT DE DÉPOT; — MANDAT D'ARRÊT.

2. — Lorsque la procédure instruite par le Juge d'instruction est achevée, elle est communiquée au Procureur de la République, qui prend telles réquisitions qu'il juge convenables. Le Juge d'instruction rend alors une *ordonnance* par laquelle, faisant ou non droit à ces réquisitions, il statue sur la suite à donner à la procédure.

3. — Si le fait ne constitue ni *crime*, ni *délit*, ni *contravention*, ou s'il n'existe pas contre l'inculpé des charges suffisantes de culpabilité, le Juge d'instruction rend une *ordonnance de non lieu*, et, si l'inculpé a été arrêté, il est mis en liberté.

— Si le fait ne constitue qu'une *contravention*, l'inculpé est renvoyé devant le Tribunal de simple police, et s'il a été arrêté, il est remis en liberté.

Si le fait constitue un *délit*, l'inculpé est renvoyé devant le Tribunal de police correctionnelle.

Si le fait constitue un *crime*, le Juge d'instruction prononce le renvoi de

l'accusé devant la *Chambre des mises en accusation*, qui renvoie à son tour ce dernier, s'il y a lieu, devant la *Cour d'assises*.

JUGEMENT. — (Cod. proc. civ. art. 116-162.)

Du latin *jus*, droit, et *dicere*, dire. — Se dit, en général, de toute décision émanée de l'Autorité judiciaire. Mais on donne spécialement la qualification de *jugement* aux décisions des Tribunaux inférieurs, tels que Justices de paix, Tribunaux de commerce, Conseils de Prud'hommes. Les décisions de la Cour de cassation et des Cours d'appel portent le nom d'*Arrêts*.

1. — Les jugements sont dits *contradictoire* lorsqu'ils sont rendus sur les défenses des deux parties; — *par défaut*, lorsque la partie assignée n'a pas constitué d'avoué, ou lorsque ce dernier ne s'est pas présenté; — *en premier ou en dernier ressort*, selon qu'ils sont ou non susceptibles d'appel devant une juridiction supérieure. — **Voy. APPEL; — OPPOSITION A JUGEMENT.**

2. — Tout jugement est *motivé*, à peine de nullité.

3. — Les recours ouverts par la loi contre les jugements se divisent en *recours ordinaires* et en *recours extraordinaires*.

Les premiers sont l'*opposition*, qui ne concerne que les jugements par défaut, et l'*appel*, dans le cas où il est recevable; — les seconds sont la *tierce-opposition*, la *requête civile* et la *cassation*. — (Voy. ces mots.)

JURANDES. — **Voy. MAITRISES ET JURANDES.**

JURÉ. — **Voy. JURY.**

JURISCONSULTE. — Se dit d'une personne versée dans la science du droit, ou faisant profession de donner ses conseils, oralement ou par écrit, sur les affaires litigieuses.

1. — Le tuteur ne peut transiger au nom du mineur qu'après y avoir été autorisé par le Conseil de famille, et de l'avis de trois jurisconsultes désignés par le Procureur de la République. (Cod. civ. art. 467.)

2. — La *requête civile* doit être appuyée de la consultation de trois avocats exerçant depuis dix ans au moins près l'un des Tribunaux du ressort de la Cour dans laquelle le jugement a été rendu. (Cod. proc. civ. art. 495.)

JURISPRUDENCE. — Ce mot sert à désigner tantôt la *science du droit* (c'est là son acception la plus générale), tantôt l'*ensemble des décisions judiciaires* sur un point de droit controversé. C'est ainsi que l'on dit : la *jurisprudence de la Cour de cassation*, la *jurisprudence du Conseil d'Etat*, etc.

— La *jurisprudence* est à la *légalité* ce que la pratique est à la théorie, car elle présente l'application des principes et des textes aux affaires humaines, ce qui est, en définitive, le but essentiel de la science du droit.

JURY. — (Cod. instr. crim. art. 312 et suiv.; loi 4 juin 1853.)

Mot anglais adopté en France pour désigner une Commission de simples citoyens appelés à l'occasion d'un fait qualifié *crime*, et chargés de décider si l'individu qui en est accusé est coupable ou non, et s'il existe en sa faveur des circonstances atténuantes.

1. — Pour être *juré*, il faut être citoyen français, avoir 30 ans accomplis, savoir lire et écrire, et n'être dans aucun des cas d'incapacité prévus par la loi.

Une *liste annuelle* de citoyens remplissant ces conditions, et dont le nombre varie de 300 à 500, suivant la population du département (il est de 2,000 à Paris), est dressée par le Préfet, et transmise au greffe de la Cour ou du Tribunal chargé de la tenue des assises.

Sur cette liste, dix jours au moins avant l'ouverture de la session, le Président des assises *tire au sort*, en audience publique, les noms de 36 jurés titulaires et de 4 jurés supplémentaires, qui forment la liste de session. Les jurés titulaires sont pris dans tout le département; les jurés supplémentaires, dans la ville même où se tiennent les assises.

2. — Les fonctions de juré sont incompatibles avec celles de — *Minis-*

tre; — *Président de l'Assemblée nationale*; — *Membre du Conseil d'Etat*; — *Sous-Secrétaire d'Etat ou Secrétaire général d'un Ministère*; — *Préfet et Sous-Préfet*; — *Conseiller de Préfecture*; — *Juge*; — *Officier du Ministère public près les Cours et tribunaux de première instance*; — *Commissaire de police*; — *Ministre d'un culte reconnu par l'Etat*; — *Militaire de l'armée de terre ou de mer en activité de service et pourvu d'emploi*; — *Fonctionnaire ou préposé du service actif des douanes, des contributions indirectes, des forêts de l'Etat, et de l'Administration des télégraphes*; — *Instituteur primaire communal*.

3. — *Ne peuvent être jurés* : les domestiques et serviteurs à gages; — ceux qui ne savent pas lire et écrire en français; — ceux qui sont placés dans un établissement public d'aliénés.

4. — *Sont dispensés des fonctions de jurés* : 1° les septuagénaires; — 2° ceux qui ont besoin pour vivre de leur travail manuel et journalier.

5. — *Sont excusés, sur leur demande* : 1° Les membres de l'Assemblée nationale pendant la durée des sessions seulement; — 2° Ceux qui ont rempli les fonctions de juré pendant l'année courante et l'année précédente.

6. — *Tout juré qui ne s'est pas rendu à son poste, sur la citation qui lui a été notifiée, est condamné par la Cour d'assises à une amende de 200 à 500 fr. pour la première fois; de 1,000 fr. pour la seconde, et de 1,500 francs pour la troisième. Cette dernière fois, il est, de plus, déclaré incapable d'exercer à l'avenir les fonctions de juré.*

Sont exceptés ceux qui justifient de l'impossibilité où ils se trouvaient de se rendre au jour indiqué. La Cour prononce sur la validité de l'excuse.

7. — *Pour chaque affaire, l'appel des jurés non excusés et non dispensés est fait avant l'ouverture de l'audience, en leur présence, et en présence de l'accusé et du Procureur général.* — *Le nom de chaque juré répondant à l'appel est déposé dans une urne.* — *L'accusé, premièrement,*

ou son Conseil, et le Procureur général ont la faculté de récuser tels jurés qu'ils jugent à propos, à mesure que leurs noms sortent de l'urne, et sans énoncer de motifs. Le jury est formé à l'instant où il est sorti de l'urne 12 noms de jurés non récusés.

Les récusations que peuvent faire l'accusé et le Procureur général s'arrêtent lorsqu'il ne reste que 12 jurés.

8. — *Lorsque le jury de jugement est formé conformément aux dispositions qui précèdent, le Président, en audience publique, adresse aux jurés, debout et découverts, le discours suivant :*

« Vous jurez et promettez, devant Dieu et devant les hommes, d'examiner avec l'attention la plus scrupuleuse les charges qui seront portées contre N...; de ne trahir ni les intérêts de l'accusé, ni ceux de la Société qui l'accuse; de ne communiquer avec personne jusqu'après votre déclaration; de n'écouter ni la haine ou la méchanceté, ni la crainte ou l'affection; de vous décider d'après les charges et les moyens de défense, suivant votre conscience et votre intime conviction, avec l'impartialité et la fermeté qui conviennent à un homme probe et libre. »

Chacun des jurés, appelé individuellement par le Président, répond en levant la main : Je le jure, à peine de nullité.

9. — *A la suite de l'interrogatoire de l'accusé, des dépositions des témoins, du réquisitoire du Ministère public et de la plaidoirie du défenseur, le Président résume l'affaire en faisant remarquer aux jurés les principales preuves pour ou contre l'accusé, et en posant les questions qu'ils auront à résoudre par oui ou par non, au scrutin secret.*

10. — *Les questions étant posées et remises aux jurés, ils se rendent dans leur chambre pour y délibérer.*

Leur chef est le premier juré désigné par le sort, ou celui qui est choisi par eux et du consentement de ce dernier.

Avant de commencer la délibération, le chef des jurés leur fait lec-

ture de l'instruction suivante qui est en outre affichée en gros caractères dans le lieu le plus apparent de leur chambre :

« La loi ne demande pas compte aux jurés des moyens par lesquels ils se sont convaincus ; elle ne leur prescrit point de règles desquelles ils doivent faire particulièrement dépendre la plénitude et la suffisance d'une preuve ; elle leur prescrit de s'interroger eux-mêmes dans le silence et le recueillement, et de chercher dans la sincérité de leur conscience quelle impression ont faite sur leur raison les preuves rapportées contre l'accusé et les moyens de sa défense. La loi ne leur dit point : Vous tiendrez pour vrai tout fait attesté par tel ou tel nombre de témoins. Elle ne leur dit pas non plus : Vous ne regarderez pas comme suffisamment établie toute preuve qui ne sera pas formée de tel procès-verbal, de telles pièces, de tant de témoins ou de tant d'indices ; elle ne leur fait que cette seule question, qui renferme toute la mesure de leurs devoirs : Avez-vous une intime conviction ? »

« Ce qu'il est bien essentiel de ne pas perdre de vue, c'est que toute la délibération du jury porte sur l'acte d'accusation ; c'est aux faits qui le constituent et qui en dépendent qu'ils doivent uniquement s'attacher ; et ils manquent à leur premier devoir lorsque, pensant aux dispositions des lois pénales, ils considèrent les suites que pourra avoir, par rapport à l'accusé, la déclaration qu'ils ont à faire. Leur mission n'a pas pour objet la poursuite ni la punition des délits ; ils ne sont appelés que pour décider si l'accusé est, ou non, coupable du crime qu'on lui impute. »

— Les jurés ne peuvent sortir de leur chambre qu'après avoir formé leur déclaration. Toute contravention donne lieu à une amende de 500 fr. au plus.

11. — La décision du jury, tant contre l'accusé que sur les circonstances atténuantes, se forme à la majorité. La déclaration du jury

constate cette majorité, sans que le nombre de voix puisse y être exprimé, à peine de nullité.

Les jurés rentrent ensuite dans l'auditoire et reprennent leur place. Le Président leur demande quel est le résultat de leur délibération. Le chef du jury se lève, et, la main placée sur son cœur, il dit : « Sur mon honneur et sur ma conscience, devant Dieu et devant les hommes, la déclaration du jury est : Oui, l'accusé etc. Non, l'accusé, etc. »

La déclaration du jury est signée par le chef et remise par lui au Président, le tout en présence des jurés. — Elle ne peut jamais être soumise à aucun recours.

12. — Dans le cas où l'accusé est reconnu coupable, et si la Cour est convaincue que les jurés, tout en observant les formes, se sont trompés au fond, elle déclare qu'il est sursis au jugement et renvoie l'affaire à la session suivante, pour y être soumise à un nouveau jury dont ne peut faire partie aucun des jurés qui ont pris part à la déclaration annulée. — Nul n'a le droit de provoquer cette mesure ; la Cour ne peut l'ordonner que d'office, immédiatement après que la déclaration du jury a été prononcée publiquement.

Après la déclaration du second jury, la Cour ne peut ordonner un nouveau renvoi, même quand cette déclaration serait conforme à la première.

JURY D'EXPROPRIATION. — Voy. EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE, II.

JUSTICE. (DÉNI DE) — Voy. DÉNI DE JUSTICE.

JUSTICE. (MAISON DE) — Voy. PRISONS.

JUSTICE DE PAIX. — (Lois 24 août 1790, 25 mai 1838, 2 mai 1855 ; Cod. proc. civ. art. 1-47 ; Cod. instr. crim. art. 137-178.)

Instituée en 1790, la Justice de paix forme le premier degré de la hiérarchie judiciaire.

— Il y a un Juge de paix dans chaque canton : ce magistrat remplit

3 sortes de fonctions : 1° des fonctions de *conciliateur* ; — 2° des fonctions *judiciaires* ; — 3° des fonctions *extra-judiciaires*.

I. — Comme *CONCILIATEUR*, il connaît des différends qui doivent être jugés par le Tribunal d'arrondissement ou de première instance. Dans le but de diminuer le nombre des procès, le législateur a voulu qu'aucune demande en Justice, sauf pour certains cas expressément exceptés (Cod. proc. civ. art. 48, 49), ne pût être formée devant les Tribunaux d'arrondissement, sans avoir été précédée d'une *citation en conciliation* devant le Juge de paix qui entend les parties et essaie de les concilier (Voy. *CONCILIATION*). — Une loi du 2 mai 1835 a étendu le principe de cette tentative de conciliation aux affaires qui sont de la compétence des Juges de paix, et la citation à comparaître ne peut être donnée sans qu'au préalable le Juge de paix n'ait appelé devant lui les parties en conciliation. Cette mesure cesse d'être obligatoire quand le défendeur est domicilié hors du canton, ou si la cause requiert célérité.

II. — Comme *JUGE*, en *matière civile*, le Juge de paix prononce sur les contestations ci-après désignées, tantôt définitivement, tantôt en premier ressort et sauf appel devant le Tribunal d'arrondissement :

Les Juges de paix connaissent de toutes actions purement personnelles ou mobilières, en *dernier ressort*, jusqu'à la valeur de 100 fr., et, à *charge d'appel*, jusqu'à la valeur de 200 fr.

— Ils prononcent, *sans appel*, jusqu'à la valeur de 100 fr., et, à *charge d'appel*, jusqu'au taux de la compétence en dernier ressort des Tribunaux de première instance (1,500 fr.) : sur les contestations entre les hôteliers, aubergistes ou logeurs, et les voyageurs ou locataires en garni, pour dépense d'hôtellerie et perte ou avarie d'effets déposés dans l'auberge ou à l'hôtel ; — Entre les voyageurs et les voituriers et bateliers, pour

retards, frais de route et perte ou avarie d'effets accompagnant les voyageurs ; — Entre les voyageurs et les carrossiers ou autres ouvriers, pour fournitures, salaires et réparations faites aux voitures de voyage.

Les Juges de paix connaissent *sans appel*, jusqu'à la valeur de 100 fr., et, à *charge d'appel*, à quelque valeur que la demande puisse s'élever : des actions en paiement de loyers ou fermages, des congés, des demandes en résiliation de baux, fondées sur le seul défaut de paiement des loyers ou fermages ; — des expulsions de lieux et des demandes en validité de *saisie-gagerie* (voy. ces mots) ; — le tout lorsque les locutions verbales ou par écrit n'excèdent pas 400 fr.

— Ils connaissent, *sans appel*, jusqu'à la valeur de 100 fr., et, à *charge d'appel*, jusqu'à 1,500 fr. : des indemnités réclamées par le locataire ou fermier pour non-joissance provenant du fait du propriétaire, lorsque le droit à une indemnité n'est pas contesté ; — des dégradations et pertes dont les locataires sont responsables (Cod. civ. art. 1732, 1735). — Toutefois, les Juges de paix ne connaissent des pertes causées par incendie ou inondation, que jusqu'à la valeur de 100 fr. en premier ressort, et à *charge d'appel*, jusqu'à 200 fr.

— Ils connaissent également, *sans appel*, jusqu'à la valeur de 100 fr., et, à *charge d'appel*, à quelque valeur que la demande s'élève : des actions pour dommages faits aux champs, fruits et récoltes, soit par l'homme, soit par les animaux, et de celles relatives à l'élagage des arbres ou haies, et au curage, soit des fossés, soit des canaux servant à l'irrigation des propriétés ou au mouvement des usines, lorsque les droits de propriété ou de servitude ne sont pas contestés ; — des réparations locatives des maisons ou fermes, mises par la loi à la charge du locataire ; — des contestations relatives aux engagements respectifs des gens de travail au jour, au mois et à l'année, et de ceux

qui les emploient; des maîtres et des domestiques ou gens de service à gages; des maîtres et de leurs ouvriers et apprentis, sans néanmoins qu'il soit dérogé aux lois et règlements concernant la juridiction des Prud'hommes (voy. CONSEIL DE PRUD'HOMMES); — des actions civiles pour diffamation verbale et pour injures publiques ou non publiques, verbales ou par écrit, autrement que par la voie de la presse; des mêmes actions pour rixes ou voies de fait; — le tout lorsque les parties ne se sont pas pourvues par la voie criminelle.

— Les Juges de Paix connaissent, en outre, à charge d'appel : des entreprises commises, dans l'année, sur les cours d'eau servant à l'irrigation des propriétés et au mouvement des usines et moulins; — des dénunciations de nouvel œuvre, plaintes, actions en réintégration et autres actions possessoires (voy. ces mots) fondées sur des faits commis également dans l'année; — des actions en bornage, et de celles relatives à la distance prescrite pour les plantations d'arbres ou de haies, lorsque la propriété n'est pas contestée; — des actions relatives aux constructions et travaux énoncés dans l'article 674 du Code civil (*creusement de puits, fosse d'aisance, construction de cheminée, etc.*), lorsque la propriété ou la mitoyenneté du mur ne sont pas contestées; — des demandes en pension alimentaire n'excédant pas 150 fr. par an, et formées en vertu des articles 205, 206 et 207 du Code civil. — Voy. MARIAGE, V.

— Quant au délai pour appeler des jugements rendus, en matière civile, par les Juges de paix statuant en premier ressort, voy. APPEL, I.

— Le Juge de paix compétent pour connaître d'une contestation est, en matière purement personnelle ou mobilière, celui du domicile du défendeur ou de la résidence de ce dernier, s'il n'a pas de domicile. (Voy. DOMICILE.) — S'il y avait plusieurs

défendeurs, le demandeur pourrait assigner, à son choix, devant le Juge de paix du domicile de l'un d'eux.

L'assignation doit être donnée devant le juge de la situation de l'objet litigieux, lorsqu'il s'agit : d'actions pour dommages aux champs, fruits et récoltes; — de déplacements de bornes, d'usurpations de terres, arbres, haies, fossés et de toutes autres actions possessoires; — de réparations locatives; — d'indemnités prétendues par le fermier ou locataire pour non-jouissance, lorsque le droit n'est pas contesté; — d'indemnités réclamées par le propriétaire pour dégradations du fait du preneur.

— Comme juge de simple police, le Juge de paix prononce sur les infractions à la loi qualifiées de *contraventions*, et punies d'une peine qui ne peut excéder 15 fr. d'amende et 5 jours de prison. (Voy. TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE.) Lorsque le jugement prononce une amende supérieure à 5 francs ou la prison, il est susceptible d'appel, dans les dix jours de la signification, devant le Tribunal de police correctionnelle. — Voy. APPEL, I, 2.

III. — Les fonctions EXTRA-JUDICIAIRES des Juges de paix sont nombreuses. Elles consistent notamment : à convoquer et à présider les *Conseils de famille* pour tout ce qui concerne les mineurs et les interdits; — à faire l'apposition et la levée des *scellés* après décès ou en cas de faillite; — à dresser les actes d'*adoption*, de *tutelle officieuse* et d'*émancipation*; — à assister, sur la réquisition du Procureur de la République, à l'inventaire du mobilier et des titres de l'absent; — à faire procéder, en cas de *saisie*, à l'ouverture des portes si elle est refusée; — à présider l'assemblée électorale des ouvriers pour la nomination des membres des *Conseils de prud'hommes*, etc., etc.

— Les Juges de paix sont *Officiers de police* auxiliaires du Procureur de la République pour la recherche et la constatation des crimes et délits. — Voy. POLICE JUDICIAIRE.

K

KILOGRAMME. — Mesure de pesanteur, représentant le poids, dans le vide, d'un litre d'eau distillée à la température de quatre degrés centigrades. Le kilogramme vaut 1,000 grammes, ou 100 décigrammes, ou 10 hectogrammes. — Voy. POIDS ET MESURES.

KILOLITRE. — Mesure de capacité pour les liquides et les matières sè-

ches, équivalant à 1,000 litres, ou 100 décalitres, ou 10 hectolitres, soit un mètre cube ou stère. — Voy. POIDS ET MESURES.

KILOMÈTRE. — Mesure de longueur, équivalant à 1,000 mètres, ou 100 décamètres, ou 10 hectomètres. Quatre kilomètres font ce qu'on appelle communément une lieue. — Voy. POIDS ET MESURES.

L

LABOUR — LABOUREUR. — 1. — Les fruits produits par la chose n'appartiennent au propriétaire qu'à la charge de rembourser les frais des labours faits par des tiers. (Cod. civ. art. 548.) — Ces frais sont privilégiés sur le prix de la récolte. (Cod. civ. art. 2102.)

2. — Les laboureurs sont dispensés de l'obligation du bon ou approuvé, portant en toutes lettres la somme ou la quantité de la chose qu'ils s'engagent, par acte sous seing privé non écrit en entier de leur main, à payer ou à livrer. (Cod. civ. art. 1326.) — Voy. ACTE SOUS SEING PRIVÉ, 3.

LAC. — Réservoir naturel alimenté par des sources, des cours d'eau, ou par l'eau provenant de la pluie et de la fonte des neiges.

1. — Les grands lacs servant à la navigation font partie du domaine public et sont soumis aux règles de police relatives aux cours d'eau navigables. — Voy. EAUX, sect. I, III, 1.

2. — L'alluvion n'a pas lieu à l'égard des lacs et étangs, dont le propriétaire conserve toujours le terrain que l'eau couvre quand elle est à la hauteur de la décharge de l'étang, encore que le volume de l'eau vienne à diminuer. — Réciproquement le propriétaire de l'étang n'acquiert aucun

droit sur les terres riveraines que son eau vient à couvrir dans des crues extraordinaires. » — (Cod. civ. art. 558.) — Voy. ALLUVION.

LAIS ET RELAIS. — (Cod. civ. art. 556, 557.) — Il y a deux sortes d'alluvion : les lais et les relais.

Le lais est l'accroissement insensible que reçoit une rive par l'accumulation des terres que l'eau courante y dépose successivement. — Le relais est la portion du lit que l'eau laisse à sec en se retirant de l'une des rives pour se porter sur l'autre.

— Les lais ou relais appartiennent au propriétaire de la rive où ils se sont formés, à la charge seulement de laisser le marche-pied ou le chemin de halage (voy. ces mots), conformément aux règlements, s'il s'agit d'un cours d'eau navigable ou flottable. — Les lais et relais qui se forment sur le rivage de la mer appartiennent, par droit d'accession, à l'Etat. Le Gouvernement peut les concéder aux conditions qu'il juge convenables. (Loi 16 septembre 1807, art. 41.)

LAMANAGE. — Droit payé aux pilotes qui ont porté secours au navire et lui ont facilité l'entrée ou la sortie des havres ou rivières.

Les lamanages ne sont point con-

siderés comme *avaries*, mais comme de simples frais à la charge du navire. (Cod. com. art. 406.) — Voy. AVARIE.

LAMANEUR. — On appelle pilotes *lamaneurs* des marins préposés par le Gouvernement pour porter secours aux bâtiments de mer qui se trouvent dans des parages dangereux, et pour leur faciliter l'entrée ou la sortie des ports, havres et rivières.

Cette utile institution a été créée par un décret du 12 décembre 1806. — Voy. LAMANAGE.

LANDES. — Voy. TERRES VAINES ET VAGUES.

LANGUES. (JEUNES DE) — Voy. JEUNES DE LANGUES.

LAPINS. — 1. — Les lapins des garennes sont rangés dans la classe des biens *immeubles par destination*, comme étant accessoires de la garenne. (Cod. civ. art. 524.) Il en est différemment des lapins de *clapiers*. — Voy. BIENS.

2. — Les lapins qui *passent dans une autre garenne* appartiennent au propriétaire de cette garenne, pourvu qu'ils n'y aient point été attirés par fraude et artifice. (Cod. civ. art. 564.)

3. — Les lapins sont considérés comme des *animaux nuisibles* qu'en tout temps les propriétaires, possesseurs ou fermiers, peuvent détruire sur leurs terres, aux conditions fixées par arrêté préfectoral. (Loi 5 mai 1844, art. 9.)

4. — Comme tous les autres gibiers, les lapins sont, par leur nature, des *animaux sauvages* qui n'appartiennent à personne; ils ne deviennent propriété particulière que lorsqu'ils sont enfermés ou tout au moins établis dans un lieu spécialement destiné à les conserver ou à les multiplier. Hors ces circonstances, la chasse de ces animaux ne peut constituer ni un vol, ni une tentative de vol, mais seulement un délit de chasse, si elle a eu lieu sur le terrain d'autrui, sans le consentement du propriétaire de ce terrain. (Arr. Cour Cass. 13 août 1840.)

5. — Il a été également jugé que les lapins de garenne, appartenant

au propriétaire de la garenne, le rendent *responsable* des dommages qu'ils causent aux terres voisines; et que les lapins qui se sont multipliés sur un terrain ouvert, sans que le propriétaire de ce terrain ait rien fait pour les y attirer, bien qu'ils soient des animaux sauvages n'appartenant à personne, rendent également ce propriétaire responsable du préjudice qu'ils causent aux champs voisins, s'il a négligé de les détruire ou refusé de laisser opérer cette destruction par les riverains. (Arr. Cour Cass. 13 janvier 1829.)

LARCIN. — Se dit du vol exécuté furtivement et par ruse. — Voy. FIDOUTERIE.

LÉGALISATION. — Attestation de la vérité d'une signature apposée à un acte. Elle est nécessaire, en général, toutes les fois que l'acte doit servir en dehors du ressort de l'officier public ou de la Commune du simple particulier qui l'a signé.

1. — Les *Juges de paix* qui ne siègent pas au chef-lieu du ressort d'un Tribunal de première instance sont autorisés à légaliser, concurremment avec le Président du tribunal, les signatures des *notaires* qui résident dans leur canton et celle des *officiers de l'état civil* des Communes qui en dépendent, soit en totalité, soit en partie. — Il est alloué au greffier une rétribution de vingt-cinq centimes par chaque légalisation; néanmoins cette rétribution n'est pas exigée si l'acte est dispensé du timbre. (Loi 2 mai 1861.)

2. — Les actes d'administration, d'ordre ou d'intérêt public délivrés par les *Commissaires de police*, les membres des *Bureaux de bienfaisance*, les *Médecins*, les *Chirurgiens*, etc., sont légalisés par le Maire.

3. — Les actes administratifs des *Sous-Préfets* et des *Maires* sont légalisés par le Préfet; ceux des *agents inférieurs* de l'Administration, par le Préfet ou les Sous-Préfets.

4. — Les actes des agents de l'Administration des *Finances* sont légalisés, suivant leur nature, par les

Trésoriers-Payeurs généraux ou les autres supérieurs hiérarchiques des signataires.

5. — Pour les actes destinés à l'étranger, la signature du fonctionnaire qui avait qualité pour légaliser doit être légalisée par le Ministre du département duquel il relève; la signature de ce dernier est légalisée à son tour par le Ministre des affaires étrangères dont la signature est elle-même légalisée par l'Ambassadeur ou autre agent diplomatique du pays de destination. (Ord. roy. 25 octobre 1833.)

LÉGION D'HONNEUR. — Voy. ORDRE NATIONAL DE LA LÉGION D'HONNEUR.

LÉGISLATIF. (POUVOIR) — Voy. POUVOIR LÉGISLATIF.

LÉGISLATION. — Ce mot, dans son acception la plus large, s'emploie pour désigner le corps entier des lois qui régissent un pays.

Dans un sens restreint, il signifie l'ensemble des lois relatives à une matière spéciale. Ainsi l'on dit : *législation de la presse, des douanes, des mines, de la chasse, etc.*; *législation commerciale, criminelle, etc.*

LÉGITIMATION. — (Cod. civ. art. 331-333.)

C'est un bienfait de la loi dont l'effet est de faire considérer comme étant né depuis le mariage de ses père et mère l'enfant né d'un concubinage antérieur, et par suite de lui donner les mêmes droits que ceux dont jouit l'enfant légitime.

1. — La légitimation des enfants s'opère par le mariage subséquent de leurs père et mère, lorsque ceux-ci les ont légalement reconnus avant leur mariage (voy. RECONNAISSANCE D'ENFANT NATUREL), ou qu'ils les reconnaissent dans l'acte même de célébration.

Elle n'est permise qu'à l'égard des enfants naturels simples, c'est-à-dire des enfants dont les père et mère auraient pu se marier ensemble, à l'époque de la conception desdits enfants. Elle est interdite à l'égard des

enfants issus d'un commerce adultérin ou incestueux.

2. — La légitimation peut avoir lieu, même en faveur des enfants déçédés, qui ont laissé des descendants: elle profite alors à ces derniers.

3. — Une loi du 18 décembre 1850, rendue dans le but de faciliter le mariage des indigents et la légitimation de leurs enfants, a chargé les Maires et les Procureurs de la République du soin de réunir toutes les pièces nécessaires. — Voy. INDIGENTS, 2.

4. — Dès 1826, une société s'est fondée à Paris, sous le titre de : *Société charitable de Saint-François Régis*, pour faciliter le mariage civil et religieux des pauvres du département de la Seine, et la légitimation de leurs enfants. Cette œuvre excellente qui, de 1826 au 1^{er} janvier 1869, a réussi à faire célébrer 45,500 mariages, et à procurer le bienfait de la légitimation à 28,645 enfants, répondait si bien à une nécessité sociale qu'un grand nombre de villes se sont empressées de l'adopter.

LÉGITIME DÉFENSE. — (Cod. pén. art. 328, 329.)

Usage légitime de la force pour repousser une injuste agression.

1. — Il n'y a ni crime ni délit lorsque l'homicide, les blessures et les coups étaient commandés par la nécessité actuelle de la légitime défense de soi-même ou d'autrui.

2. — Sont compris dans les cas de nécessité actuelle de défense les deux cas suivants : 1^o Si l'homicide a été commis, si les blessures ont été faites, ou si les coups ont été portés en repoussant pendant la nuit l'escalade ou l'effraction des clôtures, murs ou entrée d'une maison ou d'un appartement habité ou de leurs dépendances; — 2^o Si le fait a eu lieu contre les auteurs de vols ou de pillages exécutés avec violence.

LEGS. — LÉGATAIRE. — (Cod. civ. art. 1002 et suiv.)

Du latin *lex*, loi, parce que la volonté du défunt exprimée dans son testament devient une loi.

Le mot *legs* signifie toute espèce

de donation faite par testament. La personne qui est appelée à en profiter se nomme *légataire*. — Voy. TESTAMENT.

LÉSION. — Du latin *lædere*, nuire. — Préjudice éprouvé par une partie contractante, sans qu'elle ait été victime de dol ou de violence.

1. — *En principe*, la lésion, si énorme qu'elle soit, n'est pas une cause de rescision des contrats. Celui qui l'a soufferte est réputé n'avoir pas suffisamment réfléchi avant de s'engager, et son imprudence retombe sur lui. — *Par exception*, elle est considérée comme un vice du consentement, et, par suite, comme une cause de rescision dans certains contrats : — le *partage d'une succession*, lorsqu'elle est de *plus du quart*, parce que l'égalité est de l'essence des partages (Cod. civ. art. 887); — la *vente d'immeubles*, en faveur du vendeur seulement, lorsqu'elle est de *plus des sept douzièmes*, parce qu'on suppose que le besoin d'argent a pu lui faire vendre sa chose à vil prix (Cod. civ. art. 1674 et suiv.).

2. — La lésion donne également lieu à rescision en faveur du *mineur non émancipé*, contre toutes sortes de conventions, et, en faveur du *mineur émancipé*, contre celles qui excèdent les bornes de sa capacité (Cod. civ. art. 1305 et suiv.).

3. — L'action en rescision pour cause de lésion dure au profit des mineurs pendant 10 ans à partir de leur majorité. — Celle accordée au *vendeur d'immeubles*, en cas de lésion de plus des sept douzièmes, n'est plus recevable après l'expiration de 2 années à partir de la vente. — Dans tous les cas où cette action n'est pas limitée à un moindre temps par une disposition particulière, elle dure 10 ans (Cod. civ. art. 1304).

LÉTHARGIE. — De deux mots grecs : *lethê*, oubli, et *argos*, lent, paresseux. — État d'assoupissement qui ressemble à la mort.

1. — Afin de prévenir le danger

des inhumations précipitées, la loi exige qu'*aucun enterrement* n'ait lieu que 24 heures après le décès, si ce n'est dans les cas prévus par les règlements de police, c'est-à-dire pour cause de *salubrité* (Cod. civ. art. 77).

2. — L'*infraction* à cette prescription est punie d'un *emprisonnement* de 6 jours à 2 mois et d'une *amende* de 16 à 50 francs (Cod. pén. art. 358).

LETTRE DE CHANGE. — (Cod. com. art. 110-186.)

On donne ce nom à l'acte par lequel une personne s'oblige à faire payer à une autre personne, ou à celle qui exercera ses droits, dans un lieu déterminé, une somme dont elle a reçu la valeur. — Voy. EFFETS DE COMMERCE, sect. I.

LETTRE DE VOITURE. — (Cod. com. art. 101, 102).

C'est l'écrit qui constate une opération de transport de marchandises par terre.

— Aux termes de l'article 102 du Code de commerce, la lettre de voiture doit contenir les énonciations suivantes : 1^o la *date*, afin que le destinataire, par la comparaison de la date de l'arrivée avec celle de la lettre même et avec le délai fixé pour le transport, puisse voir s'il y a ou non retard, par conséquent, lieu ou non à indemnité; — 2^o la *nature et le poids ou la contenance des objets à transporter*, avec les *numéros et marques* desdits objets, pour que le destinataire ait le moyen de vérifier si les marchandises sont bien celles qui lui ont été envoyées, et s'il n'y a pas perte ou avarie; — 3^o le *nom et le domicile du commissionnaire* (s'il y en a un) et du *voiturier*, afin que le destinataire puisse exercer son recours contre eux et obtenir les renseignements dont il aurait besoin; — 4^o le *nom et le domicile du destinataire*, pour que le voiturier sache à qui remettre les marchandises et de qui réclamer le prix du transport; — 5^o le *prix de la voiture* (du transport), pour que le voiturier ne demande pas plus que le prix convenu :

— 6° le montant de l'indemnité due en cas de retard. A défaut de stipulation, l'indemnité est réglée par la Justice.

La lettre de voiture doit enfin être signée par l'expéditeur ou le com-

missionnaire, et, de plus, être transcrite par ce dernier sur un registre coté et paraphé.

— Voici une formule de lettre de voiture :

Voiture.
Remboursement. . .

Total.

Paris, le. 187.

A. C. E.

Nos 1, 2, 3.

M.

A la conduite de X., voiturier à., vous recevrez 3 colis (*désigner la nature de la marchandise*), marqués comme en marge, du poids de., lesquels devront vous être rendus le., à peine de perte par ledit voiturier du tiers du prix du transport. Vous lui payerez la somme de., et lui rembourserez., suivant le détail ci-contre.

(Signature de l'expéditeur ou du commissionnaire.)

A. M. N., à.,

LETTRÉ D'OBÉDIENCE. — Ordre donné à une religieuse, par sa supérieure, de se rendre dans une Commune pour y prendre la direction de l'école. — La lettre d'obédience tient lieu de brevet de capacité aux institutrices appartenant à des congrégations religieuses vouées à l'enseignement et reconnues par l'Etat (Loi 15 mars 1850, art. 49; déc. 21 mars 1853, art. 20).

Il est très-désirable que cette disposition disparaisse au plus tôt, car elle constitue au profit des institutrices congréganistes un privilège que rien ne justifie aujourd'hui. Toutes les institutrices doivent être soumises au même régime d'égalité devant le brevet de capacité.

LIBERTÉ COMMERCIALE. — Voy. LIBRE-ÉCHANGE.

LIBERTÉ DE CONSCIENCE. — C'est le droit qu'a tout homme de choisir et de préférer les croyances

religieuses qui lui paraissent les plus conformes à la vérité, sans pouvoir être inquiété à ce sujet. Trop longtemps méconnue, cette liberté est l'une des plus précieuses conquêtes de la Révolution. Elle a été proclamée en ces termes par l'Assemblée nationale dans sa célèbre déclaration des droits de l'homme et du citoyen, qui forme le préambule de la Constitution du 3 septembre 1791 : « Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi. »

— La conscience est un asile impénétrable. « Les Sociétés humaines, » a dit Royer Collard, dans un magnifique langage, « naissent, vivent et meurent sur la terre. Là s'accomplissent leurs destinées; là se termine leur justice imparfaite et fautive, qui n'est fondée que sur le besoin et le droit qu'elles ont de se conserver. Mais elles ne contiennent

pas l'homme tout entier. Après qu'il s'est engagé à la Société, il lui reste la plus noble partie de lui-même, ces hautes facultés par lesquelles il s'élève à Dieu, à une vie future, à des biens inconnus dans un monde invisible. Ce sont les croyances religieuses, grandeurs de l'homme, charme de la faiblesse et du malheur, recours inviolable contre les tyrannies d'ici-bas. Reléguée à jamais aux choses de la terre, la loi humaine ne participe point aux croyances religieuses : dans la capacité temporelle elle ne les connaît ni ne les comprend ; au delà des intérêts de cette vie elle est frappée d'ignorance, d'impuissance. Comme la religion n'est pas de ce monde, la loi humaine n'est pas du monde invisible. Ces deux mondes qui se touchent ne sauraient jamais se confondre. Le tombeau est leur limite.» (*Chambre des Députés, séance 12 avril 1825.*)

LIBERTÉ DU TRAVAIL ET DE L'INDUSTRIE. — 1. — Le travail et l'industrie étaient, avant la Révolution, soumis au régime du privilège comme tous les éléments de la Société.

« Il n'y a qu'à lire l'histoire pour être édifié sur les inconvénients de l'ancienne organisation de l'industrie en *Corporations, Jurandes et Maîtrises*, et sur les règlements de fabrique. Ces règlements, qu'ils provinssent de l'Autorité ou des Corporations, étaient devenus ridicules, odieux et tyranniques.

« Défense était faite, à Paris, aux menuisiers de prendre des bois gercés ou ayant aubier ; avec ordre de faire les goujons en fer et les jointures avec la colle. — Le peaussier devait s'enquérir de l'état sanitaire de la bête vivante. — Il n'était pas permis au chandelier de mêler la cire neuve avec la cire vieille, le suif de mouton avec la graisse de vache. Pour les mèches, la quantité de fils était déterminée. — Il y avait une confusion inextricable entre les attributions des poulailleurs, des oyers

et des rôtisseurs : défense était faite aux oyers de réchauffer la viande. Mais au commencement du *xvi^e* siècle, les rôtisseurs s'émancipèrent au point de mettre à la broche la volaille et le gibier. De là un procès entre les deux corporations, qui dura jusqu'au *xvii^e* siècle... Lutte analogue entre les libraires et les bouquinistes, entre les selliers et les charrons, les taillandiers et les maréchaux-ferrants, les cloutiers et les serruriers, qui ne pouvaient fabriquer les clous dont ils avaient besoin ; guerre des cordonniers contre les savetiers, pour ôter à ceux-ci même le droit de faire les souliers de leurs femmes et de leurs enfants ; guerre des fripiers contre les tailleurs ; ceux-ci ne pouvant doubler qu'avec du neuf, à l'exception toutefois des habits de bourgeois qui pouvaient être doublés avec de vieux habits de gentilshommes, « s'ils ne sont, disait le règlement, ni trop usés ni trop râpés. » Les procès intentés aux fripiers par les tailleurs de Paris pour établir la ligne de démarcation entre un habit neuf et un habit vieux duraient depuis 1530, et n'étaient pas terminés en 1776.

« ... Ces querelles devenaient souvent des querelles de coutumes et d'insignes extérieurs. — Le tailleur ne pouvait avoir qu'une boucle à sa perruque ; l'orfèvre et le perruquier pouvaient s'en permettre deux ; l'apothicaire avait le droit d'en porter jusqu'à trois !

« ... Dans une brochure publiée, en 1821, sur les corps de marchands et communautés d'arts et métiers, M. Costaz évaluait à 800,000 fr. la somme que les communautés de Paris dépensaient annuellement en frais de procès.

« Au sein des Corporations, ce n'était que restrictions et prohibitions. — Chaque maître ne pouvait avoir qu'un compagnon. — Pour être compagnon, il fallait avoir été plusieurs années, 7 ans en moyenne, apprenti ; — pour passer de la qualité d'aspirant à celle d'apprenti, de celle d'apprenti à celle de compagnon, de

compagnon à celle de maître, il fallait subir des examens, obtenir des brevets. Encore le brevet obtenu dans une ville, n'était-il pas valable dans l'autre. Mais si ces brevets ou diplômes ne s'obtenaient pas sans peine, ils ne s'obtenaient pas non plus sans argent. Recevait-on la lettre de maîtrise, il fallait payer l'enregistrement du titre, et le droit royal, et le droit de police, et le droit d'ouverture de boutique, et les honoraires de doyen, et ceux des maîtres ouvriers, et ceux des maîtres modernes, et ceux de l'huissier, et ceux du clerc, etc. Puis venaient à l'église les frais du *Te Deum*, dont je passe le détail. Roland de la Platière porte les frais d'obtention de maîtrise à 2,000 fr. Il en coûtait 200 fr. pour passer maître bouquetière ! »

— Il faut savoir de plus jusqu'où pouvait aller la police des manufactures. « Descentes de justice, confiscations, amendes, combustion de tissus en place publique, nom de fabricant exposé au carcan, emprisonnements, violences de la maréchaussée, des gens de loi, etc., et finalement honte, frais et discrédit; le tout pour une matière inégale, un tissage irrégulier, un nombre de fils ou une teinte contraire à la lettre des règlements ou à l'interprétation des agents administratifs et des inspecteurs des manufactures.

« Ce système était un obstacle à tout progrès; les idées nouvelles étaient obligées de se cacher et de fuir à l'étranger: c'est ce qui arriva notamment pour l'invention de la toile vernie, trouvée en 1761, et qui ne revint en France qu'en 1703. » (Jos. Garnier, *Éléments de finances*, etc. p. 364 et suiv.)

2. — Pour faire ressortir encore davantage le côté si tristement comique de l'ancienne organisation de l'industrie, nous extrayons ces deux épisodes de l'intéressante *Histoire des classes ouvrières en France*, de M. E. Levasseur (tome II, p. 82-88):

« Les oyers-rôtisseurs n'avaient vendu dans le principe que des oies rôties. Peu à peu, ils étendirent leur

commerce et, au commencement du XVIII^e siècle, ils étalaient dans leurs boutiques toute espèce de volaille et de gibier. Ils firent renouveler leurs statuts en 1509, sous le règne de Louis XII, et eurent soin de faire consacrer dans un article nouveau leur droit de faire cuire et de vendre toute viande en poil et en plume.

« Mais il existait à Paris une corporation qui avait le privilège de faire commerce de volaille: celle des poulaillers. Elle réclama contre cette usurpation, demandant que ses rivaux se bornassent à tenir les grosses viandes et les oies. Le Prévôt fut saisi de l'affaire, et donna raison aux poulaillers. Les rôtisseurs interjetèrent appel au Parlement.

« La question était difficile. Si les oyers avaient usuré d'une part, l'usurpation avait été légitimée par une autorisation légitime, et, d'ailleurs, les poulaillers n'étaient pas eux-mêmes sans reproches; ils vendaient de la volaille cuite, et leurs statuts ne parlaient que de volaille crue. Le procès fut long.

« Sur ces entrefaites, en mars 1526, les rôtisseurs, qui étaient alors à peu près ce que sont aujourd'hui chez nous les restaurants, et qui jouissaient d'une grande vogue, eurent assez de crédit pour obtenir des lettres patentes, défendant à quiconque n'était pas maître oyer-rôtisseur d'exposer en vente viande qui ait odeur de feu. C'était enlever aux poulaillers le plus clair de leurs profits.

« C'en fut le réclamer énergiquement. Il y eut, de part et d'autre, saisies, poursuites nouvelles, entraves de toute espèce à l'exercice de la profession. Le gibier renchérit, et ce fut le public qui souffrit de la querelle. En 1541, le Prévôt s'interposa encore, et rendit une seconde ordonnance en faveur des poulaillers. Les rôtisseurs refusèrent de s'y soumettre au nom de leurs privilèges, et la lutte se prolongea ainsi jusqu'en 1546, sans qu'il fût possible, au milieu d'usages et de statuts contradictoires, de déterminer exactement quel était le droit de chacun.

« A la fin, le Roi prit une grande mesure : ne pouvant accorder entre eux les privilèges, il les supprima tous et déclara le métier libre. « Nous voulons, dit-il, que lesdits rôtisseurs et poulaillers et autres puissent et leur loise acheter, vendre et distribuer toutes sortes de volailles et gibier, tout ainsy qu'ils faisaient et pouvaient faire avant lesdites défenses... »

« Cette ordonnance, rendue sur la requête des rôtisseurs, était toute à leur avantage, parce que leurs boutiques étaient bien mieux achalandées que celles de leurs rivaux, mais ils n'étaient pas encore triomphants. Les poulaillers leur intentèrent un nouveau procès dès 1564. Le Parlement décida d'abord, par provision, que, pendant toute la durée de l'enquête, les poulaillers ne vendraient que du gibier cru et que les rôtisseurs ne vendraient pas de gibier cuit. Enfin, en 1578, il rendit un arrêt définitif : les rôtisseurs purent préparer et exposer librement en vente toutes sortes de gibier et de volailles; les poulaillers durent se borner au seul gibier cru. Ce fut pour eux un arrêt de mort : leur métier, ainsi amoindri, tomba peu à peu et disparut presque entièrement.

« Les rôtisseurs, victorieux, devinrent de véritables traiteurs ; mais, en s'étendant, ils se heurtèrent contre une autre corporation aussi puissante que la leur. Les cuisiniers avaient déjà, en 1579, obtenu une sentence contre les vinaigriers-moutardiers, qui leur faisaient concurrence en préparant des sauces. Ils attaquèrent les rôtisseurs, ennemis bien plus dangereux, qui menaçaient d'envahir tout leur territoire. La lutte, après de longues enquêtes et surenquêtes, ne fut terminée qu'en juillet 1628 par une bizarre sentence qui, cette fois, donna tort aux rôtisseurs : il ne leur fut plus permis de vendre que trois plats de viande et trois plats de fricassée, sans pouvoir, dans aucun cas, porter en ville.

« — Les merciers, tenant une foule d'articles divers, se trouvaient

en contact avec beaucoup de corps de métiers ; de là des procès sans nombre. Ils avaient droit de vendre des gants en détail, mais non d'en fabriquer ; le monopole de la fabrication et de la vente en gros appartenait à la corporation des gantiers.

« En vain le Parlement avait essayé de trancher la difficulté. Défense avait été faite, en 1573, aux merciers, « de coudre gants, faire ne toucher à la couture d'iceux, fors en ce qui concerne et sera nécessaire pour enjoliver et enrichir lesdits gants. » Cinq ans plus tard, en 1578, une sentence avait été rendue, ordonnant « que chacun mercier ne pourrait avoir en son ouvroir et boutique plus de quatre paires de gants pendus et accouplez en étalage, et trois piles sur l'ouvroir avec mercerie meslée, lesquelles piles ne pourront estre que d'une douzaine de paires de gants... » Le débat entre les deux confréries avait été porté pour la première fois devant les tribunaux en 1565, et dans l'espace d'un siècle, il donna naissance à seize jugements en forme, rendus par le Parlement, sans parler d'un nombre incalculable de saisies, de requêtes, d'exploits et de frais de tout genre. En 1666, il n'était pas terminé, et le Parlement rendait encore un arrêt confirmatif de celui de 1578.

« Les merciers eurent des querelles du même genre avec les bonnetiers chapeliers. Dès 1467, ils voulurent mettre eux-mêmes des houppes de soie aux bonnets qu'ils exposaient en vente ; les bonnetiers s'y opposèrent. En 1553, ils voulurent faire venir des chapeaux de l'étranger, sans les soumettre à la visite ; les jurés-chapeliers obtinrent un arrêt qui les autorisait à visiter toutes les balles de chapeaux expédiées aux merciers et à saisir toutes les marchandises défectueuses. En 1557, les jurés-chapeliers firent saisir chez un mercier, parce qu'il vendait des chapeaux, et prétendirent qu'il ne devait, en aucune façon, se mêler de ce genre de commerce ; c'é-

taient outrepasser leurs droits. Pourtant, le Prévôt leur donna raison; mais tout le corps des merciers en appela devant le Parlement, qui les autorisa à vendre des chapeaux aussi bien que les chapeliers. La même année, les bonnetiers attaquèrent les merciers, et les obligèrent à ne plus vendre de bonnets qu'en gros.

« Les merciers, forts de l'arrêt de 1557, piquèrent eux-mêmes leurs chapeaux et en mirent en étalage dans leur boutique. Autre procès; défense leur fut faite, en 1558, de piquer et d'avoir des barres pour étaler à la manière des chapeliers. Ce règlement, comme tous les règlements de ce genre, fut mal observé, et, dès 1568, de nouvelles saisies étaient faites, de nouveaux arrêts rendus. Le Prévôt décida, pour terminer le différend, que les merciers ne pourraient pas, à l'avenir, mettre en montre plus de six chapeaux de feutre, un chapeau de velours, un de satin et un de taffetas, et que ces chapeaux seraient empilés et non pas étalés.

« Les merciers, condamnés, s'adressèrent au Parlement. Ils représentèrent qu'ils étaient d'utiles citoyens qui enrichissaient le royaume en faisant venir beaucoup de chapeaux de l'étranger, et que c'était leur interdire ce commerce que de les obliger à empiler, et par conséquent à gâter des chapeaux ornés de fleurs et de rubans... Le Parlement confirma la sentence du Prévôt, en y ajoutant le droit d'avoir de plus à l'étalage six chapeaux étrangers, etc. »

3. — C'est à Turgot que revient l'honneur d'avoir proclamé le premier le droit de travailler, la liberté du travail et de l'industrie. Ce courageux ministre de Louis XVI réussit, en effet, à faire rendre, en février 1776, un édit portant suppression des communautés de marchands et artisans, ainsi que des maîtrises et jurandes.

Ce mémorable édit, qui devait malheureusement être rapporté quelques mois après (août 1776), était pré-

cédé d'un préambule dans lequel Louis XVI, ou plutôt Turgot, après avoir esquissé l'histoire des corporations et montré leurs inconvénients, posait, en ce magnifique langage, au nom du droit naturel et de la justice, le principe de la liberté du travail :

« Nous devons à tous nos sujets de leur assurer la jouissance pleine et entière de leurs droits; nous devons surtout cette protection à cette classe d'hommes qui, n'ayant de propriété que leur travail et leur industrie, ont d'autant plus le besoin et le droit d'employer dans toute leur étendue les seules ressources qu'ils aient pour subsister.

« Nous avons vu avec peine les atteintes multipliées qu'ont données à ce droit naturel et commun des institutions, anciennes à la vérité, mais que ni le temps, ni l'opinion, ni les actes même émanés de l'Autorité qui semble les avoir consacrés, n'ont pu légitimer.

« Dans presque toutes les villes de notre royaume, l'exercice des différents arts et métiers est concentré dans les mains d'un petit nombre de maîtres réunis en communauté, qui peuvent seuls, à l'exclusion de tous les autres citoyens, fabriquer ou vendre les objets de commerce particulier dont ils ont le privilège exclusif; en sorte que ceux de nos sujets qui, par goût ou par nécessité, se destinent à l'exercice des arts et métiers, ne peuvent y parvenir qu'en acquérant la maîtrise à laquelle ils ne sont reçus qu'après des épreuves aussi longues et aussi nuisibles que superflues, et après avoir satisfait à des droits ou à des exactions multipliés, par lesquels une partie des fonds dont ils auraient eu besoin pour monter leur commerce ou leur atelier, ou même pour subsister, se trouve consommée en pure perte.

« Ceux dont la fortune ne peut suffire à ces pertes sont réduits à n'avoir qu'une subsistance précaire sous l'empire des maîtres, à languir dans l'indigence ou à porter hors de leur

patrie une industrie qu'ils auraient pu rendre utile à l'Etat.

« Toutes les classes de citoyens sont privées du droit de choisir les ouvriers qu'ils voudraient employer et des avantages que leur donnerait la concurrence par le bas prix et la perfection du travail. On ne peut souvent exécuter l'ouvrage le plus simple sans recourir à plusieurs ouvriers de communautés différentes, sans essuyer les lenteurs, les infidélités, les exactions que nécessitent ou favorisent les prétentions de ces différentes communautés et les caprices de leur régime arbitraire et intéressé.

« Ainsi les effets de ces établissements sont, à l'égard de l'Etat, une diminution inappréciable de commerce et de travaux industriels; à l'égard d'une nombreuse partie de nos sujets, une perte de salaires et de moyens de subsistance; à l'égard des habitants des villes en général, l'asservissement à des privilèges exclusifs dont l'effet est absolument analogue à celui d'un monopole effectif: monopole dont ceux qui l'exercent contre le public, en travaillant et en vendant, sont eux-mêmes les victimes dans tous les moments où ils ont à leur tour besoin des marchandises ou du travail d'une autre communauté.

« La source du mal est dans la faculté même accordée aux artisans d'un même métier de s'assembler et de se réunir en un corps...

« Il paraît que, lorsque les villes commencèrent à s'affranchir de la servitude féodale et à se former en Communes, la facilité de classer les citoyens par le moyen de leur profession introduisit un usage inconnu jusqu'alors. Les différentes professions devinrent ainsi comme autant de communautés particulières dont la communauté générale était composée. Les confréries religieuses, en resserrant encore les liens qui unissaient entre elles les personnes d'une même profession, leur donnèrent des occasions plus fréquentes de s'assembler et de s'occuper, dans ces assemblées, de l'intérêt commun des membres de la Société particulière,

qu'elles poursuivirent avec une activité continue, au préjudice des intérêts de la société générale.

« Les Communautés, une fois formées, rédigèrent des statuts, et, sous différents prétextes du bien public, les firent autoriser par la police. La base de ces statuts est d'abord d'exclure du droit d'exercer le métier quiconque n'est pas membre de la communauté; leur esprit général est de restreindre, le plus qu'il est possible, le nombre des maîtres, de rendre l'acquisition de la maîtrise d'une difficulté presque insurmontable pour tout autre que pour les enfants des maîtres actuels. C'est à ce but que sont dirigées la multiplicité des frais et des formalités de réception, les difficultés du chef-d'œuvre, toujours jugé arbitrairement, surtout la cherté et la longueur inutile des apprentissages, et la servitude prolongée du compagnonnage; institutions qui ont encore l'objet de faire jouir les maîtres gratuitement pendant plusieurs années du travail des aspirants.

« Les Communautés s'occupèrent surtout d'écarter de leur territoire les marchandises et les ouvrages des forains; elles s'appuyèrent sur le prétendu avantage de banir du commerce des marchandises qu'elles supposaient être mal fabriquées. Ce motif les conduisit à demander pour elles-mêmes des règlements d'un nouveau genre, tendant à prescrire la qualité des matières premières, leur emploi et leur fabrication. Ces règlements, dont l'exécution fut confiée aux officiers des communautés, donnèrent à ceux-ci une autorité qui devint un moyen non-seulement d'écarter encore plus sûrement les forains, sous prétexte de contravention, mais encore d'assujettir les maîtres mêmes de la Communauté à l'empire des chefs, et de les forcer, par la crainte d'être poursuivis pour des contraventions supposées, à ne jamais séparer leurs intérêts de l'association, et par conséquent à se rendre complices de toutes les manœuvres inspirées par l'esprit de monopole aux principaux membres de la communauté.

« Parmi les dispositions déraisonnables et diversifiées à l'infini de ces statuts, mais toujours dictées par le plus grand intérêt des maîtres de chaque communauté, il en est qui excluent entièrement tous autres que les fils de maîtres ou ceux qui épousent des veuves de maîtres; d'autres rejettent tous ceux qu'ils appellent étrangers, c'est-à-dire ceux qui sont nés dans une autre ville. Dans un grand nombre de communautés, il suffit d'être marié pour être exclu de l'apprentissage et, par conséquent, de la maîtrise. L'esprit de monopole qui a présidé à la confection de ces statuts a été poussé jusqu'à exclure les femmes des métiers les plus convenables à leur sexe, tels que la broderie, qu'elles ne peuvent exercer pour leur propre compte.

« Nous ne suivrons pas plus loin l'énumération des dispositions bizarres, tyranniques, contraires à l'humanité et aux bonnes mœurs, dont sont remplis ces espèces de codes obscurs rédigés par l'avidité, adoptés sans examen dans des temps d'ignorance, et auxquels il n'a manqué, pour être l'objet de l'indignation publique, que d'être connus.

« C'est sans doute l'appât des moyens de finance qui a prolongé l'illusion sur le préjudice immense que l'existence des Communautés cause à l'industrie et sur l'atteinte qu'elle porte au droit de travail. Cette illusion a été portée chez quelques personnes jusqu'au point d'avancer que le *droit de travailler* était un *droit royal* que le Prince pouvait vendre, et que les sujets devaient acheter.

« Nous nous hâtons de rejeter une pareille maxime.

« Dieu en donnant à l'homme des besoins, en lui rendant nécessaire la ressource du travail, a fait du droit de travailler la propriété de tout homme, et cette propriété est la première, la plus sacrée et la plus imprescriptible de toutes.

« Nous regardons comme un des premiers devoirs de notre justice et comme un des actes les plus dignes

de notre bienfaisance d'affranchir nos sujets de toutes les atteintes portées à ce droit inaliénable de l'humanité : nous voulons, en conséquence, abroger ces institutions arbitraires, qui ne permettent pas à l'indigent de vivre de son travail; qui repoussent un sexe à qui sa faiblesse a donné plus de besoins et moins de ressources, et semblent en le condamnant à une misère inévitable seconder la séduction et la débauche; qui éloignent l'émulation et l'industrie, et rendent inutiles les talents de ceux que les circonstances excluent de l'entrée d'une communauté; qui privent l'Etat et les arts de toutes les lumières que les étrangers y apporteraient; qui retardent le progrès des arts par les difficultés multipliées que rencontrent les inventeurs auxquels les différentes communautés disputent le droit d'exécuter les découvertes qu'elles n'ont point faites; qui, par les frais immenses que les artisans sont obligés de payer pour acquérir la faculté de travailler, par les exactions de toute espèce qu'ils essient, par les saisies multipliées pour de prétendues contraventions, par les dépenses et les dissipations de tous genres, par les procès interminables qu'occasionnent entre toutes ces communautés leurs prétentions respectives sur l'étendue de leurs privilèges exclusifs, surchargent l'industrie d'un impôt énorme, onéreux aux sujets, sans fruit pour l'Etat; qui enfin, par la facilité qu'elles donnent aux membres des communautés de se liguier entre eux, de forcer les membres les plus pauvres à subir la loi des riches, deviennent un instrument de monopole et favorisent des manœuvres dont l'effet est de hausser, au-dessus de leurs proportions naturelles, les denrées les plus nécessaires à la subsistance du peuple.

« Nous ne serons point arrêtés dans cet acte de justice par la crainte qu'une foule d'artisans n'usent de la liberté rendue à tous pour exercer des métiers qu'ils ignorent, et que le public ne soit inondé d'ouvrages mal fabriqués; la liberté n'a point produit ces fâcheux effets dans les

lieux où elle est établie depuis longtemps. Les ouvriers des faubourgs et des autres lieux privilégiés ne travaillent pas moins bien que ceux de l'intérieur de Paris. Tout le monde sait, d'ailleurs, combien la police des Jurandes, quant à ce qui concerne la perfection des ouvrages, est illusoire, et que, tous les membres des communautés étant portés par l'esprit de corps à se soutenir les uns les autres, un particulier qui se plaint se voit presque toujours condamné et se lasse de poursuivre de tribunaux en tribunaux une justice plus dispendieuse que l'objet de sa plainte. »

4. — Une formidable opposition se forma contre la tentative hardie de Turgot : Louis XVI céda et, dès le mois d'août de la même année, rendit un nouvel édit qui restaurait le passé, à quelques améliorations près.

Il était réservé à la Révolution d'accomplir ce que Turgot avait vainement tenté, et de faire passer d'une manière définitive dans nos lois et dans nos mœurs les principes que le sage Ministre de Louis XVI avait eu la gloire de poser si bien.

— La loi du 2 mars 1791 consacra en ces termes, dans son article 2, la suppression des Maîtrises et Jurandes : « A compter de la même époque (le 1^{er} avril 1791), les offices de perruquiers, barbiers, baigneurs, étuvistes, ceux des agents de change, et tous autres offices pour l'inspection des arts et du commerce, les brevets et les lettres de Maîtrise, les droits perçus pour la réception des Maîtrises et Jurandes, ceux du Collège de pharmacie, et tous privilèges de professions, sous quelque dénomination que ce soit, sont également supprimés. »

En même temps qu'elle constatait la suppression des Corporations, la loi du 2 mars 1791 reconnut et proclama, dans son article 7, la liberté comme base du nouveau régime industriel. « A compter du 1^{er} avril prochain, » dit cet article, « il sera libre à toute personne de faire tel négoce ou d'exercer telle profession,

art ou métier qu'elle trouvera bon ; mais elle sera tenue de se pourvoir auparavant d'une patente, d'en acquitter le prix suivant les taux ci-après déterminés, et de se conformer aux règlements de police qui sont ou pourront être faits... »

5. — Il s'en faut néanmoins de beaucoup que la liberté du travail et de l'industrie soit même aujourd'hui une vérité, car ce principe reçoit encore d'assez nombreuses exceptions. Plusieurs monopoles ont été reconstitués, depuis 1791, par la vénalité des offices de Notaire, d'Avoué, d'Huissier, de Greffier, de Commissaire-priseur, d'Agent de change, etc. ; — par l'obligation imposée aux imprimeurs et aux libraires d'obtenir un brevet ministériel, etc. — Voy. OFFICIERS MINISTÉRIELS ; — IMPRIMERIE ; — LIBRAIRIE.

Le Gouvernement s'est aussi réservé la fabrication et la vente de certains produits, tels que les *poudres* et les *tabacs*. — Voy. POUDRE A-FEU ; — TABAC. — Il s'est attribué de même le monopole du transport des dépêches. — Voy. POSTES.

La liberté professionnelle reçoit enfin des restrictions motivées sur les inconvénients ou les dangers que peuvent avoir certains établissements. — Voy. NOTAMMENT ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMODES ; — MACHINES ET CHAUDIÈRES A VAPEUR.

6. — Dans ces dernières années, un grand pas a été fait dans la voie de la liberté : la profession de *courtier de commerce* a cessé d'être privilégiée ; — la liberté des *théâtres* a été proclamée, ainsi que la liberté de la *boulangerie* et de la *boucherie* ; — l'autorisation du Gouvernement n'est plus nécessaire pour la fondation d'une *Société anonyme* ; — l'initiative individuelle se dégage de plus en plus des entraves qui gênent inutilement son action. L'impulsion est donnée ; elle ne s'arrêtera pas, car « le mouvement de la civilisation marche de la réglementation, du socialisme, de l'esclavage (ce sont, à divers égards, trois synonymes), vers

la liberté...; la liberté est l'étoile polaire sur laquelle les hommes d'Etat doivent toujours avoir l'œil ouvert, s'ils sont jaloux de se montrer nautonniers intelligents et habiles. » (Jos. Garnier, *Éléments de Finances*, etc., p. 390.)

LIBERTÉ INDIVIDUELLE. — Elle consiste dans le droit de disposer de sa personne et de n'être arrêté et détenu que par ordre de Justice, dans les circonstances et les formes déterminées par la loi. Avant la Révolution, la liberté individuelle n'existait pas, puisqu'elle était à la merci d'une lettre de cachet : elle est aujourd'hui garantie par les dispositions du Code pénal qui punissent l'arrestation et la détention arbitraires. — Voy. ABUS D'AUTORITÉ; — ARRESTATION.

1. — Il n'est pas permis d'aliéner sa liberté. La loi déclare nul tout engagement qui aurait une durée indéterminée. Ainsi, l'on ne peut s'engager personnellement au service d'autrui que pour un temps limité ou pour une entreprise déterminée. (Cod. civ. art. 1780.) — On ne peut également s'obliger par des vœux perpétuels à rester dans la profession religieuse. (Loi 13 février 1790.) — Les jeunes filles ne peuvent, avant l'âge de 16 ans, prononcer aucun vœu sans le consentement de leurs parents, et ces vœux, alors même qu'elles sont majeures et libres, ne sont obligatoires que pour 5 ans. (Déc. 18 février 1809.)

2. — Le principe de la liberté individuelle a fléchi quelquefois devant la raison d'Etat. Ainsi, pour n'en citer qu'un exemple, nous rappellerons la loi du 27 février 1838, rendue à la suite de l'attentat du 14 janvier, dit de l'Opéra, qui autorisait le Gouvernement à éloigner certaines catégories de personnes.

Une loi du 9 juillet 1852 avait donné le droit au Gouvernement d'interdire le séjour du département de la Seine et des Communes de l'agglomération lyonnaise à certains condamnés, et même à ceux qui, sans

avoir subi de condamnation, ne justifiaient pas qu'ils eussent des moyens d'existence.

3. — On peut aussi considérer comme une restriction à la liberté individuelle l'obligation de se munir d'un passe-port pour voyager à l'intérieur et à l'étranger. — Voy. PASSE-PORT.

4. — La liberté individuelle a pour conséquence l'inviolabilité du domicile : les Officiers de police ne peuvent y pénétrer que s'ils sont porteurs d'un ordre régulier de Justice, ou dans certains cas formellement prévus par la loi, comme le flagrant délit, la réquisition du propriétaire, la qualité de débitant de boissons, etc.

La violation de domicile est un délit puni par l'article 184 du Code pénal. — Voy. ABUS D'AUTORITÉ, I.

LIBERTÉ PROVISOIRE. (MISE EN) — (Loi 14 juillet 1865.)

La détention préalable est, dans certains cas, une nécessité de la Justice ; mais il convient d'y recourir le moins possible et d'en abréger la durée. Tel est le but que s'est proposé la loi du 14 juillet 1865, dont voici l'analyse :

1. — En matière criminelle ou correctionnelle, le Juge d'instruction peut ne décerner qu'un mandat de comparution (voy. ces mots), sauf à convertir ce mandat, après l'interrogatoire, en tel autre mandat qu'il appartiendra.

Après l'interrogatoire, ou en cas de fuite de l'inculpé, le Juge peut décerner un mandat de dépôt ou d'arrêt (voy. ces mots), si le fait emporte la peine de l'emprisonnement ou une autre peine plus grave. Il ne peut décerner le mandat d'arrêt qu'après avoir entendu le Procureur de la République.

Dans le cours de l'instruction, il a la faculté, sur les conclusions conformes du Procureur de la République, et quelle que soit la nature de l'inculpation, de donner mainlevée de tout mandat de dépôt ou d'arrêt, à la charge, par l'inculpé, de se représenter à tous les actes de la pro-

cédure et pour l'exécution du jugement, aussitôt qu'il en sera requis.

2. — En toute matière, le Juge d'instruction peut, sur la demande de l'inculpé et sur les conclusions du Procureur de la République, ordonner que l'inculpé sera mis provisoirement en liberté, à la charge, par celui-ci, de prendre l'engagement de se représenter à tous les actes de la procédure et pour l'exécution du jugement, dès qu'il en sera requis.

3. — En matière correctionnelle, la mise en liberté est de droit, 3 jours après l'interrogatoire, en faveur du prévenu domicilié, quand le maximum de la peine prononcée par la loi est inférieur à 2 ans d'emprisonnement, à moins cependant que le prévenu n'ait été déjà condamné pour crime, ou à un emprisonnement de plus d'une année.

— Dans tous les cas où elle n'est pas de droit, la mise en liberté provisoire peut être subordonnée à la condition d'un cautionnement qui doit être fourni en espèces, soit par l'inculpé, soit par un tiers, et qui garantit : 1° La représentation de l'inculpé à tous les actes de la procédure et pour l'exécution du jugement; — 2° Le paiement des frais faits par la partie publique, de ceux avancés par la partie civile, et des amendes. — L'ordonnance de mise en liberté détermine la somme affectée à chacune des deux parties du cautionnement.

— Les obligations résultant du cautionnement cessent si l'inculpé se présente à tous les actes de la procédure et pour l'exécution du jugement.

— La première partie du cautionnement est acquise à l'Etat, du moment que l'inculpé, sans motif légitime d'excuse, est constitué en défaut de se présenter à quelque acte de procédure ou pour l'exécution du jugement. Néanmoins, en cas de renvoi des poursuites, d'absolution ou d'acquiescement, le jugement ou l'arrêt peut ordonner la restitution de cette partie du cautionnement.

La seconde partie du cautionnement est toujours restituée, dans

cette hypothèse. Au cas de condamnation, elle est affectée aux frais et à l'amende : le surplus, s'il y en a, est restitué.

4. — La mise en liberté a lieu sans préjudice du droit que conserve le Juge d'instruction, dans la suite de l'information, de décerner un nouveau mandat d'amener, d'arrêt ou de dépôt, si des circonstances nouvelles et graves rendent cette mesure nécessaire.

5. — L'individu renvoyé devant la Cour d'assises est mis en état d'arrestation, en vertu de l'ordonnance de prise de corps contenue dans l'arrêt de la Chambre des mises en accusation, nonobstant la mise en liberté provisoire.

6. — En cas d'acquiescement, le prévenu est immédiatement, et nonobstant appel, mis en liberté.

LIBRAIRIE. — (Déc. 5 fév. 1810 ; loi 21 octobre 1814.) — Nul ne peut exercer cette profession sans avoir un brevet, délivré par le Ministre de l'Intérieur. L'Administration a la faculté de retirer ce brevet à la suite d'une condamnation encourue « pour contravention aux lois et règlements. » — Voy. au mot **IMPRIMERIE** les observations présentées à l'occasion de ce droit et relativement à la réglementation de la profession d'imprimeur qui est soumise à peu près aux mêmes règles que la profession de libraire. — Voy. **COLPORTAGE**.

LIBRE-ÉCHANGE. — Le libre-échange, la liberté des échanges, la liberté commerciale (tous ces mots sont synonymes) est le droit naturel que possède tout individu de disposer du fruit de son travail. — La liberté du travail, qui n'est plus contestée aujourd'hui, comprend essentiellement la liberté du commerce : c'est un droit, conséquence du droit de propriété. C'est de plus l'intérêt des individus et des peuples, car l'échange les fait mutuellement profiter des avantages de leurs climats divers, de la spécialité de leurs aptitudes variées, et contribue ainsi puissamment à assurer la paix du monde. — Le libre-

échange condamne la prohibition, le système protecteur, et même les traités de commerce qui supposent toujours que l'échange peut être dangereux. — *Richard Cobden* (1804-1865) et *Frédéric Bastiat* (1801-1850) ont été les deux plus célèbres apôtres du libre-échange. C'est l'Angleterre qui a eu la gloire de donner l'exemple au monde (1846).

LICENCE. (DROIT DE) — Voy. BOISSONS, § VI.

LICITATION. — (Cod. civ. art. 1686-1688; Cod. proc. civ. art. 966 et suiv.)

Du latin *licitari*, enchérir. — Vente au plus offrant et dernier enchérisseur d'un immeuble appartenant par indivis à plusieurs personnes, et qui ne peut être partagé commodément ou sans dépréciation.

1. — La licitation est volontaire, lorsque tous les copropriétaires sont majeurs, maîtres de leurs droits, présents et d'accord entre eux : dans ce cas, aucune forme particulière n'est prescrite ; il n'est pas besoin d'y appeler les étrangers, mais leur admission est de droit dès qu'un seul des colicitants la réclame.

2. — La licitation est nécessairement judiciaire, lorsque tous les copropriétaires ne sont pas majeurs, maîtres de leurs droits, et présents, ou lorsqu'ils ne sont pas d'accord entre eux.

Les formes de la licitation faite en Justice sont réglées par le Code de procédure civile (art. 966 et suiv.).

3. — S'il se trouve, parmi les copropriétaires, des incapables ou des absents, les étrangers doivent être admis à enchérir.

LISTE CIVILE. — On désigne ainsi la somme annuelle et la dotation mobilière et immobilière attribuées au chef de l'Etat pour ses dépenses personnelles et celles de sa maison.

Cette dénomination a été empruntée à l'Angleterre. Voici, d'après MM. Macarel et Boulatignier (*De la fortune publique*), quelle en serait l'origine : « A la suite de la révolution de 1688, le Parlement anglais

voulut, par des motifs politiques que l'on aperçoit aisément, se charger de pourvoir, par des subsides annuels, à la défense du royaume, et laissa au Roi le soin de défrayer la *liste civile*, c'est-à-dire toute la dépense qui n'était pas militaire ou ecclésiastique ; mais, comme on avait ôté des mains du roi plusieurs propriétés royales et plusieurs droits féodaux ou régaliens, on résolut de lui accorder en compensation une somme fixe qui servirait à solder la *liste civile*. Depuis, la somme accordée au Roi d'Angleterre, pour défrayer les dépenses de sa maison, a conservé le nom de *liste civile* (civil list). »

La *liste civile* de l'ex-Empereur, fixée par un sénatus-consulte du 12 décembre 1852, pour toute la durée du règne, comprenait, en toute propriété, la somme annuelle de 25,000,000 fr., et, en jouissance seulement, les palais, châteaux, maisons, domaines et manufactures énumérés dans un tableau annexé audit sénatus-consulte.

Une dotation annuelle de 1,500,000 francs était affectée aux Princes et Princesses de la famille impériale.

LITIGIEUX. (RETRAIT) — Voy. RETRAIT LITIGIEUX.

LITRE. — Unité légale des mesures actuelles de *capacité*, équivalant à un *décimètre cube*. — Voy. POIDS ET MESURES.

LIVRE DE BORD. — Journal ou registre que doit tenir tout capitaine, maître ou patron d'un navire ou autre bâtiment, pour y inscrire les résolutions prises pendant le voyage, la recette et la dépense concernant le navire, et généralement tout ce qui concerne le fait de sa charge et tout ce qui peut donner lieu à un compte à rendre, à une demande à former.

Ce registre est coté et paraphé par l'un des Juges du tribunal de commerce, ou par le Maire ou son Adjoint, dans les lieux où il n'y a pas de Tribunal de commerce (Cod. com. art. 224).

LIVRES. — 1. — Le mot *meuble*, employé seul dans les dispositions de

la loi ou de l'homme, sans autre addition ni désignation, ne comprend pas... les livres... (Cod. civ. art. 533). — Voy. BIENS.

2. — Les livres relatifs à la profession du saisi, jusqu'à la somme de 300 francs, à son choix, ne peuvent être saisis (Cod. proc. civ. art. 592), si ce n'est pour certaines créances énumérées dans l'article 593 du même Code. — Voy. SAISIE-EXÉCUTION.

3. — Voy. LIBRAIRIE.

LIVRES DE COMMERCE. — (Cod. com. art. 8-17.)

Livres que les commerçants sont obligés de tenir pour constater leurs opérations. Ils sont au nombre de trois : 1° le *livre-journal*, ainsi nommé parce qu'il sert à inscrire jour par jour tout ce que le commerçant reçoit et paye, à quelque titre que ce soit. Quant aux sommes employées pour les dépenses de sa maison, il suffit d'en énoncer mois par mois le montant ; — 2° le *livre de copies de lettres*, destiné à la transcription des lettres que le commerçant envoie : quant à celles qu'il reçoit, il doit les mettre en liasse et les conserver ; — 3° le *livre d'inventaires*, sur lequel il transcrit l'inventaire qu'il est tenu de faire, chaque année, lui-même et sans l'intervention d'un officier public, de son actif et de son passif.

1. — Ces trois livres, qui sont seuls obligatoires, mais qui n'empêchent pas le commerçant d'en avoir d'autres pour sa commodité (tels que le *brouillard* ou *main-courante*, le *livre des effets à recevoir* ou à payer, le *grand-livre* contenant les comptes ouverts à divers, etc.), doivent être tenus par ordre de dates, sans blancs, lacunes, ni transports en marge. De plus, le *livre-journal* et le *livre des inventaires* doivent être cotés, visés et paraphés, soit par un Juge du Tribunal de commerce, soit par le Maire de la Commune.

2. — Les commerçants ne sont obligés de conserver leurs livres que pendant dix ans ; mais la prudence

veut qu'ils les gardent plus longtemps afin de pouvoir justifier de leur prudence et de leur bonne foi, à une date plus reculée, dans le cas d'événements malheureux.

3. — Les livres régulièrement tenus peuvent être admis en Justice pour faire preuve complète entre commerçants à raison de faits de commerce. A l'égard des individus non commerçants, ils constituent un commencement de preuve qui autorise les Juges à déférer le serment supplétoire. — Voy. SERMENT.

4. — Le commerçant qui n'a pas tenu de livres ou les a tenus irrégulièrement, peut, en cas de faillite, être déclaré *banqueroutier simple* et puni comme tel (Cod. com. art. 586, n° 6).

5. — Suivant les circonstances, les Juges ont la faculté d'ordonner la *représentation* ou la *communication* des livres. La *représentation* consiste dans la production des livres, faite pour en extraire spécialement ce qui concerne le différend ; l'examen ne porte que sur un point déterminé du livre, et tout le reste du registre demeure fermé. Elle peut être ordonnée dans toute espèce de contestation. Si la partie, aux livres de laquelle on offre d'ajouter foi, refuse de les représenter, le Tribunal peut déférer le serment à l'adversaire pour en faire dépendre la solution du procès. — La *communication* est la remise des livres pour être feuilletés et examinés en entier ; elle ne peut être ordonnée que dans les affaires de succession, communauté, partage de société, et en cas de faillite.

LIVRETS D'OUVRIERS. — (Loi 22 juin 1854 ; déc. 30 avril 1855.)

Le livret, dont les ouvriers de l'un et l'autre sexe attachés à un établissement industriel, ou travaillant chez eux pour un ou plusieurs patrons, sont tenus de se munir, offre à la fois aux patrons et aux ouvriers des garanties dans leurs rapports quotidiens. Le patron y apprend à connaître l'ouvrier avec lequel il contracte ; il

voit, par les mentions qui y sont portées, si ce dernier a toujours exactement remboursé les avances reçues de ses précédents patrons. Pour l'ouvrier, le livret, qui contient en quelque sorte l'histoire de sa vie laborieuse, forme un témoignage irrécusable de la fidélité à remplir ses engagements.

1. — Le livret est délivré, moyennant un droit fixe de 25 centimes, par le Préfet de police à Paris, par le Préfet du Rhône à Lyon, et par le Maire dans toute autre Commune. Il contient les nom et prénoms de l'ouvrier, son âge, le lieu de sa naissance, son signalement, la désignation de sa profession et le nom du maître chez lequel il travaille au moment où le livret lui est délivré. Chaque fois qu'il change de maître, il doit faire inscrire sur son livret sa sortie et son entrée par l'ancien et par le nouveau maître. On y ajoute, s'il y a lieu, le montant des avances dont l'ouvrier reste débiteur envers son dernier patron, lesquelles avances, du reste, ne doivent pas dépasser 30 fr. Cette mention a pour objet d'obliger le nouveau maître à faire au profit de l'ancien une retenue qui ne peut excéder le dixième du salaire journalier. Le livret ne doit porter aucune annotation favorable ou défavorable à l'ouvrier.

Après avoir reçu les mentions exigées, le livret est remis à l'ouvrier. Il tient lieu de passe-port à l'intérieur, pourvu qu'il soit visé par le fonctionnaire qui délivre les livrets.

2. — Les contestations relatives à la délivrance des congés d'acquies à la rétention des livrets sont jugées par les Conseils de prud'hommes, et à défaut de ces Conseils, par les Juges de paix. La décision est exécutoire sans aucun délai.

3. — L'ouvrier qui néglige de prendre un livret peut être poursuivi devant le Tribunal de simple police, et puni d'une amende de 1 à 15 fr. Le Tribunal peut, en outre, prononcer, suivant les circonstances, un emprisonnement de 1 à 5 jours. Les mêmes

peines sont applicables au chef d'établissement qui emploie un ouvrier dépourvu de livret, ou qui n'y inscrit pas les mentions prescrites, ou qui enfin mettrait sur le livret des annotations favorables ou défavorables.

4. — Il y aurait lieu à poursuite devant le Tribunal de police correctionnelle contre l'ouvrier qui se serait fait remettre un livret, soit sous un faux nom, soit au moyen de fausses déclarations ou de faux certificats, ou qui aurait fait usage d'un livret ne lui appartenant pas. La peine encourue serait un emprisonnement de 3 mois à 1 an. — Un emprisonnement de 1 an à 5 ans peut être prononcé contre tout individu coupable d'avoir fabriqué un faux livret, ou falsifié un livret originairement véritable, ou fait sciemment usage d'un livret faux ou falsifié.

LOGEMENT DES TROUPES. — (Loi 8 juillet 1791; régl. 23 mai 1792.)

En cas d'insuffisance des bâtiments militaires, et lorsqu'on ne trouve pas à louer une maison convenable, le logement des troupes est dû par les citoyens. Cette obligation pèse sur tous les habitants, excepté les dépositaires de caisses publiques, les femmes veuves et les filles, qui peuvent s'en dispenser en fournissant un logement chez d'autres habitants, à leurs frais.

1. — Lorsque les troupes sont en marche, le logement leur est dû gratuitement. Si elles sont en garnison, il n'est dû que sauf indemnité à la charge du Ministère de la guerre.

2. — Pour les troupes de passage, les habitants doivent fournir les ustensiles de cuisine, et donner aux militaires place au feu et à la lumière.

3. — Les hôtes ne sont jamais déplacés de la chambre ou du lit où ils ont coutume de concher.

4. — Les militaires répondent des dégâts qu'ils ont pu commettre dans les logements. Tout habitant qui a sujet de plainte doit réclamer auprès du Commandant ou de la Municipa-

lité, avant le départ des troupes, ou une heure après au plus tard, à peine de déchéance. Un officier reste à cet effet, après le départ du régiment, pour recevoir les plaintes et y donner suite.

LOGEMENTS INSALUBRES. — (Loi 13 avril 1850.) — Sont réputés *insalubres* les logements qui se trouvent dans des conditions de nature à porter atteinte à la vie ou à la santé de leurs habitants.

1. — Une loi du 13 avril 1850, due à l'initiative de M. de Melun, Représentant, autorise les Conseils municipaux à nommer, lorsqu'ils le jugent nécessaire, une *Commission* chargée de rechercher et d'indiquer les mesures indispensables d'assainissement des logements et dépendances insalubres mis en location, ou occupés par d'autres que le propriétaire, l'usufruitier ou l'usager.

La Commission visite les lieux signalés comme insalubres, détermine l'état d'insalubrité, et en indique les causes, ainsi que les moyens d'y remédier. Elle désigne les logements qui ne sont pas susceptibles d'assainissement.

Les rapports de la Commission sont déposés au secrétariat de la Mairie, et les parties intéressées sont mises en demeure d'en prendre connaissance et de produire leurs observations dans le délai d'un mois.

A l'expiration de ce délai, les rapports et observations sont soumis au Conseil municipal qui détermine les travaux d'assainissement à faire, les lieux où ils doivent être exécutés et les délais de leur achèvement, ainsi que les habitations qui ne sont pas susceptibles d'assainissement.

Un recours est ouvert aux intéressés contre ces décisions, devant le Conseil de Préfecture, dans le délai d'un mois à dater de la notification de l'arrêté municipal. Ce recours est *suspensif*.

2. — Lorsqu'il est reconnu que les causes d'insalubrité dépendent du fait du propriétaire, l'Autorité municipale lui enjoint d'exécuter les

travaux jugés nécessaires. Les ouvertures pratiquées pour l'exécution des travaux d'assainissement sont *exemptées* pendant 3 ans de la contribution des portes et fenêtres.

3. — En cas d'*inexécution* des travaux dans les délais déterminés, et si le logement continue d'être occupé par un tiers, le propriétaire ou l'usufruitier est passible d'une amende de 16 fr. à 100 fr. Si les travaux n'ont pas été exécutés dans l'année qui a suivi la condamnation, et si le logement insalubre a continué d'être occupé par un tiers, le propriétaire ou l'usufruitier est passible d'une amende égale à la valeur des travaux et pouvant être élevée au double.

4. — S'il est reconnu que le logement n'est pas susceptible d'assainissement et que les causes d'insalubrité sont dépendantes de l'habitation elle-même, l'Autorité municipale peut en *interdire provisoirement* la location à titre d'habitation.

L'*interdiction absolue* ne peut être prononcée que par le Conseil de Préfecture, sauf recours devant le Conseil d'Etat. En cas de *contravention* à l'interdiction prononcée, le contrevenant encourt une amende de 16 fr. à 100 fr., laquelle amende peut, s'il y a *récidive* dans l'année, être égale au double de la valeur locative du logement interdit.

5. — Lorsque, par suite de l'exécution de la loi du 13 avril 1850, il y a lieu à *résiliation des baux*, cette résiliation n'emporte, en faveur du locataire, *aucuns dommages-intérêts*.

6. — Si l'insalubrité est le résultat de causes, *extérieures et permanentes*, ou si ces causes ne peuvent être détruites que par des *travaux d'ensemble*, la Commune a la faculté d'acquérir, par *expropriation*, la totalité des propriétés comprises dans le périmètre des travaux.

Les portions de ces travaux qui, après l'assainissement opéré, restent en dehors des alignements arrêtés pour les nouvelles constructions, sont revendues aux enchères publiques.

LOGEUR. — Voy. **AUBERGISTE.**

LOI. — (Cod. civ. art. 1-6; déc. 5 novembre 1870, 2 sept. 1871.)

— La réciprocité des besoins a rendu la société nécessaire entre les hommes. Or, dans la Société, les droits et les devoirs sont corrélatifs; chacun est tenu de respecter dans autrui ce qu'il veut qu'on respecte en lui. C'est dans ce but que la Société a dû établir des règles générales, des lois, et qu'elle a confié à certaines personnes, au *Gouvernement*, le soin d'en surveiller l'exécution pour le bien de tous.

1. — L'initiative des lois appartient aujourd'hui à l'Assemblée nationale et au Président de la République. Sauf le cas d'urgence déclarée, toute proposition de loi est soumise à trois délibérations.

2. — Une fois votée, la loi est promulguée par le Président de la République. — Voy. PROMULGATION.

3. — « La loi ne dispose que pour l'avenir; elle n'a point d'effet rétroactif. (Cod. civ. art. 2.) — Voy. EFFET RÉTROACTIF.

LOIS. (BULLETIN DES) — Voy. BULLETIN DES LOIS.

LONGITUDES. (BUREAU DES) — Voy. BUREAU DES LONGITUDES.

LOTÉRIE. — (Loi 21 mai 1836; Cod. pén. art. 410; déc. 13 avril 1861, art. 6, n° 5.) — Sorte de jeu de hasard dans lequel différents lots sont tirés au sort et donnés comme gains à ceux que la couleur ou le numéro de leurs billets a favorisés.

1. — L'origine des loteries est fort ancienne. C'est en 1520 que ce jeu se répandit en France. Sous Louis XIV, la loterie fut mise au rang des voies et moyens de subvenir aux besoins de l'Etat. On lit dans le préambule d'un arrêt de 1700 cette phrase singulière : « Sa Majesté ayant remarqué l'inclination naturelle de ses sujets à mettre de l'argent aux loteries particulières, et désirant leur procurer un moyen agréable et commode de se faire un revenu sûr et considérable pour le reste de leur vie, et même d'enrichir leur famille en donnant au hasard..., a jugé à

propos d'établir à l'Hôtel-de-Ville de Paris une loterie royale de dix millions. »

La loi du 25 brumaire an II (15 novembre 1793) supprima la loterie de France « comme invention du despotisme, destinée à faire taire le peuple sur sa misère en le leurrant d'une espérance qui aggravait sa détresse. » Mais cette sage réforme ne dura pas longtemps, et, quelques mois après, des loteries de biens nationaux furent substituées à la loterie de France. Celle-ci fut même rétablie en l'an VI (1797) sur ses anciennes bases.

La loterie devait enfin disparaître en France : elle fut abolie à partir du 1^{er} janvier 1836, par la loi du 21 avril 1832, art. 48. L'insuffisance des dispositions édictées par le Code pénal (art. 410) inspira la loi du 21 mai 1836, dont voici l'analyse : Les loteries de toute espèce sont prohibées, à l'exception des loteries d'objets mobiliers exclusivement destinées à des actes de bienfaisance ou à l'encouragement des arts, lesquelles doivent être autorisées.

2. — Sont réputées loteries et interdites comme telles, les ventes d'immeubles, de meubles ou de marchandises effectuées par la voie du sort, ou auxquelles auraient été réunies des primes ou autres bénéfices dus au hasard, et généralement toutes opérations offertes au public pour faire naître l'espérance d'un gain qui serait acquis par la voie du sort.

— La contravention à ces prohibitions est punie d'un emprisonnement de deux mois au moins et de six mois au plus, et d'une amende de 100 fr. à 6,000 fr.

Les coupables peuvent être, de plus, à compter du jour où ils ont subi leur peine, interdits, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, des droits mentionnés en l'article 42 du Code pénal.

Dans tous les cas, les fonds ou effets qui ont été trouvés mis à la loterie, les meubles, instruments, appareils employés, les meubles et les effets mobiliers dont les lieux étaient garnis ou décorés, sont confisqués.

3. — L'autorisation des loteries de bienfaisance, jusqu'à concurrence de 2,000 fr., appartient aux Sous-Préfets. Au delà de ce chiffre, ce sont les Préfets qui autorisent, s'il y a lieu.

LOUAGE. — (Cod. civ. art. 1708-1831; loi 2 août 1868.)

Contrat par lequel l'une des parties s'oblige à donner à l'autre, pendant un certain temps et pour un certain prix, la jouissance d'une chose ou de son travail.

1. — Le *louage*, dit en termes saisissants M. Troplong (*préface du commentaire de l'Echange et du Louage*), « est, dans nos sociétés modernes, un des contrats qui exercent le plus d'influence sur la prospérité publique; il associe aux jouissances de la propriété ceux qui ne sont pas propriétaires; il est le nerf de l'agriculture, cette mère nourrice des Etats, à qui il donne des colons-laborieux et intéressés à ses progrès. Tour à tour il recrute cette milice industrielle qui féconde nos champs ou alimente et cherche à pacifier cette immense et frémissante armée qui prête ses bras à l'industrie manufacturière. »

2. — On distingue deux sortes principales de *louage*, celui des choses et celui d'ouvrage. La partie qui s'oblige à procurer la jouissance s'appelle *locataire* ou *bailleur*; celle qui l'acquiert se nomme, en général, *conducteur* (du latin *conducere*, louer), ou *preneur*, et, suivant les cas, *fermier*, *locataire*, *colon* ou *cheptelier*. On désigne par *bail à loyer* le louage des maisons et celui des meubles; *bail à ferme*, celui des héritages ruraux; *bail à cheptel*, celui des animaux dont le profit se partage entre le propriétaire et celui à qui il les confie. Le mot *location*, synonyme de louage, se dit plus particulièrement du louage d'une maison ou d'un effet mobilier.

SECT. I. — DU LOUAGE DES CHOSES. (Cod. civ. art. 1713-1778.)

I. RÈGLES COMMUNES AUX BAUX DES MAISONS ET DES BIENS RURAUX. —

1. — Le contrat de louage, soit

qu'il s'applique à des maisons ou à des héritages ruraux, soit qu'il s'applique à des meubles, se forme *par écrit ou verbalement*. Mais il est toujours prudent de dresser un acte, car la *preuve par témoins* n'est jamais admissible, et tout ce qu'on peut faire, c'est de déférer le serment à celui qui nie le bail. En proscrivant d'une manière absolue la preuve testimoniale, le législateur a voulu prévenir des contestations dispendieuses sur des objets de peu de valeur et dans une matière où tout est urgent.

2. — Lorsqu'il y a contestation, non pas sur l'existence d'un bail verbal, mais sur le *prix* de ce bail, le *propriétaire* en est *cru sur son serment*, à moins que le locataire ne préfère requérir l'estimation par *experts*; auquel cas les frais de l'expertise restent à sa charge, si l'estimation excède le prix qu'il a déclaré.

3. — Le preneur a le *droit de sous-louer* et même de *céder son bail* à un autre, si cette faculté ne lui a pas été interdite.

§ 1^{er}. — **OBLIGATIONS DU BAILLEUR.** — Le bailleur est obligé : 1^o De *délivrer au preneur la chose louée*, et de la délivrer en bon état de réparations de toute espèce, de telle sorte que, si la chose a des vices qui la rendent impropre à l'usage pour lequel elle a été louée, le preneur est autorisé à demander la résiliation du bail, et même des dommages-intérêts, si ces vices lui ont causé quelque perte; — 2^o d'*entretenir cette chose en état de servir à l'usage pour lequel elle a été louée*, de telle sorte que, s'il survient, pendant la durée du bail, des vices qui rendent la chose impropre à l'usage convenu, le bail peut être résilié, mais le bailleur n'est tenu à aucuns dommages-intérêts. — Si la chose périt *en totalité*, le bail est nécessairement résilié pour l'avenir; si elle ne périt qu'*en partie*, le preneur peut réclamer une diminution de prix, ou même la résiliation du bail, si la partie qui n'existe plus rend la chose impropre à l'usage convenu. — Si, *durant*

le bail, la chose louée a besoin de réparations urgentes et qui ne puissent être différées jusqu'à sa fin, le preneur doit les souffrir, quelque inconvénient qu'elles lui causent, et quoiqu'il soit privé, pendant qu'elles se font, d'une partie de la chose louée. Mais si ces réparations durent plus de quarante jours, le prix du bail est diminué à proportion du temps et de la partie de la chose louée dont il a été privé. Si les réparations sont de telle nature qu'elles rendent inhabitable ce qui est nécessaire au logement du preneur et de sa famille, celui-ci peut faire résilier le bail; — 3^o de faire jouir paisiblement le preneur de la chose louée pendant la durée du bail. — Ainsi, le bailleur ne pourrait changer la forme de la chose louée, convertir, par exemple, une prairie en terre labourable. Il est tenu de faire cesser les troubles que des tiers apporteraient à la jouissance du preneur. S'il ne parvenait point à faire rejeter les prétentions élevées par un tiers sur la chose louée, le bail serait de plein droit résilié, et le preneur pourrait réclamer des dommages-intérêts. Si le bailleur n'était évincé que d'une partie de la chose louée, le preneur aurait droit à une diminution de prix, ou, selon les circonstances, à la résiliation du bail avec dommages-intérêts.

§ 2. — OBLIGATIONS DU PRENEUR. — Le preneur doit : 1^o Payer le prix du bail aux termes convenus;

2^o User de la chose louée en bon père de famille, et suivant la destination qui lui a été donnée par le bail, ou suivant celle présumée par les circonstances, à défaut de convention. Si le preneur cause quelque dommage, soit en n'usant pas de la chose en bon père de famille, c'est-à-dire comme le ferait un propriétaire soigneux et attentif, soit en l'employant à un usage autre que celui auquel elle était destinée, le bailleur peut réclamer des dommages-intérêts et même, selon les circonstances, la résiliation du bail;

3^o Rendre la chose dans l'état où il l'a reçue, moins toutefois ce qui a péri ou a été dégradé par vétusté ou par force majeure. S'il n'a pas été fait un état de lieux (voy. ces mots), le preneur est présumé avoir reçu la chose en bon état et doit la rendre telle, sauf la preuve contraire.

Le preneur répond de l'incendie, à moins qu'il ne prouve le cas fortuit, la force majeure, le vice de construction ou la communication par une maison voisine. S'il y a plusieurs locataires, ils sont solidairement responsables de l'incendie, sauf le cas où ils peuvent établir qu'il a commencé chez l'un d'eux.

§ 3. — CESSATION DU BAIL. — Si le bail a été fait par écrit, il cesse de plein droit, sans qu'il soit nécessaire de donner congé, à l'expiration du terme fixé. S'il a été fait verbalement, il cesse par le congé que l'une des deux parties donne à l'autre dans les délais fixés par l'usage des lieux.

A Paris, le délai des congés est de 6 mois pour une maison, un corps de logis ou une boutique; — de 3 mois, pour un appartement de 400 fr. et au-dessus; — de 6 semaines pour un appartement au-dessous de 400 fr.

1. — Le congé doit être prouvé par écrit; il peut se donner à l'amiable et être constaté par un échange de correspondance; mais si la partie à qui l'autre donne ainsi congé refuse de le reconnaître par écrit, il faut le lui faire signifier par huissier. On peut du reste, comme dans toute contestation, déférer le serment à celui qui nie le congé.

2. — Lorsqu'à l'expiration d'un bail écrit, le preneur reste et est laissé en possession, il s'opère un nouvel engagement conforme à l'ancien quant aux conditions, mais réglé, pour sa durée, comme une location non écrite : c'est ce qu'on appelle *tacite reconduction*.

3. — Le contrat de louage cesse encore par la perte de la chose louée et par la résiliation que l'une ou l'autre des parties peut en demander,

comme on l'a vu plus haut, en cas d'inexécution des engagements contractés.

4. — Le louage ne cesse point par la mort du bailleur ni par celle du preneur. Il est de principe, en effet, que toute personne stipule pour elle et ses héritiers.

5. — Si le bailleur vend la chose louée, l'acquéreur ne peut expulser le locataire ou fermier qui a un bail authentique, ou dont la date est certaine, à moins que ce droit n'ait été réservé dans le bail. — Dans ce cas, l'acquéreur doit avertir le locataire, dans les délais fixés par l'usage des lieux pour les congés, et le fermier de biens ruraux, un an au moins à l'avance.

II. RÈGLES PARTICULIÈRES AUX BAUX DES MAISONS ET DES BIENS RURAUX. — § 1^{er}. Baux des maisons ou baux à loyer. — 1. — Le locataire

d'une maison ou d'un appartement doit garnir les lieux qu'il occupe de meubles suffisants pour répondre du loyer. Sinon, et faute de donner d'autres sûretés au bailleur, il peut être expulsé.

2. — Les réparations locatives ou de menu entretien dont le locataire est tenu, s'il n'y a clause contraire, sont celles désignées comme telles par l'usage des lieux, et, entre autres, les réparations à faire : aux âtres, contre-cœurs, chambranles et tablettes des cheminées; au recrépissement du bas des murailles des appartements et autres lieux d'habitation, à la hauteur d'un mètre; aux pavés et carreaux des chambres; aux portes, croisées, planches de cloison ou de fermeture de boutique, gonds, targettes et serrures; aux vitres, à moins qu'elles ne soient cassées par la grêle ou autres accidents extraordinaires et de force majeure, dont le locataire ne peut être tenu.

Aucune des réparations réputées locatives n'est à la charge du locataire, quand elles ne sont occasionnées que par vétusté ou force majeure.

Le curement des puits et celui des

fosses d'aisances sont à la charge du bailleur, s'il n'y a clause contraire.

3. — Le bail d'un appartement meublé est censé fait à l'année, quand il a été fait à tant par an; — au mois, quand il a été fait à tant par mois; — au jour, s'il a été fait à tant par jour. Si rien ne constate que le bail soit fait à tant par an, par mois ou par jour, la location est censée faite suivant l'usage des lieux.

4. — Si le locataire d'une maison ou d'un appartement continue sa jouissance après l'expiration du bail par écrit, sans opposition de la part du bailleur, il est censé les occuper aux mêmes conditions, pour le terme fixé par l'usage des lieux, et il ne peut plus en sortir ni en être expulsé qu'après un congé donné suivant le délai fixé par cet usage.

5. — En cas de résiliation par la faute du locataire, celui-ci est tenu de payer le prix du bail pendant le temps nécessaire à la relocation, sans préjudice des dommages et intérêts qui ont pu résulter de l'abus.

6. — Le bailleur ne peut résoudre la location, encore qu'il déclare vouloir occuper par lui-même la maison louée, s'il n'y a convention contraire. Il en était autrement dans l'ancien droit.

S'il a été convenu, dans le contrat de louage, que le bailleur pourrait venir occuper la maison, il est tenu de signifier d'avance un congé aux époques déterminées par l'usage des lieux.

§ 2. Baux des biens ruraux ou baux à ferme. — 1. — Celui qui cultive sous la condition d'un partage de fruits avec le bailleur (on l'appelle colon partiaire), ne peut ni sous-louer ni céder, si la faculté ne lui en a été expressément accordée par le bail. En cas de contravention, le propriétaire aurait le droit de demander la résiliation du bail, et le preneur serait passible des dommages-intérêts résultant de l'inexécution dudit bail.

2. — Si, dans un bail à ferme, on donne aux fonds une contenance moindre ou plus grande que celle qu'ils ont

réellement, il n'y a lieu à augmentation ou diminution du prix pour le fermier que dans les cas et suivant les règles exprimées au titre de la Vente. (Cod. civ. art. 1617-1619.) — Voy. VENTE, II, § 1^{er}.

3. — Si le preneur d'un héritage rural ne le garnit pas des bestiaux et ustensiles nécessaires à son exploitation, s'il abandonne la culture, s'il ne cultive pas en bon père de famille, s'il emploie la chose louée à un autre usage que celui auquel elle a été destinée, ou, en général, s'il n'exécute pas les clauses du bail, et qu'il en résulte un préjudice pour le bailleur, celui-ci peut, suivant les circonstances, faire résilier le bail, sans préjudice de tous dommages-intérêts.

4. — Tout preneur de bien rural est tenu d'engranger dans les lieux à ce destinés d'après le bail. Le propriétaire, en effet, ayant sur les fruits de la récolte de l'année un privilège pour le payement du loyer, il est important que le fermier ne les détourne pas du lieu convenu pour les soustraire au propriétaire.

5. — Sous peine de tous dépens, dommages et intérêts, le preneur d'un bien rural est tenu d'avertir le propriétaire des *usurpations* qui peuvent être commises sur le fonds.

6. — Si le bail est fait pour plusieurs années, et que, pendant la durée du bail, la *totalité* ou la *moitié* d'une récolte au moins soit enlevée par des cas fortuits, le fermier est autorisé à demander une *remise du prix* de sa location, à moins qu'il ne soit indemnisé par les récoltes précédentes. S'il n'est pas indemnisé, l'estimation de la remise ne peut avoir lieu qu'à la fin du bail, et il se fait alors une compensation de toutes les années de jouissance. Cependant le juge peut provisoirement dispenser le preneur de payer une partie du prix, en raison de la perte soufferte.

Si le bail n'est que d'une année, et que la perte soit de la totalité des fruits ou au moins de la moitié, le preneur est déchargé d'une partie proportionnelle du prix de la location. Il

ne peut réclamer aucune remise, si la perte est moindre de moitié.

7. — Le fermier ne peut obtenir de remise, lorsque la perte des fruits arrive après qu'ils sont séparés de la terre, à moins que le bail ne donne au propriétaire une quotité de la récolte en nature; auquel cas le propriétaire doit supporter sa part de la perte, pourvu que le preneur ne fût pas en demeure de lui délivrer sa portion de récolte. — Le fermier ne peut également demander une remise, lorsque la cause du dommage était existante et connue à l'époque où le bail a été passé.

8. — Le preneur peut être chargé des cas fortuits par une stipulation expresse; mais cette stipulation ne s'entend que des cas fortuits ordinaires, tels que grêle, feu du ciel, gelée ou coulure. Elle ne s'entend pas des cas fortuits extraordinaires, tels que les ravages de la guerre, ou une inondation, à moins que le preneur n'ait été chargé de tous les cas fortuits prévus et imprévus.

9. — Le bail sans écrit d'un fonds rural est censé fait pour le temps qui est nécessaire, afin que le preneur recueille tous les fruits de l'héritage affermé. Ainsi le bail à ferme d'un pré, d'une vigne et de tout autre fonds dont les fruits se recueillent en entier dans le cours de l'année, est censé fait pour un an. — Le bail des terres labourables, lorsqu'elles se divisent par soles ou saisons, est censé fait pour autant d'années qu'il y a de soles.

10. — Le bail des héritages ruraux, quoique fait sans écrit, cesse de plein droit à l'expiration du temps pour lequel il est censé fait, selon ce qui a été dit plus haut.

11. — Si, à l'expiration des baux ruraux écrits, le preneur reste et est laissé en possession, il s'opère, par l'effet d'une *tacite reconduction*, un nouveau bail conforme au premier pour la durée, le prix et les conditions.

12. — Le fermier sortant doit laisser à celui qui lui succède dans la culture, les logements convenables et

autres facilités pour les travaux de l'année suivante, et, réciproquement, le *fermier entrant* doit procurer à celui qui sort, les logements convenables et autres facilités pour la consommation des fourrages et pour les récoltes restant à faire. — Dans l'un et l'autre cas, on doit se conformer à l'usage des lieux.

Le fermier sortant doit aussi laisser les *pailles* et *engrais* de l'année, s'il les a reçus lors de son entrée en jouissance; et quand même il ne les aurait pas reçus, le propriétaire peut les retenir suivant l'estimation. Cette dérogation au droit de propriété a été introduite dans l'intérêt de l'agriculture.

SECT. II. — DU LOUAGE D'OUVRAGE. — (Cod. civ. art. 1779-1799; loi 2 août 1868.) — Le louage d'ouvrage est le contrat par lequel l'une des parties s'engage à faire quelque chose pour l'autre, moyennant un prix que celle-ci s'oblige à lui payer. On appelle *propriétaire* ou *maître* celui qui fait travailler et paye le prix du travail; — *ouvrier, entrepreneur, architecte, domestique, voiturier*, celui qui travaille et reçoit le prix.

— Il y a trois espèces principales de louage d'ouvrage et d'industrie : 1^o Le louage des *gens de travail* (domestiques et ouvriers) qui s'engagent au service de quelqu'un; — 2^o Celui des *voituriers*, tant par terre que par eau, qui se chargent du transport des personnes et des marchandises; — 3^o Celui des *entrepreneurs* d'ouvrages par suite de devis ou marchés.

I. LOUAGE DES GENS DE TRAVAIL.

— 1. — Les domestiques et ouvriers ne peuvent engager leurs services qu'à *temps* ou pour une *entreprise déterminée*. Toute convention contraire serait nulle comme portant atteinte à la liberté, qui est inaliénable.

2. — Aux termes de l'art. 1781 du Code civil abrogé en 1868, le *maître était cru sur son affirmation* : — pour la quotité des gages; — pour le paiement du salaire de l'année échue, et

pour les à-comptes donnés pour l'année courante.

On expliquait cette disposition, si contraire au principe de l'égalité de tous devant la loi, en disant que le maître, « étant beaucoup plus riche que son domestique ou son ouvrier, a un intérêt moins grand à trahir la vérité, ce qui doit le rendre plus digne de foi. » Quoi qu'il en soit, les critiques dont l'article 1781 étaient depuis longtemps l'objet ont enfin prévalu devant le législateur. (Loi 2 août 1868.)

II. DES VOITURIERS PAR TERRE

ET PAR EAU. — 1. — Les voituriers par terre et par eau sont assujettis, pour la garde et la conservation des choses qui leur sont confiées, aux mêmes obligations que les aubergistes. — Voy. DÉPÔT, sect. I, § 2.

Ils *répondent*, non-seulement de ce qu'ils ont déjà reçu dans leur bâtiment ou voiture, mais encore de ce qui leur a été remis sur le port ou dans l'entrepôt pour être placé dans leur bâtiment ou voiture. Ils sont responsables de la perte et des avaries des choses qui leur sont confiées, à moins qu'ils ne prouvent qu'elles ont été perdues ou avariées par *cas fortuit* ou *force majeure*.

2. — Les entrepreneurs de voitures publiques par terre et par eau, et ceux des roulages publics, doivent tenir *registre* de l'argent, des effets et des paquets dont ils se chargent.

Les entrepreneurs et directeurs de voitures et roulages publics, les maîtres de barques et navires, sont, en outre, assujettis à des *règlements particuliers* qui font la loi entre eux et les autres citoyens.

III. DES DEVIS ET DES MARCHÉS.

— On nomme *devis* l'acte contenant par écrit un aperçu détaillé des objets qui doivent être employés dans une entreprise d'ouvrage, avec l'indication du prix des matériaux et de la main-d'œuvre : c'est pour les parties, et surtout pour les propriétaires, un moyen de traiter en connaissance de cause et de se rendre compte de l'étendue des engagements qu'ils vont

prendre. Le *marché* est la convention même intervenue entre le propriétaire et l'entrepreneur pour l'exécution d'un ouvrage.

1. — Lorsqu'on charge quelqu'un de faire un ouvrage, on peut convenir qu'il fournira seulement son travail ou son industrie, ou bien qu'il fournira aussi la matière.

— Si, dans le cas où l'ouvrier fournit la matière, la chose vient à périr, de quelque manière que ce soit, avant d'être livrée, la perte en est pour l'ouvrier, à moins que le maître ne fût en demeure de recevoir la chose.

— Dans le cas où l'ouvrier fournit seulement son travail ou son industrie, si la chose vient à périr, l'ouvrier n'est tenu que de sa faute.

Si, dans la même hypothèse, la chose vient à périr, quoique sans aucune faute de la part de l'ouvrier, avant que l'ouvrage ait été reçu, et sans que le maître fût en demeure de le vérifier, l'ouvrier n'a point de salaire à réclamer, à moins que la chose n'ait péri par le vice de la matière.

— S'il s'agit d'un ouvrage à plusieurs pièces ou à la mesure, la vérification peut s'en faire par parties. Elle est censée faite pour toutes les parties payées, si le maître paye l'ouvrier en proportion de l'ouvrage fait.

2. — Lorsqu'un édifice construit à prix fait péricule en tout ou en partie par le vice de la construction, même par le vice du sol, les architectes et entrepreneurs en sont responsables pendant 10 ans, qui commencent à courir du jour où l'ouvrage a été vérifié.

3. — L'architecte ou l'entrepreneur, chargé de la construction à forfait d'un bâtiment, d'après un plan arrêté avec le propriétaire du sol, ne peut demander aucune augmentation du prix, ni sous le prétexte de l'augmentation de la main-d'œuvre ou des matériaux, ni sous celui de changements ou d'augmentations faits sur ce plan, si ces changements ou augmentations n'ont pas été autorisés par écrit et le prix convenu avec le propriétaire.

4. — Le maître peut résilier, par sa seule volonté, le marché à forfait, quoique l'ouvrage soit déjà commencé, en dédommageant l'entrepreneur de toutes les dépenses, de tous les travaux et de tout ce qu'il aurait pu gagner dans cette entreprise.

5. — Le contrat de louage d'ouvrage est dissous par la mort de l'ouvrier, de l'architecte ou de l'entrepreneur. Mais le propriétaire est tenu de payer à leurs héritiers, en proportion du prix porté par la convention, la valeur des ouvrages faits et celle des matériaux préparés, si ces ouvrages ou ces matériaux peuvent lui être utiles.

6. — L'entrepreneur est responsable du fait des personnes qu'il emploie.

Les maçons, charpentiers, et autres ouvriers qui ont été employés à la construction d'un bâtiment ou d'autres ouvrages faits à l'entreprise, n'ont d'action contre celui pour lequel les ouvrages ont été faits que jusqu'à concurrence de ce dont il se trouve débiteur envers l'entrepreneur au moment où leur action est intentée.

7. — Les marchés peuvent se faire de différentes manières : 1° *Au mètre* : en ce cas, le prix est payé par mètre ; — 2° *La clef à la main* : en ce cas, l'entrepreneur s'oblige à fournir tout ce qui est nécessaire à la construction de la maison ; — 3° *Au rabais*, lorsqu'il s'agit d'ouvrages publics : en ce cas, le marché se fait, par adjudication, avec celui qui offre d'exécuter l'ouvrage au plus bas prix.

SECTION III. — DU BAIL A CHEPTEL. — (Cod. civ. art. 1800-1831.)

Le *bail à cheptel* est le contrat par lequel l'une des parties livre à l'autre un fonds de bétail pour le garder, le nourrir et le soigner, sous les conditions convenues entre elles. La preuve en est gouvernée par les règles ordinaires des contrats.

L'expression *cheptel* (prononcez *chetel*) vient de *chatal*, vieux mot celtique ou bas-breton, qui signifie trou-

peau de bêtes. Elle s'applique soit au contrat lui-même, soit au fonds du bétail qui en fait l'objet.

1. — On peut donner à cheptel toute espèce d'animaux susceptibles de croître ou de profit pour l'agriculture ou le commerce.

2. — Ce n'est qu'à défaut de conventions particulières que le Code civil a tracé des règles applicables aux diverses espèces de cheptel, lesquelles sont au nombre de cinq : 1° Le cheptel simple ou ordinaire ; — 2° Le cheptel à moitié ; — 3° Le cheptel donné au fermier, ou cheptel de fer ; — 4° Le cheptel donné au colon partiaire ; — 5° Le cheptel improprement appelé cheptel.

I. CHEPTEL SIMPLE. — C'est le nom du contrat par lequel on donne à un autre des bestiaux à garder, nourrir et soigner, à condition que le preneur profitera de la moitié des laines et du croît, et qu'il supportera aussi la moitié de la perte ; les laitages, les fumiers, le travail des animaux sont exclusivement pour lui.

1. — Le preneur doit les soins d'un bon père de famille à la conservation du bétail donné à cheptel. Si le bétail périt en entier sans la faute du preneur, la perte en est pour le bailleur ; — s'il n'en périt qu'une partie, la perte est supportée en commun, d'après le prix de l'estimation à l'expiration du cheptel, c'est-à-dire que si, à la fin du bail, il y a perte sur la valeur qu'avait le cheptel au commencement, le preneur devra payer au propriétaire la moitié de cette perte.

2. — Il n'est pas permis de stipuler que le preneur supportera la perte totale du cheptel, quoique arrivée par cas fortuit et sans sa faute ; — ou qu'il supportera dans la perte une part plus grande que dans le profit ; — ou que le bailleur prélèvera, à la fin du bail, quelque chose de plus que le cheptel qu'il a fourni. Toute convention de ce genre serait nulle.

3. — Le preneur ne peut disposer d'aucune bête du troupeau, soit

du fonds, soit du croît, sans le consentement du bailleur. Il lui est interdit de tondre sans en prévenir le bailleur.

4. — Lorsque le cheptel est donné au fermier d'autrui, il doit être notifié au propriétaire de qui ce fermier tient : sans quoi ce propriétaire aurait la faculté de le saisir et de le faire vendre pour ce que son fermier lui doit.

5. — S'il n'y a pas de temps fixé par la convention pour la durée du cheptel, il est censé fait pour trois ans. Le bailleur peut en demander plus tôt la résolution si le preneur ne remplit pas ses obligations.

6. — A la fin du bail, ou lors de sa résolution, il se fait une nouvelle estimation du cheptel. Le bailleur prélève des bêtes de chaque espèce jusqu'à concurrence de la première estimation ; l'excédant se partage. — S'il n'existe pas assez de bêtes pour remplir la première estimation, le bailleur prend ce qui reste et les parties se font raison de la perte.

II. CHEPTEL A MOITIÉ. — On désigne ainsi une société dans laquelle chacun des contractants fournit la moitié des bestiaux, qui demeurent communs pour le profit ou la perte. Si ce contrat se trouve rangé dans la classe des baux, c'est parce qu'il n'est qu'une modification du cheptel.

1. — Le preneur profite seul, comme dans le cheptel simple, des laitages, du fumier et des travaux des bêtes. Le bailleur n'a droit qu'à la moitié des laines et du croît.

2. — Toutes les autres règles du cheptel simple s'appliquent au cheptel à moitié. Ainsi le troupeau doit être estimé au commencement du bail ; — le preneur est responsable de ses fautes, il ne l'est pas des cas fortuits ; — il ne peut tondre sans prévenir le bailleur ; — à défaut de terme fixé, le bail dure trois ans.

III. CHEPTEL DONNÉ AU FERMIER ou CHEPTEL DE FER. — C'est celui par lequel le propriétaire d'une métairie la donne à ferme, à la charge qu'à l'expiration du bail, le fermier

laissera des bestiaux d'une valeur égale au prix de l'estimation de ceux qu'il aura reçus. Le bail des bestiaux n'est ainsi que l'accessoire du bail de la métairie, et on l'appelle *cheptel de fer*, parce qu'il est comme enchaîné à la métairie.

1. — Tous les profits appartiennent au fermier, pendant la durée de son bail, s'il n'y a pas convention contraire. Toutefois, le fumier appartient à la métairie et doit être uniquement employé à son exploitation.

2. — A moins de convention contraire, la perte, même totale, et par cas fortuit, est en entier pour le fermier.

Ce dernier, à la fin du bail, ne peut retenir le cheptel en en payant l'estimation originaire; il doit en laisser un de valeur pareille à celle du cheptel qu'il a reçu. S'il y a du déficit, il le paye, et c'est seulement l'excédant qui lui appartient.

IV. CHEPTEL DONNÉ AU COLON PARTIAIRE. — Ce cheptel n'est qu'un accessoire du bail à métairie, comme le cheptel donné au fermier n'est qu'un accessoire du bail à ferme. Il a pour objet le partage des profits du troupeau, comme le bail principal a pour objet le partage des fruits du fonds, et il est fait pour toute la durée de ce bail.

1. — La perte totale du cheptel est au compte du bailleur lorsqu'elle arrive par cas fortuit.

2. — Il peut être stipulé que le colon laissera au bailleur sa part de la toison à un prix inférieur à la valeur ordinaire; — que le bailleur aura une plus grande part du profit; — qu'il aura la moitié des laitages. Si de telles clauses, interdites dans le cheptel simple, sont autorisées dans le cheptel donné au colon partiaire, c'est que la loi présume que les clauses du bail de la métairie dédommagent le colon partiaire. Elle a aussi égard à ce que le bailleur fournit le logement du cheptel et contribue à sa nourriture, puisqu'elle est prise sur la métairie dont les fruits lui appartiennent en partie.

Est néanmoins prohibée la clause qui mettrait toute la perte à la charge du colon partiaire.

V. CONTRAT IMPROPREMENT APPELÉ CHEPTEL. — Le contrat improprement appelé cheptel est celui par lequel une personne livre une ou plusieurs vaches à une autre personne qui se charge de les loger et de les nourrir, à la condition de profiter du lait et du fumier : le bailleur conserve la propriété des vaches et a seulement le profit des veaux qui en naissent.

Ce bail est improprement appelé cheptel, puisqu'il n'a pour objet que des individualités, une ou quelques têtes de bétail, tandis que le cheptel proprement dit a pour objet une universalité, un troupeau se perpétuant par le renouvellement des individus.

LOUVETERIE. — (Règl. 20 août 1814; Instr. min. 8 juin 1818; Ord. roy. 24 juillet 1832, art. 6; Déc. 25 mars 1852, art. 5, n° 17.)

Institution destinée à favoriser la destruction des loups, renards et autres animaux nuisibles.

1. — Sur la proposition du Conservateur des forêts, les Préfets nomment des *Lieutenants de Louveterie* dont la commission, renouvelable chaque année, est honorifique, et qui sont tenus : 1° D'entretenir à leurs frais un équipage de chasse, composé au moins d'un piqueur, deux valets de limiers, un valet de chiens, dix chiens courants et quatre limiers; — 2° De se procurer les pièges nécessaires pour la destruction des loups, renards et autres animaux nuisibles, dans la proportion des besoins.

En retour de ces obligations, les Lieutenants de louveterie ont le droit de chasser à courre le sanglier, deux fois par mois, dans les forêts de l'Etat faisant partie de leur arrondissement; de chasser au loup sans permis et d'employer pour la destruction des animaux nuisibles certains pièges interdits par la loi du 3 mai 1844 sur la chasse. Ce sont eux qui

dirigent, sous la surveillance des agents forestiers, les chasses et battues générales ou particulières ordonnées par les Préfets. Ils ont un uniforme permis, mais non obligatoire.

2. — Toute personne est autorisée

à tuer les loups et autres bêtes malfaisantes sur sa propriété.

3. — Des primes sont accordées pour la destruction des loups. — En voici le tarif : 18 fr. par loup pleine; — 15 fr. par louve non pleine; — 12 fr. par loup; — 6 fr. par louveteau.

M

MACHINES ET CHAUDIÈRES A VAPEUR. — (Déc. 25 janvier 1865.)

Il était du devoir de l'Autorité de chercher à prévenir les graves dangers que présente l'emploi de la vapeur, cette merveilleuse conquête de l'homme sur la matière, qui multiplie prodigieusement ses forces, supprime la distance et rend d'immenses services à l'industrie.

Aussi le Gouvernement a-t-il déterminé les conditions d'épreuve et de surveillance des machines et chaudières à vapeur. Tel est l'objet du décret du 25 janvier 1865 qui est venu remplacer les dispositions prises antérieurement à ce sujet et a dégagé l'industrie d'entraves reconnues inutiles.

1. — Le décret du 25 janvier 1865 se divise en quatre titres : le premier traite des épreuves auxquelles les chaudières sont assujetties; — le titre II règle la forme de la déclaration à faire par celui qui veut établir à demeure une chaudière à vapeur, et les conditions à remplir par rapport au voisinage, afin de sauvegarder la sécurité publique et les intérêts des propriétés voisines; — le titre III énonce les dispositions relatives aux chaudières des machines locomobiles et locomotives; — le titre IV désigne les agents de divers ordres qui sont chargés de la surveillance et prescrit les mesures à observer en cas d'accident, pour que la Justice soit à même de décider à qui incombe la responsabilité.

2. — Les chaudières placées sur des bateaux ont été astreintes à des mesures de précaution spéciales, à cause de la gravité des accidents qui

sont à redouter. Elles font l'objet de l'Ordonnance royale du 23 mai 1843, qui est encore en vigueur.

MAGASINS GÉNÉRAUX. — (Loi 28 mai 1838; Déc. 12 mars 1859.)

Les Magasins généraux ou Docks sont destinés à recevoir les marchandises que tout commerçant veut y déposer, moyennant un droit très-minime, en échange d'un récépissé et d'un warrant, tous deux négociables.

1. — C'est à l'Angleterre que la France a emprunté cette institution si avantageuse pour le commerce, car elle permet au propriétaire de la marchandise de l'engager ou de la vendre, de la faire circuler de main en main, à titre d'aliénation ou de nantissement, avec la plus grande facilité et sans aucuns frais de déplacement. Ainsi mobilisée par un procédé ingénieux, la marchandise n'est plus entre les mains du négociant qui la possède une valeur inerte, mais une valeur active presque à l'égal des espèces; elle est au moins un moyen de crédit d'une très-grande efficacité, parce qu'il y a une base presque certaine.

2. — Les Magasins généraux sont ouverts, sur l'avis des Chambres de commerce ou des Chambres consultatives des arts et manufactures, avec l'autorisation du Gouvernement, et sont placés sous sa surveillance. Ils reçoivent les matières premières, les marchandises et les objets fabriqués que les négociants et industriels veulent y déposer. Des récépissés délivrés aux déposants énoncent leurs noms, profession et domicile, ainsi

que les indications propres à établir l'identité de la marchandise et à en déterminer la valeur. A chaque récépissé est annexé, sous la dénomination de *warrant*, un bulletin de gage contenant les mêmes mentions.

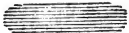
Les récépissés et les warrants peuvent être transférés par voie d'endossement, ensemble ou séparément.

3. — Voici un modèle de récépissé et de warrant :

MAGASINS GÉNÉRAUX AGRÉÉS PAR L'ÉTAT.

RÉCÉPISSÉ A ORDRE.

Série A

N° 

Il a été déposé par M., demeurant
à, les marchandises ci-après désignées,
., par

NUMÉROS D'ENTRÉE AU MAGASIN.	NOMBRE, ESPÈCE ET MARQUE DES COLIS.	NATURE ET POIDS BRUT DES MARCHANDISES.
Entrepôt réel des douanes		
— d'octroi.....		
— des sels.....		
— des sucres indi- gènes.....		
Entrepôt libre.....		

A....., le..... 187 .

Le Chef de bureau,

L'Administrateur,

MAGASINS GÉNÉRAUX AGRÉÉS PAR L'ÉTAT.

WARRANT A ORDRE.

Série A

N° 

Il a été déposé par M., demeurant
à, les marchandises ci-après désignées,
venant de, par

NUMÉROS D'ENTRÉE AU MAGASIN.	NOMBRE, ESPÈCE ET MARQUE DES COLIS.	NATURE ET POIDS BRUT DES MARCHANDISES.
Entrepôt réel des douanes		
— d'octroi.....		
— des sels.....		
— des sucres indi- gènes.....		
Entrepôt libre.....		

A....., le..... 187 .

Le Chef de bureau,

L'Administrateur,

4. — Pen de mots sont nécessaires pour faire comprendre le mécanisme des deux opérations auxquelles le déposant peut se livrer sur la chose déposée dans un magasin général. Veut-il *emprunter* sur sa marchandise, il détache le *warrant* et le transfère au prêteur par endossement ; celui-ci acquiert, en vertu de ce transport, tous les droits d'un créancier gagiste ; — veut-il *vendre* sa marchandise, non encore engagée, il transfère les deux titres qu'il a reçus au moment du dépôt, *récépissé* et *warrant*, à l'acheteur par voie d'endossement. Si la marchandise est déjà engagée, il transfère, par endossement, le *récépissé* qu'il a conservé ; l'acheteur devient propriétaire de la chose au même titre que le vendeur, c'est-à-dire à charge de payer au porteur du *warrant* le montant de la créance garantie par ce bulletin. Ainsi l'endossement du *récépissé* opère *vente* de la marchandise ; — l'endossement du *warrant* constitue au profit de celui en faveur duquel il est fait un droit de *gage* ou de *nantissement*. Cette double opération peut se *renouveler* ; c'est-à-dire que le porteur du *récépissé* ou du *warrant* peut l'endosser à son tour au profit d'une autre personne, et, de cette manière, au moyen d'endossements successifs, la marchandise peut circuler, être donnée en gage ou être vendue successivement à différentes personnes.

5. — L'endossement du *warrant* séparé du *récépissé*, doit énoncer le montant intégral, en capital et intérêts, de la créance garantie, la date de son échéance, les noms, profession et domicile du créancier, et être transcrit sur les registres du magasin. Cette formalité, qui n'est, du reste, exigée que pour le premier endossement, a pour but de faire connaître aux intéressés la somme pour laquelle la marchandise est engagée et celle, par conséquent, qu'il faudrait consigner pour retirer la chose.

6. — Il nous reste à examiner les diverses hypothèses qui peuvent se présenter par suite de la négociation simultanée ou séparée du *récépissé* et

du *warrant* : celui qui a entre les mains, en vertu d'un endossement régulier, ces deux titres, est devenu propriétaire de la marchandise ; il peut donc se présenter au magasin général et se faire délivrer cette marchandise contre remise du *récépissé* et du *warrant*.

Si le *récépissé* a été transmis sans le *warrant*, parce qu'au moment de la vente la marchandise avait été déjà donnée en gage, le porteur du *récépissé* ne peut retirer la marchandise qu'en consignait à l'Administration du magasin général la somme due au porteur du *warrant*, y compris les intérêts jusqu'au jour de l'exigibilité.

Quant au porteur du *warrant*, il a un droit de gage sur la marchandise ; s'il n'est pas payé au jour de l'échéance, il doit faire constater par un *protêt* le refus de paiement, et, huit jours après, il peut faire procéder à la *vente publique* aux enchères par le ministère d'un courtier. Il est payé sur le prix, avant tous autres créanciers, déduction faite seulement des droits de douanes, d'octroi, etc., des frais de vente et de magasinage. Si la vente n'avait pas suffi pour le rembourser complètement, il aurait recours, pour la différence, contre l'emprunteur et les endosseurs successifs du *warrant*. — Le porteur du *warrant* perd son recours contre les endosseurs, s'il n'a pas fait procéder à la vente dans le mois qui suit le jour du *protêt*, ou s'il ne les a pas assignés en paiement dans le délai de quinzaine à partir du jour de la vente des marchandises. Le *warrant* a donc les caractères d'un effet de commerce, et il est reçu comme tel par les établissements de crédit qui font l'escompte, notamment par la Banque de France, qui admet exceptionnellement et à cause de la garantie spéciale qu'ils offrent les *warrants* revêtus seulement de deux signatures.

7. — En cas de *perte* du *récépissé* ou du *warrant*, on peut, moyennant justification de propriété et caution, obtenir soit une duplicata, s'il s'agit

du récépissé, soit le paiement de la créance garantie, s'il s'agit du warrant. Dans l'une et l'autre hypothèse, une ordonnance du Président du tribunal de commerce est nécessaire.

MAINMORTE. — Voy. TAXE DES BIENS DE MAINMORTE.

MAIRE. — (Lois 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), tit. II, § III; 18 juillet 1837, tit. II, chap. 1^{er}; 5 mai 1855, 14 avril 1871.) — Du latin *major*, maître, premier, d'où l'ancienne expression *maieur* ou *majeur*. — Nom donné au premier Officier municipal d'une Commune.

I. CONDITIONS ET MODE DE NOMINATION. — 1. — La nomination des Maires a lieu provisoirement par décret du Président de la République dans les villes de plus de 20,000 âmes et dans les chefs-lieux de département et d'arrondissement, quelle qu'en soit la population. Les Maires sont pris dans le Conseil municipal.

A Paris, il y a un Maire pour chacun des 20 arrondissements. Ils sont choisis par le Président de la République. Il y a incompatibilité entre les fonctions de Maire ou d'Adjoint d'arrondissement et celles de Conseiller municipal de la ville de Paris.

Dans les autres Communes, c'est le Conseil municipal qui élit le Maire parmi ses Membres, au scrutin secret et à la majorité absolue. Si après deux scrutins, aucun candidat n'a obtenu la majorité, il est procédé à un tour de ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est nommé.

2. — Les Maires peuvent être suspendus par arrêté du Préfet, sauf confirmation, dans le délai de 2 mois, par le Ministre de l'Intérieur. Ils ne peuvent être révoqués que par décret du Président de la République. En cas de destitution, ils ne sont pas rééligibles pendant une année.

3. — Les fonctions de Maire et d'Adjoints sont essentiellement gratuites. Leur durée est de cinq ans.

4. — Ne peuvent être ni Maires ni Adjoints :

1^o Les Préfets, Sous-Préfets, Secrétaires généraux et Conseillers de Préfecture ;

2^o Les Membres des Cours et Tribunaux de première instance et des Justices de paix, sauf les Juges-suppléants et les Suppléants de Juges de paix ;

3^o Les Ministres des cultes ;

4^o Les militaires et employés des armées de terre et de mer, en activité de service ou en disponibilité ;

5^o Les Ingénieurs des Ponts et chaussées et des mines, en activité de service, les Conducteurs des ponts et chaussées et les Agents-Voyers ;

6^o Les agents et employés des Administrations financières et des forêts, ainsi que les gardes des établissements publics et des particuliers ;

7^o Les Commissaires et Agents de police ;

8^o Les fonctionnaires et employés des collèges communaux et les instituteurs communaux ou libres ;

9^o Les comptables et les fermiers des revenus communaux, et les agents salariés par la Commune.

Les agents salariés du Maire ne peuvent être ses Adjoints.

II. ATTRIBUTIONS. — Elles sont de deux natures : les unes relatives, les autres étrangères à l'Administration.

§ 1^{er}. — *Attributions administratives.* — 1. — En tant que *délégué du Gouvernement*, le Maire est chargé :

1^o de la publication et de l'exécution des lois et règlements ; — 2^o des fonctions spéciales qui lui sont attribuées par les lois ; — 3^o de l'exécution des mesures de sûreté générale. Dans ces différents cas, il est l'intermédiaire entre l'Administration supérieure et les administrés, l'organe des réclamations des administrés auprès de l'Administration.

2. — En tant que *représentant de la Commune*, le Maire est chargé, sous la surveillance du Préfet : 1^o de la police municipale, de la police rurale et de la voirie municipale, et de pourvoir à l'exécution des actes de l'Autorité supérieure qui y sont relatifs ;

— 2° de la conservation et de l'administration des propriétés de la Commune, et de faire, en conséquence, tous actes conservatoires de ses droits; — 3° de la gestion des revenus, de la surveillance des établissements communaux et de la comptabilité communale; — 4° de la proposition du budget et de l'ordonnancement des dépenses; — 5° de la direction des travaux communaux; — 6° de souscrire les marchés, de passer les baux des biens et les adjudications des travaux communaux, dans les formes établies par les lois et règlements; — 7° de souscrire, dans les mêmes formes, les actes de vente, échange, partage, acceptation de dons ou legs, acquisition, transaction, lorsque ces actes ont été dûment autorisés; — 8° de représenter la Commune en Justice, soit en demandant, soit en défendant.

— Les arrêtés pris par le Maire sur les objets de police qu'il a le droit de réglementer sont immédiatement adressés au Sous-Préfet, qui les transmet au Préfet. Le Préfet peut les annuler ou en suspendre l'exécution. Ceux de ces arrêtés qui portent règlement permanent ne sont exécutoires qu'un mois à partir de la date du récépissé donné par le Sous-Préfet.

Il est loisible de se pourvoir contre les arrêtés des Maires devant le Préfet, et contre la décision du Préfet devant le Ministre de l'Intérieur. La décision approbative du Préfet ou du Ministre peut être attaquée devant le Conseil d'Etat pour incompétence ou excès de pouvoir. Aucun délai n'est prescrit pour le pourvoi devant le Préfet ou le Conseil d'Etat.

§ 2. — *Attributions étrangères à l'Administration.* — Ce sont celles : 1° d'Officier de l'état civil; — 2° d'Officier de police judiciaire; — 3° de Juge de simple police.

1. — Comme *Officier de l'état civil*, le Maire est chargé de la tenue des registres de déclaration de naissance, de mariage et de décès. (Cod. civ. art. 34-101.) — Voy. ACTES DE L'ÉTAT CIVIL.

2. — Comme *Officier de police judiciaire*, il exerce les fonctions déterminées par le Code d'Instruction criminelle (art. 8 et suiv.). — Voy. POLICE JUDICIAIRE.

3. — Comme *Juge de simple police*, le Maire connaît, concurremment avec le Juge de paix, dans les Communes qui ne sont pas chefs-lieux de canton, des contraventions commises dans l'étendue de la Commune par les personnes prises en flagrant délit, ou par des personnes qui résident dans la Commune ou qui y sont présentes, lorsque les témoins y sont aussi résidents ou présents, et lorsque la partie réclamante demande pour ses dommages-intérêts une somme déterminée qui n'excède pas 15 fr.

Il ne peut jamais connaître des contraventions attribuées exclusivement aux Juges de paix par l'article 139 du Code d'Instruction criminelle. — Voy. TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE.

En fait, la juridiction des Juges de paix en matière de simple police est à peu près exclusive.

— Le *Ministère public* (voy. ces mots) est exercé auprès du Maire, lorsqu'il est juge de simple police, par l'Adjoint; en l'absence de l'Adjoint, par un membre du Conseil municipal que désigne à cet effet, pour une année entière, le Procureur de la République.

Les fonctions de *greffier* sont remplies par un citoyen que le Maire propose et qui prête serment en cette qualité au Tribunal de police correctionnelle. Il reçoit pour ses expéditions les émoluments alloués au greffier du Juge de paix. (Cod. instr. crim. art. 166-171.)

MAISON COMMUNE. — C'est la dénomination légale du bâtiment où siège l'Administration municipale de chaque Commune : on l'appelle vulgairement *Mairie* ou *Hôtel de Ville*.

MAISON D'ARRÊT, DE CORRECTION, DE DÉPÔT, DE FORCE, DE DÉTENTION. — Voy. PRISONS.

MAISONS DE PRÊT SUR GAGES.

— Voy. PRÊT SUR GAGES. (Maisons de)

MAITRE. (CONSEILLER) — Voy. COUR DES COMPTES, 3.

MAITRE DE PENSION. — Voy. INSTITUTEUR; — INSTRUCTION PUBLIQUE.

MAITRE DES REQUÊTES. — Voy. CONSEIL D'ÉTAT, 1.

MAITRISES ET JURANDES. — Le travail et l'industrie étaient, avant la Révolution, soumis au régime des Maîtrises et des Jurandes. — On entendait par *Maîtrise* la réunion de ceux qui, ayant été reçus *maîtres* dans la corporation des gens de même métier, avaient seuls le droit de s'établir et de vendre pour leur compte les produits dont la fabrication était le privilège exclusif de la corporation. — On donnait le nom de *Jurande* au syndicat des jurés ou chefs de la corporation, qui étaient chargés d'inspecter les ateliers, de faire exécuter les règlements de la communauté et de juger le *chef-d'œuvre* imposé aux compagnons ou ouvriers pour leur admission à la maîtrise.

— Supprimées par Turgot en 1776, rétablies, la même année, avec quelques modifications, les Maîtrises et les Jurandes durèrent jusqu'à la Révolution. Leur suppression définitive date de 1791. (Loi du 2 mars.) — Voy. LIBERTÉ DU TRAVAIL ET DE L'INDUSTRIE.

MAJORITÉ. — (Cod. civ. art. 488.) — 1. — Elle est fixée à *vingt et un* ans accomplis : à cet âge, on est capable de tous les actes de la vie civile.

2. — Néanmoins, le garçon, jusqu'à vingt-cinq ans, a besoin du consentement de ses père et mère pour se marier (Cod. civ. art. 148); — les enfants, sans distinction de sexe, ne peuvent être adoptés qu'avec l'assentiment de leurs père et mère, s'ils n'ont pas vingt-cinq ans. (Cod. civ. art. 346.)

3. — Ce n'est qu'à vingt-cinq ans qu'on peut être *Député* (déc. 2 février 1852, art. 26; — *Maire*, Ad-

joint ou Conseiller municipal (loi 5 mai 1855, art. 2, 8); — Membre d'un *Conseil d'arrondissement* ou d'un *Conseil général* (loi 22 juin 1833, art. 4, 23); — *Conseiller de Préfecture* (Const. 5 fructidor an III (22 août 1795), art. 175).

4. — Pour prendre part à l'élection des Membres des *Conseils de Prud'hommes*, il faut avoir vingt-cinq ans; on n'est éligible qu'à l'âge de trente ans.

5. — Nul ne peut être *Juge* ou *Suppléant* d'un *Tribunal de première instance*, ou *Procureur de la République*, s'il n'est âgé de vingt-cinq ans, ni *Président* s'il n'a vingt-sept ans. Les *Substituts* du *Procureur de la République* peuvent être nommés lorsqu'ils ont atteint leur vingt-deuxième année.

Pour être *Conseiller* à une *Cour d'appel*, il faut avoir vingt-sept ans; les *Présidents* et le *Procureur général* doivent être âgés de trente ans. Quant aux *Substituts* du *Procureur général*, il suffit qu'ils aient accompli leur vingt-cinquième année. (Loi 21 avril 1810, art. 64, 65.)

6. — Les *Juges* et *Suppléants* des *Tribunaux de commerce* doivent avoir trente ans; l'âge de quarante ans est exigé des *Présidents*. (Cod. com. art. 620.)

7. — On ne peut être juré avant trente ans. (Loi 4 juin 1853, art. 1^{er}.) — Etc., etc.

MALFAITEURS. — Voy. ASSOCIATIONS DE MALFAITEURS.

MANDAT. — (Cod. civ. art. 1984-2010. — Du latin *mandatum*, confié. — Le *mandat*, ou *procuracion*, est l'acte par lequel une personne (le *mandant*) donne à une autre (le *mandataire*) le pouvoir de faire quelque chose pour elle et en son nom.)

Par le *mandat*, l'homme trouve les moyens de se multiplier dans les lieux les plus divers sans se déplacer.

I. FORMES DU MANDAT. — 1. — Le contrat de *mandat* ne se forme que par l'acceptation du *mandataire*, acceptation qui peut, du reste, être *tacite*, et résulter de l'exécution par-

tielle on totale du mandat par le mandataire.

2. — Dans *certaines cas exceptionnels*, la loi exige formellement que la procuration soit rédigée *devant notaire*, par exemple, lorsqu'une personne donne mandat à une autre de la représenter dans les *actes de l'état civil* (Cod. civ. art. 36); — d'accepter pour elle une *donation* (Cod. civ. art. 933); — de former en son nom *opposition au mariage* (arg. de l'art. 73 du même Code); — de consentir une *hypothèque* (arg. de l'art. 2127 id.)

En dehors de ces cas spéciaux, la procuration peut être rédigée sous *seing privé*, ou même donnée par *simple lettre*. Bien plus, elle serait *valable donnée verbalement*; mais, en cas de contestation sur son existence, on ne serait admis à en faire *preuve par témoins* que dans les conditions auxquelles est autorisé ce genre de preuve, c'est-à-dire si l'affaire, objet du mandat contesté, ne dépasse pas 150 fr., on s'il y a un commencement de preuve par écrit. — Voy. OBLIGATIONS, V, § 2.

II. NATURE ET ÉTENDUE DU MANDAT. — 1. — Le mandat, de sa nature, est *gratuit*, mais rien n'empêche de convenir d'un salaire.

2. — Il est *général* ou *spécial* : dans cette dernière hypothèse, le mandataire ne peut rien faire au delà de l'acte déterminé.

Le Code déclare avec sagesse (art. 1988) que le mandat conçu en termes généraux n'embrasse que les actes d'administration (*louer les maisons, affermer les biens pour 9 ans au plus, vendre les fruits, etc.*), mais que, s'il s'agit d'aliéner, d'hypothéquer ou de faire tout autre acte de propriété, le mandat doit s'en exprimer formellement.

III. EFFETS DU MANDAT. — DROITS ET OBLIGATIONS DU MANDAT ET DU MANDATAIRE. — 1. — En acceptant le mandat, le mandataire s'oblige à l'accomplir, tant qu'il en demeure chargé, sous peine de dommages-intérêts. Il doit rendre compte de sa gestion et répond de ses fautes. Sa

responsabilité est plus ou moins étendue selon que le mandat est *gratuit*, ou *salaire*.

2. — S'il a employé à son usage personnel des sommes reçues pour le mandant, il en doit l'intérêt à dater de cet emploi.

3. — A moins que cette faculté ne lui ait été expressément interdite, le mandataire peut *se substituer* une autre personne, mais c'est à ses propres risques : 1° S'il n'a pas reçu pouvoir de se substituer quelqu'un; — 2° Si, ce pouvoir lui ayant été conféré sans désignation de personne, celle dont il a fait choix était notoirement incapable ou insolvable.

4. — Quant au mandant, il doit exécuter les engagements contractés par le mandataire dans la limite de ses pouvoirs, et *rembourser* à ce dernier ses frais et avances, *alors même que l'affaire n'aurait pas réussi*, s'il n'y a d'ailleurs aucune faute imputable au mandataire.

Il doit aussi lui payer le salaire promis et l'indemniser, s'il y a lieu, des pertes essuyées à l'occasion de sa gestion.

L'intérêt des avances faites par le mandataire lui est dû à dater du jour des avances constatées.

IV. FIN DU MANDAT. — 1. — Le mandat prend fin : 1° Par la *révocation* du mandataire; — 2° Par la *renonciation* de celui-ci au mandat; — 3° Par la *mort*, l'interdiction ou la *déconfiture* de l'une ou l'autre des parties.

2. — Le mandant peut *révoquer* sa procuration *quand bon lui semble* et contraindre, au besoin, le mandataire à lui remettre l'écrit qui la renferme; mais il doit avoir bien soin de notifier cette révocation aux tiers avec lesquels le mandataire pourrait traiter; car, aux termes de l'art. 2005 du Code civil, « la révocation notifiée au seul mandataire ne peut être opposée aux tiers qui ont traité dans l'ignorance de cette révocation, sauf au mandant son recours contre le mandataire. »

3. — Il était juste de permettre au

mandataire de *renoncer au mandat*. Néanmoins, s'il en résultait un préjudice pour le mandant, celui-ci aurait droit à une indemnité, à moins que le mandataire ne se fût trouvé dans l'impossibilité de continuer sa gestion sans éprouver lui-même un préjudice considérable.

4. — En cas de *mort du mandataire*, ses héritiers sont tenus d'en donner avis au mandant et de pourvoir, en attendant, à ce que les circonstances exigent.

5. — Dans le commerce, le mandat est très-usité, mais il est principalement connu sous le nom de *commission*. (Voy. ce mot.)

MANDAT D'AMENER. — (Cod. instr. crim. art. 91 et suiv.)

Ordonnance du Juge d'instruction qui prescrit aux agents de la force publique d'amener devant lui, de gré ou de force, un individu pour l'interroger sur les faits dont il est inculpé. — Voy. MANDAT DE COMPARUTION; — MANDAT DE DÉPÔT; — MANDAT D'ARRÊT.

MANDAT D'ARRÊT. — (Cod. instr. crim. art. 91 et suiv.)

Ordonnance par laquelle le Juge d'instruction, après avoir interrogé un individu inculpé d'un fait emportant peine afflictive ou infamante, ou emprisonnement correctionnel, et sur les conclusions du Ministère public, prescrit de le retenir dans la maison d'arrêt jusqu'à nouvel ordre. — Voy. LIBERTÉ PROVISOIRE. (*Mise en*)

MANDAT DE COMPARUTION. — (Cod. instr. crim. art. 91 et suiv.)

Ordonnance par laquelle le Juge d'instruction prescrit qu'une personne inculpée d'un délit comparaitra devant lui à jour et heure déterminés. Si l'inculpé fait défaut, le magistrat instructeur lance contre lui un *mandat d'amener* qui s'exécute à l'aide de la force publique. — Voy. LIBERTÉ PROVISOIRE. (*Mise en*)

MANDAT DE DÉPÔT. — (Cod. instr. crim. art. 91 et suiv.)

Ordonnance par laquelle le Juge d'instruction prescrit de détenir jusqu'à

nouvel ordre un individu sur qui pèsent des charges qu'un premier interrogatoire n'a pas réussi à dissiper. — Voy. LIBERTÉ PROVISOIRE. (*Mise en*)

MANUFACTURES. — Voy. CHAMBRES CONSULTATIVES DES ARTS ET MANUFACTURES; — DESSINS DE FABRIQUE; — DURÉE DU TRAVAIL; — ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMODES; — LIVRETS D'OUVRIERS; — MACHINES ET CHAUDIÈRES À VAPEUR; — MARQUES DE FABRIQUE; — TISSAGE ET BOBINAGE; — TRAVAIL DES ENFANTS DANS LES MANUFACTURES.

MARAI. — (Loi 16 septembre 1807.) — On appelle ainsi des terrains couverts d'eaux stagnantes. Ils présentent de grands inconvénients pour la santé publique et pour l'agriculture. Aussi le Gouvernement a-t-il le droit d'en ordonner le dessèchement quand il le juge nécessaire.

1. — Si les propriétaires *veulent eux-mêmes faire le dessèchement*, ils sont préférés à tout autre, à la charge de se soumettre aux conditions déterminées par le Gouvernement. S'ils *refusent d'effectuer cette opération*, elle peut être confiée à un *concessionnaire* qui recevra, comme indemnité, une part déterminée de la *plus-value* résultant des travaux.

2. — Avant le commencement des travaux, il est procédé à l'évaluation des terrains à l'état de marais. Cette évaluation est faite par *trois experts*, dont l'un est nommé par le propriétaire ou par le syndicat des propriétaires, s'il y en a plusieurs; le second, par le concessionnaire, et le tiers-expert, par le Préfet. Elle est ensuite soumise à une *Commission spéciale* composée de sept membres nommés par décret, lesquels n'ont aucun intérêt dans les travaux.

Quand le dessèchement est terminé, l'évaluation des terrains est faite à nouveau, après une semblable expertise, par la même Commission. La comparaison des deux estimations fait connaître la plus-value résultant des travaux de dessèchement et sert

ainsi à déterminer la part qui revient au concessionnaire.

Pour se libérer, les propriétaires ont le choix : 1° D'abandonner en paiement une partie des terrains desséchés; — 2° De payer en argent la part de la plus-value à laquelle a droit le concessionnaire; — 3° De constituer au profit de ce dernier une rente foncière à raison de 4 p. 100.

3. — Lorsqu'à défaut d'entrepreneurs, l'Etat a fait exécuter lui-même le dessèchement, il a le droit de se rembourser de toutes ses dépenses, sans aucune part dans les bénéfices.

4. — Les travaux de dessèchement des marais peuvent être l'objet d'une association syndicale entre les propriétaires intéressés. — Voy. ASSOCIATIONS SYNDICALES.

MARAUDAGE. — (Cod. pén. art. 471, n° 9; 474, 475, n° 15; 478.) — Se dit du fait de dérober dans les champs des productions non encore détachées du sol. — Il est puni d'une amende de 6 fr. à 10 fr. inclusivement, et, en cas de récidive, d'un emprisonnement pendant cinq jours au plus.

1. — Le fait de cueillir ou de manger, sur le lieu même, des fruits appartenant à autrui, est puni d'une amende de 1 fr. à 5 fr. inclusivement et, en cas de récidive, d'un emprisonnement pendant trois jours au plus.

2. — Si le vol ou la tentative de vol de récoltes ou autres productions utiles de la terre avait eu lieu, soit avec des paniers ou des sacs ou autres objets équivalents, soit la nuit, soit à l'aide de voitures ou d'animaux de charge, soit par plusieurs personnes, la peine serait d'un emprisonnement de quinze jours à deux ans et d'une amende de 16 fr. à 200 fr. Les coupables pourraient, en outre, être interdits de tout ou partie des droits mentionnés en l'art. 42 du Code pénal, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où ils ont subi leur peine, et être mis sous la surveillance de la haute police pendant le même nombre d'années. (Cod. pén. art. 388.)

MARCHAND. — Voy. COMMERÇANT; — PRESCRIPTION, III, 1, 3°.

MARCHANDISES. — Voy. TROMPERIE SUR LA MARCHANDISE; — VENTE PUBLIQUE DE MARCHANDISES EN GROS.

MARCHÉ DE FOURNITURES. — (Ord. roy. 4 décembre 1836, 14 novembre 1837; Arr. 19 thermidor an ix (7 août 1801); Cod. pén. art. 430, 431, 433.) — Nom donné aux traités par lesquels l'Administration se procure les objets de consommation nécessaires aux besoins de ses services.

1. — Sauf de rares exceptions, tout marché de l'Etat doit être fait avec publicité et concurrence.

2. — L'exécution des obligations contractées par les entrepreneurs est garantie par un cautionnement et par une pénalité grave en cas de fraude ou de négligence. Voici, en effet, les dispositions du Code pénal à cet égard :

Art. 430. — « Tous individus chargés, comme membres de Compagnie ou individuellement, de fournitures, d'entreprises ou régies pour le compte des armées de terre ou de mer, qui, sans y avoir été contraints par une force majeure, auront fait manquer le service dont ils sont chargés, seront punis de la peine de la réclusion et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des dommages-intérêts, ni être au-dessous de 500 fr.; le tout sans préjudice de peines plus fortes en cas d'intelligence avec l'ennemi. »

Art. 431. — « Lorsque la cessation du service proviendra du fait des agents des fournisseurs, les agents seront condamnés aux peines portées par le précédent article. Les fournisseurs et leurs agents seront également condamnés, lorsque les uns et les autres auront participé au crime. »

Art. 433. — « Quoique le service n'ait pas manqué, si, par négligence, les livraisons et les travaux ont été retardés, ou s'il y a eu fraude sur la nature, la qualité ou la quantité des travaux ou main-d'œuvre ou des choses fournies, les coupables seront

punis d'un emprisonnement de six mois au moins et de cinq ans au plus, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des dommages-intérêts ni être moindre de 100 fr... »

3. — L'Etat a le droit, s'il le juge convenable, de résilier le marché *sauf indemnité* à l'entrepreneur, quand la résiliation ne provient pas de sa faute.

4. — Les contestations entre les fournisseurs ou entrepreneurs et l'Etat sont jugées par l'Autorité administrative, c'est-à-dire par le Préfet, sauf recours au Ministre compétent et ensuite au Conseil d'Etat.

MARCHÉS. — Lieux publics où l'on vend toutes sortes de denrées. — Voy. FOIRES, HALLES et MARCHÉS.

MARCHE-PIED. — (Ord. 1669, tit. XXVIII, art. 7; Arr. 13 nivôse an v (3 mars 1797); Déc. 22 janvier 1808; Cod. civ. art. 556, 650.) — Passage public établi, dans l'intérêt de la navigation, sur la propriété des riverains des cours d'eau navigables ou flottables. — Moins étendu que le *chemin de halage* placé sur la rive opposée, il ne sert qu'au passage des gens à pied. Sa largeur est fixée par l'Ordonnance de 1669 à 10 pieds (3 mètres 24 c.). — Voy. CHEMINS DE HALAGE.

MARÉCHAL DE FRANCE. — Grade le plus haut dans l'armée de terre.

Les *Conseils de guerre* chargés de juger les *Maréchaux* sont ainsi composés : un *Maréchal de France*, président; trois *Maréchaux de France* ou *Amiraux* et trois *Généraux de division*, juges. (Cod. just. mil. armée de terre, art. 10.) — Voy. CONSEILS DE GUERRE.

MARGUILLIER. — On appelle ainsi les laïques chargés d'administrer les affaires et les biens des fabriques d'église.

Le nom de *marguillier* paraît venir du latin *matricularii*, désignation qui s'appliquait autrefois aux clercs tenant le catalogue, *matricula*, des pauvres recevant l'aumône de chaque église. — Voy. FABRIQUE D'ÉGLISE.

MARIAGE. — (Cod. civ. art. 63-

76; 144-228; déc. 16 juin 1808; loi 16 avril 1832.)

Les familles sont la pépinière de l'Etat, et c'est le mariage qui forme les familles. Un acte aussi important devait être, de la part du législateur, l'objet d'une sollicitude spéciale. Nous résumons ci-après les règles tracées par le Code civil en cette matière.

I. QUALITÉS ET CONDITIONS REQUISES POUR POUVOIR CONTRACTER MARIAGE. — 1. — L'homme ne peut se marier avant 18 ans révolus, la femme avant 15 ans révolus. — Néanmoins, le chef de l'Etat peut, pour des motifs graves, accorder une *dispense d'âge*. Les demandes à cet effet sont adressées au Président de la République par l'intermédiaire du Procureur de la République.

2. — Comme les forces du corps se développent plus rapidement que celles de l'âme, la loi exige le *consentement des père et mère* pour le mariage des fils qui n'ont point atteint l'âge de 25 ans, et pour celui des filles qui n'ont point atteint leur 21^e année. En cas de *dissentiment*, le consentement du père suffit. Si l'un d'eux est mort, ou dans l'impossibilité de manifester sa volonté, le consentement de l'autre est suffisant.

— Lorsque les père et mère sont décédés, les *aïeuls* ou *aïeules* les remplacent. S'il y a *dissentiment* entre l'*aïeul* ou l'*aïeule* de la même ligne, il suffit du consentement de l'*aïeul*. — S'il y a *dissentiment* entre les deux lignes, ce partage emporte consentement parce que, dans le doute, il a paru convenable de se décider pour la liberté et pour la faveur des mariages.

— A défaut de père et mère ou d'autres ascendants, si les futurs sont majeurs de 21 ans, ils peuvent se marier de leur plein gré. S'ils sont mineurs, le consentement du *Conseil de famille* (voy. TUTELLE, I, 4^e) est nécessaire.

3. — A vingt-cinq ans révolus les garçons, à vingt et un ans révolus les filles, n'ont plus absolument besoin

du consentement de leurs parents, mais ils doivent toujours leur demander conseil, et, au cas de refus de consentement, recourir à ce qu'on nomme des *actes respectueux*. — L'acte respectueux consiste dans une demande rédigée et présentée à l'ascendant par un notaire assisté d'un autre notaire, ou de deux témoins. L'enfant n'est pas présent à la notification; l'officier ministériel mentionné dans son procès-verbal la réponse faite par l'ascendant.

De 25 à 30 ans pour les fils et de 21 à 25 ans pour les filles, *trois actes respectueux*, renouvelés de mois en mois, sont exigés et, un mois après le troisième acte, il peut être passé outre à la célébration du mariage.

Après 30 ans pour les fils et 25 ans pour les filles, *un seul acte* suffit; un mois après, il peut être passé outre à la célébration du mariage.

4. — En cas d'absence de l'ascendant auquel eût dû être fait l'acte respectueux, il est passé outre à la célébration du mariage, en représentant le jugement qui a été rendu pour déclarer l'absence, ou, à défaut de ce jugement, celui qui a ordonné l'enquête, ou s'il n'y a point encore eu de jugement, un *acte de notoriété* délivré par le Juge de paix du lieu où l'ascendant a eu son dernier domicile connu. Cet acte contient la déclaration de quatre témoins appelés d'office par le Juge de paix. — Voy. ACTE DE NOTORIÉTÉ.

5. — Les Officiers de l'état civil qui auraient procédé à la célébration des mariages contractés par des fils n'ayant pas atteint l'âge de 25 ans accomplis, ou par des filles n'ayant pas atteint l'âge de 21 ans accomplis, sans que le consentement des pères et mères, celui des aïeuls ou aïeules et celui de la famille, dans le cas où ils sont requis, soient énoncés dans l'acte de mariage, sont, à la diligence des parties intéressées et du Procureur de la République près le Tribunal de première instance du lieu où le mariage a été célébré, condamnés à une *amende* qui ne peut excéder

300 fr. et, en outre, à un *emprisonnement* de 6 mois au minimum.

Lorsqu'il n'y a pas eu d'actes respectueux dans les cas où ils sont prescrits, l'Officier de l'état civil qui a célébré le mariage est condamné à la *même amende* et à un *emprisonnement* qui ne peut être moindre d'un mois.

— Les dispositions ci-dessus sont applicables aux *enfants naturels légalement reconnus*, avec cette seule différence que, tandis que les enfants légitimes peuvent avoir des ascendants qui remplacent leurs père et mère, quand ceux-ci sont morts ou dans l'impossibilité de manifester leur volonté, les enfants naturels n'ont point d'autres ascendants que leurs père et mère.

L'enfant naturel qui n'a point été reconnu, et celui qui, après l'avoir été, a perdu ses père et mère, ou dont les père et mère sont dans l'impossibilité de manifester leur volonté, ne peut, avant l'âge de 21 ans révolus, se marier qu'après avoir obtenu le consentement d'un tuteur ad hoc nommé par un Conseil improprement appelé de *famille* (l'enfant naturel dont les père et mère sont décédés ou qui n'a pas été reconnu n'ayant point de parents), et qui se compose de personnes connues pour avoir eu des relations habituelles d'amitié avec son père ou sa mère, ou de ses propres amis.

8. — *Mariage des militaires*. — Indépendamment du consentement de leurs ascendants, les militaires en activité de service doivent, pour contracter mariage, obtenir une *permission* spéciale de l'Autorité militaire. — Voici ce que prescrit à cet égard un décret du 16 juin 1808 :

Art. 1^{er}. — « Les Officiers de tout grade, en activité de service, ne pourront, à l'avenir, se marier qu'après en avoir obtenu la *permission* par écrit du Ministre de la guerre. Ceux d'entre eux qui auront contracté mariage sans cette permission encourront la *destitution* et la *perte* de leurs droits, tant pour eux que pour leurs veuves et leurs enfants,

à toute pension ou récompense militaire. »

Art. 2. — « Les sous-officiers et soldats en activité de service ne pourront de même se marier qu'après en avoir obtenu la permission du Conseil d'administration de leur corps. »

Art. 3. — « Tout Officier de l'état civil qui, sciemment, aura célébré le mariage d'un officier, sous-officier ou soldat en activité de service sans s'être fait remettre lesdites permissions, ou qui aura négligé de les joindre à l'acte de célébration du mariage, sera destitué de ses fonctions. »

— « Les hommes en disponibilité de l'armée active et les hommes de la réserve peuvent se marier sans autorisation. »

« Les hommes mariés restent soumis aux obligations de service imposées aux classes auxquelles ils appartiennent. »

« Toutefois, les hommes en disponibilité ou en réserve qui sont pères de quatre enfants vivants passent de droit dans l'armée territoriale. » (Loi 27 juillet 1872, art. 44.)

9. — La parenté et l'alliance constituent, dans certains cas, un empêchement au mariage.

Dans la parenté en ligne directe, la prohibition est absolue : le mariage n'est jamais possible entre un ascendant et un descendant, à quelque degré que ce soit ; il est également défendu entre les alliés à titre d'ascendants ou de descendants : ainsi, une personne ne pourrait épouser ni la mère de sa femme, ni la fille qu'elle aurait eue d'un premier mari.

Dans la ligne collatérale, la prohibition de mariage n'est pas aussi étendue. Elle n'existe que pour les frères et sœurs, oncles et nièces, tantes et neveux, beaux-frères et belles-sœurs ; encore est-il loisible au chef de l'État d'accorder, pour causes graves, sur le rapport du Ministre de la Justice, une dispense pour le mariage entre oncles et nièces, tantes et neveux, beaux-frères et belles-sœurs (Cod. civ. art. 164 ; loi 16 avril 1832). Il n'y a, par conséquent, d'empêche-

ment absolu, dans la ligne collatérale, qu'en ce qui regarde les frères et sœurs.

10. — Aux prohibitions ci-dessus il faut ajouter celle que l'article 348 du Code civil établit entre l'adoptant, l'adopté et ses descendants ; — entre les enfants adoptifs du même individu ; — entre l'adopté et les enfants qui ont pu survenir à l'adoptant ; — entre l'adopté et le conjoint de l'adoptant, et réciproquement entre l'adoptant et le conjoint de l'adopté.

II. FORMALITÉS RELATIVES A LA CÉLÉBRATION DU MARIAGE. — 1. —

Le mariage doit être précédé de 2 publications faites à 8 jours d'intervalle, dans le but de porter à la connaissance de tous le projet d'union et de provoquer, s'il y a lieu, les oppositions à la célébration.

Ces publications consistent dans une affiche apposée à la porte de la Mairie. On peut être dispensé, pour des causes graves, de la seconde publication. La dispense se demande au Procureur de la République près le Tribunal du lieu où le mariage doit être célébré.

2. — Les publications sont exigées : 1° dans la Commune où chaque partie est domiciliée, même quand elle n'y résiderait pas ; — 2° dans la Commune où chacune des parties réside depuis 6 mois ; — 3° dans les Communes où sont domiciliées les personnes qui doivent donner leur consentement.

3. — Le mariage ne peut être célébré avant le troisième jour depuis et non compris celui de la seconde publication.

4. — Si le mariage n'a pas été célébré dans l'année, à compter de l'expiration du délai des publications, il ne peut plus être célébré qu'après de nouvelles publications.

5. — Les pièces suivantes doivent être remises à l'Officier de l'état civil, avant la célébration du mariage :

1° L'acte de naissance de chacun des futurs époux. — Si l'acte de naissance fait défaut, on le remplace par un acte de notoriété délivré par

le Juge de paix du lieu de la naissance ou du domicile de ce futur époux, sur la déclaration de sept témoins de l'un ou l'autre sexe, parents ou non parents.

En cas d'indigence justifiée par la production d'un certificat que délivre le Commissaire de police, ou le Maire dans les Communes où il n'existe pas de Commissaire de police (lequel certificat doit être visé ou approuvé par le Juge de paix du canton), ces formalités sont remplies gratuitement par l'intermédiaire du Procureur de la République. Il en est de même lorsque l'acte de naissance doit être rectifié par un jugement du Tribunal civil. (Loi 18 déc. 1850);

2° Un acte authentique du consentement des ascendants lorsqu'ils n'assistent pas au mariage, ou les procès-verbaux des actes respectueux qui leur ont été signifiés, ou leur acte de décès s'ils sont prédécédés;

3° Une expédition authentique des dispenses d'âge ou de parenté, s'il en a été accordé;

4° L'acte de décès du premier conjoint, en cas de précédent mariage;

5° Un certificat de chacun des Officiers de l'état civil qui ont fait les publications légales, constatant que ces publications ont été faites sans opposition;

6° La mainlevée des oppositions qui ont pu être formées;

7° S'il a été fait un contrat de mariage, un certificat délivré par le notaire devant lequel il a été passé, constatant la date de ce contrat, le nom et la résidence du notaire qui l'a reçu. (Loi 11 juillet 1850.)

6. — Au jour indiqué par les parties, le mariage est célébré publiquement dans la Maison Commune, en présence de 4 témoins, parents ou non parents, mâles et majeurs de 21 ans.

L'Officier de l'état civil, après avoir donné lecture aux parties des pièces relatives à leur état et aux formalités du mariage, ainsi que du chapitre VI du titre du Mariage, sur les droits et les devoirs respectifs des époux, re-

çoit de chacun des futurs, l'un après l'autre, la déclaration qu'ils veulent se prendre pour mari et femme. Il prononce ensuite, au nom de la loi, qu'ils sont unis par le mariage, et il en dresse acte sur-le-champ.

7. — *Mariage contracté en pays étranger.* — Le mariage contracté en pays étranger entre Français, et entre Français et Etrangers, est valable s'il a été célébré dans les formes usitées dans le pays, pourvu qu'il ait été précédé des publications prescrites en France, et que le Français n'ait point contrevenu aux dispositions concernant sa capacité, l'âge requis, le consentement des ascendants, etc.

Dans les 3 mois après son retour en France, le Français marié à l'Etranger doit faire transcrire l'acte de célébration du mariage sur le registre de la municipalité du lieu de son domicile.

III. OPPOSITIONS AU MARIAGE. — C'est en vain que le législateur aurait prescrit des conditions et des formalités pour la célébration du mariage, si personne n'avait le droit d'empêcher qu'elles fussent éludées ou enfreintes. Il vaut mieux, en effet, prévenir le mal qu'avoir à le réparer : de là le droit de former opposition au mariage, accordé à certaines personnes et dans des cas déterminés.

1. — Les personnes auxquelles la loi confère le droit d'opposition sont : 1° la personne engagée par mariage avec l'un des deux futurs. — Son intérêt est évident et légitime : il est juste qu'elle puisse défendre son titre et réclamer l'exécution de la foi promise ; — 2° les ascendants, c'est-à-dire le père, et, à défaut du père, la mère, et, à défaut des père et mère, les aïeuls et aïeules. — Le droit d'opposition est illimité, et il peut s'exercer alors même que les enfants ont atteint l'âge compétent pour se marier à leur gré. Sans doute, cette opposition sera levée si elle n'est point fondée sur un empêchement légal, mais c'est une dernière ressource accordée aux ascendants pour gagner du temps et retarder un mariage peut-

être funeste; — 3^o les *collatéraux* ci-après : le frère ou la sœur, l'oncle ou la tante, le cousin ou la cousine germains, majeurs, dans deux cas seulement : — 1^o lorsque le consentement du Conseil de famille, indispensable jusqu'à l'âge de 21 ans, n'a pas été obtenu; — 2^o lorsque l'opposition est fondée sur l'état de démence du futur époux, à la charge, dans ce cas, de provoquer son interdiction.

2. — L'opposition se forme par exploit d'huissier, signifié aux parties et à l'Officier de l'état civil.

3. — Celui au mariage duquel est formée une opposition, peut en demander la *mainlevée*, si cette opposition lui paraît mal fondée. La loi exige que le Tribunal statue dans les 10 jours, et, s'il y a appel, la Cour d'appel doit se prononcer dans le même délai.

Sil'opposition est *rejetée*, les opposants peuvent être condamnés à des *dommages-intérêts*, sauf toutefois les ascendants, parce que leur affection présumée écarte d'eux tout soupçon de mauvaise foi et fait excuser leur erreur.

IV. DEMANDES EN NULLITÉ DE MARIAGE. — Le législateur ne s'est pas borné à poser des règles sur les conditions et les formes du mariage : il les a sanctionnées en prononçant, dans certains cas, la nullité du mariage.

Tantôt le mariage est *nul*, c'est-à-dire qu'il n'a aucune existence légale, et que la nullité dont il est infecté peut être invoquée par toute personne intéressée et dans tous les temps; — tantôt il est simplement *annulable*, c'est-à-dire qu'il peut être attaqué par certaines personnes et pendant un délai déterminé, passé lequel il y a tacite ratification.

1. — *Mariages nuls*. — Les causes qui rendent un mariage radicalement nul, sont les suivantes : *défaut absolu de consentement*; — *bigamie* ou *existence d'un premier mariage*; — *parenté ou alliance au degré prohibé*; — *clandestinité*.

2. — *Mariages annulables*. — Les

causes qui rendent un mariage *annulable* sont au nombre de 2 : *vice du consentement de l'une ou de l'autre des parties*, résultant du défaut de liberté ou d'une erreur sur la personne; — *défaut de consentement des père et mère, des ascendants ou du Conseil de famille*, dans les cas où ce consentement était nécessaire.

C'est aux Tribunaux qu'il appartient d'apprécier si le consentement n'a pas été libre. — Quant à l'erreur sur la personne, elle doit s'entendre de l'erreur sur la personne *physique*, ou de l'erreur sur la personne *civile*, c'est-à-dire sur l'origine qui la rattache à telle ou telle famille. Mais l'erreur sur la personne *morale* ne saurait être prise en considération.

3. — Le mariage qui a été contracté *sans le consentement libre* des deux époux, ou de l'un d'eux, ne peut être attaqué que par les époux, ou par celui des deux dont le consentement n'a pas été libre. — Lorsqu'il y a *erreur sur la personne*, le mariage ne peut être attaqué que par celui des deux époux qui a été induit en erreur.

Dans cette double hypothèse, la demande en nullité n'est plus *recevable*, toutes les fois qu'il y a eu cohabitation continuée pendant six mois depuis que l'époux a acquis sa pleine liberté, ou que l'erreur a été par lui reconnue, la loi voyant dans ce fait une ratification tacite du premier consentement qui se trouvait vicié par la violence ou l'erreur.

4. — Le mariage contracté *sans le consentement des père et mère, des ascendants ou du Conseil de la famille*, dans les cas où ce consentement était nécessaire, ne peut être attaqué que par ceux dont le consentement était requis, ou par celui des deux époux qui avait besoin de ce consentement.

L'action en nullité *ne peut plus être intentée* ni par les époux, ni par les parents dont le consentement était requis, toutes les fois que le mariage a été *approuvé* expressément ou tacitement par ceux dont le consentement était nécessaire, ou lorsqu'il s'est écoulé *une année* sans réclamation de leur part, depuis qu'ils ont eu con-

naissance du mariage. — Elle ne peut être intentée non plus par l'époux, lorsqu'il s'est écoulé une *année* sans réclamation de sa part, depuis qu'il a atteint l'âge compétent pour consentir lui-même au mariage.

5. — *Mariage putatif*. — On appelle ainsi (du latin *putare*, penser) le mariage qui avait été contracté de bonne foi par les deux époux ou par l'un d'eux, et qui, dans leur pensée, était valable, mais qui, en réalité, se trouve être nul.

Lorsqu'un mariage contracté dans ces conditions vient à être annulé, il est, par une fiction de droit, réputé avoir été valable dans le passé et jusqu'au jour du jugement. Il produit, par conséquent, les mêmes effets civils qu'un mariage réellement valable venant à se dissoudre. — Toutefois, un mariage peut être *putatif* à l'égard des époux ou de l'un d'eux seulement.

Si les époux ont été l'un et l'autre de bonne foi, le mariage est réputé valable et produit des effets civils tant à leur égard qu'à l'égard des enfants nés de leur union. Ainsi leurs conventions matrimoniales, les libéralités qu'ils ont pu se faire, soit par contrat de mariage, soit pendant le mariage, reçoivent leur exécution; le droit de puissance paternelle, avec tous les attributs qui y sont attachés, leur est conféré; ils succèdent à leurs enfants. Quant à ces derniers, ils jouissent de toutes les prérogatives accordées aux enfants légitimes (droit de succéder à leurs père et mère et aux parents de ceux-ci, droit à des aliments en cas de besoin, droit à une réserve, etc.)

Si l'un des époux seulement a été de bonne foi, le mariage ne produit d'effets civils qu'à l'égard de cet époux et des enfants issus du mariage. Il n'en produit aucun à l'égard du conjoint qui a été de mauvaise foi.

— Une seule condition est nécessaire pour constituer un mariage putatif : la bonne foi des époux ou de l'un d'eux, et il suffit qu'elle ait existé

au moment où le mariage a été contracté.

V. OBLIGATIONS RÉSULTANT DU MARIAGE. — 1. — La première obligation des époux est de nourrir, entretenir et élever leurs enfants, c'est-à-dire de les mettre en état de pourvoir eux-mêmes à leur subsistance. Mais les enfants n'ont pas d'action contre leurs père et mère pour obtenir un établissement par mariage ou autrement.

2. — Les enfants doivent des aliments (on entend par là tout ce qui est nécessaire à la vie : le logement, la nourriture, les vêtements) à leurs père et mère et autres ascendants qui sont dans le besoin. Cette obligation *réci-proque*, qui se fonde sur la nature, est également imposée, et dans les mêmes circonstances, aux gendres et belles-filles à l'égard de leurs beaux-pères et belles-mères; mais elle cesse lorsque la belle-mère a convolé en secondes noces, et lorsque celui des époux qui produisait l'alliance, et les enfants issus de son union avec l'autre époux, sont décédés.

Les beaux-pères et belles-mères doivent réciproquement des aliments à leurs gendres et belles-filles.

— L'obligation de fournir des aliments à quelqu'un s'acquitte ordinairement par une pension fixée par les parties à l'amiable, sinon par la Justice.

Les aliments ne sont accordés que dans la proportion du besoin de celui qui les réclame et de la fortune de celui qui les doit. Lorsque celui qui fournit ou celui qui reçoit des aliments est remplacé dans un état tel que l'un ne puisse plus en donner ou que l'autre n'en ait plus besoin, en tout ou en partie, la décharge ou réduction peut en être demandée. Rien n'est donc réglé définitivement.

— En principe, la dette d'aliments s'acquitte au moyen d'une pension en argent. Ce n'est qu'en cas d'impossibilité de payer cette pension, que l'offre de recevoir, nourrir et entretenir la personne à qui des aliments

sont dus est acceptable, excepté quand l'offre est faite par un père ou une mère à son enfant. — Cette distinction est fort juste : obliger un père ou une mère à rester dans la maison de son enfant, et en quelque sorte sous sa dépendance, ce serait blesser sa dignité : l'impossibilité de faire autrement peut seule justifier cette sorte d'humiliation. Au contraire, l'enfant reçu dans la maison paternelle est à sa place. L'enfant ne serait donc admis à réclamer une pension en argent que si, par extraordinaire, le Tribunal en reconnaissait la nécessité, notamment pour épargner à l'enfant de mauvais traitements ou de mauvais exemples.

VI. DROITS ET DEVOIRS RESPECTIFS DES ÉPOUX. — 1. — Les époux se doivent mutuellement *fidélité, secours, assistance*; le mari doit *protection* à sa femme, la femme *obéissance* à son mari. — Du devoir d'obéissance nait pour la femme l'obligation de suivre son mari, partout où il juge à propos de résider, même à l'étranger. De son côté, le mari est tenu de fournir à sa femme tout ce qui est nécessaire pour les besoins de la vie, selon ses facultés et son état.

2. — La femme a besoin de l'*autorisation de son mari* pour plaider en Justice, aliéner, hypothéquer, acquérir à titre gratuit ou onéreux, sauf à s'adresser à la Justice en cas de refus injuste de son époux. — Elle n'a besoin de nulle autorisation pour faire son testament, parce que c'est seulement à sa mort, c'est-à-dire alors qu'il n'y aura plus ni mariage, ni autorité maritale à respecter, que ce testament sera mis à exécution.

3. — Le devoir de *fidélité*, commun aux deux époux, n'est pas purement moral : l'observation en est garantie par une sanction pénale. — Voy. ADULTÈRE.

VII. DISSOLUTION DU MARIAGE. — Le divorce ayant été aboli par la loi du 8 mai 1816, et la mort civile ayant été supprimée par la loi du 31 mai 1854, il n'y a plus aujourd'hui que

la mort naturelle qui mette fin au mariage. L'absence la plus longue de l'un des époux n'autoriserait point son conjoint à contracter une nouvelle union. — Voy. DIVORCE; — MORT CIVILE.

VIII. SECONDS MARIAGES. — *Aucun délai* n'est imposé au mari devenu veuf qui veut se remarier. Il n'en est pas de même de la veuve : elle ne peut contracter une nouvelle union que 10 mois après son veuvage. Par cette prohibition, le législateur a voulu prévenir un doute fâcheux, la *confusion de part*. Si, en effet, la veuve avait pu se remarier immédiatement après la dissolution de son premier mariage, il eût été fort difficile d'attribuer au second plutôt qu'au premier mari la paternité de l'enfant né après les 6 premiers mois du second mariage de sa mère, mais avant les 10 mois de son veuvage. Cette prohibition étant absolue et subsistant alors même que, par une cause ou par une autre, la confusion de part n'est plus à craindre, on la justifie par un second motif tiré de nos mœurs. « L'honnêteté et la décence publiques, » dit à ce propos M. Mourlon, « exigent de la veuve une certaine retenue; elle blesserait toutes les convenances et ferait scandale si elle se hâtait trop de s'engager en de nouveaux liens. Si l'on permet au mari, resté veuf, de se remarier dans un bref délai, c'est que, quant à lui, le second mariage est, dans bien des cas, une nécessité dont il subit la loi. Ce n'est pas lui, en effet, qui peut utilement s'occuper de ses enfants en bas âge. D'autres préoccupations prennent tout son temps; souvent même il est incapable des soins qu'exige l'enfance. Or, sa seconde femme le suppléera bien mieux que la femme étrangère et salariée qu'il serait obligé d'appeler dans sa maison. » (*Répétitions écrites sur le Code civil*, tom. 1^{er}, p. 413, 414.)

— Voy. CONTRAT DE MARIAGE; — SÉPARATION DE CORPS; — SÉPARATION DE BIENS.

MARINE. — Voy. INSCRIPTION MA-

BRITIME; — COMMISSARIAT DE LA MARINE.

MARQUES DE FABRIQUE ET DE COMMERCE. — (Loi 23 juin 1857, déc. 29 juillet 1858.)

Signes extérieurs qu'un fabricant ou un commerçant a le droit exclusif d'appliquer sur ses produits ou ses marchandises pour en constater l'identité.

1. — Ce droit est subordonné aux conditions suivantes :

Il faut déposer au greffe du Tribunal de commerce, ou du Tribunal civil de première instance de son domicile, s'il n'y a pas de Tribunal de commerce, deux exemplaires de la marque adoptée, et représentée par un dessin, une gravure ou une empreinte. — Le greffier du Tribunal dresse procès-verbal du dépôt, et en remet une expédition au déposant : il perçoit un droit fixe de 1 fr.

— Le dépôt n'a d'effet et ne conserve la propriété de la marque que pendant quinze années; mais le fabricant ou le commerçant a la faculté, avant l'expiration de ce délai, de faire un nouveau dépôt qui conservera son droit pour 15 ans : on peut ainsi, au moyen de dépôts successifs, s'assurer indéfiniment la jouissance exclusive d'une marque.

2. — Les étrangers qui possèdent en France des établissements d'industrie ou de commerce sont admis, pour les produits de leurs établissements, au bénéfice de la loi en se conformant aux formalités qu'elle prescrit. — Quant aux marques des produits provenant d'établissements exploités hors de France par des étrangers ou même par des Français, la propriété n'en peut être conservée qu'autant que des garanties équivalentes existent pour les marques françaises, en vertu de traités ou de conventions diplomatiques, dans les pays où ces établissements sont situés. Dans ce cas, comme les fabriques et maisons de commerce fondées à l'étranger ne ressortissent à aucune juridiction française, un mode particulier pour le dépôt des marques étran-

gères a été déterminé. Cette formalité doit s'accomplir au greffe du Tribunal de commerce de la Seine. L'existence d'un seul lieu de dépôt facilite ainsi les recherches et les vérifications des intéressés.

3. — La contrefaçon d'une marque de fabrique est punie d'une amende de 50 fr. à 3,000 fr., et d'un emprisonnement de 3 mois à 3 ans, ou de l'une de ces deux peines seulement. L'imitation frauduleuse qui a pour but de tromper l'acheteur sur la provenance du produit donne lieu à une amende de 50 fr. à 2,000 fr., et à un emprisonnement d'un mois à un an.

Le propriétaire de la marque a, dans l'une ou l'autre hypothèse, deux actions à son choix : il peut se pourvoir devant le Tribunal correctionnel ou devant le Tribunal civil, et obtenir, indépendamment de tous dommages-intérêts, la confiscation des produits dont la marque est reconnue contrefaite, ainsi que l'affiche du jugement de condamnation et son insertion dans les journaux.

— La poursuite correctionnelle ou civile est précédée presque toujours d'une description avec ou sans saisie, en vertu d'une autorisation du Président du Tribunal de première instance, ou du Juge de paix du canton, s'il n'y a pas de Tribunal dans la localité où se trouvent les produits à décrire ou à saisir, laquelle autorisation se donne sur simple requête et sur le vu du procès-verbal constatant le dépôt de la marque.

C'est un huissier, assisté, s'il y a lieu, d'un expert, qui procède à la description ou à la saisie. — En autorisant la saisie, le Juge peut imposer au saisissant l'obligation de fournir caution.

A peine de nullité, la description ou la saisie doivent, dans la quinzaine, être suivies d'une assignation devant le Tribunal correctionnel ou devant le Tribunal civil.

4. — La marque est, en général, facultative. Il y a cependant certains produits pour lesquels la marque est obligatoire; tels sont les savons autres que ceux destinés à la toilette.

(Déc. 1^{er} avril 1811.) — Tout fabricant de savon est tenu d'apposer sur chaque brique de savon une marque déposée au Tribunal de commerce et au secrétariat du Conseil des Prud'hommes, laquelle marque est *différente* pour le savon fabriqué à l'huile d'olive, pour celui fabriqué à l'huile de graines et pour celui fabriqué au suif on à la graisse.

Les *matières d'or et d'argent* doivent être marquées d'un poinçon portant un emblème spécial choisi par le fabricant et la lettre initiale de son nom. (Loi 19 brumaire an vi (9 novembre 1797).) — Etc., etc.

MASSE DES CRÉANCIERS. — Se dit de la réunion des créanciers d'une faillite. — Voy. FAILLITE.

MATELOTS. — Du mot *mat.* — Le Code de commerce (art. 250-272) contient sur l'engagement et les loyers des *matelots* et *gens de l'équipage* d'un navire des dispositions dont nous donnons plus loin le résumé. — Voy. NAVIRE, IV.

MATERNITÉ. — Qualité de mère. — A la différence de la paternité qui, de sa nature, est incertaine, rien ne la révélant, la maternité a des signes matériels (la grossesse et l'accouchement) auxquels on peut la reconnaître : aussi la recherche en est-elle permise. — Voy. PATERNITÉ ET FILIATION.

MATIÈRES D'OR ET D'ARGENT. — (Loi 19 brumaire an vi (9 novembre 1797); Cod. pén. art. 423.) — Cette dénomination comprend l'or et l'argent, à l'état de lingot ou mis en œuvre par l'industrie, mais non l'or et l'argent monnayés, qui sont l'objet d'une législation spéciale. (Voy. MONNAIE.)

1. — Afin de préserver le public des fraudes que le commerce de la bijouterie et de l'orfèvrerie pourrait introduire dans la fabrication des objets d'or et d'argent, le législateur a cru devoir intervenir pour déterminer : 1^o Le titre de ces objets, c'est-à-dire la quantité de fin et d'alliage qu'ils peuvent contenir; — 2^o La marque ou les poinçons dont ils doi-

vent être revêtus, pour la garantie des acheteurs. — Le cadre de notre Dictionnaire ne nous permet pas d'entrer sur ce point dans des détails techniques; nous nous bornons à ajouter qu'il est perçu, au profit du Trésor, un droit dit de *garantie*.

2. — Quiconque a *trompé* l'acheteur sur le titre des matières d'or ou d'argent est passible d'un *emprisonnement* de 3 mois au moins, d'un an au plus, et d'une *amende* qui ne peut excéder le quart des restitutions et dommages-intérêts, ni être au-dessous de 50 fr. — Le Tribunal peut ordonner l'*affiche du jugement* dans les lieux qu'il désigne, et son *insertion* intégrale ou par extrait dans les journaux, aux frais du condamné.

MATIÈRES SOMMAIRES. — (Cod. proc. civ. art. 404-413.)

On entend par *matières sommaires* certaines contestations déterminées par la loi, qui, en raison de leur nature, de leur modicité et de leur urgence, nécessitent une procédure simple et peu dispendieuse, et demandent une prompt solution.

1. — Les *matières sommaires* sont jugées à l'audience, après les délais de la citation échus, sur un simple acte, sans autres procédures ni formalités.

2. — *Sont réputées matières sommaires :*

Les appels des jugements rendus par les Juges de paix;

Les demandes pures personnelles, à quelque somme qu'elles puissent monter, quand il y a titre, pourvu qu'il ne soit pas contesté;

Les demandes formées sans titre, lorsqu'elles n'excèdent pas 1,500 fr.;

Les actions immobilières, jusqu'à 60 fr. de revenu déterminé soit en rentes, soit par prix de bail;

Les demandes provisoires on qui requièrent célérité;

Les demandes en paiement de loyers ou fermages, et arrérages de rentes.

MÉDAILLE MILITAIRE. — (Déc. 22 janvier 1852, art. 11; 29 février

1852; 9 novembre 1853; 8 novembre 1870.)

1. — Instituée par l'art. 11 du décret du 22 janvier 1852 prescrivant la restitution au domaine de l'Etat des biens meubles et immeubles compris dans la donation faite, le 7 août 1830, par le roi Louis-Philippe, cette médaille donne droit à une *rente viagère* de 100 fr., *incessible et insaisissable*, pouvant se cumuler avec toute allocation ou pension sur les fonds de l'Etat ou des Communes, mais non avec le traitement alloué aux membres de la Légion d'honneur.

Cette médaille est en argent et d'un diamètre de 28 millimètres. Elle porte aujourd'hui, d'un côté, l'effigie de la République, et, de l'autre côté, dans l'intérieur du médaillon, la devise : *Valeur et Discipline*. Elle est surmontée d'un trophée d'armes.

2. — La médaille militaire est accordée par le Président de la République, sur la proposition du Ministre de la Guerre ou de la Marine, aux militaires ou marins qui réunissent les conditions déterminées ci-après :

Elle peut être donnée :

1° Aux sous-officiers, caporaux ou brigadiers, soldats ou marins, qui se sont rengagés après avoir fait un congé, ou à ceux qui ont fait 4 campagnes simples;

2° A ceux dont les noms ont été cités à l'ordre de l'armée, quelle que soit leur ancienneté de service;

3° A ceux qui ont reçu une ou plusieurs blessures, en combattant devant l'ennemi ou dans un service commandé;

4° A ceux qui se sont signalés par un acte de courage et de dévouement méritant récompense.

— Ces dispositions sont applicables à tous les employés, gardes et agents militaires qui, dans les armées de terre et de mer, ne sont pas traités ou considérés comme officiers.

3. — La valeur des médailles militaires est imputée sur la première annuité à payer aux titulaires.

MÉDECIN. — (Loi 19 ventôse an xi (10 mars 1803).

1. — Pour exercer la profession de médecin, il faut avoir obtenu le diplôme de *docteur en médecine*, à peine d'une *amende* qui peut être portée jusqu'à 1,000 fr. — En cas de *récidive*, l'amende est double et les délinquants sont passibles, en outre, d'un *emprisonnement* qui n'exède pas 6 mois.

2. — Premier témoin de la *naissance* d'un enfant, le médecin est tenu d'en faire la *déclaration*, à défaut du père. (Cod. civ. art. 56.) — Voy. ACTES DE L'ÉTAT CIVIL, III.

3. — Les médecins, chirurgiens, officiers de santé, pharmaciens, qui ont traité une personne pendant la maladie dont elle meurt, ne peuvent profiter des dispositions *entre-vifs* ou testamentaires qu'elle a faites en leur faveur pendant le cours de cette maladie. (Cod. civ. art. 909.) — La loi a cependant excepté : 1° les dispositions rémunératoires faites à titre particulier, en égard aux facultés du disposant et aux services rendus; — 2° les dispositions universelles, dans le cas de *parenté*, jusqu'au 4° degré inclusivement, pourvu toutefois que le décédé n'ait pas d'héritiers en ligne directe; à moins que celui au profit de qui la disposition a été faite ne soit lui-même du nombre de ces héritiers.

4. — Les médecins sont-ils responsables du préjudice causé par eux dans l'exercice de leur art? C'est une question délicate et controversée, qui nous semble avoir été très-justement résolue par la Cour royale de Besançon (18 décembre 1844), dans un arrêt ainsi motivé : « Attendu qu'aux termes des articles 319 et 320 du Code pénal, quiconque, par maladresse, imprudence, inattention, négligence, inobservation des règlements, a involontairement commis un homicide, en a été involontairement la cause, ou a fait des blessures à autrui, est passible des peines prononcées par ces articles; — Que ces termes, par leur généralité, s'appliquent à toutes personnes, quels que soient leur art ou leur profession, et par conséquent au

médecin et à l'opérateur qui, dans l'exercice de son art, se rend coupable de fautes et de négligences graves; — Que la règle générale doit prévaloir là où l'exception n'est point établie; — ... Que, dans la société civile, toutes les professions, même les plus élevées, même celles dont l'exercice est précédé d'épreuves et accompagné de diplômes, sont assujetties par la loi à une responsabilité sévère, et qu'on ne concevrait pas que l'art du médecin, si honorable et si utile, mais qui tient de si près à la vie des hommes, jouirait seul du privilège d'une irresponsabilité absolue; et que, là où la négligence et la maladresse offrent le plus grand danger, l'impunité, quelque inexcusables qu'on les suppose, serait par avance et dans tous les cas plus invariablement assurée;

« Mais que, si le législateur n'eût pu sans péril désarmer la Société à ce point, on doit reconnaître aussi que les Tribunaux doivent user avec prudence et modération des pouvoirs que la loi pénale leur confère; — qu'ils ne sont point juges compétents des théories, des opinions, des systèmes; — qu'ils ne peuvent apprécier l'opportunité, l'exactitude plus ou moins parfaite d'une opération chirurgicale, la valeur d'un procédé comparé aux résultats d'un autre procédé parce qu'ils ne sauraient jamais être convertis en Conseils médicaux supérieurs, distribuant le blâme avec la peine et indiquant la route qu'il faut suivre; — Que leur action ne peut donc s'exercer dans cette région réservée à la science; mais qu'elle commence là où, pour tout homme de bon sens et indépendamment des théories sujettes à discussion, il y a eu de la part du médecin *faute lourde, négligence, maladresse visible, impéritie ou ignorance* des choses que tout homme de l'art doit savoir, et qu'il a ainsi compromis les jours du malade ou converti son opération en une véritable blessure; — Que cette distinction, conforme à la jurisprudence, concilie la liberté nécessaire à l'art et à l'opération avec les justes

garanties dues à la Société tout entière..... »

5. — Les honoraires des médecins figurent au troisième rang des créances privilégiées sur la généralité des meubles. (Cod. civ. art. 2101.) Voy. PRIVILÈGE, I, § 1.

6. — L'action des médecins pour le paiement de leurs honoraires se prescrit par un an. (Cod. civ. art. 2272.) Voy. PRESCRIPTION, III, 3.

7. — Voy. AVORTEMENT, 2; — FAUX, V; — LÉGALISATION, 2; — RÉVÉLATION DE SECRETS.

MENACES. — (Cod. pén. art. 305-308.)

Elles consistent dans toute parole ou tout écrit de nature à inspirer la crainte d'un mal.

1. — Les menaces sont punies plus ou moins gravement, selon qu'elles sont faites *par écrit ou verbalement*, selon qu'elles sont *pures et simples* ou *accompagnées d'un ordre* ou d'une *condition*, enfin selon le *fait sur lequel elles portent*. — Voici ce que dispose le Code pénal à cet égard :

Art. 305. — « Quiconque aura menacé, *par écrit* anonyme ou signé, d'assassinat, d'empoisonnement ou de tout autre attentat contre les personnes, qui serait punissable de la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité ou de la déportation, sera, dans le cas où la menace aurait été faite avec ordre de déposer une somme d'argent dans un lieu indiqué, ou de remplir toute autre condition, puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de 150 à 1,000 fr. — Le coupable pourra, en outre, être privé des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où il aura subi sa peine. — Le coupable pourra être mis aussi sous la surveillance de la haute police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à dater du jour où il aura subi sa peine. »

Art. 306. — « Si cette menace n'a été accompagnée d'aucun ordre ou condition, la peine sera d'un empri-

sonnement d'une année au moins et de trois ans au plus, et d'une amende de 100 fr. à 600 fr. — Dans ce cas, comme dans celui de l'article précédent, la peine de la surveillance pourra être prononcée contre le coupable. »

Art. 307. — « Si la menace faite avec ordre ou sous condition a été verbale, le coupable sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 25 fr. à 300 fr. — Dans ce cas, comme dans celui des précédents articles, la peine de la surveillance pourra être prononcée contre le coupable. »

Art. 308. — « Quiconque aura menacé verbalement ou par écrit de voies de fait ou violences non prévues par l'article 305, si la menace a été faite avec ordre ou sous condition, sera puni d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de 16 fr. à 100 fr., ou de l'une de ces deux peines seulement. »

2. — La menace d'incendier une habitation ou toute autre propriété est punie de la même peine que la menace d'assassinat, d'après les distinctions établies par les articles 305, 306 et 307 ci-dessus rapportés. (Cod. pén. art. 436.)

3. — Les menaces faites à un magistrat, à un juré, à tout officier ministériel ou agent dépositaire de la force publique, sont considérées et punies comme un outrage. (Cod. pén. art. 223 et suiv.) Voy. OUTRAGES.

4. — Les menaces sont une circonstance aggravante du délit de mendicité. (Cod. pén. art. 279.) — Voy. MENDICITÉ.

MENDICITÉ. — (Cod. pén. art. 274-282.)

Etat de celui qui demande l'aumône habituellement.

1. — Toute personne trouvée mendiant dans un lieu pour lequel il existe un établissement public organisé afin d'obvier à la mendicité, est punie de trois mois à six mois d'emprisonnement et conduite, après l'expiration de sa peine, au dépôt de mendicité.

Dans les lieux où il n'existe pas de tels établissements, les mendiants d'habitude, valides, sont punis de un mois à trois mois d'emprisonnement. S'ils ont été arrêtés hors du canton de leur résidence, ils sont passibles de six mois à deux ans de prison.

2. — Tous mendiants, même invalides, qui ont usé de menaces, ou sont entrés sans permission du propriétaire ou des personnes de sa maison, soit dans une habitation, soit dans un enclos en dépendant, ou qui simulent des plaies ou infirmités, ou qui mendient en réunion, à moins que ce ne soient le mari et la femme, le père ou la mère et leurs jeunes enfants, l'avengle et son conducteur, sont punis d'un emprisonnement de six mois à deux ans.

3. — Tout mendiant qui a été saisi travesti d'une manière quelconque, ou porteur d'armes, bien qu'il n'en ait usé ni menacé, ou muni de limes, crochets ou autres instruments propres soit à commettre des vols ou d'autres délits, soit à lui procurer les moyens de pénétrer dans les maisons, est puni de deux ans à cinq ans d'emprisonnement.

4. — Celui qui est trouvé porteur d'un ou de plusieurs effets d'une valeur supérieure à 100 fr., et qui ne peut justifier d'où ils lui proviennent, est puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans.

5. — Le mendiant qui a exercé ou tenté d'exercer quelque acte de violence que ce soit envers les personnes est puni d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans, sans préjudice de peines plus fortes, s'il y a lieu, à raison du genre et des circonstances de la violence. S'il se trouvait, en outre, porteur d'armes ou muni de limes, crochets, etc., il serait puni de la réclusion.

6. — Les peines prononcées contre les individus porteurs de faux certificats, faux passe-ports ou fausses feuilles de route, sont toujours infligées au maximum quand elles sont appliquées à des mendiants.

7. — A l'expiration de leur peine, les mendiants peuvent être renvoyés

sous la *surveillance de la haute police* pour cinq ans au moins et dix ans au plus.

8. — Voy. DÉPOTS DE MENDICITÉ.

MER. — Voy. EAUX, sect. II, 1. — Pour la constatation des *naissances* ou des *décès* arrivés pendant un voyage en mer, la loi a prescrit des formalités particulières qui sont tracées dans les articles 59, 60, 61, 86 et 87 du Code civil.

MÈRE. — Voy. MARIAGE; — MATERNITÉ; — PUISSANCE PATERNELLE; — TUTELLE.

MESURES. (POIDS ET) — Voy. POIDS ET MESURES.

MÉTAYER. — Individu qui exploite à son profit un fonds appartenant à une autre personne, à charge de laisser au propriétaire une partie des fruits, ordinairement la moitié (*meta*), d'où l'expression de *métayer*.

1. — Pour les droits et obligations du métayer (Cod. civ. art. 1763 et suiv.), voy. LOUAGE, sect. I, II, § 2.

2. — La loi déclare *immeubles par destination* les *animaux* que le propriétaire du fonds livre au métayer pour la culture, tant qu'ils demeurent attachés au fonds par l'effet de la convention. — (Cod. civ. art. 522.) — Voy. BIENS.

MÉTIERS. (CONSERVATOIRE DES ARTS ET) — Voy. CONSERVATOIRE DES ARTS ET MÉTIERS.

MÉTIERS. (ÉCOLES D'ARTS ET) — Voy. ÉCOLES D'ARTS ET MÉTIERS.

MÈTRE. — Du grec *métron*, mesure. — Unité fondamentale des *poids et mesures*. — (Voy. ces mots.) — Sa longueur représente la *dix-millionième* partie du quart du méridien terrestre, c'est-à-dire de la distance du pôle à l'équateur, comptée sur le méridien de Paris.

MEUBLE. — Du latin *mobilis*, mobile, qu'on peut mouvoir. — Se dit des biens qui sont susceptibles de déplacement. — Voy. BIENS.

MEURTRE. — (Cod. pén. art. 295, 304.)

C'est ainsi que la loi qualifie l'homicide commis *volontairement* mais *sans préméditation*.

Le meurtrier n'emporte la peine de mort que lorsqu'il a précédé, accompagné ou suivi un autre crime, ou lorsqu'il a eu pour objet, soit de préparer, faciliter ou exécuter un délit, soit de favoriser la fuite ou d'assurer l'impunité des auteurs ou complices de ce délit. En tout autre cas, la peine est celle des *travaux forcés à perpétuité*.

MILITAIRES. — Voy. ACHAT D'EFFETS MILITAIRES; — ACTES DE L'ÉTAT CIVIL, IV; — CODE DE JUSTICE MILITAIRE; — CONSEILS DE GUERRE; — CONSEILS DE RÉVISION; — DÉGRADATION MILITAIRE; — DIVISION MILITAIRE; — EMBAUCHAGE, 1; — INSCRIPTION MARITIME; — INSOUSSION; — INTENDANCE MILITAIRE; — JURY, 2; — MARIAGE, I, 8; — MÉDAILLE MILITAIRE; — ORDRE NATIONAL DE LA LÉGION D'HONNEUR; — PENSIONS MILITAIRES; — SERVICE MILITAIRE.

— Une loi du 9 août 1871 a remis en vigueur les dispositions de la loi du 13 janvier 1817, à l'effet de constater judiciairement le sort des Français ayant appartenu aux armées de terre et de mer, qui ont *disparu* depuis le 19 juillet 1870 jusqu'au 31 mai 1871.

En vertu de cette dernière loi, les héritiers présomptifs ou l'épouse de l'individu disparu peuvent se pourvoir au Tribunal de son dernier domicile, soit pour faire déclarer son absence, soit pour faire constater son décès, soit pour l'une de ces fins au défaut de l'autre.

Leur requête et les pièces justificatives sont communiquées au Procureur de la République, et par lui adressées au Ministre de la Justice, qui les transmet, selon le cas, au Ministre de la guerre ou au Ministre de la Marine, et rend publique la demande, ainsi qu'il est prescrit à l'égard des jugements d'absence par l'article 418 du Code civil.

La requête, les extraits d'actes,

pièces et renseignements recueillis au Ministère de la guerre ou de la marine sont renvoyés, par l'intermédiaire du Ministre de la Justice, au Procureur de la République. — Si l'acte de décès a été transmis au Procureur de la République, il en fait immédiatement le renvoi à l'Officier de l'état civil, qui est tenu de se conformer à l'article 98 du Code civil. — Le Procureur de la République remet le surplus des pièces au greffe, après en avoir prévenu l'avoué des parties requérantes, et, à défaut d'acte de décès, il donne ses conclusions.

Sur le vu du tout, le Tribunal prononce. — S'il résulte des pièces et renseignements fournis par le Ministre que l'individu existe, la demande est rejetée. — S'il y a lieu seulement de présumer son existence, l'instruction peut être ajournée pendant un délai d'un an au maximum. Le Tribunal peut aussi ordonner les enquêtes prescrites par l'art. 116 du Code civil, pour confirmer les présomptions d'absence résultant desdites pièces et renseignements. — Enfin, l'absence peut être déclarée ou sans autre instruction, ou après ajournement et enquêtes, s'il est prouvé que l'individu a disparu sans qu'on ait eu de ses nouvelles, savoir : depuis deux ans, quand le corps, le détachement ou l'équipage dont il faisait partie servait en Europe, et depuis quatre ans, quand ce corps, ce détachement ou cet équipage se trouvait hors d'Europe.

La preuve testimoniale du décès peut être ordonnée, conformément à l'article 46 du Code civil, s'il est prouvé, soit par l'attestation du Ministre de la guerre ou de la marine, soit par toute autre voie légale, qu'il n'y a pas eu de registres, ou qu'ils ont été perdus ou détruits en tout ou en partie, ou que leur tenue a éprouvé des interruptions. — Dans ce cas, il est procédé aux enquêtes contradictoirement avec le Procureur de la République.

Dans aucun cas, le jugement définitif portant déclaration d'absence ou

de décès ne peut intervenir qu'après le délai d'un an, à compter de l'annonce officielle dont il a été parlé plus haut.

Le Procureur de la République et les parties requérantes peuvent interjeter appel des jugements, soit interlocutoires, soit définitifs. — L'appel du Procureur de la République est, dans le délai d'un mois à partir du jugement, signifié à la partie au domicile de son avoué. — Les appels sont portés à l'audience sur simple acte et sans aucune procédure.

Si les héritiers présomptifs ou l'épouse négligent d'user du bénéfice de la loi, les créanciers ou autres personnes intéressées peuvent, un mois après l'interpellation qu'ils sont tenus de leur faire signifier, se pourvoir eux-mêmes en déclaration d'absence ou de décès.

MILLIGRAMME. — Millième du gramme. — Voy. POIDS ET MESURES.

MILLIMÈTRE. — Millième du mètre. — Voy. POIDS ET MESURES.

MINES. — (Cod. civ. art. 552; loi 21 avril 1810; déc. 18 novembre 1810, 6 mai 1811, 3 janvier 1813; lois 27 avril 1838, 17 juin 1840; ord. roy. 23 mai 1841, 18 avril 1842, 26 mars 1843; déc. 24 décembre 1851, 23 octobre 1852, 30 août 1855, 17 juillet 1856, 27 juin 1866.)

— Les mines sont les terrains connus pour contenir en filons, en couches ou en amas, de l'or, de l'argent, du platine, du mercure, du plomb, du fer en filons ou couches, du cuivre, de l'étain, du zinc, de la calamine, du bismuth, du cobalt, de l'arsenic, du manganèse, de l'antimoine, du molybdène, de la plombagine ou autres matières métalliques, du soufre, du charbon de terre ou de pierre, du bois fossile, des bitumes, de l'alun et des sulfates à base métallique.

I. PROPRIÉTÉ DES MINES. — 1. — Par dérogation au principe du droit commun qui considère le propriétaire du dessus comme propriétaire du dessous (Cod. civ. art. 252), les Mines sont l'objet d'une expropriation implicite et générale résultant de la

loi du 21 avril 1810 qui n'en permet l'exploitation qu'aux personnes auxquelles une concession a été faite par décret rendu en Conseil d'Etat, et *sauf indemnité* au profit du *propriétaire du sol* et de *l'inventeur de la mine*, quand ils ne sont pas eux-mêmes concessionnaires.

Cette dérogation est fondée sur l'intérêt public, qui veut que les richesses minérales ne demeurent pas enfouies, et sur les difficultés de l'exploitation qui exige des capitaux considérables et des travaux exécutés sur une grande échelle, selon les règles de l'art.

2. — Le décret de concession, rendu après l'accomplissement des formalités prescrites, opère la division entre la propriété de la mine et celle de la surface : de ce moment il existe deux *immeubles* tout à fait distincts l'un de l'autre, lors même qu'ils sont réunis dans les mêmes mains; les hypothèques consenties sur la superficie ne frappent pas la mine, et réciproquement; comme toute autre propriété, la mine est disponible et transmissible, mais elle ne peut être vendue par lots ou partagée sans l'autorisation du Gouvernement.

3. — Sont *immeubles*, comme les mines : les *bâtiments, machines, puits, galeries* et autres *travaux établis à demeure*, conformément à l'article 524 du Code civil; — les *chevaux, agrès, outils* et *ustensiles* servant à l'exploitation. Ne sont considérés comme chevaux servant à l'exploitation que ceux qui sont *exclusivement* attachés aux travaux intérieurs des mines.

— Sont *meubles*, les *matières extraites*, les *approvisionnement*s et autres objets mobiliers. — Sont réputés *meubles*, conformément à l'article 529 du Code civil, les *actions* ou *intérêts* dans une société ou entreprise pour l'exploitation des mines. — Voy. BIENS.

II. RECHERCHE ET DÉCOUVERTE DES MINES. — 1. — Nul ne peut faire des *recherches* pour découvrir des mi-

nes, enfoncer des sondes ou tarières sur un terrain qui ne lui appartient pas, que du *consentement du propriétaire* de la surface, ou avec l'*autorisation du Gouvernement* donnée après avoir consulté l'Administration des mines, à la charge d'une *préalable indemnité* envers le propriétaire, et après qu'il a été entendu.

2. — *Aucune permission de recherches ni concession de mines* ne peut, sans le *consentement formel du propriétaire* de la surface, donner le droit de faire des sondes, d'ouvrir des puits ou galeries, d'établir des machines ou magasins dans les *enclos murés, cours ou jardins*, ni dans les *terrains attenants aux habitations ou clôtures murées*, dans la distance de 100 mètres desdites clôtures ou des habitations.

3. — Le propriétaire a la faculté de faire des recherches, sans formalité préalable, dans toutes les parties de sa propriété; mais il est obligé d'obtenir une concession avant d'y établir une exploitation. — Dans aucun cas, les recherches ne peuvent être autorisées dans un terrain déjà concédé.

III. CONCESSIONS. — 1. — Tout Français ou tout *étranger* naturalisé ou non en France, agissant isolément ou en société, a le droit de demander une concession de mines.

L'individu ou la société doit justifier des facultés nécessaires pour entreprendre et conduire les travaux, et des moyens de satisfaire aux redevances et indemnités qui lui seront imposées par l'acte de concession.

— Il doit aussi, le cas arrivant de travaux à faire sous des maisons ou lieux d'habitation, sous d'autres exploitations ou dans leur voisinage immédiat, donner *caution* de payer toute indemnité en cas d'accident : les demandes ou oppositions des intéressés sont, dans cette hypothèse, portées devant les Tribunaux ordinaires.

2. — La demande en concession se forme par voie de simple *pétition* adressée au Préfet, qui la fait enre-

gistrer à sa date sur un registre particulier et ordonne les publications et affiches dans les 10 jours.

Un plan régulier de la surface, en triple expédition, et sur une échelle de 10 millimètres par 100 mètres, est annexé à la demande. Ce plan doit être dressé ou vérifié par l'ingénieur des mines, et certifié par le Préfet du département.

— Les affiches ont lieu pendant 4 mois, dans le chef-lieu du département, dans celui de l'arrondissement où la mine est située, dans le lieu du domicile du demandeur, et dans toutes les Communes dans le territoire desquelles la concession peut s'étendre. Elles sont insérées dans les journaux du département.

Les publications ont lieu devant la porte de la Maison commune et des églises paroissiales et consistoriales, à la diligence des Maires, à l'issue de l'office, un jour de dimanche, et au moins une fois par mois pendant la durée des affiches.

3. — Les demandes en concurrence et les oppositions sont admises devant le Préfet jusqu'au dernier jour du quatrième mois, à compter de la date de l'affiche : elles sont notifiées par actes extrajudiciaires à la Préfecture du département, où elles sont enregistrées sur le registre ci-dessus mentionné. Les oppositions sont notifiées aux parties intéressées, et le registre est ouvert à tous ceux qui en demandent communication.

4. — A l'expiration du délai des affiches et publications, le Préfet, sur l'avis de l'ingénieur des Mines, et après avoir pris des informations sur les droits et les facultés des demandeurs, donne son avis, et le transmet au Ministre des Travaux publics.

5. — Il est définitivement statué sur la demande en concession par un décret délibéré en Conseil d'Etat. — Jusqu'à l'émission du décret, toute opposition est admissible devant le Ministre des Travaux publics ou le Secrétaire général du Conseil d'Etat ; dans ce dernier cas, elle a lieu par une requête signée et présentée par un Avocat au Conseil. L'opposition

doit être notifiée aux parties intéressées : si elle est motivée sur la propriété de la mine acquise par concession ou autrement, les parties sont renvoyées devant les Tribunaux ordinaires.

6. — Le Gouvernement juge des motifs d'après lesquels la préférence doit être accordée aux divers demandeurs en concession, qu'ils soient propriétaires de la surface, inventeurs ou autres. Si l'inventeur d'une mine n'en obtient pas la concession, il a droit à une indemnité de la part du concessionnaire : l'acte de concession en fixe la quotité.

IV. CHARGES ET OBLIGATIONS IMPOSÉES AUX CONCESSIONNAIRES. —

1. — L'exploitation des mines n'est pas considérée comme un commerce, et n'est pas sujette à la patente ; mais les concessionnaires sont tenus de payer à l'Etat une redevance fixe et une redevance proportionnelle au profit de l'extraction.

La redevance fixe est annuelle et réglée à raison de 10 fr. par kilomètre carré. La redevance proportionnelle fixée, chaque année, par le budget de l'Etat, comme les autres contributions publiques, ne peut s'élever au-dessus de 5 p. 100 du produit net. Les propriétaires de mines ont la faculté de contracter un abonnement. (Voy. ci-après, 6.)

2. — Il est imposé en sus un décime par franc, à l'effet de former un fonds de non-valeur à la disposition du Ministre des Travaux publics, pour dégrèvement en faveur des propriétaires de mines qui éprouvent des pertes ou accidents.

3. — Les réclamations, à fin de dégrèvement ou de rappel à l'égalité proportionnelle, sont jugées par le Conseil de Préfecture. Le dégrèvement est de droit, quand l'exploitant justifie que sa redevance excède 5 p. 100 du produit net de son exploitation.

4. — Le Gouvernement accorde, s'il y a lieu, la remise en tout ou partie du paiement de la redevance proportionnelle, pour le temps qu'il juge

convenable, comme *encouragement*, en raison de la *difficulté des travaux*; semblable remise peut être accordée comme *dédommagement*, en cas d'*accident de force majeure* survenu pendant l'exploitation.

5. — Le *produit de la redevance fixe et de la redevance proportionnelle* forme un *fonds spécial* qui est appliqué aux dépenses de l'Administration des mines, et aux frais des recherches, ouvertures et mises en activité des mines nouvelles ou rétablissement des mines anciennes.

6. — Un décret du 27 juin 1866 a décidé qu'à l'avenir l'*abonnement* à la redevance proportionnelle des mines serait *réglé*, pour les exploitants qui le demanderont, sur le *produit net moyen des 5 dernières années* pour lesquelles l'impôt à la redevance a été régulièrement établi. — *Il n'est pas tenu compte*, dans lesdites 5 années, de celles qui *n'ont pas donné de produit net*.

L'abonnement ainsi fixé est *maintenu* pendant une *durée de 5 ans*.

7. — Indépendamment de la double redevance fixe et proportionnelle à payer à l'Etat, le concessionnaire est soumis à l'obligation de payer au propriétaire de la surface une *indemnité* déterminée par l'acte de concession. — Par contre, le propriétaire de la surface doit supporter les travaux commandés par l'exploitation, sauf indemnité.

Si les travaux entrepris par les explorateurs ou par les propriétaires de mines ne sont que *passagers*, et si le sol où ils ont été faits peut être mis en culture *au bout d'un an* comme il l'était auparavant, l'*indemnité* est *réglée au double* de ce qu'aurait produit net le terrain endommagé.

Lorsque l'occupation des terrains, pour la recherche ou les travaux des mines, prive les propriétaires du sol de la jouissance du revenu *au delà du temps d'une année*, ou lorsque, après les travaux, les terrains ne sont *plus propres à la culture*, on peut exiger des propriétaires des mines l'*acquisition* des terrains à l'usage de l'exploitation. Si le propriétaire de la surface

le requiert, les pièces de terre trop endommagées ou dégradées sur une trop grande partie de leur surface, doivent être *achetées en totalité* par le propriétaire de la mine. — Le terrain à acquérir est toujours estimé au *double* de la valeur qu'il avait avant l'exploitation de la mine.

8. — *Défense* est faite à tout concessionnaire de mines, de quelque nature qu'elles soient, de *réunir* sa ou ses *concessions* à d'autres concessions de même nature, sans y avoir été autorisé.

La sanction de cette prohibition est la *nullité des actes de réunion* et même le *retrait des concessions*, sans préjudice des poursuites qui pourraient avoir lieu en vertu des articles 414 et 419 du Code pénal. — Voy. ACCAPAREMENT, 4; — COALITIONS, 1.

V. SURVEILLANCE ET POLICE DES MINES. — 1. — Les exploitations minérales sont soumises à la *surveillance* des Ingénieurs du corps des Mines. Dès qu'un *accident* survient, avis doit en être immédiatement donné à l'Ingénieur des Mines, qui se transporte sans délai sur les lieux. Ce fonctionnaire recherche les causes de l'accident, en constate les circonstances; il provoque, au besoin, les mesures propres à en prévenir le retour, et, en tout cas, il en dresse un procès-verbal, qui est transmis ensuite au *Ministère public* (voy. ces mots), chargé de poursuivre, s'il y a lieu, les auteurs directs ou indirects de l'accident devant la juridiction compétente.

2. — Si l'exploitation *compromet* la *sûreté publique*, la *conservation des puits*, la *solidité des travaux*, la *sûreté des ouvriers* ou des *habitations de la surface*, les concessionnaires sont tenus d'en donner avis à l'Ingénieur des Mines, ou, à son défaut, au Garde-Mines, qui transmet au Préfet son procès-verbal et l'indication des mesures qu'il juge propres à faire cesser le danger. Le Préfet, après avoir entendu le concessionnaire, prescrit ce qu'il croit utile; si le concessionnaire se refuse à exécuter les ordres du

Préfet, les travaux se font d'office, et les frais sont réglés par le Préfet, sauf recours devant le Conseil de Préfecture et le Conseil d'Etat.

3. — Lorsque plusieurs mines situées dans des concessions différentes sont atteintes ou menacées d'une inondation commune de nature à compromettre leur existence, la sûreté publique ou les besoins des consommateurs, le Gouvernement peut obliger les concessionnaires à exécuter en commun et à leurs frais les travaux nécessaires pour dessécher les mines inondées ou pour arrêter le progrès de l'inondation. — Après une enquête administrative, le Ministre détermine les concessions dans lesquelles doivent être effectués les travaux. Les concessionnaires réunis en assemblée générale nomment un syndicat composé de 3 ou de 5 membres. Un décret organise le syndicat et détermine la répartition de la dépense entre les concessionnaires in-

téressés. Si les concessionnaires ou le syndicat refusent de se soumettre à ces mesures, le Ministre peut suspendre les syndicats de leurs fonctions et leur substituer un nombre égal de Commissaires.

La dépense des travaux à exécuter est répartie entre les concessionnaires en vertu d'un rôle dressé par les syndicats ou les commissaires, et rendu exécutoire par le Préfet. — Les réclamations sur l'exécution des travaux et celles relatives à la répartition des frais sont jugées par le Conseil de Préfecture, sauf recours au Conseil d'Etat. — A défaut de paiement dans le délai de 2 mois à dater de la sommation, la mine est réputée abandonnée, et le Ministre peut prononcer le retrait de la concession, sauf recours au Conseil d'Etat.

4. — Pour le service des Mines, le territoire français est divisé en 5 Inspections générales et 18 Arrondissements, de la manière suivante :

INSPECTION DU NORD-OUEST.

ARRONDISSEMENTS.

DÉPARTEMENTS.

Paris.....	{ Seine; — Seine-et-Oise; — Loiret; — Seine-et-Marne; — Somme; — Aisne; — Oise.
Lille.....	{ Nord; — Pas-de-Calais.
Rouen.....	{ Seine-Inférieure; — Eure; — Manche; — Calvados; — Orne.
Rennes.....	{ Sarthe; — Mayenne; — Ille-et-Vilaine; — Côtes-du-Nord; — Morbihan; — Finistère.

INSPECTION DU NORD-EST.

Troyes.....	{ Ardennes; — Meuse; — Marne; — Aube; — Yonne.
Nancy.....	{ Vosges; — Meurthe-et-Moselle.
Dijon.....	{ Haute-Saône; — Haute-Marne; — Côte-d'Or.
Châlon-sur-Saône.....	{ Saône-et-Loire; — Ain; — Doubs; — Jura.

INSPECTION DU CENTRE.

Périgueux.....	{ Dordogne; — Charente; — Charente-Inférieure; — Creuse; — Haute-Vienne; — Corrèze; — Indre.
Nantes.....	{ Loire-Inférieure; — Vendée; — Deux-Sèvres; — Maine-et-Loire; — Indre-et-Loire; — Loir-et-Cher; — Vienne.
Saint-Étienne.....	{ Loire; — Rhône.

Clermont-Ferrand { Cantal; — Puy-de-Dôme; — Haute-Loire; —
Allier; — Cher; — Nièvre.

INSPECTION DU SUD-EST.

Marseille { Bouches-du-Rhône; — Corse; — Alpes-Ma-
ritimes; — Var; — Vaucluse; — Basses-
Alpes; — Drôme.
Chambéry { Savoie; — Haute-Savoie; — Isère; — Hautes-
Alpes.
Alais { Gard; — Ardèche; — Lozère; — Hérault.

INSPECTION DU SUD-OUEST.

Bordeaux { Gironde; — Lot-et-Garonne; — Landes; —
Gers; — Basses-Pyrénées.
Rodez { Lot; — Tarn-et-Garonne; — Tarn; — Aveyron.
Toulouse { Haute-Garonne; — Hautes-Pyrénées; — Aude;
— Pyrénées-Orientales; — Ariège.

VI. STATISTIQUE. — Au 1^{er} novembre 1869, le nombre des concessions de mines s'élevait à 1236, dont :

623 de mines de houille;

266 — de fer;

347 de substances minérales autres que la houille et le fer;

102 demandes étaient à l'instruction, dont :

36 s'appliquaient à des mines de combustibles;

28 à des mines de fer;

38 à des mines d'autres substances.

(Exposé de la situation de l'Empire, novembre 1869.)

— Voy. SEL, 5.

MINES. (ÉCOLE DES) — Voy. ÉCOLE DES MINES.

MINES. (GARDE-) — Voy. GARDE-MINES.

MINEURS D'ALAIS. (ÉCOLE DES MAÎTRES-OUVRIERS) — Voy. ÉCOLE DES MAÎTRES-OUVRIERS MINEURS D'ALAIS.

MINEURS DE SAINT-ÉTIENNE. (ÉCOLE DES) — Voy. ÉCOLE DES MINEURS DE SAINT-ÉTIENNE;

MINIÈRES. — (Loi 21 avril 1810, art. 1, 5, 57 et suiv.; 9 mai 1866.) — Sont compris sous la désignation de *Minières* « les minerais de fer dits d'alluvion, les terres pyriteuses propres

à être converties en sulfate de fer, les terres alumineuses et les tourbes. »

1. — Si l'exploitation des minières doit avoir lieu à ciel ouvert, le propriétaire est tenu de faire préalablement une déclaration au Préfet; aucune autre formalité n'est prescrite.

Si elle doit être souterraine, une permission du Préfet est nécessaire. Cette permission détermine les conditions spéciales auxquelles l'exploitant devra se conformer.

2. — Dans tous les cas, il faut observer les règlements généraux ou locaux auxquels est assujettie l'exploitation des minières, en ce qui concerne la sûreté et la salubrité publiques.

MINIMA. (APPEL à) — Voy. APPEL A MINIMA.

MINISTÈRE PUBLIC. — Magistrature amovible, établie près les Cours et Tribunaux, pour y veiller au maintien de l'ordre public et y requérir l'application et l'exécution des lois.

L'ensemble des magistrats qui composent le Ministère public s'appelle le *Parquet*. On désigne aussi cette magistrature sous le nom de *Magistrature debout*, ceux qui en exercent les fonctions se tenant debout pour porter la parole, par opposition à la *Magistrature assise* composée des Présidents, Vice-Présidents, Conseillers

et Juges, qui sont assis pour suivre les affaires et prononcer leurs jugements.

I. HISTORIQUE. — Il est impossible de déterminer d'une manière précise l'époque de la création du Ministère public. Cette utile institution était inconnue des anciennes sociétés. On n'en voit aucune trace dans l'histoire de Rome et d'Athènes où chaque citoyen se portait *accusateur public* en dénonçant les coupables aux magistrats et en les déférant à la Justice. Tacite nous a retracé un tableau saisissant des conséquences fatales qu'eut pour l'Empire romain ce droit de *délation* que tous sans distinction pouvaient exercer. Les citoyens se dénoncèrent les uns les autres; les esclaves dénoncèrent leurs maîtres, les femmes leurs maris. Le grave devoir de l'accusation et de la poursuite des méfaits publics, mis au service des passions et des haines privées, jeta le trouble dans les familles et dans l'Etat, et la délation doit être comptée parmi les principales causes qui entraînèrent l'Empire à sa perte.

Si nous remontons à une époque éloignée de notre histoire, nous voyons apparaître pour la première fois, sous le règne de Philippe le Bel, en 1302, des magistrats appelés *Procureurs du Roi*, chargés spécialement des fonctions du Ministère public. Leurs attributions eurent tout d'abord pour but de défendre les intérêts du fisc. Ils furent ensuite préposés à la garde du domaine royal, dont ils durent faire respecter l'inaliénabilité, et on les vit alors apporter, avec une noble indépendance, un contrôle sérieux aux dépenses souvent excessives des Rois absolus et s'opposer à leurs prodigalités. Peu à peu, à leurs attributions originaires vinrent se joindre celles de la poursuite des coupables, et, au *xvi^e* siècle, en 1759, le Roi Henri III rendit une ordonnance qui leur imposa le devoir de poursuivre et de rechercher les crimes sans attendre qu'il y ait, «*instigateur, dénonciateur ou partie civile.*» — A partir de cette ordonnance, les fonc-

tions du Ministère public se dessinèrent de plus en plus. Sous le nom de *Gens du Roi*, ces magistrats représentèrent dans les Parlements les grands intérêts de la Société. En 1789, quand les Parlements furent supprimés et remplacés par les Tribunaux de district, un *Commissaire du Roi* et un *Accusateur public* furent attachés à chacun de ces Tribunaux. Le nom de Fouquier-Tinville nous a laissé un souvenir sanglant de ce que fut, en 1793, le Ministère public auprès des Tribunaux révolutionnaires. — Depuis cette époque, un grand nombre de lois ont réglementé cette institution qui semble être arrivée aujourd'hui à son plus haut degré de perfection.

II. HIÉRARCHIE. — Dans l'organisation actuelle, au sommet de la hiérarchie, se trouve placé le *Garde des Sceaux Ministre de la Justice*. Ensuite vient le *Procureur général* près la *Cour de cassation*. Le Parquet de la Cour de cassation se compose, indépendamment du *Procureur général*, d'un *Premier Avocat Général* et de cinq *Avocats Généraux*. — Dans le ressort de chaque Cour d'appel, les fonctions du Ministère public sont dévolues à un *Procureur général*, appelé *Procureur général de la République*; il est secondé dans son action par un *Premier Avocat Général*, des *Avocats Généraux* et des *Substituts du Procureur Général*. — Près les Tribunaux de chefs-lieux de département et d'arrondissement, sont placés des *Procureurs de la République*, que la loi désigne également sous le nom de *Substituts du Procureur général*, et qui, agissant sous les ordres de ce dernier, le représentent dans l'action judiciaire. — Chaque *Procureur de la République* est assisté d'un ou de plusieurs *Substituts*, suivant l'importance du Tribunal. — Près les tribunaux de simple police, c'est-à-dire devant les Juges de paix siégeant pour la répression des contraventions, les fonctions du Ministère public sont remplies par le *Commissaire de police*, et, dans les localités où il n'y a pas de Commissaire de police, par les *Maires* ou leurs *Adjoins*.

Au Conseil d'Etat, les mêmes fonctions sont exercées, près de la section du Contentieux, par trois *Maitres des Requêtes* appelés *Commissaires du Gouvernement*.

— L'institution du Ministère public a été récemment étendue aux Conseils de Préfecture devant lesquels elle est représentée par le *Secrétaire Général de la Préfecture*, qui est entendu dans les questions contentieuses et requiert la répression des contraventions en matière administrative.

— Il n'y a pas de Ministère public devant les Tribunaux de commerce.

— Les fonctions en sont exercées devant les Conseils de guerre par des Officiers désignés sous le nom de *Commissaires du Gouvernement*.

Il existe également, près la Cour des Comptes, un magistrat du Ministère public, appelé *Procureur général*, dont les attributions, qui sont d'une nature toute spéciale, diffèrent essentiellement de celles des Procureurs généraux près les Cours d'appel. — Voy. COUR DES COMPTES.

III. ATTRIBUTIONS. — Le Ministère public exerce l'*action publique*. (On appelle ainsi la défense des intérêts de la Société, par opposition à l'*action civile* ou *privée*, qui ne concerne que les intérêts des particuliers.) — Ses attributions sont de deux sortes : *criminelles* ou *civiles*.

Au criminel, le Procureur de la République agissant comme Officier de police judiciaire, soit par lui-même, soit par ses Substituts, recherche les délits et les crimes dans tout l'arrondissement sur lequel s'étend la compétence du Tribunal dont il fait partie. Quand un fait lui est dénoncé, si ce fait ne lui paraît pas avoir de gravité, s'il ne présente aucun caractère criminel ou délictueux, ou si la preuve en est impossible, il classe le procès-verbal sans exercer de poursuites. Si le fait constitue un délit, c'est-à-dire une infraction à la loi justiciable des Tribunaux de police correctionnelle, le Procureur de la République peut, dans les cas où la preuve lui semble facile à produire,

citer le prévenu *directement* devant le Tribunal. Une loi récente, en date du 20 mai 1863, a même conféré au Procureur de la République des droits particuliers quand l'auteur du fait correctionnel est arrêté en état de *flagrant délit*. Le magistrat peut alors l'interroger, décerner contre lui le *mandat de dépôt*, s'il y a lieu, et le faire juger dans les 24 heures. Cette disposition législative a eu pour but de diminuer les rigueurs de la prison préventive. Si, au contraire, une instruction complète est nécessaire pour rechercher l'individu soupçonné, pour établir sa culpabilité, ou pour constater le caractère légal du fait incriminé, le Procureur de la République transmet les pièces au *Juge d'instruction*. — Dans les cas où il s'agit de crimes, c'est-à-dire de faits justiciables de la Cour d'assises, l'affaire doit être nécessairement soumise à la formalité de l'instruction.

Quand l'information est terminée, si les charges relevées contre l'inculpé sont suffisantes, le Procureur de la République requiert son renvoi devant la juridiction compétente. Si, au contraire, elles sont insuffisantes, il requiert une *ordonnance de non-lieu*, et, dans cette dernière hypothèse, la poursuite est abandonnée et ne peut être reprise que s'il se produit des charges nouvelles. — A l'audience de la police correctionnelle et à celle de la Cour d'assises, il suit les débats. Si les charges qui s'élevaient contre le prévenu ou l'accusé se confirment, il doit requérir une décision de culpabilité et l'application de la loi. Si, au contraire, cette culpabilité devient douteuse, il ne doit pas hésiter à abandonner la prévention ou l'accusation et à demander un acquittement. On croit souvent à tort que le Ministère public doit toujours être accusateur. C'est là une erreur qu'il est important de relever. Le Ministère public recherche la vérité, et son devoir lui impose de se placer toujours du côté où se rencontrent la justice et le bon droit. Loin d'adopter d'une manière absolue le rôle de l'accusation, il

doit, au besoin, prendre celui de la défense si l'homme traduit devant le Tribunal ou la Cour ne lui semble pas coupable. En effet, la condamnation d'un innocent apporte toujours un grand trouble à l'ordre social, et le magistrat du Parquet, représentant de l'intérêt public, ne doit jamais mettre en oubli l'esprit d'équité et d'impartialité qui fait la grandeur et la force de ses fonctions en prévenant contre toute erreur la conscience des Juges.

Le Procureur de la République a le droit d'*interjeter appel* des jugements rendus par le Tribunal en matière correctionnelle, et de se *pourvoir en cassation* contre ces mêmes jugements, s'il y a lieu.

— Au civil, ses attributions sont plus simples. Il écoute les plaidoiries des avocats ou les observations des parties si elles les donnent en personne. Il prend ensuite la parole et *conclut* dans le sens de la prétention qui lui paraît justifiée. — Les conclusions du Ministère public sont imposées par la loi, à peine de nullité du jugement, toutes les fois que la cause intéresse l'*ordre public*, l'*Etat*, le *Domaine*, les *Communes*, les *femmes mariées*, les *mineurs*, les *interdits* dont il est le protecteur légal. Le Code civil et le Code de procédure civile (art. 83) déterminent, au reste, toutes les circonstances dans lesquelles son intervention est obligatoire. — Voy. COMMUNICATION AU MINISTÈRE PUBLIC.

Dans certaines affaires spéciales, comme, par exemple, dans les affaires concernant l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, il est seul entendu, les parties ne pouvant, aux termes de la loi, présenter leurs observations que par mémoires écrits. — Le Ministère public a encore d'autres attributions particulières. Il provoque des mesures d'utilité générale, telles que l'*interdiction des aliénés*, les *rectifications d'actes de l'état civil*, etc.

— Dans les Cours d'appel, le Procureur général et, à son défaut, ses Avocats généraux et ses Substituts,

font leurs réquisitions ou donnent leurs conclusions, soit devant la Chambre des appels de police correctionnelle, soit devant la Chambre civile, comme le fait le Ministère public en première instance, et ils demandent ou repoussent la confirmation de la première décision.

Ils siègent également à la *Chambre des mises en accusation* et à la *Cour d'assises* qui, dans les chefs-lieux où réside la Cour d'appel, rentre dans les attributions de cette dernière.

— En matière correctionnelle, le Procureur général a le droit d'appeler, dans les cas déterminés par la loi, des décisions rendues par les Tribunaux de première instance et de se pourvoir en cassation contre les arrêts rendus par la Cour. On doit, en outre, mettre au nombre des attributions des Procureurs généraux la *surveillance* qu'ils exercent, soit par eux-mêmes, soit par les Procureurs de la République, sur les *Officiers ministériels* et les *Officiers publics* du ressort. Les plaintes formées contre ces derniers doivent donc leur être adressées.

Le Procureur général près la Cour de cassation et ses Avocats généraux ne participent pas à l'action publique, excepté dans quelques circonstances déterminées (Cod. instr. crim. art. 441 et suiv.); ils n'ont même pas la direction de cette action. Ils sont entendus dans toutes les affaires portées devant la Cour.

Le Procureur général près la Cour de cassation peut se pourvoir, dans l'*intérêt de la loi*, contre les arrêts ou jugements des Cours ou Tribunaux. — Voy. INTÉRÊT DE LA LOI.

(Nous devons les éléments de cet article à l'obligeante amitié de M. Léon BATBEDAT, Avocat général à la Cour d'appel d'Angers.)

MINISTÈRES. — Agents immédiats du Président de la République, les Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des lois et des décrets; leur autorité s'exerce par des arrêtés ou des ins-

tructions pour l'organisation et la marche des services publics, et par des décisions individuelles concernant les particuliers.

1. — Il y a actuellement 9 ministres. Ce sont : le *Garde des sceaux* Ministre de la Justice; — le Ministre des *Affaires étrangères*; — le Ministre de l'*Intérieur*; — le Ministre des *Finances*; — le Ministre de la *Guerre*; — le Ministre de la *Marine* et des *Colonies*; — le Ministre de l'*Instruction publique*, des *Cultes* et des *Beaux-Arts*; — le Ministre de l'*Agriculture* et du *Commerce*; — le Ministre des *Travaux publics*.

Les attributions de chacun des Ministres forment ce qu'on appelle son *département*.

2. — Il y a, auprès des différents Ministères, des *Conseils*, *Comités*, *Commissions*, dont le rôle principal est d'éclairer l'Administration. Tels sont : le *Conseil général des bâtiments civils*, le *Conseil général des Ponts-et-Chaussées*, le *Conseil général des Mines*, le *Conseil supérieur du Commerce*, le *Conseil supérieur de l'Instruction publique*, la *Commission du colportage*, le *Conseil de santé des armées*, etc., etc.

3. — Les Ministres ont le droit de réformer les actes des agents inférieurs de l'Administration placés sous leurs ordres, tels que *Préfets*, *Recteurs*, *Généraux*, etc.

Quant à leurs propres décisions, celles qui sont d'*administration pure* ne peuvent pas être attaquées devant le *Conseil d'Etat*; celles, au contraire, qui sont rendues en *matière contentieuse* sont susceptibles de ce recours. Pour qu'il y ait lieu à se pourvoir au contentieux, il faut que la réclamation soit fondée sur un droit acquis qui se dit violé, et non sur un simple intérêt qui serait lésé.

MINORITÉ. — (Cod. civ. art. 388.) Du latin *minor*, moindre. — C'est la situation légale des personnes qui n'ont point encore atteint l'âge de 21 ans accomplis. La nature ne marquant pas également dans chaque individu l'époque où la raison est

suffisamment développée, la loi a dû poser cette règle générale.

1. — Les mineurs se distinguent en mineurs *non émancipés* et mineurs *émancipés*. Les premiers sont sous la *puissance paternelle* ou en *tutelle*; les seconds sont en *curatelle*. — **VOY. PUISSANCE PATERNELLE; — TUTELLE; — ÉMANCIPATION.**

2. — La loi entoure les mineurs d'une protection toute particulière. Ainsi, pour n'en donner que quelques preuves manifestes, elle les autorise à demander, dans le délai de dix ans à partir de leur majorité, l'*annulation des engagements* qu'ils ont contractés, malgré leur incapacité, lorsqu'il en est résulté pour eux un préjudice. (Cod. civ. art. 1304, 1305.) **VOY. LÉSION.**

— Elle leur accorde, comme garantie de la bonne gestion de leurs tuteurs, une *hypothèque* sur les biens de ces derniers. (Cod. civ. art. 2121.) — **VOY. HYPOTHÈQUE.**

— Elle ne fait point courir contre eux, du moins en général, la *prescription*, qui se trouve ainsi suspendue tant que dure leur minorité. (Même Code, art. 2452.) — **VOY. PRESCRIPTION, I.**

— Elle exige que toutes les causes dans lesquelles ils sont intéressés soient communiquées au *Ministère public*, protecteur-né des incapables. (Cod. proc. civ. art. 83, § 6.) **VOY. COMMUNICATION AU MINISTÈRE PUBLIC.**

— Elle veut que, lorsqu'un mineur traduit en Justice a moins de 16 ans, on examine avant tout s'il a agi avec ou sans *discernement*. (Cod. instr. crim. art. 340; Cod. pén. art. 66-69.) — **VOY. DISCERNEMENT.**

MISE EN DEMEURE. — **VOY. DEMEURE (Mise en).**

MISES EN ACCUSATION. (CHAMBRE DES) — **VOY. CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION.**

MITOYENNETÉ. — (Cod. civ. art. 653-673.) — Cette expression complexe, formée des mots *moi*, *toi*, s'emploie pour indiquer la copropriété par portions indivises d'un

objet intermédiaire (*mur, haie, fossé*) servant de séparation entre deux propriétés contiguës. — Voy. FOSSÉ; HAIE; — MUR.

MINTE. (ACTION) — Voy. ACTION MINTE.

MOBILIER. — Voy. BIENS, III.

MOBILIÈRE. (ACTION) — Voy. ACTION MOBILIÈRE.

MOBILIÈRE. (CONTRIBUTION PERSONNELLE ET) — Voy. PERSONNELLE ET MOBILIÈRE. (Contribution)

MOEURS. — 1. — « On ne peut déroger, par des conventions particulières, aux lois qui intéressent l'ordre public et les bonnes mœurs. » (Cod. civ. art. 6.)

2. — Dans toute disposition entre-vifs ou testamentaire, les conditions contraires aux mœurs sont réputées non écrites. (Cod. civ. art. 900). — De semblables conditions entraînent, au contraire, la nullité des contrats (Cod. civ. art. 1172), parce que l'intention de faire une libéralité n'est plus ici prédominante et que la condition peut être regardée comme la cause unique du contrat, qui doit dès lors tomber avec elle.

3. — Voy. ATTENTATS AUX MOEURS.

4. — Tout outrage aux bonnes mœurs commis par la voie de la presse, ou par tout autre moyen de publication (discours, dessins, gravures, peintures, etc.) est puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 16 fr. à 500 fr. (Loi 17 mai 1819, art. 8.)

5. — Voy. MORALE.

MOIS. — Douzième partie de l'année.

1. — 7 mois sont de trente et un jours : Janvier, Mars, Mai, Juillet, Août, Octobre et Décembre; — 4 de trente jours : Avril, Juin, Septembre et Novembre; — Février a vingt-huit jours, et vingt-neuf tous les 4 ans, lors du retour de l'année bissextile.

2. — Dans le calendrier républicain, qui fut en usage de 1793 à 1805 inclusivement, l'année était divisée en 12 mois égaux de trente jours chacun : après les 12 mois sui-

vaient 5 jours pour compléter l'année ordinaire; ces 5 jours n'appartenaient à aucun mois. — Chaque mois était divisé en 3 parties égales, de 10 jours chacune, appelées *décades*.

Les noms des jours de la *décade* étaient : *primidi, duodi, tridi, quartidi, quintidi, sextidi, septidi, octidi, nonidi, décadi*. — Les noms des mois étaient, pour l'AUTOMNE : Vendémiaire, Brumaire, Frimaire; — pour l'HIVER : Nivôse, Pluviôse, Ventôse; — pour le PRINTEMPS : Germinal, Floréal, Prairial; — pour l'ÉTÉ : Messidor, Thermidor, Fructidor.

Les 5 derniers jours s'appelaient les *sans-culottides*.

3. — Pour l'échéance des lettres de change, « les mois sont tels qu'ils sont fixés par le *calendrier grégorien* » (Cod. com. art. 132), c'est-à-dire de 31, 30, 29 ou 28 jours, comme nous l'avons mentionné plus haut. — D'après le Code pénal, au contraire, la peine à un mois d'emprisonnement « est de trente jours » (Art. 40).

MONNAIE. — Du latin *moneta*, celle qui avertit, surnom de Junon à Rome : c'est dans le temple de cette déesse qu'on fabriquait la monnaie; de là *moneta* prit le sens de monnaie. (Etymologie donnée par M. Littré).

1. — « Du moment où les hommes ont pu, en multipliant les produits au delà des besoins de leur consommation habituelle, se créer un excédant, une réserve, ils ont dû naturellement chercher à utiliser cet excédant par de mutuels échanges. Le chasseur qui aura tué un daim, le pêcheur qui aura empli ses filets seront tout disposés à donner une portion de ce daim ou de cette pêche au potier, au cultivateur, au cordonnier, en retour des vins, des aliments, des souliers dont ils ont besoin. C'est là la forme primitive de l'échange, forme grossière et matérielle qui est encore en honneur partout où la civilisation débute, partout où les peuples en sont encore à cet âge patriarcal que tant d'esprits avancés préconisent comme l'idéal du perfectionnement social. Mais, dès

que l'activité humaine, se ramifiant dans mille directions, se spiritualisant dans les productions de l'industrie, de l'art, de l'intelligence, en vient à jeter d'innombrables variétés de produits sur des marchés de plus en plus élargis, le troc de la main à la main devient difficile, lent, impossible même. De plus, il peut, il doit arriver qu'au moment où le vigneron désire acheter un chapeau, un habit, le chapelier et le tailleur auxquels il offre son vin, déjà pourvus, ne demandent que du blé ou de la viande. A leur tour, le fermier ou le boucher peuvent n'avoir besoin d'aucune de ces denrées, ce qui paralyserait tout à coup l'échange ou forcerait chaque individu à quêter de porte en porte une partie prenante.

« De là l'intervention d'une marchandise spéciale servant d'expression, de dénominateur commun aux échanges et dont la valeur soit *relativement fixe*; de là la monnaie. Cette nécessité de choisir pour agent intermédiaire des opérations commer-

ciales, pour agent de circulation, une marchandise acceptée par tous, en tous lieux, est même tellement impérieuse que, lorsque les Nations n'ont pas eu à leur disposition des métaux précieux, elles ont pris du fer, du cuivre, du sel, etc. » (Instruction pour le peuple. *Cent traités sur les connaissances les plus indispensables*, t. II, p. 2919.)

2. — Les monnaies françaises sont assujetties au système métrique décimal des poids et mesures. — VOY. POIDS ET MESURES.

L'unité monétaire est le franc, qui pèse cinq grammes.

Les unités secondaires sont le *décime* (10^e du franc) et le *centime* (100^e du franc). — Il n'y a pas de *dénomination* particulière pour les multiples du franc.

— Le tableau suivant, que nous extrayons de l'excellent *Cours complet d'Arithmétique* de M. A. Guilmin, fait connaître la valeur, le diamètre et le poids des 14 pièces dont se compose la série des monnaies en circulation :

INDICATION ET VALEUR DES PIÈCES.		DIAMÈTRE DES PIÈCES.	POIDS DES PIÈCES.
		millimètres.	grammes.
5 en OR....	100 francs.....	35.....	32,258.
	50	28.....	16,129.
	20	21.....	6,45161.
	10	19.....	3,22580.
	5	17.....	1,61290.
5 en ARGENT	5 francs.....	37.....	25.
	2	27.....	10.
	1	23.....	5.
	1/2	18.....	2,5.
	1/5 (20 centes) ..	15.....	1.
4 en CUIVRE..	10 centimes...	30.....	10.
	5	25.....	5.
	2	20.....	2.
	1	15.....	1.

3. — Il n'existe plus que 2 *hôtels monétaires* pour la fabrication des espèces d'or, d'argent et de bronze. Ils ont une *lettre* ou *marque* qui sert à distinguer les pièces sorties de leurs presses. Ces marques sont : pour Paris A ; — pour Bordeaux K.

4. — Une *lettre de change* doit être payée dans la monnaie qu'elle indique. (Cod. com. art. 143.) — Voy. EFFETS DE COMMERCE, IX.

5. — Sont punis d'amende, depuis 6 fr. jusqu'à 10 fr. inclusivement, ceux qui « ont refusé de recevoir les espèces et monnaies nationales, non fausses, ni altérées, selon la valeur pour laquelle elles ont cours. » — En cas de *récidive*, la peine de l'emprisonnement pendant 5 jours au plus est toujours prononcée. (Cod. pén. art. 473, n° 11 ; 478.)

6. — La monnaie de cuivre ou de billon ne peut être donnée en paiement, si ce n'est de gré à gré, que pour l'appoint de la pièce de 5 francs. (Déc. 18 août 1810.)

7. — Dans les paiements de 500 francs et au-dessus, en pièces d'argent, le débiteur est obligé de fournir le sac et la ficelle moyennant une retenue de 10 centimes par sac contenant au moins 1,000 fr. (Déc. 1^{er} juillet 1809, 17 novembre 1852.) — Voy. PASSE DES SACS.

8. — Pour ce qui concerne la *contrefaçon* ou l'*altération* des monnaies (Cod. pén. art. 132-138), voy. FAUX, I.

9. — Voici la valeur des monnaies fabriquées en France, de 1835 à 1870, d'après le relevé du ministère des finances :

ANNÉES.	MONNAIES		TOTAL.
	D'OR.	D'ARGENT.	
	fr.	fr.	fr.
1835.....	447.427.820	25.500.306	472.928.126
1836.....	508.281.995	54.422.214	562.704.209
1837.....	572.561.225	3.809.611	576.370.836
1838.....	488.689.635	8.663.569	497.353.204
1839.....	702.697.790	8.401.814	711.099.604
1860.....	428.452.425	8.084.198	436.536.623
1861.....	98.216.400	2.518.150	100.734.550
1862.....	214.241.990	2.519.398	216.761.388
1863.....	210.230.640	329.610	210.560.250
1864.....	273.843.765	7.296.609	281.140.374
1865.....	161.886.835	9.222.394	171.109.229
1866.....	365.082.925	44.821.409	409.904.334
1867.....	198.579.510	113.758.539	312.338.049
1868.....	340.076.685	129.445.268	469.521.953
1869.....	234.186.290	68.175.897	302.362.087
1870.....	55.394.810	69.051.256	124.446.056

Le total général de la fabrication depuis 1835 jusqu'en 1870 inclusive-ment s'élève à la somme de 5 milliards 855,870,872 francs.

MONTAGNE. — Voy. GAZONNE-
MENT ; — REBOISEMENT.

MONTS DE PIÉTÉ. — (Loi 24 juin 1851.) — Etablissements privilégiés de prêts sur gages.

1. — En 1450, un religieux de l'ordre des Frères-Mineurs, le père Barnabé de Terni, prêcha à Pérouse

contre les bureaux de prêt tenus par les Juifs dont la rapacité produisait de grands maux en Europe. A cette époque, en effet, les Juifs étaient les seuls prêteurs, et ils prêtaient à un taux si élevé que les pauvres ne pouvaient emprunter. La parole du Frère mineur excita la compassion de son auditoire, et une quête permit de fonder sous le nom de *Monte di Pieta*, ou *Banque de charité*, un établissement qui ferait aux pauvres des prêts gratuits, sous la condition d'une légère redevance pour les frais de service.

Telle est l'origine des Monts-de-Piété. Le premier établissement de ce genre en France fut fondé à Avignon, en 1577. Celui de Paris n'a été ouvert que le 1^{er} janvier 1778.

La Révolution, considérant comme des privilèges les droits dont jouissaient les Monts-de-Piété, les abolit, mais leur disparition donna naissance aux maisons de prêts sur gages, tenues par d'avidés spéculateurs, et les excès qui en résultèrent firent, quelques années après, rétablir les Monts-de-Piété.

2. — Les Monts-de-Piété sont *institués*, avec l'assentiment des Conseils municipaux, par décrets rendus dans la forme des règlements d'administration publique. Ils sont *administrés* par un Conseil dont la présidence appartient au Maire de la Commune, et, à Paris, au Préfet de la Seine.

MONUMENTS. (DÉGRADATION DE)
— Voy. DÉGRADATION DE MONUMENTS.

MORALE. — Science des mœurs. — C'est elle qui donne à l'homme des règles pour faire le bien et éviter le mal. Aussi ancienne que le genre humain, on peut lui appliquer cette belle définition de Cicéron : « Oui, il est une loi véritable, la droite raison, conforme à la nature, inscrite dans tous les cœurs, immuable, éternelle, dont la voix nous trace nos devoirs, dont les menaces nous détournent du mal, sans que jamais ses ordres ou ses défenses soient perdus pour les bons, ou que les méchants s'y montrent sensibles. Cette loi, on n'en saurait rien changer, ni retrancher; on ne

peut la détruire : il n'est ni sénat ni peuple qui nous en puisse affranchir : elle n'a besoin ni de commentateur ni d'interprète : elle est la même dans Athènes, la même dans Rome; la même aujourd'hui, la même demain; toujours une, éternelle, immuable, elle embrasse tous les peuples et tous les temps : le souverain de l'univers, le Dieu qui l'a conçue, discutée, publiée, est le seul aussi qui nous l'enseigne à tous; ne pas lui obéir, c'est se fuir soi-même, c'est dépouiller son caractère d'homme, c'est s'infliger le châtiment le plus terrible, même quand on échapperait à ce que nous regardons comme des supplices. » (*Du Gouvernement*, liv. III, 17.)

1. — La morale ne doit pas être confondue avec le droit. — « Voici, » dit M. Dalloz, « les points principaux par lesquels il est possible de les distinguer l'un de l'autre : 1^o Le droit dirige la conduite de l'homme, c'est-à-dire sa volonté dans sa manifestation extérieure; il régit les actes externes, et les actes externes seulement. La morale pénètre plus avant; elle régit le simple acte de vouloir, l'intention, indépendamment de toute manifestation extérieure. Les faits de conscience, les actes purement internes rentrent dans son domaine, tandis qu'ils ne peuvent jamais faire l'objet du droit. — 2^o Le droit a pour objet nos rapports externes ou sociaux avec nos semblables seulement; la morale dirige notre conduite, non-seulement envers eux, mais encore envers Dieu, envers nous-mêmes, et même vis-à-vis des autres êtres animés ou inanimés. — 3^o Le but du droit, c'est la conservation, le maintien de la société actuelle, le bonheur de l'homme dans cette vie; la morale a un but plus élevé, elle a pour but la perfection morale de l'individu, le bonheur d'une autre vie. — De ces différences fondamentales découlent, comme conséquence, des différences dans les prescriptions de la morale et celles du droit. Le droit prescrit un devoir social externe; la morale prescrit la vertu. Le droit a toujours, ou peut du moins toujours avoir une

sanction externe; la morale ne le peut pas. On peut forcer les hommes à être sociables, à remplir leurs devoirs sociaux; on ne peut les forcer à être vertueux. En déterminant les différences de la morale et du droit, nous ne prétendons nullement établir un antagonisme entre eux; le droit ne peut pas prescrire tout ce que prescrit la morale, mais il ne saurait prescrire le contraire; il n'est même, à proprement parler, qu'une partie de la morale.» (*Répertoire de Jurisprudence*, art. *Droit naturel et des gens*, 3.) — C'est ce qui a inspiré à un jurisconsulte romain cette réflexion fort juste: «*Tout ce qui est permis n'est pas honnête.*»

2. — Voy. **OUTRAGE A LA MORALE PUBLIQUE ET RELIGIEUSE.**

MORATOIRES. (INTÉRÊTS) — Voy. **INTÉRÊT, III.**

MORT. — 1. — Voy. **CIMETIÈRE; — COUPS ET BLESSURES; — DÉCLARATION DE SUCCESSION; — DUEL; — EMPISONNEMENT; — HOMICIDE; — INFANTICIDE.**

2. — Pour ce qui concerne les *déclarations de décès* (Cod. civ. art. 77 et suiv.), voy. **ACTES DE L'ÉTAT CIVIL, III, 3°.**

3. — Depuis l'abolition du divorce (loi 8 mai 1816) et de la *mort civile* (loi 31 mai 1854), le mariage ne se dissout plus que par la *mort naturelle* de l'un des conjoints. (Cod. civ. art. 227.)

4. — En cas de mort de l'adoptant après que l'acte constatant la volonté de former le contrat d'adoption a été reçu par le Juge de paix et porté devant les Tribunaux, mais avant que ceux-ci aient définitivement prononcé, l'instruction est continuée et l'adoption admise s'il y a lieu. (Cod. civ. art. 360.) — Voy. **ADOPTION.**

5. — Si le tuteur officieux vient à mourir sans avoir adopté son pupille, il est fourni à celui-ci, durant sa minorité, des moyens de subsistance. (Cod. civ. art. 367.) — Voy. **TUTELLE OFFICIEUSE, III.**

6. — A la mort de l'un des époux,

la *tutelle des enfants mineurs et non émancipés* appartient de plein droit au survivant des père et mère. (Cod. civ. art. 390.) — Voy. **TUTELLE, I.**

7. — L'*usufruit, l'usage et l'habitation* prennent fin par la mort de l'usufruitier, de l'usager ou de celui qui avait un droit d'habitation. (Cod. civ. art. 617, 625.) — Voy. **USUFRUIT; — USAGE; — HABITATION.**

8. — La mort seule ouvre la *succession d'une personne*. (Cod. civ. art. 718.) — Voy. **SUCCESSIONS.**

9. — Sont indignes de succéder et, comme tels, *exclus des successions*: 1° celui qui serait condamné pour avoir donné ou tenté de donner la mort au défunt; — 2° celui qui a porté contre le défunt une *dénonciation capitale* (c'est-à-dire tendant à faire condamner à la peine de mort) jugée calomnieuse; — 3° l'héritier majeur qui, instruit du meurtre du défunt, ne l'a pas dénoncé à la Justice. (Cod. civ. art. 727.) — Voy. **SUCCESSIONS, I.**

10. — Le contrat de *louage des choses* n'est point résolu par la mort du bailleur ni par celle du preneur. (Cod. civ. art. 1742.)

Le contrat de *louage d'ouvrage* est dissous par la mort de l'ouvrier, de l'architecte ou entrepreneur. (Cod. civ. art. 1795.) — Voy. **LOUAGE, sect. I, 1, § 3, 4; — sect. II, III, 5.**

11. — L'article 1865 du Code civil place au nombre des causes qui mettent fin à la *société* la mort de l'un des associés. Il est permis, toutefois, de déroger à cette disposition. (Art. 1868.) — La loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés a érigé en règle générale, à l'égard des *sociétés dites à capital variable* (coopératives), ce que la volonté des parties peut exceptionnellement établir. Aux termes de l'article 54, les sociétés de cette nature ne sont point dissoutes par la mort des associés. — Voy. **SOCIÉTÉ, sect. II.**

12. — Tout contrat de *rente viagère* créée sur la tête d'une personne qui était morte au jour du contrat ne produit aucun effet. Il en est de même du contrat par lequel la rente a été créée sur la tête d'une personne atteinte de la maladie dont elle est

décédée dans les vingt jours de la date du contrat. (Cod. civ. art. 1974, 1975.) — Voy. RENTE VIAGÈRE.

13. — Le mandat finit par la mort du mandant ou du mandataire. (Cod. civ. art. 2003.) — Voy. MANDAT, IV.

14. — Sont privilégiés sur les meubles et les immeubles, les frais funéraires. (Cod. civ. art. 2101, 2104.) — Voy. PRIVILÈGE.

15. — Pour ce qui concerne la propriété des effets mobiliers apportés dans les hospices par les malades qui y sont morts après y avoir été traités gratuitement, voy. HOSPICES — HOPITAUX, 6, 7.

16. — Les délais de l'appel sont suspendus par la mort de la partie condamnée. (Cod. proc. civ. art. 447.) — Voy. APPEL, II, 1.

17. — Le délai de trois ans exigé pour la péremption d'instance est prolongé de six mois en cas de mort de l'une des parties ou des avoués. (Cod. proc. civ. art. 397.) — Voy. PÉREMPTION D'INSTANCE.

18. — La mort de celui sur qui la lettre de change était tirée ne dispense pas le porteur du protêt faute de paiement. (Cod. com. art. 163.) — Voy. EFFETS DE COMMERCE, XI.

19. — La faillite d'un commerçant peut être déclarée après sa mort, lorsqu'il est décédé en état de cessation de paiements; mais elle doit l'être dans l'année qui suit le décès. (Cod. com. art. 434.) — Voy. FAILLITE.

20. — Tout condamné à mort a la tête tranchée. (Cod. pén. art. 12.) — Voy. GUILLOTINE; — PARRICIDE; — SUPPLIÉS.

Tout individu condamné à la même peine par un Conseil de guerre ou par un Tribunal de la marine est fusillé. Les forçats et les pirates ont la tête tranchée. (Cod. just. mil. armée de terre, art. 187; armée de mer, art. 239.)

MORT CIVILE. — (Loi 31 mai 1854.)

1. — Par une fiction de la loi, tout individu condamné à la peine de mort,

aux travaux forcés à perpétuité ou à la déportation, était autrefois réputé mort aux yeux de la Société : sa succession était ouverte au profit de ses héritiers légaux; — retranché de la famille comme de la Société, il ne pouvait être l'objet d'aucune libéralité; — les biens qui lui étaient échus après sa condamnation tombaient en déshérence et faisaient retour à l'Etat; — dépouillé de sa personnalité civile, il était incapable de contracter une union légitime; — le mariage qu'il avait contracté précédemment était dissous; son conjoint devenait veuf par l'autorité de la loi, comme il le serait devenu par la mort naturelle.

Si la condamnation avait été prononcée par contumace, la mort civile n'était encourue qu'à l'expiration des cinq années pendant lesquelles le condamné pouvait se présenter; mais si, après cette époque, il parvenait à la faire tomber par un jugement contradictoire, c'était en vain qu'il recouvrait la vie civile pour l'avenir; — son patrimoine n'en restait pas moins acquis à ses héritiers; — son mariage était irrévocablement dissous...

La nécessité de faire disparaître de nos Codes une institution qui blessait la morale par tant de côtés était depuis longtemps proclamée, lorsqu'elle fut enfin abolie en 1854.

2. — A la mort civile la loi du 31 mai 1854 a substitué une triple déchéance, savoir :

La dégradation civique du condamné (voy. DÉGRADATION CIVIQUE);

Son interdiction légale (voy. INTERDICTION, sect. II);

L'incapacité de disposer de ses biens en tout ou en partie, soit par donation entre-vifs, soit par testament, ou de recevoir au même titre, si ce n'est pour cause d'aliments, et enfin la nullité du testament fait antérieurement à sa condamnation contradictoire devenue définitive, ou, s'il a été condamné par contumace, avant l'expiration des cinq années qui ont suivi l'exécution par effigie et pendant les-

quelles le condamné peut se représenter.

— Le Gouvernement a la faculté de relever le condamné à une peine afflictive perpétuelle de tout ou partie des incapacités ci-dessus mentionnées.

MORT-NÉ. — L'enfant simplement conçu étant capable d'acquiescer des droits, à la double condition de naître vivant et viable (Cod. civ. art. 725, 906), il est très-important de savoir si l'enfant est né vivant ou s'il est mort-né. Le législateur n'a pas voulu que l'acte dressé par l'Officier de l'Etat civil pût avoir aucune influence sur la solution de cette question. — Aux termes du décret du 3 juillet 1806, lorsque le cadavre d'un enfant dont la naissance n'a pas été enregistrée est présenté à l'Officier de l'Etat civil, cet Officier ne doit pas exprimer que l'enfant lui a été présenté comme un enfant mort-né, ou qu'il est mort quelques instants ou quelques jours après sa naissance; il doit se borner à mentionner ce fait qu'on lui a présenté un enfant sans vie, et il dresse alors, non pas un acte de naissance, mais un acte de décès. — La question de savoir si l'enfant a eu vie ou non reste donc entière : elle n'est résolue que par le témoignage des personnes présentes à l'accouchement ou par la constatation des gens de l'art.

MOTIFS DES JUGEMENTS. — Voy. JUGEMENT, 2; — DISPOSITIF.

MOULINS. — Du latin *mola*, meule.

1. — Les moulins à vent ou à eau, *fixés sur piliers et faisant partie du bâtiment, sont immeubles.* — Les moulins sur bateaux sont meubles (Cod. civ. art. 519, 531); cependant, à cause de leur importance, leur saisie est soumise à des formalités particulières (Cod. proc. civ. art. 620). — Voy. BIENS; — SAISIE-EXÉCUTION.

2. — La construction des moulins à vent n'est pas soumise à la permission préalable de l'Administration; mais, dans chaque Commune, l'Autorité municipale étant spécialement chargée par la loi du 24 août 1790 (tit. xi, art. 2) d'assurer la facilité

et la sûreté des communications peut décider que ces moulins ne seront établis qu'à telle distance des chemins, afin notamment de ne pas effaroucher les chevaux, soit par la rotation des roues, soit par la projection de l'ombre des ailes sur la route.

3. — Il en est différemment des moulins à eau : leur établissement est assujéti à l'autorisation préfectorale.

MOUVEMENT DE LA POPULATION. — Voy. RECENSEMENT.

MUNICIPAL. (CONSEIL) — Voy. CONSEIL MUNICIPAL.

MUR. — Ouvrages en pierres ou autres matériaux destinés à clore, à séparer, ou à soutenir des héritages.

1. — Tout mur servant de séparation entre bâtiments jusqu'à l'héberge (c'est-à-dire jusqu'au toit du bâtiment le moins élevé, lorsqu'ils ne sont pas d'égale hauteur), ou entre cours et jardins, et même entre enclos dans les champs, est *présupposé mitoyen*, s'il n'y a titre ou marque du contraire.

— Il y a *marque de non-mitoyenneté* : 1° Quand la sommité du mur est *perpendiculaire* d'un côté et présente de l'autre un *plan incliné* : — celui-là est réputé seul propriétaire sur le fonds duquel le mur présente son plan incliné, puisque, seul, il supporte la servitude des eaux pluviales.

2° Quand il n'y a que d'un côté un *chaperon* ou des *filets* : — ou entend par *chaperon* une sorte de toit placé au haut du mur, et par *filets* la partie du chaperon qui déborde le mur pour prévenir les détériorations qu'occasionnerait la chute de l'eau. Cette marque de non-mitoyenneté se confond, du reste, avec celle dont il vient d'être question.

3° Quand il n'existe que d'un côté des *corbeaux* de pierre, c'est-à-dire des pierres en saillie destinées à supporter les poutres ou solives d'un bâtiment construit ou à construire plus tard.

2. — La réparation et la reconstruction du mur mitoyen sont à la charge de tous ceux qui y ont droit, et pro-

portionnellement au droit de chacun. — Cependant tout copropriétaire d'un mur mitoyen peut se dispenser de contribuer à ces frais en abandonnant son droit de mitoyenneté, pourvu que le mur mitoyen ne soutienne pas un bâtiment qui lui appartienne.

3. — Tout copropriétaire peut faire bâtir contre un mur mitoyen, et y faire placer des poutres ou solives dans toute l'épaisseur du mur, à 54 millimètres (2 pouces) près, sans préjudice du droit qu'a le voisin de faire réduire à l'ébauchoir la poutre jusqu'à la moitié du mur, dans le cas où il voudrait lui-même asseoir des poutres dans le même lieu, ou y adosser une cheminée.

4. — Tout copropriétaire peut faire exhausser le mur mitoyen, mais il doit acquitter seul la dépense de l'exhaussement, ainsi que les réparations d'entretien au-dessus de la hauteur de la clôture commune. En outre, comme la surcharge provenant de l'exhaussement sera, pour la partie du mur restée mitoyenne, une cause de réparations plus fréquentes, il doit payer au voisin une indemnité suivant la valeur de cet exhaussement.

Si le mur mitoyen n'est pas en état de supporter l'exhaussement, celui qui veut l'exhausser est forcé de le faire reconstruire en entier et à ses frais, et l'excédant d'épaisseur se prend de son côté.

5. — Le voisin qui n'a pas contribué à l'exhaussement peut en acquérir la moitié en payant la moitié de la dépense qu'il a coûtée et la valeur de la moitié du sol fourni pour l'excédant d'épaisseur, s'il y en a.

Tout propriétaire joignant un mur a de même la faculté de le rendre mitoyen en tout ou en partie, en remboursant au maître du mur la moitié de sa valeur, ou la moitié de la valeur de la portion qu'il veut rendre mitoyenne, et moitié de la valeur du sol sur lequel le mur est bâti.

6. — L'un des voisins ne peut pratiquer dans le corps d'un mur mitoyen aucun enfoncement, ni y appliquer ou appuyer aucun ouvrage, sans le consentement de l'autre, ou sans avoir,

à son refus, fait régler par experts les moyens de ne pas nuire aux droits de ce dernier.

MUSÉUM D'HISTOIRE NATURELLE. — Grand établissement scientifique situé à Paris, et vulgairement appelé *Jardin des Plantes*.

1. — Fondé en 1635 par Guy de la Brosse, médecin de Louis XIII, et aux frais du Roi, l'établissement fut ouvert en 1640, sous le nom de *Jardin Royal des Herbes médicinales*, nom qu'il changea quelque temps après pour celui de *Jardin du Roi*, et, en 1793, pour celui de *Muséum d'histoire naturelle*.

2. — Il se compose de plusieurs galeries où se trouvent disposées méthodiquement des collections appartenant aux trois règnes de la nature; — d'un vaste jardin dont plusieurs parties, ouvertes aux élèves, sont destinées à l'étude de la botanique et de la culture; — de serres chaudes et de serres tempérées; — d'une ménagerie d'animaux vivants; — d'une bibliothèque d'histoire naturelle, et d'amphithéâtres pour des cours publics.

3. — Les cours, au nombre de 16, embrassent les matières ci-après :

Physiologie générale; — *Anatomie comparée*; — *Anatomie et Histoire naturelle de l'homme*; — *Zoologie* : Mammifères et Oiseaux; — *Zoologie* : Reptiles et Poissons; — *Zoologie* : Insectes, Crustacés et Arachnides; — *Zoologie* : Annélides, Mollusques et Zoophytes; — *Botanique et Physiologie végétale*; — *Culture*; — *Géologie*; — *Minéralogie*; — *Paléontologie*; — *Physique appliquée à l'Histoire naturelle*; — *Physique végétale*; — *Chimie appliquée aux corps organiques*; — *Chimie appliquée aux corps inorganiques*.

— Il y a, en outre, des leçons de dessin et de peinture appliqués à l'histoire naturelle.

4. — Le jardin du Muséum fournit aux Etablissements publics qui lui sont analogues des graines d'arbres et de plantes utiles aux progrès

de la botanique, de l'agriculture et des arts.

MUTATION. (DROITS DE) — Voy. DROITS DE MUTATION.

MUTILATION. — Voy. ARBRES, 6; — DÉGRADATION DE MONUMENTS.

MYRIAGRAMME. — Mesure de pe-

santeur, représentant 10,000 grammes. — Voy. POIDS ET MESURES.

MYRIAMÈTRE. — Mesure de longueur, équivalant à 10,000 mètres. — Voy. POIDS ET MESURES.

MYSTIQUE. (TESTAMENT) — Voy. TESTAMENT.

N

NAISSANCE. (ACTE DE) — Voy. ACTES DE L'ÉTAT CIVIL.

NANTISSEMENT. — (Cod. civ. art. 2071-2091.) — Contrat par lequel un débiteur remet une chose à son créancier pour sûreté de la dette.

L'étymologie du mot *nantissement* vient du saxon *Nam*, qui signifie *saisie d'un gage*, d'où la vieille expression française *Nampt*, comme synonyme de gage.

1. — Il n'est pas toujours prudent de s'en rapporter à la bonne foi de son débiteur, et, alors même que la probité de ce dernier serait établie de la manière la plus solide, la prévoyance doit faire songer au créancier que des circonstances imprévues, indépendantes de la volonté du débiteur, des revers de fortune, par exemple, peuvent le mettre dans l'impossibilité de remplir ses engagements. De là, l'utilité de stipuler des sûretés particulières, telles que celles résultant du cautionnement, de l'hypothèque ou du nantissement.

2. — La chose donnée en nantissement peut être *mobilière* ou *immobilière*. Dans le premier cas, le contrat prend le nom de *gage*; dans le second, celui d'*antichrèse*.

SECT. I. — DU GAGE. — (Cod. civ. art. 2073-2084.)

1. — *Toutes les choses mobilières dont on a la libre disposition peuvent être données en gage.*

2. — Le gage confère au créancier le droit de se faire payer sur la chose qui en est l'objet, par privilège et préférence aux autres créanciers.

3. — *Pour éviter les fraudes des débiteurs et les complaisances de leurs complices, la loi a dû exiger des preuves sérieuses établissant à l'égard des tiers l'existence du gage. Tel est le but de l'article 2074, aux termes duquel le privilège ne peut être invoqué qu'autant que le créancier est porteur d'un acte public ou d'un acte sous seing privé enregistré, contenant la déclaration de la somme due, ainsi que l'espèce et la nature des choses remises en gage, ou un état annexé de leur qualité, poids et mesure.*

Toutefois, la rédaction d'un acte et son enregistrement ne sont prescrits qu'en matière excédant la valeur de 150 fr. — Au-dessous de cette somme, l'intérêt a paru trop minime pour exiger une formalité coûteuse.

4. — La mise en gage des meubles *incorporels*, tels que créances, actions, titres de rente, effets de commerce, est autorisée comme celle des meubles corporels; mais le privilège du créancier ne s'établit que par acte public ou sous seing privé enregistré et *signifié* au débiteur de la créance donnée en gage. L'utilité de cette signification est manifeste. En obligeant le créancier à se montrer aux tiers et à rendre son droit notoire, la loi prévient les dissimulations.

5. — Le gage peut être donné par un tiers pour le débiteur.

6. — Lorsqu'une créance donnée en gage est *productive d'intérêts*, le créancier gagiste doit les imputer sur ceux qui lui sont dus par son débiteur. — Si la dette, pour sûreté de

laquelle une créance de ce genre a été donnée, n'est pas elle-même productive d'intérêts, l'imputation se fait, en déduction, sur le capital.

7. — A moins que le créancier détenteur du gage n'en abuse, le débiteur ne peut en réclamer la restitution qu'après s'être entièrement acquitté tant en principal qu'en intérêts et frais.

8. — Le créancier ne peut jamais, par le seul défaut de paiement au terme convenu, s'approprier le gage. Ses droits se bornent à faire ordonner en Justice, ou que le gage lui restera pour sa valeur estimée par experts, ou qu'il sera vendu aux enchères. Toute stipulation contraire est nulle.

— En édictant cette sage disposition, le législateur a songé que, pressé par le besoin, un débiteur remettra souvent à son créancier un gage supérieur au montant de la dette, dans l'espoir de pouvoir le retirer en s'acquittant. Or, il y aurait eu un odieux abus à permettre que la propriété d'un objet précieux, qui n'aurait ainsi servi qu'à payer une dette modique, appartint au créancier, de plein droit, à défaut de paiement au terme convenu. C'eût été enrichir le créancier en ruinant le débiteur.

9. — Le gage n'étant entre les mains du créancier qu'un dépôt qui assure son privilège, il était juste de l'astreindre à veiller à la conservation de la chose confiée à ses mains. Aussi la loi le déclare-t-elle responsable de la perte ou détérioration survenue par sa négligence. — Mais, de son côté, le débiteur doit tenir compte au créancier des dépenses utiles et nécessaires que celui-ci a faites pour la conservation du gage.

SECT. II. — DE L'ANTICHRÈSE.
— (Cod. civ. art. 2085-2091.)

1. — L'antichrèse (du grec *anti*, à la place de, et *krésis*, jouissance) est le nantissement des immeubles. — C'est une sûreté qui consiste, pour le créancier (on l'appelle *antichrésiste*), dans la mise en possession d'un immeuble appartenant au débiteur, avec faculté d'en percevoir les fruits pour

les imputer annuellement sur les intérêts, s'il lui en est dû, et ensuite sur le capital de sa créance.

2. — L'antichrèse ne s'établit que par écrit.

3. — A moins de conventions contraires, le créancier est obligé de payer les contributions et autres charges annuelles de l'immeuble qu'il tient en antichrèse; mais bien entendu ce n'est pas à ses dépens que ce paiement s'effectue, c'est sur les fruits de l'immeuble.

Il doit également, sous peine de dommages-intérêts, pourvoir à l'entretien et aux réparations utiles et nécessaires de l'immeuble, à l'aide d'un prélèvement sur les fruits.

4. — Le débiteur ne peut, avant l'entier acquittement de sa dette, réclamer la jouissance de l'immeuble qu'il a remis en antichrèse. Le créancier, au contraire, peut, à moins qu'il n'ait renoncé à ce droit, contraindre le débiteur à reprendre la jouissance de son immeuble, s'il trouve que l'obligation de pourvoir aux frais, aux impôts, aux réparations, est trop onéreuse et ne lui laisse, au lieu des avantages qu'il s'était promis, que le fardeau d'une administration incommode.

5. — En aucun cas, le seul défaut de paiement au terme convenu ne rend le créancier propriétaire de l'immeuble qui lui a été remis en antichrèse. Il n'a que le droit de poursuivre l'expropriation de son débiteur, par les voies légales.

6. — Comme le gage, l'antichrèse peut être constituée par un tiers pour le débiteur.

NATURALISATION. — (Loi 29 juin 1867.) — Acte par lequel un étranger acquiert la qualité de Français et les droits qui y sont attachés.

1. — La naturalisation peut être demandée par l'étranger qui, après l'âge de 21 ans, a obtenu l'autorisation d'établir son domicile en France et y a résidé pendant 3 années.

Ces trois années courent à partir du jour où la demande d'autorisation

a été enregistrée au Ministère de la Justice.

— Est assimilé à la résidence en France le séjour en pays étranger pour l'exercice d'une fonction conférée par le Gouvernement français.

2. — Il est statué sur la demande en naturalisation, après *enquête* sur la moralité de l'étranger, par un décret du Président de la République, rendu sur le rapport du Ministre de la Justice, le Conseil d'Etat entendu.

3. — Le *stage* de 3 ans peut être réduit à une seule année en faveur des Etrangers qui ont rendu à la France des services importants, ou qui ont introduit en France, soit une industrie, soit des inventions utiles, ou qui y ont formé de grands établissements ou de grandes exploitations agricoles.

4. — La qualité de Français se perd par la naturalisation acquise en pays étranger. (Cod. civ. art. 17.)

NATUREL. (DROIT) — Voy. DROIT NATUREL.

NATUREL. (ENFANT) — Voy. ENFANT, 1 et 2.

NAVIGATION. (DROIT DE) — (Lois 30 floréal an x (20 mai 1802); 9 juillet 1836.)

Pour subvenir aux frais d'entretien des fleuves et des rivières navigables et flottables, il est perçu un droit, au profit de l'Etat, sur les marchandises qui empruntent ces

voies de transport. — Chaque bateau, préalablement *jauge* (voy. JAUGEAGE), est imposé, par chaque *myriamètre* parcouru, en raison de sa charge réelle en *tonneaux* (voy. TONNEAU). — Il est permis de souscrire des *abonnements* avec l'Administration des contributions indirectes.

NAVIRE. — (Cod. com. art. 190 et suiv.; Loi 14 juin 1841.) — Du latin *navis*, vaisseau. — Se dit, en général, de tout bâtiment de mer destiné au commerce.

I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES. —

1. — La contenance des navires se détermine par une mesure cubique appelée *tonneau*, et représentée par un espace de 42 pieds cubes ou 1 stère 404 millièmes. Leur capacité ou *tonnage* se constate par une opération qu'on nomme *jaugeage*.

2. — Les navires sont *meubles*. Néanmoins, par exception au principe que les meubles, une fois sortis des mains du propriétaire, ne peuvent plus être poursuivis par ses créanciers, les navires demeurent affectés aux dettes du vendeur et à certaines dettes privilégiées.

— Voici, dans l'ordre où elles sont rangées par la loi, les diverses *créances* qu'elle déclare *privilégiées* sur les navires, et, en regard de chacune d'elles, l'indication des *justifications* imposées aux créanciers :

CRÉANCES PRIVILÉGIÉES.	JUSTIFICATIONS A PRODUIRE.
1 ^o Les frais de Justice et autres, faits pour parvenir à la vente et à la distribution du prix;	États de frais arrêtés par le Tribunal compétent;
2 ^o Les droits de pilotage, amarrage, bassin ou avant-bassin, etc.;	Quittance des Receveurs;
3 ^o Les gages du gardien et frais de garde du bâtiment, depuis son entrée dans le port jusqu'à la vente;	États arrêtés par le Président du Tribunal de commerce;
4 ^o Le loyer des magasins où se trouvent déposés les agrès ou apparaux;	Idem.

CRÉANCES PRIVILÉGIÉES (suite).	JUSTIFICATIONS A PRODUIRE (suite).
5° Les frais d'entretien du bâtiment et de ses agrès et appareils, depuis son dernier voyage et son entrée dans le port;	États arrêtés par le Président du Tribunal de commerce;
6° Les gages et les loyers du capitaine et autres gens de l'équipage employés au dernier voyage;	Rôles d'armement et de désarmement arrêtés dans les bureaux de l'inscription maritime;
7° Les sommes prêtées au capitaine pour les besoins du bâtiment pendant le dernier voyage, et le remboursement du prix des marchandises par lui vendues pour le même objet;	États arrêtés par le capitaine, appuyés de procès-verbaux de l'équipage, attestant la nécessité des emprunts et des ventes;
8° Les sommes dues au vendeur, aux fournisseurs et ouvriers employés à la construction, si le navire n'a point encore fait de voyage; et les sommes dues aux créanciers pour fournitures, travaux, main-d'œuvre, pour radoub, victuailles, armement et équipement, avant le départ du navire;	Acte de vente ayant date certaine; — mémoires, factures ou états, visés par le capitaine, arrêtés par l'armateur, et dont un double doit être déposé au greffe du Tribunal de commerce avant le départ du navire, ou, au plus tard, dans les 10 jours après le départ;
9° Les sommes prêtées à la grosse sur le corps, quille, agrès, appareils, pour radoub, victuailles, armement et équipement, avant le départ du navire;	Actes authentiques ou sous seing privé, dont les expéditions ou doubles doivent être déposés au greffe du Tribunal de commerce, dans les 10 jours de leur date;
10° Le montant des primes d'assurances faites sur le corps, quille, agrès, appareils, et sur armement et équipement du navire, dues pour le dernier voyage;	Polices d'assurance, ou extraits des livres des courtiers d'assurance;
11° Les dommages et intérêts dus aux affréteurs, pour le défaut de délivrance des marchandises qu'ils ont chargées, ou pour remboursement des avaries souffertes par lesdites marchandises par la faute du capitaine ou de l'équipage.	Jugements ou sentences arbitrales.

3. — Les créanciers dont il vient d'être question viennent en concurrence et au marc le franc, en cas d'insuffisance du prix. — Leur privilège se trouve éteint en cas de vente en Justice s'ils ne se sont pas présentés pour être payés sur le prix

ou lorsque, après une vente volontaire, le navire a fait un voyage en mer sous le nom et aux risques de l'acquéreur, sans opposition de leur part.

Un navire est censé avoir fait un voyage en mer : lorsque son départ et

son arrivée ont été constatés dans deux ports différents et 30 jours après le départ; — lorsque, sans qu'il soit arrivé dans un autre port, plus de 60 jours se sont écoulés entre le départ et le retour dans le même port, ou lorsque le navire, parti pour un voyage de long cours, a été plus de 60 jours en voyage, sans réclamation de la part des créanciers du vendeur.

— La vente volontaire d'un navire doit être faite *par écrit*, et peut avoir lieu *par acte public* ou *par acte sous signature privée*; — pour tout ou partie du navire; — le bâtiment étant dans le port ou en voyage. — Toutefois, afin de déjouer la fraude, le Code (art. 196) déclare que la vente volontaire d'un navire en voyage ne préjudicie pas aux créanciers du vendeur. Nonobstant la vente, le navire ou son prix continue d'être leur gage, et ils peuvent même, s'ils le jugent convenable, attaquer la vente pour cause de fraude.

II. SAISIE ET VENTE DES NAVIRES. — 1. — Comme tout autre meuble du débiteur, les navires sont le gage de ses créanciers, et ceux-ci, quelle que soit la nature de leur créance, peuvent les saisir et faire vendre en Justice, pour se payer sur le prix. Mais, à cause de l'importance de ces objets, leur saisie et leur vente sont soumises à des règles particulières tracées dans les articles 198 et suivants du Code de commerce.

2. — Le bâtiment prêt à faire voile n'est pas saisissable, si ce n'est à raison de dettes contractées pour le voyage qu'il va faire; et même dans ce dernier cas, le cautionnement de ces dettes empêche la saisie. — Le bâtiment est censé prêt à faire voile lorsque le capitaine est muni de ses expéditions (congé, rôle d'équipage), pour son voyage.

III. DROITS ET DEVOIRS DES PROPRIÉTAIRES DE NAVIRES. — 1. — Tout propriétaire de navire est civilement responsable des faits du capitaine et tenu des engagements contractés par ce dernier, pour tout ce

qui est relatif au navire et à l'expédition; mais comme, malgré toutes les précautions qu'il aurait prises pour faire un bon choix, le propriétaire pourrait se trouver ruiné par l'imprudence, l'impéritie ou l'inconduite du capitaine, il est libre de se dégager de toute responsabilité par l'abandon du navire et du fret. — Toutefois, la faculté de faire abandon n'est point accordée à celui qui est en même temps capitaine et propriétaire ou copropriétaire du navire, car du moment où il s'agit de ses propres faits, il en est indéfiniment responsable, selon le droit commun. — Lorsque le capitaine n'est que copropriétaire, il n'est responsable des engagements contractés par lui, pour ce qui est relatif au navire et à l'expédition, que dans la proportion de son intérêt.

2. — L'armateur a le droit, quand bon lui semble, de congédier le capitaine, et il n'est tenu à aucune indemnité, à moins de convention par écrit.

Si le capitaine congédié est copropriétaire du navire, il peut renoncer à la copropriété et exiger le remboursement du capital qui la représente. Le montant de ce capital est déterminé par des experts convenus ou nommés d'office.

3. — En tout ce qui concerne l'intérêt commun des propriétaires d'un navire, l'avis de la majorité est suivi; mais, pour la formation de cette majorité, on a égard, non pas au nombre des votants, mais à l'intérêt de chacun dans le navire, de sorte que celui qui serait propriétaire de plus de moitié formerait à lui tout seul la majorité.

La licitation du navire ne peut avoir lieu que sur la demande des propriétaires formant ensemble la moitié de l'intérêt total dans le navire, à moins qu'il n'y ait, par écrit, convention contraire.

IV. ENGAGEMENTS ET LOYERS DES MATELOTS ET GENS DE L'ÉQUIPAGE. — L'engagement des matelots peut se faire de plusieurs manières : 1^o Au voyage, c'est-à-dire à raison

d'une somme fixe; — 2° *Au mois*, c'est-à-dire à raison d'une certaine somme pour chacun des mois que durera le voyage; — 3° *Au profit*, c'est-à-dire moyennant une part dans les gains espérés; — 4° *Au fret*, c'est-à-dire moyennant une part dans le prix que les chargeurs paieront pour le transport de leurs marchandises. Ces deux dernières espèces d'engagements ont moins le caractère d'un contrat de louage que celui d'une sorte d'association.

1. — Les conditions d'engagement du capitaine et des hommes de l'équipage doivent être constatées par écrit. — Le navire et le fret sont spécialement affectés aux loyers des matelots.

2. — Sous aucun prétexte, le capitaine et les gens de l'équipage ne peuvent charger dans le navire aucune marchandise pour leur compte sans la permission des propriétaires et sans en payer le fret, s'ils n'y sont autorisés par l'engagement.

3. — Si le voyage est rompu par le fait des propriétaires, capitaine ou affrêteurs, avant le départ du navire, les matelots loués au voyage ou au mois sont payés des journées par eux employées à l'équipement du navire; ils retiennent pour indemnité les avances reçues.

Si les avances ne sont pas encore payées, ils reçoivent pour indemnité un mois de leurs gages convenus.

— Si la rupture arrive après le voyage commencé, les matelots loués au voyage sont payés en entier aux termes de leur convention.

Les matelots loués au mois reçoivent leurs loyers stipulés, pour le temps qu'ils ont servi, et en outre, pour indemnité, la moitié de leurs gages pour le reste de la durée présumée du voyage.

Les matelots loués au voyage ou au mois reçoivent, en outre, leur conduite de retour jusqu'au lieu de départ du navire, à moins que le capitaine, les propriétaires ou affrêteurs, ou l'officier d'administration, ne leur procurent leur embarquement sur un

autre navire revenant audit lieu de leur départ.

4. — S'il y a interdiction de commerce avec le lieu de la destination du navire, ou si le navire est arrêté par ordre du Gouvernement avant le voyage commencé, il n'est dû aux matelots que les journées employées à équiper le bâtiment. Si l'interdiction de commerce ou l'arrêt du navire arrive pendant le cours du voyage, — dans le cas d'interdiction, les matelots sont payés à proportion du temps qu'ils ont servi; dans le cas d'arrêt, le loyer des matelots engagés au mois court pour moitié pendant le temps de l'arrêt; le loyer des matelots engagés au voyage est payé au terme de leur engagement.

5. — Si le voyage est prolongé, le prix des loyers des matelots engagés au voyage est augmenté en proportion de la prolongation. Si la décharge du navire se fait volontairement dans un lieu plus rapproché que celui qui est désigné par l'affrètement, il ne leur est fait aucune diminution.

6. — Si les matelots sont engagés au profit ou au fret, il ne leur est dû aucun dédommagement ni journées pour la rupture, le retardement ou la prolongation de voyage occasionnés par force majeure. — Si la rupture, le retardement ou la prolongation arrivent par le fait des chargeurs, les gens de l'équipage ont part aux indemnités qui sont adjugées aux navires. — Ces indemnités sont partagées entre les propriétaires du navire et les gens de l'équipage, dans la même proportion que l'aurait été le fret. — Si l'empêchement arrive par le fait du capitaine ou des propriétaires, ils sont tenus des indemnités dues aux gens de l'équipage.

7. — En cas de prise, de bris et naufrage, avec perte entière du navire et des marchandises, les matelots ne peuvent réclamer aucun loyer. Ils ne sont point tenus de restituer les avances qu'ils ont reçues sur leur loyer.

Si quelque partie du navire est sauvée, les matelots engagés au voyage ou au mois sont payés de leurs loyers

échus sur les débris du navire qu'ils ont sauvés. — Si les débris ne suffisent pas, ou s'il n'y a que des marchandises sauvées, ils sont payés subsidiairement sur le fret.

8. — Les matelots engagés au fret sont payés de leurs loyers seulement sur le fret et à proportion de celui que reçoit le capitaine.

9. — De quelque manière qu'ils soient loués, les matelots sont payés des journées par eux employées à sauver les débris et les effets naufragés.

10. — Le matelot est payé de ses loyers, traité et pansé aux dépens du navire, s'il tombe malade pendant le voyage ou s'il est blessé au service du navire. — Il est traité et pansé aux dépens du navire et du chargement s'il est blessé en combattant contre les ennemis et les pirates.

Si le matelot sorti du navire sans autorisation est blessé à terre, les frais de ses pansement et traitement sont à sa charge; il peut même être congédié par le capitaine. — Ses loyers, en ce cas, ne lui sont payés qu'à proportion du temps qu'il a servi.

11. — En cas de mort d'un matelot pendant le voyage, si le matelot est engagé au mois, ses loyers sont dus à sa succession jusqu'au jour de son décès. — S'il est engagé au voyage, la moitié de ses loyers est due lorsqu'il meurt en allant ou au port d'arrivée. — Le total est dû lorsqu'il meurt en arrivant. — Si le matelot est engagé au profit ou au fret, sa part entière est due lorsqu'il meurt le voyage commencé. — Les loyers du matelot tué en défendant le navire sont dus en entier pour tout le voyage si le navire arrive à bon port.

12. — Tout matelot qui justifie qu'il est congédié sans cause valable a droit à une indemnité contre le capitaine.

L'indemnité est fixée au tiers des loyers si le congé a lieu avant le voyage commence; — à la totalité des loyers et aux frais du retour si le congé a lieu pendant le cours du voyage.

— Le capitaine ne peut, dans aucun des cas ci-dessus, répéter le montant de l'indemnité contre les propriétaires du navire.

— Il n'y a pas lieu à indemnité si le matelot est congédié avant la clôture du rôle d'équipage.

— Dans aucun cas, le capitaine ne peut congédier un matelot dans les pays étrangers.

13. — Toutes les dispositions ci-dessus concernant les loyers, pansement et rachat des matelots, sont communes aux Officiers et à tous autres gens de l'équipage.

— Voy. ASSURANCES, sect. I; — CAPITAINE DE NAVIRE: — CONTRAT A LA GROSSE.

NÉGOCIANT. — Cette dénomination qui, dans l'usage, s'applique spécialement aux individus se livrant à de grandes opérations commerciales, est, en droit, complètement synonyme de celle de commerçant. — Voy. COMMERÇANT.

NEVEU-NIÈCE. — Fils ou fille du frère ou de la sœur d'une personne.

1. — Les neveux et nièces sont parents au troisième degré avec leurs oncles et tantes. (Cod. civ. art. 738.) — Voy. PARENTÉ.

2. — Le mariage est prohibé entre l'oncle et la nièce, la tante et le neveu; mais le Gouvernement peut, pour des causes graves, lever l'empêchement. (Cod. civ. art. 163, 164.) — Voy. MARIAGE, I, 9.

3. — La représentation est admise, dans la ligne collatérale, en faveur des enfants et descendants de frères ou sœurs du défunt. (Cod. civ. art. 742.) — Voy. REPRÉSENTATION.

4. — Est valable, en cas de mort sans enfants, la disposition que le défunt a faite, par acte entre-vifs ou testamentaire, au profit d'un ou plusieurs de ses frères ou sœurs, de tout ou partie des biens qui ne sont point réservés par la loi dans sa succession, avec la charge de rendre ces biens aux enfants nés et à naître, au premier degré seulement, desdits frères ou sœurs donataires. (Cod. civ. art. 1049.) — Voy. SUBSTITUTION.

NOBLESSE. — (Déc. 24 janvier 1852; loi 28 mai 1858.) — Qualité imprimée par le Souverain à des particuliers pour les élever, eux et leurs descendants, au-dessus des autres citoyens. — Le mot *noble* dérive du latin *noscibilis*, notable (de *noscere*, connaître).

1. — Sous l'ancienne monarchie, la noblesse française, dont nous n'avons point ici à rechercher les origines, constituait un Ordre particulier dans l'Etat, une classe distincte dans la Nation; elle possédait, en outre de ses prérogatives politiques et de l'exemption partielle des charges publiques, le monopole des grandes fonctions militaires, judiciaires, civiles, ecclésiastiques; une législation spéciale réglait la transmission héréditaire de ses biens. Ces privilèges furent une des causes principales de la révolution et devaient s'évanouir devant elle. Leur abolition, prononcée dans la mémorable nuit du 4 août 1789, fut de nouveau proclamée par un décret de l'Assemblée nationale, portant la date du 19 juin 1790 et ainsi conçu :

Art. 1^{er}. — « La noblesse héréditaire est pour toujours abolie; en conséquence les titres de *Prince*, de *Duc*, *Comte*, *Marquis*, *Vicomte*, *Vidame*, *Baron*, *Chevalier*, *Messire*, *Ecuyer*, *Noble*, et tous autres titres semblables, ne seront pris par qui que ce soit ni donnés à personne. »

Art. 2. — « Aucun citoyen ne pourra prendre que le *vrai nom de sa famille*; personne ne pourra porter ni faire porter des livrées ni avoir d'armoiries; l'encens ne sera brûlé dans les temples que pour honorer la Divinité, et ne sera offert à qui que ce soit. »

Art. 3. — « Les titres de *Monseigneur* et de *Messeigneurs* ne seront donnés ni à aucun Corps ni à aucun individu, ainsi que les titres de *Excellence*, d'*Altesse*, d'*Eminence*, de *Grandeur*, etc., sans que, sous prétexte du présent décret, aucun citoyen puisse se permettre d'attenter aux monuments placés dans les temples, aux chartes, titres et autres rensei-

gnements intéressant les familles ou les propriétés, ni aux décorations d'aucun lieu public ou particulier, et sans que l'exécution des dispositions relatives aux livrées et aux armes placées sur les voitures puisse être suivie ni exigée par qui que ce soit avant le 14 juillet pour les citoyens vivant à Paris, et avant trois mois pour ceux qui habitent la province. »

Art. 4. — « Ne sont compris dans la disposition du présent décret tous les *étrangers*, lesquels pourront conserver en France leurs livrées et leurs armoiries. »

— Des *sanctions pénales* furent ajoutées à ces prohibitions par un décret du 27 septembre 1791

2. — En 1806, Napoléon 1^{er} créa une nouvelle noblesse, sans toutefois lui accorder les privilèges et les exemptions dont avait joui l'ancienne. Pour confirmer par une sanction pénale l'institution de la noblesse qu'il venait de fonder, l'Empereur fit insérer dans le Code pénal de 1810 une disposition applicable à l'usurpation des titres nouvellement créés. L'article 259 de ce Code portait que « toute personne... qui se serait attribué des titres nationaux qui ne lui auraient pas été légalement conférés serait punie d'un emprisonnement de six mois à deux ans. »

3. — La Charte de 1814, après avoir déclaré que les Français sont égaux devant la loi, *quels que soient leurs titres et leur rang* (art. 1^{er}); — *qu'ils contribuent indistinctement, dans la proportion de leur fortune, aux charges de l'Etat* (art. 2); — *qu'ils sont tous également admissibles aux emplois civils et militaires* (art. 3); — ajoutait : « La noblesse ancienne reprend ses titres. La nouvelle conserve les siens. Le Roi fait des nobles à volonté, mais il ne leur accorde que des rangs et des honneurs, sans aucune exemption des charges et des devoirs de la Société. »

4. — Pendant les Cent jours, l'Empereur rendit, à la date du 13 mars 1815, un décret portant *abolition* de la noblesse et des titres féodaux, et remettant en vigueur les lois de l'As-

semblée Constituante. Toutefois, ce décret (qui n'eut qu'une fort courte durée) ajoutait que les individus ayant obtenu de l'Empereur des titres nationaux, comme récompense nationale, continueraient à les porter, et réservait à l'Empereur la faculté de donner des titres aux descendants des hommes qui avaient illustré le nom français dans l'armée, l'administration, dans les sciences, les arts, le commerce.

— A la rentrée de Louis XVIII, la Charte de 1814 reparut et redevint la loi en vigueur.

5. — *La Révolution de Juillet 1830* laissa subsister les titres de noblesse en leur conservant le caractère de distinctions purement honorifiques ; mais, lors de la révision du Code pénal, en 1832, la disposition de l'article 259 qui frappait d'une peine correctionnelle l'usurpation des titres royaux fut supprimée, et chacun put dès lors se parer du titre de Duc, de Marquis, de Comte, etc., sans avoir à craindre d'autre châtement que le ridicule.

6. — Quelques jours après la révolution de février 1848, le 29 du même mois, le Gouvernement provisoire rendit un décret ainsi conçu :

« Le Gouvernement provisoire, considérant que l'égalité est un des trois grands principes de la République française ; qu'il doit en conséquence recevoir une application immédiate,

« Décrète :

« Tous les anciens titres de noblesse sont abolis ; les qualifications qui s'y rattachaient sont interdites ; elles ne peuvent être prises publiquement ni figurer dans un acte public quelconque. »

7. — La Constitution du 4 novembre 1848 déclara également « abolis à toujours tout titre nobiliaire, toute distinction de naissance, de classe ou de caste. » (Art. 10.) — Mais cette abolition ne fut pas de longue durée : un décret en date du 24 février 1852 abrogea celui du 29 février 1848, et quant à la disposition insérée dans l'article 10 de la Constitution de 1848,

elle disparut avec cette Constitution, le 2 décembre 1851. « Ainsi, » dit M. Dalloz, « dure chez nous (et durera toujours) le règne de l'égalité, quand il s'avance trop vite et que ni les esprits, ni les situations sociales ne sont encore en état de lui donner un plus ferme appui ! » (*Répertoire de jurisprudence*, art. noblesse, 37.)

8. — Une loi du 28 mai 1858 a rétabli en ces termes dans l'article 259 du Code pénal les dispositions qui punissaient l'usurpation des titres de noblesse :

« ... Sera puni d'une amende de 500 fr. à 10,000 fr., quiconque, sans droit et en vue de s'attribuer une distinction honorifique, aura publiquement pris un titre, changé, altéré ou modifié le nom que lui assignent les actes de l'état civil.

« Le Tribunal ordonnera la mention du jugement en marge des actes authentiques ou des actes de l'état civil dans lesquels le titre aura été pris indûment ou le nom altéré.

« Dans tous les cas prévus par le présent article, le Tribunal pourra ordonner l'insertion intégrale ou par extrait du jugement dans les journaux qu'il désignera ; — le tout aux frais du condamné. »

NOLIS. — Du grec *naulos*, prix du vaisseau. — On appelle *notis*, sur la Méditerranée, et *fret*, sur l'Océan, le prix du loyer d'un navire ou autre bâtiment de mer. — Il est réglé par les conventions des parties et est constaté par la charte-partie ou par le connaissement. — Voy. CHARTE-PARTIE ; — CONNAISSEMENT.

NOM COLLECTIF. (SOCIÉTÉ EN) — Voy. SOCIÉTÉ, sect. II, 1.

NOMS ET PRÉNOMS. — Les noms désignent chaque famille dans la Société ; les prénoms servent à distinguer les membres de la famille. — Voy. ACTES DE L'ÉTAT CIVIL, III et VII ; — CHANGEMENT DE NOMS ; — FAUX, V.

NON BIS IN IDEM. — Voy. ACQUITTEMENT, 2.

NOTABLES COMMERÇANTS. — (Cod. com. art. 618, 619.)

C'est ainsi que le Code de commerce désigne les principaux commerçants d'une ville, notamment *« les chefs des maisons les plus anciennes et les plus recommandables par la probité, l'esprit d'ordre et d'économie. »*

Ils sont appelés à élire les membres des *Tribunaux de commerce* et des *Chambres de commerce*. — Voy. TRIBUNAL DE COMMERCE, I.

NOTAIRE. — (Loi 25 ventôse an ix (16 mars 1803); ord. roy. 4 janvier 1813.) — Du latin *Notarius*, fait de *nota*, note. — Les *Notaires* sont des officiers ministériels établis pour recevoir tous les actes et contrats auxquels les parties doivent ou veulent donner un caractère d'authenticité, pour en assurer la date, en conserver le dépôt, en délivrer des grosses et expéditions.

1. — Ils sont nommés par le Président de la République, sur la proposition du Ministre de la Justice, et exercent leurs fonctions de la manière suivante : ceux des villes où est établie une *Cour d'appel*, dans toute l'étendue du ressort de cette Cour ; — ceux des villes où il n'y a qu'un *Tribunal de première instance*, dans l'étendue du ressort de ce Tribunal ; — enfin ceux des autres Communes, dans l'étendue du ressort de la Justice de paix. — Leurs charges sont *vénables*. — Voy. OFFICIERS MINISTÉRIELS.

2. — Il y a, près de chaque Tribunal civil de première instance, une *Chambre* chargée du maintien de la discipline, de prévenir ou concilier tous les différends entre notaires, et toutes les réclamations de leurs clients. — Les notaires élisent parmi eux les membres de cette Chambre, qui choisissent à leur tour un Président, un Syndic, un Secrétaire, un Rapporteur et un Trésorier.

NOTORIÉTÉ. (ACTE DE) — Voy. ACTE DE NOTORIÉTÉ.

NOUVEL ŒUVRE. — Voy. DÉNONCIATION DE NOUVEL ŒUVRE.

NOVATION. — (Cod. civ. art. 1271-1281.) — Du latin *novare*, renouveler.

— C'est la substitution d'une nouvelle dette à l'ancienne qui se trouve ainsi entièrement éteinte.

La novation peut s'opérer de trois manières : par substitution d'une autre dette à l'ancienne (par exemple, une rente de 50 fr. à une somme de 1,000 fr.) ; — par substitution d'un nouveau débiteur ; — enfin par substitution d'un nouveau créancier.

NUE PROPRIÉTÉ. — Propriété dont un autre a l'usufruit. — Elle est susceptible de transmission comme toute autre propriété ; mais les conventions qui peuvent se faire à ce sujet ont un caractère *aléatoire* en raison des chances de survie que présente l'âge de l'usufruitier. — Voy. PROPRIÉTÉ ; — USUFRUIT.

— Sous le régime de communauté, le *créancier de la femme*, en vertu d'un acte n'ayant pas de date certaine avant le mariage, ne peut en poursuivre contre elle le paiement que sur la nue propriété de ses immeubles personnels. (Cod. civ. art. 1410.)

NUIT. — Du grec *nux*. — Espace de temps compris entre le coucher et le lever du soleil.

1. — Aucune signification ni exécution ne peut être faite, depuis le 1^{er} octobre jusqu'au 31 mars avant six heures du matin et après six heures du soir ; — et depuis le 1^{er} avril jusqu'au 30 septembre, avant quatre heures du matin et après neuf heures du soir. (Cod. proc. civ. art. 1037.)

2. — La nuit est, dans le cas de vol, l'un des éléments qui constituent les circonstances aggravantes. (Cod. pén. 381, 382, 383, 385, 386.) — Voy. VOL.

3. — Aucun travail de nuit ne peut être imposé aux apprentis âgés de moins de 16 ans. Est considéré comme travail de nuit tout travail fait entre neuf heures du soir et cinq heures du matin. (Loi 22 février 1851, article 9.) — Voy. CONTRAT D'APPRENTISSAGE.

4. — Tout travail de nuit est interdit dans les manufactures, usines ou ateliers, pour les enfants au-des-

sous de 13 ans. Est considéré comme travail de nuit tout travail entre neuf heures du soir et cinq heures du matin. — (Loi 22 mars 1841, art. 5.)—

Voy. TRAVAIL DES ENFANTS DANS LES MANUFACTURES.

NULLITÉ DE MARIAGE. — Voy. MARIAGE, IV.

0

OBÉDIENCE. (LETTRE D') — Voy. LETTRE D'OBÉDIENCE.

OBLATIONS. — Du latin *oblatio*, offrande. — Ce que les ministres du culte sont autorisés à recevoir pour l'administration des sacrements.

Les oblations sont fixées, dans chaque diocèse, par un règlement rédigé par l'Evêque et approuvé par le chef de l'Etat. (Loi 18 germinal an x (8 avril 1802), art. 69.)

OBLIGATIONS. — (Cod. civ. art. 1101-1386.)

On entend par obligation (du latin *ob*, à cause de, *ligatus*, lié) un lien de droit qui astreint une personne envers une autre à donner, à faire, ou à ne pas faire quelque chose.

I. SOURCES DES OBLIGATIONS. — Les obligations peuvent dériver de 5 sources différentes qui sont : le contrat ; — le quasi-contrat ; — le délit ; — le quasi-délit ; — la loi.

§ 1^{er}. — Contrat. — 1. — On entend par contrat une convention par laquelle une ou plusieurs personnes s'obligent, envers une ou plusieurs autres, à donner, à faire ou à ne pas faire quelque chose.

Le contrat est dit *synallagmatique* ou *bilatéral*, lorsque les contractants s'obligent réciproquement les uns envers les autres, comme dans la vente, par exemple. (Voy. ACTE SYNALLAGMATIQUE.) — Il est dit *unilatéral*, lorsqu'il ne produit d'engagement que d'un côté. Tel est le prêt d'argent qui oblige seulement l'emprunteur envers le prêteur.

On appelle *commutatif* le contrat dans lequel chacune des parties s'engage à donner ou à faire une chose qui est regardée comme l'équivalent de ce qu'on lui donne ou de ce qu'on

fait pour elle, comme dans la vente ; — et *aléatoire* celui dans lequel chacune des parties stipule un avantage qui sera peut-être inférieur, peut-être supérieur, peut-être équivalent à celui qu'elle s'engage à procurer d'après un événement incertain ; tels sont la *rente viagère*, le contrat d'*assurance*, le *jeu* et le *pari*.

Le contrat est dit à *titre onéreux* lorsqu'il est fait pour l'avantage et l'utilité pécuniaires de chacune des parties, comme dans la vente, l'*échange*, la *société*, le *prêt à intérêt* ; — à *titre gratuit*, lorsqu'il ne procure d'avantage qu'à l'un des contractants, comme dans la *donation sans charges*, le *prêt sans intérêts*.

2. — Quatre conditions essentielles sont exigées pour la validité d'un contrat : 1^o Le *consentement des parties* ; — 2^o Leur *capacité de s'obliger* ; — 3^o Un *objet certain* formant la matière de l'engagement ; — 4^o Une *cause licite* de l'obligation.

— Le consentement n'est point valable, s'il n'a été donné que par *erreur*, ou s'il a été extorqué par *violence* ou surpris par *dol*. — Voy. ERREUR, 2 ; — VIOLENCE ; — DOL.

Ce n'est qu'exceptionnellement que la *lésion* est une cause de nullité des contrats. — Voy. LÉSION.

— En principe, toute personne peut contracter si elle n'en est pas déclarée incapable par la loi. Les *incapables* sont : les *mineurs*, les *interdits* et les *femmes mariées*. Certains contrats sont interdits à certaines personnes : ainsi le *tuteur* ne peut acheter les biens de son pupille (Cod. civ. art. 450) ; — le *mandataire* ne peut acheter les biens qu'il est chargé de vendre (Cod. civ. art. 1596).

— L'obligation doit avoir pour ob-

jet une chose *déterminée* au moins quant à son espèce. Ainsi une personne s'oblige envers une autre à lui livrer un *cheval* : cette obligation est valable, car, à défaut de stipulations sur la qualité du cheval, le débiteur se libérera en en fournissant un de qualité ordinaire. Le prix, d'ailleurs, sera un élément d'appréciation. Mais si l'obligation est seulement déterminée quant au genre, elle est nulle : telle serait celle de livrer un animal.

La quotité de la chose peut être incertaine, pourvu qu'il soit possible de la déterminer. Exemple : Pierre s'est engagé à donner du blé à Paul, sans autre indication : l'obligation est nulle, car Pierre pourrait la remplir à la rigueur en donnant quelques grains de blé. — Il lui a promis du blé pour ensemençer son champ, pour le nourrir pendant une année : l'obligation est valable, car il n'est pas impossible de la déterminer.

Les choses futures peuvent être l'objet d'une obligation (par exemple, le vin de la prochaine récolte). Il n'est pas permis cependant de renoncer à une succession qui n'est pas encore ouverte, ni de faire aucune stipulation à son sujet, même du consentement de celui de la succession duquel il s'agit.

— L'obligation sans cause, ou sur une fausse cause, ou sur une cause illicite, ne produit aucun effet.

§ 2. — *Quasi-contrat*. — Voy. ce mot.

§ 3. — *Délit*. — C'est tout acte illicite commis avec l'intention de nuire. Indépendamment de la peine qu'il a encourue pour avoir troublé l'ordre public, l'auteur du délit est obligé à réparer le dommage dont il a été la cause. — Voy. ACTION CIVILE.

§ 4. — *Quasi-délit*. — Voy. ce mot.

§ 5. — *Loi*. — Comme obligations naissant directement de la loi, nous citerons celle imposée mutuellement aux ascendants et aux descendants de se fournir des aliments en cas de besoin (Cod. civ. art. 205-211) — Voy. MARIAGE, V; — celle qui astreint les propriétaires de fonds contigus à pour-

voir en commun aux frais de bornage de leurs propriétés (Cod. civ. art. 646) — Voy. BORNAGE; — celles relatives à la mitoyenneté (Cod. civ. art. 653 et suiv.) — Voy. MUR MITOYEN; — aux vues sur la propriété du voisin (Cod. civ. art. 675-680) — Voy. VUES; — au droit de passage (Cod. civ. art. 682-685) — Voy. ENCLAVE; — etc., etc.

II. EFFET DES OBLIGATIONS. —

1. — Les conventions légalement formées ont force de loi entre les parties et doivent être exécutées de bonne foi; elles obligent non-seulement à ce qui y est exprimé, mais encore à toutes les suites que l'équité, l'usage ou la loi leur donnent.

2. — En général, les conventions ne peuvent être révoquées que du consentement mutuel des parties. — Il y a cependant des contrats résolubles, pour l'avenir, par la volonté d'une seule des parties : tels sont le contrat de société, lorsque sa durée est illimitée (Cod. civ. art. 1869); — le contrat de mandat (Cod. civ. art. 2003). — A l'inverse, il y a des contrats que les parties, même d'accord, ne peuvent jamais révoquer : tels sont le mariage et le contrat de mariage. (Cod. civ. art. 1395.)

§ 1. — *Obligation de donner*. — L'obligation de donner, c'est-à-dire de transférer la propriété d'une chose ou un démembrement du droit de propriété, tel qu'un droit d'usufruit ou d'usage, emporte celle de livrer la chose et de la conserver (si c'est un corps certain) jusqu'à la livraison, à peine de dommages-intérêts envers le créancier.

— Si la chose qu'on s'est obligé de donner ou de livrer à deux personnes successivement est purement mobilière (un cheval, par exemple), celle des deux qui en a été mise en possession réelle est préférée et en demeure propriétaire, bien que son titre soit postérieur en date, pourvu toutefois que le possesseur soit de bonne foi, et sauf recours en dommages-intérêts du premier acquéreur évincé contre le vendeur.

§ 2. — *Obligation de faire ou de ne pas faire.* — En cas d'inexécution de la part du débiteur, elle se résout nécessairement en dommages-intérêts, toutes les fois qu'il est impossible d'obtenir l'exécution effective de l'obligation ou qu'on ne l'obtiendrait qu'en violentant physiquement la personne du débiteur.

Les dommages-intérêts ne peuvent être demandés qu'après que le débiteur a été mis en demeure de faire ce à quoi il s'était engagé. Au contraire, lorsqu'il s'agit d'une obligation de ne pas faire, le débiteur qui y contrevient doit les dommages-intérêts par le seul fait de la contravention. — Voy. DOMMAGES-INTÉRÊTS.

§ 3. — *Dommages et intérêts résultant de l'inexécution de l'obligation.* — Voy. DOMMAGES-INTÉRÊTS, 2-5.

§ 4. — *Interprétation des conventions.* — La loi veut que, dans les conventions, on recherche quelle a été la commune intention des parties plutôt que de s'arrêter au sens littéral des termes dont elles se sont servies, s'il y a dissentiment sur leur signification.

— *Lorsqu'une clause est susceptible de deux sens, on doit plutôt l'entendre dans celui avec lequel elle peut avoir quelque effet que dans le sens avec lequel elle n'en pourrait produire aucun.*

— Supposons que, dans un acte de partage entre Paul et Pierre, il soit dit que Paul consent à ce que Pierre passe sur ses héritages : il est évident qu'il s'agit des héritages de Paul, car autrement la clause n'aurait aucun sens.

— *Les termes susceptibles de deux sens doivent être pris dans celui qui convient le plus à la matière du contrat.* — Ainsi, dans un bail, il est stipulé que le locataire sera tenu des réparations : on doit supposer que les contractants n'ont entendu parler que des réparations dites locatives.

— *Ce qui est ambigu s'interprète par ce qui est d'usage dans le pays où le contrat est passé.*

— *On supplée dans le contrat les clauses qui y sont d'usage quoiqu'elles n'y soient pas exprimées.* — Ainsi, le

locataire sera tenu des réparations locatives, bien qu'il n'en soit pas expressément chargé.

— *Toutes les clauses des conventions s'interprètent les unes par les autres en donnant à chacune le sens qui résulte de l'acte entier.* — Ainsi, dans un contrat de vente, le vendeur a déclaré par une première clause, que l'immeuble était franc de toutes charges et hypothèques, et, par une seconde, qu'il entendait n'être garant que de ses faits : la première clause doit s'expliquer par la seconde et l'on supposera que le vendeur n'a entendu déclarer l'immeuble franc que de charges et hypothèques consenties par lui, mais non de celles consenties par ses auteurs.

— *Dans le doute, la convention s'interprète contre celui qui a stipulé et en faveur de celui qui a contracté l'obligation, c'est-à-dire contre le créancier et en faveur du débiteur.* — Pierre a emprunté de Paul une somme d'argent, et la reconnaissance ne mentionne point que Pierre payera l'intérêt du capital qui lui a été prêté : on devra supposer que le prêt a été fait sans intérêts.

— *Quelque généraux que soient les termes dans lesquels une convention est conçue, elle ne comprend que les choses sur lesquelles il paraît que les parties se sont proposé de contracter.* — Ainsi, le légataire qui, dans une transaction intervenue entre lui et les héritiers, aurait déclaré renoncer à tous ses droits, ne serait pas supposé avoir renoncé aux droits que lui donne un second testament découvert postérieurement à la transaction.

— *Lorsque, dans un contrat, on a exprimé un cas pour l'explication de l'obligation, on n'est pas censé avoir voulu par là restreindre l'étendue que l'engagement reçoit de droit aux cas non exprimés.* — Si, par exemple, il a été stipulé dans un contrat de mariage, que le mobilier des successions qui écherraient aux époux entrerait dans la communauté (ce qui est de droit), cette clause n'empêchera pas que toutes les autres choses qui

doivent composer la communauté n'en fassent partie suivant la loi.

§ 5. — *Effet des conventions à l'égard des tiers.* — En principe, les conventions n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes; elles ne nuisent ni ne profitent aux tiers. — Voy. CRÉANCIER, 2.

III. DIVERSES ESPÈCES D'OBLIGATIONS. — Les obligations sont de diverse nature, et chaque espèce a ses règles particulières. Il est des obligations conditionnelles; — il y en a qui sont à terme; — d'autres sont alternatives; — d'autres solidaires; — quelques-unes sont divisibles ou indivisibles; — enfin il en est où l'on fait entrer des clauses pénales.

L'obligation est dite pure et simple lorsqu'elle n'est affectée d'aucune de ces modalités.

§ 1^{er}. — *Obligations conditionnelles.* — L'obligation est conditionnelle lorsqu'on la fait dépendre d'un événement futur et incertain, — soit en la suspendant jusqu'à ce que l'événement arrive (*je vous vends ma maison si je suis appelé à telles fonctions*), — soit en la réalisant selon que l'événement arrivera ou n'arrivera pas (*je vous vends ma maison, mais sous la condition que cette vente sera résolue si je renonce à mon projet d'aller demeurer près de mon fils qui doit prochainement se marier*).

— Lorsqu'une obligation est contractée sous la condition qu'un événement arrivera dans un temps fixe (*je vous achèterai votre maison si mon fils est revenu des Etats-Unis d'ici à six mois*), cette condition est censée défaillie lorsque le temps est expiré sans que l'événement soit arrivé. — S'il n'y a point de temps fixe (*je vous achèterai votre maison si mon fils revient des Etats-Unis*), la condition n'est censée défaillie que lorsqu'il est devenu certain que l'événement n'arrivera pas, par exemple, si l'on apprend la mort de mon fils.

Lorsqu'une obligation est contractée sous la condition qu'un événement n'arrivera pas dans un temps fixe (*je vous vends ma maison si d'ici à un an*

mon fils n'est pas marié), cette condition est accomplie lorsque ce temps est expiré sans que l'événement soit arrivé; — elle l'est également si, avant le terme, il est certain que l'événement n'arrivera pas (*si mon fils, par exemple, vient à mourir dans l'intervalle*); — et s'il n'y a pas de temps déterminé, elle n'est accomplie que lorsqu'il est certain que l'événement n'arrivera pas.

— La condition est réputée accomplie, lorsque c'est le débiteur, obligé sous cette condition, qui en a empêché l'accomplissement. (*J'ai promis à un ouvrier de lui donner 1,000 francs s'il me construit un mur dans 15 jours : le mur est presque achevé, et, croyant me soustraire à mon obligation, je fais disparaître les matériaux destinés à le finir; je n'en devrai pas moins la somme promise, car c'est par ma faute que la condition ne s'est pas accomplie.*)

— Tant que la condition suspensive n'est pas réalisée, l'obligation n'existe pas encore; il y a seulement espoir qu'elle existera. Mais dès qu'elle se réalise, elle a un effet rétroactif au jour du contrat. En conséquence, les droits, servitudes ou hypothèques que le vendeur conditionnel aurait pu consentir sur la chose aliénée, sont nuls. — Si, au contraire, la condition vient à défaillir, la vente étant considérée comme n'ayant jamais existé, tous les droits consentis par le vendeur sont maintenus, tandis que ceux qui émaneraient de l'acheteur conditionnel seraient nuls.

— La loi a prévu le cas où la chose viendrait à périr ou à se détériorer, la condition étant toujours pendante, et elle a déterminé, d'après les distinctions suivantes, à la charge de qui seraient les détériorations ou la perte :

Si la chose est entièrement détruite sans la faute du débiteur, l'obligation est éteinte. — Si la chose s'est détériorée sans la faute du débiteur, le créancier a le choix ou de résoudre le contrat, ou d'exiger la chose dans l'état où elle se trouve, sans diminution du prix. — Si la chose s'est dété-

riorée par la faute du débiteur, le créancier a le droit ou de résoudre le contrat, ou d'exiger la chose dans l'état où elle se trouve, avec des dommages-intérêts.

— A la différence de la condition suspensive qui tient en suspens les effets du contrat tant qu'elle ne s'est pas réalisée, la condition *résolutoire* n'empêche pas le contrat de produire ses effets immédiatement, de même qu'un contrat pur et simple. Mais lorsqu'elle s'accomplit, elle opère la révocation du contrat, et les choses sont remises dans le même état qu'auparavant; les obligations dont chacune des parties était tenue sont réputées n'avoir jamais existé.

La condition résolutoire est toujours *sous-entendue* dans les contrats *synallagmatiques* (vente, échange, louage, société, etc.), pour le cas où l'une des deux parties ne satisfera point à son engagement. Dans ce cas, le contrat n'est point résolu de plein droit. La partie envers laquelle l'engagement n'a point été exécuté a le choix, ou de forcer l'autre à l'exécution de la convention lorsqu'elle est possible, ou d'en demander la résolution avec dommages-intérêts. La résolution doit être demandée en Justice, et il peut être accordé au défendeur un délai selon les circonstances.

§ 2. — *Obligations à terme*. — Le terme diffère de la condition en ce qu'il ne suspend point l'engagement, dont il *retarde seulement l'exécution*.

Ce qui n'est dû qu'à terme ne peut être exigé avant l'échéance; mais ce qui a été payé d'avance ne peut être répété: dans cette hypothèse, le débiteur est supposé avoir volontairement renoncé au bénéfice du terme.

— Le terme est toujours *présumé stipulé en faveur du débiteur*, à moins qu'il ne résulte de la disposition ou des circonstances qu'il a été aussi convenu en faveur du créancier. Ainsi une personne achète un troupeau de moutons pour les vendre à la foire de Pâques, et qu'on ne doit lui livrer que la veille de cette foire: il ne saurait être forcé à les recevoir plus tôt, car évi-

demment il a stipulé le terme afin de ne pas être obligé de nourrir les bestiaux jusqu'au jour de la foire.

— Le débiteur ne peut plus réclamer le bénéfice du terme lorsqu'il a fait faillite ou est tombé en *déconfiture*, ou lorsque, par son fait, il a diminué les sûretés qu'il avait données par le contrat à son créancier (si, par exemple, il fait des coupes insolites dans une forêt qu'il avait hypothéquée).

§ 3. — *Obligations alternatives*. — L'obligation est alternative lorsque quelqu'un s'engage à donner ou à faire une chose ou une autre (à donner, par exemple, 20 hectares de terre ou 6,000 francs), de manière qu'en s'acquittant d'une des choses, il soit entièrement libéré. — Le choix appartient au débiteur, s'il n'a pas été expressément réservé au créancier.

— Lorsque l'une des choses ou les deux choses faisant l'objet de l'obligation viennent à *périr*, il faut distinguer le cas où, soit par le silence de l'acte, soit par convention, le débiteur a le choix, et le cas où le choix a été réservé au créancier. — Dans la première hypothèse, celle où le débiteur a le choix, si l'une des deux choses périt et ne peut plus être livrée, l'obligation devient *pure et simple* et n'a plus pour objet que la chose existante, peu importe que la perte soit arrivée par la faute du débiteur. Dans la même hypothèse, si les deux choses viennent à *périr*, et que le débiteur soit en faute à l'égard de l'une d'elles, il doit payer le prix de celle qui a péri la dernière, comme il aurait dû cette chose elle-même si elle n'eût pas péri.

Lorsque le créancier, s'étant réservé le choix, se trouve dans le cas où l'une des choses seulement a péri, il faut examiner si c'est par la faute ou sans la faute du débiteur. — Si le débiteur n'est pas en faute (il le serait s'il était en demeure), le créancier doit avoir la chose qui reste; il ne peut réclamer le prix de celle qui a péri, parce qu'elle a cessé d'être l'objet de l'obligation sans que le débiteur ait manqué à la bonne foi. — Si celui-ci est en faute, le créancier est

fondé à demander soit la chose qui reste, soit le prix de celle qui a péri. — Lorsque les deux choses ont péri, et que le débiteur est en faute, soit à l'égard des deux, soit à l'égard de l'une d'elles, le créancier peut demander le prix de l'une ou de l'autre à son choix.

Dans tous les cas, soit que le débiteur ait le choix, soit qu'il ait été réservé au créancier, si les deux choses ont péri sans la faute du débiteur, l'obligation se trouve éteinte. (Voy. ci-après, IV, § 6.)

— Les règles que nous venons d'exposer sont applicables aux cas où il y a plus de deux choses comprises dans l'obligation alternative.

§ 4. — *Obligations solidaires.* — Voy. SOLIDARITÉ.

§ 5. — *Obligations divisibles et indivisibles.* — L'obligation est divisible ou indivisible, selon qu'elle a pour objet ou une chose qui dans sa livraison, ou un fait qui dans l'exécution est ou n'est pas susceptible de division, soit matérielle, soit intellectuelle. — Exemples : Pierre doit à Paul 1,000 francs : son obligation est divisible, car la chose qu'elle a pour objet est susceptible d'être livrée par parties. — Pierre a promis à Paul de labourer son champ : le fait qu'il s'est engagé à accomplir peut l'être par parties ; son obligation est divisible. — Pierre a promis à Paul de lui faire avoir une servitude de passage sur le fonds du voisin : son obligation est indivisible, puisque la chose qu'elle a pour objet ne peut pas être livrée par parties. — Pierre s'est engagé à faire un voyage pour Paul : son obligation est encore indivisible, car le fait qu'elle a pour objet n'est pas susceptible d'être accompli par parties.

— Les questions qui peuvent naître de ce qu'une obligation est divisible ou indivisible ne s'élèvent jamais, du reste, entre les parties contractantes. Toute obligation, celle même qui serait susceptible de division, doit s'exécuter entre le créancier et le débiteur comme si elle était indivisible. Les effets de la divisibilité ou de l'indivisibilité ne concernent que les hé-

ritiers du débiteur ou ceux du créancier. — Si l'obligation est divisible, les héritiers du créancier ne peuvent demander la dette que pour les parts et portions dont ils sont saisis comme représentant le créancier ; et réciproquement les héritiers du débiteur ne sont tenus de la payer qu'à raison de leurs parts ou portions comme représentant le débiteur.

Il y a néanmoins des causes particulières qui empêchent quelquefois les héritiers du débiteur d'opposer au créancier la règle générale de la division de la dette entre eux, quoique l'obligation soit divisible. — Ainsi, lorsque la dette est hypothécaire, le créancier peut agir pour le tout contre l'héritier dans le lot duquel se trouve l'immeuble hypothéqué. — Ainsi encore, lorsque la dette est d'un corps certain (un cheval, par exemple), l'héritier détenteur de cet objet peut être poursuivi pour la totalité par le créancier. — Dans les divers cas énumérés par l'article 1221 du Code civil, celui des héritiers qui a payé plus qu'il ne devait personnellement pour sa part et portion a son recours contre ses cohéritiers, car ce n'était pas l'obligation entière, mais seulement le paiement entier qui était à sa charge.

§ 6. — *Obligations avec clause pénale.* — Il peut être ajouté à toute convention une clause pénale dans le but de fixer la quotité de dommages-intérêts à payer en cas d'inexécution et par là d'éviter les embarras et les incertitudes d'une fixation judiciaire.

Si la peine n'a été stipulée que pour le retard, elle doit être regardée comme de simples dommages-intérêts relatifs à ce retard, et elle peut, en conséquence, être réclamée avec la chose. Mais, dans tout autre cas, la peine est censée substituée à la chose, et dès lors le créancier n'a que le choix entre la demande du principal ou celle de la peine.

IV. EXTINCTION DES OBLIGATIONS. — Les moyens d'extinction des obligations sont : 1° le paiement ; — 2° la novation ; — 3° la remise de la dette ; — 4° la compensation ; — 5° la

confusion; — 6° la *perte de la chose due*; — 7° la *nullité ou la rescision de la convention*; — 8° l'*effet de la condition résolutoire*; — 9° la *prescription*.

§ 1^{er}. — *Paiement*. — Par ce terme le *paiement*, on n'entend communément que la manière dont ceux qui doivent des sommes d'argent s'acquittent en donnant de l'argent. — Dans le langage du droit, on appelle en général *paiement* la manière de s'acquitter de toute obligation qui consiste à donner ou à faire quelque chose, en donnant ou en faisant cette chose.

1. — Il n'est pas nécessaire, pour qu'un paiement soit valable, qu'il soit fait par ceux qui y sont intéressés. L'obligation peut être acquittée par un tiers qui n'y a aucun intérêt, lorsqu'il agit au nom et en l'acquit du débiteur. Le créancier ne serait en droit de refuser le paiement fait par ce tiers qu'autant qu'il aurait un intérêt à ce que l'obligation fût acquittée par le débiteur lui-même. Ainsi, un peintre en renom s'est engagé à faire votre portrait : il ne pourrait pas, contre votre gré, le faire exécuter par un autre.

2. — Un paiement ne serait pas valable s'il n'était pas fait, soit au créancier, soit à quelqu'un ayant pouvoir de lui, ou autorisé par justice ou par la loi à recevoir pour lui. — L'équité veut cependant que le paiement soit valable, lorsqu'ayant été fait de bonne foi par le débiteur à celui qui était en possession de la créance, ce débiteur avait un juste sujet de le regarder comme le véritable créancier; tel serait un héritier qui, d'abord possesseur légitime de la succession, recevrait le paiement des sommes dues et serait ensuite évincé par un héritier plus proche.

Le débiteur serait en faute s'il faisait un paiement à celui qui, par son âge ou par un autre motif, n'aurait pas la capacité de recevoir. La seule ressource de ce débiteur serait de prouver que la chose payée a tourné au profit du créancier, nul ne devant s'enrichir aux dépens d'autrui.

3. — Le paiement fait par le débiteur à son créancier, au préjudice d'une saisie-arrêt (voy. ce mot), n'est pas valable à l'égard des créanciers saisissants, qui peuvent le contraindre à payer de nouveau, sauf en ce cas seulement son recours contre le créancier.

4. — Un créancier ne peut être contraint de recevoir en paiement une autre chose que celle qui lui est due, quand même on lui en offrirait une autre d'une valeur égale ou plus grande. Il ne peut non plus être forcé à recevoir partiellement son paiement, par exemple le capital sans les intérêts. Si néanmoins le débiteur se trouve dans des circonstances telles que, par des motifs d'humanité, les juges soient convaincus que, sans porter préjudice au créancier, il serait convenable d'accorder des délais modérés pour le paiement, la loi les y autorise, mais en leur rappelant le respect dû aux contrats et en les avertissant de n'user de ce pouvoir qu'avec une grande réserve.

5. — Le débiteur d'un corps certain et déterminé (tel cheval, telle maison, etc.) est libéré en livrant la chose au terme convenu, dans l'état où elle se trouve. Il ne répond pas des détériorations ni même de la perte, si elles ne sont point survenues par sa faute, à moins qu'il ne fût déjà en demeure de livrer.

6. — Si la dette est d'une chose qui ne soit déterminée que par son espèce (un cheval, tant de mesures de blé, etc.), l'équité n'autorise point le créancier à l'exiger de la meilleure qualité; mais aussi elle ne permet pas au débiteur de l'offrir de la plus mauvaise.

7. — Où le paiement doit-il se faire? Dans le lieu désigné par la convention; — à défaut de désignation, et s'il s'agit d'un corps certain et déterminé (tel cheval, le blé qui se trouve dans mon grenier), dans le lieu où était, au temps de l'obligation, la chose qui en fait l'objet. — Hors ces deux cas, le paiement doit se faire au domicile du débiteur.

8. — Les frais du paiement sont

à la charge du débiteur. S'il veut une quittance par-devant notaire, c'est à ses dépens qu'elle sera passée; par la même raison, il doit supporter les frais du papier timbré d'une simple quittance; autrement le créancier ne recouvrerait pas tout ce qui lui est dû.

— Voy. IMPUTATION DE PAYEMENT; — OFFRES RÉELLES; — SUBROGATION.

§ 2. — Novation. — Voy. ce mot.

§ 3. — Remise de la dette. — 1. C'est la renonciation du créancier à ses droits; elle est *expresse* ou *tacite*: *expresse* lorsqu'elle résulte d'une déclaration formelle constatée dans un acte passé entre le débiteur et le créancier, ou d'une quittance; — *tacite* lorsqu'elle résulte d'un fait emportant avec lui la présomption que le créancier a eu la volonté d'éteindre la dette. Ainsi la remise volontaire du titre original sous signature privée par le créancier au débiteur fait preuve de la libération: aux yeux de la loi, elle équivaut à une quittance, puisque le créancier s'est mis lui-même hors d'état d'intenter aucune action. — La remise volontaire de la grosse du titre (voy. GROSSE) fait présumer la remise de la dette ou le paiement; mais comme le créancier pourrait ne s'être dessaisi de la grosse que parce qu'il restait la minute chez le notaire, la preuve contraire lui est réservée.

2. — Lorsque le créancier rend au débiteur le gage donné en nantissement, il est plutôt à présumer qu'il a consenti à se désister du gage qu'il n'est à présumer qu'il ait voulu remettre la dette.

3. — La dette étant éteinte par la remise qu'en fait le créancier, le cautionnement qui en était l'accessoire cesse également. Mais aussi par la raison que le cautionnement n'est qu'un accessoire de l'obligation, la remise peut en être faite à la caution sans qu'elle serve au débiteur principal; et s'il y a plusieurs cautions, la remise peut être faite à l'une d'elles sans que les autres soient fondées à s'en prévaloir.

§ 4. — Compensation. — Voy. ce mot.

§ 5. — Confusion. — Voy. ce mot.

§ 6. — Perte de la chose due. —

1. — Cette expression est prise ici dans son sens le plus général; elle comprend : 1° le cas où la chose due a été matériellement détruite; — 2° celui où elle se trouve mise hors du commerce (par suite d'expropriation pour cause d'utilité publique, par exemple); — 3° celui où elle est perdue, de manière qu'on en ignore absolument l'existence (vol, chute dans la mer, etc.)

2. — Pour que la perte de la chose opère la libération du débiteur, il faut : 1° qu'il s'agisse d'un corps certain et déterminé (tel cheval, telle maison); — 2° que le débiteur ne soit pas en faute; — 3° qu'il n'ait pas encore été mis en demeure. — Si au lieu d'un corps certain, la dette était d'une chose indéterminée ou d'une chose déterminée seulement quant à son espèce (un cheval, une somme d'argent), elle ne pourrait jamais s'éteindre par la perte de la chose, car les espèces ne périssent point.

3. — Lors même que le débiteur est en demeure, s'il ne s'est pas chargé des cas fortuits, l'obligation est éteinte dans le cas où la chose aurait également péri chez le créancier si elle lui eût été livrée. Exemple : vous deviez me livrer une maison; je vous ai sommé de le faire; malgré ma sommation, vous l'avez gardée. — Postérieurement, la foudre la consume : c'est pour moi qu'elle péricule, car il est certain que, si vous me l'aviez livrée, elle eût également été détruite.

4. — C'est au débiteur à prouver le cas fortuit qu'il allègue.

§ 7. — Nullité ou rescision. — Voy. RESCISION.

§ 8. — Effet de la condition résolutoire. — Voy. ci-dessus, III, § 1^{er}.

§ 9. — Prescription. — Voy. ce mot.

V. — PREUVE DES OBLIGATIONS. — C'est à celui qui réclame l'exécution d'une obligation à prouver qu'il est

bien réellement créancier; mais cette preuve une fois faite, c'est au débiteur qui se prétend libéré à justifier son assertion. — La preuve, tant des obligations que de leur extinction, s'établit, suivant la diversité des cas, par des écrits, — par des témoins, — par des présomptions, — par l'aveu de la partie, — par le serment.

§ 1^{er}. — *Preuve littérale.* — C'est celle qui résulte des écrits sous seing privé ou authentiques : elle est la plus sûre de toutes les preuves. — VOY. ACTE AUTHENTIQUE; — ACTE SOUS SEING PRIVÉ; — CONTRE-LETTRE; — PAPIERS DOMESTIQUES, 1; — TAILLE.

§ 2. — *Preuve testimoniale.* — C'est celle qui résulte de la déclaration des personnes présentes au fait qu'il s'agit d'éclaircir.

1. — Ce genre de preuve est suspect aux yeux du législateur qui, en principe, ne l'admet qu'autant qu'il s'agit d'une somme ou valeur ne dépassant pas 150 fr.

Pour que cette règle ne puisse être éludée, le Code dispose que la preuve testimoniale n'est pas permise lorsque l'action contient, outre la demande d'un capital, une réclamation d'intérêts qui, réunis au capital, dépassent la somme de 150 francs; — ni en restreignant à ce chiffre une demande primitivement supérieure; — ni lorsque la somme réclamée est le restant ou fait partie d'une créance plus forte, non prouvée par écrit.

2. — Trois exceptions cependant ont été admises : 1^o Lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit. On appelle ainsi tout acte par écrit qui est émané de celui contre lequel la demande est formée ou de celui qu'il représente, et qui rend vraisemblable le fait allégué : *Telle serait une lettre demandant à emprunter, ou implorant un délai pour le paiement, etc.*

2^o Lorsqu'il a été physiquement ou moralement impossible au créancier de se procurer une preuve écrite. — Ainsi les obligations issues de quasi-contrats, de délits ou de quasi-délits,

de dépôts nécessaires, peuvent toujours être prouvées par témoins. — VOY. QUASI-CONTRAT; — DÉLIT; — QUASI-DÉLIT; — DÉPOT, sect. I, § 2^o.

3^o Lorsque le créancier a perdu son titre par suite d'un cas fortuit, imprévu et résultant d'une force majeure, d'un incendie, par exemple.

§ 3. — *Présomptions.* — On entend par là des conséquences que la loi ou les magistrats tirent d'un fait connu pour parvenir à la connaissance d'un fait inconnu. — Elles se divisent en présomptions légales et présomptions abandonnées à l'appréciation des juges.

1. — Comme exemples de présomptions légales, le Code cite : 1^o Les cas où certains actes sont déclarés nuls d'après leur seule qualité, comme présumés faits en fraude des dispositions de la loi. (Tels sont, par exemple, les actes translatifs de propriétés mobilières ou immobilières, à titre gratuit, faits par un commerçant depuis la cessation de ses paiements, ou dans les 10 jours qui ont précédé cette époque (Cod. com. art. 446). — VOY. FAILLITE, II, 2.)

2^o Les cas dans lesquels la loi déclare la propriété ou la libération résulter de certaines circonstances déterminées. — VOY. PRESCRIPTION; — MITOYENNETÉ.

3^o L'autorité attachée à la chose jugée. — VOY. CHOSE JUGÉE.

— L'effet général des présomptions légales est de dispenser de toute preuve celui en faveur de qui elles militent.

2. — Les présomptions non établies par la loi sont abandonnées aux lumières et à la prudence des magistrats qui ne doivent admettre que des présomptions graves, précises et concordantes, — dans les cas seulement où la preuve testimoniale serait admissible, à moins qu'il ne s'agisse d'un acte attaqué pour cause de fraude ou de dol.

§ 4. — *Aveu de la partie.* — Il peut être judiciaire ou extra-judiciaire.

1. — L'aveu judiciaire est la dé

claration que fait en Justice la partie ou son fondé de pouvoir spécial.

Il ne peut être divisé contre le débiteur. — Ainsi Pierre, à qui Paul réclame 3,000 fr., avoue qu'en effet il a reçu cette somme, mais qu'il en a déjà remboursé la moitié : Paul ne serait pas admis à diviser cet aveu, à en accepter la première partie et à rejeter la seconde.

Il ne peut être révoqué, à moins de prouver qu'il a été la suite d'une erreur de fait. — Exemple : Paul, étant poursuivi du chef de son père dont il est l'héritier, pour le paiement d'une somme que Pierre prétend lui avoir prêtée, a reconnu l'existence de la dette; mais postérieurement il découvre dans les papiers de la succession une quittance attestant la restitution de la somme qui lui est réclamée : son aveu tombe et reste sans effet.

2. — L'aveu extrajudiciaire est celui qui n'est pas fait en Justice dans le cours d'un procès. S'il est purement verbal, on ne peut le prouver par témoins toutes les fois que son objet dépasse la somme de 150 fr., conformément au principe ci-dessus exposé. (Voy. V, § 2.)

§ 5. — Serment. — Voy. SERMENT, 3 et 4.

OCCUPATION. — Prise de possession d'une chose qui n'appartient à personne. — C'est par l'occupation que le chasseur et le pêcheur acquièrent le gibier ou le poisson qu'ils ont pris; — que celui qui trouve un trésor dans le terrain d'autrui en devient, en partie du moins, propriétaire. — Voy. CHASSE; — PÊCHE; — TRÉSOR.

OCTROI. — (Ord. roy. 9 décembre 1814; lois 28 avril 1816, art. 147; 11 juin 1842, art. 9; 22 juin 1854, art. 18; déc.-loi 17 mars 1852, art. 25, n° 16; déc. 13 avril 1861, art. 6 in fine; lois 24 juillet 1867, art. 8-10; 10 août 1871, art. 46, § 25.)

Impôt municipal indirect sur les consommations locales. — Le mot octroi vient de ce qu'autrefois le Roi

actrayait aux villes dont les revenus étaient insuffisants pour subvenir à leurs besoins la faculté de lever certains droits sur elles-mêmes.

1. — L'établissement des taxes d'octroi votées par les Conseils municipaux, en cas d'insuffisance des revenus de la Commune, ainsi que les règlements relatifs à leur perception, sont autorisés par décrets sur l'avis du Conseil d'Etat.

Il en est de même en ce qui concerne : 1° les modifications aux règlements existants; — 2° l'assujettissement à la taxe des objets non encore imposés dans le tarif local; — 3° l'établissement ou le renouvellement d'une taxe excédant le maximum fixé par un tarif général qui, après avis des Conseils généraux, doit être prochainement établi par un règlement d'administration publique.

2. — Sont exécutoires, dans les conditions déterminées par l'article 18 de la loi du 18 juillet 1837 (c'est-à-dire si, dans les 30 jours de l'envoi au Sous-Préfet de la délibération du Conseil municipal, le Préfet ne l'a pas annulée, soit d'office, pour violation d'une disposition de la loi ou d'un règlement d'administration publique, soit sur la réclamation de toute partie intéressée), les délibérations prises par les Conseils municipaux, concernant : 1° la suppression ou la diminution des taxes d'octroi; — 2° la prorogation des taxes principales d'octroi pour 5 ans au plus; — 3° l'augmentation des taxes jusqu'à concurrence d'un décime pour 5 ans au plus; — sous la condition, toutefois, qu'aucune des taxes ainsi maintenues ou modifiées n'excède le maximum déterminé dans le tarif général dont nous venons de parler, ou qu'aucune desdites taxes ne porte sur des objets non compris dans ce tarif. — En cas de désaccord entre le Maire et le Conseil municipal, la délibération n'est exécutoire qu'après l'approbation du Préfet.

3. — Sont exécutoires, sur l'approbation du Conseil général, les délibérations des Conseils municipaux ayant pour but : 1° la prorogation des taxes

additionnelles existantes; — 2° l'augmentation des taxes principales au delà d'un décime, — dans les limites du maximum des droits et de la nomenclature des objets fixés par le tarif général.

4. — Il appartient aux Conseils municipaux de décider le mode de perception des taxes d'octroi: si ce sera la *régie simple*, la *régie intéressée*, le *bail à ferme* ou l'*abonnement avec l'Administration des contributions indirectes*.

La *régie simple* est la perception directe par des agents de la Commune sous l'autorité et la surveillance du Maire.

La *régie intéressée* consiste à traiter avec un régisseur, à la condition qu'au delà d'une certaine somme égale au prix du bail et aux frais de perception, la Commune participera aux bénéfices.

Le *bail à ferme* est l'adjudication pure et simple des produits, moyennant un prix convenu, sans partage de bénéfices. La ferme ne peut être consentie que pour 3 ans, et le droit au bail n'est cessible qu'avec le consentement de l'Autorité locale et l'autorisation du Ministre des finances.

Enfin l'*abonnement avec l'Administration des contributions indirectes* est un traité de gré à gré, sous l'approbation du Ministre des finances, en vertu duquel la perception et le service de l'octroi sont remis entre les mains des employés des contributions indirectes.

5. — Quant au versement du produit des octrois, il s'effectue intégralement à la caisse du receveur municipal, le décret-loi du 17 mars 1852 ayant supprimé le prélèvement de 10 p. 100 attribué au Trésor public par la loi du 28 avril 1816.

6. — Les droits d'octroi doivent être payés à l'entrée des localités, sur la déclaration des conducteurs ou autres personnes. Tout objet non déclaré, ou qui a été l'objet d'une déclaration fautive ou inexacte, est saisi comme garantie de l'amende encourue, laquelle est égale à la valeur des objets qu'on a voulu introduire en fraude. Le pro-

priétaire de l'objet saisi peut le réclamer, soit en payant l'amende, soit en faisant opposition à la vente dans les 10 jours de la notification du procès-verbal; sinon l'objet est vendu. — Le produit des amendes et confiscations est attribué moitié aux employés de l'octroi et moitié à la Commune.

7. — Les *contraventions* sont poursuivies devant le Tribunal de simple police ou de police correctionnelle, suivant la quotité de l'amende encourue. — Les *contestations* entre les redevables et les receveurs, sur l'application du tarif et la quotité des droits exigés, sont portées devant le Juge de paix, après consignation des droits. — Celles qui s'élèvent sur l'administration ou la perception des octrois en régie intéressée, entre les Communes et les régisseurs, de même que les contestations entre les Communes et les fermiers des octrois sur le sens des clauses des baux, sont jugées par le Conseil de Préfecture, sauf recours au Conseil d'Etat. — Les autres contestations sont de la compétence des Tribunaux ordinaires.

8. — En matière d'octroi, il est permis de transiger, même après le jugement rendu.

9. — Il n'y a de soumis à l'octroi que les objets qui doivent se consommer dans la Commune. Pour être admis à traverser la Commune sans payer les droits, il faut, ou se faire escorter jusqu'à la sortie, ou obtenir un passe-débout qui se délivre moyennant un cautionnement ou la consignation des droits, qui seront restitués à la sortie. Un séjour de plus de 24 heures s'appelle transit: la consignation ou le cautionnement du droit subsistent pendant toute la durée du séjour, fixée d'ordinaire par les règlements locaux. — L'entrepôt est la faculté donnée à un propriétaire, ou à un commerçant, de recevoir et d'emmagasiner dans un lieu sujet à l'octroi, sans acquitter les droits, des marchandises qui y sont assujetties, et auxquelles il réserve une destination ultérieure. L'entrepôt, qui est toujours illimité, peut être réel ou fictif, c'est-à-dire à domicile. Les règlements locaux dé-

terminent les objets pour lesquels il est accordé, ainsi que les quantités au-dessous desquelles on ne peut l'obtenir. Les conditions de l'entrepôt, les devoirs des entrepositaires, les formalités à remplir à la sortie, sont déterminées par les articles 42 et suivants de l'Ordonnance royale du 9 décembre 1814 et par les règlements locaux.

10. — Les *simples préposés* d'octroi sont nommés par les Sous-Préfets. Quant aux *préposés en chef*, ils sont à la nomination du Préfet.

OFFICIER DE L'ÉTAT CIVIL. — Ce nom appartient aux fonctionnaires chargés de la rédaction et de la tenue des *actes de l'état civil*, c'est-à-dire aux Maires et, en cas d'empêchement ou par délégation, à leurs Adjoints. — Voy. ACTES DE L'ÉTAT CIVIL.

OFFICIER DE POLICE JUDICIAIRE. — Voy. POLICE JUDICIAIRE.

OFFICIER DE SANTÉ. — (Loi 19 ventôse an xi (10 mars 1803); déc. 22 août 1854, art. 17, 19-21.) — On donne ce nom à des médecins d'un ordre inférieur, desquels on exige des études moins approfondies, et qui, par suite, n'ont pas des prérogatives aussi étendues que les *docteurs en médecine*.

1. — Les Officiers de santé ne peuvent pratiquer les *grandes opérations chirurgicales* que sous la surveillance et l'inspection d'un docteur, dans les lieux où celui-ci est établi. En cas d'accidents graves, arrivés à la suite d'opérations exécutées hors de la surveillance et de l'inspection prescrites, il y a *recours en indemnité* contre l'Officier de santé qui s'en est rendu coupable.

Ils n'ont le *droit d'exercer* que dans le département pour lequel ils ont été reçus. S'ils veulent exercer dans un autre département, ils doivent obtenir un nouveau certificat d'aptitude.

2. — Les Officiers de santé sont reçus soit par les Facultés de médecine, soit par les Ecoles préparatoires de médecine et de pharmacie. Les aspirants à ce titre doivent justifier de 12 inscriptions dans une Faculté

de médecine ou de 14 inscriptions dans une Ecole préparatoire de médecine et de pharmacie.

3. — Voy. AVORTEMENT, 2; — FAUX, V; — LÉGALISATION, 2; — MÉDECIN, 3 et suiv.; — RÉVÉLATION DE SECRETS.

OFFICIERS MINISTÉRIELS. — Cette dénomination s'applique aux *Avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation*, aux *Notaires*, *Avoués*, *Greffiers*, *Huissiers*, *Agents de change*, *Commissaires-Priseurs*, et aux *Courtiers* autres que ceux de commerce. (Voy. ces mots.)

— Il n'est pas libre à toute personne, quelle que soit d'ailleurs sa capacité, d'embrasser l'une de ces professions. Dans chacune d'elles le nombre des titulaires est limité et leur nomination est réservée au Gouvernement. De plus, en compensation d'une augmentation de cantonnement qui leur fut imposée pour faire face aux dépenses extraordinaires occasionnées par les désastres de la guerre en 1815, la loi de finances du 28 avril 1816 (art. 91) leur a accordé le *droit de présenter des successeurs* à l'agrément du chef de l'Etat. Ainsi s'est trouvée rétablie par le fait la vénalité des charges dont il s'agit, car si le choix des titulaires appartient au Gouvernement, en réalité ce sont les titulaires eux-mêmes qui élisent leurs successeurs. Laissons parler un illustre publiciste, M. Rossi : « Le titulaire qui, par un motif quelconque, estime que le moment de la retraite est arrivé pour lui, trouve un acheteur de son office, en retire un prix qui a été, dans certains cas, fort considérable, et obtient de l'Autorité la nomination du candidat qu'il présente.

« Qu'importe ? dira-t-on. Le Gouvernement peut refuser son agrément si le candidat ne réunit pas les qualités nécessaires : l'intérêt général n'est donc exposé à aucun dommage.

« La réponse serait fondée que le dommage des consommateurs n'en serait pas moins réel. Sur quoi repose cette propriété factice, vendue à beaux deniers comptants, et sou-

vent pour des sommes énormes, trois cent, quatre cent, cinq cent mille francs? Quel est son revenu? Où l'acheteur peut-il le puiser? Hélas! dans la poche des consommateurs; il faut bien que le tarif ou l'usage leur fasse retrouver, en sus de la rétribution due au travail, les intérêts et un peu aussi l'amortissement du prix d'achat. Car l'avenir est incertain; il ne serait ni sage ni prudent de se fier aveuglément à l'espoir de recouvrer, à la fin de sa carrière, le prix déboursé; mieux vaut prendre ses sûretés. Le résultat, c'est donc un impôt déguisé, levé par quelques particuliers et à leur profit; un droit aussi absurde que le serait la demande que l'un de nous pourrait faire au Gouvernement pour en obtenir le don d'un décime additionnel sur l'octroi de Paris.

« D'ailleurs, le libre choix de l'Autorité n'est plus qu'une vaine apparence. Un candidat perdu de réputation ou d'une incapacité notoire serait refusé. Qui en doute? Mais la question est autre; la question est de savoir si, en présence du candidat choisi par le titulaire, et avec la perspective du dommage que ferait éprouver à celui-ci le refus de confirmation, l'Autorité n'éprouve ni embarras, ni gêne; si c'est réellement le plus capable et le plus digne parmi les aspirants qu'elle appellera; si elle ne donne rien aux circonstances, rien aux engagements déjà pris, aux sollicitations des familles qui ont souscrit, aux influences si puissantes et si actives de l'esprit de corps. Car tous les titulaires sont intéressés à seconder les projets de leur confrère; plus les précédents se multiplient, plus le privilège est assuré. Dans ce système, l'Autorité est à peu près également certaine de ne pas nommer ni le plus indigne, ni le plus digne. Si, d'un côté, on n'oserait pas lui présenter le plus indigne, de l'autre, ce n'est pas le plus digne que l'on recherche, mais le plus hardi, le plus impatient; ce qu'on veut avant tout, c'est une bonne affaire, un prix élevé et des sûretés : tant

mieux pour le public si on rencontre par surmarché une haute capacité et une probité inébranlable. » (*Cours d'économie politique*, 19^e leçon.)

— Cet état de choses est condamné par tous les bons esprits au nom de l'économie politique, du droit, de la morale et du bon sens. « On veut, en France, des garanties, » dit M. Henri Baudrillart, « soit. Mais entre de justes garanties et le régime du privilège résultant en France de la vénalité des charges instituées à titre onéreux par la loi du 28 avril 1816, n'y a-t-il pas un abîme? Il est très-contestable que toutes les professions que je viens d'examiner exigent des garanties spéciales. En attendant, le haut prix des charges, qui est le résultat du monopole, rend plusieurs de ces professions inabordables à des hommes très-honnêtes et très-capables. Encore si le haut prix des charges était une sécurité pour le public! Mais on a la preuve du contraire dans le nombre des malversations et des désastres dans quelques-uns de ces offices. C'est dans ces professions monopolisées que le nombre des actes frauduleux se montre le plus considérable, quelles que soient l'honorabilité de la plupart des titulaires et la surveillance exercée par l'esprit de corps. Cette atteinte à la liberté du travail constitue un dur impôt sur les transactions et sur les contrats, c'est-à-dire encore par conséquent sur la liberté du travail et du capital dont de telles redevances abusives gênent les mouvements. » (*La Liberté du travail, l'Association et la Démocratie*, page 89.)

— Malheureusement la question risque de demeurer longtemps sans solution, car le Gouvernement n'a que l'alternative ou de spolier les titulaires d'offices ou de dépenser des millions pour reprendre le droit qui leur a été si malencontreusement accordé.

OFFRES RÉELLES. — (Cod. civ. art. 1257-1264; Cod. proc. civ. art. 812-818.) — On désigne ainsi la re-

présentation effective faite à un créancier des choses qui lui sont dues et qu'il refuse, avec sommation de les recevoir. — Les offres réelles suivies de *consignation* libèrent le débiteur.

— Pour que les offres réelles soient valables, il faut : 1° Qu'elles soient faites au créancier ayant la capacité de recevoir, ou à celui qui a pouvoir de recevoir pour lui; — Qu'elles soient faites par une personne capable de payer; — 3° Qu'elles soient de la totalité de la somme exigible, des arrérages ou intérêts dus, des frais liquidés, et d'une somme pour les frais non liquidés, sauf à la parfaire; — 4° Que le terme soit échu s'il a été stipulé en faveur du créancier; — 5° Que la condition sous laquelle la dette a été contractée soit arrivée; — 6° Que les offres soient faites au lieu dont on est convenu pour le paiement, et que, s'il n'y a pas de convention spéciale à cet égard, les offres soient faites ou à la personne du créancier, ou à son domicile, ou au domicile élu pour l'exécution de la convention; — 7° Que les offres soient faites par un officier ministériel ayant caractère pour ces sortes d'actes, c'est-à-dire par un huissier ou un notaire. — Voy. CONSIGNATION.

OLOGRAPHE. — Expression formée de la réunion de deux mots grecs, *olos*, entier, *graphô*, j'écris, qui s'emploie pour désigner le testament écrit par le testateur lui-même. — Voy. TESTAMENT, I.

ONCLE. — Frère du père ou de la mère d'une personne.

1. — L'oncle est parent au troisième degré avec ses neveux et nièces. (Cod. civ. art. 738.) — Voy. PARENTÉ.

2. — Le mariage est prohibé entre l'oncle et la nièce; mais il est loisible au Gouvernement d'accorder une dispense pour causes graves. (Cod. civ. art. 163, 164.) — Voy. MARIAGE, I, 9.

3. — Voy. NEVEU-NIÈCE, 3 et 4.

OPPOSITION. — Voy. SAISIE-ARRÊT.

OPPOSITION A JUGEMENT. — (Cod. proc. civ. art. 19-22; 149-163; 434-438; Déc. 20 février 1810, art. 41-44; Cod. instr. crim. art. 149-151; 186-188.)

Voie de recours contre les jugements rendus par défaut. — A la différence de l'appel qui est porté devant une juridiction supérieure, l'opposition se forme devant le Tribunal même qui a rendu le jugement.

1. — On ne peut en appeler d'un jugement rendu par défaut (dans les cas où il est susceptible d'appel), qu'après l'expiration du délai accordé pour y former opposition.

— Ce délai est, pour les jugements rendus par les Juges de paix, de 3 jours à partir de la signification par huissier.

— A l'égard des jugements rendus par les Tribunaux de première instance, il est de huitaine à partir de la signification à avoué. Si le jugement a été rendu contre une partie qui n'avait pas constitué d'avoué, l'opposition est recevable jusqu'à l'exécution du jugement.

— L'opposition aux jugements par défaut des Tribunaux de commerce n'est également plus recevable après la huitaine du jour de la signification.

— Le délai pour former opposition à un jugement par défaut des Conseils de prud'hommes est de 3 jours à partir de la signification.

— En matière de simple police, l'opposition doit être formée dans les 3 jours de la signification, outre un jour par 3 myriamètres.

— En matière de police correctionnelle, le délai est de 5 jours à partir de la signification, plus un jour par 5 myriamètres.

2. — Toute partie opposante qui se laisse juger une seconde fois par défaut n'est plus admise à former une nouvelle opposition. Il ne lui reste alors que la voie de l'appel, dans les cas où le jugement est susceptible de recours.

OPPOSITION A MARIAGE. — Voy. MARIAGE, III.

OPPOSITION. (TIERCE) — Voy. TIERCE OPPOSITION.

OR. — Voy. MATIÈRES D'OR ET D'ARGENT.

ORDRE. — (Cod. civ. art. 2218; Cod. proc. civ. art. 749-779.)

Détermination du rang suivant lequel chaque créancier *hypothécaire* ou *privilegié* doit être payé sur le prix provenant de la vente des biens immobiliers du débiteur commun.

— Dans les Tribunaux où les besoins du service l'exigent, il est désigné, par décret du Président de la République, un ou plusieurs Juges spécialement chargés du règlement des ordres.

— Une tentative d'ordre amiable est essayée par le Juge-commissaire; si elle n'aboutit pas, le règlement se fait judiciairement dans les formes déterminées au titre XIV du Code de procédure civile.

ORDRE. (BILLET A) — Voy. BILLET A ORDRE.

ORDRE NATIONAL DE LA LÉGION D'HONNEUR. — L'Ordre de la Légion d'honneur a été institué par la loi du 29 floréal an x (19 avril 1802), pour récompenser les services civils et militaires. Le décret du Gouvernement de la défense nationale, en date du 28 octobre 1870, qui l'avait aboli comme Ordre civil, déjà abrogé en fait, ne tardera pas à être légalement rapporté.

Le Président de la République est le chef souverain et le grand-maitre de l'Ordre.

1. — La Légion d'honneur est composée de Chevaliers, d'Officiers, de Commandeurs, de Grands Officiers et de Grands-Croix.

Le nombre des Chevaliers n'est pas limité; mais celui des Officiers est fixé à 4,000; — celui des Commandeurs à 1,000; — celui des Grands-Officiers à 200; — celui des Grands-Croix à 80; — indépendamment des étrangers à qui la décoration peut

être accordée, et qui n'entrent pas dans le cadre fixé.

2. — Nul ne peut être admis dans la Légion d'honneur qu'avec le premier grade de Chevalier, et après avoir exercé avec distinction, pendant 20 ans, en temps de paix, des fonctions civiles ou militaires. Mais, en temps de guerre, les actions d'éclat et les blessures graves, et, en tout temps, les services extraordinaires rendus à l'Etat dans les fonctions civiles et militaires, les sciences et les arts, peuvent dispenser des conditions exigées pour l'admission et l'avancement.

3. — Pour être nommé à un grade supérieur, il est indispensable d'avoir passé dans le grade inférieur, savoir : 1° pour le grade d'Officier, quatre ans dans celui de Chevalier; — 2° pour le grade de Commandeur, deux ans dans celui d'Officier; — 3° pour le grade de Grand-Officier, trois ans dans celui de Commandeur; — 4° pour le grade de Grand-Croix, cinq ans dans celui de Grand-Officier.

Chaque campagne est comptée double aux militaires dans l'évaluation des années exigées, sans qu'on puisse compter plus d'une campagne par année, sauf les cas d'exception déterminés par un décret spécial.

4. — Les membres admis prêtent, au moment de leur réception, un serment conçu en ces termes : « Je jure fidélité à l'honneur et à la patrie; je jure de me consacrer tout entier au service de l'Etat, et de remplir les devoirs d'un brave et loyal chevalier de la Légion d'honneur. »

5. — Il est perçu par la Grande-Chancellerie, pour l'expédition des brevets : 12 fr. par brevet de Chevalier; — 25 fr. par brevet d'Officier; — 40 fr. par brevet de Commandeur; — 60 fr. par brevet de Grand-Officier; — 100 fr. par brevet de Grand-Croix.

Sont exempts de tous frais d'expédition les brevets des sous-officiers et soldats nommés en activité de service.

6. — Tous les Officiers, sous-officiers et soldats de terre et mer en

activité de service, nommés ou promus dans l'ordre de la Légion d'honneur *postérieurement* au décret du 22 janvier 1852, reçoivent, selon leur grade, l'allocation annuelle suivante : les Chevaliers, 250 fr. ; — les Officiers, 500 fr. ; — les Commandeurs, 1,000 fr. ; — les Grands-Officiers, 2,000 fr. ; — les Grands-Croix, 3,000 fr.

7. — On porte les armes aux Officiers et Chevaliers; on les présente aux Grands-Croix, Grands-Officiers et Commandeurs.

— Les Grands-Croix et les Grands-Officiers reçoivent les mêmes honneurs funèbres et militaires que les Généraux de division et les Généraux de brigade non employés, et, s'ils sont Officiers généraux, ils sont considérés comme morts dans l'exercice de leur commandement. Les Commandeurs sont assimilés aux Colonels; les Officiers aux Chefs de bataillon; les Chevaliers aux Lieutenants.

Dans l'Ordre civil, les honneurs funèbres et militaires sont rendus aux Commandeurs, Officiers et Chevaliers.

8. — La qualité de membre de la Légion d'honneur *se perd*, et l'exercice des droits et prérogatives qui y sont attachés est suspendu par les mêmes causes que celles qui font perdre la qualité ou suspendent les droits de citoyen français. — Voy. FRANÇAIS.

9. — Voy. DÉCORATIONS.

ORDRES ÉTRANGERS. — (Déc. 10 juin 1853.) — Décorations étrangères. — Le port doit en être *autorisé* par le Gouvernement français. Les demandes à cet effet sont adressées au grand Chancelier de la Légion d'honneur, par l'intermédiaire du Ministre dont relève le demandeur à raison de ses fonctions ou de son emploi, et par le Préfet de son département, si le demandeur n'exerce aucune fonction publique.

1. — Toute demande en autorisation doit être accompagnée : 1° du titre ou brevet original; — 2° de sa

traduction authentique; — 3° d'un acte de naissance dûment légalisé; — 4° d'un récépissé de la somme due pour droits de chancellerie, laquelle est versée à la Caisse des Dépôts et Consignations pour les personnes qui résident à Paris, et dans les Caisses des Receveurs des Finances pour celles qui habitent les départements.

2. — Les droits de chancellerie sont fixés ainsi qu'il suit : pour les décorations portées à la boutonnière, 60 fr. ; — pour celles portées en sautoir, 100 fr. ; — pour les décorations portées avec plaque sur la poitrine, 150 fr. ; — pour celles portées avec grand cordon et écharpe, 200 fr.

3. — Voy. DÉCORATIONS.

OUTRAGE A LA MORALE PUBLIQUE ET RELIGIEUSE. — (Loi 17 mai 1819, art. 8.) — Est puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 16 fr. à 500 fr., tout « outrage à la morale publique et religieuse » commis soit par des discours, des cris ou menaces proférés dans des réunions ou lieux publics, soit par des écrits, des imprimés, des dessins, des gravures, des peintures ou emblèmes vendus ou distribués, mis en vente, ou exposés dans des réunions ou lieux publics. — Quel est le sens de ces mots : *Morale publique et religieuse*? C'est ce qu'il est assez difficile de préciser. « Nous entendons, » a dit à ce sujet l'illustre Cuvier, Commissaire du Roi, « que le but de la morale publique, la seule base de l'ordre social, consiste dans ce sentiment religieux qui détermine chacun à rendre au créateur de l'univers le culte qu'il croit lui devoir, qui fait chercher à chacun dans l'existence de la Divinité et dans une vie à venir, la sanction des devoirs qu'il doit remplir dans ce monde. C'est là le sentiment que nous avons exprimé par les mots *morale publique*, le sentiment universel qui a été donné par Dieu même à l'homme en le créant, ce sentiment qu'un incrédule, au milieu de tous ses sophismes, ne peut détruire entièrement en

lui-même. Voilà ce que nous entendons par la *morale publique*. » — A ces explications il est utile d'ajouter celles données par un autre orateur lors de la discussion de la loi du 17 mai 1819 : « Il est bien entendu, » a dit M. Royer-Collard, « que les opinions ne sont l'objet de la loi ni comme vraies, ni comme fausses, ni comme salutaires ou nuisibles. Aussi ne s'agit-il pas de simples opinions; la loi ne punit que l'outrage. »

OUTRAGE A LA RELIGION. — (Loi 25 mars 1822, art. 1^{er}.) — Qui-conque, par l'un des moyens énoncés en l'article 1^{er} de la loi du 17 mai 1819 (*discours, cris ou menaces* pro-férés dans des réunions ou lieux publics, *écrits, imprimés, dessins, gravures, peintures ou emblèmes* vendus ou distribués, mis en vente ou exposés publiquement, *affiches et placards* exposés aux regards du public), a outragé ou tourné en dérision une religion dont l'établissement est légalement reconnu en France, est puni d'un *emprisonnement* de 3 mois à 5 ans et d'une *amende* de 300 francs à 6,000 fr.

OUTRAGE AUX BONNES MOEURS. — Délit puni par l'article 8 de la loi du 17 mai 1819 des mêmes peines que l'outrage à la *morale publique* et religieuse. (Voy. ces mots.)

OUTRAGE PUBLIC A LA PUDEUR. — Délit que la loi n'a pas défini, et qui peut se produire sous les formes les plus diverses. Il résulte de tout fait de nature à blesser la pudeur de ceux qui, fortuitement, en ont été témoins.

La peine consiste en un *emprisonnement* de 3 mois à 2 ans et une *amende* de 16 fr. à 200 fr.

OUTRAGES A DES FONCTIONNAIRES, MAGISTRATS, JURÉS, TÉMOINS, etc.

1. — Le Code pénal prévoit et punit de la manière suivante les outrages envers les *dépositaires de l'autorité* et de la *force publique* :

Art. 222. — « Lorsqu'un ou plusieurs magistrats de l'ordre administratif ou judiciaire auront reçu, dans

l'exercice de leurs fonctions, ou à l'occasion de cet exercice, quelque outrage par paroles tendant à inculper leur honneur ou leur délicatesse, celui qui les aura ainsi outragés sera puni d'un *emprisonnement* d'un mois à 2 ans.

« Si l'outrage a eu lieu à l'audience d'une Cour ou d'un Tribunal, l'*emprisonnement* sera de 2 à 5 ans. »

Art. 223. — « L'outrage fait par gestes ou menaces à un magistrat, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, sera puni d'un mois à 6 mois d'*emprisonnement*; et si l'outrage a eu lieu à l'audience d'une Cour ou d'un Tribunal, il sera puni d'un *emprisonnement* d'un mois à 2 ans. »

Art. 224. — « L'outrage par paroles, gestes ou menaces, à tout officier ministériel ou agent dépositaire de la force publique, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, sera puni d'une *amende* de 16 francs à 200 fr. »

Art. 225. — « La peine sera de 6 jours à 1 mois d'*emprisonnement*, si l'outrage mentionné en l'article précédent a été dirigé contre un commandant de la force publique. »

Art. 226. — « Dans le cas des articles 222, 223 et 225, l'offenseur pourra être, outre l'*emprisonnement*, condamné à faire *réparation*, soit à la première audience, soit par écrit; et le temps de l'*emprisonnement* prononcé contre lui ne sera compté qu'à dater du jour où la *réparation* aura eu lieu. »

Art. 227. — « Dans le cas de l'article 224, l'offenseur pourra de même, outre l'*amende*, être condamné à faire *réparation* à l'offensé; et s'il retarde ou refuse, il sera contraint par corps. »

2. — L'outrage fait publiquement, d'une manière quelconque, à raison de leurs fonctions ou de leur qualité, soit à un ou plusieurs membres de l'une des deux Chambres, soit à un fonctionnaire public, soit à un ministre de l'un des cultes légalement reconnus, est puni d'un *emprisonnement* de 15 jours à 2 ans, et d'une *amende* de 100 fr. à

4,000 fr. — Le même délit envers un *juré*, à raison de ses fonctions, ou envers un *témoin*, à raison de sa déposition, est puni d'un emprisonnement de 10 jours à un an, et d'une amende de 50 fr. à 3,000 fr. — L'outrage fait à un *ministre du culte*, dans l'exercice même de ses fonctions, est puni d'un emprisonnement de 3 mois à 5 ans et d'une amende de 300 fr. (Loi 25 mars 1822, art. 6.)

OUVRAGE. (LOUAGE D') — Voy. LOUAGE, sect. II.

OUVRIER. — Ce mot comprend

tous les gens de travail, à l'exception des domestiques. — Voyez BREVET D'INVENTION, XI, 4; — COALITIONS; — CONSEIL DE PRUD'HOMMES; — CONTRAT D'APPRENTISSAGE; — DOMICILE, 3; — DURÉE DU TRAVAIL; — EMBAUCHAGE; — GRÈVE; — LIVRETS D'OUVRIERS; — LOUAGE, sect. II, I et III; — PRESCRIPTION, III, 4^o; — SECRETS DE FABRIQUE; — TRAVAIL DES ENFANTS DANS LES MANUFACTURES.

— La qualité d'ouvrier est une circonstance *aggravante* du vol (Cod. pén. art. 386); — de l'*abus de confiance* (Cod. pén. art. 408).

P

PACAGE. — Droit de faire paître des bestiaux sur certains fonds. Selon la manière dont cette faculté s'exerce, elle constitue :

Ou un droit de *parcours*; — ou un droit de *vaine pâture*; — ou un droit de *pâturage*; — ou un droit d'*usage* dans les forêts.

1. — Le pacage constitue le droit de *parcours* lorsque deux ou plusieurs Communes voisines envoient réciproquement leurs bestiaux sur leur territoire respectif, à certaines époques de l'année. — Lorsque le pacage, au lieu d'être exercé de Commune à Commune, s'exerce entre les habitants de la même Commune, il constitue le droit de *vaine pâture*.

2. — Aux termes du décret de l'Assemblée constituante, du 28 septembre 1791 (sect. IV), sur les biens et usages ruraux et la police rurale, les droits de *parcours* et de *vaine pâture* ne peuvent exister que dans les lieux où ils sont fondés sur un *titre particulier* ou autorisés par un *usage local immémorial*. Dans aucun cas et dans aucun temps, ils ne peuvent s'exercer sur les prairies artificielles, ni sur une terre ensemencée ou couverte de quelques productions que ce soit, qu'après la récolte. Partout où les prairies naturelles sont sujettes au *parcours* ou à la *vaine pâture*, ces droits ne

sont exercés que dans le temps autorisé par les lois et coutumes, et jamais tant que la première herbe n'est pas récoltée.

3. — Quand le droit de *parcours* et de *vaine pâture* n'est pas fondé sur un *titre*, il est permis de s'y soustraire par la clôture de la propriété que l'on veut affranchir de cette servitude.

L'héritage est réputé clos lorsqu'il est entouré d'un mur de quatre pieds de haut, avec barrière ou porte, ou lorsqu'il est exactement fermé et entouré de palissades ou de treillages, ou d'une haie vive, ou d'une haie sèche faite avec des pieux, ou cordelée avec des branches, ou de toute autre manière de faire les haies en usage dans chaque localité, ou enfin d'un fossé de quatre pieds de large au moins à l'ouverture, et de deux pieds de profondeur.

— Tout propriétaire qui clôt ainsi son héritage perd son droit au *parcours* et à la *vaine pâture*, en proportion du terrain qu'il y soustrait. (Cod. civ. art. 648.)

4. — Si le droit de *vaine pâture* est fondé sur un *titre* entre particuliers, les propriétaires ne jouissent plus de la faculté de se clore; ils peuvent seulement racheter la liberté de leur propriété au moyen d'une in-

demnité fixée par experts. — Il n'est pas permis de se soustraire au droit de parcours par le rachat, quand il est fondé sur un titre; mais on peut arriver au même résultat par le cantonnement, c'est-à-dire par l'abandon d'une certaine quantité de terrain en toute propriété, pour affranchir le surplus de cette servitude.

5. — C'est au Conseil municipal qu'il appartient de fixer le nombre de bêtes que les habitants peuvent envoyer au parcours et à la vaine pâture, en prenant pour base la quantité de terrain que chacun d'eux possède. Néanmoins tout chef de famille qui n'est ni propriétaire ni fermier a le droit d'envoyer au parcours et à la vaine pâture 6 bêtes à laine et une vache avec un veau.

6. — Sont exclus ordinairement de la vaine pâture, les chèvres, les oies et les porcs.

7. — Le pâturage consiste à faire consommer par les bestiaux des herbes ou des fruits susceptibles d'être récoltés, conservés ou vendus au profit du propriétaire. — Le droit de pâturage ne peut résulter que d'un titre : une possession même immémoriale ne suffirait point à l'établir. Ce droit n'est pas rachetable : il n'est permis de s'en affranchir que par le cantonnement.

8. — Les droits d'usage dans les forêts sont régis par le Code forestier, dont nous résumons les principales dispositions :

— Ne sont admis à exercer un droit d'usage quelconque dans les forêts de l'Etat que ceux dont les droits sont reconnus fondés, soit par des actes du Gouvernement, soit par des jugements ou arrêts définitifs, ou qui ont été reconnus tels par suite d'instances administratives ou judiciaires. Aucune concession nouvelle ne peut être faite sous quelque prétexte que ce soit.

— Les droits de pâturage, panage et glandée ne peuvent être convertis en cantonnement; mais ils peuvent être rachetés moyennant des indemnités, qui sont réglées de gré à gré,

ou, en cas de contestation, par les Tribunaux.

— L'exercice des droits d'usage, dans les forêts de l'Etat qui n'en sont point affranchies au moyen du rachat, peut toujours être réduit par l'Administration, suivant l'état et la possibilité des forêts. — En cas de contestation sur l'état et la possibilité des forêts, il y a lieu à recours au Conseil de Préfecture.

— La durée de la glandée et du panage ne peut excéder 3 mois. L'époque de l'ouverture en est fixée, chaque année, par l'Administration forestière.

— Quels que soient l'âge ou l'essence des bois, les usagers ne peuvent exercer leurs droits de pâturage et de panage que dans les cantons qui ont été déclarés défensables (voy. ce mot) par l'Administration forestière, sauf le recours au Conseil de Préfecture, et ce nonobstant toutes possessions contraires.

— L'Administration forestière fixe, d'après les droits des usagers, le nombre des porcs qui peuvent être mis en panage et des bestiaux qui peuvent être admis au pâturage. — A cet effet, chaque année, avant le 1^{er} mars pour le pâturage, et un mois avant l'époque fixée par l'Administration forestière pour l'ouverture de la glandée et du panage, les agents forestiers font connaître aux Communes et aux particuliers jouissant des droits d'usage les cantons déclarés défensables, et le nombre des bestiaux qui seront admis au pâturage et au panage. — Les Maires sont tenus d'en faire la publication dans les Communes usagères.

— Les usagers ne peuvent jouir de leurs droits de pâturage et de panage que pour les bestiaux à leur propre usage, et non pour ceux dont ils font commerce, à peine d'une amende de : 2 fr. pour un cochon; — 4 fr. pour une bête à laine; — 6 fr. pour un cheval ou autre bête de somme; — 8 fr. pour une chèvre; — 10 fr. pour un bœuf, une vache ou un veau.

— Les agents forestiers désignent les chemins à suivre pour conduire les bestiaux au pâturage et au panage.

Si ces chemins traversent des taillis ou des recrus de futaies non défensables, il peut être fait, à frais communs, entre les usagers et l'Administration, et d'après l'indication des agents forestiers, des fossés suffisamment larges et profonds, ou toute autre clôture, pour empêcher les bestiaux de s'introduire dans les bois.

— Les porcs ou bestiaux de chaque Commune ou section de Commune usagère forment un troupeau particulier et sans mélange avec les bestiaux d'une autre Commune ou section de Commune, sous peine d'une amende de 5 à 10 fr. contre le pâtre, et d'un emprisonnement de 5 à 10 jours, en cas de récidive.

De plus, les porcs et les bestiaux doivent être marqués d'une empreinte spéciale. — Cette empreinte est différente pour chaque Commune ou section de Commune usagère. — Il y a lieu, par chaque tête de porc ou de bétail non marqué, à une amende de 3 fr.

— Pour que l'attention du pâtre soit constamment tenue en éveil et que la surveillance soit plus facile aux gardes, les usagers sont obligés de mettre des clochettes au cou de tous les animaux admis au pâturage, sous peine de 2 fr. d'amende par chaque bête qui serait trouvée sans clochette dans les forêts.

— Si, malgré toutes les mesures prises, les porcs et les bestiaux des usagers sont trouvés hors des cantons déclarés défensables ou désignés pour le panage, ou hors des chemins indiqués pour s'y rendre, il y a lieu contre le pâtre à une amende de 3 à 30 fr.; en cas de récidive, le pâtre peut, en outre, être condamné à un emprisonnement de 5 à 15 jours.

— Si les usagers introduisent au pâturage un plus grand nombre de bestiaux, ou au panage un plus grand nombre de porcs que celui qui a été fixé par l'Administration, il y a lieu pour l'excédant à une amende de : 1 fr. pour un cochon; — 2 fr. pour une bête à laine; — 3 fr. pour un cheval ou autre bête de somme; — 4 fr. pour une chèvre; — 5 fr. pour un bœuf, une vache ou un veau.

— Ne sont point admis au pâturage tous les animaux indistinctement. Ainsi, défense est faite à tous usagers, nonobstant titres et possessions contraires, de conduire des chèvres, brebis ou moutons, dans les forêts ou sur les terrains qui en dépendent, à peine contre les propriétaires d'une amende double de celle ci-dessus énoncée, et contre les pâtres ou bergers de 15 fr. d'amende. En cas de récidive, le pâtre serait passible, outre l'amende, d'un emprisonnement de 5 à 15 jours. — Toutefois le pacage des moutons peut être autorisé, dans certaines localités, par décrets.

9. — Les prescriptions que nous venons de faire connaître sont également applicables aux bois des Communes.

10. — En ce qui concerne les bois des particuliers, les droits de pâturage, panage et glandée ne peuvent être exercés que dans les parties déclarées défensables par l'Administration forestière et suivant l'état et la possibilité des forêts. — Les chemins par lesquels les bestiaux doivent passer pour aller au pâturage et pour en revenir sont désignés par le propriétaire.

En cas de contestation entre le propriétaire et l'usager, il est statué par les Tribunaux.

PAISSON. — Ce qui sert à la nourriture des bestiaux dans les bois et forêts. — Voy. PACAGE.

PANAGE. — Droit de mettre dans une forêt des porcs qui s'y nourrissent de glands, de faines, etc. — Voy. PACAGE, 8 et suiv.

PAPE. — Du grec *pappas*, père. — Ce nom, donné d'abord indifféremment à tous les Evêques, fut attribué de préférence, dès le ^{vi}e siècle, au successeur de saint Pierre dans le siège épiscopal de Rome, et ne s'applique plus qu'au Pontife romain depuis Grégoire VII (1063-1085).

1. — Tout ecclésiastique nommé Evêque par le Gouvernement doit obtenir l'institution du Pape avant d'entrer en fonctions. (Loi 18 germinal an x (6 avril 1802), art. 18.)

2. — Aux termes de l'article 1^{er} du Concordat, aucune bulle, bref, rescrit,

décret, mandat, provision, ni autres expéditions de la Cour de Rome, même ne concernant que les particuliers, ne peuvent être reçus, publiés, imprimés, ni autrement mis à exécution, sans l'autorisation du Gouvernement.

PAPIER. (DROIT SUR LE) — La loi du 4 septembre 1871 (art. 7) a établi un *droit de fabrication* sur les papiers de toute sorte, papiers à écrire, à imprimer et à dessiner, papiers d'enveloppe et d'emballage, papiers cartons, papiers de tenture et tous autres. — Le *produit* en est *évalué*, au budget de 1873, à la somme de 10,000,000 fr.

Un décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de ces dispositions a été rendu le 28 novembre 1871.

PAPIERS DOMESTIQUES. — On comprend sous cette dénomination les cahiers et les registres dont une personne se sert pour tenir compte des dépenses et des recettes de sa maison, et, en général, de tout ce qui concerne l'état de sa famille.

1. — Ils *ne font point un titre* pour celui qui les a écrits. Au contraire, ils *font foi contre lui* : 1° dans tous les cas où ils énoncent formellement un payement reçu ; — 2° lorsqu'ils contiennent la mention expresse que la note a été faite pour suppléer le défaut du titre en faveur de celui au profit duquel ils énoncent une obligation. (Cod. civ. art. 1331.)

2. — En cas d'*inexistence* ou de *perte des registres de l'état civil*, les papiers domestiques peuvent servir à prouver les *mariages, naissances et décès*. (Cod. civ. art. 46.) — Voy. ACTES DE L'ÉTAT CIVIL, VI.

3. — A *défait d'inventaire*, la femme ou ses héritiers sont admis, lors de la dissolution de la communauté, à prouver par papiers domestiques la valeur et consistance du *mobilier* non inventorié. (Cod. civ. art. 1415.)

PARAPHERNAUX. — Se dit des biens appartenant à une femme mariée sous le régime dotal, et non compris dans sa dot. — Voy. CONTRAT DE MARIAGE, IV, 1.

PARCOURS. — Droit en vertu duquel deux ou plusieurs Communes voisines envoient réciproquement leurs bestiaux paître sur leurs territoires respectifs. — Voy. PACAGE, 1 et suiv.

PARENTÉ. — Relation existant entre personnes qui descendent l'une de l'autre ou d'un auteur commun.

1. — Elle se distingue en *parenté légitime, naturelle et civile*. — La *parenté légitime* résulte du mariage ; la *parenté naturelle*, d'une union illégitime ; la *parenté purement civile*, de l'adoption.

2. — C'est d'après la qualité des parents laissés par le défunt que la loi règle la dévolution de ses biens. — Voy. SUCCESSIONS, II.

3. — La *proximité* de parenté s'établit par le nombre de générations, et chaque génération s'appelle un *degré*.

La suite des degrés forme la *ligne* ; on appelle *ligne directe* la suite des degrés entre personnes qui descendent l'une de l'autre.

La *ligne collatérale* est la suite des degrés entre personnes qui ne descendent pas les unes des autres, mais qui descendent d'un auteur commun.

4. — On distingue encore la *ligne paternelle* et la *ligne maternelle*. La *ligne paternelle* embrasse tous les parents du côté du père, et la *ligne maternelle* ceux du côté de la mère.

5. — La *ligne directe* se divise en *ligne directe descendante* et en *ligne directe ascendante*. — La première est celle qui lie le chef avec ceux qui descendent de lui ; la deuxième est celle qui lie une personne avec ceux dont elle descend.

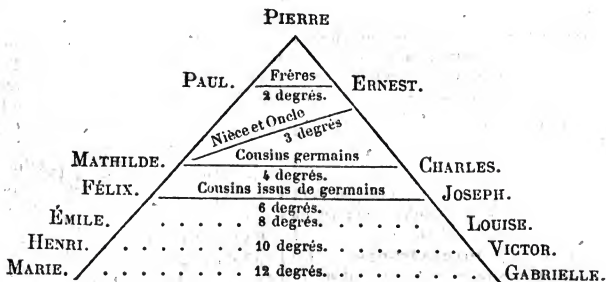
6. — Les *degrés* de parenté se calculent de la manière suivante :

En *ligne directe descendante* ou *ascendante*, on compte autant de degrés qu'il y a de générations entre les personnes. — Ainsi, le *fils* est à l'égard du père, au *premier degré* ; le *petit-fils* au *second* ; et réciproquement du père et de l'aïeul à l'égard des fils et des petits-fils ; c'est-à-dire que le *père* est à l'égard du *fils*, au

premier degré, et l'aïeul à l'égard du petit-fils, au second.

En ligne collatérale, les degrés se comptent par les générations, depuis l'un des parents jusques et non compris l'auteur commun, et depuis celui-

ci jusqu'à l'autre parent. — Ainsi, deux frères sont au deuxième degré; l'oncle et le neveu au troisième, les cousins germains au quatrième, et ainsi de suite, comme le fera comprendre l'arbre généalogique suivant :



7. — La parenté est la source de droits et d'obligations; elle crée des privilèges, en même temps qu'elle entraîne des incompatibilités et des prohibitions. — Voy. ALLIANCE, 3 et suiv.

PARÈRE. — De l'italien *mi pare*, il me parait. — Certificat donné par des négociants notables pour être produit en Justice et servir à prouver l'existence d'usages commerciaux, lorsque la loi est muette, obscure ou insuffisante.

PARI. — (Cod. civ. art. 1964-1967.) — Promesse réciproque par laquelle deux ou plusieurs personnes soutenant des choses contraires s'engagent à payer une certaine somme à celle d'entre elles qui se trouvera avoir raison.

1. — Le *pari* est de la classe des contrats dits *aléatoires*, du latin *alea*, coup de dé. Il a les plus grandes ressemblances avec le *jeu* : comme lui, il peut dégénérer en causes de ruine tout aussi redoutables. Tous deux devaient être régis par les mêmes principes. Le *pari* n'est, en effet, digne de faveur aux yeux de la loi qu'autant qu'il a pour objet les jeux qu'elle

veut encourager, et qu'il n'est pas d'ailleurs exorbitant. — voy. JEU.

2. — Les paris sur la hausse ou la baisse des effets publics sont punis par le Code pénal (art. 421). — Voy. AGIOTAGE.

PARJURE. — Se dit soit du crime de celui qui fait un faux serment en Justice, soit de l'individu même qui s'en est rendu coupable. — Voy. FAUX SERMENT.

PARQUET. — Terme de Palais qui signifie : 1° l'ensemble des magistrats qui composent le Ministère public; — 2° le lieu même où se tiennent les magistrats du Ministère public pour recevoir leurs communications. — Voy. MINISTÈRE PUBLIC.

PARRICIDE. — (Cod. pén. art. 15, 299, 302, 323.)

C'est ainsi qu'est qualifié le meurtre des père et mère ou de tout autre ascendant.

Ce crime n'est jamais excusable. Il est puni de mort.

— Le Code pénal de 1810 voulait que le *parricide* (on désigne aussi sous ce nom le coupable lui-même) eût le poignet coupé avant d'être exécuté. Cette mutilation a été supprimée de-

puis 1832, comme étant une barbarie inutile, et l'on se contente aujourd'hui de conduire à l'échafaud le condamné, ainsi que le prescrit l'article 13 du Code, en *chemise, pieds-nus et la tête couverte d'un voile noir*. — Avant de l'exécuter, lecture est faite au peuple, par un huissier, de l'arrêt de condamnation.

PARTAGE. — Opération ayant pour but de faire cesser l'indivision entre cohéritiers. — Voy. SUCCESSIONS, IV.

PARTAGES D'ASCENDANTS. — (Cod. civ. art. 1075-1080.) — Les père et mère ou autres ascendants sont autorisés à faire eux-mêmes le partage de leurs biens entre leurs enfants ou descendants. Cette faculté est précieuse sous un double rapport : d'abord, elle est un moyen de prévenir les discussions qu'entraîne souvent le partage entre cohéritiers; ensuite elle permet à l'ascendant qui doit laisser parmi ses héritiers un mineur ou un interdit, d'éviter les lenteurs et les frais d'un partage judiciaire.

1. — Les partages d'ascendants se font, soit par *acte entre-vifs*, soit par *testament*. — Ceux qui sont faits par donation entre-vifs ne peuvent comprendre que les biens présents. Les biens que l'ascendant laisse au jour de son décès et qui n'ont pas été compris dans le partage sont partagés conformément à la loi.

Les partages faits par testament ne transfèrent, du vivant du testateur, aucun droit aux enfants et sont *révocables* comme tout testament.

2. — Lorsque le partage n'est pas fait entre tous les enfants existant à l'époque du décès et les descendants de ceux prédécédés, il est *nul*.

3. — Les partages d'ascendants peuvent être *attaqués* par celui des copartageants qui se trouverait lésé de *plus du quart*, ou si l'un d'eux avait un *avantage plus grand* que la loi ne le permet.

PARTIAIRE. (COLON) — Voy. COLON PARTIAIRE.

PARTIE CIVILE. — On donne ce nom au plaignant qui réclame des dommages-intérêts.

PASSAGE. — Droit de passer sur le fonds d'autrui. — Voy. ENCLAVE.

PASSAVANT. — On appelle ainsi, en matière de *Contributions indirectes*, l'expédition qui accompagne les boissons quand elles sont exemptes de droits à payer. — En matière de *Douane*, le mot *passavant* signifie l'expédition qui accompagne les marchandises déjà examinées par les préposés.

PASSE-DEBOUT. — Permis délivré par les Employés des Contributions indirectes ou de l'Octroi pour accompagner les boissons et autres objets de consommation qui ne font que traverser un territoire sujet aux droits d'entrée, et qui ne doivent pas payer ces droits. — Voy. BOISSONS, § 2.

PASSE DE SACS. — (Déc. 1^{er} juillet 1809, 17 novembre 1852.) — Retenue que le débiteur est autorisé à faire pour le prix des sacs fournis par lui dans les paiements en espèces. Elle est de 10 centimes par sac de 1,000 fr.

PASSE-PORT. — (Loi 10 vendémiaire an IV (2 octobre 1795), tit. 3; déc. 18 septembre 1807; déc. 13 avril 1861, art. 6, n° 2; Cod. pén. art. 153-155; 281.) — Acte de l'Autorité publique en vertu duquel on peut aller librement d'un lieu à un autre.

1. — « L'Assemblée constituante avait établi les passe-ports comme mesure temporaire au moment du départ secret de Louis XVI pour la frontière. Mais après le serment prêté par le Roi à la Constitution, l'Assemblée décréta (14 sept. 1791) « qu'il » ne serait plus exigé aucune permission ou passe-port, dont l'usage avait été momentanément établi; que le » décret du 1^{er} août 1791 était révoqué, et que, conformément à la Constitution, il ne serait plus apporté » aucun obstacle au droit de tout citoyen français de voyager librement » dans le royaume et d'en sortir à volonté. » C'est l'Assemblée législative qui, par son décret du 1^{er} février 1792, a institué les passe-ports à l'intérieur. « Le salut de l'empire, dit » le décret, exige la surveillance la » plus active; toute personne qui vou-

» dra voyager dans le royaume sera » tenue, jusqu'à ce qu'il en ait été » autrement ordonné, de se munir » d'un passe-port. » — La législation sur les passe-ports n'avait originai- » rement qu'un caractère provisoire : » « L'Assemblée nationale, obligée de » multiplier temporairement les me- » sures de sûreté publique, déclare » qu'elle s'efforcera d'abroger le » présent décret aussitôt que les cir- » constances qui l'ont provoqué au- » ront cessé, et que la sûreté publi- » que sera suffisamment établie. » — Ce caractère provisoire a été mainte- » nu dans les lois successives qui ont » perpétué la mesure en la fortifiant, » jusqu'au décret du 18 septembre 1807, » qui a imprimé à la restriction le ca- » ractère définitif. » (Laferrière, *Cours de droit public et administratif*, tom. I, p. 453, 454.)

2. — D'après la législation exis- » tante, que la facilité des moyens de » locomotion rend singulièrement su- » rannée, nul ne peut quitter le canton » de son domicile, sans être muni d'un » passe-port délivré par le Préfet de » police, dans le département de la » Seine, et ailleurs par le Maire, ou le » Sous-Préfet sur l'avis motivé du » Maire, selon qu'il s'agit d'un voyage » à l'intérieur ou à l'étranger.

3. — La délivrance des passe-ports » donne lieu à la perception d'un droit » de 2 fr. pour la France, et de 10 fr. » pour l'étranger.

4. — Les passe-ports ne sont va- » lables que pour un an. Ils contiennent » le signalement de la personne, » l'indication du lieu d'où elle vient et » où elle va.

5. — Le diplôme de membre d'une » Société de secours mutuels approuvée » tient lieu de passe-port à l'intérieur ; » il en est de même du livret pour » l'ouvrier. — Voy. SOCIÉTÉS DE SE- » COURS MUTUELS, III ; — LIVRETS D'OU- » VRIERS, 1.

6. — Le Code pénal contient des » dispositions à l'égard des individus » qui fabriquent ou falsifient des passe- » ports. — Voy. FAUX, V.

PASSIF. — Se dit de l'ensemble

des dettes d'un particulier, d'une » succession, d'une faillite, d'une so- » ciété, par opposition au mot *actif* » qui sert à désigner la totalité de » l'avoir.

PASTEUR. — Ministre protestant. — Voy. CULTES, II, §§ 1 et 2.

PATENTE. — (Lois 25 avril 1844, » 18 mai 1850, 10 juin 1853, 4 juin » 1858, 26 juillet 1860, 2 juillet 1862, » 13 mai 1863, 18 juillet 1866, 2 août » 1868, 29 mars 1872, 16 juillet 1872.) » Contribution due par tout individu, » français ou étranger, qui exerce en » France un commerce, une industrie, » une profession, non compris dans » les exceptions déterminées par la loi. — Au moyen de cet impôt, l'indus- » trie supporte, comme source de re- » venus, sa part des charges de l'Etat.

Le mot *patente* sert aussi à dési- » gner le titre qui est remis au paten- » table par le Percepteur.

1. — La contribution des patentes » se compose d'un droit fixe et d'un » droit proportionnel. Le droit fixe varie » en raison de l'importance de la popu- » lation du lieu où les professions sont » exercées, et eu égard à la nature de » l'industrie, qui est distribuée par la » loi en huit classes de professions.

Le droit *proportionnel* est établi » d'après la valeur locative de la mai- » son d'habitation et des magasins, » usines, ateliers, hangars, remises, » chantiers et autres locaux servant à » l'exercice des professions imposa- » bles. Il s'élève ordinairement au » vingtième de la valeur locative, mais » de nombreuses exceptions existent à » cette règle : dans certains cas, le » droit descend au vingt-cinquième et » quelquefois au trentième, quaran- » tième ou cinquantième. — Il y a » même des professions pour lesquelles » il n'est pas dû de droit proportion- » nel, dans les villes au-dessous de » 20,000 âmes. Enfin, quelques paten- » tables, comme les Médecins, les » Avocats, etc., sont imposés au » quinzième de la valeur locative des » locaux destinés à l'exercice de leur » profession ; mais ils n'ont pas de » droit fixe à payer.

2. — Les patentes sont personnelles. Les Associés en nom collectif sont tous assujettis à cet impôt. L'associé principal paye seul le droit fixe en entier; les autres ne sont imposés qu'à la moitié de ce droit. Le droit proportionnel de la maison de commerce est établi sur la maison d'habitation de l'associé principal et sur tous les locaux servant à l'exploitation du commerce ou de l'industrie, mais non sur la maison d'habitation de chaque associé.

3. L'impôt est dû pour l'année entière par tout individu exerçant au mois de janvier une profession imposable. En cas de cession de l'établissement, la patente est, à la demande du cédant, transférée sur la tête du cessionnaire. — Si les magasins viennent à être fermés pour cause de faillite ou de décès, la contribution n'est due que pour le passé ou le mois courant : il est accordé décharge pour l'avenir. — Celui qui entreprend après le mois de janvier une profession sujette à patente ne doit la contribution qu'à partir du premier du mois dans lequel il s'est établi, à moins que, par sa nature, la profession ne puisse être exercée pendant toute l'année; dans ce cas, la contribution serait due pour l'année entière.

4. — En principe, toutes les professions donnent lieu au droit de patente. Il n'y a d'exemption que pour : 1° les fonctionnaires et employés salariés, soit par l'Etat, soit par les Départements ou les Communes, en ce qui concerne seulement l'exercice de leurs professions; — 2° les professeurs de belles-lettres, sciences et arts d'agrément; les instituteurs primaires; les éditeurs de feuilles périodiques et les artistes dramatiques; — 3° les laboureurs et cultivateurs, seulement pour la vente et la manipulation des récoltes et fruits provenant des terrains qui leur appartiennent ou par eux exploités, et pour le bétail qu'ils y élèvent, qu'ils y entretiennent ou qu'ils y engraisent; les concessionnaires de mines, pour le seul fait de

l'extraction et de la vente des matières par eux extraites; les propriétaires ou fermiers des marais salants; les propriétaires ou locataires louant accidentellement une partie de leurs habitations personnelles; les pêcheurs, même lorsque la barque qu'ils montent leur appartient; — 4° les commis et toutes personnes travaillant à gages, à façon ou à la journée dans les magasins et ateliers des personnes de leur profession; les ouvriers travaillant en chambre avec un apprenti âgé de moins de seize ans, etc.

5. — Le produit des patentes était évalué, au budget de 1869, à la somme de 65,497,700 fr. Il figure pour 73,046,000 fr. au budget de 1873.

6. — Voy. CONTRIBUTIONS, sect. I, pour ce qui regarde le mode de recouvrement, de réclamations, etc.

PATERNITÉ ET FILIATION. — (Cod. civ. art. 312-342; loi 7 décembre 1850.) — Il existe entre deux personnes dont l'une est née de l'autre une relation qui s'appelle paternité ou maternité quand on la considère par rapport au père ou à la mère, et filiation quand on l'envisage relativement à l'enfant. — Cette relation est légitime ou naturelle selon qu'elle a ou non le mariage pour origine. — Voy. ENFANT, 1 et 2.

1. — A la différence de la maternité, qui se révèle par des signes extérieurs (la grossesse ou l'accouchement), la paternité est, de sa nature, incertaine. — Comment donc l'établir? Pour ce qui concerne la paternité légitime, le législateur, saisissant la présomption la plus voisine de la preuve, a posé cette règle générale que « l'enfant conçu pendant le mariage a pour père le mari; » — pour ce qui regarde la paternité naturelle, il a déclaré qu'elle ne résulterait que de la déclaration du père lui-même; et il en a pros crit la recherche, à cause des difficultés et des scandales de la preuve.

2. — La présomption légale peut toutefois être attaquée, dans certains

cas prévus, par le mari ou ses héritiers. — Ainsi la durée la plus courte de la gestation a été fixée à 180 jours, la plus grande durée à 300 jours. Conséquemment le mari serait recevable à désavouer l'enfant né avant le 180^e jour du mariage; ses héritiers seraient admis à contester la légitimité de l'enfant né après le 300^e jour de la mort du mari.

Si cependant le mari avait connu la grossesse avant le mariage, s'il avait assisté à l'acte de naissance, ou si l'enfant n'était pas né viable, le désaveu ne serait point admissible.

Le mari peut encore désavouer l'enfant : 1^o s'il prouve que, pendant l'époque où la conception a dû avoir lieu (du 300^e au 180^e jour avant la naissance), il a été dans l'impossibilité physique de cohabiter avec sa femme (par exemple, étant en voyage); — 2^o au cas d'adultère de la femme, si la naissance de l'enfant lui a été cachée, et à charge d'établir en même temps une impossibilité morale de cohabitation (mésintelligence, maladie, etc.); — 3^o au cas de séparation de corps prononcée ou même demandée, lorsque l'enfant est né 300 jours après l'ordonnance du Président du Tribunal qui autorise la femme à la poursuite de ses droits, ou moins de 180 jours après le rejet de la demande ou la réconciliation.

3. — Dans les divers cas où le mari est autorisé à réclamer, il doit, à peine de déchéance, le faire dans le mois, s'il se trouve sur les lieux de la naissance de l'enfant; — dans les deux mois après son retour, si, à la même époque, il était absent; — dans les deux mois après la découverte de la fraude, si on lui avait caché la naissance de l'enfant.

Si le mari est mort avant d'avoir fait sa réclamation, mais étant encore dans le délai utile pour la faire, les héritiers ont deux mois pour contester la légitimité de l'enfant, à compter de l'époque où cet enfant s'est mis en possession des biens du mari ou de l'époque où les héritiers sont troublés par l'enfant dans cette possession.

— Tout acte extrajudiciaire contenant le désaveu de la part du mari ou de ses héritiers est comme non avenu, s'il n'est suivi, dans le délai d'un mois, d'une action en Justice dirigée contre un tuteur *ad hoc* donné à l'enfant, et en présence de sa mère.

4. — Nous avons dit que la recherche de la paternité hors mariage était formellement interdite. Une seule exception a été admise : « Dans le cas d'enlèvement, lorsque l'époque de cet enlèvement se rapportera à celle de la conception, le ravisseur pourra être, sur la demande des parties intéressées, déclaré père de l'enfant. » (Cod. civ. art. 340.)

5. — Quant à la recherche de la maternité, elle est admise, à la double condition que l'enfant soit muni d'un commencement de preuve par écrit qui rende vraisemblable sa prétention, et que sa réclamation ne tende point à établir une filiation adultérine ou incestueuse, la révélation comme la reconnaissance d'une pareille filiation n'étant jamais permise.

6. — A défaut d'acte de naissance, la filiation légitime peut se prouver par la possession d'état, c'est-à-dire par un ensemble de faits notoires et continus qui impliquent la reconnaissance de la filiation de l'enfant par la famille à laquelle il prétend appartenir. (Ainsi, l'enfant a toujours porté le nom de son prétendu père; ce dernier l'a traité comme son enfant, a pourvu à son éducation, à son entretien; l'enfant a toujours été considéré dans la Société comme le fils ou la fille de celui dont il se dit issu.)

— Nul ne peut réclamer un état contraire à celui que lui donnent son titre de naissance et la possession conforme à ce titre; — et réciproquement, nul ne peut contester l'état de celui qui a une possession conforme à son titre de naissance.

— A défaut de titre et de possession constante, ou si l'enfant a été inscrit soit sous de faux noms, soit comme né de père et de mère inconnus, la preuve de la filiation peut se

faire par témoins lorsqu'il y a commencement de preuve par écrit, ou lorsque les présomptions ou indices résultant de faits constants sont assez graves pour déterminer l'admission.

Le commencement de preuve par écrit résulte des titres de famille, des registres et papiers domestiques du père ou de la mère, des actes publics et même privés, émanés d'une partie engagée dans la contestation ou qui y aurait intérêt si elle était vivante.

La preuve contraire peut se faire par tous les moyens propres à établir que le réclamant n'est pas l'enfant de la mère qu'il prétend avoir, ou même, la maternité prouvée, qu'il n'est pas l'enfant du mari de la mère.

7. — L'action en réclamation d'état est *imprescriptible* à l'égard de l'enfant. — L'action ne peut être intentée par les héritiers de l'enfant qui n'a pas réclamé, qu'autant qu'il est décédé mineur ou dans les cinq ans après sa majorité. — Les héritiers peuvent suivre cette action lorsqu'elle a été commencée par l'enfant, à moins qu'il ne s'en soit *désisté* formellement, ou qu'il n'ait laissé passer trois années sans poursuites à compter du dernier acte de la procédure.

8. — Voy. RECONNAISSANCE ; — LÉGITIMATION ; — ADOPTION.

PATRIMOINES. (SÉPARATION DES)
— Voy. SÉPARATION DES PATRIMOINES.

PATURAGE. — Voy. PACAGE.

PAUVRES. — Voy. ALIMENTS ; — ASSISTANCE JUDICIAIRE ; — ASSISTANCE PUBLIQUE ; — HOSPICES ; — MENDICITÉ ; — VAGABONDAGE ; — BUREAU DE BIENFAISANCE ; — INDIGENTS ; — DROIT DES PAUVRES.

PAVAGE. — Dans les villes où, conformément aux usages locaux, le pavage de tout ou partie des rues est à la charge des propriétaires riverains, l'obligation qui en résulte pour les frais de premier établissement ou d'entretien peut, en vertu d'une délibération du Conseil municipal et sur un tarif approuvé par

le Préfet, être convertie en une taxe payable en numéraire et recouvrable comme les cotisations municipales. (Loi 11 frimaire an VII (1^{er} décembre 1798), art. 4 ; loi 25 juin 1841, art. 28 ; déc. 25 mars 1852.)

PAYEMENT. — Voy. OBLIGATIONS, IV, § 1^{er}. — EFFETS DE COMMERCE, IX.

PÊCHE. — (Lois 15 avril 1829, 31 mai 1865 ; déc. 25 janvier 1868.) — On distingue la pêche en *pêche fluviale* et en *pêche maritime* : cette dernière se divise en *petite pêche* ou *pêche côtière*, et en *grande pêche* ou *pêche de la baleine*, du *cachalot* et de la *morue*. — Il ne sera question ici que de la *pêche fluviale*.

1. — Le droit de pêche appartient à l'Etat dans les fleuves, rivières navigables et flottables, canaux, contre-fossés, dont l'entretien est à sa charge : il le concède par voie d'adjudication aux enchères, avec concurrence et publicité, ou par voie de licence, à défaut d'offres suffisantes pour l'adjudication.

Le droit de pêche dans les cours d'eau non navigables ni flottables et dans les cours d'eau flottables à bûches perdues appartient aux propriétaires riverains jusqu'au milieu du cours de l'eau, sans préjudice des droits contraires établis par possession ou par titre. Lorsqu'un cours d'eau est rendu ou déclare navigable, les propriétaires qui sont privés de la pêche ont droit à une indemnité.

Tout individu qui se livre à la pêche sur les fleuves et rivières navigables ou flottables, canaux, ruisseaux ou cours d'eau quelconques, sans la permission de celui à qui le droit de pêche appartient, est passible d'une amende de 20 francs au moins et de 100 fr. au plus, indépendamment des dommages-intérêts. — Il y a lieu, en outre, à la restitution du prix du poisson pêché en délit, et la confiscation des filets et engins de pêche peut être prononcée. — Néanmoins il est permis à toute personne de pêcher à la ligne flot-

toute tenue à la main dans les fleuves, rivières et canaux navigables, le temps du frai excepté.

2. — A la date du 25 janvier 1868 est intervenu un décret portant *réglément de la pêche fluviale*. Nous croyons utile de le reproduire en entier :

Art. 1^{er}. — « Les époques pendant lesquelles la pêche est *interdite*, en vue de protéger la reproduction du poisson, sont fixées comme il suit :

« 1^o Du 20 octobre au 30 janvier, est *interdite* la pêche du *saumon*, de la *truite* et de l'*ombre-chevalier*; — 2^o du 15 avril au 15 juin, est *interdite* la pêche de tous les autres poissons et de l'*écrevisse*.

« Est comprise dans cette interdiction la pêche de l'*ombre commun*, de l'*anguille* et de la *lamproie*, mais non celle des autres poissons qui vivent alternativement dans les eaux douces et les eaux salées.

« Les interdictions prononcées dans les paragraphes précédents s'appliquent à tous les procédés de pêche, *même à la ligne flottante tenue à la main*. »

Art. 2. — « Les Préfets pourront, chaque année, par des arrêtés spéciaux, après avoir pris l'avis des Conseils généraux, *interdire exceptionnellement* la pêche de toutes les espèces de poissons pendant l'une ou l'autre desdites périodes, lorsque cette interdiction sera nécessaire pour protéger l'espèce prédominante.

« Ces arrêtés seront soumis à l'approbation de notre Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics. »

Art. 3. — « Dans la semaine précédant chaque période d'interdiction de la pêche, des publications seront faites dans les Communes pour rappeler les dates du commencement et de la fin de ces périodes. »

Art. 4. — « Quiconque, pendant la période de l'interdiction de la pêche, transportera ou débitera des poissons provenant des étangs et réservoirs, sera tenu de *justifier de l'origine* de ces poissons. »

Art. 5. — « Les poissons saisis et vendus aux enchères, conformément à l'article 42 de la loi du 15 avril 1829, ne pourront pas être exposés de nouveau en vente. »

Art. 6. — « La pêche n'est permise que depuis le lever jusqu'au coucher du soleil. — Toutefois, la pêche de l'*écrevisse* et de l'*anguille* pourra être autorisée après le coucher et avant le lever du soleil, aux heures fixées par un arrêté préfectoral. Cet arrêté déterminera, pour l'*écrevisse*, la nature et les dimensions des engins dont l'emploi sera permis. »

Art. 7. — « Le séjour dans l'eau des filets et engins ayant les dimensions réglementaires est permis à toute heure, sous la condition qu'ils ne pourront être placés et relevés que depuis le lever jusqu'au coucher du soleil. »

Art. 8. — « Les dimensions auxquelles les poissons et écrevisses ne pourront être pêchés et devront être immédiatement rejetés à l'eau, sont déterminées comme il suit pour les diverses espèces : — 1^o Les saumons et anguilles, 25 centimètres de longueur; — 2^o Les truites, ombres-chevaliers, ombres communs, carpes, brochets, barbeaux, brêmes, meuniers, muges, aloses, perches, gardons, tanches, lottes et lamproies, 14 centimètres de longueur; — 3^o Les soles, plies et flets, 10 centimètres de longueur; — 4^o Les écrevisses, 8 centimètres de longueur.

La longueur des poissons ci-dessus mentionnés sera mesurée de l'œil à la naissance de la queue; celle de l'écrevisse, de l'œil à l'extrémité de la queue déployée.

Les prescriptions qui précèdent ne sont pas applicables aux poissons pris à la ligne flottante. »

Art. 9. — « Les mailles des filets mesurées de chaque côté après leur séjour dans l'eau, et l'espacement des verges, des hires, nasses et autres engins employés à la pêche des poissons auront les dimensions suivantes : 1^o Pour les saumons, 40 millimètres au moins; — 2^o Pour les grandes es-

pêches autres que le saumon et pour l'écrevisse, 27 millimètres au moins; — 3^o Pour les petites espèces, telles que goujons, loches, vérons, ablettes et autres, 10 millimètres.

La mesure des mailles sera prise avec une tolérance d'un dixième. »

Art. 10. — « Les filets fixes ou flottants ne pourront excéder en longueur les deux tiers de la largeur mouillée des cours d'eau où on les manœuvrera. Plusieurs filets ne pourront être employés simultanément sur la même rive ou sur deux rives opposées qu'à une distance au moins triple de leur développement. »

Art. 11. — « Les filets fixes employés à la pêche seront soulevés par le milieu pendant 36 heures de chaque semaine, du samedi à 6 heures du soir, au lundi à 6 heures du matin, sur une longueur équivalente au dixième de leur développement, et de manière à laisser entre le fond et la ralingue inférieure un espace libre de 50 centimètres au moins de hauteur. »

Art. 12. — « Sont prohibés tous les filets trainants, à l'exception du petit épervier jeté à la main et manœuvré par un seul homme.

Est pareillement prohibé, l'emploi des lacets ou collets. »

Art. 13. — « Il est interdit : 1^o D'établir dans les cours d'eau des appareils ayant pour objet de rassembler le poisson dans des noues, boires, fossés ou mares dont il ne pourrait plus sortir, ou de le contraindre à passer par une issue garnie de pièges; — 2^o D'accoter aux écluses, barrages, chutes naturelles, pertuis, vannages, coursiers d'usines et échelles à poissons, des nasses, paniers et filets à demeure; — 3^o De pêcher avec tout autre engin que la ligne flottante tenue à la main, dans l'intérieur des écluses, barrages, pertuis, vannages, coursiers d'usines et passages ou échelles à poissons, ainsi qu'à une distance moindre de trente mètres en amont et en aval de ces ouvrages; — 4^o De pêcher dans les parties des rivières, canaux ou cours d'eau dont le niveau serait acciden-

tellement abaissé, soit pour y opérer des curages ou travaux quelconques, soit par suite du chômage des usines ou de la navigation. »

Art. 14. — « Sur la demande des adjudicataires de la pêche des cours d'eau et canaux navigables et flottables, et sur la demande des propriétaires de la pêche des autres cours d'eau et canaux, les Préfets pourront autoriser, dans des emplacements et à des époques déterminées, des manœuvres d'eau et des pêches extraordinaires pour détruire certaines espèces dans le but d'en propager d'autres plus précieuses. »

Art. 15. — « Des arrêtés préfectoraux, rendus sur les avis des Ingénieurs et des Conseils de salubrité, détermineront : 1^o La durée du rouissage du lin et du chanvre dans les cours d'eau, et les emplacements où cette opération pourra être pratiquée avec le moins d'inconvénient pour le poisson; — 2^o Les mesures à observer pour l'évacuation dans les cours d'eau des matières et résidus susceptibles de nuire au poisson et provenant des fabriques et établissements industriels quelconques. »

Art. 16. — « Sont abrogés les ordonnances des 15 novembre 1830 et 28 février 1842, les décrets des 19 octobre 1863 et 7 février 1866, ainsi que tous les règlements locaux sur la pêche et les ordonnances ou décrets qui les approuvent.

« Toutefois, les dispositions du présent décret ne sont pas applicables au Rhin et à la Bidassoa, lesquels restent soumis aux lois et règlements qui les régissent spécialement. »

3. — Il est interdit de placer dans les rivières navigables ou flottables, canaux et ruisseaux, aucun barrage, appareil, ou établissement quelconque de pêcherie, ayant pour objet d'empêcher entièrement le passage du poisson. — Les délinquants sont condamnés à une amende de 50 fr. à 500 fr., et, en outre, aux dommages-intérêts; les appareils ou établissements de pêche sont saisis et détruits.

— Quiconque jette dans les eaux

des drogues ou appâts de nature à enivrer le poisson ou à le détruire est puni d'une amende de 30 fr. à 300 fr., et d'un emprisonnement d'un mois à 3 mois.

— Ceux qui se livrent à la pêche pendant les temps, saisons et heures prohibés, encourrent une amende de 30 fr. à 200 fr.

— Une amende de 30 fr. à 100 fr. est prononcée contre ceux qui ont fait usage, en quelque temps et en quelque fleuve, rivière, canal ou ruisseau que ce soit, de l'un des procédés ou modes de pêche, ou de l'un des instruments ou engins de pêche prohibés. — Si le délit a eu lieu pendant le temps du frai, l'amende est de 60 fr. à 200 fr.

Les mêmes peines sont prononcées contre ceux qui se sont servis, pour une autre pêche, de filets permis seulement pour celle du poisson de petite espèce. — Ceux qui sont trouvés porteurs ou munis, hors de leur domicile, d'engins ou instruments de pêche prohibés, peuvent être condamnés à une amende qui n'excède pas 20 fr., et à la confiscation des engins ou instruments de pêche, à moins que ces engins ou instruments ne soient destinés à la pêche dans des étangs ou réservoirs.

— Quiconque pêche, colporte ou débite des poissons n'ayant point les dimensions déterminées par les ordonnances ou décrets, est puni d'une amende de 20 fr. à 50 fr., et de la confiscation desdits poissons. — Sont néanmoins exceptées de ces dispositions les ventes de poissons provenant des étangs ou réservoirs. — On considère comme étangs ou réservoirs les fossés et canaux appartenant à des particuliers, dès que leurs eaux cessent naturellement de communiquer avec les rivières. — La même peine est prononcée contre les pêcheurs qui appâtent leurs hameçons, nasses, filets ou autres engins, avec des poissons des espèces prohibées.

4. — Le Gouvernement exerce la surveillance et la police de la pêche dans l'intérêt général. En conséquence, les agents spéciaux par lui

institués à cet effet, ainsi que les gardes champêtres, éclusiers des canaux et autres officiers de police judiciaire constatent les délits; ils sont autorisés à saisir les filets et autres instruments de pêche prohibés, ainsi que le poisson pêché en délit. — En cas de refus, de la part des délinquants, de remettre immédiatement le filet déclaré prohibé après la sommation du garde-pêche, ils sont condamnés à une amende de 50 fr. — Quant au poisson saisi pour cause de délit, il est vendu sans délai dans la Commune la plus voisine du lieu de la saisie, aux enchères publiques.

5. — Toutes les poursuites exercées en réparation de délits pour fait de pêche sont portées devant les Tribunaux correctionnels. — La prescription est acquise par un mois à compter du jour où les délits ont été constatés, lorsque les prévenus sont désignés dans les procès-verbaux. Dans le cas contraire, le délai de prescription est de trois mois à compter du même jour.

6. — Lorsqu'il y a récidive, la peine est toujours doublée. — Il y a récidive lorsque, dans les 12 mois précédents, un premier jugement a été rendu contre le délinquant pour délit en matière de pêche. — Les peines sont également doublées, quand les délits ont été commis la nuit.

7. — Dans tous les cas où il y a lieu à adjuger des dommages-intérêts, ils ne peuvent être inférieurs à l'amende simple prononcée par le jugement. — Si le préjudice causé n'excède pas 25 fr., et si les circonstances paraissent atténuantes, les Tribunaux sont autorisés à réduire l'emprisonnement même au-dessous de 6 jours, et l'amende même au-dessous de 16 fr.; ils peuvent aussi prononcer séparément l'une ou l'autre de ces peines, sans qu'elle soit jamais au-dessous des peines de simple police.

8. — Les maris, pères, mères, tuteurs, fermiers et porteurs de licences, ainsi que tous propriétaires, maîtres et commettants, sont civilement responsables des délits en matière de

pêche commis par leurs femmes, enfants, mineurs, pupilles, bateliers et compagnons, et tous autres subordonnés, sauf tout recours de droit.

PEINES. — (Cod. pén. art. 6-58; 464-470; Cod. instr. crim. art. 635-643.) — On entend par peine le châtiment infligé à celui qui a violé la loi. Son but principal est de maintenir l'ordre social en donnant une sanction aux lois sur lesquelles il repose et en affermissant l'idée de justice par le spectacle de l'expiation.

1. — Notre ancien droit pénal renfermait des dispositions contre lesquelles l'humanité réclamait depuis longtemps et que les progrès de la raison et de la philosophie n'ont réussi à faire disparaître qu'à la fin du siècle dernier. Cette branche de la législation était la plus imparfaite et la plus vivement critiquée; les cahiers de 1789 en réclamaient unanimement la révision. L'Assemblée Constituante, dans la loi du 16 août 1790 (art. 21), posa en ces termes le principe de la réforme : « Le Code pénal sera incessamment réformé, de manière que les peines soient proportionnées aux délits; observant qu'elles soient modérées, et ne perdant pas de vue cette maxime de la déclaration des droits de l'homme, que la loi ne peut établir que des peines strictement et évidemment nécessaires. » C'est dans cet esprit que la peine de mort fut réduite à la simple privation de la vie, et que disparurent les supplices barbares du feu, de la roue, etc.; toute mutilation fut défendue, et les peines de lèvres coupées, de langue percée, et autres de cette nature, furent abolies.

Le Code pénal actuel date de 1810, mais il a été à plusieurs reprises modifié, notamment en 1832 et en 1848. De sérieuses améliorations y ont été apportées : la confiscation générale des biens a été supprimée en 1814; — depuis 1832, le parricide ne subit plus l'amputation du poignet avant d'être mis à mort; — l'exposition publique (voy. ces mots) n'existe plus depuis 1848, etc.

2. — Il y a trois sortes de peines correspondant aux trois natures d'infractions à la loi (*crime, délit, contravention*) et aux trois ordres de juridictions chargées de les réprimer (*Cour d'assises, Tribunal correctionnel, Tribunal de simple police*).

— En MATIÈRE CRIMINELLE, les peines sont *afflictives et infamantes* ou *seulement infamantes*.

Les peines *afflictives et infamantes* sont : 1° La mort; — 2° Les travaux forcés à perpétuité; — 3° La déportation (perpétuelle); — 4° Les travaux forcés à temps (de 5 à 20 ans); — 5° La détention (de 5 à 20 ans); — 6° La réclusion (de 5 à 10 ans). — Voy. MORT, 20; — TRAVAUX FORCÉS; — DÉPORTATION; — DÉTENTION; — RÉCLUSION.

Les peines *seulement infamantes* sont : le bannissement (de 5 à 10 ans); — la dégradation civique. — Voy. BANNISSEMENT; — DÉGRADATION CIVIQUE.

La déportation, la détention et le bannissement sont des peines spéciales aux crimes politiques.

— En MATIÈRE CORRECTIONNELLE, les peines sont : 1° L'emprisonnement (de 6 jours à 5 ans, sauf les cas de récidive ou autres où la loi a déterminé d'autres limites); — 2° L'interdiction à temps de certains droits civils, civils ou de famille (voy. ces mots); — 3° L'amende (depuis 16 fr.).

Le renvoi sous la surveillance spéciale de la haute police, l'amende et la confiscation spéciale, soit du corps du délit quand la propriété en appartient au condamné, soit des choses produites par le délit, soit de celles qui ont servi ou qui ont été destinées à le commettre, sont des peines communes aux matières criminelles et correctionnelles. — Voy. SURVEILLANCE DE LA HAUTE POLICE; — AMENDE; — CONFISCATION.

— En MATIÈRE DE SIMPLE POLICE, les peines sont : 1° L'emprisonnement (de 1 à 5 jours); — 2° L'amende (de 1 franc à 15 francs inclusivement); — 3° La confiscation de certains objets saisis.

3. — La condamnation aux peines

établies par la loi est toujours prononcée sans préjudice des *restitutions et dommages-intérêts* qui peuvent être dus aux parties.

4. — Certaines circonstances ont pour effet tantôt d'*aggraver* la peine, tantôt de la faire *diminuer*. Au nombre des premières se place la *récidive* (voy. RÉCIDIVE; — CIRCONSTANCES AGGRAVANTES); — parmi les secondes figurent la *jeunesse* du coupable (voy. DISCERNEMENT); — son *grand âge* (ainsi la peine des *travaux forcés* est remplacée par celle de la *réclusion* à l'égard des individus âgés de 60 ans); — certains faits prévus par la loi ou laissés à l'appréciation des juges qui motivent une diminution de peine (voy. EXCUSE; — CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES).

5. — Le *cumul* des peines admis dans l'ancienne législation n'existe plus aujourd'hui : « *En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits, la peine la plus forte sera seule prononcée.* » Tels sont les termes de l'article 365, § dernier, du Code d'instruction criminelle.

6. — Le temps, ce grand modérateur des choses humaines, a pour vertu de désarmer la vindicte publique. Toutes les législations des peuples civilisés ont admis le principe de la *prescription* des peines. On a pensé que, durant le temps exigé pour la prescription, le coupable a été suffisamment puni par les agitations, les troubles de sa conscience, les tourments d'une vie incertaine et précaire. On a considéré, en outre, que, la peine étant infligée surtout pour l'exemple, l'expiation était, après un certain temps, d'autant moins nécessaire, que l'émotion causée par l'infraction à la loi s'était effacée. Cette double considération explique et justifie parfaitement la prescription qui s'accomplit par un *délai plus ou moins long* suivant qu'il s'agit d'un *crime*, d'un *délit* ou d'une simple *contravention*.

— Quand il s'agit d'un *crime*, la peine se prescrit par *vingt années* révolues, à compter de la date de l'arrêt de condamnation. Toutefois, d'é-

fense est faite au condamné de résider dans le département où demeurerait, soit celui sur lequel ou contre la propriété duquel le crime a été commis, soit ses héritiers directs; et le Gouvernement a la faculté de lui assigner un *lieu de domicile*.

Pour les *délits*, la peine se prescrit par *cinq années* révolues, à partir de la date du jugement rendu en dernier ressort, ou à compter du jour où il ne peut plus être attaqué par la voie de l'appel.

Enfin, s'il s'agit de *contraventions* de police, la peine se prescrit par *deux années* révolues à compter de la même époque.

— Il faut remarquer que la prescription atteint seulement la peine qui avait été prononcée dans l'intérêt de la Société. — Les *condamnations civiles* portées par les arrêts ou jugements rendus en matière criminelle, correctionnelle ou de simple police, et devenus irrévocables, sont soumises aux conditions de la prescription civile, c'est-à-dire qu'elles ne se prescrivent que par *trente ans*. (Cod. civ. art. 2262; Cod. instr. crim. art. 648.)

Voy. AMNISTIE; — GRACE.

PENSIONS. — Rentes payées par l'Etat, à titre de rémunération, pour des services civils ou militaires.

— Il est de toute équité que l'Etat récompense ses anciens serviteurs, et qu'après avoir profité de leurs travaux, il ne les abandonne pas sans ressources aux infirmités et aux besoins de la vieillesse. Il n'est pas moins juste de récompenser le soldat de terre ou de mer, qui, pour la défense du pays, a exposé sa vie et parfois donné son sang. — Nous avons cru utile de faire connaître les principales dispositions qui régissent les *pensions civiles*; sans entrer dans autant de détails pour ce qui concerne les *pensions militaires*, nous en dirons cependant quelques mots.

Sect. I. — PENSIONS CIVILES. — (Loi 9 juin 1853; déc. 9 novembre 1853.) — I. CONDITIONS. DU DROIT

A PENSION. — 1. — En règle générale

rale, le droit à pension n'appartient qu'aux fonctionnaires et employés *rétribués directement par l'Etat*. La loi fait une *exception* en faveur d'un certain nombre de fonctionnaires qui, quoique institués par l'Etat ou par ses délégués, reçoivent un traitement payé en tout ou en partie sur les fonds départementaux ou communaux ou même sur les fonds particuliers. Tels sont : 1° les fonctionnaires de l'enseignement, rétribués en tout ou en partie sur les fonds du Département, de la Commune, ou sur le prix de pension payé par les élèves; — 2° les fonctionnaires et employés qui, *sans cesser d'appartenir au cadre permanent d'une Administration publique*, et en conservant leurs droits à l'avancement hiérarchique, sont rétribués, en tout ou en partie, sur les fonds départementaux ou communaux, sur les fonds des compagnies concessionnaires, et même sur les remises et salaires payés par les particuliers. — Cette exception est *motivée* sur ce que les fonctionnaires et employés dont il s'agit conservent leur titre, qu'ils restent inscrits dans le cadre d'avancement hiérarchique, qu'ils continuent à être soumis à l'autorité du Ministre compétent, qui peut les rappeler et même les révoquer, suivant les circonstances.

2. — Les fonctionnaires et employés ayant droit à une pension de retraite supportent, sans pouvoir les répéter dans aucun cas, les *retenues* ci-après :

1° Une retenue de 5 p. 100 sur les sommes payées à titre de traitement fixe ou éventuel, de préciput, de supplément de traitement, de remises proportionnelles, de salaires, ou constituant, à tout autre titre, un émolument personnel; — 2° Une retenue du douzième des mêmes rétributions lors de la première nomination ou dans le cas de réintégration, et du douzième de toute augmentation ultérieure; — 3° Les retenues pour cause de congés et d'absences, ou par mesure disciplinaire.

— Sont *affranchies de ces retenues* les commissions allouées en compte courant par le Trésor aux Trésoriers Payeurs-généraux des Finances. Ces comptables, les Receveurs particuliers et les Percepteurs des contributions directes, ainsi que les agents ressortissant au Ministère des finances, qui sont rétribués par des salaires ou remises variables, supportent ces retenues sur les *trois quarts seulement* de leurs émoluments de toute nature, le dernier quart étant considéré comme indemnité de loyer et de frais de bureau.

3. — Le droit à la pension de retraite est acquis *par ancienneté* à 60 ans d'âge et après 30 ans accomplis de services.

Il suffit de 55 ans d'âge et de 25 ans de services, pour les fonctionnaires qui ont passé 15 ans dans la *partie active*. — La partie active comprend les emplois et grades indiqués au tableau ci-dessous :

DOUANES.	CONTRIBUTIONS INDIRECTES ET TABACS.	FORÊTS.	POSTES.
Capitaines de brigade.	Service général.		
Lieutenants d'embarcation.	Inspecteurs.	Gardes généraux-adjoints.	Courriers et postulants.
Lieutenants de	Sous-Inspecteurs.		
1 ^{re} classe.	Contrôleurs de ville.	Gardes à cheval.	
— 2 ^e classe.	Contrôleurs-receveurs à cheval	Brigadiers.	Facteurs de ville.
— 3 ^e classe.	et à pied.		

DOUANES.	CONTRIBUTIONS INDIRECTES ET TABACS.	FORÊTS.	POSTES.
Brigadiers à cheval et à pied.	Receveurs ambulants à cheval et à pied.	Gardes à pied.	Brigadiers, sous-brigadiers, facteurs ruraux.
Sous-brigadiers à cheval et à pied.	Commis - adjoints à cheval et à pied.	Gardes forestiers-cantonniers.	
Cavaliers et préposés d'ordonnance.	Commis aux exercices.		Facteurs ruraux.
Préposés.	<i>Navigation.</i>		
Patrons et sous-patrons.	Commis - adjoints à pied.		Facteurs locaux.
Matelots.	Commis à pied.		
Mousses.	<i>Garantie.</i>		
Préposés gardes-magasins.	Contrôleurs.		Chargeurs de malles.
Préposés concierges.	Sous-contrôleurs.		
Préposés emballleurs.	Commis aux exercices.		
Préposés peseurs et plombes.	<i>Culture des tabacs.</i>		
	Inspecteurs.		
	Sous-inspecteurs.		
	Contrôleurs.		
	Commis.		
	<i>Octrois.</i>		
	Préposés en chef.		

4. — Est dispensé de la condition d'âge ci-dessus établie le titulaire qui est reconnu par le Ministre hors d'état de continuer ses fonctions.

5. — La pension est basée sur la moyenne des traitements et émoluments de toute nature soumis à retenues, dont l'ayant droit a joui pendant les 6 dernières années d'exercice. — Néanmoins, à l'égard des fonctionnaires rétribués en tout ou en partie sur les fonds départementaux ou communaux, ou sur les fonds particuliers, la moyenne ne peut excéder celle des traitements dont ils au-

raient joui s'ils eussent été rétribués directement par l'Etat.

— La pension est réglée, pour chaque année de services civils, à un soixantième du traitement moyen. Néanmoins, pour 25 ans de services entièrement rendus dans la partie active, elle est de la moitié du traitement moyen, avec accroissement pour chaque année de services en sus, d'un cinquantième du traitement. — En aucun cas, elle ne peut excéder ni les trois quarts du traitement moyen, ni les maximum déterminés au tableau ci-après :

DÉSIGNATION des FONCTIONS, GRADES ET QUOTITÉS DES TRAITEMENTS.	MAXIMUM des PENSIONS.
1^{re} Section.	
AGENTS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES.	
Ambassadeurs.....	12.000 fr.
Ministres plénipotentiaires de 1 ^{re} classe.....	10.000.
Ministres plénipotentiaires de 2 ^e classe et Directeurs de travaux politiques.....	8.000.
Chargés d'affaires en titre.....	6.000.
Premiers secrétaires d'Ambassade ou de Légation de 1 ^{re} classe, et Sous-Directeurs des travaux po- litiques.....	5.000.
Tous autres secrétaires d'Ambassade ou de Légation.....	4.000.
Consuls généraux.....	6.000.
Consuls de 1 ^{re} classe.....	5.000.
— de 2 ^e classe.....	4.000.
Premier Drogman et Secrétaire interprète à Cons- tantinople.....	5.000.
Second Drogman à la même résidence et premiers Drogmans des consulats généraux.....	3.000.
Tous autres Drogmans, Chanceliers d'Ambassade et de Légation.....	2.400.
Chanceliers des Consulats généraux.....	2.400.
Agents consulaires (Vice-Consuls) Français de nation et rétribués directement sur le Trésor, au moyen d'une allocation ordonnancée en leur nom.....	2.000.
Chanceliers de Consulat.....	1.500.
2^e Section.	
Magistrats de l'ordre judiciaire et de la Contr des Comptes, fonctionnaires de l'Enseignement et Ingénieurs des Ponts et Chaussées et des Mines.	2/3 du traitement moyen, sans pouvoir dépas- ser 6.000 fr.
3^e Section.	
Fonctionnaires et Employés des Administrations centrales et du service intérieur des différents Ministères.....	730 fr.
TRAITEMENTS. de 1.000 fr. et au-dessous..... de 1.001 à 2.400.....	2/3 du traitement moyen, sans pouvoir descen- dre au-dessous de 750 fr.

DÉSIGNATION des FONCTIONS, GRADES ET QUOTITÉS DES TRAITEMENTS.		MAXIMUM des PENSIONS.
TRAITEMENTS	de 2.401 à 3.200 fr.....	1.000 fr.
	de 3.201 à 8.000.....	1/2 du traitement moyen.
	de 8.001 à 9.000.....	4.000 fr.
	de 9.001 à 10.500.....	4.500.
	de 10.501 à 12.000.....	5.000.
	au-dessus de 12.000.....	6.000.
FONCTIONNAIRES ET AGENTS A SALAIRES ET REMISES.		
Conservateurs des hypothèques et Receveurs de l'Enregistrement et du Timbre, de 1 ^{re} classe....		3.000 fr.
Conservateurs des hypothèques et Receveurs de l'Enregistrement et du Timbre, de 2 ^e classe....		2.000.
Courriers et postulants courriers des Postes.....		1.000.

6. — Les services dans les armées de terre et de mer concourent avec les services civils pour établir le droit à pension, et sont comptés pour leur durée effective, pourvu toutefois que la durée des services civils soit au moins de 12 ans dans la partie sédentaire, ou de 10 ans dans la partie active.

7. — Les services civils rendus hors d'Europe par les fonctionnaires et employés envoyés d'Europe par le Gouvernement français sont comptés pour moitié en sus de leur durée effective, sans toutefois que cette bonification puisse réduire de plus d'un cinquième le temps des services effectifs exigé pour constituer le droit à pension. Le supplément accordé à titre de traitement colonial n'entre pas dans le calcul du traitement moyen.

Après 15 ans de services rendus hors d'Europe, la pension peut être liquidée à 50 ans d'âge.

8. — A l'égard des agents extérieurs du département des Affaires étrangères et des fonctionnaires de l'enseignement, le temps d'inactivité durant

lequel ils ont été assujettis à la retenue est compté comme service effectif; mais il ne peut être admis dans la liquidation pour plus de 5 ans.

9. — Peuvent exceptionnellement obtenir pension, quels que soient leur âge et la durée de leur service : 1^o Les fonctionnaires et employés qui ont été mis hors d'état de continuer leur service, soit par suite d'un acte de dévouement dans un intérêt public, ou en exposant leurs jours pour sauver la vie d'un de leurs concitoyens, soit par suite de lutte ou combat soutenu dans l'exercice de leurs fonctions ; — 2^o Ceux qu'un accident grave, résultant notoirement de l'exercice de leurs fonctions, met dans l'impossibilité de les continuer.

Dans la première hypothèse, la pension est de la moitié du dernier traitement, sans pouvoir excéder les maximum déterminés au tableau ci-dessus. — Dans la deuxième hypothèse, elle est liquidée, suivant que l'ayant droit appartient à la partie sédentaire ou à la partie active, à raison d'un soixantième ou d'un cinquantième du dernier traitement pour cha-

que année de services civils; elle ne peut être inférieure au sixième dudit traitement.

— Peuvent également obtenir pension, s'ils comptent 50 ans d'âge et 20 ans de services dans la partie sédentaire ou 45 ans d'âge et 15 ans de services dans la partie active, ceux que des infirmités graves, résultant de l'exercice de leurs fonctions, mettent dans l'impossibilité de les continuer, ou dont l'emploi a été supprimé. — La pension est liquidée à raison d'un soixantième ou d'un cinquantième du traitement moyen pour chaque année de services civils.

II. DROITS DES VEUVES ET ORPHELINS. — 1. — A droit à pension la veuve du fonctionnaire qui a obtenu une pension de retraite, ou qui a accompli la durée de services exigée, pourvu que le mariage ait été contracté 6 ans avant la cessation des fonctions du mari.

La pension de la veuve est du tiers de celle que le mari avait obtenue ou à laquelle il aurait eu droit. Elle ne peut être inférieure à 100 fr., sans toutefois excéder celle que le mari aurait obtenue ou pu obtenir.

Le droit à pension n'existe pas pour la veuve dans le cas de séparation de corps prononcée sur la demande du mari.

— Lorsqu'un fonctionnaire ou employé est décédé avant d'avoir accompli le temps de services réglementaire, la veuve n'a pas droit à pension. — Toutefois une exception est faite en faveur : 1° de la veuve du fonctionnaire ou employé qui, dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions, a perdu la vie dans un naufrage ou par suite d'un acte de dévouement dans un intérêt public; — 2° de la veuve dont le mari a perdu la vie par un accident grave résultant notoirement de l'exercice de ses fonctions. — Il est accordé à la veuve une pension qui est, dans le premier cas, des deux tiers, et dans le second cas, du tiers de celle que le mari a obtenue ou aurait pu obtenir. — Dans l'une ou l'autre hypothèse, il

suffit que le mariage ait été contracté antérieurement à l'événement qui a amené la mort ou la mise à la retraite du mari.

— Lorsqu'un employé, ayant servi alternativement dans la partie active et dans la partie sédentaire, décède avant d'avoir accompli les 30 années de services exigées pour constituer le droit à pension de sa veuve, un cinquième de son temps de services dans la partie active est ajouté fictivement en sus du service effectif pour compléter les 30 années nécessaires. La liquidation ne s'opère néanmoins que sur la durée effective des services.

2. — L'orphelin ou les orphelins mineurs d'un fonctionnaire ou employé ayant obtenu sa pension, ou ayant accompli la durée de services exigée, ou ayant perdu la vie dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions, ou par suite d'un acte de dévouement dans l'intérêt public, ont droit à un secours annuel lorsque la mère est ou décédée, ou inhabile à recueillir la pension, ou déchuë de ses droits.

Ce secours est, quel que soit le nombre des enfants, égal à la pension que la mère aurait obtenue.

Il est partagé entre eux par égales portions, et payé jusqu'à ce que le plus jeune des enfants ait atteint l'âge de 21 ans accomplis, la part de ceux qui décèderaient ou celle des majeurs faisant retour aux mineurs.

— S'il existe une veuve et un ou plusieurs orphelins mineurs provenant d'un mariage antérieur du fonctionnaire, il est prélevé sur la pension de la veuve, et sauf réversibilité en sa faveur, un quart au profit de l'orphelin du premier lit, s'il n'en existe qu'un en âge de minorité, et la moitié s'il en existe plusieurs.

III. JUSTIFICATION DU DROIT À PENSION. — 1. — Le fonctionnaire admis à la retraite doit produire, indépendamment de son acte de naissance et d'une déclaration de domicile :

1° Pour la justification des services

civils : un extrait dûment certifié des registres et sommiers de l'Administration ou du Ministère auquel il a appartenu, énonçant ses nom et prénoms, sa qualité, la date et le lieu de sa naissance, la date de son entrée dans l'emploi avec traitement, la série de ses grades et services, l'époque et les motifs de leur cessation et le montant du traitement dont il a joui pendant chacune des 6 dernières années de son activité.

Lorsqu'il n'a pas existé de registres, ou que tous les services administratifs ne se trouvent pas inscrits sur les registres existants, il y est suppléé, soit par un certificat du chef ou des chefs compétents des Administrations où l'employé a servi, relatant les indications ci-dessus énoncées, soit par un extrait des comptes et états d'embarquement certifié par le greffier de la Cour des Comptes.

Les services civils rendus hors d'Europe sont constatés par un certificat distinct délivré par le Ministre compétent.

A défaut de ces justifications, et lorsque, pour cause de destruction des archives dont on aurait pu les extraire, ou du décès des fonctionnaires supérieurs, l'impossibilité de les produire a été prouvée, les services peuvent être constatés par acte de notoriété.

2° *Pour la justification des services militaires de terre et de mer* : Un certificat directement émané du Ministère de la guerre ou de celui de la marine.

— Les services des employés de Préfecture et de Sous-Préfecture sont justifiés par un certificat du Préfet ou du Sous-Préfet, constatant que le titulaire a été rétribué par des fonds d'abonnement, et ce certificat doit être visé par le Ministre de l'Intérieur.

2. — Les veuves prétendant à pension doivent produire, indépendamment des pièces que leur mari aurait été tenu de fournir : 1° leur acte de naissance; — 2° l'acte de décès de l'employé ou du fonctionnaire; — 3° l'acte de célébration du mariage;

— 4° un certificat de non-séparation de corps, et, si le mariage est antérieur à la loi de 1816, un certificat de non-divorce; — 5° dans le cas où il y aurait eu séparation de corps, la justification que cette séparation a été prononcée sur la demande de la femme.

3. — Les orphelins prétendant à pension doivent fournir, indépendamment des pièces que leur père aurait été tenu de produire : 1° leur acte de naissance; — 2° l'acte de décès de leur père; — 3° l'acte de célébration du mariage de leurs père et mère; — 4° une expédition ou un extrait de l'acte de tutelle; — 5° en cas de prédécès de la mère, son acte de décès; — 6° en cas de séparation de corps, expédition du jugement qui a prononcé la séparation, ou certificat du greffier du Tribunal qui a rendu le jugement; — 7° en cas de second mariage, acte de célébration.

4. — Les veuves ou orphelins prétendant à pension doivent produire le brevet délivré à leur mari ou père, lorsqu'il est décédé en jouissance de pension, ou une déclaration constatant la perte de ce titre.

5. — Si le fonctionnaire a été *justiciable direct de la Cour des Comptes*, soit en deniers, soit en matières, il doit produire un certificat de la comptabilité générale des Finances ou du Ministère compétent constatant, sauf justification ultérieure du *quitus* de la Cour des comptes, que la vérification provisoire de sa gestion ne révèle aucun débet à sa charge. — Si le prétendant à pension n'est *pas justiciable direct de la Cour des Comptes*, sa situation en fin de gestion est constatée par un certificat du comptable supérieur duquel il relève.

6. — Les *enfants orphelins* des fonctionnaires décédés pensionnaires ne peuvent obtenir des secours à titre de réversion qu'autant que le mariage dont ils sont issus a *précédé la mise à la retraite* de leur père.

7. — Lorsque le fonctionnaire a droit à pension comme *hors d'état de continuer son service*, soit par suite d'un *acte de dévouement* dans un inté-

rêt public, soit par suite de *lutte* ou combat soutenu dans l'exercice de ses fonctions, ou lorsque le droit existe pour la veuve du fonctionnaire qui a perdu la vie dans l'une de ces circonstances, — l'événement donnant ouverture au droit à pension doit être constaté par un *procès-verbal* en due forme dressé sur les lieux et au moment où il est survenu. A défaut de *procès-verbal*, cette constatation peut s'établir par un acte de notoriété rédigé sur la déclaration des témoins de l'événement ou des personnes qui ont été à même d'en connaître et d'en apprécier les conséquences. Cet acte doit être corroboré par les attestations conformes de l'Autorité municipale et des supérieurs immédiats du fonctionnaire.

8. — Dans le cas d'*infirmités graves* résultant notoirement de l'exercice des fonctions et mettant dans l'impossibilité de les continuer, ces infirmités et leurs causes sont constatées par les *médecins qui ont donné leurs soins* au fonctionnaire et par un *médecin désigné par l'Administration et assermenté*. Ces certificats doivent être corroborés par l'attestation de l'Autorité municipale et celle des supérieurs immédiats du fonctionnaire.

IV. LIQUIDATION. — JOUISSANCE.

— 1. — L'admission du fonctionnaire à faire valoir ses droits à la retraite est prononcée par l'Autorité qui a qualité pour prononcer sa révocation. — A peine de *déchéance*, la demande de pension doit être adressée, avec les pièces à l'appui, dans le *délai de 5 ans*, à partir du jour de l'admission à la retraite. La même *déchéance* court contre la veuve, du jour du décès du fonctionnaire, et, contre les orphelins, du jour du décès de leur père ou de leur mère.

2. — Les pensions sont liquidées d'après la *durée des services*, en négligeant sur le résultat final du décompte les *fractions de mois* et de *franc*.

Les *services civils* ne sont comptés que de la date du *premier traitement d'activité* et à partir de l'âge de 20

ans accomplis. Le temps de *surnumérariat* n'est compté dans aucun cas.

3. — La liquidation est faite par le Ministre compétent, qui la soumet à l'examen du *Conseil d'Etat* avec l'avis du *Ministre des Finances*. Le décret de concession est inséré au *Bulletin des Lois*.

4. — La jouissance de la pension commence du jour de la cessation du traitement, ou du lendemain du décès du fonctionnaire; celle du secours annuel, du lendemain du décès du fonctionnaire ou de celui de la veuve. — Il ne peut, en aucun cas, y avoir lieu au *rappel de plus de 3 années d'arrérages antérieurs* à la date de l'insertion au *Bulletin des Lois* du décret de concession.

5. — Les pensions sont *incessibles*. Aucune *saisie* ou *retenue* ne peut être opérée du vivant du pensionnaire, que jusqu'à concurrence d'un *cinquième pour débet envers l'Etat*, ou pour des *créances privilégiées*, aux termes de l'article 2101 du Code civil (voy. PRIVILÈGE, I, § 1^{er}), et d'un tiers dans les circonstances prévues par les articles 203, 205, 206, 207 et 214 du même Code (*entretien des enfants; aliments dus à un ascendant, ou à un descendant, à un beau-père, une belle-mère, ou à un gendre ou à une belle-fille; pension alimentaire à fournir à la femme*). — Voy. MARIAGE, V.

6. — Tout fonctionnaire, ou employé *démissionnaire, destitué, révoqué* d'emploi, perd ses droits à la pension. S'il est remis en activité, son premier service lui est compté.

Celui qui est constitué en *déficit* pour *détournement* de deniers ou de matières, ou convaincu de *malversations*, perd ses droits à la pension, lors même qu'elle aurait été liquidée ou inscrite. — La même disposition est applicable au fonctionnaire convaincu de s'être *démis* de son emploi *à prix d'argent*, et à celui qui a été condamné à une *peine afflictive* ou *infamante*. Dans ce dernier cas, s'il y a *réhabilitation*, les droits à la pension sont rétablis.

7. — Lorsqu'un pensionnaire est

remis en activité dans le même service, le paiement de sa pension est suspendu. Lorsqu'il est remis en activité dans un service différent, il ne peut cumuler sa pension et son traitement que jusqu'à concurrence de 1,500 fr.

Après la cessation de ses fonctions, il peut rentrer en jouissance de son ancienne pension, ou obtenir, s'il y a lieu, une nouvelle liquidation basée sur la généralité de ses services.

8. — Le droit à l'obtention ou à la jouissance d'une pension est suspendu par les circonstances qui font perdre la qualité de Français, durant la privation de cette qualité (voy. FRANÇAIS, II).

La liquidation ou le rétablissement de la pension ne peut donner lieu à aucun rappel pour les arrérages antérieurs.

9. — Les pensions et secours annuels sont payés par trimestre; ils sont rayés des livres du Trésor après 3 ans de non-réclamation, sans que leur rétablissement donne lieu à aucun rappel d'arrérage antérieur à la réclamation. — La même déchéance est applicable aux héritiers ou ayants cause des pensionnaires qui n'ont pas produit la justification de leurs droits dans les 3 ans qui suivent la date du décès de leur auteur.

10. — Le cumul de deux pensions est autorisé dans la limite de 6,000 fr., pourvu qu'il n'y ait pas double emploi dans les années de services présentées pour la liquidation. — Cette disposition n'est pas applicable aux pensions que des lois spéciales ont affranchies des prohibitions du cumul. Telles sont la plupart des pensions accordées à titre de récompense nationale.

Sect. II. — PENSIONS MILITAIRES. — (Loi 11 et 18 avril 1831; ord. roy. 2 juillet 1831 et 26 janvier 1832; lois 26 avril 1855 (art. 19), 26 avril 1856; 25 juin 1861.)

I. CONDITIONS DU DROIT A PENSION.

1. — Elles diffèrent suivant qu'il s'agit d'une pension pour cause d'ancienneté de services, ou d'une pension par suite de blessures ou d'infirmités.

§ 1^{er}. — Pensions d'ancienneté. — Dans l'armée de terre, le droit à la pension de retraite, par ancienneté, est acquis à trente ans accomplis de services effectifs pour les Officiers; — à vingt-cinq ans pour les Sous-Officiers, Caporaux, Brigadiers et Soldats. — Aucune condition d'âge n'est exigée. Les années de service se comptent de l'âge où il est permis de contracter un engagement volontaire, c'est-à-dire à partir de 18 ans.

Dans l'armée de mer, le droit à la pension de retraite d'ancienneté est acquis, pour les Officiers comme pour les marins de tout grade, à vingt-cinq ans accomplis de service effectif. — Aucune condition d'âge n'est exigée. Les années se comptent à partir de 16 ans.

— Chaque année de service au delà des termes ci-dessus fixés, et chaque année de campagne ajoutent à la pension un 20^e de la différence du minimum au maximum. Le maximum est acquis, dans l'armée de terre, à 50 ans, et, dans l'armée de mer, à 45 ans de services, campagnes comprises.

§ 2. — Pensions pour cause de blessures ou d'infirmités. — Les blessures donnent droit à la pension de retraite, lorsqu'elles sont graves et incurables, et qu'elles proviennent d'événements de guerre ou d'accidents éprouvés dans un service commandé.

— Les infirmités donnent le même droit lorsqu'elles sont graves et incurables, et qu'elles sont reconnues provenir des fatigues ou dangers du service militaire. — Le droit à pension est immédiat si les blessures ou infirmités ont occasionné la cécité, l'amputation ou la perte absolue de l'usage d'un ou de plusieurs membres. — Dans les cas moins graves, elles ne donnent lieu à la pension que sous les conditions suivantes : 1^o Pour l'Officier, si elles le mettent hors d'état de rester en activité et lui ôtent la possibilité d'y rentrer ultérieurement; — 2^o pour tout individu au-dessous du rang d'Officier, si elles le mettent hors d'état de servir et de pourvoir à sa subsistance.

Pour l'amputation d'un membre ou la perte absolue de l'usage de deux membres, la pension est réglée au *maximum*. — En cas d'amputation de deux membres, ou de la perte totale de la vue, ce *maximum* est augmenté, pour les Officiers, de 20 p. 100, et pour les Sous-Officiers, Caporaux, Brigadiers et Soldats, de 30 p. 100.

2. — Le *taux* de la pension se règle sur le *grade* du titulaire au moment de son admission à la retraite. Les *tarifs* actuels ont été fixés par la loi du 25 juin 1861 pour l'armée de terre, et par celle du 26 juin 1861 pour l'armée de mer.

3. — Ont droit *exceptionnellement*, après 25 ans de services effectifs, au *minimum* de la pension de retraite attribuée à leur grade, les Officiers mis en non-activité pour *infirmités temporaires*, lorsqu'ils ont été reconnus par un Conseil d'enquête non susceptibles d'être rappelés à l'activité.

4. — Les pensions militaires et leurs arrérages sont *incessibles* et *insaisissables*, excepté dans le cas de *débet* envers l'Etat ou dans les circonstances prévues par les articles 203 et 205 du Code civil, c'est-à-dire lorsqu'il s'agit des *aliments* que se doivent réciproquement les descendants et les ascendants, ou enfin dans l'hypothèse de la condamnation du mari à payer à sa femme une *pension alimentaire*. Dans ces divers cas, les pensions militaires sont passibles de retenues qui ne peuvent excéder le *cinquième* de leur montant pour cause de *débet*, et le tiers pour *aliments*.

5. — Le droit à la jouissance des pensions militaires est *suspendu* : par la condamnation à une peine afflictive ou infamante, pendant la durée de la peine; — par les circonstances qui font perdre la qualité de Français, durant la privation de cette qualité; — par la résidence hors de France, sans l'autorisation du chef de l'Etat, lorsque le titulaire de la pension est Français ou naturalisé Français.

II. DROITS DES VEUVES ET OR-

PHÉLINS. — 1. — Ont droit à une *pension viagère* : 1° Les veuves de militaires ou marins tués dans un combat ou dans un service commandé; — 2° les veuves des militaires ou marins qui ont péri à l'armée ou hors d'Europe, sur les bâtiments de l'Etat ou dans les Colonies, et dont la mort a été causée, soit par des événements de guerre, soit par des maladies contagieuses ou endémiques, aux influences desquelles ils ont été soumis par les obligations de leur service; — 3° les veuves de militaires ou marins morts des suites des blessures reçues, soit dans un combat, soit dans un service commandé, pourvu que le mariage soit antérieur à ces blessures; — 4° les veuves de militaires ou marins morts en jouissance de la pension de retraite, ou en possession des droits à cette pension, pourvu que le mariage ait été contracté 2 ans avant la cessation de l'activité du mari, ou qu'il y ait eu un ou plusieurs enfants issus du mariage antérieur à cette cessation.

— En cas de *séparation de corps* prononcée sur la demande de son mari, la femme ne peut prétendre à la pension de veuve, et les enfants, s'il y en a, sont considérés comme orphelins.

2. — Après le décès de la mère, ou lorsqu'elle se trouve déchu de ses droits à la pension, l'enfant ou les enfants mineurs du militaire ou marin mort dans les cas ci-dessus prévus, ont droit, quel que soit leur nombre, à un secours annuel égal à la pension que la mère aurait pu obtenir. Ce secours leur est payé jusqu'à ce que le plus jeune ait atteint l'âge de 21 ans accomplis, la part des majeurs étant réversible sur les mineurs.

3. — La pension des veuves de militaires ou marins est fixée au quart du *maximum* de la pension d'ancienneté affectée au grade dont le mari était titulaire, quelle que soit la durée de son activité dans ce grade. — Néanmoins, la pension des veuves des *Maréchaux de France* et

des *Amiraux* est fixée à 6,000 fr. — Celle des veuves des *Caporaux*, *Brigadiers*, *Soldats* ou *Marins* ne peut être moindre de 100 fr.

Est élevée du quart à la moitié du dit maximum la pension accordée aux veuves : 1° des militaires ou marins tués sur le champ de bataille; — 2° des militaires ou marins qui ont péri à l'armée, et dont la mort a été causée par des événements de guerre; — 3° des militaires ou marins morts des suites de blessures reçues dans les mêmes circonstances, pourvu que le mariage soit antérieur à ces blessures. — Le bénéfice de ces dispositions est applicable aux secours annuels accordés aux orphelins des militaires ou marins dont il s'agit.

PERCEPTEUR. — Agent chargé du recouvrement des contributions directes.

1. — Les Perceptions sont divisées en 5 classes :

La 1^{re} comprend les emplois d'un produit supérieur à . . . 8,000 fr.
La 2^{me} — de 5,001 à 8,000 —
La 3^{me} — de 3,601 à 5,000 —
La 4^{me} — de 2,401 à 3,600 —
La 5^{me} — de 2,400 et au-dessous.

2. — Les Percepteurs *surnuméraires* sont placés dans chaque département, celui de la Seine excepté. (On en compte 1 sur 14 Perceptions environ.)

— Pour être nommé Percepteur *surnuméraire*, il faut avoir 21 ans au moins, 30 ans au plus, justifier de moyens d'existence pendant la durée du *surnumérariat*, et subir avec succès un examen d'aptitude passé devant une Commission désignée par le Préfet.

— Tout aspirant au *surnumérariat* doit adresser sa demande au Trésorier Payeur Général du département dans lequel il désire être placé, en y joignant un extrait authentique de son acte de naissance.

— Les Percepteurs *surnuméraires* sont nommés par le Préfet sur une liste triple de candidats que lui présente le Trésorier Payeur Général.

Ils prêtent *serment* avant d'entrer en fonctions et doivent demeurer au moins 2 ans en exercice pour passer Percepteurs.

3. — Les Percepteurs sont nommés par le Ministre des Finances et sont placés sous les ordres des Trésoriers Payeurs Généraux et des Receveurs Particuliers. — Le Préfet ne fait des propositions que pour les Percepteurs de 5^{me} classe; le Ministre nomme d'office les titulaires des Perceptions des quatre premières classes.

4. — Sont dispensés des conditions de *surnumérariat* et admissibles aux Perceptions de diverses classes :

1° Les individus qui justifient de 7 ans au moins de services administratifs rétribués directement par l'Etat, ou de services militaires; — 2° Ceux que des blessures reçues dans un service commandé ont mis hors d'état de continuer leur carrière; — 3° Les employés des Administrations publiques dont l'emploi vient à être supprimé.

5. — La limite d'âge d'admission est de 50 ans. Les anciens militaires ont jusqu'à 55 ans.

6. — Les Percepteurs sont tenus de fournir un *cautionnement* dont le taux varie suivant l'importance de la Perception.

PÈRE. — VOY. MARIAGE; — PATERNITÉ ET FILIATION; — PUISSANCE PATERNELLE; — TUTELLE.

PÉREMPTION D'INSTANCE. — (Cod. proc. civ. art. 397-401.)

C'est l'extinction d'une instance par la *discontinuation de poursuites* pendant 3 ans. Elle n'a pas lieu cependant de plein droit, et doit être *formellement demandée* : elle est couverte par les actes valables que fait l'une ou l'autre des parties avant cette demande.

La péremption a été introduite pour abrégier les procès et pour déjouer la mauvaise foi du plaideur qui voudrait fatiguer son adversaire en traînant la procédure en longueur, ou qui se flatterait peut-être, à la faveur de l'incertitude des droits que le temps entraîne souvent à sa suite,

de faire perdre de vue les véritables éléments de la contestation.

1. — Le délai de 3 ans exigé pour la péremption est *prolongé* de 6 mois dans tous les cas où il y a lieu à demande en reprise d'instance, ou constitution de nouvel avoué, c'est-à-dire en cas de mort de l'une des parties, ou de décès, démission, interdiction, destitution des avoués.

2. — La péremption n'éteint pas l'action; elle emporte seulement extinction de la procédure, d'où il résulte que les parties se trouvent replacées dans la position qu'elles avaient avant l'introduction de l'instance. Il faut toutefois remarquer que, si le délai de la prescription s'était accompli durant l'instance qui vient à être périmée, la prescription serait réellement acquise, et, par suite, l'action elle-même serait éteinte.

3. — En cas de péremption, le demandeur principal est condamné à tous les frais de la procédure périmée.

4. — L'article 15 du Code de procédure civile fixe un *délai beaucoup plus court* pour la péremption des instances portées devant le Juge de paix quand un interlocutoire (voy. ce mot) a été ordonné.

Dans ce cas, la cause doit être jugée définitivement au plus tard dans le délai de 4 mois à partir du jour du jugement interlocutoire : après ce délai, l'instance est périmée de droit. — Si c'est par la *faute du Juge*, il est passible de *dommages-intérêts*.

En édictant cette disposition, le législateur a voulu obtenir le prompt jugement de contestations qui ont ordinairement peu d'importance, et qui, d'ailleurs, eu égard à la simplicité des formes de procéder de la Justice de paix, peuvent recevoir une solution rapide.

5. — La péremption court contre l'Etat, les *Établissements publics*, et toutes personnes même mineures, sauf leur recours contre les administrateurs et tuteurs.

PERFECTIONNEMENT. (BREVET DE) — Voy. BREVET D'INVENTION, VI.
PERMIS DE CHASSE. — Voy. CHASSE.

PERSONNELLE. (ACTION) — Voy. ACTION PERSONNELLE.

PERSONNELLE ET MOBILIÈRE. (CONTRIBUTION) — (Loi 21 avril 1832.) — Cette contribution se compose de deux impôts distincts que la loi du 21 avril 1832 a réunis : l'un, dit *impôt personnel*, consiste dans le paiement d'une somme égale à la valeur de 3 journées de travail, dont le prix moyen est fixé, chaque année, par le Conseil général, sans pouvoir être évalué à moins de 50 centimes ni à plus de 1 fr. 50 c. la journée; l'autre, dit *impôt mobilier*, est proportionné à la valeur locative de l'habitation.

1. — La contribution personnelle et mobilière est due par tout habitant, français ou étranger domicilié dans la Commune depuis un an, jouissant de ses droits, et non déclaré indigent par le Conseil municipal.

Sont considérés comme jouissant de leurs droits les veuves et les femmes séparées de leurs maris; les garçons et filles majeurs ou mineurs ayant des moyens suffisants d'existence, soit par leur fortune personnelle, soit par la profession qu'ils exercent, lors même qu'ils habitent avec leur père, mère, tuteur ou curateur.

2. — La *taxe personnelle* n'est due que dans la Commune où réside le contribuable. La *taxe mobilière* frappe sur toute habitation meublée, dans quelque Commune qu'elle soit située, même si cette habitation n'est pas celle du domicile.

3. — La contribution personnelle et mobilière étant établie pour l'année entière, lorsqu'un contribuable vient à décéder dans le courant de l'année, ses héritiers sont tenus d'acquitter le montant de sa cote. En cas de *déménagement* hors du ressort de la perception, comme en cas de *vente volontaire* ou *forcée*, la contribution personnelle et mobilière est

exigible pour la *totalité de l'année courante*.

4. — Les *propriétaires et principaux locataires* répondent de la contribution due par les locataires démenagés, à moins qu'ils n'aient donné avis du déménagement au Percepteur, un mois d'avance, ou, si le déménagement a été *furtif*, qu'ils ne l'aient fait constater, dans les 3 jours, par le Maire, le Juge de paix ou le Commissaire de police. Ils sont, dans tous les cas, responsables de la contribution des personnes logées en garni.

5. — Dans les villes où il y a un octroi, la contribution personnelle et mobilière peut, sur la demande du Conseil municipal et en vertu d'un décret du Président de la République, être *convertie* en une somme à prélever sur le produit de l'octroi.

6. — Le *produit* de la contribution personnelle et mobilière *fixé*, au budget de 1869, à la somme de 52,650,000 fr., est évalué, pour 1873, à 54,639,000 fr.

7. — Pour ce qui concerne le mode de recouvrement, de *réclamation*, etc., voy. CONTRIBUTIONS, sect. I.

PERTE DE LA CHOSE. — Voy. OBLIGATIONS, IV, § 6.

PÉTITION. (DROIT DE) — Les citoyens peuvent adresser leurs réclamations à l'Assemblée nationale.

Sur le rapport qui en est fait, en séance publique, l'Assemblée nationale vote la *question préalable*, si la pétition est conçue en termes injurieux ou inconvenants; — l'*ordre du jour*, si elle ne paraît susceptible d'aucune suite; — le *renvoi au Ministre compétent*, si elle semble fondée.

PÉTITOIRE. — (Cod. proc. civ. art. 25-27.)

C'est la poursuite intentée à l'effet de ressaisir la possession d'un bien qui est détenu par un tiers, en justifiant qu'on en a la propriété.

L'action *pétitoire* est opposée à l'action *possessoire*, qui oblige seulement celui qui l'intente à justifier qu'il est réellement en possession

ou qu'il en a été privé par force et par violence. — Voy. ACTION POSSESSOIRE.

— Quand il y a contestation au possessoire et au pétitoire, on instruit et on juge d'abord le possessoire : après quoi, celui contre qui la *complainte* ou la *réintégrande* a été jugée peut poursuivre le pétitoire.

PHARMACIEN. — (Loi 21 germinal an xi (11 avril 1803); déc. 22 août 1854.) — Du grec *pharmakon*, remède.

1. — Nul ne peut exercer cette profession sans un *diplôme*.

2. — Il existe deux *diplômes* de pharmacien : celui de *première classe*, valable dans toute la France; celui de *deuxième classe*, valable seulement pour le département choisi par le candidat au moment de son inscription.

— Pour obtenir le *diplôme de première classe*, il faut : 1° être *bachelier ès sciences*; — 2° avoir pris des *inscriptions* et suivi les cours pendant 3 années dans une *Ecole supérieure de pharmacie* (voy. ÉCOLES SUPÉRIEURES DE PHARMACIE), ou pendant 2 ans et demi dans une *Ecole préparatoire* (voy. ÉCOLES PRÉPARATOIRES DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE), et une année dans une *Ecole supérieure*; — 3° justifier, depuis l'âge de 16 ans, de 3 années de *stage* dans une pharmacie; — 4° subir avec succès 5 *examens semestriels* et 3 *examens de fin d'études* devant une *Ecole supérieure de pharmacie*, sur la *chimie*, la *physique*, la *toxicologie*, la *pharmacie*, la *botanique*, la *zoologie*, la *minéralogie* et l'*histoire médicale*. — Le *dernier examen* ne peut être subi avant l'âge de 25 ans. — Les *droits* des inscriptions, des travaux pratiques, des examens et du *diplôme* s'élèvent à 1,390 fr.

— Pour obtenir le *diplôme de deuxième classe*, il faut : 1° produire un *certificat d'examen de grammaire* (portant sur les matières qui font l'enseignement de la classe de 4° des Lycées, et subi devant un jury spécial qui se réunit, chaque année, au

chef-lieu de l'Académie); — 2° avoir pris des *inscriptions* et suivi les cours pendant une année dans une Ecole supérieure de pharmacie, ou pendant une année et demie dans une Ecole préparatoire; — 3° justifier, en dehors du temps d'études, de 6 années de *stage* dans une pharmacie (2 années de stage peuvent être *compensées* par une année d'études); — 4° subir avec succès un *examen semestriel* et 3 *examens de fin d'année* devant une Ecole supérieure ou une Ecole préparatoire sur la *chimie*, la *physique*, la *toxicologie*, l'*histoire naturelle médicale* et la *pharmacie*. — Le dernier examen ne peut être subi avant l'âge de 25 ans. — Les droits des inscriptions, des travaux pratiques, des examens et du diplôme s'élèvent à 660 fr.

3. — Les *Officiers de santé* établis dans les localités où il n'y a pas de pharmaciens ayant *officine ouverte* peuvent fournir des médicaments simples ou composés aux personnes près desquelles ils sont appelés, mais sans avoir le droit de tenir une *officine ouverte*.

4. — Les pharmaciens ne peuvent livrer et débiter des préparations médicales ou drogues *composées* quelconques, que d'après la *prescription* des *Médecins*, *Chirurgiens* ou *Officiers de santé* et sur leur signature. Ils doivent se conformer pour les préparations et compositions aux formules décrites dans le *Codex* (voy. ce mot).

5. — Chaque pharmacie est *visitée* au moins une fois par an.

6. — Sont applicables aux pharmaciens les dispositions concernant les médecins en ce qui touche le *privilege* de leurs créances, la *prescription* de leur action et l'*incapacité de profiter des dispositions entre-vifs ou testamentaires* faites par la personne qu'ils ont soignée pendant la maladie dont elle meurt. — Voy. MÉDECIN, 3, 5 et 6.

7. — Voy. AVORTEMENT, 2; — REMÈDES SECRETS; — RÉVÉLATION DE SECRETS; — SUBSTANCES VÉNÉNEUSES.

PIEDS CORNIERS. — Gros arbres

qui marquent les limites des coupes dans les bois et forêts.

Le Code pénal (art. 456) punit le *déplacement* ou la *suppression* des pieds corniers d'un *emprisonnement* d'un mois à un an, et d'une *amende* égale au quart des restitutions et dommages-intérêts, sans que, dans aucun cas, elle puisse être au-dessous de 50 fr.

PIERRERIES. — 1. — Le mot *meuble employé seul*, sans autre addition ni désignation, est déclaré par l'article 535 du Code civil ne pas comprendre les pierreries. — Voy. BIENS.

2. — Quiconque trompe l'acheteur sur la *qualité* d'une pierre fausse vendue pour fine est passible d'un *emprisonnement* de 3 mois au moins, d'un an au plus, et d'une *amende* qui ne peut excéder le quart des restitutions et dommages-intérêts, ni être au-dessous de 50 fr. — L'objet du délit ou sa valeur, s'ils appartiennent encore au vendeur, sont *confisqués*. — Le Tribunal peut ordonner l'*affiche du jugement* dans les lieux qu'il détermine et son *insertion intégrale* ou par extrait dans tous les *journaux* qu'il désigne, le tout aux *frais* du condamné. (Cod. pén. art. 423.)

PIGEONS. — 1. — Les pigeons des *colombiers* sont considérés comme *immeubles par destination* : il en est différemment des pigeons de *volière*, qui sont regardés comme biens *meubles*. (Cod. civ. art. 524.) — Voy. BIENS.

2. — Les pigeons qui passent dans un autre colombier appartiennent au propriétaire de ce colombier, pourvu qu'ils n'y aient point été attirés par fraude et artifice. (Cod. civ. art. 564.)

3. — Les propriétaires ont le droit de tuer les pigeons sur leur terrain, aux époques où l'intérêt de l'agriculture exige qu'ils soient *enfermés*. (Déc. 4 août 1789, art. 2.)

PILOTE LAMANEUR. — Voy. LAMANEUR.

PLANTATIONS. — 1. — Toutes plantations sur un terrain sont *présomées faites par le propriétaire*, à

ses frais, et lui appartenir, si le contraire n'est prouvé. (Cod. civ. art. 553.)

2. — Le propriétaire du sol qui a fait des plantations avec des arbres ou arbustes qui ne lui appartenaient pas doit en payer la valeur et, s'il y a lieu, des dommages-intérêts; mais le propriétaire des arbres n'a pas le droit de les enlever. (Cod. civ. art. 554.)

3. — Lorsque les plantations ont été faites par un tiers et avec ses arbres ou arbustes, le propriétaire du fonds a le droit ou de les retenir, ou d'obliger ce tiers à les enlever. — Si le propriétaire du fonds demande la suppression des plantations, elle est aux frais de celui qui les a faites, sans aucune indemnité pour lui; il peut même être condamné à des dommages-intérêts, s'il y a lieu, pour le préjudice éprouvé par le propriétaire du fonds. — Si ce dernier préfère conserver les plantations, il doit en rembourser la valeur et le prix de la main-d'œuvre, sans avoir égard à la plus ou moins grande augmentation de valeur que le fonds a pu recevoir. Néanmoins, si les plantations ont été faites par un tiers évincé, qui était de bonne foi, le propriétaire n'en peut demander la suppression; il a seulement le choix, ou de rembourser la valeur des matériaux et le prix de la main-d'œuvre, ou de payer une somme égale à celle dont le fonds a augmenté de valeur. (Cod. civ. art. 555.)

4. — Il n'est permis de planter des arbres de haute tige qu'à la distance prescrite par les règlements ou usages locaux; et, à défaut de règlements ou usages, qu'à la distance de deux mètres de la ligne séparative des deux héritages pour les arbres à haute tige, et à celle d'un demi-mètre pour les autres arbres et haies vives.

Le voisin peut exiger que les arbres et haies plantés à une moindre distance soient arrachés. — Celui sur la propriété duquel avancent les branches des arbres du voisin, peut contraindre celui-ci à couper ces branches. — Si ce sont les racines qui

avancent sur son héritage, il a le droit de les y couper lui-même. (Cod. civ. art. 671, 672.)

5. — Dans le but d'encourager les plantations des terrains en culture ou en friche, la loi du 3 frimaire an vii (23 novembre 1798) dispose :

1° Que la contribution foncière des terres en friche depuis 10 ans, qui sont plantées ou semées en bois, ne peut être augmentée pendant les 30 premières années du semis ou de la plantation; — 2° Que la cotisation des terres vaines ou vagues, ou en friche depuis 15 ans, qui sont plantées en vignes, mûriers ou autres arbres fruitiers ne peut être augmentée pendant les 20 premières années de la plantation; — 3° Que le revenu imposable des terrains déjà en valeur, qui sont plantés en vignes, mûriers et autres arbres fruitiers, ne peut être évalué pendant les 15 premières années de la plantation, qu'au taux de celui des terres d'égale valeur non plantées; — 4° Que le revenu imposable des terrains déjà en valeur, qui sont plantés ou semés en bois, n'est évalué, pendant les 30 premières années de la plantation ou du semis, qu'au quart de celui des terres d'égale valeur non plantées.

— Pour jouir de ces avantages, le propriétaire est tenu de faire à la Sous-Préfecture, avant de commencer la plantation ou le semis, une déclaration détaillée des terrains qu'il veut améliorer. Cette déclaration doit être remise en double, dont une sur papier timbré, et accompagnée d'un extrait du rôle des contributions et de la quittance des douzièmes échus.

6. — Pour ce qui concerne les plantations d'arbres auxquelles sont assujettis les propriétaires riverains des routes nationales et départementales, le long de ces routes (Déc. 16 décembre 1811, tit. viii; Loi 12 mai 1825), voy. ARBRES, 8.

PLANTS. — Nom donné aux jeunes arbres des forêts ou des pépinières.

1. — Le Code forestier porte (art. 195): « Quiconque arrachera des plants

dans les bois et forêts sera puni d'une amende qui ne pourra être moindre de 10 fr., ni excéder 300 fr.; et si le délit a été commis dans un semis ou plantation exécutés de main d'homme, il sera prononcé, en outre, un emprisonnement de 15 jours à 1 mois. »

2. — Le Code pénal punit le même délit commis ailleurs que dans les bois et forêts : « Quiconque aura dévasté des plants venus naturellement ou faits de main d'homme, sera puni d'un emprisonnement de 2 ans au moins, de 5 ans au plus. — Les coupables pourront, de plus, être uis sous la surveillance de la haute police pendant 5 ans au moins, 10 ans au plus. » (Art. 444.)

3. — Le même Code prononce (art. 479, n° 10) une amende de 11 à 15 fr. inclusivement contre ceux qui mènent des bestiaux dans les plants ou pépinières d'autrui.

La peine d'emprisonnement pendant 5 jours est toujours applicable en cas de récidive (art. 482).

PLUMIF. — Registre sur lequel le greffier d'un Tribunal prend ses notes et écrit le sommaire des jugements.

Après avoir été vérifiées et rectifiées par le Président, ces notes sont transcrites sur la feuille d'audience et forment ce qu'on appelle la minute du jugement.

POIDS ET MESURES. — (Déc. 1^{er} août 1793; 18 germinal an III (7 avril 1795); Lois 4 juillet 1837; Ord. roy., 17 avril 1839, 16 juin 1839; Loi 27 mars 1854; Cod. pén. art. 423, 479, n° 6.) — Instruments servant à connaître la quotité des choses, eu égard à leur poids ou à leurs dimensions. Ils sont déterminés d'une manière uniforme pour toute la France, et leur ensemble est appelé *système métrique* parce qu'il a pour base le mètre, égal à la dix-millionième partie du quart du méridien terrestre, c'est-à-dire de la distance du pôle à l'équateur comptée sur le méridien

de Paris. Toutes les autres unités qui servent à mesurer les surfaces, les solides, les liquides, l'unité de poids, l'unité monétaire elle-même, répondent aux fractions décimales du mètre ou à ses multiples.

Ce nouveau système de poids et mesures, reposant sur une base naturelle et invariable, ne renfermant rien d'arbitraire ni de particulier à la situation d'aucun peuple sur le globe, a été conçu en dehors de toute idée spéciale à la France et avec l'intention de le rendre ainsi acceptable par toutes les nations étrangères.

La France a conservé jusqu'à la Révolution les poids et mesures qu'avaient autrefois les différents États dont elle s'est successivement formée par conquête, mariage, cession, etc. Un pareil chaos entravait le commerce, favorisait la fraude et jetait une grande confusion dans toutes les relations de vente et d'échange. Il a fallu dix siècles de préparation, de tâtonnement pour arriver à l'uniformité des poids et mesures. Déjà en 825, au 4^e Concile de Paris, on la demandait comme chose urgente; en 1322, Charles IV, dit *le Bel*, rendit une ordonnance dont le but était de préparer cette unité, rêvée aussi par Philippe V, dit *le Long*, son prédécesseur. Louis XI, à son tour, fit vainement un nouvel effort pour l'établir. L'uniformité des poids et mesures fut encore un vœu des États généraux de 1560. L'idée en fut reprise sous Louis XVI; elle fut enfin décrétée par la Convention, le 18 germinal an III (7 avril 1795). On toléra, toutefois, la traduction, suivant l'ancien système, des mesures décimales : l'emploi exclusif de ces mesures n'a été rendu obligatoire que par la loi du 4 juillet 1837, à dater du 1^{er} janvier 1840.

1. — Voici le tableau des seules mesures dont l'usage soit permis en France :

UNITÉS de		SUBDIVISIONS.	MULTIPLES.
LONGUEUR.....	MÈTRE.....	{ Décimètre, 10 ^e du mètre..... Centimètre, 100 ^e du mètre..... Millimètre, 1000 ^e du mètre..... }	{ Décamètre, 10 mètres. Hectomètre, 100 mètres. Kilomètre, 1.000 mètres. Myriamètre, 10.000 mètres. }
SUPERFICIE.....	ARE, 100 mètres carrés.....	{ Centiare, 100 ^e de l'are ou mètre carré..... }	{ Hectare, 100 ares ou 10.000 mè- tres carrés. }
SOLIDITÉ.....	STÈRE, mètre cube.....	{ Décistère, 10 ^e du stère..... }	{ Décastère, 10 stères. }
CAPACITÉ.....	LITRE, décimètre cube.....	{ Déclitre, 10 ^e du litre..... Centilitre, 100 ^e du litre..... }	{ Décalitre, 10 litres. Hectolitre, 100 litres. Kilolitre, 1.000 litres. }
PESANTEUR.....	{ GRAMME, poids d'un centi- mètre cube d'eau distillée à 4 degrés centigrades... }	{ Décigramme, 10 ^e du gramme..... Centigramme, 100 ^e du gramme..... Milligramme, 1000 ^e du gramme..... }	{ Décagramme, 10 grammes. Hectogramme, 100 grammes. Kilogramme, 1.000 grammes. (**) }
VALEUR.....	FRANC (5 grammes).....	{ Décime, 10 ^e du franc (10 grammes). Centime, 100 ^e du franc (1 gramme). }	

(**) Il y a, en outre, le quintal métrique représentant 100 kilogrammes, et le tonneau de mer ou la tonne, équivalant à 1.000 kilogrammes.

2. — Ceux qui auraient dans leurs magasins, boutiques, ateliers ou maisons de commerce, ou dans les halles, foires ou marchés, des *poids et mesures autres* que les poids et mesures ci-dessus indiqués, seraient passibles d'une *amende* de 11 fr. à 15 fr. inclusivement et, selon les circonstances, d'un *emprisonnement* pendant 5 jours au plus. La peine d'*emprisonnement* pendant 5 jours serait de droit au cas de *récidive*.

3. — *Toutes dénominations de poids et mesures autres* que celles portées au tableau ci-dessus sont *interdites* dans les *actes publics*, ainsi que dans les *affiches* et les *annonces*. Elles sont également *interdites* dans les *actes sous seing privé*, les *registres de commerce* et autres *écritures produites en Justice*. — Les *Officiers publics* contre-venants seraient passibles d'une *amende* de 20 fr. — L'*amende* serait, pour les autres *contrevenants*, de 10 fr. à raison de chaque acte ou écriture sous signature privée.

4. — Quiconque a *trompé* ou *tenté de tromper* sur la quantité des choses vendues, soit par l'usage de *faux poids* ou de *fausses mesures*, ou d'*instruments inexacts* servant au pesage ou mesurage, soit par des *manœuvres* ou *procédés* tendant à fausser l'opération du pesage ou mesurage, ou à *augmenter frauduleusement* le poids ou le volume de la marchandise même avant cette opération, soit enfin par des *indications frauduleuses* tendant à faire croire à un pesage ou mesurage antérieur et exact, est puni de l'*emprisonnement* pendant 3 mois au moins, un an au plus, et d'une *amende* qui ne peut excéder le quart des *restitutions* et *dommages-intérêts*, ni être au-dessous de 50 fr. Les faux poids et les fausses mesures sont *confisqués* et *brisés*. Le Tribunal peut ordonner l'*affiche* du *jugement* dans tels lieux qu'il juge opportun, et son *insertion intégrale* ou par extrait dans les *journaux*, le tout aux frais du condamné. — En cas de *récidive* dans les 5 ans qui ont suivi une première condamnation pour le même délit, la peine peut être élevée jusqu'au dou-

ble du *maximum*; l'*amende* peut même être portée jusqu'à 1,000 fr., si la moitié des *restitutions* et *dommages-intérêts* n'excède pas cette somme.

5. — Sont punis d'une *amende* de 16 fr. à 25 fr., et d'un *emprisonnement* de 6 à 10 jours, ou de l'une de ces deux peines seulement, suivant les circonstances, ceux qui, *sans motifs légitimes*, ont dans leurs magasins, boutiques, ateliers ou maisons de commerce, ou dans les halles, foires ou marchés, soit des poids ou mesures faux, soit des *appareils inexacts* servant au pesage ou au mesurage. — Les objets *délitueux* sont *confisqués* et *détruits*. — En cas de *récidive* dans les 5 ans, la peine applicable peut être élevée jusqu'au double du *maximum*.

6. — La *forme* des poids et mesures, ainsi que les *substances* servant à leur fabrication, ont été *déterminées* par une ordonnance royale du 16 juin 1839. — Avant d'être livrés au commerce, les poids et mesures sont *vérifiés* et *poinçonnés* par un agent de l'Administration. Ils sont, de plus, l'objet d'une *vérification périodique*, et chacune des *vérifications* est constatée par l'apposition d'un *poinçon* nouveau. — Voy. VÉRIFICATEUR DES POIDS ET MESURES.

POISONS. — Voy. SUBSTANCES VÉNÉNEUSES; — EMPOISONNEMENT.

POISSONS. — 1. — Les poissons des étangs sont considérés comme *immeubles par destination*; les poissons de viviers sont, au contraire, rangés dans la classe des *biens meubles*. (Cod. civ. art. 524.) — Voy. BIENS.

2. — Les poissons qui passent dans un autre étang appartiennent au propriétaire de cet étang, pourvu qu'ils n'y aient point été attirés par fraude et artifice. (Cod. civ. art. 564.)

3. — L'*empoisonnement* de poissons dans des étangs, viviers ou réservoirs, est puni d'un *emprisonnement* d'un an à 5 ans, et d'une *amende* de 16 fr. à 300 fr. Les coupables peuvent, en outre, être mis sous la surveillance de la haute police pendant 2 ans au moins et 5 ans au plus.

4. — Voy. PÊCHE.

POLICE. (PRÉFET DE) — Voy. PRÉFET DE POLICE.

POLICE. — (SURVEILLANCE DE LA HAUTE) — Voy. SURVEILLANCE DE LA HAUTE POLICE.

POLICE. (TRIBUNAL DE SIMPLE) — Voy. TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE.

POLICE CORRECTIONNELLE. (TRIBUNAL DE) — Voy. TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE, 2.

POLICE D'ASSURANCE. — Acte servant à constater le contrat d'assurance. — Voy. ASSURANCES.

POLICE DU ROULAGE. — (Loi 30 mai 1851; déc. 10 août 1852, 24 février 1858, 29 août 1863.) — Elle a pour objet d'assurer la conservation du sol des routes, de protéger la liberté de la circulation sur les voies publiques et de pourvoir à la sécurité des voyageurs.

1. — En principe, toute voiture peut circuler sur les routes nationales ou départementales et sur les chemins vicinaux de grande communication, sans condition de réglementation de poids ou de largeur de jantes.

Un règlement d'administration publique, du 10 août 1852, modifié et complété en quelques points par deux décrets du 24 février 1858 et du 29 août 1863, prévoit tous les cas où la sécurité publique pourrait être compromise, et contient un grand nombre de dispositions applicables, soit à toutes les voitures en général, soit spécialement aux voitures ne servant pas au transport des personnes ou aux voitures de messageries. Ces dispositions sont relatives à la longueur et à la saillie des essieux et des moyeux; — à la forme des bandes et de leurs clous; — aux conditions à observer pour l'emplacement et les dimensions de la plaque qui doit être placée à l'extérieur de toute voiture ne servant pas au transport des personnes, et des voitures de messagerie; — au maximum du nombre des chevaux; — à la circulation pendant les jours de dégel; — à la protection des ponts suspendus; — au stationnement; — à la saillie des

colliers des chevaux; — au mode d'enrayage, etc.

2. — Le Ministre des travaux publics détermine les départements dans lesquels il peut être établi, sur les routes nationales et départementales, des barrières pour restreindre la circulation pendant le dégel. Les Préfets, dans chaque département, déterminent les routes nationales et départementales, ainsi que les chemins de grande communication, sur lesquels ces barrières peuvent être établies. Sont seuls admis à circuler pendant la fermeture des barrières de dégel : 1° les courriers de la malle; — 2° les voitures de voyage suspendues, étrangères à toute entreprise publique de messageries; — 3° les voitures non chargées; — 4° les voitures chargées, montées sur roues à jantes d'au moins 11 centimètres de largeur, et dont l'attelage n'excède pas le nombre de chevaux fixés par le Préfet, à raison du climat, du mode de construction et de l'état des chaussées, de la nature du sol, du nombre des roues de la voiture et des autres circonstances locales.

Toute voiture prise en contravention est arrêtée; les chevaux sont mis en fourrière, sans préjudice d'une amende de 5 à 30 fr. et des frais de réparation du chemin.

3. — Sont spécialement chargés de constater les contraventions et délits prévus par les lois et règlements sur la police du roulage, les Conducteurs, Agents-Voyers, Cantonniers, Chefs et autres Employés du service des ponts et chaussées ou des chemins vicinaux de grande communication, commissionnés à cet effet; les Gendarmes, les Gardes champêtres, les Employés des contributions indirectes, Agents forestiers ou des douanes, et Employés des poids et mesures ayant droit de verbaliser, et les employés des octrois ayant le même droit. — Peut également faire ces constatations, les Maires et Adjoints, les Commissaires et Agents assermentés de police, les Ingénieurs des ponts et chaussées, les Officiers et Sous-Officiers de gendarmerie, et toute personne commissionnée par l'Autorité

départementale pour la surveillance de l'entretien des voies de communication.

4. — Les infractions peuvent être déférées à 3 juridictions différentes : le Conseil de Préfecture, le Tribunal de police correctionnelle, le Tribunal de simple police.

Le Conseil de Préfecture ne connaît que des infractions susceptibles de compromettre l'état matériel des voies de communication. — L'instance à raison des contraventions de la compétence de cette assemblée est périmée par 6 mois, à compter de la date du dernier acte des poursuites, et l'action publique est éteinte, à moins de fausses indications sur la plaque, ou de fausse déclaration en cas d'absence de plaque. — Les amendes se prescrivent par une année, à compter de la date de l'arrêt du Conseil de Préfecture, ou à compter de la décision du Conseil d'Etat, s'il a été formé un pourvoi. En cas de fausses indications sur la plaque, ou de fausses déclarations de nom ou de domicile, la prescription n'est acquise qu'après 5 années.

Quant aux infractions commises en ce qui touche les mesures d'ordre et les précautions prescrites pour la sécurité des voyageurs, elles sont jugées par le Tribunal de police correctionnelle ou le Tribunal de simple police, suivant la nature de la peine. — Le Tribunal de police n'est compétent que pour les contraventions qui entraînent une amende n'excédant pas 15 fr. et un emprisonnement de 5 jours au plus.

POLICE JUDICIAIRE. — (Cod. instr. crim. art. 8 et suiv.) — Elle a pour objet de rechercher les crimes, délits et contraventions, d'en rassembler les preuves et d'en livrer les auteurs aux Tribunaux chargés de les punir.

1. — La police judiciaire est exercée, sous la surveillance des Procureurs généraux, par les Procureurs de la République et leurs Substituts, les Juges d'instruction, les Juges de paix, les Commissaires de police, les

Maires et leurs Adjoints, les Officiers de gendarmerie, les Gardes champêtres et les Gardes forestiers.

2. — Indépendamment des fonctionnaires et agents ci-dessus désignés, il en est encore d'autres qui remplissent les fonctions d'Officiers de police judiciaire dans certaines matières spéciales. Ce sont : 1° Les Préposés des douanes, chargés de constater les contraventions aux lois concernant les importations et exportations et en matière de roulage ; — 2° Les Préposés des Contributions indirectes, chargés de rechercher les fraudes et contraventions en matière d'impôts indirects, et de constater les délits et contraventions aux lois sur la police du roulage et sur celle de la chasse ; — 3° Les Employés des octrois, spécialement appelés à relever les fraudes aux droits d'octrois des Communes, et chargés également de la constatation des délits et contraventions aux lois sur la police du roulage et de la chasse ; — 4° Les Ingénieurs, Conducteurs, Piqueurs et Cantonniers chefs des Ponts et Chaussées, chargés de constater les contraventions commises en matière de grande voirie et de police du roulage ; — 5° Les Agents-Voyers, compétents pour constater les contraventions qui ont pour résultat la détérioration des chemins vicinaux ; — 6° les Gardes du génie et des fortifications, chargés de rechercher et de constater les délits commis sur les fortifications, arsenaux, casernes, et sur tout ce qui tient au domaine militaire dans les places de guerre et dans les garnisons de l'intérieur ; — 7° les Préposés de l'Administration des postes, chargés de constater les infractions aux lois et règlements sur le transport des lettres et imprimés ; — 8° les Vérificateurs des poids et mesures, chargés de constater les infractions aux lois et règlements sur les poids et mesures ; — 9° les Employés des bureaux de garantie, appelés à constater les contraventions aux lois sur le poinçonnage des matières et ouvrages d'or et d'argent ; — 10° les Agents de la navigation, chargés de

constater les contraventions sur les cours d'eau navigables; — 11° les *Gardes-pêche*, chargés de la recherche des contraventions en matière de pêche fluviale; — 12° les *Gardes-rivières* chargés d'assurer l'exécution des lois et règlements sur les eaux; — 13° les *Gardes-canaux*, investis de pouvoirs analogues quant aux canaux; — 14° les *Gardes-digues*, préposés à la Garde et conservation des digues établies sur le bord de la mer ou le long des fleuves, rivières ou canaux; — 15° les *Inspecteurs du travail des enfants dans les manufactures*, spécialement chargés de constater les contraventions à la loi du 22 mars 1841; — 16° les *Agents et arpenteurs forestiers*, chargés de la recherche des délits et contraventions dans les bois soumis au régime forestier, et de la constatation des délits et contraventions en matière de roulage, de chasse et de pêche; — 17° les *Gardes-ventes*, spécialement chargés de constater les délits et contraventions dans les coupes des bois de l'Etat.

PONTS ET CHAUSSÉES. — On désigne sous ce nom l'ensemble des travaux d'utilité publique se rappor-

tant aux voies de communication et exécutés par le corps des *Ingénieurs des ponts et chaussées*, sous l'autorité du Ministre des Travaux publics.

Les agents inférieurs de l'Administration des Ponts et Chaussées sont les *Conducteurs*, chargés d'aider les Ingénieurs dans leurs opérations et de surveiller tous les travaux; — les *Piqueurs* ou chefs d'ouvriers; — les *Cantonniers*, ouvriers stationnaires sur les routes et assujettis à un travail habituel d'entretien; — les *Gardes-écluses*; — les *Gardes-digues*; — les *Gardes-marais*; — les *Gardes-ponts à bascule*.

— Il y a, à Paris, une *Ecole des Ponts et Chaussées* dans laquelle se forment aux fonctions d'Ingénieur, des élèves qui, sortis de l'Ecole Polytechnique, ont été reconnus aptes à entreprendre cette carrière.

— Anprès du Ministre des Travaux publics siège un *Conseil général des Ponts et Chaussées*, présidé par le Ministre.

La France est divisée actuellement en 16 *Inspections générales des Ponts et Chaussées* ainsi réparties :

INSPECTIONS GÉNÉRALES.	CIRCONSCRIPTION.
1 ^{re}	Seine; — Seine-et-Oise; — Eure; — Calvados; — Seine-Inférieure.
2 ^e	Nord; — Somme; — Pas-de-Calais; — Oise; — Aisne.
3 ^e	Ardennes; — Meuse; — Marne; — Haute-Marne; — Meurthe-et-Moselle; — Vosges.
4 ^e	Cher; — Indre; — Creuse; — Nièvre; — Allier.
5 ^e	Ain; — Saône-et-Loire; — Haute-Saône; — Doubs; — Jura.
6 ^e	Isère; — Hautes-Alpes; — Savoie; — Haute-Savoie; — Drôme; — Vaucluse.
7 ^e	Bouches-du-Rhône; — Var; — Basses-Alpes; — Alpes-Maritimes; — Corse.
8 ^e	Lozère; — Ardèche; — Gard; — Hérault; — Aveyron.

INSPECTIONS GÉNÉRALES.	CIRCONSCRIPTION.
9°	Haute-Garonne; — Tarn; — Ariège; — Aude; — Pyrénées-Orientales; — Tarn-et-Garonne.
10°	Gironde; — Landes; — Gers; — Basses-Pyrénées; — Hautes-Pyrénées.
11°	Vendée; — Charente-Inférieure; — Charente; — Vienne; — Indre-et-Loire; — Deux-Sèvres.
12°	Finistère; — Côtes-du-Nord; — Morbihan; — Ille-et-Vilaine; — Loire-Inférieure.
13°	Manche; — Eure-et-Loir; — Orne; — Mayenne; — Sarthe; — Maine-et-Loire.
14°	Loir-et-Cher; — Loiret; — Seine-et-Marne; — Yonne; — Aube; — Côte-d'Or.
15°	Lot-et-Garonne; — Lot; — Dordogne; — Corrèze; — Haute-Vienne.
16°	Puy-de-Dôme; — Cantal; — Loire; — Rhône; — Haute-Loire.

ORT D'ARMES. — Voy. ARMES, 3.

PORT ILLÉGAL DE COSTUME,
D'UNIFORME OU DE DÉCORATIONS.
— Voy. COSTUME; — DÉCORATIONS;
— UNIFORME.

PORTES ET FENÊTRES. — (Lois
4 frimaire an VII (24 novembre 1798);
21 avril 1832.)

La loi du 4 frimaire an VII (24
novembre 1798) a établi un impôt
sur les portes et fenêtres donnant
sur les rues, cours et jardins des
maisons et bâtiments.

Cette taxe est un moyen d'atteindre, par des signes extérieurs, la fortune présumée des contribuables. Elle est payable par les propriétaires, sauf recours contre leurs locataires.

1. — Sont affranchies de l'impôt :
1° les portes et fenêtres servant à aérer
les granges, bergeries, caves, et autres
locaux non destinés à l'habitation des
hommes; — 2° les portes et fenêtres
des bâtiments affectés à un service
public, civil ou militaire, ou aux hospices;
— 3° les portes et fenêtres
des manufactures, pour les parties qui
ne servent pas à l'habitation person-

nelle des propriétaires, de leurs concierges ou de leurs commis.

Indépendamment de ces causes d'exemption permanentes, diverses lois ont consacré des exemptions temporaires. Ainsi un décret de l'Assemblée Nationale, en date du 13 juillet 1848, a accordé l'exemption pendant 10 ans, à partir du 1^{er} janvier 1849, pour les bâtiments dont la construction serait commencée avant cette époque et achevée au 1^{er} juillet 1850, et pendant 15 ans pour les constructions destinées à des logements d'ouvriers. Ainsi encore, une loi du 13 avril 1850 (art. 8) prononce l'exemption de tout impôt, pendant 3 ans, pour les ouvertures pratiquées en vue de l'assainissement des logements insalubres. (Voy. ces mots.)

2. — La contribution des portes et fenêtres est réglée par un tarif qui établit des droits gradués en raison de la nature, du nombre et de la position des ouvertures, combinés avec l'importance de la population.

3. — Le produit de cet impôt est évalué, au budget de 1873, à la somme de 38,516,238 fr.

4. — Voy. CONTRIBUTIONS, Sect. 1, pour ce qui regarde le mode de recouvrement, de réclamation, etc.

PORTEUR. (BILLET AU) — Voy. BILLET AU PORTEUR.

PORTIER. — Domestique établi par le propriétaire pour la garde, la surveillance et la propreté de sa maison.

1. — En cas de vacance d'un appartement, le portier est tenu de faire visiter le local à louer à toute personne qui se présente à cet effet. L'usage de Paris accorde, pour ces visites, de 10 heures du matin à 4 heures de l'après-midi. Le portier accompagne ordinairement les visiteurs; mais le locataire qui aurait contre lui de justes sujets de mécontentement ne serait pas obligé de subir sa présence.

En traitant avec le portier d'une location verbale, l'habitude est de lui remettre une somme d'argent qui varie suivant l'importance de la location. Cela s'appelle le *denier à Dieu*, parce que, dans l'origine, il consistait en un denier qui devait, s'il n'était pas retiré, servir à un usage pieux, une aumône par exemple. Aujourd'hui c'est une espèce de gratification, que le portier conserve, et qui sert en même temps de signe d'engagement. Les parties, toutefois, ont la faculté de se dédire jusqu'au lendemain, le bailleur en le renvoyant, et le locataire en le reprenant. Passé ce délai, l'engagement est réputé définitif.

2. — Le portier est tenu d'ouvrir à un locataire la porte d'entrée à toute heure de nuit comme de jour. Il doit recevoir les lettres, journaux, paquets adressés aux locataires, et même, dans la mesure de ses moyens pécuniaires, faire l'avance du port de ces lettres ou paquets. Mais il a le droit d'en exiger du locataire le remboursement immédiat. L'obligation de remettre régulièrement les lettres aux locataires comprend celle de les monter au fur et à mesure des distributions.

3. — Le portier, on le voit, est le serviteur non-seulement du propriétaire, mais aussi des locataires dont il est, en fait, le salarié. S'il manque aux devoirs qui résultent de la na-

ture même de ses attributions ou de l'usage, il peut y être contraint avec dommages-intérêts, et le propriétaire est civilement responsable. Les locataires qui auraient des motifs légitimes de plaintes contre le portier seraient fondés, sur le refus du propriétaire de le congédier, à demander judiciairement son expulsion.

POSSESSION. — C'est, aux termes de l'article 2228 du Code civil, « la détention ou la jouissance d'une chose ou d'un droit que nous tenons ou que nous exerçons par nous-mêmes, ou par un autre qui la tient ou qui l'exerce en notre nom. »

1. — La possession et la propriété ne doivent pas être confondues. L'une, la possession, est un fait; l'autre, la propriété, est un droit. Or, le fait et le droit, c'est-à-dire l'exercice du droit et le droit, peuvent se trouver séparés et en des mains différentes. La personne en laquelle le droit réside est le propriétaire; celle qui, sans avoir le droit, l'exerce, est le possesseur. On peut ainsi être propriétaire sans être possesseur, et réciproquement.

2. — Les effets légaux de la possession diffèrent suivant que le possesseur est de bonne ou de mauvaise foi. Dans le premier cas, le possesseur « fait les fruits siens », c'est-à-dire qu'il profite des produits de la chose, et qu'il n'est tenu, s'il vient à être évincé par le propriétaire, que de rendre la chose elle-même. Le temps requis pour la prescription est aussi beaucoup plus court. — Voy. PRESCRIPTION, II et IV. — La possession est dite de bonne foi, lorsque le possesseur détient la chose en vertu d'un titre légal (vente, donation, legs), et dans l'ignorance qu'elle n'appartenait pas à celui de qui il l'a reçue.

POSSESSOIRE. — Voy. ACTION POSSESSOIRE.

POSTES. — 1. — Les Postes forment un grand service public, relevant du Ministère des Finances, et constituent un monopole pour l'Etat qui y trouve un revenu considérable.

L'évaluation, pour 1873, se monte à 114,128,000 francs.

Ce monopole comprend le transport des lettres, journaux, feuilles à la main et ouvrages périodiques, paquets et papiers du poids d'un kilogramme et au-dessus.

En sont exceptés : 1° Les lettres ou paquets de papier qu'un particulier expédie à un autre particulier par son domestique ou par un exprès; — 2° Les registres, cartes et plans; — 3° Les dossiers de procédure, c'est-à-dire les pièces relatives à une procédure suivie devant un Tribunal; — 4° Les publications de librairie non périodiques et, en général, tout imprimé non périodique ne portant aucune écriture à la main et n'ayant pas le caractère d'avis ou de circulaire; — 5° Les journaux, recueils, annales, mémoires et bulletins périodiques, uniquement consacrés aux lettres, aux sciences, aux arts, à l'agriculture et à l'industrie, lorsqu'ils sont réunis en un paquet dont le poids dépasse un kilogramme, ou lorsqu'ils font partie d'un paquet de librairie qui excède ce même poids; mais à la condition expresse que, dans l'un et l'autre cas, les exemplaires ne porteront aucune mention ou inscription de nature à en faciliter la remise à d'autres personnes que le destinataire du paquet; — Les lettres de voitures ou factures accompagnant les marchandises transportées et ne contenant que les énonciations indispensables à la livraison de l'objet même que la lettre de voiture ou la voiture accompagne; — 7° Les notes de commission dont les messagers sont porteurs, et dont l'objet exclusif est de leur donner mandat ou autorisation de livrer la marchandise qu'ils conduisent ou de prendre celle qu'ils doivent rapporter; — 8° Les papiers uniquement relatifs au service personnel d'un entrepreneur de transport et circulant, par son propre matériel, sur la ligne qu'il exploite.

Les objets désignés dans les trois derniers paragraphes ci-dessus doivent toujours être expédiés à découvert et sous bandes.

Les paquets de papier dépassant le poids d'un kilogramme, qui sont expédiés par une autre voie que celle de la poste, ne doivent contenir aucune lettre ou note ayant le caractère d'une correspondance, aucun journal ou ouvrage périodique traitant, en tout ou en partie, de matières politiques ou d'économie sociale, non plus qu'aucun prospectus, circulaire ou avis imprimé, lithographié ou autographié.

Les publications de librairie et les autres imprimés dont le transport n'est pas exclusivement réservé au service des postes, peuvent être expédiés en caisse ou en ballot, mais à la condition de ne pas être renfermés intérieurement sous des enveloppes cachetées.

2. — Au monopole qui lui est attribué pour le transport des lettres, journaux, feuilles à la main et ouvrages périodiques, paquets et papiers du poids d'un kilogramme et au-dessus, la Poste réunit plusieurs autres services.

Elle se charge :

1° Du transport des titres et valeurs-papiers de toute nature; — 2° Du transport des objets précieux de petite dimension, désignés sous le nom de *valeurs cotées*; — 3° Du transport des livres, gravures, lithographies, autographies, en feuilles, brochés ou reliés; — 4° Du transport des échantillons; — 5° Du transport des cartes de visite; — 6° De la transmission des fonds au moyen de mandats que ses bureaux délivrent les uns sur les autres, en échange des sommes d'argent qui leur sont confiées.

I. TAXE ET AFFRANCHISSEMENT DES LETTRES. — Le prix du port des lettres ordinaires circulant dans l'intérieur de la France est actuellement réglé par les tarifs ci-après :

TARIF N° 1.

TAXE DES LETTRES
de bureau de poste à bu-
reau de poste, y com-
pris les bureaux situés
en Corse et en Algé-
rie.

(Art. 1^{er} de la loi du
24 août 1871.)

INDICATION du poids.	LETTRES	
	affranchies.	non affranchies.
	fr. c.	fr. c.
Au - dessous de 10 gr. jus- qu'à 10 gr. inclusivem ^t .	0 25	0 40
Au-dessus de 10 gr. jus- qu'à 20 gr. inclusivem ^t .	0 40	0 60
Au-dessus de 20 gr. jus- qu'à 50 gr. inclusivem ^t .	0 70	1 00
Au-dessus de 50 gr. jus- qu'à 100 gr.	1 20	1 75

Et ainsi de suite, en
ajoutant, par chaque
50 grammes ou frac-
tion de 50 grammes
excédant, 50 c. en cas
d'affranchissement, et
75 c. en cas de non-
affranchissement.

TARIF N° 2.

TAXE DES LETTRES
nées et distribuables
dans la circonscrip-
tion postale du même
bureau.

(Paris excepté.)
(Art. 2 de la loi du
24 août 1871.)

INDICATION du poids.	LETTRES	
	affranchies.	non affranchies.
	fr. c.	fr. c.
Au - dessous de 10 gr. jus- qu'à 10 gr. inclusivem ^t .	0 15	0 25
Au-dessus de 10 gr. jus- qu'à 20 gr. inclusivem ^t .	0 25	0 40
Au-dessus de 20 gr. jus- qu'à 50 gr. inclusivem ^t .	0 40	0 60
Au-dessus de 50 gr. jus- qu'à 100 gr. inclusivem ^t .	0 65	1 00

Et ainsi de suite, en
ajoutant, par chaque
50 grammes ou frac-
tion de 50 grammes
excédant, 25 c. en cas
d'affranchissement, et
40 c. en cas de non-
affranchissement.

TARIF N° 3.

TAXE DES LETTRES
de Paris pour Paris.
(L'enceinte des fortifi-
cations en marque les
limites.)

(Art. 3 de la loi du
24 août 1871.)

INDICATION du poids.	LETTRES	
	affranchies.	non affranchies.
	fr. c.	fr. c.
Jusqu'à 15 gr. exclusive- ment.....	0 15	0 25
De 15 à 30 gr. exclusive- ment.....	0 30	0 50
De 30 à 60 gr. exclusive- ment.....	0 45	0 75

Et ainsi de suite, en
ajoutant, par chaque
30 grammes ou frac-
tion de 30 grammes,
15 c. pour les lettres
affranchies, et 25 c.
pour les lettres non af-
franchies.

En cas d'insuffisance d'affranchissement, la taxe est calculée comme
si la lettre n'avait pas été affranchie; mais il est fait déduction de la
valeur des timbres-poste employés. (Loi 24 août 1871, art. 4.)

II. LETTRES CHARGÉES. — Les lettres auxquelles le public attache une importance particulière peuvent être *chargées*. Ces lettres payent, outre la taxe ordinaire déterminée par le poids, une surtaxe fixe de cinquante centimes.

Il est permis d'insérer dans les lettres chargées des titres et *valeurs-papiers* de toute nature. Les lettres à faire charger doivent toujours être *présentées au bureau de poste et affranchies*. L'Administration en donne reçu aux déposants et ne les livre que sur reçu aux destinataires. Elles sont placées sous enveloppe et cachetées de cinq ou au moins de deux cachets de cire fine de même couleur et portant une empreinte spéciale. Ces cachets sont placés de manière à retenir tous les plis de l'enveloppe. En cas de *perte* d'une lettre chargée, l'Administration des Postes est passible d'une indemnité de 50 francs.

Des lettres chargées peuvent être expédiées à l'étranger, mais seulement pour les pays avec lesquels l'affranchissement est possible jusqu'à destination (les Etats-Unis exceptés).

III. LETTRES CONTENANT DES VALEURS DÉCLARÉES. — L'expéditeur qui veut s'assurer en cas de *perte*, sauf le cas de *forcé majeure*, le remboursement des valeurs payables au porteur insérées dans une lettre, doit la faire charger, et, en outre, faire la *déclaration* du montant des valeurs que cette lettre contient.

La déclaration ne doit pas excéder 2.000 fr.; elle est portée en toutes lettres à l'angle gauche supérieur de la suscription de l'enveloppe et énonce en francs et centimes le montant des valeurs insérées. Elle doit être écrite d'avance par l'expéditeur lui-même sans rature ni surcharge, même approuvée, sous peine de refus.

L'expéditeur d'une valeur déclarée paye, indépendamment du droit fixe de 50 centimes par chargement et du port de la lettre selon le poids, un

droit proportionnel de 20 centimes par chaque 100 francs ou fraction de 100 francs. Ces divers droits ou taxes sont représentés par des timbres-poste apposés sur les lettres.

L'expéditeur d'une lettre chargée contenant ou non des valeurs déclarées, ou celui d'un chargement de valeurs cotées, peut demander, au moment où il dépose l'un ou l'autre de ces objets, qu'il lui soit donné avis de sa remise au destinataire. A cet effet, il paye d'avance pour l'affranchissement de l'avis un droit de poste de 20 centimes.

Les valeurs déclarées, ainsi que les valeurs cotées dont il est parlé ci-après, adressées dans une Commune rurale, ne sont point portées à domicile et ne sont distribuées qu'au guichet du bureau de poste.

Toutefois, les particuliers peuvent les faire retirer du bureau par les facteurs ruraux, au moyen d'une procuration faite sur papier non timbré, mais sans que cela puisse engager en rien la responsabilité de l'Administration.

Des lettres contenant des valeurs déclarées peuvent être échangées réciproquement entre les Offices de France, de Bavière, du grand-duché de Bade, de Belgique, de Luxembourg, de Prusse, de la Tour-et-Taxis et de Suisse. Le droit est alors, par 100 fr. ou fraction de 100 fr. déclarés : de 30 centimes lorsqu'elles sont à destination de la Bavière ou d'un pays desservi par l'Office de la Tour-et-Taxis, et de 20 centimes si ces lettres sont destinées aux autres pays. L'affranchissement de l'avis de réception est de 20 centimes pour l'étranger.

IV. VALEURS COTÉES. — Ce sont des objets précieux de petite dimension. Elles payent 1 p. 100 de la valeur estimée. (Loi 2 juillet 1862.) L'estimation ne peut être inférieure à 30 fr. ni supérieure à 1.000 fr. Indépendamment du droit susmentionné, les envoyés sont tenus d'acquitter, pour chaque valeur cotée, un droit de timbre de 25 centimes (Loi du 23 août 1874.)

Les valeurs cotées sont renfermées, en présence des Receveurs, dans des boîtes ou étuis très-solides ayant au plus 10 centimètres de longueur, 8 centimètres de largeur et 5 centimètres de hauteur. Les objets réunis ne doivent pas dépasser le poids de 300 grammes. En cas de perte, sauf le cas de force majeure, l'Administration tient compte du montant de l'estimation.

V. ARTICLES D'ARGENT. — La poste se charge, moyennant un droit de 2 pour 100, du transport des sommes d'argent déposées à découvert dans ses bureaux. En échange, il est remis aux déposants des mandats payables dans tous les bureaux de France et de l'Algérie, et dans les bureaux français établis dans les villes du Levant, ainsi qu'à Saïgon, à Mitho, à Shanghai et à Yokohama et à Nouméa (Nouvelle-Calédonie). Les envois d'argent sont encore reçus pour les armées françaises en pays étrangers, pour les militaires et marins employés dans les colonies ou sur les bâtiments de l'Etat, et pour les transportés à Cayenne. Le minimum des dépôts est fixé à 50 centimes. Au-dessus de 10 fr., les mandats supportent, en outre, un droit de timbre de 20 centimes.

Les mandats d'articles d'argent, sauf les mandats dits internationaux dont il est parlé plus bas, ne sont point négociables, mais la propriété en peut être transportée par acte authentique : ils sont payables sur la présentation de la lettre d'envoi, d'un livret, d'une quittance de loyer, d'une patente ou d'une facture ; ils peuvent également être touchés à la caisse d'un bureau de poste, sur acquit préalable et par intermédiaire, soit au moyen d'une demande rédigée sur papier timbré et dont la signature doit être légalisée, soit au moyen du dépôt fait au même bureau d'un spécimen de la signature du destinataire, ou de l'apposition à côté de cette signature d'un timbre de Mairie, de Justice de paix ou de toute autre Autorité civile et judi-

ciaire ; soit enfin à l'aide d'une griffe professionnelle, d'un passeport, d'un permis de chasse ou tout acte public constatant l'identité du destinataire.

Des envois d'argent peuvent également être faits par la poste entre la France, d'une part, l'Italie, la Suisse, la Belgique et le Luxembourg, d'autre part, et réciproquement, au moyen de mandats dits internationaux, dont la propriété est transmissible par voie d'endossement. Ces mandats ne peuvent excéder la somme de 200 fr. et sont soumis à un droit fixe de 20 centimes par 10 fr. ; ils sont délivrés et payables, à Paris, par tous les bureaux de poste, et dans les départements, seulement par certains bureaux de poste qui sont désignés au public.

En exécution de la loi du 11 juillet 1868, les Receveurs des postes sont appelés à recevoir, pour le compte de la Caisse des dépôts et consignations, des propositions d'assurances en cas de décès et d'accidents graves résultant de travaux agricoles.

VI. TIMBRES-POSTE. — DE LEUR VALEUR. — DE LEUR EMPLOI. — Les timbres-poste sont de treize valeurs différentes : 1 centime, 2 centimes, 4 centimes, 5 centimes, 10 centimes, 15 centimes, 20 centimes, 25 centimes, 30 centimes, 40 centimes, 50 centimes, 80 centimes et 5 francs. Ils sont vendus dans tous les bureaux de poste, dans les débits de tabac, par les facteurs et les bolliers des postes.

Les particuliers doivent coller eux-mêmes les timbres-poste sur les objets à affranchir. — Toute lettre pour l'intérieur, revêtue d'un timbre-poste insuffisant, est considérée comme non affranchie et taxée comme telle, sauf déduction du prix du timbre. Ainsi, par exemple, lorsqu'une lettre pesant plus de 10 grammes et moins de 20 grammes est affranchie avec un timbre de 25 centimes, elle est considérée comme non affranchie ; elle doit 60 centimes : en déduisant 25 centi-

mes que représente le timbre, il reste à payer 35 centimes. — Le poids des timbres-poste est compris dans le poids des lettres sur lesquelles ils sont apposés.

Toute lettre ordinaire pour l'étranger revêtue d'un timbre insuffisant est expédiée comme non affranchie, si l'affranchissement est facultatif pour le pays de destination, et tombe en rebut si l'affranchissement est obligatoire. La valeur des timbres annulés peut être réclamée dans un délai de six mois, en produisant l'enveloppe de la lettre.

VII. IMPRIMÉS, ÉCHANTILLONS, ÉPREUVES D'IMPRIMERIE CORRIGÉES, PAPIERS DE COMMERCE OU D'AFFAIRES.

— Leur taxe est réglée à prix réduits, moyennant *affranchissement préalable*. Le poids des imprimés, épreuves d'imprimerie et papiers d'affaires ne doit pas dépasser 3 kilogrammes, celui des échantillons 300 grammes. La dimension des imprimés, épreuves d'imprimerie corrigées, papiers d'affaires et échantillons d'étoffes sur carte ne doit pas excéder 43 centimètres, celle des autres échantillons 25 centimètres.

Les imprimés sont expédiés sous bandes mobiles couvrant au plus le tiers de la surface du paquet. Ils sont divisés en trois classes :

1^o Les journaux politiques, taxe 4 centimes par exemplaire de 40 grammes et au-dessous. Au-dessus de 40 grammes, augmentation de 1 centime par chaque 10 grammes, ou fraction de 10 grammes excédant; moitié des prix ci-dessus, lorsque le journal est pour l'intérieur du département où il est publié ou pour les départements limitrophes. (Les journaux publiés dans les départements de la Seine et de Seine-et-Oise ne jouissent pas de la réduction pour les départements limitrophes.)

2^o Les publications périodiques uniquement consacrées aux lettres, aux sciences, aux arts, à l'agriculture et à l'industrie, taxe 2 centimes par exemplaire de 20 grammes et au-dessous; au-dessus de 20 grammes, augmentation de 1 centime par chaque 10

grammes ou fraction de 10 grammes excédant. Moitié de ces prix dans les cas indiqués au paragraphe précédent.

3^o Les circulaires, prospectus, catalogues, avis divers et prix courants, livres, gravures, lithographies en feuilles, brochés ou reliés, taxe 2 centimes par chaque exemplaire de 5 grammes et au-dessous pour toute la France; 1 centime en sus par chaque 5 grammes ou fraction de 5 grammes, jusqu'à 50 grammes; au-dessus de 50 grammes, 1 centime en sus par chaque 10 grammes ou fraction de 10 grammes excédant.

Les avis de naissance, mariage et décès, les prospectus, catalogues, circulaires, prix-courants et avis divers sont reçus sous forme de lettres, disposés de manière à pouvoir être facilement vérifiés, ou sous enveloppes ouvertes d'un côté : taxe 5 centimes par avis, prospectus, catalogue, circulaire, etc., de 10 grammes et au-dessous, pour la circonscription du bureau, et 10 centimes pour le reste de la France; augmentation 5 centimes ou 10 centimes par chaque 10 grammes ou fraction de 10 grammes excédant. — Les avis de mariage, lorsqu'ils sont doubles, c'est-à-dire lorsque deux avis sont imprimés sur la même feuille ou sur deux feuilles différentes, doivent acquitter une double taxe d'affranchissement, ainsi que tous les autres avis, circulaires, etc.

Les cartes de visite (même deux ensemble) sont reçues sous enveloppes non fermées, aux conditions ci-dessus. Sont assimilées aux cartes de visite ordinaires les cartes de visite portraits photographiés.

Le port des échantillons de marchandises, des épreuves d'imprimerie corrigées, des papiers de commerce ou d'affaires, placés soit sous bandes mobiles, soit dans des enveloppes non fermées, soit dans des sacs ou boîtes faciles à ouvrir, est de 30 centimes jusqu'à 50 grammes. A partir de 50 grammes, il est augmenté de 10 centimes par 50 grammes ou fraction de 50 grammes.

VIII. NON-AFFRANCHISSEMENT OU INSUFFISANCE D'AFFRANCHISSEMENT des imprimés, échantillons, épreuves d'imprimerie, papiers de commerce ou d'affaires. — Lorsqu'ils n'ont pas été affranchis, les imprimés, échantillons, épreuves d'imprimerie, papiers de commerce ou d'affaires sont taxés comme lettres; s'ils ont été affranchis et que l'affranchissement soit insuffisant, ils sont frappés en sus d'une taxe égale au triple de l'insuffisance. Le port en est acquitté, à défaut du destinataire, par l'expéditeur contre lequel des poursuites sont exercées en cas de refus de paiement. (Loi du 20 mai 1854.)

IX. CONTRAVENTIONS AUX LOIS SUR LA POSTE. — La loi interdit le transport, par toute voie étrangère au service des postes, des lettres cachetées ou non cachetées circulant à découvert ou renfermées dans des sacs, boîtes, paquets ou colis; elle interdit également le transport, par toute autre voie que celle de ce même service, des journaux, ouvrages périodiques, circulaires, prospectus, catalogues et avis divers, imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés; elle interdit, en outre, d'insérer dans les imprimés, échantillons, papiers de commerce ou d'affaires, affranchis à prix réduit, aucune lettre ou note pouvant tenir lieu de correspondance. Toute contravention est punie d'une amende de 150 à 300 francs; en cas de récidive, d'une amende de 300 à 3,000 francs. (Arrêté 27 prairial an ix et lois 22 juin 1854 et 25 juin 1856.)

Par exception aux dispositions qui précèdent, les journaux et ouvrages périodiques formant un paquet dont le poids dépasse 1 kilogramme ou faisant partie d'un paquet de librairie qui dépasse le même poids, peuvent être expédiés par une autre voie que celle de la poste, mais à la condition expresse que, dans l'un et l'autre cas, les exemplaires ne porteront aucune mention ou suscription de nature à en faciliter la remise à d'autres personnes que le destinataire du paquet.

Des annotations peuvent être ajoutées sur les échantillons ou sur les papiers d'affaires eux-mêmes, moyennant l'acquiescement préalable d'une taxe supplémentaire de 25 centimes.

L'usage d'un timbre-poste ayant déjà servi à l'affranchissement d'une lettre est puni d'une amende de 50 fr. à 1,000 francs. En cas de récidive, la peine est d'un emprisonnement de cinq jours à un mois et l'amende est doublée. Est punie des mêmes peines, suivant les distinctions susétablies, la vente ou tentative de vente d'un timbre-poste ayant déjà servi. (Loi 16 octobre 1849.)

La loi défend l'insertion dans les lettres chargées ou non chargées des matières d'or ou d'argent, des bijoux ou autres objets précieux. Elle interdit, en outre, l'insertion dans les lettres non chargées des billets de banque, bons, coupons de dividende ou d'intérêts payables au porteur.

En cas d'infraction, l'expéditeur est puni d'une amende de 50 à 100 francs. (Loi 4 juin 1859.)

POSTHUME. — Du latin *post*, après, et *humus*, terre. — Se dit de l'enfant né après la mort de son père.

1. — Il n'est reconnu légitime qu'autant que 300 jours ne se sont pas écoulés entre sa naissance et la mort du prétendu père. (Cod. civ. art. 315.) — Voy. PATERNITÉ ET FILIATION, 2.

2. — Toutes donations entre-vifs faites par des personnes qui n'avaient point d'enfants ou de descendants actuellement vivants dans le temps de la donation sont révoquées de plein droit par la survenance d'un enfant légitime du donateur, même d'un posthume. (Cod. civ. art. 960.) — Voy. DONATION ENTRE-VIFS, II.

3. — Voy. CURATEUR, 2.

POSTULATION. — C'est l'exercice des fonctions d'Avoué. — D'après l'article 94 de la loi du 27 ventôse an viii (18 mars 1800), les Avoués ont exclusivement le droit de *postuler* et de prendre des conclusions devant le Tribunal auprès duquel ils sont établis.

Le fait par toute autre personne d'usurper les fonctions d'Avoué, en d'autres termes la *postulation illicite* donne lieu à une condamnation par corps à une amende de 200 francs au minimum, de 500 fr. au maximum, et, en cas de *récidive*, à une amende de 500 fr. au minimum, 1,000 fr. au maximum.

— Les Avoués convaincus de *complicité* encourrent, pour la première fois, une amende de 500 fr. au minimum, 1,000 fr. au maximum, et, en cas de *récidive*, une amende de 1,500 francs, indépendamment de leur *destination*.

POUDRE A FEU. — (Loi 13 fructidor an v (30 août 1797); déc. 23 pluviôse an xiii (12 février 1805); ord. roy. 25 mars 1818; loi 24 mai 1834; déc. 20 mars 1852.) — 1. — La fabrication de la poudre à feu n'a lieu que dans les poudrières de l'Etat. Ce monopole se justifie par la nécessité de pouvoir subvenir en tout temps aux besoins de la force armée, et de prévenir l'abus d'un produit aussi dangereux.

2. — La vente de la poudre à feu se fait pour le compte de l'Etat, soit dans les magasins nationaux, soit par les débiteurs pourvus de commissions de l'Administration des contributions indirectes.

3. — Il est défendu à qui que ce soit de fabriquer ou de vendre de la poudre sans y être autorisé, de tenir et vendre de la poudre de contrebande, et d'introduire aucunes poudres étrangères en France. Les particuliers ne peuvent avoir chez eux la poudre de guerre, ni plus de 2 kilogrammes de toute autre poudre.

4. — La vente de la poudre a rapporté, en 1866, au Trésor, 12,612,000 francs. — Le produit est évalué, au budget de 1873, à la somme de 15,831,000 fr.

POUVOIR EXÉCUTIF. — C'est l'Autorité chargée de veiller à l'exécution des lois. La plénitude du pouvoir exécutif appartient au *Président de la République*. — Voy. PRÉSIDENT DE LA

RÉPUBLIQUE; — SÉPARATION DES POUVOIRS.

POUVOIR JUDICIAIRE. — (Loi 27 ventôse an viii (18 mars 1800). — 1. — Le Pouvoir judiciaire, qui n'est qu'une branche du *Pouvoir exécutif*, est exercé hiérarchiquement par des magistrats de 3 espèces :

Les *Juges de paix*, institués dans chaque canton, au nombre de 2,860;

Les *Tribunaux de première instance*, institués dans chaque arrondissement (Saint-Denis et Sceaux exceptés), au nombre de 359;

Les *Cours d'appel*, qui embrassent plusieurs départements dans leur ressort, réduites aujourd'hui au nombre de 26.

— Au-dessus de ces 3 juridictions différentes dans leur compétence, se trouve la *Cour de cassation* instituée, non pour juger, mais pour veiller à l'application des lois afin qu'elle soit uniforme dans toute la France.

2. — Le Pouvoir judiciaire est seul chargé de statuer sur toutes les questions qui intéressent l'état des personnes, c'est-à-dire qui sont relatives soit à la nationalité des individus, soit à la jouissance de leurs droits politiques, civils et de famille, et sur les contestations qui concernent le droit de propriété et ses démembrements, tels que les questions d'usufruit, de servitudes. Sa compétence s'étend également aux successions, aux donations, aux testaments; aux contrats de toute espèce, aux privilèges et hypothèques, enfin à l'application des lois pénales aux individus prévenus de crimes, de délits ou de contraventions. — Voy. JUSTICE DE PAIX; — TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE; — COUR D'APPEL; — COUR D'ASSISES; — COUR DE CASSATION.

POUVOIR LÉGISLATIF. — C'est l'Autorité de qui émanent les lois. Le Pouvoir législatif est exercé collectivement par l'*Assemblée nationale* et le *Président de la République*. — Voy. ASSEMBLÉE NATIONALE; — PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE; — LOI; — SÉPARATION DES POUVOIRS.

POUVOIRS. (SÉPARATION DES) —
Voy. SÉPARATION DES POUVOIRS.

POURVOI. — Acte par lequel un jugement ou un arrêt est déféré à la Cour de cassation. — **Voy. CASSATION.**

L'expression de *pourvoi* s'applique également au *recours* exercé devant le Conseil d'Etat. — **Voy. CONSEIL D'ÉTAT.**

PRÉCIPUT. — (Cod. civ. art. 919; art. 1515-1519.) — Du latin *præ*, avant, et *capere*, prendre. — Prélèvement d'une certaine portion sur un tout.

1. — L'un des *héritiers* d'un défunt peut, en vertu d'une disposition testamentaire, prélever une part sur la succession, indépendamment de celle que la loi lui défère : ce préciput ne peut toutefois excéder la *quotité disponible* (Voy. ces mots).

2. — On nomme *préciput conventionnel* la clause d'un contrat de mariage par laquelle l'époux survivant est autorisé à prélever avant tout partage, sur les biens de la communauté, une certaine somme ou une certaine quantité d'effets mobiliers en nature. — **Voy. CONTRAT DE MARIAGE, I, 6°.**

PRÉEMPTION. — **Voy. EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE, IV, 2; — DOUANES, 4.**

PRÉFECTURE. (CONSEIL DE) —
Voy. CONSEIL DE PRÉFECTURE.

PRÉFET. — (Loi 28 pluviôse an VIII (17 février 1800); déc. 25 mars 1852, 13 avril 1861.) — Du latin *præfectus*, préposé. — Fonctionnaire placé à la tête de chaque division territoriale appelée *département*, et ayant le double caractère d'*agent du pouvoir central* et de *représentant des intérêts spéciaux du département*.

1. — Comme *agent du pouvoir central*, le Préfet transmet aux Autorités locales dont il est le supérieur hiérarchique les lois, décrets, règlements, instructions, et les fait exécuter. Bien qu'il dépende plus particulièrement du Ministre de l'Intérieur, il correspond directement avec chaque Ministre pour les affaires ressor-

tissant à son département ministériel. Il représente l'Etat, en tant que personne morale, et c'est contre lui que doivent être intentées les actions concernant le Domaine. Comme tuteur des Départements, des Communes et des Établissements publics, il a des attributions nombreuses. Les décrets du 25 mars 1852 et du 13 avril 1861, dits de *décentralisation*, avaient beaucoup étendu ses pouvoirs en lui permettant de statuer sur certaines affaires départementales et communales qui précédemment étaient soumises à l'Administration supérieure, et en lui attribuant la nomination directe à un grand nombre de fonctions ou d'emplois; mais la loi du 10 août 1871 sur les Conseils généraux les a restreints d'une manière sensible. — **Voy. CONSEIL GÉNÉRAL.**

— Dans certains cas déterminés par les lois, le Préfet est obligé de consulter le *Conseil de Préfecture* (voy. ces mots), sans être astreint néanmoins à suivre son avis.

2. — Comme *représentant des intérêts spéciaux du Département*, le Préfet gère les biens propres au département et agit en son nom en Justice. Pour ce qui concerne les intérêts économiques du département, la *délibération* appartient au Conseil général, l'*action* au Préfet.

3. — Les décisions du Préfet portent le nom d'*arrêtés*. Elles peuvent toujours être déférées au Ministre que la matière concerne. Aucun *délai* n'est fixé pour l'exercice de ce droit, aucune *forme particulière* n'est exigée.

Les arrêtés préfectoraux peuvent être déférés au Conseil d'Etat, lorsqu'ils statuent en *matière contentieuse*, c'est-à-dire sur des réclamations à l'occasion de *droits violés* et non de *simples intérêts lésés*. Mais, à la différence des arrêtés statuant sur des objets de pure administration, pour lesquels le recours au Ministre peut toujours être exercé, quel que soit le temps écoulé, les arrêtés préfectoraux pris en matière contentieuse ne peuvent être déférés au

Conseil d'Etat que dans le délai de 3 mois.

Les arrêtés préfectoraux sont toujours attaques directement devant le Conseil d'Etat pour cause d'excès de pouvoir ou d'incompétence.

— En aucun cas, et sous quelque prétexte que ce soit, un arrêté préfectoral ne peut être attaqué devant le Conseil de Préfecture.

4. — Les Préfets sont nommés et révoqués par le Président de la République.

PRÉFET DE POLICE. — (Loi 28 pluviôse an VIII (17 février 1800); Arr. 12 Messidor an VIII (1^{er} juillet 1800); Déc. 10 octobre 1859; Déc. 30 novembre 1859.) — Institué par la loi du 28 Pluviôse an VIII (17 février 1800), le *Préfet de Police* est, sous l'autorité du Ministre de l'Intérieur, chargé de la direction générale de la sûreté publique.

— Le décret du 10 octobre 1859 ayant réuni sous la main du Préfet de

la Seine la grande et la petite voirie, ainsi que quelques autres parties de la police municipale, le Préfet de police n'a conservé de ses attributions, telles que les avait fixées l'Arrêté du 12 Messidor an VIII (1^{er} juillet 1800), que les matières de police municipale non comprises dans l'énumération du 10 octobre 1859.

— Pour ce qui concerne la police de sûreté, toutes les Communes du département de la Seine et de Seine-et-Oise sont placées sous la juridiction du Préfet de Police.

PRÉFET MARITIME. — Fonctionnaire chargé, sous les ordres du Ministre de la Marine, de l'administration spéciale des ports et de la direction supérieure de tous les services et établissements maritimes de son arrondissement.

— Le territoire maritime de la France est divisé en 5 Arrondissements et 7 Sous-Arrondissements, savoir :

ARRONDISSEMENTS.		SOUS-ARRONDISSEMENTS.
1 ^{er}	Cherbourg.....	Dunkerque; — Le Havre.
2 ^e	Brest.....	Saint-Servan.
3 ^e	Lorient.....	Nantes.
4 ^e	Roche fort	Bordeaux.
5 ^e	Toulon	Marseille; — Nice.

PRÉFET. (SOUS-) — Voy. SOUS-PRÉFET.

PRÉMÉDITATION. — (Cod. pén. art. 296, 297, 302, 310, 312.) — Elle consiste dans le dessein formé, avant l'action, d'attenter à la personne d'un individu déterminé, ou même de celui qui sera trouvé ou rencontré, quand même ce dessein serait dépendant de quelque circonstance ou de quelque condition.

— La préméditation est une circonstance aggravante du meurtre et des coups et blessures. — Voy.

MEURTRE; — COUPS ET BLESSURES.

PREMIER PRÉSIDENT. — Titre donné au premier magistrat de la Cour de cassation, de la Cour des Comptes et de chaque Cour d'appel.

PREMIER RESSORT. — Un jugement est dit en premier ressort lorsqu'il n'est pas définitif et qu'on peut en appeler devant une juridiction supérieure.

PRÉNOMS. — Voy. NOMS ET PRÉNOMS.

PRESBYTÈRE. — Du latin presby-

ter, prêtre. — Maison destinée au logement du curé. Son entretien est à la charge de la *Fabrique* (Voy. *FABRIQUE D'ÉGLISE*), et, subsidiairement, de la Commune.

PRESCRIPTION. — (Cod. civ. art. 2219-2281.)

C'est un moyen d'acquiescer ou de se libérer par un certain laps de temps, et sous les conditions déterminées par la loi.

1. — La prescription, dont la mauvaise foi peut abuser, est néanmoins une institution salutaire pour l'ordre social, et que de puissantes considérations légitiment. Elle *consolide la propriété et prévient les procès* : l'intérêt général, auquel l'intérêt particulier doit toujours être subordonné, exigeait impérieusement que l'on fixât un terme après lequel il ne fût plus permis d'inquiéter les possesseurs et de rechercher des droits trop longtemps négligés. Autrement, la propriété eût été perpétuellement incertaine; les débiteurs eussent été obligés, sous peine de payer deux fois, de conserver pendant des siècles les quittances qui prouvent leur libération.

2. — Il y a deux sortes de prescriptions, l'une afin d'acquiescer ou *acquisitive*, l'autre afin de se libérer ou *libératoire*.

I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES. — CAUSES QUI EMPÊCHENT LA PRESCRIPTION, OU QUI EN INTERROMPENT OU EN SUSPENDENT LE COURS. — 1. — C'est à celui qui peut invoquer la prescription à la faire valoir; les juges ne doivent pas suppléer d'office le moyen qui en résulte, mais elle peut être opposée en tout état de cause, même en appel pour la première fois, à moins que la partie ne soit présumée, d'après les circonstances, y avoir renoncé.

2. — Pour pouvoir prescrire afin d'acquiescer, il faut une possession continue pendant le temps exigé (voy. ci-après, II), non interrompue, paisible, publique, non équivoque et à titre de propriétaire.

— On est toujours présumé pos-

séder pour soi, et à titre de propriétaire, s'il n'est prouvé qu'on a commencé à posséder pour un autre. Quand on a commencé à posséder pour autrui (*fermier, dépositaire, usufruitier, emprunteur, etc.*), on est toujours présumé posséder au même titre, s'il n'y a preuve du contraire.

Les actes de pure faculté et de simple tolérance ne peuvent fonder ni possession, ni prescription. Ainsi, pendant 30 ans, j'ai souffert que mon voisin passât sur ma propriété ou fit paître ses bestiaux sur une terre en friche m'appartenant, c'est un acte de bon vouloir qui ne saurait constituer une prescription au profit du voisin.

Les actes de violence ne peuvent non plus fonder une possession capable d'opérer la prescription.

— Le possesseur actuel qui prouve avoir possédé anciennement, est présumé avoir possédé dans le temps intermédiaire, sauf la preuve contraire.

— Pour compléter la prescription, on peut joindre sa possession à celle de son auteur, de quelque manière qu'on lui ait succédé, soit à titre universel ou particulier, soit à titre lucratif ou onéreux.

3. — La prescription peut être interrompue ou naturellement ou civilement.

Il y a *interruption naturelle* lorsque le possesseur est privé, pendant plus d'un an, de la jouissance de la chose, soit par l'ancien propriétaire, soit même par un tiers.

Une citation en Justice, un commandement ou une saisie, signifiés à celui qu'on veut empêcher de prescrire, forment l'*interruption civile*.

— L'interpellation faite à l'un des débiteurs solidaires, ou sa reconnaissance, interromp la prescription contre leurs héritiers. L'interpellation faite au débiteur principal, ou sa reconnaissance, interromp la prescription contre la caution.

4. — La prescription ne court pas contre les mineurs et les interdits. (Voy. cependant une dérogation à ce principe, III.) Elle ne court point

entre époux, ni contre les femmes mariées, quoique majeures, mais dans quatre cas seulement : 1° sous quelque régime qu'elles soient mariées, la prescription ne court point contre elles, quant aux actions en rescision des contrats qu'elles ont faits sans l'autorisation de leur mari ou de la Justice : ce n'est qu'à partir de la dissolution du mariage que ces actions deviennent prescriptibles. Le législateur a pensé que la femme qui a eu la faiblesse de contracter sans autorisation craindrait de demander à son mari l'autorisation d'attaquer l'acte qu'elle a fait à son insu, et que, puisqu'elle était ainsi moralement impuissante à agir, il convenait de suspendre la prescription jusqu'à la dissolution du mariage; — 2° Sous quelque régime qu'elles soient mariées, la prescription ne court point contre elles, quant aux actions qui réfléchiraient contre leur mari, si elles les exerçaient contre le tiers qui y est soumis. Si, en effet, la femme exerçait une action de cette nature, la paix du ménage pourrait en être troublée; si elle n'osait pas agir dans la crainte d'irriter son mari en le soumettant à un recours en garantie, son intérêt serait sacrifié. Pour éviter cette fâcheuse alternative, la loi suspend la prescription jusqu'à la dissolution du mariage; — 3° Lorsque la femme est mariée sous le régime de la communauté, la prescription ne court point contre elle, quant aux actions qu'elle ne peut exercer qu'après une option à faire sur l'acceptation ou la répudiation de la communauté. Le législateur a sans doute pensé que, si la prescription, quant à ces actions, courait pendant le mariage contre la femme, celle-ci serait obligée de contrôler les actes de son mari, d'où résulteraient des conflits et des altercations; — 4° Lorsque la femme est mariée sous le régime dotal, la prescription ne court point contre elle, pendant le mariage, quant aux immeubles dotaux non stipulés aliénables. L'imprescriptibilité est la conséquence de l'inaliénabilité. — En dehors des quatre cas ci-dessus,

les femmes sont soumises au droit commun en ce qui concerne la prescription.

II. PRESCRIPTION ACQUISITIVE. — Elle repose sur cette présomption que celui qui possède une chose pendant un certain temps en a été réellement investi par une juste cause d'acquisition; on ne l'eût pas laissé jouir paisiblement si sa possession n'eût été qu'une usurpation.

1. — *En l'absence de titre et de bonne foi*, la prescription n'est acquise à l'égard des immeubles que par une possession de 30 ans.

Lorsqu'il y a titre (vente, donation) et bonne foi, 10 ans ou 20 ans suffisent, selon que le véritable propriétaire habitait ou non dans le ressort de la Cour d'appel où est situé l'immeuble.

2. — *Il suffit que la bonne foi ait existé au moment de l'acquisition*. Elle est toujours présumée : c'est à celui qui allègue la mauvaise foi à la prouver.

Si le véritable propriétaire a eu son domicile en différents temps dans le ressort et hors du ressort de la Cour d'appel, il faut, pour compléter la prescription, ajouter à ce qui manque aux dix ans de présence un nombre d'années d'absence double de celui qui manque pour faire les dix ans de présence.

III. PRESCRIPTION LIBÉRATOIRE. — Elle repose sur cette présomption que le créancier qui est demeuré pendant de longues années sans exiger sa créance en a été payé ou en a fait remise au débiteur. Le temps exigé pour la prescription libératoire est de 30 ans en général; mais, dans certains cas, il n'est que de 5, 2, 1 année, et même de 6 mois seulement.

1. — *Se prescrivait par 5 ans :*

1° Les arrérages de rentes perpétuelles et viagères; — 2° ceux des pensions alimentaires; — 3° les loyers des maisons et le prix de ferme des biens ruraux; — 4° les intérêts des sommes prêtées; — 5° généralement tout ce qui est paya-

ble par année ou à des termes périodiques plus courts.

2. — *Se prescrivent par 2 ans :*

1^o L'action des Avoués pour le paiement de leurs frais et salaires, à compter du jour où le procès est terminé; — 2^o l'action en restitution des pièces confiées à un Huissier, soit pour les faire signifier, soit pour les mettre à exécution.

3. — *Se prescrivent par un an :*

1^o L'action des Médecins, Chirurgiens et Apothicaires pour leurs visites, opérations et médicaments; — 2^o Celle des Huissiers pour le salaire des actes qu'ils signifient et des commissions qu'ils exécutent; — 3^o Celle des marchands pour les marchandises qu'ils vendent aux particuliers non marchands; — 4^o Celle des maîtres de pension pour le prix de la pension de leurs élèves, et des autres maîtres pour le prix de l'apprentissage; — 5^o Celle des domestiques qui se louent à l'année pour le paiement de leur salaire.

4. — *Se prescrivent par 6 mois :*

1^o L'action des maîtres et instituteurs des sciences et des arts pour les leçons qu'ils donnent au mois; — 2^o Celle des hôteliers et traiteurs à raison du logement et de la nourriture qu'ils fournissent; — 3^o Celle des ouvriers et gens de travail pour le paiement de leurs journées, fournitures et salaires.

— La prescription, dans les cas ci-dessus, a lieu *quoiqu'il y ait eu continuation* de fournitures, livraisons, services et travaux, chaque fourniture, livraison, etc., étant considérée comme une créance distincte soumise à une prescription particulière. Elle ne cesse de courir que lorsqu'il y a eu compte arrêté, obligation souscrite, ou citation en Justice non périmée, et alors la présomption de paiement n'existant plus la prescription ne pourra s'acquiescer que par 30 ans.

— Par une dérogation au droit commun, les *courtes prescriptions*, celles de 6 mois, de 1 an, de 2 ans et de 5 ans, *courent contre les mineurs et les interdits, sauf toutefois*

leur *recours* contre le tuteur négligent.

— Comme la prescription, dans tous ces cas, ne repose que sur une présomption de paiement qui peut être fautive, la loi accorde une dernière ressource au créancier à qui elle est opposée : celle de déférer le *serment* au débiteur sur la question de savoir si la chose a été réellement payée. Le serment peut aussi être déféré aux veuves et héritiers ou aux tuteurs, pour qu'ils aient à déclarer s'ils ne savent pas que la chose soit due.

IV. RÈGLE : EN FAIT DE MEUBLES, POSSESSION VAUT TITRE. — Les meubles passant rapidement de mains en mains, par de simples conventions verbales, et leur identité étant fort difficile à constater, c'eût été donner lieu à trop de procès que d'en autoriser la revendication; de là la règle : *en fait de meubles, possession vaut titre*. Cette règle néanmoins cesse d'être applicable à l'égard des objets *perdus* ou *volés* qui peuvent être revendiqués, pendant 3 ans, contre celui entre les mains duquel le propriétaire les retrouve, sauf recours du tiers évincé contre la personne de qui il tenait la chose. Mais si le possesseur avait acheté dans une foire, dans un marché, dans une vente publique ou d'un marchand vendant des choses pareilles, l'objet volé ou perdu qui lui est réclamé par le propriétaire, ce dernier serait tenu de lui restituer le prix que cet objet lui a coûté, sauf son recours contre le voleur ou l'inventeur. Dans cette hypothèse, en effet, la bonne foi de l'acheteur est évidente, et l'intérêt du commerce exige qu'il en soit ainsi.

V. Pour ce qui concerne la prescription en *matière criminelle*, voy. ACTION CIVILE, 2; — ACTION PUBLIQUE; — PEINES, 6.

— Pour ce qui concerne la prescription en *matière commerciale*, voy. EFFETS DE COMMERCE, XIV.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

— Nom donné au Chef actuel du Pouvoir exécutif en France. La loi

du 31 août 1871 rendue à ce sujet est ainsi conçue :

Art. 1^{er}. — « Le Chef du pouvoir exécutif prendra le titre de *Président de la République française* et continuera d'exercer, sous l'autorité de l'Assemblée nationale, tant qu'elle n'aura pas terminé ses travaux, les fonctions qui lui ont été déléguées par décret du 17 février 1871. »

Art. 2. — « Le Président de la République promulgue les lois dès qu'elles lui sont transmises par le Président de l'Assemblée nationale.

Il assure et surveille l'exécution des lois.

Il réside au lieu où siège l'Assemblée. — Il est entendu par l'Assemblée nationale toutes les fois qu'il le croit nécessaire, et après avoir informé de son intention le Président de l'Assemblée. — Il nomme et révoque les Ministres. Le Conseil des Ministres et les Ministres sont responsables devant l'Assemblée. — Chacun des actes du Président de la République doit être contresigné par un Ministre. »

Art. 3. — « Le Président de la République est responsable devant l'Assemblée. »

Le Président de la République reçoit, par an, 600,000 fr. à titre de traitement, et 162,400 fr. pour frais de maison.

— Voy. ASSEMBLÉE NATIONALE; — RÉPUBLIQUE.

PRÉSUMPTIONS. — Voy. OBLIGATIONS, V, § 3.

PRESSE. — La Presse, dans son ensemble, comprend tous les moyens à l'aide desquels on peut publier sa pensée et manifester ses opinions.

1. — Le grand principe de la liberté de la presse a été posé pour la première fois, en 1789, par l'Assemblée Constituante dans la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*. L'article 11 de cette déclaration était ainsi conçu : « La libre communication des pensées et des opinions est un des dons les plus précieux de l'homme. Tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette li-

berté dans les cas déterminés par la loi. »

La Constitution du 3 septembre 1791, à qui la *Déclaration des droits* servait de préambule, contenait en outre dans l'article 17 du titre III, chapitre 5, la disposition suivante : « Nul ne peut être recherché ni poursuivi pour raison des écrits qu'il aura fait imprimer ou publier, sur quelque matière que ce soit, si ce n'est qu'il ait provoqué à dessein la désobéissance à la loi, l'avilissement des pouvoirs constitués, la résistance à leurs actes ou à quelqu'une des actions déclarées crimes ou délits par la loi. La censure des actes des Pouvoirs constitués est permise; mais les calomnies volontaires contre la probité des fonctionnaires publics et la droiture de leurs intentions dans leurs fonctions, pourront être poursuivies par ceux qui en sont l'objet. La calomnie et les injures contre quelque personne que ce soit, relatives à leur vie privée, seront punies sur leur poursuite. »

Le premier Empire méconnut ces grands principes qui ne reparurent qu'avec la Charte de 1814. Il serait trop long de rappeler ici les vicissitudes de la presse et de faire connaître les régimes divers qui lui ont été appliqués depuis le commencement de ce siècle. Nous avons d'ailleurs donné déjà quelques renseignements historiques à cet égard au mot *Imprimerie*.

2. — Dans l'État actuel de la législation, il faut distinguer les publications ordinaires des publications périodiques. Ces dernières, à cause de leur action continue sur l'opinion, ont été soumises à un plus grand nombre de restrictions que les premières, dont l'effet n'est qu'accidentel. — Voy. JOURNAL.

Pour les publications ordinaires, la loi n'a pris aucune mesure préventive directe; elle exige seulement pour préparer la répression, s'il y a lieu : 1^o la déclaration de l'Imprimeur au Ministère de l'Intérieur, à Paris, ou, dans les départements, au Secrétaire Général de la Préfecture, des ouvrages qu'il se propose d'imprim-

mer ; — 2° le dépôt aux mêmes endroits de deux exemplaires de l'ouvrage imprimé. — En outre, si l'écrit traite de matières d'économie sociale ou politique et a moins de 6 feuilles d'impression, un exemplaire doit être remis au parquet du Tribunal du lieu de l'impression.

« S'il n'existe aucune restriction préventive directe à la liberté d'imprimer des ouvrages non périodiques, il y en a une qui restreint indirectement cette faculté : c'est la responsabilité des imprimeurs et libraires. Munis de brevets révocables qui ordinairement constituent toute leur fortune, ils sont les premiers censeurs des livres qu'ils impriment, et ce contrôle est d'autant plus sévère qu'ils l'exercent à leurs risques et périls. » (M. Batbie, *Précis du droit public et administratif*, page 11.)

3. — La poursuite en matière de délits commis par la voie de la presse a lieu aujourd'hui devant la Cour d'assises, conformément au chapitre III, articles 16 à 23, de la loi du 27 juillet 1849 remise en vigueur, sauf les restrictions suivantes :

Les Tribunaux correctionnels continuent de connaître : 1° des délits contre les mœurs par la publication, l'exposition, la distribution et la mise en vente de dessins, gravures, lithographies, peintures et emblèmes ; — 2° des délits de diffamation et d'injures publiques concernant les particuliers ; — 3° des délits d'injure verbale contre toute personne ; — 4° des infractions purement matérielles aux lois, décrets et règlements sur la presse.

En cas d'imputation contre les dépositaires ou agents de l'Autorité publique à l'occasion de faits relatifs à leurs fonctions, ou contre toute personne ayant agi dans un caractère public à l'occasion de ces actes, la preuve de la vérité des faits diffamatoires peut être faite devant le jury conformément aux articles 20 à 25 de la loi du 16 mai 1819 remis en vigueur. (Loi 15 avril 1871.)

4. — Le § 1^{er} de l'article 17 du décret du 17 février 1852 qui interdisait de rendre compte des procès pour délits de presse a été abrogé par la loi du 12 février 1872.

PRESTATIONS EN NATURE. — Du latin *præstare*, fournir. — En cas d'insuffisance des revenus communaux pour l'ouverture, l'entretien et la réparation des chemins vicinaux, chaque habitant domicilié est tenu d'y contribuer par un certain nombre de journées de travail, mais la prestation en nature peut être rachetée en argent. — Voy. CHEMINS VICINAUX, 2 et suiv.

PRÊT. — (Cod. civ. art. 1874-1914 ; Lois 3 septembre 1807 et 19 décembre 1850.) — Du latin *præstare*, procurer, faire avoir. — Il n'y aurait point de société entre les hommes si chacun d'eux avait tout ce qu'il peut désirer pour la commodité de son existence. Le lien qui les unit ne s'est formé et ne subsiste que par la réciprocité des besoins et l'échange continu des services. Or, on ne peut pas toujours vendre, louer ou échanger pour se procurer les choses nécessaires. Le prêt est une autre manière de s'entraider : il forme l'un des contrats les plus usuels.

— On distingue deux sortes de prêt, celui des choses dont on peut user, sans les consommer, sans les détruire, ou *prêt à usage*, — et celui des choses qui se consomment par l'usage qu'on en fait, ou *prêt de consommation*. Ce dernier prêt peut être gratuit ou *intéressé* ; de là, en réalité, une troisième espèce de prêt : le *prêt à intérêt*.

SECT. I. — PRÊT A USAGE. — (Cod. civ. art. 1875-1891.) — Le *prêt à usage* ou *commodat* est le contrat par lequel l'une des parties livre une chose à l'autre pour s'en servir, à la charge par le preneur de la rendre après s'en être servi.

Ce prêt est essentiellement *gratuit*. La stipulation d'un prix en ferait un *louage*.

Tout ce qui est dans le commerce et ne se consomme pas par l'usage peut être l'objet de cette convention.

2. — L'emprunteur, devant rendre en bon état la chose qui lui a été prêtée.

tée, est tenu de veiller avec soin à sa conservation. Il ne peut s'en servir pour un temps plus long que celui convenu ou pour un usage autre que celui déterminé, à peine de dommages-intérêts et au risque de répondre, dans l'un ou l'autre cas, de la perte arrivée même par cas fortuit.

— Quant au prêteur, il ne peut retirer sa chose qu'après le terme convenu ou, à défaut de convention, qu'après qu'elle a servi à l'usage pour lequel elle a été empruntée. Si, néanmoins, il lui survenait un besoin imprévu et pressant de sa chose, il pourrait obtenir de la Justice l'autorisation de la reprendre.

SECT. II. — PRÊT DE CONSOMMATION OU SIMPLE PRÊT. — (Cod. civ. art. 1892-1904.)

1. — L'article 1892 du Code civil le définit « un contrat par lequel l'une des parties livre à l'autre une certaine quantité de choses qui se consomment par l'usage, à la charge par cette dernière de lui en rendre autant de même espèce et qualité. »

A la différence de ce qui a lieu dans le *prêt à usage* l'emprunteur devient propriétaire de la chose prêtée, d'où la conséquence que c'est pour lui qu'elle péricule de quelque manière que cette perte arrive.

2. — L'obligation de restituer s'exécute différemment, suivant que le prêt a pour objet une *somme d'argent* ou d'autres choses telles que *denrées* et *marchandises*. — S'il s'agit d'une somme d'argent, l'emprunteur doit rendre non pas des pièces semblables à celles qu'il a reçues, mais pareille somme que celle énoncée au contrat, en espèces ayant cours au jour convenu pour la restitution, et quelques variations que les espèces aient éprouvées entre l'époque du prêt et celle du paiement. On considère ici non pas la chose elle-même, mais sa valeur. Si, au contraire, le prêt consiste en denrées, marchandises ou lingots, la restitution à faire, quelque différence qui ait pu survenir dans leur prix, soit en plus soit en moins, n'est toujours que de la même quan-

tité et qualité des choses empruntées.

On a prévu le cas où l'emprunteur de denrées, marchandises, etc., se trouverait dans l'impossibilité de satisfaire à ses engagements. Il doit alors payer la valeur de la chose prêtée eu égard au temps et au lieu déterminés pour la restitution. Si ce temps et ce lieu n'ont pas été réglés, le paiement se fait au prix du temps et du lieu où l'emprunt a été contracté.

3. — Le prêteur ne peut pas redemander les choses prêtées avant le temps convenu, alors même qu'il en aurait un besoin imprévu et urgent. S'il en est différemment dans le prêt à usage, c'est que, la chose existant toujours entre les mains de l'emprunteur, celui-ci peut la rendre sans trop de préjudice. Dans le prêt de consommation, au contraire, la chose pouvant être consommée, il serait souvent très-onéreux pour l'emprunteur de trouver à l'instant une chose semblable.

SECT. III. — PRÊT A INTÉRÊT. — (Cod. civ. art. 1905-1908; lois 3 septembre 1807, 19 décembre 1850.)

1. — Ce prêt, qui n'est qu'une variété du *prêt dit de consommation*, est celui dans lequel le prêteur stipule un dédommagement, un intérêt pour la privation momentanée de sa chose.

Dans l'ancien droit, toute stipulation d'intérêt en matière de prêt était *interdite*. Les Ordonnances royales étaient venues sanctionner les prohibitions canoniques. Cette défense de prêter, même à un taux modéré, eut pour résultat, d'une part d'empêcher, au grand préjudice du commerce et de l'industrie, la circulation des capitaux, car ceux qui ne voulaient pas éluder la loi gardaient leur argent, qu'un prêt gratuit eût exposé sans compensation; et, d'autre part, de rendre l'usure très-dangereuse, car ceux qui enfreignaient la prohibition imaginaient une foule de moyens de l'é luder et stipulaient un intérêt d'autant plus fort qu'ils s'exposaient aux peines prononcées contre les prêteurs à intérêt.

« Par la loi du 3 octobre 1789, l'Assemblée Constituante consacra la légitimité du prêt à intérêt, que le Code civil proclama (art. 1950), en faisant pressentir que la loi pourrait en régler le taux. C'est ce qui arriva, en effet, quatre ans après la publication du Code : le 3 septembre 1807, une loi décida qu'à l'avenir l'intérêt conventionnel ne pourrait dépasser 5 p. 100 en matière civile et 6 p. 100 en matière commerciale. Si l'intérêt commercial peut être plus élevé que l'intérêt civil, c'est parce qu'un commerçant tire un meilleur parti de l'argent qui lui est prêté et fait courir des risques plus grands à l'emprunteur.

La loi de 1807 contenait des dispositions pénales contre ceux qui en violeraient les prescriptions. Elle a été modifiée sur ce point par une loi du 19 décembre 1850 qui a eu pour but d'atteindre plus efficacement l'usure et de la punir plus sévèrement lorsqu'elle est habituelle. En voici la teneur :

Art. 1^{er}. — « Lorsque, dans une instance civile ou commerciale, il sera prouvé que le prêt conventionnel a été fait à un taux supérieur à celui fixé par la loi, les perceptions excessives seront imputées de plein droit aux époques où elles auront eu lieu, sur les intérêts légaux alors échus et subsidiairement sur le capital de la créance.

« Si la créance est éteinte en capital et intérêts, le prêteur sera condamné à la restitution des sommes indûment perçues, avec intérêt du jour où elles lui auront été payées... »

Art. 2. — « Le délit d'habitude d'usure sera puni d'une amende qui pourra s'élever à la moitié des capitaux prêtés à usure et d'un emprisonnement de 6 jours à 6 mois. »

Art. 3. — « En cas de nouveau délit d'usure, le coupable sera condamné au maximum des peines prononcées par l'article précédent, et elles pourront être élevées jusqu'au double, sans préjudice des cas généraux de récidive prévus par les art. 57 et 58 du Code pénal.

« Après une première condamnation pour habitude d'usure, le nouveau délit résultera d'un fait postérieur, même unique, s'il s'est accompli dans les cinq ans à partir du jugement ou de l'arrêt de condamnation. »

Art. 4. — « S'il y a escroquerie de la part du prêteur, il sera passible des peines prononcées par l'art. 405 du Code pénal, sauf l'amende qui demeurera réglée par l'article 2 de la présente loi. »

Art. 5. — « Dans tous les cas, et suivant la gravité des circonstances, les Tribunaux pourront ordonner, aux frais du délinquant, l'affiche du jugement et son insertion par extrait dans un ou plusieurs journaux du département... »

2. — Aux termes de l'article 1908 du Code civil, « la quittance du capital donnée sans réserve des intérêts en fait présumer le paiement et en opère la libération. » — Cette présomption est toute naturelle, puisque, les intérêts n'étant que le produit du capital, le débiteur a dû vraisemblablement s'acquitter de ces produits avant de rendre le capital.

3. — Les intérêts ne peuvent être capitalisés et produire à leur tour des intérêts qu'autant qu'ils sont dus au moins pour une année entière. En le décidant ainsi, le Code civil (art. 1154) a voulu empêcher les abus et la ruine rapide des débiteurs. — Voy. ANATOCISME.

4. — On peut stipuler un prêt moyennant un capital que le prêteur s'interdit d'exiger. Dans ce cas, le prêt prend le nom de *constitution de rente*. — Voy. RENTE PERPÉTUELLE.

PRÊT SUR GAGES. (MAISONS DE) — (Loi 16 pluviôse an XII (6 février 1804); Cod. pén. art. 411.)

1. — Aucune maison de prêt sur gages ne peut être établie qu'au profit des pauvres et avec l'autorisation du Gouvernement. Les seules maisons aujourd'hui pourvues de cette autorisation sont les *Monts-de-Piété*. (Voy. ce mot.)

2. — Sont punies d'un emprisonnement de 15 jours au moins, de 3 mois

au plus, et d'une amende de 100 fr. à 2,000 fr., l'ouverture d'une maison de prêt sur gages sans autorisation, et les irrégularités commises par ceux qui auraient obtenu cette autorisation, dans la tenue des registres prescrits par les règlements.

PREUVES. — Voy. OBLIGATIONS, v.

PRÉVARICATION. — C'est le fait d'agir contre les devoirs de sa fonction.

On comprend sous le nom général de *prévarication* les crimes et délits de *forfaiture*, *concussion*, *corruption*, *abus d'autorité*, *déni de justice* (voy. ces mots).

1. — Sont *privilegiés* sur les fonds de leur *cautionnement* et sur les intérêts qui en peuvent être dus, les créanciers résultant d'abus et *prévarications* commis par les fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions. (Cod. civ. art. 2102, n° 7.)

2. — L'*assureur* n'est point tenu des *prévarications* et fautes du capitaine et de l'équipage, connues sous le nom de *baraterie de patron*, s'il n'y a convention contraire. (Cod. com. art. 353.)

PRÉVOYANCE. (INSTITUTIONS DE)

— Voy. CAISSE DE RETRAITES POUR LA VIEillesse; — CAISSE D'ÉPARGNE; — CAISSES D'ASSURANCES EN CAS DE DÉCÈS ET D'ACCIDENTS; — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS.

PRINCIPES DE 1789. — Il nous a paru intéressant de faire connaître en quoi consistent ces principes, que Napoléon 1^{er} appelait les *vérités de la Révolution*, et dont tant de gens parlent à tort et à travers. Ils ont été l'objet d'une *déclaration* qui formait le préambule de la Constitution du 3 septembre 1791.

— Voici cette déclaration : « Les Représentants du Peuple Français, constitués en Assemblée Nationale, considérant que l'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de l'homme, sont les seules causes des malheurs publics et de la corruption des Gouvernements, ont résolu d'exposer dans une déclaration solennelle les droits na-

turels, inaliénables et sacrés de l'homme, afin que cette déclaration, constamment présente à tous les membres du corps social, leur rappelle sans cesse leurs droits et leurs devoirs; afin que les actes du Pouvoir législatif et ceux du Pouvoir exécutif, pouvant être à chaque instant comparés avec le but de toute institution politique, en soient plus respectés; afin que les réclamations des citoyens, fondées désormais sur des principes simples et incontestables, tournent toujours au maintien de la Constitution et au bonheur de tous. — En conséquence, l'Assemblée nationale reconnaît et déclare, en présence et sous les auspices de l'Être Suprême, les droits suivants de l'homme et du citoyen :

Art. 1^{er}. — « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune. »

Art. 2. — « Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont : la *liberté*, la *sûreté* et la *résistance à l'oppression*. »

Art. 3. — « Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la Nation; nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément. »

Art. 4. — « La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui : ainsi l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la Société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi. »

Art. 5. — « La loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la société. Tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché, et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas. »

Art. 6. — « La loi est l'expression de la volonté générale. Tous les citoyens ont droit de concourir person-

nellement ou par leurs représentants à sa formation. Elle doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. Tous les citoyens, étant égaux à ses yeux, sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leur capacité, et sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents. »

Art. 7. — « Nul homme ne peut être accusé, arrêté ni détenu que dans les cas déterminés par la loi et selon les formes qu'elle a prescrites. Ceux qui sollicitent, expédient, exécutent ou font exécuter des ordres arbitraires doivent être punis ; mais tout citoyen appelé ou saisi en vertu de la loi doit obéir à l'instant ; il se rend coupable par la résistance. »

Art. 8. — « La loi ne doit établir que des peines strictement et évidemment nécessaires, et nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit et légalement appliquée. »

Art. 9. — « Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être sévèrement réprimée par la loi. »

Art. 10. — « Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi. »

Art. 11. — « La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme ; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi. »

Art. 12. — « La garantie des droits de l'homme et du citoyen nécessite une force publique ; cette force est donc instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux auxquels elle est confiée. »

Art. 13. — « Pour l'entretien de

la force publique et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable ; elle doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés. »

Art. 14. — « Tous les citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi, et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Art. 15. — « La Société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration. »

Art. 16. — « Toute Société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée, ni la séparation des Pouvoirs déterminée, n'a point de Constitution. »

Art. 17. — « La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité. »

PRISE A PARTIE. — (Cod. proc. civ. art. 505-516.) — Voie par laquelle on peut obtenir d'un Juge la réparation du tort qu'il a causé en abusant de son autorité. *

I. CAS DE LA PRISE A PARTIE. — Il importait de sauvegarder le repos et la dignité du magistrat contre la liberté indéfinie pour le plaideur de lui demander raison de ses jugements. Aussi cette faculté de prendre un Juge à partie a-t-elle été limitée à certains cas déterminés avec précision dans l'article 505 du Code de procédure civile. Voici ces cas :

1^o *S'il y a dol, fraude ou concussion.* — Il y a *dol* ou *fraude* si le Juge altère sciemment la réponse d'une partie, la déposition d'un témoin, le sens ou la portée d'un titre dont il est chargé de faire le rapport ; s'il concourt à quelque acte ayant pour but de tromper la religion de ses collègues ; ou enfin s'il commet sciemment une injustice par

des motifs de faveur, de haine ou d'intérêt personnel.

Il y a *concussion*, d'après l'article 174 du Code pénal, si le Juge exige ou reçoit de la partie des droits, taxes ou émoluments qu'il sait n'être pas dus, abus qui se présentera bien rarement aujourd'hui, mais qui autrefois pouvait se produire par suite de l'usage où étaient quelques Tribunaux de percevoir certains droits sous le nom d'épices.

2° Si la prise à partie est *expressément prononcée par la loi*. — Elle l'est dans les articles 77, 112, 164, 271, 370 et 593 du Code d'Instruction criminelle qui attachent la peine de la prise à partie à la violation des formes destinées à sauvegarder la liberté individuelle, à garantir l'exactitude des dépositions des témoins, et à assurer l'authenticité des jugements et arrêts.

L'inobservation de ces formalités, dont le législateur a voulu garantir l'accomplissement par une sanction rigoureuse, donne ouverture à la prise à partie indépendamment de toute intention dolosive de la part des magistrats.

3° Si la loi déclare les Juges responsables à peine de dommages-intérêts. — Ainsi, il y a lieu à exercer la prise à partie : 1° Lorsqu'un Juge s'est rendu coupable d'un acte arbitraire et attentatoire à la liberté individuelle ; (Cod. pén. art. 1175.) — 2° Lorsqu'un Juge de paix laisse périmer l'instance liée par devant lui ; (Cod. proc. civ. art. 15.) — 3° Lorsqu'il fait la levée des scellés avant le délai prescrit par la loi ; (Cod. proc. civ. art. 928.) — 4° Lorsqu'une Cour d'appel surseoit à l'exécution d'un jugement des Tribunaux de Commerce, même attaqué pour cause d'incompétence. (Cod. com. art. 647.)

4° S'il y a *déni de justice*. — (Voy. DÉNI DE JUSTICE.)

II. FORMES DE LA PRISE A PARTIE. — Il ne suffit pas d'alléguer l'une des causes qui autorisent la prise à partie pour que le Juge soit traduit en Jus-

tice. Il faut, au préalable, obtenir la permission du Tribunal devant lequel l'action doit être portée.

Cette permission se demande par une requête signée de la partie ou de son fondé de procuration authentique et spéciale ; on y joint, s'il y en a, les pièces justificatives. — La requête ne doit contenir *aucun terme injurieux* contre les Juges, à peine d'amende contre la partie et d'injonction ou de suspension à l'égard de l'Avoué.

Les demandes en prise à partie sont dispensées du préliminaire de conciliation. (Cod. proc. civ. art. 49, n° 7.) Elles doivent être communiquées au Ministère public. (Même code, art. 83, n° 5.) — Voy. CONCILIATION ; — COMMUNICATION AU MINISTÈRE PUBLIC.

III. COMPÉTENCE. — La prise à partie contre les Juges de paix, les Tribunaux de Commerce ou de première instance, ou contre quelques-uns de leurs membres, et celle dirigée contre un Conseiller à une Cour d'appel, ou à une Cour d'Assises, sont portées à la Cour d'appel du ressort.

La prise à partie contre les Cours d'Assises, les Cours d'appel ou l'une de leurs sections, est portée à la Cour de Cassation.

IV. PROCÉDURE. — Le Tribunal compétent, suivant les distinctions ci-dessus, statue sur l'admission de la requête demandant l'autorisation de la prise à partie.

Si la requête est *rejetée*, la partie est condamnée à une amende qui ne peut être moindre de 300 fr., sans préjudice, s'il y a lieu, de tous dommages-intérêts.

Si la requête est admise, elle est signifiée dans 3 jours au Juge pris à partie qui est tenu de fournir ses défenses dans la huitaine. — Il doit s'abstenir de la connaissance du différend, comme aussi (à peine de nullité des jugements) de toutes les causes que la partie, ses parents en ligne directe, ou son conjoint, pourraient avoir dans son Tribunal, jusqu'au jugement définitif de la prise à partie.

La prise à partie est jugée par

une autre Section que celle qui l'a admise, et si la Cour ne se compose que d'une Section, le jugement est renvoyé à la Cour la plus voisine par la Cour de Cassation.

— Si définitivement la prise à partie est reconnue fondée, le Juge est condamné à des dommages-intérêts proportionnés au préjudice éprouvé par le demandeur; si, au contraire, ce dernier est débouté, il est condamné à une amende de 300 fr., et est passible de tous dommages envers le Juge.

PRISEUR. (COMMISSAIRE). — Voy. COMMISSAIRE-PRISEUR.

PRISONS. — On comprend sous ce nom général les établissements institués pour recevoir, soit les individus qui sont prévenus de crimes ou de délits et qui ne sont pas encore jugés, soit les individus qui ont été condamnés.

— Sous le rapport administratif, les prisons se divisent en 3 classes, savoir : les maisons centrales; — les prisons départementales; — les prisons cantonales et municipales.

§ 1^{er}. — MAISONS CENTRALES. — Les maisons centrales (ou Maisons de force et de correction), au nombre de 21, sont situées à Albertville (Savoie); — Auberive (Haute-Marne); — Aniane (Hérault); — Beaulieu (Calvados); — Belle-Île (Morbihan); — Cadillac (Gironde); — Clairvaux (Aube); — Clermont (Oise); — Doullens (Somme); — Embrun (Hautes-Alpes); — Eysses (Lot-et-Garonne); — Fontevault (Maine-et-Loire); — Gaillon (Eure); — Landerneau (Finistère); — Loos (Nord); — Melun (Seine-et-Marne); — Montpellier (Hérault); — Nîmes (Gard); — Poissy (Seine-et-Oise); — Rennes (Ille-et-Vilaine); — Riom (Puy-de-Dôme).

Chacune de ces Maisons est affectée au service d'un certain nombre de départements et sert à renfermer : 1^o les condamnés à un emprisonnement correctionnel de plus d'une année; — 2^o les condamnés à la réclusion; — 3^o les condamnés aux tra-

vaux forcés, âgés de 60 ans accomplis au moment du jugement.

§ 2. — PRISONS DÉPARTEMENTALES. — Ce sont les Maisons d'arrêt; — les Maisons de justice et les Maisons de correction départementale.

Il doit y avoir, dans chaque département, près de chaque Tribunal de première instance, une maison d'arrêt pour y retenir les prévenus contre lesquels il a été décerné un mandat de dépôt ou d'arrêt; — et, près de chaque Cour d'Assises, une Maison de Justice pour y retenir : 1^o les accusés qui ont été l'objet d'un arrêt de renvoi devant la Cour d'Assises; — 2^o les condamnés à quelque peine que ce soit, en attendant leur transfert au bagne ou à la maison centrale ou correctionnelle.

Enfin chaque département doit avoir une ou plusieurs Maisons de correction pour y recevoir les condamnés à un emprisonnement correctionnel dont la durée n'excède pas une année et les enfants détenus par voie de correction paternelle.

§ 3. — PRISONS CANTONALES ET MUNICIPALES. — Elles sont destinées à l'emprisonnement : 1^o des condamnés par voie de police municipale; — 2^o des délinquants arrêtés en flagrant délit et qui ne peuvent être immédiatement interrogés.

Chaque Commune est tenue d'avoir une prison qu'on nomme, selon l'usage des lieux, maison de police municipale, maison de dépôt, salle de police, dépôt de sûreté, violon, prison cantonale, dépôt près de la Justice de paix.

PRIVÉ. (DROIT) — Voy. DROIT PRIVÉ.

PRIVILÈGE. — (Cod. civ. art. 2092 et suiv.)

Le Privilège est un droit que la qualité de la créance donne à un créancier d'être préféré aux autres créanciers, même hypothécaires.

La loi a réglé l'étendue et l'ordre des différents privilèges qu'elle a établis, soit sur les meubles ou sur les immeubles, soit tout à la fois sur les

meubles et immeubles du débiteur.

Les créanciers qui sont privilégiés dans le même rang sont payés par concurrence.

I. PRIVILÈGES SUR LES MEUBLES. — Ils sont ou généraux, ou particuliers sur certains meubles.

§ 1^{er}. — *Privilèges généraux sur les meubles.* — Les créances privilégiées sur la généralité des meubles sont celles ci-après exprimées : 1^o les frais de Justice ; — les frais funéraires ; — 3^o les frais quelconques de dernière maladie, concurremment entre ceux à qui ils sont dus ; — 4^o les salaires des gens de service pour l'année échue et ce qui est dû sur l'année courante ; — 5^o les fournitures de subsistances faites au débiteur et à sa famille, savoir : pendant les six derniers mois, pour les marchands en détail, tels que boulangers, bouchers et autres, et, pendant la dernière année, pour les maîtres de pension et marchands en gros.

Les privilèges attachés à ces diverses créances s'exercent dans l'ordre de leur énumération.

§ 2. — *Privilèges sur certains meubles.* — Les créances privilégiées sur certains meubles sont :

1^o Les loyers et fermages des immeubles, sur les fruits de la récolte de l'année et sur le prix de tout ce qui garnit la maison louée ou la ferme et de tout ce qui sert à l'exploitation de la ferme, savoir : pour tout ce qui est échû et pour tout ce qui est à échoir, si les baux sont authentiques ; ou si, étant sous signature privée, ils ont une date certaine ; — dans ces deux cas, les autres créanciers ont le droit de relouer la maison ou la ferme pour le restant du bail, et de faire leur profit des baux ou fermages, à la charge toutefois de payer au propriétaire tout ce qui lui serait encore dû ; — et, à défaut de baux authentiques, ou lorsqu'ils, étant sous signature privée, ils n'ont pas une date certaine, pour une année à partir de l'expiration de l'année courante.

Le même privilège a lieu pour les réparations locatives et pour tout

ce qui concerne l'exécution du bail.

Néanmoins, les sommes dues pour les semences ou pour les frais de la récolte de l'année sont payées sur le prix de la récolte, et celles dues pour ustensiles, sur le prix de ces ustensiles par préférence au propriétaire, dans l'un et l'autre cas.

Le propriétaire peut saisir les meubles qui garnissent sa maison ou sa ferme, lorsqu'ils ont été déplacés sans son consentement, et il conserve sur eux son privilège, pourvu qu'il ait fait la revendication, savoir : lorsqu'il s'agit du mobilier qui garnissait une ferme, dans le délai de quarante jours ; et dans celui de quinzaine, s'il s'agit des meubles garnissant une maison ;

2^o La créance, sur le gage dont le créancier est saisi ;

3^o Les frais faits pour la conservation de la chose ;

4^o Le prix d'effets non payés, s'ils sont encore en la possession du débiteur, soit qu'il ait acheté à terme ou sans terme. — Si la vente a été faite sans terme, le vendeur peut même revendiquer ces effets tant qu'ils sont en la possession de l'acheteur et en empêcher la revente, pourvu que la revendication soit faite dans la huitaine de la livraison et que les effets se trouvent dans le même état qu'au moment de cette livraison. — Le privilège du vendeur ne s'exerce toutefois qu'après celui du propriétaire de la maison ou de la ferme, à moins qu'il ne soit prouvé que le propriétaire avait connaissance que les meubles et autres objets garnissant sa maison ou sa ferme n'appartenaient pas au locataire ;

5^o Les fournitures d'un aubergiste, sur les effets du voyageur qui ont été transportés dans son auberge ;

6^o Les frais de voiture et les dépenses accessoires sur la chose voiturée ;

7^o Les créances résultant d'abus et prévarications commis par les fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions, sur les fonds de leur cautionnement et les intérêts qui en peuvent être dus.

— Une loi du 12 février 1872 ayant pour objet de déterminer la réduction du privilège des propriétaires d'immeubles affectés à une destination industrielle ou commerciale, lorsque l'industriel ou le commerçant qui les occupe tombe en faillite, a édicté les dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. — « Si le bail est résilié, le propriétaire d'immeubles affectés à l'industrie ou au commerce du failli aura privilège pour les deux dernières années de location échues avant le jugement déclaratif de faillite, pour l'année courante pour tout ce qui concerne l'exécution du bail et pour les dommages-intérêts qui pourront lui être alloués par les Tribunaux.

« Au cas de non-résiliation, le bailleur, une fois payé de tous les loyers échus, ne pourra pas exiger le paiement des loyers en cours ou à échoir, si les sûretés qui lui ont été données lors du contrat sont maintenues, ou si celles qui lui ont été fournies depuis la faillite sont jugées suffisantes.

« Lorsqu'il y aura vente et enlèvement des meubles garnissant les lieux loués, le bailleur pourra exercer son privilège comme au cas de résiliation ci-dessus, et, en outre, pour une année à échoir à partir de l'expiration de l'année courante, que le bail ait ou non date certaine.

« Les syndics pourront continuer ou céder le bail pour tout le temps restant à courir, à la charge par eux ou leurs concessionnaires de maintenir dans l'immeuble gage suffisant, et d'exécuter, au fur et à mesure des échéances, toutes les obligations résultant du droit ou de la convention, mais sans que la destination des lieux loués puisse être changée.

« Dans le cas où le bail contiendrait interdiction de céder le bail ou de sous-louer, les créanciers ne pourront faire leur profit de la location que pour le temps à raison duquel le bailleur aurait touché ses loyers par anticipation et toujours sans que

la destination des lieux puisse être changée.

« Le privilège et le droit de revendication établis par le n° 4 de l'article 2102 du Code civil au profit du vendeur d'effets mobiliers ne peuvent être exercés contre la faillite. »

Art. 2. — « La présente loi ne s'appliquera pas aux baux qui, avant sa promulgation, auront acquis date certaine.

« Toutefois, le propriétaire qui, en vertu desdits baux, a privilège pour tout ce qui est échu et pour tout ce qui est à échoir, ne pourra exiger par anticipation les loyers à échoir, s'il lui est donné des sûretés suffisantes pour en garantir le paiement. »

II. PRIVILÈGES SPÉCIAUX SUR LES IMMEUBLES. — Les créanciers privilégiés sur certains immeubles sont : 1° *Le vendeur, sur l'immeuble vendu, pour le paiement du prix.* — S'il y a plusieurs ventes successives dont le prix soit dû en tout ou en partie, le premier vendeur est préféré au second, le deuxième au troisième, et ainsi de suite; — 2° *Ceux qui ont fourni les fonds pour l'acquisition d'un immeuble, pourvu qu'il soit authentiquement constaté, par l'acte d'emprunt, que la somme était destinée à cet emploi, et, par la quittance du vendeur, que ce paiement a été fait des deniers empruntés;* — 3° *Les cohéritiers, sur les immeubles de la succession, pour la garantie des partages faits entre eux et des soulte ou retour de lots;* — 4° *Les Architectes, Entrepreneurs, Maçons et autres ouvriers employés pour édifier, reconstruire ou réparer des bâtiments, canaux, ou autres ouvrages quelconques, pourvu néanmoins que, par un expert nommé d'office par le Tribunal de première instance dans le ressort duquel les bâtiments sont situés; il ait été dressé préalablement un procès-verbal à l'effet de constater l'état des lieux relativement aux ouvrages que le propriétaire déclarera avoir l'intention de faire, et que*

les ouvrages aient été, dans les six mois au plus de leur perfection, recus par un expert également nommé d'office; mais le montant du privilège ne peut excéder les valeurs constatées par le second procès-verbal et il se réduit à la plus-value existante à l'époque de l'aliénation de l'immeuble et résultant des travaux qui y ont été faits; — 6° Ceux qui ont prêté les deniers pour payer ou rembourser les ouvriers jouissent du même privilège, pourvu que cet emploi soit authentiquement constaté par l'acte d'emprunt et par la quittance des ouvriers, ainsi qu'il a été dit ci-dessus pour ceux qui ont prêté les deniers destinés à l'acquisition d'un immeuble.

III. PRIVILÈGES S'ÉTENDANT SUR LES MEUBLES ET SUR LES IMMEUBLES.

— Ce sont : 1° Les frais de Justice; — 2° Les frais funéraires; — 3° Les frais quelconques de la dernière maladie, concurremment entre ceux à qui ils sont dus; — 4° Les salaires des gens de service, pour l'année échue et ce qui est dû sur l'année courante; — 5° Les fournitures de subsistances faites au débiteur et à sa famille, savoir : pendant les 6 derniers mois par les marchands en détail, tels que boulangers, bouchers et autres, et, pendant la dernière année, par les maîtres de pension et marchands en gros.

Lorsqu'à défaut de mobilier, les créanciers ci-dessus se présentent pour être payés sur le prix d'un immeuble en concurrence avec les créanciers privilégiés sur l'immeuble, ils passent avant ces derniers.

IV. MODE DE CONSERVATION DES PRIVILÈGES. — Les privilèges n'ont d'effet, en général, et à l'exception de ceux qui portent sur les meubles, qu'autant qu'ils ont été rendus publics par leur inscription sur un registre ouvert, dans chaque arrondissement, au bureau d'un fonctionnaire nommé *Conservateur des hypothèques*.

Quant au privilège du vendeur, la publicité résulte de la transcription

du contrat de vente au bureau des hypothèques et de l'inscription que le Conservateur est tenu d'opérer d'office à la suite de la transcription.

Le privilège des *cohéritiers* ou *copartageants* se conserve par une inscription prise dans les 60 jours à dater de l'acte du partage ou de l'adjudication par licitation; celui des *Architectes, Entrepreneurs, Ouvriers*, par l'inscription des deux procès-verbaux constatant le commencement et l'achèvement des travaux.

— Les privilèges dont la conservation est subordonnée à la formalité d'une inscription à prendre dans un certain délai dégénèrent en *hypothèques légales*, lorsque l'inscription n'a été prise que postérieurement à ce délai.

— Pour ce qui concerne le mode d'inscription des privilèges, leur renouvellement, leur radiation et leur réduction ainsi que leur extinction, nous renvoyons le lecteur au mot *HYPOTHÈQUE*, IV, V et VI, les formalités étant identiques.

PROCÉDURE CIVILE. (CODE DE)

— Voy. CODE DE PROCÉDURE CIVILE.

PROCURATION. — Du latin *curare pro*, prendre soin pour un autre. — Voy. MANDAT.

PROCURER. — Mot synonyme de mandataire.

Avant la Révolution, les Avoués s'appelaient *procureurs*. Cette dénomination fut supprimée, en 1791, à cause du discrédit où était tombée la profession, et on la remplaça par celle d'*avoué*. — Voy. AVOUÉ.

PROCURER GÉNÉRAL. — C'est le magistrat placé, à la Cour de cassation et dans chaque Cour d'appel, à la tête du *Ministère public*. (Voy. ce mot.)

PROCURER DE LA RÉPUBLIQUE. — Magistrat chargé des fonctions du *Ministère public* auprès de chaque Tribunal de première instance.

Il s'est appelé, suivant les temps, *Procureur du Roi, Procureur impérial*. — Voy. MINISTÈRE PUBLIC.

PRODIGUE. — Se dit d'un individu qui dissipe follement son patrimoine. — Voy. CONSEIL JUDICIAIRE.

PRODUCTION. (SOCIÉTÉ DE) — Voy. SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES.

PROFIT MARITIME. — Somme stipulée par le prêteur à la grosse en compensation des risques de mer. — Voy. CONTRAT A LA GROSSE.

PROMESSE. — 1. — En principe, l'inexécution d'une promesse de mariage ne peut donner lieu à des dommages-intérêts; cependant, si cette inexécution avait causé un préjudice et si elle n'avait pas un juste motif, la partie plaignante serait fondée à réclamer des dommages-intérêts par application de l'article 1382 du Code civil ainsi conçu : « *Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer.* »

2. — La promesse de vente vaut vente lorsqu'il y a consentement réciproque des deux parties sur la chose et sur le prix. (Cod. civ. art. 1589.)

3. — Sont considérés comme complices d'une action qualifiée crime ou délit ceux qui, par promesses, ont provoqué à cette action. (Cod. pén. art. 60.) — Voy. COMPLICE — COMPLICITÉ.

4. — Voy. CORRUPTION DE FONCTIONNAIRES.

PROMULGATION. — Du latin *promulgare*, mettre devant le peuple. — C'est le mode d'après lequel la loi est portée à la connaissance des citoyens et devient obligatoire pour eux.

La promulgation des lois et décrets résulte de leur insertion au *Journal officiel de la République française*, lequel remplace à cet égard le *Bulletin des Lois*. L'insertion dans ce dernier recueil des actes non insérés au *Journal officiel* en opère promulgation.

— Les lois et les décrets sont obligatoires, à Paris, 1 jour franc après la promulgation, et partout ailleurs, dans l'étendue de chaque arrondissement, 1 jour franc après que le *Journal officiel* qui les contient est

parvenu au chef-lieu de cet arrondissement.

Le Gouvernement, par une disposition spéciale, peut ordonner l'exécution immédiate d'un décret.

Les Préfets et Sous-Préfets prennent les mesures nécessaires pour que les actes législatifs soient imprimés et affichés partout où besoin est.

— Les Tribunaux et les Autorités administratives peuvent, selon les circonstances, accueillir l'exception d'ignorance alléguée par les contrevenants, si la contravention a eu lieu dans le délai de 3 jours francs à partir de la promulgation. (Déc. 5 novembre 1870.)

PROPRIÉTÉ. — (Cod. civ. art. 544-577; 711-718.)

1. — La propriété est le droit d'user, de jouir et de disposer des choses qui nous appartiennent, de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements.

— L'idée de propriété se trouve dans tous les temps et chez tous les peuples. C'est vers la propriété que tendent tous les efforts de l'homme, toutes ses aspirations : elle est pour lui tout à la fois un besoin et un droit. Supprimer l'intérêt individuel ou la propriété, comme le rêvent certaines sectes, ce serait enlever à la Société son véritable point d'appui et la condamner à périr par la langueur du travail qui sans elle n'aurait plus d'attrait.

2. — L'intérêt particulier étant subordonné à l'intérêt général, il en résulte que le propriétaire, qui exerce son droit sous la protection des lois, doit se soumettre aux restrictions qu'elles imposent. Ainsi, il ne peut bâtir sur un terrain joignant la voie publique sans observer l'alignement (voy. ALIGNEMENT); — il ne peut planter des arbres, établir des vues ou fenêtres sur l'héritage de son voisin sans observer certaines distances (voy. PLANTATIONS; — JOUR); — il ne peut établir des ateliers dangereux, insalubres ou incommodes pour le voisinage sans autorisation (voy. ÉTABLISSE-

MENTS DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMODES, etc.)

Pour le même motif, et bien qu'en principe le droit de propriété soit inviolable, le propriétaire peut en être dépossédé, lorsque l'intérêt général exige ce sacrifice de sa part. — Voy. **EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE.**

3. — La propriété d'une chose, soit mobilière, soit immobilière, donne droit sur tout ce qu'elle produit et sur ce qui s'y unit accessoirement, soit naturellement, soit artificiellement. Ce droit s'appelle *droit d'accession*. — Voy. **FRUITS**; — **ALLUVION.**

4. — Les différents attributs dont se compose le droit de propriété (*droit d'user, de jouir, de disposer*), sont ordinairement réunis dans la même main et la propriété est alors complète. Mais il peut se faire qu'une personne ait seulement le droit d'user ou celui de jouir, sans avoir le droit de disposer qui appartient à une autre personne. Dépouillée du droit de jouir, la propriété prend le nom de *nue-propriété* et celui qui l'a s'appelle *nu-propriétaire*. — Voy. **USAGE**; — **USUFRUIT**; — **HABITATION.**

5. — La propriété peut aussi être grevée de charges pour l'usage et l'utilité ou le simple agrément d'un héritage appartenant à un autre propriétaire. Ces charges sont désignées sous le nom de *servitudes* (voy. ce mot).

6. — La propriété s'acquiert ou se transmet par *succession*, par *donation entre-vifs* ou *testamentaire*, par l'*effet des obligations* et par *prescription*. — Voy. **SUCCESSIONS**; — **DONATION ENTRE-VIFS**; — **TESTAMENT**; — **OBLIGATIONS**; — **PRESSCRIPTION.**

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE. — On comprend sous le mot de *propriété industrielle* le droit exclusif que peut avoir un fabricant ou commerçant d'exploiter un dessin, un modèle, un procédé dont il est inventeur ou que l'inventeur lui a cédé, comme aussi le droit exclusif de se servir d'une

marque, d'un nom, d'une désignation spéciale pour constater l'identité des produits sortis de sa maison. La propriété industrielle embrasse donc ainsi les découvertes et procédés nouveaux, les dessins de fabrique, les marques, les noms, les enseignes. — Voy. **BREVET D'INVENTION**; — **DESSINS DE FABRIQUE**; — **ENSEIGNE**; — **MARQUES DE FABRIQUE ET DE COMMERCE.**

PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE. — (Lois 19 juillet 1793, art. 1; Déc. 28 mars 1832; Loi 14 juillet 1866; Cod. pén. art. 425-429.)

1. — On désigne ainsi le droit exclusif qu'ont les auteurs d'écrits en tout genre, les compositeurs de musique, les peintres et dessinateurs, de reproduire ou de faire reproduire leurs œuvres.

Ce droit est *viager* pour les auteurs; il dure 50 ans après leur décès en faveur de leurs héritiers, successeurs irréguliers, donataires ou légataires.

Pendant cette période de 50 ans, le conjoint survivant, quel que soit le régime matrimonial, et indépendamment des droits qui peuvent résulter à son profit du régime de la communauté, a la simple *jouissance* des droits dont l'auteur prédécédé n'a pas disposé par acte entre-vifs ou par testament. Toutefois, si l'auteur laisse des héritiers à réserve, cette jouissance est *réduite*, au profit desdits héritiers, suivant les proportions et distinctions établies par les articles 913 et 915 du Code civil. — Voy. **QUOTITÉ DISPONIBLE.**

Cette jouissance n'a pas lieu lorsqu'il existe, au moment du décès, une *séparation de corps* prononcée contre le conjoint; elle cesse au cas où le conjoint contracte un nouveau mariage.

2. — Lorsque la succession est dévolue à l'Etat, le droit exclusif s'éteint sans préjudice des droits des créanciers et de l'exécution des traités de cession qui ont pu être consentis par l'auteur ou par ses représentants.

La propriété littéraire et artistique *peut*, en effet, être *cédée* comme toute autre propriété, et le cessionnaire en jouit pendant tout le temps concédé par la loi au cédant, à moins que l'acte de cession n'ait fixé un temps plus court.

3. — La loi punit la *contrefaçon* d'une *amende* de 100 fr. au moins et de 2,000 fr. au plus, sans préjudice de tous *dommages-intérêts* et de la *confiscation* des exemplaires contrefaits.

4. — Des *traités de garantie réciproque* pour la propriété littéraire et artistique ont été conclus entre la France et un grand nombre d'Etats.

PROTÊT. — De *protester*, nom donné à l'acte par lequel le porteur d'une lettre de change ou d'un billet

à ordre fait constater le refus d'acceptation ou de paiement de la part du tiré ou du souscripteur. — Voy. **EFFETS DE COMMERCE**, XII.

PROTUTEUR. — Quand un mineur, domicilié en France, possède des biens dans les Colonies, ou réciproquement, la loi veut que l'administration spéciale de ces biens soit confiée à un *protuteur*. — Voy. **TUTELLE**, I.

PROVINCES ANCIENNES. — Il nous a paru intéressant de donner la nomenclature de nos anciennes *Provinces* et des divers *Pays* qu'elles renfermaient. La voici telle que la présente M. Emile de Bonnechose dans sa *Géographie physique, historique et politique de la France* (3^e édition), page 111 :

Provinces du Nord.

FLANDRE.....	{	Flandre française.....	LILLE.
		Hainaut français.....	Valenciennes.
		Cambrésis.....	Cambrai.
ARTOIS.....			ARRAS.
PICARDIE	{	Haute-Picardie.	Amiénois..... AMIENS.
			Santerre..... Péronne.
			Vermandois..... Saint-Quentin.
			Thiérache..... Guise.
			Noyonnais..... Noyon.
	{	Basse-Picardie.	Boulonnais..... Boulogne.
			Pays reconquis..... Calais.
			Ponthieu..... Abbeville.
			Vimeux..... Saint-Valery.
			Vexin normand..... ROUEN.
NORMANDIE...	{		Roumois..... Quillebœuf.
			Pays de Caux..... Dieppe.
			Pays de Bray..... Gournay.
			Pays d'Ouche..... Evreux.
			Lieuvin..... Lisieux.
			Campagne du Neubourg. Neubourg.
		— d'Alençon....	Alençon.
		— de Caen.....	Caen.
		— de St-André..	Saint-André.
	{		Pays d'Auge..... Pont-l'Évêque.
			Bessin..... Bayeux.
			Cotentin..... Coutances.
			Avranchin..... Avranches.
			Bocage..... Vire.
	{	Haute-Normandie.	Les Marches..... Argentan.
			Pays d'Houlme..... Domfront.

ILE-DE-FRANCE

France	Saint-Denis.
Le Gouhelle	Dammartin.
Paris	PARIS.
Gâtinais français.....	Melun.
Hurepoix.....	Dourdan.
Mantois	Mantes.
Vexin français.....	Pontoise.
Beauvoisis.....	Beauvais.
Valois.....	Crespy.
Soissonnais	Soissons.
Laonnais.....	Laon.
Brie française.....	Brie-Comte-Robert.
Rethelois.....	Rethel.
Argonne.....	Sainte-Menehould.
Remois.....	Reims.
Chalonnais.....	Châlons.
Perthois.....	Vitry-le-Français.
Principauté de Sedan...	Sedan.
Champagne propre.....	TROYES.
Sénonais	Sens.
Valage	Joinville.
Bassigny.....	Chaumont.
Haute-Brie.....	Meaux.
Basse-Brie.....	Provins.
Brie Pouilleuse.....	Château-Thierry.

CHAMPAGNE

Provinces de l'Est.

LORRAINE.....

Pays Messin	Metz.
Toulois.....	Toul.
Verdunois	Verdun.
Lorraine propre	NANCY.
Lorraine allemande.....	Sarreguemines.
Barrois.....	Bar-le-Duc.
Luxembourg français...	Thionville.
Duché de Bouillon.....	Bouillon.
Pays des Vosges.....	Saint-Dié.
Haute-Alsace.....	Colmar.
Basse-Alsace.....	STRASBOURG.
Sundgau.....	Béfort.

ALSACE.....

FRANCHE-COMTÉ

Bailliage d'Amont.....	Vesoul.
Bailliage de Besançon..	BESANÇON.
Bailliage de Dôle.....	Dôle.
Bailliage d'Aval.....	Salins.
Auxerrois.....	Auxerre.
Pays de la Montagne...	Châtillon-s.-Seine.
Auxois	Semur.
Dijonnais.....	DJON.
Autunois.....	Autun.
Châlonais.....	Châlon.
Charollais	Charolles.
Mâconnais	Mâcon.
Bresse	Bourg.
Bugey.....	Belley.
Principauté de Dombes.	Trévoux.
Pays de Gex.....	Gex.

BOURGOGNE

LYONNAIS.....		Lyonnais proprement dit.	LYON.
		Beaujolais.....	Villefranche.
		Forez.....	Montbrison.
		Grésivaudan.....	GRENOBLE.
		Royanez.....	Port-de-Royan.
	<i>Haut Dauphiné.</i>	Briançonnais.....	Briançon.
		Embrunois.....	Embrun.
DAUPHINÉ....		Gapençois.....	Gap.
		Les Baronies.....	Le Buy.
	<i>Bas Dauphiné.</i>	Viennois.....	Vienne.
		Valentinois.....	Valence.
		Tricastinois.....	Saint-Paul.
		Diois.....	Dié.

Provinces du Sud.

PROVENCE.....		Haute Provence.....	Digne.
		Basse Provence.....	Aix.
		Toulousan.....	TOULOUSE.
		Albigeois.....	Albi.
	<i>Haut Languedoc.</i>	Haut Lauraguais.....	Saint-Papoul.
		Bas Lauraguais.....	Lavaur.
		Razès.....	Limoux.
		Sault.....	Escouloubre.
LANGUEDOC et CÉVENNES.		Carcassez.....	Carcassonne.
	<i>Bas Languedoc.</i>	Quartier de Narbonne...	Narbonne.
		— de Béziers	Béziers.
		— de Nîmes	Nîmes.
	<i>Cévennes.</i>	Gévaudan.....	Mende.
		Velay.....	Le Puy.
		Vivarais.....	Viviers.
		Viguerie de Perpignan..	PERPIGNAN.
ROUSSILLON.....		— de Conflans	Villefranche.
		Cerdagne française.....	Puyserda.
COMTÉ DE FOIX.....			Foix.
		Bordelais.....	BORDEAUX.
		Pays de Buch.....	Tête-de-Buch.
		Médoc.....	Lesparre.
		Blayois.....	Blaye.
		Bazadois.....	Bazas.
		Haut Périgord.....	Périgueux.
	<i>Guyenne.</i>	Bas Périgord.....	Sarlat.
		Agénois.....	Agen.
		Haut Quercy.....	Cahors.
		Bas Quercy.....	Montauban.
		Rouergue.....	Rodez.
		Haute Marche.....	Milhau.
		Basse Marche.....	Villefranche.
GUYENNE et GASCOGNE.		Pays de Born.....	Saint-Pol-en-Born.
		Les Landes.....	Dax.
		Le Marsan.....	Mont-de-Marsan.
	<i>Gascogne.</i>	La Chalosse.....	Saint-Sever.
		Condomois.....	Condom.
		Haut Armagnac.....	Auch.
		Bas Armagnac.....	Nogaro.

GUYENNE et GASCOGNE.	} Pays des Basques.	Quatre-Vallées.....	Castelnau.
		Lomagne.....	Lectoure.
		Le Labourd.....	Bayonne.
		La Soule.....	Mauléon.
		Nébouzan.....	Saint-Gaudens.
		Bigorre.....	Tarbes.
		Comminges.....	Saint-Bertrand.
BÉARN.....	}	Conserans.....	Saint-Girons.
		Béarn propre.....	PAU.
CORSE.....	}	Basse Navarre.....	Saint-Jean - Pied- de-Port.
			BASTIA.

Provinces de l'Ouest.

SAINTONGE et ANGOUMOIS...	}	Haute Saintonge.....	SAINTES.
		Basse Saintonge.....	Saint-Jean - d'An- gély.
		Angonmois.....	ANGOULÈME.
AUNIS.....	}	Brouageais.....	Brouage.
		Pays d'Aunis.....	LA ROCHELLE.
POITOU.....	}	Haut Poitou.....	POITIERS.
		Bas Poitou.....	Fontenay-le-Comte.
MAINE.....	}	Haut Maine.....	Mayenne.
		Bas Maine.....	LE MANS.
		Perche.....	Mortagne.
BRETAGNE.....	}	Haute Bretagne.....	RENNES.
		Basse Bretagne.....	Vannes.

Provinces du Milieu.

ORLÉANAIS ...	}	Beauce.....	Pays chartrain.....	Chartres.
			Dunois.....	Châteaudun.
			Vendômois.....	Vendôme.
		Orléanais propre.....		ORLÉANS.
		Blaisois.....		Blois.
	}	Gâtinais orléanais.....		Montargis.
		Sologne.....		Romorantin.
TOURAINÉ.....	}		Haute Touraine.....	TOURS.
			Basse Touraine.....	Amboise.
BERRY.....	}		Haut Berry.....	BOURGES.
			Bas Berry.....	Issoudun.
NIVERNAIS.....	}		Nivernais.....	NEVERS.
			Morvan.....	Château-Chinon.
			Donzinois.....	Donzy.
BOURBONNAIS.....	}		Haut Bourbonnais.....	MOULINS.
			Bas Bourbonnais.....	Montluçon.
MARCHE.....	}		Haute Marche.....	GUÉRET.
			Basse Marche.....	Bellac.
LIMOUSIN.....	}		Haut Limousin.....	LIMOGES.
			Bas Limousin.....	Tulle.

AUVERGNE....	{	Basse....	{	La Limagne.....	CLERMONT.
				Combrailles.....	Evaux.
				Le Brivadois.....	Brioude.
		Haute....			Aurillac.

— A ces Provinces, qui étaient celles de la France avant la Révolution de 1789, il faut joindre le *Comtat venaisin*, qui a été réuni en 1791, et dont la capitale était *Carpentras*, ainsi que la *Savoie* (capitale *Chambéry*) et le *Comté de Nice*, réunis en 1860.

— Voy. ALSACE-LORRAINE.

PROVISION. — Se dit de ce qui est adjugé provisoirement à l'une des parties, en attendant le jugement définitif.

— Dans le langage commercial, on entend par *provision* la valeur nécessaire pour assurer le paiement d'une *lettre de change*. — Voy. EFFETS DE COMMERCE, sect. I, II.

PROVOCATION. — Action d'exciter une personne à faire quelque chose.

1. — La provocation à un crime ou à un délit constitue la *complicité*. (Cod. pén. art. 60.) — Voy. COMPLICE-COMPLICITÉ.

2. — Le meurtre ainsi que les blessures et les coups sont excusables lorsqu'ils ont été provoqués par des coups ou violences graves envers les personnes. (Cod. pén. art. 321.) — Voy. COUPS ET BLESSURES, 2; — EXCUSE.

3. — Voy. RÉBELLION, 3.

PRUD'HOMMES. — Voy. CONSEIL DE PRUD'HOMMES.

PUBLIC. (DROIT) — Voy. DROIT PUBLIC.

PUBLICATIONS DE MARIAGE. — Voy. MARIAGE, II.

PUDEUR. (ATTENTAT A LA) — Voy. ATTENTAT A LA PUDEUR.

PUDEUR. (OUTRAGE PUBLIC A LA) — Voy. OUTRAGE PUBLIC A LA PUDEUR.

PUISAGE. — Droit de puiser de l'eau au puits, à la fontaine ou à la

citerne d'autrui. Il ne s'acquiert que par titre, jamais par la possession, fût-elle immémoriale. (Cod. civ. art. 688, 691.)

— La servitude de puiser de l'eau à la fontaine d'autrui emporte nécessairement le droit de passage. (Cod. civ. art. 696.)

PUISSANCE PATERNELLE. — (Cod. civ. art. 371-387.) — La puissance paternelle est un droit, fondé sur la nature et confirmé par la loi, qui donne aux père et mère, pendant un temps limité et sous certaines conditions, la surveillance de la personne, l'administration et la jouissance des biens de leurs enfants.

Cette autorité dure jusqu'à la majorité de l'enfant ou jusqu'à son émancipation. Durant le mariage, le père l'exerce seul, en sa qualité de chef de la famille.

1. — L'enfant ne peut quitter la maison paternelle, sans la permission de son père, si ce n'est pour enrôlement volontaire à l'âge de 20 ans révolus. (Loi 27 juillet 1872, art. 46.)

2. — Dans le cas où les fautes de l'enfant, prenant un caractère de gravité, nécessitent l'emploi de mesures sévères, l'Autorité publique vient en aide à la magistrature paternelle en mettant à sa disposition des moyens de correction gradués sur l'âge plus ou moins avancé de l'enfant et sur la présomption plus ou moins fondée de l'impartialité et du désintéressement du père.

Si l'enfant est âgé de moins de 16 ans commencés, le père peut le faire incarcérer pendant un temps dont le maximum est fixé à un mois. Le législateur a considéré que, dans un âge aussi tendre, les écarts de l'enfant étant ordinairement peu graves, une courte détention devait suffire à les réprimer.

Dans ces circonstances, le père s'a-

dresse directement au Président du Tribunal de l'arrondissement, qui délivre l'ordre d'arrestation sans pouvoir le refuser. Le père agit alors par voie d'autorité.

— Au-dessus de 16 ans, les fautes de l'enfant pouvant être plus graves, et, par suite, une plus longue détention pouvant être nécessaire, la loi permet qu'elle atteigne un maximum de six mois. Mais aussi elle donne au Président le droit d'abrèger le temps de la détention requis par le père, et même de refuser l'ordre d'arrestation qui lui est demandé. Le père n'agit donc, dans cette hypothèse, que par voie de réquisition.

Il en est de même, c'est-à-dire le père peut simplement agir par voie de réquisition, toutes les fois que l'enfant, même âgé de moins de 16 ans, a des biens personnels ou qu'il exerce un état, ou enfin lorsque le père est remarié, car la loi ne lui suppose plus la même tendresse, ni la même impartialité. Il a même paru de toute justice, dans ces diverses hypothèses, d'autoriser l'enfant détenu à se pourvoir devant le Procureur général de la République contre la décision du Président du Tribunal qui a permis son incarcération.

Le Code, on le voit, a soigneusement ménagé l'intérêt de l'enfant. Voici, du reste, une nouvelle preuve de sa sollicitude : dans aucun cas, nulle écriture ni formalité judiciaire, autre que l'ordre d'arrestation, qui ne doit pas même énoncer de motifs, ne conserve le souvenir de la correction jugée nécessaire.

Le père est tenu de souscrire une soumission de payer tous les frais et de fournir les aliments convenables ; mais l'Administration peut l'en dispenser lorsqu'il justifie, par une attestation du Juge de paix et du Maire ou du Commissaire de Police, qu'il se trouve dans l'impossibilité de le faire.

Il était naturel que le père eût le droit d'abrèger la détention par lui ordonnée ou requise. Le Code lui accorde cette précieuse faculté de faire grâce à son enfant. Si celui-ci tombait dans de nouveaux écarts, sa détention

pourrait de nouveau être ordonnée.

— En accordant le même droit de correction à la mère survivante, pourvu qu'elle ne soit pas remariée, la loi veut qu'elle n'agisse toujours que par voie de réquisition et avec le concours des deux plus proches parents paternels de l'enfant. Elle a pensé que, prompt à s'alarmer, la mère serait peut-être trop facilement portée à employer des moyens extrêmes, et elle a tenu aussi à ne pas lui laisser toute la responsabilité d'une mesure de rigueur.

3. — Il a paru juste et convenable d'accorder au père et mère, en retour et comme indemnité des sacrifices qu'ils s'imposent pour l'entretien et l'éducation de leurs enfants, l'usufruit des biens que ceux-ci peuvent posséder personnellement. Cette jouissance ne s'étend pas, toutefois, aux biens que les enfants ont acquis par un travail et une industrie séparés. La loi donne ainsi à l'enfant un encouragement à l'amour du travail en même temps qu'à l'esprit d'ordre et d'économie.

L'usufruit légal ne s'étend pas non plus aux biens donnés ou légués aux enfants sous la condition expresse que leurs père et mère n'en jouiront pas. Cette disposition a été dictée par le désir de ne pas entraver les libéralités que voudraient faire des personnes affectionnant l'enfant, mais ayant des sentiments moins sympathiques à l'égard de ses père et mère.

— Quoique l'usufruit soit un attribut de la puissance paternelle, il ne dure pas aussi longtemps que cette puissance. Il prend fin lorsque les enfants ont atteint l'âge de 18 ans accomplis, ou à l'époque de leur émancipation qui peut avoir lieu avant cet âge. Si les père et mère avaient eu le droit de jouir des biens de leurs enfants jusqu'à la majorité de ces derniers, il aurait été à craindre que, par un sentiment d'intérêt personnel, ils ne se fussent opposés quelquefois soit à une émancipation, soit à un mariage, dont dépendaient le bonheur et la fortune de leurs enfants.

La mère veuve perd son droit à l'usufruit lorsqu'elle se remarie.

4. — Si, à un certain moment, la loi affranchit les enfants de la puissance paternelle, elle ne les dispense jamais, pas plus que la morale et la religion, de l'honneur et du respect qu'ils doivent, toute leur vie, à ceux de qui ils tiennent l'existence. Le Code le dit expressément : « *L'enfant, à tout âge, doit honneur et respect à ses père et mère.* » (Art. 371.)

Par application de ce principe, les enfants, alors même qu'ils auraient atteint l'âge auquel ils peuvent se marier de leur plein gré, sont tenus de prendre au moins l'avis de leurs père et mère. — Voy. MARIAGE, I.

PUITS. — Du latin *puteus*. — Tron profond, creusé de main d'homme et

fait exprès pour en tirer de l'eau.

1. — Celui qui veut faire creuser un puits près d'un mur mitoyen ou non est tenu de laisser la distance prescrite par les règlements et usages particuliers, ou de faire les ouvrages prescrits par les mêmes règlements et usages afin de ne pas nuire au voisin. (Cod. civ. art. 674.)

2. Le curement des puits est à la charge du bailleur, s'il n'y a clause contraire. (Cod. civ. art. 1756.)

PURGE. — C'est l'action de dégrever un immeuble des privilèges ou des hypothèques dont il est chargé. — Voy. HYPOTHÈQUE, VI.

PUTATIF. (MARIAGE) — Voy. MARIAGE, IV.

Q

QUALITÉS DE JUGEMENT. — (Cod. proc. civ. art. 142.) — On appelle ainsi les noms, professions et demeures des parties, leurs conclusions et les points de fait et de droit qui doivent être insérés dans la rédaction des jugements.

QUASI-CONTRAT. — (Cod. civ. art. 1371-1381.) — Fait par lequel plusieurs personnes se trouvent obligées les unes envers les autres, quoiqu'il ne soit intervenu entre elles aucun engagement.

Ainsi celui qui a payé par erreur une chose qui n'était pas due a une action pour répéter cette chose contre celui qui l'a indûment reçue.

La gestion volontaire et sans mandat des affaires d'une personne absente est aussi un quasi-contrat. — Voy. GESTION D'AFFAIRES.

QUASI-DÉLIT. — (Cod. civ. art. 1382 et suiv.) — On entend par quasi-délit tout fait illicite commis sans intention de nuire et qui cause un dommage à autrui.

L'auteur d'un quasi-délit, ayant agi sans intention criminelle, se

trouve à l'abri de la loi pénale; mais il est civilement responsable des suites du dommage qu'il a involontairement causé, suivant ce principe salutaire posé dans l'article 1382 du Code civil : « *Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer.* »

QUINTAL MÉTRIQUE. — Poids employé, dans le commerce en gros, pour les pesées un peu importantes : il représente 100 kilogrammes. — Voy. POIDS ET MESURES.

QUOTITÉ DISPONIBLE. — (Cod. civ. art. 913-930; 1094, 1098.) — Portion de biens dont on peut disposer, soit par donations entre-vifs, soit par testament.

En général, l'homme peut librement disposer de ses biens : cette faculté est néanmoins limitée par la loi dans le cas où, en mourant, il laisse des descendants ou des ascendants. La part de biens ainsi réservée en faveur de ces deux sortes d'héritiers s'appelle *réserve*, et les

héritiers qui en profitent sont dits *résevataires*.

I. CAS OU IL Y A DES DESCENDANTS.

— Les libéralités, soit par acte entre-vifs soit par testament, ne peuvent dépasser la *moitié* des biens du disposant s'il laisse *un* enfant ou descendant; — le *tiers*, s'il en laisse *deux*; — le *quart*, s'il en laisse *trois* ou un plus grand nombre. Les descendants ne sont comptés que pour l'enfant qu'ils représentent dans la succession du disposant.

II. CAS OU IL N'Y A QUE DES ASCENDANTS.

— Les libéralités ne peuvent excéder la *moitié* des biens si, à défaut d'enfants ou descendants, le défunt laisse *un* ou plusieurs ascendants dans *chacune* des lignes paternelle et maternelle; et les *trois* quarts, s'il ne laisse d'ascendants que dans *une* ligne. Les biens ainsi réservés au profit des ascendants sont par eux recueillis dans l'ordre où la loi les appelle à succéder.

— A défaut d'ascendants ou de descendants, les libéralités par actes entre-vifs ou testamentaires peuvent épuiser la totalité des biens.

III. QUOTITÉ DISPONIBLE ENTRE ÉPOUX.

— La quotité disponible n'a pas été réglée pour les époux comme pour les autres disposants. Elle varie suivant les trois hypothèses ci-après : 1° *L'époux disposant est mort sans enfant, mais laissant un ou plusieurs ascendants.* — Il a pu donner à son conjoint tout ce qu'il aurait pu donner à un étranger et, en outre, l'usufruit de la réserve des ascendants. Disposition fort bizarre assurément, puisque les ascendants, qui sont toujours beaucoup plus âgés que leur gendre ou bru, ont pour réserve *une nue propriété* ! S'ils veulent tirer profit de ce droit, ils seront obligés de le vendre à vil prix.

2° *L'époux disposant a laissé des enfants issus de son mariage avec le conjoint auquel il a fait des libéralités.*

— Il a pu, dans ce cas, donner à son conjoint un quart en toute propriété et un quart en usufruit, ou moitié en usufruit seulement, *quel que soit le nombre des enfants*. On voit que, dans cette hypothèse, la quotité disponible entre époux est tantôt plus étendue, tantôt moins étendue que la quotité disponible ordinaire. Elle sera plus étendue, si l'époux disposant a laissé trois enfants ou un plus grand nombre; elle sera moins forte, au contraire, s'il ne laisse qu'un enfant.

3° *L'époux disposant a laissé des enfants issus d'un précédent mariage.*

— La quotité disponible est ici diminuée dans l'intérêt des enfants issus du premier mariage. Elle ne peut dépasser le quart des biens.

IV. RÉDUCTION DES LIBÉRALITÉS EXCÉDANT LA QUOTITÉ DISPONIBLE.

— La réduction des dispositions excédant la quotité disponible est une conséquence nécessaire de la réserve affectée aux héritiers en ligne directe descendante et ascendante. Pour savoir si la quotité disponible a été ou non dépassée, d'après le nombre et la qualité des héritiers réservataires, c'est à l'époque du décès du disposant qu'il faut se placer, et non au moment de la confection de son testament ou de la donation. Telle libéralité qui n'eût pas été sujette à réduction si le disposant fût mort le jour même où il l'a faite, peut se trouver exagérée et par suite réductible au moment de son décès, ou réciproquement. Tout dépend de l'avenir.

Lorsque la quotité disponible a été dépassée, la *réduction* porte d'abord sur les dispositions testamentaires, sans distinction et proportionnellement; les donations entre-vifs sont réductibles ensuite, s'il y a lieu, en commençant par la dernière, et ainsi de suite, en remontant des plus récentes aux plus anciennes.

R

RABBIN. — De l'hébreu *rab*, chef.
— Nom des ministres du culte israélite. — Voy. CULTES, II, § 3.

RACHAT. (FACULTÉ DE) — Voy. RÉMÈRE.

RACINES. — 1. — Les récoltes pendantes par les racines sont immeubles. (Cod. civ. art. 250.) — Voy. BIENS.

2. — Le voisin a le droit de couper lui-même les racines des arbres qui avancent sur son héritage. (Cod. civ. art. 672.) — Voy. ARBRES, 3.

RADOUB. — Réparations faites à un navire. Les frais de *radoub* sont mis au rang des créances privilégiées sur le navire, mais ils ne viennent qu'au 8^e rang. (Cod. com. art. 191.) — Voy. NAVIRE, 1, 2 et 3.

RAISON SOCIALE. — C'est le nom ou les noms sous lesquels une société fait le commerce. — (Cod. com. art. 20-22.) — Voy. SOCIÉTÉ.

RAPPORT A SUCCESSION. — Voy. SUCCESSIONS, IV.

RATURE. — Du latin *ratura*, fait de *radere*, rayer.

Toute rature dans un acte doit être faite de manière qu'il soit possible de compter le nombre des mots sur lesquels elle s'étend. Le nombre des mots ainsi annulés est indiqué par un renvoi à la marge ou à la fin de l'acte, et cette mention est approuvée par les parties au moyen d'un *parafe*.

RÉALISATION. (CLAUSE DE) — Voy. CONTRAT DE MARIAGE, I, § 2, 2^e.

RÉASSURANCE. — Acte par lequel l'assureur se fait garantir les risques qu'il a pris sur lui. (Cod. com. art. 342.) — Voy. ASSURANCES, sect. I, 10.

RÉBELLION. — (Cod. pén. art. 209-221.)

La loi qualifie de rébellion toute attaque, toute résistance avec vio-

lences et voies de fait envers tous les Officiers ou Agents chargés de l'exécution des lois ou actes de l'Autorité publique, ou des mandements de Justice.

1. — La rébellion est un crime ou un délit, selon les circonstances dans lesquelles elle a été accomplie. Elle est plus ou moins sévèrement punie suivant qu'elle émane de plus de 20 personnes, ou de 3 personnes et plus jusqu'à 20, ou de moins de 3 personnes, et, dans chacune de ces trois hypothèses, suivant que les rebelles étaient armés ou ne l'étaient pas.

— Quand la rébellion a été commise par plus de 20 personnes armées, les coupables sont punis des travaux forcés à temps; s'il n'y a pas eu port d'armes, la peine est celle de la réclusion.

Lorsque la rébellion a été commise par 3 personnes et plus jusqu'à 20 inclusivement, la peine est la réclusion, s'il y a eu port d'armes, et, s'il n'y en a pas eu, un emprisonnement de 5 mois à 2 ans.

Enfin, si elle a été commise par une ou deux personnes armées, la peine est un emprisonnement de 6 mois à 2 ans, et, s'il n'y a pas eu port d'armes, un emprisonnement de 6 jours à 6 mois.

2. — Dans tous les cas où il est prononcé, pour fait de rébellion, une simple peine d'emprisonnement, les coupables peuvent, en outre, être condamnés à une amende de 16 fr. à 200 fr.

3. — Les chefs d'une rébellion et ceux qui l'ont provoquée peuvent être condamnés à rester, après l'expiration de leur peine, sous la surveillance de la haute police pendant 5 ans au moins et 10 ans au plus.

REBOISEMENT DES MONTAGNES.

— (Loi 28 juillet 1860; déc. 10 novembre 1864.)

1. — Des *subventions* consistant soit en délivrance de graines ou de plants, soit en primes d'argent, peuvent être accordées aux Communes, aux Etablissements publics et aux particuliers pour le reboisement des terrains situés sur le sommet ou sur la pente des montagnes.

Les demandes de subvention sont adressées au Conservateur des forêts, lorsqu'elles émanent de particuliers, et au Préfet s'il s'agit de Communes ou d'Etablissements publics.

Il est statué par le Ministre des Finances sur l'allocation des subventions dépassant une valeur de 500 fr., et par le Directeur général des forêts sur l'allocation de celles d'une valeur de 500 fr. et au-dessous.

2. — Dans le cas où l'intérêt public exige que les travaux de reboisement soient rendus *obligatoires*, par suite de l'état du sol et des dangers qui en résultent pour les terrains inférieurs, un décret du Président de la République rendu en Conseil d'Etat, après études et enquêtes locales, déclare l'*utilité publique*, fixe le *périmètre* des terrains à reboiser, et règle les *délais d'exécution*.

— Si les terrains indiqués appartiennent à des particuliers, ceux-ci doivent déclarer s'ils entendent effectuer eux-mêmes le reboisement, et, dans ce cas, ils sont tenus d'exécuter les travaux dans les délais fixés par le décret. En cas de refus ou d'*inexécution*, il peut être procédé à l'*expropriation pour cause d'utilité publique*.

Le propriétaire exproprié a le droit d'obtenir sa *réintégration* dans sa propriété après le reboisement, à la charge de restituer l'indemnité d'expropriation et le prix des travaux, en principal et intérêts. Il peut s'exonérer du remboursement du prix des travaux en abandonnant la moitié de sa propriété. — Le propriétaire qui veut obtenir sa réintégration doit le déclarer à la Sous-Préfecture dans les 5 ans qui suivent la notification à lui faite de l'achèvement des travaux

de reboisement, à peine de déchéance.

— Si les Communes ou Etablissements publics *refusent* d'exécuter les travaux sur les terrains qui leur appartiennent, ou s'ils sont dans l'impossibilité de les exécuter en tout ou en partie, l'Etat peut, soit acquérir ces terrains à l'amiable, soit prendre les travaux à sa charge, et, dans ce dernier cas, il conserve l'administration et la jouissance des terrains reboisés jusqu'au remboursement de ses avances en principal et intérêts. Les Communes et Etablissements publics peuvent, dans tous les cas, s'exonérer de toute répétition de l'Etat, en abandonnant la propriété de la moitié des terrains reboisés.

3. — VOY. GAZONNEMENT DES MONTAGNES.

RECEL — RECÉLÉ. — Se dit du fait de cacher des objets soustraits, ou de donner retraite à des coupables.

1. — Les *héritiers* qui auraient diverti ou recélé des effets d'une succession sont *déchus de la faculté d'y renoncer* : ils demeurent héritiers purs et simples, nonobstant leur renonciation, sans pouvoir prétendre à aucune part dans les objets divertis ou recelés. (Cod. civ. art. 792.)

— L'héritier qui s'est rendu coupable de recel est *déchu du bénéfice d'inventaire*. (Cod. civ. art. 801.)

2. — La *vêuve* qui a diverti ou recélé quelques effets de la communauté est *déclarée commune*, nonobstant sa renonciation; il en est de même à l'égard de ses héritiers. (Cod. civ. art. 1460.)

— Celui des *époux* qui aurait diverti ou recélé quelques effets de la communauté est *privé de sa portion* dans lesdits effets. (Cod. civ. art. 1477.)

3. — Les individus qui *sciemment* ont recélé, en tout ou en partie, des choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, sont punis comme *complices* de ce crime ou de ce délit. (Cod. pén. art. 62.)

4. — Quiconque a recélé ou fait

receler les *espions* ou les *soldats ennemis envoyés à la découverte* et qu'il a connus pour tels est condamné à la peine de mort. (Cod. pén. art. 83.)

5. — Ceux qui ont recélé ou fait receler des personnes qu'ils savaient avoir commis des crimes emportant *peine afflictive* sont punis d'un *emprisonnement* de 3 mois à 2 ans, à l'exception toutefois des *ascendants* ou *descendants*, *époux* ou *épouse*, *frères* ou *sœurs* des criminels recelés, ou leurs *alliés au même degré*. (Cod. pén. art. 248.)

6. — Quiconque est reconnu coupable d'avoir recélé ou pris à son service un *insoumis* (Voy. *INSOUMISSION*), est passible d'un *emprisonnement* de 6 mois au maximum. Selon les circonstances, la peine peut être réduite à une *amende* de 20 fr. à 200 fr. (Loi 21 mars 1832, art. 40.)

7. — Quiconque a recélé ou caché le *cadavre* d'une personne *homicidée* ou morte des suites de *coups* ou *blessures*, est puni d'un *emprisonnement* de 6 mois à 2 ans, et d'une *amende* de 50 fr. à 400 fr.; sans préjudice de peines plus graves, s'il a participé au crime. (Cod. pén. art. 359.)

8. — Sont condamnés aux peines de *banqueroute frauduleuse* (travaux forcés à temps), les individus convaincus d'avoir, dans l'intérêt du *failli*, recélé tout ou partie de ses biens meubles ou immeubles. (Cod. com. art. 593.)

RECENSEMENT. — Opération administrative qui a pour but de déterminer périodiquement la population de la France par Communes, Arrondissements, Départements, et de recueillir le plus de renseignements possibles sur cette population.

1. — Le premier recensement général date de 1800 : l'opération fut renouvelée en 1805, 1820 et 1831; elle a lieu tous les cinq ans depuis cette dernière époque.

De 1801 à 1846, on s'est borné à constater le *sexe* et l'*état civil*. A partir de 1851, l'Administration a fait relever, en outre, l'*âge*, le *culte*, la *nationalité* et les *infirmités extérieures* et *visibles* (aveugles, borgnes, sourds-muets, goitreux, bossus, aliénés, etc.)

2. — Le chiffre de la population sert de base à la contribution des *portes et fenêtres*, à celle dite *mobilière*, à la *patente fixe*, au *droit d'entrée sur les boissons*, à la fixation du nombre des *Députés* à élire par département. — Voy. *PORTES ET FENÊTRES*; — *PERSONNELLE ET MOBILIÈRE (Contribution)*; — *PATENTE*; — *BOISSONS*; — *ASSEMBLÉE NATIONALE*.

3. — Les événements n'ont pas permis de procéder, en 1871, au recensement de la population. Cette importante opération s'est accomplie en 1872. En attendant que les résultats en soient connus, nous donnons ci-après les résultats généraux fournis par les 5 derniers recensements :

ANNÉES.	POPULATION	ÉTENDUE.	MOYENNE
	TOTALE.		par
	habitants.	kilomètres carrés.	KILOMÈTRE CARRÉ.
1846.....	..35.400.000..	530.280....	66.7.
1851.....	..35.783.000..	id.....	67.4.
1856.....	..36.203.000..	id.....	68.3.
1861.....	..37.386.000..	513.051....	68.3.
1866.....	..38.067.064..	id.....	70.3.

RECEVEUR MUNICIPAL. — Agent chargé des recettes et des dépenses dans chaque Commune. (Voy. COMMUNE, III, 4.) Cette fonction est remplie par le *Percepteur*; néanmoins, dans les Communes dont le revenu excède 30,000 fr., elle est confiée, si le Conseil municipal le demande, à un Agent spécial. (Loi 18 juillet 1837, art. 65.)

1. — La nomination des Receveurs municipaux, dans les villes dont les revenus ne dépassent pas 300,000 francs, appartient au Préfet, sur la présentation de 3 candidats désignés par le Conseil municipal. (Déc. 25 mars 1852, art. 5, n° 13.)

2. — Les Receveurs municipaux fournissent un *cautionnement* fixé au 10^e des recettes ordinaires de la Commune. (Loi 28 avril 1816, art. 83.)

Leurs *comptes* sont définitivement *apurés* par le Conseil de préfecture, pour les Communes dont le revenu n'excède pas 30,000 fr., sauf recours à la Cour des comptes. Au delà de ce chiffre, ils sont apurés par ladite Cour.

RECHANGE. — Voy. RETRAITE.

RECHERCHE DE PATERNITÉ, DE MATERNITÉ. — Voy. PATERNITÉ et FILIATION, 1, 4 et 5.

RÉCIDIVE — RÉCIDIVISTE. — (Cod. pén. art. 56-58; 474, 478, 482, 483.) — Du latin *rursus*, de nouveau, *cadere*, tomber.

La *récidive* consiste à commettre un nouveau crime, un nouveau délit ou une nouvelle contravention après une condamnation déjà subie. Elle entraîne une aggravation de peine, parce qu'elle fait supposer chez le *récidiviste* une plus grande perversité, s'il s'agit de crime ou de délit, ou la nécessité d'une punition plus forte, s'il s'agit de contravention.

En matière *criminelle* et *correctionnelle*, les peines de la récidive sont fixées par les articles 56 à 58 du Code pénal.

En matière de *simple police*, elles sont fixées par les articles 474, 478 et 482 du même Code.

- Pour les *contraventions*, il n'y a

récidive, d'après l'article 483 du Code pénal, qu'autant qu'il a été rendu contre le contrevenant, « dans les douze mois précédents, un premier jugement pour contravention de police commise dans le ressort du même Tribunal. » — Il en est autrement pour les *crimes* et *délits* : la récidive existe quelle que soit l'époque à laquelle la première condamnation a été prononcée.

RÉCLUSION. — (Cod. pén. art. 7, 21, 28, 29, 30, 47; Loi 30 mai 1854, art. 5.) — Du latin *recludere*, enfermer. — Peine *afflictive* et *infamante* qui consiste à être enfermé dans une maison de force et à être employé à des travaux dont le produit peut être appliqué en partie au profit du condamné.

1. — Sa durée est de 5 ans au moins et de 10 ans au plus.

2. — La réclusion emporte la *dégradation civique* et l'*interdiction légale*. — Voy. DÉGRADATION CIVIQUE; — INTERDICTION, sect. II.

3. — Les coupables condamnés à la réclusion sont de *plein droit*, après qu'ils ont subi leur peine et pendant toute la vie, sous la surveillance de la haute police. — Voy. SURVEILLANCE DE LA HAUTE POLICE.

4. — La peine des *travaux forcés* à perpétuité ou à temps n'est prononcée contre aucun individu âgé de 60 ans accomplis au moment du jugement : elle est remplacée par celle de la *réclusion*, soit à perpétuité, soit à temps, selon le cas. (Loi 30 mai 1854, art. 5.)

RÉCOLTES. — 1. — « Les récoltes pendantes par les racines, et les fruits des arbres non encore recueillis sont immeubles. Dès que les grains sont coupés et les fruits détachés, quoique non enlevés, ils sont meubles. — Si une partie seulement de la récolte est coupée, cette partie seule est meuble. » (Cod. civ. art. 520.) — Voy. BIENS.

2. — Le fermier peut obtenir la remise de ses *fermages* en cas de perte de la récolte. (Cod. civ. art. 1769 et

suiv.) — Voy. LOUAGE, sect. I, II, § 2, 6-8.

3. — Les loyers et fermages des immeubles sont *privilegiés* sur les fruits de la récolte de l'année et sur le prix de tout ce qui garnit la ferme ou sert à son exploitation. Néanmoins, les sommes dues pour les semences ou pour les frais de la récolte de l'année sont payées sur le prix de la récolte, par préférence au propriétaire. (Cod. civ. art. 2102, n° 1.) — Voy. PRIVILÈGE.

4. — Les Juges de paix connaissent sans appel, jusqu'à la valeur de 100 fr., et à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, des actions pour dommages faits aux champs, fruits et récoltes, soit par l'homme, soit par les animaux. (Loi 25 mai 1838, art. 5, 1°.) — C'est devant le Juge de Paix de la situation que doivent être portées les actions de cette nature. (Cod. proc. civ. art. 3, 1°.)

5. — Quiconque a *dévasté* des récoltes sur pied est puni d'un *emprisonnement* de 2 ans au moins, de 5 ans au plus, et d'une *amende*, qui ne peut excéder le quart des restitutions et dommages-intérêts, ni être au-dessous de 16 fr. — Les coupables peuvent, de plus, être placés sous la *surveillance de la haute police* pendant 5 ans au moins et 10 ans au plus. (Cod. pén. art. 444, 455.)

6. — Le vol ou la tentative de vol dans les champs, des récoltes ou autres productions utiles de la terre déjà détachées du sol, ou des meules de grains faisant partie de récoltes, est puni d'un *emprisonnement* de 15 jours à 2 ans, et d'une *amende* de 16 fr. à 200 fr. — Si le vol a été commis, soit la nuit, soit par plusieurs personnes, soit à l'aide de voitures ou d'animaux de charge, l'*emprisonnement* est d'un an à 5 ans et l'*amende* de 16 fr. à 500 fr. — Lorsque le vol ou la tentative de vol de récoltes ou autres productions utiles de la terre, qui, avant d'être soustraites, n'étaient pas encore détachées du sol, a eu lieu, soit avec des paniers, des sacs ou autres objets équivalents, soit la nuit, soit à l'aide

de voitures ou d'animaux de charge, soit par plusieurs personnes, la peine est d'un *emprisonnement* de 15 jours à 2 ans et d'une *amende* de 16 à 200 fr.

— Dans tous les cas ci-dessus spécifiés, les coupables peuvent, indépendamment de la peine principale, être interdits de tout ou partie des droits mentionnés en l'article 42 du Code pénal (Voy. INTERDICTION DES DROITS CIVIQUES, CIVILS ET DE FAMILLE), pendant 5 ans au moins et 10 ans au plus à compter du jour où ils ont subi leur peine, et être mis aussi, pendant le même nombre d'années, sous la surveillance de la haute police. (Cod. pén. art. 188.) — Ceux qui *dérobent*, sans aucune des circonstances ci-dessus prévues, des récoltes ou autres productions utiles de la terre qui, avant d'être soustraites, n'étaient pas encore détachées du sol, sont punis d'une *amende* de 6 fr. à 10 fr. inclusivement, et, en cas de *récidive*, d'un *emprisonnement* pendant 5 jours au plus. (Cod. pén. art. 475, 15°; 478.)

7. — Voy. INCENDIE.

RÉCOMPENSE. — Synonyme d'*indemnité*, cette expression signifie, dans le langage juridique, tout ce qui est dû à la communauté par l'un des époux en retour de ce qu'elle a dépensé pour lui, ou par la communauté à l'un des époux en retour de ce qu'il a dépensé pour elle. — Voy. CONTRAT DE MARIAGE, I, 4.

RÉCONCILIATION. — 1. — L'action en *séparation de corps* s'éteint par la réconciliation des époux, survenue soit depuis les faits qui auraient pu autoriser cette action, soit depuis la demande en *séparation de corps*. Dans l'un ou l'autre cas, le demandeur serait déclaré non recevable dans son action; il pourrait néanmoins en tenter une nouvelle pour cause survenue depuis la réconciliation, et alors faire usage des anciens motifs pour appuyer sa nouvelle demande. (Cod. civ. art. 272, 273, 306.)

2. — Au cas de *séparation de corps* prononcée ou même demandée, le mari peut désavouer l'enfant né moins

de 180 jours après la réconciliation des époux. (Loi 6 décembre 1850.) — Voy. PATERNITÉ ET FILIATION, 2 et 3.

RECONDUCTION. (TACITE) — Voy. TACITE RECONDUCTION.

RECONNAISSANCE D'ENFANT. — (Cod. civ. art. 334-342.)

1. — Lorsqu'un enfant naturel n'a pas été reconnu au moment de sa naissance, dans l'acte dressé à la Mairie, il ne peut l'être qu'en la *forme authentique*, c'est-à-dire devant Notaire ou devant un Officier de l'Etat civil.

2. — La loi ne permet point la reconnaissance des enfants nés d'un commerce incestueux ou adultérin. Les enfants naturels simples sont les seuls qui puissent être reconnus. — Voy. ENFANT, 1 et 2.

3. — La reconnaissance faite pendant le mariage par l'un des époux, au profit d'un enfant naturel qu'il aurait eu avant son mariage d'un autre que de son époux, ne saurait nuire ni à celui-ci, ni aux enfants nés de ce mariage; néanmoins elle produit son effet après la dissolution de ce mariage, s'il n'en reste pas d'enfants.

4. — La reconnaissance ne confère point les droits qui résultent de la légitimité; voici les seuls effets qu'elle produit : 1° Elle établit un lien civil de parenté entre l'enfant et la personne qui l'a reconnu, mais ce lien ne rattache pas l'enfant aux parents de son père ou de sa mère. L'enfant n'a ni aïeuls ou aïeules ni collatéraux.

2° L'enfant prend le nom de son père ou de sa mère. S'il a été reconnu par l'un et l'autre, il porte le nom de son père.

3° L'enfant acquiert des droits à la succession de son père ou de sa mère, mais ces droits sont moins étendus que ceux dont jouissent les enfants légitimes, et il ne peut rien recevoir au delà de la part que la loi lui attribue. — Voy. SUCCESSIONS, II, § 4.

4° Les père et mère ont le droit de puissance paternelle, moins le droit de jouissance que la loi accorde aux père et mère légitimes sur les biens personnels de leurs enfants mineurs de

18 ans. — Voy. PUISSANCE PATERNELLE.

5° L'enfant naturel reconnu, qui n'a pas atteint l'âge compétent pour se marier à son gré, doit obtenir le consentement de ses père et mère, et, après cet âge, il est tenu de requérir leur conseil. — Voy. MARIAGE.

5. — Voy. PATERNITÉ ET FILIATION, 1, 4, et 5.

RECRUTEMENT MILITAIRE. — Voy. SERVICE MILITAIRE.

RECTEUR. — Nom donné au fonctionnaire placé à la tête de chaque Académie. Le Recteur est assisté d'autant d'Inspecteurs d'Académie qu'il y a de départements dans la circonscription. Il est président du Conseil académique.

L'Académie de Paris est administrée par un Vice-Recteur. C'est le Ministre de l'Instruction publique, autrefois appelé *Grand-Maitre de l'Université*, qui a le titre de Recteur de cette académie. — Voy. INSTRUCTION PUBLIQUE.

RECTIFICATION DES ACTES DE L'ÉTAT CIVIL. — Voy. ACTES DE L'ÉTAT CIVIL, VII.

RÉCUSATION. — (Cod. proc. civ. art. 44-47; 197; 237; 308-314; 378-396; 430; 1014; Déc. 20 fév. 1810, art. 54-57; Cod. instr. crim. art. 399-404.) — Du latin *recusatio*, refus. — C'est le fait de refuser un arbitre, un expert, un juré, un témoin, dans les cas spécifiés par la loi.

1. — Les Juges de Paix peuvent être récusés : 1° quand ils ont un intérêt personnel à la contestation; — 2° quand ils sont parents ou alliés d'une des parties, jusqu'au degré de cousin-germain inclusivement; — 3° si, dans l'année qui a précédé la récusation, il y a eu procès criminel entre eux et l'une des parties ou son conjoint ou ses parents et alliés en ligne directe; — 4° s'il y a procès existant entre eux et l'une des parties ou son conjoint; — 5° s'ils ont donné un avis écrit dans l'affaire.

2. — Les autres Juges peuvent être récusés pour les causes ci-après :

1° Si le Juge est parent ou allié des parties ou de l'une d'elles jusqu'au degré de cousin issu de germain inclusivement; — 2° Si la femme du Juge est parente ou alliée de l'une des parties au degré ci-dessus, lorsque la femme est vivante, ou qu'étant décédée, il en existe des enfants : si elle est décédée et qu'il n'y ait pas d'enfants, le beau-père, le gendre ni les beaux-frères ne peuvent être juges; — 3° Si le Juge, sa femme, leurs ascendants et descendants, ou alliés dans la même ligne, ont un différend sur pareille question que celle dont il s'agit entre les parties; — 4° S'ils ont un procès en leur nom dans un Tribunal où l'une des parties est Juge; s'ils sont créanciers ou débiteurs de l'une des parties; — 5° Si dans les 5 ans qui ont précédé la récusation, il y a eu procès criminel entre eux et l'une des parties ou son conjoint; ou ses parents ou alliés en ligne directe; — 6° S'il y a procès civil entre le Juge, sa femme, leurs ascendants et descendants ou alliés dans la même ligne, et l'une des parties, et que ce procès, s'il a été intenté par la partie, l'ait été avant l'instance dans laquelle la récusation est proposée; si, ce procès étant terminé, il ne l'a été que dans les 6 mois précédant la récusation; — 7° Si le Juge est tuteur, subrogé tuteur ou curateur de l'une des parties; s'il est administrateur de quelque établissement, société ou direction, partie dans la cause; si l'une des parties est sa présomptive héritière; — 8° Si le Juge a donné conseil, plaidé ou écrit sur le différend; s'il en a précédemment connu comme Juge ou comme arbitre; s'il a sollicité, recommandé ou fourni aux frais du procès; s'il a déposé comme témoin; si, depuis le commencement du procès, il a bu ou mangé avec l'une ou l'autre des parties, dans leur maison, ou reçu d'elle des présents; — 9° S'il y a imitié capitale entre lui et l'une des parties; s'il y a eu, de sa part, agressions, injures ou menaces, verbalement ou par écrit, depuis l'instance, ou dans les 6 mois

précédant la récusation proposée.

— La récusation doit être faite avant le commencement de la plaidoirie; et, si l'affaire est en rapport, avant que l'instruction soit achevée, ou que les délais soient expirés, à moins que les causes de la récusation ne soient survenues postérieurement.

— Celui dont la récusation a été déclarée inadmissible est condamné à telle amende qu'il plait au Tribunal, laquelle ne peut être moindre de 100 fr., et sans préjudice, s'il y a lieu, de l'action du Juge en dommages-intérêts, auquel cas il ne peut demeurer Juge.

3. — Les Experts peuvent être récusés par les motifs pour lesquels les témoins peuvent être reprochés. — (Voy. TÉMOINS.) — Si la récusation est rejetée, la partie qui l'a faite est condamnée à des dommages-intérêts, même envers l'expert, s'il le requiert; mais, dans ce dernier cas, il ne peut demeurer expert.

4. — Les Arbitres ne peuvent être récusés, si ce n'est pour cause survenue depuis le compromis et pour les mêmes motifs que les Juges.

5. — Les Prud'hommes peuvent être récusés : 1° quand ils ont un intérêt personnel à la contestation; — 2° quand ils sont parents ou alliés de l'une des parties, jusqu'au degré de cousin-germain inclusivement; — 3° si, dans l'année qui a précédé la récusation, il y a eu procès criminel entre eux et l'une des parties ou son conjoint, ou ses parents et alliés en ligne directe; — 4° s'il y a procès civil existant entre eux et l'une des parties ou son conjoint; — 5° s'ils ont donné un avis écrit dans l'affaire.

6. — En matière criminelle, l'accusé ou son Conseil et le Procureur Général peuvent récuser tels Jurés qu'ils jugent à propos, sans faire connaître de motifs et jusqu'à ce qu'il reste 12 Jurés. — Voy. JURY, 7.

7. — En matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, lors de l'appel des Jurés par le magistrat directeur du Jury, l'Administration a le droit d'en récuser 2, sans énoncer de motifs; la partie adverse a le

même droit. (Loi 3 mai 1844, art. 34.)

RÉDHIBITOIRES. — Voy. VICES RÉDHIBITOIRES.

RÉELLE. (ACTION)— Voy. ACTION RÉELLE.

RÉFÉRÉ. — (Cod. proc. civ. art. 810-811.)

Du latin *referre*, rapporter. — C'est un recours exercé devant le Président du Tribunal de première instance, à l'effet de faire juger provisoirement et avec rapidité, soit les difficultés survenues dans l'exécution d'un jugement ou d'un titre exécutoire, soit toute autre affaire urgente.

A cet effet, assignation est donnée directement et sans permission préalable pour l'audience spéciale tenue aux jour et heure indiqués par le Tribunal.

Si le cas requiert *célérité*, le Président peut permettre d'assigner à *bref délai* à l'audience, ou à *sa demeure*, ou *sur l'heure*, même les *jours de fête*.

La décision qui intervient, nommée *ordonnance de référé*, est exécutoire par provision, avec ou sans caution. Elle n'est pas susceptible d'opposition, mais elle peut être attaquée par la voie de l'appel et dans la quinzaine de la signification, si la valeur du litige excède le taux du dernier ressort.

RÉFÉRENDAIRE AU SCAU DE FRANCE. — (Ord. roy. 15 juillet 1814, 11 décembre 1815, 31 octobre 1830. Déc. 8 janvier 1859.)

Nom donné à 12 officiers ministériels exclusivement chargés, auprès du Ministère de la Justice, de poursuivre la délivrance des lettres-patentes et décrets concernant les collations, transmissions et confirmations de titres, de former les demandes en investiture, échange, réduction et annulation de *majorats* ou *dotations*; de percevoir et de verser au Trésor les droits de sceau y relatifs. Ils sont également chargés de la perception et du versement des droits de sceau dans les demandes de *changement* ou *addition de noms, natura-*

lisation, admission à domicile, autorisation de service à l'étranger, réintégration dans la qualité de Français, dispense pour mariages, etc., — affaires dans lesquelles ils peuvent, comme mandataires, représenter les parties.

RÉFÉRENDAIRE. (CONSEILLER) — Voy. CONSEILLER RÉFÉRENDAIRE.

RÉGIME DOTAL. — Voy. CONTRAT DE MARIAGE, IV.

RÈGLEMENT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE. — On donne ce nom aux décrets qui ont pour objet de déterminer la manière dont sera réglé un service public ou l'exécution d'une loi.

Le plus souvent ils sont prescrits ou réservés par la loi même dont ils sont l'explication ou le complément.

Les *règlements d'administration publique* sont élaborés par le Conseil d'État.

RÈGLEMENT DE JUGES. — (Cod. proc. civ. art. 363-367; Cod. Instr. crim. art. 525-541.) — Décision par laquelle une Autorité judiciaire supérieure détermine celui de deux ou plusieurs Tribunaux inférieurs qui doit connaître d'un procès dont ils ont été simultanément saisis.

1. MATIÈRES CIVILES. — 1. — Si une contestation est portée devant deux ou plusieurs Tribunaux de paix ressortissant au même Tribunal, le règlement de Juges appartient à ce Tribunal.

Si les Tribunaux de paix relèvent de Tribunaux différents, le règlement est porté à la Cour d'appel.

Il doit l'être à la Cour de Cassation si ces Tribunaux ne ressortissent pas à la même Cour d'appel.

2. — Si la contestation est formée devant plusieurs Tribunaux de première instance ressortissant à la même Cour d'appel, le règlement de Juges est porté à cette Cour. Si, au contraire, ils ressortissent à des Cours différentes, ou si le conflit existe entre une ou plusieurs Cours, il est porté à la Cour de Cassation.

3. — Les articles 364, 365 et 366 du Code de procédure civile règlent

les formes de la demande en règlement de Juges et les délais de signification du jugement qui l'a admise, ainsi que ceux de l'assignation des parties.

4. — Le demandeur qui succombe peut être condamné à des *dommages-intérêts* envers les autres parties.

5. — Les demandes en règlement de juges sont dispensées du *préliminaire de conciliation*. (Cod. proc. civ. art. 49.) — Elles sont *communiquées au Ministère public*. (Même code, art. 83.)

II. MATIÈRES CRIMINELLES. — 1. — Le Code d'Instruction criminelle, qui s'occupe des règlements de Juges dans les articles 525 à 541, contient les mêmes principes que le Code de procédure civile.

Ainsi, lorsque deux Juges d'instruction ou deux Tribunaux de première instance établis dans le ressort de la même Cour d'appel sont saisis de la connaissance du même délit ou de délits connexes, les parties sont réglées de Juges par cette Cour, sauf, s'il y a lieu, recours à la Cour de Cassation.

Lorsque deux Tribunaux de simple police sont saisis de la connaissance de la même contravention ou de contraventions connexes, les parties sont réglées de Juges par le Tribunal auquel ils ressortissent l'un et l'autre, et s'ils ressortissent à différents Tribunaux, elles sont réglées par la Cour d'appel, sans le recours, s'il y a lieu, à la Cour de Cassation.

Lorsque le conflit existe entre les Cours d'appel, ou entre des Juges d'instruction ou des Tribunaux appartenant à des ressorts différents, le règlement est porté à la Cour de Cassation.

2. — C'est également la Cour de Cassation qui prononce lorsqu'un Tribunal militaire ou maritime, ou un Officier de police militaire, ou tout autre Tribunal d'exception, d'une part, et une Cour d'appel ou d'assises, un Tribunal correctionnel ou de police, ou un Juge d'instruction, d'autre part, sont saisis de la connais-

sance du même délit, ou de délits connexes, ou de la même contravention.

3. — La partie civile, le prévenu ou l'accusé qui succombe dans sa demande en règlement de Juges, peut être condamné à une *amende* de 300 fr. au maximum, et dont moitié est pour la partie.

RÉHABILITATION. — (Loi 3 juillet 1832.) — Du latin *re habilis*, de nouveau habile, propre à. — Rétablissement d'une personne dans son premier état, dans ses anciens droits.

Tout condamné qui a *subi sa peine* ou qui a été *gracié* peut être réhabilité.

1. — La demande en réhabilitation pour les condamnés à une *peine afflictive* ou *infamante* ne peut être formée que 5 ans après le jour de leur libération. Néanmoins ce délai court, au profit des condamnés à la dégradation civique, du jour où la condamnation est devenue irrévocable, ou de celui de l'expiration de la peine de l'emprisonnement si elle a été prononcée. Il court, au profit du condamné à la surveillance de la haute police prononcée comme peine principale, du jour où la condamnation est devenue irrévocable.

Le délai est réduit à 3 ans pour les condamnés à une *peine correctionnelle*.

2. — Le condamné à une *peine afflictive* ou *infamante* n'est admis à demander sa réhabilitation que s'il a résidé dans le même arrondissement depuis 5 années, et pendant les deux dernières dans la même Commune. Le condamné à une *peine correctionnelle* doit avoir résidé dans le même arrondissement depuis 3 années, et pendant les deux dernières dans la même Commune.

3. — La demande en réhabilitation est adressée au Procureur de la République de l'arrondissement.

Le condamné doit justifier du paiement des frais de justice, de l'amende et des dommages-intérêts prononcés contre lui ou de la remise qui lui en a été faite. A défaut de cette justifi-

cation, il doit établir qu'il a subi le temps de la contrainte par corps déterminé par la loi, ou que la partie lésée a renoncé à ce moyen d'exécution. — S'il est condamné pour banqueroute frauduleuse, il est tenu de justifier du paiement du passif de la faillite, en capital, intérêts et frais, ou de la remise qui lui en a été faite.

4. — Après une instruction de la demande, la Chambre d'accusation de la Cour d'appel dans le ressort de laquelle réside le condamné donne son *avis motivé*. Si l'avis n'est pas favorable à la réhabilitation, une nouvelle demande ne peut être formée avant l'expiration d'un *délai de 2 années*. Si l'avis est favorable, il est, avec les pièces produites, transmis au Ministre de la Justice, sur le rapport duquel le Président de la République statue.

5. — En cas d'admission de la demande, des *lettres de réhabilitation* sont expédiées et adressées à la Cour qui a délibéré l'avis. Copie authentique en est envoyée à la Cour ou au Tribunal qui a prononcé la condamnation, pour être transcrite en marge de la minute de l'arrêt ou du jugement de condamnation.

6. — La réhabilitation fait cesser, pour l'avenir, dans la personne du condamné, toutes les incapacités qui résultaient de la condamnation. Mais le banqueroutier frauduleux, quoique réhabilité civilement, ne peut jamais l'être commercialement. Il n'a point été apporté de modifications à l'article 612 du Code de commerce qui dispose que les *banqueroutiers frauduleux*, les individus condamnés pour *vol*, *escroquerie*, *abus de confiance*, ne seront point admis à la réhabilitation.

7. — Aucun individu condamné pour crime, qui aurait commis un crime et subi une nouvelle condamnation à une peine *afflictive* ou *infamante*, ne peut obtenir d'être réhabilité.

Il en est de même du condamné qui, après avoir été réhabilité, aurait encouru une nouvelle condamnation.

8. — Pour ce qui concerne la ré-

habilitation du commerçant *failli*, voy. FAILLITE, X.

RÉINTÉGRANDE. — Action par laquelle une personne demande à être *réintégrée* dans la possession d'un héritage dont elle a été dépouillée par violence ou voie de fait. — Voy. ACTION POSSESSOIRE, II.

RELAIS. — Voy. LAIS et RELAIS.

RELIGION. — Du latin *ligare*, lier, parce que la religion est un lien entre le créateur et la créature. — Voy. CULTES ; — OUTRAGE A LA RELIGION.

RÉMÉRÉ. — (Cod. civ. art. 1659-1673.) — Du latin *rursus*, de nouveau, *emere*, acheter. — On appelle ainsi la faculté que s'est réservée le vendeur de reprendre la chose vendue moyennant restitution à l'acquéreur du prix principal, des frais du contrat et des dépenses nécessaires ou utiles que ce dernier a pu faire et qui ont augmenté la valeur de la chose. — Voy. VENTE, IV.

REMISE DE LA DETTE. — Voy. OBLIGATIONS, IV, § 3.

REMPLACEMENT MILITAIRE. — La loi du 27 juillet 1872 l'a supprimé. — Voy. SERVICE MILITAIRE, Tit. I.

REMPLAI. — On se sert spécialement de ce mot pour désigner l'opération par laquelle les époux remplacent au moyen d'un autre immeuble l'héritage propre à l'un d'eux, qui a été aliéné. (Cod. civ. art. 1433-1435.)

RENGAGEMENT. — Voy. SERVICE MILITAIRE, titre IV, section II.

RENOMMÉE. (COMMUNE) — Voy. COMMUNE RENOMMÉE.

RENONCIATION. — Pour ce qui concerne la renonciation à la *Communauté* par la femme survivante ou par les héritiers de la femme prédécédée, voy. CONTRAT DE MARIAGE, I, § 1^{er}.

— Pour ce qui touche la renonciation à une *succession*, voy. SUCCESSIONS, III.

RENTE PERPÉTUELLE. — (Cod. civ. art. 529, 530; 1909-1913.) On donne ce nom aux intérêts d'un capital qui n'est pas exigible de la part

du créancier, mais qui est remboursable au gré du débiteur. Le contrat qui intervient à cet effet s'appelle *constitution de rente*.

1. — La rente constituée en perpétuel est *essentiellement rachetable*. Le législateur n'a pas voulu qu'un individu se trouvât grevé à perpétuité, lui et ses héritiers, d'une dette dont il ne pourrait jamais se libérer. Il est seulement permis aux parties de convenir que le rachat ne sera pas fait avant un délai qui ne saurait excéder 10 ans, ou sans avoir averti le créancier au terme d'avance qu'elles auront déterminé. Mais, lorsque la rente perpétuelle est établie pour le prix de la vente d'un héritage, le délai peut être de 30 ans.

2. — Le débiteur d'une rente constituée en perpétuel peut être contraint au rachat : 1° S'il cesse de remplir ses obligations pendant 2 années ; — 2° S'il manque à fournir au prêteur les sûretés promises par le contrat.

Le capital de la rente constituée en perpétuel devient aussi exigible en cas de faillite ou de déconfiture du débiteur.

3. — Les rentes perpétuelles sont rangées dans la catégorie des *biens meubles par la détermination de la loi*. — Voy. BIENS.

RENTE VIAGÈRE. — (Cod. civ. art. 1964, 1968-1983.) — C'est la rente dont la durée est limitée, ainsi que son nom l'indique, à la vie d'une personne.

L'incertitude de l'époque à laquelle arrivera ce décès a fait ranger la rente viagère parmi les contrats dits *aléatoires*, car évidemment il y a bénéfice ou perte pour le débiteur de la rente, suivant que la personne sur la tête de laquelle elle a été créée vit plus ou moins longtemps.

1. — La rente viagère peut être constituée à titre *onéreux*, moyennant une somme d'argent, ou pour une chose mobilière appréciable, ou pour un immeuble. Elle peut être aussi constituée à titre purement *gratuit*, par donation entre-vifs ou par testament. Dans ce cas, elle est réductible

si elle excède la *quotité disponible*. — (Voy. ce mot.)

2. — Le plus ordinairement la rente viagère est constituée sur la tête de la personne qui a le droit d'en jouir ; mais elle peut l'être également sur la tête d'un tiers qui n'y a aucun droit, et qui même ignore la convention. Elle peut l'être aussi sur une ou plusieurs têtes.

3. — Tout contrat de rente viagère créée sur la tête d'une personne qui était morte au jour du contrat ne produit aucun effet. Il en est de même du contrat par lequel la rente a été créée sur la tête d'une personne déjà atteinte de la maladie dont elle est morte dans les 10 jours de la date du contrat.

4. — Le taux des rentes viagères n'est pas limité par la loi comme celui de l'intérêt ordinaire, parce qu'il dépend d'éléments essentiellement variables suivant les personnes ; aussi les parties peuvent-elles le fixer comme il leur plaît.

5. — La rente viagère n'est point rachetable. Le constituant ne peut, à moins d'une convention formelle, s'en libérer en offrant de rembourser le capital et en renonçant à la répétition des arrérages qu'il a payés ; il est tenu de servir la rente pendant toute la vie de la personne ou des personnes sur la tête desquelles elle a été constituée, quelle que soit la durée de la vie de ces personnes et quelque onéreux qu'ait pu devenir le service de cette rente.

Le rentier, de son côté, ne peut, à moins d'une convention formelle, demander le remboursement du capital ou la restitution du fonds aliéné pour acquérir la rente, lors même que les arrérages ne lui sont pas exactement payés ; il n'a que le droit de saisir et de faire vendre les biens de son débiteur, afin de s'assurer sur le produit une somme suffisante pour le service des arrérages.

La résiliation du contrat peut, toutefois, être demandée si le constituant ne donne pas les sûretés qui avaient été stipulées pour son exécution, comme une hypothèque, une caution

ou si les sûretés données viennent à s'évanouir. Il n'y a pas lieu, dans ce cas, à la restitution des arrérages perçus.

6. — La rente viagère n'est acquise au propriétaire que dans la proportion du nombre de jours qu'il a vécu. Néanmoins, s'il a été convenu qu'elle serait payée d'avance, le terme qui a dû être payé est acquis du jour où le paiement a dû en être fait.

7. — Une rente viagère ne peut être stipulée *insaisissable* que lorsqu'elle est constituée à *titre gratuit*. Le donateur est libre, en effet, de mettre à sa libéralité une pareille condition. Celui, au contraire, qui acquiert avec ses propres biens une rente viagère ne peut pas stipuler qu'elle sera insaisissable, car il lui aurait été ainsi permis de soustraire à l'action de ses créanciers une partie, souvent même la totalité de ses biens qui sont leur gage.

8. — Le propriétaire d'une rente viagère n'en peut demander les arrérages qu'en justifiant de son existence ou de celle de la personne sur la tête de laquelle elle a été constituée.

9. — Les arrérages de rentes viagères se prescrivent par 5 ans. (Cod. civ. art. 2277.)

10. — Les rentes viagères sont rangées dans la catégorie des *biens meubles* par la *détermination de la loi*. (Cod. civ. art. 529.) — Voy. BIENS.

RENTES SUR L'ÉTAT. — On appelle ainsi les sommes payées annuellement par le Gouvernement pour les intérêts des emprunts publics : elles sont inscrites au *Grand Livre de la Dette publique*, et les titres remis aux rentiers se nomment *Inscriptions de rente*. — Ces titres sont au *porteur* ou *nominatifs*. Dans ce dernier cas, leur négociation s'opère par un *transfert*.

1. — Les rentes se désignent par le taux de l'intérêt qu'elles rapportent. Ainsi l'on distingue actuellement le 3, le 4, le 4 1/2, le 5 p. 100.

La rente 3 p. 100 se paye par *trimestre*, les 1^{er} janvier, 1^{er} avril,

1^{er} juillet et 1^{er} octobre; les rentes 4 et 4 1/2 p. 100 se payent par *semestre*, le 22 mars et le 22 septembre; la rente 5 p. 100 se paye par *trimestre*, les 16 février, 16 mai, 16 août et 16 novembre.

Les *arrérages* sont *payables* pendant *cinq ans* à partir du jour de l'échéance; passé ce délai, ils sont *prescrits* au profit du Trésor.

2. — Les rentes sur l'Etat sont rangées dans la catégorie des *biens meubles*. (Cod. civ. art. 529.) — Elles ne payent *aucun impôt*, et ne sont soumises à *aucun droit de mutation*. (Loi 22 frimaire an VII (12 décembre 1798), art. 70, § 3.) — Elles sont *insaisissables* si ce n'est par le Trésor sur ses propres comptables, les fournisseurs et autres reliquataires des deniers publics (Loi 8 Nivôse an VI (28 décembre 1797), art. 4; Arr. 24 Messidor an XI (13 juillet 1803.) — Il ne peut être formé *opposition* au paiement des arrérages que de la part du propriétaire de l'inscription au cas de perte ou du vol. (Loi 22 Floréal an VIII (11 mai 1799), art. 7.)

3. — Lorsqu'un titre *nominatif* vient à *se perdre* ou à *être volé*, le rentier doit en faire la *déclaration* devant le Maire de son domicile, en présence de 2 témoins, et envoyer cette déclaration au Ministère des Finances. Le Ministre, après en avoir fait constater la régularité, autorise le Directeur du Grand-Livre à débiter le compte de l'inscription perdue ou volée, et à la porter à compte nouveau par un transfert de forme; il est remis ensuite au réclamant un extrait original de l'inscription de ce nouveau compte. (Déc. 3 Messidor an XII (22 juin 1804).)

4. — Les rentes sur l'Etat se *vendent* et s'*achètent* par le ministère des *Agents de change*, qui prennent un *courtage* de 1/8 p. 100 du prix de la rente vendue ou achetée.

5. — Le tableau suivant fait connaître le *taux de l'intérêt* de l'argent placé en rentes sur l'Etat, 3, 4 1/2 et 5 p. 100, à différents cours :

REPR				REPR			
PRIX de la RENTE.	3 0/0	4 1/2 0/0	5 0/0	PRIX de la RENTE.	3 0/0	4 1/2 0/0	5 0/0
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
50.»	6. »	9. »	10. »	79.»	3.80	5.70	6.33
51.»	5.88	8.82	9.80	80.»	3.75	5.62	6.25
52.»	5.77	8.65	9.61	81.»	3.70	5.55	6.17
53.»	5.66	8.49	9.43	82.»	3.66	5.49	6.10
54.»	5.55	8.33	9.25	83.»	3.61	5.42	6.02
55.»	5.45	8.18	9.09	84.»	3.57	5.36	5.95
56.»	5.36	8.03	8.92	85.»	3.53	5.29	5.88
57.»	5.26	7.89	8.77	86.»	3.49	5.23	5.81
58.»	5.17	7.76	8.62	87.»	3.45	5.17	5.74
59.»	5.08	7.63	8.47	88.»	3.41	5.11	5.68
60.»	5. »	7.50	8.33	89.»	3.37	5.06	5.61
61.»	4.92	7.38	8.19	90.»	3.33	5. »	5.55
62.»	4.84	7.26	8.06	91.»	3.30	4.94	5.49
63.»	4.76	7.14	7.93	92.»	3.26	4.89	5.43
64.»	4.69	7.03	7.81	93.»	3.22	4.84	5.37
65.»	4.61	6.92	7.69	94.»	3.19	4.79	5.31
66.»	4.54	6.82	7.57	95.»	3.16	4.74	5.26
67.»	4.48	6.72	7.46	96.»	3.12	4.69	5.21
68.»	4.41	6.62	7.35	97.»	3.09	4.64	5.15
69.»	4.35	6.52	7.24	98.»	3.06	4.59	5.10
70.»	4.28	6.43	7.14	99.»	3.03	4.54	5.05
71.»	4.22	6.34	7.04	100.»	3. »	4.50	5. »
72.»	4.17	6.25	6.94	101.»	2.97	4.45	4.95
73.»	4.11	6.16	6.85	102.»	2.94	4.41	4.90
74.»	4.05	6.08	6.75	103.»	2.91	4.37	4.85
75.»	4. »	6. »	6.66	104.»	2.88	4.33	4.80
76.»	3.95	5.92	6.58	105.»	2.85	4.28	4.76
77.»	3.90	5.84	6.50	106.»	2.82	4.24	4.71
78.»	3.85	5.77	6.41	107.»	2.79	4.20	4.67

6. — Voy. AMORTISSEMENT.

7. — Voy. TITRES AU PORTEUR.

RÉPARATIONS LOCATIVES. —

Ce sont celles qui incombent aux locataires. (Cod. civ. art. 1731, 1754, 1355.) — Voy. LOUAGE, sect. I, II, 2.

REPRÉSENTATION. — (Cod. civ. art. 739-744.) — C'est le droit à une succession, du chef d'une personne prédécédée, que l'on *représente*.

1. — La loi a réglé l'ordre des successions d'après l'affection présumée du défunt; en appelant le parent le plus proche à succéder, elle a pensé

que le défunt avait pour lui une affection plus vive que celle qu'il accordait à ses parents plus éloignés. Cela n'est pas toujours exact, il est vrai; mais le défunt pouvait manifester ses préférences en faisant un testament. — Le droit de représentation attribué à certains parents est fondé sur la même idée. La loi suppose avec raison que, lorsqu'un père a la douleur de perdre son fils ou sa fille, il reporte sur les descendants de son enfant l'affection qu'il avait pour lui. Elle suppose également que celui qui perd son frère ou sa sœur reporte

son affection sur les descendants de ce frère ou de cette sœur.

2. — La représentation a lieu à l'infini dans la *ligne directe descendante*. Ainsi des arrière-petits-fils seraient admis à représenter dans la succession de leur bisaïeul leur aïeul prédécédé, pour prendre la part qui lui serait revenue. — Dans la *ligne collatérale*, elle a lieu seulement en faveur des enfants et descendants de frères ou sœurs. — Dans la *ligne ascendante*, il n'y a point de représentation : l'ascendant le plus proche exclut toujours l'ascendant le plus éloigné. Il faut reconnaître, en effet, que les ascendants ne remplacent pas dans le cœur d'un fils le père ou la mère qu'il voit mourir; plus nos ascendants sont éloignés, moins vive est l'affection que nous avons pour eux.

3. — Dans tous les cas où la représentation est admise, le *partage s'opère par souche*. Si une même souche a produit plusieurs branches, la subdivision se fait aussi par souche dans chaque branche, et les membres de la même branche partagent entre eux par tête. Exemple : Pierre vient à mourir et sa succession est de cent mille francs. — Il avait eu 3 enfants, Paul, Marie et Louis. Ce dernier, mort avant son père, a laissé 2 filles, Marthe et Mathilde. — La succession sera ainsi partagée :

Paul un tiers;

Marie un tiers;

Marthe et Mathilde, représentant leur père Louis prédécédé, l'autre tiers.

REPRISE D'APPORT FRANC ET QUITTE. (CLAUDE DE) — Voy. CONTRAT DE MARIAGE, I, § 2, 5^o.

REPRISES MATRIMONIALES. — (Cod. civ. art. 1470-1472.) — 1. — A la dissolution de la communauté, chaque époux ou son héritier prélève : 1^o Ses biens personnels qui ne sont point entrés en communauté, s'ils existent en nature, ou ceux qui ont été acquis en remploi; — 2^o Le prix de ses immeubles qui ont été aliénés pendant la communauté et

dont il n'a point été fait remploi; — 3^o Les indemnités qui lui sont dues par la communauté.

Ces prélèvements sont ce qu'on appelle *reprises*.

2. — Les prélèvements de la femme s'exercent *avant ceux du mari*. Ils s'exercent pour les biens qui n'existent plus en nature, d'abord sur l'argent comptant, ensuite sur le mobilier, et subsidiairement sur les immeubles de la communauté; dans ce dernier cas, le choix des immeubles est déferé à la femme ou à ses héritiers.

Le mari ne peut exercer ses reprises que sur les biens de la communauté. La femme, et ses héritiers, en cas d'insuffisance de la communauté, ont, au contraire, un recours sur les biens personnels du mari qu'il était juste de rendre responsable de sa mauvaise administration.

RÉPUBLIQUE. — Du latin *res publica*, la chose publique. Forme de gouvernement qui est assurément la plus digne pour un peuple et en même temps la plus économique, mais qui exige des citoyens de nombreuses vertus : obéissance à la loi, respect des magistrats, désintéressement, etc.

Pour la troisième fois depuis quarante-cinq ans, la France fait l'essai de la République. L'Assemblée nationale, réunie à Bordeaux à la suite de nos désastres, a sagement compris qu'il fallait réparer les ruines avant de songer à donner au pays une constitution définitive. La question de la forme du gouvernement a donc été réservée, mais il est certain que de jour en jour les préventions contre la République disparaissent. Tous ceux qui désirent son affermissement doivent avoir à cœur de prouver qu'elle est une garantie pour tous, sans menacer personne, et que la vraie démocratie n'a rien de commun avec la démagogie qui a fatalement pour conséquence de ramener le despotisme. — Voy. ASSEMBLÉE NATIONALE; — PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

• **REQUÊTE CIVILE.** — (Cod. proc.

civ. art. 480-504.) — Du latin *requirere*, réclamer. — Voie extraordinaire employée pour obtenir la rétractation d'un jugement rendu en dernier ressort, en démontrant aux Juges mêmes dont il émane qu'ils ont commis une erreur.

Cette requête s'appelle *civile*, parce qu'elle doit être respectueuse pour les magistrats. Elle est assujettie à des formes particulières. Il faut notamment qu'elle soit accompagnée d'une consultation de 3 avocats, favorable à ce recours et en indiquant les moyens.

1. — Dix cas donnent ouverture à la requête civile :

1^o S'il y a eu dol personnel de l'adversaire ; — 2^o Si les formes prescrites à peine de nullité ont été violées ; — 3^o S'il a été prononcé sur choses non demandées ; — 4^o S'il a été adjugé plus qu'il n'a été demandé ; — 5^o S'il a été omis de prononcer sur l'un des chefs de la demande ; — 6^o S'il y a contrariété de jugements en dernier ressort, entre les mêmes parties et sur les mêmes moyens, dans les mêmes Cours ou Tribunaux ; — 7^o Si, dans un même jugement, il y a des dispositions contraires ; — 8^o Si, dans les cas où la loi exige la communication au Ministère public, cette communication n'a pas eu lieu, et que le jugement ait été rendu contre celui pour qui elle était ordonnée ; — 9^o Si l'on a jugé sur pièces reconnues ou déclarées fausses depuis le jugement ; — 10^o Si, depuis le jugement, il a été recouvré des pièces décisives et qui avaient été retenues par le fait de la partie.

2. — Si la requête civile est *rejetée*, celui qui l'a présentée est condamné à une *amende* et à des *dommages-intérêts* envers la partie. — Si elle est admise, le jugement est rétracté et les parties sont remises au même état où elles étaient avant ce jugement.

RESCISION. — (Cod. civ. art. 887 et suiv. ; 1117 ; 1304 et suiv. ; 1674-1685 ; 1706 ; 2053, 2054 ; 2125.) — Du latin *rescindere*, briser ; ce mot est

synonyme de *cassation*, *annulation*.

1. — La lésion de *plus du quart* éprouvée par l'un des *cohéritiers* l'autorise à demander la rescision du *partage*. — Voy. SUCCESSIONS, IV.

2. — La rescision des contrats entachés d'*erreur*, de *violence* ou de *dol* peut être demandée à la Justice. — Voy. ERREUR ; — VIOLENCE ; — DOL.

3. — La rescision de la *vente* d'un *immeuble* peut être demandée par le *vendeur*, dans le délai de 2 ans à compter du jour de la vente, s'il a éprouvé une lésion de *plus des sept douzièmes*. — Voy. VENTE, V.

4. — La rescision pour cause de lésion n'a pas lieu dans le contrat d'*échange*. — Voy. ÉCHANGE.

5. — La rescision d'une *transaction* peut être demandée lorsqu'il y a erreur dans la personne ou sur l'objet de la contestation et dans tous les cas où il y a dol et violence. — Il y a également lieu à l'action en rescision contre une transaction, lorsqu'elle a été faite en exécution d'un titre nul, à moins que les parties n'aient expressément transigé sur la nullité. — Voy. TRANSACTION.

6. — Ceux qui n'ont sur un *immeuble* qu'un droit sujet à rescision ne peuvent consentir qu'une hypothèque soumise à la même rescision.

RÉSERVE. — Portion de biens dont on ne peut disposer au préjudice de certains héritiers. — Voy. QUOTITÉ DISPONIBLE.

— Dans une autre acception, le mot *réserve* s'emploie pour désigner la partie du contingent militaire laissée dans ses foyers. — Voy. SERVICE MILITAIRE, tit. III.

RÉSIDENCE. — N'est pas, en droit, synonyme de *domicile*. — Voy. DOMICILE, 1.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — (Cod. civ. art. 1382-1386.) — On entend par *responsabilité civile* l'obligation de réparer, au moyen d'une indemnité pécuniaire, le préjudice résultant d'un fait dont on est l'auteur direct ou indirect. — Le principe salutaire de cette responsabilité

est posé dans les articles 1382 à 1386 du Code civil ainsi conçus :

Art. 1382. — « Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer. »

Art. 1383. — « Chacun est responsable du dommage qu'il a causé, non-seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence. »

Art. 1384. — « On est responsable non-seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre ou des choses que l'on a sous sa garde. — Le père, et la mère après le décès du mari, sont responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux; — Les maîtres et les commettants, du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés; — Les instituteurs et les artisans, du dommage causé par leurs élèves et apprentis pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance. — La responsabilité ci-dessus a lieu, à moins que les père et mère, instituteurs et artisans, ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité. »

Art. 1385. — « Le propriétaire d'un animal, ou celui qui s'en sert pendant qu'il est à son usage, est responsable du dommage que l'animal a causé, soit que l'animal fût sous sa garde, soit qu'il fût égaré ou échappé. »

Art. 1386. — « Le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par une suite du défaut d'entretien ou par le vice de sa construction. »

— Voy. COMMISSION — COMMISSIONNAIRE; — COMMUNE, IV; — DÉPÔT, sect. I, § 2; — LOUAGE, sect. II, II et III.

RESSORT. — Etendue d'une juridiction. — On dit qu'un jugement est rendu en premier ressort lorsqu'il

est susceptible d'appel, et en dernier ressort lorsque la cause est jugée souverainement.

RETARD. — Voy. DEMEURE. (MISE EN)

RÉTENTION. — Dans certains cas, le tiers détenteur d'un objet peut en retenir la possession jusqu'au remboursement des avances qu'il a faites dans l'intérêt de cet objet, ou jusqu'à ce qu'il ait reçu les indemnités qui lui sont dues. — Cette faculté est connue sous le nom de *droit de rétention*. Elle se trouve autorisée, soit formellement, soit implicitement, dans les articles ci-après du Code civil et du Code de commerce :

1. — Lorsqu'un artisan a employé une matière qui ne lui appartenait pas à former une chose d'une nouvelle espèce et que la main-d'œuvre surpasse de beaucoup la valeur de la matière employée, il a le droit de retenir la chose travaillée en remboursant au propriétaire la valeur de la matière. (Cod. civ. art. 571.) — Voy. ARTISAN, 1.

2. — Le cohéritier, qui fait à la succession le rapport en nature d'un immeuble, peut en retenir la possession jusqu'au remboursement effectif des sommes qui lui sont dues pour impenses ou améliorations. (Cod. civ. art. 867.) — Voy. SUCCESSIONS, IV.

3. — Le vendeur, qui use du pacte de réméré (voy. VENTE, IV), doit rembourser à l'acheteur, non-seulement le prix principal, mais encore les frais du contrat, les réparations nécessaires et celles qui ont augmenté la valeur du fonds jusqu'à concurrence de cette augmentation. Il ne peut entrer en possession qu'après avoir satisfait à toutes ces obligations. (Cod. civ. art. 1673.)

4. — Les fermiers ou les locataires, si le bailleur s'est réservé la faculté de les expulser en cas de vente, ne peuvent l'être qu'après avoir reçu les dommages-intérêts convenus ou réglés par la loi. (Cod. civ. art. 1744 et suiv.)

5. — Le dépositaire peut retenir le dépôt jusqu'à l'entier paiement de

ce qui lui est dû à raison du dépôt. (Cod. civ. art. 1948.) — Voy. DÉPÔT, sect. I, § 1^{er}.

6. — Le débiteur ne peut, à moins que le créancier détenteur du gage n'en abuse, en réclamer la restitution qu'après s'être entièrement libéré. (Cod. civ. art. 2082.) — De même, le débiteur ne peut, avant l'entier acquittement de la dette, réclamer la jouissance de l'immeuble qu'il a remis en *antichrèse* à son créancier. (Cod. civ. art. 2057.) — Voy. NANTISSEMENT.

7. — Peuvent être retenues par le vendeur les marchandises qu'il a vendues mais non encore expédiées au failli. (Cod. com. art. 577.) — Voy. FAILLITE, IX.

RETOUR SANS FRAIS. — Voy. EFFETS DE COMMERCE, sect. I, 6.

RETRAIT LITIGIEUX. — Faculté accordée par l'article 1699 du Code civil à celui contre lequel on a cédé un droit litigieux (c'est-à-dire sujet à contestation), de s'en faire tenir quitte par le cessionnaire en lui remboursant le prix réel de la cession, avec les frais et intérêts à compter du jour du paiement du prix de ladite cession. — Voy. VENTE, VI.

RETRAIT SUCCESSORAL. — (Cod. civ. art. 841.) — Faculté donnée à tout héritier d'écarter du partage de la succession celui qui s'y présenterait sans autre titre que sa qualité de cessionnaire des droits de l'un des copartageants, fût-il parent du défunt, s'il n'est pas au degré successible.

En accordant cette faculté, le législateur a eu pour but : 1° de prévenir les difficultés que peut faire naître la présence d'un étranger, le partage étant déjà, par sa nature, une opération compliquée et féconde en procès; — 2° d'empêcher qu'un spéculateur ne fût initié aux secrets des familles, tout copartageant ayant le droit de compulsier les titres et papiers du défunt.

Le successible qui veut user du droit d'écarter le cessionnaire doit lui rembourser le prix de la cession,

et il est alors subrogé au lieu et place du cessionnaire.

RETRAITE. — Le porteur d'une lettre de change non payée a la faculté de tirer à son-tour une lettre de change sur le tireur ou l'un des endosseurs de la lettre protestée. Cette opération se nomme *retraite* et le prix du change auquel elle se négocie s'appelle *rechange*. (Cod. com. art. 177-186.) — Voy. EFFETS DE COMMERCE, XIII.

RETRAITE. (PENSION DE) — Voy. PENSIONS.

RETRAITES POUR LA VIEILLESSE. (CAISSE DE) — Voy. CAISSE DE RETRAITES POUR LA VIEILLESSE.

RÉTROACTIF. (EFFET) — Voy. EFFET RÉTROACTIF.

RÉUNIONS PUBLIQUES. — (Loi 6 juin 1868.) — Au régime de l'autorisation administrative sous lequel le décret du 25 mars 1852 avait placé les réunions publiques, le Gouvernement impérial s'était décidé à substituer le principe de la liberté de ces réunions, excepté toutefois lorsqu'elles ont pour objet de traiter de matières politiques ou religieuses. La loi du 6 juin 1868 a consacré, en outre, la légalité des réunions électorales préparatoires : électeurs et candidats ont le droit de se réunir pendant la période électorale.

Voici en quels termes le rapporteur du projet de loi, M. Peyrusse, résumant l'historique du droit de réunion, a précisé le caractère et la portée des dispositions soumises au Corps législatif et votées par l'Assemblée :

« ... Considéré en lui-même et d'après le système de nos lois, le droit de réunion a été envisagé sous deux formes distinctes : — sous la forme de réunions *accidentelles, temporaires*, ayant un *objet déterminé*, et qui, l'objet rempli, le but atteint, se dissolvent d'elles-mêmes; — sous la forme de réunions ayant un caractère de *permanence* et d'*organisation*, qui les constitue en *associations*. Dans la première catégorie, au point de vue

politique, rentrent les *meetings*, les banquets; dans la seconde, rentrent les *sociétés populaires*, les *clubs*, qui ont laissé après eux de déplorables souvenirs.

« C'est après 1789 que l'on voit apparaître pour la première fois, dans nos lois, le principe de la liberté de réunion. Depuis cette époque, il a subi, dans son application, de nombreuses vicissitudes et de sévères restrictions. — Une première loi des 16-24 août 1790 « avait confié à la « vigilance et à l'autorité des Corps « municipaux (aujourd'hui aux Mairies) le maintien du bon ordre dans « les endroits où il se fait de grands « rassemblements d'hommes. » La loi du 22 juillet 1791 leur donna le droit « de prendre des arrêtés et « d'ordonner les précautions locales « sur les objets confiés à leur vigilance et à leur autorité. » — Une autre loi du 13 novembre 1790 avait déclaré « que les citoyens avaient le « droit de s'assembler paisiblement, « à la charge d'observer les lois. » — La Constitution du 3 septembre 1791 reconnut dans ses dispositions générales « la liberté pour tous les « citoyens de se réunir paisiblement « et sans armes, en satisfaisant aux « lois de police. »

« La fermentation universelle des esprits avait amené, dès les premiers jours de la Révolution, la formation des sociétés populaires, dont l'histoire a retracé les excès. L'Assemblée constituante pressentit le danger de ces associations. La Convention, qui avait d'abord proclamé leur nécessité, prononça leur dissolution. Pendant la période révolutionnaire, le droit de réunion fut donc étendu, limité, supprimé même, suivant que le pouvoir législatif recouvrait plus ou moins son indépendance en face des sociétés populaires. Il ne fut point rappelé dans les Constitutions de l'Empire, ni dans les Chartes de 1814 et de 1830, et n'a reparu que dans la Constitution républicaine de 1848.

« En 1810 et en 1834, les sévérités de la législation atteignirent ex-

clusivement les associations. Si l'on se réfère aux discussions qui précédèrent la loi du 10 avril 1834, on voit que le législateur de cette époque avait entendu laisser en dehors de ses prescriptions les réunions accidentelles temporaires. L'existence du droit de réunion ne pouvait donc pas être contestée en principe; mais, si ce droit existait, rien n'en déterminait les limites, aucun texte n'indiquait les conditions dans lesquelles il pourrait être exercé par les citoyens ou contenu par le Pouvoir. Ce silence de la législation devait être fatal à la Monarchie de 1830. Dans les derniers jours qui précédèrent sa chute, les banquets politiques avaient semé partout l'agitation. Vainement le Gouvernement de Juillet voulut-il soutenir qu'aux termes des lois combinées de 1790 et 1791, il avait le droit d'interdire les réunions politiques publiques, quand il les croyait dangereuses pour l'ordre. L'opposition, de son côté, vint affirmer que cette loi ne permettait pas au Pouvoir d'empêcher les réunions politiques accidentelles; que subordonner ce droit à l'autorisation, c'était faire dégénérer la liberté politique en questions de police; que la liberté politique sans les moyens, sans les instruments, sans le droit absolu de se réunir, était un véritable non-sens, une dérision!... Dangereuse théorie, dont notre Société allait faire pour la seconde fois l'épreuve, et sur laquelle les événements qui ont suivi le 24 février ont éclairé la France.

« La République de 1848 ne pouvait être infidèle à son origine. Le droit de réunion avait été beaucoup plus le prétexte que la cause de la révolution. La République de 1848 proclama néanmoins la liberté absolue de ce droit. « La République, » disait-on, « vit de discussion et de liberté. « La liberté des clubs est une des plus « inviolables conquêtes de la Révolution. » (Proclamation du Gouvernement provisoire, 19 avril 1848.)

« Et cependant, par le décret du 28 juillet 1848, l'Assemblée constituante réglementait sévèrement les

clubs! La Constitution de 1848 imposait elle-même pour limites au droit de réunion « les droits ou la liberté d'autrui et la sécurité publique. » Et bientôt, sous le coup de nouvelles et tristes épreuves, la loi du 19 juin 1849 autorisait le Gouvernement à interdire pendant une année les clubs et autres réunions publiques. La loi du 6 juin 1850, prorogée par celle du 21 juin 1851, étendait cette faculté d'interdiction aux réunions électorales.

« Enfin, le décret du 25 mars 1852 prononça l'abrogation du décret de 1848, rendit leur force obligatoire aux dispositions du Code pénal et de la loi du 10 avril 1834 en ce qui touche les associations, et déclara les dispositions de ces lois applicables aux réunions publiques, de quelque nature qu'elles soient. Le décret proclame dans son préambule l'insuffisance de la législation à réprimer les désordres nés de la pratique du droit d'association et de réunion, et « le devoir, pour le Gouvernement, de prendre les mesures nécessaires pour qu'il puisse exercer sur toutes les réunions publiques une surveillance qui constitue la sauvegarde de l'ordre et de la sûreté de l'Etat. »

« C'est à ce dernier régime que la France a dû quinze années de calme et de prospérité. Nous ne saurions l'oublier, même au moment où l'Empereur, inaugurant une politique nouvelle, nous convie « à former les mœurs publiques à la pratique d'institutions plus libérales. » Nous avons tous recueilli ces paroles prononcées à l'ouverture de cette session : « Jusqu'ici, en France, la liberté n'a été qu'éphémère; elle n'a pu s'enraciner dans le sol, parce que l'abus a immédiatement suivi l'usage, et que la Nation a mieux aimé limiter l'exercice de ses droits que subir le désordre dans les idées comme dans les choses. Il est donc de vous et de moi de faire une plus large application de ces grands principes, qui sont la gloire de la France; leur développement

« ne compromettra pas, comme autrefois, le prestige nécessaire de l'Autorité. »

« Le projet de loi, ainsi que l'indique son titre, n'a pas pour but de modifier les prescriptions des articles 291 et suivants du Code pénal ni celles de la loi du 10 avril 1834, qui atteignent les associations; il ne s'applique qu'aux réunions publiques se produisant à l'état de fait accidentel et temporaire, sans les caractères de permanence et d'organisation qui constituent et caractérisent les associations..... »

— Après ce résumé historique de la question, il nous suffira de reproduire la loi du 8 juin 1868, qui n'est pas abrogée.

TITRE 1^{er}. — DES RÉUNIONS PUBLIQUES NON POLITIQUES.

Art. 1^{er}. — « Les réunions publiques peuvent avoir lieu sans autorisation préalable, sous les conditions prescrites par les articles suivants.

« Toutefois les réunions publiques ayant pour objet de traiter de matières politiques ou religieuses continuent à être soumises à cette autorisation. »

Art. 2. — « Chaque réunion doit être précédée d'une déclaration signée par sept personnes domiciliées dans la Commune où elle doit avoir lieu, et jouissant de leurs droits civils et politiques. — Cette déclaration indique les noms, qualités et domiciles des déclarants, le local, le jour et l'heure de la séance, ainsi que l'objet spécial et déterminé de la réunion. — Elle est remise, à Paris, au Préfet de police; dans les départements, au Préfet ou au Sous-Préfet. — Il en est donné immédiatement un récépissé, qui doit être représenté à toute réquisition des agents de l'Autorité.

« La réunion ne peut avoir lieu que trois jours francs après la délivrance du récépissé. »

Art. 3. — « Une réunion ne peut être tenue que dans un local clos et couvert. Elle ne peut se prolonger au delà de l'heure fixée par l'Autorité pour la fermeture des lieux publics. »

Art. 4. — « Chaque réunion doit avoir un bureau composé d'un président et de deux assesseurs au moins, qui sont chargés de maintenir l'ordre dans l'assemblée et d'empêcher toute infraction aux lois. — Les membres du bureau ne doivent tolérer la discussion d'aucune question étrangère à l'objet de la réunion. »

Art. 5. — « Un fonctionnaire de l'ordre judiciaire ou administratif, délégué par l'Administration, peut assister à la séance. — Il doit être revêtu de ses insignes et prend une place à son choix. »

Art. 6. — « Le fonctionnaire qui assiste à la réunion a le droit d'en prononcer la dissolution : 1° si le bureau, bien qu'averti, laisse mettre en discussion des questions étrangères à l'objet de la réunion ; — 2° si la réunion devient tumultueuse. — Les personnes réunies sont tenues de se séparer à la première réquisition. — Le délégué dresse procès-verbal des faits et le transmet à l'Autorité compétente. »

Art. 7. — « Il n'est pas dérogé par les articles 5 et 6 aux droits qui appartiennent aux Maires en vertu des lois existantes. »

TITRE II. — DES RÉUNIONS POLITIQUES ÉLECTORALES.

Art. 8. — « Des réunions électorales peuvent être tenues à partir de la promulgation du décret de convocation d'un collège pour l'élection d'un député au Corps législatif, jusqu'au cinquième jour avant celui fixé pour l'ouverture du scrutin.

« Ne peuvent assister à cette réunion que les électeurs de la circonscription électorale... »

« Ils doivent, pour y être admis, faire connaître leurs nom, qualité et domicile.

« La réunion ne peut avoir lieu qu'un jour franc après la délivrance du récépissé qui doit suivre immédiatement la déclaration.

« Toutes les autres prescriptions des articles 2, 3, 4, 5 et 6 sont applicables aux réunions électorales. »

TITRE III. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 9. — « Toute infraction aux prescriptions des articles 2, 3 et 4, et des paragraphes 1, 2 et 4 de l'article 8 constitue une contravention punie d'une amende de 100 fr. à 3,000 fr. et d'un emprisonnement de six jours à six mois.

« Sont passibles de ces peines :

« 1° Ceux qui ont fait une déclaration ne remplissant pas les conditions prescrites par l'article 2, si cette déclaration a été suivie d'une réunion ; — 2° Ceux qui ont prêté ou loué le local pour une réunion, si la déclaration n'a pas été faite, ou si le local n'est pas conforme aux prescriptions de l'article 3 ; — 3° Les membres du bureau, ou, si aucun bureau n'a été formé, les organisateurs de la réunion, en cas d'infraction aux articles 2, 3, 4 et 8, paragraphes 1 et 4 ; — 4° Ceux qui se sont introduits dans une réunion électorale en contravention au deuxième paragraphe de l'article 8. — Sans préjudice des poursuites qui peuvent être exercées pour tous crimes ou délits commis dans ces réunions publiques, et de l'application des dispositions pénales relatives aux associations ou réunions non autorisées. »

Art. 10. — « Tout membre du bureau ou de l'assemblée qui n'obéit pas à la réquisition faite à la réunion par le représentant de l'Autorité d'avoir à se disperser, est puni d'une amende de 300 fr. à 6,000 fr. et d'un emprisonnement de quinze jours à un an, sans préjudice des peines portées par le Code pénal pour résistance, désobéissance et autres manquements envers l'Autorité publique. »

Art. 11. — « Quiconque se présente dans une réunion avec des armes apparentes ou cachées est puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 300 fr. à 10,000 fr. »

Art. 12. — « L'article 463 du Code pénal (circonstances atténuantes) est applicable aux délits et aux con-

traventions prévus par la présente loi. »

Art. 13. — « Le Préfet de police à Paris, les Préfets dans les départements, peuvent ajourner toute réunion qui leur paraît de nature à troubler l'ordre ou à compromettre la sécurité publique. — L'interdiction de la réunion ne peut être prononcée que par décision du Ministre de l'intérieur. »

RÉVÉLATION DE SECRETS. — (Cod. pén. art. 378.) Délit commis par les personnes qui, *dépositaires par état* des secrets d'autrui, en font la révélation hors des cas prévus par la loi.

Ces personnes sont les *Médecins, Chirurgiens, Officiers de santé, Sages-femmes, Pharmaciens, Ecclésiastiques, Notaires, Avocats, Avoués, Agents de change.*

— La peine consiste en un *emprisonnement* d'un mois à 6 mois et en une *amende* de 100 fr. à 500 fr.

REVENDECTION. — Du latin *rem vindicare*, réclamer une chose. — Action par laquelle le propriétaire d'une chose la réclame à celui qui l'en a injustement dépouillé ou qui en est détenteur.

Pour ce qui concerne la revendication en matière de *faillite*, voy. **FAILLITE, IX.**

REVENDECTION. (SAISIE.)—Voy. **SAISIE-REVENDECTION.**

RÉVISION. (CONSEILS DE) — Voy. **CONSEILS DE RÉVISION.**

RÉVISION DES PROCÈS CRIMINELS ET CORRECTIONNELS. — (Loi 29 juin 1867.) — L'organisation judiciaire la mieux combinée peut encore aboutir à l'erreur. La loi a donc dû faire fléchir l'autorité de la chose jugée, lorsqu'il y a certitude qu'une sentence a été injustement rendue. La révision des procès criminels et correctionnels n'est, toutefois, autorisée que dans des cas exceptionnels rigoureusement prévus, et alors que le doute n'est pas permis.

1. — La révision peut être demandée en matière criminelle et correc-

tionnelle, quelle que soit la juridiction qui ait statué, dans chacun des cas suivants : 1° Lorsque, après une condamnation pour homicide, des pièces sont représentées propres à faire naître de suffisants indices sur l'existence de la prétendue victime de l'homicide; — 2° Lorsque, après une condamnation pour crime ou délit, un nouvel arrêt ou jugement a condamné, pour le même fait, un autre accusé ou prévenu, et que, les deux condamnations ne pouvant se concilier, leur contradiction est la preuve de l'innocence de l'un ou de l'autre condamné; — 3° Lorsqu'un des témoins entendus a été, postérieurement à la condamnation, poursuivi et condamné pour faux témoignage contre l'accusé ou le prévenu.

2. — Le droit de demander la révision appartient : 1° Au Ministre de la Justice; — 2° Au condamné; — 3° Après la mort du condamné, à son conjoint, à ses enfants, à ses parents, à ses légataires universels ou à titre universel, à ceux qui en ont reçu de lui mission expresse.

3. — En matière *correctionnelle*, la révision ne peut avoir lieu que pour une condamnation à l'*emprisonnement* ou pour une condamnation prononçant ou emportant l'*interdiction*, soit totale, soit partielle, de l'exercice des *droits civiques, civils et de famille.*

4. — La Cour de cassation, section criminelle, est saisie par son Procureur Général, en vertu de l'ordre exprès que le Ministre de la Justice a donné soit d'office, soit sur la réclamation des parties invoquant un des cas ci-dessus spécifiés. — La demande de celles-ci est non recevable (lorsqu'elle est motivée sur l'existence de deux décisions contradictoires ou sur la condamnation d'un témoin pour faux témoignage), si elle n'a pas été inscrite au Ministère de la Justice dans le *délai* de 2 ans à partir de la seconde des condamnations inconciliables ou de la condamnation du faux témoin.

5. — Lorsque l'affaire est en état, si la Cour de cassation reconnaît qu'il peut être procédé à de nouveaux dé-

bats contradictoires, elle annule les jugements ou arrêts et tous actes faisant obstacle à la révision; elle fixe les questions qui doivent être posées et renvoie les accusés ou prévenus, selon les cas, devant une Cour ou un Tribunal autres que ceux qui auraient primitivement connu de l'affaire.

Lorsqu'il ne peut être procédé de nouveau à des débats oraux entre toutes les parties, notamment en cas de *décès*, de *contumace* ou de *défaut* d'un ou de plusieurs condamnés, en cas de *prescription* de l'action ou de celle de la peine, la Cour de cassation, après avoir constaté expressément cette impossibilité, statue au fond, sans cassation préalable, ni renvoi, en présence des parties civiles, s'il y en a au procès, et des curateurs nommés par elle à la mémoire de chacun des morts. Dans ce cas, elle annule seulement celle des condamnations qui avait été injustement portée, et décharge, s'il y a lieu, la mémoire des morts.

RÉVOCATION. — Voy. DONATION ENTRE-VIFS, II; — MANDAT, IV; — TESTAMENT.

RIVIÈRES. — Voy. EAUX, sect. I, § 1^{er}, III.

ROULAGE. — Voy. POLICE DU ROULAGE.

ROUTES. — (Déc. 16 décembre

1811, Loi 12 mai 1825.) — Les routes se divisent en deux grandes catégories : les routes *nationales* et les routes *départementales*. Les premières sont celles qui, parcourant des lignes d'une vaste étendue, ouvrent des communications d'un intérêt général; les secondes sont celles qui établissent des communications dans l'intérieur d'un département ou avec les départements voisins. Les frais de construction et d'entretien des routes nationales sont supportés par l'Etat; la dépense des routes départementales est à la charge des départements, mais l'Etat peut venir à leur secours. — Voy. ARBRES, 8; — POLICE DU ROULAGE; — VOIRIE.

RUCHES A MIEL. — Voy. ABEILLES.

RUISSEAUX. — Voy. EAUX, sect. I, § 1^{er}, II.

RUPTURE DE BAN. — (Cod. pén. art. 45). — Délit spécial qui consiste dans le fait, par un individu soumis à la surveillance de la haute police (voy. ces mots), de reparaitre sans autorisation dans le lieu qu'il lui est interdit d'habiter. — Il est puni d'un emprisonnement qui ne peut excéder 5 ans. (Cod. pén. art. 45.)

RURAL. (CODE) — Voy. CODE RURAL.

S

SACS. (PASSE DE) — Voy. PASSE DE SACS.

SAGE-FEMME. — (Loi 19 ventôse an XI (10 mars 1803), art. 33-36.) — Nom donné aux femmes qui, après examen, sont autorisées à pratiquer l'art des accouchements.

1. — Il existe deux diplômes de sage-femme : celui de *première classe*, valable dans toute la France; celui de *deuxième classe*, valable seulement dans le département pour lequel on a été reçu.

2. — Les sages-femmes ne peuvent employer les instruments, dans les cas d'accouchements laborieux, sans appeler un médecin ou un chirurgien.

3. — Voy. ACTES DE L'ÉTAT CIVIL, III; — AVORTEMENT; — RÉVÉLATION DE SECRETS.

SAISIE-ARRÊT. — (Cod. proc. civ. art. 557-582.) — La *saisie-arrêt* ou *opposition* est l'acte par lequel un créancier arrête entre les mains d'un tiers les sommes ou les effets mobiliers appartenant à son débiteur, pour

faire ordonner ensuite que les deniers ou le prix des effets lui soient remis en déduction de sa créance.

1. — Le *tiers-saisi*, par suite de l'opposition faite entre ses mains, ne peut se libérer au préjudice du saisissant.

Ce dernier doit faire prononcer par le Tribunal la *validité de la saisie*, et si elle est déclarée valable, il y a lieu à la *vente des objets saisis* et à la *distribution du prix* entre les ayants droit.

2. — Des considérations d'*utilité publique* ou d'*humanité* ont fait déclarer certains objets *insaisissables* en tout ou en partie. Telles sont les *pensions alimentaires*, etc. L'article 581 du Code de procédure civile en contient l'énumération. — Voy. aussi PENSIONS, sect. I, IV, 5; — sect. II, I, 4.

SAISIE-BRANDON. — (Cod. proc. civ. art. 626-635.) — On appelle ainsi l'acte par lequel un créancier, porteur d'un titre exécutoire, met sous la main de Justice les fruits pendants par racines, appartenant à son débiteur, à l'effet d'en opérer la vente lorsqu'ils seront parvenus à leur maturité, et d'être payé sur le prix.

Dans quelques pays, l'usage était de placer sur les champs frappés de saisie des faisceaux de paille appelés *brandons*, que l'on suspendait à des pieux fixés en terre. Bien que l'usage de ces signes ne se soit pas conservé, l'expression de *saisie-brandon* a été maintenue par le Code de procédure civile.

— La *saisie-brandon* ne peut être pratiquée que dans les *six semaines qui précèdent* l'époque ordinaire de la maturité des fruits, et elle doit être précédée d'un *commandement de payer* avec un jour d'intervalle. — Les formalités en sont réglées par le titre IX du Code de procédure civile (art. 626-635).

SAISIE DES RENTES CONSTITUÉES SUR PARTICULIERS. — (Cod. proc. civ. art. 636-655.) — A la différence des *rentes dues par l'E-*

tat, que des lois spéciales motivées par des raisons d'intérêt et de crédit public ont déclarées *insaisissables*, les *rentes constituées sur particuliers*, c'est-à-dire toutes les rentes que des particuliers doivent, quelle qu'en soit la nature (sauf toutefois les *rentes viagères constituées à titre gratuit et stipulées insaisissables*, ainsi que les *pensions alimentaires*), peuvent être saisies par les créanciers du rentier porteurs d'un titre exécutoire.

— Si le créancier veut saisir seulement les arrérages de la rente, il doit recourir à une *saisie-arrêt* (voy. ce mot). — Si c'est le droit lui-même à la rente qu'il veut atteindre, il faut qu'il observe les formalités prescrites par les articles 636 à 655 du Code de procédure civile, formalités analogues à celles de la *saisie immobilière*. Le droit à la rente est mis en *adjudication publique*, et l'adjudicataire verse le montant de son adjudication entre les mains du créancier saisissant. Si le prix de l'adjudication était inférieur au chiffre de la créance du saisissant, ce dernier resterait créancier du rentier pour la différence.

SAISIE-EXÉCUTION. — (Cod. proc. civ. art. 583-625.) — C'est la saisie des meubles corporels du débiteur à laquelle fait procéder le créancier, porteur d'un titre exécutoire, pour arriver à les faire vendre, et être payé, sur le prix en provenant, de ce qui lui est dû.

Les formes et conditions de la *saisie-exécution* sont déterminées par le Code de procédure civile (art. 583-625.)

1. — Il y a des objets que, par *humanité* ou par *décente publique*, la loi défend de saisir : Tels sont, le coucher nécessaire des saisis, ceux de leurs enfants vivant avec eux; les habits dont les saisis sont vêtus et couverts; — Les livres relatifs à la profession du saisi, jusqu'à la somme de 300 fr., à son choix; — Les machines et instruments servant à l'enseignement pratique ou exercice des sciences et arts, jusqu'à concurrence de la même somme, et au choix du

saisi; — Les équipements des militaires, suivant l'ordonnance et le grade; — Les outils des artisans nécessaires à leurs occupations personnelles; — Les farines et menues denrées nécessaires à la consommation du saisi et de sa famille pendant un mois; — Une vache, ou trois brebis, ou deux chèvres, au choix du saisi, avec les pailles, fourrages et grains nécessaires pour la litière et la nourriture desdits animaux pendant un mois.

Le *coucher du saisi*, les *habits* dont il est couvert, ne peuvent être saisis pour aucune créance. Quant aux autres objets que la loi déclare également insaisissables, ils ne peuvent par exception être saisis que pour aliments fournis à la partie saisie, ou sommes dues aux fabricants ou vendeurs desdits objets, ou à celui qui a prêté pour les acheter, fabriquer ou réparer; — pour fermages et moissons des terres à la culture desquelles ils sont employés; — loyers des manufactures, moulins, pressoirs, usines dont ils dépendent, et loyers des lieux servant à l'habitation personnelle du débiteur.

2. — Avant d'opérer la saisie, le créancier doit avertir son débiteur par un *commandement de payer*. Si cet acte reste sans effet, l'huissier peut, vingt-quatre heures après, procéder à la saisie, avec l'assistance de deux témoins. La présence du saisissant pouvant amener des altercations, la loi la défend.

Il est laissé un *délai entre la saisie et la vente*, afin que le débiteur ait le temps d'aviser et d'empêcher, s'il est possible, la perte et les désagréments d'une vente forcée.

3. — S'il est procédé à la vente, ce n'est qu'après des *affiches* et *annonces*, et dans un *lieu public*. On ne vend que jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour désintéresser les créanciers qui se sont présentés à la saisie.

Si le produit de la vente ne suffit pas pour les désintéresser tous intégralement, il y a lien d'en faire la

distribution entre eux par contribution.

SAISIE-GAGERIE. — (Cod. proc. civ. art. 819-825.) — On appelle ainsi la saisie à laquelle les propriétaires et principaux locataires de maisons ou de biens ruraux sont procéder, pour loyers et fermages à eux dus, sur les effets et fruits états dans leurs bâtiments ou sur leurs terres.

Les *formes* en sont réglées par le Code de procédure civile (art. 819-825).

SAISIE IMMOBILIÈRE. — (Cod. proc. civ. art. 673 et suiv.)

La *saisie immobilière* est pour les immeubles ce que la *saisie-exécution* est pour les meubles.

Elle doit être précédée d'un *commandement* de payer et ne peut avoir lieu que 30 jours après. Son but est de placer les immeubles du débiteur sous la main de la Justice pour les faire vendre et désintéresser les créanciers sur le prix. De nombreuses formalités doivent être remplies pour l'expropriation forcée des immeubles et la fixation de l'ordre dans lequel les créanciers seront payés.

La vente se fait aux *enchères* devant le Tribunal de première instance.

SAISIE MOBILIÈRE. — Voy. SAISIE-EXÉCUTION.

SAISIE-REVENDECTION. — (Cod. proc. civ. art. 826-831.) — C'est l'acte par lequel celui qui prétend un droit de propriété, de possession légale ou de gage, sur une chose mobilière possédée par un tiers, met cette chose sous la main de la Justice jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le droit réclamé par le saisissant.

1. — La *saisie-revendication* est autorisée : 1° An cas de *perte* ou de *vol* d'un objet mobilier, pendant 3 ans à compter du jour de la perte ou du vol (Cod. civ. art. 2279, 2280). — Voy. **PRESCRIPTION**, IV; — 2° En faveur du *locateur* à l'égard des meubles qui garnissaient sa maison ou sa ferme, lorsqu'ils ont été déplacés sans son consentement; il conserve sur eux son privilège pourvu qu'il

ait fait la revendication dans le délai de 40 jours s'il s'agit du mobilier qui garnissait une ferme, et dans celui de quinzaine s'il s'agit de meubles garnissant une maison (Cod. civ. art. 2102.) — Voy. PRIVILÈGE, I, § 2; — 3° Au profit du vendeur d'un meuble qui n'en a pas été payé, à l'effet de rentrer dans la possession de ce meuble : il faut que la vente n'ait pas été faite à terme; que la chose soit encore entre les mains de l'acheteur et dans le même état qu'au moment de la vente; enfin, que la revendication soit exercée dans la huitaine de la livraison (Cod. civ. art. 2102.) — Voy. PRIVILÈGE, I, § 2; — 4° Au cas de dépôt d'un objet mobilier fait dans les mains d'une personne incapable de contracter (Cod. civ. art. 1926); — 5° Au cas de faillite (Cod. com. art. 574-579.) — Voy. FAILLITE, IX.

2. Les formes de la saisie-revendication font l'objet des articles 826 à 821 du Code de procédure civile.

SAISINE. — C'est la disposition légale en vertu de laquelle les droits et les dettes d'un défunt passent, dès l'instant de sa mort, à ses héritiers légitimes, sans qu'ils aient besoin de manifester à cet effet aucune volonté et même à leur insu. (Cod. civ. art. 724.)

L'origine de la saisine est ainsi expliquée par M. Mourlon (*Répétitions écrites sur le Code civil*, t. II, p. 17) : « La saisine fut introduite pour soustraire la propriété aux exigences féodales. On sait que les seigneurs prétendaient qu'ils avaient été, dans l'origine, propriétaires de tous les biens situés dans le territoire de leur seigneurie, et qu'ils en avaient conservé le domaine direct après en avoir aliéné la propriété utile en les inféodant. De là les feudistes avaient conclu que le vassal était censé remettre, en mourant, la saisine ou la possession de ses biens à son seigneur; qu'en conséquence ses héritiers étaient obligés de demander à celui-ci la délivrance de la succession, et payer, pour l'obtenir, les droits de relief pour

les fiefs, et de rachat ou de saisine pour les héritages de roture. C'est pour échapper aux paiements de ces droits que les légistes imaginèrent une fiction destructive de la fiction seigneuriale, et en vertu de laquelle le vassal décédé était censé avoir lui-même, au moment de sa mort, mis ses héritiers en possession de sa succession, ce qui les dispensait de l'obligation d'en demander la délivrance au seigneur. »

Tel est le sens de cette maxime de notre ancien droit : « *La mort saisit le vif, son hoir plus proche et habile à succéder.* »

SALAIRE. — 1. — Les salaires des gens de service, pour l'année échue, et ce qui est dû sur l'année courante, sont privilégiés sur la généralité des meubles. (Cod. civ. art. 2101, n° 4.) — Voy. PRIVILÈGE, I, § 1^{er}.

2. — L'action des ouvriers et gens de travail, pour le paiement de leurs journées, fournitures et salaires, se prescrit par six mois; — celle des domestiques qui se louent à l'année se prescrit par un an. (Cod. civ. art. 2271, 2272.) — Voy. PRESCRIPTION, III, 3 et 4.

3. — Voy. COALITIONS; — LIVRETS D'OUVRIERS, I.

SALLE D'ASILE. — (Déc. 21 mars 1835; Arr. Min. 22 mars 1835.) — Etablissement d'éducation où les enfants des deux sexes, de 2 à 7 ans, reçoivent les soins que réclame leur développement moral et physique.

1. — Les salles d'asile sont publiques ou libres : leur direction est confiée exclusivement à des femmes.

2. — L'enseignement des salles d'asile comprend : 1° Les premiers principes de l'instruction religieuse, de la lecture, de l'écriture, du calcul verbal et du dessin linéaire; — 2° Des connaissances usuelles à la portée des enfants; — 3° Des ouvrages manuels; — 4° Des chants religieux, des exercices moraux et des exercices corporels.

3. — Les salles d'asile sont situées au rez-de-chaussée, planchées et éclairées, autant que possible, des deux

côtés, par des fenêtres fermées avec des châssis mobiles. — Les dimensions des salles d'exercices doivent être calculées de manière qu'il y ait au moins 2 mètres cubes d'air pour chaque enfant admis. — A côté de la salle d'exercices, il y a un préau destiné aux repas et aux récréations. — Nulle salle d'asile ne peut être ouverte avant que l'Inspecteur d'Académie n'ait reconnu qu'elle remplit les conditions de salubrité ci-dessus prescrites.

4. — Aucun enfant n'est reçu dans une salle d'asile s'il n'est pourvu d'un *certificat de médecin*, dûment légalisé, constatant qu'il n'est atteint d'aucune maladie contagieuse et qu'il a été vacciné.

5. — Les salles d'asile publiques sont ouvertes gratuitement à tous les enfants dont les familles sont reconnues hors d'état de payer la rétribution mensuelle.

6. — Nulle ne peut diriger une salle d'asile publique ou libre avant l'âge de 24 ans accomplis et si elle ne justifie d'un *certificat d'aptitude* dont il sera parlé ci-après. (Voy. 10.)

Les lettres d'obédience (voy. ce mot) délivrées par les Supérieures des Communautés religieuses régulièrement reconnues, et attestant que les postulantes ont été particulièrement exercées à la direction d'une salle d'asile, leur tiennent lieu de *certificat d'aptitude*.

Peuvent toutefois être admises à diriger provisoirement, dès l'âge de 21 ans, une salle d'asile publique ou libre qui ne reçoit pas plus de 30 à 40 enfants, les Sous-Directrices pourvues du *certificat d'aptitude* et les membres des Communautés religieuses pourvues d'une lettre d'obédience.

7. — Sont incapables de tenir une salle d'asile publique ou libre les personnes qui ont subi une condamnation pour crime, ou pour un délit contraire à la probité ou aux mœurs; — celles qui ont été privées par jugement de tout ou partie des droits mentionnés en l'article 42 du Code pénal (Voy. INTERDICTION DES DROITS CIVIQUES, CIVILS ET DE FAMILLE); —

celles enfin à qui la carrière de l'enseignement a été interdite par le Conseil départemental de l'instruction publique.

8. — Toute personne qui veut diriger une salle d'asile libre doit préalablement déclarer son intention au Maire de la Commune où elle veut s'établir, lui désigner le local, et lui donner l'indication des lieux où elle a résidé et des professions qu'elle a exercées pendant les 10 années précédentes. Cette déclaration doit être adressée au Préfet, au Procureur de la République et au Sous-Préfet. Elle demeure affichée, par les soins du Maire, à la porte de la Mairie, pendant un mois. Durant ce délai, l'Inspecteur d'Académie peut faire opposition à l'ouverture, dans l'intérêt des mœurs publiques ou pour raisons d'hygiène. L'opposition est jugée par le Conseil départemental contradictoirement et sans recours. A défaut d'opposition, la salle d'asile peut être ouverte à l'expiration du mois.

9. — Les directrices des salles d'asile publiques sont nommées et révoquées par les Préfets, sur la proposition de l'Inspecteur d'Académie.

10. — L'examen exigé des personnes qui aspirent à la direction d'une salle d'asile se compose de 2 parties distinctes : 1° un examen d'instruction; — 2° un examen pratique.

L'examen d'instruction comprend l'histoire sainte, le catéchisme, la lecture, l'écriture, l'orthographe, les notions les plus usuelles du calcul et du système métrique, le dessin au trait, les premiers éléments de géographie, le chant, le travail manuel.

L'examen pratique a lieu dans une salle d'asile. Les postulantes sont tenues de diriger les exercices de cette salle pendant une partie de la journée.

11. — Il y a, à Paris, un cours pratique avec pensionnat, destiné : 1° à former des Directrices et des Sous-Directrices de salles d'asile; — 2° à conserver les principes de la méthode établie; — 3° à expérimenter, s'il y a lieu, les nouveaux procédés d'éducation et de premier enseignement.

12. — Un arrêté ministériel du

22 mars 1835 a réglé les dispositions relatives au régime intérieur des salles d'asile publiques.

SANCTION. — On entend par ce mot la peine ou la récompense attachée à la violation ou à l'observation de la loi. Ainsi, la peine de mort est la sanction de la loi qui défend l'assassinat; — la nullité d'un mariage contracté par des parents au degré prohibé est la sanction de la loi qui défend ces sortes de mariage. Au contraire les droits attachés à la qualité d'époux, la légitimité des enfants, sont la sanction ou la récompense d'une union contractée conformément à la loi.

SCEAUX. (GARDE DES) — Voy. GARDE DES SCEAUX.

SCEAUX DE L'ÉTAT. (CONTRE-FAÇON DES) — Voy. FAUX, II.

SCELLÉS. — (Cod. proc. civ. art. 907 et suiv.; Cod. pén. art. 251.) — C'est une mesure qui a pour but d'empêcher le détournement d'objets, et qui consiste dans l'apposition sur les serrures des portes, armoires, caisses, etc., d'une bande de papier fixée par ses deux extrémités avec le sceau de la Justice de paix.

1. — L'apposition des scellés est prescrite dans divers cas, notamment au décès d'une personne, lorsque tous les héritiers ne sont pas présents, ou s'il y a parmi eux des mineurs ou des interdits. Les formalités en sont réglées avec détail par le Code de procédure civile. (Art. 907 et suiv.)

2. — A moins d'une autorisation donnée par le Président du Tribunal de première instance pour des causes urgentes, les scellés ne peuvent être levés que 3 jours après l'inhumation s'ils ont été apposés auparavant, ou 3 jours après l'apposition si elle a été faite depuis l'inhumation. Le motif de ce délai est double : c'est, d'une part, qu'il fallait laisser le temps à ceux qui ont intérêt à être présents à la levée et à l'inventaire, d'apprendre le décès et de se mettre en mesure d'assister à ces opérations ou de s'y faire représenter; c'est aussi, d'autre part, par un sentiment de respect pour la mémoire du défunt. Il eût été indé-

cent de permettre qu'avant même qu'il fût descendu dans la tombe, et en quelque sorte sous ses yeux, on s'occupât du partage de ses dépouilles.

3. — Le bris de scellés est puni d'un emprisonnement d'un an à 3 ans.

Si c'est le gardien lui-même qui s'en est rendu coupable ou qui y a pris part, il est passible d'un emprisonnement de 2 à 5 ans, et d'une amende de 50 fr. à 2,000 fr. — Il peut, en outre, être placé sous la surveillance de la haute police pendant 5 ans au moins et 10 ans au plus.

SECONDS MARIAGES. — Voy. MARIAGE, VIII.

SECOURS AUX ASPHYXIÉS. — Le mot *asphyxie*, dérivé du grec *asphuxia*, privation de poulx, s'emploie pour désigner l'état de mort apparente produit par la suspension de la respiration, état qui ne tarde pas à déterminer la mort réelle si la respiration n'est promptement rétablie. — On appelle *asphyxié* l'individu qui se trouve dans cette situation.

L'Autorité publiques s'est justement préoccupée des secours à donner aux asphyxiés, et, à diverses époques, elle a fait publier des instructions spéciales dont la vulgarisation serait bien désirable.

L'étendue de ces documents ne nous permet pas de les reproduire : nous ne pouvons que nous borner à signaler particulièrement un arrêté du Préfet de Police en date du 1^{er} janvier 1836, ainsi que l'instruction (29 avril 1842) émanée du Conseil de salubrité sur les secours à donner aux asphyxiés.

L'arrêté du 1^{er} janvier 1836 contient notamment deux prescriptions qu'il importe de faire connaître, car le préjugé populaire s'obstine à croire qu'avant de secourir un noyé ou un pendu, il faut aller chercher l'Autorité. Voici les termes mêmes des articles 2 et 3 :

Art. 2. — « Tout individu trouvé blessé sur la voie publique, ou retiré de l'eau en état de suffocation, ou asphyxié par des vapeurs méphitiques, par le froid ou par la chaleur,

devra être *immédiatement transporté* au dépôt de secours le plus voisin ou dans un hôpital, s'il s'en trouve à proximité, pour y recevoir les secours nécessaires.»

Art. 3. — « Lorsqu'un individu sera retiré de la rivière, il ne sera *point nécessaire*, comme on paraît le croire assez généralement, de lui *laisser les pieds dans l'eau jusqu'à l'arrivée des agents de l'Autorité*; les personnes présentes devront *immédiatement* lui administrer des secours en attendant l'arrivée des hommes de l'art et des agents de l'Autorité. — On devra également porter des secours *immédiats* à tout individu trouvé en état d'asphyxie par strangulation (*pendaison*). Les personnes qui arriveront les premières sur le lieu de l'événement devront s'empresser de détacher ou de couper le lien qui entoure le cou. »

SECOURS MUTUELS. — Voy. SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS.

SECRET. (MISE AU) — C'est une mesure rigoureuse que, dans l'intérêt de la manifestation de la vérité, le Juge d'instruction et le Président de la Cour d'assises sont autorisés à prendre à l'égard d'un prévenu ou d'un accusé. (Const. 22 frimaire an VIII (13 déc. 1799), art. 80; Cod. instr. crim. art. 613, 615, 618.)

« On ne doit, » a dit M. le Procureur général Dupin devant la Cour de cassation (10 décembre 1847), l'employer que rarement et avec mesure; mais il est quelquefois nécessaire d'y avoir recours. S'il y avait abus, vexations, rigueurs non nécessaires, cela même pourrait autoriser une plainte principale de la part de l'accusé. Mais, en termes ordinaires, c'est un moyen *laissé à l'appréciation du juge*, qui dépend du point de fait et des circonstances dont l'appréciation n'est pas du domaine de la Cour de cassation. »

Dès lors, on peut envier les garanties qu'une loi du 18 février 1852 sur la détention préventive a données à la Belgique. Voici les articles de cette loi qui sont relatifs à la mise au secret :

Art. 29. — « Lorsque le Juge d'ins-

truction croira devoir prescrire, à l'égard de l'inculpé, une interdiction de communiquer, il ne pourra le faire que par une ordonnance qui sera transcrite sur le registre de la prison. »

Art. 30. — « Cette interdiction ne pourra s'étendre au delà de 10 jours. — Elle pourra toutefois être renouvelée; mais, dans ce cas, l'inculpé ou, pour lui, un de ses parents ou amis, pourra présenter une requête à la Chambre du Conseil, pour demander la mainlevée de l'interdiction. — La Chambre du Conseil, après avoir entendu le Juge d'instruction et le Procureur du roi, statuera dans les deux jours de la requête. — Si la demande est rejetée, elle ne pourra être reproduite que dix jours après cette décision. »

Art. 31. — « Dans tous les cas où le Juge d'instruction croira devoir renouveler l'interdiction de communiquer, il en rendra compte au Procureur général. »

SECRETS DE FABRIQUE. — Leur divulgation est un délit que le Code pénal (art. 418) a prévu et puni en ces termes : « Tout directeur, commis, ouvrier de fabrique, qui aura communiqué à des étrangers ou à des Français résidant en pays étranger des secrets de la fabrique où il est employé sera puni de la réclusion et d'une amende de 500 fr. à 20,000 fr. — Si ces secrets ont été communiqués à des Français résidant en France, la peine sera d'un emprisonnement de 3 mois à 2 ans, et d'une amende de 16 fr. à 200 fr. »

SECRÉTAIRE DE MAIRIE. — Cette fonction est incompatible avec celles d'Adjoint et de Conseiller municipal. Cependant un Conseiller municipal pourrait être secrétaire, si son traitement était pris sur les fonds personnels du Maire et non sur le budget communal.

1. — Les Secrétaires de Mairie sont nommés et révoqués par les Maires, mais lorsque (ce qui arrive très-fréquemment dans les campagnes) la fonction est remplie par l'Instituteur, il faut, aux termes de la loi du 15

mars 1850, art. 32, que le *Conseil départemental de l'Instruction publique* ait autorisé ce cumul.

2. — Les Secrétaires de Mairien'ont *point de caractère public*; ils ne peuvent conséquemment rendre authentique aucun acte, aucune expédition. Les extraits des actes de l'état civil ne sont délivrés que par le fonctionnaire public dépositaire des registres. (Avis Cons. d'Etat, 2 juillet 1807.)

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE PRÉFECTURE. — (Lois 28 pluviôse an VIII (17 février 1800); 21 juin 1865.) — Fonctionnaire qui, dans chaque département, a pour attributions propres la signature des ampliations des arrêtés pris par le Préfet, et qui remplit, auprès du Conseil de Préfecture, les fonctions de Ministère public.

Il remplace, par délégation, le Préfet absent ou empêché.

SEING PRIVÉ. — Voy. ACTE SOUS SEING PRIVÉ.

SEL. — (Déc. 16 mars 1806; loi 24 avril 1806; déc. 11 juin 1806; loi 17 juin 1840; ord. roy. 7 mars 1841, 26 juin 1841, 26 fév. 1846; lois 28 décembre 1848, 13 janvier 1849; déc.-loi 17 mars 1852, tit. III, art. 11, 12 et 13.)

Supprimé par le décret du 2 mars 1790, l'impôt sur le sel qui, sous le nom de *gabelle*, était devenu le plus odieux au peuple de l'ancienne monarchie, fut *rétabli* en 1806 et existe encore aujourd'hui.

1. — C'est en 1280, sous le règne de Philippe IV, que le commerce du sel, libre jusqu'alors, commença à être imposé. Créé pour des *besoins extraordinaires*, *supprimé* à la paix, puis *rétabli* encore temporairement sous Philippe le Long, enfin déclaré *perpétuel* par Charles V, cet impôt comptait jadis pour près du quart dans les revenus du Roi. Le sel était inégalement taxé de province à province; pour quelques-unes, l'impôt représentait environ cent fois la valeur réelle de cette denrée!

2. — *Rétabli* par un décret du 16 mars 1806, l'impôt sur le sel fut

d'abord fixé à un décime par kilogramme; puis il fut successivement élevé à 2 décimes, la même année, et à 4 décimes par le décret du 11 novembre 1813. Réduite à 3 décimes par la loi du 28 avril 1816, la taxe fut ramenée par l'Assemblée constituante de 1848 à un *decime par kilogramme*. Ce droit est applicable aux sels français de toute origine et à ceux qui viennent des colonies ou de l'Algérie. Quant aux sels étrangers, ils acquittent, à leur introduction en France, un droit de douane qui varie, suivant la zone par laquelle ils pénètrent sur le territoire, plus une surtaxe sur ceux qui arrivent sous pavillon étranger.

3. — Sont *exemptés* de la taxe les sels destinés pour l'étranger et ceux destinés à la pêche.

Dans l'intérêt de l'agriculture, les sels devant servir à l'alimentation des bestiaux ne payent que moitié de la taxe.

4. — Deux Administrations sont chargées de la *perception* des droits, celle des *Douanes*, dans l'étendue du rayon des douanes, et, hors de ce rayon, celle des *Contributions indirectes*.

Il y a lieu à un paiement comptant lorsque la perception est inférieure à 600 fr. — Au delà de ce chiffre, les droits peuvent être acquittés en obligations cautionnées, moitié à 3 mois, moitié à 6 mois.

5. — Les *mines de sel* sont placées, relativement à la propriété, sous l'empire des mêmes principes que les autres mines; les lois et règlements généraux sur les mines sont applicables aux exploitations des mines de sel. — Voy. MINES.

Les *concessions* ne peuvent excéder 20 kilomètres carrés s'il s'agit d'une mine de sel, et un kilomètre carré pour l'exploitation d'une source ou d'un puits d'eau salée. Dans l'un et l'autre cas, les actes de concession règlent les droits du propriétaire de la surface.

Aucune *redevance proportionnelle* n'est exigée au profit de l'Etat.

6. — La *production du sel* en

France, de 1852 à 1866; a représenté 8,908,000 tonneaux métriques, dont 3,979,000 provenant des marais salants du Midi, 3,052,000 des marais salants de l'Ouest, et 1,877,000 des salines.

7. — La *taxe de consommation des sels* est évaluée, au budget de 1873, à 21,971,000 fr. pour la perception dans le rayon des douanes, et à 8,715,000 fr. hors de ce rayon.

SÉPARATION DE BIENS. — (Cod. civ. art. 311, 1441, 1443-1452, 1536-1539; Cod. proc. civ. art. 865-874, 1004; Cod. com. art. 65-70.) — Il y a deux sortes de séparations de biens entre mari et femme. L'une existe en vertu de stipulations faites par les futurs dans leur contrat de mariage, et s'appelle, pour ce motif, *séparation de biens contractuelle*; — l'autre a lieu à la suite d'un jugement rendu sur la demande de la femme, ou à la requête de ses créanciers dans le cas de faillite ou de déconfiture du mari, et prend le nom de *séparation de biens judiciaire*. C'est de cette dernière seulement qu'il sera ici question : pour ce qui regarde la séparation de biens contractuelle, nous en avons parlé à l'article CONTRAT DE MARIAGE, III.

I. MOTIFS DE SÉPARATION. —

1. — Toutes les fois que les dissipations, les imprudences du mari, ou même des malheurs imprévus font craindre à la femme que les biens de son époux ne soient insuffisants pour garantir, soit la part de fortune qu'elle a apportée, soit celle qu'elle a gagnée, soit celle qu'elle peut attendre, en un mot toutes ses reprises même éventuelles, la loi l'autorise à demander la séparation de biens. Les créanciers de la femme ne peuvent la demander pour sauvegarder leurs droits que dans les cas de *faillite* ou de *déconfiture* du mari.

La séparation de biens est une *conséquence nécessaire de la séparation de corps*.

II. PROCÉDURE. — Aucune demande en séparation de biens ne peut être formée sans une *autorisation préalable*

donnée, sur requête, par le Président du Tribunal.

Le greffier inscrit sans délai, dans un *tableau* placé à cet effet dans l'*auditoire*, un extrait de la demande en séparation contenant : 1° la date de la demande; — 2° les noms, prénoms, profession et demeure des époux; — 3° les noms et demeure de l'Avoué constitué.

Pareil extrait est inséré dans les tableaux placés à cet effet dans l'*auditoire du Tribunal de commerce*, dans les *Chambres d'Avoués* de première instance et dans celles de *Notaires*, ainsi que dans l'un des *journaux* qui s'impriment au lieu où siège le Tribunal, et, s'il n'y en a pas, dans l'un de ceux du département. Ce n'est qu'un mois après l'observation de ces diverses formalités qu'il peut être *statué sur la demande*.

Jusqu'au jugement définitif, les *créanciers du mari* ont la faculté d'exiger de l'Avoué de la femme communication de la demande en séparation et des pièces justificatives, même d'intervenir pour la conservation de leurs droits.

Le *jugement de séparation* est *lu publiquement*, l'audience tenant, au Tribunal de commerce du lieu, s'il y en a; *extrait* de ce jugement, contenant la date, la désignation du Tribunal où il a été rendu, les noms, prénoms, profession et demeure des époux, est inséré sur un *tableau* à ce destiné et *exposé* pendant un an dans l'*auditoire des Tribunaux de première instance et de commerce* du domicile du mari, même lorsqu'il n'est pas négociant, et s'il n'y a pas de Tribunal de commerce, dans la *principale salle de la Maison commune* du domicile du mari. Pareil extrait est inséré au tableau exposé en la *Chambre des Avoués et Notaires* s'il y en a. — La femme ne peut commencer l'exécution du jugement que du jour où ces formalités ont été remplies, sans que néanmoins il soit nécessaire d'attendre l'expiration du susdit délai d'un an.

III. EFFETS DE LA SÉPARATION DE

BIENS. — Le jugement qui prononce la séparation de biens *remonte*, quant à ses effets, au jour de la demande. En édictant cette disposition, le législateur a voulu que, dans l'intervalle de la demande au jugement, la femme ne fût pas condamnée à rester spectatrice impuissante du naufrage de sa fortune.

La femme qui a obtenu la séparation de biens doit contribuer, proportionnellement à ses facultés et à celles du mari, tant à la dépense du ménage qu'aux frais d'éducation des enfants communs. — Ces frais sont entièrement à sa charge s'il ne reste rien au mari.

La femme séparée de biens en reprend la *libre administration*. Elle peut disposer de son *mobilier* et l'aliéner. Quant à ses *immeubles*, elle ne peut les aliéner sans le consentement de son mari ou sans être autorisée en Justice, à son refus.

Le mari n'est point garant du défaut d'emploi ou de remploi du prix de l'immeuble que la femme séparée a aliéné sous l'autorisation de la Justice, à moins qu'il n'ait concouru au contrat, ou qu'il ne soit prouvé que les deniers ont été reçus par lui ou ont tourné à son profit. — Il est garant du défaut d'emploi ou de remploi si la vente a été faite en sa présence et de son consentement; il ne l'est point de l'utilité de cet emploi.

— La communauté dissoute par la séparation de biens *peut être rétablie* du consentement des deux parties, mais elle ne peut l'être que par un acte passé devant Notaire, dont une expédition est affichée dans la principale salle du Tribunal de première instance; et de plus, si le mari est marchand, banquier ou commerçant, dans celle du Tribunal de commerce du lieu de son domicile.

La communauté rétablie reprend son effet du jour du mariage; les choses sont remises au même état que s'il n'y avait point eu de séparation, sans préjudice néanmoins de l'exécution des actes qui, dans cet intervalle, ont pu légalement être faits par la femme.

Toute convention par laquelle les époux rétabliraient leur communauté sous des conditions différentes de celles qui la réglaient antérieurement est nulle.

— La dissolution de communauté opérée par la séparation de biens ne donne pas ouverture aux droits de survie de la femme; mais celle-ci conserve la faculté de les exercer lors de la mort de son mari.

SÉPARATION DE CORPS. — (Cod. civ. art. 306-311; 1441, 1449-1452; 1463; Cod. proc. civ. art. 875-880; Cod. com. art. 66.) — A la différence du divorce (voy. ce mot) qui dissolvait le mariage et que la loi du 8 mai 1816 a aboli, la *séparation de corps* ne fait qu'en relâcher les liens en dispensant, dans certains cas, les époux de l'obligation de vivre en commun.

I. MOTIFS DE SÉPARATION. — La loi en énumère trois : 1° l'*adultère*; — 2° les *séviices, excès ou injures graves*. — On entend par *séviices*, tous mauvais traitements; par *excès*, les actes de violence qui mettent en danger la personne de l'époux; par *injures graves*, les actions, paroles ou écrits outrageants qui portent atteinte à l'honneur de l'époux; — 3° la *condamnation à une peine infamante*.

II. PROCÉDURE. — L'époux qui demande la séparation fait présenter, par le ministère d'un Avoué, une requête au Président du Tribunal de son domicile. Celui-ci fixe un jour où les époux comparaitront devant lui sans assistance d'aucun Conseil. Lors de cette comparution, le Président essaie de concilier les époux; s'il n'y réussit point, il les renvoie devant le Tribunal pour être statué dans les formes ordinaires. Il autorise la femme à se retirer provisoirement dans telle maison dont les parties conviennent ou qu'il indique d'office, et à prendre les effets qui servent à son usage journalier. Il fait régler enfin par les époux la pension alimentaire que la femme recevra pendant le cours du procès.

Durant l'instance, les enfants restent avec le mari, à moins que le Tribunal ne juge à propos d'en ordonner autrement.

III. EFFETS DE LA SÉPARATION. —

1° Les époux ont un *domicile distinct* puisqu'ils sont dispensés de l'obligation de vivre en commun ; — 2° celui qui a obtenu la séparation a généralement la *garde des enfants* ; — 3° la *femme reprend la jouissance et l'administration de ses biens*. Elle ne peut toutefois ni les aliéner, ni plaider, ni accepter une donation ou une succession sans l'autorisation de son mari, ou de la Justice si son mari lui refuse cette autorisation ; — 4° l'époux contre lequel la séparation de corps a été prononcée perd tous les avantages que son conjoint lui avait faits, soit par contrat de mariage, soit après le mariage contracté ; — 5° le droit à pension n'existe pas pour la veuve d'un fonctionnaire dans le cas de séparation de corps prononcée sur la demande du mari. (Loi 9 juin 1853 sur les pensions civiles, art. 14.) — Voy. PATERNITÉ ET FILIATION, 2.

IV. CESSATION DE LA SÉPARATION DE CORPS. — Elle s'opère de droit, sans qu'il soit besoin de jugement, par la *réconciliation* des époux ou par leur *réunion volontaire*. Mais, tandis que le consentement des époux, de quelque manière qu'il soit exprimé, expressément ou tacitement, verbalement ou par écrit, suffit pour faire cesser la séparation de corps, il faut, pour faire cesser la séparation de biens qui en avait été la conséquence, un consentement exprès, manifesté par acte devant notaire, et dont expédition doit être affichée dans la principale salle du Tribunal de première instance, et de plus, si le mari est marchand, banquier ou commerçant, dans celle du Tribunal de commerce du lieu de son domicile.

SÉPARATION DE DETTES. (CLAUDE) — Voy. CONTRAT DE MARIAGE, I, § 2, 4°.

SÉPARATION DES PATRIMOINES. — (Cod. civ. art. 878-881 ; 2111.)

C'est le droit que la loi accorde aux créanciers d'un défunt de demander que les biens et les dettes provenant de la succession ne se confondent pas avec les biens et les dettes de l'héritier, afin que les créanciers personnels de ce dernier ne puissent, venant en concurrence avec eux, se faire payer sur les biens de la succession. — Un exemple fera clairement ressortir l'utilité de la *séparation des patrimoines* : Pierre meurt en laissant 10,000 fr. de biens et 10,000 fr. de dettes ; sa succession est dévolue à Paul qui a 10,000 fr. de biens et 20,000 fr. de dettes. Si les deux patrimoines restaient confondus, on se trouverait en présence de 20,000 fr. de biens pour payer 30,000 fr. de dettes, et les créanciers de Pierre (le défunt), qui seraient payés intégralement si leur débiteur vivait encore, ne recevraient qu'un simple dividende, les deux tiers de leur créance. — La séparation des patrimoines prévient l'injustice de ce résultat.

Le droit de demander la séparation des patrimoines ne peut plus être exercé quand il y a eu *novation* dans la créance contre le défunt, c'est-à-dire quand les créanciers de ce dernier ont accepté son héritier pour leur débiteur personnel. — Il se prescrit, relativement aux meubles, par le laps de 3 ans ; à l'égard des immeubles, l'action peut être exercée tant qu'ils existent dans la main de l'héritier.

SÉPARATION DES POUVOIRS.

— La *séparation des Pouvoirs* est l'un des principes du droit public moderne.

Tout Gouvernement porte en lui deux Pouvoirs distincts : le Pouvoir législatif et le Pouvoir exécutif : leur confusion ou leur bonne distribution font la différence entre les Gouvernements absolus et les Gouvernements libres. — Voy. POUVOIR EXÉCUTIF ; — POUVOIR JUDICIAIRE ; — POUVOIR LÉGISLATIF.

SEPTUAGÉNAIRE. — Individu âgé de 70 ans.

1. — A 70 ans, le tuteur peut se faire décharger de la tutelle. (Cod. civ. art. 133.) — Voy. TUTELLE, III, 3°.

2. — Les septuagénaires sont dispensés des fonctions de jurés. — (Loi 4 juin 1853, art. 5.) — Voy. JURY, 4.

3. — Sont dispensés du service militaire, en temps de paix, le fils unique ou l'aîné des fils, ou, à défaut de fils ou de gendre, le petit-fils unique ou l'aîné des petits-fils d'un père entré dans sa 70^e année. (Loi 27 juillet 1872, art. 17.) — Voy. SERVICE MILITAIRE, Tit. II, sect. II.

SÉPULTURE. — Voy. CIMETIÈRE.

SÉQUESTRATION. — (Cod. pén. art. 341-344.) — C'est le fait d'isoler une personne de toute communication extérieure.

La séquestration est un crime puni de peines plus ou moins graves suivant les circonstances qui l'ont accompagnée.

1. — Sont passibles des travaux forcés à temps ceux qui, sans ordre des Autorités constituées et hors le cas où la loi prescrit de saisir des prévenus, ont arrêté, détenu ou séquestré des personnes quelconques, et ceux qui ont prêté un local pour exécuter cette séquestration.

Si la séquestration a duré plus d'un mois, la peine est celle des travaux forcés à perpétuité.

Les coupables sont également passibles des travaux forcés à perpétuité si l'individu séquestré a été menacé de mort.

Il y a lieu à l'application de la peine de mort, si la personne séquestrée a été soumise à des tortures corporelles.

2. — La peine est réduite à un emprisonnement de 2 à 5 ans, si les coupables, non encore poursuivis, ont rendu la liberté à la personne séquestrée avant le dixième jour accompli depuis la séquestration. Mais ils peuvent, en outre, être renvoyés sous la surveillance de la haute police depuis 5 ans jusqu'à 10 ans.

SÉQUESTRE. — (Cod. civ. art. 1916, 1955-1963.) — C'est le dépôt que deux ou plusieurs personnes font, volontairement, ou par ordre de Justice, d'une chose contentieuse, entre les mains d'un tiers qui se charge de la garder et de la remettre, après la contestation terminée, à qui de droit.

On appelle aussi séquestre la personne chargée de la chose séquestrée. — Voy. DÉPÔT, sect. II.

SERGEANT DE VILLE. — Agent placé sous la direction des Commissaires de police, et dont les fonctions consistent à surveiller l'exécution des arrêtés de l'Autorité municipale.

Les sergents de ville sont nommés, à Paris par le Préfet de Police, et ailleurs par les Maires.

Ils n'ont pas qualité pour dresser par eux-mêmes procès-verbal des contraventions qu'ils constatent : ils ne peuvent qu'en faire leur rapport au Commissaire de police.

SERMENT. — (Cod. civ. art. 1357-1369; Cod. pén. art. 366.) — Acte à la fois civil et religieux, par lequel on prend Dieu à témoin de la vérité d'un fait ou d'un engagement.

1. — L'usage du serment remonte aux premiers âges du monde. Suivant les croyances religieuses de tous les peuples de l'antiquité, le parjure était l'un des plus grands crimes qui se pussent commettre; on le regardait comme une sorte de défi porté à la puissance divine qui devait appeler sur la tête du coupable toutes les vengeances du ciel. Aussi le serment n'était-il employé que dans des circonstances rares et solennelles. Ce fut précisément lorsque la religion du serment commença à s'affaiblir que l'usage en devint plus fréquent, et il est vrai de dire qu'il fut prodigué d'autant plus que ce lien eut sur l'esprit des hommes moins de puissance et d'autorité.

2. — Il y a plusieurs sortes de serments : le serment politique, aboli en 1848, rétabli en 1852, aboli de

nouveau en 1870, qui était exigé des fonctionnaires publics et des membres du Sénat et du Corps Législatif.

Un serment *professionnel* est imposé aux employés des Postes relativement au secret des lettres, aux Avocats en ce qui concerne le loyal exercice de leur ministère, aux Notaires, aux Avoués, etc.

Un autre genre de serment spécial est celui des *Experts*, des *Interprètes*, des *Jurés* (Cod. instr. crim. art. 312, 332; Cod. proc. civ. art. 42, 204, 305); des *Témoins en matière criminelle* (Cod. inst. crim. art. 75, 155, 317).

Il y a enfin le serment *judiciaire*, dont nous avons particulièrement à parler ici et qui est de deux espèces : le *serment décisoire* et le *serment supplétoire*.

3. — Le serment *décisoire* est celui qu'une partie défère à l'autre pour en faire dépendre le jugement de la contestation qui les divise. Il peut être déféré sur quelque espèce de contestation que ce soit, et c'est la seule ressource du créancier qui n'a pas de titre, dans le cas où la preuve testimoniale est inadmissible.

Celui qui refuse le serment ou qui n'offre pas à son adversaire de le prêter lui-même pour attester son droit, est censé par là reconnaître l'injustice de sa prétention : *il perd son procès*.

La partie qui a demandé ou consenti que son adversaire prêtât serment n'est pas recevable à en prouver la fausseté. Mais si le Ministère public venait à acquérir la certitude, notamment par la découverte de quelque pièce qu'on croyait perdue, qu'un *faux serment* a été prêté, le parjure serait passible d'un *emprisonnement* d'une année au moins et de 5 ans au plus, et d'une *amende* de 100 fr. à 3,000 fr. Il pourrait, en outre, être *privé des droits* mentionnés en l'article 42 du Code pénal pendant 5 ans au moins et 10 ans au plus, à compter de l'expiration de sa peine, et être placé sous la *surveillance de la haute police*

pendant le même nombre d'années.

4. — Le serment *supplétoire* est celui que le Juge a la faculté de déférer d'*office* à l'une des parties, pour suppléer à l'insuffisance de la preuve.

SERVICE MILITAIRE. — (Loi 27 juillet 1872.) — Une cruelle expérience a démontré la nécessité de réformer notre organisation militaire : tel a été le but de la loi du 27 juillet 1872, que nous croyons devoir reproduire en entier, à cause de son extrême importance :

TITRE I^{er}. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES. — Art. 1^{er}. — « Tout Français doit le service militaire personnel. »

Art. 2. — « Il n'y a dans les troupes françaises ni prime en argent, ni prix quelconque d'engagement. »

Art. 3. — « Tout Français qui n'est pas déclaré impropre à tout service militaire peut être appelé depuis l'âge de vingt ans jusqu'à celui de quarante ans à faire partie de l'armée active et des réserves, selon le mode déterminé par la loi. »

Art. 4. — « Le remplacement est supprimé. »

Les dispenses de service, dans les conditions spécifiées par la loi, ne sont pas accordées à titre de libération définitive. »

Art. 5. — « Les hommes présents au corps ne prennent part à aucun vote. »

Art. 6. — « Tout corps organisé en armes est soumis aux lois militaires, fait partie de l'armée, et relève soit du Ministre de la guerre, soit du Ministre de la marine. »

Art. 7. — « Nul n'est admis dans les troupes françaises s'il n'est Français. »

Sont exclus du service militaire, et ne peuvent à aucun titre servir dans l'armée :

1^o Les individus qui ont été condamnés à une peine afflictive ou infamante; — 2^o Ceux qui, ayant été condamnés à une peine correctionnelle de deux ans d'emprisonnement et au-dessus, ont en outre été placés

par le jugement de condamnation sous la surveillance de la haute police et interdits, en tout ou en partie, des droits civiques, civils ou de famille.

TITRE II. — DES APPELS. —

SECT. I. — DU RECENSEMENT ET DU TIRAGE AU SORT. — Art. 8. — « Chaque année, les tableaux de recensement des jeunes gens ayant atteint l'âge de vingt ans révolus dans l'année précédente et domiciliés dans le canton, sont dressés par les Maires :

1° Sur la déclaration à laquelle sont tenus les jeunes gens, leurs pères ou leurs tuteurs; — 2° D'office, d'après les registres de l'état civil et tous autres documents et renseignements.

Ces tableaux mentionnent dans une colonne d'observations la profession de chacun des jeunes gens inscrits.

Ces tableaux sont publiés et affichés dans chaque Commune et dans les formes prescrites par les articles 63 et 64 du Code civil. La dernière publication doit avoir lieu au plus tard le 15 janvier.

Un avis publié dans les mêmes formes indique le lieu et le jour où il sera procédé à l'examen desdits tableaux et à la désignation, par le sort, du numéro assigné à chaque jeune homme inscrit. »

Art. 9. — « Les individus nés en France de parents étrangers et les individus nés à l'étranger de parents étrangers naturalisés Français, et mineurs au moment de la naturalisation de leurs parents, concourent dans les cantons où ils sont domiciliés, au tirage qui suit la déclaration faite par eux en vertu de l'article 9 du Code civil et de l'article 2 de la loi du 7 février 1851.

Les individus déclarés Français en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 7 février 1851 concourent également, dans le canton où ils sont domiciliés, au tirage qui suit l'année de leur majorité, s'ils n'ont pas réclamé

leur qualité d'étranger conformément à ladite loi.

Les uns et les autres ne sont assujettis qu'aux obligations de service de la classe à laquelle ils appartiennent par leur âge. »

Art. 10. — « Sont considérés comme légalement domiciliés dans le canton :

1° Les jeunes gens même émancipés, engagés, établis au dehors, expatriés, absents ou en état d'emprisonnement, si d'ailleurs leurs père, mère et tuteur ont leur domicile dans une des Communes du canton, ou si leur père expatrié avait son domicile dans une desdites Communes; — 2° Les jeunes gens mariés dont le père, ou la mère à défaut de père, sont domiciliés dans le canton, à moins qu'ils ne justifient de leur domicile réel dans un autre canton; — 3° Les jeunes gens mariés et domiciliés dans le canton, alors même que leur père ou leur mère n'y seraient pas domiciliés; — 4° Les jeunes gens nés et résidant dans le canton, qui n'auraient ni leur père, ni leur mère, ni tuteur; — 5° Les jeunes gens résidant dans le canton, qui ne seraient dans aucun des cas précédents, et qui ne justifieraient pas de leur inscription dans un autre canton. »

Art. 11. — « Sont, d'après la notoriété publique, considérés comme ayant l'âge requis pour le tirage, les jeunes gens qui ne peuvent produire ou n'ont pas produit, avant le tirage, un extrait des registres de l'état civil constatant un âge différent, ou qui, à défaut de registres, ne peuvent prouver ou n'ont pas prouvé leur âge conformément à l'article 46 du Code civil. »

Art. 12. — « Si dans les tableaux de recensement, ou dans les tirages des années précédentes, des jeunes gens ont été omis, ils sont inscrits sur les tableaux de recensement de la classe qui est appelée après la découverte de l'omission, à moins qu'ils n'aient trente ans accomplis à l'époque de la clôture des tableaux.

Après cet âge, ils sont soumis aux

obligations de la classe à laquelle ils appartiennent. »

Art. 13. — « Dans les cantons composés de plusieurs Communes, l'examen des tableaux de recensement et le tirage au sort ont lieu au chef-lieu de canton, en séance publique, devant le Sous-Préfet assisté des Maires du canton.

Dans les Communes qui forment un ou plusieurs cantons, le Sous-Préfet est assisté du Maire et de ses adjoints.

Dans les villes divisées en plusieurs arrondissements, le Préfet ou son délégué est assisté d'un Officier municipal de l'arrondissement.

Le tableau est lu à haute voix. Les jeunes gens, leurs parents ou ayants cause sont entendus dans leurs observations. Le Sous-Préfet statue après avoir pris l'avis des Maires. Le tableau rectifié, s'il y a lieu, et définitivement arrêté, est revêtu de leurs signatures.

Dans les cantons composés de plusieurs Communes, l'ordre dans lequel elles sont appelées pour le tirage, est, chaque fois, indiqué par le sort. »

Art. 14. — « Le Sous-Préfet inscrit, en tête de la liste de tirage, le nom des jeunes gens qui se trouvent dans les cas prévus par l'article 60 de la présente loi.

Les premiers numéros leur sont attribués de droit. Ces numéros sont, en conséquence, extraits de l'urne avant l'opération du tirage. »

Art. 15. — « Avant de commencer l'opération du tirage, le Sous-Préfet compte publiquement les numéros et les dépose dans l'urne, après s'être assuré que leur nombre est égal à celui des jeunes gens appelés à y concourir; il en est fait la déclaration à haute voix.

Aussitôt, chacun des jeunes gens appelés dans l'ordre du tableau prend dans l'urne un numéro qui est immédiatement proclamé et inscrit. Les parents des absents ou, à leur défaut, le Maire de leur Commune tirent à leur place.

L'opération du tirage achevée est

définitive. Elle ne peut, sous aucun prétexte, être recommencée, et chacun garde le numéro qu'il a tiré ou qu'on a tiré pour lui.

Les jeunes gens qui ne se trouveraient pas pourvus de numéros seront inscrits à la suite avec des numéros supplémentaires et tireront entre eux pour déterminer l'ordre suivant lequel ils seront inscrits.

La liste par ordre de numéros est dressée à mesure que les numéros sont tirés de l'urne. Il y est fait mention des cas et des motifs d'exemption et de dispenses que les jeunes gens ou leurs parents, ou les Maires des Communes se proposent de faire valoir devant le Conseil de révision mentionné en l'article 27.

Le Sous-Préfet y ajoute ses observations.

La liste du tirage est ensuite lue, arrêtée et signée de la même manière que le tableau de recensement, et annexée avec ledit tableau au procès-verbal des opérations. Elle est publiée et affichée dans chaque Commune du canton. »

SECT. II. — DES EXEMPTIONS. — DES DISPENSES ET DES SURSIS D'APPEL.

Art. 16. — « Sont exemptés du service militaire, les jeunes gens que leurs infirmités rendent impropres à tout service actif ou auxiliaire dans l'armée. »

Art. 17. — « Sont dispensés du service d'activité en temps de paix :

- 1^o L'ainé d'orphelins de père et de mère; — 2^o Le fils unique ou l'ainé des fils, ou à défaut de fils ou de gendre, le petit-fils unique ou l'ainé des petits-fils d'une femme actuellement veuve ou d'une femme dont le mari a été légalement déclaré absent, ou d'un père aveugle ou entré dans sa soixante-dixième année. Dans les cas prévus par les deux paragraphes précédents, le frère puîné jouira de la dispense, si le frère aîné est aveugle ou atteint de toute autre infirmité incurable qui le rende impotent; — 3^o Le plus âgé des deux frères ap-

pelés à faire partie du même tirage, si le plus jeune est reconnu propre au service; — 4° Celui dont un frère sera dans l'armée active; — 5° Celui dont un frère sera mort en activité de service ou aura été réformé ou admis à la retraite pour blessures reçues dans un service commandé ou pour infirmités contractées dans les armées de terre et de mer.

La dispense accordée, conformément aux paragraphes 4 et 5 ci-dessus, ne sera appliquée qu'à un seul frère pour un même cas, mais elle se répètera dans la même famille autant de fois que les mêmes droits s'y reproduiront.

Le jeune homme omis, qui ne s'est pas présenté par lui ou ses ayants cause au tirage de la classe à laquelle il appartient, ne peut réclamer le bénéfice des dispenses indiquées par le présent article, si les causes de ces dispenses ne sont survenues que postérieurement à la clôture des listes.

Ces causes de dispenses doivent, pour produire leur effet, exister au jour où le Conseil de révision est appelé à statuer.

Néanmoins, l'appelé ou l'engagé qui, postérieurement, soit à la décision du Conseil de révision, soit au 1^{er} juillet, soit à son incorporation, devient l'aîné d'orphelins de père et de mère, le fils unique ou l'aîné des fils, ou, à défaut du fils et du gendre, le petit-fils unique ou l'aîné des petits-fils d'une femme veuve, d'une femme dont le mari a été légalement déclaré absent, ou d'un père aveugle, est, sur sa demande, et pour le temps qu'il a encore à servir, renvoyé dans ses foyers en disponibilité, à moins qu'en raison de sa présence sous les drapeaux il n'ait procuré la dispense de service à un frère puîné actuellement vivant.

Le bénéfice de la disposition du paragraphe précédent s'étend au militaire devenu fils aîné ou petit-fils aîné de septuagénaire, par suite du décès d'un frère.

Les dispenses énoncées au présent article ne sont applicables qu'aux *enfants légitimes*. »

Art. 18. — « Peuvent être ajournés deux années de suite à un nouvel examen, les jeunes gens qui, au moment de la réunion du Conseil de révision, n'ont pas la *taille* de un mètre cinquante-quatre centimètres ou sont reconnus d'une complexion trop faible pour un service armé.

Les jeunes gens ajournés à un nouvel examen du Conseil de révision sont tenus, à moins d'une autorisation spéciale, de se représenter au Conseil de révision du canton devant lequel ils ont comparu.

Après l'examen définitif, ils sont classés, et ceux de ces jeunes gens reconnus propres soit au service armé, soit à un service auxiliaire, sont soumis, selon la catégorie dans laquelle ils sont placés, à toutes les obligations de la classe à laquelle ils appartiennent. »

Art. 19. — « Les élèves de l'Ecole polytechnique et les élèves de l'Ecole forestière sont considérés comme présents sous les drapeaux dans l'armée active pendant tout le temps par eux passé dans lesdites Ecoles.

Les lois d'organisation prévues par l'article 45 de la présente loi déterminent pour ceux de ces jeunes gens qui ont satisfait aux examens de sortie, et ne sont pas placés dans les armées de terre ou de mer, les emplois auxquels ils peuvent être appelés, soit dans la disponibilité, soit dans la réserve de l'armée active, soit dans l'armée territoriale, ou dans les services auxiliaires.

Les élèves de l'Ecole polytechnique et de l'Ecole forestière qui ne satisfont pas aux examens de sortie de ces écoles, suivent les conditions de la classe de recrutement à laquelle ils appartiennent par leur âge; le temps passé par eux à l'Ecole polytechnique ou à l'Ecole forestière est déduit des années de service déterminées par l'article 36 de la présente loi. »

Art. 20. — « Sont, à titre conditionnel, dispensés du service militaire :

1° Les membres de l'instruction publique, les élèves de l'Ecole normale supérieure de Paris, dont l'engagement de se vouer pendant dix ans à la carrière de l'enseignement aura été accepté par le Recteur de l'Académie, avant le tirage au sort, et s'ils réalisent cet engagement; — 2° Les professeurs des institutions nationales des sourds-muets et des institutions nationales des jeunes aveugles, aux mêmes conditions que les membres de l'instruction publique; — 3° Les artistes qui ont remporté les grands prix de l'Institut, à condition qu'ils passeront à l'Ecole de Rome les années réglementaires et rempliront toutes leurs obligations envers l'Etat; — 4° Les élèves pensionnaires de l'Ecole des langues orientales vivantes et les élèves de l'Ecole des chartes nommés après examen, à condition de passer dix ans tant dans lesdites écoles que dans un service public; — 5° Les membres et novices des associations religieuses vouées à l'enseignement et reconnues comme établissements d'utilité publique, et les directeurs, maîtres adjoints, élèves maîtres des écoles fondées ou entretenues par les associations laïques, lorsqu'elles remplissent les mêmes conditions, pourvu toutefois que les uns et les autres, avant le tirage au sort, aient pris devant le Recteur de l'Académie l'engagement de se consacrer pendant dix ans à l'enseignement et s'ils réalisent cet engagement dans un des établissements de l'association religieuse ou laïque, à condition que cet établissement existe depuis plus de deux ans ou renferme trente élèves au moins; — 6° Les jeunes gens qui, sans être compris dans les paragraphes précédents, se trouvent dans les cas prévus par l'article 79 de la loi du 15 mars 1850 et par l'article 48 de la loi du 10 avril 1867, et ont, avant l'époque fixée pour le tirage, contracté devant le Recteur le même engagement et aux mêmes conditions.

— L'engagement de se vouer pendant dix ans à l'enseignement peut être réalisé par les instituteurs et par les instituteurs adjoints mentionnés au présent paragraphe 6, tant dans les écoles publiques que dans les écoles libres désignées à cet effet par le Ministre de l'Instruction publique, après avis du Conseil départemental; — 7° Les élèves ecclésiastiques désignés à cet effet par les Archevêques et par les Evêques, et les jeunes gens autorisés à continuer leurs études pour se vouer au ministère dans les cultes salariés par l'Etat, sous la condition qu'ils seront assujettis au service militaire, s'ils cessent leurs études en vue desquelles ils auront été dispensés, ou si, à vingt-six ans, les premiers ne sont pas entrés dans les ordres majeurs, et les seconds n'ont pas reçu la consécration. »

Art. 21. — « Les jeunes gens liés au service dans les armées de terre ou de mer en vertu d'un brevet ou d'une commission, et qui cessent leur service; — Les jeunes marins portés sur les registres matricules de l'inscription maritime, conformément aux règles prescrites par les articles 1, 2, 3, 4 et 5 de la loi du 25 octobre 1793 (3 brumaire an iv), qui se font rayer de l'inscription maritime; — Les jeunes gens désignés en l'art. 20 ci-dessus, qui cessent d'être dans une des positions indiquées audit article avant d'avoir accompli les conditions qu'il leur impose, sont tenus :

1° D'en faire la déclaration au Maire de la Commune dans les deux mois, et de retirer expédition de leur déclaration; — 2° D'accomplir dans l'armée active le service prescrit par la présente loi, et de faire ensuite partie des réserves selon la classe à laquelle ils appartiennent.

Faute par eux de faire la déclaration ci-dessus et la soumettre au visa du Préfet du département dans le délai d'un mois, ils sont passibles des peines portées par l'article 60 de la présente loi.

Ils sont rétablis dans la première classe appelée après la cessation de leurs services, fonctions ou études.

Mais le temps écoulé depuis la cessation de leurs services, fonctions ou études, jusqu'au moment de la déclaration, ne compte pas dans les années de service exigées par la présente loi.

Toutefois est déduit du nombre d'années pendant lesquelles tout Français fait partie de l'armée active, le temps déjà passé au service de l'Etat par les marins inscrits et par les jeunes gens liés au service dans les armées de terre et de mer, en vertu d'un brevet ou d'une commission. »

Art. 22. — « Peuvent être dispensés à titre provisoire comme soutiens indispensables de famille et s'ils en remplissent effectivement les devoirs, les jeunes gens désignés par les Conseils municipaux de la Commune où ils sont domiciliés.

La liste est présentée au Conseil de révision par le Maire.

Ces dispenses peuvent être accordées par département jusqu'à concurrence de quatre pour cent du nombre des jeunes gens reconnus propres au service et compris dans la première partie des listes du recrutement cantonal.

Tous les ans, le Maire de chaque Commune fait connaître au Conseil de révision la situation des jeunes gens qui ont obtenu les dispenses à titre de soutiens de famille pendant les années précédentes. »

Art. 23. — « En temps de paix, il peut être accordé des sursis d'appel aux jeunes gens qui, avant le tirage au sort, en auront fait la demande.

A cet effet, ils doivent établir que, soit pour leur apprentissage, soit pour les besoins de l'exploitation agricole, industrielle ou commerciale, à laquelle ils se livrent pour leur compte ou pour celui de leurs parents, il est indispensable qu'ils ne soient pas enlevés immédiatement à leurs travaux.

Ces sursis d'appel ne confère ni exemption ni dispense.

Il n'est accordé que pour un an, et peut néanmoins être renouvelé pour une seconde année.

Le jeune homme qui a obtenu un

sursis d'appel conserve le numéro qui lui est échu lors du tirage au sort, et à l'expiration de son sursis, il est tenu de satisfaire à toutes les obligations que lui imposait la loi en raison de son numéro. »

Art. 24. — « Les demandes de sursis, adressées au Maire, sont instruites par lui; le Conseil municipal donne son avis. Elles sont remises au Conseil de révision et envoyées par duplicata au Sous-Préfet qui les transmet au Préfet, avec ses observations, et y joint tous les documents nécessaires.

Il peut être accordé, pour tout le département et par chaque classe, des sursis d'appel jusqu'à concurrence de 4 p. 100 du nombre de jeunes gens reconnus propres au service militaire dans ladite classe et compris dans la première partie des listes du recrutement cantonal. »

Art. 25. — « Les jeunes gens dispensés du service d'activité en temps de paix, aux termes de l'article 17 de la présente loi; les jeunes gens dispensés à titre de soutiens de famille; ainsi que les jeunes gens auxquels il est accordé des sursis d'appel, sont astreints, par un règlement du Ministre de la guerre, à certains exercices.

Quand les causes de dispenses viennent à cesser, ils sont soumis à toutes les obligations de la classe à laquelle ils appartiennent. »

Art. 26. — « Les jeunes gens dispensés du service de l'armée active, aux termes de l'article 17 ci-dessus, les jeunes gens dispensés à titre de soutiens de famille, ainsi que ceux qui ont obtenu des sursis d'appel, sont appelés, en cas de guerre, comme les hommes de leur classe.

L'Autorité militaire en dispose alors selon les besoins des différents services. »

SECT. III. — DES CONSEILS DE RÉVISION ET DES LISTES DU RECRUTEMENT CANTONAL. — Art. 27.

— « Les opérations du recrutement sont revues, les réclamations auxquelles ces opérations peuvent don-

ner lieu sont entendues, les causes d'exemption et de dispenses prévues par les art. 16, 17 et 20 de la présente loi, sont jugées en séance publique par un Conseil de révision composé :

Du Préfet, président, ou, à son défaut, du Secrétaire Général ou du Conseiller de Préfecture délégué par le Préfet; — D'un Conseiller de Préfecture désigné par le Préfet; — D'un membre du Conseil général du département autre que le représentant élu dans le canton où la révision a lieu; — D'un membre du Conseil d'arrondissement également autre que le représentant élu dans le canton où la révision a lieu; — Tous deux désignés par la Commission permanente du Conseil général, conformément à l'article 82 de la loi du 10 août 1871; — D'un Officier général ou supérieur désigné par l'Autorité militaire.

Un membre de l'Intendance, le commandant du recrutement, un médecin militaire ou, à défaut, un médecin civil désigné par l'Autorité militaire assistent aux opérations du Conseil de révision. Le membre de l'Intendance est entendu dans l'intérêt de la loi toutes les fois qu'il le demande et peut faire consigner ses observations au registre des délibérations.

Le Conseil de révision se transporte dans les divers cantons. Toutefois, suivant les localités, le Préfet peut exceptionnellement réunir, dans le même lieu, plusieurs cantons pour les opérations du Conseil.

Le Sous-Préfet ou le fonctionnaire par lequel il aura été suppléé pour les opérations du tirage, assiste aux séances que le Conseil de révision tient dans son arrondissement.

Il a voix consultative.

Les Maires des Communes auxquelles appartiennent les jeunes gens appelés devant le Conseil de révision assistent aux séances et peuvent être entendus.

Si, par suite d'une absence, le Conseil de révision ne se compose que de quatre membres, il peut délibérer,

mais la voix du Président n'est pas prépondérante. La décision ne peut être prise qu'à la majorité de trois voix; en cas de partage, elle est ajournée. »

Art. 28. — « Les jeunes gens portés sur les tableaux de recensement, ainsi que ceux des classes précédentes qui ont été ajournés, conformément à l'article 18 ci-dessus, sont convoqués, examinés et entendus par le Conseil de révision. Ils peuvent alors faire connaître l'arme dans laquelle ils désirent être placés.

S'ils ne se rendent pas à la convocation, ou s'ils ne se font pas représenter, ou s'ils n'obtiennent pas un délai, il est procédé comme s'ils étaient présents.

Dans le cas d'exemption pour infirmités, le Conseil ne prononce qu'après avoir entendu le médecin qui assiste au Conseil.

Les cas de dispense sont jugés sur la production de documents authentiques et sur les certificats signés de trois pères de famille domiciliés dans le même canton, dont les fils sont soumis à l'appel ou ont été appelés. Ces certificats doivent, en outre, être signés et approuvés par le Maire de la Commune du réclamant.

La substitution de numéros peut avoir lieu entre frères, si celui qui se présente comme substituant est reconnu propre au service par le Conseil de révision. »

Art. 29. — « Lorsque les jeunes gens portés sur les tableaux de recensement ont fait des réclamations dont l'admission ou le rejet dépend de la décision à intervenir sur des questions judiciaires relatives à leur état ou à leurs droits civils, le Conseil de révision ajourne sa décision ou ne prend qu'une décision conditionnelle.

Les questions sont jugées contradictoirement avec le Préfet, à la requête de la partie la plus diligente. Les Tribunaux statuent sans délai, le Ministère public entendu. »

Art. 30. — « Hors les cas prévus par l'article précédent, les décisions

du Conseil de révision sont *défini-
tives*. Elles peuvent néanmoins être at-
taquées devant le Conseil d'Etat pour
incompétence et excès de pouvoirs.

Elles peuvent aussi être attaquées
pour *violation de la loi*, mais par le
Ministre de la guerre seulement et
dans l'intérêt de la loi. Toutefois,
l'annulation profite aux parties lé-
sées. »

Art. 31. — « Après que le Conseil
de révision a statué sur les cas
d'exemptions et sur ceux de dispen-
ses, ainsi que sur toutes les réclama-
tions auxquelles les opérations peu-
vent donner lieu, la liste du recrute-
ment cantonal est définitivement
arrêtée et signée par le Conseil de
révision.

Cette liste, divisée en cinq par-
ties, comprend :

1° Par ordre de numéros de ti-
rage, tous les jeunes gens déclarés
propres au service militaire et qui
ne doivent pas être classés dans les
catégories suivantes ; — 2° tous les
jeunes gens dispensés en exécution
de l'article 17 de la présente loi ; —
3° tous les jeunes gens conditionnel-
lement dispensés en vertu de l'article
20, ainsi que les jeunes gens liés au
service en vertu d'un engagement
volontaire, d'un brevet ou d'une com-
mission et les jeunes marins inscrits ;
— 4° les jeunes gens qui, pour dé-
faut de taille ou pour toute autre
cause, ont été dispensés du service
dans l'armée active, mais ont été re-
connus aptes à faire partie d'un des
services auxiliaires de l'armée ; —
5° enfin les jeunes gens qui ont été
ajournés à un nouvel examen du Con-
seil de révision. »

Art. 32. — « Quand les listes du
recrutement de tous les cantons du
département ont été arrêtées con-
formément aux prescriptions de l'ar-
ticle précédent, le Conseil de révi-
sion, auquel sont adjoints deux autres
membres du Conseil général égale-
ment désignés par la Commission per-
manente et réuni au chef-lieu du dé-
partement, prononce sur les deman-
des de dispenses pour soutiens de

famille, et sur les demandes de sur-
sis d'appel. »

SECT. IV. — DU REGISTRE MA-
TRICULE. — Art. 33. — « Il est
tenu, par département ou par cir-
conscriptions déterminées dans cha-
que département, en vertu d'un ré-
glement d'administration publique,
un *registre matricule*, dressé au moyen
des listes mentionnées en l'article 31
ci-dessus, et sur lequel sont portés
tous les jeunes gens qui n'ont pas
été déclarés impropres à tout service
militaire ou qui n'ont pas été ajournés à un nouvel examen au Conseil
de révision.

Ce registre mentionne l'incorpora-
tion de chaque homme inscrit, ou la
position dans laquelle il est laissé,
et successivement tous les change-
ments qui peuvent survenir dans sa
situation, jusqu'à ce qu'il passe dans
l'armée territoriale. »

Art. 34. — « Tout homme inscrit
sur le registre matricule qui *change
de domicile* est tenu d'en faire la dé-
claration à la Mairie de la Commune
qu'il quitte et à la Mairie du lieu où
il vient s'établir.

Le Maire de chacune des Commu-
nes transmet, dans les huit jours, copie
de ladite déclaration au bureau
du registre matricule de la circons-
cription dans laquelle se trouve la
Commune. »

Art. 35. — « Tout homme inscrit
sur le registre matricule qui entend
se fixer en *pays étranger* est tenu,
dans sa déclaration à la Mairie de
la Commune où il réside, de faire
connaître le lieu où il va établir son
domicile et, dès qu'il y est arrivé,
d'en prévenir l'agent consulaire de
France. Le Maire de la Commune
transmet, dans les huit jours, copie
de ladite déclaration au bureau du
registre matricule de la circonscrip-
tion dans laquelle se trouve sa Com-
mune.

L'agent consulaire, dans les huit
jours de la déclaration, en envoie
copie au Ministre de la guerre. »

TITRE III. — DU SERVICE MILI-
TAIRE. — Art. 36. — « Tout Fran-

cais qui n'est pas déclaré impropre à tout service militaire fait partie :

De l'armée active pendant cinq ans ;

De la réserve de l'armée active pendant quatre ans ;

De l'armée territoriale pendant cinq ans ;

De la réserve de l'armée territoriale pendant six ans.

1° L'armée active est composée, indépendamment des hommes qui ne se recrutent pas par les appels, de tous les jeunes gens déclarés propres à un des services de l'armée et compris dans les cinq dernières classes appelées ; — 2° la réserve de l'armée active est composée de tous les hommes également déclarés propres à un des services de l'armée et compris dans les quatre classes appelées immédiatement avant celles qui forment l'armée active ; — 3° L'armée territoriale est composée de tous les hommes qui ont accompli le temps de service prescrit pour l'armée active et la réserve ; — 4° la réserve de l'armée territoriale est composée des hommes qui ont accompli le temps de service pour cette armée.

L'armée territoriale et la deuxième réserve sont formées par régions déterminées par un règlement d'administration publique ; elles comprennent pour chaque région les hommes ci-dessus désignés aux paragraphes 3° et 4°, et qui sont domiciliés dans la région. »

Art. 37. — « L'armée de mer est composée, indépendamment des hommes fournis par l'inscription maritime :

1° Des hommes qui auront été admis à s'engager volontairement ou à se rengager dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique ; — 2° Des jeunes gens qui, au moment des opérations du Conseil de révision, auront demandé à entrer dans un des corps de la marine et auront été reconnus propres à ce service ; — 3° Enfin et à défaut d'un nombre suffisant d'hommes compris dans les deux catégories précédentes, du contingent du recrutement affecté par décision du

Ministre de la guerre à l'armée de mer.

Ce contingent fourni par chaque canton, dans la proportion fixée par ladite décision, est composé de jeunes gens compris dans la première partie de la liste du recrutement cantonal, et auxquels seront échus les premiers numéros sortis au tirage au sort.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles pourront avoir lieu les permutations entre les jeunes gens affectés à l'armée de mer et ceux de la même classe affectés à l'armée de terre.

Pour les hommes qui ne proviennent pas de l'inscription maritime, le temps de service actif dans l'armée est de cinq ans, et de deux ans dans la réserve.

Ces hommes passent ensuite dans l'armée territoriale. »

Art. 38. — « La durée du service compte du 1^{er} juillet de l'année du tirage au sort.

Chaque année, au 30 juin, en temps de paix, les militaires qui ont achevé le temps de service prescrit dans l'armée active, ceux qui ont accompli le temps de service prescrit dans la réserve de l'armée active, ceux qui ont terminé le temps de service prescrit pour l'armée territoriale, enfin ceux qui ont terminé le temps de service pour la réserve de cette armée, reçoivent un *certificat* constatant :

Pour les premiers, leur envoi dans la première réserve ; — Pour les seconds, leur envoi dans l'armée territoriale ; — Pour les troisièmes, leur envoi dans la deuxième réserve ; — Et, à l'expiration du temps de service dans cette réserve, les hommes reçoivent un congé définitif.

En temps de guerre, ils reçoivent ces certificats immédiatement après l'arrivée au corps des hommes de la classe destinée à remplacer celle à laquelle ils appartiennent.

Cette dernière disposition est applicable, en tout temps, aux hommes appartenant aux équipages de la flotte en cours de campagne. »

Art. 39. — « Tous les jeunes gens de la classe appelée, qui ne sont pas exemptés pour cause d'infirmités, ou ne sont pas dispensés en application des dispositions de la présente loi, ou n'ont pas obtenu des sursis d'appel, ou ne sont pas affectés à l'armée de mer, font partie de l'armée active et sont mis à la disposition du Ministre de la guerre.

Ces jeunes soldats sont tous immatriculés dans les divers corps de l'armée et envoyés, soit dans lesdits corps, soit dans des bataillons et écoles d'instruction. »

Art. 40. — « Après une année de service des jeunes soldats, dans les conditions indiquées en l'article précédent, ne sont plus maintenus sous les drapeaux que les hommes dont le chiffre est fixé chaque année par le Ministre de la guerre.

Ils sont pris par ordre de numéro sur la première partie de la liste du recrutement de chaque canton et dans la proportion déterminée par la décision du Ministre : cette décision est rendue aussitôt après que toutes les opérations du recrutement sont terminées. »

Art. 41. — « Nonobstant les dispositions de l'article précédent, le militaire compris dans la catégorie de ceux ne devant pas rester sous les drapeaux, mais qui, après l'année de service mentionnée audit article, ne sait pas lire et écrire, et ne satisfait pas aux examens déterminés par le Ministre de la guerre, peut être maintenu au corps pendant une seconde année.

Le militaire placé dans la même catégorie, qui, par l'instruction acquise antérieurement à son entrée au service, et par celle reçue sous les drapeaux, remplit toutes les conditions exigées peut, après six mois, à des époques fixées par le Ministre de la guerre, et avant l'expiration de l'année, être envoyé en disponibilité dans ses foyers, conformément à l'article suivant. »

Art. 42. — « Les jeunes gens qui, après le temps de service prescrit par les articles 40 et 41, ne sont pas

maintenus sous les drapeaux restent en disponibilité de l'armée active dans leurs foyers et à la disposition du Ministre de la guerre.

Ils sont, par un règlement du Ministre, soumis à des revues et à des exercices. »

Art. 43. — « Les hommes envoyés dans la réserve de l'armée active restent immatriculés d'après le mode prescrit par la loi d'organisation.

Le rappel de la réserve de l'armée active peut être fait d'une manière distincte et indépendante pour l'armée de terre et pour l'armée de mer; il peut également être fait par classe, en commençant par la moins ancienne.

Les hommes de la réserve de l'armée active sont assujettis, pendant le temps de service de ladite réserve, à prendre part à deux manœuvres.

La durée de chacune de ces manœuvres ne peut dépasser quatre semaines. »

Art. 44. — « Les hommes en disponibilité de l'armée active et les hommes de la réserve peuvent se marier sans autorisation.

Les hommes mariés restent soumis aux obligations de service imposées aux classes auxquelles ils appartiennent.

Toutefois, les hommes en disponibilité ou en réserve, qui sont pères de quatre enfants vivants, passent de droit dans l'armée territoriale. »

Art. 45. — « Des lois spéciales déterminent les bases de l'organisation de l'armée active et de l'armée territoriale, ainsi que des réserves. »

TITRE IV. — DES ENGAGEMENTS. DES RENGAGEMENTS ET DES ENGAGEMENTS CONDITIONNELS D'UN AN. — SECT. I. — DES ENGAGEMENTS. — Art. 46. — « Tout Français peut être autorisé à contracter un engagement volontaire aux conditions suivantes :

L'engagé volontaire doit :

1° S'il entre dans l'armée de mer,

avoir seize ans accomplis, sans être tenu d'avoir la taille prescrite par la loi, mais sous la condition qu'à l'âge de dix-huit ans il ne pourra être reçu s'il n'a pas cette taille; — 2° S'il entre dans l'armée de terre, avoir dix-huit ans accomplis et au moins la taille de 1 mètre 54 centimètres; — 3° Savoir lire et écrire; — 4° Jouir de ses droits civils; — 5° N'être ni marié, ni veuf avec enfants; — 6° Être porteur d'un certificat de bonnes vie et mœurs délivré par le Maire de la Commune de son dernier domicile; et s'il ne compte pas au moins une année de séjour dans cette Commune, il doit également produire un autre certificat du Maire des Communes où il a été domicilié dans le cours de cette année.

Le certificat doit contenir le signalement du jeune homme qui veut s'engager, mentionner la durée du temps pendant lequel il a été domicilié dans la Commune et attester :

Qu'il jouit de ses droits civils; qu'il n'a jamais été condamné à une peine correctionnelle pour vol, escroquerie, abus de confiance ou attentats aux mœurs.

Si l'engagé a moins de vingt ans, il doit justifier du consentement de ses père, mère ou tuteur.

Ce dernier doit être autorisé par une délibération du Conseil de famille.

Les conditions relatives, soit à l'aptitude militaire, soit à l'admissibilité dans les différents corps de l'armée, sont déterminées par un décret inséré au *Bulletin des lois*. »

Art. 47. — « La durée de l'engagement volontaire est de cinq ans.

Les années de l'engagement volontaire comptent dans la durée du service militaire fixé par l'article 36 ci-dessus.

En cas de guerre, tout Français qui a accompli le temps de service prescrit pour l'armée active et la réserve de ladite armée, est admis à contracter dans l'armée active un

engagement pour la durée de la guerre.

Cet engagement ne donne pas lieu aux dispenses prévues par le paragraphe 4 de l'article 17 de la présente loi. »

Art. 48. — « Les hommes qui, après avoir satisfait aux conditions des articles 40 et 41 de la présente loi, vont être renvoyés en disponibilité, peuvent être admis à rester dans ladite armée de manière à compléter cinq années de service.

Les hommes renvoyés en disponibilité peuvent être autorisés à compléter cinq années de service sous les drapeaux. »

Art. 49. — « Les engagés volontaires, les hommes admis à rester dans l'armée active, ainsi que ceux qui, en disponibilité, ont été autorisés à compléter cinq années de service dans ladite armée, ne peuvent être envoyés en congé sans leur consentement. »

Art. 50. — « Les engagements volontaires sont contractés dans les formes prescrites par les articles 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 42 et 44 du Code civil, devant les Maires des chefs-lieux de canton.

Les conditions relatives à la durée des engagements sont insérées dans l'acte même.

Les autres conditions sont lues aux contractants avant la signature, et mention en est faite à la fin de l'acte, le tout sous peine de nullité. »

SECT. II. — DES RENGAGEMENTS.

— Art. 51. — « Des rengagements peuvent être reçus pour deux ans au moins et cinq ans au plus.

Ces rengagements ne peuvent être reçus que pendant le cours de la dernière année de service sous les drapeaux.

Ils sont renouvelables jusqu'à l'âge de 29 ans accomplis pour les caporaux et soldats, et jusqu'à l'âge de 35 ans accomplis pour les sous-officiers.

Les autres conditions sont déter-

minées par un règlement inséré au *Bulletin des lois*.

Les rengagements après cinq ans de service sous les drapeaux donnent droit à une *haute paye*. »

Art. 52. — « Les engagements prévus à l'article 48 de la présente loi et les rengagements sont contractés devant les Intendants ou Sous-Intendants militaires dans la forme prescrite dans l'article 50 ci-dessus, sur la preuve que le contractant peut rester ou être admis dans le corps pour lequel il se présente. »

SECT. III. — DES ENGAGEMENTS CONDITIONNELS D'UN AN. —

Art. 53. — « Les jeunes gens qui ont obtenu des diplômes de bacheliers ès lettres, de bacheliers ès sciences, des diplômes de fin d'études ou des brevets de capacité institués par les articles 4 et 6 de la loi du 21 juin 1865; ceux qui font partie de l'Ecole centrale des arts et manufactures, des Ecoles nationales des arts et métiers, des Ecoles nationales des beaux-arts, du Conservatoire de musique, les élèves des Ecoles nationales vétérinaires et des Ecoles nationales d'agriculture; les élèves externes de l'Ecole des mines, de l'Ecole des ponts et chaussées, de l'Ecole du génie maritime et les élèves de l'Ecole des mineurs de Saint-Etienne, sont admis avant le tirage au sort, lorsqu'ils présentent les certificats d'études émanés des Autorités désignées par un règlement inséré au *Bulletin des lois*, à contracter dans l'armée de terre des *engagements conditionnels d'un an*, selon le mode déterminé par ledit règlement. »

Art. 54. — « Indépendamment des jeunes gens indiqués en l'article précédent, sont admis, avant le tirage au sort, à contracter un semblable engagement, ceux qui satisfont à un des examens exigés par les différents programmes préparés par le Ministre de la guerre et approuvés par décrets rendus dans la forme des règlements d'administra-

tion publique. Ces décrets sont insérés au *Bulletin des lois*.

Le Ministre de la guerre fixe, chaque année, le nombre des engagements conditionnels d'un an spécifiés au présent article. Ce nombre est réparti par régions déterminées conformément à l'article 36 ci-dessus, et proportionnellement au nombre des jeunes gens inscrits sur les tableaux de recensement de l'année précédente.

Si, au moment où les jeunes gens mentionnés au présent article et à l'article précédent se présentent pour contracter un engagement d'un an, ils ne sont pas reconnus propres au service, ils sont ajournés et ne peuvent être incorporés que lorsqu'ils remplissent toutes les conditions voulues. »

Art. 55. — « L'engagé volontaire d'un an est habillé, monté, équipé et entretenu à ses *frais*.

Toutefois, le Ministre de la guerre peut exempter de tout ou partie des obligations déterminées au paragraphe précédent les jeunes gens qui ont donné dans leur examen des preuves de capacité et justifient, dans les formes prescrites par le règlement, être dans l'impossibilité de subvenir aux frais résultant de ces obligations. »

Art. 56. — « L'engagé volontaire d'un an est incorporé et soumis à toutes les obligations de service imposées aux hommes présents sous les drapeaux.

Il est astreint aux examens prescrits par le Ministre de la guerre.

Si, après un an de service, l'engagé volontaire d'un an ne satisfait pas à ces examens, il est obligé de rester une seconde année au service, aux conditions déterminées dans le règlement prévu par l'article 53.

Si, après cette seconde année, l'engagé volontaire ne satisfait pas à ces examens, il est, par décision du Ministre de la guerre, déchu des avantages réservés aux volontaires d'un an, et il reste soumis aux mêmes obligations que celles imposées aux hommes de la première partie de la

classe à laquelle il appartient par son engagement.

Il en est de même pour le volontaire qui, pendant la première et la seconde année, a commis des fautes graves et répétées contre la discipline.

Dans tous les cas, le temps passé dans le volontariat compte en déduction de la durée du service prescrite par l'article 36 de la présente loi.

En temps de guerre, l'engagé volontaire d'un an est maintenu au service.

En cas de mobilisation, l'engagé volontaire d'un an marche avec la première partie de la classe à laquelle il appartient par son engagement. »

Art. 57. — « Dans l'année qui précède l'appel de leur classe, les jeunes gens mentionnés dans l'article 53 qui n'auraient pas terminé les études de la Faculté ou des Ecoles auxquelles ils appartiennent, mais qui voudraient les achever dans un laps de temps déterminé, peuvent, tout en contractant l'engagement d'un an, obtenir, de l'Autorité militaire, un sursis avant de se rendre au corps pour lequel ils se sont engagés. Le sursis peut leur être accordé jusqu'à l'âge de vingt-quatre ans accomplis. »

Art. 58. — « Après que les engagés volontaires d'un an ont satisfait à tous les examens exigés par l'article 56, ils peuvent obtenir des brevets de sous-officiers ou des commissions au moins équivalentes.

Les lois spéciales prévues par l'article 45 déterminent l'emploi de ces jeunes gens, soit dans l'armée active, soit dans la disponibilité, soit dans la réserve de l'armée active, soit dans l'armée territoriale, ou dans les différents services auxquels leurs études les ont plus spécialement destinés. »

TITRE V. — DISPOSITIONS PÉNALES. — Art. 59. — « Tout homme inscrit sur le registre matricule, qui n'a pas fait les déclarations de changement de domicile prescrites par les articles 34 et 35 de la présente loi, est déferé aux Tribunaux ordinaires

et puni d'une amende de dix francs à deux cents francs ; il peut en outre être condamné à un emprisonnement de quinze jours à trois mois.

En temps de guerre la peine est double. »

Art. 60. — « Toutes fraudes ou manœuvres, par suite desquelles un jeune homme a été omis sur les tableaux de recensement ou sur les listes du tirage, sont déférées aux Tribunaux ordinaires et punies d'un emprisonnement d'un mois à un an.

Sont déférés aux mêmes Tribunaux et punis de la même peine :

1° Les jeunes gens appelés qui, par suite d'un concert frauduleux, se sont abstenus de comparaître devant le Conseil de révision ; — 2° les jeunes gens qui, à l'aide de fraudes ou manœuvres, se sont fait exempter ou dispenser par un Conseil de révision, sans préjudice de peines plus graves en cas de faux.

Les auteurs ou complices sont punis des mêmes peines.

Si le jeune homme omis a été condamné comme auteur ou complice de fraudes ou manœuvres, les dispositions de l'article 14 lui sont appliquées lors du premier tirage qui a lieu après l'expiration de sa peine.

Le jeune homme indûment exempté ou indûment dispensé est rétabli en tête de la première partie de la classe appelée après qu'il a été reconnu que l'exemption ou la dispense avait été indûment accordée. »

Art. 61. — « Tout homme inscrit sur le registre matricule, au domicile duquel un ordre de route a été régulièrement notifié, et qui n'est pas arrivé à sa destination au jour fixé par cet ordre, est, après un mois de délai, et hors le cas de force majeure, puni, comme insoumis, d'un emprisonnement d'un mois à un an en temps de paix et de deux à cinq ans en temps de guerre. Dans ce dernier cas, à l'expiration de sa peine, il est envoyé dans une compagnie de discipline.

En temps de guerre, les noms des insoumis sont affichés dans toutes les Communes du canton de leur do-

micile; ils restent affichés pendant toute la durée de la guerre.

Ces dispositions sont applicables à tout engagé volontaire qui, sans motifs légitimes, n'est pas arrivé à sa destination dans le délai fixé par sa feuille de route.

En cas d'absence du domicile, et lorsque le lieu de la résidence est inconnu, l'ordre de route est notifié au Maire de la Commune dans laquelle l'appelé a concouru au tirage.

A l'égard des appelés, le *délai* d'un mois sera porté :

1° A deux mois, s'ils demeurent en Algérie, dans les îles voisines des contrées limitrophes de la France ou en Europe; — 2° A six mois, s'ils demeurent dans tout autre pays.

L'insoumis est jugé par le Conseil de guerre de la Division militaire dans laquelle il est arrêté.

Le temps pendant lequel l'engagé volontaire ou l'homme inscrit sur le registre matricule aura été insoumis ne compte pas dans les années de service exigées. »

Art. 62. — « Quiconque est reconnu coupable d'avoir *rectélé* ou d'avoir *pris à son service* un insoumis est puni d'un emprisonnement qui ne peut excéder six mois. Selon les circonstances, la peine peut être réduite à une amende de 20 à 200 fr.

Quiconque est convaincu d'avoir *favorisé l'évasion* d'un insoumis, est puni d'un emprisonnement d'un mois à un an.

La même peine est prononcée contre ceux qui, par des manœuvres coupables, ont *empêché ou retardé le départ* des jeunes soldats.

Si le délinquant est fonctionnaire public, employé du Gouvernement ou ministre d'un culte salarié par l'Etat, la peine peut être portée jusqu'à deux années d'emprisonnement, et il est en outre condamné à une amende qui ne pourra excéder deux mille francs. »

Art. 63. — « Tout homme qui est prévenu de *s'être rendu impropre au service militaire*, soit temporairement, soit d'une manière permanente, dans le but de se soustraire aux obligations imposées par la présente loi, est dé-

féré aux Tribunaux, soit sur la demande des Conseils de révision, soit d'office, et s'il est reconnu coupable, il est puni d'un emprisonnement d'un mois à un an.

Sont également déférés aux Tribunaux et punis de la même peine, les jeunes gens qui, dans l'intervalle de la clôture de la liste cantonale à leur mise en activité, se sont rendus coupables du même délit.

A l'expiration de leur peine, les uns et les autres sont mis à la disposition du Ministre de la guerre, pour tout le temps du service militaire qu'ils doivent à l'Etat, et peuvent être envoyés dans une compagnie de discipline.

La peine portée au présent article est prononcée contre les complices.

Si les complices sont des médecins, chirurgiens, officiers de santé ou pharmaciens, la durée de l'emprisonnement est de deux mois à deux ans, indépendamment d'une amende de deux cents francs à mille francs qui peut aussi être prononcée, et sans préjudice de peines plus graves dans les cas prévus par le Code pénal. »

Art. 64. — « Ne compte pas pour les années de service exigées par la présente loi, le temps pendant lequel un militaire a subi la peine de l'emprisonnement en vertu d'un jugement. »

Art. 65. — « Tout fonctionnaire ou officier public, civil et militaire, qui, sous quelque prétexte que ce soit, a autorisé ou admis des exemptions, dispenses ou exclusions autres que celles déterminées par la présente loi, ou qui aura donné arbitrairement une extension quelconque soit à la durée, soit aux règles ou conditions des appels, des engagements ou des rengagements, sera coupable d'abus d'autorité et puni des peines portées dans l'article 185 du Code pénal, sans préjudice des peines plus graves prononcées par le Code dans les autres cas qu'il a prévus. »

Art. 66. — « Les médecins, chirurgiens ou officiers de santé qui, appelés au Conseil de révision à l'effet de donner leur avis conformément aux articles 16, 18, 28, ont reçu des dons

ou agréé des promesses pour être favorables aux jeunes gens qu'ils doivent examiner, sont punis d'un emprisonnement de deux mois à deux ans.

Cette peine leur est appliquée, soit qu'au moment des dons ou promesses ils aient déjà été désignés pour assister au Conseil, soit que les dons ou promesses aient été agréés dans la prévoyance des fonctions qu'ils auraient à y remplir.

Il leur est défendu, sous la même peine, de rien recevoir, même pour une exemption ou réforme justement prononcée.»

Art. 67. — « Les peines prononcées par les articles 60, 62 et 63 sont applicables aux tentatives des délits prévus par ces articles.

Dans le cas prévu par l'article 66, ceux qui ont fait des dons et promesses sont punis des peines portées par ledit article contre les médecins, chirurgiens ou officiers de santé. »

Art. 68. — « Dans tous les cas non prévus par les dispositions précédentes, les Tribunaux civils et militaires, dans les limites de leur compétence, appliqueront les lois pénales ordinaires aux délits auxquels pourra donner lieu l'exécution du mode de recrutement déterminé par la présente loi.

Dans tous les cas où la peine d'emprisonnement est prononcée par la présente loi, les Juges peuvent, suivant les circonstances, user de la faculté exprimée par l'article 463 du Code pénal. »

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.

— Art. 69. — « Les jeunes gens appelés à faire partie de l'armée, en exécution de la présente loi, outre l'instruction nécessaire à leur service, reçoivent dans leur corps, et suivant leurs grades, l'instruction prescrite par un règlement du Ministre de la guerre. »

Art. 70. — « Les Ministres de la guerre et de la marine assureront par des règlements, aux militaires de toutes armes, le temps et la liberté nécessaires à l'accomplissement de leurs

devoirs religieux les dimanches et autres jours de fête consacrés pour leurs cultes respectifs. Ces règlements seront insérés au *Bulletin des lois*. »

Art. 71. — « Tout homme ayant passé sous les drapeaux douze ans dont quatre au moins avec le grade de sous-officier reçoit des chefs de corps un certificat en vertu duquel il obtient, au fur et à mesure des vacances, un emploi civil ou militaire en rapport avec ses aptitudes ou son instruction.

Une loi spéciale désignera, dans chaque service public, la catégorie des emplois qui seront réservés en totalité, ou dans une proportion déterminée, aux candidats munis du certificat ci-dessus. »

Art. 72. — « Nul n'est admis, avant l'âge de trente ans accomplis, à un emploi civil ou militaire s'il ne justifie avoir satisfait aux obligations imposées par la présente loi. »

Art. 73. — « Chaque année, avant le 31 mars, il sera rendu compte à l'Assemblée nationale, par le Ministre de la guerre, de l'exécution de la présente loi pendant l'année précédente. »

DISPOSITIONS TRANSITOIRES. —

Art. 74. — « Les dispositions de la présente loi ne seront appliquées qu'à partir du 1^{er} janvier 1873.

Toutefois, la totalité de la classe 1871 sera mise à la disposition du Ministre de la guerre; les jeunes gens de cette classe qui ne feront pas partie du contingent fixé par le Ministre seront placés dans la réserve de l'armée active, au lieu de l'être, dans la garde nationale mobile conformément à la loi du 1^{er} février 1868, et y resteront un temps égal à la durée du service accompli dans l'armée active et dans la réserve par les hommes de la même classe compris dans le contingent. Après quoi les uns et les autres seront placés dans l'armée territoriale, conformément aux dispositions de l'article 36 de la présente loi.

La durée du service pour la classe de 1871 comptera du 1^{er} juillet 1872,

conformément aux prescriptions de la loi du 1^{er} février 1868 ; néanmoins, pour les jeunes gens de cette classe qui ont devancé l'appel à l'activité, elle comptera du 1^{er} janvier 1871, conformément au décret du 5 janvier 1871.»

Art. 75. — « Les jeunes gens ne faisant pas partie de la classe 1871, qui voudraient, avant le 1^{er} janvier 1873, profiter des dispositions des articles 53 et 54 ci-dessus, feront au Ministre de la guerre la demande de contracter un engagement d'un an.

Le règlement prévu par les articles 53 et suivants et les programmes mentionnés en l'article 54 seront publiés avant le 1^{er} novembre prochain ; à partir de cette époque, les jeunes gens désignés au 1^{er} paragraphe du présent article seront admis soit à contracter leur engagement, soit à passer les examens exigés.

Les jeunes gens des classes de 1872 et suivantes, actuellement sous les drapeaux par suite d'engagements volontaires, pourront, à partir du 1^{er} janvier 1873, profiter des dispositions des articles 53 et 54.

Le temps passé au service par ces jeunes gens sera, lorsqu'ils auront rempli les obligations déterminées par l'article 56, déduit du temps de service prescrit par l'article 36.

Le temps passé au service par les jeunes gens qui se sont engagés volontairement pour la durée de la guerre sera également déduit du temps de service prescrit par l'article 36.»

Art. 76. — « Les jeunes gens des classes de 1867, 1868, 1869 et 1870, appelés en vertu de la loi du 1^{er} février 1868, qui ont été compris dans le contingent de l'armée, seront, à l'expiration de leur service dans la réserve, placés dans l'armée territoriale, conformément aux dispositions de l'article 36 de la présente loi. Les jeunes gens de ces mêmes classes qui n'ont pas été compris dans le contingent de l'armée, et qui font actuellement partie de la garde nationale mobile, seront, à partir du 1^{er} janvier 1873, placés dans la réserve de

l'armée, où ils compteront jusqu'à la libération du service dans la réserve des jeunes gens de la même classe qui ont été compris dans le contingent de l'armée. Ils seront ensuite placés dans l'armée territoriale, conformément aux dispositions de l'article 36 de la présente loi. »

Art. 77. — « Les hommes des classes antérieures appelés en vertu de la loi du 21 mars 1832, qu'ils aient été ou non compris dans les contingents fournis par lesdites classes, feront partie de l'armée territoriale et de la réserve de l'armée territoriale, conformément aux dispositions de l'article 36 de la présente loi, jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge prescrit par ladite loi pour la libération du service dans l'armée territoriale et dans la réserve de l'armée territoriale.

L'état de recensement des hommes compris dans cette catégorie sera établi conformément aux dispositions de l'article 15 de la loi du 1^{er} février 1868. Ils pourront être appelés par classe, en commençant par les moins anciennes.

Un Conseil de révision par arrondissement, composé ainsi qu'il est dit à l'article 16 de la loi précitée, prononcera sur les cas d'exemption pour infirmités et défaut de taille qui lui seront soumis. »

Art. 78. — « Les jeunes gens qui, au lieu d'être placés ou maintenus dans la garde nationale mobile, feront partie de la réserve, conformément aux dispositions précédentes, seront soumis à des exercices et revues déterminés par un règlement du Ministre de la guerre. »

Art. 79. — « L'obligation de savoir lire et écrire pour contracter un engagement volontaire ou pour être envoyé en disponibilité, après une année de service, ne sera imposée qu'à partir du 1^{er} janvier 1875. »

Art. 80. — « Toutes les dispositions des lois et décrets antérieurs à la présente loi, relatifs au recrutement de l'armée, sont et demeurent abrogées. »

SERVITUDES. — (Cod. civ. art. 657-710; lois 29 avril 1845, 11 juillet 1847, 10 juin 1854.) — Les *servitudes* ou *services fonciers* sont des charges imposées sur un héritage pour l'usage, l'utilité ou l'agrément d'un héritage appartenant à un autre propriétaire. Elles dérivent de la situation naturelle des lieux, ou des obligations imposées par la loi, ou des conventions entre les propriétaires.

I. SERVITUDES DÉRIVANT DE LA SITUATION DES LIEUX. — 1. — Les *fonds inférieurs* sont assujettis, envers ceux qui sont plus élevés, à recevoir les eaux qui en découlent naturellement sans que la main de l'homme y ait contribué. — Le propriétaire inférieur ne peut point élever de digue qui empêche cet écoulement. De son côté, le propriétaire supérieur ne peut rien faire qui aggrave la servitude du fonds inférieur. — Voy. EAUX MÉNAGÈRES.

2. — En principe, celui qui a une source dans son fonds peut en user à sa volonté; il a sur elle un pouvoir absolu; cependant, le propriétaire de la source est obligé d'en laisser l'usage au voisin qui a acquis le droit de s'en servir par titre (vente, donation, testament) ou par prescription. La prescription, dans ce cas, ne s'acquiert que par une jouissance non interrompue pendant l'espace de 30 années, à compter du moment où le voisin a fait et terminé des ouvrages apparents destinés à faciliter la chute et le cours de l'eau dans sa propriété.

Le propriétaire d'une source ne peut en changer le cours, lorsque l'eau est nécessaire aux habitants d'une Commune, village ou hameau; mais il a droit à une indemnité réglée par experts.

3. — Pour ce qui concerne les servitudes d'irrigation et d'écoulement des eaux nuisibles, voy. EAUX, sect. I, III, 1 et 2; — IRRIGATION; — DRAINAGE.

4. — Est également considérée comme une servitude dérivant de la situation des lieux, l'obligation de

faire le bornage des propriétés contiguës si le voisin le demande. — Voy. BORNAGE.

II. SERVITUDES ÉTABLIES PAR LA LOI. — Elles ont pour objet l'utilité publique ou communale, ou l'utilité des particuliers.

1. — Sont établies pour l'utilité publique, par exemple, 1° l'obligation de laisser un chemin le long des rivières navigables ou flottables, pour le service de la navigation (voy. CHEMINS DE HALAGE); — 2° celle imposée aux propriétaires riverains des routes nationales et départementales, de planter des arbres le long de ces routes (voy. ARBRES, 9); — 3° la servitude d'alignement à laquelle sont soumises les propriétés qui bordent la voie publique (voy. ALIGNEMENT); — 4° les servitudes dont sont grevées les propriétés voisines des places de guerre. Il existe autour de ces places 3 zones. La première s'étend à 250 mètres : aucune construction, aucune plantation de haies vives, d'arbres ou d'arbustes ne peut y être élevée. La seconde est de 487 mètres : il est interdit de faire aucune construction en maçonnerie autour des places de première classe; on peut seulement y élever des constructions en bois et en terre, à la charge de les démolir sans indemnité sur la première réquisition de l'Autorité militaire; quant aux places de deuxième classe et aux postes militaires, il est permis, dans cette seconde zone, de faire toute espèce de constructions, mais à la charge de les démolir à la première réquisition. La troisième zone s'étend à 974 mètres pour les places et à 584 mètres pour les postes : il est défendu d'y faire aucun exhaussement de terrain, aucune fouille ou dépôt de matériaux, aucun chemin, sans la permission de l'Autorité militaire. — En cas d'infraction à ces diverses dispositions, il y a lieu à l'application d'une amende et à la destruction des travaux. (Loi 10 juillet 1851, déc. 10 août 1853.) — Il est interdit d'élever aucune construction autre que

des murs de clôture, à une distance moindre de 25 mètres des magasins à poudre de l'Etat; la même distance doit être observée pour l'établissement de conduites de gaz, de clôtures en bois ou haies sèches, de dépôts de bois, fourrages ou matières combustibles, pour les plantations d'arbres de haute tige. Les usines et établissements pourvus de foyers sont prohibés à une distance moindre de 50 mètres. (Loi 26 juin 1854.)

2. — Parmi les servitudes que la loi a établies pour l'utilité des particuliers, nous citerons celles qui ont trait : 1^o à la mitoyenneté (voy. FOSSÉ, 2; — HAIE, 1 et 3; — MUR); — 2^o à la distance à observer pour les plantations (voy. PLANTATIONS, 4); — 3^o aux vues sur la propriété du voisin (voy. JOUR); — 4^o au droit de passage (voy. ENCLAVE).

III. SERVITUDES ÉTABLIES PAR LE FAIT DE L'HOMME. — Il est permis aux propriétaires d'établir sur leurs propriétés, ou en faveur de leurs propriétés, telles servitudes que bon leur semble, pourvu que ces servitudes n'aient rien de contraire à l'ordre public : l'usage et l'étendue en sont réglés par le titre constitutif, et, à défaut de titre, par les dispositions ci-après :

1. — Les servitudes sont continues ou discontinues, apparentes ou non apparentes. Cette distinction est fort importante, les servitudes continues et apparentes pouvant seules s'acquérir par prescription aussi bien que par titre, tandis que les autres ne s'acquièrent jamais que par titre.

Les servitudes CONTINUES sont celles dont l'usage est ou peut être continuuel sans avoir besoin du fait actuel de l'homme : telles sont les conduites d'eau, les égouts, les vues, et autres de cette espèce. — Les servitudes DISCONTINUES sont celles qui ont besoin du fait actuel de l'homme pour être exercées : tels sont les droits de passage, puisage, pacage, et autres semblables. — Les servitudes APPARENTES sont celles qui s'annoncent par des ouvrages ex-

érieurs, tels qu'une porte, une fenêtre, un aqueduc. — Les servitudes NON APPARENTES sont celles qui n'ont pas de signe extérieur de leur existence, comme, par exemple, la prohibition de bâtir sur un fonds, ou la servitude de ne bâtir qu'à une hauteur déterminée.

— Une servitude peut être CONTINUE ET APPARENTE tout à la fois : telle est la servitude de vue; — CONTINUE sans être apparente, comme la servitude de ne pas bâtir; — APPARENTE sans être continue : par exemple, la servitude de passage, quand il existe une porte ou un chemin qui en révèle l'existence; — DISCONTINUE ET NON APPARENTE tout à la fois, comme le droit de passage, quand aucun signe n'en révèle l'existence.

Les servitudes continues non apparentes et les servitudes discontinues apparentes ou non apparentes ne peuvent s'établir que par titres, comme nous l'avons déjà dit; la possession même immémoriale ne suffirait pas.

La « destination du père de famille » vaut titre à l'égard des servitudes continues et apparentes. Ainsi, le propriétaire d'une maison y a établi des jours sur un terrain qui lui appartenait également : s'il vend ce terrain ou sa maison, les choses demeureront dans l'état où il les a mises; le terrain restera, dans ses mains ou dans celles de l'acquéreur, soumis à la servitude de vue au profit de la maison.

Il n'y a destination du père de famille que lorsqu'il est prouvé que les fonds actuellement divisés ont appartenu au même propriétaire et que c'est par lui que les choses ont été mises dans l'état duquel résulte la servitude.

2. — L'établissement d'une servitude implique la concession de tout ce qui est nécessaire pour en user. Ainsi, la servitude de puiser de l'eau à la fontaine d'autrui emporte nécessairement le droit de passage.

Celui auquel est due une servitude a le droit de faire, même sur le fonds asservi, tous les ouvrages

qu'exigent l'exercice et la conservation de la servitude. Ces ouvrages sont à *ses frais*, sauf convention contraire; mais dans le cas même où le propriétaire du fonds assujéti est chargé par le titre de faire à ses frais les travaux dont il s'agit, il peut s'affranchir de cette obligation en *abandonnant* le fonds assujéti au propriétaire du fonds dominant.

Si l'héritage pour lequel la servitude a été établie vient à être *divisé*, la servitude reste due pour chaque portion, sans néanmoins que la condition du fonds assujéti soit aggravée. Ainsi, par exemple, s'il s'agit d'un droit de passage, tous les copropriétaires seront obligés de l'exercer par le même endroit.

Le propriétaire du fonds débiteur de la servitude ne peut rien faire qui tende à diminuer l'usage de la servitude ou à le rendre plus incommode. Ainsi, il ne peut changer l'état des lieux, ni transporter l'exercice de la servitude dans un endroit différent de celui où elle a été primitivement assignée. Mais cependant si cette assignation primitive était devenue plus onéreuse au propriétaire du fonds assujéti, ou si elle l'empêchait d'y faire des réparations avantageuses, il pourrait offrir au propriétaire de l'autre fonds un endroit aussi commode pour l'exercice de ses droits, et celui-ci ne pourrait pas le refuser.

De son côté, celui qui a un droit de servitude ne peut en user que suivant son titre, sans pouvoir faire, ni dans le fonds qui doit la servitude, ni dans le fonds à qui elle est due, de changement qui aggrave la condition du premier.

3. — Les servitudes cessent lorsque les choses se trouvent en tel état qu'on ne peut plus en user; par exemple, si le chemin où l'on avait le droit de passer vient à disparaître sous une inondation; si la source où l'on avait le droit de puiser de l'eau se tarit, etc.; — mais elles *revivent* si les choses sont rétablies de manière qu'on puisse en user; par

exemple, si la rivière se retire du chemin qu'elle avait inondé; si l'eau revient à la source, etc.; — à moins qu'il ne se soit écoulé 30 ans depuis le non-usage. Les servitudes s'éteignent, en effet, par le *non-usage pendant 30 ans*, qui commencent à courir, selon les diverses espèces de servitudes, ou du jour où l'on a cessé d'en jouir, lorsqu'il s'agit de servitudes discontinues (droit de passage, de puisage, pacage, etc.), ou du jour où il a été fait un acte contraire à la servitude, lorsqu'il s'agit de servitudes continues (*prohibition de bâtir*), etc.

SÉVICES. — Du latin *sævitia*, mauvais traitement.

1. — Les sévices sont une cause de *séparation de corps* (Cod. civ. art. 231, 306). — Voy. SÉPARATION DE CORPS.

2. — Les sévices sont mis au rang des faits qui constituent l'*ingratitude* et peuvent donner lieu, pour ce motif, à la révocation des donations entre-vifs ou des testaments. (Cod. civ. art. 955, 1046.) — Voy. DONATION ENTRE-VIFS, II; — TESTAMENT, V, 3.

SEXAGÉNAIRE. — Individu âgé de 60 ans.

1. — Le droit à la *pension de retraite* pour les fonctionnaires et employés civils est acquis, par ancienneté, à 60 ans d'âge et après 30 ans accomplis de services. (Loi 9 juin 1853, art. 5.) — Voy. PENSIONS, sect. I, 1, 3.

2. — La peine des *travaux forcés* est remplacée par celle de la *réclusion* à l'égard des individus âgés de 60 ans. (Loi 30 mai 1854, art. 5.) — Voy. PEINES.

SIÈGE. (ÉTAT DE) — Voy. ÉTAT DE SIÈGE.

SIMPLE POLICE. — Voy. PEINES, 2; — TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE.

SOCIÉTÉ. — Contrat formé entre deux ou plusieurs personnes pour se procurer un bénéfice appréciable en argent et se le partager. « L'importance en est considérable; il joue

un rôle principal dans les développements des intérêts civils et commerciaux. Il est un puissant auxiliaire pour l'industrie, le négoce, l'agriculture; il favorise l'exploitation de toutes nos richesses territoriales et manufacturières, en formant une union féconde de la propriété mobilière et immobilière, des capitaux et du travail. » (M. Troplong, *Commentaire des Sociétés*, page 8.)

— Les Sociétés se divisent en deux grandes classes : les sociétés civiles et les sociétés commerciales.

Les sociétés commerciales sont celles qui sont formées pour exercer un commerce ou pour faire des actes de commerce (Voy. ACTE DE COMMERCE) : c'est leur but qui leur imprime le caractère commercial. Toutes les autres sociétés sont des sociétés civiles.

Cette distinction offre un grand intérêt, car les lois et usages du commerce ont dérogé en certains points aux principes de la société civile. Notre article sera donc divisé en deux sections : dans la première, il sera question des sociétés civiles, aujourd'hui fort rares; la seconde aura pour objet les sociétés commerciales.

SECT. I. — SOCIÉTÉS CIVILES. (Cod. civ. art. 1832-1873.)

1. — La première règle, applicable à toute espèce de sociétés, est que l'objet doit être licite. La loi ne saurait reconnaître évidemment une société formée pour exercer la contrebande, par exemple, pour voler, pour empêcher la concurrence dans les adjudications, etc.

2. — Il faut, en second lieu, que la société soit contractée « pour l'intérêt commun des parties. » Ainsi la clause qui accorderait à l'un des associés la totalité des bénéfices ou qui le dispenserait de toute contribution aux pertes serait nulle et entraînerait la nullité du contrat.

Chaque associé doit apporter une mise qui peut consister soit en argent, soit en autres biens, soit en

industrie. Ce cercle, on le voit, est immense, puisqu'il comprend non-seulement tout ce qui tombe dans le domaine de propriété, mais encore les facultés intelligentes de l'homme, son travail, une invention, une clientèle, etc.

3. — Conformément au principe général d'après lequel toute convention dont l'objet excède 150 fr. doit être prouvée par écrit, l'article 1834 du Code civil exige que la société soit constatée par écrit lorsque son objet est d'une valeur supérieure à cette somme. — Si l'écrit qui est dressé est sous seing privé, il doit être fait en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct, et porter la mention de l'accomplissement de cette formalité. (Cod. civ. art. 1325.) — Voy. ACTE SOUS SEING PRIVÉ, 2.

4. — Les parties peuvent, à leur gré, élargir ou restreindre le cercle des opérations pour lesquelles elles s'associent. De là, la subdivision des sociétés en sociétés universelles et en sociétés particulières.

I. SOCIÉTÉS UNIVERSELLES. — Elles se divisent elles-mêmes en sociétés de tous biens présents et en sociétés universelles de gains.

§ 1. Sociétés de tous biens présents. — On entend par société de tous biens présents celle par laquelle les parties mettent en commun tous les biens, meubles et immeubles, qu'elles possèdent actuellement, et les profits qu'elles en tireront. Elles peuvent aussi y comprendre toute autre espèce de gains, mais les biens qui adviendront par succession, donation ou legs, n'entrent dans cette société que pour la jouissance seulement : toute stipulation tendant à y faire entrer la propriété de ces biens est prohibée, parce que les parties auraient un moyen trop facile de faire indirectement les donations de biens à venir que la loi défend toutes les fois qu'elles ne sont pas faites en faveur du mariage ou entre époux. (Cod. civ. art. 943, 1082, 1093.)

§ 2. *Sociétés universelles de gains.* — Elles comprennent : 1° En toute propriété : les meubles dont les associés sont propriétaires au moment de la formation de la société, et les biens qu'ils acquièrent par leur industrie pendant la société; — 2° En jouissance seulement : les immeubles dont ils sont propriétaires au moment de la formation de la société et les biens qu'ils acquièrent autrement que par leur industrie, par exemple, à titre de donation ou de succession.

En d'autres termes, tout est commun, sauf la nue propriété des immeubles présents et la nue propriété des biens acquis pendant la durée de la société autrement que par l'industrie des associés.

— La simple convention de société universelle, faite sans autre explication, n'empêche que la société universelle de gains.

— Nulle société universelle ne peut avoir lieu qu'entre personnes respectivement capables de se donner ou de recevoir l'une de l'autre, et auxquelles il n'est point défendu de s'avantager au préjudice d'autres personnes.

II. SOCIÉTÉS PARTICULIÈRES. — Ce sont celles qui ne s'appliquent qu'à certaines choses déterminées, ou à leur usage, ou aux fruits à en percevoir. Telle serait la société formée par deux ou plusieurs personnes pour acheter en commun une propriété afin de partager les fruits qu'elle rapporte. Telle serait encore la société formée pour une entreprise désignée, ou pour l'exercice de quelque métier ou profession.

III. ENGAGEMENTS DES ASSOCIÉS ENTRE EUX. — 1. — La société commence à l'instant même du contrat s'il n'y est fait mention d'une autre époque.

A défaut de convention sur sa durée, elle est censée contractée pour toute la vie des associés, sauf pour chacun d'eux la faculté de la faire cesser en notifiant aux autres sa re-

nonciation, ou s'il s'agit d'une affaire dont la durée soit limitée, pour le temps que doit durer cette affaire.

2. — Chaque associé est débiteur envers la société de tout ce qu'il a promis d'y apporter. — Lorsque cet apport consiste en un corps certain, l'associé est garant de l'éviction, de la même manière que le serait un vendeur envers son acheteur. En cas d'éviction, les autres associés pourraient donc ou demander la résolution du contrat avec dommages-intérêts, ou exiger une autre chose à la place de celle dont la société a été évincée.

— L'associé qui s'était engagé à apporter une somme d'argent, et qui ne l'a point fait, devient de plein droit et sans demande débiteur des intérêts de cette somme à compter du jour où elle devait être payée. — Il en est de même à l'égard des sommes qu'il a prises dans la caisse sociale, à compter du jour où il les en a tirées pour son profit particulier. — Le tout sans préjudice de plus amples dommages-intérêts, s'il y a lieu; par exemple, si la société s'est trouvée empêchée de faire une opération dont elle aurait retiré des bénéfices.

— Si l'apport consiste en industrie, l'associé doit compte à la société de tous les gains qu'il a faits par l'espèce d'industrie qui est l'objet de la société. Ainsi deux personnes s'associent pour le commerce des vins : chacune d'elles devra compte à la société de tous les bénéfices qu'elle aura faits dans ce commerce; mais si l'un des associés réalise d'autres gains en achetant des bois, par exemple, ces gains lui resteront propres, car il les a tirés d'une industrie étrangère à celle qui fait l'objet de la société. Il est bien entendu, d'ailleurs, que la société aurait droit à indemnité si l'associé, occupé à d'autres travaux, avait négligé d'exercer l'industrie promise.

3. — Lorsque l'un des associés est, pour son compte particulier,

créancier d'une somme exigible envers une personne qui se trouve aussi devoir à la société une somme également exigible, l'imputation de ce qu'il reçoit de ce débiteur doit se faire sur la créance de la société et sur la sienne dans la proportion des deux créances, quoiqu'il eût, par sa quittance, dirigé l'imputation intégrale sur sa quittance particulière; mais s'il a exprimé dans sa quittance que l'imputation serait faite en entier sur la créance de la société, cette stipulation est exécutée. Exemple : Pierre doit 1,200 francs à l'un des associés et 600 fr. à la société; les deux dettes sont exigibles : — S'il paye 1,200 fr. à l'associé, ce dernier sera tenu d'en remettre 400 pour la créance de la société; il ne pourra en garder que les deux tiers, 800 fr., pour sa créance particulière.

L'associé qui a reçu sa part entière de la créance commune doit, si le débiteur devient par la suite insolvable, rapporter à la masse ce qu'il a reçu, bien qu'il ait spécialement donné quittance pour sa part. Soit 3 associés et une créance sociale de 9,000 fr.; le débiteur, après avoir payé 3,000 fr. à Paul, l'un des associés, qui a donné quittance pour sa part, devient insolvable : Paul devra rapporter 3,000 fr. à la société, ou, si elle est dissoute, 1,000 francs à chacun de ses associés.

4. — Chaque associé est tenu envers la société des dommages qu'il lui a causés par sa faute, sans pouvoir compenser avec ces dommages les profits que son industrie lui a procurés dans d'autres affaires. La raison en est que ces profits n'appartiennent pas à l'associé; ils sont à la société qui dès lors ne lui doit rien; il n'y a donc aucune compensation possible.

5. — La société est obligée de rembourser à chaque associé les sommes qu'il a avancées pour elle, avec les intérêts depuis le jour de ces avances, et de l'indemniser des obligations qu'il a contractées de bonne foi dans l'intérêt commun,

ainsi que des pertes qu'il a éprouvées par suite des risques inséparables de sa gestion.

6. — Lorsque l'acte de société ne détermine point la *part de chaque associé dans les bénéfices ou pertes*, la part de chacun est en proportion de sa mise dans les fonds de la société. A l'égard de celui qui n'a apporté que son industrie, sa part dans les bénéfices ou dans les pertes est réglée comme si sa mise eût été égale à celle de l'associé qui a le moins apporté.

Si les associés sont convenus de s'en rapporter à l'un d'eux ou à un tiers pour le règlement des parts, ce règlement ne peut être attaqué s'il n'est évidemment contraire à l'équité. Nulle réclamation n'est admise à ce sujet, s'il s'est écoulé plus de *trois mois* depuis que la partie qui se prétend lésée a eu connaissance du règlement, ou si ce règlement a reçu de sa part un commencement d'exécution.

La convention qui donnerait à l'un des associés la totalité des bénéfices est nulle. Il en est de même de la stipulation qui affranchirait de toute contribution aux pertes les sommes ou effets mis dans le fonds de la société par un ou plusieurs des associés.

7. — L'associé chargé de l'administration par une clause spéciale du contrat de société peut faire, nonobstant l'opposition des autres associés, tous les actes qui dépendent de son administration, pourvu que ce soit sans fraude. Ce pouvoir ne peut être révoqué sans cause légitime tant que la société dure; mais, s'il n'a été donné que par acte postérieur au contrat de société, il est révocable comme un simple mandat.

Lorsque plusieurs associés sont chargés d'administrer, sans que leurs fonctions soient déterminées, ou sans qu'il ait été exprimé que l'un ne pourrait agir sans l'autre, ils peuvent faire chacun séparément tous les actes de cette administration.

S'il a été stipulé que l'un des ad-

ministrateurs ne pourra rien faire sans l'autre, un seul ne peut, sans une nouvelle convention, agir en l'absence de l'autre, lors même que celui-ci serait dans l'impossibilité actuelle de concourir aux actes de l'administration.

— A défaut de stipulations spéciales sur le mode d'administration, l'on suit les règles suivantes :

1° Les associés sont censés s'être donné réciproquement le pouvoir d'administrer l'un pour l'autre. Ce que chacun fait est valable, même pour la part de ses associés, sans qu'il ait pris leur consentement ; sauf le droit qu'ont ces derniers, ou l'un d'eux, de s'opposer à l'opération avant qu'elle soit conclue ; — 2° Chaque associé peut se servir des choses appartenant à la société, pourvu qu'il les emploie à leur destination fixée par l'usage, et qu'il ne s'en serve pas contre l'intérêt de la société ou de manière à empêcher les associés d'en user selon leur droit ; — 3° Chaque associé a le droit d'obliger ses associés à faire avec lui les dépenses qui sont nécessaires pour la conservation des choses de la société ; — 4° L'un des associés ne peut faire d'innovation sur les immeubles dépendants de la société, même quand il les soutiendrait avantageuses à cette société, si les autres n'y consentent.

— L'associé qui n'est point administrateur ne peut ni aliéner ni engager les choses même mobilières qui dépendent de la société.

8. — Chaque associé peut, sans le consentement de ses associés, s'associer une tierce personne relativement à la part qu'il a dans la société : il ne peut pas, sans ce consentement, l'associer à la société, lors même qu'il en aurait l'administration, car la confiance personnelle est la base du contrat de société. — Le tiers qu'un associé se donne comme co-associé, relativement à sa part, s'appelle *croupier*, parce que selon l'expression de M. Troplong, « il chevanche sur son partner et ne se distingue pas de lui. »

IV. ENGAGEMENTS DES ASSOCIÉS A

L'ÉGARD DES TIERS. — A la différence de ce qui a lieu dans les sociétés commerciales, les associés ne sont pas tenus solidairement des dettes sociales, et l'un des associés ne peut obliger les autres, si ceux-ci ne lui en ont conféré le pouvoir.

Les associés sont tenus envers le créancier avec lequel ils ont contracté, chacun pour une somme et part égales, bien que la part de l'un d'eux dans la société soit moindre, si l'acte n'a pas spécialement restreint l'obligation de celui-ci sur le pied de cette dernière part.

La stipulation que l'obligation est contractée pour le compte de la société ne lie que l'associé contractant et non les autres, à moins que ceux-ci ne lui aient donné pouvoir, ou que la chose ait tourné au profit de la société.

V. EXTINCTION DE LA SOCIÉTÉ. —

1. — La société prend fin : 1° par l'expiration du temps pour lequel elle a été contractée, sauf prorogation au gré des parties ; — 2° par l'extinction de la chose, ou la consommation de la négociation ; — 3° par la mort de quelqu'un des associés ; — 4° par l'interdiction ou la déconfiture de l'un d'eux ; — 5° par la volonté qu'un seul ou plusieurs expriment de n'être plus en société, lorsque la durée de la société n'a pas été limitée.

2. — Lorsque l'un des associés a promis de mettre en commun la propriété d'une chose, la perte survenue avant que la mise en soit effectuée, opère la dissolution de la société par rapport à tous les associés. — La société est également dissoute dans tous les cas par la perte de la chose lorsque la jouissance seule avait été mise en commun, la propriété continuant d'appartenir à l'associé. — Mais la société n'est pas rompue par la perte de la chose dont la propriété avait déjà été apportée à la société.

3. — S'il a été stipulé qu'en cas de mort de l'un des associés, la société continuerait avec son héritier, ou seulement entre les associés survivants, ces dispositions seront sui-

vies; au second cas, l'héritier du décédé n'a droit qu'au partage de la société, eu égard à la situation de cette société lors du décès, et ne participe aux droits ultérieurs qu'autant qu'ils sont une suite nécessaire de ce qui s'est fait avant la mort de l'associé auquel il succède.

4. — La dissolution de la société par la volonté de l'une des parties ne s'applique qu'aux sociétés dont la durée est illimitée, et s'opère par une renonciation notifiée à tous les associés, pourvu que cette renonciation soit de bonne foi et non faite à contre-temps.

La renonciation n'est pas de bonne foi lorsque l'associé renonce pour s'approprier à lui seul le profit que les associés s'étaient proposé de retirer en commun. Elle est faite à contre-temps lorsque les choses ne sont plus entières et qu'il importe à la société que sa dissolution soit différée.

5. — La dissolution des sociétés à terme ne peut être demandée par l'un des associés avant le terme convenu qu'autant qu'il y en a de justes motifs, comme lorsqu'un associé manque à ses engagements, ou qu'une infirmité habituelle le rend inhabile aux affaires de la société, ou autres cas semblables dont la légitimité et la gravité sont laissées à l'arbitrage des Juges.

6. — Les règles concernant le partage des successions, la forme de ce partage, et les obligations qui en résultent entre les cohéritiers, s'appliquent aux *partages* entre associés. — Voy. SUCCESSIONS, IV.

SECT. II. — SOCIÉTÉS COMMERCIALES. — (Cod. com. art. 18-41; 47-64; loi 24 juillet 1867.) — Les sociétés commerciales sont régies par les dispositions du Code de commerce (art. 18-64) que des lois postérieures ont modifiées, et par la convention des parties; sur tous les points non prévus par la convention ou par la loi commerciale, on suit les principes généraux du droit civil.

Les règles concernant les formes du

contrat, le mode d'administration, l'étendue des obligations des associés, varient selon la nature de la société qui peut être ou une société de personnes, ou une association de capitaux, ou combiner ces deux éléments, c'est-à-dire être à la fois une société de personnes et une association de capitaux. — Nous allons passer en revue ces différentes espèces de sociétés, auxquelles il faut ajouter les sociétés dites à *capital variable*, dont le caractère distinctif est que leur capital peut s'augmenter par des versements successifs ou l'admission d'associés nouveaux, et diminuer par la retraite de quelques-uns des associés ou la reprise d'une partie de l'apport. Nous parlerons enfin de l'association commerciale en participation qui n'a pas pour objet, comme les autres sociétés, l'exercice d'un commerce régulier ou d'une entreprise continue, mais qui se propose seulement une opération ou une série d'opérations déterminées, et qui, dépourvue de siège, de nom, de publicité, reste secrète entre le gérant et l'associé participant.

I. SOCIÉTÉS EN NOM COLLECTIF. — La société en nom collectif est celle que contractent deux ou plusieurs personnes, et qui a pour objet de faire le commerce sous une *raison sociale*. Les noms des associés peuvent seuls faire partie de la raison sociale, qui comprend, soit le nom de tous : *Armagnac et David*, soit le nom d'un ou de quelques-uns d'entre eux, suivi de ces mots : *Et Compagnie* ou *Et Cie* : *Durand, Richard et Cie*.

1. — Tous les associés en nom collectif sont personnellement et solidairement responsables des engagements contractés par la société; — personnellement, c'est-à-dire qu'ils peuvent être poursuivis par les créanciers, non-seulement sur ce qu'ils ont mis dans la société, mais même sur leur patrimoine particulier; — solidairement, c'est-à-dire que les créanciers ont le droit d'exiger de chaque associé la totalité de leurs créances, sauf recours de l'associé qui a payé le

tont contre ses co-associés pour leur part et portion.

2. — La société en nom collectif est constatée par un acte notarié ou sous seing privé. Pour ce qui concerne le mode de publicité à donner à cet acte, voy. ci-après, VI.

II. SOCIÉTÉS EN COMMANDITE SIMPLE. — La société en commandite est celle qui se forme entre un ou plusieurs associés, personnellement et solidairement responsables, comme dans la société en nom collectif, et un ou plusieurs bailleurs de fonds qui ne sont engagés que jusqu'à concurrence de leur mise. Cette combinaison ingénieuse permet d'associer aux entreprises commerciales les capitaux de ceux qui ne veulent pas en partager indéfiniment les chances. — On appelle *commanditaires* les associés qui apportent leurs fonds sans se soumettre à aucune responsabilité personnelle; les autres sont nommés *commandités* ou *associés en nom*. — Lorsque le capital de la société en commandite est divisé en parts d'intérêts (le tiers, le quart, un dixième, etc.), qui ne peuvent se négocier, le commanditaire se trouvant lié au sort de la société jusqu'à sa dissolution, la société est dite en *commandite simple*. Si le capital est divisé en actions pouvant être cédées et négociées, la société est dite en *commandite par actions*, et comme ce genre de sociétés a pris de nos jours un développement considérable, pour prévenir le retour de fraudes et d'abus révélés par l'expérience, le législateur a cru devoir soumettre la commandite par actions à des règles particulières. Il ne sera question dans ce paragraphe que de la société en *commandite simple*.

1. — Les bailleurs de fonds, ou commanditaires, ne peuvent faire aucun acte de gestion, ni être employés pour les affaires de la société, même en vertu de procuration. En cas de contravention à cette prohibition, le commanditaire perdrait sa position privilégiée et se trouverait solidairement obligé avec les associés en nom

pour les dettes et engagements de la société.

2. — La société en commandite simple se constate, comme la société en nom collectif, par un acte notarié ou sous seing privé; les conditions de publicité sont les mêmes. — Voy. ci-après, VI.

III. SOCIÉTÉS EN COMMANDITE PAR ACTIONS. — Nous avons déjà défini cette variété de la société en commandite: nous pouvons conséquemment nous borner à indiquer les dispositions édictées dans l'intérêt des actionnaires et des tiers:

1. — Les sociétés en commandite ne peuvent diviser leur capital en actions ou coupons d'actions de moins de 100 francs, lorsque ce capital n'excède pas 200,000 francs, et de moins de 500 fr. lorsqu'il est supérieur.

Elles ne peuvent être définitivement constituées qu'après la souscription de la totalité du capital social et le versement, par chaque actionnaire, du quart au moins du montant des actions par lui souscrites.

Cette souscription et ces versements sont constatés par une déclaration du gérant dans un acte notarié.

A cette déclaration sont annexés la liste des souscripteurs; l'état des versements effectués; l'un des doubles de l'acte de société, s'il est sous seing privé, et une expédition s'il est notarié et s'il a été passé devant un notaire autre que celui qui a reçu la déclaration.

L'acte sous seing privé, quel que soit le nombre des associés, est fait en double original, dont l'un est annexé, comme il vient d'être dit, à la déclaration de souscription du capital et de versement du quart, et l'autre reste déposé au siège social.

2. — Les actions ou coupons d'actions sont négociables après le versement du quart.

3. — Il peut être stipulé, mais seulement par les statuts constitutifs de la société, que les actions ou coupons d'actions pourront, après avoir été libérés de moitié, être convertis en

actions au porteur par délibération de l'assemblée générale.

Soit que les actions restent nominatives après cette délibération, soit qu'elles aient été converties en actions au porteur, les souscripteurs primitifs qui ont aliéné les actions et ceux auxquels ils les ont cédées avant le versement de moitié restent tenus au paiement du montant de leurs actions pendant un délai de 2 ans, à partir de la délibération de l'assemblée générale.

4. — Lorsqu'un associé fait un apport qui ne consiste pas en numéraire ou stipule à son profit des avantages particuliers, la première assemblée générale fait apprécier la valeur de l'apport ou la cause des avantages stipulés.

La société n'est définitivement constituée qu'après l'approbation de l'apport ou des avantages, donnée par une autre assemblée générale, après une nouvelle convocation.

La seconde assemblée générale ne peut statuer sur l'approbation de l'apport ou des avantages qu'après un rapport qui est imprimé et tenu à la disposition des actionnaires, 5 jours au moins avant la réunion de cette assemblée.

— Les délibérations sont prises par la majorité des actionnaires présents. Cette majorité doit comprendre le quart des actionnaires et représenter le quart du capital social en numéraire.

Les associés qui ont fait l'apport ou stipulé des avantages particuliers soumis à l'appréciation de l'assemblée n'ont pas voix délibérative.

A défaut d'approbation, la société reste sans effet à l'égard de toutes les parties.

L'approbation ne fait pas obstacle à l'exercice ultérieur de l'action qui peut être intentée pour cause de dol ou de fraude.

5. — Un Conseil de surveillance, composé de trois actionnaires au moins, est établi dans chaque société en commandite par actions.

Ce Conseil est nommé par l'assemblée générale des actionnaires immé-

diatement après la constitution définitive de la société et avant toute opération sociale.

Il est soumis à la réélection aux époques et suivant les conditions déterminées par les statuts : toutefois le premier Conseil n'est nommé que pour une année.

Ce premier Conseil doit, immédiatement après sa nomination, vérifier si toutes les dispositions ci-dessus prescrites ont été observées.

Est nulle et de nul effet à l'égard des intéressés toute société en commandite par actions constituée contrairement à ces dispositions.

Lorsque la société vient ainsi à être annulée, les membres du premier Conseil de surveillance peuvent être déclarés responsables avec le gérant du dommage résultant, pour la société ou pour les tiers, de cette annulation. — La même responsabilité peut être prononcée contre ceux des associés dont les apports ou les avantages n'auraient pas été vérifiés et approuvés, ainsi qu'il a été dit plus haut.

Les membres du Conseil de surveillance n'encourent aucune responsabilité en raison des actes de la gestion et de leurs résultats ; mais chaque membre est responsable de ses fautes personnelles dans l'exécution de son mandat, conformément aux règles du droit commun.

— Les membres de ce Conseil vérifient les livres, la caisse, le portefeuille et les valeurs de la société. Ils font, chaque année, à l'assemblée générale, un rapport dans lequel ils doivent signaler les irrégularités et inexactitudes qu'ils ont reconnues dans les inventaires, et constater, s'il y a lieu, les motifs qui s'opposent aux distributions des dividendes proposés par le gérant.

Aucune répétition de dividendes ne peut être exercée contre les actionnaires, si ce n'est dans le cas où la distribution en aurait été faite en l'absence de tout inventaire ou en dehors des résultats constatés par l'inventaire.

L'action en répétition, dans le cas

où elle est ouverte, se prescrit par 5 ans, à partir du jour fixé pour la distribution des dividendes.

Le Conseil de surveillance peut convoquer l'assemblée générale et, conformément à son avis, provoquer la dissolution de la société.

6. — Quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée générale, tout actionnaire peut prendre, par lui ou par un fondé de pouvoir, au siège social, communication du bilan, des inventaires et du rapport du Conseil de surveillance.

7. — L'émission d'actions ou de coupons d'actions d'une société constituée contrairement aux prescriptions ci-dessus est punie d'une amende de 500 fr. à 10,000 fr.

— Sont punis de la même peine :

Le gérant qui commence les opérations sociales avant l'entrée en fonctions du Conseil de surveillance ;

Ceux qui, en se présentant comme propriétaires d'actions ou de coupons d'actions qui ne leur appartiennent pas, ont créé frauduleusement une majorité factice dans une assemblée générale, sans préjudice de tous dommages-intérêts, s'il y a lieu, envers la société ou envers les tiers ;

Ceux qui ont remis les actions pour en faire un usage frauduleux.

Dans les cas prévus par les deux paragraphes précédents, la peine de l'emprisonnement de 15 jours à 6 mois peut, en outre, être prononcée.

— La négociation d'actions ou de coupons d'actions dont la valeur ou la forme serait contraire aux dispositions de la loi, ou pour lesquels le versement du quart n'aurait pas été effectué, est punie d'une amende de 500 fr. à 10,000 fr. — Sont punies de la même peine toute participation à ces négociations et toute publication de la valeur desdites actions.

— Sont passibles d'un emprisonnement d'un an à 5 ans et d'une amende de 50 fr. à 3,000 fr., et peuvent être en outre, à compter du jour où ils auront subi leur peine, interdits pendant 5 ans au moins et 10 ans au plus des droits mentionnés en l'article 42 du Code pénal :

1° Ceux qui, par simulation de souscriptions ou de versements, ou par publication faite de mauvaise foi de souscriptions ou de versements qui n'existent pas, ou de tous autres faits faux, ont obtenu ou tenté d'obtenir des souscriptions ou des versements ; — 2° Ceux qui, pour provoquer des souscriptions ou des versements, ont, de mauvaise foi, publié les noms de personnes désignées, contrairement à la vérité, comme étant ou devant être attachées à la société à un titre quelconque ; — 3° Les gérants qui, en l'absence d'inventaires ou au moyen d'inventaires frauduleux, ont opéré entre les actionnaires la répartition de dividendes fictifs.

8. — Les membres du Conseil de surveillance ne sont pas civilement responsables des délits commis par le gérant.

9. — Des actionnaires représentant le 20^e au moins du capital social peuvent, dans un intérêt commun, charger à leurs frais un ou plusieurs mandataires de soutenir, tant en demandant qu'en défendant, une action contre les gérants ou contre les membres du Conseil de surveillance, et de les représenter, en ce cas, en Justice, sans préjudice de l'action que chaque actionnaire peut intenter individuellement en son nom personnel.

— Voy. ci-après, VI, pour ce qui regarde le mode de publication.

IV. SOCIÉTÉS ANONYMES. — La société anonyme est celle dans laquelle aucun des associés ne figure en nom, et qui est ordinairement désignée par l'objet de son entreprise : *Compagnie du chemin de fer de l'Est* ; *Société du Crédit foncier*, etc. — C'est exclusivement une association de capitaux. Chaque associé ou actionnaire n'est tenu que jusqu'à concurrence de sa mise. Cette forme de société convient aux grandes entreprises qui exigent des fonds considérables et dans lesquelles, à raison de l'importance des opérations, la responsabilité personnelle n'eût pas été possible. C'est sous le dra-

peau de l'anonymat que se sont groupés les capitaux puissants qui ont exécuté le réseau presque entier de nos chemins de fer, et que d'autres compagnies, dont les œuvres ont heureusement développé la richesse publique et privée, se sont constituées.

1. — L'autorisation du Gouvernement n'est plus nécessaire aujourd'hui pour la fondation des sociétés anonymes.

Elles peuvent, quel que soit le nombre des associés, être formées par un acte sous seing privé fait en double original.

Le nombre des associés ne doit pas être inférieur à sept, au minimum : toute personne intéressée est recevable à demander la dissolution de la société, lorsqu'il s'est écoulé un an depuis que le nombre des associés a été réduit au-dessous de ce chiffre.

2. — De même que la société en commandite par actions, la société anonyme ne peut fonctionner qu'autant que le capital social est entièrement souscrit et que le quart au moins du montant des actions est versé ; cette souscription et ce versement sont constatés par une déclaration notariée faite par les fondateurs, laquelle déclaration est soumise à la première assemblée générale pour en vérifier la sincérité. — Les actions ne peuvent être d'un chiffre inférieur à 100 fr. ou à 500 fr., selon que le capital social n'excède pas ou excède 200,000 fr. — Les conditions pour la négociation des actions ou leur conversion en titres au porteur sont les mêmes que celles exigées à l'égard des sociétés en commandite par actions (voy. ci-dessus, III, 2 et 3). Les mêmes formes doivent être observées pour la vérification des apports qui ne consistent pas en numéraire et des avantages particuliers stipulés au profit de certains associés. (Voy. ci-dessus, III, 4.)

3. — Les sociétés anonymes sont administrées par un ou plusieurs mandataires à temps, révocables, salariés ou gratuits, pris parmi les associés. — Ces mandataires peuvent choisir parmi eux un directeur, ou, si les

statuts le permettent, se substituer un mandataire étranger à la société et dont ils sont responsables envers elle.

La durée de leur mandat est de 6 ans au plus ; ils sont rééligibles, sauf stipulation contraire.

Les statuts peuvent désigner les administrateurs, avec stipulation formelle que leur nomination ne sera point soumise à l'approbation de la première assemblée générale. En ce cas, la durée de leur mandat ne dépasse pas 3 ans au maximum.

— Les administrateurs doivent être propriétaires d'un nombre d'actions déterminé par les statuts. — Ces actions sont affectées en totalité à la garantie de tous les actes de la gestion, même de ceux qui seraient exclusivement personnels à l'un des administrateurs. Elles sont nominatives, inaliénables, frappées d'un timbre indiquant l'inaliénabilité et déposées dans la caisse sociale.

4. — Il est tenu, chaque année au moins, une assemblée générale à l'époque fixée par les statuts. — Les statuts déterminent le nombre d'actions qu'il est nécessaire de posséder, soit à titre de propriétaire, soit à titre de mandataire, pour être admis dans l'assemblée, et le nombre de voix appartenant à chaque actionnaire, en égard au nombre d'actions dont il est porteur.

Néanmoins, dans les assemblées générales appelées à vérifier les apports, à nommer les premiers administrateurs et à vérifier la sincérité de la déclaration des fondateurs de la société, tout actionnaire, quel que soit le nombre des actions dont il est porteur, peut prendre part aux délibérations avec le nombre de voix déterminé par les statuts, sans qu'il puisse être supérieur à 10.

— Dans toutes les assemblées générales, les délibérations sont prises à la majorité des voix.

Il est tenu une feuille de présence : elle contient les noms et domicile des actionnaires et le nombre d'actions dont chacun d'eux est porteur.

Cette feuille, certifiée par le bu-

reau de l'assemblée, est déposée au siège social et doit être communiquée à tout requérant.

En principe, les assemblées générales doivent être composées d'un nombre d'actionnaires représentant le quart au moins du capital social. Si ce nombre n'est pas atteint, une nouvelle assemblée est convoquée, et elle délibère valablement, quelle que soit la portion du capital représentée par les actionnaires présents.

Par exception, les assemblées générales qui ont pour objet la *vérification des apports*, la *nomination des premiers administrateurs et commissaires*, doivent être composées d'un nombre d'actionnaires représentant la moitié au moins du capital social. Si ce nombre n'est pas réuni, la délibération de l'assemblée n'est que provisoire; une nouvelle assemblée générale est convoquée, et les résolutions provisoires adoptées par la première deviennent définitives si elles sont approuvées par la seconde assemblée, composée d'un nombre d'actionnaires représentant le cinquième au moins du capital social.

Les assemblées qui ont à délibérer sur des *modifications aux statuts* ou sur des *propositions de continuation de la société* au delà du terme fixé pour sa durée, ou de *dissolution* avant ce terme, ne sont régulièrement constituées et ne délibèrent valablement qu'autant qu'elles sont composées d'un nombre d'actionnaires représentant la moitié au moins du capital social.

5. — L'assemblée générale annuelle désigne un ou plusieurs *commissaires*, associés ou non, chargés de faire un *rapport* à l'assemblée générale de l'année suivante, sur la *situation de la société*, sur le *bilan* et sur les *comptes* présentés par les administrateurs.

La délibération contenant approbation du bilan et des comptes est nulle si elle n'a été précédée du rapport des commissaires.

A défaut de nomination des commissaires par l'assemblée générale,

ou en cas d'empêchement ou de refus d'un ou de plusieurs des commissaires nommés, il est procédé à leur nomination ou à leur remplacement par ordonnance du Président du Tribunal de commerce du siège de la société, à la requête de tout intéressé, les administrateurs dûment appelés.

Pendant le trimestre qui précède l'époque fixée par les statuts pour la réunion de l'assemblée générale, les commissaires ont droit, toutes les fois qu'ils le jugent convenable dans l'intérêt social, de prendre *communication des livres et d'examiner les opérations* de la société.

Ils peuvent toujours, en cas d'urgence, convoquer l'assemblée générale.

6. — Toute société anonyme doit dresser, *chaque semestre*, un *état sommaire* de sa *situation active et passive*. — Cet état est mis à la disposition des commissaires. — Il est, en outre, établi, *chaque année*, un *inventaire* contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières, et de toutes les dettes actives et passives de la société.

L'inventaire, le bilan et le compte des profits et pertes sont mis à la disposition des commissaires le 40^e jour, au plus tard, avant l'assemblée générale. Ils sont présentés à cette réunion.

Quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée générale, tout actionnaire peut prendre, au siège social, *communication* de l'inventaire et de la liste des actionnaires, et se faire délivrer copie du bilan résumant l'inventaire et du rapport des commissaires.

7. — Il est fait *annuellement*, sur les bénéfices nets, un *prélèvement* d'un 20^e au moins, affecté à la formation d'un *fonds de réserve*. — Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint le dixième du capital social.

8. — En cas de *perte des trois quarts* du capital social, les administrateurs sont tenus de provoquer la réunion de l'assemblée générale de

tous les actionnaires, à l'effet de statuer sur la question de savoir s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la société.

La résolution de l'assemblée est, dans tous les cas, rendue publique.

A défaut par les administrateurs de réunir l'assemblée générale, comme dans le cas où cette assemblée n'aurait pu se constituer régulièrement, tout intéressé peut demander la dissolution de la société devant les Tribunaux.

9. — Il est interdit aux administrateurs de prendre ou de conserver un intérêt direct ou indirect dans une entreprise ou dans un marché fait avec la société ou pour son compte, à moins qu'ils n'y soient autorisés par l'assemblée générale.

— Il est, chaque année, rendu à l'assemblée générale un compte spécial de l'exécution des marchés ou entreprises par elle autorisés.

10. — Les administrateurs sont responsables conformément aux règles du droit commun, individuellement ou solidairement suivant les cas, envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions de la loi, soit des fautes qu'ils auraient commises dans leur gestion, notamment en distribuant ou en laissant distribuer sans opposition des dividendes fictifs.

— L'étendue et les effets de la responsabilité des commissaires envers la société sont déterminés d'après les règles générales du mandat.

11. — Voy. ci-après, VI, pour ce qui est relatif au mode de publicité.

V. SOCIÉTÉS A CAPITAL VARIABLE.

— C'est le nom juridique donné par la loi du 24 juillet 1867 aux sociétés connues sous la dénomination de sociétés coopératives. (Voy. ce mot.)

— Antérieurement à cette loi, les sociétés coopératives trouvaient dans la législation des obstacles qui n'existent plus aujourd'hui. En effet, il est de principe, en matière de société, que les associés ne peuvent, sans une liquidation et sans publicité, se

retirer de la société ou reprendre ce qu'ils y ont apporté. *Fixité du capital, Fixité du personnel*, telles étaient les entraves légales qui s'opposaient à la création d'associations dont le caractère distinctif réside précisément soit dans l'augmentation du capital par les versements successifs des associés ou par l'adjonction d'associés nouveaux, soit dans la diminution de ce capital par la retraite d'associés ou par la reprise d'une partie de leurs apports.

Ces entraves ont été supprimées par la loi du 24 juillet 1867 qui permet de stipuler, dans les statuts de toute société, que le capital social sera susceptible d'augmentation par des versements successifs faits par les associés ou l'admission d'associés nouveaux, et de diminution par la reprise totale ou partielle des apports effectués.

Les sociétés dont les statuts contiennent cette stipulation sont soumises, indépendamment des règles générales qui leur sont propres suivant leur forme spéciale (*en nom collectif, en commandite ou anonyme*), aux prescriptions ci-après :

1. — Le capital social ne peut être porté par les statuts constitutifs de la société au-dessus de la somme de 200,000 fr. — Il peut être augmenté par des délibérations de l'assemblée générale, prises d'année en année; chacune des augmentations ne saurait excéder 200,000 fr.

2. — Les actions ou coupons d'actions sont nominatifs, même après leur entière libération; ils ne peuvent être inférieurs à 50 fr., et ne sont négociables qu'après la constitution définitive de la société, c'est-à-dire après le versement du 10^e du capital social. — La négociation ne peut avoir lieu que par voie de transfert sur les registres de la société, et les statuts peuvent donner, soit au Conseil d'administration, soit à l'assemblée générale, le droit de s'opposer au transfert. Les associés ont ainsi le moyen d'empêcher l'introduction dans la société, par voie de cession, de personnes dont la

présence nuirait à l'entente commune, au fonctionnement régulier et à la prospérité de l'association.

3. — A moins de conventions contraires, chaque associé a la faculté de se retirer lorsqu'il le juge convenable. Toutefois les statuts doivent déterminer la somme au-dessous de laquelle le capital ne pourra être réduit par les reprises d'apports, et cette somme ne saurait être inférieure au 10^e du capital social. Ainsi dans l'hypothèse où le capital social représenterait 15,000 fr., la reprise des apports ne pourrait le réduire au-dessous de 1,500 fr.

4. — Il peut être stipulé que l'assemblée générale aura le droit de décider, à la majorité fixée pour la modification des statuts, que l'un ou plusieurs des associés cesseront de faire partie de la société.

5. — L'associé qui cesse de faire partie de la société, soit par l'effet de sa volonté, soit par suite de décision de l'assemblée générale, reste tenu, pendant 5 ans, envers les associés et envers les tiers, de toutes les obligations existant au moment de sa retraite.

6. — La société, quelle que soit sa forme, est valablement représentée en Justice par ses administrateurs. Elle n'est point dissoute par la mort, la retraite, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés, et continue de plein droit entre les autres associés.

7. — Pour ce qui concerne le mode de publicité, voy. ci-après, VI.

VI. DISPOSITIONS RELATIVES A LA PUBLICATION DES ACTES DE SOCIÉTÉ. — 1. — Dans le mois de la constitution de toute société commerciale, un double de l'acte constitutif, s'il est sous seing privé, ou une expédition, s'il est notarié, est déposé aux greffes de la Justice de paix et du Tribunal de commerce du lieu dans lequel est établie la société.

A l'acte constitutif des sociétés en commandite par actions et des sociétés anonymes sont annexés : 1^o une expédition de l'acte notarié constatant la souscription du capital social

et le versement du quart; — 2^o une copie certifiée des délibérations prises par l'assemblée générale (*appréciation de la valeur des apports ne consistant pas en numéraire, ou de la cause des avantages particuliers stipulés à leur profit par des associés* (voy. ci-dessus, III, 2 et 3); *vérification de la sincérité de la déclaration faite par le gérant d'une société en commandite par actions ou par les fondateurs d'une société anonyme, de la souscription de la totalité du capital social, et du versement, par chaque actionnaire, du quart au moins du montant des actions par lui souscrites*). — Voy. ci-dessus, III, 1, et IV, 2.

— En outre, lorsque la société est anonyme, on doit annexer à l'acte constitutif la liste nominative, dûment certifiée, des souscripteurs, contenant les nom, prénoms, qualités, demeure, et le nombre d'actions de chacun d'eux.

— Dans le même délai d'un mois, un extrait de l'acte constitutif et des pièces annexées est publié dans l'un des journaux désignés pour recevoir les annonces légales.

Il est justifié de l'insertion par un exemplaire du journal certifié par l'imprimeur, légalisé par le Maire et enregistré dans les 3 mois de sa date.

— Toutes les formalités ci-dessus doivent être observées, à peine de nullité à l'égard des intéressés; mais le défaut d'aucune d'elles n'est pas opposable aux tiers par les associés.

— L'extrait doit contenir les noms des associés autres que les actionnaires ou commanditaires; la raison de commerce ou la dénomination adoptée par la société et l'indication du siège social; la désignation des associés autorisés à gérer, administrer et signer pour la société; le montant du capital social et le montant des valeurs fournies ou à fournir par les actionnaires ou commanditaires; l'époque où la société commence, celle où elle doit finir, et la date du dépôt fait aux greffes de la Justice de paix et du Tribunal de commerce.

L'extrait doit mentionner si la société est en nom collectif ou en com-

mandite simple, ou en commandite par actions, ou anonyme, ou à capital variable. — Si la société est *anonyme*, l'extrait doit énoncer le montant du capital social en numéraire et en autres objets, la quotité à prélever sur les bénéfices pour composer le fonds de réserve. — Enfin, si la société est à *capital variable*, l'extrait doit contenir l'indication de la somme au-dessous de laquelle le capital social ne peut être réduit.

— Si la société a *plusieurs maisons de commerce* situées dans divers *arrondissements*, le dépôt et la publication que la loi exige ont lieu dans chacun des arrondissements où existent les maisons de commerce. — Dans les villes divisées en plusieurs arrondissements, le dépôt se fait seulement au greffe de la Justice de paix du principal établissement.

L'extrait des actes et pièces déposées est signé, pour les actes publics, par le notaire, et, pour les actes sous seing privé, par les associés en nom collectif, par les gérants des sociétés en commandite ou par les administrateurs des sociétés anonymes.

2. — Les *mêmes formalités de publicité* sont prescrites pour tous les actes et délibérations ayant pour objet la *modification des statuts*, la *continuation de la société* au delà du terme fixé pour sa durée, la *dissolution* avant ce terme et le *mode de liquidation*, tout *changement ou retraite d'associés* et tout *changement à la raison sociale*.

3. — Ces règles sont simplifiées pour les sociétés à *capital variable* : ne sont pas assujettis aux formalités de dépôt et de publication les actes constatant les augmentations ou les diminutions du capital social par suite des versements opérés ou des reprises d'apports, et les retraites d'associés autres que les administrateurs.

4. — Lorsqu'il s'agit d'une société *anonyme* ou d'une société en *commandite par actions*, toute personne a le droit de prendre *communication* des pièces déposées aux greffes de la Justice de paix et du Tribunal de

commerce, ou même de s'en faire délivrer à ses frais *expédition* ou *extrait* par le greffier ou le notaire détenteur de la minute. — Toute personne peut également exiger qu'il lui soit délivré au siège de la société une *copie certifiée* des statuts, moyennant paiement d'une somme qui ne saurait excéder 1 fr. — Enfin les pièces déposées doivent être *affichées* d'une manière apparente dans les bureaux de la société.

5. — Dans tous les *actes, factures, annonces, publications* et autres documents imprimés ou autographiés, émanés des sociétés *anonymes* ou des sociétés en *commandite par actions*, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie immédiatement de ces mots écrits lisiblement en toutes lettres : *Société anonyme* ou *société en commandite par actions*, et de l'énonciation du montant du capital social. — Pour les sociétés à capital variable, il faut ajouter ces mots : *à capital variable*.

Toute *contravention* est punie d'une *amende* de 50 fr. à 1,000 fr.

VII. ASSOCIATIONS EN PARTICI-

PATION. — 1. — L'*association en participation* n'est point à proprement parler une *société*, car elle n'est relative qu'à une ou plusieurs opérations de commerce déterminées, tandis que la société a pour objet de faire le commerce d'une manière générale, sous une raison sociale. Comme exemple d'association en participation, nous citerons celle par laquelle plusieurs personnes conviendraient d'acheter ensemble une certaine quantité de blé ou de vin, pour le revendre en détail.

2. — L'*association en participation* n'a ni *domicile* ni *raison sociale*; elle reste *inconnue aux tiers* et n'établit que des rapports particuliers entre les contractants. Elle n'est pas *sujette aux formalités* prescrites pour les autres sociétés, et son existence peut être *constatée* par les livres, par la correspondance, ou par la preuve testimoniale si le Tribunal juge qu'il y a lieu de l'admettre.

SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS ET DES ENFANTS DES MANUFACTURES. — Société fondée à Paris dans le but « d'améliorer la condition des apprentis et des enfants employés dans les manufactures, par tous les moyens qui, respectant la liberté de l'industrie et l'autorité du père de famille, agiront en conformité des lois sur l'apprentissage et sur le travail des enfants dans les manufactures. » — Elle a été reconnue d'utilité publique par un décret du 4 juillet 1868.

1. — Les revenus de la société sont appliqués : 1° A la publication d'un bulletin destiné à faire connaître tous les faits relatifs à la condition du travail des enfants employés dans l'industrie en France ou à l'étranger; — 2° A aider, à encourager ou à signaler par des récompenses tous ceux qui auront directement assisté, moralisé ou instruit les enfants employés dans la petite industrie et dans la grande, ainsi que tous ceux qui auront coopéré au même résultat par une invention, une publication, l'institution de concours entre apprentis, ou des fondations spéciales.

2. — Le nombre des sociétaires est illimité; leur cotisation est fixée à la somme annuelle de 10 fr., qui peut être remplacée par un versement unique de 100 fr.

SOCIÉTÉ PROTECTRICE DES ANIMAUX. — Fondée en 1845, et reconnue d'utilité publique par décret du 22 décembre 1860, cette société a son siège à Paris, rue de Lille, 19.

1. — Elle décerne, chaque année, des médailles, des primes en argent et autres récompenses :

1° Aux Auteurs de publications utiles à la propagation de son œuvre; — 2° aux Instituteurs qui ont introduit dans leur enseignement les idées de bienveillance et de compassion envers les animaux; — 3° aux Inventeurs et Propagateurs d'appareils propres à diminuer les souffrances des animaux ou à faciliter leur travail; — 4° aux Agents de l'Autorité dont le concours profite à l'œu-

vre; — 5° aux Gens de service qui donnent des soins intelligents aux animaux de la race bovine sans cornes; — 6° aux Bergers, aux Serviteurs et Servantes de ferme, aux Conducteurs de bestiaux, aux Cochers, aux Palefreniers, aux Charretiers, aux Maréchaux-Ferrants, aux Garçons Bouchers, à toute personne enfin ayant fait preuve, à un haut degré, de bienveillance, de bons traitements et de soins assidus envers les animaux.

2. — Pour être admis dans la Société, il faut : 1° Se faire présenter par un de ses membres; — 2° acquitter une cotisation annuelle de 10 fr. — Cette cotisation est réduite à 5 fr. pour les ecclésiastiques, les ministres des cultes reconnus, les instituteurs primaires et les écoles. — Les cotisations annuelles peuvent être rachetées à perpétuité par une somme de 100 fr. une fois payée.

3. — Les membres de la société sont munis d'une carte qui leur donne le droit de requérir, des agents de la police municipale, la constatation des contraventions à la loi du 2 juillet 1850, dite Loi-Grammont, parce que c'est le général Grammont, Représentant du Peuple, qui en fit la proposition. — Aux termes de cette loi, sont punis d'une amende de 5 fr. à 15 fr., et peuvent l'être d'un jour à 5 jours de prison ceux qui ont exercé publiquement et abusivement de mauvais traitements envers les animaux domestiques. La peine de la prison est toujours appliquée en cas de récidive.

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES. — On désigne par ce mot, en faveur surtout depuis 1848, les associations d'ouvriers qui unissent leurs épargnes, leur intelligence ou leurs bras pour améliorer leur condition.

Sans prétendre faire une classification rigoureuse, on les divise d'ordinaire en Sociétés coopératives de consommation ayant pour objet de se procurer à meilleur marché les aliments, le logement, le vêtement, le chauffage, etc.; — en Sociétés coopératives de crédit ayant pour objet.

de réunir les épargnes de l'ouvrier au profit de la classe ouvrière elle-même; — en *Sociétés coopératives de production* ayant pour objet d'acheter des matières, de les façonner, de les vendre, et d'élever ainsi les ouvriers à la position d'Entrepreneurs. Cette dernière société est la plus difficile de toutes; mais les illustres exemples de l'Angleterre, notamment ceux de Rochdale, de Leeds, etc., sont bien faits pour tenter l'ambition de nombreux imitateurs.

— En évitant tout engouement irréfléchi pour les sociétés coopératives, en ne leur attribuant pas la vertu de supprimer le salariat, la concurrence, de faire disparaître la misère, on ne saurait trop encourager ces associations qui sont une excellente école d'éducation morale et intellectuelle. Si elles demandent des hommes pour réussir, elles contribuent à en faire.

Longtemps gênées par notre législation trop minutieuse, elles ont vu s'ouvrir devant elles une plus libre carrière par la loi du 24 juillet 1867.

— Voy. SOCIÉTÉ, sect. II, v.

SOCIÉTÉS DE CHARITÉ MATERNELLE. — Associations de mères de famille qui ont pour objet de visiter, d'assister les pauvres femmes en couches et de les entourer, ainsi que leurs enfants nouveau-nés, des soins que leur état réclame; en attendant que la crèche et plus tard la salle d'asile puissent exercer leur bienfaisante influence.

1. — L'origine des Sociétés de charité maternelle remonte au règne de Louis XVI. C'est en 1787 que la reine Marie-Antoinette recueillit avec un tendre empressement, sur la proposition de la duchesse de Lamballe, l'idée de cette institution qui fut immédiatement fondée.

2. — Les Sociétés actuellement existantes, au nombre de 78, sont établies dans les villes ci-après : Albi, Alençon, Amiens, Angers, Angoulême, Arles, Arras, Apt, Auxerre, Avignon, Bar-le-Duc, Besançon, Bordeaux, Bourg, Bourges, Bourgoïn, Brest, Caen,

Calais, Carcassonne, Castres, Châlons-sur-Marne, Charenton-le-Pont, Chartres, Châteauroux, Cosne, Dijon, Douai, Draguignan, Elbeuf, Evreux, Issoudun, La Châtre, La Guerche, La Roche-sur-Yon, La Rochelle, Lavaur, Le Mans, Lille, Limoges, Lyon, Manosque, Marseille, Mayenne, Mazamet, Montauban, Montpellier, Moulins, Nantes, Narbonne, Nevers, Niort, Orléans, Paris, Pau, Poitiers, Reims, Rennes, Rethel, Rochefort, Rouen, Saint-Brieuc, Saint-Dizier, Saint-Lô, Sainte-Menehould, Saint-Omer, Saint-Pierre-lès-Calais, Saint-Yrieix, Sedan, Toulon, Toulouse, Tours, Troyes, Valenciennes, Vannes, Verdun, Versailles, Vitré.

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS. — (Loi 15 juillet 1850; déc. 26 mars 1852; 27 octobre 1870.)

Les *Sociétés de secours mutuels* sont des associations basées sur la prévoyance et destinées à secourir, au moyen d'un fonds formé par des cotisations périodiques, ceux de leurs membres qui sont frappés d'incapacité de travail par suite de maladies ou de blessures.

Le secours consiste, dans la plupart des sociétés : 1° à payer une indemnité en argent qui sert à soutenir la famille privée du salaire de son chef; — 2° à fournir les médicaments et les visites du médecin; — 3° à supporter les frais des funérailles.

Il y a des sociétés qui donnent leur assistance sous une forme différente; mais le but de ces associations est toujours le même : écarter les conséquences qui résultent de l'état d'incapacité de travail, soit comme privation de salaire, soit comme création de charges et de dépenses nouvelles.

I. ORIGINE DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS. — Les sociétés de secours mutuels ne sont pas de création moderne : si la dénomination qui leur est aujourd'hui donnée n'a pas toujours été usitée, l'idée elle-même se retrouve dans l'antiquité,

au moyen âge et dans les corporations.

Athènes et plusieurs villes de la Grèce possédaient, d'après Théophraste, qui vivait environ 300 ans avant Jésus-Christ, des associations d'assistance que les membres alimentaient au moyen de cotisations mensuelles. D'un autre côté, les statuts d'un grand nombre de confréries et de corporations renfermaient des articles où la mutualité du secours en cas de maladie est nettement formulée.

On doit donc reconnaître que de tout temps on a pensé que l'association mutuelle était le plus puissant moyen de neutraliser les causes de ruine et de misère qui menacent l'homme obligé de vivre de son travail, et si, de nos jours, le législateur s'est occupé de ces institutions et a réglé dans un ensemble de dispositions leur existence légale et les bases de leur organisation, le principe n'est pas modifié; son application devient, au contraire, plus générale que par le passé.

II. LÉGISLATION. — La première loi organique des sociétés de secours mutuels est celle du 15 juillet 1850; avant cette époque, sauf la période qui suivit la révolution de 1848 et où le droit d'association ne fut soumis à aucune restriction, les sociétés de secours mutuels devaient être autorisées par le Gouvernement, en exécution de l'article 291 du Code pénal.

La loi de 1850 n'eut cependant pas les résultats qu'on en attendait : elle donnait aux sociétés la faculté d'être reconnues comme *établissements d'utilité publique* et leur conférait de nombreux avantages; mais les formalités de cette reconnaissance sont elles-mêmes compliquées, et, pour donner un développement important aux associations mutuelles, il fallait une législation plus pratique et plus simple. Cette législation fut réalisée par le décret du 26 mars 1852 qui créa, sous le nom de *Sociétés approuvées*, des associations auxquelles devaient être accordés

les avantages de la loi de 1850, mais qui se trouveraient légalement constituées par l'approbation préfectorale.

Nous ferons connaître plus loin les dispositions du décret du 26 mars 1852, mais si l'on juge ce décret par les résultats qu'il a produits, on doit louer l'inspiration qui l'a dicté et convenir qu'un progrès notable a été obtenu. Le nombre des sociétés a, en effet, doublé dans la période de 10 années comprise entre 1852 et 1862, et le nombre des membres s'est élevé de 255,472 à 536,355.

— Il résulte de ce qui précède que les sociétés de secours mutuels se divisent en 3 catégories : 1° *Sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique*; — 2° *Sociétés approuvées* conformément au décret du 26 mars 1852; — 3° *Sociétés privées*, c'est-à-dire constituées en vertu d'une simple autorisation qui est toujours révocable et qui ne confère aucun avantage particulier.

Nous consacrons un paragraphe spécial aux sociétés *approuvées*. Il est probable, en effet, que, sauf quelques exceptions, les sociétés privées actuellement existantes demanderont à jouir des avantages de l'approbation et que les sociétés qui se formeront à l'avenir seront, en général, constituées sous cette forme.

III. DES SOCIÉTÉS APPROUVÉES.

— Il a été dit plus haut que l'*approbation des statuts* par les Préfets conférait aux sociétés créées conformément au décret du 26 mars 1852 leur caractère légal.

Les statuts doivent : 1° renfermer l'admission du principe de *Membres honoraires* qui contribuent aux charges de l'association sans participer à ses avantages; — 2° ne pas promettre de secours en cas de chômage.

On comprend qu'en se proposant de multiplier les sociétés de secours mutuels sur toute la surface du pays, le Gouvernement ait cherché, d'une part, à faire servir cette institution

à la fusion des diverses classes de la société et qu'il ait voulu, d'un autre côté, empêcher qu'elle favorisât les grèves et les coalitions.

Les *Président, Vice-Président, Secrétaire, Trésorier et Administrateurs* sont élus par l'assemblée générale des Sociétaires, et c'est également cette assemblée qui prononce, à la majorité des voix, l'admission des membres nouveaux.

— Une Commission a été établie pour étudier les moyens d'encourager et de perfectionner l'institution. Cette Commission présente, chaque année, un rapport qui résume les opérations des sociétés pendant l'année précédente et soumet au Chef du Pouvoir exécutif le résultat de ses opérations.

— Voici l'énumération sommaire des avantages que le décret du 26 mars 1852 a conférés aux sociétés approuvées :

1° Les sociétés approuvées peuvent prendre des immeubles à bail, posséder des objets mobiliers et faire tous les actes relatifs à ces droits. Elles peuvent recevoir, avec l'autorisation des Préfets, des dons et legs mobiliers dont la valeur n'excède pas 5.000 fr. Au-dessus de ce chiffre, l'autorisation du Président de la République serait nécessaire.

2° Diverses causes de dépenses sont évitées aux sociétés approuvées : — par l'obligation imposée aux Communes de leur fournir les registres et imprimés nécessaires à la comptabilité, ainsi que les locaux nécessaires aux réunions; — par la remise des 2/3 qui leur est faite sur le montant du droit municipal sur les convois funèbres dans les villes où ce droit existe; — enfin, par l'exemption des droits de timbre et d'enregistrement pour tous les actes qui les intéressent.

3° Les sociétés approuvées peuvent recevoir des subventions de l'Etat, du Département, de la Commune. Une dotation de 10.000.000 de francs a été créée à leur profit par le Gouvernement et sert à venir

en aide aux sociétés éprouvées par des charges exceptionnelles.

4° Le Gouvernement offre aux sociétés approuvées divers modes de placement accompagnés d'avantages spéciaux. Le principal de ces modes de placement est le dépôt à la Caisse des Dépôts et Consignations qui alloue l'intérêt de 4 1/2 p. 100.

5° Les membres des sociétés approuvées reçoivent aussi personnellement certains privilèges : c'est ainsi que le diplôme de sociétaire peut, sous certaines conditions, servir de passe-port et de livret d'ouvrier. Des récompenses honorifiques consistant en médailles d'or, d'argent ou de bronze, sont décernées par le Gouvernement aux sociétaires qui ont rendu des services à l'institution et qui ont contribué à son développement.

IV. ORGANISATION ÉCONOMIQUE DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS. — Sans nous étendre sur les conditions d'organisation intérieure des sociétés de secours mutuels, nous ferons connaître seulement les principales règles que l'expérience a permis de formuler à cet égard :

Il a été reconnu que la cotisation mensuelle et l'indemnité quotidienne en cas de maladie doivent être fixées au même chiffre dans les sociétés qui supportent en outre les frais de médicaments, de médecins et les frais funéraires : sans cette proportion, il y a lieu de craindre que les ressources soient au-dessous des charges.

On conseille également de limiter à une durée de six mois le secours en argent, et, si la maladie se prolonge au delà, de laisser au bureau le soin de juger, d'après l'état des ressources, si le secours doit être continué.

L'âge d'admission doit être fixé de 16 à 50 ans, et, dans la plupart des sociétés, on fait payer un droit d'entrée gradué selon l'âge.

V. STATISTIQUE. — Au 31 décembre 1868, les sociétés de secours mutuels étaient au nombre de 6.088,

dont 4.272 approuvées et 1.816 privées.

Le nombre des membres participants s'élevait à 785.882, dont 660.802 hommes et 125.050 femmes; celui des membres honoraires était de 116.746, soit, au total, 902.598 membres de sociétés de secours mutuels.

Pendant la même année 1868, les sociétés ont payé 4.123.195 journées de maladie, représentant une somme de 4.835.423 fr. 30 c. — Les médicaments et les frais de médecins ont absorbé 3.745.047 fr. 30 c. — Enfin l'avoir des sociétés était de 49.906.855 fr. 84 c.

La statistique des maladies donne les résultats suivants, qui sont restés presque exactement les mêmes pendant plusieurs années :

Il a été observé que, sur 100 sociétaires, la proportion des malades est, pour les hommes, de 27,14, et, pour les femmes, de 34,44. — La durée moyenne des maladies, c'est-à-dire le nombre de journées de maladie payées est, pour les hommes, de 19,81, et, pour les femmes, de 13,19. — Enfin, si l'on répartit le nombre des journées de maladie sur tous les sociétaires, malades ou non, on trouve un nombre de 5,47 journées par tête de sociétaire homme et 4,63 par tête de sociétaire femme.

SOCIÉTÉS SECRÈTES. — (Déc. 28 juillet 1848, art. 13.) — Les sociétés secrètes sont interdites. — Ceux qui sont convaincus d'en avoir fait partie sont punis d'une amende de 100 à 500 fr., d'un emprisonnement de 6 mois à 2 ans, et de la privation des droits civiques de 1 an à 5 ans. — Ces condamnations peuvent être portées au double contre les chefs ou fondateurs desdites sociétés.

SOEUR. — Du latin *soror*. — Les sœurs sont parentes au deuxième degré. — Elles se distinguent en *germaines*, *consanguines* ou *utérines*. — Les *germaines* sont celles qui sont nées de même père et de même mère; — les *consanguines*, celles qui ont seulement le même père; — les

utérines, celles qui sont de la même mère mais d'un père différent.

1. — Les maris des sœurs germaines du mineur font de droit partie du Conseil de famille, quel que soit leur nombre. (Cod. civ. art. 408.) — Voy. TUTELLE, I, 4°.

2. — Voy. FRÈRE, 2 et suiv.

SOLIDARITÉ. — (Cod. civ. art. 1197-1216; Cod. pén. art. 55.) — Du latin *solidum*, tout. — On désigne ainsi l'obligation contractée par plusieurs personnes ou en faveur de plusieurs personnes, de telle sorte que chacune d'elles puisse être poursuivie pour le tout et soit tenue de payer le tout, ou qu'elle puisse poursuivre et obtenir le paiement pour le tout.

La solidarité peut exister ainsi soit entre créanciers, soit entre débiteurs.

I. SOLIDARITÉ ENTRE CRÉANCIERS.

— Elle a lieu lorsque le titre donne expressément à chacun des créanciers le droit de demander le paiement du total de la créance, et que le paiement fait à l'un d'eux libère le débiteur, bien que le bénéfice de l'obligation soit partageable et divisible entre les divers créanciers.

De pareilles conventions sont fort rares.

1. — Il est au choix du débiteur de payer à l'un ou à l'autre des créanciers solidaires, tant qu'il n'a pas été prévenu par les poursuites de l'un d'eux.

2. — Tout acte qui interrompt la prescription à l'égard de l'un des créanciers solidaires profite aux autres créanciers.

II. SOLIDARITÉ ENTRE DÉBITEURS.

— Elle existe lorsque plusieurs personnes se sont obligées à une même chose, de manière que chacune d'elles puisse être contrainte pour la totalité, et que le paiement fait par une seule libère les autres envers le créancier. On voit qu'elle offre de très-grandes garanties au créancier, puisqu'il peut demander à chaque débiteur le paiement en entier, et, si l'un est insolvable, en poursuivre un autre.

1. — La solidarité ne se présume point; il faut qu'elle soit expressément stipulée. Cette règle ne cesse que dans le cas où la solidarité a lieu de plein droit, en vertu d'une disposition de la loi. Ainsi, la mère tutrice et son second mari cotuteur (Cod. civ. art. 396); — les exécuteurs testamentaires (Cod. civ. art. 1033); — répondent solidairement de leur gestion. Ainsi encore, tous les individus condamnés pour un même crime ou pour un même délit sont tenus solidairement des amendes, des restitutions, des dommages-intérêts et des frais. (Cod. pén. art. 55.)

2. — L'obligation contractée solidairement envers un créancier se divise de plein droit entre les débiteurs, qui n'en sont tenus entre eux que chacun pour sa part et portion.

SOMMAIRES. (MATIÈRES) — Voy. **MATIÈRES SOMMAIRES.**

SOURCE. — Eau qui commence à sourdre, à sortir de terre, pour continuer son cours. — Voy. **EAUX**, sect. I, § 1^{er}.

SOUS-LOCATION. — Voy. **LOUAGE**, sect. I, 1, 3; — II, § 2, 1.

SOUS-PRÉFET. — (Loi 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), art. 8; déc. 13 avril 1861, art. 6.)

Le Sous-Préfet est l'agent direct du Pouvoir exécutif, placé à la tête de la division territoriale qu'on nomme Arrondissement, pour assurer l'exécution des lois, décrets, décisions ministérielles et arrêtés préfectoraux.

1. — Dans chaque arrondissement il y a une Sous-Préfecture, sauf dans les chefs-lieux de département où les fonctions de Sous-Préfet sont remplies par le Préfet.

2. — Le décret du 13 avril 1861 a conféré aux Sous-Préfets le droit de décision dans un certain nombre d'affaires qui jusqu'alors étaient soumises à l'Autorité préfectorale, mais généralement ces fonctionnaires doivent être considérés comme n'étant que des agents de transmission, d'information, de surveillance et d'exé-

cution, sous la direction immédiate du Préfet. Ils servent d'intermédiaires entre le Préfet et les Maires de leur arrondissement. Voilà leur caractère principal.

3. — Comme les Préfets, ils sont nommés et révoqués par décret du Président de la République, sur le rapport du Ministre de l'Intérieur.

SOUS SEING PRIVÉ. — Voy. **ACTE SOUS SEING PRIVÉ.**

SOUTIENS DE FAMILLE. — Voy. **SERVICE MILITAIRE**, tit. II, sect. II.

STARIES. — Du latin *stare*, rester. — Voy. **JOURS DE PLANCHE.**

STATISTIQUE. — Du latin *status*, état, situation. — « La statistique est la science des faits sociaux, exprimés par des termes numériques. Elle a pour objet la connaissance approfondie de la Société, considérée dans ses éléments, son économie, sa situation et ses mouvements... C'est par ses travaux, ses investigations, que les grands intérêts de l'Etat sont élucidés, approfondis et connus; ses chiffres fournissent les meilleurs arguments, les témoignages les plus péremptoirs que l'on produise chaque jour au Conseil du Prince, au Parlement et à l'Académie... » (M. Moreau de Jonnés, *Éléments de statistique*, chapitre 1^{er}.)

— Un décret du 1^{er} juillet 1852 a créé au chef-lieu de chaque canton une Commission de statistique, dont les membres sont nommés par le Préfet. Les renseignements ainsi recueillis sur tous les points de la France sont centralisés au Ministère de l'Agriculture et du Commerce.

STATUES. — 1. — Les statues sont rangées par l'article 525 du Code civil dans la classe des *immeubles par destination* « lorsqu'elles sont placées dans une niche pratiquée exprès pour les recevoir, encore qu'elles puissent être enlevées sans fracture ou détérioration. » — Voy. **BIENS**, I.

Les statues qui font partie du meuble d'un appartement sont comprises dans l'expression *meubles meublants*.

(Cod. civ. art. 534.) — Voy. BIENS, III.

2. — La destruction ou mutilation des statues élevées par l'Autorité publique ou avec son autorisation est punie d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 100 à 500 fr. (Cod. pén. art. 257.)

STATUT PERSONNEL. — Ensemble des lois qui règlent l'état et la capacité des personnes (*nationalité, mariage, filiation, puissance paternelle ou maritale, majorité, interdiction, émancipation, etc.*), par opposition aux lois qui s'occupent des biens et qui forment ce qu'on appelle le *statut réel*.

Cette distinction a une importance pratique : Les lois *personnelles* régissent les Français partout où ils se trouvent, à l'étranger comme en France, de même que l'état et la capacité des étrangers résidant en France sont régis par la loi de leur pays.

Quant aux lois *réelles*, elles sont applicables à tous les immeubles, alors même qu'ils appartiennent à des étrangers. (Cod. civ. art. 3.)

STELLIONAT-STELLIONATAIRE.

— Du latin *stellio*, nom donné par les Romains à un lézard venimeux dont la peau était mouchetée de points étoilés. « Les jurisconsultes, » dit M. Troplong (*le Code civil expliqué, commentaire de l'article 2059*), « comparant la fraude au venin de cet animal et à la variété changeante de ses couleurs, appelèrent *stellionataires* ceux qui, par de subtiles et insaisissables manœuvres, surprenaient la foi d'autrui. Toute fraude et toute imposture qui n'avait pas un nom particulier et ne tombait pas en crime caractérisé et défini prenait le nom de *stellionat*. »

1. — Il y a *stellionat*, aux termes de l'article 2059 du Code civil, lorsqu'on vend ou qu'on hypothèque un immeuble dont on sait n'être pas propriétaire ; lorsqu'on présente comme libres des biens hypothéqués ou que l'on déclare des hypothèques moins

que celles dont ces biens sont chargés.

2. — Le *stellionat* est un *délit purement civil* qui donnait seulement lieu à la contrainte par corps pour les restitutions qui en étaient la suite. La contrainte par corps étant abolie aujourd'hui en matière civile et en matière commerciale, il n'y a plus d'applicable aux stellionataires que la disposition de l'article 612 du Code de commerce qui les prive, en cas de faillite, du bénéfice de la *réhabilitation*. — Voy. FAILLITE, X.

STÈRE. — *Mètre cube*, unité des mesures de solidité. — Voy. POIDS ET MESURES.

SUBORNATION DE TÉMOINS. — (Cod. pén. art. 365.) — C'est le fait d'avoir engagé un témoin à déposer en Justice contrairement à la vérité. Il constitue un *crime* puni des mêmes peines que le faux témoignage. — Voy. FAUX TÉMOIGNAGE.

SUBROGATION. — (Cod. civ. art. 1249-1252.) — Du latin *subrogare*, mettre à la place. — C'est la transmission des droits et actions du créancier au profit d'une tierce personne qui le paye.

1. — Le tiers qui paye pour le débiteur ou qui prête l'argent nécessaire pour l'acquittement d'une dette a bien une action à l'effet de recouvrer les fonds qu'il a avancés, mais cette action n'est garantie par aucune sûreté spéciale et elle laisse le tiers exposé à tous les dangers de l'insolvabilité du débiteur. Or, l'action qui appartenait au créancier originaire était peut-être préférable, peut-être garantie par des privilèges, hypothèques ou cautionnements. Si les tiers qui emploient leur argent à venir en aide aux débiteurs malheureux et obérés peuvent succéder à cette action, leur recours étant alors efficacement assuré, ils hésiteront moins à faire l'avance de leurs capitaux. C'est dans ce but qu'a été imaginée la *subrogation* qui a pour effet de mettre le tiers dont l'argent a servi à la libération du débiteur au lieu et place de l'an-

cien créancier, et devient ainsi un élément de crédit public.

2. — La subrogation est ou *conventionnelle* ou *légale*.

Elle est *conventionnelle* : 1° Lorsque le créancier recevant son paiement d'une tierce personne, la subroge dans ses droits, actions, privilèges ou hypothèques contre le débiteur : cette subrogation doit être *expresse* et faite *en même temps* que le paiement. Aucune autre condition n'est exigée. — La quittance subrogatoire peut, au gré des parties, être sous seing privé ou notariée; — 2° Lorsque le débiteur consent la subrogation au profit du tiers qui lui prête les fonds avec lesquels il paye sa dette. — Afin de prévenir toute fraude et de constater d'une manière certaine que la subrogation n'est pas postérieure au paiement dans le but de donner les droits de la créance éteinte à un nouveau créancier, au préjudice des créanciers antérieurs, la loi exige que l'*acte d'emprunt* et la *quittance* soient passés devant notaire; que, dans l'acte d'emprunt, il soit déclaré que la somme a été empruntée pour faire le paiement, et que, dans la quittance, il soit déclaré que le paiement a été fait des deniers fournis à cet effet par le nouveau créancier. Cette subrogation s'opère sans le concours de la volonté du créancier désintéressé.

3. — Le législateur n'a pas voulu accorder d'une façon générale la subrogation à tous ceux qui payent, avec leur propre argent, la dette d'autrui, car il se serait exposé à favoriser de mauvais desseins, tel individu ne cherchant peut-être, dans le paiement qu'il offre, que l'occasion de placer ses fonds avec de bonnes garanties; tel autre voulant peut-être se substituer au créancier pour vexer de mille manières le débiteur.

Afin d'échapper à ce danger, il a posé en principe que ceux-là seulement acquièrent la subrogation qui la stipulent du créancier ou du débiteur; elle n'a lieu de plein droit qu'exceptionnellement, dans les cas où il est évident que le tiers qui paye agit avec

des vues honnêtes et légitimes. — Les cas de subrogation *légale* sont au nombre de 4.

Ainsi, la subrogation a lieu de *plein droit* : 1° Au profit de celui qui, étant lui-même créancier, paye un autre créancier qui lui est préférable à raison de ses privilèges ou hypothèques. Le créancier, placé au dernier rang, a un intérêt légitime à écarter, en les désintéressant, ceux qui doivent être payés avant lui, car il empêchera peut-être par là une vente inopportune ou des poursuites ruineuses; — 2° Au profit de l'acquéreur d'un immeuble, qui emploie le prix de son acquisition au paiement des créanciers auxquels cet héritage était hypothéqué; — 3° Au profit de celui qui, étant tenu avec d'autres ou pour d'autres au paiement de la dette, avait intérêt de l'acquitter; — 4° Au profit de l'héritier bénéficiaire qui paye de ses deniers les dettes de la succession. Quoiqu'il ne soit pas tenu de payer de ses deniers les créanciers du défunt, l'héritier bénéficiaire a pourtant un intérêt légitime à les écarter, afin de diminuer les complications et les frais de la liquidation.

SUBROGÉ-TUTEUR. — (Cod. civ. art. 420-426; 505.) — C'est la personne nommée par le Conseil de famille pour surveiller l'administration du tuteur et remplacer ce dernier dans les actes où ses intérêts peuvent se trouver en opposition avec ceux du mineur ou de l'interdit. — Voy. **TUTELLE, II**; — **CURATEUR, 2**.

SUBSTANCES VÉNÉNEUSES. — (Loi 19 juillet 1845; ord. roy. 29 octobre 1846; Déc. 8 juillet 1850, 1^{er} octobre 1864.) — On désigne ainsi les substances minérales ou végétales qui, administrées en petites quantités, ont la propriété de donner la mort plus ou moins promptement. Le législateur en a *réglémenté le commerce* afin d'empêcher autant que possible qu'elles ne soient acquises pour un criminel usage.

1. — Les substances vénéneuses sont les suivantes : *Acide cyanhydrique*; — *Alcaloïdes végétaux vénéneux*

et leurs sels; — *Arsenic et ses préparations*; — *Belladone, extrait et teinture*; — *Cantharides entières, poudre et extrait*; — *Chloroforme*; — *Ciguë, extrait et teinture*; — *Coque du levant*; — *Cyanure de mercure*; — *Cyanure de potassium*; — *Digitale, extrait et teinture*; — *Emétique*; — *Jusquiamé, extrait et teinture*; — *Nicotiane*; — *Nitrate de mercure*; — *Opium et son extrait*; — *Phosphore*; — *Seigle ergoté*; — *Stramonium, extrait et teinture*; — *Sublimé corrosif*.

2. — L'ordonnance royale du 29 octobre 1846 contient les prescriptions à observer par tous ceux qui, par état, sont dépositaires des substances vénéneuses et chargés de leur débit.

Ainsi, quiconque veut faire le commerce d'une ou de plusieurs des substances ci-dessus énumérées est tenu d'en faire préalablement la déclaration devant le Maire de la Commune, ou devant le Préfet de police à Paris et dans le ressort de la Préfecture, en indiquant le lieu où est situé son établissement. Les chimistes, fabricants ou manufacturiers, qui en font emploi, sont également astreints à cette déclaration, qui doit être renouvelée dans le cas de déplacement de l'établissement.

Les substances dont il s'agit ne peuvent être vendues ou livrées qu'aux commerçants, chimistes, fabricants ou manufacturiers qui ont fait la déclaration exigée, ou aux pharmaciens, et sur la demande écrite et signée de l'acheteur.

La vente des substances vénéneuses ne peut être faite, pour l'usage de la médecine, que par les pharmaciens, et sur la prescription d'un médecin, chirurgien, officier de santé, ou d'un vétérinaire breveté.

— Les substances vénéneuses doivent être tenues dans un lieu sûr, ouvert seulement par le chef de l'établissement.

3. — Toute contravention aux règlements sur la vente, l'achat et l'emploi des substances vénéneuses, est punie d'une amende de 100 francs à 3,000 fr. et d'un emprisonnement de 6 jours à 2 mois; sauf l'application,

s'il y a lieu, du bénéfice des circonstances atténuantes.

SUBSTITUT. — Magistrat du Ministère public. — Voy. ce mot.

SUBSTITUTION. — (Cod. civ. art. 896 - 899; 1048 - 1074.) — Disposition par laquelle le donateur ou le testateur donne ou lègue à une personne, à la charge par celle-ci de conserver jusqu'à la mort les biens donnés ou légués et de les restituer à ce moment à un tiers que la disposition désigne.

1. — Fort usitées avant la Révolution parce qu'elles offraient le moyen de conserver ce qu'on appelait les *grandes familles*, en perpétuant dans les aînés la *splendeur du nom*, les substitutions furent prohibées en 1792, pour plusieurs motifs : — 1^o Parce qu'elles étaient contraires au principe d'égalité qui est devenu la base de notre constitution politique; — 2^o Parce qu'elles permettaient à chaque citoyen d'établir un ordre légal de succession particulier à sa famille; — 3^o Parce qu'il était immoral de voir réduire à un état misérable tous les membres de la même famille afin de donner à un seul l'éclat du rang et de la fortune; — 4^o Enfin, parce que la circulation des biens se trouvait entravée.

Le Code civil a maintenu la prohibition édictée par le législateur de 1792, mais il y a apporté deux exceptions :

1^o Les pères et mères peuvent donner ou léguer la *quotité disponible* (Voy. ce mot) à un ou plusieurs de leurs enfants, à la charge par le donataire ou légataire de conserver jusqu'à sa mort et de rendre les biens à tous ses enfants nés ou à naître, au premier degré seulement;

2^o Les frères et sœurs, qui n'ont pas d'enfants, peuvent également donner ou léguer les biens dont il leur est permis de disposer à leur frère ou à leur sœur, à la charge par le donataire ou légataire de conserver jusqu'à sa mort et de rendre lesdits biens à ses enfants nés ou à naître, au premier degré seulement.

Le but de ces dispositions permises exceptionnellement aux pères et mères et aux frères et sœurs est de conserver les biens à leurs petits-enfants ou neveux et nièces, lorsqu'il est à craindre qu'ils ne soient dissipés par leurs parents.

2. — On nomme *grevés* les donataires ou légataires qui sont tenus de conserver les biens et *appelés* ceux auxquels les biens doivent être rendus un jour.

Les *grevés* n'ont qu'un simple *droit de jouissance* et ne peuvent exercer sur les biens qui sont compris dans la substitution aucun droit de propriété (*vente, hypothèque, etc.*). — De leur côté, les *appelés* n'ont aucun droit tant que dure la jouissance du *grevé*.

3. — Les *formalités* prescrites, tant dans l'intérêt des *appelés* que dans celui des *tiers* à qui il importe de connaître la substitution afin de ne pas être induits en erreur sur le véritable état des affaires et des ressources du *grevé*, sont tracées dans les articles 1055-1074 du Code civil.

SUBSTITUTION D'ENFANT. —
Voy. ENFANT, 4.

SUCCESSIONS. — (Cod. civ. art. 718-892; Cod. proc. civ. art. 907-1002.) — A défaut de testament, les successions sont réglées par la loi. Elles sont transmises aux plus proches parents du défunt, à ceux pour lesquels il est présumé avoir eu le plus d'affection.

I. OUVERTURE DES SUCCESSIONS. —
QUALITÉS REQUISES POUR SUCCÉDER.

1. — La *mort civile* (voy. ce mot) ayant été abolie, les successions ne s'ouvrent plus aujourd'hui que par la *mort naturelle*.

2. — Pour succéder, il faut nécessairement exister à l'instant de l'ouverture de la succession. Celui qui n'est pas encore conçu ou l'enfant né non viable ne sont pas héritiers.

3. — Le Code a prévu le cas où plusieurs personnes respectivement *appelées à la succession l'une de l'autre* viendraient à périr dans un même événement, sans qu'il fût possible de sa-

voir laquelle est décédée la première et a ainsi recueilli la succession de ses comourants pour la transmettre, avec la sienne propre, à ses plus proches parents. Dans cette hypothèse, la *présomption de survie* est déterminée par les *circonstances du fait*. S'il s'agit, par exemple, d'un naufrage, celui qui savait nager est présumé avoir survécu à celui qui ne le savait point; — s'il s'agit d'un incendie, celui-là est présumé avoir survécu, qui habitait la partie de la maison brûlée la dernière.

A défaut de ces circonstances, la *présomption de survie* est tirée de l'âge ou du sexe des comourants, d'après les distinctions établies dans les articles 721 et 722 du Code civil, ainsi conçus :

Art. 721. — « Si ceux qui ont péri ensemble avaient moins de 15 ans, le plus âgé sera présumé avoir survécu; — S'ils étaient tous au-dessus de soixante ans, le moins âgé sera présumé avoir survécu; — Si les uns avaient moins de quinze ans et les autres plus de soixante, les premiers seront présumés avoir survécu. »

Art. 722. — « Si ceux qui ont péri ensemble avaient quinze ans accomplis et moins de soixante, le mâle est toujours présumé avoir survécu, lorsqu'il y a égalité d'âge ou si la différence qui existe n'excède pas une année; — S'ils étaient du même sexe, la *présomption de survie*, qui donne ouverture à la succession dans l'ordre de la nature, doit être admise : ainsi le plus jeune est présumé avoir survécu au plus âgé. »

4. — Sont indignes de succéder, et comme tels exclus des successions : 1° Celui qui serait condamné pour avoir donné ou tenté de donner la mort au défunt; — 2° Celui qui a porté contre le défunt une plainte ou une dénonciation capitale (c'est-à-dire qui tendait à faire condamner à la peine de mort) jugée calomnieuse; — 3° L'héritier majeur qui, instruit du meurtre du défunt, ne l'a pas dénoncé à la Justice. Toutefois, le défaut de dénonciation n'est

pas opposable aux ascendants et descendants du meurtrier, ni à ses alliés au même degré, ni à son époux ou à son épouse, ni à ses frères ou sœurs, oncles et tantes, neveux et nièces.

Les enfants de l'indigne, venant à la succession, de leur chef et sans le secours de la représentation (voy. ce mot), ne sont pas exclus pour la faute de leur père ; mais celui-ci ne peut, en aucun cas, réclamer sur les biens de cette succession l'usufruit que la loi accorde aux pères et mères

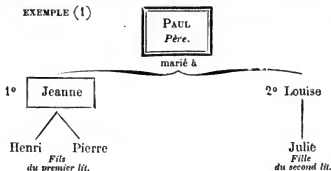
sur les biens de leurs enfants.

5. — Voy. SAISINE ; — REPRÉSENTATION.

II. DIVERS ORDRES DE SUCCESSIONS. — § 1^{er}. — Successions dévolues aux DESCENDANTS. — 1. — Les descendants (fils, filles, petits-fils, petites-filles, etc.) succèdent, à l'exclusion

de tous autres parents, à leurs père et mère, aïeuls, aïeules, ou autres ascendants. On ne distingue ni leur sexe, ni leur primogéniture, ni s'ils sont issus de différents mariages.

EXEMPLE (1)

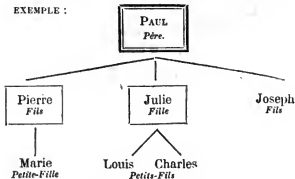


La succession de Paul appartient à ses trois enfants, *Henri, Pierre et Julie*, chacun pour un tiers.

2. — Les descendants succèdent par égales portions et par tête quand

ils sont tous au premier degré et appelés de leur chef ; — ils succèdent par souche lorsqu'ils viennent tous ou en partie par représentation.

EXEMPLE :



(1) NOTA. — Le nom du défunt, dont la succession est à partager, est en petites capitales et dans un double cadre noir ; — celui de ses proches parents prédécédés est en caractères ordinaires

mais entouré d'un cadre simple ; — celui de ses parents vivants, parmi lesquels il faut trouver les héritiers, est également en caractères ordinaires, mais sans signe distinctif.

La succession de Paul se partage en trois souches : *Joseph*, le seul fils vivant, prend un tiers ; — *Louis* et *Charles*, petits-fils, représentant leur mère, *Julie*, prédécédée, recueillent le second tiers ; — et *Marie*, petite-fille, qui hérite par représentation de son père *Pierre*, également prédécédé, reçoit le troisième tiers.

§ 2. — Successions déferées aux ASCENDANTS. — 1. — Lorsque le dé-

funt n'a laissé *ni postérité, ni frère, ni sœur, ni descendants d'eux*, sa succession se divise par moitié entre les ascendants de la *ligne paternelle* et les ascendants de la *ligne maternelle*. — L'ascendant qui se trouve au degré le plus proche recueille la moitié affectée à sa ligne, à l'exclusion de tous autres. Les ascendants au même degré succèdent par tête.

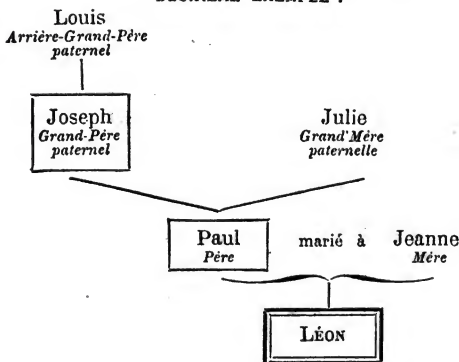
PREMIER EXEMPLE :



La succession de Léon appartient par moitié à ses père et mère qui,

chacun dans leur ligne, sont les ascendants les plus proches.

DEUXIÈME EXEMPLE :



La moitié de la succession, dévolue à la ligne paternelle, appartient à *Julie*, grand-mère paternelle, qui exclut ainsi *Louis*, arrière-grand-père ; l'autre moitié, réservée à la ligne maternelle, échoit à *Jeanne*, la mère survivante.

2. — Par dérogation à la règle ci-dessus formulée, les ascendants recueillent *exceptionnellement* et à l'exclusion de tous autres, les choses par

eux données à leurs enfants ou descendants décédés sans postérité, lorsque les objets donnés *se retrouvent en nature* dans la succession. — Si les objets ont été *aliénés*, les ascendants recueillent le *prix qui peut en être dû*. — Ils succèdent aussi à l'action en reprise que pouvait avoir le donataire (pour cause de *lésion*, de *dol*, d'*incapacité*, etc.).

Le législateur a pensé qu'il ne fal-

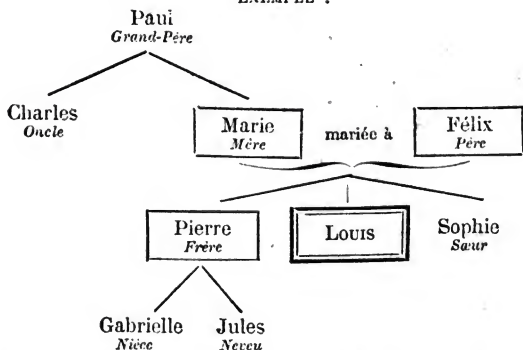
lait pas ajouter à la douleur de l'ascendant qui vient à perdre son enfant le chagrin de voir passer en d'autres mains des biens qui lui ont appartenu : il a considéré, en outre, qu'un ascendant se montrerait sans doute peu disposé à être libéral envers ses enfants s'il n'avait l'assurance de reprendre, dans la succession du donataire mort sans postérité, les biens dont il se serait dépouillé à son profit.

3. — Lorsque les père et mère d'une personne morte sans postérité lui ont survécu, si elle a laissé des frères, sœurs, ou des descen-

dants d'eux, la succession se divise en deux portions égales, dont moitié seulement est dévolue au père et à la mère, qui la partagent entre eux également. — L'autre moitié appartient aux frères, sœurs, ou descendants d'eux, ainsi qu'il sera expliqué au § suivant. (Voy. 2.)

§ 3. — Successions dévolues aux COLLATÉRAUX. — 1. — En cas de prédécès des père et mère d'une personne morte sans postérité, ses frères, sœurs, ou leurs descendants, sont appelés à la succession, à l'exclusion des ascendants et des autres collatéraux.

EXEMPLE :



La succession de Louis revient, pour moitié, à Sophie, sa sœur, et, pour l'autre moitié, à Jules et Gabrielle, ses neveu et nièce, qui représentent Pierre, leur père, décédé.

2. — Si les père et mère de la

personne morte sans postérité lui ont survécu, ses frères, sœurs, ou leurs descendants, ne sont appelés qu'à la moitié de la succession. Ils recueillent les trois quarts, si le père ou la mère seulement a survécu.

EXEMPLE :



La succession d'Ernest appartient, pour moitié, à Paul et Jeanne, ses

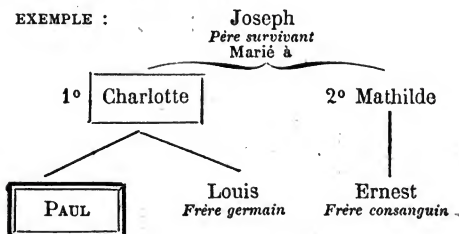
père et mère, et, pour l'autre moitié, à Joseph et Lucie, ses frère et sœur.

— Si le père seul était survivant, il prendrait le quart; Joseph et Lucie auraient les trois autres quarts.

3. — Le partage de la moitié ou des trois quarts dévolus aux frères ou sœurs, ainsi qu'il vient d'être dit, s'opère entre eux par *égales portions*, s'ils sont tous du *même lit*; — s'ils sont de *lits différents*, la division se fait par *moitié entre les deux lignes*

paternelle et maternelle du défunt : les *germains* (nés du même père et de la même mère) prennent part dans les deux lignes, et les *utérins* (nés de la même mère mais d'un père différent), ou les *consanguins* (nés du même père mais d'une mère différente), prennent part dans leur ligne seulement.

EXEMPLE :



Il faut partager la succession de Paul qui est mort, laissant :

1° Joseph, son père;

2° Louis, son frère *germain* (né comme lui de Pierre et de Charlotte, la première femme de ce dernier);

3° Ernest, son frère *consanguin* (né comme lui de Joseph, mais de Mathilde, la seconde femme de ce dernier).

La succession comprend un actif de 20,000 francs :

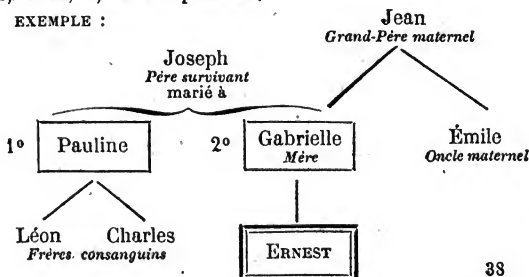
Joseph, le père survivant, a droit à un quart, c'est-à-dire à 5,000 fr. — Les trois autres quarts, soit 15,000 fr., sont le partage des frères du défunt; mais comme ils ne sont pas du même lit, leur part se divise en deux moitiés, l'une, 7,500 fr. pour la

ligne paternelle; l'autre, 7,500 fr. pour la ligne maternelle.

La ligne paternelle étant représentée à la fois par Louis, frère germain, et par Ernest, frère consanguin du défunt, chacun d'eux a droit à la moitié de la part dévolue à cette ligne, soit 3,750 fr. — La ligne maternelle n'étant représentée que par Louis, frère germain, il recueille seul la part dont elle est gratifiée, soit 7,500 fr.

4. — S'il n'y a de frères ou sœurs que d'un côté (*consanguins* ou *utérins*), ils prennent la totalité de la part attribuée aux collatéraux, à l'exclusion de tous autres parents de l'autre ligne.

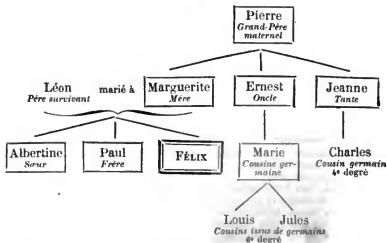
EXEMPLE :



La succession d'Ernest appartient, pour un quart, à *Joseph*, son père survivant, et pour les autres trois quarts, à *Léon* et *Charles*, ses frères consanguins, qui excluent Jean, le grand-père maternel, et Emile, l'oncle maternel.

5. — A défaut de frères ou sœurs, ou de descendants d'eux, et à défaut d'ascendants dans l'une ou l'autre ligne, la succession est dévolue pour moitié aux ascendants survivants, et, pour l'autre moitié, aux parents les plus proches de l'autre ligne.

EXEMPLE :



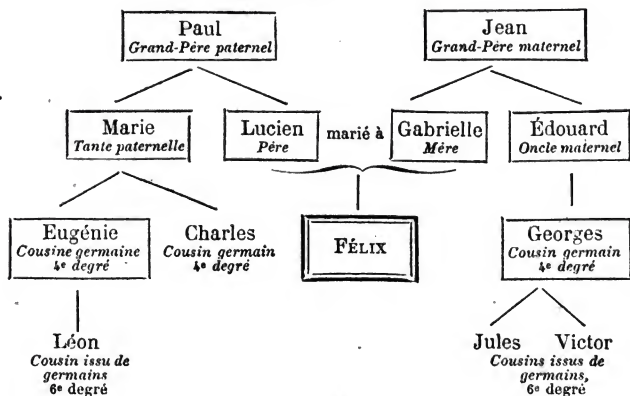
Dans l'espèce ci-dessus, les frère et sœur de Félix étant prédécédés sans laisser de postérité, sa succession se partagera entre *Léon*, ascendant paternel survivant, et *Charles*, cousin germain au 4^e degré, qui, dans la ligne maternelle, se trouve être le plus proche parent. *Louis* et *Jules*, cousins issus de germain, n'étant parents du défunt qu'au 6^e degré, seront exclus, car ils ne peuvent invoquer le bénéfice de la représentation qui n'est admise, dans la ligne collatérale, qu'au profit des enfants de frères ou sœurs, c'est-à-dire au profit des neveux, nièces, petits-neveux, petites-nièces, etc. — En outre, *Léon*, le père survivant, aura l'usufruit du tiers de la portion de biens attribuée à la ligne maternelle, la loi accordant, dans l'hypothèse dont il s'agit, au père ou à la mère survi-

vant, l'usufruit du tiers des biens auxquels il ne succède pas en propriété. (Cod. civ. art. 754.) — Cette attribution d'usufruit est ainsi motivée dans le rapport du Conseiller d'Etat Treilhars : « Lorsque le défunt laisse un père ou une mère, s'il ne laisse d'ailleurs ni descendants, ni frère ni sœur, ni neveux ni aucun ascendant dans l'autre ligne, nous avons conservé dans ce cas au père ou mère survivant l'usufruit du tiers des biens dévolus aux collatéraux ; faible consolation sans doute pour le père ou la mère, mais consolation qui pourra leur procurer du soulagement dans l'âge des infirmités et des besoins. Cette disposition est encore fondée sur la volonté présumée du fils, qui certainement n'eût pas voulu, pour hâter la jouissance des collatéraux, laisser dans la

détresse les auteurs de ses jours. »
6. — Enfin, si le défunt ne laisse ni frères, ni sœurs, ni descendants d'eux, ni ascendants paternels ou

maternels, sa succession se divise par moitié entre les collatéraux les plus proches de l'une et l'autre ligne.

EXEMPLE :



Dans cette hypothèse, la succession de Félix se partage en deux parts : moitié appartient à la ligne paternelle, où Charles est le parent le plus proche; l'autre moitié est dévolue à la ligne maternelle, c'est-à-dire à Jules et à Victor, qui sont au même degré et partagent entre eux ladite moitié.

7. — Les parents au delà du douzième degré ne succèdent pas. — Pour la manière de calculer les degrés, voy. PARENTÉ, 6.

8. — A défaut de parents au degré successible dans une ligne, les parents de l'autre ligne succèdent pour le tout.

§ 4. — Successions dites irrégulières. — Ce sont celles qui sont dévolues aux enfants naturels reconnus, au conjoint survivant et à l'État.

I. ENFANTS NATURELS RECONNUS. —

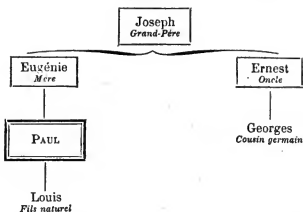
1. — Sous l'ancienne jurisprudence, les enfants naturels ne succédaient

pas, lors même qu'ils étaient reconnus : ils n'avaient droit qu'à des aliments. — Portant la réaction jusqu'à l'excès, la Révolution assimila les enfants naturels aux enfants légitimes : une loi du 11 brumaire an xi (3 novembre 1802) leur accorda les mêmes droits de successibilité. — Le Code civil se plaçant entre ces deux systèmes et voulant concilier l'intérêt de l'humanité avec l'intérêt du mariage, accorde aux enfants naturels reconnus un droit de succession, moins étendu toutefois que celui attribué aux enfants légitimes, et dont la quotité varie suivant la proximité des parents légitimes avec lesquels ils se trouvent en concours.

1^o Si le père ou la mère de l'enfant naturel a laissé des descendants légitimes, la part de cet enfant est du tiers seulement de la portion héréditaire qu'il aurait eue s'il eût été légitime.

3° Lorsque les père ou mère ne laissent ni descendants, ni ascendants, ni frères, ni sœurs, l'enfant naturel est encore mieux traité : il a droit aux trois quarts de ce qui lui aurait appartenu s'il eût été légitime.

EXEMPLE :



Paul, qui a eu un enfant naturel, Louis, et qui l'a reconnu, meurt en laissant pour plus proche parent un cousin germain, Georges. Sa succession monte à 40.000 fr. — Si Louis eût été légitime, il aurait recueilli tous les biens, à l'exclusion du cousin-germain du défunt. Sa part étant fixée aux trois quarts de ce qu'il aurait reçu s'il eût été légitime, il prendra 30.000 fr., et Georges, le cousin germain, aura les 10.000 fr. restants.

4^o Enfin, l'enfant naturel a droit à la *totalité* des biens, lorsque ses père ou mère ne laissent pas de parents au degré successible.

2. — En cas de *prédéces* de l'enfant naturel, ses enfants ou descendants légitimes peuvent réclamer les droits ci-dessus fixés; mais les enfants naturels, même reconnus, n'ont pas ce privilège: la loi ne leur accorde aucun droit sur les biens des parents de leurs père et mère.

3. — Les enfants naturels ne peuvent rien recevoir, ni par donation, ni par testament, au delà de la portion qui leur est accordée. Aussi sont-ils obligés d'imputer sur cette portion tout ce qu'ils ont déjà reçu du père ou de la mère dont la succession est ouverte, et qui serait sujet à rapport d'après les règles que

nous ferons connaître plus loin (voy. IV).

Toute réclamation leur est interdite, lorsqu'ils ont reçu, du vivant de leur père ou de leur mère, la moitié de ce qui leur est attribué par la loi, avec la *déclaration expresse*, de la part de leur père ou mère, que leur intention est de réduire l'enfant naturel à la portion qu'ils lui ont assignée. — Dans le cas où cette portion serait inférieure à la moitié de ce qui devrait revenir à l'enfant naturel, il ne peut réclamer que le supplément nécessaire pour parfaire cette moitié.

4. — Les enfants naturels incestueux ou adultérins n'ont aucun droit de succession. La loi ne leur accorde que des aliments, lesquels sont réglés eu égard aux facultés du père ou de la mère, au nombre et à la qualité des héritiers légitimes.

— Lorsque le père ou la mère de l'enfant incestueux ou adultérin lui ont fait apprendre un art mécanique, ou lorsque l'un d'eux lui a assuré des aliments de son vivant, l'enfant ne peut élever aucune réclamation contre leur succession.

5. — Lorsqu'un enfant naturel décède sans postérité, sa succession est dévolue au père ou à la mère qui l'a reconnu, ou par moitié à tous les

deux, s'il a été reconnu par l'un et par l'autre.

En cas de *prédécess des père et mère* de l'enfant naturel, *les biens qu'il en avait reçus* passent aux *frères ou sœurs légitimes*, s'ils se trouvent en nature dans la succession; les actions en reprise s'il en existe, ou le prix de ces biens aliénés s'il est encore dû, retournent également aux frères et aux sœurs légitimes. *Tous les autres biens* passent aux *frères et sœurs naturels* ou à leurs descendants.

II. CONJOINT SURVIVANT. — 1. — Lorsque le défunt ne laisse ni parents au degré successif, ni enfants naturels reconnus, les biens de sa succession appartiennent au conjoint qui lui survit. La loi, on le voit, s'est montrée bien dure pour le conjoint, et il serait superflu de faire ressortir l'anomalie ou plutôt l'injustice d'une disposition qui le relègue au dernier rang, après les parents les plus éloignés, même après les enfants naturels s'il y en a !

« Cette rigueur de la loi à l'égard des conjoints, » dit M. Mourlon (*Répétitions écrites sur le Code civil*, t. II, p. 89, 90), ne peut s'expliquer qu'historiquement.

« Lorsqu'on discuta cette matière, un membre du Conseil d'Etat, faisant remarquer que l'époux survivant était oublié, proposa une disposition en sa faveur; mais cette proposition fut abandonnée par suite d'une équivoque : un autre membre du Conseil d'Etat répondit qu'il était inutile de s'occuper du conjoint, parce que, dit-il, l'article 734 lui avait déjà attribué le droit de concourir pour l'usufruit avec les collatéraux. Cette erreur matérielle empêcha de donner suite à la proposition qui avait été faite en sa faveur. »

2. Pour réparer la regrettable inadvertance du législateur, les époux peuvent, du reste, faire un testament si leur contrat de mariage n'y a déjà pourvu.

III. ETAT. — 1. — A défaut de

conjoint survivant, la succession est acquise à l'Etat.

2. — L'Etat, représenté par l'Administration des Domaines, doit, comme le conjoint survivant et les enfants naturels, se faire envoyer en possession par le Tribunal de première instance dans le ressort duquel la succession est ouverte. Le Tribunal statue sur la demande après 3 publications et affiches dans les formes usitées, et après avoir entendu le Procureur de la République. — Les successeurs irréguliers sont également tenus de faire apposer les scellés et de faire faire inventaire, afin de sauvegarder les droits des héritiers inconnus qui pourraient ultérieurement se présenter.

III. ACCEPTATION ET RÉPUDIATION DES SUCCESSIONS. — Celui auquel une succession est dévolue peut prendre l'un des trois partis suivants :

Accepter purement et simplement;
Renoncer;

Accepter sous bénéfice d'inventaire.

§ 1^{er}. — ACCEPTATION PURE ET SIMPLE. — Elle a pour conséquence de soumettre l'héritier au paiement de toutes les dettes de la succession, alors même que le passif dépasse l'actif.

1. — L'acceptation peut être expresse ou tacite. Elle est expresse quand l'héritier prend ce titre dans un acte authentique ou sous seing privé; — tacite quand il fait un acte qui suppose nécessairement son intention d'accepter et qu'il n'aurait droit de faire qu'en sa qualité d'héritier; par exemple, s'il vend des valeurs dépendant de la succession.

2. — Lorsque celui à qui une succession est échue vient à mourir sans l'avoir répudiée ou sans l'avoir acceptée expressément ou tacitement, ses héritiers peuvent l'accepter ou la répudier de son chef. — Si ces héritiers ne sont pas d'accord pour accepter ou pour répudier la succession, elle doit être acceptée sous bénéfice d'inventaire.

3. — Le majeur n'est recevable à attaquer l'acceptation expresse ou tacite qu'il a faite d'une succession que dans le cas où cette acceptation aurait été la suite d'un *dol* pratiqué envers lui; il ne peut jamais réclamer sous prétexte de *lésion*, excepté seulement dans le cas où la succession se trouverait *absorbée* ou *diminuée de plus de moitié* par la découverte d'un testament inconnu au moment de l'acceptation.

§ 2. — RENONCIATION. — 1. — Elle se fait au greffe du Tribunal de l'arrondissement où la succession s'est ouverte. Le renonçant est réputé n'avoir jamais été héritier; en conséquence, sa part est dévolue à ceux qui doivent la recueillir à son défaut.

Pour renoncer valablement, il faut n'avoir pas accepté la succession, n'avoir disposé d'aucune de ses valeurs, n'avoir enfin rien diverti ou recélé des effets qui la composent; car, dans ces trois hypothèses, on serait héritier pur et simple, et, par suite, tenu de toutes les dettes.

2. — La renonciation n'est pas *irrévocable* comme l'acceptation, parce qu'elle n'entraîne pas des engagements entre l'héritier et les créanciers de la succession. Aussi peut-on reprendre une succession qu'on a répudiée, pourvu qu'elle n'ait pas encore été acceptée par d'autres héritiers ou qu'il ne se soit pas écoulé 30 ans depuis le jour où l'on avait connu l'ouverture de ladite succession.

§ 3. — ACCEPTATION SOUS BÉNÉFICE D'INVENTAIRE. — 1. — Accepter ou renoncer est une alternative qui peut souvent offrir de grands embarras, à cause de l'incertitude où se trouve l'héritier sur la valeur de la succession qui lui est échue. Aussi la loi permet-elle l'acceptation sous *bénéfice d'inventaire* dont l'effet est : 1^o De n'obliger l'héritier au paiement des dettes de la succession que jusqu'à concurrence de la valeur des biens qu'il y recueille; — 2^o De ne pas confondre les biens personnels de l'héritier avec ceux de la succession, ce qui lui conserve contre elle le droit

de réclamer le paiement de ses créances.

2. — L'héritier qui veut user de ce bénéfice doit le déclarer au greffe du Tribunal de l'arrondissement où la succession s'est ouverte et faire procéder, dans les 3 mois du jour du décès, à l'inventaire exact de tous les biens composant la succession. Il a un délai de 40 jours, à partir de la clôture de l'inventaire, pour délibérer sur son acceptation ou sa renonciation.

3. — L'héritier bénéficiaire administre les biens de la succession, paye les créanciers au fur et à mesure qu'ils se présentent, sur l'actif qu'il a recueilli, et il profite de ce qui reste une fois les dettes soldées.

4. — Est *déchu* du bénéfice d'inventaire l'héritier qui a *recélé* ou *diverti* des effets de la succession.

5. — Ce serait une erreur de croire que l'acceptation sous bénéfice d'inventaire soit toujours le meilleur parti à prendre. En effet, indépendamment des soucis d'une liquidation qui peut ne rien laisser après elle, elle entraîne l'obligation de rapporter à la masse les libéralités reçues du défunt. Or, il y a parfois avantage à renoncer, afin d'être dispensé du rapport et de conserver les libéralités du défunt en tant qu'elles n'excèdent pas la quotité disponible.

IV. PARTAGE ET RAPPORTS. — 1. — Lorsque plusieurs héritiers sont en présence, chacun d'eux a sur les objets de la succession un droit indéterminé. Or cet état d'*indivision* dans lequel ils se trouvent est un obstacle à la circulation des biens, à leur amélioration, et donne naissance à des procès. Aussi la loi déclare-t-elle que *le partage peut toujours être provoqué*. Toutefois, les cohéritiers pouvant avoir un intérêt légitime à retarder cette opération pendant quelque temps, il leur est permis de convenir que le partage *n'aura pas lieu avant 5 ans* : cette convention peut être renouvelée.

2. — Si tous les héritiers sont *présents* et *majeurs*, le partage peut se

faire à l'amiable, sans formalités particulières. Si, au contraire, il y a parmi eux, des mineurs, des interdits, des absents, ou si les héritiers majeurs ne sont pas d'accord, il y a lieu à un partage judiciaire. Pour éviter les frais d'un partage en Justice, lorsqu'il y a des mineurs, rien ne s'oppose à ce qu'on fasse à l'amiable, en attendant leur majorité, un partage provisionnel ou de jouissance seulement, et, plus tard, devenus majeurs, les mineurs procéderont eux-mêmes et à l'amiable au partage définitif.

Quand il y a lieu à un partage judiciaire, le Tribunal dans l'arrondissement duquel la succession s'est ouverte désigne un notaire pour y procéder, et s'il y a des immeubles qui ne peuvent être partagés en nature, la vente ou licitation en est ordonnée.

3. — Afin de maintenir entre les héritiers l'égalité de partage qui serait troublée si l'un d'eux pouvait retenir les dons qu'il a reçus et prendre sa part dans le surplus des biens, la loi veut que tout héritier, même bénéficiaire, qui accepte la succession, rapporte à ses cohéritiers ce qu'il a reçu du défunt, par donation entre-vifs, directement ou indirectement : il ne peut conserver les dons ni réclamer les legs à lui faits par le défunt, à moins que les dons ou legs ne lui aient été faits expressément par préciput et hors part, ou avec dispense de rapport, pourvu, bien entendu, qu'ils n'excèdent pas la quotité disponible.

Les dons et legs faits au fils de celui qui se trouve successible à l'époque de l'ouverture de la succession sont toujours réputés faits avec dispense de rapport : le père venant à la succession du donateur n'est pas tenu de les rapporter. — Pareillement, le fils venant de son chef à la succession du donateur n'est pas tenu de rapporter le don fait à son père, même quand il aurait accepté la succession de celui-ci ; mais si le fils ne vient que par représentation, il doit rapporter ce qui avait été donné à

son père, même dans le cas où il aurait répudié sa succession.

Les dons et legs faits au conjoint d'un époux successible sont réputés faits avec dispense de rapport. — Si les dons et legs sont faits conjointement à deux époux dont l'un seulement est successible, celui-ci en rapporte la moitié : si les dons sont faits à l'époux successible, il les rapporte en entier.

Le rapport est dû de ce qui a été employé pour l'établissement (dot, achat d'un fonds de commerce, etc.) d'un des cohéritiers ou pour le paiement de ses dettes.

Les frais de nourriture, d'entretien, d'éducation, d'apprentissage, les frais ordinaires d'équipement, ceux de noces et présents d'usage ne doivent pas être rapportés. — Il en est de même des profits que l'héritier a pu retirer de conventions passées avec le défunt, si ces conventions ne présentaient aucun avantage indirect lorsqu'elles ont été faites. Il n'est pas dû non plus de rapport pour les associations faites sans fraude entre le défunt et l'un de ses héritiers, lorsque les conditions en ont été réglées par un acte authentique.

* L'immeuble qui a péri par cas fortuit et sans la faute du donataire n'est pas sujet à rapport.

Les fruits et les intérêts des choses sujettes à rapport ne sont dus qu'à compter du jour de l'ouverture de la succession.

4. — Le rapport se fait en nature ou en moins prenant.

Il peut être exigé en nature à l'égard des immeubles, toutes les fois que l'immeuble donné n'a pas été aliéné par le donataire et qu'il n'y a pas, dans la succession, d'immeubles de même nature, valeur et bonté, dont on puisse former des lots à peu près égaux pour les autres cohéritiers.

Le rapport n'a lieu qu'en moins prenant quand le donataire a aliéné l'immeuble avant l'ouverture de la succession ; il est dû de la valeur de l'immeuble à l'époque de l'ouverture.

Dans tous les cas, il doit être tenu compte au donataire des impenses qui

ont amélioré la chose, eu égard à ce dont sa valeur se trouve augmentée au temps du partage. — Il doit lui être pareillement tenu compte des impenses nécessaires qu'il a faites pour la conservation de la chose, bien qu'elles n'aient point amélioré le fonds.

De son côté, le donataire doit tenir compte des dégradations et détériorations qui ont diminué la valeur de l'immeuble par son fait ou par sa faute et négligence.

Dans le cas où l'immeuble a été aliéné par le donataire, les améliorations ou dégradations faites par l'acquéreur doivent être imputées conformément aux règles ci-dessus posées. Exemple : Paul a vendu l'immeuble que Pierre, le défunt dont il est l'un des héritiers, lui avait donné. Ne pouvant rapporter l'immeuble en nature, il en doit la valeur au moment de l'ouverture de la succession. L'immeuble est estimé 40.000 fr; mais l'acquéreur y a fait pour 10.000 fr. d'améliorations : sans cette dépense, l'immeuble ne vaudrait que 30.000 francs; Paul ne doit à ses cohéritiers que 30.000 fr. — Si, au contraire, l'acquéreur avait fait des détériorations évaluées 10.000 fr. et sans lesquelles l'immeuble aurait valu 30.000 francs, c'est cette dernière somme que Paul devrait à ses cohéritiers. — Enfin, si pour conserver l'immeuble dans l'état où il se trouve, l'acquéreur y avait fait 5.000 fr. de réparations nécessaires, il faudrait les déduire sur l'estimation de la somme à payer par Paul à ses cohéritiers.

— Quand le rapport se fait en nature, les biens se réunissent à la masse de la succession francs et quittes de toutes charges créées par le donataire; mais les créanciers ayant hypothèque peuvent intervenir au partage pour s'opposer à ce que le rapport se fasse en fraude de leurs droits, ce qui arriverait si, pour faire évanouir les hypothèques, leur débiteur rapportait l'immeuble en nature, tandis qu'il y a dans la

succession des immeubles de même valeur et bonté.

— Lorsque le don d'un immeuble fait à un successeur avec dispense de rapport excède la portion disponible, le rapport de l'excédant se fait en nature si le retranchement de cet excédant peut s'opérer commodément, s'il s'agit, par exemple, de terres labourables, de vignes, etc.

Dans le cas contraire, si l'excédant est de plus de moitié de la valeur de l'immeuble, le donataire doit rapporter l'immeuble en totalité, sauf à prélever sur la masse la valeur de la portion disponible : si cette portion excède la moitié de la valeur de l'immeuble, le donataire peut retenir l'immeuble en totalité, sauf à moins prendre et à récompenser ses cohéritiers en argent ou autrement.

— Le cohéritier qui fait le rapport en nature d'un immeuble peut en retenir la possession jusqu'au remboursement effectif des sommes qui lui sont dues pour impenses ou améliorations.

Le rapport du mobilier ne se fait qu'en moins prenant. Il s'effectue sur le pied de la valeur du mobilier lors de la donation, d'après l'état estimatif annexé à l'acte; et, à défaut de cet état, d'après une estimation par experts.

Le rapport de l'argent donné se fait en moins prenant dans le numéraire de la succession. En cas d'insuffisance, le donataire peut se dispenser de rapporter du numéraire en abandonnant, jusqu'à due concurrence, du mobilier, et à défaut de mobilier, des immeubles de la succession.

5. — Toutes les fois que le rapport n'est pas fait en nature, les cohéritiers à qui il est dû prélèvent une portion égale sur la masse de la succession. — Les prélèvements se font, autant que possible, en objets de même nature, qualité et bonté que les objets non rapportés en nature.

Après ces prélèvements, il est procédé, sur ce qui reste dans la masse, à la composition d'autant de

lots égaux qu'il y a d'héritiers copartageants ou de souches copartageantes.

Dans la formation et composition des lots, on doit éviter autant que possible de *morceler* les héritages et de *diviser* les exploitations : il convient de faire entrer dans chaque lot, s'il se peut, la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits ou de créances de même nature et valeur. — L'inégalité des lots en nature se compense par un retour, soit en rente, soit en argent.

Les lots sont tirés au sort.

6. — Après le partage, remise doit être faite à chacun des copartageants, des titres particuliers aux objets qui lui sont échus. — Les titres d'une propriété divisée restent à celui qui a la plus grande part, à la charge d'en aider, à l'occasion, ceux de ses copartageants qui y auraient intérêt. — Les titres communs à toute l'hérédité sont remis à celui que les héritiers ont choisi pour en être le dépositaire, à la charge d'en aider les copartageants à toute réquisition. — S'il y a difficulté sur ce choix, il est réglé par la Justice.

7. — L'égalité des partages, qui est dans le vœu de la loi, n'existerait plus si l'héritier lésé n'avait pas une action pour faire annuler le partage qui porte atteinte à ses droits : aussi tout héritier lésé de plus du quart a-t-il le droit d'obtenir la rescision du partage, pourvu qu'il n'ait pas aliéné son lot postérieurement à la découverte de la lésion dont il se prétend victime. Les cohéritiers peuvent arrêter le cours de la demande en rescision et empêcher un nouveau partage en offrant au réclamant le supplément de sa portion, soit en numéraire, soit en nature.

8. — Les héritiers contribuent entre eux au paiement des dettes et charges de la succession dans la proportion de leur part héréditaire : celui qui prend le quart de la succession supporte le quart des dettes ; celui qui recueille la moitié paye la moitié, etc.

9. — Voy. DÉCLARATION DE SUC-

CESSION ; — RETRAIT SUCCESSORAL ; — SÉPARATION DES PATRIMOINES.

V. SUCCESSIONS VACANTES. —

1. — Lorsqu'après l'expiration des délais pour faire inventaire et pour délibérer, il ne se présente personne qui réclame la succession, qu'il n'y a pas d'héritier connu ou que les héritiers connus y ont renoncé, cette succession est réputée vacante. Le Tribunal de première instance dans l'arrondissement duquel elle est ouverte nomme un curateur sur la demande des personnes intéressées (*créanciers, légataires à titre particulier*), ou sur la réquisition du Procureur de la République.

Le curateur est tenu, avant tout, de faire constater l'état de la succession par un inventaire ; il en exerce et poursuit les droits ; il répond aux demandes formées contre elle ; il administre, à la charge de verser le numéraire qui se trouve dans la succession ainsi que les deniers provenant du prix des meubles ou immeubles vendus, à la Caisse des dépôts et consignations pour la conservation des droits de qui il appartiendra.

2. — Lorsqu'il est devenu certain qu'il n'existe pas d'héritiers légitimes ou irréguliers, la succession est dite en *déshérence* et alors elle appartient à l'Etat.

SUCCESSORAL. (RETRAIT) — Voy. RETRAIT SUCCESSORAL.

SUCCURSALE. — Du latin *succurrere*, secourir. — On entend par là un établissement subordonné à un autre et destiné à lui venir en aide.

C'est ainsi que la Banque de France, les Monts-de-Piété, les Caisses d'épargne ont des succursales.

— Dans une acception spéciale, le mot *succursale* s'applique à toute église où le service se fait par un prêtre qui n'a que le titre de *desservant*. — Voy. CULTES, I.

SUCRE. — (Loi 7 mai 1864.) — Substance alimentaire, extraite principalement de la canne et de la betterave. Le sucre de canne est un

produit *colonial* ou *étranger*; le sucre de *betterave* est un produit *indigène* : tous deux donnent lieu à la perception d'un *impôt*.

« Aucune partie de la législation n'a subi plus de modifications et ne donne lieu à plus de débats et de controverses que celle qui règle le régime du sucre. C'est qu'à cette question se rattachent les intérêts les plus considérables du pays, les plus recommandables, et souvent les plus difficiles à concilier. C'est, d'une part et en première ligne, l'intérêt du consommateur qui demande le sucre à bon marché, quelle que soit sa provenance; c'est l'intérêt du Trésor qui, pour augmenter ses recettes, doit faciliter et étendre de plus en plus la consommation aussi bien que la production; c'est l'intérêt de l'agriculture réclamant protection efficace pour le sucre de *betterave* qui fut longtemps incapable de soutenir la concurrence avec les sucres étrangers et coloniaux; c'est l'intérêt des Colonies qui, forcées de livrer leurs sucres à la Métropole, veulent être sûres d'y trouver un placement avantageux; c'est l'intérêt du commerce maritime qui, trouvant dans le transport des sucres coloniaux et étrangers un fret avantageux, et, pour la marine, un emploi utile de nos navires, ne veut pas avoir à souffrir de l'extension trop considérable du sucre indigène; c'est aussi l'industrie du raffineur qui s'est trouvée souvent en désaccord et en opposition d'intérêts avec la production libre du sucre brut. » (*Dictionnaire universel du Commerce et de la Navigation*, tom. II, p. 1567, art. SUCRE.) — On s'explique dès lors les nombreuses modifications que les conflits et les tentatives de conciliation entre tous ces intérêts ont fait apporter à la législation des sucres. La dernière loi sur cette importante matière est celle du 7 mai 1864.

Voici en deux mots les bases sur lesquelles repose actuellement le régime des sucres : Égalité des sucres de toute origine devant l'impôt, et

par suite concurrence de tous les sucres bruts sur le marché français; — adoption de 2 taxes correspondant à 2 séries de types, afin de mieux harmoniser l'impôt avec la matière imposable; — admission temporaire en franchise des sucres non raffinés de toute origine, destinés à l'exportation après raffinage; — adoption de 3 classifications de rendement au raffinage, dans l'intérêt combiné de l'exportation et du trésor; — protection de la marine marchande moyennant une surtaxe de pavillon.

SUPPLICIÉS. — Coupables ayant subi la peine de mort.

1. — Les corps des suppliciés sont délivrés à leurs familles si elles les réclament, à la charge par elles de les faire inhumer sans aucun appareil. (Cod. pén. art. 14.)

2. — Il n'est pas fait mention, dans les actes de décès des suppliciés, du genre de leur mort. (Cod. civ. art. 85.)

SUPPOSITION D'ENFANT. — Voy. ENFANT, 4.

SUPPRESSION D'ENFANT. — Voy. ENFANT, 4.

SUR-ARBITRE. — Voy. TIERS-ARBITRE.

SURENCHÈRE. — (Cod. proc. civ. art. 708 et suiv.; art. 832-838; Cod. com. art. 573.) — *Enchère* mise sur une enchère précédente.

1. — Dans les huit jours qui suivent l'adjudication sur *saisie immobilière*, toute personne peut faire une surenchère pourvu qu'elle soit du *sixième* au moins du prix principal de la vente.

2. — La surenchère sur *aliénation volontaire* n'est accordée qu'aux créanciers ayant une hypothèque inscrite sur l'immeuble aliéné. Elle doit être du *dixième* du prix stipulé dans le contrat ou déclaré par le nouveau propriétaire.

3. — Dans le cas de vente des immeubles du *failli*, toute personne a le droit de surenchérir. La surenchère doit être du *dixième* du prix

principal de l'adjudication et être faite dans la quinzaine.

SURESTARIES. — Du latin *super*, au delà, et *stare*, rester. — On appelle *surestaries* ou *surstaries* les jours employés pour la charge ou la décharge du navire en sus du délai fixé par la convention ou par l'usage. Ils sont dus au capitaine. — Voy. JOURS DE PLANCHE.

SURVEILLANCE DE LA HAUTE POLICE. — (Cod. pén. art. 41, 43, 47-50.) — Mesure prise à l'égard de certains condamnés, et qui a pour effet de donner au Gouvernement le droit de déterminer le lieu dans lequel ils seront tenus de résider après l'expiration de leur peine.

1. — Les coupables condamnés aux travaux forcés à temps, à la détention et à la réclusion, sont de plein droit, après qu'ils ont subi

leur peine et pendant toute la vie, sous la surveillance de la haute police. Les individus condamnés au bannissement sont, de plein droit, sous la même surveillance pendant un temps égal à la durée de la peine qu'ils ont subie.

Doivent être renvoyés sous la même surveillance ceux qui ont été condamnés pour crimes ou délits intéressant la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat.

Hors les cas ci-dessus prévus, les condamnés ne sont placés sous la surveillance de la haute police que lorsqu'une disposition particulière de la loi l'a permis.

2. — Voici le tableau des résidences interdites aux condamnés libérés en état de surveillance. Celles qui sont suivies de ce signe (I. A.) sont interdites d'une manière absolue.

DÉPARTEMENTS.	RÉSIDENCES.
Algérie.....	Interdite aux condamnés français et maltais.
Aisne.....	Arrondissement de Chateau-Thierry; canton de Villers-Cotterets.
Bouches du-Rhône.....	Aix. — Marseille.
Charente-Inférieure.....	Rochefort.
Corse.....	Le département (I. A.). — Cette interdiction ne s'applique qu'aux Corses condamnés par les Tribunaux du pays.
Finistère.....	Brest (I. A.). — Lambazellec.
Garonne (Haute-).....	Toulouse.
Gironde.....	Bordeaux.
Isère.....	Bron; — Villenrbanne; — Vénissieux.
Loir-et-Cher.....	Cantons de Neung; — La Motte-Beuvron et Salbris (I. A.).
Loire.....	Baubrun; — Montaud; — Outrefrens; — Saint-Étienne; — Valbenolte.
Loire-Inférieure.....	Chantenay; — Donlon; — Nantes; — Rezé; — Saint-Sébastien.

DÉPARTEMENTS.	RÉSIDENCES.
<i>Manche</i>	Cherbourg.
<i>Marne</i>	Reims.
<i>Morbihan</i>	Lorient.
<i>Nord</i>	Esquermes; — Fives; — Lamber- sart; — La Madeleine; — Lille; — Les Moulins; — Saint-An- dré; — Wazemmes.
<i>Oise</i>	Arrondissements de Compiègne et de Senlis.
<i>Pyrénées. (Basses-)</i>	Ville et canton de Pau.
<i>Rhône</i>	Caluire; — Oullins; — Lyon; — La Guillotière; — La Croix- Rousse; — Sainte-Foix (I. A.).
<i>Saône-et-Loire</i>	Arrondissement de Châlon-sur- Saône.
<i>Seine</i>	Paris et tout le département (I. A.).
<i>Seine-Inférieure</i>	Graville; — Ingouville; — Le Ha- vre; — Sainte-Adresse; — Sauvie.
<i>Seine-et-Marne</i>	Tout le département.
<i>Seine-et-Oise</i>	Tout le département (I. A.).
<i>Var</i>	Arrondissement de Toulon (I. A.).
<i>Vienne. (Haute-)</i>	Limoges.

3. — Tout individu assujéti à la surveillance ne peut quitter la résidence qui lui a été assignée sans une autorisation du Ministre de l'intérieur, qu'il doit demander par l'intermédiaire du Maire et du Sous-Préfet, en indiquant le lieu, non interdit d'une manière absolue, où il se propose de se rendre.

Le fait de quitter sans autorisation la résidence assignée constitue le délit de rupture de ban puni d'un emprisonnement de 5 ans au maximum.

SURVENANCE D'ENFANT. — 1. — Une fois consommée, l'adoption n'est pas révoquée par la survenance d'un enfant légitime à l'adoptant. (Cod. civ. art. 350.)

2. — La survenance d'enfants pen-
DICT. DE LÉG. US.

dant la tutelle ne peut autoriser à l'abdiquer. (Cod. civ. art. 437.)

3. — Toute donation entre-vifs par une personne qui n'avait alors aucun enfant vivant est révoquée de plein droit par la survenance d'un enfant au donateur. (Cod. civ. art. 960, 961.)

SUSPENSION DE PAYEMENTS. — Voy. FAILLITE.

SUSPENSION DE PRESCRIPTION. — Voy. PRESCRIPTION, I.

SYNAGOGUE. — Du grec *syn*, ensemble, *agô*, mener. — On désigne ainsi les lieux où s'assemblent les juifs pour l'exercice de leur culte. — Voy. CULTES, II, § 3.

SYNALLAGMATIQUE. (ACTE) — Voy. ACTE SYNALLAGMATIQUE.

SYNDIC. — Personne nommée par le jugement déclaratif de la *faillite* d'un négociant pour administrer les biens du failli dans l'intérêt de la masse des créanciers. — Voy. *FAILLITE*.

SYSTÈME MÉTRIQUE. — Système actuel des poids et mesures. Il a pour base l'unité de longueur, le *mètre*. — Voy. *POIDS ET MESURES*.

T

TABAC. — (Déc. 29 décembre 1810; loi 28 avril 1816, tit. V; Déc. 12 mars 1860; loi 22 juin 1862.) — Plante introduite en Europe, au *xv^e* siècle, par les Portugais, qui l'avaient découverte et en avaient appris l'usage singulier dans leur île de *Tabago*, d'où lui est venu son nom vulgaire de *tabac*.

1. — Après avoir vainement tenté d'abord d'interdire l'usage du tabac (1), on a eu l'ingénieuse idée d'exploiter ce goût bizarre au profit du Trésor, qui y trouve des ressources considérables.

L'achat, la fabrication et la vente des tabacs ont lieu, en France, pour le compte de l'Etat, qui s'est réservé ce monopole. La culture du tabac n'est permise que dans certains dé-

partements déterminés; les produits doivent être ou vendus à la Régie ou exportés. L'importation des tabacs étrangers est généralement prohibée, à moins qu'elle ne soit faite pour le compte de l'Administration. Enfin, la vente s'opère par des agents commissionnés, aux prix fixés par la Régie. — Voy. *DÉBITS DE TABAC*.

2. — Le produit de la vente des tabacs, en 1866, s'est élevé à 242,790,000 fr. On pourra, du reste, se rendre compte par le tableau suivant, dressé d'après les informations de la Direction générale des manufactures de l'Etat, de la progression constante de la consommation du tabac et de l'augmentation qui en résulte dans les revenus du Trésor public :

(1) « Le roi Jacques I^{er} d'Angleterre publia un libelle contre le tabac. En Italie, le pape Urbain VIII excommunia tous ceux qui oseraient prendre du tabac dans le temple du Seigneur. Don Bartholomé de la Camara, évêque de Salamanque (1635), défendit aux prêtres de priser avant la messe et deux heures après. En outre, il défendait au clergé et aux paroissiens de priser dans l'église, sous peine d'excommunication majeure et de mille maravedis d'amende chaque fois. En France, au commencement du *xviii^e* siècle, les curés tonnaient fréquemment, dans leurs chaires, contre ceux qui troublaient l'office divin par le bruit qu'ils faisaient en pulvérisant leur tabac. A cette époque, les priseurs portaient, au lieu de tabatière, un bout de tabac et une sorte de râpe pour le mettre en poudre à mesure qu'ils en avaient besoin. Le sultan Amurat IV condamna les fumeurs à la mort; le tzar de Russie et le shah de Perse défendirent l'usage du tabac dans leurs Etats, sous peine d'avoir le nez coupé, voulant sans doute punir le crime par la partie-coupable. » (*Encyclopédie des gens du monde*, art. *Tabac*.)

ANNÉES.	VENTE.	PRODUIT BRUT.	DÉPENSES A DÉDUIRE.
	kilogr.	fr.	fr.
1852.....	..20.492.000..	...131.549.000.	33.754.000.
1853.....	..21.509.000..	...139.291.000.	27.899.000.
1854.....	..22.909.000..	...145.703.000.	45.275.000.
1855.....	..24.530.000..	...153.197.000.	53.746.000.
1856.....	..25.778.000..	...164.218.000.	58.269.000.
1857.....	..27.574.000..	...174.259.000.	47.127.000.
1858.....	..28.303.000..	...178.075.000.	59.227.000.
1859.....	..28.601.000..	...179.748.000.	65.632.000.
1860.....	..29.580.000..	...193.325.000.	58.207.000.
1861.....	..28.240.000..	...216.104.000.	48.179.000.
1862.....	..28.547.000..	...221.217.000.	54.636.000.
1863.....	..29.444.000..	...227.137.000.	56.683.000.
1864.....	..29.937.000..	...234.236.000.	62.490.000.
1865.....	..30.122.000..	...237.212.000.	61.630.000.
Total des 14 années.	..375.566.000..	..2.596.959.000.	...712.754.000.

— Ainsi, de 1852 à 1865, il s'est vendu 375.566.000 kilog. de tabac, et le produit net pour l'Etat a été de 1.884.205.000 fr. Le produit présumé pour 1873 est évalué à 287 millions 270.000 fr.

TABLEAUX. — 1. — Ils sont censés mis à perpétuelle demeure dans un appartement et, par suite, sont considérés comme immeubles par destination, lorsque le parquet sur lequel ils sont attachés fait corps avec la boiserie. (Cod. civ. art. 525.)

2. — Les tableaux détachés et faisant partie du meuble d'un appartement sont compris dans les mots *meubles meublants*, mais non les collections de tableaux qui peuvent être dans les galeries ou pièces particulières. (Cod. civ. art. 534.)

3. — A la cessation de l'usufruit, les tableaux que l'usufruitier avait fait placer peuvent être enlevés par

lui ou ses héritiers, mais à la charge de rétablir les lieux dans leur premier état. (Cod. civ. art. 599.)

TACITE RECONDUCTION. — Du latin *reconductio*; louage à nouveau. C'est le renouvellement de bail qui s'opère par le fait de la continuation de jouissance du locataire, sans opposition du bailleur. Voy. LOUAGE, sect. I, 1, § 3, 2; — II, § 1^{er}, 4; § 2, 11.

TAILLE. — Morceau de bois divisé en deux parties, dont se servent certains marchands, notamment les boulangers et leurs clients, pour marquer les fournitures faites. A chaque livraison, on taille transversalement les deux parties réunies : celle que le marchand conserve s'appelle proprement la *taille*; l'autre, qui reste entre les mains du client, se nomme l'*échantillon*.

Les tailles corrélatives à leurs

échantillons *font foi* entre les personnes qui sont dans l'usage de constater ainsi les fournitures qu'elles font ou reçoivent en détail. (Cod. civ. art. 1333.)

TANTE. — Sœur du père ou de la mère d'une personne.

1. — La tante est parente au *troisième degré* avec ses neveux et nièces. (Cod. civ. art. 738.) Voy. PARENTÉ.

2. — Le mariage est *prohibé* entre la tante et le neveu; mais il est loisible au Gouvernement d'accorder une *dispense* pour *causes graves*. (Cod. civ. art. 163, 164.) — Voy. MARIAGE, 1, 9.

3. — Voy. NEVEU-NIÈCE, 3 et 4.

TAPAGE NOCTURNE. — (Cod. pén. art. 479, n° 8; 480, 5°; 482.)

Sont punis d'une *amende* de 11 fr. à 15 fr. inclusivement et peuvent l'être, selon les circonstances, d'un *emprisonnement* pendant 5 jours au plus, « les auteurs ou complices de bruits ou tapages nocturnes troublant la tranquillité des habitants. » — La peine de la *prison* pendant 5 jours est toujours applicable en cas de *récidive*.

TAXE DES BIENS DE MAIN-MORTE. — (Loi 20 février 1849.) — On appelle *biens de mainmorte* ceux qui, appartenant à des personnes morales, n'acquittent aucun droit de mutation, parce que leurs propriétaires ne meurent pas et que les aliénations entre-vifs sont excessivement rares.

1. — L'équité réclamait une disposition législative qui établit sur les immeubles passibles de la contribution foncière et appartenant aux établissements de mainmorte une taxe représentative des droits de transmission entre-vifs et par décès. Tel a été l'objet de la loi du 20 février 1849 qui a imposé sur ces immeubles une *taxe annuelle* de 62 centimes $1\frac{1}{2}$ pour franc du principal de l'impôt foncier.

Les personnes morales auxquelles s'applique l'obligation d'acquitter la taxe de mainmorte sont les Départements, Communes, Hospices, Séminaires, Fabriques, Congrégations re-

ligieuses, Consistoires, Etablissements de charité, Bureaux de bienfaisance, Sociétés anonymes, et tous Etablissements publics légalement autorisés.

2. — La *taxe* des biens de mainmorte a *rapporté* 3.452.018 fr. 90 c. en 1866 et 3.532.143 fr. 66 c. en 1867.

TAXE DES CHIENS. — (Loi 2 mai 1855; déc. 4 août 1855, 5 août 1861.)

Taxe établie exclusivement au profit des Communes. — Elle ne peut dépasser 10 fr. ni descendre au-dessous de 1 fr. Le tarif est arrêté, dans chaque Commune, par délibération du Conseil municipal homologuée par décret du Président de la République, après avis du Conseil général. Il ne contient que deux taxes : la plus élevée, pour les *chiens de luxe*; la moins élevée, pour les *chiens de garde*.

1. — L'impôt est dû pour tout chien possédé au 1^{er} janvier, à l'exception de ceux qui, à cette époque, sont encore nourris par la mère. Il est dû pour l'année entière.

2. — Les possesseurs de chiens qui ont fait à la Mairie la *déclaration* du nombre de leurs chiens et des usages auxquels ils sont destinés ne sont pas tenus de la renouveler annuellement. La taxe à laquelle ils ont été soumis continue à être payée jusqu'à *déclaration contraire*.

3. — Le *changement de résidence* du contribuable hors de la Commune ou du ressort de la perception, ainsi que toute *modification* dans le nombre et la destination des chiens, entraînant une aggravation de taxe, rend une *nouvelle déclaration obligatoire*. En cas de *déménagement* hors du ressort de la perception, la taxe est immédiatement exigible pour la totalité de l'année courante.

4. — Le défaut de déclaration rend passible d'une *taxe triple*; l'inexactitude donne lieu à une *taxe double*.

5. — Le recouvrement de la taxe des chiens s'opère comme en matière de contributions directes.

TÉLÉGRAPHIE. — Du grec *télé*,

de loin, et *graphein*, écrire. — Art de correspondre à de grandes distances au moyen de signaux. Imparfait dans son origine comme tous les produits de l'intelligence humaine, il ne consista d'abord qu'à placer de distances en distances des vigies qui transmettaient les nouvelles au moyen de la voix, ou à montrer des objets voyants et à allumer des feux ayant une signification déterminée à l'avance. Aujourd'hui, par un miracle devant lequel l'esprit demeure réellement confondu, on peut, grâce à l'électricité, correspondre à des centaines de lieues aussi rapidement qu'avec la parole elle-même.

— Il est permis à toute personne dont l'identité est établie de se servir du télégraphe, aux conditions suivantes :

1. — Le directeur du télégraphe peut, dans l'intérêt de l'ordre public et des bonnes mœurs, refuser de transmettre les dépêches. En cas de réclamation, il en est référé, à Paris, au Ministre de l'intérieur, et, dans les départements, au Préfet ou au Sous-Préfet, ou à tout autre agent délégué par le Ministre de l'intérieur. Cet agent, sur le vu de la dépêche, statue d'urgence. — Si, à l'arrivée au lieu de destination, le directeur estime que la communication d'une dépêche est de nature à compromettre la tranquillité publique, il en réfère à l'Autorité administrative, qui a le droit de retarder ou d'interdire la remise de la dépêche.

La correspondance télégraphique privée peut être suspendue par le Gouvernement, soit sur une ou plusieurs lignes séparément, soit sur toutes les lignes à la fois.

2. — Les dépêches peuvent être rédigées en *langage ordinaire* ou en *langage secret*.

Elles doivent être écrites lisiblement, en caractères usités en France, et être signées par l'expéditeur.

L'adresse doit contenir toutes les indications nécessaires pour assurer la remise de la dépêche. Le nom du destinataire doit être écrit en toutes lettres, et il est interdit de le rempla-

cer par des initiales ou des lettres conventionnelles. — L'expéditeur est, en outre, tenu d'inscrire sa propre adresse sur la minute. Cette indication n'entre dans le compte des mots soumis à la taxe que s'il en demande la transmission. — Les interlignes, renvois, ratures et surcharges doivent être approuvés par le signataire de la dépêche ou par son représentant.

Les dépêches peuvent être formulées, soit en français, soit en latin, soit dans une des langues admises par la convention internationale; dans ce dernier cas, l'expéditeur peut être tenu d'en donner la traduction par écrit. Cette traduction est obligatoire pour les dépêches déposées dans les boîtes ou adressées par la poste.

Toute dépêche composée en langage ordinaire, mais inintelligible, est assimilée à une dépêche en langage secret.

3. — Les dépêches en langage secret peuvent être composées : 1° Exclusivement de chiffres arabes; — 2° Exclusivement de chiffres de l'alphabet; — 3° De chiffres arabes et de mots; — 4° De lettres de l'alphabet et de mots.

Si le texte est divisé par groupes, ces groupes doivent être séparés par des points, des virgules ou des traits. — L'adresse et la signature doivent être en langage ordinaire.

L'identité de l'expéditeur est dûment établie, lorsque cette formalité est jugée nécessaire, par l'attestation de deux témoins connus. Elle peut aussi l'être par la production de passeports, feuilles de route ou toutes autres pièces dont l'ensemble serait jugé suffisant par le directeur du bureau.

La sincérité de la signature est dûment constatée par le visa des Autorités compétentes. Elle peut l'être aussi par une vérification contradictoire faite au bureau, ou par telle attestation ou tout autre moyen que le directeur jugerait suffisant.

4. — Les expéditeurs ont la faculté de recommander leurs dépêches.

Lorsqu'une dépêche est recomman-

dée, le bureau de destination transmet, par la voie télégraphique, à l'expéditeur la reproduction intégrale de la copie envoyée au destinataire, suivie de la double indication de l'heure de la remise et de la personne entre les mains de laquelle cette remise a eu lieu. — Si la remise n'a pas été effectuée, ce double avis est remplacé par l'indication des circonstances qui se sont opposées à la remise et par les renseignements nécessaires pour que l'expéditeur puisse faire suivre sa dépêche, s'il y a lieu.

La taxe de recommandation est égale à celle de la dépêche.

5. — Les dépêches télégraphiques privées peuvent être, soit déposées aux guichets des bureaux ou dans les boîtes établies à cet effet, soit adressées par la poste ou par messenger aux bureaux télégraphiques.

Les dépêches déposées dans les boîtes doivent être revêtues de timbres-dépêches. Il en est de même de celles qui sont envoyées par la poste et qui doivent, en outre, être contenues dans des lettres affranchies.

Les timbres-dépêches sont vendus par l'Administration aux prix de 25 cent., de 50 cent., de 1 franc et de 2 francs.

— Toute dépêche dont la transmission est suspendue pour insuffisance d'affranchissement est renvoyée à l'expéditeur pour que la taxe en soit complétée. — Si le domicile de l'expéditeur est inconnu, la dépêche est conservée au bureau télégraphique, à sa disposition, pendant 6 semaines.

Lorsque la valeur des timbres dont une dépêche est revêtue est supérieure à la taxe exigible, il n'y a pas lieu à détaxe.

6. — Les dépêches télégraphiques peuvent être adressées, soit à domicile, soit poste restante, soit bureau télégraphique restante. Elles sont remises ou expédiées à destination dans l'ordre de leur réception.

Les dépêches adressées bureau restante sont conservées pendant 45 jours, pour être remises aux destinataires ou à leurs représentants, sur leur récla-

mation. Passé ce délai, elles sont anéanties.

Les dépêches adressées à domicile ou poste restante, dans le lien d'arrivée, sont portées sans frais à leur destination par un agent du bureau de l'Administration. Le lien d'arrivée s'entend du territoire compris dans les limites de l'octroi, ou du centre de population où le bureau est situé dans les Communes qui n'ont pas d'octroi. — Les dépêches adressées à domicile ou poste restante, hors du lien d'arrivée, sont, suivant le cas, expédiées par la poste ou par exprès. Toutes les dépêches adressées à un bureau de gare, pour être portées en dehors de l'enceinte de la gare, sont remises à domicile par exprès.

Le bureau d'arrivée emploie l'express (ce qui doit s'entendre des moyens les plus rapides d'expédition dont il a à la disposition), lorsque ce mode d'envoi est demandé par l'expéditeur dans la dépêche, ou par le destinataire en vue de dépêches qu'il attend.

Il emploie la poste : 1° Lorsque l'expéditeur l'a formellement demandé; — 2° Lorsque l'envoi par exprès, bien que demandé, n'est point possible; — 3° Lorsqu'aucun mode d'envoi spécial n'a été désigné. — Dans le premier cas, la dépêche est, sur la demande de l'expéditeur, mise à la boîte sans affranchissement, affranchie ou chargée. — Dans le second cas, elle est expédiée sous chargement. — Dans le troisième, elle est mise à la poste sans affranchissement.

Le chargement est obligatoire pour les dépêches recommandées.

7. — Lorsqu'une dépêche est refusée, soit parce qu'elle est jugée contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, soit parce que l'identité de l'expéditeur ou la sincérité de la signature n'est pas établie, soit pour inexécution des prescriptions ci-dessus mentionnées, la minute est rendue ou renvoyée au déposant, revêtue d'une mention signée du directeur et indiquant les motifs du refus.

— Tout expéditeur peut, en justi-

fiant de son identité, *arrêter*, s'il en est encore temps, la *transmission* de la dépêche qu'il a déposée.

8. — Lorsqu'une dépêche porte la mention *faire suivre*, sans autre indication, le bureau de destination, après l'avoir présentée à l'adresse indiquée, la réexpédie immédiatement à la nouvelle adresse qui lui est désignée.

Si la mention *faire suivre* est accompagnée d'adresses successives, la dépêche est successivement transmise à chacune des destinations indiquées, jusqu'à la dernière, s'il y a lieu. — Le destinataire paye autant de fois la taxe qu'il y a eu de réexpéditions successives.

Si le destinataire ne se trouve pas à la dernière adresse indiquée et si aucune indication ne peut être fournie sur sa nouvelle adresse, la dépê-

che est conservée au dernier bureau.

— Toute personne peut demander, en fournissant les indications nécessaires, que les dépêches qui arriveraient au bureau télégraphique pour lui être remises dans le rayon de distribution de ce bureau lui soient réexpédiées à l'adresse par elle indiquée.

Lorsque le destinataire est *absent* au moment de l'arrivée de la dépêche et qu'en son nom une nouvelle destination est indiquée sur l'enveloppe même de la dépêche, la réexpédition télégraphique est faite à la charge, par le destinataire, de payer la taxe de la réexpédition.

9. — Voici les *tarifs* actuels de la correspondance télégraphique privée, pour la France :

1^o CORRESPONDANCE DE BUREAU A BUREAU DANS LE MÊME DÉPARTEMENT :

SOIXANTE CENTIMES pour une dépêche ne dépassant pas 20 mots. — *Augmentation* de 30 centimes par série ou fraction de série supplémentaire de 10 mots.

2^o CORRESPONDANCE D'UN DÉPARTEMENT A UN AUTRE DANS L'INTÉRIEUR DE LA FRANCE :

UN FRANC QUARANTE CENTIMES pour une dépêche ne dépassant pas 20 mots. — *Augmentation* de 70 centimes par série ou fraction de série supplémentaire de 10 mots.

Le *tarif* est *affiché* dans chaque bureau.

— Tout ce que l'expéditeur écrit sur la minute, pour être transmis, entre dans le calcul de la taxe. — Toutes les justifications relatives aux dépêches recommandées, multiplions à faire suivre, aux accusés de réception ou au mode d'envoi, entrent dans le compte des mots soumis à la taxe.

Le *compte des mots* s'établit de la

manière suivante pour les dépêches en *langage ordinaire* :

Les mots composés compris à ce titre au Dictionnaire de l'Académie française, les noms de départements, communes, rues, et les désignations relatives au numéro des habitations, ne sont comptés que pour un seul mot.

Toutes les autres expressions composées sont comptées pour le nombre de mots employés à les former.

Les nombres écrits *en chiffres* sont comptés pour autant de mots qu'ils contiennent de fois 5 chiffres, plus un mot pour l'excédant.

Tout *chiffre* ou *lettre, isolé*, est compté pour un mot; il en est de même du *souligné*.

Les signes que l'appareil exprime par un seul signal (signes de ponctuation, traits d'union, apostrophes, guillemets, parenthèses) ne sont pas comptés.

Sont toutefois comptés pour un chiffre les points, les virgules et les barres de division qui entrent dans la formation des nombres.

— Pour les dépêches en *langage secret*, le *compte des mots* s'établit de la manière suivante :

Tous les chiffres, lettres ou signes employés dans le texte chiffré sont additionnés; le total divisé par 5 donne pour quotient le nombre de mots qu'ils représentent. L'excédant est compté pour un mot. — On y ajoute, pour obtenir le nombre total des mots de la dépêche, les mots en langage ordinaire de l'adresse, de la signature et ceux du texte. Le compte en est fait d'après les règles ci-dessus prescrites pour les dépêches en langage ordinaire.

Toute dépêche *rectificative, complémentaire*, et généralement toute communication échangée avec un bureau télégraphique à l'occasion d'une dépêche transmise ou en cours de transmission, est soumise à la taxe, à moins que cette communication n'ait été rendue nécessaire par une erreur de service.

Les dépêches adressées dans une même localité à plusieurs destinataires, ou à un seul destinataire à plusieurs domiciles, ne sont soumises, en sus de la taxe principale, qu'à un droit de 50 centimes par *chaque copie*.

Les dépêches adressées à plusieurs destinataires, ou à un même destinataire dans des localités différentes, sont taxées comme autant de dépêches distinctes.

— Pour toute dépêche à expédier par *express* hors du lieu d'arrivée, il

est perçu une *somme fixe* de 50 centimes par *chaque kilomètre*.

10. — Le prix des dépêches transmises au moyen des *appareils autographiques* est fixé à 20 centimes par *chaque centimètre carré*. — La surface destinée à recevoir la dépêche doit avoir au moins 30 centimètres carrés. — Le prix des *papiers spéciaux* propres aux transmissions autographiques est fixé à 10 centimes la feuille, quelle qu'en soit la dimension.

11. — Les taxes perçues pour la transmission des dépêches sont *remboursées* aux ayants droit : 1° Lorsque la transmission n'a pas été effectuée par le fait du service télégraphique; — 2° Lorsque le destinataire d'une dépêche affranchie n'a pas usé de cette franchise dans le délai de 8 jours à dater du dépôt de la dépêche primitive; — 3° Lorsque, par suite d'un retard notable, imputable au service télégraphique ou à l'express, on d'une grave erreur de transmission, la dépêche n'a pu manifestement remplir son objet.

La taxe afférente à l'envoi par *express* est remboursée, sous déduction de la taxe postale, lorsque, l'envoi par *express* n'ayant pu être effectué, le bureau d'arrivée a employé la poste.

— Les *erreurs* ou *omissions* imputables aux services auxiliaires des compagnies privées ne donnent pas droit à remboursement.

— Toute *demande en remboursement* doit, sous peine de *déchéance*, être formée dans les 3 mois de la perception.

12. — Les *originaux* des dépêches sont *conservés* dans les archives des bureaux pendant *une année*. Passé ce délai, on peut les anéantir.

Ils ne sont *communiqués* qu'à l'expéditeur et au destinataire, après constatation de leur identité. — L'expéditeur et le destinataire ont le droit de se faire délivrer des *copies certifiées* conformes de l'original de la dépêche qu'ils ont transmise ou reçue.

13. — Les *contraventions, délits* et *crimes* relatifs aux lignes télégra-

phiques sont prévus et punis de la manière suivante par le titre II du décret du 27 décembre 1857 :

Quiconque, par *imprudence* ou *involontairement*, a commis un fait matériel pouvant compromettre le service de la télégraphie; quiconque a dégradé ou détérioré de quelque manière que ce soit les appareils des lignes de télégraphie, est puni d'une *amende* de 16 fr. à 300 fr., sauf l'admission, s'il y a lieu, de circonstances atténuantes. — La contravention est poursuivie et jugée comme en matière de *grande voirie*, c'est-à-dire que le tribunal compétent est le Conseil de Préfecture.

Quiconque, par la rupture des fils, par la dégradation des appareils ou par tout autre moyen, a *volontairement* causé l'interruption de la correspondance télégraphique, est puni d'un *emprisonnement* de 3 mois à 2 ans et d'une *amende* de 100 fr. à 4.000 fr.

Sont punis de la *détention* et d'une *amende* de 4.000 fr. à 5.000 fr., sans préjudice des peines que pourrait entraîner leur complicité avec l'insurrection, les individus qui, dans un mouvement insurrectionnel, ont détruit ou rendu impropres au service un ou plusieurs fils d'une ligne de télégraphie électrique; ceux qui ont brisé ou détruit un ou plusieurs télégraphes, ou qui ont envahi à l'aide de violences ou de menaces un ou plusieurs postes télégraphiques, ou qui ont intercepté par tout autre moyen, avec violences et menaces, les communications ou la correspondance télégraphique entre les divers dépositaires de l'Autorité publique, ou qui s'opposent avec violences ou menaces au rétablissement d'une ligne télégraphique. — Cette pénalité peut toutefois être mitigée par l'admission de *circonstances atténuantes*.

— Toute attaque, toute résistance avec violences et voies de fait envers les inspecteurs et les agents de surveillance des lignes télégraphiques, dans l'exercice de leurs fonctions, est punie des peines appliquées à la *rébellion*, suivant les dis-

tinctions établies au Code pénal (art. 209 et suiv.). — Voy. **RÉBELLION**.

Les crimes, délits ou contraventions ci-dessus prévus sont *constatés* par les procès verbaux que peuvent dresser concurremment les Officiers de police judiciaire, les Commissaires et Sous-Commissaires préposés à la surveillance des chemins de fer, les Inspecteurs des lignes télégraphiques, les Agents de surveillance nommés ou agréés par l'Administration et dûment assermentés. — Ces procès-verbaux font foi jusqu'à preuve contraire. — Ceux qui ont été dressés par des Agents de surveillance assermentés doivent être *affirmés* dans les 3 jours, à peine de nullité, devant le Juge de Paix ou le Maire, soit du lieu du délit ou de la contravention, soit de la résidence de l'agent.

— En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits, la *peine la plus forte* est seule prononcée.

14. — Tout fonctionnaire public qui *viole le secret* de la correspondance télégraphique est puni d'une *amende* de 16 fr. à 500 fr. et d'un *emprisonnement* de 3 mois à 5 ans. Le coupable est, en outre, *interdit* de toute fonction ou emploi public pendant 5 ans au moins et 10 ans au plus.

15. — L'Etat n'est soumis à *aucune responsabilité* à raison du service de la correspondance privée par la voie télégraphique.

• 16. — Le produit des taxes de la télégraphie privée française et internationale est évalué, au budget de 1873, à la somme de 16.000.000 fr.

TÉMOIN. — Se dit à la fois de la personne qui atteste en Justice avoir vu ou entendu une chose, et de celle qui prête son assistance pour la rédaction d'un acte. — On appelle *témoins judiciaires* ceux qui déposent en Justice, soit au civil, soit au criminel, et *témoins instrumentaires* ceux qui concourent à la rédaction d'un acte.

1. — En matière civile, les té-

moins qui font défaut sont condamnés à une somme qui ne peut être moindre de 10 fr. au profit de la partie, à titre de *dommages-intérêts*; ils peuvent de plus être condamnés à une amende de 100 fr. au maximum. Ils sont réassignés à leurs frais. S'ils font encore défaut, ils sont passibles d'une amende de 100 fr. et un mandat d'amener peut même être décerné contre eux.

Si le témoin justifie qu'il n'a pu se présenter au jour indiqué, il est déchargé, après sa déposition, de l'amende et des frais de réassignation.

— *Peuvent être reprochés* les parents ou alliés de l'une ou de l'autre des parties, jusqu'au degré de cousin issu de germain inclusivement; les parents et alliés des conjoints au degré ci-dessus, si le conjoint est vivant, ou si la partie ou le témoin en a des enfants vivants; en cas que le conjoint soit décédé et qu'il n'ait pas laissé de descendants, peuvent être reprochés les parents et alliés en ligne directe, les frères, beaux-frères, sœurs et belles-sœurs.

Peuvent aussi être reprochés le témoin héritier présomptif ou donataire; — celui qui a bu ou mangé avec la partie et à ses frais, depuis la prononciation du jugement qui a ordonné l'enquête; — celui qui a donné des certificats sur les faits relatifs au procès; — les serviteurs et domestiques; — le témoin en état d'accusation; — celui qui a été condamné à une peine afflictive ou infamante, ou même à une peine correctionnelle pour cause de vol. (Cod. proc. civ. art. 223-294.)

2. — *En matière criminelle*, les témoins qui ne se rendent pas à la citation sans justifier d'un empêchement légitime, ou qui refusent de déposer, sont passibles d'une amende de 100 fr. au maximum.

Ne peuvent être reçues les dépositions :

1° Du père, de la mère, de l'aïeul, de l'aïeule, ou de tout autre ascendant de l'accusé ou de l'un des accusés présents et soumis au même dé-

bat; — 2° Des fils, fille, petit-fils, petite-fille, ou de tout autre descendant; — 3° Des frères et sœurs; — 4° Des alliés aux mêmes degrés; — 5° Du mari ou de la femme; — 6° Des dénonciateurs dont la dénonciation est récompensée pécuniairement par la loi; — Sans néanmoins que l'audition des personnes ci-dessus désignées puisse opérer une nullité lorsque, soit le Procureur général, soit la partie civile, soit les accusés, ne se sont pas opposés à ce qu'elles fussent entendues. (Cod. Instr. crim. art. 71—86; 316—333.)

3. — Les témoins produits aux actes de l'Etat civil ne peuvent être que du sexe masculin, âgés de 21 ans au moins, parents ou autres; ils sont choisis par les personnes intéressées. (Cod. civ. art. 37.) — Voy. ACTES DE L'ÉTAT CIVIL.

— Ne peuvent être pris pour témoins d'un testament par acte public, ni les légataires, à quelque titre qu'ils soient, ni leurs parents ou alliés jusqu'au 4° degré inclusivement, ni les clercs des notaires par lesquels les actes sont reçus. (Cod. civ. art. 975.) — Voy. TESTAMENT, 2.

4. — *L'incapacité* d'être témoin dans des actes est une des conséquences de la *dégradation civique*. (Cod. pén. art. 34, 30.) — Voy. DÉGRADATION CIVIQUE.

5. — Dans certains cas spécifiés par la loi, les *Tribunaux correctionnels* peuvent priver le condamné du droit d'être employé comme témoin dans les actes et de témoigner en Justice autrement que pour y faire de simples déclarations. (Cod. pén. art. 42, 43.) — Voy. INTERDICTION DES DROITS CIVIQUES, CIVILS ET DE FAMILLE.

6. — Voy. FAUX TÉMOIGNAGE.

TENTATIVE. — (Cod. pén. art. 2 et 3.) — On désigne sous ce nom les actes par lesquels un individu qui a formé le dessein de commettre un crime ou un délit en commence l'exécution.

1. — Toute tentative de crime qui a été manifestée par un commence-

ment d'exécution, si elle n'a été suspendue ou si elle n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur, est *considérée* comme le crime même et punie de la même manière.

En effet, l'individu que des circonstances purement fortuites empêchent de consommer son criminel projet n'est pas moins coupable que s'il avait réussi dans sa perpétration. Il a commis le crime autant qu'il était en lui de le commettre.

2. — La *tentative de délit* n'appelle pas la même rigueur de la loi, car ses résultats sont moins graves et, d'ailleurs, le délit ne suppose pas la corruption au même degré que le crime; aussi cette tentative n'est-elle assimilée au délit que dans les cas déterminés par une disposition spéciale, par exemple au cas de *vol* (Cod. pén. art. 388); — de *filouterie* (art. 401); — d'*escroquerie* (art. 405).

3. — Quant aux *tentatives de contravention*, la loi n'en parle pas : elles ne sont donc *jamais punissables*.

TERME. — Du latin *terminus*, fait du grec *terma*, borne, limite. — Limitation d'un temps donné pour faire une chose.

— Ce qui n'est dû qu'à terme ne peut être exigé avant l'échéance. On dit dans ce sens : *qui a terme ne doit rien*. Mais le débiteur est *déchu* du bénéfice du terme s'il vient à tomber en *faillite* ou en *déconfiture*, ou si, par son fait, il a *diminué les sûretés* données par le contrat au créancier, si, par exemple, ayant conféré une hypothèque sur sa propriété, il vient à la démolir, ou s'il fait des coupes insolites dans la forêt qu'il avait affectée par hypothèque au paiement de sa dette. (Cod. civ. art. 1185-1188.)

TESTAMENT. — (Cod. civ. art. 895 et suiv.) — Acte par lequel une personne dispose de tout ou partie de ses biens pour le temps où elle

n'existera plus, et qu'elle peut révoquer.

1. **FORMES.** — Il y a trois sortes de testaments : le testament *olographe*, le testament *par acte public* et le testament *mystique* ou *secret*.

1. — Le testament *olographe* (du grec *olos*, entier; *graphô*, j'écris) est celui que le testateur écrit de sa propre main en entier. Il doit être *daté* et *signé*. L'absence de l'une ou de l'autre de ces formalités entraînerait la nullité du testament.

2. — Le testament *par acte public* est celui qui est reçu par deux notaires en présence de *deux témoins*, ou par un notaire en présence de *quatre témoins*. Il est dicté par le testateur au notaire qui l'écrit tel quel et en donne ensuite lecture au testateur en présence des témoins, qui y apposent leur signature, ainsi que les notaires et le testateur. Si ce dernier ne sait ou ne peut signer, il en est fait mention ainsi que de la cause qui l'en empêche. — *Ne peuvent être pris pour témoins* les personnes gratifiées dans le testament, ni leurs parents ou alliés jusqu'au 4^{me} degré inclusivement, ni les clercs des notaires qui ont reçu l'acte. Toutes ces précautions ont pour but de s'assurer que les dispositions écrites sont bien celles qui ont été exprimées par le testateur.

Les *témoins* doivent être *mâles*, *majeurs*, *Français* et *jouissant de leurs droits civils*.

3. — Le testament *mystique* ou *secret* est celui que le testateur écrit ou fait écrire et qu'il présente ensuite clos et scellé à un notaire qui dresse un procès-verbal de dépôt. Sa validité est subordonnée à l'accomplissement des formalités suivantes : Celui qui veut disposer dans cette forme doit écrire ses dispositions lui-même ou les faire écrire, mais les signer : le papier qui les contient est clos et scellé : le testateur le remet au notaire, en présence de *six témoins*, et il déclare que ce papier renferme son testament. Sans en prendre connaissance,

le notaire dresse acte de la déclaration qui lui est faite. Cet acte s'appelle *acte de suscription* parce qu'il est écrit sur le papier contenant les dispositions du testateur ou sur l'enveloppe : il est signé par le testateur, le notaire et les six témoins. — Si le testateur, par suite d'un empêchement survenu depuis la signature de l'écrit qui contient ses dispositions, ne peut pas signer l'acte de suscription, il en est fait mention. Mais si l'impossibilité de signer existait au moment où le testateur a fait écrire ses dispositions par un tiers, un *septième témoin* devrait être appelé, qui signerait, avec les six autres, l'acte de suscription, et mention serait faite de la cause pour laquelle il a été appelé.

4. — On voit, d'après ce qui précède, que les personnes qui ne savent ni lire ni écrire ne peuvent tester que par acte public. Elles ne peuvent se servir de la forme olographe puisqu'elles sont incapables d'écrire, ni de la forme mystique puisqu'il leur serait impossible de s'assurer que le testament qu'un tiers aurait écrit pour elles est bien l'expression de leur volonté. — Les *aveugles* qui savent écrire peuvent faire un testament olographe : ils ne sauraient faire un testament par acte public ou mystique. — Incapables de tester en la forme publique, les *muets* peuvent, s'ils savent écrire, tester soit dans la forme olographe, soit dans la forme mystique. Dans ce dernier cas, la déclaration que doit faire le testateur est remplacée par une attestation écrite au haut de l'acte de suscription en ces termes : *le papier que je présente est mon testament*. — Le muet qui ne sait pas écrire ne peut tester en aucune forme. — Les personnes qui sont *sourdes* peuvent, si elles savent écrire, faire un testament olographe ou mystique ; si elles savent seulement lire, elles peuvent faire un testament mystique ; mais, en aucun cas, elles ne peuvent tester par acte public. Elles sont donc incapables de tester si elles ne savent ni lire ni écrire.

5. — Le testament par acte public est le seul qui puisse recevoir directement son exécution. Le testament olographe doit être *présenté* préalablement au Président du Tribunal du domicile du défunt : ce magistrat en fait l'ouverture, en constate l'état et en ordonne le dépôt dans les mains d'un notaire. Il en est de même du testament mystique qui, en outre, doit être ouvert en présence de ceux des témoins et notaire, signataires de l'acte de suscription, qui se trouvent sur les lieux.

II. DIVERSES SORTES DE LEGS. — Les dispositions testamentaires portent le nom de *legs*. Elles peuvent être ou *universelles*, ou à *titre universel*, ou à *titre particulier*.

1. — Le *legs universel* est la disposition par laquelle le testateur donne à une ou plusieurs personnes l'universalité des biens qu'il laissera à son décès. Ce qui forme le caractère essentiel du legs universel, c'est le droit *éventuel* qu'a le légataire de recueillir tout ce qui compose ou composera la succession. On peut être, en effet, légataire *universel* et cependant ne recueillir qu'une fraction très-minime des biens, souvent moins qu'un légataire *particulier*. Le légataire universel peut se trouver en présence d'héritiers ayant droit à une *réserve* et être tenu, en outre, d'acquitter des legs particuliers ; mais si les héritiers réservataires du défunt ne lui ont pas survécu ou s'ils renoncent à sa succession, si les légataires particuliers sont de même prédécédés ou s'ils répudient les libéralités qui leur ont été faites, rien ne s'opposera à la réalisation du droit éventuel accordé au légataire universel.

— Si le testateur a laissé des héritiers réservataires, le légataire universel est obligé de leur demander la *délivrance* des biens : il est, au contraire, saisi de plein droit des choses léguées s'il n'y a aucun héritier à réserve ; mais lorsque le testament est olographe ou mys-

tique, comme il n'a point par lui-même de force exécutoire, le légataire universel doit se faire *envoyer en possession* par ordonnance du Président du Tribunal du lieu de l'ouverture de la succession.

2. — Le legs à *titre universel* est celui par lequel le testateur donne une quote-part de ses biens, telle qu'une moitié, un quart, ou tous ses immeubles, ou tous ses meubles, ou une quotité fixe des uns ou des autres.

Le légataire à titre universel n'est jamais saisi de plein droit. Il est tenu de demander la *délivrance* de son legs à ceux qui sont saisis de la succession, c'est-à-dire aux héritiers réservataires s'il y en a, à leur défaut au légataire universel, et s'il n'y en a pas, aux héritiers appelés dans l'ordre de la succession.

Comme le légataire universel, le légataire à titre universel est tenu, pour sa part et portion, des dettes et charges de la succession du testateur.

3. — Le legs *particulier* est celui par lequel le testateur donne des objets déterminés; telle maison, une somme de 5,000 fr. Le légataire particulier, devant recevoir une chose déterminée, n'est pas tenu des dettes; mais, bien entendu, il n'y a lieu à l'acquiescement des legs qu'après le paiement de toutes les dettes.

Le mode de *délivrance* des legs particuliers est le même que celui des legs à titre universel.

III. EXÉCUTEURS TESTAMENTAIRES.

— Le testateur peut charger spécialement une ou plusieurs personnes de veiller à l'entière exécution de ses volontés.

L'exécution testamentaire est un simple office d'ami, un mandat, d'où il résulte :

1° Que personne n'est tenu de l'accepter; — 2° Que celui qui l'accepte n'a droit à aucun salaire : toutefois, il est d'usage que le testateur fasse, par son testament, un présent à son exécuteur testamentaire; —

3° Que les frais sont à la charge de la succession; — 4° Que les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire ne passent point à ses héritiers.

IV. RÉVOCATION ET CADUCITÉ DES TESTAMENTS. — La *révocation* d'un testament résulte d'un changement de volonté chez le testateur; la *caducité* (du latin *cadere*, tomber) provient d'événements étrangers à la volonté du testateur, par exemple de l'incapacité du légataire ou de la perte de la chose léguée.

1. — La *révocation* peut être *expresse* ou *tacite*; — *expresse*, en vertu d'un testament postérieur ou d'une déclaration devant notaire; — *tacite*, lorsqu'un second testament contient des dispositions contraires ou incompatibles avec celles d'un premier testament, ou lorsque, avant de mourir, le testateur a fait des actes qui supposent nécessairement le changement de volonté, par exemple, s'il a vendu la chose qu'il avait léguée.

2. — Les legs deviennent *caducs*, c'est-à-dire tombent d'eux-mêmes, si le légataire n'a pas survécu au testateur, s'il répudie la libéralité qui lui a été faite, si la chose léguée a totalement péri du vivant du testateur.

3. — Les legs sont *révocables*, comme les donations, pour *inexécution des conditions* et pour cause d'*ingratitude*. Lorsque le fait d'ingratitude s'est passé du vivant du testateur, celui-ci peut pardonner l'offense qu'il a reçue; s'il laisse passer *plus d'un an* sans révoquer son testament, le pardon est présumé. L'action en révocation ne passe donc à ses héritiers qu'autant qu'il est mort dans l'ignorance du délit ou dans l'année à partir du jour où il en a eu connaissance.

— Voy. QUOTITÉ DISPONIBLE.

TESTIMONIALE. (PREUVE) — Voy. OBLIGATIONS, V, § 2.

THÉÂTRES. — A la date du 6 janvier 1864, est intervenu un décret d'une grande importance, au point de vue économique, car il a consa-

cré une fois de plus le principe de la liberté du travail et de l'industrie, principe auquel de nombreuses exceptions subsistent encore aujourd'hui.

Aux termes de ce décret, tout individu peut faire construire et exploiter un théâtre, à la seule condition : 1^o D'en faire la déclaration au Ministre (aujourd'hui de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts) et à la Préfecture de Police, à Paris; à la Préfecture dans les départements; — 2^o De se conformer aux Ordonnances, Décrets et Réglements pour tout ce qui concerne l'ordre, la sécurité et la salubrité publics.

1. — Les ouvrages dramatiques de tous les genres peuvent être représentés sur tous les théâtres.

2. — Sont interdits les théâtres d'acteurs-enfants.

3. — Les spectacles de curiosité continuent à former une catégorie à part. L'article 15 du décret du 8 juin 1806 soumet leur établissement à l'autorisation du Ministre, autorisation que, en réalité, donne et retire la Préfecture de Police, depuis que le service des théâtres a quitté le Ministère de l'Intérieur. Ils ne peuvent s'assimiler aux théâtres ni en prendre le nom; néanmoins, la tolérance coupable de l'Administration impériale a peu à peu laissé les Cafés-Concerts s'ériger en établissements dramatiques, au grand préjudice de l'art et de la morale. Il faudrait rappeler à l'exécution de la loi ces mauvaises maisons.

4. — La censure a été abolie par le décret du 30 septembre 1870. Rétablie, à Paris, pour toute la durée de l'état de siège, elle doit cesser le jour où prendra fin ce régime exceptionnel. Les représentations dramatiques retomberont alors sous le coup de l'article 6 de la loi du 13 janvier 1791 qui les assujettit à la répression; loi sage, libérale, digne de l'Etat, des citoyens et de l'art, mais qui eut le tort d'édicter la répression dans des termes vagues et de ne pas l'organiser, ce qui re-

venait à proclamer la liberté absolue, avec la possibilité des excès qui font rétablir la censure. Pour éviter ces maux, il est à désirer qu'une loi définitive organise la répression.

5. — Le décret de 1864 a maintenu les subventions. Les théâtres qui en reçoivent de l'Etat se trouvent à Paris : Comédie-Française, Opéra, Opéra-Comique, Théâtre-Italien, Théâtre-Lyrique, Odéon. Ils sont assujettis à l'exécution de cahiers des charges rédigés par le Ministre, sauf la Comédie-Française, régie par son acte social du 27 germinal an XII modifié quelque peu, en 1816 et en 1823, par les décrets du 15 octobre 1812 dit de Moscou, du 27 avril 1850 et du 19 novembre 1859. Les théâtres de province subventionnés par les Municipalités sont également soumis aux charges qu'elles leur imposent.

6. — Voy. DROIT DES PAUVRES.

(Nous devons les éléments de cet article à l'obligeante amitié de M. JULES BONNASSIES, rédacteur au bureau des théâtres.)

TIERCE-OPPOSITION. — (Cod. proc. civ. art. 474-479.) — Opposition formée par un tiers à un jugement qui préjudicie à ses droits, lorsque ni lui, ni ceux qu'il représente, n'ont été appelés au procès. — Les formes et conditions en sont réglées par le Code de procédure civile (art. 474-479).

1. — La partie dont la tierce-opposition a été rejetée est condamnée à une amende de 50 fr. au minimum, et, s'il y a lieu, à des dommages-intérêts.

2. — D'après un arrêt de la Cour de cassation, du 17 germinal an IV (6 avril 1796), la tierce-opposition aux jugements dans lesquels on n'a été ni présent, ni appelé, peut être formée pendant 30 ans.

TIERS-ARBITRE. — On appelle tiers-arbitre ou sur-arbitre la personne chargée de départager des arbitres qui n'ont pu se mettre d'accord. — Voy. ARBITRAGE.

TIERS-SAISI. — C'est ainsi que

le Code de procédure civile désigne la personne entre les mains de laquelle une *saisie-arrêt* a été pratiquée. — Voy. SAISIE-ARRÊT.

TIMBRE. — (Lois 13 brumaire an VII (3 novembre 1798); 5 juin 1850; 2 juillet 1862, art. 17-28; 13 mai 1863, art. 6-10; 8 juin 1864, art. 6, 7; 8 juillet 1865, art. 4, 5; 18 juillet 1866, art. 4; 23 août 1871, art. 2.)

Contribution perçue à l'occasion de l'application d'une marque officielle sur du papier dont l'emploi est exigé en général pour tous les actes ou écrits publics et privés, destinés à constater un droit ou à être produits en Justice. — Ce papier est fabriqué par l'Administration, et nul ne peut en vendre ou en distribuer qu'en vertu d'une commission.

1. — Il y a deux sortes de droits de timbre : l'un de *dimension*, tarifé à raison de la grandeur du papier employé, — l'autre *proportionnel*, gradué à raison des sommes exprimées, quelle que soit la dimension du papier.

2. — La loi du 23 août 1871 (art. 2) a ajouté deux décimes au principal des droits de timbre.

Il y a lieu à une *amende* de 50 fr. pour chaque acte ou écrit sous signature privée sujet au timbre de dimension et fait sur papier non timbré.

— Les *affiches* sont assujetties à un droit de timbre. Elles peuvent être imprimées sur papier non timbré, pourvu que le timbre y soit apposé avant l'affichage.

3. — Le droit de *timbre proportionnel* est dû pour les *lettres de change* et *billets à ordre*. — Voy. EFFETS DE COMMERCE, 4.

— Egalement applicable aux titres et certificats d'actions dans les *compagnies* et *sociétés*, ce droit peut être converti en un *abonnement* payable par annuités, au lieu d'être acquitté au moment de l'émission des titres, ce qui nécessiterait une avance de fonds parfois considérable.

— Sont soumis à un droit de timbre proportionnel les titres de *rentes*, *emprunts* et autres *effets publics* des *Gouvernements étrangers*. Aucune transmission de ces titres ne peut avoir lieu avant l'acquittement du droit. En cas de *contravention*, le propriétaire du titre et l'agent de change ou tout autre officier public qui a concouru à sa transmission, sont passibles chacun d'une *amende* de 10 p. 100 de la valeur nominale de ce titre.

L'acquittement du droit est constaté soit au moyen d'un *visa pour timbre*, soit par l'apposition sur les titres de *timbres mobiles* vendus par les soins de l'Administration de l'enregistrement.

4. — Ceux qui, dans une intention frauduleuse, ont *altéré, employé, vendu* ou *tenté de vendre* des papiers timbrés *ayant déjà servi*, sont poursuivis devant le Tribunal correctionnel et punis d'une *amende* de 50 fr. à 1.000 francs, sauf l'admission, s'il y a lieu, de *circonstances atténuantes*. — Eu cas de *récidive*, la peine est d'un *emprisonnement* de 5 jours à 1 mois et l'*amende* est *doublée*.

5. — Les *recettes* procurées par le timbre se sont élevées, en 1867, à la somme de 83.446.000 fr. Elles sont évaluées, au budget de 1873, à la somme de 125.875.000 fr.

TIRÉ. — On désigne ainsi, dans le langage du droit commercial, la personne sur qui est fournie une *lettre de change*. — Voy. EFFETS DE COMMERCE.

TIREUR. — Se dit de la personne qui fournit une *lettre de change*. — Voy. EFFETS DE COMMERCE.

TISSAGE ET ROBINAGE. — (Loi 7 mars 1850.) — 1. — Une loi du 7 mars 1850 est venue mettre un terme aux réclamations que suscitait le mode de règlement usité dans ces deux branches de l'industrie des tissus.

Le rapport présenté par M. Ch. Cunin-Gridaine, au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi, fait connaître en ces termes les usages que le législateur s'est proposé de faire disparaître : « Le fabricant

qui fait tisser une pièce d'étoffe remet au tisserand sa chaîne et sa trame. Le poids, la longueur, le nombre de fils de la chaîne sont essentiellement variables. — Sous l'empire de l'ancienne législation qui réglementait les fabriques, arts et métiers, une règle fixe déterminait la longueur des pièces, la quantité des fils à mettre dans la largeur, et leur finesse en raison de la quantité de l'étoffe. Il n'y avait aucun inconvénient à payer le prix du tissage à la pièce; tous les éléments du travail étaient connus; aujourd'hui ce mode de paiement est encore suivi dans plusieurs localités, sans que la longueur de la chaîne ait été mesurée; elle est censée la même dans chaque établissement, c'est-à-dire telle que l'a faite l'usage des diverses localités industrielles. Or, il faut le reconnaître, les chaînes ont été successivement allongées; il n'y a plus de règle, et le tisserand peut ignorer l'étendue de l'ouvrage qu'il doit exécuter. Chaque crise ajoute inégalement au travail, qu'aucune circonstance ne vient ensuite diminuer.

« Il en est de même à peu près pour le bobinage. Lorsque les fils sont livrés par la filature, sous forme d'échevaux, ils doivent être enroulés sur des bobines, pour faciliter les opérations ultérieures. Le fil est remis par poignées à l'ouvrière chargée de ce travail. (Il est ordinairement confié à des femmes.)

« Anciennement ces poignées se composaient d'une quantité fixe, connue d'avance : aujourd'hui elle est augmentée plus ou moins et diffère dans chaque établissement. La longueur de la chaîne, le poids de la poignée de fils pouvant varier sans que l'ouvrier en soit prévenu, il résulte de là que le tisserand et le bobineur peuvent ignorer les conditions essentielles de leur travail et de leur salaire. Mais si, la longueur et le poids étant augmentés, le prix de façon n'est pas élevé dans la même proportion, le salaire se trouve diminué sans le consentement et à l'insu de l'ouvrier. C'est une atteinte grave à sa liberté et une atteinte plus grave à la

morale publique. Et, comme tout s'enchaîne dans des intérêts qu'on a tort de croire distincts et opposés, les conséquences de ces abus pèsent sur l'industrie en donnant naissance à une concurrence exceptionnelle sans doute, mais frauduleuse. L'intelligence, l'activité, l'expérience ne suffisent plus dans une lutte qui s'exerce aux dépens du salaire... »

Pour faire cesser cet état de choses, et établir la régularité des rapports entre patrons et ouvriers en matière de tissage et de bobinage, la loi du 7 mars 1850 a prescrit à tout fabricant, commissionnaire ou intermédiaire qui livre des fils pour être tissés, d'inscrire, au moment de la livraison, sur un *livret spécial* appartenant à l'ouvrier et laissé entre ses mains : 1° le poids et la longueur de la chaîne; — 2° le poids de la trame et le nombre de fils de trame à introduire par unité de surface de tissu; — 3° les longueur et largeur de la pièce à fabriquer; — 4° le prix de façon, soit au mètre de tissu fabriqué, soit au mètre de longueur ou au kilogramme de la trame introduite dans le tissu.

Lorsqu'il s'agit de *fils à bobiner*, l'inscription portée au livret doit indiquer : 1° le poids brut et le poids net de la matière à travailler; — 2° le numéro du fil; — 3° le prix de façon soit au kilogramme de matière travaillée, soit au mètre de longueur de cette même matière.

— Le *prix de façon* doit être indiqué en monnaie légale sur le livret par le fabricant, commissionnaire ou intermédiaire.

L'ouvrier sait ainsi exactement comment il sera payé, et il ne peut plus être contraint de recevoir des denrées ou marchandises au lieu du salaire en argent sur lequel il avait compté.

— Une fois exécuté, l'ouvrage doit être remis au fabricant, commissionnaire ou intermédiaire de qui l'ouvrier a directement reçu la matière première, et le compte de façon est arrêté au moment de cette remise. — Le législateur a pensé prévenir de la

sorte les difficultés résultant des distances qui séparent d'ordinaire les ouvriers des fabricants eux-mêmes. Il a voulu que tout pût se régler entre les parties qui ont traité et que l'intermédiaire ne renvoyât point le tisserand au fabricant souvent éloigné.

La loi ne s'oppose pas à ce que les parties fassent des conventions différentes quant au mode de remise de l'ouvrage et quant au mode de paiement, mais elle exige formellement que le livret mentionne ces conventions.

Toutes les indications portées sur le livret qui reste entre les mains de l'ouvrier doivent être reproduites par le fabricant, commissionnaire ou intermédiaire, sur un registre d'ordre.

Aucune des parties, on le voit, ne peut plus, grâce à ces diverses prescriptions, être laissée dans l'ignorance des conditions du contrat.

— Pour que le mesurage ou le pesage des matières puisse toujours avoir lieu, le fabricant, commissionnaire ou intermédiaire, est obligé de tenir constamment exposés aux regards, dans les lieux où se règlent habituellement les comptes entre lui et l'ouvrier, les instruments nécessaires à la vérification des poids et mesures. La loi du 7 mars 1850 doit être aussi affichée dans le même endroit.

— Les contraventions aux diverses dispositions de cette loi sont punies d'une amende de 11 fr. à 15 fr. — Il est prononcé autant d'amendes qu'il a été commis de contraventions distinctes.

En cas de *récidive*, c'est-à-dire si, dans les 12 mois qui ont précédé la contravention, le fabricant a encouru une première condamnation, le Tribunal a la faculté d'ordonner l'*insertion du nouveau jugement* dans un journal de la localité, aux frais du contrevenant.

2. — La loi du 7 mars 1850 a laissé au Gouvernement (art. 7) la faculté d'en étendre les dispositions aux industries qui se rattachent au tissage et au bobinage.

En vertu de cette faculté, un décret du 20 juillet 1853 a déclaré la-

dite loi applicable à la coupe des ve-lours de coton, ainsi qu'à la teinture, au blanchiment et à l'apprêt des étoffes.

TITRES AU PORTEUR. — A la date du 15 juin 1872 est intervenue une loi importante relativement aux titres au porteur. Nous croyons devoir la reproduire en entier :

Art. 1^{er}. — « Le propriétaire de titres au porteur qui en est dépossédé par quelque événement que ce soit, peut se faire restituer contre cette perte, dans la mesure et sous les conditions déterminées dans la présente loi. »

Art. 2. — « Le propriétaire dépossédé fera *notifier* par huissier à l'établissement débiteur un acte indiquant : le nombre, la nature, la valeur nominale, le numéro et, s'il y a lieu, la série des titres.

« Il devra aussi, autant que possible, énoncer :

« 1^o L'époque et le lieu où il est devenu propriétaire, ainsi que le mode de son acquisition; — 2^o L'époque et le lieu où il a reçu les derniers intérêts ou dividendes; — 3^o les circonstances qui ont accompagné sa dépossession. Le même acte contiendra une élection de domicile dans la Commune du siège de l'établissement débiteur.

« Cette notification emportera opposition au paiement tant du capital que des intérêts ou dividendes échus ou à échoir. »

Art. 3. — « Lorsqu'il se sera écoulé une année depuis l'opposition sans qu'elle ait été contredite et que, dans cet intervalle, deux termes au moins d'intérêts ou de dividendes auront été mis en distribution, l'opposant pourra se pourvoir auprès du Président du Tribunal civil du lieu de son domicile, afin d'obtenir l'autorisation de toucher les intérêts ou dividendes échus ou à échoir au fur et à mesure de leur exigibilité, et même le capital des titres frappés d'opposition dans le cas où ledit capital serait ou deviendrait exigible. »

Art. 4. — « Si le Président accorde l'autorisation, l'opposant de-

vra, pour toucher les intérêts ou dividendes, fournir une *caution* solvable dont l'engagement s'étendra au montant des annuités exigibles et de plus à une valeur double de la dernière annuité échue. Après *deux ans* écoulés depuis l'autorisation sans que l'opposition ait été contredite, la caution sera de plein droit déchargée.

« Si l'opposant ne veut ou ne peut fournir la caution requise, il pourra, sur la vu de l'autorisation, exiger de la Compagnie le *dépôt* à la Caisse des dépôts et consignations des intérêts ou dividendes échus et de ceux à échoir, au fur et à mesure de leur exigibilité. Après *deux ans* écoulés depuis l'autorisation, sans que l'opposition ait été contredite, l'opposant pourra retirer de la Caisse des dépôts et consignations les sommes ainsi déposées, et percevoir librement les intérêts et dividendes à échoir, au fur et à mesure de leur exigibilité. »

Art. 5. — « Si le capital des titres frappés d'opposition est devenu exigible, l'opposant qui aura obtenu l'autorisation ci-dessus pourra en toucher le montant à charge de fournir caution. Il pourra, s'il le préfère, exiger de la Compagnie que le montant dudit capital soit déposé à la Caisse des dépôts et consignations.

« Lorsqu'il se sera écoulé *dix ans* depuis l'époque de l'exigibilité et *cinq ans* au moins à partir de l'autorisation sans que l'opposition ait été contredite, la caution sera déchargée, et, s'il y a eu dépôt, l'opposant pourra retirer de la Caisse des dépôts et consignations les sommes en faisant l'objet. »

Art. 6. — « La solvabilité de la caution à fournir en vertu des dispositions des articles précédents sera appréciée comme en matière commerciale. S'il s'élève des difficultés, il sera statué en référé par le Président du Tribunal du domicile de l'établissement débiteur.

« Il sera loisible à l'opposant de fournir un *nantissement* aux lieu et place d'une caution. Ce nantisse-

ment pourra être constitué en titres de rente sur l'Etat. Il sera restitué à l'expiration des délais fixés pour la libération de la caution. »

Art. 7. — « En cas de *refus de l'autorisation* dont il est parlé en l'article 3, l'opposant pourra saisir, par voie de requête, le Tribunal civil de son domicile, lequel statuera après avoir entendu le Ministère public. Le jugement obtenu dudit Tribunal produira les effets attachés à l'ordonnance d'autorisation. »

Art. 8. — « Quand il s'agira de coupons au porteur détachés du titre, si l'opposition n'a pas été contredite, l'opposant pourra, après trois années à compter de l'échéance et de l'opposition, réclamer le montant desdits coupons de l'établissement débiteur, sans être tenu de se pourvoir d'autorisation. »

Art. 9. — « Les paiements faits à l'opposant suivant les règles ci-dessus posées libèrent l'établissement débiteur envers tout tiers-porteur qui se présenterait ultérieurement. Le tiers-porteur au préjudice duquel lesdits paiements auraient été faits, conserve seulement une action personnelle contre l'opposant qui aurait formé son opposition sans cause. »

Art. 10. — « Si, avant que la libération de l'établissement débiteur ne soit accomplie, il se présente un tiers-porteur des titres frappés d'opposition, ledit établissement doit provisoirement retenir ces titres contre un récépissé remis au tiers-porteur; il doit de plus avertir l'opposant, par lettre chargée, de la présentation du titre en lui faisant connaître le nom et l'adresse du tiers-porteur. Les effets de l'opposition restent alors suspendus jusqu'à ce que la Justice ait prononcé entre l'opposant et le tiers-porteur. »

Art. 11. — « L'opposant qui voudra *prévenir la négociation* ou la *transmission* des titres dont il a été dépossédé, devra *notifier* par exploit d'huissier au syndicat des agents de change de Paris une opposition renfermant les énonciations prescrites par l'article 2 de la présente.

loi; l'exploit contiendra réquisition de faire publier les numéros des titres.

« Cette publication sera faite un jour franc au plus tard par les soins et sous la responsabilité du syndicat des agents de change de Paris, dans un *Bulletin* quotidien, établi et publié dans les formes et sous les conditions déterminées par un règlement d'administration publique.

« Le même règlement fixera le coût de la rétribution annuelle due par l'opposant pour frais de publicité. Cette rétribution annuelle sera payée d'avance à la caisse du syndicat, faute de quoi la dénonciation de l'opposition ne sera pas reçue ou la publication ne sera pas continuée à l'expiration de l'année pour laquelle la rétribution aura été payée. »

Art. 12. — « Toute négociation ou transmission *postérieure* au jour où le *Bulletin* est parvenu ou aurait pu parvenir par la voie de la poste dans le lieu où elle a été faite sera sans effet vis-à-vis de l'opposant, sauf le recours du tiers-porteur contre son vendeur et contre l'agent de change par l'intermédiaire duquel la négociation aura eu lieu. Le tiers-porteur pourra également, au cas prévu par le précédent article, contester l'opposition faite irrégulièrement ou sans droit.

« Sauf le cas où la mauvaise foi serait démontrée, les agents de change ne seront responsables des négociations faites par leur entremise qu'autant que les oppositions leur auront été signifiées personnellement ou qu'elles auront été publiées dans le *Bulletin* par les soins du syndicat. »

Art. 13. — « Les agents de change doivent inscrire sur leurs livres les numéros des titres qu'ils achètent ou qu'ils vendent.

« Ils mentionneront sur les bordereaux d'achat les numéros livrés. Un règlement d'administration publique déterminera le taux de la rémunération qui sera allouée à l'agent de change pour cette inscription des numéros. »

Art. 14. — « A l'égard des négo-

ciations ou transmissions de titres antérieurs à la publication de l'opposition, il n'est pas dérogé aux dispositions des articles 2279 et 2280 du Code civil. »

Art. 15. — « Lorsqu'il se sera écoulé dix ans depuis l'autorisation obtenue par l'opposant, conformément à l'article 3, et que, pendant le même laps de temps, l'opposition aura été publiée sans que personne se soit présenté pour recevoir les intérêts ou dividendes, l'opposant pourra exiger de l'établissement débiteur qu'il lui soit remis un titre semblable et subrogé au premier. Ce titre devra porter le même numéro que le titre original, avec la mention qu'il est délivré par *uplicata*.

« Le titre délivré en *uplicata* conférera les mêmes droits que le titre primitif et sera négociable dans les mêmes conditions.

« Le temps pendant lequel l'établissement n'aurait pas mis en distribution de dividendes ou d'intérêts ne sera pas compté dans le délai ci-dessus.

« Dans le cas du présent article, le titre primitif sera frappé de déchéance, et le tiers-porteur qui le représentera après la remise du nouveau titre à l'opposant n'aura qu'une action personnelle contre celui-ci au cas où l'opposition aurait été faite sans droit.

« L'opposant qui réclamera de l'établissement un *uplicata* payera les frais qu'il occasionnera. Il devra de plus garantir par un dépôt ou par une caution que le numéro du titre frappé de déchéance sera publié pendant dix ans, avec une mention spéciale au *Bulletin* quotidien. »

Art. 16. — « Les dispositions de la présente loi sont applicables aux titres au porteur émis par les Départements, les Communes et les Établissements publics, mais elles ne sont pas applicables aux billets de la Banque de France, ni aux billets de même nature émis par des établissements légalement autorisés, ni aux rentes et autres titres au porteur émis par l'État, lesquels continue-

ront à être régis par les lois, décrets et règlements en vigueur.

« Toutefois, les cautionnements exigés par l'Administration des finances pour la délivrance des duplicatas de titres perdus, volés ou détruits, seront restitués si, dans les vingt ans qui auront suivi, il n'a été formé aucune demande de la part des tiers-porteurs soit pour les arrérages, soit pour le capital. Le Trésor sera définitivement libéré envers le porteur des titres primitifs, sauf l'action personnelle de celui-ci contre la personne qui aura obtenu le duplicata. »

TONNAGE. — Droit de navigation imposé seulement, aujourd'hui, sur les bâtiments étrangers qui entrent dans les ports français. Il est ainsi nommé parce qu'il est calculé sur la contenance des bâtiments et que la mesure de capacité des navires a pour unité le tonneau (voy. ce mot).

TONNEAU. — Terme de marine. — *Unité de mesure* de la capacité des navires. Le tonneau représente un poids de 1.000 kilogrammes et un espace de 1 stère 404 millièmes, ou 42 pieds cubes.

TONTINES. — (Déc. 25 mars 1809; ord. roy. 12 juin 1842; déc. 16 janvier 1854; loi 24 juillet 1867, art. 66.) — Associations de personnes qui placent en commun un capital pour en retirer, à une époque déterminée, une rente viagère, et à la condition que l'intérêt sera réversible, à chaque décès, sur les survivants. Leur nom vient de ce que ce fut un banquier napolitain, Lorenzo Tonti, qui eut l'idée première de ces sortes d'associations (1653).

— Aucune société tontinière ne peut s'établir qu'avec l'autorisation du Président de la République sur la proposition du Ministre de l'agriculture et du commerce et le Conseil d'Etat entendu.

2. — Les opérations des sociétés tontinières sont soumises à une surveillance toute spéciale exercée par une Commission de 5 membres nommés par le Ministre de l'agriculture et du commerce, et de plus à la vé-

rification des Inspecteurs des Finances.

TOURBIÈRE. — (Loi 21 avril 1810, art. 83-86.) — Endroit d'où l'on extrait la *tourbe*, terre combustible résultant de la décomposition des végétaux dans l'eau.

1. — Les tourbes ne peuvent être exploitées que par le propriétaire du terrain, ou de son consentement.

Tout propriétaire qui veut exploiter des tourbes dans son terrain est tenu d'en faire préalablement la *déclaration* à la Sous-Préfecture, et d'en obtenir l'autorisation, à peine de 100 fr. d'amende.

Les exploitants doivent se conformer aux règlements déterminant la direction générale des travaux d'extraction dans le terrain où sont situées les tourbes, celle des rigoles de dessèchement, enfin les mesures propres à faciliter l'écoulement des eaux dans les vallées, et l'atterrissement des entailles tourbées; sinon ils peuvent être contraints à cesser leur exploitation.

2. — L'*usufruitier* n'a aucun droit aux tourbières dont l'exploitation n'est pas commencée à l'instant où il entre en jouissance. (Cod. civ. art. 598.)

TOUR D'ÉCHELLE. — On connaissait anciennement sous ce nom une servitude qui consistait dans le droit de passer sur la propriété voisine pour les réparations à faire à une maison ou à un mur contigu.

Le Code civil ne mentionnant pas cette servitude parmi les servitudes établies par la loi, le droit de *tour d'échelle* n'existe plus, si ce n'est en vertu d'un titre, ou moyennant une indemnité.

TRANSACTION. — (Cod. civ. art. 2044-2058.) Contrat par lequel les parties terminent une contestation déjà née ou préviennent une contestation à naître, au moyen de concessions réciproques. C'est, comme l'a dit très-justement M. Bigot-Préameneu au Corps Législatif, « de tous les moyens de mettre fin aux différends que font naître entre les

hommes leurs rapports variés et multipliés à l'infini, le plus heureux dans ses effets. »

La transaction diffère du compromis qui a également pour but d'éviter un procès, en ce que, dans le compromis, ce sont des tiers qui sont chargés par les parties de régler les difficultés pendantes, tandis que, dans la transaction, ce sont les parties elles-mêmes qui sont leurs propres arbitres.

Transiger est donc plus avantageux que compromettre.

1. — La transaction doit être rédigée par écrit : disposition fort sage, car la transaction ayant pour but de prévenir ou de terminer un procès, c'eût été risquer d'en faire naître un nouveau que d'en laisser dépendre l'effet de l'admissibilité ou des résultats de la preuve testimoniale.

Lorsqu'on emploie la forme sous seing privé, il faut rédiger autant d'originaux qu'il y a de parties contractantes ayant un intérêt distinct, car la transaction, renfermant des obligations réciproques, est un contrat synallagmatique. — Voy. ACTE SOUS SEING PRIVÉ, 2.

2. — Pour transiger valablement, il faut avoir la capacité de disposer des objets compris dans la transaction.

Il résulte de ce principe que les mineurs et les interdits ne peuvent nullement transiger eux-mêmes. Leur tuteur, seul, le peut pour eux, sous certaines conditions déterminées dans l'article 467 du Code civil.

Les Communes et Etablissements publics, étant sous la tutelle perpétuelle du Gouvernement, ne peuvent transiger qu'avec son autorisation expresse, de même que cette autorisation leur est indispensable pour acquérir et aliéner.

3. — La transaction faite sur pièces qui depuis ont été reconnues fausses est nulle. Comme tout contrat, elle est rescindable pour dol et violence, ainsi que pour erreur sur la personne ou sur l'objet de la con-

testation. — Voy. DOL; — ERREUR; — VIOLENCE.

Elle n'est pas attaquable pour cause d'erreur de droit ni pour cause de lésion : autrement, loin de terminer ou de prévenir les procès, la transaction en deviendrait elle-même souvent une source.

L'erreur de calcul dans une transaction doit être réparée, car elle est évidemment contre la volonté des parties et, d'ailleurs, elle est facilement réparable.

TRANSCRIPTION. — (Loi 23 mars 1855; Déc. 24 novembre 1855.)

1. — La transcription est l'accomplissement d'une formalité destinée à procurer aux tiers, créanciers ou acquéreurs, la publicité matérielle, durable et facile à chercher, des mutations de la propriété immobilière et des démembrements ou charges qui peuvent en altérer la valeur. Elle consiste dans la copie littérale, sur un registre particulier tenu par le Conservateur des hypothèques, et que tout le monde peut consulter, des actes constatant des mutations, des démembrements ou des charges de la propriété immobilière.

2. — La loi du 23 mars 1855 a en pour but de combler une regrettable lacune dans la législation. Avant elle, en effet, rien ne révélait d'une manière certaine et publique quel était le propriétaire d'un immeuble; il n'existait aucun moyen de s'assurer de la vérité à cet égard et, en traitant avec celui qui avait toutes les apparences du droit de propriété, on n'était jamais sûr de traiter avec le véritable propriétaire. Il n'était pas impossible de vendre et de se faire payer plusieurs fois le même immeuble ou d'hypothéquer un immeuble que l'on avait vendu. Un propriétaire pouvait, dans une idée de fraude, aliéner seulement la nue propriété, conserver l'usufruit et la possession de l'immeuble, et abuser avec une extrême facilité, par une nouvelle vente, de la bonne foi d'un second acquéreur. — Tout en étant réellement propriétaire, le

débiteur pouvait avoir altéré secrètement la valeur du gage qu'il offrait à son créancier, par une constitution d'usufruit, d'un bail de longue durée fait à vil prix, par le paiement anticipé d'un grand nombre d'années de loyer, par l'établissement d'une antichrèse. Tous ces dangers ont disparu depuis la nécessité de la transcription sur un registre public de toutes les mutations de la propriété, de ses démembrements et de ses charges.

3. — Aux termes de la loi du 23 mars 1855, doivent être transcrits au bureau des hypothèques de la situation des biens : 1° Tout acte entre-vifs, translatif de propriété immobilière ou de droits réels susceptibles d'hypothèque; — 2° Tout acte portant renonciation à ces mêmes droits; — 3° Tout jugement déclarant l'existence d'une convention verbale de la nature ci-dessus exprimée; — 4° Tout jugement d'adjudication, autre que celui rendu sur licitation au profit d'un cohéritier ou d'un copartageant.

— Doivent être également transcrits : 1° Tout acte constitutif d'antichrèse, de servitude, d'usage et d'habitation; — 2° Tout acte portant renonciation à ces mêmes droits; — 3° Tout jugement qui en déclare l'existence en vertu d'une convention verbale; — 4° Les baux d'une durée de plus de 18 années; — 5° Tout acte ou jugement constatant, même pour bail de moindre durée, quittance ou cession d'une somme équivalente à 3 années de loyers ou fermages non échus.

4. — Jusqu'à la transcription, les droits résultant des actes et jugements ci-dessus énoncés ne peuvent être opposés aux tiers qui ont des droits sur l'immeuble et qui les ont conservés en se conformant aux lois. Les baux qui n'ont point été transcrits ne peuvent jamais leur être opposés pour une durée de plus de 18 ans.

— A partir de la transcription, les créanciers privilégiés ou ayant hypothèque, aux termes des articles 2123,

2127 et 2128 du Code civil, ne peuvent prendre utilement inscription sur le précédent propriétaire. — Néanmoins, le vendeur ou le copartageant ont la faculté de faire inscrire les privilèges à eux conférés par les articles 2108 et 2109 du même Code, dans les 45 jours de l'acte de vente ou de partage, notwithstanding toute transcription d'actes faite dans ce délai.

5. — Les hypothèques légales des femmes, des mineurs et des interdits sont affranchies de la publicité; mais cette faveur due aux incapables ne se prolonge pas au delà de leur état d'incapacité, et si la veuve, le mineur devenu majeur, l'interdit relevé de l'interdiction, leurs héritiers ou ayants cause, n'ont pas pris inscription dans l'année qui suit la dissolution du mariage ou la cessation de la tutelle, leur hypothèque ne date, à l'égard des tiers, que du jour des inscriptions prises ultérieurement.

6. — Dans le cas où les femmes peuvent céder leur hypothèque légale ou y renoncer, cette cession ou cette renonciation doit être faite par acte authentique, et les cessionnaires n'en sont saisis, à l'égard des tiers, que par l'inscription de cette hypothèque prise à leur profit, ou par la mention de la subrogation en marge de l'inscription préexistante. — Les dates des inscriptions ou mentions déterminent l'ordre dans lequel ceux qui ont obtenu des cessions ou renonciations exercent les droits hypothécaires de la femme.

7. — Le salaire alloué aux Conservateurs des hypothèques, pour la transcription des actes de mutation, est de 50 centimes par rôle de 25 lignes à la page et de 18 syllabes à la ligne.

8. — Les registres des transcriptions sont ouverts au public. Toute personne peut demander copie de la transcription ou des transcriptions dont elle a besoin. Ces copies sont délivrées par le Conservateur des hypothèques, sous sa responsabilité.

TRANSIT. — Faculté de transporter des marchandises de l'Etranger à l'Etranger en traversant le territoire français et sans payer les droits de douane : la loi en règle les conditions et les formalités. — Voy. DOUANES, 8.

TRANSPORT DE CRÉANCE. — Voy. VENTE, VI.

TRAVAIL. (DROIT AU) — Voy. DROIT AU TRAVAIL.

TRAVAIL. (DURÉE DU) — Voy. DURÉE DU TRAVAIL.

TRAVAIL. (LIBERTÉ DU) — Voy. LIBERTÉ DU TRAVAIL ET DE L'INDUSTRIE.

TRAVAIL DES ENFANTS DANS LES MANUFACTURES. — (Loi 22 mars 1841.)

Le législateur a été frappé des résultats désastreux produits par le travail excessif des enfants employés dans les manufactures, usines et ateliers, et il a cherché à y remédier par la loi du 22 mars 1841 dont nous allons résumer les dispositions. Mais, pour donner tout d'abord une idée du but et de l'esprit de cette loi, nous ne croyons pouvoir mieux faire que de reproduire le passage suivant du rapport présenté à la chambre des Pairs par M. Charles Dupin : « ... La concurrence excessive des individus qui, dans chaque pays, exercent la même industrie, la concurrence non moins redoutable des nations qui luttent ensemble afin d'obtenir l'avantage en fabriquant un même genre de produit : telles sont les causes les plus générales de la funeste tendance d'accroître au delà de toutes bornes la durée du travail journalier. — Cette extension devient plus dangereuse dans les établissements où la force productive est produite par des moteurs à la fois inépuisables et infatigables, tels que les moteurs mécaniques de l'eau, du feu et de la vapeur. — Ainsi, dans l'industrie, les progrès qu'on admire le plus, à raison du génie de l'inventeur, peuvent conduire à des conséquences fatales à la santé, à la vie même des hommes.

Les travailleurs deviennent en quelque sorte des accessoires plus ou moins sacrifiés aux grandes forces impulsives qu'on emprunte à la nature inanimée. — Si la soif immédiate du lucre conduit certains chefs d'établissements industriels à dépasser les justes limites où la nature suffit à réparer les forces perdues par le travail de l'homme fait et robuste, qu'on juge du dépérissement où doivent tomber les adolescents et surtout les enfants, lorsqu'on les assujettit à la même longueur démesurée d'un travail journalier ! Quelles sont les conséquences de pareils excès ? Un rapide affaiblissement de la santé, des maladies professionnelles, variées et fréquentes, des infirmités graves et précoces ; de sorte que ceux des jeunes travailleurs qui ne périssent pas victimes d'un tel excès de barbarie n'atteignent la virilité qu'avec un tempérament délabré, des forces épuisées et avec des maux la plupart incurables. »

1. — La loi du 22 mars 1841 qui malheureusement est à peu près inexécutée, à cause surtout de la mauvaise organisation de l'inspection, est applicable : 1° Dans les manufactures, usines et ateliers à moteur mécanique ou à feu continu, et dans leurs dépendances ; — 2° Dans toute fabrique occupant plus de 20 ouvriers réunis en atelier.

Pour y être admis, les enfants doivent avoir au moins 8 ans. — De 8 à 12 ans, ils ne peuvent travailler plus de 8 heures sur 24, divisées par un repos ; — de 12 à 16 ans, plus de 12 heures sur 24, divisées par des repos. — Ce travail ne peut avoir lieu que de 5 heures du matin à 9 heures du soir.

Tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin est considéré comme travail de nuit et par suite interdit aux enfants au-dessous de 13 ans. — Si la conséquence du chômage d'un moteur hydraulique ou des réparations urgentes l'exigent, les enfants au-dessus de 13 ans peuvent travailler la nuit, en comptant 2 heures pour 3, entre 9 heures du soir et

5 heures du matin. — Un travail de nuit des enfants ayant plus de 13 ans, pareillement supputé, est toléré s'il est reconnu indispensable, dans les établissements à feu continu dont la marche ne peut pas être suspendue pendant le cours de 24 heures.

Les enfants au-dessous de 16 ans ne peuvent être employés les dimanches et jours de fêtes reconnues par la loi.

Nul enfant âgé de moins de 12 ans ne peut être admis qu'autant que ses parents ou tuteurs justifient qu'il fréquente une des écoles publiques ou privées de la localité. Tout enfant admis doit, jusqu'à l'âge de 12 ans, suivre une école. Au-dessus de cet âge, il en est dispensé si le Maire de sa résidence atteste par un certificat que l'enfant a reçu l'instruction primaire élémentaire.

2. — Le Gouvernement a la faculté, au moyen de règlements d'administration publique : 1° D'étendre l'application de la loi sur le travail des enfants à d'autres établissements que ceux mentionnés ci-dessus; — 2° D'élever le minimum de l'âge et de réduire la durée du travail, à l'égard des industries où le labeur des enfants excéderait leurs forces et compromettrait leur santé; — 3° De déterminer les fabriques où, pour cause de danger ou d'insalubrité, les enfants au-dessous de 16 ans ne peuvent point être employés; — 4° D'interdire aux enfants, dans les ateliers où ils sont admis, certains genres de travaux dangereux ou nuisibles; — 5° De statuer sur les travaux indispensables à tolérer, de la part des enfants, les dimanches et fêtes, dans les usines à feu continu; — 6° De statuer sur les cas de travail de nuit prévus par l'article 3 de la loi.

3. — Les chefs d'établissement doivent faire afficher dans chaque atelier, avec la loi du 22 mars 1841 et les règlements d'administration publique qui y sont relatifs, les règlements particuliers qu'ils sont tenus de faire pour en assurer l'exécution.

4. — Des Inspecteurs désignés par le Gouvernement ont le droit, dans chaque établissement, de se faire re-

présenter ces règlements intérieurs, ainsi que les livrets des enfants et les enfants eux-mêmes. Ils peuvent se faire accompagner par un médecin à ce commis. — En cas de contravention, les Inspecteurs dressent des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve contraire.

5. — Les propriétaires ou exploitants reconnus coupables d'infraction à la loi ou aux règlements d'administration publique rendus pour son exécution, sont traduits devant le Juge de paix du canton et punis d'une amende de simple police qui ne peut excéder 15 fr. — Les contraventions qui résultent, soit de l'admission d'enfants au-dessous de l'âge, soit de l'excès de travail, donnent lieu à autant d'amendes qu'il y a en d'enfants indûment admis ou employés, sans cependant que ces amendes réunies puissent dépasser 200 fr. S'il y a récidive, ils sont traduits devant le Tribunal de police correctionnelle et condamnés à une amende de 16 fr. à 100 fr. Dans les cas prévus d'admission d'enfants au-dessous de l'âge ou d'excès de travail, les amendes dont ils sont passibles ne peuvent, réunies, excéder 500 fr. — Il y a récidive lorsqu'il a été rendu contre les contrevenants, dans les 12 mois précédents, un premier jugement pour infraction à la loi spéciale ou aux règlements d'administration publique sur la matière.

6. — Lorsque la révolution de 1848 éclata, une loi, déjà votée par la Chambre des Pairs, allait être soumise à la Chambre des Députés, pour élargir la loi de 1841 reconnue insuffisante. Les choses en sont restées là, mais la question a été reprise sérieusement dans ces derniers temps et le Gouvernement a fait procéder à une enquête d'où sortira une réglementation efficace du travail des enfants. Comme symptôme manifeste de la sollicitude dont l'enfance ouvrière est aujourd'hui l'objet, nous citerons la récente formation à Paris d'une Société dite de protection des apprentis et des enfants des manufactures. (Voy. ces mots.)

TRAVAUX FORCÉS. — (Cod. pén. art. 7, 9, 19, 28-31, 36, 47; loi 30 mai 1854.) — Peine afflictive et infamante qui peut être prononcée à *perpétuité* ou à *temps* (de 5 à 20 ans), et dont le mode d'application est réglé par une loi du 30 mai 1854.

1. — C'est dans des établissements formés aux Colonies que les individus condamnés aux travaux forcés subissent aujourd'hui leur peine. Ils sont employés aux travaux les plus pénibles de la colonisation et à tous autres travaux d'utilité publique. Ils peuvent être enchaînés deux à deux ou assujettis à traîner le boulet à titre de punition disciplinaire ou par mesure de sûreté.

— Les femmes condamnées aux travaux forcés peuvent être conduites dans un des établissements créés aux Colonies; elles sont séparées des hommes et employées à des travaux en rapport avec leur âge et avec leur sexe.

2. — Les peines des travaux forcés à perpétuité et des travaux forcés à temps ne sont prononcées contre aucun individu âgé de *soixante ans* accomplis au moment du jugement; elles sont remplacées par celles de la *réclusion*, soit à perpétuité, soit à temps, selon la durée de la peine à laquelle elle est substituée.

3. — Tout individu condamné à *moins de huit années* de travaux forcés est tenu, à l'expiration de sa peine, de *résider dans la Colonie* pendant un temps égal à la durée de sa condamnation. — Si la peine est de *huit années*, il est tenu d'y *résider* pendant *toute sa vie*. — Toutefois, le libéré peut quitter momentanément la Colonie en vertu d'une autorisation expresse du Gouverneur. En aucun cas la faculté de se rendre en France ne lui est accordée. — Le condamné qui vient à être *gracié* ne peut être dispensé de l'obligation de la résidence que par une disposition spéciale des lettres de grâce.

Tout libéré coupable d'avoir *quitté la Colonie sans autorisation* ou d'avoir *dépassé le délai* fixé par l'autorisation

est puni de la peine d'un an à 3 ans de *travaux forcés*.

4. — Le condamné à *temps* qui, à dater de son embarquement, se rend coupable d'*évasion*, est puni de 2 à 5 ans de *travaux forcés*. La peine, pour les condamnés à *perpétuité*, est l'application à la *double chaîne* pendant 2 ans au moins et 5 ans au plus.

5. — Les condamnés des deux sexes qui se sont rendus dignes d'indulgence par leur *bonne conduite*, leur *travail* et leur *repentir*, peuvent obtenir : 1^o l'autorisation de travailler, aux conditions déterminées par l'Administration, soit pour les habitants de la Colonie, soit pour les Administrations locales; — 2^o une concession de terrain et la faculté de le cultiver pour leur propre compte. — Cette concession ne devient définitive qu'après la libération du condamné.

6. — Le Gouvernement peut accorder aux condamnés aux travaux forcés à temps l'exercice, dans la Colonie, des droits civils ou de quelques-uns de ces droits, dont ils sont privés par leur état d'*interdiction légale*. Il peut autoriser ces condamnés à jouir ou disposer de tout ou partie de leurs biens.

7. — Des *concessions* provisoires ou définitives peuvent être faites aux individus qui ont subi leur peine et qui restent dans la colonie.

8. — Les individus condamnés aux travaux forcés à temps sont, de plein droit, à l'expiration de leur peine et pendant *toute la vie*, sous la *surveillance de la haute police*.

TRAVAUX PUBLICS. — On désigne sous cette dénomination tous les travaux qui ont un but d'*intérêt général*. — Les contestations auxquelles ils donnent lieu sont soumises à la *compétence administrative*, c'est-à-dire au Conseil de Préfecture, sauf recours au Conseil d'Etat. (Loi 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), art. 4.) — Voy. CONSEIL DE PRÉFECTURE, I, 2^o.

1. — L'exécution des travaux publics eût été souvent impossible si l'Administration n'avait pas été investie du droit de forcer les particuliers

à lui céder, moyennant indemnité, leurs propriétés. — Voy. EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE.

2. — Aux termes du décret du 8 février 1868, lorsqu'il y a lieu d'occuper temporairement un terrain, soit pour y extraire des terres ou des matériaux, soit pour tout autre objet relatif à l'exécution des travaux publics, cette occupation est autorisée par un arrêté du Préfet.

A défaut d'arrangement à l'amiable entre lui et le propriétaire, l'entrepreneur, préalablement à toute occupation du terrain désigné, fait au propriétaire ou, s'il ne demeure pas dans la Commune, à son fermier, locataire ou gérant, une notification par lettre chargée indiquant le jour où il compte se rendre sur les lieux ou s'y faire représenter. Il l'invite à désigner un expert pour procéder, contradictoirement avec celui qu'il aura lui-même choisi, à la constatation de l'état des lieux. — Entre cette notification et la visite des lieux, il doit y avoir un intervalle de 10 jours au moins.

An jour fixé, les deux experts procèdent ensemble à leurs opérations contradictoires; ils s'attachent à constater l'état des lieux, de manière qu'en rapprochant plus tard cette constatation de celle qui sera faite après l'exécution des travaux, on ait les éléments nécessaires pour évaluer la dépréciation du terrain et faire l'estimation des dommages; ils font eux-mêmes cette estimation si l'entrepreneur et le propriétaire y consentent.

Si le propriétaire refuse ou néglige de nommer son expert, le Maire en désigne un d'office pour opérer contradictoirement avec l'expert de l'entrepreneur.

— Immédiatement après les constatations ci-dessus prescrites, l'entrepreneur peut occuper le terrain et y commencer les travaux autorisés par l'arrêté du Préfet, tous les droits du propriétaire étant réservés en ce qui concerne le règlement de l'indemnité. Toutefois, s'il existe sur ce terrain des arbres fruitiers ou de haute futaie qu'il soit nécessaire d'abattre, l'entre-

preneur est tenu de les laisser subsister jusqu'à ce que l'estimation en ait été faite dans les formes voulues par la loi. — En cas d'opposition de la part du propriétaire, l'occupation a lieu avec l'assistance du Maire ou de son délégué.

— Après l'achèvement des travaux, et, s'ils doivent durer plusieurs années, à la fin de chaque campagne, il est fait une nouvelle constatation de l'état des lieux.

A défaut d'accord entre l'entrepreneur et le propriétaire pour l'évaluation partielle ou totale de l'indemnité, il est procédé conformément à l'article 56 de la loi du 16 septembre 1807 ainsi conçu : « Les experts, pour l'évaluation des indemnités relatives à une occupation de terrain..., seront nommés, pour les objets de travaux de grande voirie, l'un par le propriétaire, l'autre par le Préfet, et le tiers-expert, s'il en est besoin, sera de droit l'ingénieur en chef du département; lorsqu'il y aura des concessionnaires, un expert sera nommé par le propriétaire, un par le concessionnaire, et le tiers-expert par le Préfet. — Quant aux travaux des villes, un expert sera nommé par le propriétaire, un par le Maire de la ville, ou de l'arrondissement pour Paris, et le tiers-expert par le Préfet. »

3. — Il est de jurisprudence que les dommages résultant de l'exécution des travaux publics, dont les particuliers peuvent demander la réparation, sont les dommages directs et matériels, et non les dommages indirects. « Qu'un mur soit ébranlé, que le rez-de-chaussée soit, par des travaux de remblai, réduit à n'être qu'un sous-sol; que, par un déblai profond, l'issue d'une maison soit séparée de la voie publique et qu'il devienne nécessaire de rétablir la communication par des travaux de raccordement, — dans tous ces cas, une indemnité sera due au propriétaire atteint par l'exécution des travaux publics. Qu'au contraire, un hôtelier se plaigne du préjudice qu'il a souffert par suite de l'interruption de la circulation dans sa rue; qu'un pro-

priétaire réclame parce que la location de sa maison est devenue plus difficile, — aucune indemnité ne leur sera due. » (M. BATBIE, *Précis du droit public et administratif*, pag. 197.)

4. — Loin de causer des dommages aux propriétaires voisins, les travaux publics peuvent quelquefois faire leur fortune. « Que, par exemple, une maison située dans une rue humide, étroite, tortueuse, se trouve tout à coup sur une place saine, large et fréquentée; sa valeur sera peut-être décuplée. Il serait juste de faire contribuer spécialement à la dépense de ces travaux les propriétaires qui doivent retirer une plus-value. D'un autre côté, ils méritent d'être traités avec ménagement, parce que ce changement s'est produit sans leur fait, et qu'il est contraire aux principes de la liberté individuelle et de la propriété de forcer quelqu'un à payer un avantage qu'il n'a pas cherché. Entre ces deux considérations, la loi du 16 septembre 1807 (art. 30) a pris le parti suivant : les propriétaires peuvent être chargés de payer une somme tout au plus égale ou inférieure à la moitié de la plus-value, payable soit par le *délaissement d'une partie de la propriété*, soit par une *rente constituée à 4 p. 100*, soit en *argent*. Cette disposition n'est, du reste, pas applicable de plein droit et, pour qu'elle le soit, il faut : 1° qu'un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique et sur le rapport du Ministre de l'Intérieur, ait décidé que la loi du 16 septembre 1807 (art. 30 et 31) serait spécialement appliquée aux travaux dont il s'agit; — 2° une Commission, composée de 7 membres et nommée par le chef de l'Etat, est appelée à fixer la valeur antérieure aux travaux publics et celle qui résulte de leur exécution... » (M. BATBIE, *id.*)

TRÉSOR. — (Cod. civ. art. 716.) — Se dit de « toute chose cachée ou enfouie sur laquelle personne ne peut justifier de sa propriété et qui est découverte par le pur effet du hasard. »

1. — Il appartient à celui qui le trouve dans son propre fonds.

Si le trésor est trouvé dans le fonds d'autrui, il appartient pour moitié à celui qui l'a découvert, et, pour l'autre moitié, au propriétaire du fonds.

Les ouvriers qui, en creusant ou en démolissant, trouvent par hasard un trésor, peuvent en réclamer la moitié; mais il en serait autrement s'ils avaient été chargés de faire des fouilles ou une démolition précisément en vue de la découverte d'un trésor soupçonné.

2. — L'usufruitier n'a aucun droit sur le trésor trouvé dans la propriété dont il a la jouissance. (Cod. civ. art. 598.)

TRÉSOR. (BONS DU) — Voy. BONS DU TRÉSOR.

TRÉSORIER-PAYEUR GÉNÉRAL.

— Un décret du 21 novembre 1865 a réuni les fonctions jusqu'alors distinctes de *Receveur général* et de *Payeur* dans chaque département, pour les confier à un seul fonctionnaire ayant le titre de *Trésorier-Payeur général*.

1. — Les Trésoriers-Payeurs généraux sont nommés par le Président de la République : ils sont divisés en trois classes, savoir :

3 ^e classe au traitement fixe de 6.000 fr.	
2 ^e classe — 9.000 fr.	
1 ^{re} classe — 12.000 fr.	

Il est, en outre, alloué à chaque Trésorier-Payeur général, pour le couvrir des frais de bureau et l'indemniser des risques résultant des managements de fonds, une commission spéciale sur les recettes et paiements effectués dans son département : la quotité en est déterminée par le Ministre des finances.

2. — Nul ne peut être nommé Trésorier-Payeur général de 3^{me} classe, s'il ne compte dix années de services publics dont 5 au moins dans l'Administration des Finances et s'il ne justifie de la propriété du cautionnement exigé en espèces. — Pour être promu à une classe supérieure,

il faut avoir passé 4 ans dans la précédente.

3. — Les Trésoriers-Payeurs généraux sont justiciables de la Cour des Comptes.

TRIBUNAL D'ARRONDISSEMENT.

— Voy. TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE.

TRIBUNAL DE COMMERCE. —

(Cod. com. art. 615-648.) — Dans l'intérêt du commerce, on a senti la nécessité, d'une part, de résoudre promptement les contestations si nombreuses que font naître les transactions commerciales et de diminuer les frais en simplifiant la procédure; d'autre part, de soumettre ces contestations à des Juges ayant l'habitude des opérations commerciales.

Les Tribunaux de commerce sont, en effet, composés de négociants élus par les commerçants eux-mêmes. Il n'en existe que dans les villes où le commerce et l'industrie ont une certaine importance : leur nombre actuel est de 213. — Voici, par ordre alphabétique, la liste des localités où ils sont établis : Abbeville, Agde, Agen, Aiz, Ajaccio, Alais, Albi, Alençon, Ambert, Amiens, Anduze, Angers, Angoulême, Annonay, Antibes, Argentan, Arles, Arras, Aubenas, Auch, Aurillac, Auxerre, Autun, Auxonne, Avignon, Baghères, Bar-le-Duc, Bastia, Bayeux, Bayonne, Beaune, Beauvais, Belfort, Bergerac, Bernay, Besançon, Béziers, Billom, Blaye, Blois, Bordeaux, Boulogne-sur-Mer, Bourges, Brest, Brignoles, Brioude, Brives, Caen, Cahors, Calais, Cambrai, Carcassonne, Castelnau-dary, Castres, Cette, Châlon-sur-Saône, Châlons-sur-Marne, Chambéry, Charleville, Charolles, Chartres, Châteauroux, Châtellerauld, Châtillon-sur-Seine, Chaumont, Chauny, Cherbourg, Clamecy, Clermont (Hérault), Clermont-Ferrand, Cognac, Compiègne, Condé-sur-Noireau, Coutances, Dieppe, Dijon, Dôle, Draguignan, Dreux, Dunkerque, Elbeuf, Epernay, Eu et Tréport, Evreux, Falaise, Fécamp, Fréjus, Gournay, Granville, Grasse, Gray,

Grenoble, Honfleur, Ile-Rousse, Isigny, Issoudun, Joigny, Laigle, Langres, La Rochelle, Laval, Le Havre, Le Mans, Le Puy, Libourne, Lille, Limoges, Limoux, Lisieux, Lodève, Lons-le-Saulnier, Lorient, Louhans, Louviers, Lyon, Mâcon, Mamers, Manosque, Marennes, Marmande, Marseille, Mayenne, Meaux, Millau, Mirecourt, Moissac, Montargis, Montauban, Montereau, Montpellier, Morlaix, Moulins, Nancy, Nantes, Narbonne, Nérac, Neuchâtel, Nevers, Nice, Nîmes, Niort, Nuits, Oloron-Sainte-Marie, Orléans, Paimpol, Paris, Pau, Périgueux, Perpignan, Pézénas, Poitiers, Pont-Audemer, Provins, Quimper, Quintin, Reims, Rennes, Riom, Roanne, Rochefort, Rodez, Romans, Romorantin, Rouen, Sainte-Affrique, Saint-Brieuc, Saint-Dizier, Saint-Etienne, Saint-Flour, Saint-Gaudens, Saint-Geniès, Saint-Hippolyte, Saint-Jean-d'Angély, Saint-Jean-de-Losne, Saint-Lô, Saint-Malo, Saint-Martin (Ile de Ré), Saint-Omer, Saint-Pierre (Ile d'Oléron), Saint-Quentin, Saint-Tropez, Saint-Valery-en-Caux, Saint-Valery (Somme), Saintes, Salins, Sarlat, Saumur, Sedan, Sens, Soissons, Souillac, Tarascon, Tarbes, Thiers, Tincbray, Toulon, Toulouse, Tournus, Tours, Troyes, Tulle, Valenciennes, Vannes, Verdun, Versailles, Vervins, Vienne (Isère), Villefranche (Rhône), Villeneuve-sur-Lot, Vimoutiers, Vire, Yvetot.

1. — L'arrondissement de chaque Tribunal de commerce est le même que celui du Tribunal civil dans le ressort duquel il est placé. S'il se trouve plusieurs Tribunaux de commerce dans le ressort d'un Tribunal civil, il leur est assigné des arrondissements particuliers. Si, au contraire, il n'y a aucun Tribunal de commerce dans le ressort du Tribunal civil, c'est celui-ci qui en remplit les fonctions en jugeant, à certains jours, suivant les règles et les formes de la législation commerciale, sans l'assistance du Ministère public, sans l'intermédiaire des Avoués.

1. ORGANISATION. — 1. — Chaque Tribunal de commerce est composé d'un Président, de Juges et de Suppléants. Le nombre des Juges ne peut être au-dessous de 2 ni au-dessus de 14, non compris le Président. Celui des Suppléants est proportionné aux besoins du service.

2. — Les membres des Tribunaux de commerce sont élus dans une assemblée composée d'électeurs pris parmi les commerçants recommandables par leur probité et leur esprit d'ordre et d'économie. Peuvent aussi être appelés à cette réunion les directeurs des Compagnies anonymes de commerce, de finance et d'industrie, les agents de change, les capitaines au long cours et les maîtres au cabotage ayant commandé des bâtiments pendant 5 ans et domiciliés depuis 2 ans dans le ressort du Tribunal. Le nombre des électeurs est égal au dixième des commerçants inscrits à la patente; il ne peut dépasser 1.000 ni être inférieur à 50; dans le département de la Seine, il est de 3.000.

La liste des électeurs est dressée par une Commission composée : 1° du Président du Tribunal de commerce, qui préside, et d'un Juge au Tribunal de commerce. Pour la première élection qui suit la création d'un Tribunal, on appelle dans la Commission le Président du Tribunal civil et un Juge au même Tribunal; — 2° du Président et d'un membre de la Chambre de commerce; si le Président de la Chambre de commerce est en même temps Président du Tribunal, on appelle un autre membre de la Chambre; dans les villes où il n'existe pas de Chambre de commerce, on appelle le Président et un membre de la Chambre consultative des arts et métiers; à défaut, on appelle un Conseiller municipal; — 3° de 3 Conseillers généraux choisis, autant que possible, parmi les membres élus dans les cantons du ressort du Tribunal; — 4° du Président du Conseil des Prud'hommes, et, s'il y en a plusieurs, du plus âgé des Présidents;

à défaut du Conseil des Prud'hommes, on appelle dans la Commission le Juge de paix ou le plus âgé des Juges de paix de la ville où siège le Tribunal; — 5° du Maire de la ville où siège le Tribunal de commerce, et, à Paris, du Président du Conseil général.

Les Juges au Tribunal de commerce, les membres de la Chambre de commerce, les Juges du Tribunal civil, les Conseillers généraux et les Conseillers municipaux, dans les cas ci-dessus prévus, sont élus par les corps auxquels ils appartiennent.

Chaque année, la Commission remplit les vacances provenant de décès ou d'incapacités légales survenues depuis la dernière révision. — Elle ajoute à la liste, en sus du nombre d'électeurs fixé comme il a été dit plus haut, les anciens membres de la Chambre et du Tribunal de commerce, et les anciens Présidents des Conseils des Prud'hommes. Ne peuvent être portés sur la liste ni participer à l'élection, s'ils y avaient été portés : 1° les individus condamnés soit à des peines afflictives ou infamantes, soit à des peines correctionnelles pour des faits qualifiés crimes par la loi, ou pour délit de vol, escroquerie, abus de confiance, usure, attentat aux mœurs, soit pour contrebande quand la condamnation pour ce dernier délit aura été d'un mois au moins d'emprisonnement; — 2° les individus condamnés pour contravention aux lois sur les maisons de jeu, les loteries et les maisons de prêts sur gages; — 3° les individus condamnés pour les délits prévus aux articles 413, 414, 419, 420, 421, 423, 430, § 2 du Code pénal (violation des règlements relatifs aux manufactures et au commerce; coalitions; agiotage; paris sur la hausse ou la baisse des effets publics; tromperie sur la marchandise; délits de fournisseurs des armées); et aux articles 596 et 597 du Code de commerce (malversations ou fraudes dans les faillites); — 4° les Officiers ministériels destitués; — 5° les faillis non ré-

habilités, et généralement tous ceux que la loi électorale prive du droit de voter aux élections législatives.

La liste est envoyée au Préfet, qui la fait publier et afficher. Un exemplaire signé par le Président du Tribunal de commerce est déposé au greffe du Tribunal de commerce. Tout patenté du ressort a le droit d'en prendre connaissance et, à toute époque, de demander la radiation des électeurs qui se trouveraient dans un cas d'incapacité ci-dessus. L'action est portée sans frais devant le Tribunal civil, qui prononce en la Chambre du Conseil. En appel, la Cour statue dans la même forme.

3. — Tout commerçant, directeur de compagnie anonyme, agent de change, capitaine au long cours et maître au cabotage porté sur la liste des électeurs, ou étant dans les conditions voulues pour y être inscrit, peut être nommé Juge ou Suppléant s'il est âgé de 30 ans, s'il est inscrit à la patente depuis 5 ans et domicilié, au moment de l'élection, dans le ressort du Tribunal. — Les anciens commerçants et agents de change sont éligibles s'ils ont exercé leur commerce pendant le même temps. — Nul ne peut être nommé Juge s'il n'a été Suppléant. — Le Président ne peut être choisi que parmi les anciens Juges.

L'élection est faite au scrutin de liste pour les Juges et les Suppléants, et au scrutin individuel pour le Président. Les élections ont lieu dans le local du Tribunal de commerce, sous la présidence du Maire du chef-lieu où siège le Tribunal, assisté de 4 assesseurs qui sont les deux plus jeunes et les deux plus âgés des électeurs présents.

Au premier tour de scrutin, nul n'est élu s'il n'a réuni la moitié plus un des suffrages exprimés et un nombre égal au quart du nombre des électeurs inscrits. Au deuxième tour, qui a lieu huit jours après, la majorité relative est suffisante.

Tout électeur peut, dans les 5 jours après l'élection, attaquer les

opérations devant la Cour d'appel, qui statue sommairement et sans frais. Le Procureur général a un délai de 10 jours pour demander la nullité.

4. — A la première élection, le Président et la première moitié des Juges et des Suppléants dont le Tribunal doit être composé sont nommés pour 2 ans; la seconde moitié des Juges et des Suppléants est nommée pour 1 an : aux élections postérieures, toutes les nominations sont faites pour 2 ans.

5. — Le Président et les Juges sortant d'exercice après 2 années peuvent être réélus immédiatement pour 2 autres années. Cette nouvelle période expirée, ils ne sont éligibles qu'après un an d'intervalle.

6. — Tout membre élu en remplacement d'un autre, par suite de décès ou de toute autre cause, ne demeure en exercice que pendant la durée du mandat confié à son prédécesseur.

7. — Les procès-verbaux d'élection sont transmis au Ministre de la Justice, qui propose l'institution des élus. Une fois institués, et avant d'entrer en exercice, les membres des Tribunaux de commerce prêtent serment à l'audience de la Cour d'appel, lorsqu'elle siège dans l'arrondissement communal où le Tribunal de commerce est établi. Dans le cas contraire, la Cour commet, si les Juges de commerce le demandent, le Tribunal civil de l'arrondissement pour recevoir leur serment. Le procès-verbal dressé par le Tribunal est envoyé à la Cour, qui le fait insérer sur ses registres.

8. — Les fonctions des Juges de commerce sont purement honorifiques.

II. COMPÉTENCE. — Les Tribunaux de commerce sont des Tribunaux exceptionnels qui ne peuvent connaître que des matières sur lesquelles la loi les a expressément appelés à statuer. Or, la loi leur a confié la mission de décider : 1° les contestations relatives aux engagements et transac-

tions entre négociants, marchands et banquiers; — 2° les contestations entre associés, pour raison d'une société de commerce; — 3° celles relatives aux actes de commerce entre toutes personnes. Le caractère général des actes de commerce est la spéculation, c'est-à-dire l'intention qu'a celui qui s'y livre d'en tirer un profit (voy. ACTE DE COMMERCE); — 4° les Tribunaux de commerce connaissent des actions contre les facteurs, commis des marchands ou leurs serviteurs, pour le fait seulement du trafic du marchand auquel ils sont attachés. On entend par *facteur*, celui auquel un commerçant confie le droit de le représenter dans son négoce et d'agir pour son compte; — par *commis*, l'individu qui est chargé, dans une maison commerciale, de quelque emploi qu'il remplit sous la surveillance du chef de la maison, — et par *serviteurs*, les gens qu'un commerçant emploie pour les travaux corporels de son négoce. En assujettissant à la juridiction commerciale les facteurs, commis ou serviteurs des marchands, pour les faits de commerce dont ils se sont mêlés, bien qu'ils ne soient pas par eux-mêmes commerçants, le législateur a voulu, dans l'intérêt du commerce, rendre plus expéditive la réparation des erreurs ou des infidélités qu'ils pourraient commettre; — 5° enfin, les Tribunaux de commerce connaissent de tout ce qui concerne les faillites.

1. — Tandis qu'en règle générale, le défendeur doit être assigné devant le Tribunal de son domicile (Cod. proc. civ. art. 59), une exception a été introduite en faveur du commerce, afin de faciliter aux négociants les moyens d'arriver promptement à l'exécution de leurs transactions. Aux termes de l'article 420 du Code de procédure civile, le demandeur, en matière commerciale, peut assigner à son choix devant le Tribunal du domicile du défendeur, devant celui de l'arrondissement duquel la promesse a été faite et la marchandise livrée, ou

devant le Tribunal dans l'arrondissement duquel le paiement devait être effectué.

2. — Les Tribunaux de commerce jugent en dernier ressort : 1° Toutes les demandes dans lesquelles les parties justiciables de ces Tribunaux et usant de leurs droits ont déclaré vouloir être jugées définitivement et sans appel; — 2° toutes les demandes dont le principal n'excède pas la valeur de 1500 fr.; — 3° les demandes reconventionnelles ou en compensation, lors même que, réunies à la demande principale, elles excéderaient 1500 fr.

Dans les autres cas, leurs jugements sont susceptibles d'appel. — Voy. APPEL, III.

— Les Tribunaux de commerce connaissent, en appel, des jugements rendus par les Conseils de Prud'hommes, lorsque le chiffre de la demande dépasse 200 fr. — Voy. CONSEIL DE PRUD'HOMMES.

TRIBUNAL DE POLICE CORRECTIONNELLE. — Voy. TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE, 2.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE. — (Loi 27 ventôse an VIII (18 mars 1800), art. 67; Déc. 30 mars 1808, tit. II; Loi 20 avril 1810, chap. V, VIII; Déc. 18 août 1810; Loi 11 avril 1838; Cod. proc. civ. art. 48 et suiv.; Cod. instr. crim. art. 179-216.) — Juridiction établie dans chaque arrondissement (Saint-Denis et Sceaux exceptés) pour statuer sur toutes les affaires dont la connaissance n'a pas été attribuée à d'autres Juges par des lois particulières. C'est généralement au chef-lieu de l'arrondissement que se tient le Tribunal : par exception à cette règle, il y a 6 Tribunaux qui siègent dans une autre ville, savoir : Cusset (Allier), au lieu de La Palisse; — Chambon (Creuse), au lieu de Bous-sac; — Bourgoin (Isère), au lieu de La Tour-du-Pin; — Arbois (Jura); au lieu de Poligny; — Saint-Palais (Basses-Pyrénées), au lieu de Mauléon; — Lourdes (Hautes-Pyrénées), au lieu de Argelès.

1. — Les *Tribunaux de première instance* sont ainsi appelés parce que, dans les contestations d'une certaine importance, au delà d'un taux déterminé, ils ne jugent qu'en *première instance*, c'est-à-dire sauf appel devant la Cour d'appel.

— Ils jugent en *premier* et *dernier ressort* les affaires mobilières et personnelles jusqu'à 1.500 fr. de principal, et les affaires immobilières dont l'objet ne dépasse pas 60 fr. de revenu : au delà de ce chiffre, leurs décisions sont susceptibles d'appel devant la Cour d'appel. — Voy. APPEL, II.

2. — Ils connaissent, en appel, des jugements rendus en premier ressort par les *Juges de paix* (voy. APPEL, I), et, à certains jours, ils jugent, comme *Tribunal correctionnel*, les infractions à la loi qualifiées *délits* et dont la peine excède 5 jours d'emprisonnement et 15 fr. d'amende.

3. — Les Tribunaux de première instance tiennent lieu de *Tribunal de commerce* dans les arrondissements où il n'y en a pas d'établi. Ils jugent alors, à certains jours, les affaires commerciales en suivant les règles et les formes du Code de commerce.

— Voy. TRIBUNAL DE COMMERCE.

— Le nombre des Juges qui composent les Tribunaux de première instance ou d'arrondissement varie selon la population des villes où ils sont placés. Ils sont partagés en plusieurs *Chambres* lorsqu'ils sont assez nombreux pour que cette division soit possible et utile. L'un des membres de chaque Tribunal a le titre de *Président*.

— Auprès de tout Tribunal d'arrondissement se trouve un magistrat chargé du *Ministère public* (voy. ce mot) et nommé *Procureur de la République*, qui est assisté d'un ou de plusieurs *Substituts* selon que le Tribunal se compose d'une ou de plusieurs *Chambres*. Il y a aussi un *Greffier*, des *Avocats*, des *Avoués*, des *Huissiers*.

— Un des Juges de chaque Tribunal, désigné à cet effet et appelé

Juge d'instruction, est spécialement chargé de procéder à la constatation des faits criminels. — Voy. JUGE D'INSTRUCTION.

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE.

— (Cod. instr. crim. art. 137-178.) — Juridiction chargée de réprimer les infractions à la loi qualifiées de *contraventions*, c'est-à-dire punies soit de 15 fr. d'amende ou au-dessous, soit de 5 jours d'emprisonnement ou au-dessous.

La connaissance des contraventions de police est attribuée au *Juge de paix* et au *Maire* suivant les règles et les distinctions ci-après établies :

1. — Les Juges de paix connaissent *exclusivement* : 1° Des contraventions commises dans l'étendue de la Commune chef-lieu du canton ; — 2° Des contraventions dans les autres Communes de leur arrondissement, lorsque, hors le cas où les coupables sont pris en flagrant délit, les contraventions ont été commises par des personnes non domiciliées ou non présentes dans la Commune, ou lorsque les témoins qui doivent déposer n'y sont pas résidents ou présents ; — 3° Des contraventions à raison desquelles la partie qui réclame conclut, pour ses dommages-intérêts, à une somme indéterminée ou à une somme excédant 15 fr. ; — 4° Des contraventions forestières poursuivies à la requête des particuliers ; — 5° Des injures verbales ; — 6° Des affiches, annonces, ventes, distributions ou délits d'ouvrages, écrits ou gravures contraires aux mœurs ; — 7° De l'action contre les gens qui font le métier de deviner et pronostiquer ou d'expliquer les songes.

Les Juges de paix connaissent aussi, mais *concurrentement* avec les *Maires*, de toutes autres contraventions commises dans leur arrondissement. (Voy. MAIRE, §§ 2, 3.)

2. — Les fonctions du *Ministère public* sont remplies par le Commissaire du lieu où siège le Tribunal : en cas d'empêchement du Commissaire de police, ou s'il n'y en a point, elles sont remplies par le Maire, qui

peut se faire remplacer par son Adjoint.

3. — Les contraventions sont prouvées soit par procès-verbaux ou rapports, soit par témoins à défaut de rapports et procès-verbaux, ou à leur appui.

4. — Les jugements rendus en matière de police peuvent être attaqués par la voie de l'appel lorsqu'ils prononcent un emprisonnement, ou lorsque les amendes, restitutions ou autres réparations civiles excèdent la somme de 5 fr. outre les dépens. — Voy. APPEL, 1, 2.

TROMPERIE SUR LA MARCHANDE. — (Cod. pén. art. 423; loi 27 mars 1851.) — 1. — Sont passibles d'un emprisonnement de 3 mois au moins et d'un an au plus, et d'une amende qui ne peut excéder le quart des restitutions et dommages-intérêts, ni être au-dessous de 50 fr. :

1^o Ceux qui trompent l'acheteur sur la nature de toutes marchandises ou sur la quantité des choses vendues soit en se servant de faux poids ou de fausses mesures, soit par des manœuvres ou procédés tendant à fausser l'opération du pesage ou mesurage, ou à augmenter frauduleusement le poids ou le volume de la marchandise, même avant cette opération, soit enfin par des indications frauduleuses tendant à faire croire à un pesage ou mesurage antérieur et exact;

2^o Ceux qui falsifient des substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses destinées à être vendues;

3^o Ceux qui vendent ou mettent en vente des substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses qu'ils savent falsifiées ou corrompues.

— Si, dans ces divers cas, il s'agit d'une marchandise contenant des *mixtions nuisibles à la santé*, l'amende est de 50 fr. à 500 fr., à moins que le quart des restitutions et dommages-intérêts n'excède cette dernière somme; l'emprisonnement est de 3 mois à 2 ans.

2. — Sont passibles d'une amende

de 16 fr. à 15 fr. et d'un emprisonnement de 6 à 10 jours, ou de l'une de ces deux peines seulement, suivant les circonstances, ceux qui, sans motifs légitimes, ont dans leurs magasins, boutiques, ateliers ou maisons de commerce, ou dans les halles, foires ou marchés, soit des poids ou mesures faux, ou autres appareils inexactes servant au pesage ou mesurage, soit des substances alimentaires ou médicamenteuses qu'ils savent être falsifiées ou corrompues. — Si la substance falsifiée est nuisible à la santé, l'amende peut être portée à 50 fr. et l'emprisonnement à 15 jours.

3. — En cas de *récidive* dans les 5 années qui ont précédé le délit, la peine peut être élevée jusqu'au double du maximum, sans préjudice de l'application, s'il y a lieu, des articles 56 et 57 du Code pénal. (Voy. *RECIDIVE*.)

4. — Les objets dont la vente, usage ou possession constitue le délit sont *confisqués*. S'ils sont propres à un usage alimentaire ou médical, ils peuvent être attribués aux établissements de bienfaisance. S'ils sont impropres à cet usage ou nuisibles, ils sont détruits ou répandus aux frais du condamné, et devant son domicile ou son établissement, si le Tribunal juge à propos de l'ordonner.

Le Tribunal a la faculté d'ordonner également l'affiche du jugement dans les lieux qu'il désigne et son insertion intégrale ou par extraits dans les journaux aux frais du condamné.

5. — Les deux tiers du produit des amendes sont attribués aux Communes dans lesquelles les délits ont été constatés.

TROTTOIRS. — (Loi 7 juin 1845; Déc. 25 mars 1852, art. 1, tabl. A, n^o 54.) — Banquettes élevées de chaque côté de la chaussée pour faciliter la circulation des piétons, en les garantissant des voitures dans les rues et places publiques.

Les propriétaires riverains peuvent être appelés à contribuer aux frais de construction des trottoirs lorsque l'é-

tablissement en a été déclaré d'utilité publique par le Préfet.

TUTELLE — TUTEUR. — (Cod. civ. art. 389-475.) — Du latin *tueri*, défendre. — La tutelle est une charge civile et gratuite qui consiste à prendre soin de la personne et à administrer les biens d'un individu hors d'état de se gouverner lui-même. — On appelle tuteur celui à qui incombe cette charge.

1. — Dans une Société bien organisée, on ne doit pas laisser sans appui, sans protecteur, les personnes qui, soit en raison de leur âge, soit à cause de l'infirmité de leur esprit, ne sont pas à même de se diriger. Aussi la loi veut-elle qu'un tuteur soit donné aux mineurs et aux interdits.

Il ne sera question ici que de la tutelle des mineurs : c'est à l'article INTERDICTION que nous parlerons de celle des interdits.

2. — Tout mineur n'est pas nécessairement en tutelle. Celui dont les père et mère sont vivants trouve en eux des protecteurs naturels, et, s'il a quelques biens personnels, l'administration en appartient à son père, aux conditions exposées au titre de la PUISSANCE PATERNELLE.

La tutelle ne s'ouvre qu'à la dissolution du mariage. Perdant alors un de ses protecteurs naturels, le mineur a besoin d'une protection plus spéciale de la loi.

1. DIVERSES ESPÈCES DE TUTELLE. — Il y a 4 espèces de tutelle : 1^o la tutelle du survivant des père et mère; — 2^o la tutelle déferée par le dernier mourant des père et mère; — 3^o la tutelle des ascendants; — 4^o la tutelle dative ou déferée par le Conseil de famille.

1^o Tutelle du survivant des père et mère. — Le survivant des père et mère, quel qu'il soit, a de plein droit la tutelle des enfants mineurs non émancipés. Mais il existe plusieurs différences entre la tutelle du père survivant et celle de la mère survivante : Ainsi 1^o le père, en prévision de son décès, a la faculté, s'il doute de la capacité de sa femme de lui

désigner un Conseil sans l'assistance duquel elle ne pourra faire aucun acte relatif à la tutelle ou seulement certains actes spécifiés. Cette désignation se fait, soit par testament, soit par déclaration devant le Juge de paix ou devant un notaire. La mère, au contraire, ne peut, en prévision de son décès, restreindre la tutelle de son mari. — 2^o Le père survivant est tuteur, bon gré, mal gré. A moins qu'il ne se trouve dans un des cas d'excuse légale, il est tenu de gérer la tutelle : la mère survivante peut, au contraire, la refuser si elle se défie de ses propres forces. — 3^o Le père qui se remarie conserve toujours la tutelle. Il n'en est pas de même de la mère qui contracte une nouvelle union, parce qu'elle perd en se remariant sa liberté d'action. Aussi la loi exige-t-elle que la mère tutrice, si elle veut se remarier, fasse convoquer, au préalable, le Conseil de famille pour décider si la tutelle lui sera conservée.

Lorsque la mère est maintenue dans la tutelle par le Conseil de famille, son nouveau mari devient cotuteur et, à ce titre, il est solidairement responsable avec sa femme de la gestion postérieure au mariage.

2^o Tutelle déferée par le dernier mourant des père et mère. — La loi accorde au dernier mourant des père et mère le droit de désigner la personne qu'il désire avoir pour successeur dans l'exercice de la tutelle, de ses enfants. Cette désignation peut se faire par testament, ou par déclaration soit devant le Juge de paix, soit devant un notaire.

Le tuteur ainsi désigné n'est pas tenu d'accepter la tutelle, à moins qu'il ne soit dans la classe de ceux que le Conseil de famille aurait pu en charger. — Voy. ci-après, III, 2^o.

La mère remariée et non maintenue dans la tutelle des enfants de son premier mariage n'a point la faculté de choisir un tuteur. Si elle y a été maintenue, elle peut faire ce

choix pourvu que le Conseil de famille le confirme.

3° *Tutelle des ascendants.* — Lorsqu'il n'a pas été choisi au mineur un tuteur par le dernier mourant de ses père et mère, la tutelle appartient de droit à son aïeul paternel; à défaut de celui-ci, à son aïeul maternel, et ainsi en remontant, toujours en préférant l'ascendant paternel à l'ascendant maternel du même degré.

4° *Tutelle dative ou déferée par le Conseil de famille.* — Il peut se faire qu'un enfant reste sans père ni mère, ni ascendant mâle, ni tuteur élu par le dernier mourant de ses père et mère, ou bien que le tuteur de l'une de ces qualités se trouve valablement excusé ou dans le cas des exclusions dont il est parlé ci-après. Il est alors pourvu par un Conseil de famille à la nomination d'un tuteur.

Le Conseil de famille est composé, non compris le Juge de paix, de 6 parents ou alliés, pris tant dans la Commune où s'ouvre la tutelle que dans la distance de 2 myriamètres (5 lieues), moitié du côté paternel, moitié du côté maternel, et en suivant l'ordre de proximité dans chaque ligne. Le parent est préféré à l'allié du même degré; le plus âgé au plus jeune.

Les frères *germains* (c'est-à-dire les enfants nés du même père et de la même mère) et les maris des sœurs *germaines* du mineur sont exceptés de la limitation de nombre dont nous venons de parler. S'ils sont 6 ou au delà, ils sont tous membres du Conseil de famille qu'ils composent seuls avec les ascendants non appelés à la tutelle, s'il y en a, et avec les ascendantes veuves. S'ils sont en nombre inférieur à 6, les autres parents ne sont appelés que pour compléter ce chiffre.

Si, dans la Commune ou dans la distance de 2 myriamètres (5 lieues), il ne se trouve pas assez de parents ou d'alliés pour composer le Conseil, le Juge de paix appelle des personnes connues pour avoir eu des

relations habituelles d'amitié avec le père ou la mère du mineur.

Alors même qu'il y aurait sur les lieux un nombre suffisant de parents ou d'alliés, le Juge de paix peut appeler, à quelque distance qu'ils soient domiciliés, des parents ou alliés plus proches en degrés ou de même degré que les parents ou alliés présents, sans toutefois que le nombre des membres du Conseil soit supérieur à 6.

— Les *délais pour comparaître* sont fixés par le Juge de paix, de manière qu'il y ait toujours entre l'avis de convocation et le jour de la réunion un intervalle de 3 jours au moins quand toutes les parties convoquées résident dans la Commune ou à une distance de 2 myriamètres (3 lieues). Toutes les fois que, parmi les personnes convoquées, il s'en trouve de domiciliées au delà de cette distance, le délai est augmenté d'un jour par 3 myriamètres (7 lieues 1/2).

Les parents, alliés ou amis, ainsi convoqués sont tenus de se rendre à la réunion ou d'y envoyer un mandataire spécial qui ne peut, dans aucun cas, représenter plusieurs personnes à la fois.

Le *défaut de comparution*, non motivé par une excuse légitime, donne lieu à une *amende* de 50 fr. au maximum, prononcée par le Juge de paix sans appel.

S'il y a excuse suffisante et qu'il convienne, soit d'attendre le membre absent, soit de le remplacer, eu égard comme en tout autre où l'intérêt du mineur semble l'exiger, le Juge de paix peut ajourner l'assemblée ou la proroger.

— La *réunion* du Conseil de famille a lieu de droit chez le Juge de paix, à moins qu'il ne désigne lui-même un autre local. La présence des trois quarts au moins de ses membres est nécessaire pour qu'il délibère. Le Juge de paix en a la *présidence*, avec voix délibérative et prépondérante en cas de partage.

— Quand un mineur, domicilié en France, possède des biens dans les

Colonies ou réciproquement, l'administration spéciale de ces biens est confiée à un *protuteur*. En ce cas, le tuteur et le protuteur sont indépendants et non responsables l'un envers l'autre pour leur gestion respective.

— La tutelle est une charge personnelle qui ne passe point aux héritiers du tuteur. Ceux-ci répondent seulement de la gestion de leur auteur et, s'ils sont majeurs, ils doivent la continuer jusqu'à la nomination d'un nouveau tuteur.

II. DU SUBROGÉ-TUTEUR. — Dans toute tutelle, il y a un *subrogé-tuteur* nommé par le Conseil de famille. Sa mission consiste à surveiller l'administration du tuteur et à le remplacer dans les actes où les intérêts de ce dernier seraient en opposition avec ceux du mineur.

— Le tuteur ne peut voter pour la nomination du subrogé-tuteur, qui doit être pris, hors le cas de frères germains, dans celle des deux lignes à laquelle le tuteur n'appartient pas.

— Le subrogé-tuteur ne remplace point de plein droit le tuteur lorsque la tutelle devient vacante. Il est obligé, dans cette hypothèse, à peine de dommages-intérêts envers le mineur, de provoquer la nomination d'un nouveau tuteur.

Les causes d'*excuse*, d'*incapacité*, d'*exclusion* et de *destitution* sont les mêmes pour le subrogé-tuteur que pour le tuteur (voy. ci-après, IV).

— Le tuteur ne peut ni provoquer la destitution du subrogé-tuteur, ni voter dans les Conseils de famille tenus pour cet objet.

III. CAUSES DISPENSANT DE LA TUTELLE. — S'il est de principe que la tutelle est une charge dont on ne peut se dispenser, il est pourtant des cas où l'intérêt général, des circonstances particulières motivent des exceptions : le Code civil les a prévus et énumérés.

Ainsi : 1° sont dispensés de la tutelle les grands dignitaires de l'Etat, les Députés, les Conseillers d'Etat;

les magistrats de la Cour de cassation et de la Cour des comptes; les Préfets, les fonctionnaires publics et les Ecclésiastiques obligés à résidence, lorsqu'ils exercent leurs fonctions ou leur ministère dans un autre département que celui où s'ouvre la tutelle; les militaires en activité de service; tous citoyens remplissant, hors du territoire de la République, une mission du Président.

Cette première cause d'excuse est fondée sur l'intérêt général qui exige que le service de l'Etat ne soit point entravé par des devoirs particuliers. — Il est libre néanmoins aux personnalités et fonctionnaires ci-dessus énumérés de ne pas invoquer l'excuse dont ils peuvent se prévaloir, s'ils se sentent à même de remplir, sans préjudice pour le service de l'Etat, la charge de tuteur. S'ils avaient accepté la tutelle postérieurement à leurs fonctions, services ou missions, ils ne seraient pas admis à y renoncer. — Si leur acceptation est antérieure auxdites fonctions, ils peuvent se faire décharger de la tutelle pourvu qu'ils le demandent dans le mois. Passé ce délai, ils seraient non recevables. — Si enfin, à l'expiration de leurs fonctions ou services publics, ils veulent reprendre la tutelle, ils sont libres de la réclamer au Conseil de famille qui décidera suivant les intérêts du mineur.

2° Toute personne qui n'est ni *parente* ni *alliée* du mineur ne peut être forcée d'accepter la tutelle que dans le cas où il n'existerait pas, dans la distance de 4 myriamètres (10 lieues), des parents ou alliés en état de remplir cette charge qui doit, en effet, peser avant tout sur la famille.

3° Tout individu *agé de 65 ans* accomplis peut refuser d'être tuteur. Celui qui a été nommé avant cet âge, est admis à se faire remplacer à 70 ans.

4° Tout individu atteint d'une *infirmité grave* peut être dispensé de la tutelle ou s'en faire décharger si

cette infirmité est survenue depuis l'acceptation de la tutelle.

5° Deux tutelles sont, pour toute personne, une juste dispense d'en accepter une troisième. — Celui qui, époux ou père, est déjà chargé d'une tutelle n'est point forcé d'en accepter une seconde, si ce n'est celle de ses enfants.

6° Ceux qui ont 5 enfants vivants sont dispensés de toute tutelle autre que celle desdits enfants. Les enfants morts en activité de service dans les armées sont comptés pour opérer la dispense. Les autres enfants morts ne comptent qu'autant qu'ils ont laissé eux-mêmes des enfants actuellement existants.

La survenance d'enfants pendant la tutelle n'autorise point à l'abdiquer.

— Si le tuteur désigné est présent à la délibération qui le nomme, il faut qu'il propose sur-le-champ ses excuses, à peine d'être déclaré non recevable. S'il n'était pas présent, il est tenu de faire convoquer le Conseil de famille pour délibérer sur ses excuses, et ses diligences à cet effet doivent avoir lieu dans les 3 jours de la notification de sa nomination. Sinon, il serait encore déclaré non recevable.

Si ses excuses sont rejetées, il peut se pourvoir devant les Tribunaux pour les faire admettre; mais, pendant ce temps, il est obligé d'administrer provisoirement. S'il parvient à se faire exempter de la tutelle, ceux qui ont rejeté ses excuses peuvent être condamnés aux frais de l'instance. Il les supporte lui-même s'il est débouté de sa prétention.

IV. INCAPACITÉ, EXCLUSION, DESTITUTION DE LA TUTELLE. — Il y a des individus qui sont incapables d'être tuteurs; d'autres qui, quoique capables de remplir cette charge, doivent en être exclus; d'autres enfin qui, déjà nommés, doivent être destitués.

1. — Sont incapables d'être tuteurs ni membres du Conseil de famille :

1° les mineurs, parce qu'ils sont pri-

vés eux-mêmes de l'exercice des droits civils et placés sous la dépendance d'autrui. Une exception existe en faveur des père et mère : l'affection qu'ils ont pour leurs enfants supplée, aux yeux de la loi, à l'expérience de l'âge; — 2° les interdits, parce qu'ils ont besoin les premiers de protection; — 3° les femmes, autres que la mère survivante, tutrice de droit, et les ascendantes nommées par le Conseil de famille tutrices de leurs petits-enfants; — 4° tous ceux qui ont, ou dont les père et mère ont avec le mineur un procès dans lequel l'état de ce mineur, sa fortune ou une partie notable de ses biens sont compromis.

2. — Doivent être exclus ou destitués, selon les cas : 1° ceux qui ont encouru une condamnation à une peine afflictive ou infamante. Cette exclusion ou destitution a lieu de plein droit, sans qu'il soit besoin de la faire prononcer par le Conseil de famille; — 2° les gens d'une conduite notoire ou ceux dont la gestion attesterait l'incapacité ou l'infidélité. Toutes les fois qu'il y a lieu, pour ce second motif, à une exclusion ou à une destitution de tuteur, elle est prononcée par le Conseil de famille, convoqué à la diligence du subrogé-tuteur ou d'office par le Juge de paix. Toute délibération à cet égard doit être motivée et ne peut être prise qu'après que le tuteur a été entendu ou, du moins, appelé. Si ce dernier réclame contre la décision du Conseil de famille, les Tribunaux tranchent la difficulté; — 3° ceux qu'un jugement de police correctionnelle a formellement privés du droit de tutelle (Cod. pén. art. 42, 43, 335, 401).

Les individus qui ont été exclus ou destitués d'une tutelle ne peuvent être membres d'un Conseil de famille.

V. ADMINISTRATION DU TUTEUR. — Le tuteur a pour mission de prendre soin de la personne du mineur et de le représenter dans tous les actes de

la vie civile. Il est responsable de sa gestion, pour sûreté de laquelle la loi frappe d'hypothèque ses biens immeubles.

Les règles relatives à l'administration du tuteur sont formulées dans les articles 450 à 468 du Code civil. Voici les principales :

1. — Le tuteur peut, *de sa propre autorité*, faire les actes de pure administration et de conservation; mais il a besoin de l'autorisation du Conseil de famille: 1° pour répudier une succession échue au mineur ou pour l'accepter. Dans ce dernier cas, l'acceptation n'a jamais lieu que *sous bénéfice d'inventaire*; — 2° pour accepter une *donation faite au mineur*; — 3° pour former en Justice une action relative aux droits immobiliers du mineur ou pour acquiescer à une demande relative à ces mêmes droits; — 4° pour vendre des rentes sur l'Etat ou actions de la Banque de France au-dessous de 50 fr. de revenu; — 5° pour provoquer un partage; — 6° pour passer des banx au-dessus de 9 ans. Indépendamment de l'autorisation du Conseil de famille, il faut l'homologation du Tribunal toutes les fois qu'il s'agit d'emprunter, d'aliéner ou d'hypothéquer les immeubles du mineur ou de transiger en son nom. La nécessité ou l'avantage de la *transaction* (voy. ce mot) doivent de plus être constatés par l'avis de 3 juriscultes désignés par le Procureur de la République.

2. — Lors de l'entrée en exercice de toute tutelle autre que celle des père et mère, le Conseil de famille fixe, *par aperçu* et selon l'importance des biens régis, la somme à laquelle pourra s'élever la dépense annuelle du mineur ainsi que celle de l'administration de ses biens. Ce Conseil détermine *positivement* la somme à laquelle commencera, pour le tuteur, l'obligation d'employer l'excédant des revenus sur la dépense, dans un délai de 6 mois, passé lequel le tuteur doit les intérêts à défaut d'emploi.

Si le tuteur n'a pas fait déterminer par le Conseil de famille la somme à

laquelle commencera cet emploi, il doit, après le délai de 6 mois, les intérêts de toute somme non employée, quelque modique qu'elle soit.

3. — Le tuteur qui a des sujets de mécontentement graves sur la conduite du mineur peut porter ses plaintes au Conseil de famille et, s'il y est autorisé par ce Conseil, provoquer la réclusion du mineur, conformément à ce qui est statué à ce sujet au titre de la *puissance paternelle*.

VI. COMPTES DE TUTELLE. — Tout tuteur est comptable de sa gestion lorsqu'elle finit.

Même durant la tutelle, tout tuteur (*autre cependant que le père ou la mère*) peut être tenu de remettre, chaque année, au subrogé-tuteur un état de situation de sa gestion. C'est ainsi que le subrogé-tuteur peut accomplir sa mission de surveillance.

Le *compte définitif* est rendu à la majorité du mineur ou lors de son émancipation.

Si le pupille est devenu majeur, le compte lui est rendu à lui-même, par acte sous seing privé, à l'amiable, ou devant notaire. — Si le pupille est émancipé, le compte lui est rendu dans la même forme, mais en présence de son Curateur. Dans l'un ou l'autre cas, il n'est pas besoin de s'adresser à la Justice s'il n'y a point de contestations.

1. — Les sommes dont le tuteur est reliquataire envers le mineur produisent de *plein droit* des intérêts à compter de la clôture du compte. Celles, au contraire, dont le mineur se trouverait redevable envers son tuteur, ne portent intérêts qu'à *partir de la sommation de payer* qui suit la clôture du compte.

2. — L'article 472 du Code civil frappe de nullité tout traité qui interviendrait entre le tuteur et le mineur devenu majeur, sans avoir été précédé de la reddition d'un compte détaillé et de la remise des pièces justificatives 10 jours au moins avant ledit traité. En édictant cette disposition, le législateur a voulu protéger le pupille devenu majeur contre son

inexpérience. Il a pensé que l'impaticence de jouir de sa liberté et de sa fortune l'aurait peut-être entraîné à de dangereuses concessions en faveur d'un tuteur cupide et rusé.

3. — Toute action du mineur contre son tuteur relativement aux faits de la tutelle se prescrit par 10 ans à compter de la majorité. Il était juste de ne pas prolonger indéfiniment les embarras d'une charge onéreuse et purement gratuite.

TUTELLE OFFICIEUSE. — (Cod. civ. art. 361-370.) — La *tutelle officieuse*, qui est d'une application fort rare, peut être définie l'obligation volontairement contractée d'élever gratuitement un enfant et de le mettre en état de gagner sa vie à sa majorité.

I. CONDITIONS. — Le tuteur officieux doit, comme la personne qui voudrait adopter, être âgé de plus de 50 ans, n'avoir ni enfants ni descendants légitimes, et obtenir le consentement de son conjoint s'il est marié.

De son côté, le pupille doit être âgé de moins de 15 ans et avoir le consentement de ses père et mère, ou du survivant d'entre eux, ou, à leur défaut, celui du Conseil de famille.

II. FORMES. — C'est devant le Juge de paix du domicile de l'enfant que le contrat de tutelle officieuse est passé. Il consiste dans un *procès-verbal* qui constate les demandes et consentements respectifs.

III. NATURE ET EFFETS DE LA TUTELLE OFFICIEUSE. — La tutelle officieuse est, en général, un acheminement à l'adoption qu'elle prépare et facilite.

En effet, on ne peut adopter, sauf quelques cas spéciaux (voy. ADOPTION, I), que la personne à qui, pendant sa minorité et durant 6 ans, on a donné des soins continus. Or, la famille d'un enfant hésiterait souvent à le confier à celui qui se propose de l'adopter, dans la crainte qu'il ne continuât pas ses soins et qu'il abandonnât l'enfant dans la suite, sans l'avoir ni adopté, ni mis à même de subve-

nir à sa subsistance. Le contrat de tutelle officieuse lève tout scrupule de la famille à cet égard, car l'enfant devant être mis en état de gagner sa vie à sa majorité, si, à cette époque, son tuteur ne veut point l'adopter et qu'il ne se trouve point en état de gagner sa vie, il peut, s'il y a lieu, faire condamner son tuteur à l'indemniser de l'incapacité où il est de pourvoir à sa subsistance.

La tutelle officieuse facilite encore et prépare l'adoption en ce sens que le tuteur qui craint de mourir avant la majorité de la personne qu'il s'est attachée par un titre légal, et par conséquent avant d'avoir pu l'adopter puisque, suivant le droit commun (Cod. civ. art. 346), on ne peut adopter que les majeurs, le tuteur, disons-nous, a la faculté de conférer par testament à son pupille le bénéfice de l'adoption.

Cette faculté, toutefois, ne peut être exercée : 1^o qu'après 5 ans révolus depuis l'établissement de la tutelle; — 2^o que si le tuteur décède sans laisser d'enfants, car s'il lui en était survenu depuis son testament, l'adoption serait révoquée.

La loi a prévu le cas où le tuteur officieux mourrait, soit avant les 5 ans depuis l'établissement de la tutelle, soit après ce temps, mais sans avoir adopté son pupille. Elle décide qu'il sera fourni à ce dernier, durant sa minorité, des moyens de subsister, dont la quotité et l'espèce, s'il n'y a été antérieurement pourvu par une convention formelle, seront réglées soit amiablement entre les représentants respectifs du tuteur et du pupille, soit judiciairement en cas de contestation.

— Lorsque le pupille a atteint sa majorité, si son tuteur veut l'adopter et que le premier y consente, il est procédé à l'adoption suivant les formes prescrites.

Si le tuteur refuse l'adoption sans autre motif qu'un changement de volonté, le pupille hors d'état de pourvoir à sa subsistance peut réclamer de lui une indemnité, comme nous l'avons déjà dit.

Il en serait autrement si, lors de la formation du contrat de tutelle, il avait été expressément convenu que, ce cas échéant, le tuteur serait affranchi de toute indemnité, ou bien encore si c'était l'inconduite du pupille ou sa mauvaise volonté qui, seule, l'eût mis hors d'état de gagner sa vie. Les Tribunaux ont à cet égard tout pouvoir d'appréciation.

L'indemnité dont il s'agit consisterait en secours propres à procurer au pupille un métier, sans préjudice des stipulations qui auraient pu être faites dans la prévision de ce cas.

— Si le pupille a quelque bien, l'administration en appartient au tuteur officieux qui naturellement en doit compte et, pour garantie, est soumis, comme tuteur, à l'hypothèque légale. — Voy. HYPOTHEQUE, II. — Les

frais d'éducation du pupille ne sont pas imputés sur ses propres revenus : cette dépense est à la charge personnelle du tuteur.

— La puissance paternelle ne s'éclipse pas devant la tutelle officieuse et elle n'en continue pas moins d'appartenir aux père et mère du pupille qui leur doit toujours obéissance et respect.

L'administration de la personne du pupille et celle de ses biens, s'il en a, passent, il est vrai, au tuteur officieux ; mais les père et mère conservent les attributs principaux de la puissance paternelle, tels que le droit de correction, le droit de consentir au mariage de leur enfant, tant qu'il n'a pas atteint l'âge compétent pour se marier à son gré.

U

UNION DE CRÉANCIERS. — C'est l'état des créanciers d'une faillite, lorsqu'il n'intervient point de concordat. — Voy. FAILLITE, VII.

USAGE. — (Cod. civ. art. 625-636.) — Du latin *usus*. — Droit de se servir d'une chose dont la propriété appartient à autrui.

La personne à qui appartient ce droit se nomme *usager*.

Tandis que l'usufruitier a droit à la totalité des fruits, l'usager ne peut rien exiger au delà de ce qui est nécessaire à ses besoins et à ceux de sa famille, c'est-à-dire de ses descendants et des parents à qui il doit des aliments. Conséquemment *il ne peut louer ni céder son droit*.

De même que l'usufruitier, l'usager ne peut entrer en jouissance des choses sujettes à son droit qu'à la charge : 1° De donner *caution* ; — 2° De faire dresser un *inventaire* des meubles et un état des immeubles. — (Voy. USUFRUIT.)

USAGE. (PRÊT A) — Voy. PRÊT, sect. I.

USAGES COMMERCIAUX. — (Loi 13 juin 1866.) — Dans le but d'accroître la sécurité des transactions commerciales à l'intérieur et à l'étranger, en empêchant la naissance de conflits provenant d'usages différents, le plus souvent inconnus, une loi du 13 juin 1866, rendue après de minutieuses enquêtes, a déterminé les conditions, tares et autres usages qui seraient uniformément applicables aux ventes commerciales, dans toute l'étendue de la France, à défaut de convention contraire. Cette loi, trop détaillée pour être reproduite ici, mais qu'il était utile d'indiquer, contient à la fois des règles générales applicables à toute espèce de marché et des règles spéciales à certaines marchandises.

USANCE. — Période de *trente jours*. — Voy. EFFETS DE COMMERCE, V.

USINES. — Du latin *usus*, usage. — Ce mot désigne les établissements où les moteurs mécaniques sont la principale force employée.

1. — En raison de leur grande in-

fluence sur le régime des eaux et sur la navigation, les usines ne peuvent exister sur les cours d'eau navigables qu'avec l'autorisation de l'Administration. Cette autorisation, en principe, doit être accordée par décret; cependant le Préfet est compétent pour autoriser : 1° Des établissements temporaires; — 2° Des établissements permanents, s'ils ne doivent pas sensiblement modifier le régime des eaux.

Quant aux cours d'eau non navigables ni flottables, le Préfet peut autoriser tout établissement, temporaire ou permanent, qu'il modifie ou non le régime des eaux. (Déc. 25 mars 1852, art. 4, tabl. D, 1, 2, 3 et 4.)

— La permission de l'Administration est également nécessaire pour tous les changements extérieurs que l'usiner se proposerait de faire, s'ils sont de nature à exercer quelque influence sur le régime ou l'usage des eaux. Il en est de même lorsqu'il s'agit de reconstruire une usine détruite.

2. — L'autorisation d'établir une usine est toujours accordée *sauf les droits des tiers*; ceux-ci peuvent, s'il y a lieu, réclamer devant les Tribunaux ordinaires une indemnité pour le dommage que leur cause le voisinage de cet établissement.

3. — Lorsque l'expérience vient à révéler que le maintien d'une usine autorisée offrirait de graves inconvénients, l'Administration peut en ordonner la suppression en vertu du droit de police qui lui appartient sur les eaux.

— Si l'usine supprimée dans l'intérêt de la navigation était établie sur un cours d'eau navigable ou flottable, le propriétaire n'aurait aucun droit à réclamer une indemnité, car les cours d'eau navigables ou flottables faisant partie du domaine public, lequel est inaliénable et imprescriptible tant qu'il demeure affecté à un service public (VOY. DOMAINE PUBLIC), son établissement n'existait que par une tolérance sujette à révocation. Le droit à indemnité n'est reconnu que pour les usines ayant un titre régulier antérieur à l'Ordonnance royale

rendue à Moulins en Février 1566 par Charles IX, et qui a proclamé d'une manière définitive le principe de l'inaliénabilité du domaine.

Quant aux usines supprimées sur les cours d'eau non navigables ni flottables, le droit à indemnité existe, à moins que la clause contraire n'ait été stipulée par l'Administration dans l'acte d'autorisation.

4. — La loi du 9 mai 1866 (art. 1) a abrogé les articles 73-78 de la loi du 21 avril 1810 qui exigeaient l'obtention d'une permission préalable pour l'établissement des fourneaux à fondre les minerais de fer et autres substances métalliques, des forges et martinets pour ouvrir le fer et le cuivre, des usines servant de patouillets et bocards, de celles pour le traitement des substances salines et pyriteuses dans lesquelles on consomme des combustibles.

5. — VOY. ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMODES.

USUFRUIT. — (Cod. civ. art. 578-624.)

Du latin *usus fructus*, usage du fruit, du revenu. — C'est le droit d'user et de jouir des choses dont un autre a la propriété, comme le propriétaire lui-même, mais à la charge d'en conserver la substance.

1. — L'usufruit s'établit par la loi ou par la volonté de l'homme. En d'autres termes, il est *légal* ou *conventionnel*.

Comme exemple d'*usufruit légal*, nous citerons celui que la loi accorde aux père et mère sur les biens de leurs enfants mineurs. (VOY. PUISSANCE PATERNELLE, 3); — VOY. AUSSI SUCCESSIONS, II, § 3, 5.

L'*usufruit conventionnel* peut être établi par donation entre-vifs, par testament ou par convention; il peut être constitué soit purement et simplement, soit sous condition, — pour un temps fixé ou pour la vie de l'usufruitier, — en faveur des communes ou d'un établissement public comme au profit d'un simple particulier.

2. — Avant d'entrer en jouissance, l'usufruitier doit, en présence du pro-

propriétaire, faire dresser un *inventaire* des meubles et un *état* des immeubles sujets à l'usufruit. S'il n'en est pas dispensé par le titre, il doit fournir *caution* de jouir en bon père de famille. Il est tenu, pendant sa jouissance, des charges annuelles, telles que les contributions et autres qui, dans l'usage, sont censées charges des fruits. Il doit faire toutes les réparations devenues nécessaires par sa faute, et, dans tous les cas, les réparations d'*entretien* : ce sont toutes celles que le Code civil (art. 606) n'a pas mises au nombre des grosses réparations. Ces dernières sont à la charge du propriétaire, qui, du reste, ne peut être contraint de les faire.

3. — L'usufruitier a droit à tous les *fruits*, soit naturels, soit industriels, soit civils, de la chose soumise à l'usufruit. — Voy. FRUITS.

4. — La durée de l'usufruit est nécessairement bornée, car sa perpétuité rendrait illusoire le droit du propriétaire. L'usufruit *prend fin* : par la mort de l'usufruitier; — par l'expiration du temps fixé pour sa durée ou par l'événement de la condition résolutoire stipulée; — par le non-usage pendant 30 ans; — par la perte totale de la chose sur laquelle il s'exerçait; — par l'abus de jouissance; — par la résolution du droit de celui qui l'avait constitué.

Lorsque l'usufruit est constitué en faveur d'une *ville* ou d'un *établissement public*, sa durée est de 30 ans.

USURE. — Délit qui consiste dans la perception habituelle d'intérêts supérieurs au taux légal. — Voy. PRÊT, sect. III.

USURPATION DE TITRES OU FONCTIONS. — (Cod. pén. art. 258, 259.) — Le Code pénal contient à cet égard les dispositions suivantes :

Art. 258. — « Quiconque, sans titre, se sera immiscé dans des fonctions publiques, civiles ou militaires, ou aura fait les actes d'une de ces fonctions, sera puni d'un *emprisonnement* de 2 à 5 ans, sans préjudice de la peine de faux si l'acte porte le caractère de ce crime. »

Art. 259. — « Toute personne qui aura publiquement porté un costume, un uniforme ou une décoration qui ne lui appartiendrait pas, sera punie d'un *emprisonnement* de 6 mois à 2 ans.

« Sera puni d'une *amende* de 500 francs à 10,000 francs, quiconque, sans droit et en vue de s'attribuer une distinction honorifique, aura publiquement pris un titre, changé, altéré ou modifié le nom que lui assignent les actes de l'état civil. — Le Tribunal ordonnera la mention du jugement en marge des actes authentiques ou des actes de l'état civil dans lesquels le titre aura été pris indûment ou le nom altéré. — Dans tous les cas prévus par le présent article, le Tribunal pourra ordonner l'*insertion* intégrale ou par extrait du jugement dans les journaux qu'il désignera. — Le tout aux *frais du condamné*. »

UTÉRIN. — Du latin *uterus*, ventre. — Se dit des frères et des sœurs qui sont nés de la même mère et d'un père différent, par opposition aux *consanguins*, qui sont du même père mais d'une mère différente, et aux *germains* qui ont le même père et la même mère. — Voy. SUCCESSIONS, II, § 3.

UTILITÉ PUBLIQUE. (EXPROPRIATION POUR CAUSE D'). — Voy. EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE.

V

VACATION. — Se dit du temps consacré à une affaire par les officiers ministériels. La durée et les

honoraires des vacations sont fixés par la loi.

VACHES. — Voy. AGRICULTURE, 4;

— ANIMAUX; — LOUAGE, sect. III.
En 1866, on comptait en France
1.978.452 vaches.

VAGABOND-VAGABONDAGE. —
(Cod. pén. art. 269-273; 277-282.)
— Du latin *vagare*, errer. — On ap-
pelle *vagabonds*, ou gens sans aveu,
ceux qui n'ont ni domicile certain,
ni moyens de subsistance, et qui
n'exercent habituellement ni métier,
ni profession.

1. — Le *vagabondage*, dont le lé-
gislateur a dû se préoccuper dans
l'intérêt de la Société, est un délit
puni de 3 à 6 mois d'*emprisonnement*. Le *vagabond* est, en outre,
renvoyé sous la surveillance de la
haute police, à l'expiration de sa
peine, pendant 5 ans au moins et
10 ans au plus.

Si le *vagabond* est âgé de moins
de 16 ans, il n'encourt pas la peine
de l'*emprisonnement*, mais il est
renvoyé sous la surveillance de la
haute police jusqu'à l'âge de 20 ans
accomplis, à moins qu'avant cet âge
il n'ait contracté un engagement ré-
gulier dans les armées de terre ou
de mer.

Les *étrangers* reconnus coupables
de *vagabondage* peuvent être con-
duits, par les ordres du Gouverne-
ment, hors du territoire de la Ré-
publique.

2. — Aux termes de l'article 273
du Code pénal, les *vagabonds* nés en
France peuvent, même après con-
damnation, être réclamés par une
délibération du Conseil municipal
de la Commune où ils sont nés, ou
cautionnés par un citoyen solvable.
Si le Gouvernement accueille la ré-
clamation ou agréé la caution, les
individus ainsi réclamés ou caution-
nés sont, par ses ordres, renvoyés
ou conduits dans la Commune qui
les a réclamés ou dans celle qui leur
est assignée pour résidence, sur la
demande de la caution.

3. — Le délit de *vagabondage*
puise un caractère d'*aggravation* dans
les circonstances qui l'accompa-
gnent : ainsi, tout *vagabond* qui est
saisi travesti d'une manière quel-

conque, — ou porteur d'*armes*, bien
qu'il n'en ait usé ni menacé, — ou
muni de *limes*, *crochets* ou autres
instruments propres soit à commettre
des vols ou d'autres délits, soit à
lui procurer les moyens de pénétrer
dans les maisons, est passible de 2
à 5 ans d'*emprisonnement*.

Tout *vagabond* qui est trouvé por-
teur d'un ou de plusieurs effets d'une
valeur supérieure à 100 fr., et qui ne
justifie point d'où ils lui proviennent,
est puni d'un *emprisonnement* de 6
mois à 2 ans.

Tout *vagabond* qui a exercé ou
tenté d'exercer quelque acte de vio-
lence que ce soit envers les per-
sonnes est puni d'un *emprisonnement*
de 2 à 5 ans, sans préjudice de
peines plus fortes, s'il y a lieu, à
raison du genre ou des circonstances
de la violence. Si le *vagabond* qui a
exercé ou tenté d'exercer des vio-
lences se trouvait en outre porteur
d'*armes*, *limes*, *crochets*, etc., il est
passible de la réclusion.

4. — Les peines prononcées
contre les individus porteurs de faux
certificats, faux passe-ports ou fausses
feuilles de route, sont toujours infli-
gées au maximum quand elles sont
appliquées à des *vagabonds*.

VAINE PATURE. — Droit en vertu
duquel les habitants d'une même
Commune envoient paître leurs bes-
taux sur les terres les uns des au-
tres. — Voy. PACAGE.

VALEURS MOBILIÈRES. — Les
titres d'obligations souscrits par les
départements, communes, établisse-
ments publics et compagnies, sous
quelque dénomination que ce soit,
sont assujettis à un droit de timbre
proportionnel de un pour cent du
montant du titre. — La perception
du droit suit les sommes et valeurs
de 20 fr. en 20 fr. inclusivement, et
sans fraction. — En cas de contra-
vention, il y a lieu à une amende de
10 p. 100 du montant du titre.

Aux termes des articles 3 et 4 de
la loi du 23 août 1871, les « disposi-
tions de l'article 7 de la loi du 18 mai
1870, concernant les valeurs mobi-

lières étrangères dépendant des successions régies par la loi française, et les transmissions entre vifs à titre gratuit de ces mêmes valeurs au profit d'un Français, sont étendues aux créances, parts d'intérêts, obligations des villes, établissements publics, et généralement à toutes les valeurs mobilières étrangères, de quelque nature qu'elles soient.

« Sont assujettis aux droits de mutation par décès les fonds publics, actions, obligations, parts d'intérêts, créances, et généralement toutes les valeurs mobilières étrangères, de quelque nature qu'elles soient, dépendant de la succession d'un étranger domicilié en France, avec ou sans autorisation. »

Il en est de même des transmissions entre vifs, à titre gratuit ou à titre onéreux, de ces mêmes valeurs, lorsqu'elles s'opèrent en France.

— Voy. TITRES AU PORTEUR.

VAPEUR. (CHEVAL) — Voy. CHEVAL-VAPEUR.

VAPEUR. (MACHINES ET CHAUDIÈRES A) — Voy. MACHINES ET CHAUDIÈRES A VAPEUR.

VARECH. — (Déc. 8 février 1868.) — Algue marine dont on tire parti comme engrais. — On l'appelle goémon sur les côtes de Bretagne.

1. — Les varechs ou goémon sont ainsi classés : 1^o goémon de rive ; — 2^o goémon poussant en mer ; — 3^o goémon venant épaves à la côte.

Les goémon de rive sont ceux qui tiennent au sol et que l'on peut atteindre du pied aux basses mers d'équinoxe.

Les goémon poussant en mer sont ceux qui, tenant aux fonds et aux rochers, ne peuvent être atteints du pied à la basse mer des marées d'équinoxe.

Les goémon épaves sont ceux qui, détachés par la mer, viennent à la côte portés par les flots.

2. — La récolte des goémon de rive appartient aux habitants des Communes riveraines. Tout habitant a droit d'y prendre part. Les pro-

priétaires des terres situées dans les Communes du littoral ont le même droit sans être tenus de justifier du fait d'habitation.

Les goémon attenant au sol dans l'intérieur des pêcheries à poissons appartiennent aux habitants des Communes riveraines. Ceux qui poussent dans l'intérieur des parcs et dépôts à coquillages appartiennent aux détenteurs de ces établissements.

Deux coupes de goémon de rive peuvent être autorisées chaque année. Les époques et les jours consacrés à ces deux coupes sont fixés par l'Autorité municipale, qui en donne avis au Commissaire du quartier de l'inscription maritime dans lequel est située la Commune.

La coupe des goémon de rive ne peut être opérée de nuit. — Des affiches apposées 10 jours au moins à l'avance font connaître le jour de l'ouverture de la récolte. L'Autorité municipale est chargée, sous l'approbation du Préfet du département, de régler par des arrêtés les mesures d'ordre et de police relatives à l'enlèvement des goémon.

3. — La récolte ou coupe des goémon poussant en mer est permise de jour pendant toute l'année. — Elle ne peut être faite qu'au moyen de bateaux pourvus de rôles d'équipage. Néanmoins, pour la récolte de ceux de ces goémon qui sont destinés aux besoins particuliers des cultivateurs, ces derniers et leurs valets de ferme peuvent accidentellement s'adjoindre aux équipages réguliers des bateaux, sans toutefois que leur nombre excède deux individus par tonneau, non compris les hommes du bord.

4. — Il est permis à toute personne de recueillir en tout temps les goémon venant épaves à la côte. Ceux que la mer dépose dans l'intérieur des pêcheries, parcs et dépôts à coquillages, appartiennent aux détenteurs de ces établissements.

5. — Toutes les dispositions ci-dessus sont applicables aux diverses

espèces d'herbes marines, quelle qu'en soit la dénomination, qui croissent dans la Manche et dans l'Océan.

6. — L'enlèvement des amendements marins et sables coquillers ne peut avoir lieu que sur l'autorisation du Préfet maritime, après avis du Préfet du département. — S'il s'agit de l'extraction des sables à bâtir, pierres et produits naturels autres que ceux qui sont considérés comme amendements marins, les autorisations sont délivrées par le Préfet du département, après avis du Préfet maritime.

VENDANGE. — (Loi 28 septembre 1791, tit. 1, sect. V, art. 2; Cod. pén. art. 475, n° 1; 478.)

Récolte du raisin pour faire le vin.

1. — Les Maires ont le droit de publier, chaque année, des bans de vendange pour fixer l'époque à laquelle on peut vendanger dans les vignes non closes.

Toute contravention est punie d'une amende de 6 à 10 fr. inclusivement et, en cas de récidive, d'un emprisonnement pendant 5 jours au plus.

2. — Dans l'intérêt de la sûreté des campagnes, les Maires peuvent défendre de chasser à une certaine distance des vignes jusqu'à la fin du ban de vendange.

3. — L'obligation de déclarer l'enlèvement et de prendre des expéditions n'est point applicable aux transports de vendanges ou de fruits. (Loi 28 avril 1816, art. 41.) — Voy. BOISSONS.

VENTE. — (Cod. civ. art. 1582-1701; Loi 23 mars 1855.) — Contrat par lequel l'une des parties (le vendeur) s'engage à transférer la propriété d'une chose moyennant un prix que l'autre (l'acheteur) s'engage à lui payer.

La vente n'est, en réalité, qu'un échange perfectionné; car, si les peuples ont été amenés à établir la monnaie, valeur représentative de tous les objets susceptibles de commerce, c'est parce que les progrès de

la civilisation avaient rendu l'échange en nature trop difficile; le contrat de vente n'est autre chose que l'échange d'un objet contre de l'argent.

I. FORMES DE LA VENTE. — Entre les parties, la vente est parfaite et la propriété est acquise à l'acheteur à l'égard du vendeur dès que tous deux sont convenus de la chose et du prix, quoique la chose n'ait pas encore été livrée ni le prix payé. Ainsi une vente peut se faire par acte sous seing privé, même verbalement; mais, pour opérer la mutation de la propriété à l'égard des tiers, la loi du 23 mars 1855 exige que la vente soit transcrite au bureau des hypothèques de la situation des biens vendus. La transcription est la copie littérale de l'acte de vente sur un registre particulier que tout le monde peut consulter. Cette formalité a pour but d'informer le public que tel bien est passé du patrimoine de telle personne dans celui de telle autre, et de prévenir le retour d'abus et de fraudes possibles tant que rien ne révèle d'une manière certaine, publique, quel est le véritable propriétaire d'un immeuble. Jusqu'à la transcription de l'acte de vente, la propriété de la chose vendue continue de résider, au regard des tiers, en la personne du vendeur, en sorte que, dans le cas où un individu aurait vendu la même chose à deux acheteurs différents, celui-là seul serait propriétaire vis-à-vis des tiers qui aurait fait transcrire la vente, fût-il le dernier qui eût acheté la chose. — Voy. TRANSCRIPTION.

La transcription, toutefois, n'est exigée que pour les ventes d'immeubles.

La propriété des choses mobilières est transférée à l'acheteur par le fait même de la livraison, s'il est de bonne foi, parce qu'en fait de meubles possession vaut titre. (Cod. civ. art. 2279.) Ainsi, supposez qu'une personne vende et livre une chose mobilière à un second acheteur de

bonne foi : ce dernier seul sera propriétaire, et le premier acheteur ne pourra la revendiquer.

II. OBLIGATIONS DU VENDEUR. — Le vendeur a 2 obligations principales : *livrer la chose, la garantir.*

§ 1^{er}. — L'obligation de livrer s'accomplit, s'il s'agit d'immeubles, par la remise des clefs ou par la remise des titres de propriété; — s'il s'agit d'objets mobiliers, par la tradition réelle, c'est-à-dire par la livraison de la main à la main, ou par la remise des clefs des bâtiments qui contiennent les objets vendus, ou bien encore par le seul consentement des parties, si le transport ne peut pas s'en faire au moment de la vente, ou si l'acheteur les a déjà en son pouvoir à un autre titre, par exemple, comme emprunteur, locataire, dépositaire, etc. — Quant à la tradition des *droits incorporels*, tels qu'un droit d'usufruit, de servitude, elle se fait ou par la remise du titre constatant le droit, ou par l'usage que l'acquéreur fait de ce droit avec l'agrément du vendeur.

La *délivrance* doit se faire au lieu convenu entre les parties et, à défaut de convention, au lieu où se trouvait la chose vendue à l'époque de la vente. — Elle doit aussi se faire au *temps* fixé par la convention, et, à défaut de convention, au moment même de la vente.

Les *frais* de la délivrance sont à la charge du vendeur, et ceux de l'enlèvement à la charge de l'acheteur, s'il n'y a eu stipulation contraire.

— Lorsque la vente d'un immeuble a été faite avec *indication de la contenance* (40 hectares, par exemple), à raison de tant la mesure (1.000 fr. l'hectare), le vendeur est obligé de délivrer à l'acquéreur, s'il l'exige, la quantité indiquée au contrat; et si la chose n'est pas possible ou si l'acquéreur ne l'exige pas, le vendeur est obligé de souffrir une *diminution proportionnelle du prix*. Si, au contraire, dans l'hypothèse ci-dessus prévue, il

se trouve une contenance plus grande que celle exprimée au contrat, l'acquéreur a le choix de fournir le *supplément du prix*, ou de *se désister du contrat* si l'excédant est d'un *vingtième au-dessus* de la contenance déclarée.

Dans tous les autres cas, c'est-à-dire lorsque les biens n'ont pas été vendus à tant la mesure, mais en totalité pour un certain prix, la contenance étant indiquée dans l'acte, il n'y a lieu à *aucun supplément de prix* en faveur du vendeur pour l'excédant de mesure, ni en faveur de l'acquéreur à *aucune diminution de prix* pour moindre mesure, qu'autant que la différence de la mesure réelle à celle exprimée au contrat est d'un *vingtième en plus ou en moins*, eu égard à la valeur de la totalité des objets vendus, s'il n'y a stipulation contraire. Lorsque, suivant ce qui vient d'être dit, il y a lieu à augmentation de prix pour excédant de mesure, l'acquéreur a le choix ou de *se désister du contrat*, ou de fournir le *supplément du prix*, et ce, avec les *intérêts* s'il a gardé l'immeuble.

L'action en *supplément de prix* de la part du vendeur, et celle en *diminution de prix* ou en *résiliation du contrat* de la part de l'acquéreur, doivent être intentées *dans l'année*, à compter du jour du contrat, à peine de *déchéance*.

§ 2. — La *garantie* à laquelle le vendeur est tenu envers l'acquéreur, a deux objets : le premier est la *possession paisible* de la chose vendue; le second, les *défauts cachés* de cette chose ou les *vices rédhibitoires*.

1^o *Garantie en cas d'éviction.* — On entend par *éviction* l'abandon forcé que le possesseur d'une chose est obligé d'en faire, en tout ou en partie, par suite d'un jugement qui l'y condamne.

Le vendeur est obligé de *droit*, même en l'absence de toute stipulation, à garantir l'acquéreur de l'éviction qu'il souffre dans la totalité ou partie de l'objet vendu, ou des

charges prétendues sur cet objet et non déclarées lors de la vente.

Les parties peuvent, par des conventions particulières, ajouter à cette obligation de droit ou en diminuer l'effet; elles peuvent même convenir que le vendeur ne sera soumis à aucune garantie.

Quoiqu'il soit dit que le vendeur ne sera soumis à aucune garantie, il demeure cependant tenu de celle qui résulte d'un fait qui lui est personnel, par exemple, s'il a créé lui-même une hypothèque sur l'immeuble vendu, — s'il avait précédemment vendu l'immeuble à une autre personne, etc.

— Dans le même cas de stipulation de non-garantie, le vendeur est obligé, en cas d'éviction, de restituer le prix à l'acquéreur, à moins que celui-ci n'ait connu, lors de la vente, le danger de l'éviction, ou qu'il n'ait acheté à ses risques et périls.

— Lorsque la garantie a été promise ou qu'il n'a rien été stipulé à ce sujet, si l'acquéreur est évincé, il a droit de demander contre le vendeur : 1° la restitution du prix; — 2° celle des fruits lorsqu'il est obligé de les rendre au propriétaire qui l'évince; — 3° les frais faits sur la demande en garantie, et ceux faits par le demandeur originaire; — 4° enfin les dommages et intérêts, ainsi que les frais et loyaux coûts du contrat.

— Si, à l'époque de l'éviction, la chose vendue se trouve diminuée de valeur ou considérablement détériorée, soit par la négligence de l'acheteur, soit par des accidents de force majeure, le vendeur n'en est pas moins tenu de restituer la totalité du prix. Mais si l'acquéreur a tiré profit des dégradations par lui faites, le vendeur a droit de retenir sur le prix une somme égale à ce profit.

— Si la chose vendue se trouve avoir augmenté de prix à l'époque de l'éviction, indépendamment même du fait de l'acquéreur, le vendeur est tenu de lui payer ce qu'elle vaut au-dessus du prix de la vente.

Le vendeur doit rembourser ou faire rembourser à l'acquéreur, par

celui qui l'évince, toutes les réparations et améliorations utiles qu'il a faites au fonds. S'il avait vendu de mauvaise foi la chose d'autrui, il serait obligé de rembourser à l'acquéreur toutes les dépenses, même voluptuaires ou d'agrément, faites par ce dernier.

— Si l'acquéreur n'est évincé que d'une partie de la chose, mais qu'elle soit de telle conséquence, relativement au tout, qu'il n'eût point acheté sans la partie dont il a été évincé, il peut faire résilier la vente.

Dans le cas de l'éviction d'une partie du fonds vendu, si la vente n'est pas résiliée, la valeur de cette partie est remboursée à l'acquéreur suivant l'estimation à l'époque de l'éviction, et non proportionnellement au prix total de la vente, soit que la chose vendue ait augmenté ou diminué de valeur.

— Si l'héritage vendu se trouve grevé, sans qu'il ait été fait de déclaration, de servitudes non apparentes, et qu'elles soient de telle importance qu'il y ait lieu de présumer que l'acheteur n'aurait pas acheté s'il en avait été instruit, il peut demander la résiliation du contrat si mieux il n'aime se contenter d'une indemnité.

— La garantie pour cause d'éviction cesse lorsque l'acquéreur s'est laissé condamner par un jugement en dernier ressort, ou dont l'appel n'est plus recevable, sans appeler son vendeur, si celui-ci prouve qu'il existait des moyens suffisants pour faire rejeter la demande.

2° Garantie des défauts de la chose vendue. — Le vendeur n'est pas tenu des vices apparents et dont l'acheteur a pu se convaincre lui-même. Il est soumis à la garantie à raison des défauts cachés qui rendent la chose impropre à l'usage auquel elle était destinée ou qui diminuent tellement cet usage que l'acheteur ne l'aurait pas acquise, ou n'en aurait donné qu'un moindre prix, s'il les avait connus. Le vendeur est tenu des vices cachés, quand même il les aurait

ignorés, à moins qu'il n'ait stipulé qu'il ne serait obligé à aucune garantie.

Dans l'hypothèse où il y a lieu à garantie à raison des défauts cachés de la chose, l'acheteur a le choix de rendre cette chose et de se faire restituer le prix, ou de la garder et de demander le remboursement d'une partie du prix à dire d'experts.

— Si le vendeur *connaissait les vices* de la chose, il est tenu, outre la restitution du prix qu'il en a reçu, de tous les dommages-intérêts envers l'acheteur. S'il *ignorait ces vices*, il n'est obligé qu'à restituer le prix et à rembourser à l'acquéreur les frais occasionnés par la vente.

— Si la chose qui avait des vices *a péri* par suite de sa mauvaise qualité, la perte est pour le vendeur, qui est tenu envers l'acheteur à la restitution du prix et aux autres dédommagements ci-dessus énoncés. Mais la perte arrivée par cas fortuit est pour le compte de l'acheteur.

— L'action en garantie pour défauts cachés de la chose n'a pas lieu dans les ventes faites par *autorité de Justice*.

— C'est surtout dans les ventes d'animaux que se rencontrent les défauts cachés ou *vices rédhibitoires*. La loi du 20 mai 1838 a déterminé les vices rédhibitoires des animaux de l'espèce chevaline, bovine et ovine. Elle est ainsi conçue :

Art. 1^{er}. — « Sont réputés vices rédhibitoires, et donneront seuls ouverture à l'action résultant de l'article 1644 du Code civil, dans les ventes ou échanges des animaux domestiques ci-dessous dénommés, sans distinction des localités où les ventes et échanges auront eu lieu, les maladies ou défauts ci-après, savoir :

POUR LE CHEVAL, L'ÂNE ET LE MULET.

« La *fluxion périodique des yeux*, l'*épilepsie* ou le *mal caduc*, la *morve*, le *farcin*, les *maladies anciennes de poitrine* ou *vieilles courbatures*, l'*immobilité*, la *pousse*, le *cornage chronique*, le *tic sans usure des dents*, les *hernies inguinales intermittentes*, la

boiterie intermittente pour cause de vieux mal. »

POUR L'ESPÈCE BOVINE.

« La *phthisie pulmonaire* ou *pommelière*, l'*épilepsie* ou *mal caduc*, les *suites de la non-délivrance*, le *renversement du vagin* ou de l'*utérus* après le part chez le vendeur. »

POUR L'ESPÈCE OVINE.

« La *clavelée* : cette maladie reconnue chez un seul animal entraînera la *rédhibition* de tout le troupeau. La *rédhibition* n'aura lieu que si le troupeau porte la *marque* du vendeur. — Le *sang de rate* : cette maladie n'entraînera la *rédhibition* du troupeau qu'autant que, dans le délai de la garantie, la perte constatée s'élèvera au *quinzième* au moins des animaux achetés. Dans ce dernier cas, la *rédhibition* n'aura lieu également que si le troupeau porte la *marque* du vendeur. »

Art. 2. — « L'action en réduction du prix, autorisée par l'article 1644 du Code civil, ne pourra être exercée dans les ventes et échanges d'animaux énoncés dans l'article 1^{er} ci-dessus. »

Art. 3. — « Le *délai* pour intenter l'action *rédhibitoire* sera, non compris le jour fixé pour la livraison, de *trente jours* pour le cas de *fluxion périodique des yeux* et d'*épilepsie* ou *mal caduc*, de *neuf jours* pour les autres cas. »

Art. 4. — « Si la livraison de l'animal a été effectuée ou s'il a été conduit, dans les délais ci-dessus, hors du lieu du domicile du vendeur, les *délais* seront *augmentés* d'un jour par cinq *myriamètres* de distance du domicile du vendeur au lieu où l'animal se trouve. »

Art. 5. — « Dans tous les cas, l'acheteur, à peine d'être non recevable, sera tenu de provoquer, dans les délais de l'article 3, la nomination d'*experts* chargés de dresser procès-verbal; la requête sera présentée au Juge de paix du lieu où se trouvera l'animal. Ce juge nommera immédiatement, suivant l'exigence des cas,

un ou trois experts qui devront opérer dans le plus bref délai. »

Art. 6. — « La demande sera dispensée du *prélinaire de conciliation*, et l'affaire instruite et jugée comme *matière sommaire*. »

Art. 7. — « Si, pendant la durée des délais fixés par l'article 3, l'animal vient à périr, le vendeur ne sera pas tenu de la garantie, à moins que l'acheteur ne prouve que la perte de l'animal provient de l'une des maladies spécifiées dans l'article 1^{er}. »

Art. 8. — « Le vendeur sera dispensé de la garantie résultant de la morve et du farcin pour le cheval, l'âne et le mulet, et de la clavelée pour l'espèce ovine, s'il prouve que l'animal, depuis la livraison, a été mis en contact avec des animaux atteints de ces maladies. »

III. OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR.

— A moins de stipulation contraire, les *frais d'actes et autres accessoires* à la vente sont à la charge de l'acheteur.

La principale obligation de l'acheteur est de *payer* le prix au jour et au lieu fixés par le contrat. S'il n'a rien été réglé à cet égard, lors de la vente, le paiement doit être fait au jour et au lieu où se fait la délivrance. S'il a été accordé un terme, c'est au domicile de l'acquéreur que se fait le paiement.

— Outre son prix, l'acheteur en doit l'intérêt jusqu'au paiement du capital dans les trois cas suivants : 1^o S'il a été ainsi convenu lors de la vente; — 2^o Si la chose vendue et livrée produit des fruits ou autres revenus; — 3^o Si l'acheteur a été sommé de payer; dans le dernier cas, l'intérêt ne court que depuis la sommation.

— L'obligation de payer son prix cesse pour l'acquéreur lorsqu'il est troublé ou a juste sujet de craindre d'être troublé par une action soit hypothécaire, soit en revendication; il peut alors suspendre le paiement jusqu'à ce que le vendeur ait fait cesser le trouble, si mieux n'aime celui-ci donner caution, ou à moins qu'il

n'ait été stipulé que, nonobstant le trouble, l'acheteur payera.

— Si l'acheteur ne paye pas le prix, le vendeur peut demander la résolution de la vente. — Cette résolution est prononcée de suite si le vendeur est en danger de perdre la chose et le prix. Si ce danger n'existe pas, les juges sont autorisés à accorder à l'acquéreur un délai plus ou moins long, suivant les circonstances, et passé lequel la résolution sera prononcée faute de paiement.

— S'il a été stipulé, lors de la vente d'immeubles, que, faute de paiement du prix dans le terme convenu, la vente serait résolue de plein droit, l'acquéreur peut néanmoins payer après l'expiration du délai, tant qu'il n'a pas été mis en demeure par une sommation; mais après cette sommation, le juge ne peut pas lui accorder de délai.

— En matière de vente de *denrées et effets mobiliers*, la résolution de la vente a lieu de plein droit et sans sommation, au profit du vendeur, après l'expiration du terme convenu pour le retraitement. Les prix des denrées et effets mobiliers sont sujets à une telle variation que le moindre retard, pouvant amener une diminution sensible, aurait risqué de causer au vendeur un préjudice irréparable.

IV. VENTE A RÉMÉRÉ. — Le vendeur peut se réserver la faculté de reprendre la chose vendue, moyennant la restitution du prix principal et le remboursement des frais et loyaux coûts du contrat, des réparations nécessaires ainsi que de celles qui ont augmenté la valeur du fonds jusqu'à concurrence de cette augmentation.

La faculté de rachat ou de *reméré* ne peut être stipulée pour un terme excédant 5 ans. Faute par le vendeur d'en avoir usé dans le délai prescrit, l'acquéreur demeure propriétaire irrévocable.

La vente à *reméré* est, on le voit, un moyen de se procurer de l'argent, tout en conservant la possibilité de

rentrer dans la propriété de sa chose.

Lorsque le vendeur rentre dans son héritage par l'effet du pacte de réméré, il le reprend *exempt de toutes les charges et hypothèques* dont l'acquéreur l'avait grevé; mais il est tenu d'exécuter les baux que ce dernier a consentis sans fraude.

V. RESCISION DE LA VENTE POUR CAUSE DE LÉSION. — C'est exceptionnellement que la lésion est une cause de rescision de la vente. Quelque considérable qu'elle soit dans une vente *mobilière*, elle ne vicie pas le contrat. Est-elle éprouvée dans une vente *immobilière* par l'acheteur, si énorme qu'elle soit, elle n'influe en rien sur la vente. Le vendeur seul, lorsqu'il est lésé de *plus des sept douzièmes*, est recevable à demander l'annulation du marché. Si la loi, dans cette hypothèse, vient au secours du vendeur, tandis que l'acheteur ne peut jamais invoquer la lésion, c'est qu'il y a présomption que le propriétaire qui vend un immeuble à vil prix a été contraint par la détresse à s'en défaire, et que l'acheteur a abusé de cette situation. Il n'y a jamais, au contraire, une nécessité urgente, impérieuse d'acheter un immeuble.

— Pour savoir s'il y a lésion de plus des sept douzièmes, il faut estimer l'immeuble suivant son état et sa valeur au moment de la vente.

L'action en rescision n'est plus recevable après l'expiration de 2 années à compter du jour de la vente. Le vendeur qui veut l'exercer doit d'abord obtenir un jugement qui l'admette à prouver la lésion : cette autorisation n'est accordée que s'il existe des présomptions graves.

La preuve de la lésion, lorsqu'elle est autorisée par la Justice, ne peut se faire que par une expertise. Les parties s'entendent pour nommer conjointement 3 arbitres; sinon, ils sont désignés d'office par le Tribunal.

— Si l'existence de la lésion est reconnue, l'acquéreur a le choix ou de rendre la chose en retirant le prix qu'il a payé, ou de garder le fonds en payant le supplément du juste

prix, sous la déduction du dixième du prix total, l'estimation des experts n'étant pas susceptible d'une précision mathématique.

Lorsque l'acquéreur préfère garder l'immeuble et payer le supplément du prix, il doit l'intérêt de ce supplément, du jour de la demande en rescision. — S'il aime mieux rendre la chose et recevoir le prix, il doit compte des fruits du jour de la demande. L'intérêt du prix qu'il a payé lui est compté du jour de la même demande, ou du jour du paiement s'il n'a touché aucuns fruits.

— La lésion n'est pas une cause de rescision des ventes d'immeubles faites en Justice, la loi présumant que les objets vendus sous l'autorité de la Justice le sont toujours à leur juste valeur.

VI. TRANSPORT DES CRÉANCES ET AUTRES DROITS INCORPORELS. — On nomme *cédant* celui qui transporte à un autre la créance, le droit ou l'action qu'il possède, et *cessionnaire* celui auquel le transport est fait.

Dans le transport d'une créance, d'un droit ou d'une action sur un tiers, la délivrance s'opère entre le *cédant* et le *cessionnaire* par la remise du titre. Mais le cessionnaire n'est saisi à l'égard des tiers que par la signification du transport faite au débiteur, à moins que celui-ci n'ait accepté le transport par un acte authentique.

La vente ou cession d'une créance comprend les accessoires, tels que *caution*, *privilège* et *hypothèque*.

Celui qui vend une créance ou autre droit incorporel doit en garantir l'existence au temps du transport, quoiqu'il soit fait sans garantie. — Il ne répond de la solvabilité du débiteur que lorsqu'il s'y est engagé, et jusqu'à concurrence seulement du prix qu'il a retiré de la créance.

Lorsqu'il a promis la garantie de la solvabilité du débiteur, cette promesse ne s'entend que de la solvabilité *actuelle* et ne s'étend pas au temps à venir, si le *cédant* ne l'a expressément stipulé.

— Celui qui vend une *hérédité* sans

en spécifier en détail les objets n'est tenu de garantir que sa *qualité d'héritier*. S'il avait déjà profité des fruits de quelque fonds ou reçu le montant de quelque créance appartenant à cette hérédité, ou vendu quelques effets de la succession, il est tenu de les rembourser à l'acquéreur, à moins qu'il ne les ait expressément réservés lors de la vente.

L'acquéreur doit, de son côté, rembourser au vendeur ce que celui-ci a payé pour les dettes et charges de la succession, et lui faire raison de tout ce dont il était créancier, s'il n'y a stipulation contraire.

— Celui contre lequel on a cédé un droit *litigieux* (donnant lieu à contestation, à procès), peut *s'en faire tenir quitte* par le cessionnaire, en lui remboursant le prix réel de la cession, avec les frais et loyaux coûts, et avec les intérêts à compter du jour où le cessionnaire a payé le prix de la cession à lui faite.

Cette disposition a été inspirée par le désir de mettre un frein à la cupidité des acheteurs de droits litigieux; aussi *cesse-t-elle d'être applicable* : 1^o si la cession a été faite à un cohéritier ou copropriétaire du cédé; — 2^o si elle a été faite à un créancier en paiement de ce qui lui est dû; — 3^o si elle a été faite au possesseur de l'héritage sujet au droit litigieux. — Dans ces trois hypothèses, en effet, le cessionnaire du droit litigieux a eu, pour l'acquérir, un juste motif.

VENTES PUBLIQUES DE MARCHANDISES EN GROS. — (Loi 28 mai 1858; déc. 12 mars 1859; loi 3 juillet 1861; déc. 30 mai 1865.)

En rendant faciles et peu coûteuses les ventes publiques de marchandises en gros, le Gouvernement a voulu favoriser le développement des opérations commerciales. Ces ventes sont, en effet, profitables aux détenteurs de marchandises qui trouvent un marché public permanent, où le concours des acheteurs rend la réalisation certaine et soutient les cours; — aux acheteurs qui peuvent obtenir du producteur ou de l'importa-

teur les objets dont ils ont besoin sans frais d'intermédiaires; — au public enfin, qui paye nécessairement moins cher lorsque le marchand auquel il achète a pu se procurer la marchandise de première main.

C'est en vue de ces avantages qu'une loi du 28 mai 1858 a supprimé la nécessité de l'autorisation du Tribunal de commerce pour les ventes publiques en gros de certaines marchandises déterminées, et qu'elle a réduit les droits d'enregistrement à 10 c. par 100 fr.; l'énumération des marchandises qui peuvent être vendues en gros aux enchères publiques se trouve contenue dans le tableau annexé au décret du 30 mai 1863.

1. — Il est procédé aux dites ventes à la Bourse ou dans les salles spécialement autorisées à cet effet, par le ministère des Courtiers. Toutefois, le Courtier a la faculté de vendre *sur place*, dans le cas où la marchandise ne peut être déplacée sans préjudice pour le vendeur et où, en même temps, la vente ne peut être convenablement faite que sur le vu de la marchandise. Il en est de même s'il n'existe pas de Bourse ni de salle de vente autorisée dans la Commune où la marchandise est déposée.

Deux jours au moins avant la vente, le public est admis à examiner et vérifier les marchandises. — *Les lots ne peuvent être*, d'après l'évaluation approximative et selon le cours moyen des marchandises, *au-dessous de 500 francs*. Ce minimum peut, du reste, être élevé ou abaissé dans chaque localité, pour certaines classes de marchandises, par arrêté du Ministre de l'agriculture et du commerce, rendu après avis de la Chambre de commerce ou de la Chambre consultative des arts et manufactures.

En cas d'*avaries*, les marchandises peuvent être vendues par lots d'une valeur inférieure au minimum fixé pour chacune d'elles, mais sur l'autorisation du Président du Tribunal de commerce du lieu de la vente.

Le minimum de la valeur des lots

est fixé à 100 francs pour les ventes après protêt de *warrant* (voy. ce mot) de marchandises de toute espèce.

2. — Les Tribunaux de commerce peuvent, après décès ou cessation de commerce, et dans tous les autres cas de nécessité dont l'appréciation leur est soumise, autoriser la vente aux enchères en gros des marchandises de toute espèce et de toute provenance.

VENTILATION. — Du latin *ventilare*, agiter, exposer au vent. — Opération qui consiste à estimer la valeur particulière des différentes parties d'un même objet ou de chacune des choses comprises dans une même vente, eu égard au prix total.

Il y a lieu à *ventilation* dans les cas prévus par les articles 573, 1601, 1637, 1644, 2192 et 2211 du Code civil.

VERDICT. — Du latin *verè dictum*, dit sincèrement. — Déclaration du Jury touchant la culpabilité ou la non-culpabilité d'un accusé. — Voy. JURY, 9 et suiv.

VÉRIFICATEUR DES POIDS ET MESURES. — Agent spécialement chargé de veiller à l'exécution de la loi relative à l'uniformité et à l'exactitude des poids et mesures, de constater les contraventions et de provoquer leur répression.

1. — L'emploi de Vérificateur est incompatible avec toutes autres fonctions publiques et toute profession assujettie à la vérification. Nul ne peut l'exercer s'il n'est âgé de 25 ans accomplis et s'il n'a subi des examens spéciaux. (Loi 4 juillet 1837; ord. roy. 17 avril 1839.)

2. — Les Vérificateurs des poids et mesures sont nommés aujourd'hui par les Préfets. (Déc. 25 mars 1852, art. 5, n° 10.) — Voy. POIDS ET MESURES.

VÉRIFICATION D'ÉCRITURE. — (Cod. proc. civ. art. 193-213.) — C'est l'examen fait en Justice d'un acte sous seing privé, afin de reconnaître de quelle personne il émane.

1. — Lorsque celui à qui on oppose un acte sous seing privé désavoue

formellement son écriture ou sa signature, ou lorsqu'un héritier déclare ne pas reconnaître l'écriture ou la signature de son auteur, la vérification en peut être ordonnée tant par titre que par experts et par témoins.

Le jugement qui autorise la vérification ordonne qu'elle sera faite par 3 experts nommés d'office si les parties ne s'accordent pas pour les désigner, et en présence d'un Juge.

Des trois genres de preuves qui peuvent être employées simultanément, celui qui inspire le plus de confiance est sans contredit la vérification par titres, c'est-à-dire celle qui a lieu au moyen d'actes émanés de la partie à laquelle est attribué le titre non-reconnu, et dans lesquels elle ferait elle-même mention de ce titre ou consentirait quelques conventions qui en supposeraient l'existence.

2. — Lorsque la vérification consiste dans une expertise, les parties conviennent des pièces de comparaison; sinon elles sont choisies par le juge, qui ne peut recevoir comme telles que les signatures apposées à des actes publics par le défendeur, soit comme partie, soit comme fonctionnaire; et les écritures privées formellement reconnues par lui. A défaut ou en cas d'insuffisance des pièces de comparaison, le Juge-Commissaire peut ordonner qu'il sera fait un *corps d'écriture* sous la dictée des Experts, le demandeur présent ou appelé.

— Enfin, ceux qui auraient vu écrire et signer l'écrit en question, ou qui auraient connaissance de faits de nature à conduire à la découverte de la vérité, peuvent être entendus comme témoins.

3. — Si, en définitive, il est prouvé que la lettre est écrite ou signée par celui qui l'a déniée, il est condamné à une amende de 150 fr., outre les dépens et dommages-intérêts de la partie.

VÉRIFICATION DES CRÉANCES. — Opération qui consiste à contrôler les prétentions de tous ceux qui se présentent comme créanciers d'un failli. — Voy. FAILLITE, III, 4.

VÉTÉRINAIRES. (ÉCOLES).— Voy. ÉCOLES VÉTÉRINAIRES.

VÉTUSTÉ. — Ancienneté. — Se dit des bâtiments que le temps fait tomber en ruines.

1. — Ni le *propriétaire*, ni l'*usufruitier* ne sont tenus de rétablir ce qui est tombé de vétusté. (Cod. civ. art. 607.)

2. — Si l'*usufruit* n'est établi que sur un bâtiment, et que ce bâtiment s'écroule de vétusté, l'*usufruitier* n'a le droit de jouir ni du sol, ni des matériaux. (Cod. civ. art. 624.)

3. — Aucune des réparations réputées locatives n'est à la charge des *locataires* quand elles ne sont occasionnées que par vétusté. (Cod. civ. art. 1755.)

4. — L'*incendie* des propriétés mobilières ou immobilières d'autrui qui a été causé par la vétusté des fours, cheminées, forges, maisons ou usines, est puni d'une *amende* de 50 fr. au moins et de 500 fr. au plus, indépendamment de la *réparation civile* du dommage. (Cod. pén. art. 458.)

VEUVE. — 1. — La veuve ne peut contracter un *nouveau mariage* qu'après 10 mois révolus depuis la dissolution du mariage précédent. (Cod. civ. art. 228.) — Voy. MARIAGE, VIII.

2. — La veuve qui veut conserver la faculté de *renoncer à la communauté* doit, dans les 3 mois du jour du décès de son mari, faire faire un inventaire fidèle et exact de tous les biens de la communauté, contradictoirement avec les héritiers du mari, ou eux dûment appelés. — Cet inventaire doit être par elle affirmé sincère et véritable, lors de sa clôture, devant le notaire qui l'a dressé. — Dans les trois mois et quarante jours après le décès du mari, elle doit faire sa renonciation au greffe du Tribunal de première instance dans l'arrondissement duquel le mari avait son domicile.

La veuve qui a *déverti* ou *recélé* quelques effets de la communauté est déclarée commune, nonobstant sa renonciation.

Soit qu'elle accepte, soit qu'elle renonce, la veuve a droit, pendant les trois mois et quarante jours qui lui sont accordés pour faire inventaire et délibérer, de prendre sa *nourriture* et celle de ses domestiques sur les provisions existantes, et, à défaut, par emprunt au compte de la masse commune, à charge d'en user modérément. Elle ne doit aucun *loyer* à raison de l'habitation qu'elle a pu faire, pendant ces délais, dans une maison dépendante de la communauté ou appartenant aux héritiers du mari; et si la maison qu'habitaient les époux à l'époque de la dissolution de la communauté était tenue par eux à titre de loyer, la femme ne contribue point, pendant les mêmes délais, au paiement du dit loyer, lequel est pris sur la masse. (Cod. civ. art. 1456-1465.)

3. — La femme mariée sous le *régime dotal* qui devient veuve a le choix d'exiger les intérêts de sa dot pendant l'an du deuil, ou de se faire fournir des aliments pendant ledit temps aux dépens de la succession du mari; mais, dans les deux cas, l'habitation durant cette année et les habits de deuil doivent lui être fournis sur la succession et sans imputation sur les intérêts à elle dus. (Cod. civ. art. 1570.)

4. — La mère survivante et non remariée ne peut faire *détenir* l'enfant contre lequel elle a des sujets graves de mécontentement qu'avec le concours des deux plus proches parents paternels, et par voie de réquisition. (Cod. civ. art. 381.) — Voy. PUISSANCE PATERNELLE, 2.

5. — La *jouissance* que la loi accorde aux père et mère sur les biens personnels de leurs enfants jusqu'à l'âge de 18 ans cesse à l'égard de la mère dans le cas d'un second mariage. (Cod. civ. art. 386.) Voy. PUISSANCE PATERNELLE, 3.

6. — Si, lors du décès du mari, la femme est *enceinte*, il est nommé un *Curateur au ventre* par le Conseil de famille. A la naissance de l'enfant, la mère en devient tutrice, et le Curateur au ventre en est de plein

droit le subrogé-tuteur. (Cod. civ. art. 393.) — Voy. CURATEUR, 2.

7. — Si la mère *tutrice* veut se remarier, elle doit préalablement convoquer le Conseil de famille pour décider si la tutelle lui sera conservée. (Cod. civ. art. 395, 396.) — Voy. TUTELLE.

8. — La veuve d'un *fonctionnaire* ou d'un *militaire* ou *marin* a droit à une *pension viagère*. (Lois 9 juin 1853, art. 13; 11 avril 1831, art. 19, 20, 22; 18 avril 1831, art. 19, 20, 22.) — Voy. PENSIONS, sect. 1, II; sect. II, II. — La veuve est *déchuë* de ce droit en cas de *séparation de corps* prononcée sur la demande du mari.

9. — Voy. PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE, 4.

VIABILITÉ. — C'est l'état d'un enfant à sa naissance, lorsqu'il est conformé de manière à faire espérer qu'il vivra.

1. — La question de viabilité ou de non-viabilité est très-importante à résoudre, car l'enfant non viable est considéré par la loi comme n'ayant jamais existé. Il n'acquiert, par conséquent, aucun droit et ne nuit à personne. — Ainsi : 1^o L'enfant né avant le 180^{mo} jour du mariage ne peut être *désavoué* par le mari s'il n'est pas déclaré viable. (Cod. civ. art. 314.) — Voy. PATERNITÉ ET FILIATION, 2; — 2^o L'enfant qui n'est pas né viable est *incapable de succéder*. (Cod. civ. art. 725.) — Voy. SUCCESSIONS, I, 2; — 3^o La donation ou le testament qu'on peut faire en faveur d'un enfant simplement conçu au moment de la donation ou à l'époque du décès du testateur, n'ont leur effet qu'autant que l'enfant nait viable. (Cod. civ. art. 906.)

2. — La non-viabilité ne se *présume pas*. C'est donc aux personnes intéressées à ce qu'elle soit prouvée à la faire constater par des hommes de l'art, et l'officier de l'état civil à qui on présente un enfant mort doit mentionner purement et simplement que l'enfant lui a été présenté *non vivant*.

VIAGÈRE. (RENTE) — Voy. RENTE VIAGÈRE.

VICES RÉDHIBITOIRES. — On désigne ainsi les défauts cachés de la chose vendue qui la rendent impropre à l'usage auquel elle était destinée, ou qui diminuent tellement cet usage que l'acheteur ne l'aurait pas acquise ou n'en aurait donné qu'un moindre prix s'il les avait connus. — Voy. VENTE, II, § 2, 2^o.

VICINAUX. (CHEMINS) — Voy. CHEMINS VICINAUX.

VIGNE. — Terre où l'on cultive la plante qui porte le raisin.

1. — L'*usufruitier* peut prendre dans les bois des échalas pour les vignes. (Cod. civ. art. 593.)

2. — Le bail à ferme, *sans écrit*, d'une vigne est censé fait pour un an. (Cod. civ. art. 1774.)

3. — Le fait de mener dans les vignes d'autrui des bestiaux, de quelque nature qu'ils soient, constitue une contravention punie d'une amende de 11 à 15 francs inclusivement et, en cas de *récidive*, d'un *emprisonnement* pendant 5 jours au plus. (Cod. pén. art. 479, n^o 10, et 482.)

4. — Le mode d'évaluation du *revenu net imposable* des vignes est déterminé de la manière suivante par la loi du 3 frimaire an VII (23 novembre 1798).

Art. 60. — « Lorsqu'il s'agira d'évaluer le *revenu net imposable* des vignes, les répartiteurs supputeront d'abord quelle est la valeur du produit brut ou total qu'elles peuvent rendre année commune, en les supposant cultivées sans travaux ni dépenses extraordinaires, mais selon la coutume du pays, en formant l'année commune sur quinze, comme pour les terres labourables. »

Art. 61. — « L'année commune du produit brut des vignes étant déterminée, les répartiteurs feront déduction, sur ce produit brut, des frais de culture, de récolte, d'entretien et de pressoir. — Ils déduiront, en outre, un 15^{me} de ce produit, en considération des frais de dépérissement an-

nuel, de replantation partielle et des travaux à faire pendant les années où chaque nouvelle plantation est sans rapport. — Ce qui restera du produit brut après ces déductions formera le revenu net imposable et sera porté comme tel aux états de sections. »

VIGNERONS. — L'article 1326 du Code civil dispense les vignerons du *bon ou approuvé* que doit mettre au bas de l'acte la partie qui signe seulement, sans l'avoir écrit elle-même, un billet sous seing privé contenant engagement de payer une somme d'argent ou une chose appréciable. — **Voy. ACTE SOUS SEING PRIVÉ, 3.**

VIOL. — (Cod. pén. art. 332, 333.) — Conjonction illicite, par force et contre la volonté d'une personne.

1. — Plus sévèrement puni que les autres attentats violents à la pudeur, le viol entraîne la peine des *travaux forcés à temps*.

2. — La tentative de viol est punie comme le viol consommé.

3. — La peine du viol peut être *aggravée* par certaines circonstances, telles que l'âge de la victime, la *qualité du coupable*, le concours de plusieurs personnes dans la perpétration du crime. — Ainsi, lorsque la victime a moins de 15 ans, le *maximum* des travaux forcés à temps (20 ans) est applicable. La peine des travaux forcés à perpétuité est prononcée si les coupables sont les ascendants de la victime; s'ils sont de la classe de ceux qui ont autorité sur elle (père, mère, tuteur, curateur, maître vis-à-vis de son domestique); s'ils sont ses instituteurs ou ses serviteurs à gages, ou serviteurs à gages des personnes ci-dessus désignées; s'ils sont fonctionnaires ou ministres d'un culte, ou si le coupable, quel qu'il soit, a été aidé dans son crime par une ou plusieurs personnes.

On comprend que la peine doit être plus forte quand au crime lui-même se joint l'abus de la confiance qui était accordée au coupable à raison de ses fonctions. On conçoit également que le concours de plusieurs au crime soit une circonstance aggra-

vante. Cette aggravation se justifie non-seulement par le degré de perversité que la réunion de plusieurs personnes suppose, et par la difficulté plus grande de résister, pour la victime, mais encore par la gravité plus cruelle de l'outrage.

VIOLATION DE DOMICILE. — **Voy. DOMICILE, 8.**

VIOLATION DE SÉPULTURE. — **Voy. CIMETIERE, 3.**

VIOLATION DU SECRÉT DES LETTRES. — Le Code pénal contient sur ce point les dispositions suivantes :

Art. 187. — « Toute suppression, toute ouverture de lettres confiées à la poste, commise ou facilitée par un fonctionnaire ou un agent du Gouvernement ou de l'Administration des postes, sera punie d'une *amende* de 16 fr. à 500 fr., et d'un *emprisonnement* de 3 mois à 5 ans. Le coupable sera, de plus, *interdit* de toute fonction ou emploi public pendant 5 ans au moins et 10 ans au plus. »

VIOLENCE. — 1. — Elle est une cause de *rescision des contrats*. Le Code civil contient à ce sujet les dispositions suivantes :

Art. 1112. — « Il y a violence, lorsqu'elle est de nature à faire impression sur une personne raisonnable, et qu'elle peut lui inspirer la crainte d'exposer sa personne ou sa fortune à un mal considérable et présent. — On a égard, en cette matière, à l'âge, au sexe et à la condition des personnes. »

Art. 1113. — « La violence est une cause de nullité du contrat, non-seulement lorsqu'elle a été exercée sur la partie contractante, mais encore lorsqu'elle l'a été sur son époux ou sur son épouse, sur ses descendants ou ses ascendants. »

Art. 1114. — « La seule crainte révérencielle envers le père, la mère, ou autre ascendant, sans qu'il y ait eu de violence exercée, ne suffit point pour annuler le contrat. »

Art. 1115. — « Un contrat ne peut plus être attaqué pour cause de violence si, depuis que la violence a

cessé, ce contrat a été approuvé, soit expressément, soit tacitement, soit en laissant passer le temps de la restitution fixé par la loi (10 ans). »

Art. 1117. — « La convention contractée par... violence... n'est point nulle de droit; elle donne seulement lieu à une action en nullité ou en rescision... » — Voy. RESCISION.

2. — La violence est une *circonstance aggravante de l'attentat à la pudeur*; — du délit de *mendicité*; — du vol. — Voy. ATTENTAT À LA PUDEUR, 3; — MENDICITÉ, 5; — VOL, 2.

VIOLENCES ENVERS LES DÉPOSITAIRES DE L'AUTORITÉ OU DE LA FORCE PUBLIQUE. — Le Code pénal prévoit et punit de la manière suivante les violences envers les dépositaires de l'Autorité ou de la force publique :

Art. 228. — « Tout individu qui, même sans armes et sans qu'il en soit résulté de blessures, aura frappé un magistrat dans l'exercice de ses fonctions, ou à l'occasion de cet exercice, ou commis toute autre violence ou voie de fait envers lui dans les mêmes circonstances, sera puni d'un emprisonnement de 2 à 5 ans. — Le maximum de cette peine sera toujours prononcé si la voie de fait a eu lieu à l'audience d'une Cour ou d'un Tribunal. — Le coupable pourra, en outre, dans les deux cas, être privé des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code, pendant 5 ans au moins et 10 ans au plus, à compter du jour où il aura subi sa peine, et être placé sous la surveillance de la haute police pendant le même nombre d'années. »

Art. 229. — « Dans l'un et l'autre des cas exprimés en l'article précédent, le coupable pourra de plus être condamné à s'éloigner, pendant 5 à 10 ans, du lieu où siège le magistrat, et d'un rayon de 2 myriamètres. — Cette disposition aura son exécution à dater du jour où le condamné aura subi sa peine. — Si le condamné enfreint cet ordre avant l'expiration du temps fixé, il sera puni du bannissement. »

Art. 230. — « Les violences ou voies de fait de l'espèce exprimée en l'article 228, dirigées contre un *officier ministériel*, un *agent de la force publique*, ou un *citoyen chargé d'un ministère de service public*, si elles ont eu lieu pendant qu'ils exerçaient leur ministère ou à cette occasion, seront punies d'un emprisonnement d'un mois au moins et de 3 ans au plus, et d'une amende de 16 fr. à 500 fr. »

Art. 231. — « Si les violences exercées contre les fonctionnaires et agents désignés aux articles 228 et 230 ont été la cause d'effusion de sang, blessures ou maladie, la peine sera la réclusion; si la mort s'en est suivie dans les 40 jours, le coupable sera puni des travaux forcés à perpétuité. »

Art. 232. — « Dans le cas même où ces violences n'auraient pas causé d'effusion de sang, blessures ou maladie, les coups seront punis de la réclusion, s'ils ont été portés avec préméditation ou guet-apens. »

Art. 233. — « Si les coups ont été portés ou les blessures faites à un des fonctionnaires ou agents désignés aux articles 228 et 230, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, avec intention de donner la mort, le coupable sera puni de mort. »

VITRES. — L'article 1754 du Code civil met au nombre des *réparations locatives* ou de menu entretien dont le locataire est tenu, s'il n'y a clause contraire, celles à faire aux vitres, à moins qu'elles ne soient cassées par la grêle ou autres accidents extraordinaires et de force majeure dont il ne peut être tenu. — Voy. LOUAGE, sect. I, II, § 1^{er}, 2.

VIVIER. — Pièce d'eau où l'on nourrit et où l'on conserve du poisson.

1. — Les poissons de viviers sont réputés biens meubles, à la différence des poissons des étangs, que la loi a rangés dans la classe des *immeubles par destination*. (Cod. civ. art. 524.)

2. — L'empoisonnement des viviers est puni d'un emprisonnement de 1 à 5 ans et d'une amende de 16 fr. à

300 fr. — Les coupables peuvent, en outre, être mis sous la surveillance de la haute police pendant 2 ans au moins et 5 ans au plus. (Cod. pén. art. 452.)

VOIRIE. — On donne ce nom à l'ensemble des règles relatives aux voies de communication, à leur établissement, à leur entretien et à leur police.

1. — La voirie se divise en *grande voirie* et en *petite voirie*.

La *grande voirie* comprend les routes nationales et départementales, les chemins de fer, les canaux, les cours d'eau navigables ou flottables et les rues des villes dans la partie où elles sont traversées par des routes nationales ou départementales. Rentrant dans la *petite voirie*, les chemins vicinaux et les rues ou places des villes, dans les portions qui ne se confondent pas avec la traverse des grandes routes. — Les *rues de Paris*, sans distinctions, sont soumises au régime de la *grande voirie*.

2. — Les *contraventions* en matière de *grande voirie*, telles qu'anticipations, dépôts de fumier ou d'autres objets, et toutes détériorations commises sur les grandes routes, sur leurs arbres, fossés ou ouvrages d'art, sont jugées par le *Conseil de préfecture* (loi 29 floréal an x (19 mai 1802); — celles qui sont relatives à la *petite voirie* sont de la compétence du *Juge de Paix* siégeant comme Juge de *simple police*. (Cod. pén. art. 471, n° 5; 474.) — Voy. ALIGNEMENT; — ROUTES; — CHEMINS DE FER; — CANAUX; — EAUX; — CHEMINS VICINAUX; — POLICE DU ROULAGE.

VOITURE. (LETTRE DE) — Voy. LETTRE DE VOITURE.

VOITURES. (IMPÔT SUR LES) — Voy. CHEVAUX, 4.

VOITURES PUBLIQUES. — Elles payent au Trésor un *droit* comme indemnité des dépenses faites par l'Etat pour l'établissement et l'entretien de la viabilité. Ce droit est du *dixième* du prix des places, *deduction faite du quart*, pour les voitures se rendant à *jour et heure fixe* à des lieux déterminés. Celles qui partent irrégulière-

ment sont assujetties à une *taxe annuelle*, d'après leur *dimension*. Enfin celles qui ne partent qu'*accidentellement* sont imposées à *15 centimes par place*. (Lois 25 mars 1871, art. 112 et suiv.; 28 juin 1833, art. 8; 20 juillet 1837, art. 11.) — Voy. POLICE DU ROULAGE.

VOITURIER. — (Cod. com. art. 103-108.) — Se dit de l'individu dont la profession est de transporter d'un lieu à un autre les marchandises ou effets qui lui sont remis à cette fin.

1. — Le voiturier est *garant de la perte* des objets à transporter, hors les cas de force majeure. Il est aussi *garant des avaries* autres que celles qui proviennent du vice propre de la chose ou de la force majeure.

2. — Si, par l'effet de la force majeure, le *transport* n'est pas effectué dans le *délai convenu*, il n'y a pas lieu à indemnité contre le voiturier pour cause de retard.

3. — La *réception* des objets transportés et le *payement* du prix de la voiture *éteignent toute action* contre le voiturier.

4. — En cas de *refus* ou *contestation* pour la réception des objets transportés, leur état est vérifié et constaté par des *experts* nommés par le Président du Tribunal de commerce, ou, à son défaut, par le Juge de Paix. — Le dépôt ou séquestre, et ensuite le transport dans un dépôt public peut en être ordonné. La vente peut en être autorisée en faveur du voiturier, jusqu'à concurrence du prix de voiture.

5. — Toutes *actions* contre le voiturier, à raison de la perte ou de l'avarie des marchandises, sont *prescrites* après *six mois*, pour les expéditions faites dans l'*intérieur de la France*, et après *un an*, pour celles faites à l'*étranger*; le tout à compter, pour les cas de perte, du jour où le transport des marchandises aurait dû être effectué, et pour les cas d'avarie, du jour où la remise des marchandises a été faite; sans préjudice des cas de fraude ou d'infidélité.

6. — Le Code civil renferme, de

son côté, les dispositions suivantes sur les obligations et la responsabilité des voituriers :

Art. 1782. — « Les voituriers par terre et par eau sont assujettis, pour la garde et la conservation des choses qui leur sont confiées, aux mêmes obligations que les aubergistes, dont il est parlé au titre du *Dépôt* et du *Séquestre*. »

Art. 1783. — « Ils répondent non-seulement de ce qu'ils ont déjà reçu dans leur bâtiment ou voiture, mais encore de ce qui leur a été remis sur le port ou dans l'entrepôt pour être placé dans leur bâtiment ou voiture. »

Art. 1784. — « Ils sont responsables de la perte et des avaries des choses qui leur sont confiées, à moins qu'ils ne prouvent qu'elles ont été perdues et avariées par cas fortuits ou force majeure. »

7. — Les *frais de voitures* et les dépenses accessoires sont *privilegiés* sur la chose voiturée. (Cod. civ. art. 2102, n° 6.) — Voy. PRIVILÈGE.

8. — Est puni de la *réclusion*, le vol commis par un voiturier, un batelier, ou un de leurs préposés. (Cod. pén. art. 386, n° 4.)

9. — Les voituriers, bateliers ou leurs préposés, qui ont *altéré* ou *tenté d'altérer* des vins ou toute autre espèce de liquides ou marchandises dont le transport leur avait été confié, et qui ont commis ou tenté de commettre cette altération par le *mélange de substances malfaisantes*, sont passibles d'un *emprisonnement* de 2 à 5 ans et d'une *amende* de 25 fr. à 500 fr. — Ils peuvent, en outre, être *privés des droits* mentionnés en l'article 42 du Code pénal (VOY. INTERDICTION DES DROITS CIVIQUES, CIVILS ET DE FAMILLE) pendant 5 ans au moins et 10 ans au plus; ils peuvent aussi être mis sous la *surveillance de la haute police* pendant le même nombre d'années.

Si l'n'y a pas eu *mélange de substances malfaisantes*, la peine consiste en un *emprisonnement* d'un mois à un an et une *amende* de 16 fr. à 100 fr. (Cod. pén. art. 387.)

VOL. — (Cod. pén. art. 379-401.) — *Soustraction frauduleuse* de la chose d'autrui.

1. — Le vol est un *délit*, mais les circonstances dans lesquelles il a été commis peuvent lui donner le caractère d'un *crime*.

Ainsi le vol est puni des *travaux forcés à perpétuité* lorsqu'il a été commis avec la réunion des 5 circonstances suivantes : 1° s'il a eu lieu la nuit; — 2° s'il a été commis par deux ou plusieurs personnes; — 3° si les coupables ou l'un d'eux étaient *porteurs d'armes apparentes ou cachées*; — 4° s'ils ont commis le crime, soit à l'aide d'*effraction* extérieure, ou d'*escalade* ou de *fausses clés*, dans une maison, appartement, chambre ou logement habités ou servant à l'habitation, ou leurs dépendances, soit en prenant le titre d'un fonctionnaire public ou d'un officier civil ou militaire, ou après s'être revêtus de l'uniforme ou du costume du fonctionnaire ou de l'officier, ou en alléguant un faux ordre de l'Autorité civile ou militaire; — 5° s'il y a eu violence ou menace de faire usage d'armes.

La peine des *travaux forcés à perpétuité* est également applicable au cas de violence s'il en est résulté des traces de blessures ou de contusions, ou lorsque le vol a été commis sur un chemin public, la nuit, par deux ou plusieurs personnes.

2. — Le vol est puni des *travaux forcés à temps* lorsqu'il a été effectué à l'aide de la violence, ou lorsqu'il a été commis avec deux des trois circonstances suivantes : 1° S'il a eu lieu la nuit; — 2° s'il a été commis dans une maison habitée ou dans un des édifices consacrés aux cultes légalement établis en France; — 3° s'il y avait deux ou plusieurs coupables; et, en outre, si l'un d'eux était porteur d'armes apparentes ou cachées.

Le vol commis sur un chemin public avec une seule des 5 circonstances ci-dessus énumérées emporte aussi la peine des *travaux forcés à temps*. Il en est de même du vol commis sans violence, mais conjoin-

tement, la nuit, et si les coupables ou l'un d'eux étaient porteurs d'armes apparentes ou cachées.

3. — Sont passibles de la réclusion les vols commis sur un chemin public, sans autre circonstance aggravante; — la nuit et par deux ou plusieurs personnes; — le jour, mais avec armes apparentes ou cachées; — par un domestique, homme de service à gages, ouvrier, compagnon, apprenti, ou individu travaillant habituellement dans l'habitation où il a volé; — par un aubergiste, hôtelier, voiturier, batelier ou un de leurs préposés, pour les choses qui leur avaient été confiées.

4. — Les autres vols, larcins et filouteries sont punis d'un emprisonnement de 1 an à 5 ans et peuvent

même l'être d'une amende de 16 fr. au moins et de 500 fr. au plus.

Les coupables peuvent encore être interdits des droits mentionnés en l'article 42 du Code pénal pendant 3 ans au moins et 10 ans au plus, à compter du jour où ils ont subi leur peine, et être mis sous la surveillance de la haute police pendant le même nombre d'années.

VOYER. (AGENT) — Voy. AGENT-VOYER.

VUES. — Ouvertures d'une maison par lesquelles on voit sur les lieux voisins.

Les droits et devoirs des propriétaires voisins en ce qui concerne les vues sont déterminés dans les articles 675 à 680 du Code civil. — Voy. BALCON; — JOUR.

W

WARRANT. — Mot anglais qui veut dire garantie. — On appelle ainsi un certificat de dépôt des marchandises dans des Docks ou Magasins généraux, certificat qui est né-

gociable et a pour garantie la valeur constatée des marchandises qu'il représente. — Voy. MAGASINS GÉNÉRAUX.

Z

ZONE. — Du grec *zôné*, ceinture. — 1. — Le droit des propriétaires voisins des places de guerre est soumis à certaines restrictions, dans l'intérêt de la défense nationale. Il

existe autour de ces places 3 zones de servitudes (loi 7 avril 1851; déc. 16 août 1853). — Voy. SERVITUDES, II, 1.

2. — Voy. DOUANES, 3.

FIN.

MAG-2001473

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES.

A

Pages.		Pages.	
Abandon.....	1	Acte respectueux.....	16
Abattoir.....	2	— de l'état civil.....	16
Abeilles.....	2	— sous seing privé.....	23
Ab intestat.....	2	— synallagmatique.....	24
— irato.....	3	Actif.....	25
Abonnement.....	3	Action.....	25
Abordage.....	3	— civile.....	25
Abornement.....	4	— immobilière.....	25
Abreuvoir.....	4	— mixte.....	25
Abréviations.....	5	— mobilière.....	25
Abrogation.....	5	— personnelle.....	26
Absence. — Absent.....	5	— possessoire.....	26
Absolution.....	7	— publique.....	26
Abstention de juge.....	7	— réelle.....	27
Abus d'autorité.....	7	Actions. — Actionnaires.....	27
— de confiance.....	8	Addition. (<i>Certificat d'</i>).....	27
— de jouissance.....	9	Adjoint.....	27
Académie.....	9	Adjudication.....	28
Accaparement. — Accapareur.....	10	Administratif. (<i>Droit</i>).....	28
Acceptation.....	10	Administration.....	28
Accepteur.....	10	— légale.....	29
Accession.....	11	Adoption.....	29
Achalandage.....	11	Adultère.....	30
Achat.....	11	Affiche. — Afficheur.....	30
— d'effets militaires.....	11	Affirmation.....	31
Acheteur.....	11	Affouage.....	32
Accommodement.....	11	Affrèteur.....	32
Accusé.....	12	Age.....	32
Acquéreur.....	12	Agent d'affaires.....	32
Acquêt.....	12	— de change.....	32
Acquiescement.....	12	— de police.....	33
Acquit.....	13	Agent-voyer.....	33
— à caution.....	13	Aggravantes. (<i>Circonstances</i>).....	33
— de paiement.....	13	Agiotage. — Agioteur.....	33
Acquittement.....	13	Agréé.....	33
Acte authentique.....	13	Agrès.....	33
— complémentaire.....	13	Agriculture.....	33
— confirmatif.....	13	Aieul. — Aieule.....	34
— conservatoire.....	14	Ainé.....	34
— d'accusation.....	14	Ajournement.....	34
— d'avoué à avoué.....	14	Aléatoire.....	34
— de commerce.....	14	Algérie.....	34
— de décès.....	14	Alibi.....	37
— de mariage.....	14	Aliénation.....	38
— de naissance.....	14	Aliénés.....	38
— de notoriété.....	14	Alignement.....	39
— exécutoire.....	15	Aliments.....	40
— frustratoire.....	15	Alliance.....	40
— récongnitif.....	15	Allonge.....	41

	Pages.		Pages.
Allumettes.....	41	Arrêt. (<i>Saisie</i>).....	57
Alluvion.....	42	Arrêté.....	57
Alsaco-Lorraine.....	42	Archés.....	57
Amarrage.....	45	Arrondissement.....	57
Aménagement.....	45	Artisan.....	58
Amendo.....	45	Ascendant.....	58
Ameublement.....	46	Assassinat.....	59
Amiral.....	46	Assemblée nationale.....	59
Amnistie.....	46	Assignment.....	60
Amont.....	46	Assises.....	60
Amortissement.....	46	Assistance judiciaire.....	60
Analogie.....	47	— publique.....	62
Anatocisme.....	47	Association.....	62
Ancrage.....	47	— commerciale en parti-	
Angarie.....	47	cipation.....	63
Animaux.....	47	Associations de malfaiteurs.....	63
Anonyme. (<i>Ecrit</i>).....	48	— syndicales.....	63
— (<i>Société</i>).....	48	Assurances.....	64
Antichrese. — Antichrésisto.....	48	Ateliers.....	72
Antidote.....	48	Atermolement.....	72
Appareux.....	48	Attentat à la pudeur.....	72
Appel.....	48	— aux mœurs.....	72
— à minima.....	50	Attentats et complots.....	72
— comme d'abus.....	50	Atténuantes. (<i>Circonstances</i>).....	72
Apport franc et quitte. (<i>Clause</i>		Atterrissement.....	72
<i>d</i>).....	51	Atroupement.....	73
Apprenti.....	51	Aubaine.....	73
Apprentissage.....	51	Aubergiste.....	73
Aqueduc.....	51	Audience.....	74
Arbitrago. — Arbitre.....	51	Auditeur à la Cour des comptes.....	74
Arbres.....	52	— au Conseil d'Etat.....	74
Archovêché.....	53	Aumônier des dernières prières.....	74
Architecte.....	53	Aval.....	74
Arc.....	53	Avant.....	74
Argent.....	53	Avenant.....	75
Armée.....	53	Aveu.....	75
Armes.....	53	Avocat.....	75
Armistice.....	55	— au Conseil d'Etat et à la	
Arrérages.....	55	Cour de cassation.....	75
Arrestation.....	55	— général.....	76
Arrêt.....	57	Avortement.....	76
— de prince.....	57	Avoué.....	76
— (<i>Maison d'</i>).....	57	Ayant cause.....	76

B

Bac.....	76	Barreau.....	81
Bail.....	77	Barricades.....	81
Bains sur bateaux.....	77	Barrières de dégol.....	81
Balance.....	77	Bateaux.....	81
Balcon.....	77	Batelier.....	81
Balise.....	78	Bâtiment.....	82
Baliveau.....	78	Bâtiments de mer.....	82
Ban de vendange.....	78	Bâtonnier.....	82
Bannissement.....	78	Beau-fils. — Belle-fille.....	82
Banque de France.....	78	Beau-frère. — Belle-sœur.....	82
Banqueroute.....	79	Beau-père. — Belle-mère.....	83
Banquier.....	80	Bénéfice de discussion.....	83
Baraterie.....	80	— de division.....	83
Barbarie. (<i>Actes de</i>).....	81	— d'inventaire.....	83
Barrage.....	81	Besoin.....	83

	Pages.		Pages.
Bestiaux.....	83	Bons du Trésor.....	91
Biens.....	83	Bornage. — Borne.....	91
— vacants.....	85	Boucher. — Boucherie.....	91
Bigamie.....	85	Boulangier. — Boulangerie.....	92
Bilan.....	86	Bourses de commerce.....	92
Billard.....	86	Brasserie. — Brasseur.....	93
Billet à domicile.....	86	Bref.....	94
— à ordre.....	86	Brevet. (<i>Acte en</i>).....	94
— au porteur.....	86	— d'invention.....	94
— de banque.....	87	Bris.....	99
Billon.....	87	Brocanteur.....	99
Blancs.....	87	Bru.....	101
Blanc-seing.....	87	Budget.....	101
Blessures.....	87	Bulle.....	101
Blocus.....	87	Bulletin des Communes.....	101
Bobinage.....	87	— des Lois.....	101
Bois.....	87	Bureau de bienfaisance.....	102
Boissons.....	88	— de placement.....	102
Bon père de famille.....	90	— des longitudes.....	103

C

Cabaret.....	103	Chambres consultatives des arts	
Cabotage.....	103	— et manufactures.....	120
Cadastre.....	103	— de commerce.....	121
Café.....	103	Change. — Changeur.....	122
Cahier des charges.....	103	Changement de noms.....	122
Caisse d'amortissement.....	103	Chantage.....	122
— de retraite pour la vieillesse.....	104	Chaperon.....	123
— d'épargne.....	105	Charivari.....	123
— des chemins vicinaux.....	106	Chartes. (<i>Ecoles des</i>).....	123
— des dépôts et consignations.....	106	Charte-partie.....	123
— des Ecoles.....	106	Chasse.....	123
Caisses d'assurances en cas de		Chaudières à vapeur.....	125
décès et d'accidents.....	106	Chaussées. (<i>Ponts et</i>).....	125
Canaux.....	110	Cheminées.....	125
Canon. (<i>Droit</i>).....	111	Chemins de fer.....	126
Canton.....	111	— de halage.....	126
Cantonnement.....	111	— ruraux.....	126
Capitaine de navire.....	111	— vicinaux.....	130
Capital variable. (<i>Société a</i>).....	113	Chenilles.....	133
Cardinal.....	113	Cheptel.....	133
Carence.....	113	Cheques.....	133
Carrières.....	113	Cheval-vapeur.....	134
Cartes à jouer.....	114	Chevaux.....	134
Cassation.....	114	Chèvres.....	136
Caution. — Cautionnement.....	115	Chiens.....	136
Cédule.....	117	Chirographaire.....	136
Centiare.....	117	Chirurgicalien.....	136
Centigramme.....	117	Chose jugée.....	137
Centime.....	117	— trouvée.....	137
Centimètre.....	117	Cimetière.....	137
Centimes additionnels.....	117	Circonstances aggravantes.....	137
Céréales.....	118	— atténuantes.....	137
Certificat d'addition.....	120	Circulation. (<i>Droit de</i>).....	138
— de vie.....	120	Citation.....	138
Chambre des mises en accusation.....	120	Citoyen.....	138
— du Conseil.....	120	Civil. (<i>Droit</i>).....	139
Chambres consultatives d'agricul-		Civils. (<i>Droits</i>).....	139
ture.....	120	Civiques. (<i>Droits</i>).....	139

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES: 747

	Pages.		Pages.
Clôture.....	139	Confiscation.....	163
Clubs.....	139	Conflit.....	162
Coalitions.....	139	Confusion.....	163
Coauteur.....	140	Congé.....	163
Codécuteur.....	140	Congrégations religieuses.....	163
Code civil.....	140	Conjoint.....	164
— de commerce.....	143	Connaissance.....	164
— de justice militaire pour l'ar- mée de terre.....	143	Connivence.....	164
— de justice militaire pour l'ar- mée de mer.....	143	Conquet.....	164
— de procédure civile.....	143	Consanguin.....	164
— d'instruction criminelle.....	144	Conseil académique.....	164
— forestier.....	144	— d'arrondissement.....	165
— pénal.....	144	— de discipline.....	165
— rural.....	144	— de famille.....	165
Codex.....	144	— départemental de l'in- struction publique.....	165
Coheritier.....	145	— de Préfecture.....	165
Collatéraux.....	145	— de Prud'hommes.....	168
Collège de France.....	145	— d'Etat.....	170
Collocation.....	145	— général.....	173
Colmatage.....	145	— général d'agriculture.....	184
Colon partiaire.....	145	— supérieur de l'instruction publique.....	184
Colportage.....	146	— judiciaire.....	184
Contes agricoles.....	146	— municipal.....	184
Command. (<i>Déclaration de</i>).....	146	— de guerre.....	188
Commandement.....	146	— de révision.....	188
Commandite par actions. (<i>Société</i> <i>en</i>).....	146	— presbytéral.....	188
— simple. (<i>Société en</i>).....	146	— supérieur du commerce, de l'agriculture et de l'industrie.....	188
Commerçant.....	146	Conseiller-Maire.....	189
Commerce.....	147	— référendaire.....	189
Commercial. (<i>Droit</i>).....	148	Conservateur des hypothèques.....	189
Commissaire de police.....	148	Conservatoire des arts et métiers.....	189
— procureur.....	149	Consignation.....	189
Commissariat de la marine.....	149	Consignations (<i>Caisse des dépôts</i> <i>et</i>).....	190
Commission. — Commissionnaire.....	149	Consistoires.....	190
Commission départementale.....	151	Consolidées. (<i>Dettes</i>).....	190
— municipale.....	151	Consumation. (<i>Droit de</i>).....	190
— rogatoire.....	151	— (<i>Prêt de</i>).....	190
Commodat.....	151	— (<i>Société de</i>).....	190
Commodo et incommodo. (<i>Enquête</i> <i>de</i>).....	151	Consorts.....	190
Communauté entre époux.....	151	Consutution.....	190
Communautés religieuses.....	151	Constitution d'avoué.....	201
Commune.....	151	— de rente.....	201
Commune renommée.....	157	Constitutionnel. (<i>Droit</i>).....	201
Communication au Ministère pu- blic.....	157	Constructions.....	201
Compensation.....	157	Consul.....	202
Compétence.....	158	Contentieux administratif.....	202
Complainte.....	158	Continue. (<i>Servitude</i>).....	203
Complice. — Complicité.....	158	Contradictoire. (<i>Jugement</i>).....	203
Complots.....	159	Contrainte par corps.....	203
Compromis.....	159	Contrariété des jugements.....	204
Comptabilité publique.....	159	Contrat.....	204
Comptoirs d'escompte.....	159	— à la grosse.....	204
Compulsatoire.....	159	— d'apprentissage.....	206
Concierge.....	160	— de mariage.....	208
Conciliation.....	160	— (<i>Quasi</i>).....	212
Concordat.....	161	Contravention.....	212
Concession. — Concessionnaire.....	161	Contre-enquête.....	212
Conducteur des ponts et chaussées.....	162	Contrefaçon.....	212

	Pages.		Pages.
Contre-lettre.....	212	Coutumes.....	223
Contributions.....	212	Coutumier. (<i>Droit</i>).....	223
Contumace. — Contumax.....	215	Créances sur l'Etat.....	223
Conversion des rentes.....	215	Créancier.....	223
Coopérative. (<i>Société</i>).....	215	Crèches.....	224
Copropriétaire.....	215	Crédit agricole.....	224
Corporations.....	215	— foncier.....	224
Correction. (<i>Droit de</i>).....	215	— industriel et commercial.....	229
— (<i>Maison de</i>).....	216	— (<i>Société générale de</i>).....	229
Corruption de fonctionnaires.....	216	— mobilier.....	229
Costume.....	216	— mutuel. (<i>Société de</i>).....	230
Cotuteur.....	216	Crieurs publics.....	230
Coups et blessures.....	216	Crimo.....	230
Cour d'Assises.....	218	Cris séditieux.....	230
— de Cassation.....	218	Croît.....	230
— des Comptes.....	219	Cultes.....	230
— d'Appel.....	220	Curage.....	236
Cours d'eau.....	221	Curateur.....	236
Courtier.....	221	Curé.....	236

D

Dame de charité.....	236	Déconfiture.....	240
Dates.....	236	Décorations.....	241
Débauche.....	236	Décret.....	241
Débet. (<i>Enregistrement en</i>).....	236	Défaut. (<i>Jugement par</i>).....	241
Débiteur.....	236	Défendeur.....	241
Débts de boissons.....	237	Défensable.....	241
— de tabac.....	237	Défense. (<i>Légitime</i>).....	241
Débouter.....	237	Défrichement.....	241
Décagramme.....	237	Dégradation civique.....	242
Décalitre.....	237	— de monuments.....	242
Décamètre.....	237	— militaire.....	242
Décastère.....	237	Degrés de parenté.....	242
Décès.....	237	Délaissement.....	242
Décentralisation administrative.....	237	Délibéré.....	242
Décharge.....	238	Délit.....	242
Déchéance.....	238	— (<i>Quasi</i>).....	242
Décigramme.....	238	Délivrance.....	242
Décilitre.....	238	Demandeur.....	243
Décime.....	238	Démance.....	243
— de guerre.....	238	Demeure. (<i>Mise en</i>).....	243
Décimètre.....	238	Déni de justice.....	243
Déclatère.....	238	Denier à Dieu.....	243
Déclaration à l'octroi.....	238	Dénombrement.....	243
— d'absence.....	238	Dénonciation.....	243
— d'acceptation de suc- cession sous bénéfice d'inventaire.....	238	— de nouvel œuvre.....	244
— de command.....	238	Denrées.....	244
— de décès.....	239	Département.....	244
— de faillite.....	239	Dépens.....	253
— de naissance.....	239	Déportation.....	253
— de renonciation à com- munauté.....	239	Dépositions.....	253
— de renonciation à suc- cession.....	239	Dépôt.....	253
— de succession.....	239	— de mendicité.....	254
— des droits de l'homme et du citoyen.....	240	Dépôts et consignations. (<i>Caisse des</i>).....	254
Déclinaire.....	240	Député.....	254
		Dernier ressort.....	257
		Désaveu.....	257
		— de paternité.....	257
		Descendant.....	257

	Pages.		Pages.
Descente sur les lieux.....	258	Dot.....	270
Deshérence.....	258	Douanes.....	272
Désistement.....	258	Drainage.....	275
Desséchement.....	258	Drawback.....	278
Desservant.....	258	Drogman.....	278
Dessins de fabrique.....	258	Droit.....	278
Destruction.....	259	— administratif.....	278
Détail. (<i>Droit de</i>).....	260	— au travail.....	279
Détention.....	260	— canon.....	281
— (<i>Maison de</i>).....	261	— civil.....	281
— préventive.....	261	— commercial.....	282
Détenus. (<i>Jeunes</i>).....	261	— constitutionnel.....	282
Détérioration.....	261	— coutumier.....	282
Détournement de mineurs.....	261	— criminel.....	282
Dette consolidée.....	261	— d'aubaine.....	282
— flottante.....	261	— de grâce.....	282
— publique.....	261	— de pétition.....	283
Dettes. (<i>Séparation des</i>).....	262	— de préemption.....	283
Deuil.....	262	— de rétention.....	283
Devin.....	262	— des gens.....	283
Devis et marchés.....	262	— des pauvres.....	283
Diffamation.....	262	— écrit.....	283
Dimanches.....	263	— international.....	283
Diocèse.....	263	— maritime.....	283
Discernement.....	263	— naturel.....	283
Discipline.....	263	— pénal.....	283
Discontinuë. (<i>Servitude</i>).....	264	— positif.....	283
Dispenses pour mariage.....	264	— privé.....	284
Dispositif.....	264	— public.....	284
Distraktion de dépens.....	264	— rural.....	285
Division militaire.....	264	Droits civils.....	285
Divorce.....	265	— civiques.....	285
Dock.....	266	— de famille.....	285
Dol.....	266	— de l'homme et du citoyen.....	285
Domaine.....	266	— de mutation.....	285
— de l'Etat.....	266	— de succession.....	285
— public.....	267	— personnels.....	285
Domestique.....	267	— politiques.....	286
Domicile.....	268	— réels.....	286
Dommages.....	269	— réunis.....	286
— intérêts.....	269	Ducroire.....	286
Donations entre vifs.....	270	Duel.....	286
Don manuel.....	270	Dunes.....	287
Donneur d'aval.....	270	Durée du travail.....	287

E

Eaux.....	289	École des maîtres-ouvriers mi-	
— ménagères.....	291	neurs d'Alais.....	294
— minérales.....	291	— des mineurs de St-Etienne.....	294
Echange.....	292	— française d'Athènes.....	295
— (<i>Libre</i>).....	293	— centrale des arts et manu-	
Echéance.....	293	factures.....	295
Echelle mobile.....	293	— d'application d'état-major.....	296
Echelle (<i>Tour d'</i>).....	293	— d'application d'artillerie et	
Echenillage.....	293	du génie.....	296
Echouement.....	293	— de cavalerie.....	296
Eclairage.....	293	— des chartes.....	297
Ecobuage.....	293	— spéciale des Beaux-Arts.....	298
Ecole centrale d'architecture.....	294	— des langues orientales vi-	
— des jeunes de langues.....	294	vantes.....	298

	Pages.		Pages.
École des mines.....	298	Enseigne.....	326
— des ponts et chaussées.....	299	Enseignement.....	326
— forestière.....	299	Entérinement.....	326
— navale.....	300	Entrée, (<i>Droit d'</i>).....	327
— polytechnique.....	300	Entrepôt.....	327
— spéciale militaire.....	300	Entrepreneur.....	327
— normale de l'enseignement		Envoi en possession.....	327
secondaire spécial.....	301	Epargne, (<i>Caisse d'</i>).....	327
— normale supérieure.....	302	Epizooties.....	327
— supérieure du commerce.....	302	Epoux.....	328
Ecoles d'hydrographie.....	302	Equipement.....	328
— d'agriculture.....	303	Erreur.....	328
— d'arts et métiers.....	303	Escalade.....	329
— de médecine et de pharmacie		Escompte.....	329
militaires.....	303	— (<i>Comptoirs d'</i>).....	329
— de médecine et de pharmacie		Esroquerie.....	329
navales.....	303	Espion.....	329
— vétérinaires.....	304	Essartement.....	330
— normales primaires.....	304	Estampille.....	330
— préparatoires de médecine et		Ester en jugement.....	330
de pharmacie.....	305	Etablissements dangereux, insalu-	
— supérieures de pharmacie.....	305	bres ou incommodes.....	330
Economie politique.....	306	Etangs.....	332
Ecrit anonyme.....	306	Elat.....	332
Ecrit, (<i>Droit</i>).....	306	Elat civil.....	333
Effet rétroactif.....	306	Elat, (<i>Conseil d'</i>).....	333
Effets de commerce.....	306	Elat des lieux.....	333
Effraction.....	314	— de siège.....	333
Eglise de la confession d'Augs-		Elat-Major, (<i>Ecole d'application</i>).....	333
bourg.....	315	Etranger.....	333
Eglise, (<i>Fabrique d'</i>).....	315	Evasion.....	334
— réformée.....	315	Evêché.....	336
Electeur.....	315	Eviction.....	336
Election de domicile.....	315	Evocation.....	336
Elections.....	315	Exception.....	336
Emancipation.....	318	Excitation à la débauche.....	336
Embargo.....	318	— à la haine et au mépris	
Embauchage. — Embauche.....	319	du Gouvernement.....	337
Emender.....	319	— au mépris ou à la haine	
Empêchement de mariage.....	319	des citoyens les uns	
Empiètement des Autorités admi-		contre les autres.....	337
nistratives et judiciaires.....	319	Exclusion.....	337
Empoisonnement.....	320	Excuse.....	337
Emprisonnement.....	320	Exécuteur testamentaire.....	337
Enchère.....	320	Exécutif, (<i>Pouvoir</i>).....	338
Enclave.....	321	Exécution, (<i>Saisie</i>).....	338
Endossement. — Endosseur.....	321	Exécutoire, (<i>Formule</i>).....	338
Enfant.....	321	Exequatur.....	338
Enfants (<i>Travail des</i>) dans les ma-		Exercice.....	338
nufactures.....	322	Expert. — Expertise.....	338
Enfants trouvés.....	322	Exploit.....	338
Engagement volontaire.....	323	Exposition publique.....	338
Engrais.....	323	Expropriation forcée.....	339
Enlèvement de mineurs.....	323	— pour cause d'utilité	
Enquête.....	324	publique.....	339
— de comodo et incommodo.....	324	Extorsion.....	342
Enregistrement.....	324	Extradition.....	342

F

	Pages.		Pages.
Fabrication. (<i>Droit de</i>).....	342	Fonctionnaire public.....	361
Fabrique d'Eglise.....	342	Force. (<i>Maison de</i>).....	362
— (<i>Dessins de</i>).....	343	Force majeure.....	362
— (<i>Marques de</i>).....	343	Forcés. (<i>Travaux</i>).....	362
— (<i>Secrets de</i>).....	343	Foreclusion.....	362
Facultés.....	343	Forestier. (<i>Code</i>).....	362
Faillite.....	343	— (<i>Garde</i>).....	362
Famille. (<i>Droits de</i>).....	352	Forêts.....	362
Faux.....	352	Forfaiture.....	364
— serment.....	356	Formule exécutoire.....	364
— témoignage.....	356	Fortune de mer.....	364
Femme.....	356	Fosses d'aisances.....	364
Fériés. (<i>Jours</i>).....	356	Fossé.....	364
Ferme. (<i>Bail à</i>).....	356	Frai.....	364
Fermier.....	356	Frais.....	364
Fêtes.....	358	— de justice.....	364
Filiation.....	359	— funéraires.....	365
Filouterie.....	359	Franc.....	365
Fils. — Fille.....	359	Français.....	365
Flagrant délit.....	359	Frère.....	366
Foires, Halles et Marchés.....	359	Fret.....	367
Fol appel.....	360	Fréteur.....	367
Folie.....	360	Fruits.....	367
Folle enchère.....	360	Fumier.....	367
Foncier. (<i>Crédit</i>).....	361	Fureur.....	367
Foncière. (<i>Contribution</i>).....	361		

G

Gage. — Gagiste.....	367	Germain.....	372
Gagerie. (<i>Saisie</i> -).....	367	Gestion d'affaires.....	372
Galères. — Galériens.....	367	Goémon.....	372
Garantie des matières d'or et d'ar-		Gouvernement.....	372
gent.....	368	Grâce.....	373
— du vendeur.....	368	Gramme.....	374
Gardo champêtre.....	368	Grapillage.....	374
— des sceaux.....	368	Greffier.....	374
— forestier.....	368	Grève.....	374
— mines.....	370	Grosse.....	374
— pêche.....	370	Grosse aventure.....	377
— vente.....	370	Guerre.....	377
Gazonnement des montagnes.....	370	— (<i>Conseils de</i>).....	378
Gendarmerie.....	371	Guet-apens.....	378
Gendre.....	372	Guillotiné.....	378
Gens. (<i>Droit des</i>).....	372		

H

Habitation.....	378	Hectomètre.....	379
Haie.....	378	Herboriste.....	379
Halage.....	379	Héritier.....	380
Halles.....	379	Hoirie.....	380
Haute police.....	379	Homicide.....	380
Hectare.....	379	Homologation.....	380
Hectogramme.....	379	Hospices. — Hôpitaux.....	380
Hectolitre.....	379	Hôtelier.....	383

	Pages.		Pages.
Hois-clos.....	383	Hydromel.....	383
Huissier.....	383	Hypothèque.....	383
Hydrographie. (<i>Écoles d'</i>).....	383		

I

Ile.....	387	Instance.....	400
Imbécillité.....	387	Institut de France.....	400
Immeuble.....	387	Instituteur.....	401
Immondiées.....	387	Institution canonique.....	402
Impense.....	388	— contractuelle.....	402
Impôts.....	388	Instruction criminelle. (<i>Code d'</i>).....	402
Imprescriptibilité.....	388	— (<i>Juge d'</i>).....	402
Imprimerie.....	388	— par écrit.....	402
Imprudence.....	392	— publique.....	402
Imputation de paiement.....	392	Insaisissable d'actif. (<i>Clôture pour</i>).....	410
Insatiabilité.....	393	Intendance militaire.....	410
Insamovibilité.....	393	Intention.....	410
Incendie.....	393	Interdiction. — Interdit.....	410
Incessible.....	394	— des droits civils, ci-	
Inceste.....	394	vils et de famille.....	413
Incompatibilité.....	394	Intérêt.....	413
Incompétence.....	394	— de la loi.....	415
Indigents.....	395	— (<i>Prêt a</i>).....	415
Indivision.....	396	Intérêts. (<i>Dommages</i>).....	415
Industrie.....	396	Interligne.....	415
Infamante. (<i>Peine</i>).....	397	Interlocutoire.....	415
Infanticide.....	397	International. (<i>Droit</i>).....	415
Infirmier.....	397	Internationale.....	415
Infirmes.....	397	Interposition de personnes.....	416
Information.....	398	Interprète.....	416
Infraction.....	398	Interrogatoire sur faits et articles.....	417
Ingratitude.....	398	Interruption de prescription.....	417
Inhumation.....	398	Intervention.....	417
Injures.....	398	— (<i>Acceptation par</i>).....	417
— graves.....	398	— (<i>Paiement par</i>).....	417
Innavigabilité.....	398	Intestat. (<i>Ab</i>).....	417
Insaisissable.....	399	Intimation. — Intimé.....	417
Inscription de faux.....	399	Inventaire.....	417
— de rente.....	399	— (<i>Bénéfice d'</i>).....	418
— hypothécaire.....	399	— (<i>Livre d'</i>).....	418
— maritime.....	399	Invention. (<i>Brevet d'</i>).....	418
Insolvabilité.....	399	Irrigation.....	418
Insoumission.....	400	Israélite. (<i>Culte</i>).....	449

J

Jaugeage.....	420	Judiciaire. (<i>Conseil</i>).....	425
Jet et contribution.....	420	— (<i>Pouvoir</i>).....	425
Jeu.....	421	Juge.....	425
Jeunes de langues.....	421	Juge-Commissaire.....	425
— détenus.....	421	— de paix.....	425
Jouissance. (<i>Abus de</i>).....	423	— d'instruction.....	425
— légale.....	423	Jugement.....	426
Jour.....	423	Jurandes.....	426
Jours de planche.....	423	Juré.....	426
— feries.....	423	Jurisconsulte.....	426
Journal.....	423	Jurisprudence.....	426
Journal. (<i>Livre</i>).....	424	Jury.....	426
Judicatum Solvi.....	424	— d'expropriation.....	428

	Pages.		Pages.
Justice, (<i>Déni de</i>).....	428	Justice de paix.....	428
— (<i>Maison de</i>).....	428		

K

Kilogramme.....	431	Kilomètre.....	431
Kilolitre.....	431		

L

Labour. — Laboureur.....	431	Liberté du travail et de l'industrie.....	436
Lac.....	431	— individuelle.....	443
Lais et Relais.....	431	— provisoire. (<i>Mise en</i>)....	443
Lamausage.....	431	Librairie.....	444
Lamaneur.....	432	Libre échange.....	444
Landes.....	432	Licence. (<i>Droit de</i>).....	445
Langues (<i>Jeunes de</i>).....	432	Licitation.....	445
Lapins.....	432	Liste civile.....	445
Larcin.....	432	Litigieux. (<i>Retrait</i>).....	445
Législation.....	432	Litre.....	445
Légion d'honneur.....	433	Livre de bord.....	445
Législatif.....	433	Livres.....	445
— (<i>Pouvoir</i>).....	433	— de commerce.....	446
Législation.....	433	Livrets d'ouvriers.....	446
Légitimation.....	433	Logement des troupes.....	447
Légitime défense.....	433	Logements insalubres.....	448
Legs. — Légataire.....	433	Logeur.....	448
Lésion.....	434	Loi.....	449
Léthargie.....	434	Lois. (<i>Bulletin des</i>).....	449
Lettre de change.....	434	Longitudes. (<i>Bureau des</i>).....	449
— de voiture.....	434	Loterie.....	449
— d'obédience.....	435	Louage.....	450
Liberté commerciale.....	435	Louveterie.....	457
— de conscience.....	435		

M

Machines et chaudières à vapeur.....	458	Mandat de dépôt.....	465
Magasins généraux.....	458	Manufactures.....	465
Mainmorte.....	461	Marais.....	465
Maire.....	461	Maraudage.....	466
Maison commune.....	462	Marchand.....	466
— d'arrêt.....	462	Marchandises.....	466
— de correction.....	462	Marché de fournitures.....	466
— de dépôt.....	462	Marchés.....	467
— de détention.....	462	Marche-pied.....	467
— de force.....	462	Maréchal de France.....	467
Maisons de prêt sur gages.....	462	Marguillier.....	467
Maire. (<i>Conseiller</i>).....	463	Marriage.....	467
— de pension.....	463	Marine.....	473
— des requêtes.....	463	Marques de fabrique et de com- merce.....	474
Maitrisés et Jurandes.....	463	Masse des créanciers.....	475
Majorité.....	463	Matelots.....	475
Malfaiteurs.....	463	Maternité.....	475
Mandat.....	463	Matières d'or et d'argent.....	475
— d'amener.....	465	— — sommaires.....	475
— d'arrêt.....	465	Médaille militaire.....	475
— de comparution.....	465		

	Pages.		Pages.
Médéin, ...	476	Mitoyenneté, ...	489
Menaces, ...	477	Mixte, (<i>Action</i>)	490
Mendicité, ...	478	Mobilier, ...	490
Mer, ...	479	Mobilière, (<i>Action</i>)	490
Mère, ...	479	— (<i>Contribution person- nelle et</i>)	490
Mesures, (<i>Poids et</i>)	479	Mœurs, ...	490
Métayer, ...	479	Mois, ...	490
Métiers, (<i>Conservatoire des arts et</i>)	479	Monnaie, ...	490
Métiers, (<i>Ecoles des arts et</i>)	479	Montagnes, ...	492
Mètre, ...	479	Monts-de-piété, ...	492
Meuble, ...	479	Monuments, ...	493
Meurtre, ...	479	Morale, ...	493
Militaires, ...	479	Moratoires, (<i>Interêts</i>)	494
Milligramme, ...	480	Mort, ...	494
Millimètre, ...	480	— civile, ...	495
Mines, ...	480	Mort-né, ...	496
— (<i>Ecole des Mines</i>)	485	Motifs des jugements, ...	496
— (<i>Garde</i>)	485	Moulins, ...	496
Mineurs d'Alais, (<i>Ecole des Ma- tres ouvriers</i>)	485	Mouvement de la population, ...	496
— de St-Etienne, (<i>Ecole des</i>)	485	Municipal, (<i>Conseil</i>)	496
Minères, ...	485	Mur, ...	496
Minima, (<i>Appel à</i>)	485	Muséum d'histoire naturelle, ...	496
Ministère public, ...	485	Mutation, (<i>Droits de</i>)	498
Ministres, ...	488	Mutilation, ...	498
Minorité, ...	489	Myriagramme, ...	498
Minore en demeure, ...	489	Myriamètre, ...	498
Mises en accusation, (<i>Chambres</i>)	489	Mystique, (<i>Testament</i>)	498

N

Naissance, (<i>Acte de</i>)	498	Nom collectif, (<i>Société en</i>)	506
Nantissement, ...	498	Noms et prénoms, ...	506
Naturalisation, ...	499	Non bis in idem, ...	506
Naturel, (<i>Droit</i>)	500	Notables commerçants, ...	506
— (<i>Enfant</i>)	500	Notaire, ...	507
Navigation, (<i>Droit de</i>)	500	Notoriété, (<i>Acte de</i>)	507
Navire, ...	500	Nouvel œuvre, ...	507
Négociant, ...	504	Novation, ...	507
Neveu, — Nièce, ...	504	Nue propriété, ...	507
Noblesse, ...	505	Nuit, ...	507
Nolis, ...	506	Nullités de mariage, ...	508

O

Obéissance, (<i>Lettre d'</i>)	508	Or, ...	522
Oblations, ...	508	Ordre, ...	522
Obligations, ...	508	— (<i>Billet à</i>)	522
Occupation, ...	517	— national de la Légion d'hon- neur, ...	522
Octroi, ...	517	Ordres étrangers, ...	523
Officier de l'état civil, ...	519	Outrage à la morale publique et religieuse, ...	523
— de police judiciaire, ...	519	— à la religion, ...	524
— de santé, ...	519	— aux bonnes mœurs, ...	524
Officiers ministériels, ...	519	— public à la pudeur, ...	524
Offres réelles, ...	520	Outrages à des fonctionnaires, ma- gistrats, jurés, témoins, etc., ...	524
Olographe, ...	521	Ouvrage, (<i>Louage d'</i>)	525
Oncle, ...	521	Ouvriers, ...	525
Opposition, ...	521		
— à jugement, ...	521		
— à mariage, ...	522		
— (<i>tierce</i>), ...	522		

P

	Pages.		Pages.
Pacage.....	525	Police. (<i>Tribunal de simple</i>).....	557
Paisson.....	527	— correctionnelle. (<i>Tribunal</i>	
Panage.....	527	— de.....	557
Pape.....	527	— d'assurance.....	557
Papier. (<i>Droit sur le</i>).....	528	— du roulage.....	557
Papiers domestiques.....	528	— judiciaire.....	558
Paraphernaux.....	528	Ponts et chaussées.....	559
Parcours.....	528	Port d'armes.....	560
Parenté.....	528	— illégal de costume, d'uniforme ou de décorations.....	560
Parère.....	529	Portes et fenêtres.....	560
Pari.....	529	Porteur. (<i>Billet au</i>).....	561
Parjure.....	529	Portier.....	561
Parquet.....	529	Possession.....	561
Parricide.....	529	Possessoire.....	561
Partage.....	530	Postes.....	561
Partages d'ascendants.....	530	Posthume.....	567
Partiaire. (<i>Colon</i>).....	530	Postulation.....	567
Partie civile.....	530	Poudre à feu.....	568
Passage.....	530	Pouvoir exécutif.....	568
Passavant.....	530	— judiciaire.....	568
Passé-debout.....	530	— législatif.....	568
Passe de sacs.....	530	Pouvoirs. (<i>Séparation des</i>).....	569
Passe-port.....	530	Pourvoi.....	569
Passif.....	531	Préceptut.....	569
Pasteur.....	531	Préemption.....	569
Patente.....	531	Préfecture. (<i>Conseil de</i>).....	569
Paternité et filiation.....	532	Préfet.....	569
Patrimoines. (<i>Séparation des</i>).....	534	— de police.....	570
Pâturage.....	534	— maritime.....	570
Pauvres.....	534	— (<i>Sous-</i>).....	570
Pavage.....	534	Préméditation.....	570
Payement.....	534	Premier Président.....	570
Pêche.....	534	Prénoms.....	570
Peines.....	538	Presbytère.....	570
Pensions.....	539	Prescription.....	571
Percepteur.....	549	Président de République.....	573
Père.....	549	Présomptions.....	574
Péremption d'instance.....	549	Presse.....	574
Perfectionnement. (<i>Brevet de</i>).....	550	Prestations en nature.....	575
Permis de chasse.....	550	Prêt.....	575
Personnelle. (<i>Action</i>).....	550	— sur gages. (<i>Maisons de</i>).....	577
Personnelle et mobilière. (<i>Contribution</i>).....	550	Preuves.....	578
Perte de la chose.....	551	Prévarication.....	578
Pétition. (<i>Droit de</i>).....	551	Prévoyance. (<i>Institutions de</i>).....	578
Pétitoire.....	551	Principes de 1789.....	578
Pharmacien.....	551	Prise à partie.....	579
Pieds corniers.....	552	Priseur. (<i>Commissaire</i>).....	581
Pierreries.....	552	Prisons.....	581
Pigeons.....	552	Privé. (<i>Droit</i>).....	581
Pilote lamaneur.....	552	Privilege.....	581
Plantations.....	552	Procédure civile. (<i>Code de</i>).....	584
Plants.....	553	Procuration.....	584
Plumitif.....	554	Procureur.....	584
Poids et mesures.....	554	— général.....	584
Poisons.....	556	— de la République.....	584
Poissons.....	556	Prodigue.....	585
Police. (<i>Préfet de</i>).....	557	Production. (<i>Société de</i>).....	585
— (<i>Surveillance de la haute</i>).....	557	Profit maritime.....	585

	Pages.		Pages.
Promesse.....	585	Prud'hommes.....	591
Promulgation.....	585	Public. (<i>Droit</i>).....	591
Propriété.....	585	Publication de mariage.....	591
— industrielle.....	586	Pudeur. (<i>Attentat à la</i>).....	591
— littéraire et artistique.....	586	— (<i>Outrage public à la</i>).....	591
Protêt.....	587	Puisage.....	591
Protuteur.....	587	Puissance paternelle.....	591
Provinces anciennes.....	587	Puits.....	593
Provision.....	591	Purge.....	593
Provocation.....	591	Putatif. (<i>Mariage</i>).....	593

Q

Qualités de jugement.....	593	Quintal métrique.....	593
Quasi-contrat.....	593	Quotité disponible.....	593
— délit.....	593		

R

Rabbin.....	595	Relais.....	604
Rachat. (<i>Faculté de</i>).....	595	Religion.....	604
Racines.....	595	Réméré.....	604
Radoub.....	595	Remise de la dette.....	604
Raison sociale.....	595	Remplacement militaire.....	604
Rapport à succession.....	595	Remploi.....	604
Rature.....	595	Rengagement.....	604
Réalisation. (<i>Clause de</i>).....	595	Renommée. (<i>Commune</i>).....	604
Réassurance.....	595	Renonciation.....	604
Rébellion.....	595	Rente perpétuelle.....	604
Reboisement des montagnes.....	595	— viagère.....	605
Recel. — Recelé.....	596	Rentes sur l'Etat.....	606
Recensement.....	597	Réparations locatives.....	607
Receveur municipal.....	598	Représentation.....	607
Rechange.....	598	Reprise d'apport franc et quitte.	
Recherche de paternité, de mater-		(<i>Clause de</i>).....	608
nité.....	598	Reprises matrimoniales.....	608
Récidive. — Récidiviste.....	598	République.....	608
Réclusion.....	598	Requête civile.....	608
Récoltes.....	598	Rescision.....	609
Récompense.....	599	Réserve.....	609
Réconciliation.....	599	Résidence.....	609
Reconduction. (<i>Tacite</i>).....	600	Responsabilité civile.....	609
Reconnaissance d'enfant.....	600	Ressort.....	610
Recrutement militaire.....	600	Retard.....	610
Recouvr.....	600	Rétention.....	610
Rectification des actes de l'état		Retour sans frais.....	611
civil.....	600	Retrait litigieux.....	611
Récusation.....	600	— successoral.....	611
Rédhibitoires. (<i>Vices</i>).....	602	Retraite.....	611
Réelle. (<i>Action</i>).....	602	— (<i>Pension de</i>).....	611
Reféré.....	602	Reprises pour la vieillesse. (<i>Caisse</i>	
Referendaire au seau de France.....	602	<i>de</i>).....	611
— (<i>Conseiller</i>).....	602	Rétroactif. (<i>Effet</i>).....	611
Régime dotal.....	602	Réunions publiques.....	611
Règlement d'administration pu-		Révélation de secrets.....	615
blique.....	602	Revendication.....	615
— de juges.....	602	— (<i>Saisie</i> -).....	615
Réhabilitation.....	603	Révision. (<i>Conseils de</i>).....	615
Réintégrant.....	604	— des procès criminels et	
Relais.....	604	correctionnels.....	615

	Pagos.		Pages.
Révocation.....	616	Ruches à miel.....	616
Rivières.....	616	Ruisseaux.....	616
Roulage.....	616	Rupture de ban.....	616
Routes.....	616	Rural. (<i>Code</i>).....	616

S

Sacs. (<i>Passé de</i>).....	616	et des enfants des manu-	
Sage-femme.....	616	factures.....	660
Saisie-arrest.....	616	Société protectrice des animaux..	660
— brandon.....	617	Sociétés coopératives.....	660
— des rentes constituées sur		— de charité maternelle.....	661
particuliers.....	617	— de secours mutuels.....	661
— exécution.....	617	— secrètes.....	664
— gagerie.....	618	Sœur.....	664
— immobilière.....	618	Solidarité.....	664
— mobilière.....	618	Sommaires. (<i>Matières</i>).....	665
— revendication.....	618	Source.....	665
Saisine.....	619	Sous-location.....	665
Salaire.....	619	Sous-Préfet.....	665
Salle d'asile.....	619	Sous-seing privé.....	665
Sanction.....	621	Soutiens de famille.....	665
Sceaux de l'Etat.....	621	Staries.....	665
Sceaux. (<i>Garde des</i>).....	621	Statistiques.....	665
Scellés.....	621	Statues.....	665
Seconds mariages.....	621	Statut personnel.....	666
Secours aux asphyxiés.....	621	Stellionat.—Stellionataire.....	666
— mutuels.....	622	Stère.....	666
Secret. (<i>Mise au</i>).....	622	Subornation de témoins.....	666
Secrets de fabrique.....	622	Subrogation.....	666
Secrétaire de Mairie.....	622	Subrogé-tuteur.....	667
— général de Préfecture.....	623	Substances vénéneuses.....	667
Seing privé.....	623	Substitut.....	668
Sel.....	623	Substitution.....	668
Séparation de biens.....	624	— d'enfants.....	669
— de corps.....	625	Successions.....	669
— de dettes. (<i>Clause de</i>).....	626	Successoral. (<i>Retrait</i>).....	682
— des patrimoines.....	626	Succursale.....	682
— des pouvoirs.....	626	Sucre.....	682
Septuagénaire.....	626	Suppliciés.....	683
Sépulture.....	627	Supposition d'enfant.....	683
Séquestration.....	627	Suppression d'enfant.....	683
Séquestre.....	627	Sur-arbitre.....	683
Sergent de ville.....	627	Surenchère.....	683
Serment.....	627	Surestaries.....	684
Service militaire.....	628	Surveillance de la haute police....	684
Servitudes.....	644	Survenance d'enfant.....	685
Séances.....	646	Suspension de paiements.....	685
Sexagénaire.....	646	— de prescription.....	685
Siège. (<i>Etat de</i>).....	646	Synagogue.....	685
Simple police.....	646	Synallagmatique. (<i>Acte</i>).....	685
Société.....	646	Syndic.....	686
— de protection des apprentis		Système métrique.....	686

T

Tabac.....	686	Tante.....	688
Tableaux.....	687	Tapage nocturne.....	688
Tacite reconduction.....	687	Taxe des biens de mainmorte....	688
Taille.....	687	— des chiens.....	688

	Pages.		Pages.
Télégraphie.....	688	Transit.....	707
Témoin.....	693	Transport de créance.....	707
Tentativo.....	694	Travail. (<i>Droit au</i>).....	707
Terme.....	695	— (<i>Durée du</i>).....	707
Testament.....	695	— (<i>Liberté du</i>).....	707
Testimoniale. (<i>Preuve</i>).....	697	— des enfants dans les ma- nufactures.....	707
Théâtres.....	697	Travaux forcés.....	709
Tierce-opposition.....	698	— publics.....	709
Tiers-arbitre.....	698	Trésor.....	711
— saisi.....	698	— (<i>Bons du</i>).....	711
Timbre.....	699	Trésorier-Payeur général.....	711
Tiré.....	699	Tribunal d'arrondissement.....	712
Tireur.....	699	— de commerce.....	712
Tissage et bobinage.....	699	— de police correctionnelle.....	715
Titres au porteur.....	701	— de première instance.....	715
Tonnage.....	704	— de simple police.....	716
Tonneau.....	704	Tromperie sur la marchandise.....	717
Tontines.....	704	Trottoirs.....	717
Tourbière.....	704	Tutelle — Tuteur.....	718
Tour d'échelle.....	704	Tutelle officieuse.....	723
Transaction.....	704		
Transcription.....	705		

U

Union de créanciers.....	724	Usufruit.....	725
Usage.....	724	Usure.....	726
— (<i>Prêt à</i>).....	724	Usurpation de titres ou fonctions.....	726
Usages commerciaux.....	724	Utérin.....	726
Usance.....	724	Utilité publique. (<i>Expropriation</i> <i>pour cause d'</i>).....	726
Usines.....	724		

V

Vacation.....	726	Vices rédhibitoires.....	738
Vaches.....	727	Vicinaux. (<i>Chemins</i>).....	738
Vagabond.— Vagabondage.....	727	Vigne.....	738
Vaine-pâture.....	727	Vignerons.....	739
Valeurs mobilières.....	727	Viol.....	739
Vapour. (<i>Cheval</i>).....	728	Violation de domicile.....	739
— (<i>Machines et chaudières à</i>).....	728	— de sépulture.....	739
Varech.....	728	— du secret des lettres.....	739
Vendange.....	729	Violence.....	739
Vente.....	729	Violences envers les dépositaires de l'autorité ou de la force pu- blique.....	740
Ventes publiques de marchandises en gros.....	735	Vitres.....	740
Ventilation.....	736	Vivier.....	740
Verdict.....	736	Voirie.....	741
Vérificateur des poids et mesures.....	736	Voiture. (<i>Lettre de</i>).....	741
Vérification d'écriture.....	736	Voitures. (<i>Impôt sur les</i>).....	741
— des créances.....	736	Voiturs publiques.....	741
Vétérinaires. (<i>Ecoles</i>).....	737	Voiturier.....	741
Vétusté.....	737	Vol.....	742
Veuve.....	737	Voyer. (<i>Agent</i>).....	743
Viabilité.....	738	Vues.....	743
Viagère. (<i>Rente</i>).....	738		

W

	Pages.
Warrant.....	743

Z

Zone.....	743
-----------	-----

FIN DE LA TABLE ALPHABÉTIQUE.

TABLE MÉTHODIQUE DES MATIÈRES.

PRÉLIMINAIRES.

	Pages.		Pages.
DROIT. — Son objet. Ses divisions principales.....	278	fondu avec la morale.....	493
Il ne doit pas être con-		Législation.....	433
		Jurisprudence.....	426

DROIT PUBLIC ET ADMINISTRATIF.

Principes de 1789. — <i>En quoi ils consistent.....</i>	578	Préfet.....	569
Constitution. — <i>Historique des diverses Constitutions, de 1791 à 1870.....</i>	190	Secrétaire général de Préfecture..	623
Etat. — <i>Sa mission.....</i>	332	Conseil de Préfecture.....	165
Gouvernement. — <i>Sa mission....</i>	372	Conseil général.....	173
Administration. — <i>Sa mission. — Sa division en administration active, administration consultative et administration contentieuse.....</i>	28	Arrondissements (362).....	57
République.....	608	Sous-Préfet.....	665
Etat de siège.....	333	Conseil d'arrondissement.....	165
		Cantons (294 en 1870).....	111
		Communes (37,548 en 1870).....	151
		Maire.....	461
		Adjoint.....	27
		Conseil municipal.....	184
		Secrétaire de Mairie.....	622
		Receveur municipal.....	598
		Décentralisation administrative..	237
GRANDS POUVOIRS DE L'ÉTAT.			
Séparation des pouvoirs.....	626	ORGANISATION JUDICIAIRE.	
<i>Pouvoir législatif.</i>		Au canton. — Justice de paix.....	428
Assemblée nationale.....	59	Dans chaque arrondissement. — Tribunal de première instance..	715
Président de la République.....	573	Au nombre de 26. — Cours d'appel.	220
Conseil d'Etat.....	170	Pour toute la France. — Cour de cassation.....	218
<i>Pouvoir exécutif.</i>		Ministère public.....	485
Président de la République.....	573	Officiers ministériels.....	519
Ministres.....	488		
FORMES DANS LESQUELLES AGISSENT LES ORGANES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE.		ORGANISATION ECCLÉSIASTIQUE.	
Lois.....	449	Culte catholique.....	230
Décrets.....	241	Pape.....	527
Règlements d'administration publique.....	602	Cardinal.....	113
Arrêtes.....	57	Fabrique d'église.....	342
Jugements.....	426	Presbytère.....	570
Arrêts.....	57	Eglise réformée ou calviniste....	233
ORGANISATION ADMINISTRATIVE.		Eglise de la confession d'Augsbourg ou luthérienne.....	234
Provinces anciennes. — <i>Divers pays qu'elles renfermaient.....</i>	587	Culte israélite.....	235
Départements (89 en 1870).....	244	Congrégations religieuses.....	163
		Appel comme d'abus.....	50
		ORGANISATION MILITAIRE.	
		Divisions militaires (22 en 1870) .	264

	Pages.		Pages.
Conseils de guerre (1 par division militaire et par arrondissement maritime)...	188	Ecoles préparatoires de médecine et de pharmacie (2t).....	305
— de révision (1 par division militaire et par arrondissement maritime)...	188	Bureau des longitudes.....	102
Intendance militaire.....	410	Muséum d'histoire naturelle....	497
Commissariat de la marine.....	149	Ecole des chartes.....	297
Préfets maritimes (5).....	570	— des langues orientales vivantes.....	293
Ecole polytechnique.....	300	Collège de France.....	145
— spéciale militaire de Saint-Cyr.....	306	Institut de France. — Sa division en 5 Classes ou Académies....	400
— d'application d'Etat-major.	296		
— d'application de l'artillerie et du génie, à Fontainebleau.....	296	POLICE ADMINISTRATIVE.	
— de cavalerie, à Saumur....	296	Aubergistes.—Logeurs.....	73
— navale.....	300	Débts de boissons.....	237
Ecoles de médecine et de pharmacie militaires (2).....	303	Bureaux de Placement.....	102
— de médecine et de pharmacie navales (3).....	303	Brocanteurs.....	99
— vétérinaires (3).....	304	Colportage.....	146
Service militaire.....	628	Crieurs publics.....	230
Inscription maritime.....	392	Afficheurs.....	30
Code de justice militaire, armée de terre.....	143	Loteries.....	449
— — de mer.....	143	Passe-ports.....	530
Logement des troupes.....	447	Théâtres.....	697
Pensions militaires.....	547		
Médaille militaire.....	475	SALUBRITÉ ET SANTÉ PUBLIQUES.	
		Eaux minérales.....	291
ORGANISATION DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.		Epizooties.....	327
Académies (17). — Leur chef-lieu et leur ressort.....	402	Logements insalubres.....	448
Conseil supérieur de l'instruction publique.....	404	Fosses d'aisances.....	364
— académique.....	403	Inflammation.....	398
— départemental de l'instruction publique.....	403	Cimetière.....	137
Autorités préposées à l'inspection de l'enseignement.....	404	Médecin.....	476
Conditions pour ouvrir un établissement libre d'instruction primaire ou secondaire.....	406	Chirurgien.....	136
Conditions pour diriger une salle d'asile.....	619	Officier de santé.....	519
Ecole normale supérieure.....	302	Sage-femme.....	616
— de l'enseignement secondaire spécial.....	301	Pharmacien.....	551
Ecoles normales primaires d'instituteurs (78)....	304	Herboriste.....	379
— — primaires d'institutrices (10)....	305	Substances vénéneuses.....	667
Cours normaux d'institutrices (50)	305	Secours aux asphyxiés.....	621
Caisse des écoles.....	106	Codex.....	144
Lycées (80).....	408		
Collèges communaux (242).....	408	ASSISTANCE PUBLIQUE. INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.	
Facultés.—De théologie (6); — de droit (11); — de médecine (3); — des sciences (15); — des lettres (15).....	343	Indigents.....	395
		Enfants trouvés.....	322
		Bureaux de bienfaisance.....	102
		Droit des pauvres.....	283
		Dépôts de mendicité.....	254
		Hospices.—Hôpitaux.....	380
		Monts-de-piété.....	492
		Sociétés de charité maternelle....	661
		Crèches.....	224
		Caisses d'épargne.....	105
		Sociétés de secours mutuels.....	661
		Caisse de retraites pour la vieillesse.....	104
		Caisses d'assurances en cas de décès et d'accidents.....	106
		Sociétés coopératives.....	660
		FORTUNE PUBLIQUE.	
		Domaine de l'Etat.....	266
		— public.....	267
		Budget.....	101

	Pages.		Pages.
Contributions.—Légitimité de l'impôt.—Distinction des contributions en contributions <i>directes</i> et contributions <i>indirectes</i>	212	—Indemnités de <i>plus-value</i>	709
1 ^{re} Contributions <i>directes</i> .		Expropriation pour cause d'utilité publique.....	339
Énumération.—Taxes qui leur sont assimilées.—Reconvenement.—Prescription.—Réclamations.....	213	Marchés de fournitures.....	466
Contribution foncière.....	361	Dessèchement des marais.....	465
— personnelle et mobilière.....	550	Mines.....	480
— des portes et fenêtres.....	560	Minères.....	485
— des patentes.....	531	Carrières.....	113
Taxe des biens de mainmorte.....	688	Tourbières.....	704
— des chiens.....	688	Enquête de <i>commodo et incommodo</i>	324
Impôt sur les chevaux et voitures.....	134	Ponts et chaussées.—Inspections générales (16).....	559
Prestations pour les chemins vicinaux.....	130	Ecole des ponts et chaussées.....	299
Pavage.....	534	— des mines.....	208
Redevances sur les mines.....	480	VOIRIE.	
Taxes pour le curage des rivières non navigables.....	236	Distinction de la <i>grande</i> et de la <i>petite</i> voirie.....	741
— l'entretien des Bourses et Chambres de commerce.....	92 et 121	Alignement.....	39
Centimes additionnels.....	117	Routes.....	616
2 ^{re} Contributions <i>indirectes</i> .		Chemins de fer.....	126
Diverses espèces.—Reconvenement.—Contentieux.—Poursuites.—Prescription.....	214	Canaux.....	110
Boissons.....	88	Chemins vicinaux.....	130
Sel.....	623	— ruraux.....	129
Sucre.....	632	Police du roulage.....	557
Cartes à jouer.....	114	EAUX.	
Voitures publiques.....	741	Eaux courantes. { Sources.....	665
Navigation.....	500	{ Ruisscaux.....	289
Tabac.....	686	{ Rivières.....	289
Allumettes.....	41	{ Canaux.....	110
Poudre à feu.....	568	Eaux non courantes. { Mer.....	290
Postes.....	561	{ Lacs.....	290
Douanes.....	272	{ Etangs.....	290
Octroi.....	517	{ Marais.....	463
Matières d'or et d'argent.....	475	Chemins de halage.....	129
Enregistrement.....	324	Marche-pied.....	467
Timbre.....	699	Bac.....	76
Décime de guerre.....	238	Curage.....	236
Bons du Trésor.....	91	Barrage.....	81
Dette publique (<i>flottante</i> ou <i>consolidée</i>).....	261	Irrigation.....	418
Amortissement.....	46	Drainage.....	275
Créances sur l'Etat.....	223	Colmatage.....	145
Pensions.....	539	Droit de navigation.....	500
Cour des comptes.....	219	Pêche.....	534
Caisse des dépôts et consignations.....	106	Usines.....	724
Comptabilité publique.....	159	Abreuvoirs.....	4
TRAVAUX PUBLICS.		FORÊTS.	
Ce qu'on entend par <i>Travaux publics</i> .—Compétence.—Occupation temporaire de terrains.		Code forestier.....	144
		Régime forestier.—Défrichements.....	362
		Ecole forestière.....	299
		Garde forestier.....	368
		Aménagement.....	45
		Affouage.....	32
		Droits d'usage dans les forêts.....	526
		Baliveau.....	78
		Dunes.....	287
		Reboisement des montagnes.....	595
		Gazonnement des montagnes.....	370
		Ecobuage.....	293
		Essartement.....	330

	Pages.
MATIÈRES DIVERSES ADMINISTRATIVES.	
Recensement de la population...	597
Elections.....	315
Associations.....	62
Réunions publiques.....	611
Imprimerie.....	388
Journal.....	423
Presse.....	574
Chasse.....	123
Louveterie.....	457
Abattoirs.....	2
Package.....	525
Changement de noms.....	122
Ordre national de la Légion d'hon-	

	Pages.
neur.....	522
Ordres étrangers.....	523
Télégraphie.....	688
Prisons.....	581
Boucherie.....	91
Boulangerie.....	92
Associations syndicales.....	63
Brasseries.....	93
JUSTICE ADMINISTRATIVE.	
Contentieux administratif.....	202
Préfets.....	569
Conseils de Préfecture.....	165
Ministres.....	488
Conseil d'Etat.....	170
Conflits.....	162

CODE CIVIL.

GÉNÉRALITÉS.

Code civil. — <i>Objet. — Divisions.</i>	
<i>Historique, etc.</i>	140
Loi. — <i>Élaboration. — Sanction.</i>	
— <i>Promulgation.</i>	449
— <i>Abrogation.</i>	5
Bulletin des lois.....	101
— des communes.....	101
Effet rétroactif.....	306
Statut personnel.....	666

DES PERSONNES.

Français. — <i>Acquisition, perte et recouvrement de cette qualité.</i> ...	
— <i>Droits qui y sont attachés.</i> ...	365
Etranger. — Sa situation en France.....	333
Naturalisation.....	499

ACTES DE L'ÉTAT CIVIL.

Leur but. — Historique. — Tenue des actes. — Inexistence ou perte des registres. — Rectifications.	16
--	----

DOMICILE.

Son importance. — Ses effets. — Distinction du domicile et de la résidence. — Inviolabilité du domicile.....	268
--	-----

ABSENCE.

Présomption. — Déclaration. — Envoi en possession définitive..	5
--	---

MARIAGE.

Qualités et conditions requises. — Formalités. — Oppositions. — Nullités. — Obligations résultant du mariage. — Droits et devoirs respectifs des époux. — Dissolution. — Seconds mariages.....	467
Séparation de corps.....	625

Séparation de biens.....	624
Divorce.....	265

PATERNITÉ ET FILIATION.

Présomption légale. — Cas de désaveu. — Interdiction de la recherche de la paternité. — Preuve de la filiation.....	532
Enfants. — <i>Diverses classes.</i>	321
Reconnaissance.....	600
Légitimation.....	433

ADOPTION ET TUTELLE OFFICIEUSE.

Conditions, formes et effets de l'adoption.....	29
Conditions, formes et effets de la tutelle officieuse.....	723

PUISSANCE PATERNELLE.

En quoi elle consiste. — Quand elle cesse. — Ses attributs (droits d'éducation, de garde et de correction; usufruit légal).....	591
---	-----

MINORITÉ, TUTELLE, ÉMANCIPATION.

Quand finit la <i>minorité</i> . — Distinction des mineurs en mineurs <i>émancipés</i> et mineurs <i>non émancipés</i> . — Protection de la loi pour les mineurs.....	489
Diverses espèces de <i>tutelle</i> . — Conseil de famille. Subrogé-tuteur. — Causes dispensant de la tutelle. — Cas d'incapacité, d'exclusion ou de destitution. — Administration du tuteur. — Comptes de tutelle.....	718
Formes et conditions de l' <i>émancipation</i> . — Ses effets. — Elle peut être révoquée.....	318

MAJORITÉ, INTERDICTION, CONSEIL JUDICIAIRE.

A quel âge commence la <i>majorité</i>	
--	--

	Pages.		Pages.
— Restrictions à la capacité qu'elle confère.	463	SUCCESSIONS.	
Deux sortes d'interdiction : l'une (judiciaire) prononcée par la Justice dans l'intérêt de ceux qui en sont l'objet ; — l'autre. (légale) prononcée par la loi à l'encontre de certains condamnés. — Causes d'interdiction judiciaire. — Qui peut ou doit provoquer cette mesure ? — Procédure. — Effets de l'interdiction.	410	Saisine.	619
Condamnations qui entraînent l'interdiction légale. — Effets qu'elle produit.	413	Ouverture. — Qualités requises pour succéder. — Divers ordres de successions légitimes (<i>Descendants, Ascendants, Collatéraux</i>). — Successions irrégulières (<i>Enfants naturels, Conjoint survivant, Etat</i>). — Acceptation et répudiation des successions. — Partage et rapports.	669
Quand y a-t-il lieu à la nomination d'un conseil judiciaire ? — Situation légale des personnes qui en sont pourvues.	184	Déclaration de succession. — Droits à payer à l'Etat.	239
Aliénés non interdits. (Loi 30 juin 1838.).	38	Retrait successoral.	611
DES BIENS.		DONATIONS ENTRE VIFS ET TESTAMENTS.	
Leur distinction en meubles et immeubles. — Sens légal des mots : meubles, meubles meublants, biens meubles, mobilier, etc.	83	Formes de la donation entre vifs. — Cas de révocation.	270
DE LA PROPRIÉTÉ.		Formes du testament. — Diverses sortes de legs. — Exécuteurs testamentaires. — Révocation et caducité des testaments.	693
Ses attributs. — Restrictions imposées dans l'intérêt général. — Modes divers d'acquisition et de transmission.	585	Quotité disponible.	593
Propriété industrielle.	586	Partages d'ascendants.	530
— littéraire et artistique.	586	OBLIGATIONS.	
Accession.	11	Sources des obligations. — Leurs effets. — Diverses obligations. — Modes d'extinction. — Preuves.	508
Alluvion.	42	CONTRAT DE MARIAGE.	
Fruits.	367	Divers régimes. — Communauté légale ou modifiée par les futurs. — Régime sans communauté. — Séparation de biens. — Régime dotal.	208
Artisan.	58	VENTE. — ÉCHANGE.	
Constructions.	201	Formes de la vente. — Obligations du vendeur et de l'acheteur. — Vente à réméré. — Transport des créances.	729
Plantations.	552	Echange.	292
Trésor.	711	LOUAGE.	
Chose trouvée.	137	Utilité de ce contrat. — Diverses espèces de louage : celui des choses ; celui d'ouvrage.	450
USUFRUIT, USAGE, HABITATION.		Louage des choses. — Règles communes aux baux des maisons et des biens ruraux. — Obligations du bailleur et du preneur. — Règles particulières aux baux des maisons et des biens ruraux.	450
Comment s'établit l'usufruit. — En quoi il consiste. — Quand il prend fin.	725	Portier.	561
Droit d'usage.	724	Louage d'ouvrage. — Louage des gens de travail. — Des voituriers par terre et par eau. — Des devis et des marchés.	454
— d'habitation.	378	Domestiques.	267
SERVITUDES.		Bail à cheptel. — Diverses espèces de cheptel.	455
Diverses espèces. — Elles dérivent de la situation naturelle des lieux, ou des obligations imposées par la loi, ou des conventions entre les propriétaires. — Distinction des servitudes en servitudes continues ou discontinues, apparentes ou non apparentes. — Extinction des servitudes.	644		

	Pages.		Pages.
SOCIÉTÉ.		férence avec le <i>compromis</i> .—Ses formes. — Cas de nullité.....	704
Dispositions générales.—Diverses espèces de sociétés <i>civiles</i> . — Engagements des associés entre eux et à l'égard des tiers.—Extinction de la société.....	646	NANTISSEMENT.	
PRÊT.		Du <i>gage</i>	498
Diverses sortes de prêt : à usage; — de consommation; — à intérêt.....	575	De l' <i>antichrèse</i>	499
DÉPÔT ET SÉQUESTRE.		PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES.	
Diverses espèces : dépôt volontaire ou nécessaire; — séquestre conventionnel ou judiciaire.....	253	Définition du <i>privilege</i> . — Diverses créances privilégiées. — Mode d'inscription, de renouvellement, de radiation, de réduction et d'extinction des privilèges.....	581
CONTRATS ALÉATOIRES.		Définition de l' <i>hypothèque</i> . — Ses effets.—Diverses sortes d'hypothèques; leur rang. — Mode d'inscription, de renouvellement, de radiation, de réduction et d'extinction.....	283
Définition.....	34	Conservateur des hypothèques... ..	189
Assurances.....	64	Transcription.....	705
Contrat à la grosse.....	204		
Jeu.....	421	EXPROPRIATION FORCÉE.	
Pari.....	529	Ce que c'est. — Dans quel cas elle a lieu. — Quand elle peut être suspendue.....	339
MANDAT.		PRESCRIPTION.	
Utilité, formes et effets de ce contrat. — Différentes manières dont il prend fin.....	463	Son objet. — Son utilité. — Deux sortes de prescriptions : l'une, afin d' <i>acquiescer</i> ; l'autre, afin de se <i>libérer</i> . — Causes qui empêchent la prescription, ou qui en interrompent ou en suspendent le cours.....	371
CAUTIONNEMENT.			
Nature et étendue du cautionnement. — Ses effets. — Son extinction.....	115		
TRANSACTION.			
Objet de la transaction. — Sa dif-			

PROCÉDURE CIVILE.

GÉNÉRALITÉS.		Interrogatoire sur faits et articles.....	417
Code de procédure civile. — <i>Objet</i> . — <i>Divisions</i>	143	Vérification d'écriture.....	736
Action. — <i>Diverses espèces</i>	25	Matières sommaires.....	475
Demandeur.....	243	Compulsoire.....	139
Défendeur.....	241	Commission rogatoire.....	151
Avoué.....	76	INCIDENTS.	
Avocat.....	75	Exceptions <i>déclinatoires</i> , <i>dilatatoires</i> ou <i>péremptoires</i>	336
Huissier.....	283	Conflits.....	162
Ministère public.....	485	Abattement de juge.....	7
Assistance judiciaire.....	60	Désaveu.....	257
INSTRUCTION.		Récusation.....	600
Conciliation.....	160	Règlement de juges.....	602
Ajournement.....	34	Acquiescement.....	12
Communication au Ministère public.....	157	Désistement.....	258
Enquête.....	324	Intervention.....	417
Témoins.....	693	Péremption d'instance.....	549
Expertise.....	338	Transaction.....	704
Délibéré.....	242	Compromis.....	159
Instruction par écrit.....	402	Accommodement.....	11
Descente sur les lieux.....	258	Référé.....	602

	Pages.		Pages.
JUGEMENT.—VOIES DE SECOURS.		Saisie-arrest.	616
Distinction des jugements en jugements <i>contradictaires</i> ou jugements <i>par défaut</i> ;— en premier ou en dernier ressort.	426	— brandon.	617
Opposition.	521	— des rentes constituées sur particuliers.	617
Appel.	48	— exécution ou <i>mobilière</i> .	617
Tierce-opposition.	693	— gagerie.	618
Requête civile.	608	— immobilière.	618
Prise à partie.	579	— revendication.	618
Cassation.	114	Expropriation forcée.	339
EXÉCUTION DES JUGEMENTS.— PROCÉ- DURES DIVERSES.		Contrainte par corps.	203
Dépens.	253	Ordre.	522
Frais de justice.	364	Scellés.	621
Commandement.	146	Inventaire.	417
		Carence.	113
		Bornage.	91
		Offres réelles.	520
		Consignation.	189

INSTRUCTION CRIMINELLE.

GÉNÉRALITÉS.		Tribunal de police correctionnelle.	715
Code d'instruction criminelle. —		Cour d'assises.	218
Objet. — <i>Divisions</i> .	144	Jury.	426
Action publique.	26	Mise au secret.	622
— civile.	25	Flagrant délit.	359
Dénunciation.	243	Mise en liberté provisoire.	443
Désistement.	258	Témoins.	693
POLICE JUDICIAIRE.		Contumace.	215
Objet de la police judiciaire. —		Extradition.	342
Fonctionnaires et agents qui en		Absolution.	7
sont chargés.	558	Acquittement. — <i>Non bis in idem</i> .	
Gendarmerie.	371	Sens de cette maxime.	13
Commissaire de police.	148	VOIES DE RECOURS.	
Ministère public.	485	Opposition.	521
Juge d'instruction. <i>Mandats qu'il</i>		Appel.	48
<i>peut décerner</i> .	425	Cassation.	114
Chambre des mises en accusation.	120	Révision des procès criminels et	
JUSTICE CRIMINELLE.		correctionnels.	615
Tribunal de simple police.	716	Réhabilitation.	603

CODE PÉNAL.

GÉNÉRALITÉS.		PEINES.	
Code pénal. — <i>Objet. — Divisions</i> .	144	Classification. — Durée. — Pres-	
Infractions {		cription.	538
à la loi {			
Crime.	230		
Délit.	242		
Contravention.	212		
Peines criminelles.		spéciales aux crimes <i>politiques</i> .	
		Déportation.	253
		Détention.	260
		Bannissement.	78
		spéciales aux crimes <i>ordinaires</i> .	
		Mort.	494
		Travaux forcés à perpé-	
		tuité.	709
		— à temps.	
		Réclusion.	598
		Dégradation civique.	241

Conséquences attachées aux condamnations aux travaux forcés à temps, à la détention et à la réclusion :

Interdiction légale.....	413
Surveillance de la haute police.....	684
Peines correctionnelles. { Emprisonnement, de 6 jours à 5 ans.....	320
{ Interdiction des droits civiques, civils et de famille....	413
{ Amende, depuis 16 francs.....	45

Peines communes aux matières criminelles et correctionnelles :

Surveillance de la haute police.....	684
Amende.....	45
Confiscation.....	162
Peines simple police { Emprisonnement, jusqu'à 5 jours inclusivement.....	320
{ Amende, jusqu'à 15 francs inclusivement.....	45

CIRCONSTANCES INFLUANT SUR LA PÉNALITÉ.

Circonstances aggravantes.....	137
Récidive.....	598
Circonstances atténuantes.....	137
Discernement.....	263
Excuse.....	337
Complicité.....	158
Tentative.....	694
Amnistie.....	46
Grâce.....	373

PRINCIPAUX CRIMES ET DÉLITS.

1^o Contre la chose publique :

Attentats et complots.....	72
Excitation à la haine et au mépris du Gouvernement.....	337
— au mépris ou à la haine des citoyens les uns contre les autres.....	337
Cris séditieux.....	230
Attroupements.....	73
Barricades.....	81
Rébellion.....	595
Violences envers les dépositaires de l'autorité et de la force publique.....	740
Association illicite.....	62
Société secrète.....	664
— internationale.....	415
Evasion de détenus.....	394
Rupture de ban.....	616
Recel de criminels.....	596
Empiètement des Autorités administratives et judiciaires.....	319
Faux. (Fausse monnaie;—contre-façon des sceaux de l'Etat, des billets de banque, des effets publics, des poinçons, timbres et marques;—faux en écritures publiques ou authentiques, et de commerce ou de banque;—faux en écriture privée;—faux commis dans les passe-ports, permis de chasse, feuilles de route et certificats).....	352

Forfaiture.....	364
Concussion.....	161
Corruption de fonctionnaires.....	216
Abus d'autorité.....	7
Usurpation de titres ou fonctions.....	726
Associations de malfaiteurs.....	63
Vagabondage.....	727
Mendicité.....	478
Bris de scellés.....	621
Outrages à des fonctionnaires, magistrats, jurés, témoins, etc.....	524
Dégradation de monuments.....	242
Outrage à la morale publique et religieuse.....	523
— à la religion.....	524
— aux bonnes mœurs.....	524

2^o Contre les particuliers.

Actes de barbarie.....	81
Meurtre.....	479
Assassinat.....	59
Parricide.....	529
Infanticide.....	397
Empoisonnement.....	320
Menaces.....	477
Coups et blessures.....	216
Duel.....	286
Avortement.....	76
Attentats aux mœurs.....	72
Outrage public à la pudeur.....	524
Attentat à la pudeur, avec ou sans violence.....	72
Viol.....	739
Excitation à la débauche.....	336
Adultère.....	30
Bigamie.....	85
Arrestation illégale.....	55
Séquestration.....	627
Enlèvement de mineurs.....	323
Suppression d'enfant.....	321
Substitution d'enfant.....	321
Supposition d'enfant.....	321
Enlèvement d'enfant.....	321
Recel d'enfant.....	321
Faux témoignage.....	356
— Serment.....	627

	Pages.		Pages.
Diffamation	262	Mutilation d'arbres.....	52
Injures.....	398		
Révélation de secrets.....	615	PRINCIPALES CONTRAVENTIONS.	
Banqueroute.....	79	Ban de vendange. (<i>Contravention</i>	
Vol.....	742	au).....	729
Escroquerie.....	329	Charivari.....	123
Chantage.....	122	Défaut d'échenillage.....	293
Usure.....	726	— d'éclairage.....	293
Tromperie sur la marchandise..	717	— d'entretien, de réparation	
Abus de confiance. (<i>Abus des be-</i>		ou de nettoyage des	
<i>soins, des faiblesses et des pas-</i>		cheminées.....	125
<i>sions d'un mineur; — abus de</i>		Divagation d'animaux.....	47
<i>blanc-seing; — détournement</i>		Enlèvement ou laceration des aff-	
<i>d'objets confiés à titre de louage,</i>		ches apposées par ordre de l'Ad-	
<i>de dépôt, de mandat, etc.; —</i>		ministration.....	30
<i>soustraction de pièces produites</i>		Exercice du métier de devin....	263
<i>dans un procès.</i>).....	8	Grapillage.....	374
Loterie non autorisée.....	449	Injures simples.....	398
Tenue sans autorisation d'une mai-		Jet d'immondices.....	387
son de prêt sur gages.....	577	Mauvais traitements envers les	
Entraves à la liberté des en-		animaux domestiques.....	47
chères.....	320	Maraudage.....	466
Agiotage.....	33	Négligence des aubergistes, hôte-	
Violation de sépulture.....	739	liers, logeurs, à inscrire régu-	
Exercice illégal de la médecine..	476	lièrement les personnes logées	
Contrefaçon.....	242	chez eux.....	74
Coalitions accompagnées de vio-		Refus des monnaies nationales...	492
lences ou de menaces.....	139	— de prêter secours en cas	
Embauchage.....	319	d'incendie.....	394
Divulgaration de secrets de fabrique.	622	Tapage nocturne.....	688
Déplacement ou suppression de			
bornes.....	91		

LÉGISLATION COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE.

GÉNÉRALITÉS.

Agriculture.....	33
Commerce.....	147
Industrie.....	396
Libre-échange.....	444
Liberté du travail et de l'industrie.	
<i>Exceptions à ce principe.</i>	436
Des commerçants. — <i>Capacité,</i>	
<i>obligations générales.</i>	146
Usages commerciaux.....	724

INSTITUTIONS AUXILIAIRES DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE.

Comices agricoles.....	146
Foires, halles et marchés.....	359
Bourses de commerce.....	92
Magasins généraux.....	458
Ventes publiques de marchandises	
en gros.....	735
Poids et mesures.....	554
Monnaie.....	490
Conservatoire des arts et métiers.	189
Ecole centrale des arts et manu-	
factures.....	295
— supérieure du commerce..	302

Ecoles d'agriculture.....	303
— d'arts et métiers.....	303
— vétérinaires.....	304
Ecole des mines.....	298
— des mineurs de St-Etienne.	294
— des maîtres ouvriers mi-	
neurs d'Alais.....	294

CONSEILS ÉTABLIS DANS L'INTÉRÊT DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE.

Chambres consultatives d'agricul-	
ture.....	120
— consultatives des arts	
et manufactures.....	120
— de commerce.....	121
Conseil général d'agriculture....	184
— supérieur du commerce,	
de l'agriculture et de	
l'industrie.....	188

INTERMÉDIAIRES DE COMMERCE.

Agents de change.....	32
Courtiers.....	221
Commissionnaires.....	149
Voituriers.....	741

Pages.		Pages.
	CRÉDIT AGRICOLE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.	
Banque de France.....	78	lubres ou incommodes..... 330
Comptoirs d'escompte.....	159	Livrets d'ouvriers..... 446
Société générale de crédit indus- triel et commercial.....	229	Machines et chaudières à vapeur..... 458
Crédit agricole.....	224	Tissage et bobinage..... 699
— foncier.....	224	Apprentissage..... 51
— mobilier.....	229	Travail des enfants dans les ma- nufactures..... 707
	SOCIÉTÉS COMMERCIALES.	
Sociétés en nom collectif.....	651	COMMERCE MARITIME.
— en commandite simple.....	652	Droit maritime..... 233
— en commandite par ac- tions.....	652	Mér..... 479
— anonymes.....	654	Navire..... 500
— à capital variable.....	657	Jaugeage..... 420
Associations commerciales en par- ticipation.....	659	Tonnage..... 704
	EFFETS DE COMMERCE.	Agrès..... 33
Lettre de change.....	306	Radoub..... 595
Billet à ordre.....	314	Abordage..... 3
— à domicile.....	86	Echouement..... 293
— au porteur.....	86	Innavigabilité..... 398
	JURIDICTION COMMERCIALE.	Arrêt de prince..... 57
Conseils de Prud'hommes.....	168	Amarrage..... 45
Tribunal de commerce.....	712	Jours de planche..... 423
Agréés.....	33	Surestaries..... 684
	PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE.	Blocus..... 87
Brevets d'invention.....	94	Fret..... 367
Dessins de fabrique.....	258	Nolis..... 506
Marques de fabrique et de com- merce.....	474	Charte-partie..... 123
Enseigne.....	326	Connaissance..... 164
Achalandage.....	11	Jet et contribution..... 420
	POLICE DE L'INDUSTRIE.	Capitains de navire..... 111
Durée du travail.....	287	Livre de bord..... 445
Etablissements dangereux, insa-		Baraterie..... 80
		Lamanage.— Lamaneurs..... 431
		Ecoles d'hydrographie..... 302
		Cabotage..... 103
		Consuls..... 202
		Jeunes de langues..... 421
		Drogman..... 278
		Préfets maritimes..... 570
		Courtièrs maritimes..... 222
		Douanes..... 272
		Contrat à la grosse..... 204
		Assurances maritimes..... 64

ÉCONOMIE POLITIQUE ET STATISTIQUE.

ECONOMIE POLITIQUE. — Son ob- jet et son importance.....	306	STATISTIQUE. — <i>Objet de cette science. — Commissions can- tonales.</i>	665
Etat. <i>Sa mission.</i>	332	Résultats généraux des cinq der- niers recensements de la popu- lation de la France.....	597
Gouvernement. <i>Sa mission.</i>	372	Nomenclature des 89 départe- ments; leur population, leur su- perficie; arrondissements dont ils se composaient en 1870 (373).	244
Liberté du travail et de l'industrie. — <i>Historique des corporations, jurandes et maîtrises. — Excep- tions au principe de la liberté du travail et de l'industrie.</i>	436	Tableau des anciennes provinces avec l'indication des divers pays qu'elles renfermaient.....	587
Libre-échange.....	444	Répartition des 37,548 communes	
Droit au travail.....	279		
Coalitions.....	139		
Grèves.....	374		
Sociétés coopératives.....	660		

	Pages.		Pages.
de France en 1870, d'après le chiffre de leur population.....	151	Cours normaux d'institutrices (50).....	305
Répartition, par départements, du nombre des députés composant l'Assemblée nationale.....	256	Divisions militaires en 1870 (22).....	305
Statistique de l'état civil en France, de 1852 à 1866.....	23	— <i>Leur circonscription</i>	264
Effectif du bétail en France, d'après le recensement de 1866.....	83	Arrondissements (5) et sous-ar- rondissements maritimes.....	570
Production du blé en France, de 1854 à 1868.....	118	Inspections générales des ponts et chaussées (16). — <i>Leur cir- conscription</i>	359
— du seigle, de l'orge et de l'avoine, de 1859 à 1868.....	119	Inspections générales des mines (5). — <i>Leur circonscription</i>	484
— du vin, à diverses épo- ques, de 1854 à 1868.....	90	Succursales de la Banque de France (61).....	79
— des alcools, des cidres, poirés et des bières, de 1858 à 1868.....	90	Statistique des brevets d'invention et des certificats d'addition déli- vrés du 9 octobre 1844 à la fin de 1868.....	99
— du sel, de 1852 à 1866.....	623	Statistique des caisses d'épargne au 31 décembre 1868.....	106
Consommation du tabac, de 1852 à 1865.....	687	Résumé des opérations de la caisse des retraites pour la vieillesse, du 11 mai 1851 au 31 décembre 1868.....	105
Cours d'appel (26). — <i>Leur siège et leur circonscription</i>	220	Statistique des sociétés de secours mutuels au 31 décem- bre 1868.....	663
Tribunaux de commerce (213). — <i>Villes où ils sont établis</i>	712	— des concessions de mi- nes au 1 ^{er} janv. 1869.....	485
Diocèses (84). — <i>Leur siège et leur circonscription</i>	231	Tableau des résidences interdites aux condamnés libérés, soumis à la surveil- lance de la haute police.....	684
Circonscriptions archiepiscopales (17). — <i>Evêchés suffragants</i>	233	— des poids et mesures.....	555
Académies (17). — <i>Leur chef-lieu et leur ressort</i>	402	— indiquant la dénomina- tion, la valeur, le dia- mètre et le poids des pièces de monnaie fran- çaise.....	491
Facultés. — <i>De théologie</i> (6); — <i>de droit</i> (11); — <i>de médecine</i> (3); — <i>des sciences</i> (15); — <i>des let- tres</i> (15).....	343	— la valeur des monnaies fabriquées en France, de 1853 à 1870.....	492
Ecoles préparatoires de médecine et de pharmacie (21).....	305	— faisant connaître le taux de l'intérêt de l'argent placé en rentes sur l'E- tat, 3, 4 1/2 et 5 p. 100 à différents cours.....	607
Lycées (80).....	408		
Collèges communaux (242).....	408		
Ecoles normales primaires d'ins- tituteurs (78).....	304		
— normales primaires d'ins- titutrices (10).....	305		

FIN DE LA TABLE MÉTHODIQUE.

